REVUE

DES

DEUX MONDES

CV^{e} ANNÉE. — HUITIÈME PÉRIODE

TOME TRENTIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1935

LA CHUTE D'ICARE

I

Il nous suffit parfois d'une minute pour découvrir ce qui se cachait encore à nos yeux et nous faire entrevoir la forme que va prendre notre destin. Mais cette minute, nous la devons presque toujours à une cause accidentelle ; rarement, à notre clairvoyance.

Un soir de la fin août, nous dînions, Luc et moi, chez mes vieux amis, M. et Mme Audièpvre.

Comme il arrivait souvent en ce temps-là, la table se partageait entre deux générations : d'une part, Francis Audièpvre, sa femme, la marquise de Berneries et moi ; de l'autre, les nièces des Audièpvre, Liliose et Marie-Marthe de Thiberghien, mon fils et un lieutenant de vaisseau, grand familier de la maison, Robert Hyades.

Avant de pousser plus loin mon récit, il faut que je me détende, que je me réchauffe le cœur au tableau de notre intimité. Abandonné à soi-même, l'homme ne peut guère que se tourmenter ou s'aigrir, à moins qu'il ne possède de grandes vertus religieuses ou métaphysiciennes, le goût passionné du travail ou quelque pente à la rêverie. Qu'on le veuille ou non, c'est d'autrui que lui viennent ses plus grandes joies; et la souffrance des misanthropes naît d'ignorer le secret de ces joies, ou de l'avoir perdu.

L'intérieur des Audièpvre, c'était pour moi l'amitié, le dévouement, la confiance, une si longue et si douce habitude

de nous retrouver, que nous passions quelquefois de longs moments sans nous parler : à quoi bon le faire? On ne commente pas un paysage devant lequel on vit. On le respire, on se mêle à lui, on s'imprègne de sa substance, on flotte avec son ciel, on palpite avec ses feuilles, on chante avec ses ruisseaux. Il en est de même de l'affection. Un regard, un geste de la main, une phrase au hasard, un nom, et vos pensées se suivent, s'éperonnent mutuellement, s'étayent pour mieux s'opposer à quelque ennemi toujours proche, se rejoignent enfin à quelque rendez-vous, où le moindre mot vous remet en selle, lancé sur quelque nouvelle piste.

Nous étions arrivés à cet état d'abandon et de pénétration mutuelle où il suffit parfois d'ébaucher une pensée à voix haute pour qu'elle soit immédiatement comprise et pour que quelqu'un continue tout naturellement l'idée mise en train.

Les amitiés qui ont longtemps résisté à la vie s'usent difficilement. Nous formions, mon groupe et moi, une petite société où, depuis bientôt trente ans, nous nous retrouvions plusieurs fois par semaine. Chacun de nous connaissait les secrets, les souvenirs de jeunesse, les amours, les grands élans, les déconvenues, les échecs, les ressources et les limites de tous les autres. Nous étions à la fois des témoins, des confidents et presque des complices; nous avions, à huit ou neuf, une sorte d'existence commune. Francis Audièpvre qui aimait les expressions pittoresques appelait cela le « polypier ». Il est de fait que nous nous étions créé peu à peu une manière de conscience collective qui travaillait aussitôt que nous étions réunis. La vieillesse est une caverne pleine d'échos qu'il faut arracher au sommeil si l'on veut sentir encore le prix de la vie.

Francis Audièpvre avait le goût du luxe, mais il le manifestait seulement dans certains détails raffinés, car l'ensemble de ses mœurs demeurait simple. On mangeait cependant chez lui dans de vieilles assiettes de Chine ou de Moustiers et on buvait dans d'antiques verres de Venise, tout embués par le temps. Quelques beaux tableaux italiens, non signés, mais où l'on retrouvait les façons et les préférences d'un grand peintre, régnaient sur la salle à manger; un faux Titien ouvrait une perspective de feuilles et d'air au delà d'une Vénus ambrée; et un élève du Tintoret avait fixé au bord d'une eau bouillonnante une princesse roulée dans une étoffe, qui avait à la

fois le vert métallique des cétoines, et le rose impondérable des pivoines.

Par les fenêtres de la pièce, lesquelles n'étaient pas encore closes, on voyait ce qui entourait la maison ; c'est-à-dire un grand bois de pins qui s'étendait assez loin sur la gauche, tandis que, sur la droite, il laissait libre un espace dominant de très haut le golfe de Marseille. La propriété des Audièpvre occupait le point le plus élevé de cette colline qui agrafe les rochers de Notre-Dame de la Garde aux pentes qui dévalent sur le Prado. C'était un plaisir de manger en écoutant cette symphonie que le vent enseigne aux conifères et qui, avec ses larges *andante*, ses *allegro* inattendus, ses brusques attaques sur les branches basses, ses lents déferlements de cimes, apprivoise, approche de nous, rend intime et familière, met en quelque sorte à la portée immédiate de notre oreille, dans une sorte de transcription végétale, la multisonnante rumeur maritime. Il restait encore, entre les arbres, des rougeurs confuses, des masses écumantes, quelques profils de nuages, qui, ce soir-là, déchaînés, impétueux, montrant dans leur assemblage des casques, des lances et des crinières, avaient je ne sais quoi de chevaleresque. Le souffle grossissant semblait tout près d'annoncer le mistral; il avait plu légèrement la veille.

— Ne trouvez-vous pas que cela sent le brûlé? dit Mme Audièpvre.

Nous connaissions ses phobies : elle avait peur du feu, des tonnerres, des chevaux emballés, des chiens errants, des tunnels, des cambrioleurs, et elle entretenait fervemment cette pusillanimité en lisant les récits des menus cataclysmes quotidiens qui remplissent les journaux. Aussi se moqua-t-on d'elle sans attacher d'importance à ses propos.

C'était une femme toute ronde, corpulente, habillée à ravir et délicieusement parfumée, qui avait été fort jolie autrefois, bien qu'un nez en pied de marmite eût gâté son visage. Sa physionomie lui devait du moins ce caractère espiègle et spirituel qui s'accordait à sa nature enjouée et malicieuse, à sa conversation drôlatique, à ce qu'il y avait de gavroche et d'imprévu dans son humeur.

Comme l'on continuait à parler d'autre chose, elle nous interrompit de nouveau.

— Je vous assure que ça sent le brûlé.

— C'est grave, répondit son mari ; c'est peut-être le rôti. Je ne crois pas qu'il y ait une catastrophe plus tragique qu'un rôti brûlé.

— Ne plaisante pas, dit sa femme, nous sommes entourés de pins, ils flambent comme des allumettes.

— Et puis, reprit M. Audièpvre, qui mêlait parfois le lyrisme aux plaisanteries, il ne faut pas oublier que nous sommes aux bords de la Méditerranée, sur ces rives où l'on a élevé tant de bûchers ; il reste peut-être encore dans l'air quelque odeur de celui où fut consumé Hercule. Des arbres comme ceux du mont Œta mettent plusieurs siècles avant de s'éteindre.

La marquise de Berneries qui, dans sa jeunesse, avait joué au milieu de nous le rôle normal de la femme fatale et qui en avait gardé dans son attitude et dans son aspect un air tragique et presque menaçant, vint au secours de Mme Audièpvre.

— Emmeline a raison, Francis, il ne faut pas toujours plaisanter de tout. Le tragique intervient souvent dans la vie de chaque jour.

— Il intervient, répondit-il, parce qu'on y croit trop ; ce sont les gémissements des Israélites qui ont attiré tous leurs malheurs.

Mais à ce moment, comme pour donner raison à Mme de Berneries, un messager apparut, qui n'était point épuisé de fatigue, ni vêtu d'une courte tunique blanche, comme dans les tragédies antiques, mais qui avait, au contraire, la figure bonhomme et tourmentée, le visage couleur de racine et les cheveux toujours réfractaires de Désiré, le jardinier. La mission dont il était chargé démentait en ce moment son air débonnaire.

— Monsieur Audièpvre, cria-t-il, il y a le feu dans le vallon !

Si épouvantée qu'elle fût par cette nouvelle, Mme Audièpvre eut encore le temps de s'emporter contre son mari, qui ne croyait jamais à ce qu'elle disait.

— Tu le vois bien, s'écria-t-elle, tu le vois une fois de plus, j'ai toujours raison !

— Eh bien ! tu as tort d'avoir toujours raison, répondit Francis Audièpvre en courant vers la porte.

Il y eut alors quelques minutes solennellement consacrées

au tumulte et au désordre. Tout le monde parlait à la fois, se précipitait dans tous les sens, se bousculait en s'interpellant. Des phrases hâtives se croisaient :

— A-t-on téléphoné aux pompiers?

— Avant qu'ils arrivent, tout aura flambé !

— Jamais nous n'aurons assez d'eau pour éteindre un feu pareil.

— Le pire de tout est que le vent souffle.

— Il n'y aura pas moyen d'enrayer le sinistre.

— Ma chère Emmeline, je vous conseille de faire déjà quelques paquets et d'emporter ce que vous avez de plus précieux.

— C'est une folie d'habiter dans un endroit pareil, je l'ai toujours dit.

Cependant, Francis Audiëpvre téléphonait au poste le plus voisin. Robert Hyades, Luc et moi, nous étions sortis : on voyait, en effet, monter du vallon tout voisin de lourdes volutes de fumée noire que le vent inclinait sur la gauche. De temps en temps, à travers leur opacité tournoyante, éclatait une grande flamme rouge qui se dardait comme un serpent, cherchait à s'orienter dans plusieurs sens, puis disparaissait tout d'un coup comme happée par un nouveau tourbillon.

Le foyer semblait assez lointain, lorsque Hyades, qui cherchait à en mesurer l'étendue, nous fit observer que la flambée s'étendait déjà sur la gauche. C'était une partie plus clairsemée du bois, où de tous jeunes pins et des buissons d'argeiras offraient au feu un aliment irrésistible. Entre les touffes d'herbes et les troncs, nous regardions courir et vibrer un long ver de couleur rouge qui s'insinuait, poussait de l'avant, traînant derrière lui sa queue d'étincelles.

Mme Audiëpvre pleurait. La marquise de Berneries la serrait contre son cœur et faisait penser à Hécube sur le point de faire ses adieux à sa fille Polyxène. Pâles, Liliose et Marie-Marthe de Thiberghien se tenaient par la main et, les yeux agrandis par l'horreur, considéraient ces points d'or qui augmentaient maintenant partout et qui se répandaient comme une épidémie.

— Il faut agir et agir vite, dit Robert Hyades, sans quoi tout va y passer. Je connais le maniement de cette bête-là. Combien y a-t-il d'hommes ici ?

On fit un recrutement général. On pouvait rassembler, en dehors de nous, Désiré, le jardinier, et son fils; le concierge qui habitait un pavillon, à l'entrée de la propriété; le valet de chambre des Audièpvre, leur chauffeur et enfin le mien.

On donna à tout ce petit monde des haches, des bâtons, des cannes, des bêches, des pelles, tout ce qu'on put trouver encore d'instruments aratoires. Après quoi, nous descendîmes vers le vallon. A mesure qu'on avançait, l'odeur de brûlé vous pénétrait plus profondément dans les narines et on entendait ce halètement du feu, qui semble toujours chercher à reprendre haleine et qui ronfle avec fureur dès qu'il aperçoit une nouvelle proie à embraser.

Robert Hyades avait voulu d'abord se rendre compte de la topographie de l'endroit. Il y avait une bande de terre moins touffue qui séparait les premières assises du vallon de la crête au sommet de laquelle la maison était bâtie. Les buissons d'argeiras y étaient plus rares; les pins, rabougris.

— C'est ici, sur cette lisière, dit l'officier, qu'il faut mettre le feu afin que l'autre ne trouve plus rien en arrivant.

Nous allumâmes aussitôt des touffes d'herbes sèches et des buissons, cependant que le jardinier et les chauffeurs abattaient les petits arbres qui auraient pu continuer à transmettre le danger. A mesure que les argeiras flambaient, nous nous efforcions de les éteindre, aussitôt qu'ils étaient à demi carbonisés. Nous organisions ainsi une sorte de lande déjà noire, déjà morte, contre laquelle les grandes flammes viendraient mourir, à leur tour, ne trouvant rien à détruire.

La nuit était répandue, et, à mesure qu'elle nous enveloppait, le feu, qui, aux dernières lueurs du jour, conservait encore une apparence de gaieté, prenait maintenant tout son caractère lugubre. Nous voyions devant nous, au delà du vallon, les flammes sauter tout à coup du sol, s'élancer dans un arbre qui flambait aussitôt, jetant une grande colonne de fumée; et partout, dans des endroits encore obscurs, les terribles yeux rouges s'allumer comme des prunelles de loup. Cependant, de l'autre côté, on entendait des cris ; des gens couraient ; des ombres brusques passaient devant le brasier, puis s'enfonçaient dans les buissons. Nous nous étions portés beaucoup plus bas, sur un point nouveau, où l'ennemi venait de se déclarer plus dangereux, car il pouvait tourner par là la

ligne que nous avions brûlée et s'élancer à l'assaut de la maison. A coups de bâton, de gaules, nous frappions les buissons et les branches basses qui tombaient sous nos coups. Un jeune pin commençait à flamber et, comme il constituait la première sentinelle d'une ligne avancée d'arbres situés derrière nous, nous décidâmes de le sacrifier sans plus tarder, Désiré et mon chauffeur l'attaquèrent à la base, à coups de hache. Mais, dans la hâte de leur travail, ils le firent maladroitement, si bien que l'arbre, au lieu de s'incliner dans le sens souhaité, chut dans une autre direction, c'est-à-dire à la place où se tenait Robert Hyades. Toute la masse s'effondra sur lui; il n'eût pas le temps de fuir et, atteint par le filet des branches, il fut entraîné avec elles. Il disparut dans la fumée. Une rangée de buissons flambait plus bas et nous éclairait.

Au moment où le lieutenant de vaisseau tomba, j'entendis un double cri de terreur, et je vis dans une seconde tout ce que le visage de Liliose et de Marie-Marthe de Thiberghien exprimait d'angoisse, de désespoir et d'affolement. Je ne pouvais me tromper sur le sens de leur angoisse. Elle indiquait tout autre chose que la compassion ou même la révolte de l'amitié inquiète. Et, comme machinalement, à la même minute, je regardai mon fils, je vis sur son visage, à lui, une sorte de convulsion passagère; la plus affreuse vérité lui était révélée. Tout cela se passa dans un éclair. A la fois, les deux sœurs s'étaient élancées en avant, appelant Robert d'une voix aiguë. Luc les avait suivies, aussi promptement que le lui permettait sa jambe claudicante. Mais déjà le fils de Désiré et mon chauffeur avaient retiré le jeune homme du fouillis qui le recouvrait. Il portait au front une large blessure qui saignait abondamment. Ses vêtements étaient brûlés sur divers points, mais il semblait sain et sauf. Par chance, l'arbre, en l'entraînant dans sa chute, l'avait roulé sous celles de ses ramures qui n'avaient pas encore pris complètement feu. L'une d'entre elles l'avait blessé, mais il n'avait approché le brasier central que d'assez loin; ce qui ne l'empêchait pas d'avoir la main gauche toute noircie de brûlures et son veston roussi.

— Ce n'est rien, dit-il en se relevant.

Les deux sœurs s'empressaient, épongeaient son front, essayaient de faire un pansement; mais il le repoussait en riant.

— Laissez, dit-il, il faut d'abord finir ce que nous avons entrepris.

Nous étions en ce moment si près de la nouvelle ligne fumante que nous en ressentions toute la chaleur. Cette chaleur, la peau ne la souffrait pas de la même façon sur tous les points. C'est autour des paupières et sur la lèvre supérieure qu'elle se fait le plus cruellement sentir. Par moments, nous reculions, tant cette cuisson devenait intolérable. Enfin, les pompiers arrivèrent. Il était temps : le danger grossissait du côté le plus vulnérable. Ils entreprirent aussitôt sur ce versant le même travail d'isolement que Robert Hyades nous avait fait exécuter sur le premier et, laissant les chauffeurs, le concierge et les domestiques les aider, nous revînmes vers la maison, afin de soigner le blessé.

Le spectacle qui nous attendait ne manquait pas de comique. Mme Audièpvre, vêtue d'un costume de voyage, était assise sur le divan du salon, entre deux valises dans lesquelles j'appris par la suite qu'elle avait enfermé à la hâte ses bijoux, quelques souvenirs et les innombrables lettres d'amour qu'elle avait reçues au cours de sa vie, laquelle n'avait pas été sans passion. Comme elle vivait dans la crainte perpétuelle de l'incendie, ses objets précieux étaient toujours réunis ensemble, isolés, ficelés, prêts à l'emballage. Quant à la marquise de Berneries, assise auprès d'elle, elle lui prodiguait des consolations si pathétiques, qu'elle augmentait le désarroi de la pauvre Emmeline qui tremblait d'émotion.

— Eh bien! dit-elle, à notre arrivée, c'est fini, n'est-ce pas? Tout est perdu? Il faut partir?

— Il faut d'abord soigner Hyades qui s'est conduit héroïquement et qui a été blessé de même. Pour le reste, je crois qu'il y a un peu d'espoir de conserver au moins un mur ou deux sur quatre. C'est très important. Rien n'est plus ennuyeux que de perdre ses quatre murs à la fois.

Mme Audièpvre qui, dans son affolement, n'avait pas même remarqué la blessure de Robert, commença aussitôt de reprocher à son mari de faire des plaisanteries dans un moment aussi pénible. Il répondit allègrement :

— Je les fais justement pour que ce moment paraisse moins pénible. L'esprit n'a jamais servi à autre chose.

Cependant, Liliose et Marie-Marthe, qui avaient suivi des

cours d'infirmières à la Croix-Rouge, avaient tiré de leur commode tout un attirail de pansements qui contribuait à donner à Robert Hyades un air d'émir sarrazin. Il souffrait avec irritation ces excès de soins, n'étant pas de ceux qui se plaisent à être plaints ou dorlotés.

— Vous me rendrez ridicule avec cette lingerie, dit-il. Je vous assure que j'ai vu d'autres choses graves dans la vie que des buissons en feu et reçu d'autres projectiles que des pommes de pins.

Cependant, sa main le faisait visiblement souffrir, mais il protestait qu'il n'avait exactement rien.

Francis Audièpvre et moi, nous retournâmes sur le terrain de l'incendie. Combattu énergiquement sur trois points, le feu cédait.

— Dans une heure, nous dit un des pompiers, ça sera fini. Nous laisserons cependant deux hommes toute la nuit pour surveiller les bois, car le vent augmente et pourrait ranimer de loin en loin quelques foyers. Mais cela même serait sans danger, car les centres dangereux sont éteints ou isolés.

Rassurés, Audièpvre et moi, nous revînmes vers la maison.

— Emmeline est étonnante, me dit Francis, de sa voix gaie et toujours un peu persiflante. Ce n'est pas la première fois qu'à force d'avoir peur des accidents, elle les provoque. Et je ne peux pas dire qu'elle les redoute parce qu'elle en a eus beaucoup. Non. C'est toujours elle qui a commencé. Si elle avait épousé un homme aussi porté qu'elle à l'esprit catastrophique, je ne sais vraiment pas ce qui lui serait arrivé. Elle aurait fini par déclencher au moins un tremblement de terre.

Il ajouta :

— Hyades a été très bien. J'aime beaucoup ce petit. Il est exactement tout le contraire de ce que je suis. C'est pour cela sans doute que nous nous estimons autant. Ne trouvez-vous pas cependant qu'il ressemble fort peu à son père?

Robert Hyades était le fils d'un chirurgien, mort encore jeune et qui avait été l'ami d'enfance d'Audièpvre et notre camarade. Francis reprit :

— Est-ce la guerre qui a produit cela ? Mais je ne sens pas entre Robert et mon vieux Constantin l'espace d'une génération. Non, j'en sens quatre, cinq, six, je ne sais combien, un gouffre de gens inconnus. Par moments, quelque chose de lui

évoque pour moi, presque physiquement, le souvenir de Constantin, mais comme si celui-ci eût été pour Robert, non pas même un grand-père, mais je ne sais quel lointain ancêtre, un contemporain de l'âge de la pierre taillée, un vieux chasseur de mammouths.

Je fus sur le point de poser une question à mon ami au sujet de ses nièces et de ce que j'avais découvert pendant l'incendie. Mais je jugeai prudent de ne pas en parler tout de suite, d'autant plus que je connaissais assez le caractère d'Audièpvre pour savoir quelle puissance de secret contenait cet homme gai, bavard, extérieur et communicatif.

Si expansif qu'il fût, en effet, il était capable de garder un silence irréductible quand il le croyait nécessaire, et il le croyait souvent. J'ai d'ailleurs le sentiment que si les Provençaux parlent tant, c'est pour mieux dissimuler leurs pensées ou leurs intentions.

Mme de Berneries nous attendait avec impatience, car elle avait hâte de rentrer chez elle et ma voiture devait la ramener. Robert Hyades avait sa motocyclette; il refusa de se laisser conduire en ville. Pendant le parcours, mon fils ne prononça pas une parole et Mme de Berneries nous entretint avec complaisance des différentes circonstances où elle avait eu affaire à des événements tragiques, en omettant, bien entendu, de faire allusion aux seules circonstances vraiment pénibles auxquelles elle avait été mêlée et que je ne connaissais que trop bien. Cette conversation frivole et légère nous occupa pendant tout le trajet. Après avoir laissé Mme de Berneries chez elle, cours Pierre Puget, nous revînmes chez nous.

Comme pour m'assurer que ma découverte n'était pas une illusion, je dis en chemin à mon fils :

— Hyades a tiré nos amis d'un bien mauvais pas. Sans la manière dont il a organisé la lutte, je crois que la maison des Audièpvre y aurait passé.

Il était à ce moment-là si insupportable à Luc d'entendre le moindre éloge de celui dont il venait de découvrir qu'il était son rival, qu'il ne put contenir sa jalousie et qu'il s'écria avec colère :

— Ce qui m'a le plus frappé, c'est l'emphase ridicule avec laquelle il a prétendu qu'il n'était pas blessé quand on l'a retiré de dessous son arbre. Cette affectation d'héroïsme quand il ne

vous est rien arrivé de grave est vraiment ridicule. Je préfère les gens plus simples. Quant à l'incendie, je ne suppose pas que, même sans M. Robert Hyades, on l'eût laissé arriver jusqu'à la maison.

II

Quand Luc me souhaita le bonsoir et que je lui tendis la main, j'eus la tentation de retenir la sienne. Je sentais si vivement sa souffrance que j'en éprouvais moi-même le contre-coup. Cette soirée si bien commencée s'achevait dans l'angoisse et l'appréhension de l'avenir. C'était comme un étouffement, une fumée qui me montait du cœur à la tête et me laissait tout accablé. Avec un autre garçon que Luc, sans doute eussé-je tenté d'engager la conversation sur ce terrain qui me semblait si dangereux. Mais je n'avais eu qu'à lever les yeux sur lui pour voir à quel point le moment était mal choisi pour un entretien de ce genre. Ce visage de Luc, fin et pâle, qui me rappelle celui de sa mère, avait cette expression mauvaise, amère, concentrée, que j'ai relevée souvent sur les traits de ma femme au temps de nos grandes difficultés. Ce sont des instants où je sais qu'il n'y a rien à faire, rien à dire, qu'il faut avoir la patience de laisser les choses en suspens, de se désintéresser du conflit, de ne pas vouloir avoir raison à tout prix. Les circonstances ont rendu Luc plus ombrageux et plus susceptible encore que sa mère. Je le regardai regagner sa chambre sans insister et, comme je me sentais incapable de dormir, — à mon âge, d'ailleurs, il est rare que les nuits soient lisses et glissantes, — je gagnai la bibliothèque et je pris un livre au hasard.

Je le pris, mais je ne l'ouvris pas. Il y a un moment dans la vie où c'est en soi-même qu'il faut chercher la force d'organiser les événements et de se faire une philosophie. Sénèque et Montaigne eux-mêmes, à ces heures-là, cèdent la place à ce Sénèque et à ce Montaigne intimes que chacun devrait porter en soi. J'avais toujours redouté l'époque où Luc serait amoureux. On ne le devient pas sans danger quand on traîne avec soi ce handicap d'un boîtement qui fait de vous aux yeux de beaucoup un demi-infirme et qui révèle à tous que vous avez été tuberculeux.

Dans quelle mesure aurais-je pu éviter que Luc s'éprît d'une des demoiselles de Thiberghien ?

Lorsque Mme Audièpvre, qui appartient à une famille de la Flandre française et que son mari a connue à Paris, perdit dans la même semaine sa sœur et son beau-frère, grand filateur de Roubaix, lorsqu'elle recueillit ses deux nièces, dont elle était la parente la plus rapprochée, Luc avait alors douze ans, l'aînée des fillettes dix. Il était assez naturel que, dans l'intimité où je vivais avec les Audièpvre, ces enfants grandissent ensemble. Au surplus, quand on le connaissait bien, et malgré cette claudication, Luc avait tout ce qu'il fallait pour être aimé d'une jeune fille. Ma responsabilité n'était pas en jeu ; du moins, elle ne l'était pas sur ce terrain-là. En était-il de même de tous ?

Une fois de plus, se présentait à moi le danger de cette pensée menaçante qui m'attaque dans bien des circonstances depuis dix ans.

Si charmante qu'ait été ma femme, je ne peux pas me cacher qu'en l'épousant je n'ai pas fait un mariage d'amour. Quand je l'ai rencontrée, j'étais même épris d'une autre personne, que j'ai perdue par la suite, mais, comme le dit un grand écrivain anglais : « Cela, c'est une autre histoire ! » J'étais alors sans fortune, jeune avocat ambitieux, qui sent son avenir prêt à lui échapper, faute de relations, d'entregent et de ce lustre que donne, sinon la prospérité, du moins son apparence.

Si j'ai épousé Marie Caulin, c'est à cause de sa fortune. J'ai accepté une union qui me permettait à moi, solitaire, inconnu, pauvre, un établissement magnifique, mais aussi son lourd fardeau : la redoutable hérédité de la jeune fille. Son père, en effet, ainsi que son frère aîné, étaient morts tous deux de tuberculose. La méningite avait emporté ses deux plus jeunes sœurs. J'avais bien recours, pour lutter contre mes appréhensions, aux assurances des médecins contemporains qui nient l'hérédité en matière de tuberculose. Mais si l'on supprime le mot et que l'on accepte simplement de croire à une prédisposition du terrain, n'est-ce pas, après tout, simple affaire de terminologie ? D'ailleurs, qu'ai-je besoin de discussions scientifiques pour savoir à quoi m'en tenir ? A douze ans, Luc est devenu coxalgique et, après quatre années

passées à Berck, j'ai eu devant les yeux ce grand garçon maigre, au regard fiévreux, aux traits tourmentés, à la nature malveillante, qui clopine sur une jambe raide et trop courte.

Il est bien certain que, sans cet accident, rien ne prouve que celle des Thiberghien dont il est épris fût devenue amoureuse de lui plutôt que de Robert Hyades. Mais en ce cas, Luc aurait couru sa chance, sans l'insupportable arrière-pensée de devoir son échec à une disgrâce physique, et moi, je n'aurais pas ce sentiment atrocement amer d'être en partie la cause de son nouveau chagrin.

J'ai ma vie sous les yeux, je la regarde sans indulgence, j'essaie de la juger ; mais un avocat est difficilement un juge, je plaide malgré moi. Je me défends contre un adversaire invisible. J'ai obtenu tout ce qu'un homme peut obtenir dans ma situation. J'ai été bâtonnier de l'Ordre, je suis une des sommités juridiques de la ville, j'ai une grande fortune, j'ai eu de nombreux succès féminins, je me suis efforcé, au milieu de ces conquêtes, de ne pas me laisser étourdir par les sottes fumées de la vanité et de demeurer simple, accueillant, facile à vivre. Tout cela, c'est la plaidoirie. Si je passe au réquisitoire, il me faut reconnaître que j'ai rendu profondément malheureuse cette femme qui m'aimait et n'a rien ignoré de mes trahisons ; reconnaître que la victime de cette ascension sociale est mon fils qui traînera toute sa vie l'entrave de son infirmité. Il est aisé de dire que je ne suis pas responsable de l'ordre général du monde, que ce n'est pas moi qui y ai introduit le mal et la souffrance, que je n'ai pas voulu la peine de mon enfant, que le hasard règle la plupart des aventures humaines ; mais il n'en demeure pas moins vrai que si M[lle] Marie Caulin m'a épousé, c'est grâce à l'effacement des autres prétendants à sa personne ou à sa fortune devant le risque d'un accident comme celui qui est arrivé à Luc. Cela, c'est une réalité contre laquelle aucun raisonnement ne prévaudra. Et si je souffre de la douleur inattendue de Luc, c'est non seulement parce que je sens la part obscure et profonde que j'ai dans l'origine de son échec, mais aussi parce que, par un sentiment assez naturel chez un homme élevé, comme je l'ai été, chrétiennement, il se forme ce sentiment vague qu'en partageant le chagrin d'autrui, on expie ses propres fautes et qu'on peut en éviter les conséquences dans l'avenir.

Pour le moment, cet avenir est proche, et il faut agir. L'action est la seule force, que je connaisse, de désintoxication morale. Je peux essayer d'aider Luc dans la mesure de mon pouvoir, qui est celui d'un homme expérimenté et qui a pris à la longue une certaine connaissance des mœurs humaines. Toutes les pensées pénibles, troubles et hésitantes qui ne se résolvent pas en actions nous empoisonnent tôt ou tard. Mais ici, que faire ?

Que Liliose et Marie-Marthe de Thiberghien aiment toutes les deux Robert Hyades, cela n'est point douteux. Mais lui-même a-t-il déjà fait un choix, et lequel ? Dans le cas où il se serait déclaré pour l'une ou pour l'autre, rien ne prouve que son choix se soit porté sur la même enfant que Luc. Il reste donc encore une chance à celui-ci, d'autant plus que ces amours de jeune fille ne sont pas fatalement des passions qui remplissent la vie, mais souvent de ces velléités d'amoureuse, que l'on prend pour de grands sentiments et qui ne sont alors que des bulles ou des bouffées montant d'un cœur encore inoccupé et que troublent l'approche et le désir de ces forces instinctives pour lesquelles toutes les femmes se croient créées.

A mesure que j'y réfléchis, je reprends confiance et la situation ne me paraît plus aussi grave que je l'ai soupçonnée au début. Mais il faut d'abord que je sache à quoi m'en tenir sur les sentiments de Luc et de Robert Hyades. Or, je ne peux compter sur leurs confidences. Il me faut donc tout attendre des circonstances et de leurs révélations ; à moins que Francis Audièpvre connaisse quelque chose de ses nièces : ce qui est douteux. Il me paraît difficile, en effet, de supposer que Liliose et Marie-Marthe ignorent mutuellement leur secret. Cette surveillance, où il faut qu'elles soient vis-à-vis l'une de l'autre, ne leur a permis aucune confiance à l'égard de leur oncle ou de leur tante. Ici encore le feu doit couver sans que la flamme soit visible. Il n'y a donc qu'à attendre, et le plus patiemment du monde.

Je remis le volume sur son rayon ; déjà, une raie bleuâtre fendait le cadre des fenêtres. Il ne me restait plus qu'à dormir, ou tout au moins à essayer de le faire. Une fois de plus, j'avais le sentiment qu'au lieu de m'abandonner au désordre, j'avais rendu les choses claires et fait un effort pour les organiser.

Des pensées lucides font les gestes énergiques et, si ceux-ci ne peuvent pas toujours empêcher les malheurs, du moins nous aident-ils à les supporter et, parfois même, à leur interdire notre approche.

III

Francis Audièpvre marchait à petits pas dans le terrain noirci par l'incendie. De toutes les ruines terrestres, il en est peu de plus misérables que celles que le feu laisse derrière lui. Les choses étaient en même temps détériorées et sales. Le sol était charbonneux; ce qui restait des arbres, des buissons, lamentablement roussi. Les branches de certains pins avaient un aspect à la fois velouté et minéral. Une odeur de brûlé flottait encore, douce, insistante, écœurante. On voyait dans la pinède une large trouée, fumante et corrodée laidement.

— Je suis plus affecté par cette vue, dit Francis, que je n'étais inquiet, l'autre soir, de tout perdre. Le spectacle de la fin m'est intolérable. Je pense à ces jeunes troncs, frémissants, chargés de sève, à ces argeiras frais et actifs, à toutes ces promesses en pleine force. Et cependant, rien de tout cela, pas plus que nous-mêmes, n'était destiné à demeurer. Un peu plus tôt, un peu plus tard, tout devait s'évanouir. Mais s'il est naturel à notre esprit de concevoir qu'une chose ou un être s'en aille pour laisser sa place à un autre, il ne l'est pas que la disparition se fasse en série. Rien ne nous semble plus naturel qu'il périsse par jour tant d'habitants à Marseille, mais s'ils mouraient dans la rue en une seule minute, nous en serions épouvantés.

Comme Francis était fatigué, il s'assit un moment sur un tronc d'arbre qui n'était qu'à demi rompu.

— A notre âge, reprit-il, ce saccage est plus pénible encore qu'à tout autre. Quand on est jeune, on ne s'arrête pas à ce qui tombe. Mais au nôtre, on y est particulièrement sensible.

La conversation m'offrait là un biais naturel que je saisis aussitôt.

— Ma foi, lui dis-je, cela n'est peut-être pas très juste. Vos nièces, l'autre jour, étaient aussi affectées que nous.

— Elles ont surtout été troublées de l'accident survenu à Robert.

Je le regardai à ce moment-là pour voir si cette phrase ne contenait pas une arrière-pensée qui m'eût permis tout naturellement de glisser la question que je sentais sur mes lèvres. Mais la figure d'Audièpvre était parfaitement innocente. S'il dissimulait, c'était avec la plus grande, la plus parfaite adresse. En réalité, il ne dissimulait rien. Ce qui se passe sous nos yeux est ce que nous voyons le moins aisément. Par quelle aberration, moi-même n'avais-je jamais soupçonné que Luc pût devenir amoureux de l'une ou de l'autre de ces Thiberghien ? Il y avait là de ma part un aveuglement plus extraordinaire encore que celui que je m'étonnais de trouver chez Francis.

Je redoublai d'efforts cependant pour attirer son attention sur un incident si important pour moi.

— Il est vrai, dis-je, que vos nièces ont manifesté, au moment de l'accident de Robert, une bien grande émotion.

— Elles l'ont cru brûlé vif, dit-il négligemment. Cette émotion était d'ailleurs toute naturelle. Quelques centimètres de plus, et Hyades était tué. C'est du moins ce qu'elles m'ont dit, reprit mon ami, sur le même ton insouciant.

Je sentais qu'il m'était impossible de fixer son attention là-dessus. Il est vrai qu'on l'intéressait peu quand on essayait de le prendre au mirage des épisodes quotidiens. Il disait volontiers qu'il parlait pour se distraire et non pour s'appesantir sur des choses qui l'ennuyaient déjà par elles-mêmes. Je devinai que rien ne lui serait plus indifférent, du moins dans ses propos, que les amours de ses nièces avec le lieutenant de vaisseau.

— Hyades, fis-je, a bien failli être en grand danger de prendre feu aussi.

— Oui, mais cela n'est pas arrivé. C'est comme les phobies d'Emmeline. Tout échoue heureusement...

Il alluma une cigarette et ajouta :

— Mon cher, je vis comme vous depuis soixante-deux ans ou à peu près. J'ai vu se passer bien des choses autour de moi. C'est effrayant à constater, mais la plupart n'avaient aucun intérêt, aucun. Peut-être ai-je cette impression parce que ce sont toujours les mêmes, ou à peu près, qui défilent sous nos yeux. Depuis trente ans, j'entends ma femme annoncer des catastrophes et elle les annonce si bien que, de temps en

temps, elles arrivent. Cet incendie, il y a dix ans que je l'attendais. Somme toute, il aurait pu être pire et emporter toute la maison ; c'était du moins ce que ma femme attendait. Vous le voyez, nous nous en sommes tirés assez bien, mais je vous assure que cela ne mérite pas une phrase. On parle vraiment trop de ce qui est accidentel.

— Attendez-vous encore quelque chose de la vie, Francis?

— Bien entendu ; comment vivrais-je autrement?

— Qu'attendez-vous?

— Je serais bien en peine de vous le dire, ou si je vous le disais, mon bon Albert, vous ririez. Il y a des gens qui en vieillissant deviennent raisonnables. Moi, je deviens de plus en plus extravagant. Je pense qu'à mon âge tout doit devenir possible, puisque l'on ne craint plus le ridicule, ni l'opinion.

— Francis, je vous soupçonne d'être amoureux de vos nièces.

Je voulais à tout prix ramener la conversation sur le cas de Liliose et de Marie-Marthe de Thiberghien. J'y revenais avec une obstination opiniâtre et maladroite, persuadé que je finirais par savoir quelque chose.

Audièpvre me répondit légèrement :

— Je crois en effet que je le suis, et de Liliose plus encore que de Marie-Marthe. Elle est plus belle d'abord, et puis elle a quelque chose qui plaît à mon imagination, une pointe de mystère, d'étrangeté. Parfois elle me dit des choses singulières. Marie-Marthe, elle, est une vraie Flamande. Elle n'aime que son intérieur, l'ordre, la maison, des meubles bien polis, des cuivres bien étincelants. Elle sera une épouse terriblement ennuyeuse. Liliose aussi, peut-être. J'ai connu un grand nombre de jeunes filles exquises. J'ai connu peu de femmes agréables; et les plus heureuses sont les plus fades.

— Vous êtes un égoïste, Francis.

— Je ne crois pas l'être plus que les autres et je m'ennuie plus vite qu'eux. Au fond, vous savez que j'aime mieux les livres que les hommes. Dans les moments où Liliose me divertit le plus, pensez-vous qu'elle puisse me dire la dixième partie de ce que raconte une des jeunes filles de Shakespeare?

— Les gens ne sont pas là uniquement pour vous amuser, Francis.

— C'est possible. Mais je ne voudrais pas qu'ils fussent là

uniquement pour s'ennuyer les uns les autres, et malheureusement c'est ce qu'ils font. Si je choisissais un mari pour Liliose, je lui donnerais quelqu'un de jeune, de gai, d'un peu étourdi, un homme sans amour-propre excessif et sans susceptibilité, un homme qui ait de la culture, de l'animation, de l'esprit, des idées bouffonnes, qui sache voyager, souffrir sans se plaindre, parler avec agrément et qui ait une certaine originalité dans ses actes.

— C'est votre portrait que vous tracez là, Francis. Vous êtes très sérieusement amoureux de votre nièce.

— Ce n'est pas mon portrait, dit humblement Audièpvre, c'est celui de l'homme que j'aurais voulu être et que je n'ai jamais été. Mon père a voulu que je sois comme lui un négociant, un négociant en cafés, et je l'ai été jusqu'au jour où je me suis trouvé assez riche pour renoncer au travail. Vous voyez bien que je ne suis pas celui que j'ai dépeint.

Tout en marchant, je me demandai si, en dessinant cette silhouette possible du mari de Liliose, Audièpvre n'avait pas voulu me faire sentir qu'il ne souhaitait pas d'union entre mon fils et sa nièce. Rien ne ressemblait moins à Luc que l'esquisse tracée à grand traits par mon vieil ami. Si je devinais juste, Audièpvre savait quelque chose des sentiments de Luc, il en savait même plus que moi, puisqu'il n'ignorait pas laquelle des deux sœurs était sa préférée. Cette conversation me forçait à faire un cruel retour sur le caractère de Luc. Si grande que fût mon affection pour lui, je devais bien reconnaître qu'il était fort peu aimable. Depuis l'incendie, je m'inquiétais de ses souffrances, mais, jusqu'ici, je ne m'étais pas demandé s'il serait jamais capable de rendre heureuse la femme qui se confierait à lui. Il était naturel qu'à cette question je me répondisse avec cette vivacité que donne l'aveuglement : « S'il est heureux, il rendra heureuse la femme qu'il aimera! » Mais une autre voix plus subtile, cette petite voix de l'intelligence que nous n'écoutons pas toujours, même quand elle se fait clairement entendre, me répondait avec assurance : « Le propre de ces natures malheureuses est de rendre les autres malheureux. » Ce n'est pas une question de circonstance, c'est une question de fatalité. Luc est né malheureux et il aime le malheur. Je le sais et cependant je dois tout faire pour lui éviter des expériences qui l'affligeraient trop.

Il y avait, en effet, dans le caractère de Luc cette tendance à se dénigrer et à dénigrer les autres, ce besoin de répandre du fiel autour de soi, cette tendance à voir en toute chose la part d'échec ou de déception qu'elle comporte, qui composent les caractères destinés à vivre dans le chagrin et dans une déconvenue systématique. Ces traits-là se marquaient déjà dans son enfance. La maladie dont il a souffert ne les a pas créés, mais profondément accentués. Si Luc n'était pas un malade, peut-être trouverais-je le moyen de l'arracher à son amertume et de lui inoculer un certain enthousiasme. Maintenant, c'est trop tard, le mal dont il souffre l'a frappé d'une façon ineffaçable. Ainsi j'en arrivais en même temps à désirer son mariage avec celle des Thiberghien dont il était amoureux et à souhaiter que cette union fût impossible. Il ne pouvait rien en naître de bon ni pour l'un ni pour l'autre.

— Suis-je amoureux ? reprit Francis. Mais en quoi cela consiste-t-il d'être amoureux ? Je le savais à vingt ans ou je croyais le savoir. Je l'ai été à trente ans, ou je croyais l'être ; j'en ai souffert à quarante, et de toutes les choses de ce monde, la souffrance est certainement une de celles qui ressemble le moins à une illusion. Mais aujourd'hui, je ne sais plus ce que c'est que l'amour, je ne l'éprouve pas et je n'en souffre plus ; cependant il m'en reste peut-être ce qu'il y a de meilleur : cette magie que l'on transporte autour de certains corps, de certains regards, de certains esprits et qui fait que l'on éprouve en leur présence, ou quand on pense à eux, des émotions extraordinaires. Pourquoi ? Comment ? J'ai eu quelque chose de cela devant des paysages, des fleurs, des animaux. Voyez-vous, quand on aime une chose, tout se mêle. Tout ce qu'il y a de beau et de charmant sur la terre vient tourner dans la même ronde. Cet amour-là pourtant, Albert, en quoi ressemble-t-il à celui que je croyais connaître à vingt ans et qui me poussait à réduire le plus de femmes possible à cet état où elles n'ont plus qu'à subir un joug et une domination ? Il me serait agréable, en effet, de faire, avant son mariage ou avant ma mort, un grand voyage avec Liliose. Mais il faudrait que je fusse seul avec elle, car je ne me vois pas emmenant en route ma femme ou Marie-Marthe. Comme il est irréalisable, je peux caresser longuement ce projet. J'aurais voulu que Liliose aimât après moi ce que j'ai aimé, fût émue par les

livres qui m'ont ému. Parfois, quand je me couche le soir, je me représente que je suis quelque part, très loin, dans l'hôtel d'un de ces beaux pays légendaires dont tout le monde parle de la même façon et je me dis que le lendemain, au matin, je frapperai à la cloison et que je crierai : « Liliose, habille-toi vite, il fait le plus beau soleil du monde sur San Miniato ou sur la Giudecca. Si tu te lèves trop tard, un cambrioleur sera venu qui aura mis dans un sac les monuments que nous voulions voir et à la place n'aura laissé qu'un terrain vague avec des trous pleins de scories. » Oui, voilà ce que je me dis et je m'endors tranquillement en pensant que je verrai Liliose le lendemain, toute la journée, et que cependant le plaisir que j'aurai à le faire sera bien diminué par le sentiment qu'elle n'aime pas ce que j'aime et que ce qui m'a ému lui est indifférent. Elle se mariera, un jour ou l'autre, avec un des hommes si ennuyeux que je vois partout et il lui paraîtra sans doute très agréable, car les femmes n'ont pas le même sentiment de l'ennui que nous.

Ce fut à ce moment que la maison nous apparut sur sa terrasse, dans son cadre de pins. On venait d'allumer les lampes et la diffusion de leurs petits soleils jaunes passait entre les volets et glissait lentement sur les pierres et sur les lauriers-roses du seuil. La porte s'ouvrit et Liliose parut. Elle vint légèrement à notre rencontre. Je l'avais vue bien des fois dans ma vie, mais je ne l'avais jamais regardée. Je l'avais admirée vaguement, parce qu'elle était belle, sans essayer de comprendre en quoi cette beauté correspondait à son caractère.

Elle marchait avec une certaine autorité rapide, cette grâce des femmes qui sont habituées à circuler en plein air et pour lesquelles il n'y a pas de murailles. C'était la démarche fière de Diane quand elle part pour la chasse. Pour la première fois, je crois, je remarquai qu'elle avait le visage très étroit et long, avec des traits extrêmement fins. Sa vraie couleur consistait en une pâleur légèrement ambrée que l'on ne voyait pas tout de suite, car le fard en alourdissait le ton général. Ses yeux étaient d'un bleu presque métallique, veiné de noir, à la fois sombres et limpides, sous des sourcils presque charbonneux et sa bouche offrait le modèle parfait d'un dessin de statue grecque. J'étais dans un jour particulier de réceptivité. En une seconde, je reçus de la présence de

Mlle de Thiberghien plus d'impressions que je n'en avais éprouvées jusque-là. Les idées qui se présentaient à moi étaient à la fois celles d'un besoin d'autorité et de domination presque absolu, d'un orgueil implacable qui pouvait descendre à la cruauté, d'une capacité de dévouement presque infinie, d'un courage allant jusqu'au goût du défi, et, en même temps, je sentais confusément sous tout cela se former un embryon de mysticisme encore informe et qui pouvait, un jour, transformer moralement la nature impulsive de cette jeune fille.

Je devinai tout cela comme une ombre à peine discernable, une *aura* mouvante, et immédiatement après, je ne vis plus rien. De nouveau se présentait à moi la Liliose que j'avais toujours connue, courtoise, aimable, un peu banale, avec un rien de rêveur.

Pourquoi sommes-nous soudain frappés par la présence morale d'un être qui nous a été à demi indifférent pendant des années et sur lequel nous n'avons que les vues les plus sommaires et presque les plus officielles ? Que pour une cause quelconque notre esprit soit éveillé, et nous recevons de cet être une image aussi forte que celle qui impressionne une plaque photographique ; après quoi, tout retombe dans cette habituelle mollesse, dans cette apathie où se traîne la plus grande partie de nos journées.

Liliose embrassa son oncle et lui dit avec tendresse :

— Nous commencions à nous inquiéter de la longueur de votre absence ; nous avions peur qu'il vous fût arrivé un accident quelconque ou que le feu eût repris quelque part.

— C'est-à-dire, répondit Audièpvre, que ma femme vous a encore monté la tête avec ses épouvantes ridicules. Eh bien ! rassure-toi, le feu n'a repris nulle part. Il n'y a pas eu d'inondation sur le haut de la colline ; aucune pluie de sauterelles n'a ravagé les romarins ; nous n'avons pas été attaqués par les lapins sauvages ; le jardinier n'a pas attrapé la peste et le monde n'est pas encore fini. Voilà bien des choses dont ma pauvre épouse aura à se consoler.

Liliose riait, découvrant des dents égales, petites, trop petites pour les dimensions de son visage.

— Ne soyez pas méchant, dit-elle, oncle Francis, ma tante

est plus malheureuse que vous de vivre dans cette perpétuelle anxiété.

Les lampes familières éclairaient Mme Audièpvre, la marquise de Berneries et Marie-Marthe de Thiberghien. Je venais d'examiner sa sœur plus attentivement que de coutume. J'essayai de voir Marie-Marthe avec la même acuité. Plus grande que Liliose, un peu ronde, avec une certaine tendance à l'embonpoint, elle avait un visage plus gai et plus coloré, des yeux plus clairs, une bouche plus charnue et quelque chose d'avenant et de sensuel. Ces cheveux châtains qui, chez la première, tournaient au blond, chez la seconde, devenaient roux. Elle n'avait pas la beauté de Liliose, mais un caractère plus familier, plus immédiat et, dans un certain sens, plus appétissant. Un homme jeune pouvait hésiter entre les deux. Sur qui s'était porté le choix de Luc? Robert Hyades hésitait-il encore ou bien était-il insensible à l'une comme à l'autre?

Je demandai aussitôt de ses nouvelles. Les deux sœurs me répondirent en même temps. Toutes les deux m'affirmèrent qu'il allait beaucoup mieux, mais chacune le fit comme si elle était la seule à avoir le droit de parler, comme si elle détenait entre ses mains, sinon le sort de l'officier, du moins le droit de me renseigner en son propre nom. Puis les deux sœurs se regardèrent. Ce fut un regard rapide, aigu comme un coup d'ongle. La conscience qu'elles avaient de leur rivalité m'apparut dans une pleine lumière. De nouveau, le silence se fit sur leur physionomie. Elles reprirent leur air fermé, lointain, indéchiffrable.

— Je suis bien contente pour ce jeune homme, dit Mme de Berneries, que la chose se termine aussi bien. J'ai eu de grandes inquiétudes pour lui. Je m'intéresse tant à son avenir! J'ai si bien connu son père!

Elle soupira et se leva. On eût dit qu'il n'y avait aucun corps sous ces vêtements qui flottaient autour d'elle. Il semblait qu'un coup de vent, en entrant dans une pièce, eût tout d'un coup apporté avec lui ce manteau, cette jupe, ce chapeau. Le visage de Mme de Berneries, lui non plus, ne semblait plus appartenir à la vie matérielle. Il était d'une pâleur cireuse, avec ces yeux trop clairs devenus inexpressifs, presque vitreux, ces paupières alourdies de poches et deux grandes rides qui

coupaient les joues du nez au menton. Quand elle fut partie, Francis dit en souriant :

— Elle est involontairement comique, notre amie, quand elle parle avec émotion du père de Robert. Ces regrets sont vraiment inattendus dans sa bouche.

— Pourquoi ? fit Liliose.

— Cela ne vous regarde pas, dit Mme Audièpvre. Vous n'avez pas à connaître les secrets des grandes personnes. Vous ne direz pas les vôtres à vos enfants quand vous en aurez.

— Y a-t-il eu beaucoup de secrets dans votre génération ? demanda Marie-Marthe de Thiberghien en se tournant vers Francis.

— Beaucoup. Beaucoup trop à mon gré. Ils n'ont pas tous été drôles. Je crois même que notre groupe a été plus particulièrement visité par l'esprit tragique. Mais Emmeline a raison. Il ne faut pas parler de tout cela et nous avons notre pudeur. Nous voulons bien dire du mal les uns des autres tant que nous en avons envie, cela nous irriterait cependant si vous le faisiez.

— Je vous souhaite une vie plus calme que nous, dit Mme Audièpvre.

— Pourquoi ? dit Francis. Il est bon de vivre et l'on ne vit pas si l'on ne subit pas l'épreuve du feu, c'est-à-dire de la passion.

— Francis, dit Mme Audièpvre, tu ne devrais pas parler ainsi devant ces enfants.

— Elles ne sont plus des enfants. Il est bon qu'elles sachent quelque chose de l'existence avant de s'y jeter ; ce qui ne saurait tarder.

— Nous ne sommes pas pressées de vous quitter, dit Marie-Marthe.

— *Tra la la*... On dit toujours cela, mais on ne le pense pas. Tu es quand même bien bien gentille, Marie-Marthe, de nous donner cette petite consolation comme un morceau de sucre à un chien qui ne vous a pas trop ennuyé. Cela prouve, en effet, que nous avons été très supportables pour vous. Et je vous suis reconnaissant de me le faire constater. Il n'y a rien de plus difficile que d'élever des enfants qui ne sont pas les vôtres. Ou on tombe dans une sévérité insupportable, parce qu'on se croit plus responsable de l'avenir que les parents

réels, ou on pèche par excès d'indulgence et de faiblesse.

— Vous avez été parfaits, dit Liliose avec une emphase un peu comique.

— Et vous, dit Francis, vous ne saurez jamais le bien que vous nous avez fait, à Emmeline et à moi.

Seul avec eux, moi-même, en effet, je pouvais le mesurer. En réalité, Emmeline et Francis, excédés l'un de l'autre, étaient en train de divorcer, malgré mes conseils, lorsque la mort de M. et Mme de Thiberghien avait voué ces enfants à l'abandon. La tristesse de leur sort avait fait faire à Francis un retour plus juste sur soi-même. Le brusque assombrissement de ce double trépas, en lui rappelant une fois de plus la misère de notre destin, l'avait rendu plus indulgent; et puis il adorait les enfants, et surtout les petites filles. C'était bien grâce à Liliose et à Marie-Marthe de Thiberghien que M. et Mme Audièpvre terminaient leurs jours ensemble. C'était bien leur présence, qui donnait en ce moment encore tant de calme et de douceur à la pièce, où nous nous tenions familièrement, à cette réunion amicale, où seul, je crois, par ce crépuscule de septembre, je sentais l'atmosphère déjà tout électrisée par la mystérieuse annonce d'un drame prochain.

IV

Chaque semaine, nous nous réunissions, tantôt chez l'un, tantôt chez l'autre. Quand je dis *nous*, je veux parler de ce petit groupe d'amis, survivant à une génération bien décimée déjà.

Notre société avait eu des deuils nombreux : nous avions traversé des drames, subi des accidents, créé des conflits. Nous n'en étions que plus unis. Nous l'étions par les preuves que nous nous étions données mutuellement de notre affection depuis tant d'années; nous l'étions aussi par la présence et le culte d'un passé commun. Vous qui m'écoutez, peut-être sourirez-vous de m'entendre revenir si souvent en arrière et employer ce mot de *passé* dont on se détourne aujourd'hui avec dédain, comme s'il contenait en soi quelque chose de pénible. Du moins, sourirez-vous ainsi si vous êtes jeunes et rien ne vous paraîtra plus comique alors que ce radotage d'un vieillard. Mais patience, patience, vous en êtes à vos pre-

miers essais de vivre, vous connaîtrez à votre tour, et rapidement, cet essoufflement qui fait que la course du début est moins rapide : les grandes choses auxquelles vous aurez voulu vous attacher, vous échapperont; les petites elles-mêmes ne vous seront pas toujours fidèles; un jour, vous sentirez que les minutes de chaque jour ne se présentent pas comme des figures imprévues, sortant d'un grand tourbillon de hasard, mais qu'elles viennent à vous comme des formes familières et bienveillantes. Alors vous connaîtrez que le passé n'est pas une fuite en arrière, une façon de tourner le dos au présent et de mépriser l'avenir, mais un parfum tenace qui s'attache à toute nouveauté, un cercle d'ombres charmantes qui fait place, avec une accueillante tendresse, à toutes les heures nouvelles, afin que celles-ci ne s'évadent pas trop vite et qu'elles trouvent vite à fraterniser avec leurs sœurs d'hier. Le sentiment du passé n'est pas un embaumeur qui a pour mission de nous transformer en momies, c'est un fil qui donne à la vie son unité.

Mme Hardelot, Mme Chancereul, Mme Malpain, Sylvain Meurgey et le docteur Daribert complétaient le groupe que nous formions, la marquise de Berneries, les Audièpvre et moi-même. Mme Hardelot et Mme Chancereul étaient veuves; Mme Malpain, divorcée; Daribert, célibataire. La femme de Meurgey, folle depuis des années, végétait dans un pavillon de l'Asile de Saint-Pierre. A partir d'un certain âge, les couples sont rares. Tout ce petit monde-là, je l'avais connu jeune, ardent, passionné, étourdi, turbulent. Mme Hardelot, cette femme au visage de pleine lune, aux traits épaissis, aux yeux dormants, je l'avais vue sous la forme d'une grande Junon impétueuse, au large front, au regard direct. Comment Mme Chancereul, si vive et sémillante avec son nez retroussé et son sourire moqueur, s'était-elle transformée en ce petit être ridé, au visage clownesque? Et quand je regarde Mme Malpain, non, il m'est impossible de penser sans un serrement de cœur à ce qu'elle était, il y a trente ans, quand je la rejoignais chaque jour... Mais, silence! Ce n'est pas de moi qu'il s'agit ici et mes souvenirs n'intéressent personne.

C'était chez moi, cette fois-ci, que la réunion avait lieu. Meurgey et le docteur Daribert arrivèrent les premiers. Daribert a l'air d'un Silène, avec ses oreilles pointues, sa barbe en

fourche et son gros ventre. Sylvain, chauve et myope, — ou plutôt à demi aveugle, — jouerait facilement les bibliothécaires dans un vaudeville conventionnel, et comme la vie est le plus souvent quelque chose de très conventionnel, cet archéologue, savant et modeste, est en effet bibliothécaire de la ville. Nous nous installons dans la longue galerie vitrée où je me tiens lorsqu'il ne fait pas encore froid. On voit, de là, par les grandes baies, derrière les arbres jaunis d'un petit square, la Corderie s'étirer vers l'horizon, avec ses usines, ses fumées et plus loin encore, ce ciel plus bleu et transparent, qui présage la présence toute voisine de la mer.

Nous étions à peine installés quand Mme Chancereul apparut. Au temps où Mme Chancereul était la charmante jeune femme spirituelle et coquette que j'ai indiquée tout à l'heure, Sylvain Meurgey était amoureux d'elle. Mais il était gauche, timide, pauvre et sans éloquence amoureuse. Mme Chancereul, elle, était occupée ailleurs, et elle l'a été plus d'une fois. Les années ont passé, mais elles ne passent guère dans le cercle de réflexions où vit un Sylvain Meurgey. Il ne l'a pas vue vieillir.

Quand il regarde Mme Chancereul, il se représente la mutine personne qui avait vingt-cinq ans quand il la rencontra pour la première fois, et il est toujours amoureux d'elle. Mme Chancereul le sait et elle en abuse. Meurgey est son confident, son homme de confiance, presque son factotum. Quand Mme Chancereul lui demande de lui rendre quelque menu service, il est ému et reconnaissant comme si elle se donnait à lui.

Le premier mot de Mme Chancereul fut pour s'informer de la santé de Robert Hyades. Son père, vous le savez, avait été notre ami à tous jusqu'à ce fatal accident qui avait abrégé ses jours. Il y avait quelque chose de touchant dans l'affection dont nous entourions son fils.

— Eh bien! ajouta Rosa Chancereul en riant, pour une fois, Emmeline a eu raison. La catastrophe tant souhaitée est enfin venue...

J'ai dit que nous nous aimions, mais une amitié comme la nôtre n'exclut pas toujours l'ironie. A vrai dire, nous nous moquions volontiers les uns des autres et les absents avaient rarement raison. Quelquefois, quand j'étais seul, après le départ de notre coterie, je demeurais stupéfait des méchan-

cetés que nous avions pu échanger sur le compte de ceux qui n'étaient pas là. La violence de nos propos était souvent excessive. Mais nous n'aurions supporté sur aucun de nous la moindre critique de la part de gens qui n'auraient pas appartenu à notre cénacle, et nous savions par une vieille expérience qu'en cas de difficulté sérieuse, chacun pouvait compter sur tous les autres. Nous avions eu l'occasion de nous rendre de grands services et nous l'avions toujours fait sans hésiter, même le docteur Daribert, le plus égoïste de nous. Cela n'empêchait en rien ce désir de nous analyser les uns et les autres avec malveillance et moquerie. C'est le propre d'individus trop sociaux comme le sont les Français, de ne pouvoir renoncer à un bavardage malicieux à l'égard de gens pour qui, comme l'on dit, l'on se mettrait volontiers « en quatre ».

— Oui, Emmeline a eu raison, dit le docteur Daribert. Elle a tenu sa catastrophe, mais elle fera bien d'être modérée dorénavant dans ses prophéties. Elle dit trop que si Francis continue à être aussi imprudent, il n'ira pas loin. Audièpvre a très mauvaise mine, ne trouvez-vous pas ?

Je répondis que cela ne m'avait pas frappé.

— A son âge, fit Rosa Chancereul, il n'est pas bon d'être amoureux. Et il n'a pas le cœur solide.

— Amoureux, s'écria Meurgey, et de qui ?

— Voyons, Sylvain, mais cela crève les yeux. Il n'y a que vous pour ne pas le voir. Vous distingueriez à dix pas, malgré votre myopie, un caillou gallo-romain dans une carrière de pierres et ce qui se passe à côté de nous, vous ne l'apercevez pas plus que si vous étiez une taupe. Eh bien ! Francis est amoureux de Liliose.

— Sa nièce ?

— Non, la nièce du Grand Turc ! répondit Mme Chancereul en imitant le ton stupéfait de l'archéologue.

Je fis observer à Rosa Chancereul qu'elle exagérait beaucoup et qu'elle avait tort de donner un caractère passionné à l'affection toute paternelle, bien qu'excessive, qu'Audièpvre portait à sa nièce.

— Vous, Albert, vous n'êtes pas bête d'habitude ; si vous travestissez à ce point la vérité, c'est que vous avez une raison pour le faire, vous devez savoir quelque chose de plus que nous.

— Je sais ce que Francis m'a confié. Il a toujours eu l'esprit romanesque, et maintenant, je l'avoue, la tendresse qu'il a pour Liliose a pris ce caractère-là.

Mme Chancereul haussait les épaules.

— Romanesque! romanesque! Vous en avez de bonnes! Quand Francis s'est toqué, immédiatement après son mariage, de cette pauvre Gabrielle de Lesley, — que Dieu ait son âme! — croyez-vous que ce soit le romanesque qui l'ait emporté sur les autres sentiments? Et sa liaison avec Blanche Hardelot, cette liaison dont personne ne sait à quel moment elle s'est terminée, si tant est qu'elle se soit jamais terminée! croyez-vous que ce soit un pur phénomène romanesque? C'est vous, mon pauvre ami, qui l'êtes, romanesque! Vous verriez du romantisme dans l'idylle d'un égoutier et d'une balayeuse des rues.

— Chut, Rosa, ne blasphémez pas. Romanesques, hélas! ou heureusement, nous l'avons tous été et si vous regardez vivre les gens qui nous ont succédé dans la vie, vous vous rendrez compte que nous le sommes encore et qu'ils ne le sont pas.

Rosa Chancereul ne répondit point et j'ajoutai, après un moment de réflexion :

— Après tout, j'en parle comme si je le savais et je n'en sais rien. Les mots ont un sens différent selon les gens qui les emploient. Celui que nous donnons à nos sentiments n'est plus employé par nos enfants et l'axe du romanesque a changé. Mais une génération qui a fait la guerre, une génération qui, tous les jours, au mépris de la vie, traverse les airs ou se jette au fond des océans, a son romanesque aussi, ou mieux, sa poésie épique. Seulement elle emploie d'autres mots que nous pour la nommer, ou elle l'applique à autre chose, et voilà qui nous déconcerte. Elle use surtout moins des mots que nous. Ce n'est pas fatalement une faiblesse. Peut-être avons-nous trop parlé : ce qui nous donne auprès de nos enfants un air d'insupportables bavards; et peut-être ne parlent-ils pas assez : ce qui nous fait croire qu'ils ne sentent rien. Ce ne sont pas tant les sentiments qui se modifient d'une époque à l'autre que le vocabulaire. Je crois que si, Luc et moi, nous savions nous servir des mêmes termes, nous nous entendrions mieux, mais il nous faudrait un traducteur assermenté, comme à la Société des nations.

Un grand bruit dans l'antichambre nous avertit que quelques personnes arrivaient. J'entendais les éclats de rire perçants de Francis. La marquise de Berneries, Mme Hardelot et Mme Malpain avaient rencontré, en effet, les Audièpvre dans l'escalier et l'on menait grand tapage.

Tout le monde parlait à la fois, s'interpellait, s'inquiétait de la santé d'autrui, avec cette violence dans les manifestations d'intérêt, qui caractérisait nos rapports. Les sarcasmes, d'ailleurs, se mêlaient facilement aux questions affectueuses. Comme dans toute société formée depuis longtemps, nous avions nos plaisanteries rituelles, nos taquineries régulières, nos sources d'ironie et de perfidie. Francis Audièpvre était plus pâle et plus maigre que d'habitude. Je m'informai affectueusement de son état. Il souffrait de grandes insomnies qui l'épuisaient et le rendaient irritable.

— Mon cher Albert, me dit-il, je dormirais peut-être facilement si j'étais célibataire comme notre bon docteur. La solitude, il faut bien le reconnaître, a une grande influence sur le sommeil. Cette nuit, à trois heures du matin, je venais à peine de m'assoupir quand Emmeline m'a réveillé pour me dire : « Surtout, dors bien. » Je l'aurais fait certainement sans son conseil, mais sa sollicitude m'a tenu éveillé jusqu'à l'aube... Il ne faut pas dire de mal des égoïstes. Eux seuls vous rendent la vie facile. Quant à ceux qui nous aiment...

— Peut-être serait-il sage de votre part, hasardai-je, de rester seul dans votre chambre.

— Impossible. Emmeline a peur la nuit, si je ne suis pas là. Elle suppose que ma présence l'empêchera de mourir ou qu'elle me rendra le même service. Hélas ! j'ai bien peur que ce ne soit le contraire qui soit vrai.

Comme Mme Chancereul était arrivée la première, c'était elle qui servait le thé. Mme Malpain ne voit jamais cette action d'un bon œil. Bien que depuis quinze ans nous vivions sur le plan d'une amitié sans arrière-pensée, elle ne s'est jamais habituée à ne pas se considérer chez moi comme la maîtresse de maison. Pour ne pas demeurer inactive, elle se chargea de faire passer les petits fours. En m'en offrant un, elle me dit à demi-voix :

— Brigitte m'a chargée de mille excuses pour vous, elle ne pourra venir aujourd'hui et elle le regrette infiniment.

Et comme je murmurais quelques formules de politesse, elle baissa la voix pour ajouter :

— D'ailleurs, je ne tiens pas à ce que ma fille vous rende visite trop souvent. Elle me ressemble trop, elle est exactement aujourd'hui ce que j'étais quand je vous ai connu...

Ces allusions à notre passé commun me gênent toujours. Mais il est impossible à Henriette Malpain de s'en priver. Je reconnais d'ailleurs qu'elle a raison sur un point. Quand je regarde Mme Dufief, sa fille, j'ai l'impression de revoir sa mère, il y a trente ans. Mais cela ne me donne aucune des émotions dont un romancier tirerait le parti que l'on devine. Je ne suis pas amoureux de Brigitte Dufief et je ne le deviendrai pas. Sa vue, au contraire, me fait mesurer l'écart du temps écoulé. Il n'y a pas de jeune femme dont je sois plus éloigné, car elle me fait sentir, elle aussi, sous l'identité apparente des traits, combien est grand l'abîme qui sépare deux générations.

De nouveau, il fut question de Robert Hyades. Il allait tout à fait bien et ne se ressentait plus de ses blessures. Tout le monde fit son éloge. Pour une fois, nous fûmes d'accord pour admirer quelqu'un. Cela ne nous arrivait pas souvent. Cependant, Mme de Berneries ne put s'empêcher de hasarder quelques observations personnelles.

— J'aime beaucoup Robert, dit-elle, mais je ne peux pas me faire à l'idée qu'il soit le fils de notre pauvre Constantin. Quand je pense à l'exubérance, à la tendresse de cœur, à l'enthousiasme, à la gaieté de notre ami, je suis toujours surprise de l'air froid, distant, indifférent de son fils. Il n'a vraiment rien de son père. Il est taciturne, concentré, et souvent même presque impoli, à force d'inattention à l'égard des gens qui lui sont le plus attachés.

— Tous les officiers de marine sont ainsi, dit étourdiment Henriette Malpain, qui, après notre rupture, s'était toquée d'un capitaine de vaisseau, lequel avait répondu sans enthousiasme à ses avances ; ce qui, je m'en souviens, m'avait fort humilié, car je ne pouvais supporter la pensée qu'une femme qui ne me plaisait plus pût ne pas plaire à un autre. Audièpvre fit observer que Constantin avait eu une jeunesse relativement heureuse et qu'à vingt-quatre ans, son fils avait rencontré sur son chemin la guerre ; ce qui, en effet, risquait fort de lui avoir mûri et peut-être assombri le caractère.

— Oh! dit Mme de Berneries, je ne lui en veux pas d'être ainsi. Je regrette simplement qu'il ne ressemble pas davantage à son père. Vous vous souvenez comme Constantin était amusant quand nous nous réunissions tous ensemble à Gardanne, chez Philibert de Lesley, et que nous passions nos soirées à faire des charades.

Il y eut un grand silence que personne n'interrompit. Nous ne pouvions nous habituer à la légèreté avec laquelle, sous ses airs tragiques, la marquise de Berneries évoquait les souvenirs de son intimité avec Constantin Hyades. Nous savions trop comment cela avait fini et quel avait été le mot final de la charade. Il avait été plus tragique qu'il ne le serait dorénavant pour chacun de nous. Les dernières heures de cette vie nous apparaissaient dans leur affreuse nudité, mais la marquise de Berneries, seule, ne les voyait plus. Nous nous imaginions avoir un grand sentiment de notre responsabilité, mais cette responsabilité n'est visible qu'aux yeux d'autrui. Quand nous examinons notre propre existence à la lampe du souvenir, nous voyons nos actes isolés, fragmentaires, sans continuité. Là où autrui nous croit coupables, nous nous trouvons innocents. En son for intérieur, chacun de nous condamnait Mme de Berneries, qui ne se savait même pas soupçonnée et qui ne se souvenait plus des raisons qui avaient amené Constantin Hyades à perdre la vie.

Ce fut le plus cynique qui interrompit brutalement le silence :

— Si nous laissions les morts en repos et si nous parlions un peu des vivants, s'écria le docteur Daribert.

Et il nous raconta un potin qui, à ce moment-là, passionnait les gens de la ville et auquel personne ne penserait plus demain.

V

La patience est la plus dangereuse des vertus. Le jour où l'on a pris l'habitude ou la décision de la faire intervenir dans ses actes, on est en quelque sorte condamné. On est condamné parce qu'il est entendu que, du moment que l'on est patient, on doit continuer à l'être. Et ce sont toujours les mêmes qui sont patients et les mêmes qui abusent de votre

patience. Combien de fois dans mes rapports avec Luc ai-je déploré de ne pas avoir été, quand il était enfant, plus sévère et plus énergique! Si j'ai manqué de scrupules à l'époque de mon mariage, en revanche j'en ai montré trop souvent par la suite. Le sentiment de ma responsabilité dans l'origine de la maladie de mon fils m'a paralysé. Aujourd'hui, il est trop tard pour réagir.

Cependant, Luc, depuis quelques jours, s'est montré si maussade à mon égard, que j'ai fini par en être irrité. Qu'il soit triste ou mécontent, je l'accepte. Mais qu'il me présente ce visage hostile, renfrogné, qu'il ne réponde à mes propos que par des paroles agressives, presque menaçantes, qu'il ricane quand je lui fais une observation avec douceur, cela n'est plus tolérable.

A table, aujourd'hui, je le lui ai fait observer et j'ai attendu pour le faire que mon vieux maître d'hôtel, Octave, qui a vu naître Luc, ait quitté la salle à manger pour aller chercher un plat. Mais mon fils a répondu en haussant les épaules :

— Il m'est indifférent d'être plaisant ou déplaisant.

— Je pourrais exiger de toi plus de courtoisie, mais nous avons renoncé, je crois, à ces formes de politesse. Je voudrais simplement te demander la raison à la fois de ton amertume et de ton air grognon.

Octave rentrait, portant un gigot dont la peau croustillante et dorée, rôtie et juteuse, faisait penser à une nature morte hollandaise, à un tableau lentement macéré et comme cuit dans son bitume et dans sa terre de Sienne. La pointe d'ail qui le parfumait mettait dans l'air ce relent qui fait penser aux fermes provençales, où la cuisine est si fraîche, par les grands après-midi de juillet, où l'eau est glacée dans les gargoulettes et où brillent confusément dans l'ombre, comme des chevelures d'or et d'argent, les longs chapelets noués des aulx et des oignons. La présence du vieux maître d'hôtel ne gêna nullement mon fils. Il reprit avec plus de tristesse que de malveillance :

— Si je suis malheureux, cela ne regarde personne.

— Je suis fâché de t'entendre employer de si grands mots. Il ne faut pas parler légèrement du malheur. Si jamais tu le rencontres avec son visage authentique, tu verras que tu ne l'as pas connu jusque-là. Pour moi, je sais qu'on n'invoque pas son nom sans danger.

— Je ne te savais pas superstitieux, dit-il avec mépris.

— Je ne suis pas superstitieux, je suis un latin et je porte, je pense, en moi l'hérédité d'innombrables générations expertes dans l'art de connaître le destin et de surveiller ses agissements. Nous savons d'instinct que tout n'est pas bon à dire ni à penser, et qu'il faut une certaine prudence dans nos rapports avec la fatalité. Je ne prétends pas que ta vie soit exempte de chagrins; aucune ne l'est. Tu as ta part d'épreuves, je ne l'ignore pas. Je reconnais même qu'elle est un peu plus lourde qu'à beaucoup d'hommes, mais tu n'es pas malheureux. Les avantages de ta vie sont considérables.

— Je voudrais bien les connaître, dit Luc sarcastiquement.

— Je ne vais pas les énumérer, ce serait trop long. Permets-moi d'attirer ton attention sur le plus grand de tous : tu es riche. Ne crois pas que j'attache à l'argent un prix exagéré. Il n'en est pas moins vrai qu'il donne le bien le plus précieux du monde : l'indépendance. Tu es aussi libre qu'un homme peut l'être. Tu ne dépends de personne, et pas même de moi, que tu envoies promener quand tu en as envie et qui le supporte par un excès de bonté que je suis le premier à blâmer.

— Je ne suis pas libre. Je ne peux pas organiser mon bonheur.

C'était presque un demi-aveu. Le premier pas dans une voie de confidences où il me serait peut-être possible de rendre service à Luc. Cependant je ne voulus pas profiter de cet avantage, ni pousser plus loin mon succès. Je savais bien qu'au premier mot, Luc se déroberait ou se cabrerait de nouveau. Je devais attendre une occasion meilleure pour développer mon enquête. Je me contentai de répondre :

— La liberté et le bonheur constituent deux problèmes différents. Il importe d'abord de ne pas avoir l'esprit confus. A ton âge, il est fatal que l'on considère le bonheur comme une condition essentielle de la vie et surtout que l'on s'imagine qu'il est tout entier enfermé dans la réalisation de ses premiers désirs. Mais, mon enfant, les désirs de l'homme sont inépuisables, et ce que tu prends aujourd'hui pour ton bonheur est quelque chose qui te paraîtra bien négligeable d'ici quelques années.

— Vous devriez savoir, mon père, que votre cynisme ne m'est pas sympathique. Il a rendu ma mère fort malheureuse, et je ne l'approuve pas plus qu'elle.

Cette fois, je faillis me fâcher. Les hommes patients sont sujets à des colères subites. C'est une flamme qui monte tout d'un coup, qui embrase l'être tout entier, qui lui fait sauter le cœur dans sa poitrine, qui allume ses joues, qui passe sur ses pensées comme une tornade étincelante, qui les tord et les fait crépiter. On devient alors une machine qui gronde et qui jette des flammes et qui va droit devant elle, prête à tout broyer, à tout renverser pour rester seule et avoir raison contre tout.

— Je te prie, Luc, de ne pas mêler ta mère à cette discussion. Qu'elle se soit plainte de mon caractère auprès de toi, je l'ai toujours regretté, mais tu n'as pas le droit de te servir contre moi de ses griefs à mon égard. Je n'ai rien à dire contre ta mère, mais elle n'a jamais voulu s'adapter à la vie et tu as malheureusement hérité d'elle une intransigeance où il entre plus d'amour-propre blessé et de paresse que de vraie noblesse. Que l'expérience de toute une vie, que la connaissance que j'ai acquise de la relativité de nos désirs et de notre jugement te paraissent un ignoble cynisme, je le regrette, car j'aurais voulu avoir un fils plus intelligent et plus averti. J'ai bien peur, au fond, que, sous tes airs prétentieux, tu ne sois jamais qu'un imbécile.

Luc se leva, jeta sa serviette à terre et sortit de la salle à manger. Mes mains tremblaient de colère. Octave s'était éclipsé depuis un moment. Il revint avec le gigot. Je faillis lui dire que je n'avais plus faim et que je ne voulais pas manger. Mais je repris une seconde tranche. C'est une discipline de l'esprit. Le seul moyen d'échapper aux conséquences de la colère ou de l'inquiétude est de continuer à agir comme on l'aurait fait sans la brusque interruption de cette colère ou de cette inquiétude. Cela paraît impossible, au début, mais on s'y fait peu à peu. Cette habitude est salutaire. Je demandai à Octave de me verser un nouveau verre de bordeaux. Je dus à ces manœuvres de ne pas m'attarder puérilement au souvenir de cette scène et d'envisager plus clairement l'avenir. Il me semblait impossible de continuer de mener avec mon fils cette vie commune qui m'était intolérable et qu'il n'aimait en rien. Je devais ou intervenir énergiquement dans ses rapports avec Mlle de Thiberghien, ou organiser la vie de Luc en dehors de moi et le prier de vivre de son côté, ce qui lui était somme toute facile,

puisqu'il avait hérité d'une grande partie de la fortune de sa mère.

Le déjeuner fini, j'allai un moment dans la bibliothèque. Je ne sais pas d'endroit qui incline mieux à la sérénité. Ce n'est pas qu'il y ait une immense variété dans la masse de ce que les hommes ont écrit et pensé. La forme seule est diverse. L'expérience est une, et la sagesse offre peu d'aspects. Quant aux passions humaines, elles déroulent depuis l'origine du monde un tableau régulier et monotone. Ce n'est que dans le détail de nos habitudes et de nos émotions que les observateurs, en raffinant sur leurs découvertes, ont pu obtenir des bizarreries et des hybridations vraiment amusantes. Quand je parcours mes rayons des yeux, quand je mesure ce que je dois à chacun des hommes qui ont mesuré l'être et la vie, j'ai fait rapidement le tour du monde moral. Il faut bien qu'il y ait une vérité, puisque tout le monde s'est entendu pour résoudre d'une façon assez uniforme les problèmes de la vie. Si l'on manque de sagesse, ce n'est pas la faute de ceux qui l'ont enseignée. Ils ont tous révélé la même chose et répandu le même évangile. Si mon fils m'écoutait, je lui dirais ce qu'ils m'ont dit, et il me répondrait que cela lui est indifférent, puisqu'il n'entend pas obtenir la sérénité, mais le bonheur. Or, la vraie signification de ce mot, on ne la connaît qu'assez tard. Luc est persuadé en ce moment qu'il n'y a pas d'autres joies pour lui que d'épouser une des Thiberghien. Mais il ne sait rien de son caractère, ni de ses goûts, et lui-même ne connaît ni l'un, ni les autres. Il ignore, — et je l'ignore avec lui, — s'il est sentimental, sensuel, fidèle, affectueux ou dévoué. Il ne sait même pas si la présence d'une femme auprès de lui est une chose qu'il souhaite sincèrement.

Je crois, pour ma part, qu'il est de ceux qui sont nés aigris. Sa mère l'était, et sa maladie a, bien entendu, aggravé son cas moral. Comme tous les aigris, il est porté à la solitude, à la misanthropie, et à une sorte de méchanceté toujours en éveil. Il se peut qu'il donne le nom de bonheur à son besoin inné de tyranniser quelqu'un et de le faire souffrir pour se venger sur autrui du chagrin vague, trouble et insatisfait qu'il a apporté dès son berceau. Tout cela est possible, mais cela n'est pas sûr. Et je ne vieillirai peut-être pas assez longtemps pour savoir quel est le vrai caractère de cet être que j'ai engendré.

Malgré la sagesse des réflexions que j'avais faites dans ma bibliothèque, je me sentais encore trop irritable pour aller directement à mon étude. Ce sont des moments où j'ai besoin de voir Mme Créel.

Si j'étais jeune, il serait facile d'expliquer ce qu'est pour moi Mme Créel, mais à mon âge, le problème est devenu plus subtil. Et puis, quoi qu'en dise mon fils, je n'ai aucun cynisme. Il est toujours aisé de croire que l'on tient à une femme par ces liens qui sont ceux de la fatalité charnelle. Un jour vient cependant où cette fatalité, par cela même qu'elle s'émousse et disparaît en grande partie, devient d'autant plus impérieuse. C'est la différence qu'il y a entre un jeune fauve qui est toujours sûr de bondir sur sa proie et un vieux lion qui guette longtemps la sienne, et chez lequel l'intérêt de la chasse prime la faim. Il y a entre Mme Créel et moi tout un tissu d'habitudes qui fait le fond de notre vie quotidienne. Le grand écart qu'il y a entre nos âges m'a souvent porté à formuler certaines réflexions, dont le pire malheur est qu'elles ne prouvent rien, mais qu'elles vous poussent à des doutes pénibles. Après tout, quand j'ai rencontré Mme Créel, j'étais encore jeune et je pouvais encore faire illusion, — en tout cas je me faisais pleinement illusion à moi-même. Si elle s'est attachée à moi, c'est à cette époque. Je veux espérer qu'elle ne m'a pas vu vieillir autant que je l'ai fait. Depuis dix ans que je la vois d'une façon régulière, je me suis souvent demandé ce que M. Créel pensait de moi. Je ne l'ai jamais su. C'est un homme d'affaires, dont les affaires sont incertaines, mais qui, dans l'ensemble, gagne assez d'argent. Il a un visage carré, d'une blancheur pleine qui fait penser au lard et au marbre. Je n'ai vu cette chair-là à aucun homme et c'est pour ça que je me hasarde à une image aussi singulière. Il y a vraiment des heures où le visage de M. Créel me semble prêt à fondre comme la graisse, et d'autres, où, s'il m'arrive de le regarder, je suis frappé du caractère implacablement pétrifié de ce visage à la fois mol et musclé, aux joues puissantes et aux maxillaires anormalement développés. Au début de mon intimité avec sa femme, je le jugeais redoutable. Depuis, j'hésite à porter un jugement. Je sens en lui quelque chose de volontaire et d'oblique, de dur et de sournois. Il me témoigne une bonne grâce presque obséquieuse et je sens cependant en lui, quand

il me regarde à la dérobée, quelque chose qui est d'un guetteur. Qu'attend-il et que guette-t-il? Il m'est arrivé autrefois de me le demander. Aujourd'hui, cela m'est indifférent.

Je suis si sûr des habitudes de Mme Créel que je me rendis chez elle sans lui annoncer ma visite par un coup de téléphone, ce que je fais presque toujours. Elle était en conférence avec son mari et j'eus l'impression que je les dérangeais. Le dramatique d'une vie de femme quand elle se partage entre deux hommes est qu'il lui faut se composer deux existences solitaires, puisqu'elle doit toujours s'abriter contre des incursions possibles de la part de chacun d'eux. Mais en entrant dans le petit salon où je trouvai les Créel, j'eus le sentiment bizarre qu'en réalité cette solitude n'existait pas entre Irène et son mari. Elle est plus sensible entre elle et moi. Je reste l'étranger. Il y avait même sur le visage de mes amis quelque chose qui me donnait l'impression d'une vague complicité. Mais un avocat est toujours assez disposé à voir sur le visage des êtres un air qui lui rappelle la cour d'assises ou la correctionnelle. M. Créel me fit beaucoup de grâces avec cette servilité un peu rude qui le caractérise et que je ne saurais mieux qualifier qu'en la traitant de platitude menaçante. Je m'attendais, à son départ, à quelques aigres remarques de Mme Créel qui est facilement acariâtre. Mais il n'en fut rien. Sans doute vit-elle sur mes traits des marques de mon inquiétude, car elle s'informa affectueusement de mon état. Comme je lui confiais volontiers le détail de ma vie, je lui fis le récit de mon algarade avec Luc. Elle me prit affectueusement la main.

— Pauvre ami, me dit-elle, cela ne peut pas durer ainsi. Vous êtes trop faible avec cet enfant et vous finirez par vous rendre malade à force de chagrin et de souci. Je crois que vous agirez sagement en effet en vous séparant de lui et en le laissant vivre de son côté. Il en sera plus heureux et vous aussi. Si vous redoutez d'être seul, vous savez que ma maison est la vôtre.

Elle ajouta, après quelques secondes de silence — Vous m'avez justement surprise avec mon mari dans une conversation pratique. On lui propose d'acheter, près d'Aix, une grande propriété assez voisine de la ville et c'est bien tentant pour lui. Aix est à trois quarts d'heure de Marseille et il pourra venir tous les jours ici s'occuper de ses affaires. Mais

il aura toute la soirée pour respirer un air meilleur et s'occuper de ses plantes. Il adore jardiner. Mes hésitations venaient de vous. Si vous ne venez pas souvent faire de longs séjours avec nous, nous nous rencontrerons plus difficilement et c'est une chose qu'il m'est difficile de penser. Si vous ne me faites pas cette promesse, je me trouverai bien embarrassée.

Ma première impression fut une surprise désagréable. Il est pénible de changer ses habitudes. Je voyais Mme Créel presque tous les jours. D'autre part, il m'était odieux d'intervenir dans sa vie au point de gêner ses projets ou ceux de son mari. Je lui demandai si cette nouvelle manière de vivre ne contrarierait pas l'éducation de ses enfants.

— Nullement, dit-elle. Norbert ira à Aix au lycée et je trouverai facilement un cours pour ma fille.

Elle se fit plus tendre et plus câline :

— Vous viendrez, Albert, vous vivrez de plus en plus au milieu de nous. Mes enfants vous adorent, vous le savez.

— Et votre mari? fis-je en riant.

— J'avoue, dit-elle, que je n'ai jamais su exactement quels sont les sentiments de mon mari à votre égard. Mais il parle toujours de vous avec la plus grande sympathie.

J'eus cependant l'intuition qu'Irène était mieux renseignée qu'elle ne le disait sur les dessous du caractère de M. Créel. Mais, ici encore, le sujet n'offrait pas à mes yeux assez d'intérêt pour que je m'y appesantisse. Je finis par répondre que je réfléchirais à la proposition que me faisait mon amie et que je ne savais pas encore ce que je déciderais au sujet de Luc. Mais tout en parlant, des images se peignaient dans mon esprit. Je voyais des heures calmes doucement joyeuses entre Irène et ses enfants, je voyais des perspectives de pins, de vieilles maisons dorées, de montagnes qui s'élèvent sur un ciel de cristal. J'entendais un bruit d'eaux douces ou grondantes. Après tout, rien ne me retenait plus ici ou là. Je travaillais par acquit de conscience et non par nécessité. J'entretenais en quelque sorte mon cabinet pour le laisser à Luc qui s'y intéressait fort peu, et je me laissais aller à la tentation de renoncer à la lutte pour m'abandonner au plaisir d'une vie tendre et facile, qui me mènerait sans heurts à la mort.

Avant de prendre une décision, je voulais consulter le meilleur ami de Luc; je pourrais dire son seul ami, car le caractère ombrageux de mon fils ne lui a pas permis de s'attacher à des camarades de son âge.

Jules Grisier est sensiblement son aîné. Je n'ai guère compris pourquoi, alors que Luc était encore en quatrième, il s'est lié avec cet élève de rhétorique, qui donnait alors les plus belles espérances à ses professeurs, dont on attendait tout et qui a renoncé à ce qu'on lui promettait, pour devenir, au Crédit marseillais, un modeste employé de banque. Les ambitieux de mon style comprennent difficilement une existence dont l'avenir est exclu. La résignation de Grisier à une vie si médiocre à mes yeux me surprend toujours. Pourtant, il n'a pas l'air malheureux. Il a la passion de l'archéologie; ce qui le distrait de ses heures de bureau. Il ne vit pas dans notre temps, mais dans le passé. Ce passé est-il un refuge pour lui ou une vocation sincère? Je ne l'ai jamais su.

Sur ma demande, Jules Grisier vint me voir. C'est un garçon pâle, souriant, un peu effacé, dont les manières ont une grande douceur. Je le mis au courant de quelques-unes de mes inquiétudes et je lui demandai conseil.

— Il va sans dire, mon cher Grisier, que je ne vous interroge sur aucun des secrets de Luc. D'ailleurs, vous les confie-t-il? Peut-être pas tous. Il faut cependant que je puisse m'ouvrir assez librement devant vous. Si vous ne voulez pas me répondre, vous vous tairez. Luc traverse une crise plus grave que celles où je l'ai déjà vu engagé. Vous connaissez son attitude avec moi. Il m'est impossible de le questionner et il ne supporte même pas la moindre marque de sollicitude. Il lui est impossible d'accepter que l'on s'occupe de lui et il vous en veut de le négliger. Vous reconnaîtrez que la vie n'est pas facile avec un caractère comme le sien.

— Je le reconnais volontiers et je ne crois pas pouvoir vous donner, malheureusement, le moindre conseil utile. Vous m'avez demandé d'être franc avec vous, je le serai. Vous ne possédez aucune action sur Luc et vous n'en gagnerez jamais, parce qu'au fond il vous envie et peut-être vous en veut-il. Il vous admire secrètement, il admire en vous un homme qui a merveilleusement réussi sa vie et qui a tout ce qui lui manque, la force physique, la force morale, une grande

influence sur les hommes, un prestige réel auprès des femmes. Ce que je vais vous dire est absurde et cependant c'est vrai. Il vous en veut, étant justement cet homme-là, d'avoir donné le jour à un être comme lui, dont il sent d'autant mieux l'infériorité que ce sentiment le rend plus inférieur encore. Luc a horreur d'être protégé et il aimerait qu'on le protégeât. Il est sentimental et sensible à un degré presque extravagant et il devient irritable si l'on fait mine de s'intéresser à lui. Il est tendre comme une femme et il se sert de cette tendresse pour vous tyranniser, si on lui en laisse le loisir. J'ajoute qu'il n'est pas exempt de méchanceté et capable aussi d'une abnégation sans limites. J'estime comme vous qu'il est difficile de l'aider.

— Vous êtes le seul être qui puissiez quelque chose pour lui... Pourquoi?

— Je suis son aîné de cinq ans. Quand il est entré au lycée, il n'était pas encore malade, mais c'était un petit garçon frêle et timoré. Un jour, à la sortie, j'ai vu quatre ou cinq garnements qui le houspillaient, parce qu'il avait peur d'eux. J'ai taloché l'un, botté l'autre et envoyé le troisième dans le ruisseau; c'est pour cela que Luc me sera fidèle jusqu'à la mort. Par adoration pour moi, il croit même qu'il s'intéresse à l'archéologie, qui est ma seule passion, comme vous le savez. Il n'éprouve, bien entendu, à son égard, aucun intérêt réel, mais il ne peut supposer que la chose qui m'intéresse ne soit pas la plus belle du monde. Et il m'aide gentiment dans mes travaux : travaux bien minces, d'ailleurs, puisque je n'ai ni les moyens d'action, ni les loisirs qui me permettraient de leur donner de l'ampleur.

— N'avez-vous pas observé que, depuis quelques semaines, exactement depuis le 17 septembre, Luc traversait une crise encore plus pénible que d'habitude?

Jules Grisier me regarda et ne répondit rien.

— A quoi bon faire entre nous des cachotteries? repris-je. Ou vous savez tout et je ne vous apprendrai rien, ou vous ne savez rien et il est bon que je vous apprenne quelque chose. Luc est amoureux d'une des nièces de mon vieil ami Audièpvre. La seule chose que j'ignore, c'est le nom de l'élue. Mais comme il n'y en a que deux, la chose n'est pas illimitée. Or, un accident inattendu lui a découvert, comme à moi, que ces jeunes filles étaient amoureuses d'un officier de marine de nos amis.

De là, sa dépression actuelle. L'important est de savoir : premièrement, la sincérité ou plutôt l'intensité du sentiment qu'il éprouve pour la jeune fille en question ; secondement, sur laquelle des deux se portera le choix de Robert Hyades, s'il en fait un. Car, bien entendu, les choses risquent de s'arranger encore lorsque le choix de celui-ci sera connu.

Grisier hésita un moment, puis il me dit :

— Il s'agit de l'aînée, de celle qui porte un nom ridicule...

— Je m'en doutais. Liliose est la plus belle des deux. Cela gâte bien les choses. Il n'y a plus beaucoup de chances dans ce cas pour qu'elles s'arrangent. Il me reste donc à connaître si vous estimez que Luc a pour Mlle de Thiberghien un sentiment véritablement intense ou s'il l'oubliera aisément.

— Je ne peux répondre de rien. Mais, en règle générale, un homme qui souffre d'une infériorité physique est toujours plus passionnément épris que celui qui se sent une grande liberté d'action et de mouvement. Il me semble bien, je crois, que Balzac a noté cela quelque part.

— Alors, que faire ?

— Attendre. On verra bien. Ne vous occupez pas de l'humeur de Luc. Quand il sera apaisé, il reviendra à vous. Vous ignorez même si M. Hyades est amoureux de l'une ou de l'autre de ces jeunes filles, s'il désire se marier, s'il n'a pas ailleurs une liaison ou un béguin qui le retienne. Dans ces conditions, il n'y a aucune décision à prendre.

Une fois de plus, je me trouvais devant le même nœud enchevêtré d'actions à dénouer. Je fus pris tout d'un coup d'une immense lassitude. Toute ma vieillesse pesait sur moi comme si je la découvrais pour la première fois. Agir, toujours agir, toujours intervenir ; essayer de déconcerter le destin, de ruser avec lui, de le combattre, quelle fatigue ! J'aurais voulu m'en aller avec Mme Créel et me réfugier sous les pins souples et l'éclat du ciel campagnard. Mais ici, non plus, je le savais, le repos ne m'attendait guère, et le seul endroit où je fusse sûr de le trouver, celui-là ne me tentait pas encore, si tant est qu'il pût me tenter jamais !

EDMOND JALOUX.

(*La deuxième partie au prochain numéro.*)

DÉFLATION
OU DÉVALUATION ?

Au cours de ces derniers mois, les partisans de la dévaluation ont momentanément interrompu leur propagande : sans abandonner leur thèse, ils ont préféré, pour des raisons d'opportunité, laisser se poursuivre l'expérience de M. Laval. Persuadés de son échec, ils se réservent de reprendre la lutte, dès que les circonstances leur seront favorables.

Depuis la publication des décrets-lois, la question se présente en effet sous un jour tout différent.

Jusqu'alors, les partisans de la dévaluation s'étaient placés, avec M. Paul Reynaud, sur un terrain purement doctrinal : ils appuyaient leur argumentation sur des considérations d'ordre financier ou technique. Aujourd'hui, avec M. Léon Blum, ils se placent résolument sur le terrain politique et font porter tout l'effort de leur campagne contre les décrets-lois que vient de publier le gouvernement de M. Laval.

Cette campagne contre les décrets-lois est en réalité une campagne contre la déflation.

M. Léon Blum ne s'en cache pas. Dans toute une série d'articles retentissants, il s'élève violemment contre la politique poursuivie par M. Laval ; il l'accuse de faire le jeu du fascisme, d'écraser les classes moyennes. Quand, au mois de novembre prochain, proclame M. Léon Blum, le Front populaire prendra le pouvoir, il devra aussitôt en finir avec cette « stupide déflation » ; il devra détruire les décrets-lois et se lancer hardiment dans les voies de la « reflation », c'est-à-dire, dans un français moins alambiqué, pratiquer une large dévaluation.

A la rentrée des Chambres, la bataille va donc reprendre ardente, passionnée.

C'est le moment de « faire le point ».

Nous voudrions examiner brièvement quelles sont les causes de la crise financière que vient de traverser la France. Est-ce que les expériences de dévaluation tentées à l'étranger paraissent de nature à pouvoir conjurer cette crise? Est-ce que la politique de déflation, consacrée par les décrets-lois de M. Laval, apportera aux difficultés de l'heure présente une solution effective et durable?

LES CAUSES DE LA CRISE

Nul n'a perdu le souvenir des événements qui se sont déroulés au mois de mai dernier. En quelques semaines, plus de douze milliards d'or sont sortis des caves de la Banque de France; l'État s'est trouvé avec des caisses vides, impuissant à faire face à ses échéances. S'il n'y avait été apporté un remède énergique, c'eût été la banqueroute ou l'inflation.

Comment expliquer une crise aussi soudaine et d'une telle acuité ? Comment admettre que la solidité de notre monnaie ait pu se trouver compromise, alors que le franc était gagé par plus de 80 milliards d'or déposés à la Banque de France?

En réalité, la crise qui a éclaté si brutalement au printemps de 1935 existait à l'état latent depuis plusieurs années. Depuis la démission de M. Raymond Poincaré, le « train de vie » du pays s'était accru d'une façon déraisonnable. Le montant global des dépenses publiques : État, collectivités locales, établissements autonomes, était passé de 80 milliards en 1928 à plus de 100 milliards en 1934. Entre ces deux dates, le budget de l'État s'était élevé de 40 à 50 milliards; celui des départements et des communes de 16 milliards et demi à 25 milliards.

Pendant la période de prospérité, l'accroissement des dépenses avait été couvert par la progression des recettes. Quand la France à son tour eut été atteinte par la crise qui sévissait dans le monde entier, les recettes budgétaires se mirent à fléchir : entraînées par la vitesse acquise, les dépenses continuèrent à s'accroître.

Les causes de cette situation sont connues. Elles ont été

analysées à maintes reprises, avec une grande précision, par les rapporteurs généraux de la Chambre et du Sénat.

C'est la crise économique qui a déclenché la rupture de l'équilibre budgétaire ; c'est elle qui a provoqué des moins-values chaque année grandissantes dans les recouvrements du Trésor. En vain, les gouvernements qui se sont succédé au pouvoir se sont-ils efforcés d'y remédier par des augmentations d'impôts ; non sans quelque hypocrisie, ils ont tenté de masquer ces augmentations en les couvrant du vocable « d'aménagements fiscaux ». Ces mesures se sont révélées inopérantes. Malgré les relèvements des tarifs, le recouvrement des impôts n'a cessé de fléchir : de 1931 à 1934, le produit des impôts cédulaires est tombé de 7 743 millions à 5 594 millions, soit une chute de 28 pour 100, — le produit de l'impôt global sur le revenu s'est abaissé de 2 481 millions à 1 670 millions, soit une chute de 33 pour 100.

Cette baisse a frappé tout particulièrement les gros revenus. Les heureux possesseurs d'un revenu net supérieur à 1 million de francs étaient en 1931 au nombre de 702 avec un revenu global de 1 458 millions; en 1934, ils ne sont plus qu'au nombre de 349 avec un revenu de 736 millions.

Ainsi, en quatre ans, le nombre des « millionnaires » a diminué de moitié.

Nous aboutirions à des constatations analogues en considérant l'impôt sur le chiffre d'affaires, la taxe sur les valeurs mobilières, les droits de mutation, etc.

Ces moins-values sont dues pour une large part au caractère même du système fiscal qui nous régit actuellement.

Alors que le régime des impôts réels, — qui a existé en France depuis la Révolution jusqu'en 1914, — reposait sur des données forfaitaires, sur des signes extérieurs qui assuraient au Trésor une grande stabilité de ses recettes, le nouveau régime des impôts personnels, si laborieusement édifié depuis la guerre, est fonction de l'activité économique du pays ; il s'efforce d'atteindre le revenu individuel de chaque contribuable. A ce titre, il donne en période de prospérité des plus-values considérables ; en période de crise, il accuse des moins-values massives.

Ce système jette la perturbation dans les finances de

l'État ; suivant la marche générale des affaires, il provoque tout à coup des excédents ou des déficits qui se chiffrent par milliards ; il détruit ainsi toute régularité dans le rendement des impôts.

Bien plus, le système actuel a été un des facteurs principaux de l'augmentation si considérable des dépenses publiques au cours de ces dernières années.

Les plus-values fiscales ont été le prétexte de toute une politique de prodigalité. C'est sur ces plus-values qu'ont été gagées la retraite du combattant, les augmentations de traitements et de pensions, etc... votées au cours de la précédente législature. Quand il y a de l'argent dans les caisses de l'État, les Assemblées sont incapables de résister aux sollicitations dont elles sont l'objet. Elles n'hésitent pas à engager des dépenses permanentes sur des recouvrements éphémères.

Arrive la crise : les plus-values disparaissent, mais les dépenses restent. Bien plus, elles se trouvent augmentées par les dépenses occasionnées par le chômage. Le déficit se trouve dès lors installé dans les budgets.

Au début, il a été en partie dissimulé en rejetant sur la Trésorerie toute une série de crédits qui normalement auraient dû figurer dans le budget, ainsi certains crédits pour la défense nationale, pour les habitations à bon marché, l'électrification des campagnes, etc. Ce que l'on peut appeler le budget de la Trésorerie est devenu ainsi une sorte de « pot pourri » qui comprend les dépenses les plus hétérogènes : avances aux banques en déconfiture, défense des marchés du blé ou du vin, reconstitution des sépultures militaires, outillage national...

A certaines années, ce budget de la Trésorerie a représenté plus de quinze milliards qui ont été soustraits au contrôle des Chambres. Le Parlement est bien appelé à voter certains crédits de principe, mais il les vote d'une façon fragmentaire, sans en connaître ou en suivre l'ensemble. Le budget de la Trésorerie s'apparente ainsi à ces budgets extraordinaires qui naguère ont failli conduire nos finances à leur ruine.

Si l'on s'en tient à l'examen du budget général, on constate que les causes d'augmentation des dépenses sont multiples.

Il y a d'abord la progression constante des charges de la dette publique. Tous les déficits de ces dernières années ont été couverts par l'emprunt : ces emprunts ont été contractés à des conditions de plus en plus onéreuses; malgré la conversion de 1932, leurs arrérages pèsent lourdement sur le budget.

La dette viagère, de son côté, s'est accrue avec une rapidité inquiétante. Les pensions de guerre qui réclamaient en 1926 une dotation de 3 989 millions en exigent aujourd'hui une de 7 179 millions; bien loin de diminuer comme, — hélas ! — c'eût été normal, le nombre des pensionnés ne cesse de s'accroître ; pour les seuls invalides, il est passé de 860 000 en 1928 à 994 000 en 1934.

Il en est de même des retraites et pensions servies aux anciens fonctionnaires et agents de l'État : elles s'élevaient en 1913 à 330 millions ; elles se montent en 1935 à 4 146 millions : le coefficient d'augmentation par rapport à l'avant-guerre dépasse le coefficient 12.

A côté de la dette publique, il y a les charges militaires. La France, dans ses illusions pacifistes, a cru possible à certains moments de procéder à des réductions massives sur le budget de la défense nationale. En 1932 et 1933, elle a voulu supprimer cinq mille officiers, réduire à dix mois la durée du service militaire ; elle a comprimé tous les crédits de matériel, les approvisionnements de guerre, etc...

Bientôt, il a fallu déchanter ! L'Allemagne a jeté le masque. En dépit des augures de Genève, Hitler a déchiré les clauses militaires du traité de Versailles ; il s'est lancé dans la voie des armements à outrance.

D'urgence il nous a fallu prendre les mesures nécessaires pour répondre à la menace d'outre-Rhin. D'urgence il nous a fallu voter les crédits indispensables pour assurer la couverture de la frontière, pour reconstituer un matériel désuet, pour remettre notre aviation en état. Toutes ces dépenses pèsent lourdement sur nos budgets, sur notre Trésorerie. Elles sont inéluctables. Les pouvoirs publics seraient criminels, s'ils reculaient devant les dépenses nécessaires pour assurer la sécurité du pays et le maintien de la paix du monde.

Les dépenses des services civils ont dans l'augmentation

de nos budgets une part plus considérable encore que les crédits de la défense nationale.

En effet, nous assistons depuis vingt ans au développement incessant des attributions de l'État. Pendant la guerre, l'État s'est vu obligé d'intervenir dans tous les domaines : ravitaillement, transports, exploitations industrielles; il a distribué sans compter des pensions, des allocations. De 1914 à 1919, l'étatisme a régné en maître... il fallait s'incliner : c'était la guerre ! Après l'armistice, la démobilisation ne s'est pas effectuée sans difficultés. Les administrations se cramponnaient; elles ne voulaient pas se dessaisir des pouvoirs qui leur avaient été conférés. Et d'autre part, d'innombrables catégories de citoyens avaient pris l'habitude de s'adresser à l'État-Providence pour subvenir à leurs besoins; ils trouvaient tout naturel de continuer.

Dans cette atmosphère lourde d'étatisme, le socialisme a eu beau jeu pour développer son action, pour étendre ses ramifications. Depuis la guerre nous sommes imprégnés de socialisme; il s'est insinué dans tous les esprits, il a pénétré dans tous les rouages de nos administrations. Tous les ordres mendiants assiègent les pouvoirs publics pour exiger l'amélioration de leur situation, pour réclamer des subventions ou des subsides. Toutes les affaires en difficultés, banques, compagnies de navigation, sociétés industrielles, viennent solliciter le concours direct ou indirect de la Trésorerie. L'État, dans sa constitution actuelle, s'avère impuissant à résister aux injonctions des syndicats ou des associations. Ministres ou parlementaires dépendent tous du suffrage universel : tous ils subissent le chantage des influences électorales, la pression des intérêts particuliers.

Ce socialisme à base démagogique a eu sur les finances publiques les conséquences les plus funestes. Il s'est traduit par une extension continue des attributions de l'État, par un développement corrélatif du fonctionnarisme. Il a entraîné la création de toute une série d'organisations parasitaires comme les offices; la plupart d'entre eux constituent de véritables fiefs indépendants de tout contrôle, asile inviolable de tous les abus. Il a provoqué l'octroi aux collectivités de subventions d'un montant abusif, parfois même scandaleux ! Combien de petites bourgades de deux ou trois mille habitants sont par-

venues, grâce au concours d'un homme politique influent, à construire des édifices publics d'une importance et d'une somptuosité disproportionnées avec les besoins réels de leur population! Qu'importe la dépense? C'est l'État qui paye.

Comment s'étonner dès lors de l'inflation de nos budgets? De 1927 à 1932, les crédits du ministère de l'Instruction publique sont passés de 2 milliards 365 millions à 3 milliards 726 millions, — ceux de l'Enseignement technique de 111 à 224 millions. Nous pourrions multiplier ces exemples. Rappelons seulement que, malgré la création des Assurances sociales qui devaient prendre à leur charge une partie des frais d'assistance, les crédits du ministère du Travail se sont élevés en 1934 à 1612 millons, ceux du ministère de la Santé publique à 1 042 millions: en 1927, ces deux ministères alors réunis ne coûtaient que 886 millions, soit environ le tiers.

Certains gouvernements ont essayé de réagir. Leurs efforts ont été annihilés par des influences politiques ou syndicalistes. Trop souvent les économies qu'ils avaient décrétées n'ont existé que sur le papier : elles n'ont pu être effectivement réalisées. Dans l'exposé des motifs du budget de 1935 M. Germain Martin, pour lors ministre des Finances, constate, non sans amertume, que sur 80000 suppressions d'emplois décidées par les décrets-lois de M. Doumergue, 30000 seulement ont pu être réalisées. « Les suppressions d'emploi, dit-il, se sont heurtées aux exigences des lois fondamentales de la République qui nous interdisent notamment de réaliser sur le personnel de l'enseignement primaire plus de 2000 suppressions d'emploi, alors qu'il existe 130000 instituteurs. »

Le résultat de cette impuissance de l'action gouvernementale s'est traduit par le déséquilibre de nos budgets, par l'impossibilité d'ajuster des recettes défaillantes avec des dépenses chaque jour croissantes. Malgré les coups de frein donnés par certains ministres des Finances, le déficit s'est installé partout dans les budgets de l'État comme dans les budgets locaux. Il a grossi chaque année et a fini par atteindre des chiffres impressionnants. En cinq ans, les déficits cumulés du budget général de l'État représentent plus de 30 milliards;

ceux de la Trésorerie s'élèvent à 50 milliards; ceux des chemins de fer à 20 milliards.

C'est par des emprunts à jet continu que le Trésor et les collectivités publiques se sont procuré tous les milliards qui leur manquaient. Finie la politique d'amortissement de M. Raymond Poincaré. Le robinet des emprunts est ouvert : en cinq ans, la dette publique de l'État passe de 260 à 340 milliards, « chiffre jamais atteint, même au lendemain de la guerre », constate mélancoliquement M. Marcel Régnier. Longtemps indifférente, l'opinion publique finit par s'inquiéter: elle commence à se rendre compte, en France et surtout à l'étranger, que la situation financière est critique, que les errements actuels ne peuvent être continués plus longtemps sans conduire le pays à sa ruine.

Ses alarmes redoublent quand, au printemps dernier, elle voit la Belgique abandonner l'étalon-or et procéder à une dévaluation de sa monnaie. Du point de vue psychologique, l'exemple de la Belgique est un argument très fort pour les partisans de la dévaluation. Ils l'invoquent pour essayer de démontrer que la dévaluation du franc est fatale, que tôt ou tard les monnaies du bloc-or suivront le sort du franc belge.

Troublé par toutes ces campagnes, le pays hésite, perd confiance : il répugne à souscrire aux emprunts que l'État multiplie; les bons du trésor ne trouvent plus preneurs ; le retraits commencent à se faire sentir dans les caisses d'épargne. L'étranger à son tour s'alarme. Il retire ses capitaux du marché de Paris; les sorties d'or se multiplient à la Banque de France et en une seule journée atteignent 1200 millions.

C'est la crise !...

Sans aucun doute, cette crise n'aurait pu revêtir une pareille gravité, si la situation financière de la France eût été normale. Ce sont les déficits de nos budgets qui ont rendu possible l'offensive contre le franc. Encore quelques jours et, suivant la forte expression de M. Régnier, « le gâchis menaçait de devenir catastrophique ».

C'est dans ces circonstances tragiques que M. Laval a accepté la lourde charge du pouvoir. Il se trouvait en présence d'un dilemme singulièrement angoissant. Déflation ou dévaluation ? De quel côté, le chef du gouvernement allait-il orienter sa politique ?

LA DÉVALUATION

A ce moment, la dévaluation monétaire comptait en France de nombreux partisans; elle était vue avec faveur dans certains milieux d'affaires; elle s'appuyait sur de nombreux exemples tirés de l'étranger : États-Unis, Angleterre, Belgique, etc...

La thèse des dévaluationnistes peut se résumer ainsi :

Dans le budget de l'État français, 67 pour 100 des dépenses sont incompressibles : soit 45 pour 100 pour la dette et les pensions, 22 pour 100 pour la défense nationale. Les 33 pour 100 restant représentent les frais généraux du pays; on aura beau, au prix des plus grandes difficultés, comprimer ces 33 pour 100, il sera impossible de les réduire suffisamment pour rétablir l'équilibre budgétaire : la politique de déflation est donc impuissante à restaurer notre situation financière.

Il en est de même au point de vue économique. Agriculteurs, commerçants, industriels supportent des frais généraux dont la plus grosse part est incompressible : par exemple, les impôts, les billets de fonds, les transports ; même les salaires ou les loyers ne peuvent être diminués que dans des limites très étroites.

Dès lors, producteurs et négociants ne peuvent baisser leurs prix de revient à la parité des prix étrangers : ils sont condamnés à produire trop cher et à vendre de même, ce qui leur ferme l'accès des marchés extérieurs et empêche les touristes étrangers de venir en France. Il en résulte une véritable paralysie de toute la vie économique du pays.

La théorie de la dévaluation repose sur le fait que les frais généraux incompressibles dans le régime actuel se trouvent réduits proportionnellement à l'importance de la baisse des monnaies. Et en effet, les dettes publiques et privées, les loyers, les billets de fonds sont réduits automatiquement par la dévaluation. Tant que le prix de la vie ne monte pas, il en est de même des traitements et des salaires.

Ainsi, — au dire des dévaluateurs, — l'équilibre se trouve rétabli entre les prix de revient et les prix de vente; les prix intérieurs s'ajustent sur les prix mondiaux : c'est la reprise

des exportations, l'arrêt du chômage. Au point de vue des finances publiques, c'est le rétablissement de l'équilibre budgétaire, la fin du déficit.

A l'appui de leur thèse, M. Paul Reynaud et ses amis invoquent les résultats favorables obtenus par les quarante-neuf États qui ont procédé à la dévaluation de leur monnaie. Ils insistent tout particulièrement sur l'expérience des États-Unis et sur celle de l'Angleterre.

Pour juger les résultats qu'a donnés la dévaluation du dollar, il faut se rappeler dans quelles conditions elle s'est produite.

Les États-Unis ont renoncé à l'étalon-or en 1932 ; à ce moment ils traversaient depuis plusieurs années une crise économique d'une gravité exceptionnelle. A la suite des folies commises par la spéculation, de l'endettement désordonné qui en était résulté, les usines se fermaient par milliers, les chômeurs se comptaient par millions, les banques sautaient les unes après les autres. C'était l'arrêt complet des affaires : c'étaient dans certaines parties du pays des émeutes revêtant un caractère presque insurrectionnel.

En abandonnant l'étalon-or, le Président a voulu remettre en marche la machine économique. A coup de dollars, il s'est efforcé de venir en aide aux industries défaillantes, de donner du travail aux chômeurs : la dernière loi d'assistance du 8 avril dernier ouvre au Gouvernement un crédit de 4 800 millions de dollars destinés à embaucher environ 3 500 000 ouvriers sur des chantiers de grands travaux.

Cet effort a produit une reprise indéniable de la vie économique. Les prix des produits agricoles se sont relevés dans des proportions sensibles. La production industrielle est en augmentation et le nombre des chômeurs enregistre une diminution.

Il est à noter que cette reprise des affaires est devenue sensible depuis le mois de juin dernier, c'est-à-dire depuis l'époque où la Cour suprême a condamné la politique du New Deal et déclaré inconstitutionnels les codes du travail imposés par le président Roosevelt : les industries ainsi libérées des entraves qu'elles avaient dû subir ont repris courage et travaillent avec un renouveau d'activité.

La dévaluation du dollar a provoqué en retour un bouleversement complet, inouï des finances américaines. En six ans, l'augmentation de la dette publique a dépassé 20 milliards de dollars, soit 300 milliards de francs. Pour le seul exercice 1935-1936, le déficit budgétaire est prévu pour 4 500 millions de dollars, soit 67 milliards de francs.

Et voici que l'opinion s'inquiète, que les emprunts commencent à ne plus être couverts. Après avoir dépensé sans compter, le président Roosevelt sent la nécessité de se restreindre, de se préoccuper de l'équilibre budgétaire : il envisage la création d'impôts nouveaux, il s'effraie de la poussée socialiste qu'il a déclenchée dans le pays. Ce sont là des vues d'avenir; pour l'instant, le gouffre continue à se creuser; il conduirait infailliblement à la banqueroute tout autre pays que les États-Unis.

Les États-Unis, en effet, ne peuvent être jugés à l'échelle de la vieille Europe. A eux seuls, ils constituent un continent immense, grand quatorze fois comme la France; ils possèdent sur leur sol des richesses naturelles en quantités presque illimitées. Ils peuvent donc se suffire à eux-mêmes sans se soucier des autres peuples. Avec le dynamisme d'une nation jeune, ardente, ils sont convaincus que le jour où ils auront surmonté la crise, les affaires reprendront à un rythme accéléré, qu'elles connaîtront un boom nouveau : dès lors, tout s'arrangera, et les finances se rétabliront d'elles-mêmes !

L'avenir dira si cet optimisme n'est point excessif; pour l'instant, reconnaissons qu'en sacrifiant le dollar, le président Roosevelt a probablement sauvé son pays. Mais gardons-nous de vouloir transposer l'expérience américaine sur une autre scène.

L'exemple de l'Angleterre est spécialement intéressant pour nous.

L'Angleterre a abandonné l'étalon-or en 1931 à la suite d'une crise intérieure particulièrement grave. Les travaillistes, par leur attitude politique, par les menaces qu'ils faisaient peser sur les capitaux, avaient provoqué une crise de confiance d'autant plus profonde qu'elle survenait en période de dépression économique. La livre n'a pu y résister; sous peine d'épuiser toutes les réserves de la Banque d'Angleterre, elle a

dû être détachée de l'étalon-or et abandonnée aux fluctuations des changes.

Devant la débâcle, les travaillistes ont été chassés du pouvoir; un gouvernement d'Union nationale leur a succédé, sous la présidence de M. MacDonald. Comme en France en 1926, l'Union nationale a accompli un véritable miracle et sauvé le pays de la catastrophe.

Il est indéniable que, depuis la dévaluation de la livre, la situation économique de l'Angleterre s'est améliorée: les indices de l'activité industrielle, les exportations, les placements de fonds témoignent d'un progrès sensible; même le chômage, bien qu'il soit encore plus élevé qu'en 1930, est en régression. Ces résultats sont dus aux conditions toutes particulières dans lesquelles se trouve l'Angleterre. La Grande-Bretagne, avec les Dominions, représente un marché immense qui peut vivre en grande partie sur lui-même. Avec les monnaies qui lui sont rattachées, la livre règne sur la moitié du monde. La diminution de sa valeur n'affecte donc, que dans une mesure très limitée, le ravitaillement de l'Angleterre en matières premières et en denrées alimentaires.

De plus, la dévaluation de la livre s'est effectuée à un moment où tous les prix mondiaux étaient en baisse. Si la livre avait conservé sa valeur or, les prix intérieurs anglais auraient dû baisser parallèlement de 30 à 40 pour 100; en ne baissant pas, ils ont théoriquement monté, mais pratiquement pour les consommateurs anglais ils sont demeurés stationnaires.

La reprise des affaires a en outre été favorisée par la politique nettement protectionniste dans laquelle l'Angleterre s'est lancée après 1931. En renonçant au libre échange qui naguère avait fait sa grandeur, elle n'a pas hésité à s'entourer d'une véritable muraille douanière. De nombreuses industries se sont ainsi reconstituées et ont prospéré: ce sont elles qui pour une large part ont provoqué le relèvement du pays.

Enfin, il est un autre facteur, — capital à mon sens, — qui a assuré ce relèvement : c'est la politique financière suivie par le gouvernement anglais.

En même temps qu'il procédait à la dévaluation de la livre, le gouvernement d'Union nationale a décidé de rétablir à tout prix l'équilibre du budget : d'un seul coup, il a réduit

de 70 millions de livres les dotations budgétaires. Pour y arriver, il n'a pas hésité, même au risque d'une révolte des marins de la flotte, à réduire de 10 à 20 pour 100 les traitements et salaires, — à diminuer les crédits afférents à l'instruction publique, à l'hygiène, aux dépenses sociales; malgré la menace de troubles ouvriers, il a abaissé de 25 millions de livres le montant des allocations versées aux chômeurs.

Ces mesures draconiennes ont rétabli l'équilibre du budget.

Le budget anglais qui s'élevait en 1930-1931, avant la dévaluation, à 787 millions de livres or, ne se montait plus pour l'exercice 1933-1934 qu'à 697 millions de livres dévalorisées, c'est-à-dire à 465 millions de livres or. Ainsi, en trois ans, le budget anglais a diminué en valeur or de 45 pour 100.

Là est le secret du succès de la dévaluation anglaise : elle a réussi parce que les Anglais ont eu le courage de procéder à une déflation budgétaire impitoyable. A cet égard, on ne saurait trop admirer le moral dont la nation a fait preuve pendant la crise : l'opinion publique tout entière s'est rangée derrière le gouvernement d'Union nationale; elle l'a soutenu avec une discipline et un sang-froid dignes d'éloges.

Au mois d'avril dernier, le Chancelier de l'Échiquier, M. Neville Chamberlain, a pu constater avec une légitime fierté que, grâce au redressement de la situation générale du pays, il pouvait abolir toutes les réductions de traitements imposées en 1931. Les fonctionnaires et les employés ont retrouvé ainsi l'intégralité de leurs traitements d'autrefois. Ils ont été récompensés de la discipline et de l'abnégation avec lesquelles ils avaient supporté les sacrifices qui avaient dû leur être imposés pour le salut du pays.

L'exemple de la Belgique se présente dans des conditions très différentes. La Belgique a sacrifié sa monnaie pour sauver son système bancaire.

Dès le début de la crise, les banques belges étaient intervenues, avec toutes leurs ressources, y compris l'argent de leurs déposants, pour soutenir leurs industries menacées. La Belgique est un petit pays qui est obligé d'acheter à l'étranger la plupart de ses matières premières et qui, en retour, vit de l'exportation de ses produits fabriqués. La chute de la livre lui a porté un coup terrible ; il a bouleversé son équilibre

économique en lui fermant la plupart des marchés extérieurs.

Devant l'acuité de la crise, devant le déchaînement d'une campagne dévaluationiste qui a provoqué chez les déposants des banques une véritable panique, la Belgique s'est trouvée obligée d'abandonner l'étalon-or. Elle a effectué une dévaluation de 28 pour 100 ; elle s'est ainsi rapprochée de la livre et s'est rattachée en fait au système bancaire de l'Angleterre.

L'opération de la dévaluation a été, — du point de vue technique, — habilement réalisée par le cabinet van Zeeland. Elle a produit sur le moment une reprise de certaines industries, partant, une diminution du chômage. Elle a coïncidé d'ailleurs avec l'ouverture de l'Exposition de Bruxelles qui a été un gros succès et a provoqué un important mouvement de touristes.

Ces résultats seront-ils durables ? La dévaluation sera-t-elle pour la Belgique autre chose qu'une piqûre de morphine sur un organisme anémié ? Il est permis d'en douter ; pour l'instant ni le port d'Anvers ni les houillères ne sont arrivés à retrouver leur activité normale.

Tout le mécanisme de la dévaluation repose en effet sur un postulat : les prix intérieurs ne doivent pas monter ; s'ils montent, tout le bénéfice de l'opération est perdu ; le dumping dont profitent les exportateurs sur les marchés étrangers se trouvera annulé.

Il semble bien que la Belgique ne puisse éviter cette hausse des prix intérieurs. La dévaluation était à peine réalisée depuis quelques semaines que les prix de gros commençaient à monter. Au 14 septembre, la hausse était environ de 45 pour 100 pour le froment, 16 pour 100 pour le sucre, 70 pour 100 pour le saindoux, 54 pour 100 pour la laine brute, etc. Ce sont naturellement les produits d'importation qui ont renchéri les premiers ; les produits indigènes ont suivi le mouvement avec un décalage plus ou moins long.

Cette hausse s'est produite malgré les mesures draconiennes édictées par le gouvernement. Les commerçants convaincus d'avoir vendu leurs marchandises « à des prix supérieurs aux prix normaux » sont passibles d'amendes allant de 100 à 100 000 francs et de peines d'emprisonnement de huit jours à un an.

En dépit de cette législation, malgré le desserrement de

certains contingents et l'abaissement de certains droits de douane, la vie monte en Belgique. Elle est encore bien meilleur marché que dans les pays avoisinants : n'empêche qu'elle monte lentement, mais sûrement.

Du mois de mars au mois de septembre, l'indice des prix de détail est passé de 621 points à 670. C'est une hausse de 8 pour 100. Les salariés prétendent que la hausse réelle est supérieure à celle qui est enregistrée dans les statistiques officielles : ils commencent à s'agiter pour réclamer des relèvements de traitements et de salaires. Le gouvernement essaie de résister : mais il vient d'être obligé d'accorder une augmentation de 5 pour 100 aux fonctionnaires. Employés et ouvriers veulent obtenir une augmentation analogue. N'est-ce pas le cycle fatal que tant de pays ont connu?

La situation est d'autant plus sérieuse que le gouvernement avait espéré que la dévaluation suffirait à rétablir l'équilibre budgétaire. Il n'en est rien : le déficit du budget subsiste; il se serait même aggravé, s'il n'était fait état du bénéfice de la conversion des rentes.

Le ministre des Finances, M. Léo Gérald, l'a reconnu très loyalement au Sénat. « On pouvait croire à un certain moment avant la dévaluation, a-t-il dit, que celle-ci arrangerait automatiquement les choses. Maintenant il n'y a plus devant nous ni mirage, ni sortilège qui puisse arranger les choses : il n'y a plus devant nous que notre capacité de travail et notre volonté de bien faire. C'est donc au soutien d'une politique rigoureuse, persévérante et impitoyable que je convie le Sénat tout entier. » Et le gouvernement de M. Van Zeeland se prépare à réduire de 15 pour 100 les crédits budgétaires autres que ceux de la dette et du personnel.

Méditons cet exemple et concluons sur les enseignements que nous pouvons tirer de l'étranger.

En France, bien des hommes politiques de gauche et d'extrême-gauche se déclarent partisans de la dévaluation parce qu'ils escomptent les recettes à intervenir pour le Trésor par la réévaluation de l'encaisse de la Banque d'émission; ils espèrent par ce moyen éviter « la grande pénitence », ne pas avoir à réduire les traitements des fonctionnaires, les pensions, les retraites, etc...

L'exemple de la Belgique, s'ajoutant à celui de l'Angleterre, montre qu'il n'en est rien. La dévaluation monétaire ne saurait en aucune façon dispenser un pays de réaliser sa déflation budgétaire ; un État ne peut vivre longtemps avec des budgets en déficit : tôt ou tard il est obligé d'en rétablir l'équilibre.

D'autre part, les socialistes préconisent la dévaluation comme un moyen de faire supporter par les rentiers, par les bourgeois tout le poids des sacrifices que nécessite le redressement financier. Ils sont dans l'erreur. Quelques précautions que prennent les gouvernements, la dévaluation est génératrice de spéculations ; si, pour certains capitalistes, elle est une cause d'appauvrissement, pour bien d'autres elle est une source d'enrichissement. La moralité publique n'a rien à gagner à ces manipulations monétaires.

Celles-ci frappent même les travailleurs qui trop souvent s'en croient indemnes. Si les salaires finissent par être relevés au niveau de l'indice des prix, ils ne le sont en général qu'après des mois de discussions, de luttes; pendant toute la période de décalage, les travailleurs, fonctionnaires, employés, ouvriers, supportent tout le poids du renchérissement de la vie.

Du point de vue économique enfin, s'il est exact que la dévaluation favorise l'exportation et la reprise des affaires, son action est éphémère : elle s'émousse avec le temps.

L'exemple du Danemark est typique : après sa dévaluation opérée en 1931, le Danemark a connu deux ou trois années de prospérité ; aujourd'hui il est en pleine crise : les agriculteurs ne peuvent plus vendre leurs produits à des prix rémunérateurs; ils se sont révoltés; le gouvernement a voulu résister : battu par un vote du parlement, il vient de dissoudre le Rigsdag. Que résultera-t-il de ces élections ? Nul ne peut le présager.

L'expérience de l'Allemagne, de l'Autriche, de tous les pays de l'Europe centrale est plus concluante encore : elle montre que la dévaluation d'une monnaie, même lorsqu'elle est presque totale, n'assure pas d'une façon durable la reprise de la vie économique; elle ajourne les difficultés du moment, elle ne les résout pas.

C'est tellement vrai que, — sauf peut-être la Tchécoslovaquie, — aucun des pays qui ont eu recours à la dévaluation de leur monnaie ne l'ont envisagée de gaieté de cœur, de propos

délibéré. Jusqu'au dernier jour, l'Angleterre, les États-Unis, la Belgique ont lutté désespérément pour sauver leur monnaie : ils ne l'ont abandonnée que sous la menace d'une catastrophe.

LA DÉFLATION ET LES DÉCRETS-LOIS DE M. LAVAL

Dans toutes ces manipulations monétaires, quelle est la position de la France ?

La France, — on l'oublie trop souvent, — a effectué en 1928 une dévaluation des quatre cinquièmes de sa monnaie. Cette dévaluation, connue sous le nom de stabilisation, a été rendue inévitable par les charges écrasantes de la guerre et de l'après-guerre, par le non-paiement par l'Allemagne des réparations. Elle constitue une dépréciation monétaire environ trois fois plus importante que celle à laquelle viennent de procéder l'Angleterre et les États-Unis.

La dévaluation du franc s'est traduite immédiatement par un renchérissement du prix de la vie : de 1925 à 1930, les indices des prix de détail à Paris sont passés de 425 points à 617 ; avec un décalage plus ou moins considérable, les traitements et les salaires ont suivi le mouvement.

A ses débuts, la dévaluation du franc a provoqué une vive reprise de l'activité économique et boursière. Elle a donné pendant un temps l'illusion de la prospérité ; puis la crise est arrivée : elle a entraîné l'effondrement des cours, le marasme des affaires, le déficit du budget.

La dévaluation enfin a dépossédé d'une partie de leur avoir les classes moyennes, les épargnants, les petits rentiers. Tous ces braves gens qui constituent l'ossature de notre pays, qui incarnent les vertus de travail et d'épargne de notre race, ont perdu les quatre cinquièmes du produit de leurs économies. Ils ont été les victimes de la dévaluation.

En présence de cette situation, M. Laval n'a pas hésité sur la voie qu'il allait suivre. Il a repoussé la dévaluation comme une formule de faillite qui aurait provoqué dans le pays des désordres économiques et sociaux, qui peut-être même aurait pu déclencher un mouvement de mécontentement, capable de mettre en péril l'existence même du régime. C'est par la déflation que le président du Conseil a voulu résorber le déficit budgétaire et préparer la reprise des affaires. A cet effet, il a

demandé au Parlement de lui accorder le droit de légiférer par décrets-lois.

Le gouvernement a usé des pouvoirs exceptionnels qui lui étaient conférés avec autant d'énergie que de décision.

En quelques semaines, il a publié plus de cent cinquante décrets-lois. Sur le plan financier, il a réalisé un effort de près de 11 milliards; il a rétabli l'équilibre du budget de l'État et réduit de plus de moitié le déficit des chemins de fer. Sur le plan économique, il a pris toute une série de mesures pour faire baisser le prix de la vie et revaloriser les produits agricoles.

Quelque jugement que l'on porte sur les décrets-lois, il est impossible de ne pas rendre hommage au courage et à la largeur de vues du président Laval. Au lieu de recourir à des expédients plus ou moins habiles, au lieu de pratiquer la méthode néfaste des « petits paquets », le chef du gouvernement a taillé dans le vif et s'est efforcé de réaliser un large programme de redressement national.

Sans doute, bien des mesures qui viennent d'être décidées ont été improvisées. Certaines comportent des dispositions graves qui portent atteinte au respect des contrats, qui imposent à certaines catégories de citoyens des sacrifices manifestement excessifs, voire même injustes. Quelque fondées que soient ces critiques, il ne faut pas considérer telle ou telle mesure isolément, il faut voir l'ensemble. Quand un bateau coule, l'équipage bouche au plus vite les voies d'eau qui se sont déclarées : il les bouche comme il peut, avec des moyens de fortune ; plus tard, le danger passé, il reprendra en sous-œuvre les réparations effectuées dans le désarroi de la tempête.

Il en est ainsi des décrets-lois.

Quand le gouvernement de M. Laval a été formé, la banqueroute, la « hideuse banqueroute », était à nos portes; elle menaçait l'intégrité de notre monnaie; elle risquait de compromettre notre patrimoine national. Les décrets-lois ont été destinés à produire un effet de masse, à déterminer un choc psychologique capable de rétablir la confiance dans le pays. Ils y ont dans une large mesure réussi; mais quand le calme sera revenu, il est évident qu'ils devront être revisés, amendés.

Pour l'instant, malgré certaines résistances inévitables, la

masse de l'opinion publique a accueilli les décrets-lois avec sang-froid, avec résignation; elle les a admis comme une mesure désagréable, mais nécessaire. Seuls les socialistes les ont violemment combattus; ils entendent s'en servir comme d'un tremplin pour leurs campagnes politiques.

« Nous sommes persuadés, écrit M. Léon Blum, que les décrets-lois de superdéflation sont une indication à contre-sens qui, bien loin de préparer un retour à la santé, ne fera qu'aggraver la maladie de langueur, la cachexie dont souffre le pays. » Et M. Léon Blum de nous annoncer que si jamais le front populaire arrivait au pouvoir, son premier acte consisterait à abroger sur l'heure tous les décrets-lois de M. Laval. « Tout homme de gauche, écrit-il, qui serait disposé à en laisser subsister un seul, est en réalité un fasciste. »

Ainsi donc seraient condamnés comme fascistes les décrets-lois qui imposent aux propriétaires une réduction de 10 pour 100 du prix de leur bail, qui obligent les compagnies du gaz et de l'électricité à abaisser leurs tarifs! Fascistes également les décrets-lois qui réduisent à plus de 30 pour 100 le montant des droits de mutation, les cessions de fonds de commerce!

La plaisanterie est lourde... Avec infiniment de bon sens, M. Lucien Lamoureux a fait remarquer qu'aucun gouvernement, pas même celui de M. Léon Blum, ne pourrait rapporter « d'un trait de plume et en bloc » les décrets-lois. Et M. Lamoureux d'ajouter : « Je voudrais bien savoir comment M. Léon Blum pourrait rétablir l'équilibre budgétaire s'il supprimait les économies récemment faites, comment il assurerait sa trésorerie s'il négligeait l'équilibre. »

Sans sourciller, M. Léon Blum a répondu que le front populaire, le jour où il aurait le pouvoir, nationaliserait les établissements de crédit et les compagnies d'assurances, qu'il effectuerait un prélèvement sur les grandes fortunes. Quant à la Trésorerie, si les établissements de crédit et la Banque d'émission refusaient leur concours aux socialistes, ceux-ci « ne céderaient pas et sauraient exploiter à fond la situation révolutionnaire qui serait créée à leur encontre ». « Et l'échéance, conclut M. Léon Blum, la fameuse échéance de quinzaine ou de fin de mois qui tombera précisément pendant la bagarre? Je répète que les socialistes ne feraient pas

l'échéance : à la mobilisation factieuse du grand capital, ils répondraient par la mobilisation populaire... et la décision ne se ferait pas longtemps attendre. » Ne pas faire l'échéance : en bon français cela signifie faire banqueroute !

Ainsi donc, à en croire M. Léon Blum, le front populaire, pour venir à bout du grand capitalisme, envisagerait de ne pas payer les fonctionnaires à la fin du mois, de ne pas payer à l'échéance les mutilés et les retraités, les rentiers de l'État, les déposants des Caisses d'épargne, etc...! Nul doute que la menace seule de semblables mesures ne provoque aussitôt des émeutes devant les bureaux du Trésor, ne déclenche un soulèvement populaire qui aurait tôt fait de balayer le gouvernement des gauches.

A dire vrai, la plupart des cartellistes, même les plus impénitents, ne prennent pas au sérieux le programme de M. Léon Blum : ils sentent la nécessité d'en établir un autre plus constructif et ont chargé un sous-comité de le rédiger. Ce sous-comité paraît bien embarrassé. Fulminer contre les décrets-lois... critiquer la déflation... c'est facile, mais que mettre à la place? M. Daladier lui-même paraît avoir renoncé aux manipulations monétaires que jadis il avait préconisées. Il ne reparle plus de la « monnaie fondante » qu'il avait proposée l'an dernier au Congrès radical de Nantes.

Alors, ce serait la politique de déflation qui l'emporterait. Les décrets-lois de M. Laval ne seraient pas plus ratifiés par le Parlement que ne l'ont été, l'an dernier, ceux de M. Doumergue... ou naguère ceux de M. Poincaré. Qu'importe? ils seraient entrés en vigueur et le demeureraient.

D'après les déclarations officielles du ministre des Finances M. Régnier, les décrets-lois de M. Laval ont d'ores et déjà donné des résultats considérables.

Le budget de 1936 serait ramené de 47 milliards 800 millions à 40 milliards. Le déficit des chemins de fer aurait été réduit à deux millions environ. La Trésorerie aurait recouvré son aisance et l'intérêt des bons du Trésor aurait été ramené à 3 pour 100.

Que penser de ces déclarations? Leur optimisme est-il justifié par les faits?

Sans doute, le problème des chemins de fer est loin d'être

résolu : sans doute, celui des finances locales est à peine abordé. Mais à chaque jour suffit sa tâche. Il serait injuste de ne pas reconnaître l'importance du chemin parcouru depuis trois mois. Jamais, à aucune époque et dans aucun temps, semblable effort de déflation n'aura été réalisé.

Cet effort évidemment impose au pays de lourds sacrifices. Dans une pensée de solidarité, M. Laval a voulu que toutes les classes de la société fussent appelées à prendre leur part de ces sacrifices exigés par le redressement financier. Aussi les décrets-lois, à côté de cinq milliards et demi d'économies, comportent-ils également un milliard d'impôts nouveaux.

On peut se demander si ces impôts établis pour des raisons d'ordre psychologique ne risquent pas, du point de vue financier, d'entraîner des conséquences regrettables.

A un moment où tous les groupements agricoles, commerçants, industriels protestent contre l'exagération des impôts qui les frappent, où ils dénoncent l'absurdité de notre système fiscal comme une des causes de la crise actuelle, il paraît singulièrement inopportun de relever le taux de ces impôts.

Tout le monde réclame l'abaissement du loyer de l'argent. L'argent est actuellement trop cher. Les particuliers comme les sociétés ne peuvent se procurer les capitaux dont ils ont besoin qu'à des conditions tellement onéreuses qu'elles deviennent prohibitives. N'est-ce pas aller à l'encontre du but à atteindre que de relever les droits sur les titres au porteur?

De même en ce qui concerne l'impôt global sur le revenu, M. Germain Martin avait reconnu que ses tarifs étaient excessifs, qu'ils entravaient l'esprit d'initiative et favorisaient la fraude. Très sagement, il les avait réduits d'un tiers. Les décrets-lois reviennent sur ce dégrèvement et, pour les tranches supérieures, rétablissent les tarifs anciens. N'est-ce pas là une erreur ? Tout porte à croire que ce relèvement ne donnera au Trésor que des mécomptes. L'impôt sur le revenu rentre mal parce qu'il dépasse les forces contributives des assujettis : ce n'est pas en augmentant les tarifs qu'il rentrera mieux.

Dans une certaine mesure, le gouvernement s'en est rendu compte. Il vient de diminuer le taux des impôts qui frappent les mutations d'immeubles et les cessions de fonds de commerce. Ces impôts paralysaient le mouvement des affaires : leur produit baissait tous les ans. Il faut espérer que la dimi-

nution importante des impôts qui les grèvent va permettre la reprise normale des transactions; bien loin d'y perdre, les intérêts du Trésor ne pourront qu'y gagner.

Ces dégrèvements ne doivent pas demeurer isolés. Il faut desserrer l'écrou de la fiscalité; il faut procéder à la réforme d'un régime d'impôts dont la complexité et l'enchevêtrement sont devenus inextricables, dont le caractère inquisitorial et vexatoire est devenu odieux au pays tout entier.

En dehors de ces mesures fiscales, le gouvernement, par divers décrets-lois, a décidé de procéder à une compression énergique des dépenses de l'État.

Il a pris des dispositions sévères pour réaliser la suppression des cumuls, pour réprimer les abus, reviser les indemnités. Ces dispositions, dont on ne saurait contester le bien-fondé, ne donneront des résultats tangibles qu'à des échéances plus ou moins éloignées et encore dans la mesure où les administrations auront l'énergie de les appliquer.

La mesure capitale, celle qui va permettre de réaliser des économies massives et immédiates de l'ordre de quatre milliards environ, c'est l'abattement de 10 pour 100 qui doit être effectué en principe sur tous les crédits budgétaires.

Cet abattement portera tout d'abord sur les traitements et salaires payés par l'État à ses fonctionnaires, employés et ouvriers. Il se justifie par l'abaissement du prix de la vie réalisé au cours de ces dernières années. Depuis octobre 1930, c'est-à-dire depuis l'établissement de la dernière échelle des traitements, le coût de la vie a baissé d'après les statistiques officielles de 15 pour 100 environ à Paris, de 17 pour 100 en province. Ainsi les décrets-lois, d'après le gouvernement, ne constituent pas une diminution de situation pour les fonctionnaires, ils réalisent un rajustement de traitements qui replace les intéressés au niveau de vie où ils se trouvaient en 1930.

Appliqué à la dette publique, l'abattement de 10 pour 100 ne va pas sans soulever de sérieuses objections. S'il représente une économie importante pour le Trésor qui en bénéficie, il constitue un impôt très lourd pour les rentiers qui le subissent. C'est un impôt sur le coupon, une violation des engagements solennels de l'État. Il risque de porter atteinte au crédit

public et de compromettre le succès des emprunts futurs.

Le gouvernement ne s'est pas arrêté à ces considérations et a invoqué la nécessité impérative de réduire le poids de la dette qui impose au budget une charge intolérable.

L'argument a sa valeur, mais d'autres États se sont trouvés en présence des mêmes difficultés que la France ; ils les ont résolues d'une manière toute différente. En rétablissant en 1931 l'équilibre de son budget, l'Angleterre a supprimé ces emprunts à jet continu qui ont provoqué chez nous une hausse insolite du loyer de l'argent. Elle a pu en profiter pour convertir ses rentes, pour créer un fonds consolidé au taux extrêmement réduit de 3 et demi pour 100.

Si l'État français, dès le début de la crise, avait eu l'énergie de pratiquer la même politique, il en aurait vraisemblablement retiré les mêmes avantages. S'il avait pu comme l'Angleterre convertir sa dette au taux de 3 et demi, il aurait réalisé une économie supplémentaire de près de deux milliards. Les résultats ainsi obtenus auraient été, — au point de vue moral comme au point de vue financier, — bien plus avantageux pour l'État qu'un abattement de 10 pour 100.

Mais n'insistons pas. Admettons que les décrets-lois représentent la meilleure solution que le gouvernement ait pu réaliser dans les circonstances actuelles ; admettons que ces décrets vont rapporter au Trésor exactement les sept ou huit milliards nécessaires pour boucher le déficit actuel du budget ; reconnaissons qu'en ramenant le budget de 1936 à 40 milliards le ministre des Finances a fait un effort formidable, dont il serait injuste de ne pas lui être reconnaissant.

Est-ce que l'on peut considérer ces résultats comme définitivement acquis ? Est-ce que, à l'avenir, l'équilibre de nos budgets sera assuré d'une façon durable ? Sur ce point, bien des réserves s'imposent.

Et d'abord, l'équilibre du budget actuel n'a été obtenu qu'en transférant au budget spécial de la Trésorerie 3 milliards 400 millions de crédits extraordinaires pour la défense nationale et les grands travaux. Ce transfert se trouve compensé jusqu'à due concurrence par les amortissements que la caisse autonome réalisera au cours de l'exercice. Il n'occasionnera donc pas une augmentation de la dette publique : cette suppression de tout amortissement n'en est

pas moins critiquable : elle ne peut se justifier que par les difficultés de la situation actuelle.

Le gouvernement, par ailleurs, a conservé dans leur ensemble les lois organiques qui ont créé le déficit actuel et qui vont continuer automatiquement à créer des déficits futurs. Il n'a apporté que des corrections de détail à la législation ruineuse de l'école unique, des subventions des assurances sociales, des offices, etc...

Prenons l'école unique : elle impose chaque année au budget des dépenses d'une importance croissante. Pour faire face à l'augmentation du nombre des élèves, il a fallu construire des lycées nouveaux, décongestionner les classes surpeuplées, créer des emplois supplémentaires de professeurs, surveillants, etc... N'est-il pas insensé de venir, par l'appât de la gratuité, ouvrir à deux battants les portes de l'enseignement secondaire à une jeunesse à laquelle l'État sera impuissant d'assurer des débouchés ? Qui ne connaît l'encombrement actuel des carrières libérales, qui ne sait la détresse de ces milliers de jeunes gens qui, en dépit de leurs parchemins, n'arrivent pas à trouver une place d'ingénieur ou de chimiste, à gagner leur vie comme avocat ou médecin ? Que vont-ils devenir, tous ces diplômés sans emploi, sinon des aigris, des mécontents ? N'oublions pas qu'en Extrême-Orient, la plupart des agents du parti communiste sont des intellectuels sans situation : ils prêchent la révolution sociale par haine d'une société dans laquelle ils n'ont pu trouver leur place au soleil.

L'école unique n'est pas seulement une charge écrasante pour nos finances ; elle est un danger pour l'avenir même de nos institutions.

Que dire des assurances sociales ? Inspirées par une pensée généreuse de solidarité sociale, elles ont été conçues dans le cadre d'un étatisme étouffant ; elles ont été réalisées sans souci des possibilités financières du pays.

Le ministre du Travail a l'intention d'apporter certaines améliorations, certaines simplifications à la législation actuelle, — rendons hommage à ses efforts, — mais combien timides et insuffisants sont ses projets !

Les assurances sociales imposent à notre économie nationale une charge annuelle de près de quatre milliards. Dans la

période de crise économique que nous traversons, cette charge est intolérable; pour de nombreux patrons, les cotisations des assurances sociales représentent une somme supérieure au montant de leurs feuilles d'impôts ; et pour la plupart des assurés, les prestations que la loi leur concède sont très inférieures à celles qui leur étaient versées naguère, avec des cotisations infiniment moindres, par les sociétés de secours mutuels.

Tous les fonds des assurances sociales sont capitalisés à la Caisse des dépôts et consignations. Au rythme actuel des placements, ils représenteront, dans une vingtaine d'années, une cinquantaine de milliards. N'est-ce pas folie que de drainer tous ces milliards à Paris au détriment des activités locales? Comment les utiliser dans des placements sains et rémunérateurs? Quelle tentation et quelle aubaine pour un parti politique qui voudrait, par un coup de force, s'emparer du pouvoir!

Que dire enfin des monopoles, des offices? Ils ont presque complètement échappé à l'action des décrets-lois. Bien plus, un nouveau monopole vient d'être créé, celui de l'alcool. Sous prétexte de venir en aide à la viticulture, c'est l'État qui va acheter les millions d'hectolitres de vin actuellement en excédent, — c'est lui qui va les distiller, — qui va vendre l'alcool ainsi produit. Une fois de plus, ce sera le budget, ou la Trésorerie, qui supporteront les risques de l'opération et auront à en faire les frais.

Les décrets-lois laissent donc subsister presque intactes les forteresses de l'étatisme, celles où sont retranchés les grands féodaux du régime! Il y a là pour l'avenir de nos finances une cause sérieuse de trouble et de perturbation.

D'autre part, la question de l'équilibre budgétaire ne peut être résolue par des mesures d'ordre exclusivement financier : elle dépend par-dessus tout de la politique économique suivie par le gouvernement.

L'effort fiscal qui vient d'être demandé aux contribuables serait effectué en pure perte si la situation générale des affaires ne venait pas à s'améliorer. L'économique tient la finance en l'état. Si, par suite de la crise, le recouvrement des impôts continuait à fléchir, c'en serait fait de l'équilibre budgétaire.

Le gouvernement l'a compris et s'est efforcé de remettre en marche la vie économique du pays.

Son premier souci a été de revaloriser le cours du blé qui est passé de 60 à 80 francs; l'effondrement des cours des produits agricoles n'est pas seulement un désastre pour nos campagnes, il est une catastrophe pour le pays tout entier. En détruisant le pouvoir d'achat des masses rurales, il supprime le principal débouché de nos commerçants et de nos industriels.

Le gouvernement, en même temps, s'est occupé de faire baisser le prix de la vie; il a décidé une réduction de 10 pour 100 sur les loyers, sur le prix du gaz et de l'électricité; il a décidé la taxation de certaines denrées alimentaires.

De prime abord, il peut paraître paradoxal que de chercher à revaloriser les prix pour les producteurs, et à les faire baisser pour les consommateurs. C'est la quadrature du cercle que de pratiquer la politique du blé cher, et celle du pain bon marché!

La contradiction est plus apparente que réelle. Avant de parvenir aux consommateurs, les produits agricoles sont écrasés en effet d'une nuée de frais généraux: impôts, transports, bénéfices des courtiers et intermédiaires. C'est par la réduction de ces frais généraux que l'équilibre peut être rétabli entre la production et la consommation: la taxation n'est qu'un remède illusoire.

Le gouvernement, enfin, s'est préoccupé de notre politique douanière. Pour défendre le marché intérieur contre la concurrence de l'étranger, la France a été obligée, comme la plupart des autres États, de surélever ses tarifs douaniers, de recourir au système des contingents et des licences. C'est le régime de l'économie dirigée: il protège tout à la fois nos industries et les paralyse; il est une cause de vie chère. C'est un régime de crise qui ne peut être considéré comme un régime normal: il devra disparaître aussitôt qu'auront disparu les causes qui lui ont donné naissance. A la vérité, c'est tout notre système douanier qu'il faudrait refondre; c'est la cause inconditionnelle de la nation la plus favorisée qu'il faudrait abandonner. Il serait urgent de négocier de nouveaux traités de commerce sur la base d'une complète réciprocité.

Mais comment songer à abaisser les barrières douanières dans l'état d'anarchie économique où le désordre des monnaies

a plongé le monde entier? Les manipulations monétaires auxquelles tant de nations se sont livrées, ont jeté la perturbation dans les relations commerciales. Il n'y a plus aujourd'hui aucune sécurité dans les opérations d'exportation, aucune confiance dans le respect des contrats : débiteurs et créanciers ignorent quelle sera la valeur réelle de la monnaie avec laquelle ils auront à effectuer ou à recevoir des paiements : c'est une prime donnée à la spéculation, un encouragement accordé aux payeurs de mauvaise foi. Trop nombreux sont les États qui pratiquent aujourd'hui la surenchère à la dévaluation : c'est à qui fera baisser le plus rapidement sa monnaie pour favoriser ses exportations.

La stabilisation des monnaies peut seule mettre un terme au chaos actuel ; elle est un élément essentiel de la reprise des affaires. Hélas ! tant que les relations internationales entre les peuples ne seront pas améliorées, tant que le spectre de la guerre se dressera à l'horizon, il serait chimérique d'espérer un règlement général des questions monétaires ; le monde sera condamné à vivre dans l'insécurité où il se débat actuellement, et la reprise tant attendue des affaires ne saurait se produire.

LA RÉFORME DE L'ÉTAT

Ce serait d'ailleurs une erreur que de considérer uniquement l'aspect économique du problème : la politique intérieure pèse lourdement sur notre situation financière. Même si la crise s'atténuait, si les affaires reprenaient, nos budgets continueraient à se trouver exposés à tous les aléas, tant que le fonctionnement de nos institutions n'aura pas été amélioré.

Malgré les restrictions apportées au cours de ces derniers temps, les députés ont conservé leur droit d'initiative en matière de dépenses. Sait-on dans le passé l'usage qu'ils en ont fait? M. André Tardieu, dans son livre sur la réforme de l'État, a eu la curiosité de chiffrer « les propositions des partis de gauche que les gouvernements modérés ont dû faire repousser de 1928 à 1932 ».

« Votées, elles eussent normalement accru de 4018 millions les dépenses de personnel, de 2300 millions les dépenses sociales, de 3980 millions les dépenses économiques ; et cet

accroissement se serait automatiquement développé pour les exercices suivants. Si, de plus, on avait adopté les propositions de dégrèvement des mêmes partis, les recettes annuelles eussent subi une diminution supplémentaire de 3 milliards. »

Comment s'étonner dès lors du déficit de nos budgets? A chaque instant le gouvernement est obligé de livrer bataille, d'engager son existence pour faire repousser les propositions les plus démagogiques.

Étant donné la dépendance de la plupart des élus vis-à-vis de leurs électeurs, il faut de l'héroïsme aux députés, — qu'ils soient de gauche ou de droite, — pour repousser un amendement concernant les retraités, les anciens combattants, les planteurs de tabac ou de betterave. Actuellement, les ministres sont sous la dépendance constante, impérative, des parlementaires; ceux-ci à leur tour sont sous la dépendance non moins constante et non moins impérative de leurs électeurs.

Avec un pareil régime, l'intérêt général est sacrifié; seuls les intérêts particuliers font entendre leurs voix. Les syndicats de fonctionnaires, les associations, les comités de tout ordre et de tout acabit, parlent en maitres. C'est la République des camarades qui gouverne; c'est elle qui met le budget au pillage. Chacun sent que le régime ne peut continuer à marcher dans les conditions actuelles : le mécanisme en est faussé.

Comme l'a dit spirituellement M. Joseph Barthélemy : « le régime parlementaire ne fonctionne plus qu'en l'absence du Parlement! »

Nous sommes « sur la pente », sur cette pente fatale que M. André Tardieu a si éloquemment dénoncée.

C'est à cette situation qu'il faut apporter un remède.

Il faut reconstituer en France le principe d'autorité, restaurer un gouvernement fort qui, par le droit de dissolution, puisse résister aux empiètements du pouvoir législatif : alors seulement il sera possible de mettre un terme à cette instabilité ministérielle qui est un des vices du régime actuel.

Il faut d'autre part renfermer le Parlement dans ce rôle de contrôle qui est son rôle normal; il convient donc de supprimer entièrement le droit d'initiative des députés en matière de dépenses, de mettre fin aux abus de pouvoir des grandes commissions parlementaires dont l'activité anonyme tend si souvent à se substituer à l'action des ministres responsables.

Ces mesures supposent une réforme de la loi électorale. C'est elle qui est la cause première du mal, c'est elle qui est responsable de l'affaiblissement du principe d'autorité, du développement du syndicalisme révolutionnaire.

Comment réaliser ce programme sans effectuer cette réforme de l'État qu'avec tant de raison, M. Gaston Doumergue considérait comme la base de notre redressement national?

La politique de déflation m'apparaît comme celle qui, dans les circonstances actuelles, convient le mieux à la France; mais c'est une politique de longue haleine; elle suppose une continuité de vues, une application de volontés singulièrement difficiles à réaliser avec le fonctionnement actuel de nos institutions.

Dès que le moment aigu de la crise sera passé, dès qu'il y aura à nouveau de l'argent dans les caisses du Trésor, n'est-il pas à craindre qu'une nouvelle poussée de démagogie ne vienne compromettre les résultats si laborieusement acquis?

Là est le danger, là est pour le pays l'inquiétude de l'avenir.

Jusqu'à ce jour, la France est un des États qui a le mieux résisté à la crise qui sévit dans le monde entier; ses rouages économiques, ses cadres sociaux ont tenu bon : seules ses institutions politiques se sont révélées défaillantes.

Plus que jamais, la réforme de l'État s'impose. Elle est la condition même de tout redressement durable de nos finances.

CH. DE LASTEYRIE.

UNE GRANDE PERSONNALITÉ RELIGIEUSE

MADAME ÉLISABETH

« Je veux qu'il soit employé une somme de deux mille quatre cents à trois mille francs pour faire une statue en marbre formant un buste de Madame Élisabeth, avec cette inscription : *A la vertu.* Ce buste sera placé dans un lieu où il pourra être vu de beaucoup de personnes; s'il est possible, à la porte de l'église Notre-Dame, à Paris. Je ne me rappelle pas si j'ai jamais eu l'honneur de parler à cette princesse, mais je désire lui payer ici un tribut de respect et d'admiration. » Ainsi parle, en son testament du 12 novembre 1819, M. de Montyon, le philanthrope « philosophe », qui ne redevint bon chrétien que durant les trois dernières années de sa vie : cherchant une physionomie historique pour symboliser en ses traits la Vertu, c'est vers cette princesse chrétienne que ses regards se tournaient. Le buste existe, œuvre de Bosio, il semble présider aux séances académiques, sous la Coupole. L'orateur qui chaque année glorifie les beaux traits de dévouement ou de charité voit se dresser, au-dessus de l'auditoire, une tête charmante, au visage souriant, aux cheveux bouclés : depuis plus d'un siècle, cette tête est là à l'honneur, à moins d'un kilomètre de cet échafaud sur lequel elle tomba.

Infortuné XVIIIe siècle, était-ce la peine de parler de la « Vertu » avec tant d'emphase, — une emphase qui sonnait faux, — pour être convaincu, par les deux siècles qui suivirent, d'avoir commis, en décapitant Madame Élisabeth, le crime de lèse « Vertu »! Mais la vie de cette princesse, telle que nous l'ont tour à tour racontée M. de Beauchesne et la

sœur Marie-Aimée du Sacré Cœur, du Carmel de Meaux, Mme Jean Balde et Mlle de la Vergne, se déroule sur d'autres altitudes que ces pentes de mi-côte où nous promène, pour l'édification du commun des braves gens, la « morale en action »; elle nous élève sur un tout autre plan que celui où se cantonnait le XVIIIe siècle pour envisager la « Vertu »; elle nous transporte sur les cimes, et dans une atmosphère spirituelle qui est inséparable de l'éclosion de cette vertu, inséparable de son épanouissement. Madame Élisabeth, dont les traits devaient prêter à la Vertu une effigie, dont la vie devait être considérée comme un prototype de « vertu », ne mérita cet honneur que parce qu'elle fut, tout d'abord, une grande personnalité religieuse ; belles actions et gestes héroïques furent, chez elle, le fruit d'une spiritualité; et l'heure nous paraît venue d'en mettre en relief certains aspects, au moment où d'augustes requêtes appellent les regards du magistère religieux sur ce que d'aucuns déjà croient pouvoir appeler sa « sainteté. »

PROGRAMME DE VIE

Nous sommes en 1775, dans un logement du château de Versailles : un jeune garçon de quinze ans, parent de la dame qui demeurait là, voit entrer en trombe, jouant comme deux enfants, courant, sautant, s'attrapant et riant, une toute jeune femme et une fillette : celle-ci était Madame Élisabeth, alors âgée de onze ans, et celle-là était la Reine en personne, Marie-Antoinette. Le spectateur involontairement indiscret de ces ébats royaux s'appelait Rouget de Lisle. Un bon petit diable, jouant avec entrain, Madame Élisabeth n'était-elle rien de plus? Tout enfant, avant que Mme de Marsan sa gouvernante n'eût su les amortir, elle avait montré certaines aspérités de caractère, et, dans l'intransigeance de ses petits caprices, une obstination parfois un peu puérile; elle s'était corrigée et, de ce fait, déjà elle s'était virilement élevée au-dessus de son âge. Mais en cette même année 1775 où le futur auteur de *la Marseillaise* avait eu sous les yeux une scène familière, dont Greuze lui eût envié le spectacle, on surprenait un jour, sur les lèvres de Madame Élisabeth, un de ces propos qui sur des lèvres d'enfants, même devenus très

sages, sont infiniment rares. L'envoyé du pacha de Tripoli venait d'être reçu en audience par le Roi et la Reine. Les petites princesses, dans la galerie du château, le voyaient passer. Élisabeth paraissait émue. « A quoi pensez-vous? » lui demandait Madame Clotilde. Et la réponse était : « Je pense à son âme. » Alors Clotilde : « Ma sœur, la miséricorde de Dieu est infinie, ce n'est pas à notre pensée à lui poser des limites, prions pour cette âme, cela vaudra mieux. » Et Madame Élisabeth reprenait : « Vous avez raison, ma sœur, c'est aux chrétiens à prier pour ceux qui ne le sont pas, comme c'est aux riches à donner aux pauvres. »

Née sur les marches du trône, celle dont bientôt, à la Cour, les gens bien ou mal informés se demanderont si elle n'allait pas devenir reine de Portugal, ou princesse de Piémont, ou impératrice d'Allemagne, songeait moins complaisamment aux dignités terrestres qu'à sa parenté mystique avec toutes les âmes rachetées. La foi trouva-t-elle souvent une expression aussi intense, dans une enfantine saillie?

Madame Élisabeth grandissait; l'engrenage de la vie de Cour réglait toute une part de ses journées. Avec joie, avec élan, elle se prêtait à la nécessité des chevauchées; bonne cavalière elle était, et même excellente. Le Cabinet des Estampes conserve plusieurs plans routiers des allées où elle se promenait, dans les grands et petits parcs, et les preuves de la sollicitude avec laquelle le directeur des bâtiments du Roi et l'inspecteur des dits bâtiments et l'entrepreneur des travaux et terrasses veillaient sur le bon entretien des allées. Ces hauts fonctionnaires croyaient travailler pour le plaisir de Madame Élisabeth. Oui, certes; mais son plaisir, elle le mettait à transformer ses buts de promenades en visites de charité. Ces belles routes la rapprochaient des pauvres, de ses pauvres, qui sans cela fussent demeurés à son gré trop lointains, et ces allées pour elle aménagées lui promettaient d'autres jouissances que des jouissances d'amazone : la joie de se pencher vers la souffrance, la joie de donner... Une autre joie, aussi, celle d'aller faire quelque apparition, en quelque maison religieuse, pour y apprendre à mieux aimer Dieu.

Elle poussait aisément jusqu'à Saint-Cyr, vers l'heure du salut; elle se plaisait à y demeurer aussi effacée que possible. Un document du temps nous rapporte :

Elle les promenait dans le jardin ou dans la maison, sans autre suite que deux ou trois personnes de la communauté, qu'elle honorait d'une amitié particulière, avec lesquelles elle causait à son gré, dépouillée de tout faste et de toute hauteur. Ses entretiens roulaient plus ordinairement sur les sujets de piété, et les plus beaux spectacles dont on pût l'amuser étaient les cantiques des demoiselles, qu'elles venaient chanter devant la princesse qui unissait sa voix à ces concerts spirituels. C'étaient pour elle les fêtes de Sion, qu'elle préférait cent fois à celles des mondains.

Spontanément, elle se mettait en quête du climat spirituel qui convenait à sa jeunesse ; elle le discernait, elle s'y attardait, elle s'en imprégnait. C'étaient des affinités électives que celles qui l'attiraient à Saint-Cyr et qui l'y retenaient longuement ; l'orientation de ses promenades était pour elle une façon de tenir son âme en main et décelait tout un programme de vie.

Les circonstances mêmes donnaient à ce programme toute sa portée ; il était l'affirmation d'une personnalité religieuse, dans cette Cour où l'on avait le choix entre diverses ambiances intellectuelles. Tout proche d'elle, Madame Élisabeth avait comme dame d'honneur une personne qui ne redoutait pas de donner prise aux cancans de la Cour et qui affirmait avec gaillardise l'indépendance de sa pensée en déclarant qu'il n'y avait pas de meilleur livre en France que le livre *De l'Esprit*, de M. Helvétius ; c'était la comtesse Diane de Polignac... Et un jour viendra où le lecteur et secrétaire des commandements de Madame Élisabeth ne sera autre que le philosophe Chamfort, et ce sera lui qui meublera sa bibliothèque. Mais de tout son parti pris de chrétienne, en face des manœuvres enveloppantes du philosophisme littéraire ou mondain, elle saura s'assurer pour sa conscience, pour sa pensée, un alibi protecteur ; l'ordonnance religieuse de son existence, qui trouvait un appui dans l'exemple de ses tantes Mesdames Adélaïde et Victoire, fut une conquête permanente sur l'esprit dont s'animaient, autour d'elle, un Chamfort ou une Diane de Polignac ; pour elle, la vie dévote, — elle n'eût pas craint le mot, — ne fut pas une de ces accoutumances où l'on est comme maintenu, passivement, par l'air même qu'on respire ; elle fut le résultat d'une option, décidée par sa volonté.

LA SŒUR DU ROI

Mais il y a des options qui ne consentent point à faire à Dieu sa part; elles lui réservent tout, elles lui livrent tout. Elles arrachent à tout ce qui n'est pas lui l'âme soucieuse de lui appartenir; elles la font se retrancher, en tête-a-tête avec lui, dans des abris propices à cette proximité souveraine. Nombreux étaient ceux qui devinaient chez Madame Élisabeth l'attrait du cloître, et leur perspicacité n'était point en défaut.

A l'arrière-plan des fêtes de cour et des scandales de libertinage et des fanfaronnades de philosophisme, la Maison de France était alors mêlée, par d'émouvantes coïncidences, à certains faits qui marquaient un progrès de la vie spirituelle. Lorsqu'on examine les développements du culte de la Vierge aux XVIIe et XVIIIe siècles, on constate qu'ils s'encadrent entre deux événements familiaux intéressant la dynastie des Bourbons : d'une part le vœu de Louis XIII, auquel Louis XIV dut son berceau, auquel l'Assomption dut son caractère de fête nationale, — le mot me paraît exact, réserve faite d'une certaine nuance d'anachronisme; — et d'autre part l'entrée de Madame Louise de France au Carmel de Saint Denis et le soudain accroissement de prestige que recueillit aussitôt le culte, jusque-là discuté, du Cœur de Marie, ne faisant qu'un avec le Cœur du Christ. A deux reprises, à cent trente ans de distance, l'histoire de la ferveur française fut ainsi intimement enchevêtrée avec l'histoire même des Bourbons.

Dans les premières semaines de l'année 1770, les vingt-neuf Carmélites de Saint-Denis, indigentes, insolvables, avaient vu le boulanger leur refuser du pain; elles avaient alors fait le vœu de bâtir une chapelle au Cœur de Marie, si chez elles quelque vocation survenait, qui les aidât à payer leurs dettes et leur apportât un revenu de trois mille livres. Elles avaient commencé la neuvaine le 8 février, jour de la fête du Cœur de Marie; neuf jours plus tard, Louis XV avait consenti par écrit que Madame Louise de France s'enfermât à jamais dans cette maison de pauvresses, qu'en raison de son manque de ressources on avait appelée « la Trappe du Carmel ». Et cette coïncidence était apparue, dans certaines sphères, comme une victoire posthume pour saint Jean Eudes, qui, cinq quarts de

siècle plus tôt, avait convié les chrétiens de France à devenir les dévots du Cœur de la Vierge. L'opposition que, de son vivant, saint Jean Eudes avait rencontrée de la part des jansénistes ne s'était point laissé désarmer; et tout le long du XVIIIe siècle, on l'avait sentie se prolonger. Mais lorsqu'en 1770 le bruit se répandit, dans les cloîtres, que l'entrée de Madame Louise de France dans un Carmel affamé était comme une récompense providentielle pour cette dévotion spéciale des moniales, il apparut que la Maison de France avait été en quelque mesure prédestinée pour en être la propagatrice. L'heure était proche où le pape Pie VI, à la demande de Madame Louise de France et de l'abbesse de Fontevrault, permettrait qu'au 8 février les soixante-deux Carmels de France et les cinquante-deux maisons de l'ordre de Fontevrault célébrassent la fête du Cœur de Marie : la dévotion tant attaquée était enfin victorieuse.

Tout en même temps, on voyait se développer et progresser, sous les regards de Madame Élisabeth et bientôt avec son aide, une dévotion connexe à celle-là, si intimement connexe que, dans la pensée de saint Jean Eudes, les deux n'en faisaient qu'une : la dévotion au Cœur de Jésus, scandale plus grand encore pour l'opposition janséniste.

On s'étonne aujourd'hui que de si véhémentes polémiques aient pu se déchaîner contre cette effigie du Sacré-Cœur, la plus éloquente, la plus vivante, la plus dramatique expression de ce qu'un Père de l'Église avait autrefois appelé la « philanthropie » de Dieu. Le « philanthropique » XVIIIe siècle s'était montré fort rétif à l'endroit de ce culte : une sensiblerie dont volontiers on se grisait faisait de chaque homme, — jusqu'à la veille de la Terreur, — l'ami de tous les hommes; qu'avaient-ils besoin de la tendresse divine? Et puis cette tendresse prétendait viser les pécheurs ; or chaque homme était né bon. Les déclarations du Christ à sainte Marguerite-Marie demeuraient inintelligibles aux philosophes, même s'ils eussent eu souci d'être respectueux. Mais ces philosophes n'avaient pu empêcher qu'à l'écart des salons où triomphait leur béat optimisme, une élite d'âmes se rappelât ces déclarations et voulût leur donner une suite, une suite dans la vie des âmes, une suite dans la vie même de l'État. Marie Leczinska en personne, cette Marie Leczinska qui, dès 1730, sur un tableau que conservaient les Visitandines de Rouen, était représentée offrant au Sacré-Cœur

son petit Dauphin, avait, en 1740, demandé formellement au Saint-Siège l'établissement d'une fête du Sacré-Cœur ; les dames de Saint-Cyr, à partir de 1745, avaient célébré cette fête à l'intérieur de leur couvent ; un décret de la congrégation des Rites, en 1765, avait accordé un office et une messe propres ; et pour que la fête se généralisât, Marie Leczinska, tout de suite, était revenue à la charge auprès de l'Assemblée du clergé de France. Ce Dauphin, qui était comme voué au Sacré-Cœur sur les murs de la Visitation rouennaise, avait obtenu, en cette même année 1765, peu de mois avant sa mort, que, dans la chapelle même du château de Versailles, le chevet fût dédié au Sacré-Cœur ; il avait laissé par testament trente mille livres pour que cette transformation s'accomplît. Et sept ans plus tard, en 1773, elle s'était achevée sous la direction de Gabriel : conformément au message qu'avait, sous Louis XIV, reçu sainte Marguerite-Marie, le Sacré-Cœur avait enfin son autel, en plein palais de Versailles (1).

Il y avait une âme sacerdotale pour s'en réjouir spécialement : c'était celle de l'abbé Madier, confesseur de Madame Élisabeth et de Madame Victoire, de Madame Sophie et de Madame Clotilde. Ancien Jésuite, il avait été attaché ensuite à la communauté de Saint-Sulpice, à cette communauté que les *Nouvelles ecclésiastiques*, organe janséniste, qualifiaient ironiquement « les Chevaliers du Sacré-Cœur ». Les affinités religieuses de ce prêtre le portaient, devenu curé de Saint-Séverin, à tenter de faire exécuter, dans cette paroisse janséniste, les suggestions liturgiques de M. de Beaumont, archevêque de Paris, qui, en juin 1769, avait donné aux curés de son diocèse un office du Sacré-Cœur. Il s'y était efforcé, il avait, en 1772, proposé à son conseil de fabrique de célébrer cette fête : cinq voix y avaient consenti ; huit, parmi lesquelles d'importants parlementaires, avaient dit non. Mais l'abbé Madier trouvait à la cour de Versailles une insigne consolation : ce Sacré-Cœur que les gens de Saint-Séverin maintenaient en disgrâce, malgré leur curé, il allait triompher, là même où sainte Marguerite-Marie avait indiqué qu'il devait triompher.

Entre cette nouvelle chapelle de Versailles et le Carmel de Saint-Denis, le mystique langage jadis tenu par saint Jean

(1) Voir Abel Dechêne, *le Dauphin fils de Louis XV*, p. 290-291 (Paris, libr. du Dauphin, 1931).

Eudes semblait jeter un pont : « Jésus, avait-il dit, était tellement vivant et régnant en Marie, que véritablement il est l'âme de son âme, l'esprit de son esprit et le cœur de son cœur. » Madame Élisabeth ne se dépaysait pas lorsque ses pensées ou ses promenades, s'éloignant de l'autel de Versailles, l'acheminaient vers le monastère de Saint-Denis. En s'y rendant volontiers, elle obéissait moins, semble-t-il, à l'attrait de la vie contemplative et mortifiée, qu'à celui d'une certaine activité spirituelle qui dans ce Carmel avait son foyer. Pour ce Carmel elle aimait à travailler : chaque année, au Carême, par le moyen de planches de cuivre percées à jour sur lesquelles elle passait un frottoir imbibé d'encre, elle imprimait, patiemment, quelques livres de piété pour les offrir à Madame Louise : il en est un, particulièrement précieux, contenant l'office du matin et la semaine sainte, imprimé tout entier de sa main, et qui fut plus tard donné par l'abbé Marie, confesseur de la famille royale, au célèbre collectionneur russe Dombrowsky.

Du fond de sa cellule, Madame Louise de France s'essayait à suivre du regard sa jeune nièce à travers les pompes de Versailles : « Elle a par la grâce de Dieu, écrivait-elle, une volonté bien décidée d'être à lui ; mais je connais le pays qu'elle habite ; les plus pures vertus y ont besoin de grands appuis. » Madame Louise de France ne se faisait pas illusion, en lui prêtant cette « volonté bien décidée » ; car plus tard Madame Royale, dans son *Mémoire sur la captivité des princes et princesses, ses parents*, parlant de ce modèle de vertu qu'avait été Madame Élisabeth, affirmera formellement : « Depuis l'âge de quinze ans, elle s'était donnée à Dieu et ne songeait plus qu'à son salut. » De fait, elle lisait sainte Thérèse, elle lisait Rodriguez, comme pour s'affermir en cette volonté si décidée, et comme pour l'approfondir.

Mais entre elle et Dieu, une autre volonté faisait barrière, celle de Louis XVI ; et l'Église, toute première, n'admettait pas qu'elle pût passer outre. Jamais l'Église n'eût laissé Madame Louise de France refermer derrière elle les grilles du Carmel de Saint-Denis, si Louis XV n'avait pas donné son assentiment. « Non, j'ai besoin de vous auprès de moi », signifiait maintenant Louis XVI à Madame Élisabeth. Ces mots pour elle étaient décisifs ; elle se jugeait investie d'un devoir fraternel.

L'histoire politique et l'histoire de la Cour nous attestent qu'elle remplira fidèlement ce devoir, même aux heures où il lui imposera, à l'égard de son frère, une certaine sévérité de jugement, une âpre et grondeuse franchise; et qu'elle le remplira à l'égard de la Reine, en dépit des nuages ou des cabales qui parfois s'interposeront.

Ce fut une heure décisive, pour ses liens avec la Reine, que celle du premier séjour qu'elles firent ensemble à Trianon. « La Reine est enchantée de Madame Élisabeth, notait Mme de Bombelles, dès le 22 avril 1779; elle dit à tout le monde qu'elle ne la connaissait pas encore bien, mais qu'elle en avait fait son amie et que ce serait pour toute sa vie. » « Cette affection, écrit M. Pierre de Nolhac, devait durer, grandir même, aux jours des suprêmes épreuves; en attendant, Marie-Antoinette ne revint plus habiter Trianon sans y amener avec elle Madame Élisabeth, à qui fut réservée une partie du second étage (1). » La jeune princesse pouvait interpréter cet attachement de la Reine comme une lueur jetée sur sa propre destinée : n'avait-elle pas, à Versailles, une besogne à accomplir? sa naissance, son cœur, ne l'y prédestinaient-ils pas à un rôle que nulle autre n'eût pu jouer, et cette prédestination ne l'obligeait-elle pas, comme noblesse oblige ?

Au début de 1789, lorsqu'elle recevra la confidence du penchant qui portait vers la vie monacale son amie Mlle de Causans, elle pensera que cette amie avait une jeune sœur qui apparemment avait besoin d'elle, et elle lui écrira :

Enfin, mon cœur, j'ose vous demander, au nom de l'amitié que vous avez pour moi, au nom de ce que vous avez de plus cher en ce monde, au nom de votre respectable mère, de ne négliger aucune des précautions que ceux qui vous sont attachés et qui ont des droits sur votre amitié pourront vous suggérer, pour vous assurer de plus en plus de la vérité de votre vocation.

La hantise de ses devoirs de famille obsédait Madame Élisabeth elle-même d'une façon assez impérieuse, pour qu'en 1786, lorsqu'il fut question d'elle pour devenir abbesse de Remiremont, elle fût la première à s'effacer immédiatement,

(1) Nolhac, *le Trianon de Marie-Antoinette*, p. 175 (Paris, Calmann-Lévy, 1924).

et à prier le Roi son frère de faire nommer à cette dignité la princesse de Condé.

Au demeurant, dans sa lettre de 1789 à Mlle de Causans, on relève ces curieuses lignes :

On ne peut connaître si une vocation est vraiment l'ouvrage de Dieu que lorsque, avec le désir de suivre sa volonté, l'on s'est pourtant permis de combattre de bonne foi le penchant qui porte à se consacrer à lui ; sans cela, l'on court le risque de se méprendre et de suivre une ferveur passagère qui tient souvent au besoin du cœur, qui, n'ayant pas d'objet d'attachement, croit se sauver du danger d'en former que le ciel n'approuverait pas, en se consacrant à Dieu. Ce motif est louable, mais il ne suffit pas ; il tient à la passion, il tient au désir et au besoin que le cœur a de former un lien qui le remplisse, dans le moment, tout entier. Mais je vous le demande, mon cœur, Dieu peut-il approuver cette offrande ? Peut-il être touché du sacrifice d'une âme qui ne se donne à lui que pour se débarrasser d'elle-même ?

Subtils et délicats scrupules, qui semblent marchander à une certaine piété, lors même qu'elle est héroïque, le droit d'être satisfaite d'elle-même, — tout comme La Rochefoucauld, en ses *Maximes*, marchandait ce droit à beaucoup de vertus. Il y avait quelque pessimisme dans le regard que jetait Madame Élisabeth sur des vocations comme celle de Mlle de Causans, et implicitement sur la sienne. S'en aller à Dieu pour « se débarrasser » de soi-même, pour s'en libérer plus carrément et plus sûrement, elle estimait, semble-t-il, que c'était là lui donner des restes, lui apporter en hommage une impuissante satiété, se jeter en lui pour renoncer à l'effort et pour s'évader du dégoût. Évidemment, toute sa virilité, toute sa fierté, au nom même de l'honneur de Dieu, protestaient contre une telle attitude, quelque dévote qu'en pût être l'apparence, et même l'intention. Et si dans un cloître elle n'eût rien cherché de plus que la satisfaction d'un besoin d'évasion, qui donc oserait croire qu'elle y eût mieux servi Dieu qu'elle ne le fit à la Cour? L'abbé de Vitrac, qui en 1795 prononcera en Espagne son oraison funèbre, dira d'elle : « O mon Dieu, pour la rendre digne de régner avec vous sur le Thabor, vous ne voulez pas qu'elle se borne à monter sur le Carmel ; vous la désirez pour le Calvaire. Là,

cet amour fraternel et chrétien qui a donné tant d'accroissement et de lustre à toutes ses vertus, sera pour elle la cause des malheurs les plus affreux. » L'abbé de Vitrac a raison : sur la route ascendante que suivit cette âme, à l'écart et un peu au-dessus du palier du cloître, où elle aurait pu s'installer, il y eut les marches de l'échafaud.

LA GRACE DANS LA CHARITÉ

De bonne heure Madame Élisabeth a un *home* : le Roi lui donne, pour son recueillement, pour son repos, le château de Montreuil, dans Versailles ; et sans tarder, dans ce cadre nouveau, la charité chrétienne va transfigurer la vie de campagne. La personnalité de la jeune châtelaine va s'épanouir en bonnes œuvres : non pas en œuvres fortuites, aumônes distribuées ou services rendus au hasard des rencontres et selon le caprice des circonstances ; non pas en œuvres réglementées, fonctionnant mécaniquement, ordonnancées d'en haut par la générosité un peu distante d'une bienfaitrice ; mais en initiatives originales, où Madame Élisabeth laissait agir les inspirations de son cœur et mettait juste ce qu'il fallait de méthode pour les féconder. Il y avait là un vieux botaniste, cherchant avec compétence et sollicitude tout le bien que les plantes peuvent faire aux hommes ; le jardin médicinal qu'il avait fondé était une joie pour son âme « sensible ». Il avait nom Le Monnier. Madame Élisabeth pensa que Dieu avait eu ses desseins en la rapprochant de ces plantes, qui étaient susceptibles de faire du bien... Du bien, elle allait en faire, elle aussi ; la nature lui montrait la voie. Dans Montreuil, une façon de dispensaire s'ouvrait ; et les plantes guérissaient les malaises, ou les atténuaient, et Madame Élisabeth pansait, tandis que Le Monnier donnait des conseils.

Quel que fût le plaisir que trouvât parfois Marie-Antoinette à visiter en compagnie de Madame Élisabeth, au delà du pont du hameau de Trianon, jardiniers et lavandières attachés au petit domaine, les élégantes bergeries dont se délectait la Reine n'eurent jamais une portée sociale ; et non sans regret peut-être, M. Pierre de Nolhac, le délicat portraitiste de Marie-Antoinette, a dû reléguer parmi les légendes ce tableau de douze familles pauvres installées au Hameau par la souve-

raine, et qu'un vieil ermite, logé par elle en une maisonnette dite presbytère, aurait guidées dans la vertu. Jamais le Hameau de Trianon ne ressembla à cette peinture de fantaisie : M. de Montyon n'eût pu y rencontrer aucun « pauvre » d'insigne vertu pour le faire couronner par l'Académie ; et le prétendu presbytère ne fut jamais qu'un poulailler (1). Les pauvres, c'est surtout de Montreuil qu'ils connaissaient le chemin. Ils venaient y chercher les légumes, et ne sortaient pas les mains vides.

Ils coûtaient cher, les pauvres, à Madame Élisabeth! Les livres de compte, les états de ses libéralités, conservés aux Archives nationales, témoignent combien sa bienfaisance était onéreuse pour son budget. Elle connaissait aussi, tout comme son royal frère, des heures de déficit ; elle les acceptait sans angoisse ; au mois d'après, elle rognerait sur son budget de toilette, en vue de rétablir l'équilibre. Si éprise qu'elle fût des jolis mobiliers, on la voyait un jour renoncer à l'achat d'une garniture de cheminée, ayant réfléchi qu'avec cette somme elle pourrait établir deux petits ménages de braves gens. Et puis, même tout proche d'elle, parmi ces familles nobles qui l'entouraient, il y avait des occasions de faire le bien : pour que Louis XVI assurât une dot à l'une des demoiselles de Causans, elle se privait d'avance, pour plusieurs années, des étrennes que régulièrement le Roi eût mises à sa disposition.

L'année 1789 a souvent été glorifiée comme une année créatrice... Je le veux bien, pourvu qu'on me laisse tourner mes regards, non pas vers le Jeu de Paume et non pas vers la Bastille, mais vers Montreuil, le Montreuil de Madame Élisabeth. Voici naître en ce Montreuil, en ce millésime fatidique, sous les auspices et par la volonté de Madame Élisabeth, cette institution qu'aujourd'hui nous appelons la Goutte de lait. D'excellentes vaches laitières étaient arrivées de Suisse, et Mme de Diesbach avait trouvé là-bas, non loin de Fribourg, un certain Jacques Bosson, qui était un parfait vacher. Madame Élisabeth se réjouissait grandement : on aurait désormais du très bon lait pour les enfants des paysans avoisinants ; c'était à eux qu'elle songeait, — à sa « goutte de lait », — en faisant aménager cette vacherie. « Ah ! quelle bonne princesse ! disait

(1) Pierre de Nolhac, *la Reine Marie-Antoinette*, p. 308 (Paris, Calmann-Lévy, 1924).

d'elle Jacques Bosson : non, la Suisse entière ne contient rien d'aussi parfait. » Un jour Madame Élisabeth fit demander au vacher, par Mme de Diesbach, s'il était heureux. « Je le serais, avouait-il, si j'avais près de moi celle que j'ai laissée en Suisse, et que je devais épouser ; elle a nom Marie Magnin. » Et bientôt Madame Élisabeth s'écriait : « J'ai donc fait deux malheureux : il faut que Marie Magnin vienne, elle sera la laitière de Montreuil. » En l'église Saint-Symphorien, le 26 mai, Jacques Bosson et Marie Magnin contractaient mariage ; et peu s'en faudra, quelques années plus tard, que cette Suissesse, un instant captive, ne paie de sa tête son attachement à Madame Élisabeth.

On dirait d'ailleurs qu'en cette période de sa vie Madame Élisabeth, en se mettant à l'affût des souffrances lointaines à soulager, ou des vertus lointaines à récompenser, justifiait, sans la pressentir, la curieuse disposition testamentaire par laquelle M. de Montyon devait associer son image à l'institution même des prix de vertu. On la voyait, en 1785, obtenir de Calonne, contrôleur général des finances, qu'il envoyât une belle gratification à une pauvre vieille Jurassienne qui faisait vivre par son travail un père âgé de cent six ans ; on la voyait, en 1788, solliciter avec succès, du Roi son frère, une dot coquette pour une jeune fille de Noyon qui, au péril de sa vie, avait aidé quatre ouvriers à sortir d'une fosse où ils allaient mourir par asphyxie.

M. Maurice Donnay avait sans doute présentes à la mémoire telles de ces anecdotes lorsque naguère, regardant sous la Coupole le buste de la princesse, il disait : « Si le marbre venait à s'animer tout à coup, nul doute que ce visage ne se penchât sur les blessés, les malades et les pauvres, avec son doux sourire ; c'est bien la vertu, que Montaigne ne voulait pas avec une mine sévère, un regard farouche, des cheveux hérissés, le front ridé, c'est bien la femme française qui garde toute sa grâce dans toute la charité. »

Telle apparaissait, dans Montreuil même, Madame Élisabeth, donnée tout entière à ses occupations et préoccupations de « bienfaisance », — elle eût dit, elle : de charité. Sa vie dévote en était le prélude, et le cadre, et le soutien ; et parmi les témoins de ses faits et gestes, ceux-là mêmes qui ne suivaient que d'un pas bien lourd, ou même pas du tout, ses

ascensions vers Dieu, se laissaient émouvoir et captiver par tout ce qu'il y avait de compatissante tendresse dans son besoin d'aider et d'aimer.

Madame Élisabeth, a écrit la comtesse Diane de Polignac, attendait avec impatience sa majorité pour jouir davantage de cette retraite agréable ; là, elle comptait goûter le bonheur paisible de faire du bien sans éclat et d'y vivre de la manière la plus conforme à ses goûts. Là, elle n'eût été que la protectrice des infortunés, la mère de tous les pauvres ; sa bonté eût adouci la peine des uns et sa bienfaisance eût soutenu l'existence des autres.

Hélas ! ce 3 mai 1789, ce jour où elle avait vingt-cinq ans, où elle acquérait la liberté, où le Roi ajoutait à ses revenus, devait être, reprend la comtesse Diane de Polignac, « le dernier de son bonheur : la cérémonie de l'ouverture des États généraux, qui devait être à la fois auguste et respectable, fut le signal de tous les outrages faits depuis au Roi et à la religion » (1).

LA RÉVOLUTION CONSIDÉRÉE COMME UNE EXPIATION

Sous le choc même de ces outrages, la personnalité religieuse de Madame Élisabeth allait achever de s'affirmer. Ils allaient modeler son âme et l'amener à prendre une conscience de plus en plus nette de tout ce que comporte une philosophie chrétienne de la vie, instigatrice de protestations périlleuses contre les iniquités humaines, préceptrice de soumission résignée à l'endroit des volontés divines.

Quatre ans avant la Révolution, cette philosophie s'esquissait déjà sous la plume de Madame Élisabeth, dans une lettre à la comtesse de Mauléon. S'associant aux anxiétés filiales de la comtesse, elle lui disait :

Je ne doute pas que vous n'éprouviez, dans l'occasion, que seule la religion peut nous faire supporter le malheur et, s'il est possible, le rendre léger. Croyez que vous aurez la grâce d'une résignation parfaite à la volonté de Dieu. Il ne faut qu'un véritable désir pour l'obtenir, et vous sentez trop combien elle vous est

(1) Fennebresque, *Revue de l'Histoire de Versailles*, 1907, p. 230.

nécessaire pour ne pas la désirer vivement. Espérez tout de ce Père qui vous aime si tendrement, il vous soutiendra, il partagera votre peine et la rendra moins pesante. Pardon, mon cœur, de ce petit morceau de sermon ; quoiqu'il soit médiocre, dans la peine où vous êtes, on est toujours bien aise d'entendre un peu parler de Dieu. C'est ce qui m'a encouragée à cette insolence.

Elle se sentait « honteuse », d'ailleurs, de se permettre ce genre d' « insolence » : elle l'avouait à Mme de Mauléon, en lui envoyant un autre jour un autre petit sermon : « Ce qui me console, ajoutait-elle, c'est que je ressemble beaucoup à Gros Jean qui remontre à son curé ; vous n'en ferez que l'usage qu'il faisait de ses remontrances et vous me pardonnerez à cause de l'intention. »

Elle ne tarda pas à discerner, lorsqu'éclata la tourmente révolutionnaire, les menaces auxquelles seraient prochainement exposées et la religion et la famille royale : il semble qu'en elle la voix du devoir fraternel parlât dès lors de plus en plus impérieusement. Elle poussait ses amies les plus intimes à émigrer ; elle-même se considérait comme tenue de rester à la Cour, au poste d'éventuel péril, jusqu'au jour où la liberté de pratiquer sa religion lui serait effectivement soustraite. D'avance elle acceptait tous les dangers, tous, sauf un : le seul qu'elle voulût fuir, éventuellement, était celui qui aurait mis à la gêne sa conscience de chrétienne.

Au milieu des influences diverses qui se disputaient la Cour ou qui mettaient aux prises certaines sphères de la Cour et certaines sphères de l'émigration, elle put avoir des maximes très arrêtées et une politique très personnelle ; mais, en ce qui regardait les affaires religieuses, elle se guidait, non point d'après ses propres points de vue de politique générale, mais d'après les indications du devoir religieux. Intérêts de la foi, requêtes de la conscience, trouvaient en elle une inflexible championne, toujours prête à y déférer, à travailler pour que les autres y déférassent. De là ses plaintes, lorsque Louis XVI se laissait aller à des concessions momentanées au sujet de la Constitution civile du clergé ; de là, à la fin de l'année 1790, ses supplications au souverain pour qu'il résistât ; de là, ses fréquents rapports avec l'internonce Salamon, qu'elle entretenait des misères de l'Église ; de là sa joie : « Voilà le *Veto* mis,

j'en suis charmée », lorsque la volonté royale s'était ressaisie, pour le salut de l'Église et l'honneur de la dynastie. « Peut-on voir une plus solide piété », écrivait l'internonce Salamon au cardinal de Zelada, un jour où il avait dit à la princesse : « Je ne suis surpris d'aucune démarche de cette Assemblée, puisqu'elle a eu l'audace de proposer au Roi de signer l'arrêt de mort de ses augustes frères », et où Madame Élisabeth avait répondu : « Je suis plus fâchée du décret contre les prêtres, parce qu'il attaque la religion. »

« Le propos de la très digne princesse sur un tel déplorable objet, observait le cardinal, décèle sa très grande religion et sa piété solide. Lorsque vous en aurez l'occasion, ne manquez point de lui faire connaître combien je suis rempli d'admiration pour ses vertus. »

Sa correspondance nous la montre, tout ensemble, rebelle et soumise, rebelle en face des attentats commis contre la liberté religieuse, mais soumise, d'un assentiment vaillant et viril, aux malheurs affreux qui saccagent sa destinée.

Se sentant, au mois d'avril 1790, espionnée désagréablement, et comme tenue dans une cage, elle écrivait à son amie Mme de Bombelles, déjà partie pour l'émigration : « Tout cela, si ce n'était pas la volonté de Dieu, il y aurait de quoi se bien impatienter. Mais s'il veut se venger de nous, nous aurons beau faire, il en sera toujours le Maître ; et ce qui me désole, c'est que la religion perd beaucoup. »

Acceptant vexations, tourments et même catastrophes, comme des châtiments, Madame Élisabeth songeait moins à s'en plaindre, qu'à l'expiation des fautes qui les avaient mérités, et ce qui la préoccupait, c'étaient moins les maux qui l'atteignaient, ou qui la guettaient, que ceux dont la Religion était victime. Les accidents personnels qu'infligeaient le cours des choses ou la perversité des hommes ne pouvaient rien contre sa philosophie de la vie, qui, en toutes circonstances, au-dessus et au delà de toutes les vicissitudes, lui paraissait obliger le chrétien à travailler pour son salut.

« Tâcher de se sauver et de sauver les autres, reprenait-elle, le 28 novembre 1790, dans une lettre à Mme de Bombelles, et abandonner les événements et le monde aux soins de la Providence, il n'y a, ma petite, que cela de bon. » Mais cette docilité n'était point une abdication, elle n'était point un

désarmement. Entre ses mains, Madame Élisabeth sentait une arme : la prière ; elle s'en servirait, plus encore pour l'intérêt de Dieu que pour le sien, plus encore pour la liberté des prêtres que pour la sienne : « Prie bien Dieu, ma petite, suppliait-elle le 2 décembre 1790 Mme de Bombelles, pour le moment présent et pour l'avenir, mais demande-lui par-dessus tout que la foi soit conservée dans ce royaume et qu'il éloigne de nous les schismes qui nous menacent. » Car son absolue résignation, qui n'avait rien d'un fatalisme, n'excluait nullement son actif et constant intérêt pour la victoire finale de Dieu. Les disgrâces de sa propre destinée, sa vie éphémère les pouvait une fois pour toutes accepter, et d'avance c'était fait, mais elle se fût réputée coupable si par tous les moyens qui demeuraient à sa disposition, — lui en restait-il d'autres que la prière ? — elle n'eût pas cherché à abréger ou à réparer les autres disgrâces dont sur le sol de France Dieu lui-même, ayant l'éternité pour lui, ayant à lui la terre entière, acceptait provisoirement de se laisser frapper.

Pas de jactance d'héroïsme : il n'était pas de son tempérament d'afficher vis-à-vis de ses amies, qui étaient au loin et à l'abri, un attrait personnel pour le martyre.

Le 27 novembre 1790, elle écrivait à Mme de Raigecourt, en lui annonçant que l'assemblée venait d'obliger les ecclésiastiques à jurer le maintien de la Constitution civile du clergé :

M. de Condorcet a décidé qu'il ne fallait pas persécuter l'Église pour ne pas rendre le clergé intéressant, parce que, dit-il, cela nuirait infiniment à la Constitution. Ainsi, mon cœur, point de martyre, Dieu merci ! car je t'avoue que je n'ai pas de goût pour ce genre de mort.

Elle n'était pas, d'ailleurs, sans avoir mesuré la gravité des dangers, et l'implacable cruauté de certaines menaces.

Je n'ai pas de goût pour les martyres, reprenait-elle le 7 janvier 1791 dans une autre lettre à la même correspondante, mais je sens que je serais très aise d'avoir la certitude de le souffrir plutôt que d'abandonner le moindre article de ma foi. J'espère que si j'y suis destinée, Dieu m'en donnera la force.

Professeur de résignation, elle irait jusqu'à cette suprême extrémité, s'il le fallait, pour en donner l'exemple.

Elle sentait qu'au loin Mme de Raigecourt, guettant les échos de France, se « brûlait le sang », se rendait malheureuse : le 15 février 1791, elle l'en grondait :

Tout cela, mon cœur, n'est pas dans l'ordre de la Providence. Il faut se soumettre à ses décrets ; il faut que cette soumission nous porte au calme ; sans cela elle n'est que sur nos lèvres et non dans notre cœur. Lorsque Jésus-Christ fut trahi, abandonné, il n'y eut que son cœur qui souffrit de tant d'outrages ; son extérieur était calme et prouvait que Dieu était vraiment en lui. Nous devons l'imiter et Dieu doit être en nous. Ainsi, mon cœur, calmez-vous, soumettez-vous, et adorez en paix les décrets de la Providence, sans vous permettre de porter vos regards sur un avenir affreux pour quiconque ne voit qu'avec des yeux humains.

Et elle lui recommandait la communion fréquente, à une époque où la théologie janséniste avait rendu fort étroites les voies qui menaient à l'Eucharistie.

Le 28 mars 1791, toute émue de penser « que peut-être d'ici quinze jours la religion serait bannie de France », elle se ressaisissait, dans un élan de confiance :

Enfin, mon cœur, Dieu est tout-puissant ; Dieu peut, d'un moment à l'autre, changer nos larmes en cris d'allégresse. Ah ! s'il voulait faire un miracle en notre faveur et rétablir la religion ! Mais le méritons-nous ? Les Ninivites firent pénitence, ils se couvrirent de sacs et de cendre; nous, nous nous désolons, mais nous n'avons point recours à Dieu comme un enfant se jette dans les bras de son père ; nous cherchons encore de la consolation dans nos semblables. Hélas ! l'expérience devrait bien nous faire voir qu'il n'y en a point à espérer.

Le spectacle même que donnaient les prêtres insermentés, faisant leur devoir, tout leur devoir, quoi qu'ensuite il dût advenir, confirmait Madame Élisabeth dans ces sentiments :

Vous ne pouvez vous imaginer, écrivait-elle le 7 avril 1791 à la marquise des Monstiers-Mérinville, combien le clergé est édifiant par son abandon à la Providence et sa résignation dans ses malheurs. Les églises ne sont plus visitées que par des gens peu instruits, et les fidèles font leur salut comme ils peuvent,

attendant avec crainte une persécution encore plus forte, et s'y soumettent avec résignation (1).

Le 11 mai 1791, un peu déçue en ne voyant pas se produire, à l'étranger, les signes ou les gestes qu'elle espérait pour la défense du trône de France, elle avouait à Mme de Raigecourt :

Si je vois arriver la fin du mois sans que rien ne paraisse, j'aurai besoin de beaucoup de résignation à la volonté de Dieu pour supporter l'idée de passer tout l'été comme celui de 90, d'autant que le mal empire pendant ce temps-là, que la Religion s'affaiblit ; ceux qui lui restent attachés partent pour les pays où elle subsiste encore.

Elle ne cachait pas, on le voit, que la nature en elle se rebellait parfois contre ces viriles maximes. Et ce qui fait le charme de certaines lettres à ses amies, c'est qu'en même temps qu'elle les prêchait, elle s'y confessait elle-même : telles ces lignes qu'après le douloureux retour de Varennes elle adressait à Mme de Raigecourt :

Enfin, nous ressemblons à la tour de Babel d'une manière incroyable. Malheureusement, la Religion ne gagne pas à tout cela. Pour moi, je devrais faire pénitence ; mais, malgré les six jours que j'ai passés plus solitaire, je suis toujours bien mauvaise. La secousse de Varennes me sera peut-être utile par la suite, mais elle a été rude pour mon âme. J'ai bon besoin d'une dose de résignation, faites-en provision pour moi. Ne va pas croire que cela m'empêche de rire et de végéter comme à l'ordinaire. Ah ! mon Dieu, non ; il n'y a que pour Lui que je sois devenue pire que je n'étais ! Et encore, je ne m'occupe devant Lui que de moi. Il est pourtant des intérêts bien chers pour lesquels je devrais l'invoquer. Ah ! que l'on a raison de croire n'être pas fait pour ce monde ! Mais il faut mériter la jouissance de l'autre !

De plus en plus elle attachait à ses souffrances, à celles qui l'opprimaient, à celles dont elle se sentait menacée, une valeur expiatoire ; elle saluait en elles des occasions et des auxiliaires pour l'accomplissement de ce devoir qui était le sien : expier.

(1) Fennebresque, *Revue de l'Histoire de Versailles*, 1907, p. 238.

L'expiation, je ne sais pas si dans l'hagiographie on trouverait d'autres exemples d'âmes repentantes qui se soient ingéniées à l'organiser pour elles dès la minute même de l'aveu et sur les marches mêmes du confessionnal! Madame Élisabeth se complut dans cette austère invention. Lorsqu'après le 10 août 1792 lord Bedford, en compagnie d'un commissaire et du garde national Roussel d'Épinal, visitera le château des Tuileries, son attention sera retenue, dans la chambre à coucher qu'avait occupée la princesse, par un écran en bois de noyer, qui pouvait s'ouvrir, et qui formait confessionnal; et lord Bedford constatait que l'endroit où se prosternait la pénitente était « un morceau de marbre noir peint en jaune autour, et sur lequel on avait taillé plusieurs inégalités de diverses formes », et que, s'agenouillant ainsi, elle devait « autant souffrir que si elle eût été sur un tas de cailloux ».

Mme de Raigecourt s'enlizant dans la morose amertume d'un deuil mal accepté, Madame Élisabeth lui écrivait :

Dieu veut que vous travailliez à lui faire le sacrifice de votre douleur, que vous la remplaciez par l'amour de Dieu, non seulement par ce sentiment qui rend heureuse, mais par l'amour de l'accomplissement de sa volonté... Quoique je le dise fort mal, j'ai lu mon *Pater*, et qu'y trouve-t-on ? *Fiat voluntas tua*. Expliquons-nous cette parole. Voyons s'il suffit de dire : que votre volonté soit faite ; non pas, mon cœur, il le faut vouloir. Or, le voulez-vous lorsqu'au bout de deux ans votre douleur est aussi forte ? Examinez-vous sur cela au pied de votre crucifix et prenez là les consolations que Dieu vous inspirera.

Nous voilà loin de l' « ataraxie » stoïcienne, narguant l'infortune avec une façon de morgue, et plus experte aux attitudes de défi que sincèrement encline aux humbles sentiments d'acceptation: Madame Élisabeth ne cachait pas à ses amies les soubresauts d'épisodique protestation qui parfois, si elle ne les eût aussitôt réprimés, eussent pu la mettre aux prises avec le vouloir d'en haut; et cette simplicité dans l'aveu lui donnait d'autant plus d'autorité pour ce magistère de vie chrétienne que familièrement elle exerçait. Elle était une faiblesse qui venait assister d'autres faiblesses.

Ainsi Madame Élisabeth tenait-elle école de patience, je ne dis point de passivité, mais d'active adhésion à une volonté

plus haute que les volontés humaines. Mais la préceptrice n'avait rien de hautain, ni de grondeur, ni d'impérieusement sermonneur ; dès le début, elle conçut cette école comme un groupement d'âmes, qui s'entr'aideraient en Dieu et se feraient aider par Dieu, ainsi que l'exigeait l'irrémédiable fragilité des bonnes résolutions purement philosophiques. Et ce fut là pour elle une occasion nouvelle de développer et de propager, à la faveur même d'une atmosphère d'alarmes, les dévotions qui lui étaient chères et auxquelles son nom doit demeurer attaché dans l'histoire de la spiritualité française.

UNE ASSOCIATION MYSTIQUE

Elle voulait que ces âmes de France, éparpillées au delà des frontières par l'émigration, continuassent de prier comme un Louis XIII, comme une Louise de France avaient souhaité que la France priât.

« Aie la bonté, demandait-elle, dès le 2 août 1790, à la marquise de Bombelles, de bien prier la Sainte Vierge, le jour de l'Assomption. Si je puis, je ferai mes dévotions ce jour-là. Louis XIII qui, ce jour-là, mit ce royaume sous sa protection nous a montré à qui nous devions nous adresser dans nos besoins. C'est une bonne mère qui ne nous abandonnera pas. » Il y eut au moins, dans la Venise de 1790, une Française qui fut fidèle aux mystiques engagements pris par Louis XIII envers la Madone : ce fut celle que Madame Élisabeth appelait sa Bombelinette, et que volontiers elle interrogeait sur l'état d'âme de ses compagnes d'exode : « Crois-tu, lui écrivait-elle un jour, que Diane de Polignac devienne un peu dévote ? Le chagrin fait ouvrir de grands yeux. »

En octobre 1790, lorsqu'une autre de ses amies, Mme de Raigecourt, quittait la France, pour se réfugier à Trèves, elle emportait avec elle une prière de consécration au Cœur de Jésus, que Madame Élisabeth lui avait confiée : ainsi allait rayonner une autre dévotion française.

La formule remise à Mme de Raigecourt était celle d'un acte de consécration individuelle. « Mon cœur et avec lui tout ce que je possède au monde, tout ce que je suis, tout ce que je ferai, tout ce que je souffrirai », tel était l'objet de la donation, et elle se complétait par une prière qui réclamait, pour

ce cœur qui s'offrait, la grâce de devenir semblable au cœur du Christ, et qui invoquait la même grâce pour tous les « associés ».

« Adresse-toi au Cœur de Jésus, conseillera Madame Élisabeth à Mme de Bombelles dans une lettre du 28 juillet 1791, pour lui demander d'avoir pitié de nous. Ah! que je voudrais que d'autres que nous s'unissent aux prières ferventes qui lui sont adressées par toutes les communautés et par toutes les saintes de la France ! »

Et déjà fonctionnait en effet, en un mystérieux et insaisissable réseau, cette « association », cette « union » de prières qui devait apparaître à la princesse comme un lien entre la France religieuse du dedans et la France religieuse du dehors, comme une garantie de vitalité, et peut-être, si paradoxales que puissent sembler en de pareilles heures de pareilles espérances, comme un instrument de conquête.

Il y a au trésor de la cathédrale de Chartres un Cœur de Jésus, joint au Cœur de Marie : cette pieuse joaillerie est en or ; elle fut offerte en l'été de 1790, en témoignage d'un vœu fait au Cœur de Marie par Madame Élisabeth et quelques amies pour obtenir la conservation de la religion dans le royaume. Cette année-là, au mois de juillet, Madame Élisabeth libellait ce vœu. Elle avait hâte d'y faire participer ses amies, lointaines ou proches. Mme de Raigecourt, Mme de Bombelles, Mme d'Albert de Luynes, un certain nombre d'autres encore, donnèrent leur assentiment. A Valognes, où le régiment de son mari était en garnison, Mme de Carcado s'occupait de récolter des adhésions ; c'est par elle, — un document nous l'atteste, — que Mme de Saisseval, née de Lastic, fut engagée dans ce mouvement de ferveur.

Les associées devaient s'obliger à réserver chaque année une somme d'argent proportionnée à leur fortune, et à l'affecter à la bonne œuvre qui paraîtrait devoir être la plus agréable à Dieu. Pour l'instant, elles allaient remplir leurs tirelires ; ce serait seulement à la fin de décembre 1791 qu'elles se mettraient d'accord sur cette œuvre.

Par une seconde promesse, elles s'obligeaient à élever gratuitement un garçon et une fille pauvres ; par une troisième, à ériger un autel au Cœur immaculé de Marie.

Mais tout en même temps l'idée de consacrer au Cœur de

Jésus le royaume tout entier, cette idée dont le Père Lenfant, ancien Jésuite, et le Père Hébert, Eudiste, furent auprès de Louis XVI les messagers écoutés, obsédait Madame Élisabeth : dans le portefeuille de maroquin bleu que plus tard on trouvera dans ses appartements dévastés des Tuileries, il y avait, parmi nombre de prières copiées de sa main et « adressées au Ciel pour la délivrance de la France », l'acte de consécration que voici, et dont une perquisition faite ultérieurement à la tour du Temple saisira le texte imprimé :

O Jésus-Christ, tous les cœurs de ce royaume, depuis celui de notre auguste monarque jusqu'à celui du plus pauvre de ses sujets, nous les réunissons par les désirs de la charité pour vous les offrir tous ensemble. Oui, Cœur de Jésus, nous vous offrons notre patrie tout entière et les cœurs de tous vos enfants. O Vierge Sainte, ils sont maintenant entre vos mains, nous vous les avons remis en nous consacrant à vous comme à notre protectrice et notre mère. Aujourd'hui, nous vous en supplions, offrez-les au Cœur de Jésus. Présentés par vous, il les recevra, il leur pardonnera, il les bénira, il les sanctifiera, il sauvera la France tout entière et y fera revivre la sainte religion. Ainsi soit-il ! Ainsi soit-il !

Cependant, jusqu'à ce qu'eût sonné l'heure du renouveau, — et combien de glas la précéderaient ! — les nuages allaient s'accumulant, et de mois en mois cet Homme qui, dans la Constituante, avait claironné ses Droits, prétendait imposer à Dieu, envers qui il se croyait sans devoirs, de nouveaux actes d'abdication. Lorsque, à la fin de 1791, les membres de l'association qu'avait organisée Madame Élisabeth rassemblèrent leurs pieuses économies et lorsqu'elles constatèrent qu'on disposait de soixante mille francs, ce fut aux prêtres insermentés, gardiens de la doctrine et de la discipline, qu'on affecta cette somme : telle parut être l'œuvre « la plus agréable à Dieu ».

« Les pauvres prêtres de votre paroisse meurent de faim, à ce qu'on dit, écrivait Madame Élisabeth le 12 octobre 1791 à la marquise de Raigecourt. Je voudrais avoir des trésors, je sais bien l'usage que j'en ferais ! »

De fait, ce fut là le salut pour un certain nombre de ces prêtres, dont la tête bientôt devait être mise à prix.

Vers cette même époque, l'abbé Madier, qui avait suivi au delà des Alpes les tantes de Madame Élisabeth, commençait de jouer un rôle actif dans l'œuvre d'assistance pontificale aux émigrés français, organisée par le Saint-Siège ; lorsqu'on le voit, par exemple, s'intéresser à un certain abbé Ferrand, ancien curé dans le diocèse de Saint-Paul-Trois-Châteaux, et obtenir pour lui, du futur cardinal Caleppi, une place dans le clergé des États romains (1), on constate que, malgré la distance qui désormais les séparait, Madame Élisabeth et son ancien confesseur étaient animés d'une égale sollicitude à l'endroit des prêtres dont la Révolution n'épargnait la tête que pour les réduire à n'être que des épaves. Tous deux, sur leurs terrains respectifs, travaillaient à leur être secourables.

LE MARTYRE

A mesure que s'aggravaient les périls, elle se montrait plus réservée, plus discrète, dans ses appels à l'aide divine. Réclamer de Dieu, avec trop d'importunité, un secours politique, lui eût paru contraire, semble-t-il, à l'attitude abandonnée que suggèrent à une âme ces mots : *Fiat voluntas tua!* Ce qu'elle implorait de lui, c'était, face à l'épreuve, un secours spirituel, ce n'était pas l'achèvement de l'épreuve. Pour se rendre plus digne d'un tel secours, elle s'était tracé, dès le 23 juin 1790, une méthode concernant « la manière générale de se conduire », et puis, le 10 juillet de la même année, à l'issue d'une retraite, un programme spirituel pour chaque jour de la semaine. Lord Bedford, visitant le château des Tuileries, apercevra ces reliques d'âme, parmi les papiers que Madame Élisabeth avait dû laisser (2). Il copiera ces feuillets, où l'on lit, pour le vendredi, le dessein de méditer sur le « détachement de tous les biens de la terre, pour embrasser la croix de Jésus-Christ, et préparation à la mort ».

La mort en effet rôdait : sans la chercher, l'héroïque princesse ne la fuyait point. Il semble bien qu'au 20 juin, au moment où les envahisseurs la prenaient pour la Reine et

(1) Roux, *l'Abbé Madier* (*Revue de l'histoire de Versailles*, 1924, p. 47-48).

(2) Le programme pour tous les jours de la semaine est publié dans le livre de E. M. du L., du Carmel de Meaux : *Madame Élisabeth de France* (Paris, Perrin).

commençaient à déchainer leur fureur, elle ait dit à son entourage : Ne les détrompez pas !

L'abbé de Lubersac, à Rome, était informé des sentiments que provoquait en elle l'émeute du 20 juin :

L'avenir paraît un gouffre d'où l'on ne peut sortir que par un miracle de la Providence ; et le méritons-nous ? A cette demande, on sent tout le courage manquer. Qui de nous peut se flatter qu'il lui sera répondu : Oui, tu le mérites ? Tout le monde souffre ; mais, hélas ! nul ne fait pénitence, on ne retourne point son cœur vers Dieu. Moi-même, combien de reproches n'ai-je pas à me faire ?... Demandez au Ciel, non pas un changement qu'il plaira à Dieu de nous envoyer quand il l'aura jugé convenable dans sa sagesse ; mais bornons-nous à lui demander qu'il éclaire, qu'il touche les cœurs.

Elle qui, dans les premiers mois de la Révolution, avait jugé qu'une moins grande faiblesse de son frère aurait épargné la prochaine effusion de torrents de sang, élevait désormais ses pensées sur un autre plan : dans la nuit du 10 août, au moment où la foule envahissait les Tuileries, Madame Élisabeth, montrant à Mme Campan une épingle en cornaline qui portait cette légende : « Oubli des offenses, pardon des injures », lui disait : « Je crains bien que cette maxime ait peu d'influence parmi nos ennemis, mais elle ne doit pas nous en être moins chère. » Et quelques heures après, emmenée avec le Roi et la famille royale au sein de l'Assemblée, elle déclarait : « Tous ces gens sont égarés, je voudrais bien leur conversion, mais pas le châtiment. »

Les événements se précipitaient ; il fallait prendre la route de la prison du Temple. Un jour François Hue, officier de la Chambre du Roi, l'y trouva en train de réciter une prière : « Je prie moins pour le Roi malheureux, lui confiait la princesse, que pour son peuple égaré. Daigne le Seigneur se laisser fléchir et jeter sur la France un regard de miséricorde ! » Cette prière avait été copiée par elle dans le livre de Gabriel Nicollet : *Le parfait adorateur du Sacré Cœur de Jésus*, publié en 1772. Madame Élisabeth, en la transcrivant, y glissait certains mots qui semblaient en marquer la poignante actualité. « Que m'arrivera-t-il aujourd'hui, ô mon Dieu ? » interrogeait la prière. Et la captive, pour qui chaque lendemain était comme

grevé d'une sombre menace, ajoutait : « Je l'ignore. » « Tout ce que je sais, continuait la prière, c'est qu'il ne m'arrivera rien que vous n'ayez prévu de toute éternité. Cela me suffit, ô mon Dieu. » Et la captive, soucieuse de répudier plus formellement l'anxiété, introduisait trois mots : « Cela me suffit pour être tranquille. » Se soumettant de tout son cœur et invoquant la patience, ainsi que l'y conviait la formule de prière, elle complétait : « la patience dans nos maux », et cette précision jetait une douloureuse clarté sur l'abîme de souffrances où elle acceptait d'être plongée.

Il existe encore, dans une collection privée, une broderie que fit Madame Élisabeth en cette même prison. C'est une pensée sur soie violette, imitant une tête de mort; en légende, ces mots : « Elle est mon unique pensée. » Ils nous révèlent cette constante donation d'elle-même que faisait à Dieu la captive du Temple, avec une ferveur d'autant plus exclusive, que plus proche paraissait l'heure où cette donation serait agréée. Madame Royale, entre les mains de qui resta cette broderie, ne se trompait point en lui attachant la portée d'une relique d'âme.

Les jours succédaient aux jours, tous menaçants, tous ténébreux : tant qu'il fut possible à Madame Élisabeth de remplir près du Roi, près de la Reine, ce devoir fraternel qui l'avait retenue en France, elle l'accomplit, en se faisant auprès de ces prochaines victimes préceptrice de sérénité.

« L'auguste Élisabeth, puisant son courage dans la sainte religion de ses pères, ranimait celui de ces tristes prisonniers. » C'est la comtesse Diane de Polignac, jadis admiratrice du livre d'Helvétius, qui plus tard écrira ces lignes. Et puis les cellules royales, qui pour Louis XVI, pour Marie-Antoinette, avaient remplacé les splendeurs de Versailles, devinrent désertes... La charrette fatale, un jour, vint chercher à son tour Madame Élisabeth, avec quelques autres victimes, pour la mener à la Conciergerie. Fouquier-Tinville, dans son acte d'accusation, incriminait en passant les entretiens politiques qu'elle avait eus, jadis, avec Bonnal, évêque de Clermont, et d'autres prélats : ce fut là, dans tout son procès, la seule allusion indirecte et lointaine à des choses d'Église. La condamnation fut rapide. Vingt-quatre heures après, l'échafaud l'attendait. Elle était prête, elle avait

d'avance dit à l'abbé Edgeworth, qui depuis le départ de l'abbé Madier la confessait, ses dernières volontés.

Furtivement, auprès d'elle, survenait l'abbé Magnin, plus tard curé de Saint-Germain-l'Auxerrois, et qui, durant toute la Terreur, dans une maison du quartier Vendôme où il disait une messe clandestine, s'occupait des œuvres fondées par Madame Élisabeth. « Ce prêtre, écrira plus tard la comtesse Golovine, née princesse Galitzine, l'aida à faire le sacrifice d'une existence qui n'avait été employée dans sa courte durée qu'à adorer Dieu, qui allait la récompenser pour toujours. » Georges Duval, en ses *Souvenirs thermidoriens*, affirmera plus tard que Fouquier-Tinville, sollicité de la faire assister par un prêtre à ses derniers moments, s'écria pour toute réponse : « Bah! bah! Elle mourra bien sans la bénédiction d'un capucin. »

Pas de capucin, soit! Mais le misérable oubliait que dans cette même salle où les condamnés attendaient, il y avait un ancien coadjuteur de l'évêque de Sens, Loménie, un ancien chanoine de Sens, Chamberland; le triste convoi qui bientôt allait s'ébranler ne serait pas dépourvu de bénédictions. Et la voix qui parla de Dieu, et de soumission, et de vaillance, et des joies toutes prochaines, fut celle de Madame Élisabeth. Elle était, auprès de ses compagnes qui allaient unir l'offrande de leurs derniers soupirs, l'interprète exacte du devoir de l'heure, — l'heure suprême, — comme toujours elle avait été préoccupée de l'être pour ceux à la vie desquels elle s'était trouvée mêlée.

« On n'exige pas de nous, leur précisait-elle, comme des anciens martyrs, le sacrifice de nos croyances; on ne nous demande que l'abandon de notre misérable vie. Faisons à Dieu ce sacrifice avec résignation! »

« Au nom de Dieu, couvrez-moi », tels furent, sur l'échafaud, ses derniers mots à l'aide du bourreau, pour qu'il remit sur elle son fichu de linon des Indes qui, tombant un instant, n'avait plus laissé sur son cou qu'une médaille de la Vierge. Elle avait été réservée pour mourir la dernière; sur les escaliers de la lugubre estrade, il ne restait plus personne que sa parole pût consoler, ou affermir, ou éclairer; sa tête tomba. C'était le 10 mai 1794; Madame Élisabeth avait trente ans.

« Sainte et martyre », ces mots sont ajoutés, comme une

parure, au nom de Madame Élisabeth, dans le testament de l'abbé Madier, son ancien confesseur (1); sans doute les eût-elle répudiés l'un et l'autre, habituée qu'elle était à se juger avec sévérité. Mais si les considérants d'ordre politique mis en avant par Fouquier-Tinville dans sa parodie de justice s'accordent mal avec l'exacte définition du martyre, telle qu'elle se lit dans les écrits du pape Benoît XIV, et si Madame Élisabeth toute première, dans ses entretiens de la Conciergerie, eut conscience que Dieu lui demandait un sacrifice plutôt qu'un témoignage, le renom de sainteté qu'attachèrent à sa vie, à sa mort, un certain nombre de ses contemporains, justifie, dans le recul de l'histoire, l'hommage rendu à la princesse par celui qui avait été le confident de ses fautes. Plus de quinze ans durant, périodiquement, elle avait eu devant lui une posture de pénitente; plus de quinze ans durant, il avait été aux écoutes des propos humiliés par lesquels l'âme repentante se diffame devant Dieu. Et ce n'était certes point en dépit de ces souvenirs, mais plutôt sous leur impression toujours vivante, qu'il écrivait ce mot : « sainte », qui, sur la tête ensanglantée, semblait projeter une première lueur d'auréole. L'Église, qui seule dispose souverainement de ce mot redoutable, le donnera-t-elle un jour comme conclusion à la page de vie que nous venons de retracer? L'avenir nous l'apprendra.

GEORGES GOYAU.

(1) Roux, *Revue de l'Histoire de Versailles*, 1924, p. 54.

ZONNEBEKE

SENTINELLE AVANCÉE D'YPRES

RÉCIT DES COMBATS D'OCTOBRE-NOVEMBRE 1914

Après notre victoire de la Marne, l'armée allemande, par une retraite précipitée et d'une stratégie fort habile, échappait à nos troupes harassées, totalement dépourvues de munitions. Elle se retranchait sur les hauteurs qui dominent Reims et l'Aisne, et son aile droite, redevenant agissante, cherchait aussitôt à déborder notre aile gauche. Mais, à cette manœuvre de débordement, nous opposions une manœuvre analogue d'enveloppement, en nous efforçant de gagner l'ennemi de vitesse.

Cette course à l'aile, « à l'aile nord des armées opposées », selon l'expression de Foch, constitua ce qu'on a appelé à tort, d'après le maréchal, la course à la mer. La mer n'était pas le but de cette course ; elle en marqua seulement le terme. Et, une fois les forces arrêtées sur cette ligne continue qui s'allongea très vite de Lens jusqu'à Ypres, Dixmude, l'Yser, Nieuport, les deux adversaires s'affrontèrent pour essayer, en d'ultimes efforts, — les Français, de dégager la Belgique ; les Allemands, de s'emparer d'Ypres, Calais, et d'atteindre l'Angleterre (1).

C'est d'abord l'attaque allemande sur l'Yser, entre Nieuport et Dixmude (9 octobre-27 octobre), menée, dans sa deuxième phase, de concert avec une attaque sur le saillant d'Ypres

(1) Voir : *la Mêlée des Flandres*, de Louis Madelin.

(20 octobre-2 novembre). Ces attaques échouant l'une après l'autre, l'ennemi, ensuite, tente une suprême offensive sur la cité flamande du 6 au 15 novembre. Les assauts sont de grande envergure, appuyés par une canonnade terrible, incessante. L'Empereur, derrière ses troupes, à Thielt, les encourage, veut entrer dans Ypres et dans Calais. La garde donnera désespérément. En vain! Nos troupes et les troupes alliées résisteront et tiendront superbement, malgré leur grande infériorité en nombre, canons et munitions.

Si la victoire d'Ypres, selon le mot de M. Dumont-Wilden, « préserva de la souillure de l'ennemi le lambeau de territoire d'où devait renaître la Belgique nouvelle », elle bloqua définitivement l'invasion et força l'Allemand à s'incliner devant sa défaite. En outre, sur le champ de bataille d'Ypres et de l'Yser, se scella en quelque sorte l'amitié anglo-française et belge. « Et ce fut là, a écrit Foch dans ses *Mémoires*, un avoir important, acquis au profit de la coalition. »

Le général Foch, nommé, le 4 octobre, adjoint au général en chef, a été chargé, par Joffre, « de coordonner dans le Nord nos opérations avec les armées alliées ». Il a établi son quartier général à Doullens; le 24 octobre, il le transportera à Cassel.

Aux divisions allemandes libérées par la chute d'Anvers, aux troupes, — une armée entière, — arrivées de Lorraine et que renforceront, dès le 18 octobre, quatre corps d'armée de formation récente dont les XVI[e] et XVII[e] seront composés d'étudiants, l'élite de la jeunesse allemande, nous opposons l'héroïque armée belge, mais qui bat en retraite dans un état physique et moral épouvantable, les troupes britanniques entrées en ligne le 12 octobre et dont le chef, le maréchal French, installe son quartier général à Saint-Omer, la brigade de fusiliers-marins de l'amiral Ronar'ch, la 42[e] division de Grossetti, les 87[e] et 89[e] divisions territoriales, le corps de cavalerie de Mitry, le 9[e] corps et la 9[e] division de cavalerie. Ces dernières unités, sous les ordres du général d'Urbal, constituent le détachement d'armées de Belgique, transformé bientôt en 8[e] armée qui ira jusqu'à comprendre les 32[e], 20[e] et 16[e] corps. « Sur un front de 45 kilomètres, dit le maréchal Foch, les Allemands engageront la valeur de quinze corps; les Alliés, la valeur de dix. »

Le 9e corps, resté en ligne du 23 octobre au 20 novembre (1), occupera la position capitale, le saillant, « le goulot d'Ypres », comme dit Foch, en liaison avec les Anglais à droite; et l'un de ses meilleurs régiments, le 77e d'infanterie, sera placé à l'extrême pointe de ce saillant, dans le secteur de Zonnebeke, secteur fort difficile à tenir, les feux ennemis y convergeant à tout instant. Les bases de ce saillant, — au nord : Langemarck et Bixschoote (l'ennemi, le 10 novembre, franchira même le canal de l'Yser, à Poesele) ; au sud : Zillebeke, Hollebeke, Saint-Eloi, — sont nuit et jour attaquées, « grignotées » par les Allemands. La pointe de Zonnebeke, « pincée ainsi à la taille », pour employer encore une expression imagée de Foch, offre une proie tentante et du plus grand intérêt stratégique : une seule voie, la chaussée de Vlamertinghe entièrement bombardée, assure ses communications avec l'arrière, et toute la position s'adosse dangereusement au canal de l'Yser à la Lys. Contre Zonnebeke, « sentinelle avancée d'Ypres », l'ennemi enverra donc ses meilleures troupes dont une division combinée de la garde prussienne. C'est l'histoire de ce secteur pendant la bataille d'Ypres que nous allons retracer.

ARRIVÉE EN BELGIQUE

Le 22 octobre 1914, dans l'après-midi, le 77e régiment d'infanterie prenait le train à Mourmelon-le-Petit. Le 23 au soir, le 1er bataillon débarquait à Hazebrouck ; et, le 24, au matin, les 2e et 3e bataillons, à Cassel. Aussitôt, ils étaient transportés en autobus à Dickbusch et à Voormezelle. Ce voyage en auto, — une innovation pour le régiment, — évoquait les fameux taxis de Gallieni à la Marne. Aussi les hommes, malgré la fatigue du long parcours en wagons à bestiaux, sont-ils joyeux. Puis ils ont quitté la Champagne pouilleuse où la guerre se traînait de tranchée en tranchée et ils arrivent en Belgique, cette « héroïque Belgique » dont tous les journaux parlent.

Au matin du 24, par un clair soleil, nos fantassins déambulent, curieux, à travers les rues proprettes et bien percées de Dickbusch. Dans les estaminets, ils boivent, pour quelques

(1) Pendant cette période, le 9e corps comptera 16 000 tués, blessés ou disparus, sur 27 000 fusils.

sous, le traditionnel café et la bière blonde des Flandres. Aux boutiques, fort bien achalandées, ils font leurs provisions. Les Belges, très aimables et commerçants, les accueillent avec une sympathique reconnaissance. Des dragons fourbus, arrivés la veille, racontent, surexcités, les événements : « L'ennemi n'est pas bien loin, les gars! il essayait de nous tourner; nous nous sommes battus comme des diables, faisant le coup de feu avec nos mousquetons. Depuis six jours, nous n'arrêtons pas. Il est temps que vous nous releviez, vous autres, les fantassins! »

Au loin, le canon gronde sans discontinuer. Mais les gens du village assurent qu'hier soir les détonations étaient plus distinctes : les Allemands auraient reculé de dix kilomètres. Tout à coup, une colonne de trois cents prisonniers défile dans la rue. Un grand silence s'établit. On regarde passer les « uniformes gris » avec une certaine fierté. Toutefois, des femmes pleurent, frémissantes; les Allemands étaient à Dickbusch, il y a quelques jours, et ont commis des atrocités.

Dans l'église, richement bariolée à la mode espagnole, des cierges sont allumés au pied des madones. Beaucoup de fidèles, surtout des enfants, sont prosternés; ils prient les bras en croix; leur foi profonde est saisissante.

A midi, l'ordre arrive aux 1er et 2e bataillons de partir pour Ypres.

Sur la route, il y a grande circulation. Aux carrefours, l'embouteillage est complet, malgré le service d'ordre. Nous sommes en jonction avec les troupes britanniques qui ne ménagent pas le matériel. Ce ne sont qu'interminables convois de ravitaillement, artillerie, infanterie. On admire les chevaux anglais, gras, fringants, le poil lustré, de race superbe; ils contrastent singulièrement avec les nôtres! On s'exclame devant les voitures neuves, fraîchement peintes, les autos-mitrailleuses blindées, les automobiles qui transportent le thé, l'eau filtrée!... Les hommes, impressionnés, manifestent leur confiance : « Que pourront faire les *Fritz* contre ces troupes, contre ce matériel? » Plus loin, on croise des Hindous, quelques éléments des divisions de Lahore, du Bengale et du Bhopal. Leurs minuscules voitures à deux roues sont traînées par des mules. Ils ont une fière allure avec leurs turbans bariolés, manteaux au vent, coutelas à la ceinture. Le récit de leurs exploits circule aussitôt : « Ces superbes soldats professent

le mépris le plus absolu de la mort, — rien ne les fait reculer, — l'autre jour, un bataillon de sikhs a refusé d'être relevé... »

On approche lentement d'Ypres, tant la circulation est intense, « comme sur les grands boulevards de Paname », observent les loustics. Mais maintenant, vision lamentable qui rappelle la retraite de la Marne, voici de pauvres charrettes d'émigrants qui se frayent avec peine un passage en sens contraire ; des troupeaux de bœufs suivent, vaille que vaille, qui beuglent lamentablement.

Aux abords d'Ypres, les deux bataillons se rassemblent dans un champ et font halte. Au crépuscule seulement, ils pénètrent dans la pittoresque ville. La population se presse sur les trottoirs, acclame les troupes. Les enfants s'interpellent dans leur rude parler flamand, courent mettre leurs menottes dans les mains des soldats et, fiers de cette poignée de main française, ils chantent joyeusement. L'allégresse est dans l'air. Les Allemands étaient encore à Ypres, au début de la semaine; mais ce n'est qu'au prix d'une rançon énorme qu'ils ont épargné la ville. Nos hommes passent la nuit, près de la gare, dans la caserne d'infanterie belge dont les parterres fleuris et la galerie intérieure présentent un aspect coquet.

Le lendemain, dimanche 25 octobre, le réveil est sonné à cinq heures. Chacun est dispos. Il fait un temps magnifique. Pas un nuage au ciel. La traversée de la Grand-Place soulève l'admiration. Les Halles immenses, le beffroi majestueux avec ses tourelles d'angle, la tour carrée de la cathédrale Saint-Martin, les vieilles maisons aux toits à redans ou finement dentelés, forment un ensemble harmonieux, merveilleusement éclairé par le soleil levant. Six heures sonnent au grand cadran doré du beffroi. Le carillon argentin se mêle au grondement du canon tout proche.

Le régiment a pris le chemin de Zonnebeke, chaussée pavée, sur laquelle la grosse artillerie, qui monte en position, passe avec fracas. Dans les champs, des dragons, des cuirassiers sont massés. Des états-majors anglais, français occupent les châteaux et cottages, échelonnés sur la route.

Le 77e s'est arrêté sur la crête de Frezenberg. La bataille, engagée partout, fait rage. Dans la lumière très pure, on distingue les fantassins : en tirailleurs, ils s'avancent à travers les champs verdoyants de betteraves et les maisons de briques

rouges. Sur Zonnebeke, les obus tombent et fument. Le plus fort de l'action se passe dans ce gros village où le 114e régiment d'infanterie se bat depuis hier.

DANS LA BATAILLE

Le 77e, en colonne de régiment, doit se porter à droite, au nord-est de Zonnebeke, pour en dégager les abords et « épauler » les Anglais. Objectif : Moorslede. La manœuvre se poursuit sans trop de pertes, sous un bombardement violent. Le colonel Lestoquoi, la canne à la main, marche, stoïque, avec les sections de tête; il encourage les hommes de sa bonne voix paternelle. Ceux-ci d'ailleurs vont vite et dans un ordre superbe, comme au camp du Ruchard où ils manœuvraient il y a quelques mois.

Le pays bien cultivé est parsemé de nombreuses maisons et fermes. Entourées de jardins, voire de pâturages, clos de haies, elles constituent autant de petites forteresses dont il faut déloger l'ennemi plus souvent à coups de fusils qu'à coups de percutants. En outre, elles obstruent la vue et empêchent tout mouvement d'ensemble. Nous avons devant nous la 53e division du XXVIIe corps allemand de réserve, corps de formation récente, qui, avec les XXIIe, XXIIIe et XXVIe, vient « d'entrer en scène »; ces corps d'armée s'avancent entre Courtrai et Bruges, en direction d'Ypres qui doit être emportée rapidement ». Mais les Anglais courageux, tenaces, et les troupes magnifiques du 9e corps barrent la route.

Le 3e bataillon du 77e réussit à se placer à la hauteur des éléments de première ligne et progresse avec les Anglais. Le capitaine Dupont de Dinechin, avec sa compagnie, cerne une maison; flegmatique, la badine à la main, le capitaine fait prisonniers une dizaine d'Allemands dont le lieutenant Bignon s'empare aussitôt. Plus loin, à Molenaareslstchoek, le sergent Letord, en patrouille avec sa section, surprend un bruit suspect dans un estaminet. Brusquement il en ouvre la porte et met en joue un officier et onze Allemands qui se rendent sans résistance. De son côté, le soldat Hilaire cueille de la même façon, dans leur gîte, quatre autres sujets de Guillaume.

En fin de journée, la route Becelaere-Passchendaele est atteinte. Et la position du régiment s'établit au nord-est, dans

l'ordre : 1er, 2e, 3e bataillon articulés, couverts par des avant-postes de combat. A gauche, le 114e, qui s'est emparé de Zonnebeke, dépasse Broodseinde d'un kilomètre. Le 135e appuie ce régiment, près du 77e qui fait jonction, à droite, avec les Anglais. Par suite d'un ordre incomplet, du terrain couvert, difficile à reconnaître (très peu d'officiers possèdent une carte) et du déplacement des réserves anglaises vers Becelaere, les unités du 77e se trouvent enchevêtrées avec les troupes britanniques de première ligne. Elles fraternisent en échangeant boîtes de conserves, tabac, couvertures, toiles de tente. Mais aux avant-postes, avec les dernières lueurs du crépuscule, des Anglais sont pris pour des Allemands par nos hommes; l'uniforme, la langue (ce sont des Anglais du pays de Galles) prêtent à des confusions fâcheuses.

La nuit se passe dans un grand énervement. A chaque instant, les sentinelles tiraillent sur des vaches et des cochons en maraude. Une patrouille, conduite par le sergent Albert Barbaud, s'accroche avec l'ennemi. La pluie se met à tomber, traverse les toiles de tente dont quelques soldats se sont enveloppés et a vite fait de transformer en marécage un terrain où, sur la croûte d'argile, à moins de cinquante centimètres, ruisselle l'eau mal drainée par les canaux d'assèchement de l'Yperlée.

Au petit matin, nos hommes sont aux aguets. Ils n'ont, par exemple, nullement songé à creuser des tranchées, pendant la nuit, pour consolider leurs positions, chèrement acquises la veille. Certains sont même persuadés que le « terrain en face est libre », que les Allemands, comme à la bataille de la Marne,... battent en retraite. Et puisque l'ordre est d'avancer, — « commencez vos attaques de très bonne heure de manière à avoir toute la journée devant vous, poursuivez-les sans interruption et sans trêve... il faut à tout prix gagner du terrain et *en gagner vite* (1) », — les hommes sortent des maisons, des fermes et, déployés en tirailleurs à travers les champs de betteraves, gagnent les avant-postes. Mais les Allemands, abrités à trois cents mètres dans des tranchées, ont aperçu le mouvement.

L'adjudant-chef de la 9e compagnie, Blanchard, tombe

(1) Instruction particulière du général d'Urbal, 25 octobre, 23 heures.

grièvement blessé en avant de ses soldats qu'il entraînait et que la fusillade oblige à refluer sur les maisons. Le musicien-brancardier Besson, qui connaît Blanchard, s'élance aussitôt dans le « bled », malgré les balles, et, se traînant à plat ventre, approche l'adjudant évanoui dont il coupe les vêtements souillés de sang et de boue. Avec l'aide d'un homme de la 9e compagnie, il parvient à ramener l'adjudant-chef sauvé grâce à l'héroïsme de son ami brancardier.

Plus loin, le sergent Letord et le soldat Leton, de faction au grenier d'une maison, surprennent, à moins de 200 mètres, un « champ de betteraves en mouvement ». A la jumelle, ils reconnaissent des Allemands qui, dans le pâtis, des feuilles piquées sur le casque, s'avancent en rampant. « Attention, murmure Letord, nous allons faire un beau carton. » Il déplace légèrement une tuile de la toiture, saisit un fusil allemand. Puis, s'installant dans la position du tireur à genoux, prenant soin de bien caler son coude par un gros sac de tabac trouvé dans le grenier, il tire comme au stand. Tous les coups portent. Des Allemands cherchent à fuir ; Letord les abat. D'autres veulent se protéger dans une petite tranchée ; Letord, qui les domine de son grenier, les atteint plus sûrement encore dans cette tanière. Notre sergent descendit ainsi cinquante-six hommes (1).

Par ailleurs, l'ennemi attaque en force le 1er bataillon. Ses patrouilles ont surpris l'adjudant Brégeon. Celui-ci, avec ses soldats, réussit à éviter l'encerclement en se réfugiant pendant quelques minutes dans une ferme transformée en poste de secours allemand. L'ennemi a chassé devant lui des bœufs, des vaches et, derrière les grosses bêtes affolées, il avance et atteint des tranchées qu'il a creusées la veille au soir, tout près de la première ligne française.

Mais le 1er bataillon, sous les ordres du commandant de Merlis, « ne se laisse pas faire ». On se canarde à courte distance. Personne ne veut céder ses positions. Le capitaine Desroche tire au fusil au milieu de ses hommes qu'encourage le simple soldat Marchand. Un avion allemand, touché par l'artillerie anglaise, tombe en flammes. Le lieutenant-colonel

(1) Le fait fut contrôlé par tous les soldats de la section qui assistèrent à cette hécatombe et laissèrent agir seul leur chef, le meilleur tireur du régiment.

Maury, commandant le 135ᵉ, est tué en entrainant son régiment. Le lieutenant Buchmann et son sergent Madelrieu sont blessés ainsi que les lieutenants Perray, Musset, Delaître, le commandant de Merlis... Des obus blessent le colonel Éon, commandant la 36ᵉ brigade, ses deux capitaines d'état-major de La Taille et Fréant, et tuent tous leurs agents de liaison.

Le général Lefèvre, commandant la 18ᵉ division, accourt aussitôt près du colonel Lestoquoi et du capitaine-adjoint Béziers-la-Fosse. « Organisez tout de suite la brigade. Vous remplacez le colonel Éon. Baunard, du 3ᵉ bataillon, commandera le 77ᵉ avec Litschfousse comme capitaine-adjoint. » Cet échange de postes a lieu dans un moment particulièrement grave. Mais chacun est à la hauteur de sa tâche ; chefs et soldats vont faire des prodiges.

Le colonel Lestoquoi et le capitaine Béziers-la-Fosse partent pour Zonnebeke avec les agents de liaison Plessis et Point. Ils avisent une maison à peu près intacte, à la sortie nord-est. C'est l'estaminet de San-Sebastian, à la porte duquel on accroche une pancarte : *P. C. de la 36ᵉ brigade.*

LE COMMANDANT BAUNARD PREND LE COMMANDEMENT DU RÉGIMENT

Pendant ce temps, sur la demande du général commandant la 7ᵉ division anglaise, le 77ᵉ est prié de se dégager des troupes alliées que le régiment gêne dans leur avance. Il se portera, en se défilant derrière la crête, du carrefour de Broodseinde à la gauche du 135ᵉ, au nord-est de Zonnebeke ; le mouvement sera couvert par les éléments de première ligne qui se replieront ensuite en cédant leur place aux Anglais.

La manœuvre s'exécute par une marche de flanc meurtrière. L'artillerie ennemie ne cesse de bombarder le village qu'il faut en partie traverser. Des maisons de briques semblent être projetées par les obus dans un grand nuage de poussière rouge. Des fermes brûlent avec leurs meules de paille. Partout des arbres, des réverbères brisés. Les balles sifflent surtout près de la gendarmerie et de l'usine à gaz. L'adjudant Perraud en reçoit une en pleine poitrine ; il râlera dix minutes avant de mourir. Le soldat Bourget, à côté, tombe sans un mot. Le soldat Loiseau a la jambe broyée par une balle explosive ; il restera quatre jours entre les lignes avant que les Anglais ne

le relèvent. Un Allemand, écrasé sous un pan de mur, crie en agitant sa main vers nous. Quelqu'un s'approche pour le secourir. Un 105 arrive qui foudroie les deux malheureux. Près de la route, nous descendons dans une tranchée dont on est obligé de retirer plusieurs cadavres anglais pour passer. Des pelles, des pioches abandonnées sont trouvées qu'on ramasse aussitôt. Dans une ferme, avant d'arriver au chemin creux du calvaire, un Anglais, dont la jambe cassée répand une odeur affreuse, gît, sur un peu de paille, à côté d'un cadavre. Il fait comprendre au lieutenant Laurentin qu'il est là depuis huit jours, et qu'il a vécu avec un bidon d'eau et des biscuits. Nos soldats peuvent, sur un brancard improvisé, l'évacuer.

Au soir, vers dix-huit heures, tout le régiment se trouve groupé dans l'angle nord-ouest des routes Zonnebeke-Moorslede et Becelaere-Passchendaele, derrière le 32e qui occupe les tranchées face à l'est. Dans la nuit, le 77e relève le 32e et prend alors possession du secteur qu'il agrandira et qu'il défendra pendant toute la violente bataille de Zonnebeke.

Au matin du 27, le capitaine Henrion, qui vient d'arriver du dépôt, procède à une attaque avec sa compagnie, la 6e, attaque rendue très meurtrière par le feu ajusté d'un ennemi proche et bien abrité. Aussi les hommes ne progressent-ils que de quelques maisons; le sergent mitrailleur Hervé est tué ; le soldat Pasquier a la jambe traversée d'une balle. A ce moment, il est dix heures, le capitaine Henrion apprend qu'il est nommé commandant du 2e bataillon, à la place du commandant Mariani parti à la tête du 135e.

Henrion, chef très brave, d'une autorité indiscutable, veut, avant de rejoindre son nouveau poste, terminer son attaque. Et pour la mieux diriger et entraîner ses hommes, voici qu'il franchit le passage à niveau. « Cible superbe, campée entre les rails, face à l'ennemi (1) », il se dresse, insensible au danger. Le lieutenant Laurentin, un genou en terre, la main appuyée sur le poteau de la barrière, commence à lui montrer les obstacles, quand il voit son chef « ouvrir les bras et tomber lentement sur le dos, sans un cri ». Une balle dans la gorge l'a étendu raide mort.

(1) *Le sang de France*, par Maurice Laurentin.

Le 77e ayant gagné quelques bouts de tranchées et fortifié ses positions, notre première ligne passe maintenant le long du chemin de Gravenstafel. La liaison du régiment s'opère à droite avec le 135e ; à gauche, avec le 114e. Le poste de commandement du commandant Baunard est établi dans le chemin creux qui conduit à Gravenstafel, chemin de terre improprement désigné chemin du *Calvaire*, du fait d'une petite chapelle de la Vierge qui se trouvait au débouché de ce chemin sur la route de Zonnebeke-Broodseinde.

A peine installé, le nouveau commandant du 77e monte inspecter le front.

Les combattants de Zonnebeke se rappelleront toujours leur « colonel » si brave, si bon. Baunard était populaire, autant par sa silhouette bien caractéristique que par sa façon paternelle de traiter le soldat. La pipe à la bouche, le lorgnon posé de travers, les épaules légèrement voûtées, il fallait le voir s'en aller, avec sa canne, par le chemin creux du P. C., donnant le bras à son agent de liaison Rabouin, « le fidèle Rabouin », comme il disait. Il visitait ainsi les tranchées, commettait souvent de graves imprudences ; voulant se rendre compte par lui-même, il n'hésitait pas à monter sur les parapets.

Quand il avait discuté gravement de la situation avec les officiers, de cette situation qui, chaque jour, à Zonnebeke, se modifiait plus souvent en mal qu'en bien, il plaisantait avec les hommes, leur donnait des conseils d'ami. Il avait un mot aimable pour tous et s'occupait de tout. Le soir, c'est lui qui précisait aux brancardiers les endroits « où il y avait eu de la casse ». Les hommes l'affectionnaient comme un père, et les blessés volontiers s'arrêtaient pour serrer une dernière fois la main du chef. Ah ! c'est avec raison que le commandant pouvait écrire : « Les braves gars, combien j'avais plaisir à les écouter ! Lorsque la nuit, accompagné de mon fidèle Rabouin, je rôdais autour d'eux, je surprenais, sans qu'ils s'en doutassent, des conversations qui étaient bien pour moi le meilleur réconfort et me dédommageaient des peines et des soucis que m'apportait ce glorieux commandement du régiment. »

Ainsi, avec sa familiarité envers les hommes, avec sa bonasserie fine, une philosophie à lui, avec son cœur et sa

tête, Baunard (1), toujours souriant, jamais découragé, sut tenir et faire tenir le secteur si difficile du saillant de Zonnebeke, contre lequel, pendant vingt-cinq jours, déferlèrent les vagues furieuses des Allemands qui voulaient percer sur Ypres et sur Calais.

ATTAQUE DU 28 OCTOBRE

Le 28 octobre au matin, le général Lefèvre arrive à bicyclette au P. C. de Baunard. Des ordres offensifs ont été donnés par le haut commandement. « Action vigoureuse, incessante, *à fond partout* », telles sont les propres expressions du général d'Urbal, commandant l'armée. La 18e division est chargée de l'objectif : Droogenbroodhoek, moulin 54. Et Lefèvre compte beaucoup sur le 77e.

Le commandant Baunard, selon sa coutume, est parti en tranchée. Le général s'impatiente, l'envoie chercher. Le commandant accourt. « Baunard, il faut attaquer. Voici l'objectif donné au 77e : l'arrêt de Passchendaele. Combien de temps exige votre préparation? — Mon général, je viens des lignes. Je crois que la progression que vous me demandez sera difficile. Mais enfin, si ce sont les ordres, à midi je serai prêt. — Parfait, j'ai placé ma confiance en vous et dans l'énergie du 77e. A midi et demi, nous attaquerons. Je serai là. »

Les ordres de détail sont aussitôt établis. Le 2e bataillon se portera, entre la route et la voie ferrée, vers une grosse ferme désignée sous le nom de ferme de l'Ilot. Deux compagnies du 3e bataillon, à l'est de la route de Passchendaele, en liaison avec le 135e régiment, auront comme premier objectif Nieuwmolen. Le 1er bataillon et les deux autres compagnies du 3e bataillon se tiendront en réserve au chemin du Calvaire.

Dans la matinée, sur la voie ferrée d'Ypres, un « train blindé belge, servi par des matelots anglais », s'avance jusqu'au passage à niveau de Zonnebeke. Et ses deux pièces de marine, l'une baptisée *Little Tom* et l'autre, *Winston Churchill*, envoient à longue portée quelques gros obus vers une gare de ravitaillement ennemie.

A midi vingt, Baunard se porte avec ses agents de liaison

(1) Le commandant Baunard est mort en septembre 1935; il était le neveu de Mgr Baunard, recteur de l'Université catholique de Lille.

dans la première ligne, au chemin de Gravenstafel. Le général Lefèvre prend la place du commandant dans le chemin creux. Et le général Dubois lui-même, commandant le 9e corps, s'installe à Zonnebeke, dans le P.C. de la 36e brigade. A midi trente, notre artillerie procède à un violent bombardement.

A quatorze heures trente, le signal de l'attaque est donné. Elle est menée rapidement, malgré les rafales de 77, de 105 et « les feux terribles de nombreuses mitrailleuses ». La 6e compagnie, premier élément d'assaut, bondit avec ses adjudants Pouvreau et Leroy en tête. « Vous voyez bien qu'il n'y a pas de danger », crie ce dernier, vieux sous-officier décoré de toutes les médailles coloniales.

Sur la droite cependant, la 7e compagnie subit des pertes, surtout parmi ses officiers. L'adjudant Bondu est blessé mortellement d'un éclat d'obus. Un peloton désemparé est ramené par le caporal d'ordinaire Gasnier et le soldat Piton. L'ennemi, malgré ses forces numériques bien supérieures, recule, mais pour contre-attaquer rageusement. Sur la 5e, commandée par l'héroïque lieutenant Lecerf, il use d'un lâche procédé. Au cri de « Vive la France », leurs clairons sonnant le refrain du 135e, les Allemands s'élancent. La 5e faiblit, va être enfoncée. Mais Dinechin accourt avec sa compagnie. Le valeureux lieutenant Bignon, le soldat Bricard accomplissent des prodiges. Les hommes se battent avec un entrain endiablé. Par trois fois, l'ennemi attaque et trois fois il recule. Bricard, blessé d'une balle au pied, continue de tirer.

A la nuit, si nous ne sommes pas parvenus à l'arrêt de Passchendaele, nous sommes maîtres de la ferme de l'Ilot et de l'amorce du chemin de Nieuwmolen. Même quelques éléments de la 6e compagnie, avec le lieutenant Laurentin et le sergent Graveleau, se sont emparés de deux fermes, à cinquante mètres de Nieuwmolen, tandis qu'une section de la 5e, avec le lieutenant Havard et deux mitrailleuses, s'établit sur le côté droit de la route, face au hameau de Nieuwmolen, en avant de Bellevue.

Dans les maisons conquises règne un beau désordre : vaisselle brisée, armoires éventrées, lits défaits, armes, manteaux, casques, gamelles, tout cela, souillé de sang ou lacéré par les balles. Les hommes profitent de la nuit pour consolider le terrain. Les sections se déploient derrière les haies. On

creuse, on réunit les trous abandonnés par les Allemands. On ferme les entrées de jardins et de cours avec des charrettes, des timons de voitures. On crénelle les murs. Ainsi s'établissent des tranchées, des barricades. Ébauchées au hasard, elles vont cependant fixer pendant des mois des positions qui seront bombardées et âprement attaquées.

En cette journée du 28 octobre, le régiment a donc progressé, malgré des difficultés inouïes et une infériorité numérique considérable. Et le général de division ne peut taire à Baunard sa vive satisfaction.

ENTREVUE DE FOCH ET DE FRENCH
PENDANT LES JOURNÉES CRITIQUES DES 30 ET 31 OCTOBRE

Le commandant Baunard a installé son P.C. sur une crête, à Bellevue, groupe de maisons construites en bordure de la route de Passchendaele.

Nos lignes, dès le petit jour du 29, sont violemment bombardées, et, pour la première fois, par des *minenwerfer* dont l'emploi surprend nos hommes. Notre artillerie, dirigée par le vaillant commandant Biraud, un maître du 75, riposte vigoureusement et détruit plusieurs lance-bombes au fur et à mesure de leur repérage.

Cependant les tranchées que nous construisons et réparons la nuit dans un sol extrêmement humide, où l'eau sourd parfois à vingt centimètres, sont à tout coup bouleversées. Nos pertes deviennent sensibles. Au P. C. de Bellevue, le capitaine observateur d'artillerie Heywang est tué. Puis les obus mettent le feu à une maison voisine de l'habitation du commandant Baunard, et cette dernière, dans l'après-midi, reçoit un obus. A la 11e compagnie, le capitaine de Dinechin est tué dans une courette de ferme, comme il essayait de reconnaître la position d'un tireur allemand fort gênant. Il commandait, depuis le départ de Baunard, le 3e bataillon, à la tête duquel il est remplacé par le capitaine d'Ythurbide, de la 7e compagnie.

Au matin pluvieux du 30, Baunard, sur l'ordre de la brigade, est obligé d'évacuer sa position de Bellevue, devenue intenable et dont il ne reste d'ailleurs plus que les murs. Il vient s'installer en arrière, dans une maison du chemin creux

du Calvaire, à peu près à mi-distance entre la route et la voie ferrée, non loin de son ancien P. C. Dans la journée, le sous-lieutenant Havard, blessé d'une balle, est porté dans une ferme par le soldat Vignaud; elle prend bientôt feu sous le bombardement; le malheureux sous-lieutenant est brûlé vif.

Au soir, une attaque se déclenche brusquement sur les 5e et 6e compagnies, à l'amorce du chemin de Nieuwmolen, position des plus critiques. « Des cris impératifs partent devant nous, écrit le lieutenant Laurentin, des commandements brutaux d'officiers allemands, et un clairon sonne la charge sur une note aiguë. Diaboliques vraiment, des ombres, à peine plus claires que les arbres, se lèvent du sol et s'avancent... » L'assaut est furieux. Deux de nos mitrailleuses sont prises et reprises. Le caporal Surot, le soldat Massé sont blessés. Les nôtres, un instant débordés, se reprennent et résistent avec un cran magnifique. « Vive la France! » crie Laurentin tout debout, le sabre levé. « Vive la France! » répètent ses hommes enthousiasmés. Le sergent Cathelin, pour faire croire que nous sommes nombreux et que nous allons charger, hurle à son tour : « Au drapeau! » L'ennemi surpris, impressionné, se retire avec force pertes.

Le lendemain, la canonnade devient plus violente que jamais. Les Allemands, chassés du secteur Nieuport-Dixmude par l'inondation que l'état-major belge a « tendue » dans la nuit du 27 au 28 en perçant les rives de l'Yser, commencent à reporter leurs troupes sur Ypres. Le nombre de pièces, — et particulièrement les canons lourds, — « augmente d'heure en heure ». Et toute cette artillerie ne cesse de tirer sur nos lignes et sur nos batteries. L'effort allemand va être poussé à fond. Le duc de Wurtemberg, le prince Ruprecht de Bavière, le général von Deimling, adressent à leurs armées les exhortations suprêmes : « *Dieser Durchbruch wird von Kriegsentscheidender Bedeutung sein. Deshalb wollen und müssen wir siegen.* (Cette percée sera d'une importance décisive pour la guerre. Et pour cette raison il faut, et nous voulons vaincre.) Ne laissez plus traîner le combat. Nous devons frapper le coup décisif contre l'ennemi le plus détesté... en finir avec les Anglais, les Hindous, les Canadiens, les Marocains et autre racaille de cette sorte... » Et le *Berliner Tageblatt* célèbre

à l'avance les résultats, qui seront décisifs, de la bataille *nach Kalès* (vers Calais).

Les Allemands, — le XVe corps, la 48e division de réserve et la 26e division d'infanterie, — que « cet appel à la haine surexcite », prennent l'offensive, à notre droite (1), sur Hooge et sur Zillebeke, défendus par la 7e division d'infanterie du général Byng et la 2e division de cavalerie anglaise. « Sous l'intensité formidable des feux de l'artillerie qui enterrent vivante une partie des troupes, les divisions sont contraintes de se retirer : l'infanterie, de Zandvoorde sur Klein-Zillebeke; la cavalerie, d'Hollebeke sur Saint-Éloi (2). » Et Saint-Éloi se trouve à cinq kilomètres d'Ypres !

Le 31 au matin, la 1re division anglaise est de nouveau violemment attaquée et, malgré une résistance désespérée, ne peut tenir. La ligne recule, au milieu de la journée, jusqu'au bois situé entre Hooge et Veldhock. Son chef, le général Lomax, est blessé, et le major-général Landon prend le commandement, en attendant le général Bulfin, de la 2e brigade. Les pertes sont énormes. Le château d'Hooge, P. C. du général Douglas Haig, commandant le 1er corps, est bombardé; plusieurs officiers de son état-major, dont un général, sont tués ou blessés. Et l'ennemi poursuit son avance. La situation est devenue très grave. Le maréchal French, qui se trouve à Hooge avec sir Douglas Haig, ordonne, à quatorze heures trente, le repli sur « une position en arrière » qui nécessitera certainement l'abandon d'Ypres.

Notre officier de liaison auprès du 1er corps anglais, le commandant Jamet, en toute hâte, vient avertir le général Dubois, commandant le 9e corps, de cette grave décision, « en cours d'exécution », dit-il. Dubois porte immédiatement sa réserve, — la brigade légère Morel avec une partie du groupe à pied de la 6e division, — au secours des Anglais. Puis, accompagné du commandant Jamet, il part prévenir le général d'Urbal à Vlamertinghe. Il y trouve, à la mairie, le général Foch alerté, dès la veille au soir, par son officier d'état-major, le capitaine Réquin. A ce moment, dans le village, passe en automobile le maréchal French qui revient d'Hooge et rentre

(1) Tandis qu'une partie du IIe corps bavarois et du XIIIe, le IIIe corps et le XIIe corps attaquaient notre centre et notre gauche.

(2) John Buchan, *Nelson's History of the War.*

à son quartier général de Saint-Omer. Le commandant Jamet, resté devant le poste et reconnaissant le fanion, prend sur lui d'arrêter la voiture (1). Il résulte de toutes ces circonstances providentielles une entrevue décisive entre les deux grands chefs alliés.

French, très ému, dit ce qu'il a vu lui-même : troupes en pleine retraite sur Ypres ; l'artillerie lourde retirant ses canons au trot ; les routes encombrées, obstruées par les convois, les blessés qui refluent de tous côtés vers l'arrière ; la ligne anglaise, brisée. « Et si on me demande de continuer la bataille dans ces conditions-là, conclut le maréchal, je n'ai plus qu'à me faire tuer avec le 1er corps britannique. »

Foch écoute parler, « tout en mâchonnant son éternel cigare ». Mais, « l'œil vif, brillant », il guette et trouve le moment opportun pour placer son mot et dire sa volonté, son optimisme. Un recul volontaire de notre part sur ce point du champ de bataille deviendrait désastreux : l'adversaire redoublerait de violence, la panique se communiquerait dans nos rangs et l'armée, encerclée dans la « vaste poche d'Ypres », ne pourrait que se rendre, ou alors, « rejetée dans la plaine flamande », elle battrait lamentablement en retraite « jusqu'à la côte ». Il faut donc tenir coûte que coûte pour éviter la « débâcle ». D'ailleurs, des forces importantes, — la 32e division du 16e corps et la 38e division du 32e corps, — débarquent actuellement ; Foch les promet, toutes, au maréchal, en renfort, pour dès le lendemain matin, « au petit jour ». D'un autre côté, le 9e corps tient solidement et attaquera pour dégager les Anglais. Foch, ainsi, argumente, discute point par point, supplie et, dans un véhément appel à « la vieille infanterie de Wellington », obtient enfin du maréchal le retrait de l'ordre de repli. Sur un papier « informe », Foch a écrit ces lignes :

« *Il est absolument indispensable de* ne pas reculer, *et pour cela de tenir, en s'enterrant, le terrain sur lequel on se trouve. Cela n'empêche pas de faire* organiser *une position en arrière qui se lierait à* Zonnebeke *à notre 9e corps. Mais tout mouvement en arrière exécuté par un ensemble de troupes déter-*

(1) Il convient de souligner ici l'heureuse initiative de ces officiers d'état-major. Rappelons que le capitaine Requin est aujourd'hui général commandant la 18e région.

minerait une poussée de l'ennemi, et un désordre sans doute des troupes, qui doivent le faire écarter absolument.

« *La 2e division britannique, en particulier, semble devoir être maintenue aux environs de Zonnebeke, en liaison avec le 9e corps français.*

« *L'heure avancée de la journée permet cette organisation. Il est* inutile *de reculer,* dangereux *en plein jour de le faire.* »

Foch tend la page au maréchal French qui a « le bon sens et la droiture de la prendre ». Il la lit, écrit au verso ces mots : « Je suis parfaitement d'accord », et signe. Puis, avec « un beau mépris des mesquins amours-propres », envoie le papier tel quel, pour exécution, à sir Douglas Haig. Le commandant Barry et Fitz Gerald, aide de camp et secrétaire particulier du maréchal, portent à Hooge le précieux document qui va sauver la situation (1).

Dès le soir, en effet, la ligne anglaise, malgré un recul sensible, finissait par se ressouder.

TRANCHÉES ET RAVITAILLEMENT

Pendant cette journée du 31 octobre, sur le front de Zonnebeke plus en pointe que jamais, le canon, la fusillade ne cessent pas. Dans l'après-midi, le village est particulièrement bombardé. Des obus tombent sur l'église, y mettent le feu. Le brancardier-séminariste Chupin réussit à sauver quelques ornements sacrés. Toute la nuit, le clocher brûle et, ainsi qu'une torche tragique, éclaire le champ de bataille. Dans les rues du village, défoncées par le bombardement, encombrées par des bois de charpente, des débris de tuiles et de briques, se pressent les brancardiers français et anglais dont les blessés sont nombreux. Les corvées de soupe, de distributions, se hâtent, s'interpellent à voix basse. Les chevaux d'artillerie caracolent. Les ombres, agitées par les flammes, se silhouettent fantastiques, sur les maisons en ruines, violemment éclairées. A un certain moment, des poutres se détachent, heurtent les

(1) « Les journées des 31 octobre et 1er novembre demeureront à jamais mémorables dans l'histoire de notre pays : durant ces deux jours, rien ne sépara l'Empire britannique de sa ruine effective, de sa disparition comme grande Puissance, rien qu'une ligne mince et irrégulière, tenue par des soldats exténués... » Paroles du maréchal French citées par le général Palat dans son livre *la Ruée sur Calais.*

cloches qui résonnent avec une plainte sinistre. Vers deux heures, enfin, le clocher s'effondre, projetant d'immenses gerbes d'étincelles.

Nous sommes au 1er novembre, vigile des Morts. Le temps est magnifique. La bataille continue de faire rage.

Sur le secteur du 77e, les obus pleuvent. Une des trois maisons du P. C. du commandant Baunard est détruite, incendiée. Deux hommes sont blessés. Le sergent Retor est tué. Et une forte attaque allemande, le 2 novembre, prend à revers les 3e et 4e compagnies du 77e. La capitaine Desroches est enterré dans son abri ; le lieutenant Caute, tué ; le sous-lieutenant Préaubert, blessé mortellement. Nos fusils ne marchent plus. Nos pertes sont élevées. La 4e, débordée, faiblit. Mais le capitaine d'Ythurbide, commandant le 1er bataillon, dépêche en renfort deux sections de la 12e compagnie. Entraînées par le lieutenant Desloges (un jeune Saint-Cyrien), les adjudants Bonnet et Richard et le simple soldat Piton, ces deux sections se jettent dans la fournaise, baïonnette au canon, et d'un élan magnifique repoussent totalement l'ennemi

Cependant le 3 novembre, la pluie se met à tomber. Elle n'empêche pas nos hommes de construire, avec l'aide d'une compagnie de génie, de profonds abris et de les relier par des boyaux aux tranchées. Ces tranchées, sur certains points, sont très rapprochées de la première ligne allemande que défendent toujours de solides réseaux de fils de fer. A l'agglomération de Bellevue, une maison même appartint, pendant quelque temps, à la fois aux Allemands et aux Français : la tranchée française débouchait au rez-de chaussée ; la tranchée allemande aboutissait à la cave.

Cependant les soldats souffrent dans les tranchées. Ils n'y peuvent dormir. Et la pluie vient ajouter aux difficultés matérielles de toute sorte. Elle a vite fait de traverser les toiles de tente et les frêles abris, bâtis grossièrement avec les portes et les volets arrachés aux maisons. La boue épaisse, gluante, la boue spéciale des Flandres, enlize les hommes. Les nuits sont froides, toujours humides. La neige, vers la mi-novembre, fait son apparition. On a bien transporté dans les tranchées, comme on a pu, la paille des granges, les vêtements, les matelas et les couvertures trouvés dans les maisons, mais

cela, loin de suffire à tout le monde, est devenu rapidement sale et inutilisable.

Le secteur a été divisé en trois lignes par le commandement. Un système de roulement permet aux compagnies, durant les périodes calmes, — elles sont rares et courtes, — de les utiliser tour à tour. Une réserve est placée dans le chemin de Gravenstafel et les disponibilités sont envoyées aux abords de Zonnebeke. Partout, à cause du bombardement, la tranquillité est relative; le repos, insignifiant. Il ne se passe ni jour ni nuit sans attaque d'un ennemi supérieur en nombre. Nos pertes sont grandes. Malgré cela, le moral reste superbe, extraordinaire. Chacun tourne en plaisanterie les fatigues endurées. On a une foi ardente dans le triomphe de nos armes. Et l'héroïsme chez tous est à l'ordre de tous les jours. « Chacun de nos hommes, écrit un officier qui les connaît fort bien, sait qu'il n'en reviendra jamais! Un peu plus tôt ou un peu plus tard! Chaque jour, il y a en moyenne cinquante tués par régiment... Néanmoins, tout ce monde-là est bien décidé, brave et même gai! C'est d'un héroïsme à faire pleurer. Ils sont pour la plupart réservistes, donc mariés et presque tous pères de famille; ils ont fait le sacrifice de leur vie et y vont carrément... »

Le service d'évacuation des blessés fonctionne à merveille sous la direction du médecin-chef Hénault et du major Jourdan. Ils disposent pourtant de moyens très précaires. Il n'y a pas d'automobiles de la Croix-Rouge. Ce sont des charrettes réquisitionnées, sans ressorts, et garnies d'une mince couche de paille, qui montent tous les soirs au poste de secours de Zonnebeke. Les blessés y sont apportés par les brancardiers de compagnie et les musiciens qui inlassablement font les lignes. Par les nuits de pleine lune de fin octobre et de début de novembre, les tournées deviennent dangereuses. Les brancardiers, portant à quatre ou à deux, ne peuvent utiliser les boyaux qu'on commence à creuser. Ils offrent ainsi des silhouettes trop favorables au tir des Allemands comme aux nombreuses balles perdues. Et le corps sanitaire éprouve de fortes pertes.

Les distributions, tous les soirs, sont apportées au village par le train régimentaire. C'est à peine si les conducteurs prennent le soin d'atténuer le fracas de leurs voitures sur la

chaussée pavée. La cuisine est faite la nuit dans les maisons, et, au matin, les corvées montent la « soupe » en ligne. Tant pis si la lueur ou la fumée des feux signalent notre présence aux Allemands. Ceux-ci agissent comme nous. Et certaines nuits par vent favorable, on entend très distinctement, de Zonnebeke, le roulement de leurs convois et le grondement de leurs autos. D'ailleurs, des deux côtés, à l'heure des distributions, un calme relatif d'artillerie s'établit et se maintient parfois une bonne partie de la nuit.

Les Belges, dans leur fuite précipitée, ont tout abandonné. Et ni les Allemands, ni les Anglais n'ont eu le temps d'épuiser les vivres abondants du riche village flamand. Aussi, nos « cuistots », gens débrouillards par excellence, ont vite fait de dénicher chèvres, poules et lapins. Ils tuent même le cochon qu'ils débitent sous forme de délicieux rillots et grillades. Ils mettent largement à contribution la beurrerie de Zonnebeke et les épiceries dans lesquelles ils trouvent conserves, confitures, jusqu'à des gâteaux secs. Cependant les rayons de ces boutiques très recherchées sont rapidement dégarnis et n'offrent bientôt plus aux regards dépités que paquets d'amidon ou de bleu à lessiver dont nul n'a besoin. Les estaminets, bien entendu, ont reçu les premières visites. Mais s'ils sont nombreux en Belgique, le vin est rare et la chasse demeure infructueuse.

Les cuistots sont braves aussi et... héroïques à leur manière. Ils courent de grands risques à cuisiner dans les maisons bombardées. Le général Lestoquoi a toujours gardé souvenir de cet homme, le nez sur son feu et surveillant sa popote : un obus arrive, renverse marmite et cuisinier; celui-ci, qui heureusement n'a aucun mal, pousse un juron formidable; sans perdre de temps, il rapproche les tisons de son feu, va chercher une autre marmite, ramasse viande et légumes, les lave, et remet le tout à bouillir; puis, il allume une bonne pipe et murmure, en soupirant... presque d'aise : « Allons, ça va bien ! la soupe sera cuite à temps !... »

Aux heures tragiques de Zonnebeke enfin, les cuistots, suprême réserve, seront rassemblés, équipés. Et, pour aider les fantassins, en attendant les renforts, ils seront envoyés en pleine bataille où ils feront le coup de feu, bravement, comme les camarades.

L'ENNEMI PRÉPARE UN GROS EFFORT

Le 4 novembre, le train blindé anglais s'approche du passage à niveau et bombarde un état-major installé derrière Roulers. On y a appris la présence du Kaiser (1). Et le bruit circule que le Président de la République est à Ypres, qu'une offensive formidable se prépare, les Allemands voulant à tout prix s'emparer de cette ville. En tout cas, l'artillerie ennemie intensifie son pilonnage habituel. Tous les calibres sont entrés en action : le 77, le 88, le 105, le 130, le 150, le 210, le 305, le 380, et même, à notre douloureuse surprise, nos 155 français, les canons de Maubeuge, non détruits au moment de la capitulation, et que l'on retourne contre nous. Ypres est devenue intenable. Les ravitaillements et les troupes ne peuvent plus y passer que de nuit. Dès le 4, le quartier général anglais est obligé de se transporter en dehors de la ville, tandis que celui du 9e corps s'installe, le même jour, dans une villa de la banlieue (2).

Dans la nuit du 4 au 5, une note de la 36e brigade est communiquée aux commandants des bataillons du 77e ; elle dit que des officiers anglais viennent d'apporter au colonel Lestoquoi le renseignement verbal d'un repli de 50 milles, opéré par les Allemands, qu'en conséquence, il faut s'assurer si leurs tranchées sont toujours occupées. Quelques patrouilles, envoyées aussitôt, constatent partout la présence de l'ennemi.

Le 5, un avion anglais passe très haut, bombardé par les Allemands; il arrive de leurs lignes. Dans la soirée, le colonel Lestoquoi remet dans Zonnebeke la médaille militaire à l'agent de liaison Charpentier qui réussit à repérer et à faire détruire par notre artillerie toute une batterie allemande dont l'observateur se tenait dissimulé au sommet d'un arbre. Un peloton se place devant l'estaminet San Sebastian et rend les honneurs. Le général Lefèvre est présent avec l'abbé Ballu,

(1) L'empereur d'Allemagne était en effet, le 1er novembre, à Thielt et à Oelbeke; il en repartit le 5. De son côté, le Président de la République, de passage à Dunkerque et à Furnes, le 2 novembre, resta avec l'armée qui opérait dans la direction d'Ypres jusqu'au 4 novembre.

(2) Depuis fin octobre les batteries lourdes allemandes, déjà si nombreuses, s'étaient encore augmentées de l'artillerie de siège précédemment employée contre Arras.

aumônier divisionnaire. Deux torches Lamard éclairent la scène qui ne manque pas de grandeur. A cet instant, les Anglais procèdent à une attaque de nuit, et des balles viennent se perdre dans les maisons en ruines.

Sur la demande du 135e, qui occupe un secteur relativement grand et dont les hommes sont épuisés, deux compagnies du 77e, puis trois, sont mises à la disposition de ce régiment et prennent les premières lignes, à droite de la route de Passchendaele.

Au matin du 6, le général de la 18e division annonce au colonel Lestoquoi, devant tout son état-major assemblé, sa nomination officielle par le généralissime Joffre de commandant de la 36e brigade. Les secrétaires et les agents de liaison sont accourus et offrent au colonel tout ému quelques fleurs qu'ils ont pu cueillir sur le champ de bataille. En même temps, le caporal Touchard lit un « compliment » et une estafette apporte une lettre du commandant Baunard par laquelle le 77e régiment d'infanterie félicite son « ancien colonel ».

Dans l'après-midi du 6, le train blindé recommence à tirer. La canonnade, les jours suivants, augmente encore, s'il est possible, d'intensité.

Un renfort de cinq cents hommes, arrivé du dépôt de Cholet, est réparti dans toutes les compagnies, ce qui permet de les compléter à peu près toutes à l'effectif d'environ deux cents.

Le 9, à quatre heures du matin, un coup de main, adroitement monté par le capitaine Gardair, commandant le 1er bataillon, réussit à s'emparer d'une maison fort gênante où se trouvait une mitrailleuse. Une patrouille de quatre hommes appartenant à la landwehr et armés de fusils ancien modèle est faite prisonnière. On en conclut hâtivement qu'il faut que les Allemands soient à court d'hommes pour mettre de la landwehr en première ligne. Et comme au soir, un lieutenant de dragons, arrivant de la division, annonce au commandant Baunard une forte avance du corps Humbert, à notre gauche, sur Poelcappelle, la nouvelle, téléphonée dans les compagnies, finit de remplir nos hommes de confiance dans une décision rapide et heureuse de nos armes.

Le 10, le jour se lève, indécis, dans le brouillard. Les

distributions viennent d'arriver aux 3e et 4e compagnies. Les hommes, joyeux, s'apprêtent à manger, quand plusieurs aperçoivent, dans la brume, des ombres qui s'agitent. L'alerte est donnée. On saute sur les fusils. Les uniformes gris se distinguent. Les Allemands s'avancent en rangs compacts comme pour la parade. Devant ce déploiement de troupes, le lieutenant Poirier fait placer ses fantassins en arrière dans une tranchée de soutien : « Tenez bon, les enfants, crie-t-il, ne lâchez pas! » Chacun, le fusil bien épaulé, tire sans arrêt, comme à la cible, dans la masse qui approche menaçante.

Cependant quelques hommes n'ont pas eu le temps d'effectuer le mouvement : l'adjudant Girardeau et les soldats Pinel, Revaux et Lasnier, demeurent en première ligne ; ce sont des braves à cran qui ne perdent pas la tête. Déjà deux Allemands se sont précipités sur Pinel. L'un lui lance sa baïonnette qui ne déchire que la capote. Pinel décharge son fusil à bout portant. La balle fracasse la cuisse de l'adversaire qui s'abat sur le parapet. Girardeau et Revaux ont fait prisonnier le second agresseur (1). Tout cela a demandé une seconde. Et, à quelques mètres plus loin, dans le même temps, le capitaine allemand, qui mène l'attaque, le revolver d'une main et le fusil de l'autre, est tué, à deux mètres, par le soldat Lasnier, déjà blessé au bras. Désemparés, les Allemands reculent en désordre sans avoir pris pied dans la tranchée. De nombreux cadavres s'amoncellent sur le terrain. On en compte jusqu'à quatre-vingt-dix. Les hommes, enthousiasmés du résultat, montent sur le parapet et entonnent le *Chant du Départ*. Quelques-uns, conduits par le sergent Giraud, poursuivent les derniers fuyards.

Pendant ce temps, Pinel, revenu de ses émotions, s'est approché de son assaillant. Le malheureux est bien mal ; deux autres balles lui ont troué la poitrine. Pinel cependant s'évertue à faire un pansement. L'Allemand, comprenant qu'il est perdu, se tourne vers le soldat français, lui sourit et prononce ces mots : « Merci, merci, je suis un Alsacien. » Puis, péniblement, il se dresse et, dans une sorte de délire, il se met à chanter *la Marseillaise*. C'est ainsi qu'il meurt dans les bras de Pinel.

L'ennemi riposte à sa défaite par un bombardement ter-

(1) Ce prisonnier avoua que l'Empereur avait donné pour aujourd'hui l'ordre de l'assaut final sur Ypres.

rible. Le feu prend dans les cadavres entassés. Au soir, la pluie tombe. La nuit est lugubre. L'odeur du charnier qui se consume infecte. A minuit, un bruit suspect détermine une fusillade nourrie qui se communique sur tout le front du secteur. C'est une chèvre qui a causé l'alarme. On la retrouve, percée de balles, le lendemain, entre les tranchées.

La journée du 11 est singulièrement agitée. Des patrouilles allemandes essaient en vain, par surprise, d'approcher nos tranchées. Dès le matin, l'ennemi se met à bombarder les secondes lignes avec du 210. L'abri du lieutenant Lecerf est démoli; la maison des musiciens, renversée totalement. Au 135e, le commandant Colliard, qui arrive du dépôt, prend le commandement du régiment, tandis que Mariani retourne au 2e bataillon du 77e.

A notre gauche, l'avance du corps Humbert, qui fut en réalité très minime, s'est changée, dès le 10, en recul. Notre front a lâché au nord-ouest de Langemarck, et le 32e corps avec les troupes qui en dépendent ont dû se replier jusqu'au canal. Que l'ennemi y prenne pied et il progressera comme il voudra sur Ypres. A notre droite, les attaques en masse recommencent sur les Anglais. Nos alliés reculent. Plus au sud, la brigade Moussy est débordée. Et l'on annonce la perte de Verbranden-Molen et de Zillebeke.

Le général Dubois a envoyé, au secours du corps d'Humbert, ses troupes de soutien (deux bataillons du 32e et les 68e et 268e d'infanterie); il actionne maintenant, pour épauler Moussy, le 7e hussards, en réserve à Saint-Jean, ses *seules troupes disponibles.*

Les bruits les plus pessimistes se propagent en cette journée du 11 novembre. A l'ambulance de la 18e division, les majors font jeter les souvenirs boches que les hommes collectionnaient. Les voitures sont chargées; les dispositions prises, pour parer aux pires éventualités. Et ce n'est pas seulement la retraite que l'on envisage!... Cette pointe de Zonnebeke est tellement menacée à sa base qu'une autre pression victorieuse de l'ennemi l'encerclerait fatalement. Le soir, n'ira-t-on pas jusqu'à dire que la garde prussienne (1) se bat dans les faubourgs d'Ypres?

(1) Le 11 novembre, une division de la garde prussienne est amenée par étapes d'Arras jusque dans la région de Becelaere : les 1er et 3e régiments de la garde à

Cependant, dans le secteur de Zonnebeke, nos contre-attaques vigoureuses contiennent partout l'ennemi. Mais demain va être le jour d'angoisse.

LA JOURNÉE DU 12 NOVEMBRE

Attaque allemande

La nuit descend, sinistre, sans lune. De gros nuages, poussés par un fort vent d'ouest, cachent les étoiles. La pluie se met à tomber. La tempête se déchaîne, fait rage. « Ce soir, un obus a détruit notre cuisine et nos distributions, écrit un brancardier sur son carnet de route. Il pleut comme dehors dans notre maison retournée. Nous parlons aux blessés. Le vilain temps, les mauvaises nouvelles démoralisent. Nuit noire. Seules, les fusées boches guident notre marche épuisante et semblent nous entourer, tant nous sommes en pointe. De grandes lueurs parfois passent dans le ciel chargé de nuages : des projecteurs! Puis des éclairs sillonnent les nuées. Le tonnerre gronde. Et le canon n'arrête pas... C'est un roulement continuel sur terre et dans les airs. Cela énerve, inquiète. Nous n'oublierons jamais cette veillée du 12 novembre... » Journée tragique et glorieuse à la fois.

Au petit jour, Baunard, le commandant du 77e, est dans le chemin creux de son P. C. Il fait un épais brouillard. La tempête s'est calmée, la canonnade a cessé. Pourtant, le commandant n'est pas tranquille. Ce silence ne lui dit rien qui vaille. Et il s'apprête à monter en ligne, quand un officier de génie accourt, essoufflé, et, affolé, lui annonce que les Allemands ont enlevé une grande partie des tranchées au 135e, qu'ils sont maîtres du carrefour de Broodseinde, — point stratégique important, placé sur une crête relativement forte qui commande tout Zonnebeke et les arrières de ce village, sur Ypres. Baunard n'en peut croire l'officier. Il n'a rien entendu. Mais déjà quelques balles sifflent tout près, venant de la droite,

pied, les 2e régiment de grenadiers Kaiser Franz et 4e régiment de grenadiers Kœnigin Augusta (1re et 4e brigades). Cette division est jetée, le 12 novembre, au point de jonction des Anglais et des Français (135e et 77e régiments d'infanterie). Elle avait été opposée au 9e corps deux mois plus tôt, dans les marais de Saint-Gond.

direction tout à fait inusitée. Et le sergent Brosseau, qui conduit une corvée de soupe de trente « cuistots », se trouve tout à coup, près du carrefour, nez à nez avec les Boches ; nos hommes plantent là sacs et plats et n'ont que le temps de se réfugier, avec des pertes, hélas ! dans les fossés de la route.

L'attaque a eu lieu par surprise sur le front du 135e. Profitant d'un ensemble de circonstances favorables, brouillard,



LES POSITIONS EN AVANT DE ZONNEBEKE

demi-clarté de l'aube, brèche existant dans nos lignes du fait d'un petit marécage, fatigue extrême de nos soldats qui se battent depuis le 25 octobre, les Allemands, sans préparation d'artillerie, presque sans coups de fusil, ont pénétré dans cette brèche et, par derrière, en quelque sorte « cueilli », un par un, nos hommes dans leurs tranchées. Ils sont parvenus ainsi jusqu'à la deuxième ligne dont ils se sont emparés de la même façon et, sur certains points, avant même la première ligne. Ce n'est que lorsqu'ils se trouvent arrivés au carrefour de Broodseinde et qu'il n'y a plus *personne* pour s'opposer à leur avance que l'alerte est donnée. Or, à ce moment, l'ennemi, surpris par la rapidité de sa marche et ne pouvant sans doute

alimenter convenablement son offensive, s'arrête et souffle. Un peu plus d'audace et de confiance de sa part, et il s'emparait du P. C. du 77ᵉ, coupait complètement la retraite de ce régiment et prenait à revers le 114ᵉ. La courte pause qu'il marque suffit pour sauver la situation.

Baunard, sans attendre les ordres, interpelle vivement son lieutenant porte-drapeau : « Prenez le drapeau et en vitesse partez, mettez-le à l'abri, à Ypres, s'il le faut. » Puis il s'adresse à l'énergique commandant Mariani, lui confie toute sa réserve, les 7ᵉ et 8ᵉ compagnies qui exécutent un mouvement superbe de rapidité et d'allant. La 7ᵉ se porte vers le carrefour ; la 8ᵉ, derrière le vieux moulin détruit, le long de la route de Passchendaele, — position des plus délicates et des plus vulnérables où les soldats sont pris en enfilade par l'artillerie comme par les balles et où ils tiendront, cependant, impassibles.

De plus, Baunard, pour secourir sa droite débordée, accourt lui-même près du lieutenant Poirier, à 300 mètres de l'ennemi, et le charge de prolonger la ligne de résistance plutôt que de la renforcer, afin de reprendre contact, si possible, à droite, avec le 135ᵉ ou avec les Anglais. Cet officier, avec son peloton rallié en un instant, auquel viennent se joindre quelques artilleurs, des dragons, des hommes de corvée, se jette dans la mêlée.

Et derrière tout ce front bouleversé, à quelques cents mètres, les batteries du 33ᵉ, qu'ont alertées les agents de liaison, se mettent à cracher la mitraille à toute volée, les pièces tirant 15 coups à la minute.

Cependant le colonel Lestoquoi, prévenu de son côté par les Anglais, voisins du 135ᵉ, redoute l'encerclement de sa brigade. Il prépare un ordre de repli sur Frezenberg. Déjà le P. C. de la division y est arrivé. Néanmoins, au moment de transmettre l'ordre, le colonel hésite. Le commandant Mariani lui a fait dire qu'il ne jugeait pas un recul nécessaire et que son bataillon tiendra. En outre, les salves furieuses de nos canons de 75 lui font reprendre confiance. Aussi confirme-t-il la résistance ordonnée par Baunard et Mariani, réalisée d'ailleurs instantanément par nos soldats, autant par ceux qui se battent, là-bas, à l'extrême pointe, que par ceux qui, au carrefour de Broodseinde, se sont dressés d'un même élan et barrent la route...

L'artillerie du 33e appuie magnifiquement leur résistance désespérée. Les commandants de groupe, Biraud et Boudet, passant par-dessus les règlements, se sont mis, depuis quelques jours, en liaison directe avec les commandants d'infanterie de première ligne. Il en résulte que, dans le minimum de temps possible, les feux des batteries sont déclenchés et réglés. Mais les Boches, arrivés sur la crête de Broodseinde, ont tôt fait d'apercevoir, à moins de 600 mètres, les pièces d'artillerie. Ils dirigent contre elles un feu infernal de fusils et de mitrailleuses. Des canonniers tombent, tués, blessés. Et, chose grave, les munitions vont manquer. Comment effectuer le ravitaillement? Avec parcimonie à présent, les artilleurs utilisent leurs obus. Si la fragile et mince ligne d'infanterie cède un peu, les batteries et Zonnebeke tomberont aux mains de l'adversaire. Déjà le ralentissement singulier de notre feu risque d'encourager ses espoirs. Nos hommes, angoissés, regardent derrière, vers le chemin d'où doivent venir les caissons, le salut. Le chemin est arrosé de schrapnells, battu par les obus de gros calibre, balayé par les balles. Déjà, sur la droite, les canonniers des batteries anglaises complètement écrasées passent en courant, leurs culasses dans les bras. Nos artilleurs saisissent leurs mousquetons.

Enfin, voici nos caissons. Ils grossissent, grossissent sur la route. On les suit avec quelle anxiété! Les chevaux sont lancés au galop de charge. Les conducteurs, le fouet à la main, les excitent, les poussent jusqu'à ce qu'ils tombent. Alors, là, les chevaux tués sous eux, les artilleurs se couchent à terre, ouvrent les caissons comme ils peuvent, prennent les obus et, rampant, se protégeant par les cadavres, ils se traînent vers les batteries. Les servants les ont vus, comprennent, et, de la même façon, viennent à leur rencontre.

Dans cet ouragan de balles et de mitraille, la manœuvre héroïque permet ainsi à nos canons de reprendre leur tir.

RÉSISTANCE FRANÇAISE

Pendant ce temps, la 7e compagnie du 77e, commandée par le lieutenant Renaud, s'est déployée en tirailleurs. Il était temps. Les Boches ont franchi le talus et s'avancent sur la chaussée. « On se fusille à bout portant, il y a des corps à

corps terribles », raconte le soldat Parot, un héros de la journée. Le sous-lieutenant Delaître s'affaisse. On le croit mortellement atteint. Le sergent Bonneau tombe, grièvement blessé, aux mains de l'ennemi. Le sergent-major Vialard (1) est fait prisonnier. Sous la pression formidable, les nôtres reculent un peu, de 150 mètres précise Parot, et s'établissent dans des bouts de tranchées qu'on creuse sur place. Un homme est atteint au milieu d'une haie et meurt debout, maintenu tout droit par les branches épineuses. La maison, occupée par le commandant Mariani et le sous-lieutenant Laurentin, s'écroule sous les obus. Le lieutenant Renaud (2) s'abat, mortellement blessé. L'adjudant Pechinez est enseveli avec plusieurs hommes dans une tranchée retournée complètement par un gros obus. Le reste de la 7e, trente-cinq hommes, tient tête au flot allemand qui déferle par le carrefour de Broodseinde. Heureusement, la 8e, avec Génois, entre en action. Le sous-lieutenant Delon tombe, tué par un éclat d'obus; l'adjudant Appert est mortellement atteint. Mais ses hommes les vengent, se battent un contre cinq, réussissent à briser l'élan de l'ennemi.

Celui-ci porte alors son effort sur le front nord-est du 77e, sur les compagnies qui, faisant liaison avec le 135e, au milieu d'un boqueteau, se trouvent, du fait de l'écrasement de ce régiment, entourées de trois côtés. Les compagnies, ainsi engagées, sont la 5e et la 6e. Le lieutenant Parpais les commande, en l'absence du lieutenant Lecerf, retenu malgré lui par ses contusions au poste de secours. Ces soldats ont aperçu au petit jour, dans la plaine, *derrière eux*, à travers la brume, « des silhouettes portant comme des brancards » : les Allemands avec leurs mitrailleuses. Parpais, ne comprenant rien à ce changement total des lignes, sinon qu'il est quasi encerclé, avec sang-froid, fait mettre dos à dos les sections qui tirent au sud comme au nord. Les hommes, avec résolution, utilisent quelques tranchées, les trous d'obus, les boqueteaux et

(1) Le sergent-major Vialard revint en France, après l'armistice, avec les 800 francs de la compagnie, qu'il portait au moment d'être fait prisonnier et qu'il réussit à dissimuler pendant sa captivité.

(2) Le lieutenant Renaud expira le lendemain à l'ambulance Saint-Charles. A la mobilisation, Renaud était désigné pour rester au dépôt. Il adjura le colonel de le prendre avec lui : « Jeune comme je suis, connaissant parfaitement la langue et le pays allemands, je ne puis attendre pour vous rendre service. Emmenez-moi. »

ce qui reste des maisons. Personne ne songe à un repli. On ne veut même pas raisonner la situation. On se bat avec un entrain merveilleux. Les sections Richard, Leroy, Bonnet, Branchereau, Pouvreau font des prodiges.

Toute la matinée, ces compagnies, livrées à elles-mêmes, demeurent sans communication possible avec l'arrière. Tous les agents de liaison, envoyés aux renseignements de part et d'autre, sont tués ou blessés. Vers midi seulement, la jonction s'opère, grâce au caporal-fourrier Delavat de la 6e. Baunard alors transmet l'ordre qu'à la nuit les 5e et 6e compagnies devront habilement se glisser derrière les unités tenant Nieuwmolen et se porter en bordure de la route de Passchendaele qui deviendra ainsi le nouveau front (1).

Au nord, le 3e bataillon reçoit de rudes assauts. Son commandant, le capitaine d'Ythurbide, vit dans l'anxiété. A la 2e compagnie, le lieutenant Rialland est blessé mortellement. Les 3e et 4e sections fondent, disparaissent. Letord, devenu adjudant, seul gradé survivant de la compagnie, ne cesse de tirer, embusqué derrière un pied de cerisier. Le soldat Nicolas, avec un peloton de la 9e compagnie, se cramponne dans les ruines des maisons de Bellevue. Des hommes se sont abrités dans le fossé gauche de la route de Passchendaele et se fusillent, par-dessus la chaussée, avec les Allemands retranchés dans l'autre fossé. Par téléphone, le capitaine d'Ythurbide questionne le commandant Baunard. Celui-ci détaille la gravité de la situation et ajoute qu'il se pourrait fort bien qu'en haut lieu un repli fût envisagé. « Ah! non, pas ça, interrompt d'Ythurbide. Battre en retraite sur un terrain découvert, mais nous serons tous morts avant d'arriver à notre position. — Morts ou prisonniers... plutôt la mort », conclut Baunard.

Vers quinze heures, l'effort allemand se porte sur notre droite. Un capitaine anglais, commandant des batteries, accourt affolé à Zillebeke, près du général Fenschœ. Il craint de perdre ses canons et réclame des ordres. « Si vos canons sont

(1) Le mouvement s'exécuta parfaitement. Cependant un caporal de la 6e compagnie, Marchais, qui se trouvait à l'extrême droite, au milieu du boqueteau, avec deux hommes, ne fut pas touché par l'ordre de repli. Il refusa à ses hommes l'autorisation de partir : « On n'a reçu aucun commandement, tant qu'il restera des cartouches, on ne bougera pas d'ici. » Ce n'est qu'à deux heures du matin, après complet épuisement de leurs munitions, que ces héros quittèrent leur bois.

pris, l'Angleterre reste, répond flegmatiquement le général. Demeurez donc à votre poste, à la disposition du colonel Lestoquoi. » Le capitaine repart. Et les batteries continuent de tirer.

Plus près de nous, des cavaliers débordés abandonnent une tranchée. Lestoquoi aperçoit les Allemands qui progressent et cherchent à contourner Zonnebeke. Il rassemble aussitôt 80 hommes du 77e, cuisiniers, agents de liaison, malades en observation au poste de secours, les met sous les ordres d'un sous-lieutenant, et, par un cheminement qui va sur Molenorelshock, les pousse en avant : « Courez, tirez, n'ayez pas peur!... » Le peloton bondit, gagne les abords de la route, fusille l'assaillant qui tournoie et recule. Les cavaliers du général Laperrine rétablissent leur ligne. Et deux compagnies du 114e renforcent le 135e.

Sur ces entrefaites, le commandant Mariani juge l'instant favorable à une contre-attaque vigoureuse. Il envoie son agent de liaison, le sergent Mitrecé, en porter l'ordre à la 8e compagnie. Celle-ci, dans un effort laborieux, mais superbe, regagne un peu de terrain et réoccupe, en liaison avec le 3e bataillon, la bordure de la route, au nord du fameux carrefour. Son chef, le lieutenant Génois (1), est blessé. Le sous-lieutenant Guyot, qui vient de recevoir, à vingt et un ans, la médaille militaire, est tué. Le sergent-major Pinault, blessé trois fois, la gagne par sa conduite admirable. Le sergent-fourrier Gallard (2), prêtre rédemptoriste, ne cesse de secourir les grands blessés; sur le champ de bataille, il donne des absolutions et applique les pansements. A la nuit, les Allemands essaient encore, par trois fois, d'enfoncer le front des 10e et 11e compagnies. Nos soldats se font tuer sur place plutôt que de reculer. Du poste de commandement Baunard au poste de commandement Lestoquoi, les agents de liaison Rabouin, Jussiaume, Potiron, Point se succèdent et rivalisent de courage pour porter les ordres au vu de l'ennemi.

Si nos pertes sont grandes, celles des Allemands semblent

(1) Le lieutenant Génois a rapporté un souvenir de Zonnebeke : sa capote percée de 32 trous par les obus.

(2) C'est lui qui, au combat de Mondement (9 septembre 1914), à la demande du commandant de Beaufort, donna l'absolution au 2e bataillon avant la charge (Voir la *Revue* du 1er septembre 1934). Le P. Gallard, nommé lieutenant, fut tué, fin 1915, dans une tranchée allemande qu'il venait de conquérir.

encore plus fortes. De nombreux morts jalonnent le terrain. Toutefois, la situation, maintenue tant bien que mal, est loin d'être rétablie. A chaque instant, le 77[e] risque l'encerclement.

« Journée d'angoisses, écrit un brancardier sur son carnet. Fusillades. Bombardement. Nouvelles alarmantes. On est résigné à tout. Par le chemin de terre de Westhock, un peloton de hussards à pied arrive et se masse près de notre poste de secours. Comme il fait froid et que la pluie menace, le colonel et plusieurs officiers viennent s'abriter quelques instants. Ils nous demandent un quart de jus, puis, anxieux, nous interrogent sur les événements. Ils disent attendre les ordres pour attaquer ou... protéger la retraite. L'heure est très grave. Cela fait resserrer les coudes et oublier les distances... »

Nos fantassins passent la nuit, le fusil et la pioche à la main pour consolider le front nouveau, si incertain. On relève les blessés. Les unités se mettent en liaison autant que possible. On creuse de vagues tranchées derrière la route de Broodseinde qu'on barricade soigneusement. L'anxiété est grande parmi les officiers et chez les hommes. Toutes les troupes sont en première ligne et absolument épuisées, sans aucune réserve. Si l'ennemi réussit encore à percer, rien ne s'opposera plus à son avance.

Une sorte de conseil de guerre est tenu au P. C. du colonel Lestoquoi. Le général Réquichot, commandant la 6[e] division de cavalerie ; le général Lefèvre, commandant la 18[e] division d'infanterie ; le général Laperrine (1), commandant la brigade de dragons, et trois colonels de cavalerie, tous plus anciens que le colonel Lestoquoi, se sont réunis chez ce dernier, à Zonnebeke. Le général Réquichot, qui préside, déclare : « Messieurs, la situation est très grave dans ce secteur. L'ennemi s'y cramponne de toutes ses forces, veut emporter Ypres. Il nous faut un commandement unique. Je propose de le donner au colonel Lestoquoi ; il est très au courant de la situation, connaît fort bien le terrain. Lui seul, d'après moi, peut agir efficacement Nous mettrions sous ses ordres tous les éléments dont nous pouvons disposer. » Sans discussion, la proposition est acceptée. Et les généraux ainsi que les trois colonels de cavalerie, — de

(1) Le général Laperrine, ce grand colonial, est mort glorieusement le 5 mars 1920, des suites d'une chute d'avion, en plein Sahara, après seize jours d'une épouvantable agonie.

Maison-Rouge, commandant la brigade de cuirassiers, Schultz, commandant le 2e dragons, de Tarragon, commandant le 14e dragons, — se lèvent et tout de suite, donnant un exemple émouvant de leur abnégation patriotique, ils disent au colonel Lestoquoi : « Donnez vos ordres, nous les exécuterons. »

LA SITUATION EST RÉTABLIE

Le vendredi 13 au matin, Baunard est appelé au P. C. de Lestoquoi. La situation du 77e en avant de Zonnebeke est jugée dangereuse par le Haut-Commandement. Aussi un régiment d'Auvergne, le 92e, qui, par miracle, se trouve à Saint-Jean d'Ypres, *en réserve d'armée*, est alerté et doit attaquer aujourd'hui même le carrefour de Broodseinde qu'il importe de reprendre. En attendant, l'ordre est de tenir, mais si la situation devient critique, l'ordre est de se replier en arrière de Zonnebeke.

Le lieutenant Laurentin, venu aux renseignements, est chargé par Baunard de transmettre le pli aux commandants de compagnie. Tous déclarent préférer tenir la position plutôt que de tenter une retraite difficile. Il est huit heures et déjà l'ennemi, malgré la pluie qui s'est mise à tomber, reprend furieusement son attaque. Elle est menée par une division entière du XXVIIe corps et appuyée par une artillerie formidable. Le 77e, vaillamment, sans reculer d'un pouce, reçoit les assauts répétés.

... Cependant le 92e, amené par autos, débarque à Frezenberg. A peine formés en compagnies, les hommes, au pas accéléré, se mettent en route. La pluie tombe, pluie glaciale mêlée de flocons de neige. Zonnebeke est traversé sous un bombardement terrible. Conduits par le sergent Mitrecé, les bataillons prennent leurs emplacements. Et, à quatorze heures, l'assaut, appuyé par le bataillon Mariani, est donné. Le 92e, baïonnette au canon, son colonel en tête l'épée à la main, charge follement. Avec un allant magnifique, il réussit à refouler l'ennemi à peu près complètement du carrefour. Mais la progression ne peut aller au delà, et les pertes sont élevées. Une dizaine d'officiers et le colonel Knoll ont été tués ; deux chefs de bataillon, grièvement blessés. L'adversaire, de son côté, a énormément souffert. Épuisé, il ne réagit plus.

A la nuit, le général Lefèvre mande Baunard au P. C. de la brigade. Il faut lire le récit du commandant. « Le général Lefèvre et le général Lestoquoi veulent être conduits à Broodseinde. Par cette nuit du 13 novembre, excessivement noire, nous partons sur la route défoncée à chaque pas par les marmites; les débris de poutres des maisons détruites sont enchevêtrés aux branches abattues des arbres. Le général Lefèvre prend mon bras d'un côté et, de l'autre, celui du colonel Lestoquoi. Je donne le bras au sergent Rabouin, et le colonel, à l'un de ses agents de liaison. Vous nous voyez, cinq de front, marchant lentement sur cette route que d'invisibles tireurs balaient systématiquement. Les balles claquent, pénètrent dans les arbres ou s'écrasent dans les talus voisins. C'est ainsi que nous rencontrons le funèbre cortège du colonel Knoll que ses hommes rapportent. Nous nous découvrons au passage du héros que suivent de nombreux blessés, mêlés à des fantassins du 77e qui se rendent à Zonnebeke pour les corvées de la nuit. »

La maison du poste de secours, établie dans un couvent, est envahie. Toutes les chambres sont pleines de blessés. On en asseoit jusque sur les marches de l'escalier. Les cris de souffrance s'élèvent. L'odeur du sang, mêlée à celle des vêtements boueux et souillés, est suffocante. Les majors s'activent, mal éclairés par des bougies. Dans une pièce, le corps du colonel Knoll repose, veillé pieusement par ses hommes. Le sous-lieutenant Delaître (1) est apporté dans une toile de tente; il n'est que blessé et a le pied gelé, alors qu'on le croyait mort; prisonnier des Allemands, il fut dépouillé de ses jumelles, de sa montre, de son porte-monnaie, puis, laissé mourant de soif, tout fiévreux, sur le terrain; c'est l'avance du 92e qui l'a délivré.

Dans le village, les voitures de distributions de matériel, les charrettes des blessés, jusqu'à des automobiles anglaises, encombrent les rues. La nuit très noire, pluvieuse, est étonnamment calme. Pas un coup de canon. Des deux côtés, on a besoin de repos.

Cependant, dès l'aube, le 14 novembre, l'ennemi exécute une contre-attaque. Elle échoue totalement. Le soldat Loiseau

(1) Le lieutenant Delaître, instituteur, fut amputé d'un pied. Malgré cette amputation, il reprit du service dans l'aviation.

est tué; le capitaine Villers, du 2e bataillon, renversé et contusionné par un obus. Villers prend quand même son poste au 2e bataillon à la tête duquel il est nommé, le 15 novembre, en remplacement du commandant Mariani qui, de nouveau, prend le commandement du 135e. Ce régiment vient encore de perdre son chef, le commandant Colliard, tué par une balle.

Cette contre-attaque du 14 novembre marque la fin des efforts de l'ennemi pour percer. D'ailleurs, la mauvaise saison se manifeste par l'air vif et la neige qui, à partir du 15, tombe abondamment. La canonnade, seule, continue, est plus violente que jamais. Un avion ennemi survole, le 17 novembre, nos lignes et lance des fusées lumineuses au-dessus de nos batteries. Les distributions sont maintenant tous les soirs bombardées dans Zonnebeke. Une marmite, le 18, écrase une maison entière où s'étaient réfugiés des cuisiniers; on en retire quinze blessés et dix-huit cadavres entièrement déchiquetés. Dans la soirée, le capitaine Desroches est blessé; le lieutenant Samson le remplace au commandement de sa compagnie, mais il se fait tuer par un obus, ainsi que le sous-lieutenant Blot.

Dans les tranchées, par la neige et le froid, la vie devient terrible. Les hommes n'ont plus de chaussettes. Les souliers éculés prennent l'eau. Des pieds sont gelés. Les culasses des fusils et des mitrailleuses se grippent. Pour les dérouiller, nos soldats n'ont que le moyen de faire fondre dans leurs mains la graisse des « boîtes de singe ». Le 16, pour comble de malchance, les distributions manquent. La misère des hommes est immense.

Et voici qu'après avoir dit les gestes héroïques de nos soldats, il faudrait dresser, en traits inoubliables, le tableau de toutes leurs souffrances : vivre dans la tranchée, sous la pluie, la neige, les pieds dans la boue; n'avoir pour dormir, et quelques heures par jour seulement, qu'un peu de paille pourrie; ne jamais se laver; se tenir toujours courbé pour éviter les balles et creuser la tranchée; ne vivre la vie normale en somme qu'à l'heure si attendue du courrier, et, à tout prix, bannir de son cœur la pitié; voir ses camarades disparaître un à un et demeurer dur, insensible comme ces cadavres pestilentiels sur lesquels on se bat; ignorer ce qu'on fera

demain et quand finira le cauchemar de la guerre, obéir et faire taire sa personnalité; avoir froid, avoir faim, avoir peur surtout, peur de l'obus qui vrombit et éclate et dont la chaleur glace le cœur, peur de la balle qui miaule, méchante, peur de mourir, loin des siens, en pleine jeunesse; puis arriver, au bout de quels efforts, à vaincre cette peur pour faire tout simplement son devoir.

Voilà la grande misère du soldat de la guerre. Et héros obscur, celui qui l'a subie par tous ses sens, héros peut-être plus glorieux encore que l'autre, que celui qui, transporté par la fièvre même de l'attaque, accomplit une action d'éclat que la nation récompense...

RELÈVE ET REVUE

La relève, promise pour le 15 novembre, remise de jour en jour, s'effectue enfin par le 32e d'infanterie, dans la nuit du 19 au 20, sans aucun incident.

Au matin du 20 novembre, à sept heures, le régiment se rassemble à l'arrière de Zonnebeke. Le froid est très vif; la campagne, blanche de neige. Le soleil se lève, tout rouge, dans la brume. Sur la route glissante, les hommes marchent difficilement. Ils forment un défilé pittoresque. Les barbes sont longues, hirsutes; les tenues, étranges et baroques. Des officiers n'ont plus de sabre, pas même de galons; ils s'appuient sur des cannes. Certains soldats se sont affublés de vieux pardessus et de pantalons civils; d'autres, de casquettes et de chapeaux de feutre. Beaucoup ont pris des fourrures de femmes autour du cou; plusieurs ont adopté l'uniforme anglais, et quelques-uns arborent de superbes caoutchoucs kaki. Sur les sacs boches ou français et sur les musettes anglaises, gonflés à crever, des ustensiles de cuisine les plus divers sont attachés: marmites, casseroles de toutes les dimensions, trépieds, moulins à café, louches... Les hommes semblent avoir oublié leurs fatigues. La pensée d'aller à l'arrière les grise. Ils plaisantent, joyeux, et voici même qu'ils se mettent à chanter des refrains de marche.

Le régiment se rend à pied à Vlamertinghe. Le long de la route de Frezenberg au carrefour de Menin, des cimetières militaires sont échelonnés. Des képis, des cocardes tricolores

ornent chaque tombe fleurie abondamment. Et toutes ces fleurs, coupées dans les serres de la *Plaine d'amour*, près d'Ypres, ressortent gaiement sur la neige.

Dans Vlamertinghe bondé de troupes, le régiment est casé à grand peine à l'hôpital, dans les greniers des maisons, des fermes. Il n'a que deux jours de repos pendant lesquels il se ravitaille auprès de la population aimable et hospitalière. On se fait raser. On se chauffe, on mange chez l'habitant. Les côtelettes de porc, le pâté de tête, les frites forment le menu avec la bière et le café. Trois cent cinquante hommes de la classe 14, arrivés depuis quelques jours, sont répartis dans les bataillons.

Le dimanche 22 novembre, dans la belle église du village, une messe solennelle est célébrée pour les morts. A la sortie, le général Dubois, commandant le 9e corps, réunit les officiers et leur adresse ses plus chaleureux éloges. Pendant cette dure période, le 77e a mérité d'être cité comme l'un des plus beaux régiments de France. « Et maintenant, conclut le général, que désirez-vous ? Je n'ai rien à vous refuser. » C'est alors que le plus ancien commandant du bataillon, Mariani, rééditant un mot de Changarnier au duc d'Orléans, prend la parole : « Mon général, le régiment entier, soldats et officiers, voudrait garder comme colonel le commandant Baunard. — Ah! s'il ne tenait qu'à moi, répond Dubois : Baunard s'est acquitté trop glorieusement de sa dure tâche (1)!... »

L'après-midi, le régiment part pour Saint-Jean, occuper un nouveau secteur. Sur Ypres, l'Allemand vaincu envoie de rage ses marmites et ses obus incendiaires. La tour Saint-Martin, à cette époque entourée d'échafaudages, le beffroi, orgueil de la cité, sont à tout moment couronnés de fumée. Vers une heure, des flammes jaillissent. L'incendie d'Ypres est commencé. Et, alors que le régiment longe les faubourgs, des femmes affolées débouchent d'une rue; elles portent des paquets et crient la terreur qui règne dans la ville.

A Saint-Jean, le régiment se place dans un champ et forme

(1) Après l'affaire des Portes de fer en Algérie (1838), où le 2e Léger (le 77e est l'ancien 2e Léger) s'était couvert de gloire, Changarnier, qui était seulement lieutenant-colonel, répondit à une question du duc d'Orléans : « Le régiment demande à garder colonel le lieutenant-colonel Changarnier. » Ce qui fut chose faite.

le carré. L'air est glacial; le temps, brumeux. La plaine s'étend morne, blanche, autour du village recroquevillé sous son manteau de neige. Le canon gronde sur les lignes voisines. A l'horizon, tout près, se silhouette la ville d'Ypres qui brûle sous les obus allemands.

Devant ce fond d'apothéose, le général Lefèvre, commandant la 18e division, passe le 77e en revue. Le drapeau est déployé. Les honneurs sont rendus. « Mes amis, s'écrie le général avec émotion, je suis fier de vous; vous venez d'inscrire une des plus belles pages de votre histoire. Pendant vingt-cinq jours, sous le froid, la neige, la pluie, vous avez tenu la pointe de Zonnebeke. Vous avez résisté héroïquement aux attaques incessantes et formidables d'un ennemi supérieur en nombre. Vous n'avez pas cédé un pouce de terrain. Ainsi, vous avez sauvé Ypres et contribué dans une large mesure à gagner la bataille de Calais. » Puis le général félicite le commandant Baunard : par son initiative de chef, par sa sollicitude de père, il a rétabli des situations désespérées et su toujours maintenir haut et ferme le moral extraordinaire des soldats de Mondement. Enfin Lefèvre remet la rosette de la Légion d'honneur au colonel Lestoquoi, la croix de chevalier au capitaine de la Taille et au sous-lieutenant Desloges.

Et le défilé commence. Les rangs s'alignent tant bien que mal. Les officiers, qui n'ont plus de sabre, salueront de la main. Baunard se place à la tête de ses bataillons et, d'une voix forte, comme au temps de paix, commande : « Pour défiler! En avant, guide à droite, marche!... »

Au rythme des cinq clairons qui restent au régiment, — les tambours sont crevés; les instruments de musique disparus, — ces soldats, harassés par la bataille, aux uniformes en lambeaux, lourdement se mettent en marche, en colonne par quatre. Ils trébuchent dans la neige durcie; leurs yeux ternes battent, mouillés. Mais bientôt, les voici qui se redressent; une ardeur les pénètre; le pas cadencé les entraine. Et c'est la tête haute, fièrement, qu'ils défilent sur la terre glacée, devant le drapeau.

Revue de héros, passée dans un décor de neige et d'incendie, et qui clôt magnifiquement l'épopée glorieuse de Zonnebeke.

ÉLIE CHAMARD.

LETTRES DE TALLEYRAND A CAULAINCOURT

II [1]

(1809-1815)

PENDANT LA CAMPAGNE D'AUTRICHE

Après la scène du 28 janvier 1809, Talleyrand, privé de la charge de Grand chambellan et des occasions qu'elle lui donnait d'approcher Napoléon, en réalité plus humilié que peiné, selon la remarque de la reine Hortense, se tint, comme il le dit lui-même, « dans un air d'indifférence et d'inaction » calculé pour ne donner aucune prise aux soupçons de l'Empereur. Celui-ci était parti pour la campagne d'Autriche. Le 22 avril se livrait la bataille d'Eckmühl. Ratisbonne était pris le 23 et Napoléon se mettait en marche sur Vienne où il devait entrer le 10 mai. Talleyrand fait allusion à ces succès dans la lettre qu'il écrivit à Caulaincourt le 9 mai 1809, en laquelle il parle aussi de Dorothée de Biren qui avait enfin épousé Edmond de Périgord le 23 avril précédent et se préparait à aller à Rosny-sur-Seine dans le vieux château de Sully qu'Edmond tenait de sa mère, descendante du ministre de Henri IV.

« Vous aurez appris tous nos grands succès, mon cher Caulaincourt. L'Empereur avait besoin de toute son habileté et il s'en est trouvé encore plus qu'il n'en avait besoin. Les Autrichiens sont de grands fous. Mais quand on n'est plus

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre.

jeune, les catastrophes portent toujours quelque chose d'effrayant avec elles. Du reste j'ai confiance et j'admire.

« Comme je ne sais rien que par les journaux ou par l'Archichancelier [Cambacérès] qui est une espèce de journal, je vais aux eaux de Bourbon-l'Archambault dès que le temps sera un peu moins froid. J'y resterai un mois.

« Votre amie [Mme de Canisy] est en Normandie; elle a éprouvé bien des contrariétés par la faiblesse de ses parents que Mme de Brienne avait un peu circonvenus, mais, quelques jours passés avec eux, les a ramenés. Son grand-père et même son père se montrent décidés à tout faire pour amener une séparation. Cela paraissait ne pas être tout à fait hors des idées de M. de Canisy; Mme de Brienne promettait d'y donner les mains ; il faut croire qu'au retour on pourra arriver à cela, et, une fois la séparation prononcée, le reste sera plus facile. Ce qui ne vous étonnera pas, c'est qu'au milieu de toutes les contrariétés et des chagrins qu'elle éprouve, elle conserve une force d'esprit et d'âme prodigieuse : c'est une personne d'une espèce tout particulière.

« Je suis parfaitement content de la jeune nièce que je dois à vos soins ; je fais de mon mieux pour lui faire supporter les premiers moments d'absence de son mari ; la mère est charmante. Après une quinzaine de jours à Paris, pendant que je serai aux eaux, elles iront à Rosny. Si Mme de Canisy avait été ici, je l'aurais mise sous sa protection. Adieu, mon cher Caulaincourt, je vous aime bien tendrement, je vous souhaite tous les bonheurs que vous méritez, et je me joins à vous pour en souhaiter de tous les genres à l'excellent prince auprès duquel vous êtes et qui m'a permis de lui être dévoué par tous les sentiments du respect et de la reconnaissance. »

Huit jours plus tard, Charles de Nesselrode, le futur chancelier, alors attaché à la légation de Russie à La Haye, rentrant à Saint-Pétersbourg, passait par Paris. Il fut chargé de porter à Caulaincourt le billet qui suit, daté du 17 mai, où le prince de Bénévent fait allusion à son projet de se rendre à son château de Pont-de-Sains près d'Avesnes :

« Je profite du départ du comte de Nesselrode, mon cher Caulaincourt, pour vous écrire encore une fois avant mon voyage aux eaux.

« Après avoir placé la femme d'Edmond au milieu de toute ma famille, je la mènerai à Rosny, et de là je m'acheminerai vers Bourbon-l'Archambault. A la fin de juin, je reviendrai à Paris où j'espère trouver de vos nouvelles. De Paris j'irai dans une petite maison que j'ai auprès d'Avesnes, Valençay étant toujours occupé par les princes d'Espagne. Je vous mande avec détail ce que j'ai le projet de faire pour que vous sachiez toujours où prendre et ce que fait un de vos meilleurs amis. Conservez-moi soigneusement votre amitié; vous n'aurez jamais qu'une idée imparfaite du prix que j'y attache.

« M. de Nesselrode, qui vous remettra cette lettre, est plein d'esprit et de capacité. Je ne doute pas que l'empereur Alexandre n'ait en lui un serviteur attaché et capable; j'espère qu'il nous reviendra à Paris.

« Votre amie est toujours en Normandie, où elle se trouve bien parce que sa raison lui dit qu'elle doit y être. Je répète toujours que c'est une personne d'un ordre supérieur.

« Quand vous aurez occasion de mettre aux pieds de votre excellent Empereur un de ses plus dévoués et reconnaissants serviteurs, je pense que vous ne m'oublierez pas, vous qui connaissez si bien tous mes sentiments pour lui. »

La série des lettres de Talleyrand comporte ici une lacune. Elle ne reprend que par ce billet du 19 septembre 1809, écrit alors que l'Empereur était arrivé à Schœnbrunn d'où il ne devait revenir à Paris que le 26 octobre. Installé dans son nouvel hôtel de la rue de Varenne, Talleyrand décoche en passant un trait à son ennemi Ségur, grand maître des cérémonies, et fait allusion aux bruits d'une infidélité de son correspondant envers Mme de Canisy, dont Joseph de Maistre s'est fait l'écho :

« L'absence de l'Empereur nous rend fort ennuyeux. L'Impératrice est à Malmaison avec deux ou trois dames du Palais qui attendent avec impatience la fin de leur service que Ségur ne parvient pas, malgré ses vieux bons mots, à rendre supportable. Cela durera ainsi jusqu'au retour de l'Empereur. Je suis dans ma nouvelle maison que j'arrange de mon mieux : elle me coûte plus d'argent que je ne voudrais, mais il faut bien se laisser entraîner.

« On s'attache beaucoup à répandre ici que vous êtes amoureux à Pétersbourg. Duroc le mande dans ses lettres; on

le dit chez l'Impératrice : cela se dit trop pour qu'on n'aperçoive pas que c'est un peu par ordre qu'on a jeté cette petite nouvelle-là dans Paris.

« Votre amie est toujours en Normandie. M. de Canisy, qui est ici encore, disait ces jours-ci qu'il allait en Normandie acheter des chevaux. C'était là le cas de faire un arrangement au milieu de la famille qui est réunie et bien disposée, mais il retarde ce voyage sans qu'on en connaisse la raison.

« On vient de doter une vingtaine de conseillers d'État ; ils ont chacun dix mille francs de rente : Montalivet et Lavallette en ont trente. Je voudrais bien que Rémusat, qu'on a fait comte, eût, aussi une dotation, mais, jusqu'à présent, il n'a qu'une promesse. C'est sur des terres dans la Poméranie suédoise que ces fondations sont pour la plupart placées.

« Adieu, je suis enchanté de la nièce que vous m'avez donnée; sa mère est une personne excellente. »

Est-ce contre ces bruits d'infidélité que Caulaincourt s'élève dans ce billet du 11 décembre 1809, adressé au prince de Bénévent, intercepté par le cabinet noir et conservé aux Archives des Affaires étrangères? Son auteur ajoute quelques mots au sujet des demandes qu'il multipliait pour être relevé de son poste d'ambassadeur :

« Le bon jeune homme que j'envoie à Paris vous donnera de nos nouvelles, mon prince, et vous parlera de moi, de nous, tant que vous voudrez, car il m'est bien attaché. Je ne le recommande pas à votre bonté. Il a l'honneur d'être connu de vous.

« On arrange bien les absents! On traite bien leurs amis! Je remercie les miens. Mon avis est qu'on finisse de quelque manière que ce soit pour être libre. Ensuite on peut disposer de soi et venir à moi si je ne puis aller à elle. La Cour est absolument comme la petite ville : quand on n'a pas de nouvelles, on en fait.

« Une lettre de mon ministre [Champagny] du 16, m'annonce qu'il entretiendra encore Sa Majesté de ma position et de mes désirs. J'espère peu. Qu'en pensez-vous?...

« De grâce, remettez la tête de mes amis. Je vous prierai bientôt de venir aussi au service de la mienne si cela continue, car je ne puis vous dire le mal que cela me fait. »

LE DIVORCE DE L'EMPEREUR

Cependant, tandis que Caulaincourt rongeait son frein à Saint-Pétersbourg, impuissant à obtenir pour Napoléon la main d'une princesse, le divorce de l'Empereur était officiellement annoncé, le 10 décembre, devant une députation du Corps législatif, et en présence du prince Eugène, appelé tout exprès à Paris. Le 11, Talleyrand écrivait :

« J'ai remis la lettre sans adresse que vous m'aviez envoyée, mon cher Caulaincourt. Vos amis étaient à Paris et y restent pendant l'hiver. Le père est ici ; je désire qu'il y reste longtemps. Par sa présence, il donne du poids aux démarches que l'on fait dans ce moment-ci : en tout je trouve la conduite excellente, et cela est nécessaire à raison de toutes les intrigues Brienne qui sont en jeu.

« Paris est bien peu agréable dans le moment actuel : une phrase du discours de l'Empereur vous en dira les raisons : ce discours est dans le *Moniteur* d'aujourd'hui. Il a prononcé avec l'accent très sensible les mots d'affections les plus chères. Qui est-ce qui succédera ? Je ne sais sur cela que des conjectures, car je ne sais rien de source. On est bien pour moi dans toutes les formes extérieures, mais la confiance ne revient pas : il est vrai qu'elle n'est nulle part. Je suis porté à croire que les idées sont toujours de votre côté. Il y a pour cela mille bonnes raisons. Vous êtes grand, vous êtes puissant, vous êtes jeune, et la jeunesse est beaucoup pour adapter à notre manière de vivre la personne qui remplacera notre Impératrice. Je me tiens le plus loin que je peux de toutes les confidences de la famille ; aussi suis-je parvenu à ne rien entendre et à ne rien savoir.

« Le discours de l'Empereur a fait très bon effet ; il m'a paru excellent. Le vice-roi retournera, à ce que l'on dit, comme vice-roi en Italie. Il se conduit très bien et très noblement. Les rues disent que l'Impératrice restera à Malmaison. Pour être bien dans son rôle, il faut qu'elle prenne sur elle d'être vieille femme et de vivre fort retirée. L'Empereur est aussi bien pour elle qu'elle peut l'espérer dans cette douloureuse circonstance. A l'Hôtel de ville, l'Empereur a beaucoup

parlé à toutes les bourgeoises de Paris; il a été très bien reçu; on l'a beaucoup applaudi et les applaudissements étaient bons.

« Adieu; est-ce que vous n'avez pas quelques motifs ou pour venir, ou pour accompagner, ou pour congé, etc.? Vos affaires sont-elles une raison suffisante? Vos amis ont un grand désir de vous revoir, et leur dévouement mérite des efforts de votre côté. »

La nouvelle du divorce impérial est arrivée à Saint-Pétersbourg. Caulaincourt dit un mot de l'effet produit dans une lettre qui, interceptée elle aussi, se trouve aujourd'hui aux Archives des Affaires étrangères avec la date du 8 janvier 1810 :

« Vous êtes bien aimable, mon prince, de vous rappeler à moi. C'est une bonne action. Nous sommes d'accord de loin comme de près. Je m'en enorgueillis pour tout. Je vous voudrais bien avant dans la confiance. Je crois que cela viendra et maintenant plus que jamais.

« Le divorce n'a point de censeurs parmi les gens qui réfléchissent. Il y a là-dedans de l'avenir pour tout le monde, pour les alliés comme pour les sujets.

« M. Roumiantsof me parle souvent de vous comme de quelqu'un à qui il est bien attaché. L'Empereur [Alexandre] vous honore aussi souvent d'un souvenir. On révère votre bon esprit. On aime votre personne.

« Vous me parlez d'un congé comme d'une chose facile. Tout est difficile quand on est si loin. M. Savary dit à chacun que je reviens. Cela le rendrait inutile, mais est-il bien instruit? Je ne sais rien, on ne me parle de rien. En général, je ne connais de *sorcier* que vous. Les autres devisent au hasard et sont sujets à se tromper. Mes amis ne me parlent pas autant de vous que je le voudrais. Peut-être ne le peuvent-ils pas.

« Tout ce que l'Empereur [Napoléon] a dit pour ce pays a fait grand plaisir. L'Empereur [Alexandre] est touché. Ma position n'a jamais varié. Je crois avoir mérité de la confiance et l'avoir obtenue. C'est tout pour un homme d'honneur.

« Je sais combien tout ce qui vous appartient a été bon pour moi et mes amis. Vous êtes un loyal chevalier pour les

absents. Je ne vous en remercie pas. J'espère trouver l'occasion d'être le vôtre. »

Un mois plus tard, le 6 février 1810, Caulaincourt écrit une lettre que le cabinet noir s'approprie comme il l'avait fait de la précédente :

« M. Roumiantsof vous a donné lui-même de ses nouvelles, mon prince. Je sais par lui que la princesse [de Bénévent] veut bien me conserver bonté et souvenir. J'y ai été bien sensible. Tout ce qui vous appartient est si bon, si aimable pour mes amis que je serais un ingrat si je ne sentais pas, pour eux et pour moi, à qui nous devons tant d'intérêt. Grâce à la paix profonde qui règne en Europe, je suis, de tous les représentants de l'Empereur, le plus oisif, je puis ajouter le mieux traité, car je puis dire que l'Empereur [Alexandre], comme le chancelier, me témoignent plus que de la confiance, même de l'amitié.

« Nous sommes l'écho de Paris : nous répétons tout ce qui s'y dit, mais cela se borne là. Je fais souvent danser tout ce qui danse. Après-demain, j'ai toute la ville à un bal masqué qui réunira la Cour, la ville et le commerce : voilà comme je passe mon temps. Faites-vous mieux avec tous les rois de la terre? L'Empereur daigne me demander souvent de vos nouvelles et honorer de son constant intérêt la famille qu'il vous a donnée.

« On est dans l'attente du sort de la Hollande. On croit le Hanovre réuni à la Westphalie; l'Espagne sera conquise; la Confédération sera tranquille parce que quand on n'aura plus rien à lui donner, elle n'aura plus rien à convoiter. Le Nord est content. Il voit l'Occident sans envie et le Levant aura la paix aussitôt que les Turcs auront le sens commun et consentiront à céder ce qu'ils ne possèdent plus depuis longtemps et ce qu'ils ne peuvent reconquérir. En cela, comme en beaucoup d'autres choses, la sagesse du ministre aura presque tout fait; les paroles de notre maître aideront beaucoup, mais l'armée russe n'aura rien fait; elle a perdu son temps, s'est fatiguée de misère et n'a rien opéré de grand, de digne de ses anciens faits d'armes contre les Turcs, quoiqu'elle fût sûrement la plus belle et la plus nombreuse que la Russie ait jamais employée sur le Danube...

« Mon ministre est fort aimable, même fort gracieux pour moi; il me promet depuis six mois un secours qu'on ne me donne pas et qui probablement ne viendra jamais. Que ne m'a-t-on promis quand je suis parti? Que m'a-t-on tenu? J'en suis là et ruiné pour avoir bien servi, tandis que tout ce qui entoure l'Empereur a arrangé ses affaires.

« Dernièrement encore, on me mandait par M. Gorgoly (1) qu'on allait de nouveau prendre les ordres de l'Empereur sur cet objet particulier. C'est de même sur tout quand on est loin. Je ne demande qu'une chose: qu'on me dise si je reste ou si je reviens. Ce n'eût pas été difficile à dire. Eh bien! je ne puis l'obtenir. Si vous savez quelque chose sur cela, dites-le moi. Je serais un fou et un ingrat si je ne me trouvais pas bien ici, car jamais ambassadeur n'a été traité comme je le suis.

« Je vous recommande comme un bon, un excellent jeune homme, M. Tchernychev (2) qui vous remettra lui-même cette lettre. Il mérite intérêt et confiance. M. Roumiantsof l'honore de l'un et de l'autre. L'Empereur le distingue depuis longtemps parmi tous ceux qui l'honorent. On a dû en être content à Vienne comme à Paris.

« Adieu, mon prince. Pensez quelquefois dans votre retraite aux amis que rien ne peut détacher de vous. La vérité percera un jour et l'Empereur vous rendra la confiance que la méchanceté aura pu vous ôter pendant quelque temps mais que vous aurez toujours méritée. C'est le vœu de quelqu'un qui vous aime et qui n'oublie pas plus de loin que de près ses amis... »

De son côté, Talleyrand écrit, au début de février 1810, ce billet où il note les meilleures dispositions de l'Empereur. En effet, il a assisté au Conseil du 28 janvier 1810 et il a opiné pour le mariage autrichien. Caulaincourt avait en vain tenté de faire accepter à Saint-Pétersbourg l'idée d'un mariage avec la grande-duchesse Anna Paulowna qui, née le 18 janvier 1795, n'avait alors que quinze ans. Le prince de Bénévent s'exprime ainsi :

(1) Jean Savitch Gorgoly, aide de camp du ministre russe de la Guerre, avait été envoyé à Paris à diverses reprises porter à Napoléon des lettres d'Alexandre. Il était revenu à Saint-Pétersbourg de sa dernière mission le 21 janvier 1809.

(2) Le colonel Tchernychev quitta en effet Saint-Pétersbourg le 7 février 1810, portant une lettre d'Alexandre, en réponse à celle de Napoléon transmise par Gorgoly. Tchernychev, pendant ce séjour en France, organisa une agence d'espionnage qui choisissait ses informateurs jusque dans les cadres inférieurs du ministère de la Guerre.

« Vos amis me disent qu'on peut vous écrire un mot, mon cher Caulaincourt. Vous savez que l'Empereur me traite mieux qu'il ne l'avait fait depuis un an. Il me paraît revenu des préventions qui lui avaient été données par des gens qui n'y ont pas gagné grand chose. Quand on sait que l'on n'a jamais eu que des pensées pour son intérêt et qu'on s'est tenu loin de toute intrigue, le temps doit éclairer et il paraît qu'il l'a fait. Je viens d'être malade depuis dix ou douze jours, mais cela finit. J'ai eu ce que, pour nous autres vieux, on appelle un catarrhe.

« De toutes les réflexions et conversations qui arrivent, il résulte que la grande jeunesse est un obstacle insurmontable. Quand on a divorcé pour avoir des enfants, il faut épouser une femme qui puisse immédiatement en donner ; le besoin de la France est de voir des enfants à l'Empereur : c'est le vœu de tout ce qui a un peu de sens. Il me revient aussi qu'on est parfaitement content de vous. Voilà enfin notre dynastie qui s'établit ; pour nous qui aimons la France et l'Empereur, c'est là notre grande affaire. »

LE SECOND MARIAGE DE NAPOLÉON

Le 6 février 1810, sur l'ordre de Napoléon et à la suite de réponses dilatoires d'Alexandre reçues la veille, Eugène était allé annoncer à Schwarzenberg, ambassadeur d'Autriche, que la question du mariage de l'Empereur était résolue en faveur de Marie-Louise. Cette décision fut annoncée quelques heures plus tard au Grand conseil extraordinaire tenu à cet effet, et le contrat provisoire signé dès le lendemain. Le 25 février, Caulaincourt exposait à Talleyrand les premières impressions de la cour de Saint-Pétersbourg. Sa lettre, aujourd'hui aux Archives des Affaires étrangères par la grâce du cabinet noir, ne parvint jamais à destination :

« Mille grâces de votre bon et aimable souvenir, mon prince. Voilà donc vos incertitudes qui ont cessé ! Ici on est fort content, maître et autres. Chacun voit dans ce choix un avenir de paix. J'ai expédié hier un courrier pour porter à l'Empereur les félicitations de l'empereur Alexandre. Le premier portera la demande formelle de mon remplacement. J'ai

besoin de repos et ne veux que cela. Je crois avoir rempli ma tâche avec honneur envers tous. Il est temps que je m'occupe un peu de moi, et, si vous me conservez amitié, comme je le crois, vous m'aiderez de tous vos moyens pour obtenir du repos.

« Voilà la plus belle époque du règne de l'Empereur. Puisse-t-elle nous donner du bonheur et à vous de l'avenir! On dit que vous avez puissamment contribué à cette détermination. Il ne faut pas être de vos amis pour avoir reconnu votre sagesse.

« Chacun m'assure que vous êtes plus content. Je voudrais bien que la confiance tout entière vous fût rendue. Qui aime la gloire de l'Empereur plus que vous? Votre lettre m'inquiéterait sur votre santé, mais mes amis me rassurent en me disant qu'elle est meilleure. Le beau temps fera le reste. Vous êtes toujours bien bon, bien aimable pour mes amis et ils le méritent, n'est-ce pas? J'en suis plus persuadé que jamais, quoique je n'en aie jamais douté... »

Le 4 mars, c'est encore du mariage autrichien que Caulaincourt, parle à Talleyrand. Marie-Louise ne devait quitter Vienne que le 13 mars. A Saint-Pétersbourg, l'opinion se retourne contre l'Impératrice-mère qui, à la pensée que Napoléon pouvait avoir des vues sur une princesse russe, avait précipitamment marié, en avril 1809, sa fille aînée, la grande-duchesse Catherine Paulowna née en 1788, au prince Frédéric-Georges de Holstein :

« Une belle dame m'assure, mon prince, que votre santé est beaucoup, mais beaucoup meilleure. Je veux vous dire moi-même tout le plaisir que cela me fait, et je profite pour cela d'un courrier qui porte aussi des félicitations sur un événement que tous les bons esprits regardent comme le plus heureux qui pût arriver.

« Mes dernières nouvelles de Vienne sont du 11 [février]. Au dire même de M. de Saint-Julien, on y croyait l'accord ou, pour parler diplomatiquement, le traité signé depuis le 7. La princesse doit, d'après les mêmes sources, être sur route depuis deux jours. Vous touchez donc au dénouement pendant que nous regardons cela de loin avec nos lunettes.

« Ce mariage a fait ici une drôle de révolution. Les plus grognons, les plus opposés au système jettent la pierre à

l'Impératrice mère pour le mariage de la grande-duchesse Catherine. On est un peu au regret de ne pas avoir eu une princesse en âge de monter sur le trône de France. Vous ne pouvez vous faire une idée du déchaînement qu'il y a pour cela contre l'Impératrice, même de la part de ses affidés. Cela ramènera plus de gens au principe de l'Empereur que tout ce qui s'est passé depuis deux ans.

« Quant au ministère, — comme au souverain, — il voit avec plaisir tout ce qui assure la position de l'Autriche et son existence, par conséquent ce qui garantit la paix de l'Europe. »

NOUVELLES DE PARIS ET DE SAINT-PÉTERSBOURG

Le 11 avril 1810, Talleyrand exerce sa verve contre Champagny, mais il note avec soin l'attitude plus bienveillante dont l'Empereur fait preuve à son égard :

« J'ai reçu votre bonne lettre, mon cher Caulaincourt, et je suis très affligé, mais point surpris que votre ministre, sur lequel je n'ai aucun crédit et qui aurait peur d'en avoir lui-même, oublie gracieusement ce qu'il vous a promis ou n'ose pas en parler à l'Empereur qui, à mon opinion, serait très disposé à vous faire plaisir. C'est une mauvaise manière d'être doué pour les affaires que de déplaire, comme le fait votre ministre, à tous les étrangers qui ont affaire à lui et aussi à tous les Français qui sont employés dans l'étranger. Avec cette disposition on détruit le zèle des meilleurs serviteurs de l'Empereur et on parvient à créer des malveillants où il n'y en avait pas.

« J'ai, depuis quelque temps, à me louer des manières de l'Empereur avec moi, et mes sentiments pour lui n'ont en aucun temps changé : personne ne le sait mieux que vous.

« Vous êtes bien bon de nous remercier, Mme de Talleyrand et moi, des soins que nous rendons à vos amis. Puisqu'ils sont vos amis, il faut bien qu'ils soient les nôtres. Ils ont d'ailleurs tant de belles qualités et surtout tant d'élévation, qui aujourd'hui est si rare, qu'il est impossible, quand on les connaît, de ne pas leur être personnellement attaché.

« Vous avez grande raison de danser en attendant les lettres de M. de Champagny, car c'est en chantant et en dansant

qu'il faut prendre la plus grande partie des événements de la vie quand on veut, comme vous le faites, les maîtriser et surtout qu'ils ne nous maîtrisent pas. Le droit de nous affliger doit être réservé à ce que vous appelez nos amis, et ceux-là ne vous donneront jamais que du bonheur. Il est bien rare de réunir comme eux tant de force de caractère et tant de sentiments. Vous avez, sous ce rapport, tout le bonheur qu'un homme peut avoir.

« Votre mission, qui a été déjà bien longue, doit vous donner de la satisfaction par l'estime et par l'attachement qu'a pour vous l'empereur Alexandre, qui est un excellent juge du mérite et qui a autant de vertus que de lumières. C'est aussi quelque chose qui doit être compté que de savoir que, lorsque vous parlez à l'empereur de Russie de l'amitié de notre Empereur, vous ne dites que la vérité. »

Ici s'intercale une lettre particulièrement intéressante de Caulaincourt à Talleyrand, en date du 15 mai 1810. La Russie négociait alors un emprunt sur la place de Paris, mais elle réclamait pour lui la garantie de la France. Le 20 avril 1810, Champagny avait rappelé à Caulaincourt que « la loi fondamentale de l'an VII interdisait d'engager les finances du pays, sans un vote du Corps législatif ». Le duc de Vicence entre dans des détails, curieux pour l'époque, sur la question du papier-monnaie :

« Il paraît que l'emprunt de Paris ne s'effectuera pas ; au moins ne parle-t-on que de difficultés. On s'occupe des moyens d'y suppléer et le projet est au moment de s'exécuter. On dit qu'il a été examiné et qu'il va paraître. Il s'agit d'un emprunt à l'intérieur de 100 millions à 6 pour 100, hypothéqué sur les domaines qu'on vendra pour le remboursement qui se ferait dans dix ans en espèces, à raison d'un rouble argent pour deux roubles-papier versés maintenant à l'emprunt. Les domaines qu'on vendrait sont dans des provinces où tout se vend en argent. La plus grande partie sont des biens du clergé. De cette manière, les porteurs ont, outre un avantage sérieux, la certitude d'un remboursement qui l'est encore plus, puisqu'ils auront, pour deux roubles-papier qu'ils prêteront aujourd'hui, un rouble d'argent qui vaut au change d'aujourd'hui sur Paris deux roubles trois quarts papier. La couronne, par l'avantage de la vente dans ce moment, en

trouve cependant qui compensent ceux qu'elle fait au public. C'est bien de monétiser un peu la valeur de son papier, mais, de tout temps, le rouble-papier ne représentait qu'un rouble, encore n'a-t-il valu que deux tiers de rouble-argent. Voilà où en sont les choses. Du reste on paie exactement. Les soixante millions de roubles ajoutés au premier de l'an à l'impôt annuel rentrent sans difficultés. L'inconvénient de la baisse des papiers, relativement au change avec l'étranger, n'est donc réellement bien sensible que pour les affaires du dehors et désavantageux qu'à la couronne dont les revenus n'augmentent pas en raison du prix des denrées, car tout se paie en papier dans l'intérieur et les biens-fonds ont peu augmenté jusqu'à présent, quoique les revenus des particuliers soient presque doublés. On peut dire avec vérité que cette maladie du papier, ce discrédit n'est que dans l'imagination des marchands étrangers d'où elle gagne les Russes, car on ne peut lui assigner une cause bien réelle, les hypothèques du papier étant immenses et intactes. Il est possible que le voisinage de Riga et de la Livonie, où tout se fait en espèces, contribue à un discrédit qui augmente insensiblement, quoiqu'il soit bien prouvé qu'on ne fabrique plus de papier. La véritable cause est, je crois, dans le peu de confiance qu'on a dans le talent de ceux qui sont à la tête des Finances, quoiqu'on croie à la probité du ministre. La confiance a aussi été attaquée par l'incertitude des mesures prises depuis six mois et par le peu de succès qu'elles ont eu. La vérité est que ce pays est une mine, mais qu'on ne sait pas la bien exploiter, parce que les mesures ne sont que partielles et qu'on ne fait pas tout concourir à la fois au succès de la chose qu'on désire. Les hommes, au moral comme au physique, ont besoin d'être dirigés et menés et la bonté autant que l'extrême indulgence de l'Empereur lui font négliger la direction de l'opinion. Il est trop honnête homme pour ceux qu'il gouverne.

« Encore une observation. Le papier-monnaie de la Russie ne peut se comparer à un certain point à celui des autres pays, quoique la Russie n'a point d'autre monnaie. Le cuivre qu'il représente, ou plutôt qui serait sa seule monnaie, ne pourrait en servir dans le commerce à cause de son poids. Beaucoup de personnes pensent que les importations de l'année dernière ont contribué à la baisse du change, que celles de cette année

produiront les mêmes effets. On fonde ce raisonnement sur plusieurs raisons. La meilleure est que la Russie fait des remises considérables à l'étranger, parce que la masse réelle des importations, à cause de la contrebande par terre comme par mer, dépasse de beaucoup celle des exportations. C'est croyable : vingt-cinq cargaisons russes en couvrent à peine une de denrées coloniales, ensuite les objets de luxe. Voilà, si je m'explique bien, mon prince, la situation de ce pays. J'attends avec une bien vive impatience des nouvelles de mes amis que j'aime de loin comme de près et aujourd'hui comme quand je les ai quittés. »

Talleyrand ne peut, le 26 juin 1810, donner à son correspondant que des nouvelles de Mme de Canisy, soignée par Bourdois de la Mothe, plus tard médecin du Roi de Rome, de la fête de la Garde impériale à l'École militaire, à laquelle Napoléon et Marie-Louise s'étaient rendus le 24 juin, du remplacement, au ministère de la Police, de Fouché, dont les intrigues avec l'Angleterre venaient d'être découvertes, par Savary, tout dévoué à l'Empereur, qui disait lui-même : « la nouvelle d'une peste n'aurait pas plus effrayé que ma nomination » :

« Votre amie est partie pour les eaux, mon cher Caulaincourt ; c'est plutôt une précaution que ce n'est un besoin. Bourdois, qui la voit, lui a conseillé les eaux de Saint-Sauveur qui ne sont pas fortes, mais dont toutes les qualités sont adoucissantes. L'impression qu'avaient fait sur elle la lenteur de ses affaires et l'animosité de Mme de Brienne lui avait fort échauffé le sang. Un régime doux et une absence de deux mois la rétablira tout à fait. Le jour où elle a demandé un congé, l'impératrice Marie-Louise l'a très bien traitée et a été plus que polie pour elle. Je ne connais que Mme de Choiseul-Gouffier qui aille à Saint-Sauveur cette année ; elle y mène deux ou trois de ses filles. Il n'y a pas là de quoi s'amuser beaucoup, mais ce sont de bonnes personnes et qui peuvent entrer dans un régime de vie bien uniforme.

« Les deux dernières semaines ont été fort brillantes. Nous avons eu des fêtes auxquelles une immensité de monde a pu prendre part. Certainement il y avait trois cent mille personnes à celle du Champ de Mars. Dans peu de jours, la famille de l'Empereur se dispersera. La reine de Naples retourne chez

elle le 3 ou 4 juillet : elle est grosse de trois mois. Le roi de Westphalie part aussi pour Cassel la semaine prochaine. La grande-duchesse ne retourne à Florence que dans deux mois : elle est au moment d'accoucher. Sa nièce, ou plutôt celle de son mari, épouse le prince de Salm, celui qui était aide de camp du roi de Westphalie pendant la dernière guerre. La duchesse de Courlande est allée voir ses enfants ; elle reviendra au mois de novembre ici.

« Le ministre de la Police nouveau se donne beaucoup de soins pour diminuer l'impression que son nom a faite. Toute la colère de l'Empereur est le résultat de quelques intrigues qui se font autour de Mme Maret et dont il est le mannequin ; c'est M. de Sémonville, qui espérait être ministre de la Police, qui a ourdi toute cette nouvelle machination. L'Empereur est là dans de fort mauvaises mains : certainement, Sémonville est un des plus mauvais sujets de notre pays. Il faut que l'Empereur démêle toute cette intrigue-là lui-même, car, si on l'avertissait, il ne voudrait pas la voir, mais aussi, quand il la connaîtra, il faut bien croire et espérer qu'il en fera justice. On approuve ici toutes les nouvelles mesures financières que l'on prend chez vous : les gens éclairés ne doutent pas qu'elles n'aient de bons résultats. »

Le ton reste le même dans la lettre suivante que Talleyrand écrivit à Paris, le 15 septembre 1810, à la veille du jour où sa jolie nièce allait être nommée dame du Palais de l'Impératrice. On y remarquera les termes dont le prince de Bénévent se sert à l'égard de l'Empereur.

« Je vous prie, mon cher Caulaincourt, de m'envoyer par un de vos premiers courriers quelques peaux de cuir de Russie dont on se sert pour les reliures. J'ai des ouvrages dont les premiers volumes sont reliés de cette manière et je ne puis pas faire relier la suite parce que le cuir de Russie manque absolument en France. Je ne sais s'il est ou s'il n'est pas contrebande.

« Nous attendons ici votre amie le 25. Les eaux [de Saint-Sauveur] et l'air des montagnes paraissent lui rendre sa santé. Par les dernières nouvelles qu'on a reçues d'elle et où elle annonce son retour, elle se trouve bien. Je crois qu'elle sera

de service au mois d'octobre, époque à laquelle le service change.

« Il est question de faire des dames du Palais ; on parle de six. Probablement Mme de Périgord sera du nombre ; je le désire, parce que tout ce qui rapproche les miens de l'Empereur me convient. J'aime à lui donner des marques d'attachement qui, tôt ou tard, lui prouveront que c'est lui qui est en tort avec moi. En attendant, je vis avec toutes les précautions possibles, peut-être même exagérées. Ce que je désire avant tout, c'est que mon nom ne soit pas prononcé : c'est le seul moyen d'échapper à toutes les inquiétudes, à tous les bavardages dont on remplit la tête de l'Empereur ; c'est en lui disant du mal des autres que ces messieurs cherchent à prouver leur fidélité. Du reste il est depuis deux ou trois semaines beaucoup mieux pour moi : il m'a rendu ses petites entrées (espèce de faveur qui n'existe que depuis votre départ). Je me tiens bien en arrière et je tâche de faire qu'on ne dise ni bien ni mal de moi.

« L'Impératrice est tout entière occupée de l'Empereur ; elle l'aime beaucoup et elle ne distingue aucune des personnes qui sont autour d'elle. Il n'y aura là ni favoris, ni favorites. L'Empereur paraît fort heureux ; nous en jouissons tous : la douceur dans le caractère est ordinairement la suite du bonheur intérieur. Parlez de moi au comte Roumiantsof, et faites-lui toutes mes amitiés : je lui écrirai par un des premiers courriers.

« Je vois encore les journaux pleins de vos brillantes fêtes : ne vous ruinez pas, je vous le répète. Je sens à quel point, surtout lorsqu'on veut se tenir éloigné de tous les gens d'affaires, on gêne sa vie, lorsque l'on a laissé déranger ses affaires. C'est une duperie, surtout quand les dépenses ne sont que des sacrifices faits à sa position. Adieu. Quand espérez-vous avoir un congé de quelques mois ? Vous aurez de la peine à quitter l'excellent prince, qui est aussi excellent homme, auprès duquel vous êtes accrédité. »

Le 23 octobre 1810, Talleyrand glisse encore dans sa lettre une flatterie pour Napoléon. Il est inquiet pour son correspondant dont la santé a été atteinte par le climat du nord, dont la fortune est menacée par le faste qu'il a déployé pour soutenir son rang.

Peut-être ce billet fut-il porté par le colonel Tchernychev, aide de camp du Tsar, qui, venu à Paris avec une dépêche de son souverain, regagnait Saint-Pétersbourg, chargé d'une lettre de Napoléon à Alexandre en date, elle aussi, du 23 octobre.

« Je vous envoie, mon cher ami, une lettre que l'on vient de me remettre pour vous. La personne [Mme de Canisy] qui vous l'écrit se porte à merveille. Les eaux lui ont fait beaucoup de bien : elle a toute sa jeunesse et tout son beau visage. Sa manière d'être, simple et réservée, réussit parfaitement dans notre nouveau palais : on la distingue en toute occasion. Je suis persuadé que l'arrivée de M. Tchernychev fera plaisir chez vous : je le crois porteur d'assurances d'amitié dont on s'est appliqué à donner des preuves dans ces derniers temps. Cela fera taire les gens qui ne veulent que trouble. La grossesse de l'Impératrice paraît d'une manière très sensible. Elle nous donnera un garçon : l'étoile de l'Empereur et le désir de toute la France nous le garantissent.

« Donnez-moi de vos nouvelles : votre poitrine a besoin de soins. Détruire sa santé et se ruiner, c'est un peu trop. Je ne sais pas si je vous ai mandé que Mme de Périgord, que j'ai désiré voir dame du Palais, pour donner à l'Empereur cette marque de plus de dévouement, est grosse de quatre à cinq mois. »

Depuis longtemps, Caulaincourt, dont les sentiments intimes s'écartaient de la nouvelle attitude adoptée par la France à l'égard de la Russie, réclamait son rappel. Celui-ci lui fut enfin accordé. Le 17 février 1811, Napoléon avait donné à Champagny l'ordre d'expédier ses lettres de recréance au duc de Vicence. Le 23 du même mois, Talleyrand écrit à l'ambassadeur :

« Les nouvelles de votre santé m'ont fort inquiété, mon cher Caulaincourt; on nous dit que vous souffrez plus que vous ne le dites. Malgré les douleurs que vous avez éprouvées cet hiver et le plaisir que j'espère que vous aurez à nous revoir, je suis sûr que vous quitterez avec peine Pétersbourg et avec chagrin le loyal, l'attachant, le généreux souverain auprès duquel vous êtes depuis quatre ans et de qui vous vous êtes fait aimer et estimer. C'est Lauriston qui vous succède. Aux yeux de ceux qui veulent, comme moi, la continuation

de la bonne harmonie, c'est un des meilleurs choix que l'on pût faire. Je le connais peu, mais il passe pour un fort galant homme. Il paraît que Narbonne est destiné à l'ambassade de Vienne.

« Votre amie est toujours en Normandie : je lui mande que je crois qu'elle ferait bien de revenir à Paris au moment des couches, parce que nos amis du Palais se sont plu à répandre qu'elle était partie pour aller au-devant de vous. Sa présence ici fera tomber tout cela.

« On ne donne plus à Lauriston que deux cent mille francs d'appointements et ce qui lui sera indispensablement donné de plus le sera dans la forme de gratification, ce qui, à mon sens, ne vaut rien, parce qu'on ne monte pas sa maison sur des gratifications que l'on fait toujours attendre longtemps, et surtout quand c'est par M. de Champagny que ce genre de douceurs doit passer. »

PENDANT LA CAMPAGNE DE RUSSIE

Caulaincourt, rappelé de Russie, arriva à Paris le 5 juin 1811. Il en repartit avec Napoléon, le 9 mai 1812, pour Dresde et la campagne de Russie. Durant son séjour en France, Talleyrand ne lui écrit pas, mais la correspondance reprend dès qu'il s'est éloigné et, le 1er juin 1812, huit jours après que l'Empereur et son Grand écuyer avaient quitté Dresde, il lui adresse ce billet :

« Il ne me parvient aucune nouvelle de vous, mon cher ami, et mon empressement à m'en procurer reste sans effet, parce que les personnes qui pourraient m'en donner sont absentes : elles ont quitté Paris la semaine dernière pour se rendre aux eaux. Vous n'étiez pas entièrement content de votre santé lorsque vous êtes parti ; mandez-moi si le voyage vous a fait du bien. Le mouvement et l'activité de votre séjour actuel forment un beau contraste avec l'état de tranquillité monotone où nous sommes à Paris. Tout y va bien, mais vous jugez que ce qui s'y passe ne présente pas un grand intérêt. Tous les yeux sont tournés vers le théâtre où vous avez une place et vers les inquiétantes opérations qui s'y préparent au milieu des fêtes et des plaisirs.

« Depuis longtemps j'en suis à ne faire que des vœux pour la

satisfaction et la gloire de l'Empereur. Heureusement, on peut à cet égard se donner une vaste carrière. Je vais ces jours-ci aux eaux de Bourbon-l'Archambault pour guérir et prévenir ma disposition rhumatismale. D'ailleurs, le soin que je donne à ma santé ne m'impose pas un grand sacrifice, et le repos des eaux vaut bien la morne vie de Paris. La princesse de Neuchâtel est avec son joli enfant à Grosbois. La reine Hortense est partie pour Aix-la-Chapelle. Mme de Rémusat est au moment de partir pour Aix-la-Chapelle ; son mari va dans le Midi. La duchesse de Courlande part demain 2 juin pour Löbikau, et Mme de Périgord dans trois jours pour Rosny avec ses enfants. La princesse Tyszkiewicz part pour Varsovie à la fin de la semaine, afin de faire aux Français les honneurs de la maison de son frère (1). Mon marché pour Saint-Brice est renoué (2) ; je crois que demain je l'aurai, et, après les eaux, je m'y établirai avec les miens. »

Le 7 juin 1812, au moment même où l'Empereur et Caulaincourt arrivent à Dantzig, Talleyrand écrit à ce dernier :

« Je pars demain huit pour les eaux de Bourbon-l'Archambault, mon cher ami ; j'y resterai jusqu'au 1er juillet prochain. Vous voyez que je veux que vous sachiez où me prendre et que je n'entends négliger aucun des moyens d'avoir de vos nouvelles. J'espère que ce bel exemple d'exactitude vous touchera, et qu'au milieu de toutes vos occupations vous pourrez me donner quelques instants. Je les réclame de votre amitié, et c'est avec pleine confiance. Vous savez que, bien ou mal traité, toutes mes affections, tous mes intérêts, toutes mes pensées sont aux lieux où vous êtes. Adieu, je vous aime et vous embrasse de tout mon cœur. Il n'y a rien de nouveau à Paris; tout le monde le quitte pour aller à la campagne. Adieu. »

A son retour de Bourbon-l'Archambault, installé dans sa nouvelle campagne de Saint-Brice, Talleyrand expédie, le 15 juillet 1812, ces mots à son correspondant, alors à Wilna, tandis que

(1) Le prince Poniatowski.

(2) Talleyrand venait d'acheter, avec une partie du prix versé par l'Empereur pour la reprise de l'hôtel de la rue de Varenne, une propriété à Saint-Brice, près d'Écouen.

Marie-Louise était attendue à Saint-Cloud où elle arriva le 28 juillet :

« J'arrive des eaux, mon cher ami, dont le séjour était, comme de coutume, toujours inanimé. Mais je ne pouvais pas y chercher d'agrément, et j'espère au moins en retirer le bon effet que j'en ai plusieurs fois éprouvé. Vichy a été plus brillant, mais il finit au mois de juillet ; et on a conseillé à plusieurs des personnes qui y étaient d'aller achever la saison des eaux à Barèges. Les preneuses d'eau de Vichy ont eu de grands succès ; elles ont obtenu pour M. Lucas (1) quatre-vingt-dix mille francs qui doivent être employés à augmenter et à embellir l'établissement des eaux : nous en avons été un peu jaloux à Bourbon-l'Archambault où nous n'avons rien obtenu ; mais, comme les eaux ont fait du bien aux personnes qui étaient à Vichy cette année, je leur pardonne les avantages qu'elles ont eus sur nous. Je n'ai fait que traverser Paris et je suis venu dans mon petit Saint-Brice où mon oisiveté m'est un peu moins à charge. Mme de Périgord, qui y est encore aussi, va à Paris pour se trouver à Saint-Cloud au moment de l'arrivée de Sa Majesté l'Impératrice. J'aime à voir son empressement à s'acquitter de ses devoirs et à montrer son dévouement à l'Impératrice. Je reçois rarement des lettres de Mme la duchesse de Courlande. S'il y a des moyens de lui être de quelque assistance dans la situation inquiétante où la placent les événements, je vous la recommande ainsi que sa famille. Vous savez qu'elle a deux frères qui ont des propriétés considérables en Courlande. Je ne puis trop vous demander de vos nouvelles et de tout ce qui vous entoure. Faites mes amitiés, je vous prie, au duc de Frioul. Mme de Beauvau vient de perdre son père d'une attaque d'apoplexie : c'était un excellent homme que le duc de Mortemart. »

C'est de Paris, le 27 juillet, que sont datées les lignes qui suivent :

« J'ai quitté Saint-Brice ce matin, mon cher ami, pour aller à Saint-Cloud faire ma cour à Sa Majesté l'Impératrice. Elle a pour la première fois reçu dans les grands appartements. Tous ceux qu'elle a daigné admettre ont apprécié comme moi la

(1) Inspecteur des eaux de Vichy, où une source porte son nom.

grâce pleine de bonté avec laquelle elle a parlé à tout le monde. Elle a dit à chacun un mot convenable et la duchesse de Montebello a rencontré assez bien les noms sur lesquels elle est souvent en faute. Après s'être arrêtée longtemps dans la galerie, l'Impératrice s'est rendue dans la salle du trône où elle a reçu le corps diplomatique. Je vous assure que les ambassadeurs n'auront à rendre qu'un compte très satisfaisant de l'accueil plein de grâce et de dignité qu'elle leur a fait. Elle était très bien mise et elle n'a éprouvé aucun embarras. Mme de Périgord la suivait avec les autres dames de service. Tout cela avait la meilleure grâce du monde.

« Les derniers bulletins nous préparent à des nouvelles décisives qui, dans l'opinion générale, vous ramèneraient tous au mois d'octobre. On croit que les Russes, pour leur honneur, voudront se battre avant de céder, mais qu'ils n'essayeront pas, après une première bataille, de pousser plus loin la résistance. Adieu, mon cher ami, je retourne dans mon petit ermitage où je vais retrouver Boson et sa femme avec son beau-père; car c'est à cela que se borne notre société habituelle. Je voudrais bien qu'Edmond fît quelque chose qui le fît nommer d'une manière tant soit peu brillante dans quelque bulletin ; j'en profiterais pour faire à l'Empereur une demande pour lui qui me donnerait un héritier, et à lui un bon et fidèle serviteur. »

Le 17 août, alors que l'Empereur est à la veille d'entrer à Smolensk, Talleyrand parle à Caulaincourt du conseil tenu pour remplacer Marmont, blessé aux Arapiles le 22 juillet :

« La fête de l'Empereur a été célébrée avec l'enthousiasme qu'inspirent tous les sentiments qui s'y rattachent. Tout ce qui est à Paris et beaucoup de ceux qu'un trop grand éloignement n'en a pas empêché, étaient aux Tuileries où l'Impératrice, très parée, a reçu avec beaucoup de noblesse et d'aisance le corps diplomatique; ensuite elle a traversé les salles du palais pour aller à la messe et s'est arrêtée assez longtemps dans chacune à son retour. Le Roi de Rome, qui avait été un peu malade dans la semaine, est parfaitement bien. Mme la duchesse de Bassano aura sûrement trouvé que Meudon était un trop grand éloignement pour pouvoir venir aux Tuileries faire sa cour à l'Impératrice et la suivre dans son cortège

comme l'ont fait les autres femmes. Aussi n'a-t-elle pas paru de la journée.

« Je vous remercie des bonnes nouvelles que vous me demandez ; au lieu de détruire l'armée russe en masse, ce qui serait arrivé si elle vous avait attendu, je vois que l'Empereur la détruit en détail.

« Je vous prie de prendre quelques renseignements sur les frères et sœurs de la duchesse de Courlande et de leur être utile, s'il y a moyen. Je voudrais bien qu'Edmond se fît assez remarquer pour être nommé dans un bulletin ; cela me donnerait occasion et motif de demander à l'Empereur de l'adopter en lui faisant passer Bénévent et lui assurant ce que j'ai.

« Je reçois dans le moment votre lettre du 3. Je vous en remercie. Voilà de bonnes nouvelles. Cette quantité de petites affaires, toutes heureuses pour nos armes, mèneront les Russes à être obligés de traiter comme le génie de l'Empereur le voudra. Adieu, mon cher ami ; soignez votre santé pendant les jours de repos que vous avez à Witepsk. Il me semble qu'il y a cinq ans, les Russes, qui étaient bien près de Varsovie, ne nous faisaient pas grande peur. Le temps donnera plus de confiance et d'assurance à votre archevêque (1). »

LA MORT D'AUGUSTE DE CAULAINCOURT

Le 7 septembre 1812, le général Auguste de Caulaincourt, frère du duc de Vicence, fut tué, sur le champ de bataille de la Moskowa, en entrant le premier dans la redoute de Borodino. Le Grand écuyer chargea Talleyrand d'annoncer cette nouvelle à sa mère, la marquise de Caulaincourt, belle-sœur du général d'Harville. Talleyrand se rendit à Neucourt, près de Marines, où se trouvait le château du comte de Saint-Aignan, beau-frère du duc de Vicence. On sait que le jour même de son départ pour la campagne de Russie, Auguste de Caulaincourt avait épousé la très jeune Mlle d'Aubusson La Feuillade, qui, immédiatement après la cérémonie, avait réintégré le couvent où elle était élevée. Voici en quels termes, de Paris, le 23 septembre 1812, Talleyrand rendit compte de l'accomplissement de sa triste mission :

(1) L'abbé de Pradt, archevêque de Malines, alors ambassadeur de France à Varsovie.

« La lettre de votre secrétaire et la vôtre me sont arrivées, mon cher ami, à deux heures de distance l'une de l'autre. Je suis venu immédiatement à Paris; madame votre mère n'y était pas, elle était à Neucourt où j'ai été. Je me suis arrangé pour y arriver au milieu de la nuit, afin que madame votre mère ne me vît point et pour me concerter avec M[me] de Saint-Aignan pour savoir ce qu'il y avait à faire. Elle a fait relever M. Beaumont, et l'un et l'autre ont pensé qu'il ne fallait point que je visse madame votre mère à laquelle il est important d'éviter une trop forte secousse. M[me] de Saint-Aignan, pleine de sensibilité et de courage, veut la préparer par de l'inquiétude avant de l'accabler par le triste événement dont elle sera inconsolable. On m'a prié d'engager M. d'Harville à se rendre à Neucourt et d'y mener la jeune femme de votre malheureux frère et son médecin qui est, je crois, celui des pages. Tout cela va être fait. Au milieu de vos peines déchirantes, trouvez, mon cher ami, quelque douceur à recevoir de moi des remerciements de la marque d'amitié et de confiance qui me prouve que vous me croyez un des vôtres; je sens vivement que vous avez bien raison : je vous en remercie de tout mon cœur.

Douze jours plus tard, Talleyrand donne à Caulaincourt, dans une lettre du 5 octobre 1812, des nouvelles des siens, si éprouvés par la mort héroïque d'Auguste :

« Je viens de voir le valet de chambre de madame votre mère qui arrive de Neucourt. Elle est aussi bien, peut-être mieux qu'on ne pouvait l'espérer. Elle pleure beaucoup, et son grand attendrissement, tout douloureux qu'il soit, est moins à craindre que ne le serait l'affliction profonde sans aucun épanchement. Je pense à présent que vous devez être tranquille sur sa santé. M[me] d'Harville que l'on attendait est retenue à la campagne par un rhumatisme; elle n'a pu se rendre encore à Neucourt. Votre jeune belle-sœur en est revenue; sa présence a fait beaucoup de mal et beaucoup de bien à madame votre mère; les autres personnes de votre famille sont encore avec elle, elles pleurent ensemble, et pour toutes, c'est un soulagement.

« Je suis venu hier pour le *Te Deum* (1). Je retourne

(1) Chanté à Notre-Dame à l'occasion de la bataille de la Moskowa.

aujourd'hui à Saint-Brice que je ne quitte ordinairement que pour faire ma cour à l'Impératrice et profiter des nouveaux moyens que l'Empereur a eu la bonté de m'en donner en m'accordant les entrées. »

L'AFFAIRE MALET

Le 23 octobre 1812, Malet avait tenté sa folle entreprise. Elle n'avait échoué, on le sait, que grâce à l'énergie de l'adjudant de place Laborde qui avait reconnu Malet, au moment où celui-ci, après avoir emprisonné le ministre et le préfet de police, venait de tirer un coup de pistolet sur le général Hulin, et l'avait arrêté. Dès le lendemain, 24 octobre, Talleyrand donnait son opinion à Caulaincourt sur cette invraisemblable équipée :

« Je vous envoie, mon cher ami, une lettre que la duchesse de Courlande a adressée à sa fille pour vous. Elle vous y exprime sans doute combien elle est sensible à l'obligeante attention que vous avez bien voulu avoir de lui donner des nouvelles d'Edmond. Il me paraît, par les dispositions qui se font autour de vous, que tout le monde s'arrange un peu pour l'hiver. Les jeunes gens, faute d'autres distractions, ne manqueront pas d'en chercher dans le jeu et je vous avoue que je crains qu'Edmond, malgré les puissants motifs qu'il a de s'en abstenir, ne trouve pas en lui la force de résister à cette longue séduction. Permettez que je le recommande à votre intérêt, et que je réclame votre sévérité même, s'il le faut, à cet égard. Veuillez lui faire sentir que de nouveaux écarts, outre ce qu'ils auraient d'affligeant pour les siens, lui nuiraient dans l'opinion de l'Empereur qu'Edmond aime et craint.

« Vous connaîtrez en détail l'espèce de mouvement qui a eu lieu hier à Paris. Il a été heureusement étouffé dès son principe : c'est particulièrement à Laborde qu'on doit le rétablissement de la tranquilité ; il s'est conduit avec tête et courage. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il faut que des régiments soient bien mauvais pour être si aisément entraînés. On devrait n'avoir à Paris que des troupes sûres. C'est moins le nombre que l'espèce des hommes qu'il faut soigner. Il y a eu pendant un moment un danger réel, et cependant il ne se trouvait à la tête du complot que des hommes de mauvaise

réputation, sans argent, sans crédit personnel, qui n'en sont pas moins parvenus à égarer dans un instant, avec une mauvaise proclamation faite au nom du Sénat, des officiers et des soldats à qui la sûreté politique est confiée. Il faut un grand exemple de sévérité. Tout ce qui compose le gouvernement a été bien d'accord et très décidé. »

Deux jours après, le 26 octobre, le prince de Bénévent entre dans de nouveaux détails :

« On juge aujourd'hui tous les mauvais sujets arrêtés; il fallait un grand exemple et il sera donné. Le choix du général Dejean, qui est président de la commission militaire, est excellent pour l'opinion. Je ne crois pas que le désordre ait duré plus de deux heures; il n'y a pas eu un placard. Depuis neuf heures du matin, 23 de ce mois, il n'est resté dans le public sur toute cette affaire que de l'étonnement de voir avec quelle facilité on égare des soldats, un sénatus-consulte à la main. Cela a fait faire quelques réflexions sur le Sénat dont la nullité, hors dans les élections au Corps législatif et au tribunal de cassation, devrait être plus établie. Le Sénat avant l'Empire et le Sénat depuis l'Empire ne sont pas le même corps, voilà ce qu'il faut qu'on sache. Voilà mes réflexions que je fais pour vous et pour moi, mais qui ne m'empêcheront pas de retourner à Saint-Brice où ma nullité va passer le temps que la grande humidité me laisse encore.

« Quoique vous soyez informé sûrement du profond calme qui a succédé immédiatement aux deux heures de désordre, je suppose que vous aimerez à tenir des informations de plusieurs personnes, et je suis bien aise que ce soit aussi par moi. »

Les fauteurs de l'échauffourée furent fusillés le 29 octobre, dans la plaine de Grenelle. Talleyrand, revenu à Saint-Brice, reprend la plume le 31 octobre :

« L'affaire du 23 a été complètement finie hier, mon cher ami, par l'exécution de douze des condamnés. Le général Hulin va très bien. Le trouble n'a essentiellement duré qu'une demi-heure de la matinée du 23, et aujourd'hui personne ne s'occupe plus de cet événement. Paris qui, dans toutes les occasions, reste Paris, fait bien quelques plaisanteries, mais on soi c'est fort égal. Ce qui, pour les gens qui réfléchissent,

mérite d'être remarqué, c'est qu'on n'a pas, dans la masse, d'idées claires sur le Sénat. Bien des gens, qui ne sont point malveillants mais qui sont ignorants, le croient quelque chose, tandis qu'il n'est essentiellement rien qu'un électeur de membres du Corps législatif et de juges de la Cour de cassation. Il faut que cette opinion des fonctions uniques du Sénat soit bien inculquée ; et c'est à la propager que doivent tendre les dépositaires de l'autorité de l'Empereur.

« Mon projet est de revenir tout à fait de la campagne dans la semaine prochaine. Le duc de Rovigo est bien aise qu'il y ait du monde à Paris et m'y a engagé : il m'a prié de recevoir un peu les étrangers qui ne savent où aller ; je le ferai, mais fort sobrement cependant parce que je ne veux marquer que pour les choses que l'Empereur désire que je fasse. S'il m'avait fait vice-archichancelier d'État, comme il l'a voulu un moment et comme je l'aurais désiré, alors cela et beaucoup d'autres choses auraient été toutes simples, mais l'Empereur, par l'espèce de défaveur dans laquelle il me laisse, m'ôte tout moyen de lui prouver utilement mon dévouement, et je doute fort que cela change, car, sans une marque de bonté qui montre qu'il n'a plus dans l'esprit toutes les choses qu'on s'était plu à lui dire de moi, je serai toujours obsédé par les tracasseries de ce qui croit que de dire ou de répandre du mal de moi est un moyen de plaire ; et ces gens-là ne manquent pas : je mets à la tête les Sémonville et la duchesse de Bassano. C'est l'invitation de revenir à Paris et le désir que j'aurais de montrer mon dévouement à l'Empereur qui m'a fait causer si longuement avec vous sur tout cela. »

Le 9 novembre 1812, alors que l'Empereur a quitté Moscou depuis le 10 octobre, Talleyrand tente d'intéresser son correspondant à l'adoption qu'il se propose de faire d'Edmond. Il lui donne quelques détails sur sa fortune, sans oublier l'hôtel de la rue Saint-Florentin qu'il avait acheté après avoir vendu celui de la rue de Varenne, ni sa terre de Pont-de-Sains, au sud d'Avesnes :

« Je vous envoie aujourd'hui, mon cher ami, un paquet immense. La lettre adressée au Grand maréchal en renferme une, que j'adresse à l'Empereur pour lui demander la permission d'adopter Edmond. Je prends prétexte du rapport du roi de Naples qui fait connaître qu'il s'est distingué sous

ses ordres. Je joins ici la copie de ma lettre à l'Empereur que je vous prie de faire lire au Grand maréchal dans un moment où vous serez seul avec lui, parce que la désunion qui existe dans notre famille exige le plus grand secret sur toutes nos affaires. On les apprendra quand elles seront terminées. Quand M. l'Archichancelier, à qui probablement l'Empereur renverra ma demande, verra bien en détail ce que c'est que ma fortune, il sera obligé de dire à l'Empereur qu'elle consiste en Bénévent, Valençay et ma maison à Paris ; car la petite terre de Pont-de-Sains, qui vaut vingt-six mille francs, est à Mme de Talleyrand et est relatée dans son contrat de mariage, il y a onze ans. Je n'ai point de dettes, ce qui est une grande affaire ; j'ai beaucoup de charges, puisqu'il faut que je donne à mon frère cadet [Boson], qui n'a pas un sol, vingt-quatre mille francs pour lui et sa famille ; l'Empereur ne me paye point le loyer de Valençay que le Grand maréchal m'avait annoncé de sa part. Mais tout cela ne fait rien : je serai peu à mon aise, vu la dépense que ma place exige que je fasse, mais je serai satisfait si j'ai fondé une famille attachée à une dynastie pour laquelle tous mes efforts, tous mes vœux ont été employés depuis plus de douze ans. »

Quand il écrivit la lettre qui suit, datée du 4 décembre 1812, Talleyrand ignorait non seulement les désastres de la retraite de Russie, mais encore que l'Empereur allait quitter l'armée dès le lendemain pour revenir en hâte à Paris, escorté du seul Caulaincourt :

« Depuis bien longtemps, mon cher ami, nous n'avons pas de lettres de vous à Paris : vous nous aviez gâté par votre exactitude, et nous voilà exigeants. Votre dernière lettre porte la date du 5 novembre : depuis cette époque ni vos amis, ni moi n'avons pas un mot. L'hiver, qui était un peu languissant, va être ranimé par la présence de l'Impératrice qui vient demain s'établir aux Tuileries. Vos parents se portent mieux qu'on ne pouvait l'espérer après la forte secousse qu'ils viennent d'avoir. Madame votre mère, en se reportant vers vous, a laissé quelque douceur entrer dans son cœur et véritablement sa santé n'est pas mauvaise. Tous les miens sont réunis à Paris et se portent bien : Mme de Périgord, qui avait été incommodée à Rosny, se rétablit ici tout à fait.

Faites, je vous prie, mes amitiés au Grand maréchal : je ne sais s'il a répondu à une lettre que je lui écrivais sur Edmond et à celle que je lui ai écrite depuis et que je vous ai prié de lui remettre, mais je n'ai pas reçu un mot de personne depuis plus d'un mois, pas même de l'exacte Mme Tyzskiewicz, par laquelle j'espérais savoir des nouvelles du jeune Coigny, à qui l'on a coupé le bras à l'épaule (1). Adieu : vos amis depuis une semaine ou deux sont moins contents de leur santé, mais Bourdois dit que ce sont des petites contrariétés de la saison ; il n'y met aucune importance. »

CAMPAGNE DE 1813

Tant que Caulaincourt reste à Paris, la correspondance chôme. Elle reprend le 9 mai 1813, lorsqu'est arrivé dans la capitale le bulletin annonçant la bataille de Lutzen, livrée le 2 mai. La lettre, après une allusion à l'académicien de Choiseul-Gouffier, ami de Mme de Laval, et un coup de patte à l'adresse du duc de Bassano, se termine par un mot affectueux pour Charles de Flahaut, futur père du duc de Morny et lui-même fils de Talleyrand et de Mme de Souza, alors général de brigade et aide de camp de l'Empereur :

« Vous nous envoyez de superbes nouvelles, mon cher ami ; le *Moniteur* du 9 nous donne un bulletin admirable. Il est clair, simple et grand. A Paris il a fait grand plaisir ; et l'on en avait grand besoin, surtout dans la Vendée, à ce que disait hier chez l'Impératrice le maréchal Moncey (2).

« Pendant que vous faites de belles choses, je n'ai su que m'empoisonner avec huit ou dix personnes qui dînaient chez moi et qui ont mangé d'un pâté dans lequel il y avait quelque chose de fort malsain. J'en ai été quitte pour huit ou neuf vomissements, Choiseul pour une douzaine. Aujourd'hui, tout est en ordre, tout le monde est guéri, et je commence à croire que cela m'a plutôt fait du bien. J'avais besoin de

(1) Louis de Coigny, plus tard duc de Coigny, aide de camp de Sébastiani, avait été blessé d'un coup de feu à Smolensk, et cette blessure avait nécessité l'amputation de son bras droit.

(2) Moncey était alors inspecteur des cohortes de garde nationale dans quatre divisions militaires, parmi lesquelles se trouvait celle de Nantes.

prendre de l'émétique, et celui-ci, dont la dose n'était pas trop soignée, m'a suprêmement réussi. Ainsi tout est pour le mieux dans ce bas monde.

« J'ai souffert des yeux pendant huit ou dix jours; je ne pouvais ni lire ni écrire. Aujourd'hui ils sont mieux. Le duc de Bassano annonce son départ pour mercredi prochain. Narbonne ne réussit que médiocrement à Vienne; il fait ou trop ou trop peu; pour être sérieux il s'est un peu jeté dans le jargon métaphysique. Le duc de Bassano a ajouté à sa bouffissure accoutumée une fluxion et deux ou trois clous sur le visage.

« Vos amis sont dans une situation bien pénible. Le lit d'un vieillard qui se meurt et qu'on a aimé n'est pas propre à adoucir les dispositions d'âme dans lesquelles on était. Il faut croire que la santé n'en souffrira pas, mais c'est bien peu probable. Les Rémusat vont à Vichy. L'Impératrice a tous les jours une cour fort nombreuse : elle est extrêmement polie, dit avec soin les nouvelles et se fait beaucoup aimer.

« Je voudrais qu'Edmond reçût du prince de Neuchâtel l'ordre de se rendre à l'armée : être au dépôt dans cette campagne ne vaut rien, et, à la fin, il faut être général de brigade. — J'embrasse Charles de Flahault. »

Le 14 mai 1813, Talleyrand, auquel un écuyer de service des écuries de l'Empereur, M. de Vigogne, a procuré un cheval, envoie des nouvelles de Paris à Caulaincourt :

« Grâce aux bons soins de M. de Vigogne, j'ai trouvé la bête tranquille dont j'ai besoin; il a très bien exécuté, mon cher ami, les ordres que vous avez eu la bonté de lui donner. — Mon projet serait de passer le mois de juin aux eaux : tous mes petits maux de l'hiver dernier me le font désirer; mandez-moi si vous apercevez à cela quelque inconvénient. Ce serait à l'Impératrice à qui j'en demanderais l'autorisation. Il y a aujourd'hui une fête à Saint-Leu [chez la reine Hortense]; l'Impératrice y va avec son service : il n'y a pas d'autres personnes qui y soient invitées. Nous aurons de dimanche en huit un *Te Deum* auquel l'Impératrice assistera; nous aurons, M. l'Archichancelier et moi, l'honneur de l'y suivre.

« Le jeune Rayneval part avec M. le duc de Bassano; il a

le titre de chef-adjoint avec deux mille francs d'appointement. Le duc de Bassano mène avec lui vingt personnes du département : cela est un peu exagéré pour ceux qui se rappellent, aux Relations extérieures, que je n'ai jamais eu que quatre personnes avec moi dans tous les voyages où l'Empereur m'a permis de le suivre, et il me semble qu'il y avait un peu plus d'affaires qu'à présent. Mais la bouffissure que le duc de Bassano porte autour de lui exige d'autres formes : du reste, toutes seront bonnes si elles nous donnent la paix que nous espérons, c'est-à-dire honorable et stable. Faites, je vous prie, mes amitiés au prince de Neuchâtel. — Mme de Périgord, qui est grosse, a fait une chute qui, j'espère, n'aura pas d'inconvénients, mais elle est obligée d'être sur une chaise longue à Rosny où ce petit accident lui est arrivé. L'Impératrice a donné les entrées à la duchesse de Rovigo, ce qui fait grand plaisir à son mari. »

Le 18 mai, ce ne sont encore que des nouvelles de Paris qu'envoie Talleyrand :

« Vos amis sont revenus et je les ai trouvés mieux qu'au moment de leur départ. Le choix des eaux n'est pas encore fixé ; c'est Bourdois qui prononcera demain sur cet objet. Dimanche prochain nous allons à un *Te Deum* à Notre-Dame. L'Impératrice s'y rend en grand cortège. J'aurais voulu qu'elle fût seule dans sa voiture, pour que les yeux ne fussent que sur elle : il me semble que cela aurait été plus digne. Mais M. de Ségur, qui du reste sait cela beaucoup mieux que moi, dit que la Reine a été à Notre-Dame avec Mme de Chimay. Mais on peut dire aussi que la Reine n'était pas régente, et que, dans la métaphysique de la régence, il y a un caractère d'homme qui rend une dame d'honneur peu applicable à ce moment de solennité. Du reste, en vous parlant de cela, vous verrez que c'est parce que je n'ai pas grand chose de nouveau à vous mander.

« Paris se dégarnit beaucoup : on va à la campagne. Nous n'aimons pas que des Russes se retirent armés en Bohême pour aller rejoindre en sûreté leurs corps d'armée. Le départ du duc de Bassano avait donné des idées de rapprochement qui plaisaient fort, mais le fracas avec lequel il est parti l'a rendu un peu ridicule.

« Edmond doit avoir été au quartier général chercher à être employé activement jusqu'à ce que son régiment soit reformé. Je souhaite que cela le fasse général à la fin de la campagne. »

Le 27 mai, nouvelle lettre de Talleyrand. Quelques jours auparavant, le 10 mai, Napoléon avait ordonné à Fouché de le rejoindre à Dresde, en lui faisant espérer qu'il lui confierait plus tard, selon l'expression de M. Louis Madelin, le très hypothétique gouvernement de la Prusse. Le duc d'Otrante arriva à Dresde le 29 mai. Le 10 juin, l'Empereur, qui, en réalité, tenait avant tout à l'éloigner de Paris, le nomma gouverneur des provinces illyriennes.

« Tous les jours nous apprenons des nouvelles merveilleuses, mon cher ami ; j'espère qu'elles mettront un peu de raison dans les têtes qui gouvernent les ennemis de la France et que cela nous conduira à une belle paix. On parle un peu ici du départ du duc d'Otrante. Ses enfants qu'il emmène avec lui, des secrétaires sachant l'allemand qu'il cherchait, nous ont fait conjecturer, lorsque l'on a été sûr qu'il n'allait pas à Rome, que c'était de vos côtés qu'on allait l'employer et les mots qui m'ont été dits sur Berlin la veille de votre départ me portent à croire, quand je suis dans mes promenades de Saint-Brice, que c'est à Berlin qu'il est destiné. Comme ma disposition est de croire que tout le monde ferait mieux que moi et qu'avant tout je désire que l'Empereur soit bien servi, je trouve tout cela simple. L'Impératrice n'a pas eu de messe aujourd'hui parce qu'elle était un peu incommodée ; ce n'est qu'un peu de rhume que le froid de la chapelle aurait augmenté. Vos amis se portent assez bien ; je les ai vus hier : demain je retourne dans ma vallée où je fais des vœux pour vos succès. »

Les événements se précipitent. Caulaincourt est désigné pour négocier l'armistice de Pleiswitz, et il signe le 4 juin l'acte que le *Moniteur* publie le 11. Le même jour Talleyrand écrit :

« Je vous fais mon compliment, mon cher ami ; j'aime bien à voir votre nom placé dans les principaux actes de notre temps et surtout dans ceux qui répandent le bonheur dans toutes les classes. L'Empereur vous a donné dans cette circonstance une grande marque de bonté, d'affection et d'estime ; il est vrai que vous méritez tout cela pour votre dévouement,

et je vois que c'est une justice que chacun est empressé de vous rendre. Dimanche nous allons au *Te Deum* qui sera chanté avec solennité à Notre-Dame. L'armistice rendra beaucoup plus réelle la joie qui se montrera sur les visages. Demain nous allons à un conseil privé tenu par l'Impératrice qui donne un congé d'un mois au Grand juge [Massa] qui a eu deux ou trois petites attaques d'apoplexie qui lui ont laissé la bouche de travers. Au dernier conseil d'État qu'a présidé l'Impératrice, M. Duchâtel (1), qui a eu à parler sur une question de son département, défendait un droit qui a été perçu je ne sais où ; il n'a cessé de dire en s'adressant à l'Impératrice : « Madame, Votre Majesté sent bien que toutes les jouissances doivent payer, et que si les jouissances doivent payer, à plus forte raison les changements, les mutations de jouissance, etc. » Le Conseil souriait un peu. J'irai demain à Auteuil faire à madame votre mère mon compliment sur le *Moniteur* d'aujourd'hui. — Je suis encore dans l'incertitude sur mon voyage aux eaux ; je crois que je finirai par ne pas y aller ; mais je ne suis pas encore décidé. La vie que je mène est si monotone, si ennuyeuse qu'elle doit être saine. J'ai mandé à la duchesse de Courlande qui voulait, avant l'armistice, prendre ses arrangements pour revenir ici, ne pouvant plus tenir en Allemagne, qu'il fallait profiter de l'armistice pour se mettre en rapports avec l'empereur Alexandre, afin d'obtenir de lui la permission ou au moins l'autorisation de venir en France voir sa fille qui est malade sans que ses intérêts en souffrent : elle vous écrira probablement sur cela. M[me] de Périgord est assez malade : elle a une toux continuelle qui, étant grosse, la fatigue beaucoup. »

La duchesse de Chevreuse, née de Narbonne-Pelet, ancienne dame du palais de Joséphine, et belle-fille de la duchesse de Luynes, née Montmorency-Laval, meurt à Lyon, le 6 juillet 1813, en pleine disgrâce. Le 10 juillet, Talleyrand fait part de ses impressions au sujet de cette mort à son correspondant habituel :

« Nous n'avions dit que trop vrai, mon cher ami, quand nous avons parlé de l'état dans lequel était M[me] de Chevreuse. Elle est morte le 6 de ce mois. Sa malheureuse belle-mère ne

(1) Le comte Duchâtel, directeur général de l'Enregistrement.

l'a pas quittée un moment; elle est au désespoir. Je crois qu'elle reviendra à Dampierre où j'irai souvent la voir. C'est une des personnes que j'aime le mieux; nous sommes du même âge et depuis notre jeunesse nous sommes intimement liés. Mme de Chevreuse avait beaucoup d'inconvénients de caractère; elle avait été gâtée, mais depuis quelque temps elle était beaucoup mieux : les grandes leçons que donne le malheur lui avaient été utiles; elle en avait profité.

« Nous croyons les nouvelles d'Espagne beaucoup meilleures. Clauzel et Suchet sont réunis, et forment une force considérable. Il paraît que le Roi [Joseph] était bien peu au courant de ce qui se passait autour de lui et qu'il ne savait rien de la marche des Anglais. La ville de Bayonne fournit beaucoup pour le matériel dont l'armée avait besoin. On a déjà réuni quatre-vingts pièces de canon, à ce que disait ce matin à Saint-Cloud le ministre de la Guerre.

« Nous avons ici un temps déplorable : personne de ce qui est aux eaux ne les prend. Elles ne font du bien qu'au Grand juge, mais je suis porté à croire qu'un jeune intérimaire est bien bon pour la santé. M. Molé (1) lui fait plus de bien que la douche. Si je vais aux eaux, ce ne sera qu'avec du soleil. Vos amis se portent beaucoup mieux qu'à leur arrivée à Paris. »

Junot était devenu fou en Illyrie. Le 7 juillet, Napoléon avait donné l'ordre de le conduire à Montbard, chez son père. La duchesse d'Abrantès, informée le 16 juillet, quitta Paris le 17 et accoucha en route d'un enfant mort-né. Talleyrand le 17, écrivait à Caulaincourt :

« Nous avons eu ici un temps affreux jusqu'à présent : il se raccommode un peu : si cela continue, je me propose d'aller aux eaux de lundi en huit, c'est-à-dire le 26. Jusqu'à présent les buveurs d'eau n'ont pas pu ni se baigner ni se faire doucher.

« Vous savez que Junot est devenu fou : sa femme part demain, et ce n'est pas sans quelque crainte, pour aller le soigner. Elle est grosse. Il a brûlé sa maison; il est monté à cheval tout nu; il est entré dans un cabaret où il s'est grisé.

(1) Le comte Molé devait succéder à Regnier dans ses fonctions de ministre de la Justice le 20 novembre 1813. Il remplissait l'intérim de ce ministère depuis le 13 juin.

Tout ce qui a le plus mauvais caractère de la maladie qu'on appelle aliénation, il l'a fait.

« Le roi d'Espagne a envoyé ici M. Hervas [père de la duchesse de Frioul] qui s'annonce comme allant voir sa fille, ce qu'il va faire, mais qui était chargé de faire des apologies du Roi pour tout ce qui s'était passé en Espagne. Il était parti de Bayonne avant l'arrivée du maréchal Soult : ainsi, cela n'apprend rien. On dit à Paris que les affaires vont mieux, que des troupes se réunissent et que les départements du Midi font beaucoup d'efforts et les font avec zèle. Adieu, mon cher ami. Avez-vous entendu parler de la duchesse de Courlande ? Elle était un peu malade aux eaux : je ne sais rien d'elle depuis qu'elle les a quittées pour retourner chez elle à Löbikau. Mme de Périgord a été très sérieusement malade, mais elle est beaucoup mieux. »

M. de Caulaincourt avait pris place au Sénat le 5 avril 1813. Le prince de Bénévent était pourvu de la charge « honorable et lucrative » de vice-Grand-électeur. En cette qualité, il s'intéresse aux vacances qui se produisent dans la Haute Assemblée. Le 18 juillet, à la veille de l'ouverture du Congrès de Prague, qui devait tenir sa première séance le 29 juillet, il mande :

« Dans votre qualité de sénateur, mon cher ami, je suis chargé de vous faire des quantités de recommandations. Vous saurez d'abord qu'un de vos collègues (suivant l'expression des sénateurs) est mort, qu'il s'appelait Jacqueminot et qu'il avait la sénatorerie de Douai (1). C'est ici que commence mon affaire. Jaucourt (2), qui a été tout ce qu'on peut être au Sénat, secrétaire, membre des commissions, etc., est le seul dans cette position qui n'ait pas eu de sénatorerie; c'est un homme excellent, peu riche, et, amitié à part, parfaitement dans le cas d'obtenir cette faveur qu'il ne peut pas solliciter parce qu'il est parti avec la reine d'Espagne pour les eaux. Il m'écrit

(1) Jean-Ignace-Jacques Jacqueminot, comte de Ham, était décédé le 13 juin 1813. — Par décret du 21 janvier 1803, il avait été créé une sénatorerie par arrondissement de Cour d'appel. Chacune d'elles était dotée d'une habitation et d'un important revenu.

(2) Le comte François de Jaucourt, qui avait accompagné Talleyrand en Angleterre en 1792 et qui fut, sous la Restauration, ministre de la Marine. Il n'obtint pas la sénatorerie de Douai, dans laquelle Jacqueminot n'eut pas de successeur.

pour me prier de le recommander à vous d'abord et ensuite pour que vous trouviez moyen que le Sénat sache que ce choix plairait à l'Empereur.

« Je passe à mon autre affaire. Je vous envoie une lettre de Brignole qui dit que trois sénateurs sont morts, savoir M. de Loë (1), M. Jacqueminot et M. Rousseau (2), que Gênes qui a toujours eu deux sénateurs n'en a qu'un (3), et que ce serait un bon choix pour elle et pour Gênes que de nommer, du mouvement de l'Empereur, M. de Serra (4), celui qui est ministre à Dresde : l'Empereur sait que M. de Serra lui est fort attaché, mais je ne crois pas que ce soit un homme qui lui plaise dans les affaires. Le faire sénateur serait bien pour Gênes et assurerait à ce bon serviteur une manière de vivre fort douce.

« A Paris, on dit que M. Addington, neveu de M. Addington qui a été ministre et qui s'appelle à présent lord Sydenvalle, est nommé comme plénipotentiaire anglais au Congrès. Cela se disait couramment hier à Saint-Cloud. Nous attendons ici les nominations des membres : il serait singulier que l'Angleterre eût nommé la première, si la nouvelle que l'on dit est vraie. Ici, c'est vous que l'on y envoie, parce qu'on ne suppose pas que M. de Bassano puisse être à Prague plénipotentiaire et ministre près de l'Empereur à Dresde pour prendre ses ordres. Tout se serait mieux arrangé pour M. le duc de Bassano si les affaires s'étaient traitées à Dresde. Pourvu que la paix se fasse et se fasse bien, tout est pour le mieux. Je voudrais que vous y eussiez part, parce que c'est une œuvre nationale, et que personne n'est plus capable que vous d'y bien servir l'Empereur.

« Je suis revenu hier de Saint-Brice pour le spectacle de la Cour; je vous mande ce que j'ai ramassé et je m'en retourne. »

Edmond de Périgord, alors colonel commandant le 8e régiment de chasseurs, avait été fait prisonnier le 18 septembre 1813, en

(1) M. de Loë, comte d'Imstenraedt, décédé à Clèves le 30 mai 1813.

(2) Talleyrand est mal informé, car le comte Jean Rousseau ne devait mourir que le 7 novembre 1813.

(3) Par suite de la mort du comte Cambiaso, survenue le 14 mars 1813, le seul sénateur génois était le comte Carbonara.

(4) Le baron de Serra, auparavant ministre de France à Varsovie, était né à Gênes le 29 août 1780.

Saxe. Il ne devait rentrer en France qu'à la paix de 1814, malgré les démarches que Talleyrand sollicitait Caulaincourt de faire par une lettre du 3 octobre :

« Je vous remercie de tous vos soins pour Edmond, mon cher ami : j'espère qu'ils auront tout leur effet et que l'échange aura lieu. Je vous envoie une lettre de sa femme qui me paraît fort tourmentée : elle craint que cela ne nuise à son avancement. Elle me charge de vous parler de toute sa reconnaissance. Les nouvelles d'Espagne du côté du maréchal Soult vont mal ; et du côté du duc d'Albuféra vont mieux. Il y a entre eux peu d'accord. Le maréchal Soult ordonne au duc d'Albuféra de revenir le joindre et de quitter la Catalogne : le duc d'Albuféra s'y refuse, et, à mon avis, il a raison. Un de ses aides de camp, qui est arrivé avant-hier, établit tous les motifs qu'il a pour garder, autant qu'il le pourra, ses positions de Catalogne. Les habitants du midi de la France sont fort intéressés à ne pas avoir vingt mille hommes de plus à nourrir et à équiper. Quoique Suchet administre très bien, on est effrayé de toutes les vexations que le maréchal Soult se permet. On voulait un défenseur, il est devenu un oppresseur.

« Vos amis partent demain pour la Normandie, afin d'en être revenus dans six semaines, époque à laquelle on espère tous les retours. Mme votre mère que j'ai vue hier se porte très bien : le séjour d'Auteuil a été très favorable à sa santé. »

Le 7 novembre, Caulaincourt, accompagnant Napoléon, avait quitté Mayence pour se diriger sur Paris. Talleyrand, ignorant ce départ, lui écrivit le 8 novembre le billet suivant où, pour la première fois, il se permet de faire de l'ironie au sujet de nos mécomptes. Pour saisir tout ce qu'il dissimule de fiel dans la première partie de sa lettre, il faut se rappeler que le 18 octobre les troupes saxonnes avaient en majorité retourné leurs armes contre nous. Le lendemain, Caulaincourt avait écrit au commandant des deux régiments de cavalerie saxonne employés au corps de Latour-Maubourg pour autoriser ces régiments à quitter à leur tour l'armée française, « Sa Majesté, disait-il, pensant qu'il sera agréable à votre bon Roi d'avoir un corps de sa garde auprès de sa personne dans les circonstances actuelles ». Cette lettre du duc de Vicence avait été publiée dans le *Moniteur* du

5 novembre pour masquer la défection des Saxons, et c'est sur elle que s'exerce la verve de Talleyrand.

« Les lettres que je vois de vous me font toujours plaisir : elles sont dictées par les sentiments nobles qui vous animent toujours ; celle qui était dans le *Moniteur* à la suite du dernier bulletin est une merveille. J'ai vu ce matin celle que vous écrivez à la malheureuse sœur du prince Poniatowski [la comtesse Tyszkiewicz] : elle en est bien reconnaissante. C'est la personne du monde qui pense le moins à ses affaires ; elle n'a rien au monde ; son frère s'est ruiné dans cette guerre-ci. Ne serait-il pas naturel de la traiter comme la veuve d'un maréchal de l'Empire? Ce ne peut pas être comme secours, mais comme pension qu'il serait possible de lui donner de quoi vivre : et je crois que cela doit être agréable à l'Empereur.

« Je vous envoie une lettre que m'envoie Mlle George. C'est une reine qui meurt de faim. »

LA PREMIÈRE RESTAURATION

L'attitude de Talleyrand lors de la première Restauration, la lutte qu'il avait eu à soutenir contre M. de Caulaincourt, les entraves qu'il avait apportées à la mission de ce dernier, resté le seul défenseur des intérêts de l'Empereur, refroidirent les relations d'amitié entre le vice-grand-électeur et le Grand écuyer du régime déchu.

Cependant, quand Napoléon était à l'île d'Elbe, alors que le duc de Vicence, qui avait enfin épousé Mme de Canisy le 24 mai 1814, s'était retiré au château de Caulaincourt, Talleyrand lui écrit une dernière fois. Sa lettre est datée du 28 août 1814 :

« Vous ne venez pas à Paris, mon cher ami ; j'en suis fâché, mais je n'en suis pas surpris. C'est dans le mouvement qui m'entraîne que l'on apprécie le bonheur que vous a apporté votre excellente compagne. Elle a de quoi donner bien du charme à une vie tranquille. Just de Noailles est parti en regrettant de ne vous avoir pas vu (1). Je croyais que vous nous donneriez quelques moments au commencement de ce

(1) Just de Noailles venait d'être nommé ambassadeur à Saint-Pétersbourg par Louis XVIII.

mois-ci ; il en aurait profité pour prendre vos conseils et vos instructions. Il mettra son ambition à tâcher de mériter un peu de la considération que vous vous êtes acquise, en soutenant comme vous, et toujours convenablement, les intérêts de la France. Je compte aller à Vienne vers le milieu de septembre. Le voyage me paraît une espèce de repos : j'en ai un peu besoin, car j'ai eu quelques mouvements de fièvre qui paraissent se dissiper. J'entreprends les affaires de la France à Vienne dans l'espérance que les intérêts particuliers des puissances n'empêcheront jamais le bien général. Voilà ma chicane. »

CAULAINCOURT TENTE D'ACHETER TALLEYRAND

Bien que les lettres qui suivent aient déjà été publiées, elles nous semblent l'indispensable complément de la correspondance que l'on vient de lire.

Après le retour triomphal de Napoléon aux Tuileries, le 20 mars 1815, l'Empereur se préoccupa de s'assurer à prix d'argent, le concours de Talleyrand, alors au Congrès de Vienne. Diverses tentatives furent faites. Montrond, l'âme damnée du prince de Bénévent, fut chargé de la première. Fouché lui aurait promis 200 000 francs s'il parvenait à détacher l'ancien évêque d'Autun du parti des Bourbons. Montrond put atteindre Vienne. Ses efforts n'eurent pas de succès et il dut repartir pour Paris, le 13 avril, n'apportant que cette réponse de Talleyrand au duc de Vicence :

12 avril [1815].

« Je ne veux pas laisser partir d'ici M. de Montrond, mon cher Caulaincourt, sans lui donner un mot pour vous et pour M[me] de Caulaincourt. Je vous conserve et vous demande, à l'un et à l'autre, amitié. Si, pour mes affaires personnelles, on vous demande aide, je m'en rapporte à tout ce que vous ferez ou conseillerez. »

Cependant, la conquête de Talleyrand valait bien une nouvelle tentative. Elle fut confiée à Dufresne de Saint-Léon, l'un des intimes du prince. Napoléon, le 22 avril, donna l'ordre d'offrir à ce dernier la restitution de ses biens, s'il se conduisait en bon

Français et rendait « quelques services ». Caulaincourt remit en conséquence à Saint-Léon ce billet destiné à Talleyrand :

24 avril.

« Vous connaissez, mon cher prince, mon ancienne amitié. J'espère donc que vous ajouterez foi entière à tout ce qui vous sera dit et assuré en notre nom par M. de Saint-Léon qui s'occupe en ami de vos affaires. Croyez à l'attachement du ménage. »

Après avoir vu Saint-Léon, Talleyrand, par méfiance ou parce que des propositions plus avantageuses lui étaient faites au même moment, repoussa l'offre impériale. Il répondit à Caulaincourt par ce billet, vraisemblablement le dernier qu'il lui adressa. Les événements des Cent-Jours, la seconde Restauration, l'attitude hostile prise par les amis du prince de Bénévent à l'égard du duc de Vicence, brisèrent à jamais leur ancienne amitié.

[Sans date, Vienne, mai 1815].

« Saint-Léon, que vous avez laissé arriver jusqu'ici, mon cher ami, m'a donné des renseignements sur mes affaires et sur mes amis, va repartir (*sic*), et je ne veux pas le laisser nous quitter sans le rendre porteur de toutes mes amitiés pour vous et M[me] de Caulaincourt. Il vous dira que je me porte bien, que fais (*sic*) ce qu'à ma place je crois que vous feriez et que je vous aime. Si mes affaires ont besoin, soit de conseils ou d'appuis, je dis que l'on s'adresse à vous. »

TALLEYRAND.

LA SOLITAIRE DE DULWICH

PREMIÈRE PARTIE

I

Au cours de l'été 1919 je fis une saison à Haréville. J'y rencontrai une vieille dame que nous appellerons Mrs Legge. Je vivais alors à Dulwich.

Quand elle apprit ma résidence, elle me demanda si j'y connaissais par hasard une certaine Mrs Harmer. Cette personne m'était inconnue. Pendant mon séjour, Mrs Legge me fit le récit de la vie de son amie. Le voici, ou voici plutôt ce que j'en ai compris.

Olivier Mostyn était une moitié d'Irlandais, mâtiné de sang français ; il avait passé sa jeunesse en Allemagne et à Paris et voyagé un peu partout ; si le mot pouvait se prendre autrement qu'en mauvaise part, on aurait dit de lui que c'était un aventurier. Il aimait l'aventure, et l'aventure l'aimait ; elle s'offrait d'elle-même à lui. Par certains côtés, il rappelait le mot du poète Dryden sur le fameux Buckingham : c'était un homme qui agissait par caprices et par boutades, et, en toute chose, frisait le bonheur, sans réussir jamais à être tout à fait heureux. Il avait fait une petite découverte scientifique pour apprendre, quelques jours plus tard, que quelqu'un venait de la lui souffler ; il avait de grandes chances de gagner le grand prix national, son cheval arriva quatrième ; à trois reprises, il

s'en était fallu de quelques voix, qu'il obtînt un siège au Parlement ; il s'était vu à la veille d'une grande fortune, pour tout reperdre en un moment. Il avait écrit une comédie, qui fut même représentée et ne fut pas mal accueillie ; mais un rival reprit peu après le même sujet : la pièce d'Olivier eut un succès d'estime, l'autre fut un triomphe. Avec cela, charmant, gai, séduisant et le meilleur garçon du monde ; dès qu'il se trouvait quelque part, c'était toujours lui le boute-en-train.

Il n'avait fait dans sa vie qu'une seule affaire tout à fait réussie : son mariage. Sa femme, Dolorès Foyle, était une Américaine du Sud, élevée au couvent par des religieuses françaises. Il l'avait connue à Paris. Cela date de très loin, car le mariage eut lieu avant le début du second Empire. Jeune fille, Dolorès était ce qui s'appelle une beauté : diaphane, blonde aux yeux bleus, aérienne, délicieuse ; l'éclat et la fraîcheur ne tardèrent pas à disparaître, mais elle garda ce rayonnement que donnent la bonne humeur et un esprit endiablé. Le ménage avait trois filles. Dès lors, la jeune femme consacra toute sa vie à la tâche difficile de joindre les deux bouts. Comment s'y prenait-elle, avec son incorrigible panier percé d'époux ? C'était son secret, mais ce prodige ne fait pas peu d'honneur à son adresse d'économe et à ses talents de ménagère. Elle avait eu le bonheur d'avoir une enfance pauvre ; elle avait fait la cuisine, balayé, faisait son lit ; elle n'avait pas sa pareille pour vous préparer une bonne salade, fricasser une omelette baveuse.

En grandissant, ces demoiselles devenaient très jolies, et leur mère escomptait pour elles de beaux mariages. Elle les menait dans le monde à Londres, où son mari louait pour la saison. C'était indispensable de temps à autre, à cause des courses ; oh ! pas par plaisir, bien entendu ! Rien ne l'assommait comme les courses, à moins d'y être avec un copain, et encore ! Mais il fallait se faire une raison : c'était une question de budget, une source de revenus. A ces discours, trop bien connus, sa femme se gardait de contredire, mais se contentait de soupirer : « Pourvu que cette fois il prenne une culotte un peu moins forte que la dernière ! » Il faut convenir du reste que la chance le favorisait ; il faisait rarement de grosses pertes ; mais il n'en était pas plus avancé pour cela, car ce

qu'il venait de gagner aux courses, il se hâtait de le perdre aux cartes. Tout y passait, jusqu'au dernier sou.

Dolorès reportait ses espérances sur la tête de ses filles.

L'aînée n'était pas vraiment belle : elle avait trop l'air d'une poupée, des traits fignolés dans la cire : on eût dit une jolie femme peinte par un enfant. De nos jours, elle eût trouvé sa véritable vocation : elle eût fait une brillante carrière au cinéma; sa grâce de chromo eût fait d'elle une star de l'écran. Mais déjà de son temps, elle ne laissait pas d'attirer les regards; c'est ainsi qu'elle fit la conquête d'un gentilhomme anglais, lord St-Alwyn, et ce jour-là fut un grand jour pour Dolorès. Le jeune homme était riche et d'excellente maison. Il avait un château à la campagne et son hôtel à Londres. Par malheur, peu après la noce, il se ruina aux courses. Il fallut liquider : bientôt tout alla de mal en pis ; le ménage se querella. Tout finit par une séparation. Thérèse St-Alwyn quitta l'Angleterre pour toujours et se retira à Florence dans une pension modeste; elle n'avait pas demandé le divorce, sa famille étant catholique. Le ménage n'avait pas d'enfants. Les parents du mari firent à la jeune femme une petite pension, dont elle végétait, tandis que monsieur continuait, comme par le passé, à mener joyeuse vie, plongé dans les dettes et dans le scandale jusqu'au cou, et traînant une vieille liaison avec une veuve très comme il faut. Sa conduite fut très sévèrement jugée par tout le monde.

La seconde fille, Agnès, était une belle Junon brune, qui épousa à son tour un diplomate italien, irréprochable, mais sans éclat. C'était un de ces fonctionnaires estimables, que l'on n'envoie jamais que dans des postes sans intérêt. Elle se trouvait cependant parfaitement heureuse et ne se plaignait de rien, qu'elle fût à Berne, à Rio ou à Cettigné.

La cadette s'appelait Zita. Sa mère qui, dans sa jeunesse, valait ses trois filles réunies, disait de celle-ci, en soupirant, qu'elle serait moins bien que ses sœurs et qu'elle ne leur viendrait jamais à la cheville.

Mais son père, qui s'y connaissait en beauté féminine, prétendait au contraire que Zita aurait le premier prix, qu'elle râflerait tout, et qu'elle épouserait un millionnaire. A dix-huit ans, au moment de faire son entrée dans le monde, après cinq années de couvent, Zita, en dépit des sombres présages

maternels, était en effet une créature ravissante. Elle avait une tendresse, il se dégageait d'elle une lueur, une espèce d'auréole qui donnait des idées d'aurore et de colombes, faisait penser aux pommiers en fleurs, à une masse de jasmins, de lilas et de muguet.

Malheureusement, comme elle allait faire ses débuts à Londres, son père fut emporté en quelques jours par un refroidissement pris aux courses, au grand regret d'une foule d'amis, dont les moins sincères n'étaient pas ses partenaires de whist qui avaient la douce habitude de lui gagner tout ce qu'ils voulaient, tous les soirs à son club sans qu'il se départît de son inaltérable bonne humeur.

Cette mort inopinée bouleversa la situation. L'actif, on le devine, se réduisait à rien. Dolorès vendit tout ce qu'elle trouva à vendre et alla cacher sa détresse sur la Côte d'Azur. Elle prit d'abord un petit appartement à Cannes, et le quitta bientôt pour une pension plus modeste encore, qu'elle découvrit à San Remo. La première année, à cause de son deuil, se passa dans une retraite complète. L'année suivante, Dolorès prit néanmoins sur elle de sortir un peu Zita, pour essayer de la caser, mais elle en restait pour ses frais. La jeune fille était toujours très admirée, mais en dépit de sa beauté, — peut-être à cause de cette beauté, — les partis ne s'empressaient pas. Elle semblait écarter le monde, le maintenait à distance. On eût dit qu'elle leur faisait peur. Ce fut ainsi du moins jusqu'à l'entrée en scène de Robert Harmer. C'était la semaine de Pâques, que les deux femmes étaient venues passer à Nice ; et c'était le dernier printemps du second Empire.

Robert Harmer était un homme d'affaires, originaire du nord de l'Angleterre. Il était dans la Banque, où il avait fait son chemin, et se trouvait à la tête d'une jolie fortune. Ce fut le coup de foudre : quinze jours, plus tard, il faisait sa demande en mariage. Il va sans dire que Dolorès en fut transportée de bonheur. Mais, pour cacher sa joie, elle llaita elle-même au-devant des objections. Elle les multipliait. « Vous savez que ma fille n'a rien ? — Ça m'est égal ! — Mais la différence de religion ? — Je m'en moque ! — Et les enfants ?... — La belle affaire ! » A cette époque, dans les mariages mixtes, les fils étaient élevés dans la religion du père, les filles suivaient celle de la mère. Quant à Robert Harmer, ces questions le

laissaient indifférent : il pensait que la religion d'une femme (ou même d'un homme) n'a aucune importance, du moment qu'elle ne gêne personne.

La jeune fille ne disait rien. Elle n'éprouvait pour son fiancé aucune espèce d'inclination. Elle n'avait eu dans sa vie qu'une ombre d'aventure. Elle s'était amourachée d'un garçon agréable, mais suspect, de méchante réputation et qu'on disait un peu vaurien, gaspilleur, dissolu. Il tenait pour système que toutes les femmes sont des gourgandines et qu'une fois bien entendu que vous êtes vous-même un polisson et un roué, cela suffit pour les avoir : tel était le secret de plaire. C'était sa politique. Plus une femme était prude, réservée, difficile, plus il pressait l'assaut et redoublait sa cour. Cette tactique lui réussissait : il trouvait peu de cruelles. Zita intimidait. Qu'à cela ne tienne ! Rupert Westrel (c'était le nom de ce personnage) ne se tint nullement pour battu. Rien ne le rebutait. Il affecta au contraire un ton de familiarité, d'aisance, prodiguait sans pudeur les compliments les plus grossiers. Dolorès en était gênée; mais le drôle exerçait sur elle un étrange prestige et son esprit la désarmait. Il ne tarda pas à faire sa demande à Zita, qui l'accorda séance tenante ; mais ils étaient tous deux sans le sou et on convint d'attendre. Entre temps, le galant avait lié connaissance avec une opulente Américaine, une jeune bête de luxe, brillante et sensuelle. Bientôt, avec un air de contrainte et de martyre, on le vit reparaître pour reprendre sa parole, ah ! bien malgré lui ! jurait-il. S'il n'avait suivi que son cœur... Et peu après, on apprenait les fiançailles et le mariage. Ajoutons que le couple eut bientôt à s'en repentir. La jeune fille supporta cette trahison avec courage ; elle n'en fut pas désespérée, mais cet incident lui laissa de l'amertume et du dégoût. Le garnement avait du charme, et maintenant personne ne s'occupait de la délaissée.

Telle était l'expérience qu'elle avait faite de la vie, au moment où se produisit la demande de Robert. Zita la repoussa net, mais le jeune homme ne se laissa pas décourager et revint à la charge six mois plus tard.

Cette fois, elle ne dit plus non, au grand soulagement de sa mère. Pourtant elle se laissait faire, elle consentait sans élan et sans joie ; elle se résignait à Robert, plutôt qu'elle ne l'acceptait. C'était un mariage de raison. « Je me connais,

se disait-elle, si je m'éprends encore, ce sera certainement de quelque indésirable, enfin d'un parti impossible, car de qui se coifferait-on, si ce n'est de ces êtres-là? Et ne pas me marier, c'est rester pendue pour la vie au cou de maman comme une meule, la suivre de pension en pension, la voir se priver de tout pour moi, comme elle a fait toute son existence. Elle attendait beaucoup de mes sœurs, dont elle n'a eu que des déboires : et voici l'occasion de tout réparer en épousant un brave garçon qui ne me demande autre chose que de le laisser m'aimer. Ce n'est pas Roméo ni le Prince charmant, mais c'est un honnête homme, il a bon cœur et il est riche, par-dessus le marché. Allons, le beau malheur! »

Le mariage opéra sur elle une révolution profonde. Le choc dépassa tout ce qu'elle attendait. Non seulement elle découvrit dans son mari un nouvel homme, tout à fait différent de celui qu'elle croyait connaître comme fiancé, mais sa surprise fut immense devant les réalités, petites et grandes, qu'elle découvrait. Le côté physique la révolta. Elle n'en prit son parti qu'avec peine. Le ménage s'installa tout de suite à la campagne, dans une propriété appelée Wallington. Robert faisait de son mieux pour se montrer gentil; il laissait sa femme maîtresse de tout décider à son gré. Il lui donna carte blanche pour l'arrangement de la maison. Il n'y avait pas de belle-mère; tout ce que Robert avait de famille était mort ou vivait au loin. De quoi Zita se fût-elle plainte? Son mari lui laissait toute sa liberté; elle suivait sa religion sans la moindre contrainte, Robert la faisait conduire à la messe tous les dimanches; du reste elle n'était pas très pieuse, et ne pratiquait que par habitude.

Ce qui l'étonnait surtout, c'était l'absence totale d'intimité avec son mari et l'impossibilité de tout échange d idées. C'était un étranger qui la défrayait de tout, et qui avait le droit d'entrer dans sa chambre, la nuit. Que savait-elle de lui et de ses occupations? A peu près autant que s'il avait vécu au Pôle sud. Tous les lundis, excepté le lundi de Noël, les lundis de Pâques et de la Pentecôte et les quatre lundis du mois d'août, il disparaissait à Londres et ne reparaissait que le vendredi soir; il couchait à son club où il avait une chambre. Jamais il ne disait un mot de ses affaires, jamais il ne perdait son calme ni son sourire. Il offrait à sa femme tous les divertisse-

ments qu'elle pouvait désirer, était aux petits soins pour elle, l'engageait à se distraire et à inviter ses amis. Elle n'en avait point. Ses sœurs vivaient à l'étranger ainsi que sa mère et, d'ailleurs, elle se souciait peu de voir celle-ci débarquer chez elle et mettre le nez dans ses affaires avec sa minutie et son attention ordinaires.

Elle avait fait quelques relations dans le voisinage. Robert aimait avoir du monde le dimanche à déjeuner, ou en séjour de chasse au moment de l'ouverture, en automne ou à Noël. A dix kilomètres, lord et lady St-Eustace, ménage sans enfants, habitaient un château historique où l'on montrait la chambre de la reine Élisabeth et la cachette de Charles II, ce qui n'empêchait pas de recevoir beaucoup de jeunesse et aussi quelques personnes plus âgées. Tous les jours, qu'il y eût des invités ou non, le couvert était mis pour quatorze convives. A mi-chemin à peu près, c'était le colonel Gallop et sa femme, lady Emilie, avec toute une bande de garçons et de filles. Le colonel semblait lui-même en faire partie : il avait dix ans de moins que madame. Celle-ci était une de ces femmes redoutables qui se flattent de tout savoir : elle tranchait des sports comme du service militaire, avait des opinions sur l'art, les lettres et les sciences, comme tout un arsenal de recettes domestiques ; elle parlait aussi bien de peinture que d'affaires. Elle entrait en coup de vent, jetait les yeux sur l'ouvrage que Zita tenait entre les mains, laissait tomber de haut quelques observations, puis elle poussait d'autorité la jeune femme au piano, pour jouer à quatre mains avec elle, ou pour l'accompagner quand elle préférait chanter. Elle avait une voix puissante de contralto qui détonnait légèrement dans ses moments de fatigue. D'autres fois, elle se faisait montrer toute la maison de fond en comble, depuis les chambres à coucher jusqu'aux écuries, ou bien se plongeait toute une soirée dans les livres de comptes de Zita et ne manquait jamais de trouver une économie à proposer sur tel chapitre ou tel article. Le colonel, avec sa gaminerie presque excessive, l'accompagnait toujours, et alors, on ne pouvait s'empêcher d'avoir pitié de la pauvre femme : le contraste de la jeunesse authentique, et des efforts que la malheureuse faisait pour se rajeunir, serrait le cœur ; parfois, malgré son énergie, on la sentait à bout, débordée, prête à demander grâce et à renoncer à la lutte.

Robert et sa femme étaient souvent reçus chez les Gallop. Dans ce temps-là, on se déplaçait pour huit jours, jamais moins, quelquefois dix jours, et si Robert était trop pris pour l'accompagner, Zita assistait seule à d'interminables parties de chasse ou, en été, à de fastidieuses semaines de cricket. En somme, ces séjours ne lui déplaisaient pas; les Gallop et les Saint-Eustace étaient en vérité tout ce qu'il y a de plus charmant. D'autres voisins ne recevaient pas, mais venaient volontiers pour la journée ou bien seulement pour dîner : c'était par exemple, l'évêque anglican d'Easthampton, homme cultivé, plein d'agrément et théologien un peu paradoxal, soupçonné d'un penchant pour l'Église orthodoxe, et son épouse, puits de science, mais femme dévouée et pleine de zèle. Le dimanche, on ne les voyait jamais de toute la journée, ils étaient trop occupés, mais le soir, ils venaient dîner avec plaisir. Il y avait encore le curé du village, rubicond, très « vieille Angleterre », amateur de porto et de battues de perdreaux; et puis, le voisin du curé, Charles Baxter, de la Banque Baxter et Coles, si haut cotée dans la Cité, et ami intime de Robert. Célibataire et méthodique, il avait pour règle de venir à la campagne à Pâques et à Noël, et quelquefois huit jours en septembre ou octobre. Il n'était plus jeune, mais se plaisait avec la jeunesse. Il adorait les courses, la chasse, Homère et Horace. Pour les deux premiers de ses dadas, il s'entendait avec Robert, mais celui-ci ne le suivait pas pour le troisième; qu'on en juge : la bibliothèque de Wallington consistait en une série complète et reliée du *Guide du turf* de Ruff, tandis que les arts d'agrément étaient représentés par un orgue de Barbarie qui imitait l'orchestre et rendait un son assourdissant : c'était, parmi le cuir et la peluche du mobilier, le seul objet d'art.

A l'automne qui suivit le mariage, Zita mit au monde une fille; les couches furent longues et très laborieuses, et l'enfant arriva mort-né. Les docteurs déclarèrent qu'elle ne pouvait plus avoir d'enfant. Robert accueillit la nouvelle froidement, comme une chose attendue, qu'il aurait sue depuis toujours. Une nouvelle année passa, toute semblable à la première. Zita n'allait jamais à Londres, et ne vit pas une fois sa mère ni ses sœurs. Dieu sait où se trouvait Agnès; et Dolorès, fixée désormais à Florence avec Thérèse, l'aînée de ses filles, vieillissait et ne bougeait plus guère.

Brusquement, Robert fut appelé à Buenos-Ayres pour affaires. Sa femme fit le voyage avec lui. Elle jouit vivement de la traversée, des paysages inconnus, de la musique nouvelle, de l'atmosphère et des voix, et surtout de la qualité inouïe de la lumière ; mais sa vie n'en fut pas changée. Elle ne voyait que les relations d'affaires de Robert, des gaillards à cheveux d'ébonite qui fumaient des cigares gros comme des bûches et, de loin en loin, le ministre d'Angleterre ou quelque secrétaire de la Légation. Pour elle, elle ne fit aucune connaissance ; son cœur restait vacant, elle souffrait de malaises qu'elle attribuait au climat, lequel lui réussissait mal. Le voyage dura deux ans.

Un beau jour, Robert annonça tout à coup à sa femme qu'ils allaient habiter Paris définitivement, ou du moins pour plusieurs années.

Le ménage s'installa. C'est Robert qui se chargea du soin de choisir l'appartement et d'arrêter les domestiques. C'était lui qui s'occupait de ces choses-là. Sa femme le laissait faire : il était convenu qu'elle n'entendait rien aux choses pratiques. Elle espérait que Paris serait le début d'une existence nouvelle. La vie de la campagne anglaise l'avait laissée insatisfaite ; l'Amérique du Sud bien davantage. L'expérience du mariage, si peu de chose qu'elle en attendit, avait été la plus cruelle de ses déconvenues. Elle se réjouissait donc d'aller vivre à Paris et se laissait aller à quelque espérance de bonheur. Elle n'y avait jamais vécu, mais avait traversé la ville deux ou trois fois, et se rappelait les récits que lui en faisait son père.

— Nous verrons des Français, n'est-ce pas ? dit-elle à son mari le jour de leur arrivée.

— Les Français sont des gens peu hospitaliers.

— Papa nous racontait pourtant qu'il voyait tant de monde à Paris, et des gens si intéressants, des hommes célèbres, des écrivains !

— La bohème ? Ce n'est guère mon genre : ça pue le renfermé.

— Mais non, il y avait de tout : des médecins, des avocats, des officiers.

— Ceux-là sont un peu trop forts pour moi.

— Mais papa allait aussi beaucoup aux courses.

— A qui le dis-tu? répondit Robert, d'un ton maussade.

Zita se tut, découragée. En trois phrases, son mari lui avait gâté tout son plaisir.

II

Elle ne s'était pas trompée. La vie fut à Paris ce qu'elle avait été en Angleterre et à Buenos-Ayres. Robert invitait son associé ou quelque collègue à déjeuner ou à dîner; après le repas, ces messieurs parlaient de leurs affaires en fumant des cigares. Le financier allait aux courses par ci, par là, quand il pouvait. On ne voyait chez lui pas un seul Français; le couple déposa des cartes à l'Ambassade et se rendit à la fin de l'été à une garden-party. Les théâtres faisaient relâche. Une fois ou deux pour dîner, ils s'assirent en plein air à une terrasse de café-chantant. Un soir, Robert prit sur lui de mener sa femme à l'Opéra, mais il ronfla d'un bout à l'autre de la représentation. La plupart du temps, la jeune femme passait ses journées toute seule. Pour tuer le temps, elle se promenait au Bois l'après-midi et, de temps à autre, visitait quelque exposition, en compagnie de sa femme de chambre.

Elle n'avait qu'une seule amie, Flora Sutton, femme d'un financier, ami de son mari, qu'on voyait assez souvent dans la maison, soit qu'il vînt prendre Robert pour l'emmener aux courses, soit même sans motif, pour un petit bonjour en passant. Wallington était loué à des étrangers pour cinq ans; pour le mois d'août, Robert prit une chasse dans le nord de l'Écosse où il invita trois amis, outre Wilfred et Flora Sutton.

Pour les indifférents, la jeune femme n'était ni heureuse ni malheureuse; son éclat, ses couleurs de jeune fille, elle les avait perdus, — noyés, délavés dans trop de larmes, — mais quoi de surprenant, n'est-ce pas? quand on a subi pendant deux ans le climat éprouvant de l'Amérique du Sud? Pour tout le monde cette raison paraissait suffisante et empêchait de chercher plus loin. Les traits étaient intacts, mais pour le moment toute la beauté s'en était évaporée.

C'est à la fin de l'été que le ménage Harmer s'était installé à Paris. Une année passa, puis une autre. En août, le couple regagnait l'Écosse pour y recevoir toujours les mêmes invités, et les choses auraient pu continuer de ce train indéfiniment avec

la même monotonie, sans un petit événement tout à fait insignifiant, le changement d'un deuxième secrétaire à l'ambassade d'Angleterre. Le nouvel arrivé s'appelait Cyrille Legge. A l'âge de quarante-deux ans, il avait occupé successivement des postes à Paris, à Berlin, à Buenos-Ayres, à Rome et à Constantinople. Il se piquait de littérature, et passait pour un peu bohème, ce qui ne l'empêchait pas d'être coté pour la sûreté de son coup d'œil en affaires et son adresse de diplomate. Avec cela, il était aimable et savait plaire à l'étranger. Attaché à Rome, à trente ans, il avait rencontré Amélie Foster, cousine germaine de Robert, qu'il avait épousée et dont il avait deux enfants. Le ménage, quoique sans fortune, parvenait à se tirer d'affaire : la jeune femme était une personne de tête et un cerveau pratique et son mari avait plus d'ordre qu'on ne pensait. C'était un attelage modèle, qui s'entendait à prendre la vie du bon côté.

Cyrille rejoignit son nouveau poste dans les derniers jours de juillet. Le jour où il prit son service, dans le petit bureau de la Chancellerie, qui allait devenir le sien, l'huissier lui remit une carte gravée : c'était celle de Robert Harmer. Ce nom ne disait rien à Cyrille, mais l'huissier ajouta que le visiteur se réclamait de la parenté de Mrs Legge.

— Alors, pas moyen d'y couper, il faut le recevoir, fit Legge avec humeur. Introduisez ce monsieur.

Il vit entrer un homme d'un certain âge, grand et fort, avec le teint des gens qui vivent au grand air et un regard finaud. Le diplomate l'accueillit comme s'il n'attendait que lui.

— Je suis le cousin d'Amélie, dit le nouveau venu. C'est hier seulement que j'ai appris votre nomination.

— Comme c'est aimable à vous, dit Legge, — qui n'avait nulle idée de qui ce pouvait être et entendait pour la première fois parler de ce cousin ! — Amélie n'est pas encore là, je suis ici en garçon. Nous avons arrêté un petit appartement, mais il ne sera pas prêt avant la fin du mois. Amélie en profite pour faire une visite à sa mère. L'ambassadeur a la bonté de m'héberger en attendant. Je n'attends ma femme que dans un mois.

Il y eut un silence.

Il était clair qu Harmer venait demander quelque chose, mais qu'il était embarrassé pour amorcer son sujet.

— Vous connaissez Sutton n'est-ce pas? Sutton, le financier, reprit-il enfin. Il vient de passer quelques jours ici, pour le Grand Prix.

Cyrille se rappela un jeune homme assez mince, cultivé, qu'il avait rencontré quelquefois au club de Saint-James.

— Bref, c'est un garçon qui s'y entend en peinture, en vieux meubles... Il m'a donné l'idée de faire faire le portrait de Zita... Oh! pardon, de ma femme. Parfait! Je ne demande pas mieux. Mais à qui m'adresser? Cela ne peut se faire qu'à Paris, car je profite de tous mes congés pour chasser en Écosse. C'est Sutton qui m'a conseillé de vous consulter. J'ai pensé que, comme parent, vous voudriez peut-être me rendre ce service.

— Mais comment donc! Je suis à votre entière disposition. Seulement, votre ami Sutton me flatte; il en sait beaucoup plus que moi. Je ne fais que d'arriver, et il y a dix ans que je n'ai eu un poste ici : c'était avant la guerre. (Il parlait de la guerre de 1870.)

— En Angleterre, j'irais tout droit chez un de ces bonzes de l'Académie; mais ici?

Il se croyait évidemment dans une île déserte.

— Cela doit quand même pouvoir se trouver, dit Legge qui commençait à s'amuser. Qu'en dit Sutton?

— Il m'a parlé d'un nommé Bertrand.

— Ah! j'y suis, parfaitement, dit Legge.

Il connaissait les œuvres de Bertrand; il se demandait quel genre de femme pouvait être Mrs Harmer et si elle avait voix au chapitre; jusqu'à présent, du moins, il n'y paraissait pas.

— Vous n'avez jamais rencontré ma femme, dit Harmer, mais vous avez certainement rencontré sa sœur, lady Saint-Alwyn.

— Je crois bien, nous nous sommes connus à Rome; on n'est pas plus gracieux qu'elle a été pour nous.

Legge vit alors de qui il s'agissait. Il parut vivement intéressé.

— On tient ici Bertrand pour un garçon d'avenir, dit-il. Il n'est pas encore très arrivé, mais cela viendra et vous aurez eu l'avantage de profiter de prix abordables, dit-il avec un clignement d'yeux.

— Ce n'est pas tant la question d'argent, dit Harmer; mais,

voyez-vous, je veux un portrait que je puisse accrocher chez moi sans être obligé d'expliquer à tout venant ce que c'est!

— J'ai souvenir qu'il fait ressemblant, dit Legge.

— Est-il à Paris en ce moment?

— C'est facile à savoir.

Legge eut bientôt trouvé l'adresse. Mais son interlocuteur semblait toujours gêné. Il en devina aussitôt la raison :

— Nous avons un ami commun, dit-il. Voulez-vous que je le charge de prendre rendez-vous pour nous? Nous irions visiter ensemble l'atelier. Vous verriez quelques toiles et alors, si le cœur vous en dit, vous décideriez les séances.

C'était tout à fait ce qui arrangeait Harmer. Il n'avait pas encore été question de sa femme. Legge se demandait avec une certaine curiosité si elle serait de la partie; est-ce qu'on n'allait pas la consulter et lui demander son avis? Mais il se contenta de dire :

— C'est bon, mon cher monsieur, je vous avertirai du rendez-vous.

— Merci mille fois, dit Harmer. Et ne manquez pas de me prévenir de l'arrivée d'Amélie, et venez dîner entre nous, dès qu'elle sera là. Je veux lui présenter ma femme.

Là-dessus, l'homme d'affaires prit congé. Legge s'entendit avec Bertrand par l'intermédiaire d'un de ses vieux amis français, amateur de peinture et ami des artistes et, quelques jours plus tard, le rendez-vous fut pris pour un après-midi.

Harmer devait passer prendre le diplomate en voiture, une demi-heure avant le rendez-vous. Quand le moment approcha, celui-ci recommença à se reposer avec intérêt la même question : « Et la dame? Viendra-t-elle ou ne viendra-t-elle pas? » Mais le mari arriva seul à l'heure dite. Ces messieurs se rendirent ensemble chez le peintre qui habitait de l'autre côté de l'eau.

Il fit tout de suite sur Harmer une impression excellente : d'abord parce qu'il n'avait ni blouse ni veste de velours noir, qu'il était habillé comme tout le monde et ne portait pas les cheveux plus longs qu'un autre. Ensuite, il parlait bien l'anglais. Il avait habité l'Angleterre à plusieurs reprises. Et enfin, c'était l'homme le plus simple du monde.

Sur un chevalet se trouvait le portrait d'une Anglaise, femme d'un homme d'État connu. Elle était représentée dans

une robe du soir de satin jaune pâle. Legge reconnut tout de suite le modèle.

— Tiens, s'écria-t-il, mais c'est Mrs H... C'est frappant.

Bertrand fit les honneurs de son atelier, offrit du madère et des gâteaux secs. Harmer se crut obligé d'accepter, bien qu'il détestât boire entre ses repas. Il déclara qu'il trouvait l'atelier charmant, qu'il ne connaissait rien en art et ne demandait à un portrait que d'être ressemblant : il était très content de celui de Mrs H... Le peintre sortit quelques paysages, en s'excusant auprès des Anglais, car, dit-il, « là-dessus vous êtes nos maîtres ».

Harmer fut surpris de l'extrême jeunesse de l'artiste : pas plus de trente-cinq ans, et il se figurait un peintre célèbre comme un sexagénaire. On parla de l'Angleterre : de Cambridge, où Bertrand avait passé un trimestre ; des landes du Norfolk, de l'Écosse, des marais du Yorkshire, des jardins anglais et de la Tamise, quand tout à coup l'homme d'affaires regarda sa montre et s'aperçut qu'il devait s'en aller. Comme Bertrand les reconduisait, il bredouilla :

— Vous plairait-il de faire le portrait de ma femme ?

— Ravi, dit le peintre, mais Mrs Harmer n'aimera peut-être pas ce que je fais.

— Mais si, dit Harmer, j'en réponds.

— Alors, quand pourra-t-elle commencer à poser ?

— Quand vous voudrez. Et pour les dimensions, je vous laisse le choix.

On prit jour. Il ne fut pas question du prix, ce détail étant réglé d'avance par l'intermédiaire de Legge et de son ami le connaisseur, et Harmer en était tout à fait satisfait.

Mais Legge se demandait de plus en plus quelle serait la réaction de Mrs Harmer et il en parla longuement ce soir-là dans une lettre à sa femme, qu'il tenait avec raison comme l'être le plus doué de bon sens qu'il connût. Il racontait aussi en détail la visite de son nouvel ami.

III

Quand Robert annonça à Zita qu'il avait pris rendez-vous pour elle chez Bertrand, ce ne fut pourtant qu'une demi-surprise, car elle savait déjà tout par la femme de Sutton, qui le

savait par son mari, à qui Harmer avait tout dit. Zita avait vu quelque part un tableau de Bertrand qui lui avait plu, mais, ajouta-t-elle, « je n'ai pas de préférence pour le peintre; je suis contente de ce qui fait plaisir à mon mari, voilà tout. » Sur le chemin du bureau, Robert déposa sa femme chez Bertrand et l'y laissa. Il devait lui renvoyer la voiture.

A la vue de Zita, le peintre tomba des nues; Legge l'avait prévenu qu'elle passait pour jolie femme et qu'elle était la cadette de trois sœurs célèbres pour leur beauté. Il s'attendait à voir paraître une grande perche anglaise, — soit quelque plantureux Romney, soit plutôt une dame de Rossetti, aux yeux hagards, trop longue, osseuse, beaucoup trop maigre. Zita n'était ni l'un ni l'autre.

Elle était belle, malgré son air absent et son excessive pâleur. Oui, belle, avec même quelque chose en plus, pensa le peintre en cherchant pourquoi elle était si particulièrement belle, et pour la millionième fois, il se perdit en rêveries sur le mystère de la beauté charnelle. De quoi est-elle faite, cette beauté? A quoi tient-elle dans un visage où aucun trait n'a de valeur en soi? Quelle énigme! Dès qu'on peut détailler, classer, parler de la vivacité des yeux, de la finesse du dessin, d'une allure fière, de proportions parfaites, comme dans un objet d'un fini ravissant, à la bonne heure! on s'en tire encore. Devant les sœurs de Zita, Bertrand n'eût pas été en peine de porter un jugement : il eût pu définir ce qu'il trouvait bien ou mal. Mais ici! Aucun trait assez rare ou assez précieux pour justifier en soi l'impression donnée. Rien qui sautât aux yeux : regard d'une grande douceur, sans doute, jolie ligne, expression charmante... voilà tout, et cependant, plus l'artiste contemplait son modèle, plus il se sentait ensorcelé. Il ne pouvait en détacher les yeux. Rien d'extraordinaire, rien de particulièrement exquis et pourtant, dans tout l'ensemble, il y avait un je ne sais quoi, un charme qui émanait du principe vital, une grâce dans les gestes, l'expression du corps, le regard, une grâce de même essence qu'une phrase musicale, un rayon qui dore un nuage, une branche d'aubépine en fleurs, la surprise du parfum d'un banc invisible de jacinthes, — oui, un je ne sais quoi qui tenait à la substance, à la personne même et à l'être de la jeune femme, en dehors de tout accident, de toute combinaison perceptible

de la structure et de la chair, de la forme et de la couleur; et c'était divin.

« Elle est belle, en effet, songeait le peintre, mais d'où vient cette valeur indéfinissable qui est chose toute différente, et qui flotte comme un halo, en marge de la beauté?

Il demanda à la jeune femme comment elle désirait poser.

— Comme vous voudrez. Tenez, faites-moi comme me voilà. Laissez-moi seulement enlever mon chapeau.

— Et pourquoi? demanda le peintre.

— Il sera démodé l'an prochain, répondit-elle.

Elle portait un cabriolet de paille attaché sous le menton par un nœud de ruban noir.

— C'est une grave erreur pour un portraitiste, que de se méfier de la mode et de chercher à l'escamoter ou à tricher avec elle. Rien ne date comme le costume. Quoi de plus pompier que ces portraits où les peintres se sont évertués à effacer les caractères amusants d'une toilette pour la réduire à une sorte de draperie allégorique? C'est bien pis que s'ils avaient fait tout bonnement les robes qu'ils avaient sous les yeux. Et tenez, la coiffure trahit toujours, quand bien même le modèle serait en Cléopâtre ou en Marie Stuart.

— C'est votre affaire, dit Zita. Faites-moi comme il vous plaira, mais sans chapeau.

— Ah! pardon, avec votre chapeau! dit Bertrand en riant. Je vous fais de profil. Ce sera épatant. Je vous promets que dans dix ans votre coiffure sera cent fois plus démodée que votre cabriolet.

— Soit! dit Zita en soupirant. Va pour le chapeau!

Ainsi commencèrent les séances, et avec elles commença une vie nouvelle pour Zita. Bertrand parlait peu en travaillant, mais ce qu'il disait ne ressemblait guère à tout ce que la jeune femme était accoutumée à entendre autour d'elle. Il avait le travail lent. Ils causaient de choses et d'autres, jamais de leurs secrets; et cependant plus le peintre voyait la jeune femme, plus elle lui semblait étrangère : si jeune et, à la fois, si vieille pour son âge! Quelle ignorance et, en même temps, quel désenchantement, — un désenchantement où l'on devinait pourtant des ressources secrètes de gaieté, contenues et prisonnières, et qui n'attendaient que le moment de sourire au jour.

Et puis, elle ne semblait attachée à rien : elle ne connaissait personne, pas plus à Paris qu'en Angleterre, et parlait de sa mère et de ses sœurs comme si elles appartenaient à une autre planète.

Bertrand était marié. Il parla à sa femme de cette jeune Anglaise qui ressemblait si peu à celles qu'il connaissait. Un soir, le frère de madame s'invita à dîner. Il s'appelait Jean de Bosis. C'était un garçon de vingt-sept ans, qui se piquait de littérature et écrivait des vers, dont quelques-uns avaient paru dans de petites revues, mais en somme il n'avait encore rien publié. C'était un poète inédit. « Et toi, tu as des commandes?... » demanda-t-il à son beau-frère.

— Je fais le portrait d'une Anglaise.

— Que diable vient-elle faire à Paris en cette saison?

— Elle n'y fait rien, elle y habite. Son mari est dans une banque. Ils passent tout l'été à Paris et ne prennent leurs vacances qu'en automne ou en hiver, à cause des sports.

— Tu m'en diras tant! Tout s'explique. Une sportive alors?

— Mon vieux, tu n'y es pas! C'est le mari qui est le sportif; il a d'ailleurs vingt ans de plus qu'elle.

— Alors, jeune et jolie?

— Jeune, oui, mais jolie, ce n'est pas le mot... Intéressante plutôt... et rudement difficile à peindre.

— Je vois ça d'ici : une planche, longue comme un jour sans pain?

— Tu y es de moins en moins. Elle me fait penser à une fleur privée de lumière qui s'étiole.

— Oh! oh! et quelle fleur, par exemple?

— Un bouquet de lilas, si tu veux, répondit le peintre, mais par une journée sans soleil. Un rayon là-dessus, et ce serait une féerie. Au moins, je me le figure, c'est une impression personnelle, car, pour toi, je ne sais pas trop ce que tu en penserais. Moi, elle me donne la sensation d'un être ravissant qu'une éclipse passagère rend invisible.

— Enfin, la Belle au Bois dormant?

— Peut-être, mais plutôt non. Pas du tout endormie, mais très éveillée au contraire, et même trop; beaucoup trop éveillée : une créature d'insomnie, on ne s'imagine pas qu'elle puisse fermer les yeux. Du reste, si tu veux juger par toi-

même, passe à l'atelier demain matin entre dix heures et midi, elle y sera.

— Et le mari?

— Le mari... c'est l'Anglais moyen, irréprochable, raisonnable, aimant les courses.

— Amoureux de sa femme?

— Il est capable d'en être jaloux, — et il ne doit pas être commode!

— Il la surveille?

— Il la conduit ponctuellement, mais il n'assiste pas.

Le lendemain, — c'était une chaude matinée de juillet, — Jean de Bosis se rendit à l'atelier de son beau-frère. Il le trouva à l'ouvrage. Mrs Harmer portait une robe de mousseline et son petit cabriolet de paille.

— Bavardez à votre aise, dit le peintre après avoir fait les présentations, mais ne m'en veuillez pas d'être impoli et absorbé. J'en suis au moment difficile.

Jean s'assit. Zita parut tout de suite s'intéresser à lui; il avait les traits un peu rudes et des yeux gris profonds, sincères, pleins de sympathie et de douceur. On parla des gens qui partent, de la chaleur, de la foule.

— Moi, j'aime Paris en juillet, on se sent tellement plus libre! dit Jean.

— C'est ce que j'éprouvais à Londres au mois d'août, quand il n'y reste plus personne. Personne, cela veut dire qu'il y a tout autant de monde, excepté les cinq ou six figures qu'on n'a pas envie de voir, et c'est ce qui en fait tout le charme.

— Comme c'est vrai! Londres vous manque, madame?

— Oh! pas le moins du monde! D'ailleurs, depuis que j'étais une toute petite fille, j'y ai à peine habité. J'y ai passé un mois tout juste. Mon mari est un campagnard et maman vit à l'étranger.

— La campagne anglaise est si belle! dit Jean.

— Vous la connaissez?

— Oh! rien que par les descriptions de Bertrand et par les livres.

— Vous parlez anglais?

— Je n'en sais pas un mot, madame, et je lis vos auteurs en français. Mais je connais Shakespeare, Byron, Dickens et Ouida. Aimez-vous la lecture, madame?

— Oui, je dévore des tas de romans, et je les oublie tout de suite.

— Des romans français ?

— Français, anglais et même les Russes. Toute la collection Tauchnitz. Ça tue le temps.

— Vous devez avoir le mal du pays ?

— Mais non, je vous assure, dit la jeune femme en souriant. J'aime beaucoup Paris et je trouve les Français charmants ; ils sont tellement gentils, et surtout, comment dire ? ils font attention à vous : ils tiennent compte de votre existence. Avec eux, n'est-ce pas, on est une personne.

— Vous n'allez pas me faire croire que vous passiez inaperçue en Angleterre, fit le jeune homme avec enjouement et d'un ton incrédule.

— C'est pourtant la vérité.

— Les Anglais sont bien distraits !

Il accompagna ces paroles d'un regard qui déguisait si peu son admiration que la jeune femme ne put s'empêcher de rougir.

— Aimez-vous les romans ? demanda-t-elle pour changer de sujet.

— J'ai lu ceux que tout le monde connaît. C'est une chose à faire, pour en être quitte une fois pour toutes.

— Mon beau-frère est poète, interrompit le peintre. Il a publié des sonnets dans la *Revue blanche*.

— Hélas ! c'est la triste vérité, fit le jeune homme avec componction.

— Qu'y a-t-il là de si triste ?

— Mon Dieu ! s'ils avaient été bons, ils auraient été refusés.

— Allons donc ! C'est la preuve, madame, qu'il a quelque chose dans le ventre ; qu'il soit poète, ça, c'est une autre affaire. Mais je suis sûr qu'il écrira.

— Je me demande parfois, dit Jean sans même écouter la réflexion de son beau-frère, s'il arrive jamais que les choses se passent dans la vie comme dans les romans. Qu'en pensez-vous, madame ?

— Le roman, dit Bertrand, ne doit pas donner l'impression d'une histoire vécue. S'il n'était que le miroir, la copie de la vie, alors, à quoi bon le romancier ?

— Ce n'est pas mon avis, dit Jean. Qu'un écrivain invente

une histoire de toutes pièces, et qu'il réussisse à me faire croire que c'est arrivé, à me faire dire : « Comme c'est bien ça ! » voilà ce que j'appelle un romancier. Mais la vie est si mal bâtie ! On dirait que l'auteur oublie à tout bout de champ ce qu'il voulait faire de ses personnages.

— Soit ! mais c'est sans importance, dit le peintre ; les personnages font ce qu'ils peuvent ; l'essentiel, c'est ce qu'ils sont. La vie est homogène. Les caractères ne bougent pas. Chacun reste soi-même.

— Nous ne sommes pas d'accord, dit Jean. L'homme change sans cesse. Il paraît que, tous les sept ans, l'organisme se renouvelle totalement. Eh bien ! je suis convaincu que l'esprit suit le mouvement et qu'il se métamorphose à la même cadence. On fait peau neuve. On est devenu un individu complètement différent. Par exemple, les amis : tous les sept ans, on a besoin de liquider son stock, de se faire un fonds d'amitiés fraîches.

Le peintre éclata de rire.

— De quoi ris-tu ? demanda Jean.

— Je me demande un peu ce que tu en sais. Il y a sept ans, tu étais sur les bancs du lycée.

— Pardon, je faisais mon service. Et il ne me faut pas si longtemps, dit Jean. Je ne peux plus ouvrir un livre que j'adorais il y a trois ans.

— Et vos amis ? demanda Zita.

— Oh ! ils sont tous pareils. Plus on change, plus c'est la même chose.

— Eh bien ! qu'est-ce que je te disais ? C'est justement cela contre quoi tu viens de t'exciter. Un peu de logique, mon cher !

— Mais non, il s'agit de tout autre chose. Ce que je voulais dire, c'est qu'ici nous tournons toujours dans le même cercle : toujours les mêmes figures monotones, insipides, toujours ce déjà vu, cette platitude écœurante, cette absence d'imprévu... jamais un être neuf, frais, original, excepté...

Il se tut brusquement.

— Excepté ?... demanda Zita.

— Je l'ai échappé belle, madame, j'allais vous dire une fadeur : heureusement je me suis rappelé à temps que les Anglais détestent les compliments.

— Vous croyez ? dit Zita avec beaucoup de gravité.

Le jeune homme se mit à rire.

— Pourquoi riez-vous ? demanda-t-elle.

— C'est vous qui vous moquez de moi.

— Pas le moins du monde, je vous le certifie.

— Tiens, mon cher, dit Jean, voilà comment tu devrais peindre Mrs Harmer, avec cette expression qu'elle vient d'avoir pour se moquer de moi. Cet air de persiflage dans ce masque sérieux, quelle merveille ! Tu permets ?

Il s'approcha du chevalet.

— Non, tout à l'heure, attends la fin de la séance. J'en ai pour un instant. Je crois que j'ai fait tout ce que je pouvais pour aujourd'hui. Je ne peux d'ailleurs pas faire beaucoup mieux quand je m'y appliquerais encore pendant dix ans. La vérité, madame, c'est que vous êtes impossible à peindre ; non, ce n'est pas un compliment, vous savez que les peintres n'en font pas. Voyez-vous, il y a en vous quelque chose qui échappe, un je ne sais quoi d'intangible, on dirait un voile de mousseline qui vous séparerait du monde ; et puis vous changez tous les jours. Et si ce n'était que cela encore ! Mais vous avez le don de vous rendre invisible, vous refermez vos pétales. Je sens qu'il y a en vous comme une présence secrète que vous ne voulez pas me laisser voir. Vous vous dissimulez sous un masque impalpable ; ou alors, c'est ma faute, c'est moi qui ne sais pas mon affaire, qui ne sais pas peindre, — pas voir. Ah ! chien de métier ! Voilà, c'est tout pour aujourd'hui.

— On peut regarder ? demanda Zita.

— Si vous voulez.

Le peintre se recula et considéra sa toile d'un œil critique.

— Comme c'est bien ! s'écria la jeune femme. Évidemment, vous allez dire que je suis mauvais juge.

— C'est bien, dit Jean, c'est même très bien, mais *il y a quelque chose qui manque* (1), cette pointe de malice, d'espièglerie.

— Mais c'est que ça n'y était pas la dernière fois.

— J'ai donc l'air bien terrible, bien méchante ? demanda Zita.

— Méchante, non, mais je crois que, si vous vouliez, vous pourriez...

(1) En français dans le texte.

— Je pourrais?...

Il n'acheva pas, car la bonne vint annoncer que monsieur était en bas qui attendait madame.

IV

Le travail dura encore un mois. Jean de Bosis venait souvent à l'atelier, mais le portrait n'avançait pas. La jeune femme ne s'en plaignait point. Elle ne trouvait pas le temps long. Ces séances avaient transformé son existence, elles y apportaient un élément de nouveauté, qui était pour elle une fête.

Elle continuait à ne voir le peintre et son beau-frère qu'à l'atelier; cette situation aurait pu se prolonger indéfiniment sans l'arrivée d'Amélie Legge. L'appartement n'était pas prêt, « mais si je ne m'en mêle pas, il ne le sera jamais », dit-elle, et elle avait apparemment raison.

Amélie Legge n'était pas ce qui s'appelle une jolie femme, mais on s'accordait à lui trouver de l'agrément. Elle débarqua à Paris avec ses deux petits garçons. Elle avait à peine dépassé la trentaine. Pratique, vive, plaintive, énergique, très fine et dévorée de curiosité, elle s'intéressait à la vie avec passion. Elle ne passa qu'un jour à l'hôtel; dès le lendemain, elle portait ses pénates dans son nouvel appartement : bien qu'à l'état de chantier et ne semblant pas habitable avant plusieurs mois, le logis fut pratiquement prêt dans l'espace de quarante-huit heures, une fois les locataires sur place.

Le soir de leur arrivée, les Legge dînaient à la terrasse de leur restaurant favori, près du Rond-Point. A peine avaient-ils fini le melon qu'Amélie s'écria :

— Robert, ici! Avoue que c'est drôle!

— Mais oui, dit Legge, et pour de bon, au moins pour quatre ou cinq ans, si ce n'est pour toujours. Il est co-directeur de la Banque de Bristol. Mais le personnage intéressant, ce n'est pas lui, c'est sa femme. Qui est-ce? J'ai cherché à me tuyauter auprès de mes jeunes collègues : j'ai appris seulement qu'elle est ici depuis l'autre été. Son mari suit les courses, mais elle ne va *nulle part*.

— Écoute, chéri, si tu me permets de placer un mot, je peux t'en dire très long sur elle. D'abord, elle est la sœur de Thérèse Saint-Alwyn.

— Ça, je le sais, ton cousin me l'a dit.

— C'est la cadette de la famille. Robert l'a connue à Nice. Ils se sont mariés un an avant nous et ensuite ils ont habité l'Angleterre, à la campagne, dans la propriété de Robert, à Wallington, près d'Easthampton, un endroit affreux, le type de la maison sinistre, tu sais, le vrai original de la *Bleak-House*, de Dickens. On dit qu'elle n'est pas mal, si on en croit la voix publique, mais ce n'est rien du tout en comparaison de ses sœurs.

— Là-dessus, je crois que tu te trompes. Bertrand dit : « Ce n'est pas une femme, c'est un rêve. »

— Ne me parle pas des artistes ! Ils ne peuvent rien faire comme tout le monde. Ils aiment à faire des trouvailles, ils découvrent toujours ce que personne ne remarque ; au fond, ils n'admirent pas les gens, ils cherchent de bons sujets de peinture, voilà tout.

— Justement, il déclare qu'elle est un modèle infaisable.

— Tu la connais ?

— Non, pas encore. J'ai déposé des cartes, mais j'ai compris que ton cousin ne voulait faire aucune démarche avant ton arrivée.

— Pauvre petite! Elle doit être bien seule, dit Amélie. Mais cela va changer, je m'en charge ; j'ai déjà écrit à Robert.

Deux jours plus tard, Robert invitait les Legge à déjeuner :

— Vois-tu, le bonheur d'Amélie, expliqua-t-il à sa femme, ce serait de trouver à table une bande de Français qui jacassent. Mais, ma foi ! tant pis pour elle, je ne lui servirai pas ce plat-là.

— Ce doit être une femme redoutable, dit Zita.

— Non, tu verras, elle est très bonne fille au fond ; seulement, c'est une agitée, il faut qu'elle fourre son nez partout.

Elle arriva le lendemain à une heure, bien différente de l'image que Zita s'en était faite. Elle s'attendait à voir paraître une espèce de gendarme sec, grand, osseux, interminable : elle vit s'avancer une petite femme douce, blonde, boulotte, reposante, et pour tout dire, confortable. Ce petit tas de choses aimables parlait avec beaucoup de feu. Cyrille, son mari, était cordial, plein de vie et de gaieté. Amélie retrouva Robert avec effusion et s'écria :

— Enfin, voilà Zita ! J'ai un peu connu votre mère autrefois et vos illustres sœurs. On voit tout de suite que vous êtes

de la famille. Mais, Robert, tu ne m'avais pas dit que tu avais choisi la plus belle des trois Grâces! Je me rappelle, continua-t-elle en s'adressant à la jeune femme, je me rappelle votre sœur aînée, Thérèse, quand elle a fait ses débuts dans le monde; c'était la même année que moi; elle faisait sensation, mais vous!

Amélie ne dissimulait pas son émerveillement. Mais les Sutton et Wilmot, le collègue de Robert, arrivaient et on passa à table.

— Eh bien! où en est le portrait? fit Sutton. Et Zita fut obligée d'avouer qu'au dernier moment, l'artiste avait tout effacé, et qu'il en recommençait un autre.

— Il faut que je voie cela tout de suite, ma chérie, interrompit Amélie. J'ai une admiration immense pour tout ce que fait cet homme-là!

— Je pose demain. Venez si cela vous tente, dit Zita.

— Rien au monde ne peut me faire plus de plaisir.

— Alors, dit Robert, tu ramèneras Zita et tu déjeuneras avec nous.

— Robert vous accompagne-t-il toujours?

— Il me conduit et vient de temps en temps me rechercher.

— Quel sacré lambin que ce peintre! maugréa Harmer. Et je trouve même qu'il fait durer le plaisir. Depuis près d'un mois que ça traîne, c'est à peine commencé.

— C'est bien lui! s'écria Sutton. Il lui faut le temps de se mettre en train. Quelquefois il travaille six semaines et fiche tout en l'air et puis, un beau jour, il recommence et le tableau est enlevé en quarante-huit heures.

— J'espère au moins qu'une fois fini, ce sera à peu près présentable, continua Robert. Dommage que cette idée ne me soit pas venue à Londres, j'aurais eu Millais ou quelqu'un dans son genre.

— Félicite-toi de ta chance! Tu ne t'en en repentiras pas, dit Amélie.

On passa ensuite à d'autres sujets. Quand vint le moment de se séparer, Amélie resta en arrière et s'arrangea pour se trouver seule avec Zita.

— Dites-moi franchement quand vous aurez assez de moi. Mais vous comprenez, je suis la cousine de votre mari, j'ai connu votre sœur; alors, je ne peux pas m'empêcher de vous traiter en amie.

Zita se laissa faire, un peu interloquée de cette familiarité si brusque. Elle trouva sa cousine amusante, pétulante et vraiment bonne à vivre. Mais elle ne pouvait se défendre en même temps d'une certaine réserve : cette exubérance l'intimidait. Il lui semblait qu'une personne si friande des petits secrets du cœur humain, et qui s'emballait si facilement pour les affaires d'autrui, devait manquer de discrétion.

Amélie, une fois lancée, était intarissable : elle ne s'arrêtait plus dans ses souvenirs de Paris, du Paris qu'elle avait connu et qui n'était plus reconnaissable. Elle y avait encore beaucoup de vieux amis, du temps de ses parents.

A force de demander à Zita si elle connaissait les Un tel et les Un tel, Amélie s'aperçut que la jeune femme ne connaissait pas un chat.

— Alors, vous ne voyez pas de Français du tout ?

— Non. Pas un, excepté mon peintre et un monsieur qui est venu une ou deux fois aux séances.

— Qui est-ce ?

— Un écrivain, un nommé Jean de Bosis.

— Je demanderai à Madeleine si elle le connaît. Il faut que je vous présente à Madeleine Laurent, c'est une grande amie à moi. Elle n'écrit pas, mais elle est au mieux avec tout ce qui écrit. Et elle aime *profondément* les Anglais. Elle a même été une fois en Angleterre. Dire que c'est Bertrand qui fait votre portrait ! Qui est-ce qui a mis cette idée-là dans la tête de votre mari ? J'adore Robert et je lui suis tout ce qu'il y a de plus attachée ; je suis prête à me jeter au feu pour lui, mais avouez tout de même que les arts ne sont pas son fort.

— C'est M. Sutton qui lui en a dit un mot le premier, et puis votre mari l'a beaucoup poussé.

— Vous avez été invités à l'ambassade, naturellement ?

— Oui, à une garden-party.

— Mais, ma pauvre enfant, pourquoi vivez-vous en ermite ? Pourquoi ne pas vous faire de relations ?

— Les étrangers assomment Robert, et moi, voyez-vous, je suis timide. Je me sens parfaitement heureuse dans mon coin.

— Comme cela, sans voir personne, sans aller nulle part ?

— Mais je vois les amis anglais de mon mari.

Amélie n'eut pas besoin d'en entendre davantage. En un éclair, et sans se tromper d'un iota, elle avait deviné le désert

de sa vie. Elle en fut atterrée. « Il faut agir, il n'est que temps, conclut-elle, autrement cela finira par une catastrophe. » Amélie était de ces femmes qui, lorsqu'elles ont une chose en tête, la mettent en acte immédiatement : l'idée leur tombe toute formée du cerveau dans les mains.

Elle rentra chez elle, griffonna une demi-douzaine de billets et ressortit aussitôt pour aller chez son amie Madeleine Laurent avec qui elle avait rendez-vous. Madeleine habitait un petit appartement, dans une rue qui partait d'une des avenues nouvelles. Elle attendait la jeune femme qu'elle reçut avec effusion et à grand renfort de baisers et d'exclamations. Les deux amies se jetèrent dans les bras l'une de l'autre. C'étaient toutes les deux des natures chaudes, expansives, débordantes. Elles faisaient la paire et s'entendaient comme les doigts de la main. Madeleine était veuve. Dans sa jeunesse, elle tirait quelques ressources de son pinceau, mais elle l'avait abandonné. Elle avait perdu son mari depuis plusieurs années. Elle vivait pour ses amis, qui étaient si nombreux qu'elle ne les comptait plus : c'était la moitié de la France, plus la moitié de l'Angleterre.

C'était une petite juive, très brune, mais qui n'avait nullement le type israélite : elle vous avait même, au contraire, un coquin de petit nez en trompette, flanqué d'une paire d'yeux auxquels rien n'échappait, et pétillants d'esprit. Elle dégageait une sorte d'électricité, mais qui était toute dans ses paroles et dans l'expression du visage : ses gestes étaient calmes et elle en était avare.

Elle fit asseoir Amélie auprès d'elle, sur le divan, dans une pièce grave et presque entièrement tapissée de hautes bibliothèques; pas de tableaux, hormis un portrait d'homme posé sur un chevalet. Elle se mit à bombarder Amélie de questions précises; aux réponses de celle-ci elle se contentait d'ajouter un mot ou d'acquiescer d'un signe de tête.

— Figure-toi qui j'ai trouvé ici ? Un de mes cousins et sa femme.

— Qui donc?

— Ma chère, tu ne peux pas le connaître, c'est un homme d'un certain âge qui est dans les affaires; mais ce qu'il y a d'amusant c'est que j'ai connu autrefois la famille de la femme, dont je n'ai fait la connaissance qu'hier. Elle

est d'une beauté incroyable, et pourtant charmante en même temps.

— Quel genre? demanda Mme Laurent.

— Je ne peux pas te dire. Je ne vois personne qui lui ressemble. Il n'y a pas moyen de ne pas la remarquer. Un sourire inouï, des yeux très écartés, enfin, une créature céleste: elle fait penser à un air d'amour joué sur un instrument en sourdine.

— Grande?

— Non, pas très grande, et pourtant à côté d'elle je me sens plus naine que jamais.

— Mariés depuis longtemps?

— Sept ans.

— Alors, elle est beaucoup plus jeune que son mari?

— Beaucoup plus jeune: je lui donne vingt-six ou vingt-sept ans.

— Des enfants?

— Non, un seul, et par malheur il s'est trouvé mort-né. Et elle ne peut plus en avoir.

— Pas de roman?

— Pour le coup, c'est trop me demander. C'est la première fois que je la vois. Je suis liée avec son mari, non seulement comme avec un cousin germain, qu'on a connu toute sa vie, mais encore comme avec un bon camarade. Je l'aime infiniment et j'ai pour lui la plus grande estime. C'est un homme supérieur par beaucoup de côtés, et, tout le monde le dit, de premier ordre en affaires. Rien d'étonnant qu'il ait été attiré par une femme comme la sienne, mais je me demande vraiment s'il a bien fait de l'épouser : si jeune, et pas un trait de commun avec lui!

— Est-ce bien sûr?

— C'est le jour et la nuit, cela crève les yeux. Tu vois, mon cousin est du nord: c'est un vieux terrien roublard et positif, un garçon pratique, adorant le sport et la vie au grand air, bien que sachant au besoin s'en passer. Un homme de cheval, un amateur de courses, mais bouché à l'émeri pour tout ce qui est art, littérature, peinture, musique.

— Et elle?

— Elle... je ne connais pas ses goûts, mais ils sont certainement à mille lieues de là. Deux êtres ne peuvent pas être

deux mondes plus différents. D'abord, cinq années de couvent et, après la mort du père, une vie sans foyer, à Cannes à Nice, de-ci, de-là, au hasard des pensions de famille. Évidemment, il faut que Robert lui ait plu, puisqu'elle l'a épousé. Je ne la connais pas du tout, je ne sais pas ce qu'elle a en tête, mais ce dont je suis bien certaine, c'est qu'elle n'a pas une idée d'accord avec Robert. J'ai connu la mère, une Américaine intelligente et assez pittoresque, qui avait la réputation d'une ancienne beauté; et le père aussi, un charmant vieux coureur, à moitié Irlandais, surtout cosmopolite. Les sœurs étaient toutes jolies et ont trouvé à se caser, mais pour celle-ci c'est vraiment une petite merveille. A propos, elle est en train de faire faire son portrait.

— Par qui ?

— Par Bertrand.

— A la bonne heure !

— Et entre parenthèses, il y a certain poète, qui assiste aux séances, un nommé Jean de Bosis. Le connais-tu ?

— Comment donc ! sa mère est ma meilleure amie.

— Alors, il te donnera des détails sur ma cousine. Mais j'en saurai bientôt davantage de mon côté ; en attendant, est-ce que je peux te l'amener ?

— Bien entendu, venez demain, c'est mon jour. Est-ce qu'elle aime voir du monde ?

— Elle l'aimerait peut-être, mais je crains que mon pauvre cousin ne lui en ait jamais donné l'occasion. Tu comprends, il va aux courses et il ne reçoit que des relations d'affaires.

— Serait-il jaloux?

— Ce serait en effet l'explication la plus simple, et j'y avais pensé de moi-même, figure-toi.

Madeleine rit.

— Mais, mais... poursuivit Amélie, je crains que ce ne soit pas la bonne, tout compte fait.

— Et pourquoi ?

— Non, vois-tu, je sais que Robert a des côtés bizarres, et il se peut très bien qu'il soit jaloux de caractère. Mais il est scrupuleusement juste, et je suis absolument sûre qu'il n'est jaloux de personne.

V

Le lendemain, Amélie accompagna sa cousine chez le peintre. Elle admira le portrait et fit la connaissance de M. de Bosis, qui se trouvait là comme à l'ordinaire. L'après-midi elle mena la jeune femme chez Madeleine. Il n'y avait pas plus de quatre ou cinq personnes, comme toujours. Madeleine se toqua sur-le-champ de Zita et fut conquise par sa beauté.

— Regardez-la, c'est une fleur, une belle de nuit! souffla-t-elle à l'oreille d'Amélie.

— Tout à fait une belle de nuit au crépuscule.

La présence du ménage Legge changea du tout au tout l'existence de Zita : son salon devint bientôt le centre d'un charmant groupe d'artistes et de gens de lettres des deux pays, panaché de quelques étrangers. Le couple ne manquait pas une occasion d'inviter les Harmer, qui étaient en quelque sorte de fondation à leurs dîners; au début, Robert parut se laisser faire de bonne grâce et venait avec sa femme sans se faire prier, mais soudain il se ravisa et se mit à pousser Zita à y aller seule. S'il se méfiait des étrangers, il croyait pourtant sa femme en sécurité dans ce milieu d'intellectuels qu'il ne prenait pas assez au sérieux pour en prendre ombrage; c'est du reste à la même époque, par une coïncidence singulière, qu'il fit la connaissance d'une veuve américaine, assez belle, nommée Mrs Rylands, qui allait jouer un grand rôle dans sa vie. Ils étaient à peu près du même âge; c'était une femme de tête, qui avait beaucoup vu et que l'expérience avait mûrie. Dans le monde, les uns croyaient à une liaison, les autres haussaient les épaules et soutenaient qu'il n'en était rien. Robert Harmer professait pour cette dame un véritable culte, et tenait ses moindres propos pour parole d'évangile. Il trouvait donc commode, pour cultiver à son aise cette nouvelle relation, et par un désir généreux de compensation, d'envoyer Zita de son côté chez des amis intimes.

Sur ces entrefaites, le portrait s'acheva et l'auteur envoya son ouvrage au Salon. Ce fut le clou de la saison. C'était l'année de l'Exposition. Paris se trouvait le rendez-vous d'une foule d'étrangers, parmi lesquels beaucoup d'Anglais. Cyrille n'eut pas de peine à persuader son cousin d'aller à l'ambassade.

Tous ses compatriotes ne manquèrent pas de reconnaître en Zita le modèle du fameux « Portrait de Mme X... » qui faisait tant parler. Ce fut une fois de plus l'histoire des moutons de Panurge; chacun s'extasia devant l'astre naissant, bien que la veille encore, tout le monde, sans l'avoir vue, répétât de confiance la formule proverbiale « qu'elle ne venait pas, etc... » En un clin d'œil, le vent tourna, les salons changèrent d'avis avec un ensemble merveilleux. Le mot d'ordre fut désormais que Zita était la perle de toute la famille.

Elle s'était épanouie en effet, et était devenue ravissante. Elle était belle, étant heureuse, et elle était heureuse parce qu'elle se sentait admirée. Les deux événements parisiens furent, ce printemps-là, Sarah Bernhardt, qui venait de créer le rôle de doña Sol, et Zita avec son portrait. Mais la jeune femme n'était sensible ni à sa vogue mondaine, ni aux regards des hommes qui se retournaient sur son passage dans la rue : elle n'était touchée que d'être belle aux yeux d'un seul homme, qui était M. de Bosis.

Me voici arrivé à un point de l'histoire où Amélie Legge se reproche d'avoir peut-être été en faute, encore qu'elle ne croie avoir rien fait dont elle ait à se disculper. Voici les faits. Une fois le portrait fini, Zita n'eut plus d'occasion de rencontrer M. de Bosis. Au début, elle le voyait aux jeudis de Madeleine; c'était presque la place publique : il n'y avait jamais moins de cinq ou six personnes à la fois. Jamais la jeune femme ne le fit venir chez elle et Madeleine ne recevait pas en dehors de son jour.

MAURICE BARING.

(*La deuxième partie au prochain numéro.*)

Traduction de Louise-Dominique Gillet.

LA DOCTRINE DE GUERRE ITALIENNE

LA GUERRE DÉCISIVE

Les événements qui se déroulent actuellement, rendent du plus haut intérêt de connaître la doctrine de guerre de l'Italie. Un livre dont le titre est lui-même un programme, *la Guerre décisive* (1), de M. le général Visconti-Prasca, va faciliter la tâche. La personnalité de cet officier général et le poste occupé par lui prêtent un intérêt particulier aux doctrines qui y sont exposées. Il est en effet le chef d'état-major de M. le maréchal Badoglio qui coordonne, en qualité de chef d'état-major général, les questions de préparation à la guerre de l'armée, de l'aviation et de la marine. Certes, les vues de M. le général Visconti-Prasca lui sont personnelles, mais elles ont bien des points communs avec les réformes réalisées au cours de ces derniers mois dans l'armée italienne, et de nombreuses analogies avec le récent règlement de cette armée sur l'emploi des grandes unités. Ces conceptions, exposées à très larges traits, sans surcharge technique et souvent originales, méritent de retenir l'attention non seulement des militaires, mais de tous ceux qui peuvent avoir à intervenir dans les affaires publiques.

(1) Cet ouvrage a déjà été traduit en plusieurs langues et sa traduction française paraîtra prochainement à la librairie Berger-Levrault.

LA POLITIQUE ET LA GUERRE

« La guerre, nous dit M. le général Visconti-Prasca, aura les plus grandes chances d'aboutir d'une façon décisive si sa préparation, au cours de la période qui l'a précédée, a été entièrement conçue en vue des buts poursuivis par la politique. » Et il ajoute : « Les activités politique, technique et morale, bien qu'étant chacune d'essence différente, doivent être organisées au cours de cette préparation sur un plan de parfaite analogie, afin d'acquérir ce maximum de puissance qui, seul, pourra obtenir le concours de ces trois éléments. » Et il en donne comme exemple la différence entre les résultats incomplets obtenus en Libye jusqu'à l'avènement du régime fasciste, et les résultats décisifs obtenus ensuite avec des moyens bien inférieurs.

C'est qu'en effet, — et il se trouve là en compagnie de Clausewitz et du général von Seeckt, — la guerre et la politique sont deux aspects d'une même activité. La politique des peuples militairement forts présente un tout autre caractère que celle des peuples désarmés, surtout si on a su adapter la puissance militaire aux modalités et aux buts de la politique en vue des fins d'une politique déterminée, et si son action peut se manifester d'une manière rapide et forte dans le sens répondant le mieux aux objectifs politiques du pays. Cela n'est possible qu'à un gouvernement fort et sûr de soi, ayant des prérogatives harmonisées et hiérarchisées par rapport à celles des chefs militaires. Les grands succès militaires et leur exploitation complète au point de vue politique sont le fait de l'unité d'action politique et militaire. Et très judicieusement le général Visconti-Prasca nous montre que la préparation minutieuse d'un plan de campagne, condition du succès si ce travail correspond aux buts assignés par la politique, risque dans le cas contraire de fausser le cours des opérations et de compromettre le succès final, car il n'existe pas en temps de guerre de buts uniquement militaires.

L'armée est faite pour la guerre, mais celle-ci est faite pour la politique. Le chef militaire ne peut plus avoir des œillères ; il doit savoir où il va, et pourquoi. Cela exige entre le pouvoir militaire et le pouvoir politique une identité de vues assurée

par la haute subordination du premier au second. La préparation de l'armée exige une collaboration englobant les activités les plus diverses de tous les échelons des diverses hiérarchies de l'État. Les questions de politique étrangère doivent être étudiées objectivement par les chefs de l'armée, avec leurs réflexes militaires, après que l'impulsion leur a été donnée par le pouvoir central. Le rendement dépend essentiellement de la mentalité militaire qu'un peuple a acquise héréditairement ou qu'il a su se forger. De sèches données statistiques ne suffisent pas à permettre d'apprécier la valeur d'un ennemi ou d'un allié éventuels : il faut tenir compte des qualités combatives de la race, du genre de vie, du courage moral du peuple et de ceux qui le mènent.

Et là il faut citer une analyse très juste du général Visconti-Prasca : « Dans une nation où le tempérament individualiste est invétéré, les tendances doctrinales devront multiplier les instructions détaillées en mettant en relief ce qui est impérativement commandé, de manière à freiner les tendances individualistes. Au contraire, un peuple dressé à l'obéissance passive possédera des règlements inspirés par des idées plus générales et des principes moins restrictifs. Certains gestes frondeurs, certains grognements, certaines négligences de forme sont normaux chez certains peuples, tandis que chez d'autres leur apparition serait l'indice d'un complet relâchement de la discipline et d'un fâcheux abaissement du moral. »

La préparation politique de la guerre comporte l'étude de ce qui se passe à l'étranger. Cette étude doit consister dans l'interprétation exacte des faits moraux et matériels qui intéressent la doctrine et les organismes militaires. Elle exige donc la constitution d'un cadre d'officiers spécialistes, d'une culture générale très étendue, « entraînés à approfondir les études de caractère international et les problèmes qui s'y rapportent, ainsi que les questions coloniales et mondiales qui présentent pour le pays un intérêt immédiat. »

La doctrine militaire d'un pays, orientée par ces études, s'adaptera aux besoins de sa politique étrangère. On évitera la préparation de forces armées « bonnes à tout faire », qui pourraient ne pas répondre à ce que la politique exigera d'elles à un moment donné. De fait, l'organisation comme la tactique de l'armée italienne ont été modifiées au cours de ces

dernières années en vue de la guerre de montagne, celle qui était à prévoir sur la frontière des Alpes aussi bien qu'en Afrique orientale.

LA TACTIQUE

Au début de la guerre mondiale, toutes les armées étaient profondément animées d'esprit offensif et le désir de l'offensive a dominé toute la guerre. Ce ne furent pas des raisons d'ordre moral ou intellectuel qui immobilisèrent pendant de longs mois les combattants dans les tranchées. C'est que la mitrailleuse, par sa redoutable puissance de destruction, a bouleversé les conditions du combat de l'infanterie obligée de s'articuler en groupes minuscules agissant par leurs feux non seulement droit devant eux, mais par flanquement dans les secteurs voisins. L'artillerie ne peut pas détruire toutes les mitrailleuses ennemies, et d'ailleurs si ses tirs d'appui sont efficaces au début de l'attaque et réalisent alors une véritable coopération avec l'infanterie, il arrive toujours un moment, dans les 300 à 500 derniers mètres à parcourir par l'assaillant, où l'artillerie est obligée d'allonger son tir pour ne pas frapper ses propres fantassins. Les deux infanteries se trouvent alors nez à nez sans aucune intervention possible de leur artillerie. L'infanterie ne peut pas traverser cette zone tant que le feu des mitrailleuses ennemies, que la moindre levée de terre abrite contre les balles, ne sera pas maîtrisé.

Cette constatation n'empêche pas M. le général Visconti-Prasca, — et les règlements italiens sont d'accord avec lui sur ce point, — de proclamer que la bataille doit avoir un caractère décisif, et pour cela être conduite par une volonté offensive imprégnant tous les exécutants. C'est l'infanterie qui manifestera cette volonté par son action. Elle reste donc l'arme essentielle, et c'est d'elle que dépend l'orientation tactique et technique de la bataille, surtout dans la guerre de montagne ou coloniale où les possibilités de la technique sont toujours plus limitées.

Puisque la difficulté des liaisons avec une artillerie lointaine ne lui permet pas de se conformer aux incidents multiples et imprévisibles du combat de l'infanterie, celle-ci a donc besoin de disposer en propre d'engins capables, au moyen

de projectiles explosifs, d'aller chercher les mitrailleuses et les fantassins ennemis derrière leurs couverts et dans leurs abris. Elle pourra alors réaliser la continuité des efforts qui seule procure un résultat décisif. Cela exige de l'infanterie, en combinaison avec sa progression, l'exécution d'une manœuvre de feu au moins aussi compliquée que celle de l'artillerie.

M. le général Visconti-Prasca propose donc qu'on adjoigne à chaque régiment d'infanterie un quatrième bataillon de canonniers servant des pièces uniquement à son service. On arriverait ainsi, dit-il, « à fondre l'infanterie et l'artillerie en une arme unique en vue de l'action décisive dans la zone où l'infanterie doit opérer seule, sans le concours des feux de l'artillerie ». Le régiment ainsi doté serait capable d'exécuter une offensive autonome et bien délimitée dans le cadre du combat de la division.

On n'est pas allé aussi loin en Italie, mais on y est en train de doter les régiments d'une batterie de 65 millimètres sur bât, et de remplacer dans les divisions une partie des batteries attelées par des batteries de montagne.

La conception du combat exposée par M. le général Visconti-Prasca répond à la conviction que tant qu'on n'a pas complètement traversé la zone de la résistance ennemie organisée en profondeur, la décision est dans les mains de la seule infanterie. Il est donc logique que les chefs de celle-ci puissent régler sans intermédiaire les plans de feux des batteries divisionnaires chargées de les appuyer, ce qui entraîne une décentralisation des attributions tactiques de la division. De fait, le chef de l'infanterie engagé à plein dans toutes les difficultés du combat ne sera jamais si bien servi que par soi-même. Le commandant de la division n'en conserve pas moins le moyen d'influer sur la marche de l'action par l'emploi de ses réserves et de la portion de son artillerie n'agissant pas en appui direct de l'infanterie.

Mais la victoire ne sera complète que si elle est exploitée à fond et sans retard. Les divisions qui l'auront arrachée, devront donc être au plus tôt relevées et dépassées par les divisions motorisées et les divisions *celere* (1) auxquelles elles auront frayé la route. L'aviation également aura là à jouer un

(1) Divisions rapides, composées de cavalerie, de bersaglieri cyclistes, d'unites de chars de combat légers et d'artillerie motorisée.

rôle important d'intervention dans la lutte. Plus l'action de rupture et la poursuite seront rapides, plus il sera difficile à l'ennemi de venir à la parade et d'assurer le repli de tous ses convois et services d'arrière gênés par l'encombrement ou l'obstruction des routes.

Et, pour conclure, M. le général Visconti-Prasca prône le retour à la mobilité par la stricte limitation de tous les matériels à ce qui est vraiment nécessaire, et il rappelle sans se lasser que seule l'offensive peut amener la décision, et que l'offensive ne pourra être prolongée avec la rapidité et la puissance voulue que s'il y a équilibre entre l'usure des moyens et la réalisation des buts poursuivis.

Une autre cause tendant à limiter l'exploitation du succès est la difficulté du ravitaillement en munitions et en vivres des troupes victorieuses. Anticipant audacieusement sur l'avenir, le général Visconti-Prasca voudrait voir étudier un ravitaillement indépendant des routes, soit en utilisant des aérocars spécialement construits à cet effet, soit en perfectionnant le jet, par avions volant bas, de leur cargaison.

L'HOMME

Mais il est un facteur de la guerre qui domine tous les autres : c'est l'homme lui-même. L'Italie croit avoir résolu le problème en inculquant à tous ses enfants la formule « tout pour l'État et tout dans l'État » qui doit développer dans la discipline les qualités individuelles de personnalité et d'initiative que la guerre moderne exige impérieusement de tous. L'idée du devoir militaire, l'esprit de sacrifice sont naturels « chez un peuple fort et fier qui combat pour sa patrie ». Tous y sont animés de la volonté de forcer la victoire.

Les nécessités tactiques imposent aujourd'hui une large décentralisation dans les attributions du commandement. Il n'est plus possible de lier l'action des petites unités par des ordres formels et minutieux. « Le peloton, l'escouade même, après avoir reçu des indications sommaires, exécutent leur manœuvre autonome sous l'œil de Dieu. » Toute possibilité de diriger directement la manœuvre s'arrête à un degré très peu élevé de la hiérarchie tactique. Tout chef d'une grande unité suit la marche de la bataille, invisible pour lui, d'après les

renseignements... quand il en reçoit, et c'est toujours d'une façon fragmentaire. Ce ne sera possible qu'à des chefs qui auront longuement travaillé avec l'infanterie et l'artillerie de campagne.

Il faudra à tous les échelons de la hiérarchie, à côté des connaissances techniques, une discipline intellectuelle, une force de caractère qu'on ne saurait trop cultiver, une confiance réciproque absolue entre chefs et subordonnés de tous rangs, et par-dessus tout le goût de la responsabilité acceptée avec joie. L'obéissance militaire d'aujourd'hui se pratique les yeux ouverts. Elle ne peut plus être aveugle ou passive, mais elle n'en doit être que plus sincère et intelligente. « Le combattant est le seul juge de soi-même; et le seul supérieur présent, capable de juger ses actes, est sa propre conscience. » Il faut donc que l'ordre, dont l'exécution échappe à tout contrôle, soit approuvé par la confiance intellectuelle et exécuté avec le dévouement que le chef aura su inspirer à ses subordonnés, et qui conduiront à l'union des esprits et des cœurs. L'autorité s'établit, non en vertu du grade, mais par le respect pour la valeur morale et la supériorité technique de celui qui l'exerce. Elle n'appartiendra qu'à celui qui, capable d'instruire ses inférieurs, aura prouvé ainsi qu'il est digne de les commander.

Ceux qui ont la responsabilité du commandement, ne doivent jamais perdre de vue que laisser en place un chef médiocre est créer un danger pour tous. Ils devront donc exercer sans cesse une sélection préventive, en se souvenant que les capacités professionnelles et intellectuelles ne sont pas tout ; il faut aussi être apte à collaborer avec chefs, camarades et inférieurs, posséder des idées personnelles sur toutes les questions militaires, et par-dessus tout un caractère exempt de toute servilité, être doué d'une imagination pondérée et d'une souplesse d'esprit permettant de parer à toute surprise.

L'ingérence tracassière d'un supérieur est l'indice de son insuffisance : un bon chef commande en respectant les compétences d'autrui. Parce qu'il est sûr de lui-même, un chef digne de ce nom ne craint pas de s'entourer de collaborateurs de valeur, — et les meilleurs sont souvent d'un maniement difficile. C'est un devoir pour tout officier digne de ce nom de repousser toute ingérence illicite dans les prérogatives de son commandement.

Le chef a le devoir de défendre ses subordonnés et ceux-ci doivent pouvoir compter absolument sur son appui technique et moral : cette confiance absolue est la véritable expression du prestige du chef. Son contrôle, qui est un devoir, ne doit jamais être méfiant : il est le juge, mais il est aussi le défenseur de ses subordonnés, et il doit savoir exalter chez eux la volonté et les aider à développer leur personnalité.

Si toutes ces conditions sont remplies, — et il le faut, — une camaraderie absolue se développera entre tous les membres de l'armée, des plus hauts aux plus modestes, base de la collaboration morale et technique, antidote de l'égoïsme et de toute ambition malsaine. Alors l'armée sera dans les mains du chef de l'État un outil souple et de rendement assuré.

En résumé, la doctrine de l'armée italienne a été conçue en fonction des guerres qu'elle aura à mener. Elle est fondée sur le courage moral, sur la confiance qu'a en ses forces un peuple où tous les esprits sont tendus vers le service de l'État, qui a été doté, grâce à l'éducation de la jeunesse et par la prise en mains de tous les citoyens, d'une mentalité militaire forgée par le chef qui les conduit. Elle découle du régime même sous lequel vit l'Italie, régime qui exalte les volontés et l'esprit de sacrifice. Ce sont là de précieuses conditions de succès.

GÉNÉRAL A. NIESSEL.

SPECTACLES

AU CHATEAU DE BOURDONNÉ : LE SOUVENIR DE JOSÉ-MARIA DE HEREDIA

Le 5 octobre 1935, au château de Bourdonné, fut posée la pierre commémorative, précisant que le 5 octobre 1905 José-Maria de Heredia, le poète immortel des *Trophées*, mourut ici, en ce beau lieu et près des chers amis qui lui offrirent l'heureuse hospitalité de ses derniers beaux jours. Ce fut ici qu'il quitta les ombrages du premier automne pour les unir en ce « beau jardin », dont il parlait en ses rêves suprêmes, à tous ceux-là qu'il avait aimés. En ce beau jardin, paradis retrouvé, se mélangent les floraisons tropicales de l'île natale, les paysages de Senlis où il fut élevé, les verdures de la Normandie maternelle, les beautés de la Bretagne qu'il aima, des landes en fleurs de Douarnenez à l'abbaye de Blanche Couronne et à son cloître enguirlandé, aux herbages du Halquetier, aux douces plages de La Mettrie, puis au charmant enclos d'Apremont jusqu'à ce Bourdonné qui accueillit sa halte définitive et garde encore la trace de ses pas, l'écho de sa voix dans ses grands feuillages et le reflet de ses pensées dans les eaux fidèles et verdies où semblent voguer les mêmes cygnes.

Bourdonné : nom charmant où l'on entend bruire un essaim d'abeilles, Bourdonné, où tout le miel des souvenirs se concentre en impérissable nectar, Bourdonné, évocateur et mélancolique dont la façade Louis XIII, couleur de pain et de roses, se mire en ses douves, en ses canaux fuyant sous des arches végétales, vers l'aspect romanesque et mystérieux du parc fait pour accueillir les nuits estivales et lunaires, Bourdonné est un séjour élu pour les poètes et les amis de poésie.

Dès que l'on a quitté Versailles et Saint-Cyr, allant vers Pontchartrain et vers Bourdonné, on se sent voyager dans le

passé, bien plus que dans l'heure présente. Versailles et ses splendeurs ne sont-ils pas déjà devenus des lieux, non d'histoire, mais de légende? Si la mer, en se retirant dans un cataclysme futur, découvrait aux yeux nouveaux la ville d'Ys, elle ne leur semblerait pas plus séculaire que leur apparaîtra Versailles qui semble le décor des rois féeriques, chassés par les méchantes marraines.

Passons devant les escaliers hautains gravis et descendus désormais par tant de fantômes, près de la pièce d'eau des Suisses, et filons sur les routes sans poussière vers les champs moissonnés qui ont peut-être appartenu au Carabas des contes de Perrault et dans lesquels ont niché sans doute les alouettes de La Fontaine. Longeons les châteaux illustres, — Gambais, La Queue-les-Yvelines, — peut-être y logent, croyons-nous, la Chatte blanche et ce prince qui poursuivit *la Biche au bois*, sous ces hautes futaies où l'on se sent, — pourtant si près de la ville, — si loin du Paris d'aujourd'hui, si loin de sa hâte bruyante et de ses soucis discordants. Pénétrons dans le charme et le domaine de mémoire. Passons la grille, entrons dans l'allée. Voici Bourdonné rêvant devant le mirage de ses eaux pleines d'un calme silence. Ce sont les pelouses qui ondoient à l'infini, ce sont les frondaisons séculaires qui murmurent. Les douves et les étangs dorment et ne s'éveillent qu'à demi au bruit des rames d'une barque maniée par des mains enfantines, au passage ponctuel d'un martin-pêcheur, éclair d'azur dont José-Maria de Heredia, à cette place que surmonte aujourd'hui la pierre pieuse et gravée, attendait la brillante venue. La lignée des oiseaux s'est transmis le nid et l'heure du passage, et les arbres, chéris par le poète, ont le même frémissement. Rien n'est changé, et nul d'entre nous n'oserait affirmer qu'Il n'est plus là. Selon l'admirable expression du poète Véga, sa *présence invisible* était le 5 octobre, ici, plus réelle que celle des nombreux vivants réunis pour célébrer avec amour, admiration et fidélité ce trentième anniversaire de deuil. Si quelque fervent, égaré dans les chemins forestiers, y avait rencontré une de ces fées, ployant sous les fagots, comme il en erre encore dans les bois du Valois ou de la Seine-et-Oise, elle lui aurait dit : « Allez à Bourdonné dont voici le chemin. Là vous assisterez à cette chose merveilleuse : l'évocation de l'âme d'un grand poète que l'on dit mort depuis

trente années, mais qui vit à jamais et dont la chaleur et dont la lumière resplendissent encore aujourd'hui et vont illuminer tous ceux-là réunis en ce lieu autour de son nom et de son ombre plus resplendissante que les corps de chair qui se croient vivants. Allez à Bourdonné. Vous n'y verrez point ce que l'on appelle une commémoration littéraire, mais un accord bien rare de l'amour et de l'admiration autour d'une haute et chère mémoire. »

***

Oui. C'est ce qui fut si beau, en la grâce du lieu, en l'amitié de l'accueil, en la dignité si noble et si généreuse de toutes choses, en la fidélité respectueuse et tendre du souvenir, ce qui fut si beau, c'est que tout, en ce jour, à cette place, à cette heure, fut un acte unanime de ferveur et d'amour. Que José-Maria de Heredia soit illustre et glorieux par son œuvre parfaite, les hommages les plus émouvants l'ont dit et redit. Mais, ce qu'ils dirent aussi, c'est à quel point le poète était digne d'être aimé, et à quel point il fut aimé. Ceux-là qui le connurent l'ont exprimé en la force de leurs plus beaux souvenirs ; ceux-là qui ne l'ont pas connu savaient pourtant, par cette secrète renommée qui s'allie si rarement à la première, combien il était bon, rayonnant, amical et solaire. Partout où il était régnait la lumière ; partout où il avait passé restaient la chaleur et la radiation de ses puissances vitales. Peu d'êtres furent plus vraiment et activement vivants. Dans le beau discours que prononça M. André Dumas, président de la Société des poètes, il a dit cette vérité si parfaitement juste que Heredia était tellement vivant qu'il voulut faire revivre le passé et que son œuvre est tout entière une œuvre de résurrection. Vie et lumière! telle aurait pu être la devise de celui qui, né au soleil tropical, choisit, grâce à son atavisme maternel, la France pour en adopter le langage, pour y vivre et pour y mourir et pour lui donner une gloire de plus en mettant à ses pieds ses *Trophées*. M. Gaston Rageot, président de la Société des gens de lettres, a revendiqué pour la Normandie, patrie de la mère de Heredia, ce fils de père espagnol, mais d'hérédité si mystérieusement française par son sens de la mesure et son goût de la perfection que n'altérèrent jamais son goût et son bonheur de ce qui est éclatant.

M. Lesort, archiviste en chef de la Seine, au nom de l'Académie de Versailles, dont il est le président, — et à laquelle revient, par l'inspiration du poète Maurice Batilliat, l'honneur d'avoir eu avec M. Georges Hasse l'idée de cette plaque et de cette cérémonie commémorative, — M. Lesort, parlant le premier, avec une grande délicatesse et une tendre piété a évoqué le poète travaillant à ses derniers travaux dans cette chapelle de Bourdonné transformée en cabinet de travail, en poétique ermitage. Là, José-Maria de Heredia corrigea les épreuves de la grande édition des *Trophées* illustrée par Luc-Olivier Merson, éditée par Descamps-Scrive et dont il ne vit pas la publication qui eut lieu peu de mois après sa mort. De même, sa mise au point des *Bucoliques* de Chénier, d'après les manuscrits originaux, il la travailla en cette chapelle tranquille dont les fenêtres, voilées de feuillages, ouvrent mystérieusement sur la fuite de l'eau et sa grâce ombragée. Là, aussi, il acheva sa préface à cette édition des *Bucoliques* : j'en ai longuement parlé, ici même, au moment où il fut question de fonder une Société des amis de Chénier, de celui que mon père admirait tant, appelait *le divin André* et qui fut le compagnon de ses ultimes pensées et de ses réflexions profondes sur l'art des vers et en particulier sur l'alexandrin.

Mais M. Gabriel Hanotaux qui présidait cette séance, — à laquelle assistaient aussi divers délégués et membres de l'Académie française, M. René Doumic, M. Henri de Régnier, MM. André Chaumeix, Georges Lecomte et Abel Hermant, — M. Gabriel Hanotaux, qui fut l'intime ami de José-Maria de Heredia, se leva et il parla.

Il parla; avec quelle admirable éloquence unie au charme le plus intime et le plus exquis, avec quel feu, quel enthousiasme, quelle merveilleuse jeunesse! Il évoqua l'ami tant aimé, aussi admiré que chéri et que regretté, avec cette force sans rivale, cette puissance du cœur qui seule vainc le temps et les ombres.

En l'écoutant, il me semblait entendre un écho de ces paroles de Montaigne parlant de son ami La Boétie : « Parce que c'était moi... parce que c'était lui... » Comme il avait su le goûter et le comprendre! Comme il l'avait bien vu, aussi bien que senti! Comme il avait su « respirer la fleur de son âme »! Ceux là, de l'assistance fascinée, qui l'avaient, eux

aussi, connu et aimé, ceux-là si bien nommés par Hanotaux les survivants de l'amitié, le reconnaissaient en toutes ses beautés, en toute sa simplicité, en tout son charme, en tout son génie. Je voudrais pouvoir citer ici toutes ces pages admirables où la véhémence de l'amitié, en ce qu'elle a de plus respectable et de plus rare, servit l'écrivain et l'orateur jusqu'à ce qu'il se surpassât lui-même. Et comment rendre l'émotion, la tendresse de cette voix de l'amitié, la douceur familière de ses inflexions faisant place à la vibration la plus ardente et la plus enthousiaste d'un admirateur de l'homme et de l'œuvre? Gabriel Hanotaux a dit ce que nul n'avait encore dit sur l'importance des *Trophées* dans la formation spirituelle des générations qui devaient être celles de nos héros coloniaux, puis de la Grande Guerre. Rien n'est plus juste. Combien de lettres ai-je reçues, pendant cette guerre, de jeunes hommes que j'ignorais et qui me disaient : « Nous lisons et relisons les *Trophées*. » Et c'est ce que nous affirme Hanotaux.

Écoutez-le :

« J'ai tenu un exemplaire des *Trophées* où une mère, le « jour de la mort de son fils, le héros, encadra d'un trait noir, « aussi douloureux que ses larmes, le tercet final de *la Mort de* « *l'Aigle...* » Et, plus loin : « Comment a-t-il pu entendre, en « lui-même, ces rappels de l'aventure qui avait été celle de « ses ancêtres? Comment a-t-il pu deviner que l'âge des « conquistadores allait renaître et que la France, refoulée sur « elle-même, allait donner le branle à cette pleine découverte « de la planète qu'avaient manquée en somme les Portugais de « Henri le Navigateur et les Espagnols de Philippe II? Tel est « le mystère de l'inspiration. Nous-mêmes qui agissions, « n'avons pas compris que le chant du porteur de lyre nous « ouvrait la voie. En ce jour, qui nous réunit ici pour nous « incliner devant le poète qui n'a rien imité et qui reste ini- « mitable, quel destin nous a conservés pour que nous puis- « sions déposer sur l'autel de sa mémoire cette palme et cette « confidence ?

« Oui, poète, nous les avons vus, nous les avons connus, « nous les avons aimés, ces héros que d'avance vous avez « chantés, que vous avez inspirés, qui ont emporté dans leurs « voyages sans peur et sans reproche, sous l'arçon du cheval « ou la selle du chameau, vos vers, vos *Trophées*, dignes inspi-

« rateurs de leurs nouvelles aventures. Trouveront-ils un tel « poète, les nôtres, les Gallieni, les Marchand, les Rivière, les « Garnier, les Lagarde, les Brugère, les Brazza, les Gentil, les « Foureau, les Gouraud, ceux qui sont tombés et ceux qui « ont survécu? Ils ont tenu la mappemonde dans le creux de « la main. Nous voyons après cinquante ans d'autres s'élancer « sur leurs traces. Mais à eux, leur œuvre est accomplie. Et « nous, qui étions près d'eux, qui hésitions, secoués, entraînés « par leur ardeur, nous n'avons pas compris le chant annon- « ciateur. Nous te saluons, fils des deux hémisphères, fils et « petit-fils de l'aventure, qui sentis s'unir dans tes veines le « sang normand et le sang espagnol, battre dans ta poitrine « l'âme de Roland et l'âme du Cid. Par une haute inspiration « ancestrale, tu ouvris les bras étendus vers l'espace et les « yeux vers la lumière, vers le soleil. Créateur d'une poésie « pure parce qu'elle est vraie et humaine, sans prétention « dans sa noble démarche comme une vierge des Panathé- « nées, chanteur unique, tu n'as dis que ce que ta fière « nature t'inspirait. Tu as été le grand poète français de ce « grand XIX[e] siècle finissant... »

Avec quelle gratitude nous avons entendu ce magnifique hommage rendu à une mémoire si chère et si profondément vénérée et prononcé par cette voix de l'amitié qui tant de fois avait alterné jadis avec celle de José-Maria de Heredia en des causeries heureuses! L'ami n'allait-il pas répondre? Sa voix sonore et joyeuse n'allait-elle pas interrompre, d'un étincelant merci, Gabriel Hanotaux qui ne fut jamais inspiré d'une plus belle et vivace éloquence, qu'en cet élan de tout son esprit et de tout son cœur vers l'ami de son choix et de son âme?

Il termina par une péroraison qui groupa autour de sa chère ombre tous ceux qui furent ses proches, — si proches! et qui l'ont déjà rejoint, — ô beaux visages évoqués par tous ceux-là qui les ont aimés, beaux visages inoubliables d'une épouse et d'une fille trop tôt disparue! — ou ceux qui lui survivent encore en gardant le culte de ce qu'il fut et de ce qu'il est. Une même émotion étreignait tous ceux qui s'étaient réunis en ce salon ami en une communion vraiment belle et sacrée.

C'est un grand et profond merci que, à tous, aux noms de ma sœur, de mon fils, de tous les miens, je veux adresser aujourd'hui, jour où chacun pense à ses chers morts.

Et qu'il me soit permis de le dire tout particulièrement à Mme et à M. Georges Hasse, possesseurs du château de Bourdonné, à leur charmante fille, Mme Jacques Famin. Grâce à leurs soins pieux, à leur vigilante affection, à leur courtoisie parfaite, cette journée a pu être ce qu'elle a été : le plus touchant, le plus pur hommage à une chère et grande mémoire.

Et, pour finir sur un sourire que José-Maria de Heredia, lumineux et gai, eût aimé, je veux remercier aussi la grâce enfantine de Béatrice Famin dont les huit ans radieux, vêtus de velours noir, semblaient l'allégorie ravissante, l'espoir en fleur renaissant de la mort.

Elle a l'âge que j'avais lorsque José-Maria de Heredia m'apprenait les vers de Chénier, et me les faisait réciter tendrement. C'est par ces lèvres enfantines et innocemment souriantes que je voudrais réentendre aujourd'hui ces vers de *Mnaïs*, que je cite toujours lorsque je parle de Chénier et de mon père, tant ils sont liés à moi-même dans la chaîne de mon plus essentiel passé :

Morts et vivants, il est encor pour nous unir
Un commerce d'amour et de doux souvenir.

DEUX FILMS DE SACHA GUITRY

Pasteur. — *Bonne Chance.*

Les deux films de Sacha Guitry sont, chacun dans son genre, de parfaites réussites. *Pasteur* est un grand film, et je dis grand dans le sens de grandeur. Son austérité passionnée communique au spectateur, à l'auditeur, sa flamme magnifique et pure et *Bonne Chance* est d'une fantaisie aussi amusante qu'invraisemblable où règnent ce charme, ce bonheur, cette légèreté du « tout est possible » que nous devons à certains rêves.

M. Sacha Guitry est un homme heureux. Son ombre est applaudie à l'écran, cependant qu'il triomphe, tout réel, au théâtre de la Madeleine dans son rôle d'une pièce où l'ironie est à la fois si profonde et si gaie et qui s'intitule *la Fin du Monde* et dont le dialogue a tant d'esprit, d'imprévu, de finesse et de vraie désinvolture ! Il avait fait jouer précédemment *Quand jouons-nous la comédie?* où, sous la raillerie d'un

jeu assez cruel, perçait une si sagace et satirique connaissance de certains sentiments humains. Il vient de publier une nouvelle édition de *Si j'ai bonne mémoire* et les *Mémoires d'un tricheur*. M. Sacha Guitry n'a pas seulement (si l'on peut s'exprimer ainsi) tous les talents que nous applaudissons : il est un travailleur infatigable. On n'est pas un vrai et sûr artiste sans savoir que le seul bonheur est dans le travail. Et Sacha se plaît à mettre dans la bouche auguste de Pasteur, cette phrase : « Travaillons. Il n'y a encore que cela d'amusant. »

Ces épisodes de la vie du grand Pasteur ont d'abord, voilà quelques années, été choisis et créés par Sacha pour le théâtre. J'ai le regret de ne pas alors les avoir vus ; Lucien Guitry, je le sais, y avait été admirable dans sa saisissante interprétation du grand savant. Dans le film tout récent « conçu et réalisé » par Sacha Guitry... et de plus joué par lui-même, son interprétation du même rôle, où il avait admiré son père, est étonnante de « possibilité », ce qui, dans les arts d'évocation et d'illusion, est le synonyme de vérité.

Nous avons pu lire, ici même, dans la *Revue*, au numéro du quinze août dernier, un très bel article de M. Pasteur Vallery-Radot, petit-fils de Pasteur, — où il nous racontait l'émouvante et première vaccination contre la rage. Ces pages furent écrites et publiées à l'occasion de la commémoration du cinquantième anniversaire de cette date, illustre dans l'histoire de l'humanité. « Savant, dit Pasteur Vallery-Radot, il était sûr de sa méthode expérimentale ; homme, il tremblait de l'appliquer à l'homme. » Quel plus beau débat entre la certitude du génie et l'hésitation humaine en sa sollicitude de crainte et de pitié ? C'est ce débat qui forme le nœud, le cœur même du drame, où Sacha Guitry, avec tout son respect pour une si belle gloire, toute sa gratitude pour un tel bienfaiteur des hommes et de leurs maux, a montré quelques-unes des luttes d'une si prodigieuse existence. Il a modifié très peu les circonstances exactes de ce drame tel qu'il est raconté dans la si belle *Vie de Pasteur* écrite par son gendre, René Vallery-Radot. L'enfant Meister est venu d'Alsace à Paris avec sa mère et le possesseur du chien enragé. Sacha Guitry transforme cette mère en grand père. Sans doute juge-t-il que le drame de l'inquiétude et de l'angoisse maternelles pourrait détourner

l'attention du public de ce qui est la seule tragédie : l'audace d'appliquer pour la première fois à un être humain les méthodes antirabiques appliquées jusqu'alors avec grand effet et succès sur les chiens. De toutes façons l'enfant était perdu. Il fallait oser. M. Guitry a réimaginé la minute où, entre le savant et le médecin qui doit faire l'inoculation, — le savant, ô ironie, n'étant pas considéré comme médecin ! — s'engage un bref dialogue. A-t-on le droit? Est-on certain ? Si le pauvre enfant meurt de ses morsures, sa mort ne fera-t-elle pas reculer les certitudes du succès de la vaccination antirabique appliquée aux humains? Qu'importe ! avant tout, tenter de sauver ce petit être. Cette brève attente, cette minute solennelle, l'échange de ces quelques paroles entre ces deux hommes ont une beauté, une valeur sublimes. C'est aussi magnifique en une brève et rapide simplicité que des vers de Corneille.

Tout le film est fort adroitement construit : Sacha lui-même fait passer devant nos yeux, avec le résumé parlé des premières expériences de Pasteur, de ses premiers succès, l'image de sa maison natale, puis celle d'Arbois où ses parents vinrent habiter peu après sa naissance, et où il vint dans la suite de sa vie chercher le bienfait de l'air du Jura et de trop rares repos; puis nous assistons aux séances célèbres où ce grand génie combat l'hostilité de ses confrères et ne trouve en eux qu'incompréhension. La lettre du ministre déclarant qu'il ne peut disposer de cinquante centimes pour organiser à Pasteur son laboratoire, passe devant nos yeux, autographe grossi pour une humiliation méritée. Mais enfin nous assistons aussi à tous les triomphes du savant, à l'apothéose de sa gloire, à la journée de la Sorbonne, où les représentants du monde entier viennent s'incliner devant lui. Sacha, en ce rôle écrasant, est admirable ; je ne sais pas s'il est « *ressemblant* », mais il fait passer en nous le frisson nécessaire, et cette suite d'images si simples, ces paroles si austères, cette action de vérité, de réalité en des détails familiers, quotidiens, ont un pouvoir extraordinaire sur l'auditoire. Pour ma part, je n'ai jamais beaucoup goûté les films où l'on parle longuement. Eh bien! pas un instant je n'ai songé, pas plus que le public, à trouver que celui-ci « parlait » trop. C'est que la voix de Sacha, son articulation sont parfaites et que tout ce qui est prononcé

en ce film est lourd de sens, et d'admirable réalité. J'étais au Colisée un dimanche en matinée. De longs applaudissements ont salué le dernier tableau dans une émotion unanime. Beaucoup de gens pleuraient. Voilà un film vraiment français, dans sa réalisation comme dans ses intentions. Il exalte une de nos plus hautes gloires et porte avec lui le sens de notre grandeur nationale. En l'écrivant, en le réalisant, en le jouant, M. Sacha Guitry a fait une œuvre patriotique autant qu'une œuvre d'art. Il faudrait pouvoir citer tous les excellents artistes qui se groupent autour de lui. Nommons au moins Jean Périer, Squinquel, Dubosc, le petit Redon, etc. La musique pleine de talent de M. Louis Beydts accompagne le déroulement des épisodes avec une compréhension exacte et pleine de goût de l'émotion ou de l'impression qu'ils suscitent.

Dans *Bonne chance* nous retrouvons le Sacha de *Faisons un rêve...* Sacha, auteur, a fort justement compris et pensé qu'une comédie pour le cinéma n'a pas besoin de sembler vraie. Ce ne serait pas la peine d'avoir à sa disposition toutes les facilités d'impossibilités offertes par l'écran, si on n'en profitait pas. Alors, il a imaginé *Bonne chance*, où tout se déroule avec cette aérienne rapidité des songes, où l'on se dit, conscient que l'on rêve : « je rêve... eh bien ! ne nous gênons pas, profitons-en... » Et Claude et Marie, les héros de cette farce ailée, en profitent le plus joliment du monde. Raconter leur belle histoire, qui finit par un mariage, serait l'alourdir. Je vous conseille de l'aller voir et entendre, ainsi que la gaie musique de Vincent Scotto, et vous passerez une heure exquise. Sacha y est charmant, moitié farceur, moitié tendre, et Mlle Delubac, de la plus allègre jeunesse et d'une grâce étonnamment photogénique, joue d'une façon ravissante avec un naturel et une simplicité qui, d'emblée, en font une « vedette ». La troupe est pleine d'entrain, parmi laquelle Pauline Carton, en quelques attitudes et répliques, trouve moyen d'être impayable, et Numès fils qui ne l'est pas moins (en premier fiancé). La façon dont le destin combine les événements et prépare une *bonne chance* est traitée de main de maître... la main de Sacha Guitry, auteur. Que n'est-il toujours le Destin !

MAURICE CHEVALIER AU CASINO DE PARIS

Il est revenu. Sa rentrée, espérée, guettée, a eu lieu sur la scène de son cher Casino de Paris, où ses admirateurs l'ont accueilli avec une frénésie de satisfaction aussi intéressante à constater que le talent revivifié de Chevalier lui-même. Voilà deux ou trois ans, à l'Empire, entre deux longs séjours au delà de la *Grande Mare,* il nous avait déçus et nous l'avions trouvé aveuli, attristé, « déparisianisé ». Quelle revanche il vient de prendre sur cette ancienne mauvaise impression ! Il a retrouvé le mouvement secret de ses contorsions les plus célèbres, son visage frais de bon enfant qui sait qu'il aura tous les prix, le bleu pur de son regard, le déclic de son menton, et tout l'excès, quand il le veut, de la cambrure de ses reins. Il a rajeuni, il est gai, content qu'on l'aime encore, et en trois mots et trois pas, il a retrouvé tout son pouvoir, toute son action sur son public toujours idolâtre de son Maurice.

Il présente maintenant ses chansons par un petit prologue explicatif qui, à chaque fois, est une sorte de petit chef-d'œuvre de comique et d'adresse. Il a perdu un brin de candeur, mais la remplace par une ironie bon enfant qui fait grand effet. Et puis, quel sens de la caricature ! Il imite ceux qui imitent Chevalier et il est ainsi irrésistible de comique exact, de rosserie vengeresse. Et, quand il chante des chansons sentimentales, à la manière des belles chanteuses célèbres, telles que Lys Gauty ou Damia, ou Lucienne Boyer, s'il est impitoyable, il est aussi d'une intense drôlerie. On le croirait vêtu d'une longue robe, rejetant sa traine d'un talon nerveux, se drapant d'un velours imaginaire pour s'étirer avec langueur le long d'un piano.

S'il est cynique et plein de sous-entendus irrésistibles en chantant les *Mirlitons* d'une bêtise avouée, voulue, et qu'il rend satirique par son sens railleur de certains effets, il est charmant en détaillant une petite romance : « *Donnez-moi la main, mamzelle* »... Il esquisse en grand artiste une petite idylle de Paris. Ce n'est rien et c'est un peu bête, mais c'est ravissant quand même, car c'est toute la romance des beaux dimanches et toute la gentillesse populaire.

GÉRARD D'HOUVILLE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LA GUERRE D'ÉTHIOPIE ET LE PROBLÈME DES SANCTIONS

L'extrême rapidité des moyens d'information, le grossissement démesuré des faits qui en résulte, le droit que croit avoir l'homme de la rue de juger des événements, les multiples raisons pour lesquelles la presse à grand tirage déforme les réalités, tout cela, dans les moments délicats comme celui que nous traversons, contribue à entretenir le public dans un état de nervosité fébrile qui aggrave les dangers et rend parfois impraticables les voies de la conciliation. Les passions partisanes s'emparent des moindres incidents, les travestissent et s'en servent aux fins de desseins tumultueux. Les gouvernements n'en ont que plus de mérite à ne pas se laisser détourner de la ligne droite. Tous, au fond, cherchent anxieusement le moyen, puisque le sang coule, d'en arrêter le plus tôt possible l'effusion, mais il en est qui ne veulent pas ou ne peuvent pas en convenir tout haut. C'est le mérite de M. Laval de ne pas se laisser rebuter par les difficultés ni par les attaques, d'où qu'elles partent. Un jour viendra, peut-être est-il déjà venu, où tous ceux qui ne cherchent pas à troubler l'eau afin d'y pêcher plus fructueusement, lui en sauront gré. La situation reste difficile, mais, depuis quelques jours, les symptômes sont moins alarmants, une détente est survenue ; peut-être plus de calme dans les esprits favorisera-t-il un retour à la raison. Que l'on ne s'imagine pas cependant que les choses pourraient revenir au point où elles étaient avant l'entrée des Italiens en campagne; des passions ont été agitées qui ne s'apaiseront pas ; des effets se développeront dont il n'est plus possible de prévenir l'échéance.

La position prise, dès le commencement, par le gouvernement britannique est très forte ; peut-être même est-elle trop forte pour la conjoncture, et trop logique pour un peuple qui se pique de ne

point priser la logique. Il fonde sa politique sur la Société des nations dont les lois, écrites dans le Covenant, règlent ses rapports avec les États continentaux ; il ne veut d'action que collective. L'Éthiopie, que ce soit à tort ou à raison, est membre de la Société des nations où elle est entrée malgré l'opposition britannique ; elle est victime d'une « agression non provoquée » : ainsi du moins en ont jugé cinquante États sur cinquante-quatre représentés à Genève ; l'article 16 doit donc entrer en jeu et l'Angleterre demande à ses voisins comment ils en conçoivent l'application et s'ils sont prêts à participer aux sanctions que décidera le Conseil. L'attitude de la Grande-Bretagne serait donc inattaquable si elle n'avait pris avec quelque précipitation, avant que la Société des nations se fût prononcée, des mesures militaires graves. Elle a eu pour cela ses raisons, dont nous avons déjà dit ici le caractère sérieux. La presse italienne, qui n'est pas libre mais inspirée et contrôlée, affectait envers elle un ton de défi et de menace ; il semblait que M. Mussolini se proposât non seulement d'établir son autorité sur l'Éthiopie mais encore de jeter les premières assises d'un empire colonial incompatible avec la sécurité de l'Égypte, de la route terrestre du Cap au Caire et de la route maritime des Indes par la mer Rouge. L'Amirauté à Londres, le général Smuts aux antipodes s'émurent. La concentration de troupes italiennes à la frontière de la Cyrénaïque et de l'Égypte ne pouvait être interprétée que comme une menace contre l'Angleterre en Égypte. Donc la *Home Fleet* fut dirigée vers la Méditerranée, escortée des propos menaçants de la presse et du public. Quand l'Amirauté, responsable de la sécurité de l'Empire, a parlé, le gouvernement s'incline. Quand le général Smuts, dictateur de l'Afrique du Sud, a parlé, personne ne le contredit, car il s'agit de la cohésion de l'Empire et de l'avenir colonial de la Grande-Bretagne. Ainsi le conflit italo-éthiopien dérivait vers un conflit anglo-italien.

M. Mussolini n'avait jamais cessé de protester de ses intentions loyales et d'affirmer qu'il n'existait aucune difficulté entre l'Italie et l'Angleterre ; mais les faits allaient à l'encontre de ses assertions et l'on déclarait à Rome que le moindre incident naval serait le signal d'une guerre. Sous quelles influences le gouvernement britannique s'est-il rendu compte qu'il pourrait se trouver entraîné plus loin qu'il ne voulait aller ? Nous aimons à penser que les loyaux avertissements du gouvernement français y ont contribué,

D'ailleurs, l'effet de la présence de la *Home Fleet* n'était-il pas produit ? Le général Enzio Garibaldi, envoyé à Londres, y apporta sans doute des paroles d'apaisement. Quoi qu'il en soit, le 18 octobre, par ordre de son gouvernement, sir Eric Drummond, ambassadeur de Grande-Bretagne à Rome, a été reçu par le Duce et, dit le communiqué, « lui a donné de nouveau l'assurance que le gouvernement de Sa Majesté n'a pas l'intention d'entreprendre une action quelconque relative au conflit actuel entre l'Italie et l'Éthiopie en dehors de ce qu'exigent les obligations collectives assumées par la Grande-Bretagne, en sa qualité de membre loyal de la Société des nations et en dehors de ce qui peut être consenti ou recommandé par la Société des nations, conformément aux dispositions du pacte ». L'ambassadeur a également précisé que « l'attitude du gouvernement de Sa Majesté, dans la question, n'est en aucune façon déterminée par des motifs d'intérêt personnel. Toutes les affirmations en ce sens sont absolument privées de fondement et ne peuvent avoir été répandues que par des personnes mal informées ou désireuses de créer des difficultés ».

La valeur de ce communiqué est moins dans sa teneur, — assez singulière, car personne ne reproche à l'Angleterre de défendre ses intérêts comme toute nation en a le droit et le devoir, — que dans la démarche même qui lui a donné naissance et dans les commentaires de la presse des deux pays. Il faut le lire à la lumière du discours d'inspiration généreuse et élevée qu'a prononcé le 19, dans sa circonscription électorale du Worcestershire, M. Stanley Baldwin, ainsi que du discours de sir Samuel Hoare le 22 aux Communes. La période électorale est ouverte, le gouvernement ayant résolu de brusquer la consultation des électeurs qui aura lieu le 14 novembre. Le Premier ministre rallie autour de son programme les troupes conservatrices qui sont pour l'Empire et le réarmement mais contre la guerre que les travaillistes pacifistes déchaîneraient avec une déconcertante légèreté. Il insiste d'abord sur cette idée, qu'il défend à si juste titre à l'encontre de certains conservateurs comme M. Amery, que l'Angleterre ne peut vivre isolée, qu'elle est solidaire du continent, que « si la guerre éclate quelque part, aucun pays ne peut plus se croire à l'abri tant qu'elle n'est pas terminée ». C'est avec répugnance que l'Angleterre a dû étudier l'application des sanctions pour se conformer au pacte. Il n'y a pas de conflit italo-britannique ; « c'est plutôt un

conflit entre l'Italie et la Société des nations, car aucune mesure isolée n'a été ni ne sera prise par la Grande-Bretagne. Le but de la Société des nations est la paix et non la guerre. La guerre est la chose à laquelle le gouvernement britannique pense le moins. Dans beaucoup de milieux, on a trop parlé de guerre ; de tels propos sont mauvais et malfaisants. Nous sommes toujours disposés à saisir toute occasion de conciliation qui pourrait se présenter. Le but que nous poursuivons, c'est la paix. Et nous poursuivons ce but en collaboration avec les pays qui forment la Société des nations. Nous ne voulons ni devancer ces pays, ni rester en arrière. Et nous ne prenons aucune mesure sans être parfaitement d'accord avec ceux qui travaillent à nos côtés. » Le Premier se défend d'aucun parti pris contre le fascisme : « La forme du gouvernement italien n'a et ne peut avoir aucune influence sur notre opinion ou sur notre attitude. »

Ce langage a quelque peu calmé la presse dont certains organes considérables parlaient de la France et des prudentes réserves de son gouvernement en termes presque comminatoires. Il est vrai que, dans la presse française, certains articles ont dépassé les bornes de l'inconvenance et de la sottise. Ne saurait-on discuter avec calme d'intérêts qui peuvent, sur certains points, diverger mais qui ne sont pas inconciliables et que M. Laval s'efforce avec tant de mérite de concilier ? L'Angleterre nous demande si, au cas où, à l'occasion de l'application du pacte, ses vaisseaux seraient l'objet d'une « mesure spéciale », c'est-à-dire d'une agression préméditée, elle pourrait compter sur notre appui, conformément au paragraphe 3 de l'article 16. Nous répondons : oui, pourvu qu'il s'agisse de mesures prises pour l'application des sanctions après accord avec nous. L'Angleterre insiste : ses précautions navales dans la Méditerranée ont été prises avant l'application des sanctions, mais en prévision de ces sanctions; qu'arriverait-il si l'un de ses navires était attaqué ? Le Quai d'Orsay répond en élargissant la question et en la portant sur le plan de la sécurité générale : il s'agit d'une garantie supplémentaire qui devrait s'appliquer à tous les cas où les précautions militaires, qu'un État se croirait en droit de prendre pour parer à une menace, lui vaudraient un acte d'agression. L'Angleterre est-elle disposée à appliquer, le cas échéant, cette règle générale si la France l'applique dans les circonstances actuelles ? Et cette application doit-elle être inconditionnelle ou ne s'appliquer qu'au

cas où ces précautions auraient été prises d'un commun accord ?

M. Laval, avec son esprit pratique, aperçut l'occasion de provoquer une détente. La France prêtera l'appui de ses forces navales à l'Angleterre au cas, — heureusement invraisemblable, — où elles seraient attaquées par les forces italiennes ; mais alors l'Angleterre peut accepter de rappeler dans l'Océan une partie de la *Home Fleet*, si l'Italie, de son côté, retire les troupes qu'elle a massées sur la frontière de l'Égypte. Ainsi se trouverait atténuée la dangereuse tension des rapports entre l'Angleterre et l'Italie. L'accord est complet sur l'application de l'article 16 et l'on peut espérer que la réduction des forces navales anglaises dans la Méditerranée et des forces de terre italiennes en Cyrénaïque va être prochainement réalisée. Déjà M. Laval a pu annoncer le 23 que M. Mussolini retire l'une des trois divisions concentrées en Libye. Nous sommes donc sur la voie d'une détente en Europe.

Sir Samuel Hoare, dans son discours du 22, constate son accord avec Paris : « La réponse française a été celle dont nous étions absolument certains. Cette réponse a été absolument satisfaisante et la solidarité des deux pays est établie. » Le ministre des Affaires étrangères reprend et confirme le langage du Premier ministre. Son esprit droit s'étonne que les intentions de son pays aient pu être dénaturées et méconnues. Il rappelle les services que la Société des nations a rendus; « elle est le pont qui relie la Grande-Bretagne à l'Europe ». L'Angleterre n'a pas varié dans sa politique ; elle n'a jamais cherché la guerre ; elle n'appliquera que les sanctions qui feront l'objet d'un accord collectif à Genève. Il précise en passant ce que furent les engagements pris par M. Laval à Rome le 7 janvier : « La France se désintéressait de l'Éthiopie du point de vue économique, à l'exception toutefois des engagements existants et de la zone du chemin de fer français Djibouti-Addis-Abeba. » Il était bon de le rappeler.

Mais que faut-il entendre par « sanctions » ? L'Assemblée de la Société des nations, qui s'est réunie le 9 octobre, a déclaré que l'Éthiopie était victime de la part de l'Italie d'une agression non provoquée. L'Autriche, par reconnaissance envers l'Italie qui a sauvé son indépendance au moment de l'assassinat du chancelier Dollfuss, la Hongrie alliée de l'Italie, l'Albanie sa cliente, refusèrent de se joindre à la majorité. L'opinion des petites nations à Genève était très excitée contre l'Italie ; elles voient dans la guerre d'Éthiopie un précédent et craignent, comme l'a dit

M. Nemours, représentant d'Haïti, « de devenir l'Éthiopie de quelqu'un ». Un Comité de coordination a été nommé pour l'établissement des sanctions. Il est bien entendu que toute sanction d'ordre militaire est exclue. Restent les sanctions financières et économiques. La première résolution du Comité fut de lever au bénéfice de l'Éthiopie l'embargo sur l'exportation des armes, munitions et matériel de guerre, et de le resserrer au contraire au détriment de l'Italie. Le président Roosevelt avait devancé la Société des nations en proclamant un embargo sans exceptions sur tout le matériel de guerre. Ensuite vinrent les sanctions financières : il s'agit de couper tout crédit à l'État italien, aux banques et aux particuliers. Enfin furent décidées des sanctions économiques : embargo sur les produits-clés et les matières premières servant à fabriquer les munitions et le matériel de guerre.

Ce système des sanctions économiques sera très difficile à établir et risque de se retourner partiellement contre ceux qui les appliqueront. L'Allemagne, les États-Unis, le Japon, le Brésil ne font pas partie de la Société des nations et il est douteux que l'on puisse les décider à prendre part à un tel blocus. L'Autriche et la Hongrie ont déclaré ne pas s'associer aux sanctions ; la Suisse invoque sa neutralité. La voie se trouve donc largement ouverte pour importer par les ports allemands ce dont l'Italie a besoin. Et il se trouvera toujours, même parmi les Puissances les plus résolues aux sanctions, des vendeurs! La mise à exécution des sanctions économiques ne serait pas obligatoire avant la fin de novembre; comme, de tous côtés, on en sent les inconvénients, on cherche à en retarder l'échéance. Notre commerce déjà si réduit ne va-t-il pas en souffrir ? Les Chambres de commerce le craignent. Il s'agit de sanctions qui doivent produire surtout un effet moral et contribuer à abréger la guerre. Ne serait-il pas possible de mettre fin aux hostilités avant que ne soit mis en route un tel engrenage ?

Il est difficile de l'espérer. Après ses premiers succès, l'occupation d'Adoua et d'Axoum, l'armée italienne du Nord a consolidé ses positions et organisé le pays ; mais elle n'est qu'à une trentaine de kilomètres du Mareb, qui forme la frontière de l'Érythrée. On annonce que bientôt commencera la marche sur Makallé. Le ras Guxa, gendre du Négus, est passé avec 1 500 hommes dans les lignes italiennes, comme le prévoyaient ceux qui sont au courant de la vie intérieure de l'Éthiopie; le

général de Bono l'a intronisé comme chef du Tigré et il est probable que les Italiens se proposent de le substituer à l'empereur Haïlé-Selassié. L'Éthiopie est un État féodal où les grands feudataires apanagés sont souvent, comme dans la France du XVIe siècle, prêts à pactiser avec l'ennemi. La colonne italienne qui s'avançait en longeant la frontière nord de la Côte française des Somalis a dû s'arrêter faute d'eau. L'armée du général Graziani, qui a pour base d'opérations la Somalie italienne, a occupé le 20 le groupe d'oasis de Seillavé et s'avancera bientôt sur Harrar. Le chemin de fer français de Djibouti à Addis-Abeba n'a pas cessé de fonctionner et l'envoi d'une compagnie de Sénégalais à Diré-Daoua, en territoire éthiopien, assure la protection du personnel de la compagnie. Jusqu'à présent les forces très nombreuses, mais mal organisées et outillées, des Éthiopiens n'ont pas livré bataille; devant elles les troupes italiennes trouvent un rideau de partisans, les contingents des petits chefs locaux. Elles ont fait preuve d'endurance et d'énergie ; mais les difficultés commencent à peine. Les Éthiopiens peuvent, avec les seules ressources dont ils disposent, continuer longtemps la résistance dans leurs montagnes et obliger les Italiens à une lutte opiniâtre et ruineuse. L'honneur est sauf, les morts de 1896 sont vengés; les complications ont été évitées. Ne serait-il pas possible d'aider l'Italie à s'assurer certaines satisfactions auxquelles elle peut légitimement prétendre et de mettre fin à une guerre qui sera sans doute victorieuse mais dont cependant les conséquences seront désastreuses? L'Europe a besoin de la paix et elle a besoin de l'Italie. Tout ce que l'on peut dire à l'heure actuelle, c'est que ni M. Laval, ni sir Samuel Hoare, n'en ont perdu l'espoir. Pie XI met sa haute autorité morale et l'activité de ses nonces au service de cette noble cause. Mais si les « six points » que certains journaux ont indiqués représentaient vraiment les intentions actuelles de l'Italie, la paix ne serait pas possible sur cette base. Un pareil programme aboutirait à un encerclement de l'Éthiopie et supprimerait en fait son indépendance. Il ne tient compte ni des engagements pris par l'Italie par le traité de 1906 à notre égard, ni des réserves formulées par M. Laval, le 7 janvier, en ce qui concerne le chemin de fer français de Djibouti à Addis-Abeba et la zone qui l'avoisine. La paix n'est possible que dans le cadre de la Société des nations.

Si donc nous essayons d'établir le bilan de la situation actuelle,

que trouvons-nous ? La guerre, en Afrique, n'a pu être empêchée, mais la paix est assurée en Europe et tout danger de complications graves est écarté par la collaboration franco-britannique dans le cadre de la Société des nations. Il est aisé de critiquer l'institution de Genève : il ne faut pas oublier qu'elle est, comme l'a dit sir Samuel Hoare, le pont qui rattache l'Angleterre au continent. C'est à Genève que l'Angleterre rejoint ses Dominions ; c'est à Genève que la France la rencontre et que la Belgique se joint à elles. Or, c'est leur entente qui assure la paix. La faiblesse de la Société des nations vient de sa prétention à l'universalité : elle a échoué chaque fois qu'elle s'est trouvée en face d'un conflit asiatique, américain ou africain (Mandchoukuo, Chaco, Éthiopie), mais elle a réussi à arranger en Europe les affaires les plus délicates, celle de la Sarre par exemple. Et c'est précisément parce qu'il s'agit d'un conflit africain que la France s'est interposée et n'a pas voulu donner à l'article 16 toute l'efficacité dont il est susceptible. Le Foreign Office a reconnu lui-même qu'il doit y avoir plusieurs degrés dans les sanctions. Le gouvernement français a joué le rôle difficile de modérateur et il a réussi à faire reconnaître à Londres la sagesse de son point de vue. Mais aussi est-il essentiel, même dans l'intérêt de l'Italie, que ne soit pas arrêté le fonctionnement des sanctions financières et économiques, sous peine de voir la Grande-Bretagne reprendre sa liberté d'action et s'enfermer dans son isolement. L'Italie a besoin, en l'occurrence, que l'activité britannique soit canalisée, endiguée : donc les sanctions collectives doivent jouer. Si elles ne jouaient pas avec modération contre l'Italie à propos de l'Éthiopie, comment joueraient-elles à plein le jour où serait menacée l'indépendance d'un État européen ? Quand on écrira, documents en mains, l'histoire des semaines d'angoisse que nous venons de vivre, on verra que la France a sauvé l'Italie d'une catastrophe et préservé l'Angleterre d'une erreur qui lui eût coûté cher. Parmi les remous d'une opinion mal éclairée, ou volontairement subversive, le Quai d'Orsay, s'inspirant des meilleures traditions de la politique française, a défendu avec succès nos intérêts nationaux qui coïncident avec ceux de la paix et de l'ordre européen. Mais il reste encore beaucoup à faire.

LES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

Pour continuer son œuvre à l'extérieur comme à l'intérieur, M. Laval est maintenant fort de l'approbation du pays. Les élections pour le renouvellement d'un tiers du Sénat, de l'Orne à l'Yonne, constituent en effet pour sa personne et sa politique un franc succès. Lui-même est élu dans la Seine et le Puy-de-Dôme. M. Léon Bérard, ministre de la Justice, est réélu dans les Basses-Pyrénées, et M. Maupoil, ministre des Pensions, est élu en Saône-et-Loire. Mais si le président du Conseil obtient dans son pays d'origine une majorité triomphale, il ne passe dans la Seine que de justesse, avec un seul de ses amis, M. Fiancette. Les autres élus appartiennent au « front populaire », c'est-à-dire à l'alliance des bourgeois radicaux-socialistes avec les communistes sous l'égide de M. Léon Blum. M. Cachin est élu grâce à M. Steeg, et M. Steeg, grâce à M. Cachin. C'est édifiant; l'on se demande jusqu'où iront les capitulations révolutionnaires de l'ancien résident général au Maroc. Le prétexte qui couvre son intérêt personnel est l'antifascisme; mais comment d'aussi scandaleuses et dangereuses alliances n'engendreraient-elles pas la protestation des éléments sains de la nation ? En général, comme il est de règle, le « front populaire » a joué en faveur des pires éléments ; les radicaux ont été les dindons de cette farce : eux seuls perdent des sièges, les uns au profit de socialistes, les autres de modérés. On dit que, s'ils sont battus, ils ne sont pas contents, que le « front populaire » est ébranlé, et que le Congrès du parti radical-socialiste, qui se tient à l'heure où nous écrivons, entendra les échos de cette mauvaise humeur.

Deux traits caractérisent cette consultation du suffrage restreint. C'est d'abord une tendance au rajeunissement des cadres. Si fidèles qu'ils soient en général à leurs élus, les électeurs sénatoriaux ont, en plusieurs endroits, remplacé les sénateurs sortants par de plus jeunes candidats de même nuance ou de nuance très voisine : ainsi en a-t-il été en Seine-et-Oise. Un autre trait caractéristique du scrutin du 20, c'est l'importance grandissante de l'élément agraire. Rien de plus légitime et de plus heureux que ce réveil de nos campagnes sous l'aiguillon de la crise ; mais nos paysans, dans leur ardeur à manifester leur mécontentement, sont parfois les dupes d'agitateurs et de profiteurs. En tout cas, ils

devraient y regarder à deux fois avant d'attaquer M. Laval et M. Cathala dont les efforts ont déjà amené une sensible amélioration dans la situation de l'agriculture. En plusieurs endroits leur influence a été décisive, notamment dans le Bas-Rhin, le Pas-de-Calais, la Somme, la Sarthe, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne. En brisant les vieux cadres, les agrariens, s'ils sont bien dirigés, contribueront à un renouvellement qui pourra avoir de bons effets. Les journaux d'extrême-gauche avaient prophétisé une vague de fond révolutionnaire, un mouvement accentué vers la gauche ; rien de tout cela ne s'est produit ; le bon sens du pays s'est une fois de plus manifesté. L'épouvantail fasciste, que l'on sent truqué, n'a produit aucun effet.

CHANGEMENTS DE MINISTÈRES EN EUROPE CENTRALE

En Europe centrale, des faits se sont produits en ces derniers temps dont le conflit italo-éthiopien ne doit pas nous masquer l'importance. En Pologne, au commencement de septembre, des élections ont eu lieu selon le mode de scrutin assez compliqué qui devait assurer le maintien au pouvoir du parti national créé par le maréchal Pilsudski. Les groupes d'opposition avaient donné pour consigne l'abstention : 65 pour 100 des électeurs se conformèrent à ce conseil ou déposèrent des bulletins nuls. La diète ne représente donc qu'une minorité. Dès lors les jours du cabinet Slawok, qui était en fonctions au moment où mourut, il y a cinq mois, le maréchal Pilsudski, étaient comptés ; le 13 octobre il portait sa démission à M. Mosciski, président de la République, dont le rôle personnel va grandissant et qui paraît marcher d'accord avec le général Rydz-Smigly, chef d'état-major, que le défunt maréchal avait désigné pour représenter l'armée dans les conseils de l'État. Le Président a appelé au pouvoir M. Marjan Koscialkowski, ancien chef du parti populiste radical. M. Kwiatkowski, homme de confiance de M. Mosciski, est vice-président du Conseil et ministre des Finances. Si M. Joseph Beck garde le portefeuille des Affaires étrangères, l'influence des « colonels » paraît en décroissance. La presse allemande ne s'est pas félicitée de ce remaniement qui a été au contraire bien accueilli par les journaux soviétiques. On sait que les dirigeants de Moscou paraissent s'attendre, pour le printemps prochain, à de graves difficultés avec la Pologne et l'Allemagne, peut-être à la guerre,

si la politique de Varsovie continue de suivre celle de Berlin. La presse continue à exciter sans mesure l'opinion contre la Tchécoslovaquie à propos des 60 000 Polonais, sujets tchécoslovaques de la région de Tesin (Teschen), qui manifestent violemment leur opposition au régime tchécoslovaque. Le gouvernement de Prague a dû retirer l'exequatur à un consul de Pologne qui se livrait à une propagande ardente contre les autorités tchécoslovaques ; aussitôt le gouvernement polonais a expulsé deux consuls tchécoslovaques. La conjonction Allemagne-Pologne-Hongrie s'affirme à cette occasion ; elle est l'une des inquiétudes de l'Europe.

En même temps, les Allemands entretiennent l'agitation à propos de Klaipeda (Memel). Les élections des 29 et 30 septembre ont révélé la persistance, dans ce territoire, d'une majorité germanisée. La liste allemande a obtenu 23 sièges sur 29. Le conflit continue donc entre le gouverneur, nommé par le gouvernement de Kaunas, et la diète, d'autant plus aigu que la plupart des députés allemands sont affiliés au parti nazi. Le gouvernement hitlérien n'a pas caché que ses premiers efforts se porteraient de ce côté-là ; pour le moment, il temporise, attendant de voir la tournure que vont prendre les affaires d'Éthiopie. La prochaine grosse difficulté européenne surgira là.

L'Italie étant occupée au loin, les infiltrations du nazisme pangermanique paraissent s'accentuer en Autriche. M. von Papen se multiplie. Le chancelier Schuschnigg, d'accord avec le président Miklas, vient de remanier son cabinet afin d'en renforcer la cohésion (17 octobre). Le major Fey n'y figure plus, qui passait pour laisser le national-socialisme s'infiltrer parmi les Heimwehren de Vienne dont il était le chef en même temps que ministre de l'Intérieur. Le chancelier a appelé autour de lui des hommes plus jeunes et plus directement liés à sa politique et à celle du prince Starhemberg. On renforce l'unité des Heimwehren et on les encadre plus solidement avec des officiers de l'armée régulière. Ainsi se poursuit l'œuvre du martyr Dollfuss. Mais des crises comme celle qui secoue l'Europe ne créent pas une atmosphère favorable à la consolidation définitive de l'Autriche.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

n.
la
o-
n-
nt
se
o-
x
e-
es

n
e
a-
it
et
es
nt
le
la
ne

ne
en
i-
er
it
n-
re
es
lu
on
e.
es
re

L

Ces
rapp
souv
dom
à m
Il o
plus
d'esp
lui
nez
de l
sédu
son
à la
autr
com
quel
obst
rabl

Co
(1)

LA CHUTE D'ICARE

DEUXIÈME PARTIE (1)

I

Luc, deux ou trois fois par semaine, voyait Liliose de Thiberghien ; soit qu'il se rendît au Roucas-Blanc, soit qu'il prît le thé avec elle, dans une confiserie de la ville. Ces rencontres constituaient la vraie chaîne de sa vie. Il leur rapportait tout. Elles déterminaient son humeur. Le plus souvent, le soir, nous dînions ensemble. Il avait si peu de domination de soi que je voyais, dès son entrée dans la salle à manger, le résultat de sa conversation avec la jeune fille. Il oscillait du désespoir le plus complet aux espérances les plus aveugles. Pas de stations intermédiaires. Aucun repos d'esprit : la joie ou l'accablement. Il y avait certainement en lui de quoi plaire : la finesse de ses traits, la pureté de son nez aquilin, la beauté de ses yeux d'un brun verdâtre, ombragés de longs cils, — les yeux de sa mère, — lui donnaient de la séduction. Ce qui gâtait l'effet général, ce n'était point tant son infirmité que l'idée qu'il se forgeait d'elle et qui le rendait à la fois timide et brutal, retenu et agressif, paralysé devant autrui et sujet à de sourdes colères. Certains jours, je le comparais en riant à un fagot d'épines, que l'on ne voit par quel bout saisir, mais le plus souvent, je ne riais pas. Cette obstination dans le malheur sentimental me devenait intolérable. Un homme n'a pas pour les chagrins amoureux d'autrui

(1) Voyez la *Revue* du 1er novembre.

l'indulgence des femmes, ni surtout leur tolérance qui vient du plaisir qu'elles éprouvent à s'occuper de l'amour, même par un chemin détourné. J'aurais voulu que Luc jouât sa chance délibérément, mais qu'en cas d'échec, il eût la force de s'affranchir. Pour un homme énergique et qui avait été dans sa jeunesse assez aventureux, rien de plus pénible que cet atermoiement anxieux, que cette attente à demi passive. J'aurais voulu percer à jour le jeu de Liliose...

Mais pourquoi employer ici le mot de *jeu*? Je l'avoue, presque avec honte, c'est une parole d'avocat plutôt que d'homme, l'expression de quelqu'un que son métier a toujours conduit à voir dans les circonstances auxquelles il a eu affaire plus de calcul que de candeur, plus de duplicité que d'abandon. Je ne pouvais douter complètement de l'affection que Liliose et sa sœur avaient pour mon fils. Je le répète cependant : l'avocat reparaissait, le spectateur de tant de cupidités et de violences dans la guerre des intérêts.

Je ne pouvais oublier non plus que mon vieil ami Francis Audièpvre avait épousé une femme sans fortune. Les Thiberghien ne devaient donc pas recevoir grand chose à la mort de leur tante. Or, les deux sœurs de Francis, qu'il aime profondément et que nous connaissons à peine, parce qu'elles ne font pas partie de notre groupe social et qu'elles sont absorbées par une vie de famille difficile, ont chacune quatre ou cinq enfants. Francis n'a aucune raison d'avantager les nièces de sa femme au détriment des siennes. S'il fait un partage égal entre tous, une fortune divisée par onze ne représente plus grand chose. Luc, en revanche...

Bref, j'avais le sentiment que M[lle] de Thiberghien se réservait Luc dans le cas où Robert Hyades lui échapperait. Ici encore, il me faut bien, par pudeur, déplorer mon peu de confiance dans les individus. Mais mon expérience est longue et j'ai vu peu de désespoirs amoureux, peu de chagrins définitifs. L'observation m'a montré que des jeunes filles, contraintes de renoncer à leur premier rêve amoureux, se réfugiaient assez aisément dans une union privée d'amour, mais où, en revanche, elles acquéraient le pouvoir que donnent l'argent et l'importance de la position sociale. J'avais beau me dire que je n'avais pas le droit de juger avec cette âpreté une personne si accomplie par ailleurs et dont je

n'avais aucun motif de me défier personnellement, il restait cependant que la coquetterie de Liliose et la façon dont elle ménageait Luc tout en aimant Robert, — ce qui était indubitable à mes yeux, — ne me permettaient pas d'ignorer que, chez elle, le besoin d'être aimée et le souci de plaire l'emportaient peut-être sur tout autre sentiment.

Cette duplicité de la jeune fille me parut surtout sensible à l'occasion d'un dîner que nous fîmes au Roucas-Blanc. J'y étais convié avec Luc; Robert Hyades également. Parmi les autres convives, se trouvait un jeune médecin, très joli garçon que l'on disait voué à un bel avenir et qui jouait volontiers les séducteurs professionnels. Il s'appelait Jean Limeron. Il se trouvait à table à côté de Liliose et lui fit très visiblement la cour. Mlle de Thiberghien a un défaut que j'ai peut-être la faiblesse de juger vulgaire : les compliments et les attentions la mettent dans un état d'excitabilité extérieure assez choquant. Elle s'anime, elle devient rouge, elle rit fort ; en un mot, elle manque tout à fait de retenue. Hyades et Luc le remarquèrent comme moi. Je les vis s'assombrir et s'irriter progressivement ; Luc surtout qui a moins de maîtrise que l'officier de marine.

Tout le monde parlait à la fois. C'était un brouhaha si confus que, par moments, je perdais le sens d'une phrase, qu'un mot me mettait en éveil, que je cherchais, malgré moi, à me forger une synthèse de tant de paroles échangées. Elles étaient vaines, ces paroles, je le savais. Mais, si inutiles qu'elles fussent, elles créaient une atmosphère, une vision centrale où les êtres se révélaient, où les phrases dévoilaient les âmes, où les gestes mettaient à nu les squelettes. A travers la dentelle des répliques, je reconnaissais au passage la susceptibilité vaniteuse de Luc, la suffisance commune de Limeron, les brusques emballements de Robert, les rêveries entrecoupées de Mme Hardelot, la coquetterie insatiable de Liliose, la méfiance jalouse de sa sœur, la panophobie de Mme Audièpvre. Au-dessus de tout cela, planait l'esprit de Francis ; mon ami était à la fois partout et nulle part, il répondait à l'un, à l'autre, approuvait, désapprouvait, suivait au bout de la table une conversation qui aurait dû lui échapper, revenait brusquement à vous, alerte, moqueur, indulgent, attendri, sarcastique, faisant des mots de tout et riant de ses propres maux. Je l'écoutais avec surprise. Je cherchais le secret

de cet être, toujours présent pour tous et sans cesse absent quand on voulait s'adresser à lui-même. Où était le moi de cet homme ondoyant, divers, amusé, comique, profond, impénétrable ?

Vers le milieu du dîner, il se tourna vers moi et me jeta à travers la table :

— Nous sommes à l'origine d'un drame. A chaque seconde de notre vie, nous en voyons naître un nouveau. Mais heureusement, les drames avortent presque tous. Cela seul permet au monde de durer.

Liliose entendit cette phrase et se tourna vers son oncle. Elle rougit un peu.

— De quel drame parlez-vous ? fit-elle.

— Je ne parle d'aucun drame particulier, je crois à tous à la fois.

— Ah ! non, mon oncle, vous faisiez une allusion précise. A qui ? A quoi ?

— Je faisais allusion à Cassandre, dit-il, à Hamlet, à Faust, à la Walkyrie. C'est à eux que je pense le plus souvent.

— Jolie préoccupation pour un ancien négociant en cafés ! fit Mme Malpain, qui était, à gauche, la voisine de Francis.

— Les vrais intellectuels, ma chère, ne sont pas des hommes de lettres, des professeurs à la Sorbonne, des candidats à l'École normale. Ce sont des parfumeurs, des dactylographes, des employés de ministère, des courtiers en cafés comme moi ; tous ceux pour qui la vie mentale est une joie, un luxe, et non un métier. Mon métier a été de vendre du Rio et du Mozambique, mon bonheur de lire Henri Heine, et les Goncourt, et Baudelaire.

Liliose avait repris sa conversation avec le docteur Limeron. Marie s'efforçait de fixer l'attention de Robert Hyades ; Luc, les paupières basses, ne parlait plus.

Le dîner terminé, nous passâmes dans le salon. Mme Malpain me dit tout bas :

— Il faut que j'aille vous voir un de ces jours, Albert, j'ai bien des choses à vous dire. J'ai toujours peur de vous déranger, mais je crois que cette fois, l'ennui que vous avez de me recevoir sera contrebalancé par l'intérêt des choses que je vous apporterai.

Je fus contraint de lui répondre que ses visites m'apportaient le plus vif agrément.

— Vous êtes si gentil, Albert, que vous n'oubliez même pas que vous l'avez été. Mais il faut se montrer raisonnable. Vous avez gardé la meilleure part; la vieillesse pour vous n'est qu'un mot. Les femmes ne sont pas même aidées par l'argent. Un homme riche a le droit de croire qu'il est aimé pour lui-même; une femme, jamais.

Il y avait dans cette phrase un nœud si inextricable de vipères que je me sentis attaqué à la fois de tous les côtés, que je secouai la tête, que je cherchai la cause de cette animosité, qui tourbillonnait autour de moi, toujours active, partout agissante. Avouer que je me sentais blessé, c'eût été reconnaître que je fusse vulnérable. Je ne répondis pas à cette agression. Je me contentai de sourire.

— Vous avez peut-être raison, répondis-je, chacun de nous croit qu'il est aimé pour lui-même. Mais chez les femmes, cet attrait animal qu'elles possèdent et qui est plus ou moins présent chez toutes, équivaut au pouvoir qui, chez certains hommes, est représenté par le succès, pour ne pas dire plus... Et comment serait-on aimé pour soi ? Ce qu'il y a de plus affreux chez chacun de nous, c'est soi-même ; ce que personne d'étranger ne connaît, sinon dans de rares et regrettables moments.

Mme Malpain se tut. J'ajoutai en souriant :

— Venez me voir quand vous voudrez, ma chère, vous savez que vous êtes toujours la bienvenue.

Je m'aperçus au bout de quelques minutes que Liliose n'était plus là ; Robert Hyades non plus. Cette double sortie qui avait passé inaperçue pour les gens de notre génération ne l'était pas aux yeux des autres. Limeron faisait du « charme » auprès de Marie-Marthe. Luc, immobile, debout dans un angle du salon, se rongeait avidement les ongles, horrible passion dont je n'ai jamais pu le guérir et qui lui fait les doigts les plus affreux du monde. Mme Malpain eut pitié de lui. Elle se leva et alla lui parler. Je les regardais de loin. Il la considérait avec haine. Chacun de nous est tout entier dans chacune des minutes qu'il vit. Luc connaissait trop de choses de moi. Il aperçut tout à coup le regard que je posais sur lui et il détourna la tête. Je sais que je lui suis odieux par cette clairvoyance dont je l'accompagne dans la vie sans le vouloir. Elle l'irrite comme une condamnation, alors qu'elle est à peine une

constatation sans arrière-pensée. Il n'est pas bon de connaître autrui. C'est une des choses qui rendent aux imbéciles la vie aisée. Nous aimons ceux qui sont dupes de nous, non point ceux qui nous jugent. Dieu aurait plus de fidèles s'il ne lisait pas dans les cœurs à livre ouvert.

L'absence de Liliose et de Robert formait le centre de nos préoccupations. Ce que nous disions n'avait pas trait à nos pensées, mais à cette disparition. Audièpvre aurait voulu qu'elle ne fût pas aussi remarquée ; sa femme était irritée de ce minuscule scandale. Limeron en souffrait comme d'un échec ; Marie-Marthe voyait mourir devant elle sa dernière chance de bonheur. Je sentais tout l'organisme intérieur de Luc craquer comme un navire au plus fort d'une tempête. Mme Malpain courait de l'un à l'autre, active, empressée, mais toute joyeuse de se croire encore tout près de l'amour, du moins par le voisinage, maintenant que l'amour était fini pour elle.

La conversation traîna, languissante, ennuyeuse, et soudain Liliose et Robert rentrèrent. Ils dégageaient un tel rayonnement que ce qui venait de se passer entre eux nous parut aussi clair, aussi éclatant que l'éclairage d'une lampe électrique. Leurs moindres gestes, leurs moindres regards, chacun de leurs sourires avait sa signification, et tout aussitôt l'ombre recouvrit Luc et enveloppa Marie-Marthe. Le docteur Limeron, seul, lui échappa. Il n'était pas engagé sincèrement dans l'action.

Quand, une heure après, je rentrai en ville avec Luc, j'eus le sentiment que, pelotonné le plus loin de moi possible, dans un coin de la voiture, il s'était mis à pleurer. Mais je ne fis pas mine de m'en apercevoir.

II

Un soir, en rentrant, je trouvai dans la bibliothèque Robert Hyades qui m'attendait.

Je m'étonnai d'abord de cette visite imprévue ; bien que nous fussions assez familiers, nous ne nous rencontrions guère que chez les Audièpvre. Nous n'avions, en effet, pas grand chose d'intime à nous dire ; et ce fut justement, quand je le trouvai en face de moi, debout au milieu de mes livres, que

je pris conscience de cette défiance ou de cette réserve mutuelle. Pourquoi ne témoignais-je pas plus d'amitié au fils d'un homme qui avait été un de mes meilleurs camarades, alors que j'éprouvais moi-même une indiscutable sympathie à son égard?

Le premier mouvement de Robert Hyades fut de temporiser. J'ai trop l'habitude des visiteurs pour hésiter sur leurs intentions. Si le but de leur démarche n'est pas toujours visible, le fait qu'ils ont un but précis se laisse aisément distinguer. Tandis que le jeune officier parlait à tort et à travers : des prochaines manœuvres navales, d'un changement de ministère, de ses occupations à Berre, je parcourais intérieurement le champ des problèmes dont il pouvait avoir à m'entretenir. Je ne doutai pas une seconde qu'il ne voulût me parler des nièces de Mme Audièpvre. Il ne me semblait pas que je pusse avoir d'autre lien avec le jeune homme que l'amour de mon fils pour Liliose.

Mais brusquement, Robert Hyades entra dans le vif de la question :

— Je voudrais, me dit-il, vous interroger sur mon père. Cela vous étonnera peut-être que, vous connaissant depuis toujours, je ne vienne qu'aujourd'hui vous poser certaines questions. Il se peut d'ailleurs que ces questions vous paraissent indiscrètes; il y a chez les gens de votre génération un goût particulier pour le mystère. Mes camarades et moi, quel que soit notre métier, nous vivons au grand jour. La guerre nous y a habitués. Pour vous, il en va tout autrement. On a toujours l'impression qu'il faut marcher sur la pointe des pieds, qu'on va déranger un secret terrible : c'est l'atmosphère même des cours! Quand je suis au milieu de vous, je suis frappé de cet excès de délicatesse, de ces demi-silences, de ces allusions à des choses dont on ne doit pas parler. J'ai l'impression en faisant cette démarche que je mets les pieds dans le plat. Vous formez une telle société de mandarins!

— Il s'agit de votre père, je ne suppose donc point que vos questions soient très indiscrètes pour moi.

— Pardon, il s'agit de la mort de mon père.

Ce silence, auquel venait de faire allusion Hyades, intervint, en effet, aussitôt. Nous entrions dans ce domaine dont le seuil ne devait pas se laisser franchir.

— Interrogez-moi.

Ce fut au tour de Robert d'être gêné.

— Cela est délicat à dire.

— Vous voyez bien que nous n'avons pas le privilège exclusif de la discrétion.

— Comprenez-moi...

— Mais je ne vous reproche rien. Il me suffit de constater que vous éprouvez, vous aussi, dans certains cas les mêmes pudeurs que nous. Je n'ai jamais considéré ces pudeurs comme un défaut, ni comme une lacune.

— Eh bien! dit Hyades, venons au fait. Mon père est mort quand j'avais dix ans; il s'est suicidé, je ne l'ai su que longtemps après. Au premier moment, la surprise, le chagrin de ma mère, l'agitation de la maison, ne m'ont pas donné le loisir de réfléchir sur les causes d'une disparition aussi subite. C'était ma première rencontre avec la mort, je pouvais penser qu'elle s'accompagnait toujours de circonstances anormales. Cependant, tout au fond de moi, je sentais que ces circonstances étaient, cette fois-ci, plus anormales encore que d'habitude. Cinq ans après, au lycée, j'appris, par le mot d'un camarade dont la famille était très liée avec la mienne, que mon père s'était donné volontairement la mort. L'ébranlement que me causa cette nouvelle fut plus grand que la perte même. Ma mère était très catholique; j'avais pour le suicide cette sorte d'horreur instinctive qu'éprouvent tous ceux qui ont été élevés dans notre religion. Pendant plusieurs semaines, je doutai de la vérité. A la fin, n'y pouvant plus tenir, je la demandai à ma mère. Elle me la confirma, ajoutant cependant que mon père était neurasthénique depuis de longs mois et qu'il avait mis fin à ses jours dans un véritable accès de démence. Je la crus; je la crus longtemps. Pourquoi aurais-je douté de sa parole? Plus tard, divers indices, dont quelques-uns d'ailleurs fort contradictoires, m'ont laissé comprendre que ma mère ne m'avait pas tout dit. Aujourd'hui elle est morte, je voudrais savoir enfin à quoi m'en tenir.

— Est-ce nécessaire? Il faut laisser aux morts leur secret.

— Je vous demande pardon d'insister, mon cher ami, mais les morts ne sont pas tout à fait morts; ils survivent en nous. Je ne crois pas à la fatalité; du moins, je ne voudrais pas y croire; il faut cependant reconnaître que nous sommes sou-

vent déterminés. Or, j'ai besoin de savoir, à ce moment de ma vie, s'il est des dangers spéciaux qui me menacent ; je ne suis pas guetté de la même manière par le destin si mon père est mort de neurasthénie ou s'il s'est tué à la suite d'autre chose que j'ignore encore.

— Pourquoi n'avez-vous pas interrogé Francis Audièpvre ? Il était plus lié que moi avec Constantin Hyades.

Robert hésita avant de me répondre.

— Je... je n'ai pas osé.

Je démêlai aussitôt le motif de sa timidité. Hyades supposait donc que la mort de son père était due à une cause sentimentale ; il savait quelque chose du trouble passé d'Emmeline, il avait instinctivement peur que ce fût à cause d'elle que son père fût mort. Il reprit avec violence :

— Il faut que vous me disiez tout.

— Si je vous taisais plus longtemps la vérité, vous pourriez, en effet, la croire pire qu'elle n'est. Il se peut que votre père, comme Mme votre mère vous l'a affirmé, soit mort au cours d'une crise de neurasthénie ; je dois ajouter toutefois que cette crise a été provoquée par l'amour. Constantin, que vous n'avez pour ainsi dire pas connu, était un être désolément sentimental : il ne vivait, comme il disait lui-même, que pour le cœur. Malheureusement, comme beaucoup de ceux qui partagent cette conception, il ne l'alliait pas à une nature foncièrement fidèle. Fiancé avec une jeune fille charmante lorsqu'il a rencontré votre mère, il a rompu ses fiançailles pour épouser celle-ci. Cinq ou six ans après, il est devenu amoureux d'une jeune femme. Malheureusement, cette jeune femme n'était pas beaucoup plus constante que lui, je dirai même qu'elle était foncièrement coquette, coquette comme on l'était en ce temps-là et comme on ne l'est plus guère aujourd'hui. Quand votre père a découvert que cette personne ne l'aimait plus et qu'elle lui avait déjà donné un remplaçant, il n'a pas pu le supporter : c'est alors qu'il s'est empoisonné.

— Je m'en doutais, dit Robert. Eh bien ! maintenant, il faut que vous me disiez le nom de la femme à cause de qui mon père est mort.

— Cela m'est impossible.

— Vit-elle encore ?

— S'il en était autrement, je pourrais peut-être vous la nommer.

— Je la connais donc?

— Vous la voyez quelquefois.

— En ce cas, il me faut revenir à mon interrogatoire. Je ne peux admettre, en ce moment-ci, que son identité ne me soit pas révélée.

Il y eut un nouveau silence, fracassé par le bruit des camions et des autos qui roulaient le long de la Corderie. Anxieux, le sang aux joues, Robert Hyades fixait sur moi son regard noir, ses yeux fiévreux, pleins de cette ardeur douloureuse qui le consumait.

— Je vais vous rassurer, lui dis-je. La femme en question n'est pas Mme Audièpvre.

— Pourquoi supposez-vous que ce soupçon puisse me troubler? répondit-il en rougissant.

— Parce que vous êtes amoureux de Mlle de Thiberghien et qu'avant de vous décider à l'épouser, vous voulez vous assurer qu'elle n'a pas pour tante la femme qui a ruiné la vie de votre père et rendu votre mère si malheureuse. Je vous le répète, cette femme n'est pas Emmeline, je vous en donne ma parole d'honneur la plus absolue.

— Merci, dit-il, vous me soulagez, en effet, d'un grand poids. Vous voyez bien que j'ai agi sagement en vous demandant conseil. Eh bien! puisque nous sommes tout à fait en confiance, je voudrais continuer à vous parler franchement. Vous avez dit tout à l'heure un mot, qui, à mes yeux, ne correspond pas à la vérité et c'est pour cela que je me permets d'y revenir, car vous pourrez peut-être m'aider à trouver ma voie.

« Oui, reprit-il, après un moment. Vous avez dit tout à l'heure que j'étais amoureux d'une des nièces de M. Audièpvre; voilà qui augmente mes inquiétudes. Si vous me le dites, c'est qu'on l'a répété autour de vous, que le bruit en court, que ma responsabilité est en jeu. Je n'ai jamais eu peur d'une responsabilité, mais celle-là est la plus lourde que je puisse encourir. Elle est d'autant plus lourde que, puisque vous semblez au courant de tout ce qui se passe, vous n'ignorez pas que ces jeunes filles accepteraient toutes les deux de m'épouser. Je ne me fais pas d'illusion là-dessus. Je n'em-

ploierai pas de grands mots, je veux dire simplement qu'elles croient m'aimer toutes les deux.

— Doutez-vous de la sincérité de leurs sentiments ?

— Dieu m'en garde ! Mais elles n'ont aucune expérience de la vie ; de tous les jeunes gens qu'elles fréquentent, je suis certainement celui qui incarne le mieux ce personnage du faux héros dont les jeunes filles sont éprises aujourd'hui aussi bien qu'il y a un siècle. Pour ma part, je suis plus attiré certainement par Mlle Liliose que par sa sœur. Sans doute, parce qu'elle est plus belle. Cependant, j'ai l'impression que Mlle Marie-Marthe est plus sûre, peut-être parce qu'elle est moins jolie. J'ai vu sa sœur accepter avec tant de facilité quelquefois de flirter avec M. Limeron que son caractère ne me semble pas offrir toute la sécurité que l'on est en droit d'attendre de sa femme. Quoi que vous en pensiez, il y a encore des coquettes.

— Vous pensez donc à vous marier ?

J'avais un serrement de cœur en prononçant cette phrase. La confession de Robert Hyades m'avait fait espérer qu'il renonçait à l'aînée des Thiberghien. Mon fils aurait donc pu encore espérer en elle ; ce dernier propos le rejetait à son triste destin. J'avais beau savoir que rien de bon ne pourrait naître de cette union, je me disais aussi que rien n'est tout à fait perdu quand le définitif n'est pas accompli. Il y a dans la vie tant de zones neutres, faites d'aspirations confuses, de joies vagues, de rêves à demi heureux, de foi dans un avenir hypothétique, d'attente satisfaisante que l'on s'en accommoderait parfois à condition qu'elles ne cessent point de vous porter légèrement sur leurs flots opiacés.

— Je crois que je dois le faire, répondit Hyades. Pourquoi ? me direz-vous, si vous ne vous y sentez pas entraîné. C'est qu'il s'agit là peut-être d'un devoir plutôt que d'un entraînement réel. L'attitude de ces jeunes filles me force à un choix, pourquoi refuserais-je au surplus de le faire ? J'ai pour elles deux la plus tendre amitié, une sympathie profonde et presque de la pitié, plutôt que de l'amour. Je n'ai pas une nature amoureuse, peut-être parce que j'ai senti instinctivement dans mon enfance le danger que représente la passion. En évitant le drame, je réagis contre la mémoire de mon père, et puis, s'il faut tout vous dire, je crois que l'heure n'est plus aux

destins personnels. L'heure qui sonne est celle des peuples et non plus celle des individus. Chacun de nous est un point imperceptible dans une immense trame qui contient le mouvement des nations; je n'ai plus foi dans mon avenir individuel, ma vie ne m'appartient pas, je ne peux pas en disposer pleinement. Mais ai-je le droit, parce que j'ai cette vue détachée de ma propre vie, de refuser le sort commun? Je ne le crois pas non plus. Nous avons le devoir de ne pas nous dérober à ce qui nous presse, sous le prétexte qu'un jour ou l'autre nous pouvons être appelés par autre chose. Voilà mon cas.

J'essayai un nouvel appel.

— S'il en est ainsi, pourquoi ne vous décidez-vous pas à épouser Marie-Marthe plutôt que Liliose? Vous semblez la juger moins capricieuse.

— Sa sœur aînée exerce sur moi un charme plus grand. Si j'avais la preuve cependant que Liliose soit aussi coquette et aussi infidèle que je l'ai craint quelquefois, je n'hésiterais pas à demander la main de Marie-Marthe; mais cette preuve, j'espère bien ne jamais l'avoir, car, à tout prendre, ce serait pour moi une grande désillusion de la trouver moralement autre que je l'imagine.

— Vous l'aimez plus que vous ne le supposez.

— Je l'aime beaucoup, je vous le répète, mais sans passion. Il me sera agréable de vivre avec elle; si demain, pourtant, je devais renoncer, pour une raison supérieure, à elle ou à sa sœur, j'en aurais beaucoup de tristesse pendant quelques mois, mais aucun chagrin véritable... Du moins je le suppose. Mais qui sait si alors vous n'auriez pas raison contre moi? Je ne suis pas grand psychologue, comme vous dites...

— Non, mais quelqu'un de bien extraordinaire, ne pus-je m'empêcher de lui dire.

— Véridique, simplement. Je sais que les hommes de votre génération ne peuvent s'habituer, ni à notre sincérité vis à vis de nous-mêmes, ni à notre horreur d'un faux sentimentalisme.

— Pourquoi supposez-vous que le nôtre ait été à ce point frelaté?

— Pardon, monsieur. Je ne connais pas votre existence, et je n'ai donc pas à parler de vous. Mais vous me disiez tout à l'heure que mon père avait aimé deux ou trois femmes l'une

après l'autre, sans être fidèle à aucune. Qu'y avait-il de vrai dans ces passions successives, sinon un érotisme à forme romanesque, de la plus triste espèce, un érotisme plein de mensonges et de faussetés, indifférent à la souffrance d'autrui et persuadé que le désir seul suffit à autoriser toutes les trahisons et tous les crimes? C'était la morale de mon père, c'était celle des femmes qui vous entouraient, du moins de beaucoup d'entre elles, c'était la morale des romans et des pièces de théâtre que vous aimiez. Je ne me crois pas blâmable d'en avoir une toute différente et d'estimer que je ne dois mentir, ni à moi-même ni aux autres. Je ne me suppose pas capable, en effet, de me suicider par amour, mais je ne suis pas même sûr que mon père, en le faisant, n'ait pas joué une comédie un peu lugubre, comme les gens dont nous lisons tous les jours l'histoire dans les faits-divers des journaux. Quand on a fait, comme moi, la guerre pendant quatre ans, monsieur, croyez bien que l'on est obligé de devenir réaliste sur plus d'un point, et surtout de donner à la vie son véritable prix, qui est très haut.

Quand je fus seul, je me mis à réfléchir aux propos du jeune officier. Je trouvais cruellement ironique que ce fût lui, qui n'aimait pas Liliose, qui eût été choisi par elle, et non mon fils qui l'adorait avec passion. Pourtant, cette affection tempérée, mais solide et sans fausse tension dramatique, ne représentait-elle pas un élément sentimental d'une autre tenue et d'une autre sécurité que la fureur passionnée dans laquelle s'agitait Luc? Mais quel étrange besoin de l'esprit que cette manie de hiérarchie et de justification! Il y a des moments où je m'en veux d'appartenir à une race de moralistes, qui ne peut vivre sans classer, ni établir de jugements.

Luc entra dans la bibliothèque. Il avait son plus mauvais visage; ses mâchoires contractées faisaient saillir, comme une boule, ses muscles zygomatiques. Il baissait ses longues paupières aux beaux cils sur son regard trouble et détourné.

— J'ai rencontré le sieur Hyades dans l'escalier, me dit-il. Je suppose qu'il sort d'ici.

— Tu es né malin, répondis-je.

— Que voulait-il?

— Me parler de son père.

— C'est tout?

— Je ne vois pas ce qu'il peut y avoir d'extraordinaire à ce que le fils d'un de mes vieux amis vienne me faire une visite.

— Cette conversation avait-elle un caractère d'urgence?

— Apparemment, dis-je avec placidité.

Luc me tourna le dos et quitta la bibliothèque en sifflotant, avec un air d'insolence et d'ironie méchante que je ne relevai pas.

III

Quand on réfléchit sur la vie humaine, on en arrive vite à se rendre compte que, quelque mêlé que l'on se croie aux péripéties et aux passions, et si forts que soient les engagements qui nous lient aux autres, on n'est jamais qu'un spectateur.

Et encore semblable manière de voir suppose-t-elle que, comme le témoin d'une action dramatique, on finisse par savoir exactement ce qui se passe sous vos yeux. Dans la réalité, rien ne nous est expliqué; les raisons des choses nous échappent ; figurants, comparses, héros traversent la scène, y entrent sans motif apparent, en sortent sans explication plausible, excitent nos sympathies et nos animosités sans que nous comprenions l'origine de ces emportements. Il nous faut nous débattre à tâtons dans ces ténèbres et tâcher d'y voir clair sinon pour nous diriger, du moins pour prendre un sens précis de nos erreurs. Spectateur d'autrui, nous le sommes aussi de nous-mêmes. Mais l'action a lieu ici sur une scène invisible ; du tréteau que cache un rideau mouvant, surgissent à nos yeux des figurations, des travestis qui représentent nos désirs véritables, nos sentiments profonds, nos angoisses sourdes. Parfois nous les accueillons avec des transports de joie et de fierté, parfois nous refusons de les reconnaître. Ce qu'ils trament et complotent dans l'ombre nous est dissimulé. Ainsi, où que nous portions nos regards, en nous comme hors de nous, tout est fraude, simulation, apparence, ou plutôt tout est spectacle. Les plus heureux sont ceux qui, comme un Alexandre, un Napoléon, prétendent devenir le spectacle tout entier et par conséquent être à la fois le drame et le témoin. Les autres...

Mais revenons à moi-même...

Pendant la semaine qui suivit la promenade de Liliose et de Robert Hyades, Luc traversa une des pires crises de sa vie. J'en fus à redouter pour lui un acte de violence, ou l'un de ces excès auxquels on se porte par fureur, dans l'espoir qu'ils changeront quelque chose à l'ordre de l'univers. Car l'homme est si infatué de son propre moi qu'il ne peut croire qu'en le détruisant il commettra une action sans conséquence.

Quand nous étions à table, assis en face l'un de l'autre, mon fils et moi, et que je l'observais à la dérobée, je cherchais à démêler sur son visage les signes d'un véritable chagrin. Ce souci de l'authenticité est une des choses les plus égarantes qui soient, car la frontière qui sépare la sincérité de son faux-semblant est à peu près indiscernable.

Luc entrait dans la salle à manger avec les dehors d'une affliction qui touchait au désespoir : cela me faisait supposer d'abord que ce désespoir était joué. Je ne peux guère séparer dans mon esprit la souffrance de la pudeur, et encore est-ce là le raisonnement d'un homme qui fait passer sa propre délicatesse avant la violence de ses émotions. N'est-ce pas une autre forme d'erreur? Si tant est qu'il y ait quoi que ce soit à reprendre dans la confusion de nos sentiments! Pâle, les yeux cernés, Luc mangeait à peine et avec dégoût. Il est vrai qu'il a toujours été de faible appétit. Parfois, je faisais monter de la cave une bouteille d'un vin que je jugeais excellent : il y goûtait peu. M'inquiétais-je de sa santé, il me répondait avec aigreur. L'interrogeais-je sur ses projets, c'était à peine s'il daignait m'entendre. Je finissais par m'enfermer dans le silence, où il se complaisait. Je l'avoue, il m'est intolérable de manger dans ces conditions. J'allais parfois au restaurant déjeuner seul pour ne pas avoir devant moi la vision de ce chagrin qui, non seulement ne se cachait pas, mais prenait quelque chose d'extérieur et d'hostile, une apparence de revendication triomphante, comme si j'étais l'unique cause de ces malheurs sentimentaux. La solution étant pour l'instant en dehors de mon rayon, je cherchais le meilleur moyen de gagner du temps; il ne s'en présentait guère. Les jours, en s'écoulant, creusaient, me semblait-il, le fossé qui d'une part me séparait de Luc et, d'autre part, le séparait de Liliose.

Si j'en croyais les rumeurs qui venaient jusqu'à moi, la

situation n'était pas moins tendue entre les deux sœurs. Rien ne pouvait empêcher Liliose d'être exubérante, Marie-Marthe, soucieuse et renfrognée. L'aînée des jeunes filles ne pouvait émettre un avis sans que la seconde la reprît sur un ton acerbe; elles dépeçaient en commun ce bien indivis qui nous vient de l'enfance et sur lequel on veille de concert. Le dédain de l'une, la malveillance de l'autre éclataient en toute circonstance. Les disputes voilées qui commençaient à table se déchaînaient ensuite sous forme de colères et de scènes furieuses au cours desquelles Mme Audièpvre dut parfois intervenir. Il semblait cependant que personne ne connût la cause exacte de ces larmes et de ces cris. Aucune allusion précise ne se dégageait de ces tempêtes; il semblait simplement que les deux jeunes filles ne pussent plus se tolérer.

J'eus les échos de cet état, après mille autres de sources différentes, par quelques mots qui échappèrent à Francis Audièpvre, un soir qu'il vint me rendre visite avant de remonter au Roucas-Blanc.

— Ce n'est pas drôle, là-haut, me dit-il. Je me demande comment on va pouvoir faire tenir les deux petites ensemble. Depuis le jour de l'incendie, tout s'est gâté.

— Pourquoi?

— Ne me le demandez pas, je l'ignore, et si je le savais, je crois que je ne pourrais pas vous le dire: ce ne sont pas mes affaires. Vous m'accuserez peut-être d'être partial, mais je crois que Marie-Marthe est insupportable.

— Ou tout simplement jalouse.

— Oui, n'est-ce pas, c'est assez mon avis. Mais cela ne change rien à la situation dont je parle, car la jalousie est justement intolérable. Il est de fait qu'elle a pris sa sœur en grippe.

— Voyez-vous un moyen d'y remédier?

— Aucun. Mais pour quelqu'un qui aime avant tout la paix, avouez que je suis bien tombé.

— Liliose est beaucoup plus belle que sa sœur. Il y a là de quoi créer des rivalités.

— Je n'en vois pas l'urgence. Ce ne sont pas les femmes les moins belles qui sont le moins aimées; certes, bien au contraire. Non, je crois tout simplement que Marie-Marthe a une de ces natures ingrates qui trouvent tout mal et qui ont

toujours une raison d'en vouloir à autrui. Elle a été une enfant assez secrète; trop empressée pour être sincère, elle nous surveillait du coin de l'œil pour savoir ce qui nous plairait et nous prenions parfois pour de l'affection et pour de la délicatesse, Emmeline et moi, ce qui n'était, j'en ai peur, que prudence et calcul. Emmeline est très inquiète de cet état de choses; je crois que nous allons être obligés de rentrer plus tôt en ville, quoique rien ne soit plus agréable que ces belles journées de novembre à la campagne. Entre nous, mon cher Albert, je suis un peu dégoûté des sacrifices; leur conséquence la plus directe est qu'il faut toujours les recommencer.

— Je me fais souvent cette réflexion à propos de mon fils...

J'attendais que mon vieil ami fît à ce sujet une observation quelconque qui me permît de voir s'il nouait un lien quelconque entre l'intervention du nom de Luc et l'état moral de ses nièces. Mais il me connaissait depuis trop longtemps pour prendre souci de mes soucis.

— Ah! me dit-il avec indifférence. Votre fils est insupportable aussi; les enfants sont tous odieux. On les aime quand même.

— Non, dis-je, mais ils ne veulent pas croire que nous avons fait avant eux les mêmes expériences et que nous pourrions les aider s'ils voulaient nous entendre.

— Mais ils ne veulent pas nous entendre, bien entendu. Ce qui les intéresse, c'est l'expérience, et non pas l'état de sagesse stupide et négative à leurs yeux auquel nous sommes arrivés; nous pourrions leur montrer comment on arrive à devenir ce que nous sommes : or, ils veulent tout au contraire trouver le chemin de ne pas nous ressembler et de tourner mieux que nous.

Jules Grisier me disait exactement le contraire, mais les deux opinions s'accordaient. Luc m'enviait; pour rien au monde, il n'eût voulu devenir ce que j'étais. Je représentais à ses yeux une réussite injuste et presque insultante; son rêve eût été d'obtenir dans la pureté ce que j'avais gagné à ses yeux dans une espèce de compromission et d'abaissement. Il m'était impossible de lui expliquer la vérité et peut-être d'ailleurs ma vérité n'était-elle pas la sienne. Il n'y a peut-être pas de loi universelle en psychologie.

En se levant, Audièpvre me dit :

— Je vais vous envoyer Marie-Marthe, tâchez de lui faire entendre raison; peut-être y arriverez-vous mieux que moi. Tâchez aussi de savoir exactement ce qui l'intoxique; peut-être aurez-vous plus de chance que nous.

— Quel prétexte lui donnerez-vous pour me l'envoyer?

— Aucun. Elle s'ennuie; je lui dirai que vous avez décidé de la distraire. Tenez, invitez-la un de ces soirs à dîner, elle adore aller au restaurant et nous ne pouvons guère le faire. Quand on est en famille, ce n'est plus précisément une distraction que d'y manger. On transporte, ailleurs, avec beaucoup de solennité, ses valises de drames... Bien entendu, invitez-la sans Luc.

Ce dernier mot me fit soupçonner que Francis Audièpvre n'était peut-être pas aussi candide que je le supposais. Mais pourquoi ne pas jouer franc jeu avec moi? Me croyait-il ignorant de tout, ou craignait-il qu'une conversation à buts définis finisse par rendre un jour pénibles des rapports jusqu'ici sans nuages?

IV

Je m'attendais à trouver une Marie-Marthe soucieuse et triste. Je vis une jeune fille gaie, un peu bruyante même, très différente de l'apparence qu'elle se donnait dans sa famille. Il est vrai que je la voyais seule pour la première fois et que, d'autre part, cette sortie avec moi lui plaisait par un petit air d'aventure et de fête galante. Elle voulut visiter ma bibliothèque, regarda les livres, en ouvrit deux ou trois, au hasard, et me dit finalement :

— Quand je regarde des bouquins, je suis désolée de mon ignorance et j'ai envie de tout connaître. Mais au fond, je ne sais pas lire.

— Vous ne savez pas lire?

— Non, je ne comprends pas le sens d'une phrase. Je lis les mots les uns après les autres, distraitement, jusqu'à ce que j'en trouve un qui me plaise. Dès que j'ai mis le nez dessus, il évoque pour moi des images amusantes et je reste, la bouche ouverte, à rêver à ces images. Je crois que dans ces conditions, je ne suis pas précisément douée pour la lecture. Tant pis!

J'en profitai pour l'interroger sur ses goûts. Elle fut très évasive, ou plutôt il me parut qu'elle avait les plus simples, et j'ajouterai même les plus communs. Cette vulgarité à demi cachée me parut plus évidente encore quand nous fûmes installés au restaurant. J'avais choisi la brasserie de Liége qui est discrète, de style un peu germanique et d'apparence vieillotte. Tandis que je commandais le menu, mon invitée montrait je ne sais quoi de trépidant et d'affecté.

— Vous me demandez quels sont mes goûts, me dit-elle. Eh bien! voilà, j'aime les restaurants, j'aime les bars, je voudrais vivre comme un homme. Quand on est une femme, on n'a que des devoirs.

— Les hommes en ont aussi.

— Oui, bien entendu, et je ne dis pas qu'ils ne les remplissent pas, mais ils ont les moyens de se distraire. Au fond, je meurs d'ennui chez ma tante Emmeline.

— C'est pourtant une des maisons les plus agréables de Marseille...

— Je ne dis pas le contraire. Cela prouve que les autres sont plus ennuyeuses.

— Liliose partage-t-elle vos sentiments?

Marie-Marthe fit un petit mouvement d'impatience.

— Je m'occupe très peu de ce que pense et de ce que fait Liliose.

— Je vous croyais très liées, dis-je innocemment.

— Nous l'étions enfants, mais maintenant que nous sommes grandes, je ne vois pas ce qui nous unirait. Liliose est sournoise et dissimulée; en tout cas, elle ne dit guère ce qu'elle pense. Elle a l'habitude d'être adulée, ce qui la rend vaine et coquette.

— Vous êtes dure pour elle.

Marie-Marthe parut un peu gênée.

— Il se peut, ajouta-t-elle, que je sois injuste, en effet. Nous ne nous entendons pas très bien en ce moment. Nous vivons trop près l'une de l'autre. Je ne dis pas que, dans quelques années, nous ne trouverons pas à évoquer ensemble notre enfance un plaisir très grand. Mais il faut arriver à ces années-là et cela ne se fait pas facilement. J'ai peut-être de grands défauts, mais je suis franche.

La franchise passe en effet pour une grande vertu; mais

je suis porté à croire que l'on confond souvent la franchise et la brutalité. Il y avait quelque chose de foncièrement brutal en ce moment dans le visage et dans les affirmations de Marie-Marthe. Elle oublia sa sœur et se remit à rire, à me raconter de menues anecdotes sur la vie de famille. Elle se moquait volontiers des phobies de sa tante, mais elle parlait toujours avec tendresse de son oncle, bien qu'il lui échappât par moments à son égard des boutades un peu aigres. J'avais pu espérer que ce fût d'elle que Luc fût amoureux. Ce que la jeune fille me révélait de son caractère apaisait tous mes regrets. Il eût été vraiment bien difficile de faire vivre ensemble ces deux redoutables fagots d'épines.

Soudain, l'entrain et la vivacité de Marie-Marthe s'interrompirent brusquement. Elle se tut pendant quelques minutes et prit un visage sombre et contracté. Je ne m'avisai pas tout de suite que ce changement d'attitude pût avoir une cause extérieure, puis, comme je jetais un coup d'œil distrait sur la salle du restaurant, je vis que deux officiers de marine venaient d'entrer et de s'asseoir non loin de nous. Ma première pensée fût que Marie-Marthe les connaissait et qu'ils étaient de l'intimité de Robert Hyades. Mais non, c'était seulement leur vue qui arrachait la jeune fille à son étourdissement passager et la replongeait dans son angoisse. J'essayai en vain de la ramener à ses propos riants. Elle me répondait avec ennui. Je lui fis observer qu'elle était soudain bien préoccupée.

— Ah ! me dit-elle, j'ai plus de chagrins que je ne veux le montrer.

Je n'osai pas l'interroger, mais par un détour subtil, je la ramenai à me parler de Liliose.

Elle avait été aigre un quart d'heure plus tôt ; cette fois-ci, elle fut violente et manifesta à sa sœur une hostilité plus grande encore.

— On dirait que vous êtes jalouse d'elle.

— Je le suis.

— Ce n'est pas un très beau sentiment.

— Je sais qu'il est très mal jugé, surtout par des gens comme vous qui avez toujours fait ce que vous vouliez et obtenu ce que vous désiriez. Mais moi, j'ai toujours eu le rôle de Cendrillon. Liliose est plus belle que moi, Liliose est plus intelli-

gente que moi, Liliose est meilleure que moi, Liliose a tout et je n'ai rien.

— Vous exagérez.

— Tout le monde me force à exagérer. J'adore mon oncle Francis, il n'a d'yeux que pour Liliose. Ma tante Emmeline me donne toujours ma sœur en exemple. Tous nos amis la préfèrent visiblement à moi, tous... sans exception. Il faudrait être une sainte pour supporter cela sans jalousie, comme vous dites. Quelquefois, la nuit, quand je ne dors pas et que je pense à tout cela, eh bien ! je vous le jure, je souhaite que Liliose meure.

— Ne dites pas des choses abominables.

— Il est entendu qu'elles sont abominables et je le sais et je n'ai pas de pareilles pensées de gaieté de cœur. Elles me sont intolérables à moi-même. Je n'aurais jamais détesté Liliose si elle ne m'avait pas tout pris. Un jour, ça finira mal. On a tort de nous faire vivre toutes les deux ensemble comme deux prisonnières dans le même cachot. Cela ne pourra pas ne pas se gâter. Et ce ne sera pas ma faute, je vous le jure.

J'essayai de raisonner la jeune fille ; je lui peignis en termes éloquents la tendresse et le dévouement que lui avaient témoignés son oncle et sa tante, et le chagrin que leur causerait une inimitié aussi formelle. Était-elle d'ailleurs bien sûre que cette préférence pour Liliose fût à ce point déclarée ?

— Hélas ! ajoutai-je, le malheur est que les jaloux, par leurs bouderies et leurs exigences, créent eux-mêmes cet état dont ils souffrent, ou tout au moins l'augmentent en rendant la vie difficile à ceux qui voudraient les aimer. Liliose a moins d'arrière-pensées. Votre attitude a peut-être déçu votre oncle et votre tante.

— Se sont-ils plaints de moi auprès de vous ?

— Jamais. Francis Audièpvre ne parle de vous deux qu'avec la plus vive affection et ne semble faire, du moins dans ses propos, aucune différence.

— Il se peut qu'à certains points je m'égare, mais il en est d'autres ...

Elle s'interrompit et de nouveau s'intéressa au restaurant et à sa clientèle. C'était une ruse pour envisager de nouveau les deux officiers de marine et tâcher d'entendre leurs paroles;

quelques mots, prononcés à voix plus haute, m'apprirent qu'ils parlaient de service.

— Cette conversation n'a aucun intérêt pour nous, Marie-Marthe. Pensiez-vous qu'ils allaient parler de Robert Hyades ?

Elle rougit et fut irritée de laisser voir son malaise :

— Je ne m'intéresse pas à ce point à Robert...

— Dame ! c'est le seul lieutenant de vaisseau que vous connaissiez...

— Détrompez-vous. Je suis allée plusieurs fois à Toulon ; je suis très liée avec quelques-uns de ses amis, Victor Lourcel, Patrice de Bérussis, Jean-Claude Caminot... Ceux-là, je ne les ai jamais aperçus encore. C'est ce qui m'intrigue

Dans l'amour de Liliose et de Marie-Marthe pour Hyades, il y avait d'abord un attrait passionné pour un monde, pour une forme de vie dont il était l'émanation, le symbole, mais qui le débordaient; il incarnait la marine, une chose à la fois légendaire et contemporaine, chevaleresque, hardie, exotique et sans racines, mystérieuse et pleine d'aventures, qu'elles se représentaient d'une façon tant soit peu conventionnelle, mais comme le font toutes les jeunes filles dans les provinces qui se terminent à la mer. C'est que pour elles, ignorantes encore des réalités amoureuses, la profession, le cadre, le costume jouent plus de rôle encore que l'homme même. Marie-Marthe pourrait donc encore se consoler avec un des amis de Robert Hyades.

— Vous ne voulez pas croire au rôle néfaste de Liliose, reprit Marie-Marthe. Eh bien ! je vais vous en donner un exemple. Autrefois, dans notre enfance, c'était moi que votre fils préférait... Cela vous étonne ? Il était toujours à mes côtés, il faisait tout ce que je voulais, et même, après sa maladie, quand il est revenu ici, il m'a tout d'abord montré la même vigilance. Il avait visiblement peur de Liliose, de ses grands airs, de sa manière hautaine de parler aux hommes, de ses dédains injustifiés. Quand elle s'est avisée qu'il me préférait à elle, elle lui a fait des agaceries. Elle l'a consulté sur ses lectures, elle l'a pris à témoin de ses beaux sentiments méconnus, de sa grandeur d'âme, si bien que Luc ne jure plus maintenant que par Liliose, qu'il m'a reléguée au rang des Cendrillons inutiles et qu'il est amoureux de ce beau mannequin.

Brusquement, en effet, je vis sortir de ma mémoire de menues silhouettes, et toujours Marie-Marthe au bras de Luc; jamais, — ou très rarement, — il n'était question de Liliose. Ces détails échappaient depuis longtemps à mon contrôle; je les oubliais; leur exactitude donnait créance à plus d'un propos de Marie-Marthe que jusque-là je tenais en suspicion. Si elle était véridique sur un point, elle avait chance de l'être sur d'autres... Certaines femmes, comme la décevante et charmante anémone de mer, attrapent tout ce qui flotte à leur portée; jamais rassasiées de saisir au passage amour d'autrui, hommages, amitiés, attentions, cultes de tout ordre, et de les engloutir dans leur vanité; j'avais déjà connu quelques-uns de ces charmants monstres. Je n'aurais pas jugé que Liliose fût de leur espèce. Mais la jeunesse d'un être est un phénomène si brillant qu'elle nous aveugle sur ses particularités, comme un phare d'auto fait les papillons de nuit. Étais-je, moi aussi, ébloui par elle, comme, au dire de Marie-Marthe, l'étaient Francis Audièpvre, sa femme, Luc, Robert Hyades?

Cette confidence me rapprochait de Marie-Marthe; je la jugeais moins sévèrement; je voyais en elle une victime autant qu'une aigrie. La chaleur du soir, le repas, les vins lui donnaient une animation qui la rendait presque jolie, — ou tout au moins bizarrement plaisante.

— Au fond, lui dis-je, on ne connaît personne. Je vous ai vue mille fois peut-être. Et je m'aperçois que je ne sais rien de vous.

— Avez-vous quelquefois pensé à moi? Je vous ai toujours été parfaitement indifférente. Si vous vous étiez, si peu que ce fût, occupé de ma faible personne, vous paraîtrais-je aussi obscure?

— Est-ce un reproche?

— Oh! cher monsieur Artillan, ne croyez pas que je veuille flirter avec vous! Si vous me découvrez, moi, je ne vous découvre pas. Vous êtes de ces égoïstes qui travaillent à rendre la vie confortable aux autres pour que quelque chose de ce confort revienne les ouater.

— Je n'ai guère réussi en ce cas.

— Vous faites allusion à Luc? Luc est très malheureux. Il sait que Liliose ne l'aimera jamais, et il croit que c'est à cause de sa jambe. Mais si Liliose l'avait aimé, c'eût été justement

à cause d'elle... Liliose n'est pas simple, vous savez. Il faut avoir pitié de Luc.

— Ce n'est pas moi qui le tourmente,

— Il est taquin jusqu'à la méchanceté, je ne l'ignore pas. Un jour, il a dit à Liliose quelque chose de si dur, de si injuste qu'elle en a eu les larmes aux yeux. Je l'ai regardé à ce moment. Son visage exprimait une joie démesurée.

— Ce n'est pas cruauté, dis-je tristement, mais satisfaction d'un faible qui a pu atteindre un être comme s'il était fort.

Il commençait de se faire tard. Les officiers de marine étaient partis depuis longtemps. Je devais reconduire Marie-Marthe au Roucas-Blanc. La nuit était brumeuse, très douce; je dis au chauffeur de longer la Corniche. La mer reposait dans des mousselines; on la voyait à peine, respirant tout bas comme une enfant qui dort. A travers tant de voiles jaillissait cependant, de minute en minute, un coup d'épée splendide, comme le feu d'un archange; c'était le phare de Planier qui allongeait autour de lui son bras chevaleresque. Il montait des choses visibles et invisibles, une odeur faite d'algues et de fumée.

Un moment, Marie-Marthe se pelotonna contre moi et posa sa tête sur mon épaule. Et comme je dus marquer ma surprise, elle murmura :

— Oh! ne remuez pas, je vous en prie, et surtout, ne prenez pas mon geste en mauvaise part... Vous dites-vous jamais que, seule au monde, une jeune fille n'a jamais le droit de se détendre un peu?

V

Je découvris bientôt que ma vieille amie, Mme Malpain, s'était fort liée avec Liliose. J'aurais bien voulu penser que c'était là une gentille attention de sa part; qu'elle savait Mlle de Thiberghien, un peu seule, un peu triste, un peu abandonnée en ce moment, et qu'il y avait par conséquent dans son cas grande miséricorde à venir en aide à une âme désorientée. J'aurais dû lui être reconnaissant aussi de remplir ces bons offices en pensant à moi, puisque je ne pouvais douter que si Henriette s'immisçait ainsi dans les affaires de la famille Audièpvre, elle le faisait en partie pour défendre mes intérêts.

Eh bien ! il faut admettre une fois pour toutes que je suis un monstre d'ingratitude : ces manigances m'irritaient. Je ne désirais pas que l'on courût à mon secours, je n'admettais pas que Luc eût besoin d'être étayé. Je souffrais de cette ombre d'amour qui se collait à mes pas, qui s'attachait à mes pensées, qui me criait à travers l'oubli : « Attention ! Je suis là ! Je serai toujours là ! Que tu le veuilles ou non, tu me devras encore quelque chose. » Il y a des tendresses qui finissent par prendre un caractère revendicateur. L'idée fixe d'Henriette Malpain était que je ne pouvais pas me passer d'elle. Elle entendait fournir elle-même la preuve de ce théorème. Le pire était justement que je dusse en passer par où elle voulait. Je n'avais pas le droit de faire bon marché de ses renseignements, de ses avis, de ses craintes. Exaspéré de fureur à la pensée d'avoir besoin d'elle, je l'accueillais cependant en amie, en auxiliaire, disons mieux : en espionne. Et je l'envoyais *in petto* à tous les diables de l'enfer, alors que je lui présentais mon meilleur fauteuil et que je commandais pour elle mon meilleur thé.

Elle m'avait téléphoné qu'il y avait pour moi urgence à la recevoir. C'était un samedi ; j'avais pris mes dispositions pour passer mon après-midi avec Mme Créel. Le ton d'Henriette était comminatoire. Une fois de plus, je pestai, et j'obéis. Je décommandai Mme Créel qui me répondit aigrement, et n'accepta aucun autre rendez-vous. Puis, résigné, je me plongeai dans les lettres de Pline le Jeune en attendant ce coup de sonnette qui, j'en étais sûr, me ferait désagréablement sursauter.

— Qu'aviez-vous à me dire de si pressé, ma chère?

Chaque fois que je vois Henriette Malpain, c'est plus fort que moi ; il faut que j'interroge anxieusement ses traits, que j'essaie de reconstituer à travers ce chiffre de rides, posé sur son visage, ces traits que j'ai tant aimés. Le plus grand châtiment que la vie impose à un homme est celui par lequel elle le punit d'avoir attaché trop de prix à la beauté des êtres. J'ai vu se dégrader ainsi, semaine par semaine, le pur aspect d'Henriette Malpain, et d'autres encore, et si Mme Créel m'épargne un jour ce supplice, ce sera à la mort que je devrai cette amnistie. Le regard même de Mme Malpain a changé : comment les yeux peuvent-ils perdre leur expression? Mais ceux d'un

chat, d'un chien, d'un lion même, se transforment avec les années : l'identité morale des bêtes est aussi mystérieuse que la nôtre.

J'ai souvent senti que Mme Malpain souffrait quand je l'examinais d'une certaine façon, qu'elle lisait en moi mes interrogations machinales. Je les interrompais aussitôt que je me rendais compte de son angoisse.

— Je voulais vous tenir au courant de ce qui se passe au Roucas-Blanc.

— Oh! oh! Est-ce grave?

— Singulier, tout au moins. Et j'ai pensé que vous seriez peut-être heureux de l'apprendre.

— Heureux... Pourquoi?

— Ce sera à vous de me dire si vous considérez ma confidence comme une bonne nouvelle.

Mme Malpain me fit son récit. Ce récit était obscur. Je n'y aurais pas cru si elle ne m'avait affirmé qu'elle le tenait de la bouche même de Liliose.

Celle-ci s'était brusquement ravisée. Elle était entrée, un soir, dans la chambre de Marie-Marthe pour avoir avec elle, lui dit-elle, une explication décisive. Marie-Marthe avait reçu fraîchement sa sœur. Elle avait pris pour un désir de l'insulter jusque chez elle, cette demande d'éclaircissement.

— Tu devrais comprendre, dit-elle, qu'après ce qui s'est passé, nous n'avons plus rien à nous dire.

— Je voudrais que tu saches, fit Liliose, qu'il ne s'est rien passé. J'entends : rien de définitif. Nous avons eu, Robert et moi, une grande conversation, très joyeuse, très confiante, très intime. C'est tout.

— Mais enfin, Robert t'a dit qu'il t'aimait.

— Non.

— Et toi?

— Pas davantage.

— Je ne te crois pas.

— Quel intérêt aurais-je à venir te mentir?

— Dans quel dessein veux-tu me faire ces révélations bizarres?...

En cet endroit de son récit, Liliose fut bien obligée de reconnaître qu'elle avait été extrêmement embarrassée. Elle ne savait pas au juste à quoi elle obéissait.

— Je sens que tu te désespères, finit-elle par dire. Je tenais à t'avertir que tout n'est pas perdu pour toi.

La générosité de Liliose blessa Marie-Marthe comme une nouvelle offense. L'envie est insatiable ; elle transforme tout en souffrance, et plus que tout, le bien qu'on veut lui faire.

— Que cache ton jeu ? dit-elle âprement.

A ce mot cruel, Liliose avait éclaté en sanglots :

— Ah ! pourquoi, s'écria-t-elle, ne veux-tu voir en moi qu'égoïsme ou perfidie ? Je n'ai jamais cessé de t'aimer, ma pauvre fille, et tu me détestes toujours. Je ne t'ai cependant fait aucun mal. Mais c'est bien parce que je sais ce que tu penses de moi que je veux te donner une preuve de ma loyauté.

— Robert t'aime.

— Hélas ! je n'en suis pas sûre.

— Tu étais rayonnante le soir de ta promenade avec lui.

— C'est vrai. Mais à la réflexion j'ai jugé qu'il avait été bien réticent, bien peu affirmatif. Je me suis demandé s'il n'était pas au contraire amoureux de toi.

— C'est impossible, s'écria Marie-Marthe, avec une sorte de colère sauvage.

Elle allait de long en large dans sa chambre, ouverte sur un éventail de ciel, dû à l'écartement des pins. Au fond de cette perspective, le jour, on voyait la mer. Les deux sœurs la devinaient dans l'ombre, élément en marche, infatigable créatrice de rien, hormis de mythes et d'invertébrés. Sa présence donnait je ne sais quel élargissement pathétique à leurs propos. Peut-être la mer était-elle entrée plus profondément qu'elles dans l'âme de Robert. Du moins, était-ce là une idée de jeune fille qu'elles acceptaient avec une sorte de plaisir romanesque.

Il leur était impossible de deviner quoi que ce fût des pensées familières de Robert Hyades. Et Mme Malpain ne pouvait pas en savoir davantage. Moi seul, grâce à sa confession, en ignorais-je un peu moins. Je n'avais pas à le dire : l'eussé-je voulu que je n'aurais pas été compris.

A ce moment de leur conversation, Liliose avoua que Marie-Marthe lui avait paru d'une beauté saisissante ; son air de furie lui donnait une dureté et une vigueur de traits qui enlevaient à son visage l'ingrate indécision dont il souffrait.

Ses cheveux se déroulaient comme les serpents de Gorgone ; la violence de ses passions égarait ses regards.

Elle finit par s'écrier :

— Qu'as-tu à me proposer ?

— Tout le monde dit que je suis une coquette, et tu le penses comme les autres. Si je le suis, c'est malgré moi. J'aime qu'on m'aime, et moi-même, j'ai tout le temps peur de mal aimer. Si j'ai attiré Robert sans le vouloir, je ne veux pas qu'il puisse penser un jour que je lui ai tendu un piège. S'il croit que, sous certains rapports, tu puisses lui convenir davantage, il faut qu'il en fasse librement l'expérience. Je serais trop malheureuse plus tard d'apprendre qu'il n'a pas établi librement son choix entre nous et qu'il conserve des regrets. Il m'est impossible enfin d'admettre que tu te sentes lésée par moi.

— Bien. Tout cela, ce sont des mots. Venons aux faits...

— Tu ne facilites pas ma tâche, dit amèrement Liliose.

— On ne m'a pas facilité la vie.

— C'est toi qui te la rends insupportable. Tout le monde t'aime.

— On te préfère, dit Marie-Marthe.

Liliose laissa échapper un geste d'impuissance. Elle faillit sortir de la chambre. Mais enfin, puisque le pire était fait, elle devait aller jusqu'au bout de son acte.

— Je n'ai aucun engagement avec Robert. Tant pis si je joue ma vie et mon bonheur en ce moment ! Il ne m'a pas parlé ; je suis encore libre. Je veux lui montrer pendant quelque temps une extrême froideur et flirter avec Limeron, qui, d'ailleurs, m'amuse un peu avec ses fanfaronnades. A toi de manœuvrer en conséquence...

— Et si tu perds Robert ? dit Marie-Marthe, qui s'approcha de sa sœur avec une expression de satisfaction méchante si marquée que Liliose en eut une sorte d'horreur panique.

— Je souffrirai, dit-elle simplement.

— Ah ! c'est peut-être de cela que tu as le plus envie ! s'écria Marie-Marthe.

Et son visage s'adoucit soudain. Elle prit sa sœur par les bras et la regarda doucement.

— Nous nous ressemblons peut-être au fond plus que nous ne le supposons, fit-elle.

Et elle l'embrassa avec tristesse.

— Si je réussis, dit-elle, j'aurai maintenant des remords.

— Qui sait? Robert ne nous aimera peut-être jamais ni l'une ni l'autre.

— Il était bon que vous fussiez avertie de ce changement, conclut Mme Malpain.

Elle n'insista pas. Aucun de nous n'avait fait allusion à la passion malheureuse de Luc. Tout se passait entre nous comme si nous nous intéressions au sort de Liliose et de Marie-Marthe par suite de notre amitié pour les Audièpvre. Cette scène éclairait Liliose d'un jour nouveau. Mme Malpain s'appliqua à trouver les raisons de ce revirement. Je la laissais parler. Elle travestissait assez grossièrement les intentions de la jeune fille. Du moins, en jugeais-je ainsi. Je n'avais aucun moyen de savoir si j'y voyais plus clair que ma vieille amie.

Si, pour une raison quelconque, — et les aveux de Robert Hyades rendaient tout possible, — Marie-Marthe l'emportait, Luc aurait donc sa chance à jouer. J'ai dit ce que je pensais là-dessus ; les derniers mouvements de Liliose enlevaient beaucoup de crédit à mes conclusions pessimistes. Mais, de toute façon, l'amitié de la jeune fille pour mon fils était sincère. Il pouvait donc encore être sauvé. Je n'étais pas même sûr de le désirer, tant je redoutais qu'une pareille union ne fût un désastre. Ici encore, je pouvais me tromper. Et puis quoi ! ma responsabilité serait enfin à l'abri ; rien n'aurait empêché Luc d'avoir, lui aussi, sa chance de bonheur.

VI

Bientôt se répandit, en effet, le bruit que Liliose n'avait plus d'yeux que pour Jean Limeron. La chose m'eût bouleversé si je n'avais pas été mis d'avance au courant. Averti, elle me stupéfia encore. Elle me stupéfia par la sorte de perfection avec laquelle la jeune fille joua son rôle. Je pouvais à peine admettre que c'en fût un. Je balançais même à croire qu'elle se fût sincèrement éprise du jeune médecin. J'en arrivai à supposer qu'elle avait dupé Marie-Marthe en lui affirmant qu'elle voulait lui laisser sa chance et que cette défaite cachait un refroidissement réel à l'égard de Robert Hyades. Je suppose aujourd'hui qu'elle prit un vrai plaisir à séduire Limeron,

de qui l'attrait physique était très grand. Libérée de tout scrupule, puisque sa conscience l'absorbait, Liliose laissait voir sa nature franchement coquette ; je pus juger, par contraste, de la réserve qu'elle avait gardée vis-à-vis de Robert et vis-à-vis de Luc ; l'un, parce qu'elle l'aimait, l'autre, parce qu'elle éprouvait à son égard une amitié sincère. Avec Limeron, qu'elle méprisait tout en se laissant attirer sensuellement par lui, elle ne se gênait plus. Cet abandon de soi faisait scandale.

La première victime de ce revirement fut Luc (et moi-même, par contre-coup). Son humeur devint nettement intolérable. Il parlait de moins en moins aux repas et s'il le faisait, c'était pour éclater en sarcasmes, en réflexions amères, en propos désenchantés sur la vie, et tout particulièrement sur les femmes.

— Attends quelques années encore avant de porter des jugements aussi définitifs sur des choses que tu ignores, lui dis-je, un soir, impatienté.

— Qu'apprendrai-je de plus ? me répondit-il, avec aigreur. La vie a un goût de saumure que rien n'efface pour moi ; le temps n'y fera rien. Dois-je attendre d'être mort pour la regretter ? Je voudrais en être déjà là. Je n'ai rien à espérer de quoi que ce soit. Je ne peux me faire ni à la cruauté des hommes, ni à la bassesse des femmes...

— Bassesse, bassesse...

— Qu'un homme passe, qui sache les flatter à point, surtout s'il a la réputation d'avoir su plaire ailleurs et si elles peuvent croire qu'elles le voleront à une autre, et elles sont toutes prêtes à ramper devant lui. Ce spectacle m'écœure.

Si je n'avais deviné depuis longtemps le choix de Luc, de tels propos m'eussent renseigné. Mais je n'en étais plus à douter. Que répondre à mon fils ? Que Liliose jouait la comédie par grandeur d'âme ? Je n'en étais pas sûr moi-même et le lui aurais-je dit que je lui eusse découvert plus cruellement encore le secret de ses préférences. Le résultat eût été pire. Je finissais par me taire et laissais Luc écumer de rage tout à son aise.

Le résultat de ces orages fut qu'excédé de leur fréquence je finis par me décider à suivre à Aix M[me] Créel qui s'y installait décidément. Son mari venait d'acheter une propriété à Luynes ; une fort belle propriété, ma foi, et même un peu

trop importante pour la fortune des Créel. Je le sais, car Créel me demanda de l'aider en cette circonstance et m'emprunta même une somme pour laquelle il me proposa un mode de remboursement très valable, bien que de longue durée. J'étais trop heureux d'ailleurs d'avoir ma part dans le plaisir qu'éprouvait Mme Créel à devenir propriétaire pour lésiner sur des détails : je lui eusse offert bien volontiers la terre moi-même, si les convenances et les délicatesses de son mari me l'eussent permis.

Tout près de la nouvelle demeure des Créel, mon amie découvrit une grande villa à vendre. Elle me convenait tout à fait; sa façade ample et simple, dans le meilleur goût du dix-huitième siècle provençal et couleur de chair de cantaloup, commandait un jardin à compartiments de buis, ombragé par des cyprès et orné, en son centre, d'un bassin à jet d'eau. L'idée de mettre des ouvriers et des tapissiers dans cette jolie bicoque, de courir les antiquaires de Marseille et d'Aix pour la meubler et de rapprocher de plus en plus ma vie de celle de Mme Créel me consola des humeurs noires de Luc et des rudes boutades qu'il me décochait au passage comme si j'étais responsable des caprices de Mlle de Thiberghien.

Cependant ce que Liliose avait prévu était arrivé. Robert, piqué au vif, irrité par l'attitude de la jeune fille et voulant la punir de sa traîtrise, ou bien, jugeant dans son indécision que le caractère de Liliose ne lui offrait aucune garantie, s'était rabattu sur Marie-Marthe et semblait prendre un très grand plaisir à sa société. Marie-Marthe, que je jugeais d'un naturel assez vulgaire, n'était ni maladroite, ni sotte, quand il s'agissait de ses intérêts. Comme beaucoup de femmes, si elle demeurait indifférente, et même balourde quand sa personnalité n'était pas en jeu, elle redevenait agile d'esprit et clairvoyante toutes les fois qu'il s'agissait de son avenir ou de sa vanité; or, ici, il s'agissait de plus encore. J'en arrivai à me demander si Liliose n'avait pas été bien imprudente et si sa fureur de sacrifice (ou autre chose que j'ignorais) n'allait pas l'exposer à une cruelle défaite. Je le redoutais et je l'espérais en même temps, car Limeron étant trop avisé pour l'épouser, mon pauvre Luc risquait fort de devenir le bénéficiaire de cette singulière aventure. Je n'en étais plus à me demander si l'union de ces enfants offrait la moindre chance de bonheur;

mes visées étaient devenues moins hautes. Que Liliose l'acceptât, et Luc aurait du moins une illusion assez grande pour se réconcilier avec la vie! Ceci acquis, je donnerais au jeune ménage mon appartement de la Corderie, je laisserais à mon fils mon cabinet d'avocat et j'irais me fixer à Luynes, puisque, de plus en plus, le plus grand bonheur de ma vie serait de ne plus quitter les Créel.

Il m'était impossible de deviner si le tour des événements inquiétait Liliose. Se croyait-elle sûre de ramener Robert à elle, aussitôt qu'elle le voudrait, se tourmentait-elle en secret, ou bien, à force de jouer avec Jean Limeron, se détachait-elle de Robert et se rendait-elle compte qu'il n'avait pas dans son émotion la place qu'elle lui attribuait jusque-là? Il y avait des moments où je n'en pouvais plus d'impatience et d'anxiété, où j'aurais voulu savoir enfin à quoi m'en tenir, où je souhaitais que chacun abattît son jeu et que nous nous trouvions enfin en face de situations bien tranchées.

Mais je dus reconnaître à la longue que l'angoisse était générale. Nous vivions tous dans une atmosphère irritante dont chacun de nous ressentait plus ou moins les effets. Seul, je crois, le docteur Daribert conservait son sang-froid. La brusque passion de Robert Hyades pour Marie-Marthe; la satisfaction provocante de celle-ci; la coquetterie glaciale, systématique et comme désespérée de Liliose; l'infatuation insolente de Limeron; les humeurs noires de Luc; l'énervement croissant de Francis Audièpvre; les allusions blessantes de sa femme; les airs sentencieux, funèbres et résignés de la marquise de Berneries; les moqueries un peu aigres de Mme Chancereul; les papotages, les cachotteries et les demi-confidences de Mme Malpain, tout cela rendait l'air fort peu plaisant à respirer.

Un orage semblait tourner autour de nous, une de ces chaleurs nuageuses de nos journées de septembre, quand le vent sec pétille et fouaille la poussière, que les arbres sont enrobés dans de brusques rafales, que des nuées couleur de fer et de feu se rabattent sur la terre et qu'on attend avec impatience la première goutte d'eau, ronde et large, qui brunira le sable à nos pieds ou la première lézarde fulgurante qui ouvrira le ciel compact sur un autre ciel couleur d'or.

Les Audièpvre prolongeaient tard leur séjour au Roucas-

Blanc. Cette année-là, l'automne ayant été exceptionnellement beau, ils y étaient encore le 15 novembre. Mais comme le temps fraichissait, ils décidèrent de rentrer bientôt en ville et ils nous convièrent à un dîner, Luc et moi, ainsi que Robert Hyades et Limeron, Mme Malpain, sa fille, Brigitte Dufief, Rosa Chancereul et Meurgy.

Le repas fut triste, et même lugubre. Audiépvre, qui a une sorte d'horreur de toute forme de départ et qui éprouve cette angoisse jusqu'à la manie, commença de gémir sur l'obligation de s'en aller. A son âge, de quoi est-on sûr? Savait-il s'il habiterait de nouveau cette maison qu'il aimait tant? Ah! comme l'homme est misérable de ne pouvoir compter sur aucun avenir!

— Allons, allons! lui dit la petite Mme Dufief, vous vous portez comme un charme.

— Oui, répondit-il, un charme qui n'agit plus.

D'agacement, ou par maladresse, Liliose fit un geste brusque et brisa un verre de Venise. Mme Audiépvre se lamenta : la douzaine était dépareillée.

— Mais les verres de Venise anciens ne se vendent pas par douzaines, dit Francis.

— Qu'est-ce que cela fait, puisque nous n'en avions que douze de cette forme? répondit-elle aigrement.

Liliose s'excusait tant bien que mal. Mme Malpain me demanda à voix basse s'il était vrai que j'eusse acheté une maison à Luynes et si j'allais quitter Marseille. Je n'ai pas besoin de dire qu'elle voit mon intimité avec les Créel d'un très mauvais œil. Je lui dis que mon intention n'était nullement de m'en aller, mais que j'avais eu, en effet, l'occasion de faire une bonne affaire en acquérant un *bastidon* et un bout de terrain dans la campagne aixoise.

— Vous devez sans doute cette bonne aubaine aux conseils éclairés de M. Créel, dit malicieusement ma vieille amie.

Cette réponse, je l'avoue, me troubla. Je me demandai si quelque chose n'avait pas filtré des arrangements que j'avais pris avec Bernard Créel. Je répondis avec irritation. Pour rendre le dîner moins morne, le docteur Limeron raconta une trépanation à laquelle il avait assisté le matin même. Un lourd silence suivit son récit. On se leva de table.

Quelques personnes sortirent après le café. La pureté de

la nuit surprenait comme une arrivée sur une autre planète. Les étoiles vibraient si nerveusement dans l'air froid qu'il semblait que l'une ou l'autre de leurs branches fût sur le point de se briser comme une aiguille de cristal. La faux d'un phare, dans la tranchée formidable des collines, révélait régulièrement la présence de la mer qui sortait de l'ombre, surface d'argent plissée, toute scintillante et détalante, puis retombait à ses ténèbres. Un pin remuait faiblement, faisant un bruit de plumes réveillées.

— Quitter cela! me dit Francis, à voix basse.

— Vous y reviendrez quand vous voudrez, fis-je.

Il me prit le bras :

— Il me faudra bien le quitter, Albert, et dans peu de temps...

Il rentra dans la maison. Je fis quelques pas sous un groupe d'arbres et demeurai longtemps immobile. Soudain, je m'aperçus que Liliose allait et venait devant le perron, guettant quelqu'un. Je n'avais pas vu sortir Limeron, mais je crus que c'était lui qu'elle attendait. Peu après, je vis Robert Hyades qui s'avançait à petits pas, les yeux tournés vers la mer spasmodique. Il était seul. Marie-Marthe ne l'avait pas accompagné.

Il s'arrêta brusquement, apercevant Liliose devant lui.

— Vous vous promenez? lui dit-il. Prenez garde, vous allez avoir froid.

— Qu'importe ? dit-elle.

— Vous avez raison de ne pas vous en soucier. Il y aura toujours quelqu'un pour vous soigner si vous êtes malade.

Elle essaya de l'empêcher de passer.

— Robert! Robert! murmura-t-elle, d'une voix suppliante.

— Eh bien! quoi? fit-il brutalement.

Et se dégageant d'elle, il rentra dans la maison.

Liliose souleva lentement ses deux bras et appliqua les mains sur son visage comme pour le cacher à jamais. Elle ne remuait pas; la tête baissée, elle semblait vouloir creuser ses paumes ou effacer ses traits. Je m'approchai d'elle; je l'entendis dire à voix basse :

— Qu'ai-je fait?

Elle devina ma présence et dégagea son visage.

— Vous étiez là? me dit-elle.

— Oui.

Nous nous tûmes. J'aurais voulu lui parler, mais que dire? Tout me commandait le silence.

— Ne dites rien à mon oncle, fit-elle. Il n'est déjà que trop malheureux.

Elle ajouta :

— C'est trop difficile de vivre. On ne fait que des erreurs. On souffre. Les autres souffrent. Que dois-je faire?

— On ne s'improvise pas héroïne, Liliose. Il faut être plus simple que ça. La grandeur d'âme est encore pire que le reste.

— Pourquoi me parlez-vous ainsi? Que savez-vous de moi?

— Tout et rien.

— Ah! si je pouvais vous parler, peut-être m'aideriez-vous à me comprendre! Mais je ne peux rien vous dire, à vous.

— Pourquoi?

Elle baissa de nouveau la tête et je devinai sa pensée. Je la suivis dans la maison. Marie-Marthe affectait de rire très fort en écoutant Robert Hyades. Limeron disait des galanteries à Mme Dufief. Luc, sans m'attendre, était rentré en ville avec Mme Chancereul et Meurgy.

VII

La veille du départ, avant le dîner, tandis que Liliose mettait en ordre quelques-uns des objets qu'elle voulait emporter en ville, Francis Audièpvre entra dans sa chambre et s'assit dans un fauteuil. Depuis plusieurs semaines déjà, Mlle de Thiberghien considérait avec inquiétude le vieillissement de son oncle. Mais ce jour-là, elle le trouva particulièrement affaibli. Il se voûtait et se ratatinait; sa petite taille devenait plus fluette encore et les rides qui creusaient ses joues de plus en plus profondes. Cependant, sous ses sourcils touffus, ses yeux clairs, qui ressemblaient à deux gouttes de rosée reflétant le ciel, gardaient une telle fraîcheur qu'il suffisait de les regarder pour oublier la ruine de l'homme.

La chambre de Liliose se trouvait à l'un des angles de la maison. Une de ses fenêtres s'ouvrait sur la vue lointaine de la mer, l'autre écartait ses volets au milieu du bois de pins. C'était une pièce claire et grande, meublée avec simplicité, ornée de quelques photographies et de rayons qui portaient des livres, presque tous religieux.

— Eh bien! dit Francis, je suppose, ma pauvre enfant, que tu ne quittes pas sans regrets cette chambre? Quand je pense aux sinistres façades que l'on voit de la rue de l'Arsenal, on a tout lieu de considérer ce jour de départ comme un véritable arrachement.

Liliose se mit à rire.

— Mais, mon cher oncle, vous vous exprimez comme si nous partions pour Pékin! Or, nous serons demain ou après-demain à vingt minutes au maximum du Roucas-Blanc. Vous voyez bien qu'il n'y a pas de quoi se lamenter. Et d'ailleurs qui vous empêche l'hiver de venir de temps en temps passer la journée ici?

— C'est bien parce que je ne le ferai pas que je me désole, dit Francis Audièpvre. Quand nous sommes repris par le trantran de cette existence marseillaise, nous ne revenons plus à la campagne. Et puis, tantôt il fait froid, tantôt il pleut, tantôt ta tante est enrhumée, ou bien on a des amis, des réceptions, des thés, enfin toutes les raisons du monde de ne pas bouger. Or, à mon âge, quand on fait une chose, on ne sait jamais plus si on la refera... J'ai beaucoup de soucis, Liliose.

A ce moment de la conversation, Mlle de Thiberghien se rendit bien compte que ce n'était pas uniquement pour se lamenter sur les affres de la rentrée en ville que son oncle était venu lui rendre visite. D'ailleurs, cela n'avait rien pour l'étonner; elle pensait bien, un jour ou l'autre, qu'elle devrait avoir une explication avec son oncle ou avec sa tante au sujet du docteur Limeron. Cette explication lui était infiniment pénible, puisqu'elle ne pouvait pas dire la vérité. A ce moment, si elle avait été libre, elle aurait quitté Marseille, laissant les choses derrière elle s'organiser toutes seules, puisque ses démarches n'avaient abouti qu'à créer le pire désordre. Il est vrai que ce désordre était dû initialement aux circonstances et que, si elle l'avait aggravé, c'était dans l'espoir de le faire cesser.

— Il faut que je te parle, reprit Francis, au sujet de Jean Limeron. Ta tante voulait te faire là-dessus un certain nombre d'observations. J'ai préféré en causer d'abord avec toi... Elle n'est pas très adroite, ta tante, en général et quand elle se mêle de quelque chose, les catastrophes sont proches. Alors, mon enfant, je ne voudrais pas favoriser ici l'ère des cata-

strophes. Nous avons déjà bien assez d'ennuis comme cela !

Francis Audièpvre prit un temps, appuya ses deux coudes aux bras du fauteuil, baissa la tête et dit :

— Rien au monde, Liliose, ne pouvait me faire plus de peine que de voir ton attitude avec ce Limeron. Évidemment, je ne peux te faire que des reproches mitigés. Puisque je pensais de lui ce que j'en pense, je ne devais pas le recevoir dans l'intimité comme je l'ai fait. Tu sais qu'il a admirablement soigné ta tante, — ici, Audièpvre se souvint tout d'un coup, dans son désarroi, de ce qu'il pensait lui-même et il ajouta en souriant : — il est vrai qu'elle n'a, pour ainsi dire, jamais été malade, mais enfin elle a toujours besoin de consulter un médecin et de lui faire observer l'état de son foie, de sa rate, de son cœur, etc. Dans ces conditions, il était assez naturel que Limeron fît partie de notre intimité. Seulement, quand cette intimité se resserre surtout avec toi, je ne peux que le déplorer.

Debout contre une commode à poignées de cuivre, Liliose écoutait ce réquisitoire. A cet endroit, elle interrompit son oncle par ces simples mots :

— Mon oncle, il ne se passe rien entre le docteur Limeron et moi.

— Mais, Liliose, je ne te soupçonne en rien de te conduire malhonnêtement. Ce qui se passe sous nos yeux est déjà bien inquiétant. Je ne te reproche même pas de flirter avec lui, ni d'afficher avec cette désinvolture et presque ce cynisme le goût que tu as pour lui. Non, ce qui m'indigne, c'est le choix que tu as fait. Voilà ce qui est impardonnable. Il y a autour de nous des jeunes gens qui ont des qualités, ou qui sont tout au moins d'honnêtes gens. Entends bien ici ce que je veux dire : Limeron n'est pas un voleur, mais l'honnêteté, contrairement à ce que l'on dit, ne s'exerce pas seulement en face des questions d'argent : vis-à-vis des femmes, Limeron se conduit en malhonnête homme. Je tiens à ce que tu le saches. Mon chagrin vient de t'avoir vue choisir quelqu'un que je crois le plus vulgaire, le plus brutal et le plus goujat des individus que je connais. S'il t'a plu, c'est donc qu'il y a en toi quelque chose qui aime la vulgarité, la suffisance et la muflerie : voilà ce qui m'est odieux. Ta tante voulait t'adresser des critiques au sujet de tes actes ; je suis à la fois plus indulgent et plus

sévère. Ce sont tes préférences qui me causent une cruelle déconvenue.

— Il m'est difficile de me défendre, mon oncle, dit Liliose, car ne croyez pas que je m'approuve.

— Enfin, oui ou non, es-tu amoureuse de Limeron?

— Non, dit fermement Liliose.

— Alors, c'est pire. La passion produit un certain aveuglement. Si tu n'es pas aveuglée, que lui demandes-tu?

— Un étourdissement. Une distraction. Jean est tout ce que vous dites, je le sais. Mais il a de l'attrait, il a de la force. Quand on est auprès de lui, on a de la vie un sentiment plus vif, plus heureux. C'est ainsi qu'il agit sur tante Emmeline et c'est pour cela qu'elle ne peut pas se passer de lui. Vous dites vous-même qu'elle n'est pas malade; c'est vrai, il lui donne cependant de la santé.

— Elle n'est tout de même pas amoureuse de lui.

— Si elle était jeune, ne le serait-elle pas?

— Après tout, voilà qui est assez vrai. Mais enfin si tu ne l'es pas, toi, quel jeu joues-tu donc avec lui?

— Vous l'avez dit, il ne s'agit que d'un jeu. Je sais que je peux jouer avec Jean Limeron. Je ne risque pas de le rendre amoureux de moi ou de le faire souffrir. Peut-être est-ce cela qui me laisse ma liberté d'action. Je n'oserais pas agir ainsi avec quelqu'un de vulnérable.

— Tu as donc besoin de le faire? dit M. Audièpvre, scandalisé.

Liliose ne répondit pas. Elle tirait machinalement sur l'ardillon de sa ceinture de cuir, tantôt l'introduisant dans l'œillet, tantôt l'en retirant. Ses mains n'étaient point belles; grandes, un peu fortes, les doigts légèrement carrés. Quand elle les regardait, elle en éprouvait de l'humeur.

— Tu me fais de plus en plus de peine, continua M. Audièpvre.

— Cher oncle, fit tendrement Liliose, vous me causez, vous, de plus en plus de surprise. Quel état de perfection, de pureté absolue attendez-vous donc de moi? Vous avez connu beaucoup de femmes dans votre vie, je crois. Je ne veux pas être indiscrète, mais si j'écoutais les mauvaises langues, — et ma tante Emmeline elle-même, — je serais en droit de supposer que vous ne les avez pas toujours engagées au bien, ni

poussées à pratiquer uniquement la vertu... Et vous ne pouvez pas supporter que j'aie des défauts, et particulièrement des défauts de femme !

— Tu as raison, dit Audièpvre, je suis un vieux fou.

Il étendit une main, saisit un poignet de la jeune fille et la força de s'asseoir sur l'accoudoir de son fauteuil. Il la regardait ainsi de bas en haut, à la fois joyeux et triste.

— Et Robert Hyades ? demanda-t-il.

— Autre histoire ! Autre histoire ! J'aurais pu l'aimer, s'il l'avait voulu. Je ne sais pas quelle sorte d'homme c'est. J'ai fini par m'irriter de sa froideur... Ou bien n'ai-je pas été patiente et n'ai-je pas su le comprendre ? Il me semble, mon oncle, que je suis enfermée dans une volière au milieu d'un tas d'oiseaux qui m'étourdissent ; un jour, l'un me fait faire une chose ; un autre jour, j'entends un autre conseil...

— J'ai connu cette volière-là, dit Francis.

Il ajouta :

— Maintenant, je n'entends plus qu'une vilaine chouette qui fait : « Hou ! hou ! » en me regardant. Je sais ce qu'elle veut me dire.

Liliose posa la paume sur la bouche du vieil Audièpvre pour le faire taire. Il baisa cette paume. La jeune fille retira vite sa main en la secouant nerveusement, comme si un insecte l'avait chatouillée.

— Eh bien ! ma chérie, dit-il, doucement, je peux te dire la vérité. En m'en allant, c'est toi que je regretterai surtout. Oui, de toutes les choses de ce monde, celle à laquelle je tiens le plus, c'est toi.

Liliose se pencha et passa son bras à demi nu autour du cou de son oncle.

— Ne me parlez pas ainsi. Cela me fait trop de mal.

Elle avoua plus tard qu'elle avait été émue jusqu'à se sentir les jambes tremblantes et le cœur battant à entendre des paroles d'une si ardente tristesse. Elles venaient du bord même d'une tombe. C'était comme un vertige très triste et très doux, où elle avait à la fois le sentiment qu'elle serait aimée au delà de la mort et que tout ce qui lui était cher ne durerait pas.

— Ah ! dit Francis, je t'aime trop. Au fond, tu es venue trop tard dans ma vie.

— Oncle Francis ! Oncle Francis ! fit la jeune fille, un peu gênée.

— Bah ! tu peux entendre mes paroles. Elles ne comptent plus. Vois-tu, j'aurais aimé, avant de mourir, faire un voyage avec toi. Nous n'avons jamais fait un voyage ensemble, tous les deux seuls. Je t'aurais encore parlé comme je parlais à vingt ans, j'aurais eu de l'esprit pour toi et j'aurais décroché de mon imagination les plus belles métaphores du monde pour t'en parer ou t'en amuser. Après quoi, tu te serais mariée et en voyageant plus tard avec ton époux, tu te serais écrié quelquefois : « N'importe, l'oncle Francis parlait mieux et il était plus amusant... » Oh ! non, ajouta Audièpvre en se levant, tu n'aurais jamais dit ça. Une femme ne sait point qui parle bien ou mal. L'éloquent, c'est celui qu'elle aime, fût-il muet ! Maintenant, descendons. Ta tante va s'impatienter. Alors, Limeron ?

— Je vous jure qu'il n'arrivera rien.

— Il faudra bien cependant qu'il arrive quelque chose un jour, autre chose qu'un voyage imaginaire dans la lune ou à Seringapatam avec un démon familier ! Mais j'aimerais être mort auparavant et ne pas assister à cela. Les amours des autres sont si tristes à voir !

Un coup de gong retentit dans la maison et se répandit en ondes concentriques de sons, qui n'en finissaient plus, eux aussi, de mourir.

— Allons, tu le vois bien, ta tante n'est pas contente. Et elle n'en sera que plus fâchée contre toi.

Il descendait lourdement l'escalier, attentif à ne pas glisser sur les marches trop bien encaustiquées.

EDMOND JALOUX.

(La troisième partie au prochain numéro.)

HISTOIRE D'UNE CRISE POLITIQUE

LE GLISSEMENT DE L'ÉTAT

VIII [1]

L'EFFORT DE M. LAVAL

Dans la *Revue* du 1er juin dernier, nous avions indiqué comment et pourquoi le glissement continu de l'État rendait inévitables l'attribution de pouvoirs spéciaux au gouvernement et l'usage des décrets-lois. Nous ajoutions que la seule incertitude qui demeurait à ce sujet dans les derniers jours du mois de mai était relative aux personnes. La nécessité des pouvoirs spéciaux était évidente et résultait de la nature des choses. A qui seraient-ils accordés? Il nous paraissait très douteux que ce fût au ministère Flandin qui était alors en fonction. Les événements du début de juin ont montré qu'en effet le Parlement reconnaissait qu'il fallait recourir aux décrets-lois, et c'est à M. Pierre Laval qu'est échue la lourde charge de s'en servir pour le bien public.

Le Parlement a eu besoin de provoquer deux crises ministérielles avant de prendre son parti. Il a renversé le cabinet Flandin. Il n'a pas laissé au cabinet Bouisson le temps de vivre. C'est dans ces conditions que le chef de l'État a adressé un pressant appel à M. Pierre Laval qui paraissait le mieux qualifié par sa situation parlementaire et par son expérience politique. M. Pierre Laval avait les meilleures raisons de ne pas souhaiter le redoutable honneur qui lui était proposé

(1) Voyez la *Revue* des 15 février et 15 décembre 1933, des 1er mai, 1er août et 15 octobre 1934, du 1er janvier et du 1er juin 1935.

avec instance. Il était ministre des Affaires étrangères, et c'est en l'année 1935 une fonction difficile, pleine de responsabilités, qui suffit à occuper un ministre. Ses désirs se trouvaient ainsi comblés. Son activité avait de quoi se dépenser. Pour un homme qui est dans la maturité, qui a le goût de servir son pays, qui par ailleurs ne recherche pas de dignités supplémentaires, et qui ne conçoit pas toute l'existence sous l'aspect de l'ambition politique, la direction des affaires extérieures est à elle seule une mission qui suffit. M. Pierre Laval était assurément sincère en refusant la présidence du Conseil, comme il l'a fait d'abord. Il ne l'a acceptée ensuite que parce que la situation s'aggravait et il ne s'est pas dérobé à l'accomplissement d'un véritable et lourd devoir.

C'est souvent un art dans les affaires politiques que de savoir gagner du temps, de laisser les problèmes mûrir, et les difficultés s'user. Mais il advient aussi que les heures soient comptées, que les occasions perdues ne se retrouvent pas et que les circonstances exigent des décisions rapides. La situation au début de juin réclamait l'action. Le déséquilibre budgétaire avait favorisé une offensive étrangère contre la France, qui commençait d'être sérieuse. Les sorties d'or de la Banque de France étaient un avertissement visible pour tous, et dépassaient dix milliards. Le public manifestait son inquiétude naissante par des retraits à la Caisse d'épargne. Toutes ces démonstrations n'étaient pas encore graves, parce que notre situation financière pouvait être rétablie avec de la fermeté et de la volonté. Mais elles risquaient de le devenir, et avec une rapidité très périlleuse, si un gouvernement fort n'intervenait pas. Les deux crises ministérielles qui se succédaient à quelques jours d'intervalle finissaient par faire douter de l'existence de l'État. Les débitants de théories, les inventeurs de plans, les thaumaturges se mettaient en campagne et achevaient de troubler l'esprit public. Les partis révolutionnaires s'agitaient, guettaient le moment favorable au grabuge, et les politiciens poussaient l'inconscience jusqu'à tenir tout prêt un ministère semi-socialiste, qui aurait été le comble du désordre. M. Pierre Laval mit fin à ces flottements qui devenaient préoccupants, en se résignant à prendre le pouvoir.

ESSAI DE GOUVERNEMENT

Le premier mérite du cabinet Laval fut d'exister. Son second mérite fut de durer. Après quatre mois, cela paraît simple. Et cela ne l'était pas. Constituer un ministère d'union, même imparfait, dans l'état de division des Chambres n'était pas chose aisée. Lui trouver une majorité était chose compliquée. M. Pierre Laval y a réussi tant bien que mal, par des moyens empiriques, et il a atteint les vacances dont il n'avança pas la date. Isolé au milieu des partis, n'appartenant à aucun groupe, plus soucieux des résultats pratiques que des doctrines, à la fois conciliant et autoritaire, positif et adroit comme un rural, conscient des périls qui l'environnaient, conscient aussi de l'importance de la mission qu'il n'avait ni souhaitée ni cherchée, et qui lui était imposée, le président du Conseil a navigué parmi les écueils de toute sorte. Et il a fini par obtenir du Parlement ces pouvoirs spéciaux qui étaient devenus indispensables.

Qu'allait-il en faire ? M. Pierre Laval a jugé que, si pressé qu'il fût par le temps, il devait cependant éviter les improvisations, étudier les mesures à prendre, manifester une volonté réfléchie. Il a donc laissé passer les jours indispensables aux divers services des départements ministériels, pour procéder à un examen de leur budget. Il a pensé en même temps que les semaines, qui s'écouleraient entre son arrivée au pouvoir et la publication des décrets-lois, devaient aider à l'apaisement des esprits. Les amateurs d'agitation ne manquaient pas. Le Front populaire en particulier se distinguait. Dirigé par les communistes qui ont asservi les socialistes et quelques radicaux exaltés, cette formation révolutionnaire était impatiente d'exploiter les circonstances. Les marxistes sont des financiers d'une école toute particulière : ils préparent la ruine. L'idée d'un budget équilibré leur paraît intolérable. Ils espéraient ameuter l'opinion contre les économies, soulever les fonctionnaires, rassembler les mécontents. M. Pierre Laval ne s'est pas laissé intimider. Il a fait confiance au bon sens de la population. Il n'a pas jugé les Français incapables de comprendre que mieux vaut faire pendant un certain temps le sacrifice de toucher neuf cents francs d'une monnaie saine,

au lieu de mille francs, plutôt que continuer à toucher mille francs, qui vaudraient vite cinq cents francs et peut-être moins. Il a estimé que dans le désordre général un gouvernement calme, qui sans tapage et sans forfanterie donnerait l'impression de servir l'intérêt public et d'être bien décidé à maintenir l'ordre, aurait pour lui l'appui de la nation.

La journée du 14 juillet a montré les effets de cette méthode. Elle a débuté par une revue militaire qui a été magnifique. Il était intéressant pour le gouvernement de montrer ce qu'était la force française, et dans l'état troublé de l'Europe, il était utile de présenter aux observateurs, en particulier aux attachés militaires étrangers, ce qu'avaient donné les efforts du maréchal Pétain et du général Weygand qui s'étaient voués depuis plusieurs années à la reconstitution de l'armée. Paris a été enthousiaste du spectacle qui lui était offert et y a trouvé un sentiment de réconfort. Dans l'après-midi, le défilé parfaitement ordonné et discipliné des associations patriotiques et des Croix de feu a complété d'une manière heureuse les impressions du matin. Après quoi, le défilé des cohortes révolutionnaires qui avait été annoncé à grand fracas n'a pas paru aussi menaçant que ses organisateurs l'avaient dit. La police était en force. L'ordre n'a pas été troublé. M. Pierre Laval venait de gagner sans ostentation sa première partie. Il pouvait agir.

Quelques jours plus tard, les décrets-lois commençaient de paraître. Ils ont rempli plusieurs colonnes du *Journal officiel* et ils peuvent en remplir encore un certain nombre. Ils ont été analysés dans la *Revue* et nous n'y revenons pas (1). Ce qui importe, c'est le dessein général. Dans le détail, une œuvre aussi considérable prête à beaucoup de critiques. Les plus graves sont relatives à la méconnaissance de principes anciens et non discutés, à l'impôt sur la rente, aux valeurs mobilières, à l'accroissement des impôts, à l'intervention de l'État dans des contrats entre particuliers, les loyers et les prêts hypothécaires. Les défenseurs des doctrines économiques se devaient de signaler ces innovations qui ne sont pas sans danger. Ils l'ont fait, mais sans insister. Le sentiment le plus répandu en France était qu'il ne convenait pas de gêner la tentative cou-

(1) Voir l'étude publiée dans la *Revue* du 1er octobre : *le Redressement des finances publiques*, et dans la *Revue* du 1er novembre l'article de M. de Lasteyrie.

rageuse de M. Pierre Laval. Les conséquences d'un échec auraient été incalculables. Tout le monde était donc disposé, sauf bien entendu les révolutionnaires, à passer sur les observations de détail même les plus justifiées en faveur d'un travail d'ensemble dont la nécessité s'imposait.

L'idée directrice des projets gouvernementaux est simple, très simple même. Il s'agissait de faire huit à dix milliards d'économies. Théoriquement, un travail complet aurait consisté d'abord à supprimer tous les gaspillages, tous les abus résultant de la politique de clientèle et de l'étatisme, à procéder ensuite à un examen approfondi de toutes les dépenses, à faire une discrimination minutieuse, à tenir compte des sacrifices déjà imposés à ceux qui avaient supporté depuis près de dix ans tout le poids des charges fiscales, à ceux aussi qui avaient été les victimes de la dévalorisation du franc, lequel a perdu les quatre cinquièmes de sa valeur lors de sa stabilisation. Long ouvrage qui supposait que le gouvernement disposait du temps, qui supposait aussi la réforme de l'État, l'existence d'un pouvoir central fort et assuré de la continuité. M. Doumergue avait bien discerné les conditions d'un travail gouvernemental durable et sérieux, quand il avait parlé de commencer par la réforme de l'État et par un voyage à Versailles. C'est précisément ce que la conjuration néfaste des radicaux et des socialistes lui avait refusé. M. Pierre Laval ne pouvait songer à reprendre une méthode qui n'avait pas réussi. Il était donc obligé de se contenter de toutes les réformes qu'un gouvernement peut accomplir à l'intérieur d'un État qui ne se réforme pas. C'est-à-dire qu'il était contraint d'agir en tenant compte d'une situation de fait créée par des années de démagogie socialisante, d'étatisme désordonné, et de prodigalités électorales.

De là le procédé tout empirique qui a consisté à décréter un abattement général portant à peu près sur toutes les catégories de citoyens. Dans un pays démocratique, jalousement égalitaire, et plus attaché même à l'égalité qu'à la justice, ce sont les moyens simplistes qui ont le plus de chances d'être acceptés. La répartition universelle des sacrifices les rend moins pénibles. Quand tout le monde est atteint à la fois, les réclamations de groupements particuliers paraissent d'un égoïsme inadmissible et sont impopulaires. Les décrets-lois

n'ont oublié personne. Retraités, pensionnés, fonctionnaires, employés, patrons, rentiers, travailleurs, capitalistes, propriétaires, ont subi le même sort. Ce que le public a retenu surtout d'une œuvre ample et complexe, c'est ce prélèvement de 10 pour 100 frappant tous les paiements de l'État, des collectivités locales, des colonies ou pays de protectorat, de toutes sociétés concessionnaires de services publics ou subventionnés, et ne comportant que très peu d'exceptions. Il n'y a certes pas plus d'économies agréables que d'impôts plaisants. Par sa généralité même la mesure prise par le gouvernement a eu un caractère d'urgence et de nécessité qui l'a fait accepter.

Mais ce serait se tenir à l'aspect le plus superficiel et le plus élémentaire de l'œuvre entreprise par M. Laval, que de considérer exclusivement ce prélèvement de 10 p. 100 sur tous les paiements de l'État. En réalité, M. Pierre Laval a eu une conception beaucoup plus vaste, comme l'imposaient les circonstances. Les divers décrets-lois sont articulés les uns aux autres de manière à constituer une réforme d'ensemble, qui a trois objets principaux. Il y a d'abord un programme financier pour assurer l'équilibre budgétaire, ensuite un programme de mesures destinées à abaisser le prix de la vie, enfin un programme d'action économique pour ranimer la production et remédier aux effets de la crise. Les trois parties composent un tout. Ainsi a été ouverte la voie de salut. La nation s'y est engagée : mais il y faut persévérer.

LA DURÉE, CONDITION DU SUCCÈS

Le grand effort accompli par le gouvernement est inspiré par une stricte discipline financière et par les leçons de l'expérience. Le franc a été sauvé d'un désastre. La suite dépend de la nation elle-même, ou, pour être plus précis, la suite dépend de la politique.

Financièrement, le gouvernement a pris les mesures qui donnaient dans les circonstances où il se trouvait les meilleures chances de succès. Le budget de 1936 montre que les dépenses sont ramenées à quarante milliards, chiffre que peut supporter l'économie nationale. Le cours des fonds publics s'est amélioré. Quelques signes de reprise économique ont été notés. Mais il est clair que si les dépenses de 1936 sont en diminution de

14 milliards, soit 20 pour 100, sur les dépenses de 1935, il y a encore 6 milliards et demi de crédits en dehors du budget de 40 milliards, et pour ces crédits l'État devra recourir, partiellement au moins, à l'emprunt. La complète réussite des projets gouvernementaux suppose donc la confiance des épargnants, et si l'État ne pouvait pas emprunter ou devait le faire à des taux d'intérêt trop élevés, son plan se trouverait compromis. De même le renouveau de notre économie et la reprise des affaires impliquent l'espérance de la sécurité, des dégrèvements fiscaux, de la réforme de l'État.

Parmi les causes de trouble, il en est auxquelles nous ne pouvons rien. Il est souhaitable, par exemple, que les monnaies deviennent stables, et le jour où la livre et le dollar auront repris une valeur fixe, il y aura quelque chose de favorablement changé dans l'économie du monde. L'Amérique et l'Angleterre parlent de temps en temps de la stabilisation, mais ne jugent pas l'heure venue d'y procéder. Il existe encore dans la finance internationale des spéculateurs qui ne désespèrent pas de voir les pays du bloc-or aux prises avec des difficultés, et le franc se dévaluer. La solidité de notre monnaie et notre sagesse politique décourageront seules les entreprises hostiles. Et c'est une raison de plus pour nous de poursuivre rigoureusement l'effort accompli depuis le mois de juillet.

Une autre cause d'incertitude provient de la situation internationale. L'affaire éthiopienne, les agitations de la Société des nations, les menées pangermanistes en Lithuanie, les desseins hitlériens dans l'Europe centrale, les négociations germano-polono-hongroises, sont autant de sujets de préoccupations. L'opinion publique en est inquiète, et la Bourse par ses fluctuations a reflété ces impressions. L'histoire montre qu'il y a peu d'époques tranquilles. Mais quand les éléments de troubles paraissent plus nombreux ou plus nocifs que de coutume, ceux qui disposent de capitaux évitent les placements qui risquent d'être des aventures, et la thésaurisation qui cesserait au premier signe de l'éclaircie continue par crainte des prochains orages.

Il existe du moins un ordre d'événements sur lequel la nation a un certain pouvoir : ce sont les événements de politique intérieure. Le gouvernement a en réalité trouvé devant

lui, dès le mois de juin, un seul adversaire, mais très remuant, et c'est le parti révolutionnaire. Qu'il soit composé de communistes, de socialistes, de radicaux outranciers ou aigris, peu importe. S'il est formé d'éléments variés et d'origines diverses, il a cependant son unité : il est dominé par le marxisme, il est partisan du bouleversement de la société, il ne recule ni devant la perspective de la ruine, ni même devant la menace de la guerre. Son attitude dans l'affaire éthiopienne, dictée par ses véhémentes passions contre le régime italien, a montré récemment que les groupes de gauche étaient capables d'être belliqueux et de risquer des catastrophes européennes pour faciliter une révolution générale : c'est la doctrine de Moscou.

Elle a le mérite d'être claire. Elle le reste, même quand elle est embourgeoisée par M. Chautemps à l'usage du Sénat, ou par M. Cachin à l'usage des radicaux. Elle devient plus brutale quand M. Blum l'expose. Elle ne varie pas et ne peut pas varier. Sous des formes diverses, les adversaires de M. Laval n'offrent jamais que la révolution. Récemment encore, ils annonçaient qu'ils étaient prêts à prendre le pouvoir; mais c'était pour s'emparer de la Banque de France, pour accaparer l'argent des épargnants déposés dans les établissements de crédit, pour faire de l'inflation et au besoin pour suspendre les paiements de l'État. Ces prétendus ennemis du « fascisme » proposaient une dictature à la mode des Soviets. Le moins qu'on puisse dire est que ce n'est pas là un avenir très tentant.

A tous les plans de catastrophe préparés par ses contradicteurs, à toutes les critiques, M. Laval peut opposer un fait : le mal s'est arrêté, la convalescence, qui sera longue, est commencée. En des circonstances graves où il fallait agir, agir résolument et agir vite, le gouvernement a fait preuve de décision et de décision raisonnable. L'État allait sombrer. L'État s'est redressé. La nation s'est reprise à espérer. Et, constatant que les choses allaient mieux, elle a compris que désormais l'essentiel est que le gouvernement dure. De la continuité gouvernementale dépendent les réformes d'ordre fiscal, administratif, économique, qui achèveront d'accorder la situation financière aux capacités du pays, et d'elle dépendent la nécessaire confiance, et le crédit public.

L'AVENIR DE LA POLITIQUE

Où est l'obstacle à un long espoir? Où est la menace dirigée contre un effort dont tout le monde connaît l'étendue et les résultats? Il faut l'avouer : la France est inquiète du retour du Parlement. Elle a vécu tranquille durant les mois où les Chambres étaient en vacances. Elle a discerné qu'un travail valable était accompli sans bruit et sans agitation. Elle se demande ce qui adviendra quand les Chambres seront rentrées. Une crise ministérielle dans les conjonctures présentes serait un accident d'une gravité exceptionnelle. L'avènement d'un gouvernement dominé par les socialistes serait une aventure conduisant aux catastrophes. Tout le monde voudrait croire que de telles hypothèses sont invraisemblables. Mais, après tant d'expériences assez folles qui caractérisent le passé, personne n'a la certitude que le pire soit impossible.

C'est en vérité un résultat bien paradoxal d'un demi-siècle d'histoire parlementaire. D'un côté, une nation laborieuse et sage qui a du bon sens et qui a le sentiment de ce que réclament l'ordre, la sécurité, la paix publique. De l'autre, un Parlement qui est censé représenter cette même nation et qui lui inspire le doute et l'inquiétude. Quel spectacle singulier et qui choque le sens commun! C'est pourtant l'effet du régime électif et de la politique des partis dans notre démocratie. Peu à peu s'est constituée une classe spéciale, celle des politiciens. Elle s'est très bien organisée. Par les comités, elle a tenu le suffrage universel. Par le jeu des usages parlementaires, des interpellations et des renversements de ministères, elle a tenu les gouvernements. Par sa domination sur les gouvernements, elle a tenu les budgets et les administrations. Ainsi peu à peu elle a détruit l'État.

Avec un peu de scepticisme, on pourrait croire que le mal n'était pas grand, et que si elle avait détruit l'État, c'était pour le remplacer. Presque tous les changements qu'enregistre l'histoire intérieure des pays se ramènent à des changements de propriétaires. Ce qui a fait la profondeur et la gravité de la crise politique de notre pays en ces dernières années, c'est que les nouveaux venus n'étaient pas capables de remplacer l'État en décadence, et qu'ils n'étaient pas des héri-

tiers aptes à gérer l'héritage français. Ils manquaient de connaissances, de culture politique, de traditions. Il y a pis : ils étaient les adeptes superficiels, par commodité électorale, de théories destructrices, et ils apportaient, parfois inconsciemment, le désordre, le gaspillage, l'arbitraire, la désorganisation morale et matérielle d'un vieux pays protégé par des coutumes durables, menacé à la longue d'une périlleuse perte de substance. Se considérant comme des féodaux au-dessus des lois, ils n'avaient pas le sens des responsabilités qu'implique le commandement, ni l'esprit du propriétaire héréditaire qui reçoit le bien de ses aïeux et doit le transmettre à ses descendants. Ils étaient, selon le mot illustre et sévère d'un de leurs chefs, des « bénéficiaires », selon le mot d'un de leurs adversaires, des « prébendiers ». L'État ainsi exploité mourait, et avec l'État, l'ordre public, la justice, la richesse générale, les forces vives du pays.

De là le divorce entre la nation et le Parlement. Beaucoup de parlementaires de bonne foi, qui n'ont pas l'intention des ravages auxquels ils se sont associés, s'étonnent de cette désaffection croissante des électeurs. Ils ne comprennent pas pourquoi ni comment un système qui a fonctionné si longtemps et qui leur a donné tant de satisfactions personnelles, ne contente plus personne. Ils sont tout prêts à accuser le sort, à croire aux maléfices, à se plaindre d'un fascisme imaginaire. La réalité est plus simple et aussi plus dure. Le Parlement ne fait plus son métier. Il n'est plus le représentant de l'intérêt de tous, le contrôle qui s'exerce sur un État tout-puissant. Par un étrange renversement des notions qui ont inspiré l'institution parlementaire, c'est le Parlement qui est devenu tout-puissant et qui prétend imposer ses fantaisies, ses excès et ses abus, à un État qui est devenu le défenseur faible de l'intérêt général. Et la nation s'inquiète en voyant s'agiter ce pouvoir sans contrepoids.

Cette situation n'est pas spéciale à notre pays. Il y a de notre temps un phénomène nouveau qui se manifeste en divers points du monde. C'est l'avènement du nombre. Bien qu'il y ait depuis longtemps des démocraties, la loi du nombre n'a pas joué dans sa pureté. Les démocraties antiques, qui ont cependant mal fini, ne comptaient qu'une minorité de citoyens libres et jouissant de leurs droits. Le suffrage universel, en

Angleterre comme en France, a fait pendant longtemps une place prépondérante à des représentants qu'il jugeait aptes par leurs qualités personnelles, leur passé, leur famille, leur culture à servir l'intérêt public. Mais un jour vient où les majorités flagornées veulent nommer des hommes sortis d'elles, qui peuvent avoir des mérites, mais qui ne sont pas préparés à conduire les affaires générales du pays.

Le grand danger des assemblées ainsi composées est qu'elles forment une masse très ignorante, même quand elle a bonne volonté, soumise à ses passions, soumise aux puissances occultes qui la manœuvrent, soumise aux meneurs et aux parleurs. Les révolutionnaires ont discerné qu'elles leur offraient des occasions nouvelles. Et bien que selon les pays les révolutions aient tourné différemment, le résultat le plus général est qu'elles ont abouti, que ce soit à Berlin ou à Moscou, à la suppression des parlements et des libertés publiques. Le front commun en France n'a pas d'autre programme qu'ailleurs. Les socialistes, les radicaux, les intellectuels qui se complaisent ou s'égarent dans ce parti sont tous dominés en fait par le communisme. Si l'État traditionnel disparaît, la partie de la population qui va à l'aventure du changement ne se contente plus du socialisme ni du radicalisme : elle marche droit à l'extrême, jusqu'au bolchévisme, dont elle ne connaît souvent que le nom, mais dont elle a entendu parler comme de la dernière nouveauté. C'est à quoi tend, qu'elle le veuille ou non, et au besoin par l'intermédiaire de quelques Kerensky en disponibilité, la majorité socialisante du Parlement.

LES CHANCES DU GOUVERNEMENT

Le gouvernement de M. Laval représente une tentative pour restaurer l'État, l'autorité de l'État, les fonctions de l'État. Il a donc naturellement contre lui toutes les forces de subversion, groupées autour du communisme et dirigées par les communistes. Il a naturellement pour lui, quelles que soient leurs préférences doctrinales, ceux qui sont les défenseurs de l'intérêt national et de l'ordre social.

Si le referendum existait en France comme en Suisse, et si le gouvernement consultait la nation, il n'y aurait aucun

doute sur la réponse. A une grande majorité, le pays dirait que M. Laval doit poursuivre l'œuvre entreprise. Ni le Sénat, ni même la Chambre de 1932 ne prendront la responsabilité d'ouvrir une crise ministérielle à la suite d'un débat public et franc sur les questions financières et sur les questions extérieures. Mais les intrigues parlementaires ont pour objet d'exploiter une discussion portant sur un sujet secondaire et de s'en servir pour mettre à mal le gouvernement. Ces attaques de biais, préparées par les couloirs, sont une des joies des politiciens. En pareil cas quarante avocats, trente médecins, vingt ingénieurs, dix ébénistes et plusieurs dizaines de professeurs qui auraient fait, s'ils étaient restés fidèles à leur profession, une carrière médiocre, demeurent aux aguets près de leur téléphone et espèrent devenir ministres. Cent néophytes rêvent un sous-secrétariat. Après quoi, il ne reste plus qu'à recommencer. Du bien public, il n'est question que dans les phrases.

C'est ce genre même de spectacle qui rend le Parlement et les crises ministérielles de plus en plus impopulaires. Un changement de gouvernement serait en ce moment très mal accueilli par l'opinion qui réagirait. Pour éviter et pour empêcher l'expression du sentiment public, les conjurés songent à un gouvernement révolutionnaire, à un gouvernement de force qui supprimerait la liberté d'avoir un avis. Mais cette menace achève de les rendre indésirables et, si par hasard ils parvenaient à passer des projets aux actes, ils provoqueraient des répliques et accroîtraient le désordre. Tel qu'il est, et sa composition certes ne donne pas des satisfactions sans mélanges, le ministère Laval est une formation d'union, qui a un sens. S'il disparaissait, ce serait l'inconnu.

Évidemment, une aventure contenterait les révolutionnaires au dedans et les internationalistes au dehors. On entendrait peut-être à Genève le cri fameux et instructif poussé en 1932 : « Enfin les gauches arrivent ! » On verrait les spéculateurs étrangers illuminer et reprendre une offensive vigoureuse et redoutable contre le franc. On constaterait qu'au delà de nos frontières tous ceux qui espèrent notre affaiblissement se réjouissent. Ce qu'on ne trouverait nulle part, c'est un véritable ami de notre pays, un homme soucieux des grands intérêts

français, dépourvu alors d'inquiétude et d'appréhension. Cela juge l'affaire, et cela toute la France le sait.

La seule incertitude réside donc dans la majorité de la Chambre, et plus précisément dans le parti radical. Selon que le parti radical se porte du côté de la révolution ou du côté de l'union nationale, toute la politique parlementaire change. On demandera pourquoi et comment nous pouvons supposer le parti radical capable de décisions aussi contradictoires. Nous avons le regret de répondre que, depuis douze ans, le parti radical n'a pas fait autre chose que de passer de la révolution à l'union nationale et que, à chacun de ses voyages, il a pris un billet d'aller et retour. Il est la cause certaine du progrès de l'esprit révolutionnaire chez les électeurs et au Parlement, la cause de la décadence de la politique, la cause de l'effondrement de l'État. Son histoire de 1923 à 1935 est lamentable. Il a, par exemple, commencé par aider M. Poincaré, puis il l'a trahi. Il a de même commencé par aider M. Doumergue, puis il l'a trahi.

Pourquoi ces choses et non pas d'autres? Parce que le parti radical, habitué au pouvoir et y tenant âprement, sans doctrine et soumis à la franc-maçonnerie, se sent affaibli par l'affaire Stavisky et par son long passé d'erreur, et qu'il cherche son salut, non dans une politique saine, mais dans les commodités électorales. Devenu un élément du groupement du front commun, il y compte peu par ses idées, mais il est un instrument dont les révolutionnaires entendent se servir et il sait qu'il peut espérer un certain nombre de sièges avec l'appoint des voix socialistes et communistes. Ce n'est pas une tactique noble, mais c'est un procédé avantageux, dont le bénéfice dure quatre ans.

On voudrait croire que les circonstances invitent le parti radical à raisonner autrement. M. Herriot n'est-il pas membre du ministère, et ne reste-t-il pas la personne dominante du parti radical ? Les radicaux outranciers ont bien cherché à lui trouver des concurrents et même des remplaçants. Il n'y ont pas réussi. Où sont les dignitaires de jadis ? Où sont même les renforts tirés des partis voisins, les ténors socialistes toujours prêts à une tournée de malfaisance? Tout ce personnel est bien fatigué. Il n'a pu étouffer M. Laval sous les décrets-lois. Il n'a pu davantage l'étouffer sous la conjuration interna-

tionaliste éthiopienne et genevoise. En dépit de tous les adversaires, M. Laval a triomphé aux élections sénatoriales du 20 octobre : il a été élu à la fois dans la Seine et dans le Puy-de-Dôme; il est sorti de la journée électorale avec plus d'autorité. A l'intérieur comme à l'extérieur, sa politique n'est combattue que par des minorités antérieures : elle répond à la seule sagesse que la nation juge compatible avec le régime.

Le danger d'instabilité tient surtout à la proximité des élections qui peuvent tourner bien des têtes. Il est tout à fait fâcheux que des élections générales se trouvent avoir lieu en mai 1936, c'est-à-dire à une époque où se poursuivront encore toutes les opérations nécessaires au redressement financier. Le travail qui reste à accomplir est considérable : il s'agit de tirer des décrets-lois tout ce qu'ils contiennent de bienfaisant; il s'agit de prévenir le retour des folies par des réformes profondes. Pour y réussir, il faut du temps, du calme, de la confiance, tout ce que ne permettent pas les périodes électorales, surtout quand les révolutionnaires s'apprêtent à s'en mêler. Entre la nécessité de mener à bien l'œuvre du maintien du franc, de la restauration des finances publiques, du redressement de l'État, et la nécessité de rester obstinément attaché à la date des élections, y a-t-il une commune mesure ? Nous posons la question. Elle sera résolue selon les circonstances. Ce qui est certain, c'est que la condition du succès, dans cette entreprise de salut, est la continuité, et que la date des élections est un obstacle aussi fortuit qu'inopportun à cette continuité.

* * *

LOLA MONTES FAVORITE ROYALE

I

DES INDES A L'OPÉRA

UNE PETITE FILLE DEVANT SON MIROIR

Une petite fille, à sa toilette, se mire, s'admire, sourit, minaude et prend des poses ; une petite fille de neuf ans, dans une grande maison triste d'Irishtown, le vieux quartier de Limerick, au vert pays d'Erin.

Brune, longue, souple, élancée, le teint chaud, la bouche mignonne, le nez parfait, elle promet déjà d'être fort jolie ; d'immenses yeux d'un bleu sombre, ombragés de cils opulents, lui « mangent le visage », comme disent les bonnes gens. Les bonnes gens ajoutent qu'elle est sournoise, fantasque, autoritaire, emportée, vindicative, sujette à des accès de colère folle qui se terminent en convulsions. Ils affirment aussi « qu'elle ment comme elle respire ».

Sur les registres de l'antique cathédrale Sainte Mary, avec la date de sa naissance, 23 juin 1818, figurent les prénoms qu'elle reçut au baptême : Marie-Dolorès-Élisa-Rosanna ; son parrain et sa marraine sont John O'Reilly *esq.*, *captain* au 44e régiment d'infanterie, dame Élisabeth Collins, épouse Twinberrow.

Elle est de bonne souche. Son père, Edward-William Gilbert, également officier au 44e (1), est le fils cadet de sir

(1) East-Essex regiment.

Edward Gilbert, gros propriétaire du comté. D'âge en âge, la prétention de tous ces Gilbert est de se rattacher à un grand aïeul, sir Humphrey Gilbert, navigateur illustre et découvreur de terres au temps d'Élisabeth. Ascendance évidemment flatteuse, si tous les généalogistes ne la démentaient point.

La mère, d'extraction plus modeste, n'est qu'une Oliver, patronyme assez répandu sur les bords du Shannon : mariage d'amour que n'a pas approuvé l'orgueilleux baronnet. Lady Margaret a grande réputation de beauté, moins bon renom de vertu. On clabaude volontiers sur son compte et celui du capitaine O'Reilly, le meilleur ami du ménage.

Somme toute, naissance régulière dans le milieu le plus honorable. Plus tard, Lola, — ainsi, d'un diminutif caressant, désigne-t-on la petite Dolorès, — voudra magnifier ses origines en les pimentant d'un attrait mystérieux. Depuis *Childe Harold*, l'Espagne est fort à la mode outre-Manche : elle se dira donc enfant naturelle de Byron, travestira la fille de Patrick Oliver, d'Old Key street, *groceries, wines and spirits*, en señora Olivierres de Montalvo, d'une aristocratique famille andalouse, issue d'un compagnon de Boabdil, nommera les *hidalgos* Miguel et Juan ses oncles, sans oublier ses tantes non moins imaginaires, la marquise de Pavestra, la comtesse de Villa-Palma.

Peut-être finira-t-elle par croire à la réalité de ses fantômes, car, notons-le dès à présent, c'est une mythomane qui, comme tous les mythomanes, se laisse parfois prendre à la folle du logis. Si bien qu'il est, le plus souvent, malaisé de reconnaître, dans ses affirmations, où commence le mensonge, quand s'altère la vérité. Seulement, sa mythomanie, toujours pratique, servira toujours au mieux ses intérêts ou ses ambitions.

Le 44e est expédié aux Indes : le capitaine Gilbert part avec son régiment. Sa femme et sa fille l'accompagnent, — d'assez mauvais gré. Lady Gilbert se trouve bien à Limerick et le pays des rajahs ne lui sourit guère. Où sont les extases de la lune de miel?...

C'est encore l'époque héroïque de la marine à voiles; le canal de Suez n'a pas été creusé. On s'entasse sur un transport dans les conditions les plus inconfortables. Quatre mois d'une

interminable traversée, coupée d'une relâche aux îles du Cap Vert. On ramasse un sérieux « coup de tabac » par le travers de Bonne Espérance ; nouvelle bourrasque dans le golfe du Bengale. Enfin l'on double la pointe de l'île Sanghari, on remonte l'Hougli : voici Calcutta, la cité des merveilles, la cité des fièvres aussi et du paludisme.

Le 44e est d'abord caserné à Fort-William. Hélas! lady Gilbert n'a pas eu le temps de déballer ses toilettes qu'il les faut déjà renfourner dans leurs caisses. Ordre du gouverneur général, lord Hastings, le 44e est expédié à Dinapore, en plein *arroyo* marécageux du Gange.

C'est un séjour malsain, dans une immense plaine à demi submergée, un morne décor de rizières et de boue. En six semaines, sans compter les hommes, le régiment perd dix-sept officiers. Leurs tombes vont bossuer l'enclos funèbre que le génie aménage en grande hâte. Parmi eux, le capitaine O'Reilly. Margaret Gilbert, sous un ciel implacable, regrette avec désespoir les rues pluvieuses de Limerick.

Quand même, on s'installe. Vaille que vaille et, qui plus est, au prix de quelques précautions, on commence à s'y plaire. On est libre, entre soi, loin des grands chefs et de leurs exigences. Trois mois encore et l'on se plaît décidément, Mrs Gilbert toute la première.

Les jolies Européennes sont rares dans l'Inde à cette époque ; sa beauté révolutionne tous les cœurs masculins dans la petite garnison. Le défunt capitaine O'Reilly a été vite oublié. D'autres *sweethearts* l'ont remplacé. La dame coquette, en enragée flirteuse. On l'a proclamée la reine du 44e : désignation flatteuse qui rejaillit quotidiennement en menues faveurs sur le *captain* Gilbert, son époux.

Jusqu'au jour où la place dudit capitaine demeure vide à la table du mess. Le docteur Simpson va le visiter dans son bungalow. Il pâlit en l'apercevant, davantage après l'avoir examiné.

— Choléra, flambé! répond-il brièvement aux questionneurs.

Laudanum, quinine et révulsifs, puis encore révulsifs, quinine et laudanum ; après quoi, le cinquième jour, le pauvre Gilbert est en effet « flambé ». L'agonisant a fait venir à son chevet son ami le plus cher, le major Clairgie, John Clairgie,

auquel il a sauvé la vie à la Haie Sainte, le soir de Mont-Saint-Jean. Incapable de parler, il garde encore sa tête. Avec un suppliant regard, il prend la main de Margaret éplorée, la place dans celle de John, puis, ayant ainsi exprimé sa volonté dernière, épuisé par ce suprême effort, retombe sur sa couche et meurt.

Marie-Dolorès-Élisa-Rosanna Gilbert, future Lola Montès, ainsi laissée orpheline, n'a pas encore atteint sa onzième année.

Autour de la si charmante jeune veuve de vingt-six ans à qui vont trop bien ses voiles de crêpe, s'empresse vite la sympathie des consolateurs. Une respectable vieille *lady*, la générale Brown, la prend en affection et ne la quitte plus. C'est la plus déterminée marieuse. Ses conseils, ses objurgations, ont tôt fait de décider sa protégée. Une rumeur circule et se propage à Dinapore : la délicieuse Mrs Gilbert songe à se remarier. Le logis de la générale devient comme une seconde Ithaque par l'affluence des prétendants.

Tant et si bien que le major Clairgie ne croit pas, en conscience, pouvoir mieux obéir aux intentions du mort qu'en épousant soi-même. Ce qu'il fait, sans plus attendre, conduisant à l'autel la « perle de la Présidence », au milieu de l'attendrissement unanime.

Cœur généreux et loyal, ayant gardé d'un sévère entourage calviniste le sentiment très élevé du devoir, cet Écossais de Montrose semble avoir possédé toutes les vertus familiales que sir Walter Scott, à ce moment même, prête si généreusement à ses compatriotes. Il prit très au sérieux le rôle paternel qu'il assumait et voulut entreprendre l'éducation de sa belle-fille. Mal secondé, malheureusement, il se rebuta vite. Mme la commandante Clairgie demeurait ce qu'avait toujours été la femme du capitaine Gilbert : une jolie poupée mondaine, agréable et futile, uniquement éprise de plaisirs. S'occuper d'une enfant pesait à cette mère. Le plus souvent Lola se voyait abandonnée aux mains des *ayas* (1) et des ordonnances. A dix ans, elle tient encore du singe par son agilité, son habitude de grimper aux arbres, sur les balcons et sur les toits, baragouinant un jargon inintelligible, formé de mots indoustanis

(1) Nourrices indigènes.

et bengalis et de monosyllabes anglais. Son amour de la danse ne l'a pas quittée. Lorsque, d'aventure, vient à passer quelque troupe de bayadères errantes, elle est la première à suivre ces *southradamas* et longuement ensuite répète leurs exercices. D'éducation religieuse, aucune.

Cependant elle se forme, grandit en grâce et en beauté.

Dans le courant de 1829, le major Clairgie, nommé aide de camp du nouveau gouverneur général, lord William Bentinck, fut rejoindre son poste à Calcutta. C'était, pour les siens, le plus radical changement d'existence. On quittait un trou vaseux, un village de torchis et de pisé, pour s'installer dans une capitale fastueuse, le rendez-vous de toutes les élégances. Mrs Clairgie ne se tient pas de joie. Des rêves enchantés de *garden-parties*, de *rallye-papers*, de *dancing-balls* et autres *playthings* peuplent ses nuits féeriques. Elle ne fut point déçue, mais les manières de Lola surprirent d'abord, scandalisèrent ensuite. On fit comprendre à cette mère trop évaporée qu'il était grand temps de civiliser sa petite sauvagesse. Une éducation britannique, voire française s'imposait. Devant quelque résistance, le major usa d'autorité.

Précisément une occasion s'offrait, une occasion unique. Le major général sir Jasper Nicolls, un vieil ami, venait de prendre sa retraite et rentrait en Europe. Lady Susan, sa femme, acceptait de se charger de Lola, la ferait élever avec ses filles

On n'ignore pas avec quelle fermeté spartiate, si contraire à notre sentimentalité française, les Anglais expédient au loin leurs enfants. Ce ne fut donc point une mère tendrement éplorée qui conduisit sa fille au bateau, pour une séparation de plusieurs années, « de l'autre côté du monde ».

PROJET DE MARIAGE

Dans les *Mémoires* inachevés, publiés par *le Pays* d'Anténor Joly et rédigés sous sa dictée par l'auteur oublié de *Ninus II*, Brifaut, un de ses adorateurs, Lola Montès s'étend complaisamment sur les années de pension qu'elle vécut à Paris.

A l'en croire, après avoir été l'objet de la curiosité générale, elle devint l'idole de la maison. Admettons qu'elle put en effet soulever certain étonnement; les petites filles anglo-

indiennes ne couraient pas les rues aux jours du Roi-citoyen. Mais ailleurs, et sans doute possible, la fertile imagination de la señora se plaît à festonner de brillantes arabesques le canevas trop uni de la réalité. Nous refuserons donc d'admettre qu'elle soit apparue aux yeux éblouis de ses compagnes, la vivante incarnation d'un rêve de poète :

Sourcils noirs, blanches mains, et pour la petitesse
De ses pieds, elle était Andalouse et comtesse...

Lola touchait à sa seizième année, lorsque sir Jasper lui fit repasser la Manche avec ses filles. Bath était le rendez-vous de toute la *fashion*. Et, dans tout le comté de Somerset, voire les trois royaumes, nul établissement n'était plus réputé que la *boarding school for young ladies* régentée par Mrs Oldridge. Cette incomparable maison reçut les trois amies.

Tous les mois, Mrs Barbara Oldridge, de sa meilleure plume, adressait à Calcutta un bulletin circonstancié, relatant les progrès en tous genres accomplis par miss Lola. Miss Lola devenait une merveilleuse jeune personne, merveilleuse par son esprit, par sa distinction, par son charme, par sa beauté. Une miniature, accompagnant l'un des envois, témoignait que, sur ce dernier point, la cérémonieuse directrice n'exagérait pas. La jeune fille tenait toutes les promesses de l'enfant. Un corps souple, harmonieux, de proportions parfaites; ces longues jambes fuselées que Lawrence et Gainsborough prêtent volontiers à leurs modèles; un visage au teint éblouissant, du dessin le plus pur, éclairé par d'admirables yeux, de vastes yeux brûlant d'un feu sombre.

L'amour-propre maternel de Mrs Clairgie n'en témoigna nulle surprise. Elle n'avait pas cessé d'être jolie, rien de plus naturel que sa fille lui ressemblât. Son mari devenu adjudant général de l'armée du Bengale, elle était à présent façon de personnage, toujours élégante, toujours mondaine, toujours courtisée, toujours frivole, toujours la « perle de la Présidence », une perle dont l'orient toutefois commençait à pâlir.

Il s'agirait avant peu de marier cette petite. Déjà l'on y pouvait songer. Dans tous les salons où elle fréquentait, cette mère prévoyante exhiba la miniature. Ce fut un émerveillement! Les charmes de la jeune beauté transocéane transportèrent tous les mess d'officiers, tous les clubs de fonction-

naires. Le mariage par procuration eût il été admis par la loi anglaise, la troublante Lola se fût trouvée dix fois pour une en puissance d'époux.

De tous ces prétendants inconnus et lointains, le plus fougueux, le plus exalté, le plus frémissant, était un juge au tribunal suprême de l'Inde (*Supreme Court of India*), sir Abraham Lumley.

Un si aimable gentleman, toujours galant, toujours allant et si bien conservé! Soixante-deux hivers à la vérité, mais si puissamment riche : vingt mille livres de revenus, le plus beau cottage de Darjeelling, le plus somptueux palais de Tchouringhy.

Mrs Clairgie arrêta son choix sur ce sexagénaire inflammable. Sans doute voyait-elle déjà sa fille rouler équipages, trôner dans sa loge au Théâtre royal. — Lola et la mère de Lola avec elle. L'adjudant général regimba quelque peu. On lui fit entendre raison.

En conséquence, sitôt passées les fêtes qui saluaient l'avènement de la jeune reine Victoria, Mrs Clairgie s'embarquait pour l'Europe à dessein de ramener une fiancée à son vieil épouseur.

UN ENLÈVEMENT

Elle ne part pas seule. Pour tromper l'ennui d'une longue traversée, elle emmène un séduisant jeune *sub* de vingt-sept ans, le lieutenant Thomas James, du 21e *Native*, qui regagne l'Angleterre en congé de convalescence...

A Londres, où l'on avait conduit Lola, la mère et l'enfant se retrouvèrent sans tendresse, comme elles s'étaient séparées sans regrets. L'une put apprécier *de visu* les charmes de sa fille; l'autre observer que le lieutenant James était joli garçon et vraiment empressé.

On ne s'attarde point dans la cité des brouillards ; Lola doit faire ses débuts dans le monde, il faut monter sa garde-robe. On n'habille bien qu'à Paris, donc en route pour Paris.

Toujours escortées de l'éternel lieutenant James, pendant un mois, on courut couturières, modistes et lingères. Rien ne semblait trop beau, rien ne coûtait trop cher ; c'était une profusion de chapeaux, de mantelets, d'écharpes, de dentelles.

Si bien qu'une telle prodigalité de falbalas finit par étonner d'abord, par inquiéter ensuite, une Agnès délurée, qui n'avait aucunement ses yeux dans sa poche. Madame sa mère ne l'habituait pas d'ordinaire à tant de munificence; le lieutenant James avait parfois, à son adresse, de bien singuliers regards, de bien profonds soupirs.

Avec toute l'imprévoyance orgueilleuse d'une femme accoutumée à régner, trop assurée de son empire, Mrs Clairgie laissait bien souvent seuls ses deux jeunes compagnons. On dînait au restaurant, on allait au théâtre, au concert; mais elle était parfois si lente à s'habiller, à moins qu'elle souffrît de sa migraine : autant d'occasions de troublants tête-à-tête. L'ingénue, qui ne l'était guère, essayait ses forces, éprouvait son pouvoir de séduction. L'officier établissait des comparaisons qui ne tournaient point à l'honneur d'une beauté mûrissante. L' « autre danger » naissait, développait ses conséquences inéluctables. Une équivoque intimité grandissait tous les jours entre ceux qui n'étaient pas assez surveillés. Et l'invincible amour emporta tous les scrupules.

A Lola, qui l'interrogeait, James, hors de soi, en ouvrant son cœur, révéla toute la vérité. Ces robes, ce linge, ces dessus et ces dessous, étaient son trousseau. On allait la marier, la marier à un homme qui pouvait être son grand père. Quelle honte et quelle pitié!

Un beau tapage suivit et l'on ne fut pas, ce soir-là, applaudir Rachel dans *Andromaque*, comme on avait convenu.

Lola fait irruption dans la chambre où Mrs Clairgie parachève sa toilette. Sans larmes, elle éclate en reproches, en protestations furibondes. Jamais elle ne consentira, jamais, jamais vivante. Plutôt la traîner morte à l'autel!

La mère, impassible, laisse passer l'orage, et non moins résolue :

— Vous ne mourrez pas, ma chère, et vous obéirez!

Mais elle n'obéit pas et sir Abraham Lumley dut renoncer à sa jeune fiancée. Celle-ci en effet, prenait la clef des champs le lendemain, au bras du candide lieutenant James définitivement conquis...

— Il avait promis d'être mon papa, confessera plus tard une victime consentante... mais avant Saint-Germain, il ne l'était plus.

DE CASTLEROUGH A KARNAL

Une belle, une très belle dame, sans résignation, enrage du matin au soir et du soir au matin dans un manoir délabré, dont les murs suintent la tristesse et la gêne.

C'est ici Castlerough, chez les James, le frère, ses deux sœurs. Joyau de l'Irlande, le lac de Killarney peut bien étaler à l'entour la splendeur mystérieuse de ses eaux métalliques, des yeux hostiles maudissent le décor qui les obsède, parce qu'une jeune révoltée se croit trahie par son destin.

Sa vie, quand elle y songe, — elle ne cesse pas d'y songer, — lui semble déjà close avant d'avoir commencé. Huit mois, huit affreux mois écoulés depuis qu'elle se morfond dans ce taudis et dans cette solitude ; huit mois qu'elle a sottement accepté pour mari ce benêt de Tom.

Que de peines, de tracas, que d'obstacles à surmonter pour en arriver là ! Elle n'était pas majeure ; nul ministre ne consentait à les bénir sans le consentement maternel. Il avait fallu dépêcher miss Flora James, l'aînée, à Mrs Clairgie, qui s'était fait longtemps prier, l'avait accordé enfin, mais obstinément refusé d'assister au mariage et de revoir la fugitive.

Maintenant la voici dans ce désert, entre deux vieilles filles dévotes et acariâtres, à mener une vie stupide, sans horizon, près d'un époux besogneux, qui s'est révélé buveur, sans autre distraction que la visite dominicale de nobliaux campagnards, dont la chasse et la bonne chère sont les seuls plaisirs. Quel écroulement et quelle absurdité ! Se savoir belle, ne pas avoir vingt ans, et cette plate existence !

Un beau matin, arrive à Castlerough un large pli officiel : ordre au lieutenant James de rejoindre sa garnison indienne. Il n'est pas fier, le lieutenant James. Comment sa pétulante compagne prendra-t-elle ce nouvel exil ?... O surprise, il est fort bien pris. L'amour de son pays natal sera toujours étranger à cette vagabonde. Ses meilleurs instants n'ont-ils pas été vécus jusqu'ici dans cet Orient lointain qu'elle va retrouver ? près de son *aya* sèche comme une momie, avec son nourrisson en sautoir ; des *cipayes* serviles, des *joghis* mystérieux, des *lamas* bienveillants, près de ses amies les bayadères, toutes cliquetantes d'anneaux ?

Une passagère apaisée, de la plus belle humeur, s'embarque sur le *Blunt*, de la Compagnie des Indes, qui cingle vers Calcutta.

Il y a nombreuse compagnie sur ce bateau : Mme Lola a tout le temps voulu de charmer son ennui en nouant d'aimables intrigues avec ses compagnons de bord. Ils sont trois à la courtiser, à la serrer de fort près : Walter, bel Anglais athlétique ; un ravissant madrilène aux yeux de velours, Enriquez, et le propre commandant du *Blunt*, marin socratique et désabusé qui définit l'amour « une pipe que l'on bourre à dix-huit ans, qu'on fume jusqu'à quarante et dont on secoue les cendres jusqu'au *requiem* ».

Durant que l'époux, gorgé de whisky, « dort comme un boa » dans sa cabine, ils glissent à l'épouse leurs déclarations sous la porte, en forme de papiers roulés, dont elle use comme d'allumettes.

Et, paraît-il, ils furent heureux tous trois, l'Espagnol en tête, qui ne mit que trente-cinq minutes pour triompher. Du moins est-ce l'intéressée qui l'affirme, sous la plume de son académicien complaisant. Mais nous préférons ne pas la croire, supposer qu'elle se vante et qu'elle exagère, lorsqu'elle s'est fait un front qui ne sait plus rougir.

* * *

Tu t'en venais ainsi par ces matins si doux,
De la montagne à la grand'messe,
Dans ta grâce naïve et ta rose jeunesse,
Au pas rythmé de tes Hindous.

Grâce perverse convient mieux à la belle indolente ennuagée de mousselines, que promène sa *ricksaw* à quatre porteurs, dans les rues géométriques de Simla, le Deauville indien, — un Deauville encore bien rustique à l'époque où nous sommes.

Dans ses *Mémoires* un peu trop romancés, Lola Montès prétend nous montrer qu'elle fut aussitôt la reine de la *season* qui battait son plein à Calcutta. En ses plus beaux jours d'imagination romanesque, Alexandre Dumas n'a rien inventé de mieux. La divine voit bientôt à ses pieds un rajah philosophe et caduc, auquel succède un aide de camp du gouverneur « exilé dans ces contrées lointaines, pour arrêter la pas-

sion violente que lui témoigne, à Windsor, une jeune tête couronnée ». Le feuilleton, consacré à la description de la vie indienne, la dépeint telle qu'on la voit à Paris, au boulevard, sur le perron de Tortoni : le séjour de toutes les ivresses, le paradis de tous les enchantements. Cela seul suffit à déceler le mensonge. Le tableau véritable de cette vie, on le trouvera dans un poème de Marrois, *The long, long Indian Day*. C'est un enfer pour les Européens. Un pays mal pacifié, presque sans routes, cerné d'États indigènes hostiles, où, dans les postes éloignés, les officiers et leurs familles demeurent parfois une année entière avant d'apercevoir « une autre face blanche ». Le paludisme et le choléra endémiques, la famine habituelle, les colons mourant par centaines à l'automne : tels en sont les traits les plus saisissants ; telle est la lugubre réalité.

Au surplus, le ménage James ne va point s'attarder dans la capitale. La première guerre afghane vient d'éclater ; le lieutenant est envoyé à Karnal, dans la province de Delhi. Sa femme l'y doit suivre, mal contente et cabrée. Une consolation dans son malheur : Karnal n'est pas trop éloigné de Simla, ce lieu de délices, résidence d'été du vice-roi et de son entourage.

L'honorable Emily Eden, sœur de lord Auckland, gouverneur général de l'Inde entre 1836 et 1842, nous a laissé, dans une abondante correspondance, la très humoristique et très vivante peinture de la société anglo-indienne qui s'agite sous ses yeux (1). Nous y rencontrons la « petite Mrs James », et nous trouvons sur elle, sur sa façon de vivre, les milieux où elle évolue, les ambitions mondaines qu'elle poursuit, les amitiés utiles qu'elle s'attache à nouer, des renseignements beaucoup moins apocryphes que dans les *Mémoires* de Brifaut.

Dimanche 8 septembre [1839].

« Simla est mis en rumeur par l'arrivée de Mrs James qu'on nous présente comme la beauté de l'année et qui, je dois le reconnaître, éclipse toutes les autres femmes, Mrs Bailey exceptée, dont les charmes ne produisent cependant pas autant d'effet sur le sexe fort...

« Les James sont arrivés avant-hier au milieu de la curio-

(1) Hon. Emily Eden : *Letters from Up. Country*.

sité générale. Il était venu beaucoup de monde à leur rencontre sur la route; plusieurs dames, en apercevant la jeune femme, manifestèrent une grande nervosité. Tout s'est passé le mieux du monde ; Mrs James a paru charmante, Mrs Clairgie lui avait envoyé un *jonpaum* (palanquin) avec des porteurs en livrée orange et brune, aux mêmes couleurs que les siennes. M. James est un grand bel homme bien mis, orné d'un superbe gilet et de dents éclatantes. Il montait un magnifique cheval et se montrait plein de respectueuse attention pour « ma belle-mère » (1). C'était un spectacle touchant. »

Mardi, 10 septembre.

«... Nous avons donné un grand dîner hier. Mrs James, qui est incontestablement fort jolie, se montra simple et gaie. Elle n'a que vingt ans et ne paraît pas son âge. Quand on pense qu'elle est mariée à un petit lieutenant, son aîné de douze ans, qui n'a aucune fortune et gagne cent soixante roupies par mois, on conçoit la fureur de sa mère, quand elle s'est sauvée du pensionnat... »

Mercredi, 13 septembre.

« Grand bal costumé, la nuit dernière. Il ne s'est pas donné dans notre salle habituelle croulante et délabrée, mais chez les Clairgie qui avaient fort aimablement offert leur maison.

« La fête, en tous points réussie, fut des plus brillantes. La petite Mrs James, en *gitana*, en a été la triomphatrice. Elle a dansé et chanté dans la perfection. Après le bal, on a soupé dans une grande tente à l'enseigne de la *Marquise de Granby*. Stewart Evans était déguisé en père Weller, et si bien déguisé, que je ne suis pas arrivée à le reconnaître ; Blackmore était Sam, Savage, Jingle et le capitaine Colman, Mrs Weller (2).

« Le lendemain, ont eu lieu des courses pour les messieurs et un carrousel pour les dames. Mrs James a remporté le prix ; elle monte divinement à cheval... »

Que les beaux jours sont courts ! Voici terminées les vacances dans ce paradis terrestre. Il faut regagner son trou. Du moins la charmante femme de l'homme aux beaux gilets

(1) En français dans le texte.

(2) Personnages des *Pickwick's Papers*, de Ch. Dickens, alors dans leur nouveauté.

a-t-elle su plaire, comme elle désirait, à la sœur du vice-roi.

Miss Eden écrit en effet, le 10 novembre, de Karnal, où lord Auckland se trouve en tournée d'inspection :

« Nous quittons Karnal demain matin. La pauvre petite James se montre désolée de notre départ ; pour la consoler un peu, je l'ai emmenée passer la journée avec nous. Elle est venue babiller gentiment avec son amie Mrs Evans qui est au camp. Pour compléter la fête, je lui ai donné une robe de soie rose. Elle est repartie sur mon éléphant, Edward Campbell à ses côtés et son mari derrière. N'étant jamais montée sur la grosse bête, elle trouvait cela délicieux. Vraiment, elle est bien jolie et paraît une bonne petite ; mais quel sera l'avenir du ménage ? Ils n'ont aucune fortune, elle est toute jeune et très étourdie. Si elle tombe en de mauvaises mains, Dieu sait ce qu'elle deviendra. »

L'événement ne va pas tarder à justifier ces inquiétudes. Finis les bals, les soupers, les carrousels. Les époux retombent à leurs orageux tête-à-tête, s'apercevant chaque jour davantage qu'ils ont commis la pire des erreurs, qu'ils se sont trompés l'un sur l'autre. Ils ont pu donner à Simla l'illusion de l'entente : ici la comédie cesse, les natures contraires se révèlent.

Doit-on croire que Lola redevenue simplement Betty James, — elle a renoncé par convenance à son prénom ibérique trop voyant, — doit-on croire qu'elle ait trouvé des distractions extra-conjugales, près de certain prince indien qui voulut l'acheter au poids de l'or et la conduire dans son harem ? Nous en serons d'autant moins persuadés que le prince en question, Dost Mohammed Khan, émir dépossédé de Kaboul, passa le plus clair de son temps à Karnal, interné dans une casemate, endroit rébarbatif où ne pénétraient pas les belles désœuvrées.

Ce qui paraît plus certain dans l'histoire embrouillée d'une mésentente conjugale, ce sont les torts de l'époux volage d'une épouse inconsidérée. Parmi les relations du ménage, se trouvait une séduisante Mrs Lomer, dans tout l'éclat de la trentaine. Fut-ce l'effet produit par les « dents éblouissantes » d'un bel officier ? elle semblait le trouver fort à son goût. Tous deux s'égaraient souvent en de longues chevauchées ; ils s'égarèrent si loin qu'un jour ils ne revinrent plus.

Cette fugue retentissante et le scandale qui suivit rendaient difficile à Karnal la situation de l'abandonnée. Le déserteur

ayant emporté tout l'argent de la maison, elle fut demander asile à sa mère, qui l'accueillit sans enthousiasme. Entre une femme qui n'a pas renoncé et l'autre qui lui porte ombrage, la vie ne tarde pas à devenir impossible. Une procédure de divorce entamée, la conduite de Lola devait échapper à toute critique. Prudemment, sous un prétexte de santé, on décida de l'envoyer en Écosse, chez les parents de son beau-père, presbytériens renforcés.

A la fin de novembre 1841, la moins émue des passagères s'embarquait sur le *Larkins* et voyait disparaître à l'horizon les rivages marécageux du Bengale. Elle s'en va le sourire aux lèvres, heureuse d'être libre, résolue à « vivre sa vie », sans un mot, un geste de regret, pour ceux qu'elle ne doit plus revoir. La grande aventure commence.

Au départ, le général Clairgie lui avait glissé dans la main un chèque de mille livres.

***

L'aventure... Elle débuta sous les attrayantes espèces de M. Charles Lennox, un sémillant jeune homme, la plus fine fleur du dandysme, un successeur des Brummel et des lord Onslow. Le *Larkins* n'avait pas encore navigué trente mille, les crêtes du Sikkim étaient toujours en vue, qu'il poussait déjà ses travaux d'approche. C'est l'époque du « blackguardism », du sans-gêne et de l'immédiat en amour, assaisonné d'une pointe de muflerie. Le personnage de sir Mulberry Hawk, dans le *Livre des Snobs*, demeure le type littéraire de cette goujaterie élégante.

L'objet de sa poursuite n'était pas une Lucrèce, ni Lennox un homme à laisser traîner les choses. *To the point*, droit au but : le but se révéla facile. Si facile qu'à l'arrivée, Lola laissa partir sans elle la diligence de Perth. Recommencer Castlerough, aller s'enterrer chez des calvinistes, grand merci ! A pareilles oubliettes, elle préférait un coquet appartement meublé dans un *lodging* du Strand.

Son amant lui prédisait les plus beaux succès à la scène. Il mettait à sa disposition son influence et ses amitiés. Sa résolution était prise : elle ferait du théâtre (1).

(1) Malgré l'indulgence habituelle en pareil cas, la liaison de Lennox et de sa partenaire avait été trop affichée pour qu'on n'en glosât point. Le bruit en étant

DÉBUTS A COVENT-GARDEN

Covent-Garden, le soir du 8 juin 1843. Devant la façade de Robert Smirke junior, ce haut portique trop grêle, écrasé par un fronton si lourd, mauvaise copie de l'Athénéïon, s'allonge, dans l'étroite Bow-street, une file impressionnante d'équipages, aux cochers, aux valets de pied galonnés comme des amiraux. L'ancien temple de Melpomène est devenu celui d'Euterpe et de Terpsichore. A la voix des Garrick, des Kemble et des Kean, a succédé celle des Mario, des Rubini et des Lablache, pour le plus grand honneur et profit certain de M. Benjamin Lumley, directeur avisé, auteur de cette révolution, qui a su faire de son théâtre, le théâtre à la mode, le rendez-vous de la *gentry*.

Dès huit heures, la vaste salle or et rouge, au plafond chargé d'allégories mythologiques, s'est emplie d'une cohue brillante. Les groupes de Flaxman ont vu défiler, entre leurs piédestaux, de hauts et puissants personnages : le roi de Hanovre avec la reine douairière, la duchesse de Kent, le duc et la duchesse de Cambridge, sans compter les « Corinthiens » (1) au grand complet, tous les habitués de l'ancien club Wattier, conduits par leurs chefs, lords Ranelagh et Howard, sans parler non plus de cette négligeable engeance, messieurs les courriéristes et feuilletonnistes théâtraux.

Le spectacle attendu en vaut la peine : *le Barbier de Séville*, avec Tamberlick et la Grisi, coupé, durant les entr'actes, par des intermèdes de danses espagnoles. Le *Morning Herald* du 5 juin vient en effet d'annoncer les débuts sensationnels de « donna (*sic*) Lola Montez, du théâtre royal de Séville, dans les pas de l'*olano* et de la *guaracha* » : une grande nouveauté.

En manager qui connaît son métier, Lumley ne s'est pas contenté de cette simple note. Le matin, sous les initiales G. L.

parvenu à Calcutta, Mrs Clairgie prit théâtralement le deuil, et fit annoncer la mort de sa fille. Le 15 décembre 1842, le lieutenant James obtenait en sa faveur la séparation *a mensa et toro*, comme s'exprime encore aujourd'hui le jargon juridique d'outre-Manche.

Pour en finir avec un personnage qui ne reparaitra plus, disons tout de suite qu'il démissionna comme capitaine en 1856 et revint en Angleterre où il mourut en 1871, n'ayant jamais revu celle qui avait porté son nom. Tel fut l'épilogue de leur roman d'amour.

(1) C'est le nom dont s'affublent depuis Brummell les dandies londoniens.

(George Lewis), le même journal a publié une longue interview de la señora. Son envoyé s'est vu recevoir dans un logis de Grafton street; un entretien lui fut accordé.

« Elle offre le type andalou dans toute sa pureté, écrit G. L. Souple et gracieuse comme un jeune faune, chacun de ses mouvements fait corps avec la musique. Tout est grâce dans ses gestes et dans ses attitudes. Ses chevilles et ses genoux sont dignes de Praxitèle... etc. »

Car c'est une danseuse espagnole, au lieu d'une comédienne, qu'est devenue Betty James, Irlandaise. Non pas qu'elle n'ait point tenté de vouloir éclipser Mrs Siddons. Lennox a tenu parole; il l'a mise en rapports avec miss Fanny Kelly, jadis l'étoile du *Royalty Theatre* qui, l'âge venu, a pris sa retraite dans le professorat.

L'ex-grande vedette l'a entendue, lui a donné quelques leçons. Après quoi, son arrêt a été péremptoire : mauvaise articulation ; rien à faire au théâtre.

Grosse déception; Lennox doit consoler une belle éplorée. Puis, en y réfléchissant, quelques jours suffisent à calmer ce grand désespoir : la danse, après tout, pourquoi pas la danse?

Nul n'échappe à son destin, et rivaliser avec Fanny Essler ou la Taglioni n'est pas non plus à dédaigner. Oui, mais pour en arriver là, quel long apprentissage! Lola songe à ses vingt-quatre ans : un peu tard pour se mettre en route.

Il faut chercher autre chose, trouver du neuf, créer un genre. Son cerveau travailla. Par un phénomène d'auto-suggestion fréquent chez les mythomanes, elle s'est persuadée de ses origines espagnoles. L'Espagne est aussi le pays de la danse, de cette danse réaliste et voluptueuse qui s'oppose à la danse académique et dont les mouvements conviennent à la souplesse de son corps. Avec l'impulsivité, la promptitude de décision qui la caractérisent, son parti fut aussitôt arrêté : elle révélerait à l'Angleterre la grâce provocante des *boleros* andalous. Quelques jours plus tard, Lennox prestement congédié, elle s'embarquait pour Séville.

Elle va demeurer huit mois sur les rives bourbeuses du Guadalquivir à piocher *mancheyas* et *jaleos*. Mirecourt affirme, dans ses *Contemporains*, qu'elle fut, à Triana, la pensionnaire d'une de ces maisons de danses, d'un de ces *Salones recreativos*, dont Mérimée nous a laissé, dans sa correspondance, de

si truculentes descriptions. Mais les *Contemporains* de Charles-Jean-Baptiste Jacquot, dit Eugène de Mirecourt, sont référence à coup sûr contestable.

Revenue à Londres, enrichie d'un pseudonyme ronflant : Lola Montès, elle avait conquis Lumley par l'originalité de son programme et aussitôt obtenu un engagement.

***

Après le duo de Rosine et de Figaro, le rideau s'est baissé sur les derniers accords du premier acte. Il se relève bientôt. Enveloppée dans sa mantille, Lola Montès paraît. Les musiciens attaquent le scherzo d'une trépidante *guaracha*; rejetant son léger voile, elle se met à danser.

Avec son grand peigne et sa fleur sur l'oreille, qu'elle est charmante en sa basquine de satin rose aux larges volants de dentelle noire! Sa jupe lui colle exactement aux hanches; sa taille mince se cambre audacieusement; ses jambes frétillent dans le bas de soie; au bout de ses doigts agiles, tremblent des castagnettes d'ébène.

Lumley, dans la coulisse, a son sourire des meilleurs jours : c'est un gros succès qui s'annonce.

Soudain, catastrophe! Au premier rang d'une loge de balcon, un spectateur se dresse : lord Ranelagh, le chef des « Corinthiens ». Son Honneur est un ami de Lennox et Lennox irrité a conté son histoire; Son Honneur arrive des Indes et se trouvait à Simla l'an dernier.

— Mais, c'est Betty James! Je la reconnais bien, clame-t-il à toute voix.

Ces mots, comme un signal, déchainent le tumulte. Les Corinthiens, debout, gesticulent, vocifèrent, crient au scandale. Une femme divorcée pour inconduite, c'est honteux, c'est intolérable... Ces « années 40 », aurore d'un grand règne, ne sont pas seulement l'époque du *blackguardism*, elles sont aussi le temps d'une hypocrite bégueulerie pour laquelle les Anglais ont trouvé cette expression presque intraduisible, le *snivelling cant*.

Ce soir-là, le vent soufflait à la bégueulerie; on dut baisser le rideau (1).

(1) La presse ne s'en montra pas moins fort élogieuse le lendemain. *L'Era* et le *Morning Herald* sont presque dithyrambiques. L'*Illustrated London News*, en donnant le portrait de Lola, déplore que son nom ait disparu de l'affiche.

***

C'était un désastre, la ruine momentanée tout au moins des espoirs chorégraphiques caressés par Lola Montès en Angleterre. Réunissant ses dernières ressources, elle partit incontinent pour Bruxelles.

On perd quelque temps sa trace dans la capitale belge. Faut-il croire à son affirmation qu'elle fut réduite, pour vivre, à chanter dans les rues ?

Un Allemand l'emmène à Varsovie, lui procure un engagement au Grand-Théâtre. Varsovie, en 1844, n'est pas un paradis. La grande insurrection, sauvagement réprimée treize ans plus tôt, continue d'y laisser de terribles souvenirs. « L'ordre règne à Varsovie », mais un ordre fondé sur le knout et les baïonnettes. On peut compter, pour l'assurer, sur le peu sensible Paskievitch. Du haut en bas, sévissent l'espionnage et la délation : les pères soupçonnent leurs enfants, les maris leurs femmes ; le catholicisme est persécuté, la langue polonaise à peine tolérée.

La venue de la danseuse espagnole apportait à ces foules terrorisées un peu de distraction et d'oubli : elles acclamèrent la danseuse espagnole. Une bruyante réclame l'a précédée. La veille de ses débuts, Anton Slowacki, le neveu du poète, a longuement énuméré ses charmes dans le *Journal de Varsovie*.

« C'est à Varsovie qu'on associa, pour la première fois, le nom de Lola Montès à la politique. Le vice-roi de Pologne, le vieux Paskievitch, s'en éprit à la folie. Le directeur du théâtre où elle dansait était également colonel de gendarmerie et servait d'espion au gouvernement russe. Les Polonais le détestaient.

« Un matin, le général Paskievitch fait mander Lola au palais. Elle s'y rend sur le conseil de ses amis. Le vice-roi lui propose un magnifique château et des diamants admirables en échange de son amour. Le pauvre homme offrait un burlesque spectacle avec sa taille courte et sa bouche édentée au fond de laquelle on apercevait un palais en or. Lola refusa respectueusement, mais avec fermeté.

« Le lendemain, le colonel, directeur du théâtre, se rendit chez elle, insister au nom du général. Lola demeura inflexible.

« Le soir, lorsqu'elle parut en scène, des sifflets l'accueillirent, qui se renouvelèrent le lendemain et le surlendemain. Furieuse, Lola s'écrie que ces sifflets viennent de gens apostés par le vice-roi dont elle a repoussé les avances.

« Des vivats, des applaudissements saluent cette déclaration. Nombre de Polonais qui exécraient le prince et le directeur, escortèrent la jeune femme à son hôtel ; Lola devint une héroïne, sans y avoir pensé.

« Les Varsoviens trouvaient là le moyen de manifester contre le gouvernement russe et ses agents. Un soulèvement faillit éclater. Ayant appris que son arrestation était décidée, Lola barricada sa porte. Quand la police arriva, ce fut pour la trouver derrière, un pistolet à la main, déclarant qu'elle étendrait mort le premier qui la franchirait. Nul n'osa s'y risquer.

« Sur ces entrefaites, le consul de France la réclama galamment comme sa ressortissante ; l'autorité se contenta de lui enjoindre de quitter Varsovie (1). »

Ce récit ne manque pas de pittoresque, il a le tort de pécher contre la vérité. Le « pacificateur de la Pologne » fut bien tel qu'on nous le présente, brutal et passionné ; les Polonais tentèrent souvent de se révolter ; mais, sans la calomnier, soyons bien assurés que si le vice-roi avait fait à Lola Montès les propositions dont elle se vante, la ballerine ne les eût certainement pas déclinées à cette époque de sa vie.

De Pologne, elle passe à Saint-Pétersbourg, puis en Allemagne. L'anecdote suivante, rapportée, en son temps, par les *Débats* et le *Constitutionnel*, paraît vraisemblable, parce que s'y révèle bien toute la violence foncière de sa nature.

Montée sur un pur sang, Lola assistait en curieuse, à Berlin, aux grandes manœuvres exécutées devant le roi de Prusse et l'empereur de Russie. Effrayé par la mousqueterie, son cheval prend le mors aux dents, l'emporte jusque dans la suite des souverains, où elle parvient seulement à le maîtriser. Un gendarme s'élance, menace l'amazone et maltraite sa monture. Hors d'elle, Antiope saisit sa cravache, en cingle la face du discourtois Pandore. Procès-verbal en vertu duquel un huissier se présente le lendemain chez la belle coléreuse

(1) A. D. Vandam, *An Englishman in Paris*. Il est difficile d'admettre que l'auteur ait pu recevoir des confidences personnelles. Né en 1842, il était encore presque un enfant, lors de la mort de Lola Montès en Amérique.

pour lui remettre une assignation. Furieuse, elle lui arrache des mains le papier timbré, le déchire en morceaux, les lui jette au visage. Nouveau constat : outrages à un officier ministériel dans l'exercice de ses fonctions.

C'était la prison assurée. Elle s'y déroba en s'échappant en Saxe, où l'attend la première des aventures illustres qui lui ont mérité son entrée dans la petite histoire.

BRÈVES AMOURS AVEC LISZT

A Dresde, un matin aigrelet de novembre 1843. Dans son appartement de l'Albertstrasse, à l'hôtel du Cygne, un homme jeune, mince et glabre, au profil florentin, ses longs cheveux épars sur le haut collet de sa redingote bleue, s'affaire nerveusement autour des bagages qu'il termine. Il va, vient, piétine, s'impatiente, maugrée, ne réussissant point à caser un somptueux nécessaire or et ivoire, cadeau du roi des Belges, à loger les trois cent soixante cravates dont se pare son dandysme.

Dans la chambre et le salon banal dont le mobilier impersonnel doit offusquer sa vue, les commodes bousculées et les armoires béantes laissent apercevoir des lingeries féminines. Un placard, dans le cabinet de toilette, dégorge le contenu des robes qui l'emplissent.

Le voyageur si pressé consulte fiévreusement sa montre; onze heures, le temps bien juste avant qu'elle ne rentre... Il descend l'escalier; dans le vestibule, quelques personnes se lèvent à son approche, chuchotent sur son passage. Un bref salut; il se dirige vers le bureau. On doit être averti, sa note l'attend. Il la règle aussitôt, acquitte, de surcroît, une quinzaine d'avance. Puis il sort, après un regard inquiet pour inspecter la rue, s'engouffre, avec un soupir de satisfaction, dans une berline qui stationne à cent pas et s'éloigne au plus vite dans un carillon de grelots.

Ainsi Franz Liszt, le grand Liszt, s'échappe-t-il des bras de Lola Montès, d'une fuite qui ressemble à une évasion.

En 1843, il est à l'apogée de sa gloire artistique et gagne des fortunes avec ses concerts. Les têtes couronnées se disputent sa présence. Mais, à tant fréquenter de cours, Liszt, sous l'influence de George Sand, de ses amis Pictet et Schel-

ling. Liszt « musicien philosophe » penche aux idées républicaines. Il a dédaigné d'inviter à ses récitals les rois de Hanovre et de Bavière, refusé de jouer devant Isabelle II. Il est l'ami de Lamennais, tient la bourgeoisie en horreur, et, plus encore que la bourgeoisie, Louis-Philippe, « le bourgeois sur le trône ».

Voilà huit ans qu'il a rencontré Marie de Flavigny, la blonde et frêle comtesse enlevée à son mari, à son intérieur, à ses enfants. Ils ont voyagé du Léman à l'Adriatique, du lac de Côme aux bords du Rhin, dans tous les lieux célèbres qu'illustra la passion. Deux filles et un fils sont nés.

Huit ans sont un long bail en amour, lorsque, dissipée la griserie du début, les natures ont cessé de s'accorder et que la tendresse ne fleurit pas sur des ruines. « Marie ne veut pas comprendre qu'un artiste exige sa liberté et Franz ignore que chez la femme la fierté blessée peut étouffer la tendresse (1). » Et celui-ci s'irrite, et celle-là s'aigrit. La mésintelligence grandit, les blessures s'enveniment et le beau poème tourne mal. Un seul lien, lien durable et puissant, les enfants, subsiste en ce naufrage.

Alors le « vagabond infatigable » (2) prend sa course à travers le monde. Durant qu'on l'acclame dans toutes les capitales d'Europe, Mme d'Agoult, farouche et meurtrie, s'enferme à Nonnenwerth, sa retraite rhénane au pied du Drachenfels. Elle épanche ses rancœurs dans son *Journal* ; l'ex « Corinne du quai Malaquais », qui va devenir Daniel Stern, jette sur le papier le plan de *Nélida*, roman autobiographique.

C'est dans la loge du ténor Tichatschek, au cours d'une représentation de *Rienzi*, que Wagner mit en rapports Liszt avec Lola Montès. Depuis quelque temps, la ballerine tournait autour du musicien. A côté de sentiments moins nobles, on constate toujours chez elle cette attirance vers les fortes personnalités. Mais Wagner ne « marchait » pas. Sa gloire demeurait modeste ; celle de son ami brillait au contraire de toute sa splendeur. Les œillades de Lola changèrent d'adresse. Épingler ce triomphateur dans sa collection chatouillait son orgueil ; le charme physique de l'homme ne la laissait pas

(1) M. Guy de Pourtalès, *La Vie de Franz Liszt.*
(2) Berlioz.

insensible. Liszt, de son côté, la trouva « belle comme une tigresse ».

Intuitive et subtile, elle eut tôt fait de découvrir le défaut de sa cuirasse d'orgueil chez l'amant dont elle poursuivait la conquête. Le favori des rois affichait des sentiments démocratiques. Une autre indépendante, une affranchie, flatta ses convictions, enchérissant sur elles. Ils s'aimèrent dans le mépris des couronnes et des trônes.

Liszt ne devait rester que peu de jours à Dresde ; il s'y trouvait encore après un mois. Le bruit courait partout qu'il était ensorcelé par l'Andalouse ; la rumeur en parvint à Nonnenwerth. Mme d'Agoult envoya une lettre de reproches hautains. Celui qui ne l'aimait plus répondit avec désinvolture. Outrée d'une trahison succédant à tant d'autres, la comtesse écrivit qu'elle reprenait sa liberté. Sans doute, au fond du cœur, espérait-elle encore voir l'ingrat accourir, une fois de plus, implorer son pardon. Il s'abstint et elle partit : Lola Montès, à son insu, vient de mettre le point final à l'une des plus mémorables passions du XIXe siècle.

Sur un épisode si remarquable de sa vie, elle a toujours gardé le plus discret silence. Dans ses *Mémoires*, sa plume abondante se borne à mentionner la présence de Liszt à Dresde et les succès qu'il remporta. Elle se tait sur leurs amours. Les femmes les plus énergiques conservent parfois la pudeur jalouse d'une aventure qui leur parut sans seconde. Ou bien l'humiliation d'avoir été si tristement abandonnée lui ferma-t-elle la bouche ?

Car la satiété, chez Liszt, a bientôt remplacé l'ivresse des premiers transports. Une certaine vulgarité de ton et de manières offensait sa délicatesse ; le caractère impérieux de sa nouvelle maîtresse, la violence des scènes où elle s'emportait incommodaient ses nerfs fragiles ; ses exigences le fatiguaient. « La seule victoire en amour, c'est la fuite » ; il avait pris le parti commode et sans héroïsme de ne point affronter les fureurs qu'il prévoyait.

La berline était déjà loin, lorsqu'une impétueuse amazone, revenant de sa promenade quotidienne à la *Bruhl'sche Terrasse*, arrivait, une heure plus tard, à l'hôtel du Cygne. Le désordre de la chambre frappe tout d'abord ses regards. Que signifient

ces tiroirs ouverts, ces vêtements pêle-mêle et ce tohu-bohu?... Elle n'a pas loisir de s'étonner longtemps. Une lettre, à son adresse, est là sur une table, une lourde lettre gonflée de billets de banque : l'adieu monnayé d'un transfuge.

Douze heures durant, ce fut un scandaleux vacarme dans une maison respectable. Porcelaines et cristaux volèrent en éclats sous une cravache frénétique.

Puis cette furieuse colère s'apaisa par ses excès mêmes. Quand elle eut tout brisé autour d'elle, crié, tempêté, vitupéré la mullerie des hommes en général et des musiciens en particulier, Lola prit le parti le plus sage : celui de s'éloigner à son tour, de quitter l'odieuse ville, témoin d'un si cruel affront. Le lendemain, ses malles bouclées, elle partait pour Paris.

A LA TABLE DES DIEUX

La grande salle or et crème, aux divans nacarat, du Café de Paris (1). Les dineurs ne cessent pas d'affluer. Ils gagnent leurs places après avoir échangé un sourire avec Lucien, le maître d'hôtel.

Voici la table des journalistes, que préside le docteur Véron, enroulé dans sa cravate. Desfougerais, le directeur de la *Mode*, Hippolyte Lucas, Chaudesaigues et Lassailly, les trois choryphées du *Siècle*, Malitourne et Latour-Mézeray en font le plus bel ornement.

Ils décochent à l'occasion des regards aigres-doux vers un autre clan tout proche : celui des gens de lettres, auteurs dramatiques et romanciers, Alexandre Dumas, Janin, Amédée Achard, Théophile Gautier, Eugène Süe, Alphonse Karr.

Soudain, parmi les chuchoteries, les murmures, ces mille bruits confus provoqués par un saisissement admiratif, un homme d'une cinquantaine d'années, fort laid, mais d'une laideur piquante et spirituelle, traverse la salle du restaurant. Une éblouissante personne le suit. Tous les regards fixés sur le couple jalousent l'heureux mortel en détaillant sa compagne. Lui, parbleu! on le connaît bien : c'est Méry, l'écrivain, l'auteur du *Fils de l'Homme* et de la *Némésis*. Mais elle, cette ravissante inconnue?... Qui diable peut-elle être? Pas une

(1) Alors au coin du boulevard et de la rue Taitbout.

femme du monde à coup sûr : elle vous a des façons, de dévisager les gens... Effervescence au camp des dandys. Quelle splendide lionne à lancer !

Lola, qui a prémédité une entrée sensationnelle au cœur du « Tout Paris », voit ses désirs comblés. Dès son arrivée, elle s'est mise à la recherche de Méry, rencontré naguère à Berlin, témoin de son algarade avec les gendarmes prussiens. Comment obtenir un engagement au boulevard ? L'aimable homme a proposé ses services. Seulement, a-t-il ajouté, il faudra nouer les relations qui lui manquent dans le monde du théâtre et des arts. Rien de plus facile ; il se chargera de l'y introduire. Ce soir, il tient parole.

Brouhaha dans le coin des gens de lettres où chacun s'est serré pour faire place aux arrivants. Méry raconte l'histoire des coups de cravache. Alexandre Dumas s'enthousiasme ; son fils, jouvenceau blondinet de vingt ans, déjà très hors de page, traduit le sentiment unanime :

— Vous vous êtes conduite, madame, en véritable mousquetaire !

Quand leur sont révélées les ambitions de leur nouvelle amie, l'acquiescement est général chez tous ces potentats de la scène :

— Enfin nous allons voir danser en espagnol ! s'écrie Amédée Achard.

Et Gautier, agitant sa crinière léonine :

— Au théâtre San Fernando de Séville, j'ai admiré Dolorès Serral, une grande artiste ; je ne doute pas, madame, que vous la surpassiez en talent comme vous l'emportez en beauté.

— Avant trois mois, a conclu Dumas, nous vous applaudirons à l'Opéra : j'en fais mon affaire (1).

***

Le bon géant, cette « force de la nature », a rempli sa promesse.

Léon Pillet, qui préside aux destinées de l'Académie Royale, a déféré aux désirs qui lui furent exprimés. Ce samedi 30 mars 1844, Lola Montès débute à Paris dans le *Lazzarone*, opéra en deux actes de M. de Saint-Georges,

(1) D'après les journaux de l'époque.

musique de Fromenthal Halévy. Le librettiste a tout exprès introduit pour elle un divertissement espagnol dans cet imbroglio napolitain.

Les journaux aux ordres de ses amis ont eu beau multiplier les articles élogieux sur la « reine de la cachuca », c'est une grosse partie qu'elle joue : une partie mal commode à gagner, — et qu'elle va perdre.

Les dévots de la danse, — et les amateurs de danseuses, — se partagent en deux camps ennemis dans la salle de la rue Lepelletier : les *Esslériens* et les *Taglionistes*. Deux écoles en présence et deux principes contraires : le *ballonné* et le *tacqueté*. « La première, écrit Charles de Boigne, dans ses *Petits Mémoires de l'Opéra*, aurait pu prendre pour emblème une aile; la seconde, un pied. » Le *ballonné*, aérien et léger, plutôt vol que danse, c'est la Taglioni ; le *tacqueté*, qui multiplie les pas, les *petits temps sur les pointes*, Fanny Essler.

Il y a dix ans, Marie Taglioni, fille d'un Milanais et d'une Suédoise (1) a révolutionné l'art des Vestris et des Gardel. On dirait d'une ombre, d'une vision élyséenne. Ses apparitions, dans le *Carnaval de Venise*, *la Belle au bois dormant*, dans *la Sylphide*, ont définitivement établi son empire. La presse unanime a célébré les mérites d'une technique nouvelle « abandonnant la routine pour mieux remonter aux sources de la beauté (2) », porté aux nues cette danse « qui glisse et qui flotte et qui plane, sans efforts visibles (3) ». Charmé par la décence de ses attitudes, Méry s'est écrié : « Ange, déesse de la danse, conserve toujours ton divin caractère, ta pudeur suave, ta pudeur voluptueuse et chaste. » Opinion synthétisée par Gautier dans cette phrase étonnante : « Mlle Taglioni est une prêtresse de l'art chaste ; elle prie des jambes. »

En 1844, à vrai dire, s'annonce le déclin pour cette divinité. Une dangereuse rivale a surgi pour sa gloire en Fanny Essler, « bacchante aux cheveux noirs courant sur le Ménandre ».

Cette Viennoise, la « danseuse bonapartiste (4) », a, dans *la Tempête* et *les Huguenots*, transporté les connaisseurs par la

(1) Philippe Taglioni, maître de ballet, et Anna Karsten.
(2) J. Janin.
(3) Castil Blaze.
(4) Par allusion à sa liaison prétendue avec le duc de Reichstadt : une invention de Méry.

légèreté de ses pas *mordant les planches*, sa grâce mutine, provocante et vive. C'est autre chose que la Taglioni et tout aussi aérien. Un calembour des plus agréables court le boulevard, ce pays des bons mots : « Est-ce une femme ou bien est-ce l'air? »

Marie Taglioni avait « immatérialisé » la danse; Fanny Essler l'émancipait de ses vieilles règles géométriques, lui faisait exprimer la passion. Précédent redoutable pour Lola Montès, cette enchanteresse a introduit avant elle les danses andalouses sur la scène de l'Opéra, stylisant leur naturalisme excessif, les purifiant de leurs éléments triviaux. Sa *cachuca*, dans *le Diable boiteux*, a déchaîné l'enthousiasme.

Tels sont les grands souvenirs où va se heurter la débutante, les périlleux rapprochements auxquels elle s'expose. Il lui faut compter encore avec les arrêts sans appel de la *Loge infernale* où plastronne la fine fleur des *lions* (1), avec l'opinion de la *Loge des Minerve* où se tapissent les Camargo hors d'âge, à la vertu forcée, aux jugements agressifs et chagrins.

***

Mirobolante, Battista et Beppo ont achevé leur trio-bouffe *Quand on n'a rien...* ; Mme Stoltz a chanté son grand air tout hérissé de dièzes. Le « divertissement » commence; voici Lola Montès.

Elle danse : oh! ce n'est point la Taglioni, impalpable fantôme. Fanny Essler, dans ses instants les plus libres, demeure une grande dame en comparaison. Elle danse, mon Dieu, comme elle a vu danser dans les carrefours de Séville, avec les mêmes déhanchements, les mêmes effets de croupe, qui soulèvent dans le public des rumeurs indignées. On est fort pudibond à Paris sous le proconsulat de Guizot. Les protestations fusent, les *chut* se multiplient.

Alors, avant de quitter la scène, l'exaspérée *flamenca* commet un geste irréparable. Saisissant un de ses cothurnes, elle l'envoie à la volée dans l'orchestre où parvient à le cueillir au passage Alfred de Bellemont, l'un des plus notables *Tortoniens*, qui s'en fait un trophée. Cette fois, c'est le tumulte : après la chute à Covent-Garden, la « grande tape » à l'Opéra;

(1) Pour cet aréopage, l'opticien Chevalier a fabriqué des lorgnettes spéciales qui grossissent trente-deux fois les objets : ce sont de terribles lorgnettes.

décidément les théâtres officiels ne réussissent pas à Lola Montès.

Léon Pillet résiliait aussitôt son engagement et le lendemain fulminait la presse. Charles Morice, *esslérien* fanatique, l'accablait dans *le Courrier des Théâtres* :

« M[lle] Lola Montès est-elle seulement espagnole? Nous nous permettons d'en douter. Elle a de jolies jambes, mais ne sait pas s'en servir. Ses façons sentent le corps de garde. Si nous en croyons les histoires qui circulent sur son compte, ses démêlés à coups de cravache avec la gendarmerie prussienne, elle est beaucoup plus à sa place dans une écurie que sur les planches de l'Opéra. »

Ses bons amis Dumas et Méry la consolèrent dans son malheur et plaidèrent sa cause au nom de la vérité dans l'art. « Voyez, disaient-ils, ce qui se passe en Espagne. La danse y parle ; elle a des signes, des gestes, des bonds pour chaque lettre de l'alphabet ; sans cesse vous la voyez traduire une phrase d'amour et de volupté ; elle vous fait rire et pleurer ; elle vous rend amoureux, tendre, sensible, colère, jaloux : voilà la véritable éloquence. »

Bientôt, Lola put éblouir à nouveau le Café de Paris. Parmi ses plus récents admirateurs, se trouvait un garçon d'une trentaine d'années, de tournure sympathique, à la mise élégante, possesseur, par surcroît, d'une fort jolie fortune. Il s'appelait Léon Dujarrier et, malgré sa jeunesse, comptait pour un personnage, satellite de Girardin, dont il copiait les allures tranchantes, co-propriétaire de *la Presse* avec le « soleil du journalisme », assumant, rue Baillif, les fonctions redoutées de rédacteur en chef. Assez bon écrivain, d'ailleurs, rompu au métier, esprit net et travailleur infatigable.

Le crédit dont il disposait permit à Lola, toujours opiniâtre, d'être engagée à la Porte Saint-Martin, dans *la Biche au bois*, de Charles-Théodore et Hippolyte Coignard, « frères siamois » de la féerie-vaudeville, pour laquelle, si nous en croyons Théophile Gautier, les pinceaux de Ciceri avaient peint des merveilles.

On était moins rigoriste boulevard du Temple que rue Lepelletier : elle réusssit à souhait. Il était pourtant écrit que son nom, jusqu'au bout, défraierait la chronique. Irritée, certain soir, par la jalousie de Dujarrier, « afin de lui donner une

leçon », ne s'avise-t-elle pas de danser sans maillot?... Un commissaire offusqué dressa procès-verbal. Lola dut à ses protections d'échapper à la correctionnelle, mais, par ordre supérieur, Paris fut définitivement privé, cette fois, de ses entrechats.

LE DINER AUX « FRÈRES PROVENÇAUX »

Ce fut un beau dîner, ruisselant de surprises.
Les rôtis, cuits à point, n'arrivèrent pas froids;
Par ce beau soir d'hiver, on avait des cerises
Et du johannisberg, ainsi que chez les rois (1)...

Pour festoyer si noble compagnie, M. Collot, patron de l'illustre restaurant, s'est mis en personne à ses rôtissoires. Les laitances de carpe à la Stuart, la pintade désossée à la Sainte-Isabelle, les foies gras à la Penthièvre, ont été déclarés sans défauts par des palais difficiles.

Roger de Beauvoir a commandé le menu, l'homme aux gilets flamboyants, romancier et dandy, mais aussi le gourmet des gourmets, l'héritier de Brillat-Savarin. Un repas ordonné par « Roger », c'est tout dire.

Cette bombance réunit une dizaine de convives, actrices, viveurs, journalistes. Côté des dames : Anaïs Liévenne, du Vaudeville, une brune piquante aux yeux de braise; Alice Ozy, du Vaudeville également, *Ozy noçant les mains pleines*, l'amie de tous les hommes d'esprit, qui n'en manque pas elle-même :

Les demoiselles chez Ozy
Menées
Ne doivent plus songer aux hy-
Ménées.

ainsi la chantera Banville, et qui, retirée à Enghien, finira dévote et dame patronesse; deux blondes encore et une rousse : Atala Beauchêne, l'une des innombrables maîtresses de Dumas surnommée par ses ennemis la « Place publique », Virginie Capon et Louise Thénard.

Côté des messieurs : Roger de Beauvoir, déjà nommé, Charles de Boigne, chroniqueur apprécié du *Constitutionnel*,

(1) Théodore de Banville, *la Belle Véronique*.

plus deux « gants jaunes » répandus au Boulevard, MM. de Saint-Aignan et Vincent d'Ecquevilly, un friand de la brette et du pistolet, spécialiste des affaires d'honneur. Enfin, avec Dujarrier, un jeune créole de vingt-cinq ans, M. Jean-Baptiste de Rosemond de Beauvallon. Il a, sans réussir, fort courtisé Lola.

Lourde maladresse de Beauvoir, Parisien averti, d'avoir assemblé ces deux hommes. Beauvallon est le beau-frère de Granier de Cassagnac qui gouverne *le Globe*. A l'égal de Girardin, ce dernier est une plume de guerre, dans le camp opposé. Depuis la mort de Carrel, son adversaire malheureux ne va plus sur le terrain; mais *la Presse* l'y remplace. Les duels entre journaux sont d'ailleurs à la mode : *le Globe* se bat avec *la République*, Ferdinand Flocon contre Solar; *le Globe* encore avec *le National* et Cassagnac contre Lacrosse.

Les colères sont d'autant plus montées entre les deux maisons que *la Presse* a tout dernièrement marqué un avantage. Dujarrier s'est rappelé détenir en son portefeuille des effets impayés souscrits par Cassagnac. Il les en a sortis, obtenu jugement, activé les poursuites. *Inde iræ.*

Le dîner, toutefois, s'est passé sans incidents. On a ri, plaisanté de bon cœur. Émoustillé par le champagne, Dujarrier propose un pari à la petite Liévenne, sa voisine :

— Cent louis, Anaïs, qu'avant un mois, tu n'as plus rien à me refuser (1).

Le tutoiement et le défi choquent l'enfant de la Camargue. Beauvoir intervient et les réconcilie. La gaieté redevient générale; mais depuis un froid salut à l'arrivée, Beauvallon ni Dujarrier n'ont échangé une parole.

Saint-Aignan propose un tour de baccara. Suggestion bien accueillie par ces dames qui, n'ayant rien à perdre, pensent naturellement avoir tout à gagner. On cartonne; la chance sourit à Dujarrier. Sur un coup douteux, — un partage de bénéfices avec le banquier, — surgit, entre Beauvallon et lui, l'incident qu'on pouvait redouter. Des mots aigres-doux sont échangés, sans plus. Rejoignant son lit, dans cette aube frisquette de mars, Dujarrier, la tête brouillée, n'y songe déjà plus.

(1) Nous adoucissons; il usa de termes beaucoup plus précis.

LE DUEL DUJARRIER-BEAUVALLON

Grande est donc sa surprise de voir se présenter aux bureaux de *la Presse* MM. le comte de Flers et d'Ecquevilly, « de la part de M. de Beauvallon ». Ces messieurs viennent au nom de leur client, « insulté la veille », réclamer des excuses ou une réparation par les armes.

Dujarrier ne se souvenait pas d'avoir outragé personne. Néanmoins, il mit en rapports ses visiteurs avec deux de ses amis, MM. de Boigne et Arthur Bertrand.

— C'est une querelle de boutique, dit-il à ces derniers.

Opinion partagée au Boulevard, où les susceptibilités exagérées du créole furent considérées comme un prétexte.

Lola, qui dînait avec Dujarrier, le trouva soucieux. C'était sa première affaire. Il n'avait, de sa vie, touché une épée ni un pistolet; son adversaire passait pour maître en toutes les escrimes.

Cependant les témoins se réunissaient. MM. de Flers et d'Ecquevilly développèrent un nouveau grief : Dujarrier avait tenu sur Beauvallon des propos calomnieux. Très rogue, d'Ecquevilly ajouta que leur ami, déterminé à se battre, saurait bien contraindre son diffamateur à une rencontre.

Il n'y avait plus à reculer. *La Presse* ne pouvait pas « flancher » devant *le Globe*. Inquiets toutefois de dégager leurs responsabilités, de Boigne et Bertrand exigèrent cette déclaration rédigée d'un commun accord:

« Nous soussignés déclarons qu'à la suite d'une discussion, M. de Beauvallon a provoqué M. Dujarrier. Nous avons fait tous nos efforts pour concilier ces messieurs; ce n'est que sur l'insistance de M. de Beauvallon que nous avons accepté la mission de les assister. »

La rédaction de ce procès-verbal laissait à Dujarrier le choix des armes. Il désigna le pistolet qui, pensait-il, égaliserait les chances.

Le duel fixé au lendemain, il se rend, l'après-midi, chez Dumas.

— Il paraît que vous vous battez avec Beauvallon, questionne celui-ci.

— Demain matin, au pistolet.

— Diable ! c'est un fameux tireur, à ce que dit mon fils. Prenez plutôt l'épée.

— Je n'ai jamais mis les pieds dans une salle d'armes.

— Raison de plus. Quand il verra que vous ne savez rien, il sera bien obligé de vous ménager. Vous en serez quitte pour une piqûre au bras (1).

Mais Dujarrier ne veut rien entendre.

« Nous avons dîné ensemble, déposera le romancier au procès d'assises qui suivit (2) ; à neuf heures, il me quitta. J'allai aux Variétés... J'étais fort tourmenté, je ne pus rester là. Je retournai trouver Dujarrier : il était en train d'écrire. Je lui conseillai de nouveau de changer le pistolet pour l'épée. Il éluda la question. Comme j'insistais encore pour connaître les raisons de la rencontre : « Dieu seul le sait, me répondit-il, moi, je l'ignore. Il y a là dessous une haine de journal : c'est un duel du *Globe* et de *la Presse* et non pas de M. Dujarrier avec M. de Beauvallon. C'est ma première affaire, continua-t-il ; il est même surprenant qu'il en soit ainsi ; c'est un baptême que je dois subir. »

« Je lui conseillai alors, puisqu'il s'obstinait à vouloir garder le pistolet, de se battre le plus tard possible. Voici pourquoi : jusqu'à dix ou onze heures, Dujarrier était sujet à des tremblements nerveux. Il me dit même à ce sujet : — Vous savez ça, vous. Vous ne croirez pas que j'ai eu peur. — C'est pourquoi, répondis-je, battez-vous à deux heures, il fera plus chaud.

« Je le quittai vers une heure. Il me reconduisit sur le palier et je me souviens encore qu'il me dit, en me remettant un bon sur Laffite, pour mille écus que me devait *la Presse* : — Comme ceci est pris sur mon crédit personnel, passez à la banque avant onze heures. On ne sait pas ce qui peut arriver : plus tard, mon crédit sera peut-être mort. »

Assailli de pressentiments funèbres, ce qu'écrivait Dujarrier, à l'arrivée de Dumas, c'était son testament, ainsi que deux lettres, l'une à sa mère, l'autre à Lola Montès :

« Ma chère Lola,

« Je pars pour aller me battre au pistolet. Ceci t'expliquera

(1) Déposition d'Alexandre Dumas, le 26 mars 1846, devant la cour d'assises de la Seine-Inférieure.

(2) *Ibid.*

pourquoi j'ai voulu rester seul, et pourquoi je n'ai pas été te voir ce matin. J'ai besoin de tout mon calme et tu m'aurais causé trop d'émotion. A deux heures, j'irai te voir, à moins que...

« Adieu, ma bonne petite Lola, la bonne petite femme que j'aime.

« D. »

* * *

Dix heures, le matin du 11 mars, un matin neigeux où les rayons du soleil n'arrivent pas à percer le ciel de plomb. Des flocons volètent par intervalles; sur la terre blanche, des silhouettes noires se détacheront trop bien tout à l'heure.

Les premiers arrivés, Dujarrier, ses amis et le docteur Deguise, arpentent, au bois de Boulogne, la piste du tir aux pigeons.

Un dernier conciliabule a réuni les témoins rue du Luxembourg (1), chez M. de Boigne. Ils ont arrêté les conditions de la rencontre. Elles sont rigoureuses : deux balles au visé à trente pas, chacun des adversaires pouvant avancer l'un sur l'autre de cinq.

Le sort ayant favorisé Beauvallon, M. d'Ecquevilly a proposé ses propres pistolets, — des pistolets de précision à canons bleus, — les affirmant, sur l'honneur, être inconnus de son client (2).

L'attente se prolonge : dix heures et demie, onze heures; toujours personne. Saisi par le froid, Dujarrier est pris d'un de ces tremblements involontaires qu'a remarqués Dumas. Le médecin, qui l'observe, opine qu'il n'est point en état de se battre. Boigne et Bertrand joignent leurs instances aux siennes :

— Allons-nous en, disent-ils; un procès-verbal de carence s'impose.

(1) Aujourd'hui rue Cambon.

(2) L' « affaire Dujarrier » devait prendre rang parmi les causes célèbres du XIXe siècle. Poursuivis pour homicide, Beauvallon et ses témoins bénéficièrent d'abord d'un non-lieu. Un supplément d'enquête ayant révélé de graves irrégularités dans les préliminaires de la rencontre, ils comparurent, le 26 mars 1846, devant la cour d'assises de la Seine-Inférieure. La déposition d'Alexandre Dumas et celle de Lola Montès, en un deuil savant de dentelles et de soie, qui contrastait avec les splendeurs voyantes de Mlle Liévenne et de ses amies, soulevèrent une curiosité générale. Il fut établi que les pistolets employés n'appar-

Dujarrier refuse obstinément de les écouter. Comme tous les nerveux, en pareil cas, il a surtout peur de paraître avoir peur. La discussion se prolonge, quand surgissent enfin d'un fiacre, Beauvallon et ses témoins. Le comte de Flers s'excuse de leur arrivée tardive sur la lenteur du cheval qui les a conduits.

S'approchant de Beauvallon, M. de Boigne tente un suprême effort :

— On n'arrange pas une affaire à la dernière minute, répond sèchement le créole.

MM. de Flers et de Boigne vont mesurer le terrain. D'un commun accord, ils élargissent leurs pas pour augmenter la distance. Bertrand et d'Ecquevilly, dans l'intervalle, chargent les pistolets. Bizarre ! on dirait qu'ils ont déjà servi. Le premier, enfonçant la bourre, retire son doigt noirci du canon. Il en adresse l'observation. On lui répond avec hauteur que les armes ont été simplement flambées.

Les adversaires sont en place.

— Êtes-vous prêts, messieurs?... Feu !

Dujarrier a tiré le premier. Sa balle se perd. Sans penser à s'effacer, il continue à se présenter de face.

Beauvallon a redressé lentement son pistolet. Au mépris des conventions, il ajuste longuement.

— Mais tirez donc, f...! tirez donc! lui crie M. de Boigne.

Le coup part enfin. Dujarrier vacille un instant et s'écroule.

L'atteignant à l'aile droite du nez, la balle a fracassé le maxillaire supérieur et pénétré dans la moëlle épinière.

On accourt. Deguise sort sa trousse. Tout est inutile. Quelques convulsions sur l'herbe, un long soupir et c'est la fin.

Cependant Lola Montès, avertie par un billet, s'est hâtée chez Dujarrier. Pas de nouvelles. Gabriel, le groom, lui dit en pleurnichant :

tenaient pas, comme il l'avait affirmé, à d'Ecquevilly, mais bien à M. Granier de Cassagnac, qu'ils étaient familiers à Beauvallon qui s'en était souvent servi et les essayait encore le matin du duel, d'où son retard sur le terrain. Condamnés respectivement à huit et dix ans de réclusion, les deux hommes subissaient leur peine à la Conciergerie, lorsqu'éclata la révolution de Février. Ils profitèrent des troubles de la rue pour s'échapper. D'Ecquevilly disparut. Quant à Beauvallon, retourné à la Guadeloupe, son pays d'origine, il fit sanctionner son élargissement par un tribunal de l'endroit. Sa réhabilitation lui fut successivement refusée, le 11 janvier 1855, par la Cour impériale de la Guadeloupe et par la Cour de cassation, le 21 avril de la même année.

— Mon pauvre maître est perdu !

Elle se fait conduire chez Dumas, lui arrache le nom de Beauvallon.

— Mon Dieu ! s'écrie-t-elle à son tour, c'est un homme mort !

Elle retourne rue Laffite, attend devant la porte. Une voiture arrive au pas. Elle se précipite, ouvre la portière : le cadavre de son amant tombe dans ses bras.

Lola regretta le mort, mais les pleurs éternels n'étaient pas sa manière. Dujarrier l'avait couchée sur son testament pour une somme de vingt-cinq mille francs. A peine son legs en poche, elle résolut de quitter Paris.

Aussi bien sa situation y devenait difficile. Depuis le scandale de la Porte-Saint-Martin, l'histoire du maillot ou plutôt de l'absence de maillot, les théâtres lui restent interdits. Elle a des dettes et ne soulève plus l'enthousiasme d'antan. Elle n'ose plus se montrer, étaler ses toilettes, ébahir la galerie par ses extravagances. Au Café de Paris, foyer de sa gloire, on lui fait grise mine. Un bruit court, circule, passe de bouche en bouche : « Elle porte malheur, elle a le mauvais œil... Voyez Dujarrier. » Le bon ami Dumas n'y contredisait pas.

A. AUGUSTIN-THIERRY.

(A suivre.)

LE

DRAME D'ÉKATERINEBOURG [1]

Au mois de mars 1917, une révolution ayant éclaté à Pétrograd, l'empereur Nicolas II, abandonné par tous ses généraux et ne trouvant plus dans son entourage aucun appui, s'était vu contraint d'abdiquer.

La famille impériale avait été déclarée « prisonnière du peuple » et détenue dans le palais de Tsarskoïé-Sélo.

Quelques mois plus tard, le Gouvernement provisoire, intimidé par l'audace croissante des Bolchévistes et craignant pour la vie des souverains s'il les maintenait à proximité de la capitale, ordonna de les transporter en Sibérie, à Tobolsk, où ils furent incarcérés, avec leurs enfants et quelques serviteurs fidèles, dans la maison de l'ancien gouverneur. Puis, un profond silence, l'implacable silence des steppes sibériennes, enveloppa les captifs. De ces deux monarques tout-puissants, qui avaient occupé une si grande place dans leur pays et dans la vie générale du monde, nul ne savait plus rien. Et même nul ne s'enquérait plus d'eux. La Grande Guerre, qui se continuait à l'Occident, suffisait amplement à la curiosité de tous.

Cependant, au mois de mai 1918, le bruit se répandit qu'on les avait transférés de Tobolsk à Ékaterinebourg et que leur captivité, jusqu'alors supportable, était devenue beaucoup plus rigoureuse.

(1) Lecture faite le 25 octobre à la séance des Cinq Académies.

Le motif de ce transfert s'imaginait facilement et semblait d'un sinistre augure.

La ville de Tobolsk, peuplée de vingt mille habitants, est le chef-lieu de la Sibérie occidentale. Construite sur l'Irtych, elle n'a d'autre moyen d'accès au dehors que par ce fleuve qui est gelé pendant huit mois de l'année ; car le chemin de fer le plus proche, le transsibérien, passe à 285 kilomètres au sud. La région devait donc à son isolement d'avoir été peu atteinte, peu contaminée par l'esprit révolutionnaire : le prestige politique et religieux du Tsar y survivait encore dans beaucoup d'âmes.

En outre, à cette date de mai 1918, le bolchévisme traversait une phase des plus périlleuses. Dans le sud de la Russie, un grand mouvement s'organisait pour renverser la dictature de Lénine. Simultanément, au centre de la Sibérie, une « Armée Blanche », l'armée de l'amiral Koltchak, soutenue par quelques divisions tchécoslovaques et quelques détachements franco-anglais, s'avançait rapidement vers l'ouest. Si elle arrivait à Tobolsk et si elle délivrait le Tsar, les dictateurs du Kremlin ne devaient-ils pas craindre que leur domination, à peine établie et disputée sur tant de points, ne s'écroulât subitement, comme ils avaient vu le tsarisme s'écrouler naguère ? Ils vivaient dans la hantise d'une restauration monarchique. On ne s'étonna donc pas qu'ils eussent ramené les captifs en Russie d'Europe, afin de garder sous la main les seuls représentants légitimes du pouvoir impérial. On ne voyait là qu'une précaution très naturelle, une simple mesure de salut public, imposée par les circonstances.

Dès leur installation à Ékaterinebourg, les souverains, leurs enfants et leurs compagnons de misère disparurent de nouveau dans le silence et l'oubli, comme s'ils n'existaient plus.

Or, vers la fin de juillet 1918, un communiqué officiel des Soviets annonça que les autorités de « l'Oural Rouge » avaient fait fusiller l'ex-tsar Nicolas Romanow pour qu'il ne fût pas enlevé par les bandes contre-révolutionnaires qui s'approchaient d'Ékaterinebourg avec l'intention hautement avouée de le soustraire à la justice du peuple. L'exécution avait eu lieu dans la nuit du 16 au 17 juillet. Quant aux personnes détenues avec Nicolas Romanow, on avait pourvu à leur

sûreté en leur assignant une autre résidence, que l'on ne précisait pas.

Faut-il l'avouer? Cette nouvelle tragique ne produisit dans le monde entier qu'une faible impression, vite effacée. Les grandes opérations militaires, qui se déclenchaient alors sur tous les fronts et où l'on sentait bien que l'Allemagne jouait sa dernière carte, absorbaient exclusivement l'attention universelle.

Pour la troisième fois, par l'opiniâtre volonté des tyrans moscovites, un profond mystère enveloppa le sort de l'impératrice Alexandra-Féodorowna, de son fils et de ses quatre filles.

Plusieurs mois s'écouleront encore avant que les journaux bolchéviques se permettent la moindre allusion au drame d'Ékaterinebourg. Et, quand ils auront enfin l'autorisation d'en parler vaguement, c'est que la vérité, la monstrueuse vérité, aura été découverte et publiée, en dehors des Soviets, malgré les Soviets, par les soins de l'amiral Koltchak, commandant en chef de l'Armée Blanche, qui fut, quelque temps, le maître de l'Oural.

Une enquête minutieuse, ouverte à Ékaterinebourg même et poursuivie plus tard jusqu'en France, a permis de reconstituer avec précision tout ce qui s'est passé dans la nuit fatale du 16 au 17 juillet 1918.

Voici les faits.

La soirée du 16 juillet s'était écoulée comme d'habitude pour les captifs. Après le très simple souper de huit heures, ils avaient essayé de se distraire un peu les uns et les autres en jouant aux cartes. Mais bientôt, ressaisis par les pensées graves, ils étaient revenus à leur occupation préférée : ils avaient lu à haute voix plusieurs chapitres de l'*Évangile*, puis quelques passages des *Prophètes*. A dix heures et demie, pour ménager les forces de l'Impératrice malade, ils s'étaient couchés.

Trois heures plus tard, un bruit de lourdes bottes dans la chambre voisine les éveille en sursaut. La porte s'ouvre. C'est le commissaire des Soviets, récemment arrivé de Moscou et muni de pouvoirs illimités, un ami de Lénine, un ancien horloger, un juif sibérien, Jacob Yourowsky ; des gardes rouges l'accompagnent. Il commande :

— Levez-vous et habillez-vous rapidement!... Vous allez être emmenés ailleurs; car les Blancs s'approchent d'Ékaterinebourg.

Aussitôt vêtus, on les conduit au rez-de-chaussée, dans une pièce vide, obscure et basse. Onze personnes s'y trouvent réunies : l'Empereur, l'Impératrice, le Césaréwitch, les quatre Grandes-Duchesses, le docteur Botkine et trois domestiques. Un garde rouge leur dit :

— Attendez là!... Dans quelques instants, des automobiles vont venir vous prendre.

Les captifs ne semblent soupçonner aucun péril. Néanmoins, comme l'attente se prolonge, l'Empereur réclame des chaises pour l'Impératrice et le Césaréwitch qui ne peuvent se tenir debout. On apporte deux chaises.

Mais, l'instant d'après, le commissaire bolchévique apparait de nouveau, suivi par une dizaine de soldats, le revolver au poing. De sa voix rude, il prononce :

— Nicolas-Alexandrowitch, tes amis ont voulu vous sauver, toi et les tiens; ils n'y ont pas réussi. Par ordre des Soviets, vous êtes tous condamnés à mort!

L'Empereur s'écrie :

— Comment!... Quoi?...

Mais, sans un mot de plus, Yourowsky donne le signal en tirant sur Nicolas qui tombe foudroyé. Une clameur d'effroi, un crépitement de balles, et tous les prisonniers gisent par terre dans une mare de sang. Le drame n'a pas duré trois minutes.

Cependant les assassins n'ont pas terminé leur besogne; ils n'en ont exécuté que la partie la plus facile et la moins répugnante: celle qui leur reste à faire est de beaucoup la plus malaisée et la plus sinistre.

Maintenant, il faut faire disparaitre les onze cadavres et qu'il n'en reste aucune trace, qu'on ne puisse les découvrir jamais.

Sous l'œil de Yourowsky, les assassins chargent promptement sur un camion les corps tout chauds et saignants. Puis on file, à grande allure, vers une forêt qui s'étend à quelques lieues d'Ékaterinebourg, la forêt de Koptiaki.

Après de longs détours par des sentiers impraticables, on s'arrête dans une clairière, au centre de laquelle s'ouvre le

puits d'une mine abandonnée. Le lieu avait été soigneusement repéré quelques jours auparavant.

Là, d'une main alerte, on décharge le camion. Tout d'abord, on arrache aux victimes les menus objets, pieux et chers souvenirs qui ne les quittaient pas, médaillons, bracelets, bagues, icones, pendeloques. Puis on déshabille les cadavres, on les retourne, on les manipule ; puis, avec de grands coutelas de boucher, on les démembre, on les morcelle ; puis on verse dessus deux cent quatre-vingt-dix kilogrammes d'acide sulfurique, pour dissoudre les os et les chairs ; puis on les brûle avec deux cents litres de pétrole. Enfin, après toutes ces opérations nauséabondes, le bourbeux amalgame qui subsiste encore et qui n'est réellement plus, selon le mot de Bossuet, « qu'un je ne sais quoi qui n'a plus de nom en aucune langue », est jeté à la pelle dans le puits de mine.

Par ce récit, dont les moindres détails s'appuient sur des preuves matérielles ou des témoignages irréfutables, on voit combien était mensongère la version officielle qui a fait connaître au monde l'exécution de Nicolas II. Ce n'est pas Nicolas seul qui avait mystérieusement péri, le 17 juillet 1918 ; c'est encore sa femme, son fils, ses quatre filles et tous leurs compagnons d'infortune.

Aussitôt que le bruit de l'exécution avait circulé dans Moscou, le consul de France, M. Grenard, demeuré vaillamment à son poste malgré tous les périls, s'était rendu au Kremlin pour vérifier cette nouvelle. Un des principaux dictateurs, le commissaire du peuple aux Affaires étrangères, Tchitchérine, lui répondit :

« C'est vrai, c'est malheureusement vrai. Nicolas Romanow a été fusillé. *Mais le gouvernement des Soviets n'y est pour rien.* Cet événement déplorable s'est produit sans que nous ayons été avertis, sans que nous ayons pu le prévoir. C'est le Soviet local d'Ékaterinebourg qui a tout fait, spontanément, de sa propre autorité, dans l'affolement que lui causait l'approche de l'Armée Blanche. Quant au reste de la famille impériale, nous n'avons encore aucune information officielle. »

Pourquoi ce mensonge effronté, où Lénine et ses acolytes s'obstinèrent longtemps ? La question vaut d'être examinée ;

vous en apercevez l'importance historique et morale. C'est par là, si vous le permettez, que j'achèverai ma lecture.

Quelle fut donc réellement la genèse du massacre ? Qui l'a voulu et combiné ? A qui remonte la responsabilité de l'initiative et de la préparation ? D'où est parti l'ordre ? Des autorités locales ou du pouvoir central, d'Ékaterinebourg ou de Moscou ? Les bourreaux, que dirigeait Yourowsky, ont-ils décidé le crime ou l'ont-ils seulement exécuté ?

L'honneur d'avoir élucidé ces graves problèmes appartient au juge d'instruction Sokolow, qui, de février 1919 à septembre 1924, date de sa mort, a déployé un zèle infatigable et une étonnante perspicacité à découvrir le mystère d'Ékaterinebourg.

Ses conclusions, déjà si fortes, n'ont reçu pourtant toute leur valeur probante qu'après avoir été reprises et cautionnées par un homme d'État russe, qui fut parmi les plus loyaux et les plus courageux serviteurs du tsarisme, un fidèle ami de la France et que, à ce titre, notre illustre confrère Raymond Poincaré honorait de sa plus haute estime, le comte Kokovtsow.

Se fondant sur l'enquête du juge Sokolow et sur ses renseignements personnels, le comte Kokovtsow est arrivé à une conviction absolue : c'est à Moscou, c'est par le Comité exécutif central, c'est par Lénine, Trotsky et Zinoview que « le plan diabolique tout entier » fut élaboré, puis ordonné ; les bourreaux d'Ékaterinebourg ne furent que des exécutants.

D'abord, il est curieux de noter que Lénine avait pris soin de faire installer dans le Soviet d'Ékaterinebourg trois de ses plus intimes collaborateurs, Voykow, Golostchékine et Sarafow, qui, en mars 1917, étaient arrivés de Suisse avec lui, à travers l'Allemagne, dans le fameux wagon plombé.

Cette précaution prise, on avait transféré la famille impériale en Russie d'Europe. Le choix d'Ékaterinebourg était judicieux ; car c'était le centre d'une vaste région industrielle, un ardent foyer de bolchévisme ; les massacreurs s'y offriraient d'eux-mêmes.

Dès le 4 juillet, par conséquent, treize jours avant la nuit fatale, un télégramme expédié d'Ékaterinebourg à Moscou et que l'on a réussi à déchiffrer nous montre les agents de Lénine en train « d'organiser l'affaire selon les instructions du Comité exécutif central ».

Les jours suivants, d'autres télégrammes, qu'on a pu déchiffrer pareillement, nous font assister à un échange de vues entre Ékaterinebourg et Moscou sur les termes dans lesquels on annoncera la mort du Tsar. Voici la version admise : *L'Armée Blanche, renforcée de troupes tchécoslovaques, approchait d'Ékaterinebourg. Nicolas Romanow a voulu fuir. On l'a fusillé. Le Comité exécutif de l'Oural a donné son approbation. Tous les autres membres de la famille impériale sont en sûreté.*

Selon cette version, la responsabilité du pouvoir central est nulle. C'est Nicolas qui a voulu fuir pour rejoindre l'Armée Blanche ; ce sont les camarades bolchévistes d'Ékaterinebourg, qui, soulevés d'un noble et juste courroux, l'ont passé par les armes. Le Comité exécutif a simplement approuvé cette mesure indispensable de salut public, dont les autres prisonniers n'ont pas eu à souffrir. Le gouvernement soviétique de Moscou a donc les mains nettes.

L'HISTOIRE des révolutions modernes mentionne deux exemples de souverains déchus qui ont subi la peine de mort : Charles Ier d'Angleterre et Louis XVI. Dans les deux cas, en 1648 comme en 1793, on déploya un grand appareil de justice.

Devant la Haute-cour de Westminster comme devant la Convention nationale, c'est en vertu d'un principe nouveau que la sentence fut rendue, — le principe de la souveraineté populaire.

Pour beaucoup de juges anglais, cette innovation parut illégale et même sacrilège. Mais, au terme d'une longue discussion, la Chambre des Communes finit par proclamer que « le peuple étant après Dieu la source de toute puissance légitime, ce sont les représentants du peuple qui détiennent la souveraineté ». Le premier mot du Roi, comparaissant devant la Haute-cour, fut précisément : « Je voudrais savoir au nom de quelle autorité on m'a conduit en ce lieu. Et je parle d'une autorité légitime ; car il y a dans le monde beaucoup d'autorités illégitimes, comme celle des brigands et des voleurs de grand chemin. Quand je connaîtrai cette autorité légitime, je répondrai à vos questions. » Le président lui déclara, d'un ton sec : « Nous vous jugeons au nom du peuple

anglais. Si vous ne reconnaissez pas notre autorité, nous n'en procéderons pas moins contre vous. »

Dans la salle de la Convention, Louis XVI admit, sans nulle protestation, la compétence du tribunal qui s'était attribué le droit de le juger. A toutes les questions, même les plus arrogantes, qui lui furent adressées, il répondit avec une docilité parfaite. Cependant, comme autrefois à Westminster, beaucoup de conventionnels se demandaient s'ils n'avaient pas commis un abus de pouvoir en le déférant à leur juridiction. Par principe, la personne royale n'était-elle pas inviolable? Troublés dans leur conscience, mais déjà terrorisés par les clameurs jacobines, quelques Girondins proposaient timidement que l'on fît appel au peuple comme au seul juge équitable du Roi.

Ces tardifs scrupules de légalité ne valaient pas plus en 1793 qu'en 1648 : les deux monarques étaient condamnés d'avance, inexorablement. Le procès de Londres n'était pas encore ouvert que cette parole de Cromwell dictait aux juges leur conduite : « Le Roi? Nous lui couperons la tête, avec la couronne dessus... » Et Saint-Just, le flegmatique Saint-Just, assignait aux débats de la Convention cette règle catégorique et transcendante : « Il n'y a pas de rapports de justice entre les rois et l'humanité. Louis XVI est coupable, par cela seul qu'il est roi; car on ne peut pas régner innocemment. »

Quelques années plus tard, Joseph de Maistre, établissant un parallèle entre l'assassinat du tsar Paul Ier et la condamnation de Louis XVI, ne craignait pas de conclure en ces termes : « J'admets qu'on assassine Néron; je n'admets pas qu'on le juge. »

Les dictateurs soviétiques ont pensé de même en 1918 : ils ont préféré l'assassinat au jugement.

Certes, dans les sentences capitales du 27 janvier 1648 et du 20 janvier 1793, le formalisme judiciaire n'est qu'une fiction, un simulacre, une hypocrisie. Néanmoins, l'appareil compliqué de la procédure a pu donner aux juges un certain apaisement, l'illusion de croire qu'ils rendaient une équitable et bonne justice. L'homme est si ingénieux à colorer honorablement ses actes les plus vils!

Les considérations de ce genre, où il entre indubitablement un souci de moralité, n'ont pas tenu la moindre place

dans l'esprit des gouvernants moscovites quand ils ont décidé le massacre de la famille impériale. C'est froidement et sans nul réflexe de la conscience ou de la sensibilité qu'ils ont lancé l'ordre d'exécution.

Ils me semblent toutefois avoir montré quelque faiblesse dans l'accomplissement de leur forfait. Pourquoi toutes ces cachotteries, tous ces mensonges, toute cette longue dissimulation? Pourquoi ne s'être pas vantés immédiatement d'avoir fusillé le tyran, sa femme et leur progéniture?

Ce que Machiavel admirait surtout chez César Borgia, c'est l'orgueil et la fierté qu'il tirait insolemment de ses exploits sanguinaires. Il le félicitait un jour d'avoir accompli *un bellissimo inganno*, une « magnifique scélératesse ».

A ce point de vue, la tragédie d'Ékaterinebourg n'est rien de moins qu'*un bellissimo inganno*. Ce massacre, exécuté la nuit, dans une cave, comme on ne tuerait pas des chiens enragés, — puis ce qui est venu après, le dépeçage et la profanation des cadavres dans la forêt de Koptiaki, toutes ces horreurs qu'un Shakespeare n'eût pas inventées, sont un des crimes les plus hideux qui aient jamais souillé les annales d'un régime.

MAURICE PALÉOLOGUE.

LE BICENTENAIRE DE PORT-LOUIS

LA FRANCE A L'ILE MAURICE

EN MANIÈRE DE PROLOGUE

Par un de ces derniers matins, tout imprégné de soleil et tout vibrant de parfums, — place Foch, Port-Louis, — devant le vieux théâtre municipal, un homme m'aborda brusquement. A sa mise je le reconnus étranger : veston de tussor, casque colonial, en bandoulière l'inévitable kodak. J'acquis bientôt la certitude que j'avais affaire à un Français ; je le sus à je ne sais quel signe fraternel sur son visage, dans ses yeux, et puis à cet air de bienveillante parenté qu'ont tous entre eux les descendants des Gallo-Romains. Dans le domaine des déductions, la mienne ne présentait, à dire vrai, rien d'un Sherlock Holmes : l'*Explorateur Grandidier*, des Messageries maritimes, avait jeté l'ancre sur notre rade à l'aube, venant de Marseille.

Poliment l'homme s'approcha ; il m'ôta son casque.

— *Beg your pardon, Sir*, me demanda-t-il en un anglais de fantaisie, *but speak you french?*

— Mais, monsieur, lui répliquai-je avec le sourire, amusé, nous parlons tous français ici. C'est notre langue maternelle, la seule. Notre patois, du reste, n'en est qu'une déformation ; nos journaux s'impriment dans le français le plus correct... Si je puis vous être utile, monsieur ?

— Un tout petit renseignement : voudriez-vous m'indiquer la Banque commerciale ?

Dix coups s'envolèrent d'un clocher proche. Je comptais une demi-heure encore de flânerie avant le bureau. Je lui proposai de l'accompagner. Chemin faisant, nous devisâmes cordialement.

Mon touriste se rendait à la Réunion. Auparavant, il avait tenu à visiter « Maurice, terre pleine de souvenirs »... Il se rembarquait dans trois jours; nous nous promîmes rendez-vous pour l'après-midi à l'hôtel de Curepipe.

— Imaginez-vous, mon cher guide, me réitéra cet aimable personnage en prenant congé aux portes de la Banque, que j'avais lu, — oh! il y a fort longtemps de cela, — un article sur votre pays. On y écrivait entre autres choses l'usage exclusif du français dans la conversation, l'anglais, lui, étant purement officiel. L'auteur assurait qu'après cent ans et plus d'occupation britannique, vous avez pieusement sauvegardé le patrimoine légué par vos ancêtres : le culte de la France. Mais, je dois vous l'avouer à ma honte, je n'y croyais guère. Aussi avais-je prudemment réuni mes maigres connaissances dans la langue de Macaulay. On n'invente pas une telle fidélité. Après cent ans d'un autre régime!

— Exactement cent vingt-cinq ans, monsieur; l'île a capitulé en 1810.

Étranger, je me répète aujourd'hui cet entretien. Quoique chagrinantes pour nous, vos paroles étaient des paroles de vérité, de justice. Vous me l'avez bien dit : on n'invente pas de pareilles fidélités. C'est tellement en dehors des sentiers communs et puis nous sommes si loin, l'Ile de France est si petite! Si petite qu'elle n'est qu'un point minuscule perdu sur la carte du monde.

Et cependant... Comme en la patrie de Maria Chapdelaine, plus peut-être, ici, la mémoire de la France prime tout. L'amour de la France naît dans nos âmes en même temps que les affections filiales et y demeure la vie durant. Sujets d'Albion, ce n'est pourtant pas vers sa blondeur que vont nos secrètes attirances : des liens invisibles, impalpables, mais tenaces, nous rivent autre part, captifs de nos lauriers anciens.

Étranger, nous avons célébré, en ce mois d'août 1935, le bicentenaire de notre capitale, Port-Louis. Nous avons fêté

une institution française, une ville qui pendant près d'un siècle a été le porte-drapeau de la bravoure gauloise dans les mers indiennes. Oui, nous avons fêté un morceau de la France.

Nous...

Moi, j'ai cru vous plaire en vous dédiant cette pauvre relation de nos fêtes. J'ai cru vous intéresser en vous révélant un peu de ces sentiments mauriciens que vous ignorez. J'ai cru vous permettre de retrouver chez nous des frères, des sœurs.

Et afin que vous compreniez, afin que votre cœur nous soit ouvert, j'ai ajouté ces quelques versets de notre chanson, ces modestes peintures de nos ciels. Parce que vous êtes Français, et qu'à la France il faut offrir le glorieux, le beau, je vous fais hommage de notre passé, je vous tends la grâce de notre présent.

L'île Maurice n'a pas, à proprement parler, d'épopée guerrière. Son épopée est purement intellectuelle, couvrant cent vingt-cinq ans de notre histoire. Elle réside dans un indéfectible attachement à tout ce qui fut, à tout ce qui est, même de loin, la France.

Esprit d'opposition? Que non pas... Unique jadis, unique dans le présent est notre minuscule pays. On a toujours, et justement, prôné le Canada; Maurice est demeuré dans l'ombre. Et c'est bien à tort. Comme nous, citoyens britanniques, les Canadiens se contentent, et c'est déjà très beau, de ne pas renier la langue de leurs ancêtres, celle de Jacques Cartier, de Montcalm; elle voisine parfaitement avec l'anglais. Ici, rien de tel : seul le français existe, seule règne la pensée française.

Autre chose : j'ai parlé d'épopée mauricienne. J'ai assuré que nous n'en avions pas. Strictement non. Mais nous sommes riches de nos autrefois. Nous partageons l'auréole de nos corsaires, Surcouf, Dutartre, Lemême et Malroux qui, de leurs clairs sillages, fondaient sur la proie ennemie; de nos preux capitaines, Lhermitte, Renaud, qui promenaient partout la France des combats. Nous avons les immortels lauriers de La Bourdonnais, la palme des Duperré, des Hamelin, des Bouvet. Nous nous prévalons d'avoir augmenté d'un nom, — un nom, mais d'éclat si pur, — la liste déjà longue de l'Arc de

Triomphe : Grand Port. Nous sommes justement fiers de notre capitulation, noble aboutissement de dix jours de batailles où, quatre mille, nos vaillants tinrent tête à 23 000 Anglais, venus de l'Inde et du Cap dans plus de 75 vaisseaux. Nous rayonnons encore de cette foi à laquelle nous fûmes voués en même temps qu'à la France, lorsqu'en 1721 le chevalier Garneray du Fougeray, occupant l'île pour le drapeau fleurdelisé, fit ériger la croix de bois haute de trente pieds où l'on grava ces vers latins :

Lilia fixa Crucis capiti mirare sacratæ
Ne stupeas ; jubet hic Gallia stare crucem...

Les réjouissances ont pour but d'exalter la fondation de Port-Louis par La Bourdonnais en 1735, — la géniale métamorphose d'un camp et de quelques cahutes misérables en une ville de victoire, prolongement de la France sur la mer australe... Cela, c'est la lettre du programme ; l'enseignement officieux diffère, lui, plus ou moins. En effet, de ces fêtes du souvenir si le grand Malouin reste sans nul doute la figure principale, dans son ombre s'agite tout un peuple de figurants : les colons vainqueurs de Pondichéry, les vaincus mauriciens de 1810. Derrière Mahé se sont massées et répondent aujourd'hui à l'appel toutes les provinces de France, mêlées, fondues au tropical soleil, sœurs de gloire et de vicissitudes. — La France suprême, la vôtre, la nôtre...

Et maintenant parcourons le décor ; avant la représentation, pénétrons toute la poésie de la scène... Vous me suivez ?

ILE DE FRANCE, ILE MAURICE, ILE DE BEAUTÉ

Un dernier appel de sirène : l'ancre tombe. Une nuée de porteurs, coolies et lascars, envahissent les ponts. Port-Louis... Là.

Du bastingage où nous sommes accoudés, la vision doucement s'ébauche, les nuances s'estompent, puis s'exaspèrent. Tout d'abord, la rade avec ses flottilles d'embarcations, ses mâts, ses quais, son fouillis de voiles crème. Se projetant sur la gauche, vous apercevez l'Ile aux Tonneliers, corbeille verte où, tels des chenilles brunes, s'allongent quelques canons : le

Fort George. Érigé sur l'emplacement d'une redoute française, il se rattache à la terre par la chaussée Tromelin, aux pavés deux fois séculaires.

Ici les docks du Trou-Fanfaron : amas de toitures, des wagons, des chalands; là-bas le viaduc du chemin de fer desservant les localités du bord. Gagnant lentement le centre, nous suivons du regard un alignement de bâtisses rouges et grises : le Grenier, — l'entrepôt géant, — tous les services du port, la douane et ses hangars, le bureau des Postes.

Un peu en retrait, où, glissant du dôme feuillu, des rayons poursuivent les ombres violettes, c'est la place d'Armes, la Bourse mauricienne. Face au golfe que raie le va-et-vient constant des pirogues noires, des barquettes blanches, l'effigie en bronze de François Mahé semble humer je ne sais quel bicentenaire souvenir...

Encore des docks. Des péniches auprès d'un môle.

Là, c'est le quai du Chien de Plomb. Cette coulée d'indigo qui s'infléchit vers la dextre, c'est le Caudan, bassin de radoub désaffecté. Cet invraisemblable bouquet qui fleurit après la pagode chinoise évoque pour vous le Pleasure Ground et ses parfums. Puis dans l'extase méridienne, sur un rideau de cyprès, une multitude de croix : le cimetière de l'Ouest, tombes chaulées, buisson de couronnes funéraires.

Et tout au loin se découpe l'amphithéâtre des montagnes, léger, aérien, d'un bleu profond étrangement veiné de cascatelles.

Port-Louis, ses approches de féerie.

Ne nous y arrêtons pas. Je vous offre encore mieux aujourd'hui : le pèlerinage de l'Émeraude, la promenade autour de l'île. A droite donc, toujours à droite.

Nous dépassons l'estuaire de la Grande-Rivière-Nord-Ouest où rêve un côtier immobile, Pointe aux Sables et le Petit Verger. Nous rangeons bientôt le phare de la Pointe aux Caves, debout sur son roc, svelte et gai. Par des endroits délicieux éminemment créoles, Petite-Rivière, Albion, Flic-en-Flacq, nous arrivons à la baie du Tamarin.

Nous aurons fait une courte halte à l'embouchure d'un ruisseau, la rivière des Galets, où vous aurez eu à subir une nébuleuse histoire de trésors. Ont-elles jamais existé, ces richesses fabuleuses, enfouies quelque part sur le littoral?

Point ne sais. Légende ou réalité cependant, il fut un temps où ces problèmes passionnèrent chez nous de nombreux Œdipes. La recherche du Trésor était à la mode. Plusieurs de mes relations avunculaires s'y jetèrent à corps perdu. Enfant, je me souviens de plans aux consonnes cabalistiques qu'on scrutait le soir à la lampe, de flèches et de croix tracées d'une encre pâlie. Adolescent, j'eus la bonne fortune un dimanche d'escorter ces oncles romanesques dans une de leurs expéditions. Je vis en effet sur de larges pierres plates quelques-uns des signes dont parlaient les documents, là un organeau, une tortue, plus loin des vestiges d'alphabet cryptographique. Malgré de longues fouilles, nous ne sortîmes rien. Pourtant cela a été, j'en suis sûr. Je fus longtemps en possession de lettres adressées par un sieur Najeon de l'Étang, vétéran corsaire, à un de ses neveux, des Seychelles. Il ne m'en reste, hélas! que de pauvres copies. Je me permets d'en détacher pour vous ces passages.

La première est datée du 20 floréal an III. « Par nos amis influents fais-toi envoyer dans la mer des Indes et rends-toi à l'Ile de France. Au lieu indiqué par mon testament, remonte la rivière, remonte la falaise allant vers l'est : à 25 ou 30 pas Est conformément aux documents tu trouveras les marques indicatrices des corsaires pour établir un cercle dont la rivière est à quelques pieds du centre. Au nord donc et à quatre pieds du sud tu trouveras exactement l'entrée d'une caverne jadis formée par un bras de la rivière passant sous la falaise et bouchée par les corsaires pour y mettre leur trésor et qui est le caveau désigné par mon testament... »

De la seconde : « Je donne à Jean-Marius-Justin Najeon de l'Étang, mon neveu, savoir... les trésors sauvés de l'Indus : j'ai naufragé dans une crique près de Vaquois et j'ai remonté une rivière et déposé dans un caveau les richesses de l'Indus et marqué B. N. mon nom... »

Et d'une troisième, commençant par cette apostrophe quasi biblique : « Frère bien aimé.... Il y a trois trésors. Celui enterré à ma chère Ile de France est considérable : trois barriques en fer et jarres pleines de doublons monnayés et lingots de trente millions et une cassette en cuivre remplie de diamants des mines de Visapour et de Golconde... »

Qu'est-il advenu de cette litière de Crésus? Qui nous le

dira? Aurions-nous fait fausse route? Seule une certitude persiste : de Jean-Marius Najeon ou de ses descendants personne ne résolut l'énigme. Après eux personne également. Les jarres précieuses, les caisses de doublons, avaient-elles été enlevées par un affilié de la bande aventureuse? Dorment-elles encore aujourd'hui dans l'antre inconnu, gardées par quelque sentinelle fantôme? Le sphinx adamantin ne veut pas parler...

Nous étions à Tamarin, n'est-ce pas? Là sans doute les vers de Baudelaire, plus doux que des harpes, ont chanté sur vos lèvres :

... le parfum des verts tamariniers
Qui circule dans l'air et m'enfle la narine
Se mêle dans mon âme aux chants des mariniers.

Les mariniers? Ils reviennent de la pêche, Bretons qui seraient noirs. Leurs pirogues sont au pieu, les voiles sèchent, odorant la « boette », le poisson frais et le goudron.

Mais laissant derrière nous les salines étincelantes et Petit-Vaquois, où des coraux de couleurs font songer à une boîte de peintures éparses au fond de l'eau, nous débouchons à la Rivière Noire. Voici la pointe Kœnig, vieilles caronades et vieux affûts mêlés : la batterie de l'Harmonie, victoire de Lhermitte. Au loin se profile la Mi-Voie, rouille clair escaladant jusqu'au feuille morte. C'est le siège d'un phénomène très intéressant. En effet, quelquefois, vers septembre ou octobre, la montagne brûle. L'herbe des pentes, surchauffée, grillée par les midis de braise, est devenue comme l'amadou. A la moindre étincelle, le bûcher s'allume. Un soir, j'assistai à l'incendie. Dans l'ombre ambiante, on ne voyait plus la colline brune; les flammes semblaient suspendues : on aurait dit le ciel qui lentement se consumait, craquait. Au cimetière, des farfadets, des lutins roses, sous la lanterne chinoise des feux follets, nouaient et dénouaient leur danse vaporeuse. Tout là-haut un croissant passait son yatagan entre les nuages, comme pour découdre à la fois deux, trois étoiles... Soir de Vulcain sous l'Etna.

Mais aujourd'hui il est à peine onze heures; une matinée radieuse étreint l'Océan. Lapis et turquoise...

Nouvel arrêt à Case Royale. Je vous y mènerai par la route

intérieure voir Chamarel, ses terres bariolées et sa majestueuse cascade. Là, devant nous. Un plateau boursouflé, hérissé de monticules de toutes les couleurs : sa palette qu'un Goya malchanceux aurait laissée tomber... Allant du pourpre au vert-de-gris, du fauve au nacarat, ardoise là-bas, bleu changeant devant nous, mauve, or et blanc, c'est un tableau de carnaval. Réflexe machinal du touriste, geste enfantin, mais permis, vous irez, — oui, — vous irez aplanir un des tas miraculeux. Dans quelques heures, il aura repris sa rondeur primitive. Caprice divin sans doute, caprice de Dieu dans l'île divine. Visage grêlé de la nature.

Vous m'excuserez, mais il est temps de repartir. Je profite de l'interruption, un peu brusque, je l'admets, pour vous dire tout mon chagrin d'avoir à procéder par bonds de kangourou. Les minutes s'en vont ; lisez : les pages s'amoncellent. Va donc alors pour la gymnastique australienne...

Un saut de belle allure que n'aurait pas renié Petit Poucet dans ses grandes bottes. Nous avons franchi le dos bossu du Morne, qu'un de nos écrivains comparait avec bonheur à une tortue sur une planche de thym. Nous avons dépassé la profonde baie du Cap, Macondé et son chemin taillé dans la falaise, Bel Ombre et Jacotet, Riambel et ses sables blonds. Nous sommes à Souillac, en plein sud. Voici la nécropole, les cippes effilés et les caveaux trapus s'élevant tout à côté des vagues, dans le chant continu de la mer et des palmiers nains. Le débarcadère. La pittoresque caverne du Gris-Gris et la Roche-qui-pleure, sculptée par les éléments dans la pose d'une Madeleine. Les grèves maintenant sont mortes. Riviera n'est plus. La Bretagne a commencé, — écueils aux figures tourmentées, barres tonnantes et rouleaux écumants, lourds embruns qui tournoient, — mais une Bretagne de la Méditerranée, épanouie sous le Capricorne. Fuyant un instant criques et promontoires, nous suivrons des chemins sinueux au milieu des champs de cannes. Au gré des villages, ici un Bouddha grimaçant nous saluera, statue joviale accroupie sur l'ocre de son temple : là, ce sera une mosquée au croissant d'Islam, une pagode ; plus loin, des sanctuaires de Christ. Nous nous dirigeons vers le Grand Bassin. Gange des Indous mauriciens, ses berges voient défiler tous les ans, à date fixe, la procession des brahmes et de leurs fidèles en costumes nationaux,

dansant au son des tam-tams et des fifres. Ils viennent puiser l'eau sainte, puis s'en retournent aux paillotes enfumées, parmi les chants invocatoires et les discordants tambourins.

Ancien cratère, Grand Bassin alimenta longtemps une chimère. On assurait en effet (à cause des semblants de marées qui s'y produisent, indépendamment des pluies) qu'il communiquait avec la mer. Et les hypothèses les plus folles de prendre l'essor. Essor vite brisé : on trouva peu après le fond, à moins de vingt et un pieds, dit-on.

Mais revenons au rivage. A huit ou dix milles de Souillac, nous entrons dans les poussières d'eau du Souffleur, dans ces brouillards qui traînent, pagne ténu enveloppant le paysage. Délaissant le tapis des chiendents, avançons-nous sur le chaos rocheux. Voyez. Des tourbillons ici et là déroulent leurs anneaux. A l'assaut des crêtes granitiques l'océan monte en ruée d'opale. Avançons encore un peu. A notre gauche la faille du Souffleur, — tel le Couloir de l'Enfer de Saint-Guénolé, — imprime des courbes savantes à son jet d'eau intermittent. Très haut l'oiseau paille-en-queue décrit des cercles neigeux. Ouessant de clarté, Bretagne sans menhirs...

Son paroxysme atteint, la sauvage mer australe recouvre ses manières tendres de fiancée de l'Ile Belle. Les plages s'en vont à nouveau. Nous quittons Théodore Botrel pour Mistral : Blue Bay dont le nom seul est une description, la Pointe d'Esny, Mahébourg. Les « campements » reparaissent : toitures de ravenals ou de vétiviers, cloisons de rafia, ils mettent parmi le décor ultra-moderne des hors-bords et des aquaplanes leur ton mystérieusement vieillot. Ils surgissent du passé, petites chaumières perdues dans l'ère des bardeaux et du ciment. Rescapés de la course au confort, ils ont gardé le masque que leur vit Bernardin, la fraîcheur que leur connut Virginie, le rustique délicat où Paul aimait s'asseoir. L'idylle a passé : ils restent. Ils restent sur tout le littoral, emmitouflés dans leurs filaos, douillettement parés de cocotiers.

Mahébourg, la ville ancêtre. Vous y visiterez l'église Notre-Dame qui date des Français et qui n'a pas varié depuis. Vous y suivrez des ruelles toutes droites, se dirigeant toutes vers la mer, les mêmes que foulèrent jadis Lapérouse et Surcouf, les corsaires débraillés et les « Frères de la Côte » en vadrouille. A la Pointe des Régates, devant la stèle, vous aurez une pensée

pieuse pour les morts de l'Ile de la Passe qui surgit là-bas, derrière l'Ile au Phare. Vous m'accompagnerez au Château historique, sur la Rivière la Chaux, dans ce salon où furent soignés côte à côte Duperré et Willougby après l'immortel combat de 1810...

Tout Grand Port n'est qu'un film d'histoire. Étapes d'une gloire à jamais éteinte, des ruines partout vous chuchotent leur secret. Ici, dominant un vieux batelage, parmi les lianes flexibles et les lantanias d'or, de vieilles murailles relatent la vie d'un vieux donjon. C'est plus loin, au bout d'une allée de lilas, le cimetière des Français : tombes anciennes, inscriptions délavées, vieux arbres dont les racines ont éventré les dalles, vieux ombrages; les vestiges d'une chapelle, enfin tout un vieux hameau qui certes voudrait « conter bien des contes ». Ce sont, à la Pointe du Diable, de croulantes maçonneries, hollandaises cette fois, que la lune au soir caresse, jetant sur les flaques d'eau comme une gaze de bière, la bonne bière d'Amsterdam.

Traversant la Rivière Sud-Est sur le bac si joliment désuet, je ferai miroiter devant vous, blanches au fil de l'émeraude, les stations balnéaires de Flacq : le Trou d'Eau Douce, la Pointe à Fayette, Roches Noires. Puis ce sera l'Ile d'Ambre où la tradition fit naufrager Virginie; Poudre d'Or et ses cahutes auprès du flot; le Grand Gaube, pan de ciel qu'un ange sans doute égara sur la terre; Butte-aux-Sables, le sémaphore du Cap Malheureux. Ourlée d'hermine, la mignarde Pointe d'Azur s'avance dans le midi. Nous parcourons Grand-Baie : du blond patiné de bleu, le pinceau du soleil barbouillant la nacre du rivage. Nous passons Mont Choisy et l'aérodrome. Modeste, rapetissé par l'interminable horizon, un monument s'y dresse, à la mémoire de deux aviateurs, du Réunionnais Lemerle et du Mauricien Hily, disparus à moins d'un mois d'intervalle entre les deux îles sœurs. Un monument à ceux-là qui tracèrent la voie. Tout petit dans la vaste plaine...

Effleurant Pointe aux Canonniers, son phare, les baraques militaires et les « bungalows » de Quarantaine, effleurant le Trou aux Biches et la Baie du Tombeau, nous sommes parvenus à moins de quatre milles de Port-Louis. N'y entrons toujours pas. Le quartier des Pamplemousses nous fait signe,

de tous ses souvenirs. Allons. Au mausolée de l'abbé Buonavita, perdu, presque anonyme dans le champ de repos de l'église Saint-François, j'évoquerai la silhouette du Tondu et les ronces de Longwood et l'odieux Hudson Lowe que nos aïeuls lapidèrent lors de son passage à Maurice.

Respirant les senteurs mièvres du bougainvilléa, doucement envahis par l'effluve odorant des camphriers, nous nous enfoncerons dans le Jardin. Au hasard des longues avenues, par les tonnelles et les charmilles, par les fougères murmurantes, côtoyant vasques et étangs, rêveurs sous les lataniers, paresseux dans les kiosques disséminés aux clairières de bambous, nous parlerons de La Bourdonnais. Au détour d'un sentier, l'âme de Bernardin nous sourira, tendre comme son roman : sous le tumulus que la poésie créole leur a légué, les ombres enlacées de Paul et de Virginie vous souhaiteront la bienvenue. Hospitalière, la demeure de Monplaisir vous fera accueil et la porte, en grinçant, vous dévoilera les pièces joyeuses où François Mahé et Marie-Anne Lebrun s'aimèrent... Et puis, pourquoi pas? Nous observerons l'immanquable arrêt du touriste devant le talipot, ce palmier qui ne fleurit qu'au bout de cent ans et meurt ensuite. (Avis aux littérateurs ennemis du lieu commun : au lieu du chant du cygne traditionnel, la fleur de talipot.)

Mais, hélas! il ne nous est pas permis de nous attarder : toujours cette épée de Damoclès de l'article qui devient volume. Continuons. A mesure que nous avançons à l'intérieur du pays, les propriétés sucrières deviennent plus nombreuses; à la clef de tous les paysages les coquettes usines se pressent. Maurice, terre de beauté, est aussi la patrie des moulins. Ils défilent; les voilà, les cheminées : Rosalie, Mon Loisir, Labourdonnais, que sais-je, dans tous les districts, dans toutes les clairières. Il y en a tant, que malgré mon horreur des chiffres, il me faudra pour une fois jouer au statisticien... Pour 716 milles carrés, — actuelle superficie de l'île, — nous comptons 42 établissements. C'est dire le développement qu'a pris chez nous cette industrie de la canne.

Dévalant en trombe les villages de Saint-Pierre et de Moka, au ronflement harmonieux de notre Ford 6 cylindres, nous nous arrêterons un instant sous les arbres du Réduit. Tout proche une cascade, le Bout du Monde, le château se réclame

d'origine amoureuse. Bâti en 1749 par M. Barthélemy David, un méridional, comme tout fils de la Provence amateur du beau sexe, il était destiné à abriter du scandale deux longs yeux noirs : ces yeux-là avaient ensorcelé le nouveau commandant. Reconstruit plus tard, embelli, c'est toujours la résidence officielle des gouvernants.

Pour compléter notre équipée, montons à Curepipe. Cette appellation, assez étrange, oppose deux clans également fougueux parmi les éternels étymologistes. Certains lui attribuent une parenté nominale avec la minuscule agglomération des Landes françaises, Curepipe. D'autres, et ils sont les plus forts, lui font cadeau de cette dérivation à la Alphonse Daudet. En ces jours-là le plateau n'était encore que marais et taillis, à peine interrompus d'un timide sentier. Or, étant situé à mi-chemin de Mahébourg, il s'y trouvait une auberge, un poste de relais tenu par le bonhomme Furcy. Les ancêtres, dans leurs cahotantes carrioles trainées au pas lent des mules, éprouvaient sans doute, juste aux environs du restaurant, l'impérieux besoin... d'un petit verre, de plusieurs petits verres généralement. On descendait. Le père Furcy servait, resservait, échangeait les bêtes fourbues contre de fringantes unités et causant, buvant, chacun curait son inséparable pipe. D'où Curepipe.

Si vous la survoliez, Curepipe vous donnerait l'impression d'un morceau de jade, toute verte, diaprée des taches claires de ses maisons, striée de l'asphalte gris de ses boulevards. Ville des haies de bambous, elle offre à profusion ses cours spacieuses, ses pelouses qu'un anneau bigarré de plates-bandes entoure. Détail à noter, les vérandas sont pour la plupart vitrées, à cause de la pluie fréquente des hauteurs.

Centre principal du département des Plaines Wilhems, Curepipe se prolonge au nord-ouest par Curepipe-Road, au sud-est par Forest Side (littéralement : à la lisière de la forêt). On y pourrait inclure également Floréal et ses constructions de style exotique, accrochées elles aussi au flanc du Trou aux Cerfs, un volcan éteint.

Je ne ferai que mentionner ensuite, puisqu'il m'est impossible de les passer sous silence : la Mare aux Vacoas qui, dans un site unique, distribue l'eau à travers l'île, après l'avoir longtemps épurée dans un attirail compliqué de filtres et

d'écluses, — la Nicolière, aux Pamplemousses, un réservoir d'irrigation creusé à même la montagne, œuvre géniale dans un panorama grandiose, — la Ferme de la Rivière Noire, et la Dagotière à Moka, autres bassins collecteurs, — des exploitations de houille blanche : aux Sept Cascades près de Tamarin, au Réduit, — Rose-Hill et son magnifique théâtre, — aux Pailles, une digue pour le traitement par le chlore de l'eau destinée aux usages de la capitale, — et, pour finir, le nombre vraiment éloquent des autobus, et les multiples réseaux de voies ferrées.

Et il ne nous restera plus qu'à gagner Port-Louis.

Vous vous êtes sans doute avoué *in petto*, cher lecteur, que votre guide aimait les couleurs d'un amour exclusif, azur, émeraude par ci, opale et turquoise par là, « forçait la note ». Devant le tribunal de la vérité littéraire il vient faire serment que non. Il va même jusqu'à prononcer ces mots, honteux pour lui, « qu'il a été en deçà de la vériré ». Les épithètes qu'il a employées, évocatrices de pierres précieuses et d'édens, il s'en est servi, faute de mieux, sa langue française, la plus belle du monde, n'en connaissant pas de plus adéquates aux paysages. Oui, ces lapis, ces ors, ces platines, malgré leur grand air, ne parviennent qu'à esquisser, et à peine encore, la grâce polychrome de l'île Maurice, la douceur paradisiaque de l'Ile de France...

LES FÊTES

Vendredi 16 août. — A dix heures, au quai de la Douane, premier contact avec les notabilités voisines. Salve d'honneur : les vingt et un coups de canon s'égrènent lentement sur l'Ile aux Tonneliers. Fanfare. Une *Marseillaise* où l'on sent passer Rouget de l'Isle donnant le bras à La Bourdonnais. Un piquet de soldats présente les armes.

Il y a là M. Choteau, gouverneur de la Réunion ; M. Chatel, maire de Saint-Denis, et son premier adjoint ; toute une pléiade artistique et savante. Il y a là les délégués de Madagascar : MM. Boudry, chef du contrôle financier, et Cambillard ; M. Poisson, secrétaire perpétuel de l'Académie malgache. Voici Mgr Cléret de Langavant, évêque de l'Ile Sœur, voici Titayna, rédactrice à *Paris-Soir*, le colonel Vanlande, de

la Société des Auteurs coloniaux, collaborateur à *l'Écho de Paris*... Il y a encore les toilettes avenantes des Bourbonnaises, les bleus presque jumeaux de la mer et du ciel, le brouhaha sympathique de la foule. Il y a surtout la France : on la reconnaît à un tressaillement du cœur, comme lorsque vient une maman.

Réceptions à l'Hôtel du Gouvernement, puis à l'Hôtel de ville de Port-Louis. « Garden party » dans le parc du Réduit. Ce soir, musique au vieux Jardin de la Compagnie des Indes. Flots d'harmonie dans un lent paysage fardé de lune. La statue de La Bourdonnais, qu'on dirait auréolée d'étoiles. La rade vaguement cousue de blancheurs...

Samedi 17 août. — Un à-côté religieux non prévu par le programme. Dans la matinée, à Curepipe-Road, Mgr Cléret de Langavant, invité par l'archevêque de Port-Louis, consacre une basilique dédiée à sainte Hélène. Belle cérémonie, l'opalescence de l'heure contrastant avec le dôme rouge-brique de la nouvelle église, avec le vert des haies de bambous. Gamme en couleurs, communion de la beauté tropicale et de la beauté liturgique :

Des cloches comme des flûtes
Dans le ciel comme du lait.

A neuf heures trente, le gouverneur Choteau, accompagné des représentants de la Grande Ile, décore d'une magnifique gerbe le monument des Mauriciens tués au front en 1914. Puis réunion au Consulat de France. Toasts et allocutions d'usage.

Dans la soirée, gala au théâtre de Port-Louis. Spectacle-concert donné par des artistes locaux.

Dimanche 18 août. — Service d'actions de grâces à la cathédrale anglicane de Saint-James. Onze heures. Du soleil, des paroxysmes de lumière, des guirlandes d'ombres qui vont s'amenuisant aux approches de midi.

Mieux que les chants divins, l'âme du passé hante et poétise ces lourdes murailles. En effet, Saint-James fut d'abord une poudrière : elle servait du temps même de La Bourdonnais. Devenue chapelle en 1821, elle reçut son clocher deux ans plus tard. Du reste, l'artère qu'elle commande porte toujours le nom de rue de la Poudrière... rue galante s'il en fût.

Sur la pelouse des casernes, sports interclubs Réunion-Maurice. Les athlètes mauriciens se montrent de loin les meilleurs.

Lundi 19 août. — Au Champ de Mars, rendez-vous autrefois des duellistes et des corsaires en mal de régler un différend. Messe pontificale solennelle et *Te Deum.* Les célébrations se font dans la tribune du gouverneur, au centre du pesage; les hymnes et le sermon sont diffusés au moyen de haut-parleurs puissants. Coup d'œil féerique. Au loin, le cirque des montagnes s'éveille au matin. Le sommet curieux du Pouce se dresse, diapré d'une brume d'or qui va s'effilochant. Parfois un nuage passe. Il plaque une tache rapide sur les pentes, traverse, disparaît. L'assistance écoute, en silence. Indiennes au pagne soyeux, lascarines sveltes dans le chatoiement de leurs voiles; Chinois et Chinoises endimanchés, bombayens et madras venus de partout; catholiques à fez, à turban, au maussade chapeau de feutre, tous sont là, car :

Jubet hic Gallia stare crucem!

Au sortir de l'office, on s'assemble devant le bronze de La Bourdonnais. Sur fond de mer clair un arc de triomphe y tresse sa note, surmonté de lettres géantes : « Au fondateur de Port-Louis, l'île Maurice reconnaissante. » Une compagnie de miliciens territoriaux rend les honneurs militaires. *Marseillaise.* Discours, — en français, — du gouverneur Jackson. Discours de M. Choteau, du maire de Port-Louis. Le socle peu à peu se jonche de couronnes; des pirogues sillent, légères sur la baie proche; les multipliants séculaires de la place d'Armes frissonnent au frôlement d'une aile bi-centenaire et formidable : la gloire d'un Malouin.

A peine a-t-on quitté la statue qu'on se masse auprès de l'immeuble Closel, à la rue Royale. M. Alphonse Choteau fait tomber le drapeau masquant la plaque commémorative. Apposée par le Comité des souvenirs historiques, elle rappelle qu'ici se trouvait la première église paroissiale de l'Ile de France ; elle rappelle que M[me] de La Bourdonnais longtemps y dormit son dernier sommeil...

Entr'acte. On déjeune. D'aucuns savourent un brin de sieste ; d'autres se dirigent, — déjà ! — vers le siège de l'Exposition. Je suis de ces derniers.

L'Exposition intercoloniale, clou des fêtes, a ouvert ses portes. On dirait tout un hameau surgi au coup de baguette d'une fée, tout un village épanoui sur le jade de la colline Monneron, au bas des premiers contreforts du Pouce... Il y a là le pavillon de La Réunion, en forme de cube, tout blanc comme un douar. Il y a celui de la Grande-Ile, construit dans cette manière malgache faite de pittoresque et de grâce ; palissades en ravenelas, toiture double et pointue. Enfin celui de Maurice, cloisons d'aloès, symphonie en crème et vert d'eau. Au fond, c'est le bâtiment rose du Commerce ; à droite, la salle immense de l'Agriculture, montée en lianes « gâte-ménage ». Tout contre, brille, minuscule, la contribution de Rodrigue, aux parois composées de grains indigènes, — haricots, maïs et lentilles, — encadrés de verre. Ce comble funambulesque qui paraît vouloir bondir, c'est le kiosque chinois, confus, au style embrouillé ; cette maisonnette à l'apparence de ruche, c'est, — naturellement, — la compagnie du Rucher du Nord ; ici, c'est la distillerie de Médine, là, c'est... Mais je ne puis tout nommer, il me faudrait une plaquette entière.

Par de sinueuses allées bien en fleurs, bordées d'arabesques de coraux teints (bleu, blanc, rouge), j'arrive au pavillon de Bourbon. C'est un reliquaire d'histoire. De tant d'objets qui me sollicitent, je ne fais que noter : tout d'abord une épée de La Bourdonnais ; une lunette marine ayant appartenu à Bouvet ; le testament manuscrit du général des Brulys, celui du rimeur Parny ; une lettre autographe de l'auteur des *Poèmes barbares*, une missive de Bernardin, une autre de Robert Surcouf. Voici les actes de capitulation des deux Iles-Sœurs ; le récit du naufrage du *Saint-Géran*, de la plume de Mahé lui-même ; une collection unique de *Paul et Virginie*, des images d'Épinal inspirées de l'idylle créole ; des portraits charges de Leconte de Lisle, par Caran d'Ache ; des tableaux de Léon Dierx, des meubles contemporains de la fondation de Port-Louis, et que sais-je ?... Avec, comme de juste, une représentation fidèle de tous les petits métiers et industries de La Réunion.

Par l'avenue Gallieni, après une fraîche station sur des ponceaux rustiques chevauchant des canaux délicieusement encombrés de nénuphars et de fougères, j'accède au châlet de l'île Rouge. Sur le portail d'entrée, un bucrâne se pavane.

Ici l'histoire cède la place à l'art le plus subtil, le plus délicat : des rabannes et des lambas, des ombrelles de ratia, des tapis mohaies; des figurines sculptées, des plateaux en bois noir rehaussé de blanc, en bois de rose; de rieuses effigies de corne, des oiseaux et des guerriers, des femmes à l'esthétique superbe, des fresques burinées, avec l'« et cætera » de rigueur pour tant d'involontaires oublis.

Je sors. Sur le coteau le soleil reluit en zigzags fauves. Dans les viviers l'eau s'écoule en un mièvre clapotis; des poissons rouges, des poissons dorés rivalisent d'éclat, se blottissent au couvert d'un large caladium ou fuient, semblant tracer une signature de feu sur la nacre d'un bassin.

C'est le passage La Bourdonnais qui mène au pavillon de Maurice : méandres parfumés, capricieuses plates-bandes, splendeurs corallines dans la lumière crue. La vague humaine m'emporte, bousculant, bousculé. Je pénètre. Dans le salon principal aux mosaïques de faïence, un tableau m'accueille : Mahé de La Bourdonnais, gouverneur. Je passe à droite. Voici des armes, les belles faucheuses d'hommes de jadis. Un fier pistolet, des rapières, des poignards effilés, un mousquet : la panoplie du capitaine Adam; une épée, celle du colonel Navarre qui vit Moscou brûler et la Bérésina charrier des hommes de glace; le sabre du corsaire La Cousinerie. Je pense au Petit Caporal, je pense à Frédéric Masson devant la cloche qui sonna Marengo. Dans une vitrine s'étalent des paperasses glorieuses, d'illustres parafes ; Lally-Tollendal, Duplei, d'autres encore. Voici des caronades, des palanquins étranges. Voici...

Mais je ne finirais jamais. Aussi je préfère ajouter, comme pour tout à l'heure, l' « et cætera » sauveur; il contiendra mille choses intéressantes, toute l'Exposition, — animale, végétale, industrielle et artistique, — que je n'ai pas décrite.

Depuis vendredi, la ville a revêtu oriflammes et drapeaux. Ce soir, elle s'illumine, Dans les allées de l'Exposition, les Chinois promènent leur dragon, vaste gargouille de soie et d'osier, éclairée par des centaines d'ampoules. Une escorte de poissons-lanternes le suit, cour fabuleuse, géants antédiluviens de papier gommé; tandis qu'au bruit de variations criardes où les tambourins aigus et les aigres flûtes dominent,

le « loulou chinois » saute, tressaute et cabriole avec sa face hilare de mascarade.

Sur le port, des lampes aux couleurs de France nimbent La Bourdonnais. Au ciel, les étoiles glissent éternellement sereines; minuit plane, odeurs de terre, odeurs de mer. Une lueur clignote tout là-bas, feu de position d'un navire ou falot d'un douanier. La montante marée déferle... Nuit Port-Louisienne.

Mardi 20 août. — Une chasse aux cerfs réunit nos visiteurs à Yemen dans le quartier de la Rivière Noire. Battue monstre : 80 fusils, 45 pièces.

A cinq heures, garden party dans les squares du Pleasure Ground. Musique au bord de mer. La « grande bleue » tranquille à souhait. Ici et là des rayons évanescents soulignent de leur trait d'or l'émeraude et la turquoise. Soir équivoque, soirée des « Fêtes Galantes »... Tout près, à cent mètres, le cimetière de l'Ouest agite ses cyprès, révèle les tombes, les cippes noirs et les croix blanches. Pourtant, la pensée de la mort s'avère lointaine, lointaine. Ces fleurs, ces boulingrins éventés de brise pure, cette proximité de l'océan, tout cela éveille plutôt l'idée de résurrection. D'une résurrection indéniable.

Séance réunionnaise dans un cinéma de la ville. Causerie du proviseur du lycée Leconte de Lisle, M. Hippolyte Foucque : *Baudelaire aux Iles*. Projection de deux films cinématographiques sur Bourbon.

Mercredi 21 août. — Sur la piste des casernes, continuation de la rencontre sportive Réunion-Maurice.

A l'hôtel du Gouvernement, banquet offert par le Comité général du bicentenaire.

Les journaux publient l'échange suivant de télégrammes entre l'île Maurice et Saint-Malo.

19 août. — « Commémoration bicentenaire Port-Louis célébrée aujourd'hui devant statue La Bourdonnais par gouverneur Maurice, gouverneur Réunion, délégués gouvernement Madagascar, Consul France, évêques Maurice Port-Louis Réunion. Grande assistance Mauriciens adressent cordial salut ville natale fondateur colonie. *Rivet, maire de Port-Louis.* »

— « Ville Saint-Malo remercie affectueux télégramme, regrette impossibilité matérielle assister fêtes centenaire, mais

participe de tout cœur glorieuse commémoration. Vœux prospérité et gloire colonie. *Gasnier Duparc, sénateur maire.* »

Jeudi 23 août. — A 11 heures, réception solennelle par la Société royale des arts et des sciences et par le Comité des souvenirs historiques.

Dans la journée, pèlerinage au jardin des Pamplemousses. Inauguration d'un cartouche sur le château de Monplaisir où vécut longtemps notre Mahé. — 16 heures 45 : l'ardeur du jour décroît. Des fils de pourpre semblent mollement tendus entre les filaos de Mont Choisy. Des cocotiers flamboient, bornes d'or en plein azur. Au pied de la stèle, sir Wilfrid Jackson place une corbeille de roses. M. Alphonse Choteau parle des aviateurs disparus: Hily en octobre, Lemerle le 2 novembre, alors qu'il fleurissait le suaire liquide de son aîné.

Vendredi 23 août. — Fête à l'Exposition.

Samedi 24 août. — Pour que les réjouissances soient complètes, associant riches et pauvres dans une allégresse sans mélange, la ville de Port-Louis a inventé une distribution de vivres aux indigents. Elle a lieu aujourd'hui.

Aux casernes, fin de la réunion sportive et remise aux vainqueurs des prix et des médailles. Nous sommes les gagnants, comme en 1933, comme il y a trois ans.

Dimanche 25 août. — Fête de Saint Louis, patron de la cité.

A l'aube, parmi les champs de cannes, sur de poétiques chemins garnis d'ombres vivaces et drues, course cycliste... Puis à 9 heures, messe à la Cathédrale. Élégant panégyrique du Roi-Lys par le vicaire général de la Réunion, le très révérend chanoine Monnier.

Comment ne penserais-je pas à La Bourdonnais ? Dans ces absides retentissantes, à la clarté diffuse émanant des grands vitraux, un peu de son cœur veille à jamais. A droite du sanctuaire, auprès de l'autel des Ames du purgatoire, une plaque de cuivre sur le dallage et dans le mur un écusson de marbre ont fixé l'endroit pour les siècles à venir:

ICI REPOSENT — MADAME MAHÉ DE LA BOURDONNAIS — PREMIÈRE ÉPOUSE DE FRANÇOIS MAHÉ DE LA BOURDONNAIS — GOUVERNEUR GÉNÉRAL DES ISLES DE FRANCE ET BOURBON — DÉCÉDÉE A MONPLAISIR, PAMPLEMOUSSES, LE 9 MAI 1738 — ET SON FILS FRANÇOIS-GILLES MAHÉ DE LA BOURDONNAIS DÉCÉDÉ

LE 6 FÉVRIER 1738 — LEURS RESTES TRANSFÉRÉS A L'ÉGLISE SAINT-LOUIS LE 27 DÉCEMBRE 1827 FURENT DÉPOSÉS DANS CE CAVEAU LE 25 NOVEMBRE 1932.

Régates dans la baie du Port-Louis. Voiles de neige entre le ciel et l'eau, voiles blanches dans du bleu. Vrombissement des hors-bords qui glissent, on croirait, sur l'écume. Enfin défilé de figures allégoriques sur des remorqueurs enguirlandés : le Triomphe de Neptune, — les Adieux de Paul et Virginie, — l'Ile de France reçoit La Bourdonnais, — l'Ile Maurice souhaite la bienvenue aux Iles Sœurs, etc...

Lundi 26 août. — Au vieux Champ de Mars transformé en hippodrome, pour la première fois en 1812 des courses avaient lieu. Le mérite en revenait à un colonel de la garnison locale, Drapper : il nous léguait son Mauritius Turf Club, le plus ancien de tout l'Empire britannique, et sans doute aussi le plus pittoresque par la variété ethnographique de ses habitués...

Cette année, l'ouverture des grands meetings a coïncidé avec les fêtes de la ville. On en a profité pour faire courir une épreuve spéciale dotée d'une coupe : celle du Bicentenaire. Nos meilleurs chevaux la disputent aujourd'hui devant la foule accoutumée, élégante au pesage, bruyante de « louglas », éclatante de « hornis » sur la pelouse...

Et demain nous reprendrons notre gai labeur. Nous nous acheminerons insensiblement vers un tricentenaire que nous ne verrons pas, que nous aurons chacun pourtant, dans la mesure de nos moyens, aiguillé dans la bonne voie. Et la Nature, je le sens, nous accordera son aide maternelle pour que l'Ile de France soit dans cent ans ce qu'elle a été il y a deux siècles, ce qu'elle a été hier et ce qu'elle sera demain, l'île dont Toulet a pu dire :

Jardin qu'un dieu sans doute a posé sur les eaux,
Maurice où la mer chante et dorment les oiseaux.

LOYS MASSON.

LE PROBLÈME DU VIN

Une crise viticole, d'une gravité sans précédent depuis le phylloxéra, s'est abattue sur les vignerons métropolitains et sur les colons algériens; si on n'y porte prompt et sûr remède, la misère ne tardera pas à pousser nos régions viticoles au désespoir. A l'heure où nous écrivons, les pouvoirs publics travaillant en collaboration avec les associations viticoles tentent de revaloriser les cours des vins. Examinons avec l'impartialité et l'objectivité que commande un tel sujet comment se présente ce redoutable problème économique qui ne peut être étudié que dans un exposé historique et technique.

LE VIGNOBLE MÉTROPOLITAIN

La culture de la vigne se confond avec l'histoire de notre pays. Sur presque tous les points de notre territoire on pourrait la cultiver; pratiquement, sa limite nord est jalonnée par une ligne allant de Saint-Nazaire à Mézières, par Alençon, Évreux et Laon. A la fin de l'ancien régime, la surface plantée en vignes était de 1 400 000 hectares environ; dans le dernier tiers du XIX[e] siècle, en 1879, elle s'est élevée à 2 300 000 hectares; la dernière statistique connue, celle de 1934, donne, pour la France métropolitaine 1 478 889 hectares. En somme, depuis cent cinquante ans, la superficie du vignoble se stabilise entre 1 400 000 et 1 500 000 hectares, ses récoltes moyennes annuelles sont de 55 millions d'hectolitres. Ce vignoble métropolitain est divisé entre 1 650 000 propriétaires, il fait vivre sensiblement 3 millions de paysans.

Cette petite propriété viticole, cette poussière de propriétés est une des forces sociales de notre pays ; c'est elle qui le rend si solide et si sain, car nulle culture n'attache mieux l'homme à la terre que celle de la vigne. Finalement, la viticulture métropolitaine, avec ses vins de crus (une des noblesses de notre pays), ses vins de consommation courante, « la plus saine et la plus hygiénique des boissons », disait le grand Pasteur, avec quelques domaines moyens et cette poussière de petits domaines dont nous venons de parler, est, on n'y insistera jamais assez, une des plus belles réussites de notre nation ; toutefois, notre antique vignoble métropolitain, bien que le plus considérable et le mieux cultivé de la planète, serait insuffisant à assurer les besoins de la consommation nationale, s'il n'était harmonieusement complété par le vignoble algérien.

LE VIGNOBLE ALGÉRIEN

Lorsque Charles X amorça la conquête de l'Algérie, en 1830, ceux de nos officiers qui, dans leur jeunesse, avaient suivi Bonaparte en Égypte, pensaient retrouver sur les rives du Moghreb le climat de la basse vallée du Nil. L'Algérie était peu connue ; on la croyait apte aux cultures tropicales, celle du coton en particulier : on espérait compenser ainsi la perte de la Louisiane que Bonaparte avait été contraint de vendre aux États-Unis en 1803 pour 80 millions de francs, dans les conditions que l'on sait.

On s'aperçut vite que par son climat et par son sol une partie notable de l'Algérie s'apparentait au Roussillon, au Languedoc et à la Provence. On retrouvait au sud de la Méditerranée les cultures du midi de la France, notamment la vigne. Il n'y avait cependant, au début de la conquête, que 2000 hectares plantés en vignes, chose normale en pays musulman. Nos premiers colons voulurent constituer un vignoble, ne serait-ce que pour alimenter le corps expéditionnaire. Ce vignoble progressa très lentement ; en 1860, il n'était encore que de 4634 hectares. En 1867, Napoléon III promulgua l'union douanière entre la France et l'Algérie et à partir de cette date les vins algériens furent admis en franchise dans la métropole. En 1870, les plantations algériennes s'élevaient à 12500 hectares, et pour alimenter les colons et la troupe, la

métropole envoyait bon an mal an en Algérie entre trois et quatre cent mille hectolitres de vin. A partir de 1875 tout change. Le phylloxéra détruisant peu à peu le vignoble métropolitain, les pouvoirs publics se préoccupent de créer en Algérie un vignoble que l'on protégera, en prenant les mesures les plus strictes contre la redoutable invasion. De nombreux vignerons méridionaux dont les vignes ont été détruites par le phylloxéra passent en Algérie ; encouragés et soutenus par le gouvernement, ils plantent la vigne et en 1901 la superficie du vignoble algérien est de 167 000 hectares, sa production de 5 737 000 hectolitres.

La constitution du vignoble algérien avait été malaisée, nos colons avaient eu à vaincre bien des difficultés ; ils firent preuve d'une ténacité, d'un esprit de suite, d'un acharnement au travail dont on trouve peu d'exemples dans l'histoire de la colonisation. Leurs efforts furent couronnés de succès, mais par la force des choses, le vignoble algérien ne ressembla pas au vignoble métropolitain. Au lieu de cette petite propriété paysanne qui est la norme de la métropole, il se constitua au sud de la Méditerranée de grands domaines viticoles scientifiquement et splendidement outillés, objet d'admiration pour tous ceux qui visitent l'Afrique du Nord. Mais voici que cet effort colonisateur allait créer à la métropole et à la colonie bien des difficultés, car dans le même temps, en France, un remède ayant été trouvé au phylloxéra, le porte-greffe américain, nos paysans, se mettant à l'œuvre avec leur méthode et leur ténacité traditionnelles, avaient reconstitué, non sans grande peine certes, mais promptement, l'antique vignoble national.

LA CONCURRENCE VITICOLE ALGÉRO-MÉTROPOLITAINE

Comme on le devine, un conflit économique allait naître, grandir et se développer jusqu'à devenir dangereux entre nos paysans fixés depuis de longs siècles sur le petit domaine ancestral et ces viticulteurs algériens, ces grands colonisateurs dont nous venons de retracer brièvement l'histoire. Un gouvernement prévoyant aurait pu éviter ce conflit, car il avait été annoncé bien des fois et en particulier par un homme dont le nom fait autorité en matière de colonisation. Sous le règne

de Louis-Philippe, le maréchal Bugeaud écrivait à l'économiste Leroy une lettre célèbre dans les annales de la colonisation et dont nous reproduisons le passage principal :

« L'Algérie doit surtout se livrer à la culture des produits qui manquent à la métropole. Nous n'avons pas acquis cette colonie pour nous créer des rivalités, mais bien des ressources et un écoulement pour les produits de notre agriculture et de notre industrie. Ne lui créons pas des intérêts qui combattraient les nôtres.

« L'Algérie ne doit produire que des denrées que la métropole ne produit pas.

« Une ordonnance devrait immédiatement prohiber, en Algérie, la fabrication du vin et n'autoriser la culture de la vigne que pour l'usage de la table et pour produire, comme usage commercial, le raisin sec. »

Les craintes de l'illustre soldat étaient exagérées ; il était normal que le gouvernement favorisât l'établissement d'un grand vignoble en Algérie ; il était conforme à l'intérêt national que les vins algériens se substituassent sur notre marché aux vins exotiques, espagnols ou portugais, italiens, grecs ou turcs ; mais il fallait maintenir ce vignoble dans certaines limites et éviter entre la métropole et la colonie un conflit de concurrence : c'était une question de mesure et d'harmonie.

Pour faire saisir ce problème de concurrence dans toute sa complexité, il faut étudier brièvement le marché de nos vins. Un fait domine tout : l'exportation des vins de marque, quoique assez active, n'est pas, hélas ! ce que nous voudrions qu'elle fût ; quant à nos vins de consommation courante, il devient de plus en plus difficile de les exporter ; il est vraisemblable que cette exportation, qui n'atteint pas un million d'hectolitres, ira sans cesse en diminuant, quels que soient les efforts de nos maisons de commerce, cela pour des raisons multiples : des pays, jadis importateurs, ont pratiqué la culture de la vigne, d'autres se sont entourés d'une infranchissable barrière douanière. On peut donc considérer l'exportation, si elle n'est pas nulle, comme négligeable. En somme, nos vins de consommation courante n'ont qu'un seul marché, le marché national.

Dans la métropole, le tiers de la production annuelle est

absorbé par ce que l'on nomme « la consommation familiale », celle du vigneron, de sa famille et de ses ouvriers, lorsqu'il en a, puisqu'il est d'usage, surtout dans les régions du Midi, d'ajouter au salaire du « journalier » agricole une allocation en vin. Bref, seuls, les deux tiers de la production métropolitaine, c'est-à-dire 37 à 38 millions d'hectolitres en moyenne, sont mis en vente par nos vignerons. Il n'en est pas de même en Algérie, car elle est peuplée pour les cinq sixièmes par une population musulmane qui ne consomme pas de vin : il en résulte que la viticulture algérienne met en vente presque toute sa récolte. Or l'exportation étant interdite aux Algériens comme aux métropolitains, la récolte algérienne, dans son ensemble, est expédiée en France sur le marché national.

Quelle est la capacité de ce marché ? Nous prendrons, pour être clair, des chiffres larges. La consommation se présente sous deux aspects :

1° La consommation familiale ou « consommation en franchise », car elle n'acquitte pas de droits de circulation. Elle varie annuellement entre 16 et 20 millions d'hectolitres.

2° La consommation taxée, c'est-à-dire les vins que le vigneron met en vente et qui sont frappés d'un droit de circulation. Cette consommation taxée tourne autour de 50 millions d'hectolitres.

Pour nous résumer, le marché français peut absorber annuellement 70 millions d'hectolitres. Tant que ce chiffre n'est pas dépassé, sa situation demeure normale ; mais si l'on apporte sur ce marché une quantité supérieure à ce chiffre, ne serait-ce que de quelques millions, les prix des vins baissent brusquement et descendent à des taux si bas qu'ils ne permettent plus à nos vignerons de vivre.

La récolte moyenne métropolitaine étant sensiblement de 55 millions d'hectolitres, les importations de vins tunisiens et de vins exotiques pouvant varier autour de 2 millions et allant souvent au delà, il importe donc que les importations algériennes ne dépassent point en moyenne annuelle 13 millions d'hectolitres.

Or, plusieurs années avant la guerre, en 1909, la récolte algérienne s'étant élevée à 8 millions d'hectolitres (les capacités du marché national n'étaient pas encore celles que nous avons indiquées, car elles se sont développées depuis la

guerre), les viticulteurs métropolitains se souvinrent des avertissements du maréchal Bugeaud et prirent quelque ombrage de la concurrence algérienne. A la suite d'événements tragiques et sanglants qui s'étaient déroulés en 1907 dans le Midi, il s'était créé entre les Pyrénées et les Alpes une association : « la Confédération générale des vignerons », « la C. G. V. » suivant l'usage des majuscules qui se généralise.

La C. G. V., organisée un peu comme une corporation de l'ancien régime, groupe tous ceux qui vivent de la vigne; elle a plusieurs centaines de mille adhérents, un gros budget, des journaux techniques; elle entretient une cinquantaine d'agents chargés de la répression des fraudes. C'est avec le Comité des forges une de nos plus puissantes associations économiques. S'étant donné pour mission de veiller sur les intérêts professionnels des viticulteurs, la C. G. V. du Midi signalait que l'extension indéfinie du vignoble algérien serait un danger. Il parut à beaucoup d'économistes que les craintes de la C. G. V. étaient à la fois exagérées et prématurées; peut-être trouvait-on ses vues un tantinet égoïstes. La guerre survint. Pendant la guerre, le vignoble métropolitain et le vignoble algérien furent, on le devine, mal cultivés, d'où des récoltes réduites. Dans les années qui suivirent, années de prospérité pour la viticulture, les métropolitains et les algériens (ceux-ci avaient créé à leur tour une puissante « Confédération des vignerons ») unirent leurs efforts pour protéger le marché national contre l'invasion des vins étrangers et firent porter les droits de douane à 84 francs par hectolitre.

LA CRISE DE SURPRODUCTION

Mais, à partir de 1925, tout va changer. Le vignoble algérien est passé brusquement à 201 000 hectares, la récolte à 12 366 000 hectolitres; cinq ans après, en 1930, sa superficie est de 242 000 hectares, sa récolte de 15 561 000 hectolitres; en 1931, 311 000 hectares et 15 856 000 hectos; en 1933, 373 000 hectares et 16 300 000 hectos; en 1934, 387 000 hectares et 22 042 768 hectos.

Pourquoi le vignoble algérien avait-il grandi en quelques années si rapidement et dans une progression aussi foudroyante? Les raisons étaient multiples. La culture de la vigne

était, en Algérie, plus rémunératrice que toute autre et le gouvernement avait poussé les colons à planter en les encourageant de toutes les manières, en leur faisant accorder en particulier de larges crédits bancaires, sans compter d'autres facilités. Dans la suite, le gouvernement reprochera sévèrement à nos colons ces plantations excessives et oubliera qu'il en porte la responsabilité majeure. En outre, les Algériens savaient que la métropole se préoccupait de cette croissance rapide du vignoble d'outre-mer; certains économistes avaient proposé d'interdire les plantations, on parlait au Parlement de « contingenter » les importations algériennes comme on avait « contingenté » les tunisiennes, si bien que les colons mettaient en quelque sorte les bouchées doubles et se hâtaient de planter pour devancer ces mesures et avoir des droits acquis. M. Morinaud, député-maire de Constantine, mit en garde ses compatriotes et les prévint que si les plantations algériennes continuaient, les viticulteurs de la métropole demanderaient au Parlement et obtiendraient des mesures graves contre la colonie.

Voici comment il s'exprimait : « Nous aurons beau accumuler les arguments qui militent en notre faveur, mettre en avant pour la mère-patrie la nécessité de protéger en Afrique du nord la colonisation française, dire que l'Algérie, vaste département français, ne peut être traitée autrement que l'Aude, le Gard, l'Hérault, nous ne serons pas écoutés : ventre affamé n'a pas d'oreilles. Ce qui fait pour nous la gravité de la situation, c'est que nous continuons plus que jamais à planter la vigne au lieu de faire, là où nous le pouvons, du blé ou des céréales, du tabac, du coton ou des cultures arbustives. En 1925, l'Algérie a encore planté 15000 hectares de vignes. Cette année, je vois que dans le département de Constantine on plante avec furie. C'est de la pure démence. »

De nombreux économistes regrettaient ces plantations massives de vignes et soutenaient que l'Algérie aurait dû s'adonner aux cultures complémentaires, c'est-à-dire à celles que la métropole ne possédait pas. Ils reprochaient aux pouvoirs publics de ne pas avoir protégé la culture des oranges et des mandarines, que l'on avait laissé ruiner par la concurrence espagnole. Certains colons avaient tenté la culture du coton (elle avait été rémunératrice en Algérie pendant la

guerre de Sécession) ; ces colons avaient le désir patriotique d'affranchir nos filatures du lourd tribut qu'elles acquittent aux producteurs étrangers. Mais encore aurait-il fallu que leur effort fût soutenu par le gouvernement ; or il ne le fut pas. Pareillement, les « céréaliculteurs » algériens avaient été ruinés par l'admission temporaire. Insistons-y : les pouvoirs publics agissaient comme s'ils voulaient que la vigne seule fût cultivée en Algérie. Cependant les plantations algériennes croissaient toujours et dans une progression très rapide comme nous l'avons vu ; des deux côtés de la Méditerranée les controverses commencèrent.

Voici comment raisonnaient les viticulteurs métropolitains. Ils reprochaient aux Algériens de troubler, par leurs plantations massives, l'équilibre du marché des vins. Nos paysans, disaient-ils, ne pouvaient lutter avec les Algériens à armes égales, car ces derniers avaient de gros avantages : impôts plus légers, pas d'assurances sociales, terres acquises à bon compte, surtout et enfin main-d'œuvre indigène à prix réduits, si réduits, que le paysan français ne pouvait soutenir la concurrence de l'ouvrier indigène qui ne boit pas de vin et se contente d'un *standard of life* très médiocre. De ce fait, disaient les métropolitains, pour cultiver un hectare il en coûte moitié moins en Algérie que dans la métropole. Les métropolitains ajoutaient que la viticulture algérienne était constituée par de gros producteurs, la métropolitaine par de petits vignerons. Devant le Conseil supérieur économique les chiffres suivants étaient cités : en France, sur une récolte de 68 millions d'hectolitres cette année-là, 55 millions avaient été produits par de petits vignerons récoltant moins de 500 hectos. En Algérie, sur 13 millions d'hectolitres, 12 millions avaient été récoltés par des vignerons produisant plus de 500 hectos. Allait-on permettre à quelques grands colons et à quelques puissantes sociétés possédant des vignobles gigantesques de ruiner la vieille paysannerie française ? C'était aller à un cataclysme politique et social.

Les vignerons de la métropole terminaient en déclarant que l'économie algérienne devait être complémentaire et non rivale de l'économie métropolitaine. La France, depuis un siècle, n'avait pas versé le sang de ses soldats et dépensé tant d'argent pour créer à sa porte une colonie qui la ruinât. « L'Algérie,

écrivait-on dans les revues viticoles, a reçu un commencement d'assimilation sans doute, mais avec son gouverneur général, ses délégations financières, son système d'administration, on ne peut l'assimiler à la métropole; la considérer comme le strict prolongement de la France serait une erreur et une faute; elle est trop différente de la mère-patrie par la race, la religion et les mœurs pour qu'il en soit ainsi. » Toutefois, les méridionaux eurent le tort, à notre sens, de s'en prendre aux colons, et non aux pouvoirs publics, sur qui, ainsi que nous l'avons vu, retombait la responsabilité de ce conflit fratricide.

Les Algériens répondaient que les métropolitains, principalement les méridionaux, avaient pratiqué depuis le phylloxéra une politique de quantité et non de qualité. Ils avaient eu le grave tort de planter de basses plaines en cépages à grands rendements qui inondaient le marché de vins médiocres; si on envoyait chaque année en France et en Algérie les mauvais vins à la chaudière, si on intensifiait la propagande en faveur du vin, si on abaissait les tarifs de transport et les droits de régie qui s'élèvent à la somme énorme de 26 francs par hectolitre, on dégagerait suffisamment le marché pour qu'il n'y ait pas de crise; les colons demandaient l'interdiction du sucrage et des piquettes et proposaient que l'on pratiquât ce qu'ils appelaient « la politique méditerranéenne du vin ». Les Algériens, en ce qui concerne leurs charges, discutaient pied à pied les arguments des métropolitains et soutenaient que, si les impôts algériens étaient différents de ceux de la métropole, ils étaient aussi lourds. Ils mettaient en évidence les difficultés de la colonisation; leur main-d'œuvre était meilleur marché, sans doute, que celle de leurs concurrents, mais d'un rendement combien médiocre! Les colons trouvaient étrange qu'on cherchât querelle à de bons Français qui venaient d'agrandir le patrimoine moral et matériel de leur pays. Ils soutenaient que l'Algérie n'était pas une colonie, mais le prolongement strict de la métropole : le Roussillon n'avait pas plus le droit de se plaindre de la concurrence de l'Oranie que le Bordelais ne pourrait se dresser contre la concurrence de la Bourgogne.

Au début, les controverses avaient eu le ton élevé qui convient aux discussions économiques; peu à peu, elles tournèrent, comme il était fatal, à la polémique : les choses s'enve-

aimèrent, et de part et d'autre on mit en avant des arguments dont le moins qu'on puisse dire, c'est qu'ils étaient regret tables et nuisibles à l'intérêt national.

En 1926, M. Poincaré, alors président du Conseil, déclarait : « Je ne méconnais pas la gravité du conflit viticole franco-algérien : ce sera un jour une source de graves complications... J'ai étudié ce problème; malheureusement, je n'y vois pas de solution. » Ce n'était guère encourageant.

LE STATUT DE LA VITICULTURE

M. Tardieu, président du Conseil, constatant que les cours des vins allaient en s'affaiblissant graduellement et redoutant une crise viticole, résolut d'aborder le problème qui avait fait hésiter M. Poincaré et proposa aux techniciens qualifiés de la métropole et de l'Algérie de s'aboucher pour trouver une solution à ce difficile conflit économique; il s'engageait à la transformer en projet de loi et à le faire voter par le Parlement.

Les délégués des Confédérations de la métropole et de l'Algérie se réunirent et les discussions économiques se poursuivirent entre professionnels dans une atmosphère de courtoisie et de cordialité d'excellent augure. La Confédération du Midi proposa à la Confédération algérienne un projet qui prit le nom « d'aménagement ». Il s'agissait de partager le marché national entre la métropole et l'Algérie, comme nos planteurs de betterraves du nord et les planteurs de cannes des Antilles s'étaient partagé le marché national du sucre. On accorderait à la métropole 80 pour 100 du marché, à l'Algérie 18 pour 100, les 2 pour 100 restants représentaient l'importation étrangère et devaient être attribués à l'Algérie dans la proportion où pourraient fléchir ces importations. Il sembla un moment que l'accord allait se réaliser sur ces bases ou sur des bases voisines. Une intervention des députés algériens le fit, semble-t-il, échouer ; ils estimaient dangereux tout arrangement ne respectant pas l'égalité absolue des viticulteurs algériens et métropolitains sur le marché français.

Les techniciens n'avaient pu s'entendre et le président du Conseil renonça à les réunir et à arbitrer le conflit.

Les bureaux des ministères compétents élaborèrent un projet de loi dit « Statut de la viticulture » qui fut voté le

4 juillet 1931. Le Parlement avait admis que, depuis l'union douanière de 1867, l'Algérie devait être considérée comme le strict prolongement de la métropole. Parmi les articles essentiels de la loi nouvelle figurait l'interdiction des plantations, mais avec de telles exceptions (droit de planter dix hectares) que cet article était peu opérant. La loi instituait le « blocage », c'est-à-dire la faculté qu'aurait l'administration d'immobiliser chez les producteurs une partie de leur récolte, lorsque les ressources totales, France et Algérie, dépasseraient les disponibilités du marché. Mais comme ce blocage ne commençait qu'à partir de 400 hectolitres, il n'était supporté que par les producteurs moyens et les grands propriétaires, ce qui donnait de ce fait à la loi une allure démagogique.

Les Associations viticoles n'avaient pas été consultées lorsqu'on avait établi le projet de loi. Elles l'accueillirent avec de formelles réserves.

La situation viticole ne s'améliorait pas; lorsque les prix des vins se relevaient, c'était uniquement à cause de calamités imprévisibles, telles que le mildiou. La Confédération du Midi proposa aux Algériens une nouvelle formule de partage du marché. C'était toujours « l'aménagement », mais « l'aménagement » ayant pour base « le blocage ». Voici le texte qui fut discuté : « Lorsque la déclaration de récolte fera apparaître dans la métropole et en Algérie des disponibilités supérieures à 65 millions d'hectolitres, il y aura lieu à blocage des quantités dépassant 55 millions d'hectolitres pour la métropole et 10 millions d'hectolitres pour l'Algérie. »

Les Algériens répondirent que, cette formule, ils la repoussaient en principe. Les méridionaux voulaient en effet mettre en présence deux blocs viticoles, si l'on peut s'exprimer ainsi : le bloc métropolitain et l'algérien. Les colons estimaient qu'il n'y avait pas une viticulture métropolitaine et une viticulture algérienne, mais une seule viticulture : la viticulture nationale. Accepter l'aménagement, même s'ils y trouvaient leur compte, ce serait faire brèche à l'Union douanière promulguée par Napoléon III en 1867 : cette union douanière était pour eux un dogme. Ce serait, pour employer une expression dont se servirent les Algériens, « consentir à être traités comme des Français de seconde zone ». Cependant la Fédération des associations viticoles de France et d'Algérie se réunissait en

congrès à Avignon le 26 avril 1932. La Confédération du Midi fit valoir que la Commission interministérielle de la viticulture s'était prononcée en faveur de « l'aménagement » et présenta son projet à l'agrément de l'assemblée qui le vota. Les délégués algériens déclarèrent qu'ils en appelleraient au Parlement.

Le conflit économique franco-algérien allait en s'aggravant : la viticulture métropolitaine jadis si prospère connaissait maintenant la misère, la viticulture algérienne en revanche n'était pas encore atteinte par la crise. Le gouvernement de M. Daladier voulut perfectionner la loi du 4 juillet 1931 qui était, de l'avis des techniciens les plus qualifiés et de l'aveu des parlementaires eux-mêmes, trop médiocre pour être efficace. M. Queuille, ministre de l'Agriculture, présenta au Parlement un nouveau projet qui, pensait-il, résoudrait enfin ce problème, insoluble jusque-là.

Les associations viticoles, nous l'avons vu, et la Commission interministérielle elle-même s'étaient ralliées à une formule « d'aménagement », c'est-à-dire de partage du marché entre la métropole et l'Algérie. Le gouvernement n'accepta pas l'aménagement. Les députés algériens déclarèrent que les propositions des viticulteurs métropolitains, si on les acceptait, ne tendaient à rien de moins qu'à séparer l'Algérie de la métropole. Le Parlement adopta cette manière de voir, repoussa l'aménagement à une grosse majorité et vota une nouvelle loi viticole. Par la loi du 8 juillet 1933 les plantations furent plus sévèrement limitées que par le passé. L'administration détermina pour les diverses régions de la France et de l'Algérie des degrés minima au-dessous desquels on ne pourrait pas mettre les vins en circulation, cela ayant pour but de moraliser la production.

Enfin, l'exposé des motifs disait qu'il fallait atteindre les auteurs responsables de la crise, ceux qui, par leurs plantations imprudentes, avaient déséquilibré le marché, et on ajoutait au « blocage » un « superblocage » dont le taux serait fixé par l'Administration. Ce superblocage frapperait les plantations venues en production depuis 1928. Les députés algériens firent observer que la Chambre venait de repousser « l'aménagement » du marché : or ce « superblocage » était une sorte de « contingentement » déguisé ; on ne voulait pas nommer les Algériens, mais en fait on les frappait, puisque dans la

métropole il n'y avait guère qu'une trentaine de mille hectares qui étaient entrés en production depuis 1928 et ces hectares appartenaient à de petits viticulteurs qui ne seraient pas bloqués, tandis que depuis 1928 il était venu en production en Algérie plus de 140 000 hectares appartenant à des colons qui auraient à supporter le « superblocage ». Le Parlement suivit le gouvernement et vota le « superblocage ». La distillation des excédents fut organisée, mais d'une manière assez imparfaite.

La loi du 8 juillet 1933, comme celle du 4 juillet 1931, avait, il en faut convenir, même si on veut se tenir loin de toute politique, une allure nettement démagogique ; si elle contenait quelques indications excellentes, elle allait se montrer incapable d'assurer la stabilité du marché des vins. En outre, de nombreuses régions viticoles, tant en France qu'en Algérie, protestaient contre le degré minimum ; chacune aurait voulu qu'il fût amendé pour elle et aggravé pour les voisines.

L'ÉCHEC DU STATUT VITICOLE

La récolte de 1934 fut d'une abondance exceptionnelle : 75 millions d'hectolitres dans la métropole, 23 millions en Algérie. Le stock à la propriété étant sensiblement de 5 millions d'hectolitres, les disponibilités s'élevèrent à près de 103 millions d'hectolitres, alors que les besoins ne dépassaient pas 72 à 73 millions. Le marché fut écrasé. Dans le Midi et en Algérie, les cours des vins oscillèrent autour de 4 francs le degré et furent partant très inférieurs au prix de revient. Cette chute verticale des cours se conjuguant avec la crise générale rendit intolérable la situation économique de nos régions viticoles et cette fois l'Algérie ne fut pas épargnée. Le crédit avait joué un grand rôle dans la constitution de la viticulture algérienne et bien des colons étaient encore endettés. Du coup, notre grande colonie nord-africaine connut une extrême misère et les problèmes indigènes, le panislamisme s'en mêlant, l'Algérie, si heureuse jusque-là, connut des heures peut-être plus sombres que la métropole.

Le gouvernement de M. Flandin, après avoir consulté la Commission interministérielle de la viticulture, demanda en décembre 1934 au Parlement de voter d'urgence diverses

mesures destinées, en complétant le statut viticole à assainir le marché ; mais il s'agissait de demi-mesures, qui s'avérèrent insuffisantes. On fit distiller 16 millions d'hectolitres, et les alcools furent dirigés par les Contributions indirectes vers diverses utilisations, vinage, mutages, vinaigrerie, service des poudres, carburant national, etc., cédés par l'État à des prix fixés par ses services. C'était déjà un premier pas vers le monopole. Cette distillation obligatoire comportait un abattement à la base de 200 hectolitres ; elle était progressive, tandis que les alcools étaient indemnisés suivant un barème dégressif ; plus un viticulteur livrait d'alcool à l'État, moins cet alcool lui était payé cher, et, paradoxe étrange, les droits de circulation sur les vins ayant été majorés pour financer cette lamentable opération, les viticulteurs et les consommateurs en faisaient les frais. Certains grands propriétaires furent contraints de distiller la moitié de leur récolte à des prix très bas. Si les vins non soumis à la distillation avaient eu leurs cours revalorisés, la mesure aurait pu être acceptable ; mais il n'en fut rien : les cours des vins continuèrent à baisser et rien n'illustre mieux la légèreté et l'incompétence de nos législateurs qui auraient pu prévoir qu'en retirant seulement 16 millions d'hectolitres du marché et en les payant à des prix de misère, ils précipitaient la catastrophe viticole ; en vain les techniciens les avaient-ils avertis.

La distillation obligatoire avait été particulièrement dure pour les grands propriétaires ; or les grands propriétaires se trouvant dans le Midi et plus encore en Algérie, la colonie fut atteinte par les lois viticoles avec une extrême rigueur ; sur 22 millions d'hectolitres qu'elle récoltait, plus de 8 millions furent livrés aux flammes à des prix de misère, insistons-y. Tranchons le mot, les mesures incohérentes prises par le cabinet Flandin aboutissaient à un fiasco lamentable et constituaient une véritable spoliation. C'était miracle qu'elles n'eussent pas déclenché une véritable jacquerie.

L'APPEL AUX CORPORATIONS

La détresse des vignerons métropolitains était telle, celle des colons algériens si angoissante que le gouvernement ému et effrayé résolut d'agir sans retard. Il y avait, en outre,

quelque chose de changé dans les rapports des Algériens et des méridionaux, si divisés jusque là ; le péril commun les avait rapprochés, et des deux côtés de la Méditerranée des échanges de vues avaient lieu entre les deux Confédérations.

Les pouvoirs publics, à la demande du syndicat de Béziers, prirent une première mesure : faire acheter par le service des poudres, au prix de 480 francs, tous les alcools de vin qu'on lui offrait (alcools provenant des vins non bloqués). On stabilisait ainsi les cours des vins de consommation courante à 4 francs le degré environ. Cette intervention de l'État empêchait une catastrophe économique qui aurait été suivie, on pouvait le redouter, d'un mouvement quasi insurrectionnel, mais elle ne permettait pas aux vignerons de vivre.

Le gouvernement se tourna alors vers les dirigeants des grandes associations viticoles, vers les représentants de la profession organisée, et avoua ou presque que jusqu'ici les pouvoirs publics et le Parlement ayant été impuissants à résoudre la crise viticole, il demandait aux techniciens de la viticulture de collaborer avec les représentants des administrations intéressées pour l'établissement d'un décret-loi. Décision sans précédent dans notre histoire, soulignons-le.

Les Associations viticoles de France et d'Algérie répondirent à l'appel du gouvernement et se réunirent tantôt à Paris, tantôt à Bordeaux. Les rapports établis principalement par la Confédération du Midi et par la Confédération algérienne servirent de base à leurs travaux. Le rapport final remis au gouvernement déclarait que le vignoble franco-algérien produisant annuellement 10 millions d'hectolitres de trop, il fallait, pour assainir le marché, arracher environ 150 000 hectares et organiser une caisse spéciale qui achèterait les alcools de vin à un prix acceptable. La Commission interministérielle de la viticulture, réunie sous la présidence de M. Barthe, se saisit de ce rapport et confronta ses vues avec celles des hauts fonctionnaires de l'administration. Mais une déception attendait les dirigeants des associations viticoles; ils avaient espéré avoir voix délibérative dans le décret-loi qui se préparait, ils n'eurent que voix consultative. Aussi déclarèrent-ils que, si certaines de leurs directives avaient été

retenues, il s'en fallait que le nouveau décret-loi reflétât complètement leurs vœux.

Finalement, le 30 juillet 1935, parut le décret tant attendu. Voici ses dispositions essentielles. Il prévoit un arrachage facultatif avec indemnité. Si cet arrachage n'atteint pas, au 31 décembre 1935, 150 000 hectares, l'arrachage deviendra obligatoire, avec une indemnité réduite de moitié. Il portera sur dix départements de la métropole et sur les trois départements algériens, c'est-à-dire sur les départements qui produisent plus qu'ils n'absorbent, qui ont plus de 3000 hectares en production et qui ont augmenté leur vignoble de plus de 5 pour 100 depuis 1924 ; ces départements sont : l'Hérault, les Pyrénées-Orientales, l'Aude, la Vendée, le Tarn, le Var, la Marne, le Gard, le Vaucluse, les Bouches-du-Rhône, Constantine, Alger et Oran. Les modalités de cet arrachage obligatoire n'ont pas été publiées au moment où nous écrivons ; il est probable qu'il frappera durement les plantations nouvelles faites depuis 1924 et soulèvera des difficultés. Ainsi on va arracher, en France et en Algérie, un magnifique vignoble de 150 000 hectares établi à grands frais ! Nécessité inéluctable, dit-on, soit ; mais on nous accordera que les pouvoirs publics auraient été mieux inspirés en limitant les plantations voilà quelques années.

Pour assainir chaque année le marché des vins et pour assurer la distillation à un prix, sinon rémunérateur, du moins raisonnable, il a été créé deux Caisses, l'une dite Caisse générale, l'autre Caisse annexe, qui auront à « financer » l'arrachage et les achats d'alcools. Les viticulteurs avaient espéré que la gestion de ces caisses leur serait confiée sous le contrôle de l'État, ils désiraient une « régie intéressée ». L'administration ne l'a pas entendu de cette oreille et, ne nous y trompons pas, de même que d'une façon détournée l'État avait déjà réalisé le monopole des alcools d'industrie, il vient de réaliser en un tournemain le monopole d'une partie des alcools de bouche. Nous avons donc un nouveau monopole, sans que le grand public s'en doute encore.

L'article 8 des décrets prévoit que le gouvernement pourra, si les cours des vins sont inférieurs au coût de production, procéder à *l'échelonnement des ventes* : cette mesure vient d'être décrétée le 12 septembre. Les viticulteurs de France et d'Algérie

ont été autorisés à mettre en vente une tranche de 20 millions d'hectolitres environ. Le ministre de l'Agriculture n'autorisera la vente de la tranche suivante que lorsque le relèvement des cours lui paraîtra suffisant. Ajoutons que, pour permettre aux viticulteurs de vivre et pour qu'ils puissent attendre le relèvement des cours escompté, le gouvernement leur a promis de larges crédits.

M. Cathala, ministre de l'Agriculture, parlant au nom du gouvernement, a en outre pris l'engagement solennel de revaloriser par tous les moyens en son pouvoir les cours des vins; toute préoccupation politique scrupuleusement écartée, nul gouvernement, depuis Méline, ne s'était montré aussi soucieux de l'agriculture. M. Laval déclarait, dans le même moment, aux délégués des associations viticoles que la revalorisation des produits agricoles était pour la France une question de vie ou de mort.

Certains prétendent que le décret du 30 juillet et les décisions de la Commission interministérielle du 12 septembre 1935 préparent l'Office du vin, c'est-à-dire la mainmise de l'État sur la production et sur le marché viticole. Nous ne partageons pas cette manière de voir. D'autres, et nous sommes du nombre, estiment qu'il s'agit d'une évolution inévitable, mais qui aurait pu être mieux conduite, et nous ne nous trompons certainement pas en affirmant que d'ici peu les techniciens de l'agriculture et les hauts fonctionnaires des administrations auront à travailler ensemble une fois de plus pour modifier le décret-loi du 30 juillet et le perfectionner, le rendre plus clair, plus efficace et plus juste; espérons qu'à l'avenir les représentants des associations viticoles auront voix délibérative et non plus seulement consultative dans ces travaux.

L'économie libérale semble avoir fait son temps. Tandis que nous arrachons nos vignes, d'autres jettent des sacs de café à la mer, brûlent le coton et le blé, ferment les sucreries de Java, incendient les plantations de café ou livrent au couteau du boucher les vaches laitières; et cependant il est de pauvres gens qui meurent de faim. Est-ce la condamnation de la société moderne telle que l'ont élevée de longs siècles de christianisme et de civilisation? Certes, non. La société moderne et l'économie politique sont susceptibles de transformations et de perfectionnements. La liberté n'existe pas au

sens philosophique du mot; en revanche il existe des libertés humaines compatibles avec la sécurité, l'honneur et le bonheur de la cité. Tout en respectant scrupuleusement le droit de propriété et la dignité de l'individu, on peut organiser et contrôler la production, la circulation et la répartition des richesses.

Les hommes qui ont assumé la lourde tâche d'organiser la viticulture ramèneront-ils la prospérité chez nos vignerons si sombrement atteints par la crise? Souhaitons-le ardemment. La France, pays de civilisation agricole et maritime, peut braver tous les cataclysmes, à condition que son agriculture soit prospère et demeure la clef de voûte de son édifice social. Si nous parvenons à revaloriser les produits agricoles, il n'y aura plus de crise économique possible pour la France et pour ses colonies; notre industrie, notre commerce retrouveront une prospérité qui s'étendra aux professions libérales et le péril communiste ne sera plus qu'un vain fantôme.

J.-L.-Gaston Pastre.

LA SOLITAIRE DE DULWICH

DEUXIÈME PARTIE

I

Ici commence le rôle d'Amélie. Les deux cousines étaient devenues, à cette époque, amies intimes ; je veux dire « intimes » dans la mesure où c'était possible avec Zita, car la jeune femme n'était pas de celles qui se livrent; elle était réservée, discrète, et presque toujours silencieuse. Elle restait une énigme pour Amélie. Celle-ci avait beau l'aimer infiniment, force lui était de s'avouer qu'elle n'arrivait pas toujours à la comprendre; elle restait souvent confondue par les réponses de son amie.

Un jour, Zita lui déclara, en parlant de sa sœur Thérèse, qu'il n'y avait pas plus heureuse créature au monde. Et comme Amélie s'étonnait : « Oui, expliqua Zita, quelle chance elle a eue d'être lâchée par son mari, car elle a toujours eu horreur de la fortune et du luxe ! » Amélie fut surprise : elle croyait bien connaître Thérèse. Amies de jeunesse, elle l'avait revue depuis sa séparation, à Rome, où Thérèse passait quelques jours à l'ambassade : et elle n'ignorait pas que, loin de prendre son parti de sa position, Thérèse continuait de chérir son mari et ne se consolait pas de son abandon ; du reste, elle avouait qu'elle était dépensière, adorait le plaisir et avait des goûts de luxe qu'elle souffrait d'être incapable de satisfaire. Enfin, conclut Amélie, il faut croire qu'il est difficile de se comprendre en famille : on se connait trop, et trop peu.

(1) Voyez la *Revue* du 1er novembre.

Une autre fois, la veille d'un dîner, Amélie, qui était gourmande et très bonne maîtresse de maison, dit à son amie, en lui rappelant son invitation :

— A propos, ton mari aime-t-il la langouste?

— Lui? Il aime tout, dit Zita. Il ne prend pas garde à ce qu'il mange.

Cette remarque ouvrit à Amélie des horizons et la rendit un peu perplexe, — car Robert lui avait confié qu'il s'occupait lui-même des menus et de la cuisine (on mangeait très bien chez les Harmer); Zita se figurait-elle que toutes ces bonnes choses tombaient du ciel toutes rôties, comme des alouettes, ou n'étaient dues qu'aux talents de la cuisinière, que Robert, entre parenthèses, avait engagée, non sans peine, après de minutieuses recherches et un examen approfondi? Cette petite découverte jeta, aux yeux d'Amélie, une lueur curieuse sur l'intérieur de ses cousins : car Robert ne se vantait jamais de ces petits détails domestiques et Amélie, qui le savait très méticuleux sur cet article, ne put s'empêcher de trouver qu'il y avait du mérite. L'aveuglement de Zita la laissa un moment rêveuse, mais, à la réflexion : « Les femmes deviennent peut-être aveugles dès qu'il s'agit de leur mari », se dit-elle, « ou bien est-ce moi qui me trompe? N'est-ce pas Robert qui est l'aveugle? Peut-être que je n'y vois pas plus clair, et que c'est Zita qui est dans le vrai? Peut-être que c'est elle qui fait tout? »

Un autre jour encore, elle parlait avec la jeune femme d'un ami commun, Hedworth Lawless, alors ministre à Copenhague et qui se trouvait de passage à Paris. C'était un homme très séduisant, qui passait pour un bourreau des cœurs. Zita dit à son amie : « Sa femme a le bon sens de n'être pas jalouse. Elle se dit sans doute que plusieurs valent mieux qu'une. » La vérité, c'est qu'au contraire, une seule personne comptait dans la vie de Lawless, une Italienne, femme de diplomate, et que, loin de se résigner, sa femme était de celles qui ne cessent pas d'être jalouses, même quand elles ont cessé d'aimer. Elles ont des rages de dents avec un râtelier. « Qu'est-ce que cela prouve? Qu'elle est intelligente et que cette petite est une naïve », réfléchit Amélie. Mais le jour où, venant à parler de Jean de Bosis, la jeune femme déclara qu'il avait une nature exceptionnellement heureuse; qu'il était homme d'intérieur et tout consacré à sa mère; qu'il se marierait, aurait beaucoup

d'enfants et resterait au coin du feu, occupé de son jardin et de ses terres en Normandie, pour le coup, Amélie se dit : « Est-ce qu'elle ne serait pas un peu bête? Non, seulement elle vit entièrement dans un rêve : elle est imperméable à la réalité, et ne perçoit pas plus les choses qu'un pachyderme, ce qui est un phénomène vraiment bien curieux, chez une créature si sensible. » Plus elle voyait son amie et la considérait, plus elle se persuadait d'avoir deviné juste.

— Zita n'a pas de sens, ou c'est une femme très profonde, dit-elle à Madeleine.

— Elle est profonde, mais pas tout à fait comme tu l'entends : elle est capable de connaître des abîmes de souffrance, et justement en partie parce qu'elle n'a pas de sens pour la distraire d'une idée fixe. Pour un Français, cela saute aux yeux, qu'elle n'a pas de sens. *Elle ne sait même pas s'arranger* (1), ce qui est dommage pour une femme aussi belle.

Mais pour en revenir au détail qu'Amélie se reprochait, Zita avait pris l'habitude de monter chez son amie à tout propos : M. de Bosis devint aussi plus assidu. Il plaisait à Cyrille, qui engageait sa femme à l'inviter, ce qu'elle faisait, sans penser à mal. D'abord, Robert accompagnait sa femme, mais, comme son intimité avec Mrs Rylands progressait et qu'il la voyait maintenant tous les jours, il prit l'habitude de profiter des sorties de sa femme, et de la laisser aller seule.

Elle prit un jour. Jean en devint un habitué. Parfois il s'attardait un moment après les dernières visites. Elle le retenait quelquefois à dîner. Les choses allèrent ainsi jusqu'au printemps suivant, sans qu'Amélie eût rien observé d'anormal ou de nature à faire pressentir un danger; puis un beau jour, elle s'aperçut de ces riens, de ces infiniment petits, de ces choses presque imperceptibles qui taquinent la curiosité, et vous laissent insatisfait, un peu inquiet, — cette sorte de supplice de Tantale, qui consiste à sentir que la bonne clef est dans la serrure et qu'il ne reste qu'à tourner, mais quelque chose empêche d'ouvrir, ou bien que, grâce à une soudaine déchirure des nuages, vous allez connaître enfin ce que vous brûlez de savoir, mais tout se referme trop vite.

Il se produisit deux de ces petits faits minuscules.

(1) En français dans le texte.

Voici le premier.

Les Legge avaient invité quelques amis à passer la soirée au Théâtre Français. On reprenait *Ruy Blas*. Sarah Bernhardt jouait la reine. Cyrille avait pris une loge de six, de celles où les sièges sont placés par rang de deux les uns derrière les autres : deux devant, deux derrière et encore deux au fond. Il y avait les Legge, Bertrand et sa femme, Jean de Bosis et Zita. Robert avait accepté de dîner à la condition qu'on ne lui infligerait pas cinq actes en vers.

Voici comment on se plaça : devant, Mme Bertrand et Zita, cette dernière du côté le plus rapproché de la scène ; au second rang, Amélie et le peintre, et au fond Jean de Bosis et Cyrille. Jean était à l'extrême gauche, à la place la plus éloignée de Zita, mais de telle sorte qu'elle n'avait qu'à tourner la tête pour le voir et que le regard du jeune homme, dirigé vers la scène, rencontrait nécessairement la jeune femme sur son trajet.

On arriva à cet endroit du rôle de la reine :

> Qui que tu sois, ami dont l'ombre m'accompagne,
> Puisque mon cœur subit une inflexible loi,
> Sois aimé par ta mère et sois béni par moi.

Sarah disait ses vers dans une espèce de soupir, comme une harpe éolienne. Zita, qui regardait la scène et avait des larmes dans les yeux, tourna vivement la tête vers M. de Bosis. Fut-ce un hasard ? Une intention ? Leurs deux regards se croisèrent-ils ? Rien ne permettait de le dire, car elle se détourna aussitôt, et déjà le jeune homme contemplait de nouveau la scène. Ce fut l'affaire d'un éclair ; c'était moins que rien et pourtant ce furtif échange n'échappa point à Amélie qui se sentit au même instant comme frôlée par le passage d'un fluide électrique.

Pendant l'entr'acte, les trois couples se rendirent au foyer. Zita marchait au bras du peintre, et son amie au bras de M. de Bosis. Jean parlait de la pièce : « Quel génie, pour vous faire avaler une histoire aussi folle ! disait-il. Mais au fond, quoi de plus absurde que la donnée de presque toutes les grandes tragédies ? Il est incroyable qu'Œdipe vive douze ans sur le trône de Thèbes sans faire allusion à son passé et qu'un homme, averti qu'il tuerait son père et épouserait sa mère,

assassine un vieillard et épouse une femme beaucoup plus âgée que lui, sans se douter de rien ni avoir la puce à l'oreille : quel échafaudage de suppositions gratuites ! Mais n'importe, j'accepte tout, comme point de départ, du moment que le poète ne m'oblige plus à y penser. Le thème du *Roi Lear* est à dormir debout, et imaginez-vous rien de plus furieusement improbable que la conduite d'Othello? *Ruy Blas* n'est pas beaucoup plus imbécile que toutes ces fables, et le sujet a le mérite d'être dramatique : avec Sarah Bernhardt, la reine est aussi vraie que Desdémone ou Cordelia. » A ce nom de la fille touchante du vieux roi celte, Amélie, je ne sais pourquoi, pensa à son amie, car elle sentait en elle l'étoffe d'une Cordelia, tandis que jamais Zita ne serait Desdémone.

— Bertrand m'a dit pendant le dîner qu'il méditait de faire un autre portrait de Zita, ajouta-t-elle. Qu'en pensez-vous?

— Rien ne l'empêche d'essayer, répondit Jean, mais il faudrait être Velasquez !

— Et pourquoi Velasquez ? demanda Amélie, étonnée.

— A cause de cette petite tête, dit-il d'un air pensif.

Ce fut le second de ces petits incidents. Amélie demeura rêveuse. Après la représentation, les Legge reconduisirent Zita.

En route, on parla de la pièce et des acteurs.

— Vous savez, Bertrand veut refaire votre portrait, mais M. de Bosis prétend qu'il n'y a que Velasquez qui aurait pu vous réussir.

— Velasquez ? Quelle idée ! dit Zita avec un rire un peu forcé.

— Oui, dit Amélie, parce que vous avez une toute petite tête.

La jeune femme ne répondit pas, mais son amie crut deviner dans l'ombre qu'elle rougissait. Ce fut un nouveau sujet de réflexions pour Amélie. Mais elle en resta pour ses frais de calculs et de conjectures.

II

Cette année-là, comme les précédentes, Robert loua, pour le mois d'août, une chasse en Écosse dans la même région perdue des montagnes du nord. Outre les chasseurs, il n'y avait comme femmes que Flora Sutton et Zita. Mrs Rylands

était aux eaux. Les Legge ne quittaient pas Paris pendant l'été. M. de Bosis passait les vacances chez sa mère en Normandie. Mais il faisait de fréquents voyages à Paris et ne manquait pas de se rendre chaque fois chez les Legge, pour parler de Zita. Après le retour des Harmer, le peintre demanda la permission de faire un second portrait de la jeune femme, cette fois pour son plaisir. Robert fut enchanté de cette proposition. Zita posa en robe du soir : toilette de satin et de tulle crème, avec une rose thé près du cœur. Ce portrait est au Luxembourg et passe pour le chef-d'œuvre de l'artiste. Maintenant, c'était Amélie qui était assidue aux séances ; M. de Bosis cessa tout à coup d'y aller et coupa court en même temps à ses visites aux Legge, comme au « jour » de Zita. On ne le voyait plus nulle part. Il avait disparu.

Amélie en fit la remarque un jour à son amie :

— Nous ne le voyons plus jamais, répondit tranquillement celle-ci. Je crois qu'il s'est réinstallé à la campagne chez sa mère.

En rapportant à son mari cette conversation, Amélie ajouta :

— Eh bien ! voilà. Je m'étais trompée : il n'y avait rien du tout entre Zita et M. de Bosis.

— Tu crois ?

— Oui, je crois décidément qu'elle ne tient pas à lui et qu'elle a dû le lui faire sentir : on ne le voit plus à l'atelier, pas plus qu'ici, d'ailleurs. Il ne met plus les pieds chez elle.

— Il aura compris qu'il n'y avait rien à faire. A moins que Robert n'ait fait voir qu'il avait éventé la mèche ?

— Non, répliqua Amélie avec assurance. Robert ne serait pas jaloux d'un Français : il en est incapable. Pour lui, les étrangers ne comptent pas. Ils ne font pas tout à fait partie de l'humanité : ils sont d'une autre espèce, vaguement inférieure. Que sa femme puisse être exposée à tomber sous le charme d'un de ces êtres inférieurs, voilà qui ne lui entre pas dans la cervelle.

— Mais supposé que ton cousin découvre que sa femme a du goût tout de même pour un individu de cette catégorie infime et méprisable, que se passerait-il ?

— Ah ! ça, je n'en sais rien !

Au printemps, peu après le vernissage du Salon, où il

n'était bruit dans tout Paris que du nouveau portrait (« Avez-vous vu le dernier Bertrand? ») devant lequel se pâmait la colonie anglaise, — ce qui n'était pas sans flatter l'amour-propre de Robert, — Jean de Bosis publia son premier livre, un mince recueil de vers intitulé *Stances*. Cette plaquette ne se vendit pas et passa presque inaperçue.

Amélie apprit ce petit événement par Madeleine, qui avait lu le volume avec un certain intérêt.

— Ce n'est pas un poète, lui dit Mme Laurent, chez qui elle restait à causer par une fin d'après-midi, — c'était son jour et les visites étaient déjà parties, — mais il a incontestablement du talent et il fera sûrement quelque chose dans un autre genre, mais pas des vers.

— Est-ce qu'il y a des vers d'amour? demanda Amélie qui s'intéressait plus au côté personnel des choses qu'à la poésie pure.

— Non, répondit Madeleine. Ce sont des impressions de nature, des paysages, des choses dans le genre rural. Des poèmes d'amour, il n'y en a qu'un ou deux, assez tristes : des élégies, des plaintes de deuil, des gerbes sur la cendre d'une flamme défunte. Évidemment, le pauvre garçon a dû beaucoup souffrir pour écrire cela.

— Qu'est-ce qui te le fait croire?

— Un amour sans espoir.

— Et en l'honneur de qui?... Zita?

— Mais oui, c'était Zita.

— Et elle, de son côté, tu ne crois pas?...

— Jamais. Pour elle, j'en réponds. Je suis sûre que non.

— Mais lui?

— Oh! lui, c'est différent : il l'adorait, c'est clair... mais quand il a vu que c'était inutile, qu'il y perdait sa peine, que veux-tu? il a renoncé.

— Alors, c'est fini maintenant?

— Oui, je crois, et déjà depuis un bout de temps. Il n'y fait même que de lointaines allusions dans son livre. Tiens, le voilà, prends-le si le cœur t'en dit, cela t'amusera peut-être d'y jeter les yeux. Jean est allé se terrer à la campagne pour se guérir. Cette affaire a été pour lui une grosse épreuve. Il en a fait une maladie, mais heureusement il a pris le remède

héroïque, — la fuite, — et à présent il n'y paraît plus; le voilà tout prêt pour une autre aventure. *Cœur à louer* (1), et l'écriteau ne restera pas longtemps.

— Toujours très occupé, ce cœur ?

— Oui, toujours, peu ou prou, mais rien que des passantes... Cette fois, c'était autre chose.

— C'était vraiment très sérieux?

— Très. Il en a été mortellement malheureux.

— Et elle?

— Elle? Absolument froide.

— Tu la crois donc...

— *Un vrai glaçon* (2), ma chère.

— Écoute, cependant elle n'aime pas Robert.

— Parbleu !

— Mais sa mère...

— Sa mère, mon enfant, c'était une autre paire de manches. Elle, c'était un tempérament !

Amélie soupira.

— Du reste, cela vaut mieux ainsi, reprit Madeleine après un silence.

— Quoi donc?

— Eh bien ! qu'il ne se soit rien passé.

— Oui, je crois que tu as raison. Alors, j'emporte le livre? Tu permets?

— Je t'en prie. Tu verras. Cela n'est pas du tout dénué de talent.

Amélie emporta dans son manchon le petit volume. Elle l'ouvrit au hasard, parcourut distraitement un poème sur les labours, puis un autre sur les étangs dans des bois touchés par l'automne; cette lecture lui suffit. Elle referma le volume. Si elle avait eu plus de patience et d'attention que de curiosité, elle aurait trouvé un poème qui n'eût pas manqué de lui paraître intéressant. Cela s'appelait *l'Exilé* : c'était une ballade où il était question d'une princesse adorable à mignonne tête d'enfant, et de la passion sans espoir qu'elle avait inspirée à un voyageur d'une terre étrangère.

Amélie dînait ce soir-là chez Zita. La première chose qu'elle aperçut en entrant, ce fut le livre de Jean de Bosis

(1) En français dans le texte.
(2) En français dans le texte.

posé sur un guéridon. La couverture était ornée d'une dédicace respectueuse.

— Avez-vous lu les vers de M. de Bosis? demanda-t-elle à la jeune femme.

— Il vient de me les envoyer, répondit celle-ci. C'est si gentil de sa part! Mais la poésie française ne me dit pas grand chose. Cela surnage pour moi comme de l'huile sur un verre d'eau.

Robert, qui écoutait, prit le livre, le feuilleta, coupa négligemment quelques pages avec un coupe-papier et le reposa sans mot dire.

Après le dîner, on fit de la musique. Flora Sutton chanta des romances sentimentales, — de vieilles romances anglaises mises en musique par Tosti, — et Legge, qui avait une agréable voix de baryton, fit entendre quelques mélodies de Schumann. Robert, qui n'était pas musicien, s'assit dans un coin près du guéridon et Amélie le vit reprendre le volume et se plonger dans sa lecture, lui qui ne lisait jamais, avec une absorption profonde. « Que peut-il y comprendre? se dit-elle. Pas grand chose; peut-être le poème sur un vol de canards à l'aurore? Oui, cela est fait pour lui, et pourra le toucher. » C'était à sa manière un amoureux de la nature, mais un amoureux muet.

Les invités se retirèrent de bonne heure. Les époux se trouvèrent seuls. Robert alluma un cigare

— Ce garçon écrit vraiment très bien, articula-t-il au bout d'un moment.

— Qui donc? demanda Zita.

— Ce Bosis (Robert prononçait Bossis).

Zita ne dit rien.

— A un endroit, il décrit un départ de canards sauvages, c'est tout à fait cela.

— Je n'ai pas encore eu le temps d'ouvrir le livre, dit Zita. Il faudra que je m'y mette bientôt.

— Alors, je te conseille de te dépêcher, si tu veux que ce soit fait avant notre départ.

— Nous partons? interrogea Zita.

— Oui, dit Robert avec un soupir qui semblait exprimer son profond soulagement, et pour tout de bon. Je suis rappelé à Londres.

— Quand cela s'est-il décidé?

— J'ai reçu ce matin une lettre de ma banque, mais je n'ai pris mon parti que ce soir.

— Ah? dit Zita.

— Cela t'ennuie?

— Oh! pas du tout, il va sans dire. Cependant, je ne te cache pas que je laisserai ici bien des petits regrets. Les Legge nous manqueront.

— C'est vrai. Ils nous manqueront beaucoup.

Il y eut un long silence. Zita le rompit la première:

— Et où vivrons-nous, en Angleterre?

— Mais à Wallington, dès que le locataire sera à fin de bail.

— Comme avant?

— Comme avant.

— Et à quand le départ?

— De demain en quinze, mais je vais à Londres après-demain, pour quarante-huit heures.

— C'est parfait. Je tombe de sommeil, dit Zita, je vais me coucher.

— Moi pas encore, j'ai une lettre à écrire. Bonne nuit, chérie.

— Bonne nuit.

En traversant le petit vestibule, pour aller dans sa chambre, Zita trouva sur la table une lettre à son adresse. C'était un mot de Mme Bertrand qui les invitait à prendre le thé à l'atelier le lendemain, s'ils n'avaient rien de mieux à faire et se trouvaient dans le quartier: ils rencontreraient quelques amis: Madeleine, les Legge, tout le « petit noyau ». On ferait de la musique, etc.

Zita se mit au lit, mais resta longtemps sans pouvoir fermer l'œil. Après un long moment, elle entendit son mari se coucher. Elle ne dormait pas encore. Les yeux grands ouverts dans la nuit, elle songeait, transie, à ce sépulcre de Wallington, où il lui fallait s'enterrer.

Le lendemain, Zita se rendit sans son mari chez les Bertrand, en compagnie de Madeleine. Robert l'avait vivement engagée à cette petite partie, mais s'excusa de ne pas l'y conduire lui-même. « Tu sais, je ne peux pas souffrir ces séances artistiques; c'est plus fort que moi »; en réalité,

comme il partait le lendemain matin, il voulait faire ses adieux à Mrs Rylands et prenait le thé dans l'intimité chez la dame de ses pensées.

Chez le peintre, la jeune femme ne vit pas sa cousine; il n'y avait que des Français, parmi lesquels M. de Bosis. En le remerciant de son livre, elle lui fit part de la nouvelle de son prochain départ.

— Vous nous quittez pour quelque temps? demanda le jeune homme.

— Mais non, pour tout à fait, dit-elle en regardant droit devant elle une grande toile ébauchée qui occupait le panneau vis-à-vis.

— Vous allez vivre à Londres? reprit-il.

— Non, c'est-à-dire que Robert y viendra tous les jours, mais moi, je vivrai à la campagne.

— Quand partez-vous?

En deux mots, elle le mit au fait des intentions de son mari. Mais la conversation fut interrompue par une chanteuse, — un contralto, — qui entonnait une mélodie de Godard.

Elle ne parla pas davantage avec Jean. Quand elle prit congé d'eux, les Bertrand s'épanchèrent en chaleureux regrets. Robert partait le lendemain matin.

— Je reviens dans trois jours, dit-il à sa femme. J'ai demandé à Amélie qu'elle ait la gentillesse de s'occuper de toi.

— Mais je te conduis, dit Zita.

— Non, c'est bien inutile de prendre cette peine. Je déteste les adieux et les attendrissements bousculés dans les gares; et puis, nous n'avons pas le temps.

— Mais tu vois, je suis prête, répondit Zita. — Elle avait son chapeau sur la tête. — Je suis habillée pour sortir.

— Non, chérie, je préfère que tu ne viennes pas.

— Comme tu voudras.

C'était la première fois qu'elle n'accompagnait pas son mari à la gare. Il est vrai qu'il partait rarement sans elle.

Robert embrassa sa femme, et s'éloigna sur-le-champ. Il aimait arriver largement à l'avance.

— Tu auras du temps devant toi, dit Zita en regardant la pendule.

— Il ne me coûte pas d'attendre, et j'ai horreur de me presser.

Il n'était pas dehors depuis plus de cinq minutes, qu'un garçon de la banque arriva, chargé d'un pli urgent, à l'adresse de M. Harmer. Celui-ci devait absolument en prendre connaissance avant de partir. — J'ai été retardé en route, dit l'employé, mais j'espérais trouver encore M. Harmer chez lui. Ça ne fait rien, j'irai à la gare. J'ai le temps.

— Donnez-moi cela, je m'en charge, dit Zita. J'ai justement oublié une commission que j'avais à donner à mon mari.

Elle n'avait pas encore enlevé son chapeau.

Elle prit la lettre des mains du cycliste qui se faisait un peu prier, et envoya chercher un fiacre.

Elle arriva encore grandement avant l'heure, à la gare du Nord. Elle aperçut Robert qui fumait un cigare sur le quai. Il fut surpris de la voir. Elle résuma en deux mots ce qui s'était passé et lui remit la lettre.

— J'ai oublié aussi de te demander de me rapporter un pain de savon au spermaceti. Voilà où je les prends.

Elle lui tendit un bout de papier. Il l'embrassa. Il restait encore dix minutes avant le départ du train, mais Zita surprit un mouvement d'impatience de son mari et eut peur de l'importuner. Il était évident qu'il attendait quelqu'un. En remontant le quai, elle rencontra Mrs Rylands, encombrée d'une multitude de bagages, et qui était engagée dans d'interminables palabres avec le porteur et sa femme de chambre. Elle s'arrêta à la vue de Zita.

— Vous voyez, je prends le même train que votre mari, dit-elle. Je vais à Londres pour visiter des maisons à louer. Ma nièce que j'ai avec moi ne peut plus vivre ailleurs et veut à toute force me contraindre d'y habiter.

— Vous trouverez Robert un peu plus loin, répondit la jeune femme. Je viens de lui faire mes adieux. Je vous quitte, je suis obligée de rentrer.

Les deux femmes se séparèrent amicalement. Zita prit un fiacre. C'était une belle matinée de mai, les marronniers étaient en fleurs. Paris avait sa figure radieuse et son sourire de printemps.

Zita n'était nullement jalouse de Mrs Rylands, mais elle était furieuse des égards ridicules que son mari rendait à cette dame mûre. Elle était aussi courroucée que Robert lui eût

fait mystère de cette fugue à Londres, — bien qu'elle fût instruite, en principe, du projet que Mrs Rylands avait de s'y installer. Elle ruminait en chemin ces motifs de rancune, et se repaissait de son chagrin et de son amertume. Elle en avait gros sur le cœur. Elle trouva en rentrant une lettre sur la table de l'antichambre. Elle reconnut l'écriture de M. de Bosis. Elle n'avait jamais reçu de lui, et encore de loin en loin, que de courts billets de politesse, un peu cérémonieux, — en réponse à des invitations. Cette fois, c'était un volume de huit pages, au moins, — de sa longue écriture penchée, nerveuse, racée, intelligente. Il y en avait même plus long qu'elle ne l'avait cru d'abord, plus de huit pages. Elle parcourut debout les premiers feuillets, puis alla s'asseoir pour lire le reste attentivement dans un fauteuil.

Ce n'était pas une lettre, c'était un cri d'amour, un chant, une plainte suppliante, une déclaration. Jean racontait toute son histoire. « Je vous adore depuis le premier instant que je vous ai vue, mais je n'osais vous le dire, tant vous me laissiez peu d'espoir. Cruelle! Je vous ai crue insensible. Vous aviez réussi à me convaincre de la certitude accablante de votre indifférence. » Peu à peu, cependant, il s'était repris à espérer. Après *Ruy Blas*, le soupçon d'être quelque chose pour elle s'était changé en assurance. Quel transport! « Mais aussi après votre départ pour l'Écosse, quel désespoir! J'ai cru que j'en deviendrais fou. Jamais je n'avais passé par une pareille crise. Je ne me doutais pas qu'on pouvait souffrir à ce point-là. » Mais, au retour, à la froideur de l'accueil de la jeune femme, il avait enfin compris qu'il s'était fait illusion : elle n'avait donc aucun sentiment pour lui! « Alors, je décidai de partir, de guérir. Je le voulais à tout prix. J'ai quelque ambition, — je veux être poète, avoir un nom, devenir quelqu'un, faire quelque chose de ma vie : à quoi bon la gaspiller pour une ingrate qui ne daignait même pas s'apercevoir de mon existence et remarquer l'amour qui se traînait à ses pieds? Ainsi je tentais de me consoler de vos mépris. Mais je vous ai revue chez les Bertrand; je ne vous cherchais pas, le hasard seul nous a remis en présence l'un de l'autre. Vous m'annonçâtes votre départ. Vous me disiez adieu pour toujours. Alors, j'ai vu clair dans mon cœur et j'ai lu le secret du vôtre. Non, votre voix, Zita, n'était pas celle de l'indifférence; ce n'est pas

de la froideur que vous aviez pour moi; votre visage, vos paroles, trahissaient votre souffrance. N'essayez pas de me mentir : vous êtes malheureuse, vous étiez ce jour-là la figure du désespoir. Vous m'aimez, pourquoi me le cacher? J'ai compris toute votre misère, et votre immense courage, et la prodigieuse contrainte que vous exercez sur vous-même pour cacher à tous votre détresse : allez! j'ai bien deviné cet effort héroïque. Mais où cela vous mènera-t-il? Avez-vous réfléchi à l'avenir qui vous attend? Quelle sera votre vie, quelle sera votre solitude, là-bas, en Angleterre, loin de tous vos amis et de tout ce qui vous est cher, si vous vous résignez à suivre un mari que vous n'aimez pas? »

La lettre se terminait par un programme d'action : « Quittez votre mari, et fuyons ensemble à Alger. J'y possède une petite maison, toute prête à vous recevoir; je jouis d'une petite aisance ; nous ne serons pas riches, mais vous ne manquerez de rien.

« Puisque vous me rendez mon amour, poursuivait-il, pourquoi vous sacrifier? Au nom de qui? Au nom de quoi? Que les remords, les scrupules, ne vous arrêtent ni ne vous embarrassent : vous savez aussi bien que moi que votre mari est occupé ailleurs. Voulez-vous ménager l'opinion du monde, vous soucier du *qu'en dira-t-on*? Vous êtes pour cela trop noble, trop généreuse. Nous nous aimons, qu'importe le reste? Il n'existe au monde que notre amour.

« Moi du moins, ajoutait le jeune homme en finissant, sans vous, je me déclare incapable de vivre. Ne prenez point ces paroles pour un chantage ou une menace. Ne redoutez de moi ni drame ni résolution romantique. Je ne suis pas un Werther. Je ne ferai point, je vous le jure, un grand geste de désespoir. Je ne me suiciderai point : simplement, je cesserai de vivre. La nature agira toute seule à ma place. La vie, que j'ai reçue de vous, se retirera de moi si vous vous retirez, comme d'un ciel où s'éteint peu à peu la lumière, après que son flambeau a disparu derrière l'horizon.

« *P.-S.* — Je serai demain à trois heures dans l'atelier de Bertrand; le peintre n'y sera pas. J'attendrai votre réponse. Viendrez-vous? Que le cœur me bat en écrivant cela! Oh! venez, je vous en supplie, quelle que doive être votre réponse, fût-ce même pour me dire un éternel adieu. »

Zita relut la lettre deux fois d'un bout à l'autre. Son visage se transfigurait comme s'il se penchait sur une flamme. Elle se leva de son fauteuil et s'assit à son secrétaire pour écrire. Voici sa réponse :

« Vous m'avez devinée. C'est vrai. Je ne le nie plus. Je suis toute à vous. Je vous obéirai. C'est tout réfléchi, je suis parfaitement déterminée. J'agis peut-être en égoïste, je fais peut-être votre malheur. Mais je vous aime trop pour dire : non... Mon cœur ne me reproche rien. Je ne fais de mal à personne. Robert ne me regrettera pas. A propos, notre départ est fixé à demain en huit. Tout est prévu, vous connaissez les habitudes ponctuelles de mon mari. La veille au soir, je partirai avec vous pour Alger. Tout ce que je vous demande est de m'envoyer par un petit bleu le nom de la gare et l'heure du train. J'y serai. Je laisserai une lettre pour Robert, mais jusque-là je ne veux ni vous voir ni recevoir une lettre de vous. N'essayez pas non plus de me rencontrer dans une maison amie. Je vous le demande comme une grâce, dont je vous serai reconnaissante. »

Elle porta elle-même sa lettre à l'atelier. Le même soir, un petit bleu lui apportait l'indication du rendez-vous au train de Marseille.

III

Le lendemain du départ de Robert, sa femme goûtait chez Amélie. Après avoir causé un moment de choses et d'autres, elle lui dit :

— J'ai une nouvelle à vous annoncer, peut-être la saviez-vous déjà ? Robert est rappelé définitivement en Angleterre.

Elle parlait d'une voix neutre, nette, incolore, comme s'il agissait d'une autre. Amélie ne savait rien ; elle n'était pas chez les Bertrand et Madeleine était absente, pour une huitaine, à Saint-Germain. Elle s'informa du départ ; la jeune femme lui apprit du même ton glacial de jeune morte tout ce qu'elle savait. Amélie se souvint plus tard, à la réflexion, que son amie ne lui avait parlé tout le temps que de Robert, sans souffler un mot d'elle-même. Cette conversation la laissa interdite. Son mari à peine rentré, elle s'empressa de tout lui dire.

— Cette Zita est incompréhensible. Je m'attendais à la voir désespérée à l'idée de quitter Paris maintenant qu'elle s'y est attachée, qu'elle s'y est fait des amis, qu'elle y mène une vie agréable. Perdre tout cela pour s'enterrer dans ce trou de Wallington ! Brr !

— Tiens ! Quelle surprise ! Depuis quand ? Ils y retournent donc ?

— Pour Zita, c'est certain, à moins que Robert ne prenne une maison à Londres, mais ce n'est guère probable. Eh bien ! loin de se désoler, comme c'était naturel, elle parle de ce projet sinistre avec détachement et je crois bien avec joie, — vraiment, elle exagère ! — comme une petite fille à qui on a promis de l'emmener au théâtre.

— Quelqu'un qui va beaucoup souffrir par exemple, c'est ce pauvre Jean.

— Non, tu te trompes, mon ami, c'est de l'histoire ancienne. Mais, reprit Amélie après un temps, est-ce que tu crois que Robert se sera douté de quelque chose et qu'il ait des raisons de prendre ombrage de quoi que ce soit ?

— Robert est un malin.

— C'est vrai, c'est un gaillard qui ne doit pas être très facile à mettre dedans. Avec son air de n'y pas regarder, il vous a des yeux qui verraient clair à travers un mur de briques. Il a plus d'un tour dans son sac. Mais penses-tu que sa femme lui ait vraiment donné lieu d'exercer sa perspicacité ?

— Voyons, alors, pour toi, elle n'a jamais eu un petit faible pour Jean ?

— Non, foi d'honnête femme : je ne le crois pas. Je l'avais pensé un moment ; mais j'ai dû me tromper, ou du moins je le suppose. Madeleine est du même avis. Elle assure que Zita n'a jamais daigné faire attention à Jean et qu'à la fin le pauvre diable en a eu assez. Elle dit : « Ce n'est pas une femme, c'est une banquise » ; il y a des jours où je me demande si elle n'a pas raison. Vraiment, je ne sais que croire. Je donne ma langue aux chats.

— Et pourquoi aurait-elle épousé Robert ?

— Oh ! pour cela, c'est bien simple. C'est à la suite d'un chagrin et aussi par le désir de donner cette satisfaction à sa mère qui n'en avait aucune du côté de ses sœurs. Et enfin, pour une grande part, c'était une porte de sortie, une façon de

s'évader du milieu de pensions de famille et de petits hôtels où elle traînait. Et puis, je pense qu'après tout il ne devait pas lui déplaire : c'est un homme très bien ; aujourd'hui encore, si elle ne l'adore pas, je suis sûre qu'elle n'a aucune aversion pour lui.

— Moi, j'ai l'impression qu'ils n'ont rien à se dire, repartit Cyrille. De quoi diable parlent-ils ensemble ? C'est ce que je me demande toujours.

— Tiens, j'ai oublié de te dire : l'autre soir, quand nous avons dîné chez eux et que tu as chanté avec Flora, devine ce que faisait Robert !

— Non, je ne devine jamais. Quoi donc ?

— Il lisait les vers de Jean de Bosis.

Cyrille éclata de rire.

— Mais il comprend très bien le français, bien qu'il prétende le contraire. Je suis persuadée qu'il le parle dès que nous avons le dos tourné.

— Et moi, je suis convaincu qu'il est hors d'état de comprendre un seul mot de ces poèmes, dit Cyrille.

— D'accord, riposta Amélie, bien qu'il ne soit pas aussi philistin que tu le crois : il aime la nature, tu sais ! Et justement ce sont les sujets de notre petit Jean : c'est un campagnard, il parle de la campagne, des choses de la terre.

— Robert met sa femme sur un tel piédestal que l'idée qu'elle puisse accorder une pensée à un autre ne lui entre pas dans la tête.

— Il peut croire tout ce qu'il voudra, il est sûrement dans l'erreur : quand il s'agit de nous, les hommes se trompent toujours.

— Tu crois, chérie ? Enfin, tu dois savoir cela mieux que moi, dit Cyrille en riant.

— Il faut organiser un dîner d'adieux en leur honneur. Nous inviterons Jean.

— A la bonne heure ! Va pour Jean et le ménage Bertrand.

Robert revint de Londres, ayant achevé d'y prendre toutes ses dispositions. Le bail de Wallington prenait fin en septembre et ne serait pas renouvelé.

Le départ des Harmer était fixé au mercredi. Le dimanche précédent, Zita assista à la messe à Saint-Philippe du Roule. Elle n'était pas pieuse, ou du moins elle ne l'avait jamais été

avant ce moment-là. Jusqu'à l'époque dont nous parlons, elle était tout juste *pratiquante* (1) : c'est-à-dire qu'elle allait à la messe le dimanche, faisait maigre le vendredi et faisait ses Pâques. Là se bornait sa vie religieuse.

L'église était bondée, l'atmosphère étouffante et irrespirable. Zita se laissait aller à toutes les distractions sans chercher à se recueillir; sa pensée heureuse et délivrée flottait à la dérive, son imagination prenait la clef des champs, et déjà la précédait sur la route d'Alger, quand un Dominicain monta en chaire pour prêcher. Malgré elle, elle dressa l'oreille : il lui fut impossible de ne pas écouter, quelque effort qu'elle fît pour s'en empêcher et fixer ailleurs son attention. Maigre, éloquent, le masque et le geste énergiques, il avait l'air, planant au-dessus de la foule des fidèles, de parler pour elle seule et de s'adresser à Zita en particulier : on eût dit qu'il connaissait les détours de son cœur, les ombres de sa vie et le secret de ses pensées. Le thème de son homélie, c'était la nécessité du sacrifice accepté de bon cœur pour le bien de la société. On peut reprocher à l'Église de se montrer exigeante pour l'individu. C'est dur : il faut pourtant courber la tête et se soumettre. Ce joug impitoyable est celui de l'amour. C'est l'ordre de préférer le prochain à soi-même. La voix parla encore de la sainte obligation du devoir, des désordres de la passion coupable. Zita écoutait, impassible. Ces paroles étaient faites pour elle. Elles ne l'eussent pas été davantage, chuchotées à l'oreille dans l'ombre du confessionnal : c'étaient des paroles providentielles, et cependant elles glissaient sur elle et la laissaient inébranlée. Elle se raidissait plutôt dans sa détermination. Elle était résolue à quitter son mari, à tout laisser là pour suivre Jean. Non qu'elle se sentît emportée par une puissance irrésistible; cela, elle ne pouvait le dire. Ce n'était pas une force fatale qui l'entraînait : c'était plutôt l'ennui, le vide, l'horreur de l'existence sans but qui l'attendait. Elle était une feuille morte que le premier coup de vent détachait. Aimait-elle seulement ? En était-elle sûre ? N'importe, elle partirait quand même. « Non, se dit-elle, non je ne serai pas dupe, je ne me laisserai pas prendre à toute cette pieuse rhétorique. »

(1) En français dans le texte.

Le dîner d'adieu des Legge tombait le même soir. Ils avaient invité les Bertrand, Madeleine, Mrs Rylands, un des secrétaires de l'Ambassade et sa femme. Jean s'était excusé.

Les convives ne pouvaient détacher leurs regards de Zita : on aurait dit qu'ils la voyaient pour la première fois. Elle portait une robe de simple dentelle noire qui lui seyait parfaitement et redoublait son éclat. Elle semblait rayonnante. Amélie retrouva l'impression que la jeune femme lui avait donnée le jour où elle lui annonçait le départ de Robert. C'était bien cet air de petite fille qui s'efforce à grand peine à contenir sa joie et qui a tellement peur de voir lui échapper la récompense promise, qu'elle n'ose pas même en parler, de crainte de la faire évanouir.

Robert affectait au contraire une gaieté forcée ; ce n'était pas le collégien qui part en vacances, mais celui qui, le jour de la rentrée, veut faire contre fortune bon cœur.

Après le départ des invités, Amélie dit à son mari :

— Eh bien ! comment trouves-tu que cela a marché ?

— Ma foi ! je croyais Robert plus heureux de partir.

— Mrs Rylands va lui manquer.

— Mais non, puisqu'elle s'installe aussi en Angleterre, elle vient de me le dire elle-même.

— Zita était éblouissante !

— C'est incroyable. Si on la dessinait telle qu'elle est, noir sur blanc, elle paraîtrait à peine jolie. C'est une beauté imprenable en photo. Et pourtant, dès qu'elle est quelque part, on ne voit qu'elle. Mrs Rylands trouve que vraiment elle se fagote trop mal.

Amélie se mit à rire :

— Sois tranquille, elle sait ce qui lui va. Elle n'a pas besoin de suivre la mode : ficelée ou non, elle a toujours l'air d'une princesse déguisée.

— Chez elle, c'est l'expression qui fait tout.

— Mais non, c'est tout, l'ensemble et le détail, dit Amélie. Il fallait voir tous ces messieurs, ce soir, à table : quels visages ! Ils la dévoraient. C'était à peindre.

— Et Robert qui se rengorgeait d'être le mari de cette merveille ! Cet air de dire : « C'est à moi ! »

— Ah ! dame, il en est fier !

— Je me demande ce qu'elle pense.

— De quoi? interrogea Camille.

— Mais de tout !

— Cela, ma chère, je crois que nous ne le saurons jamais.

— Enfin nous la voyons, depuis... combien de temps? Quatre ans! Et tu n'as pas l'impression de la connaître?

— Pas plus que le premier jour.

En rentrant, les Harmer trouvèrent leur appartement dans un sens-dessus-dessous et un branle-bas déprimants; les tableaux étaient décrochés, le salon obstrué de caisses déjà pleines ou inachevées; sur la table, des piles de vieilles musiques, de vieux journaux ou de vieilles revues, des cordes et des ficelles de toutes tailles, des paperasses de toutes sortes. Près d'une malle ouverte, Tinker, le terrier de Robert, un Airedale très pur, montait lugubrement la garde. La porte du bureau était ouverte. Près de la table, dans la pièce nue et déjà étrangère, vacante, impersonnelle, une corbeille débordait de papiers au rebut et de photographies. Zita y aperçut immédiatement une image qu'elle connaissait bien : c'était un groupe où elle était entre sa mère et Robert et qui avait été pris à Nice le jour de leurs fiançailles. Depuis son mariage, Robert avait toujours cette photographie sur son bureau. C'était un souvenir et une relique très chère. Il y tenait superstitieusement, comme à une sorte de fétiche.

Zita fut sur le point de dire en pensant aux déménageurs : « Tiens, ils ont jeté aux ordures notre petit groupe de Nice », mais elle se ravisa aussitôt, et soupçonna que cette exécution était plutôt un geste volontaire de Robert. Que signifiait ce geste? Elle en demeura inquiète et vaguement intriguée.

Robert lut une lettre qui l'attendait et dit :

— Il faut que je parte demain matin.

— Comment, dit-elle, demain matin?

— Eh! oui, demain matin.

On se rappelle que c'était dimanche. C'est le mardi soir qu'elle devait retrouver Jean à la gare de Lyon. Elle y était toujours fermement résolue.

— Mais rien ne t'oblige à partir avec moi, ma chérie; d'ici à demain, tu n'as pas le temps de faire tes bagages; rien ne te presse; je t'engage à rester encore quelques jours. Tu pourrais par exemple prolonger ton séjour d'une semaine, je reviendrais pour te chercher. Je crois décidément que c'est le

meilleur parti. J'ai sous-loué l'appartement, mais nous sommes encore chez nous jusqu'à la fin du mois, et Amélie et Joseph ne te refuseront pas une semaine supplémentaire.

Zita écoutait sans répondre.

— Réfléchis, va dormir là-dessus; la nuit porte conseil. Tu peux très bien ne te décider que demain matin, mais je suis sûr que tu préféreras ne pas te bousculer. C'est ce que je ferais, si j'étais toi.

A cet instant, le chien, Tinker, s'approcha de la jeune femme, lui posa les pattes sur les genoux et la regarda dans les yeux d'un regard suppliant, comme pour dire : « Ne t'en va pas. » La bestiole lui était très attachée et elle lui rendait son affection.

« Cette bête sait tout », se dit Zita.

— Pauvre Tinker, tu vas lui manquer, dit Robert en fixant sur elle un regard pénétrant, un regard qui semblait la traverser tout entière, comme une matière transparente. Zita fut incapable de rien dire. « Oui, mon vieux, nous partons demain, ton maître t'emmène en voyage », ajouta-t-il en caressant le petit chien comme pour expliquer la remarque qui venait de lui échapper, et pour essayer de lui donner une apparence naturelle. « A propos, as-tu pensé à remercier M. de Bosis de son livre?

— Non, pas encore.

C'était la vérité.

— Tu feras bien de lui écrire pas plus tard que demain. Il part. Il s'embarque pour Alger.

Elle tressaillit.

— Mais oui. Je viens de l'apprendre tout à fait par hasard : c'est Williamson qui se trouvait chez Cook et l'a entendu commander ses billets. (Il appuya sur le pluriel.) Il a retenu, poursuivit-il, deux couchettes de wagons-lits et une place assise pour son valet de chambre. Il ne part donc pas seul. Il voyage avec quelqu'un, une femme apparemment. Devines-tu qui cela peut être? Sa mère, sans doute, ou bien...

— Ou bien? répéta Zita machinalement.

— Mais dame! sa maîtresse.

Zita avait beau ne pas être une grande observatrice : elle comprit instantanément, et avec certitude, qu'elle était découverte et que son mari savait tout. Il savait qu'elle allait le

quitter, que la décision en était prise, qu'elle partait avec Jean de Bosis. Comment il avait surpris son secret, comment elle s'était trahie, elle n'en avait nulle idée; mais elle ne s'y trompait pas, elle était transpercée par ce regard lucide. Non seulement il savait tout, mais il était en train de lui faciliter sa fuite; il avait la générosité de l'aider, de lui épargner les mensonges, ou plutôt de lui permettre de mentir le moins possible. Elle ne sentait toujours aucun remords, sa conscience ne lui faisait aucun reproche ; mais quand elle vit devant elle ce grand homme massif et simple qui la regardait de ces yeux honnêtes et clairs, quand elle l'entendit prononcer avec un imperceptible dégoût, et un peu de pitié, ce mot de « maîtresse », par lequel il montrait qu'il ne lui restait aucun doute, un mystérieux impératif jaillit à ses côtés comme une présence surnaturelle, un invisible archange. Elle sut qu'elle ne partirait pas.

— J'ai largement le temps de finir mes bagages, prononça-t-elle simplement. Je serai prête demain en même temps que toi. Mes malles sont faites.

C'était vrai encore. Mais elle ne disait pas que c'était pour un autre voyage.

— Bonne nuit, mon ami !

— Bonne nuit, fit Robert en allumant un cigare. Réfléchis encore, et n'oublie pas ta lettre à M. de Bosis.

IV

Zita quitta Paris le lendemain matin avec Robert : avant de partir, elle écrivit deux lettres, une à Jean, l'autre à Amélie. Elle disait à celle-ci que son mari et elle avaient dû avancer leur départ et elle la chargeait de faire ses excuses dans son entourage.

A Jean, elle écrivit qu'elle avait compris à la dernière minute l'impossibilité de quitter son mari : son cœur n'avait pas changé et ne changerait sans doute jamais. « Mais en quittant Robert, ajoutait-elle, c'est vous, mon pauvre Jean, que je ferais souffrir, et je n'en ai pas le courage. »

Quelques jours plus tard, Amélie reçut une lettre de Zita, lui disant qu'elle avait fait bon voyage. Et environ quinze jours après, Madeleine fit irruption chez Amélie un beau matin,

pleine d'importance et de nouvelles dramatiques. Jean était au plus mal. Une fièvre cérébrale, sans doute. On avait, pendant quelques jours, désespéré de sa vie. Sa mère s'était installée à son chevet comme garde-malade. Madeleine, qui venait de passer une quinzaine à Fontainebleau, apprenait seulement cette nouvelle à son retour. Mme de Bosis était venue la voir. Son fils était hors de danger.

— Est-ce à cause du départ de Zita ? demanda Amélie.

— C'est ce que prétend sa mère. Sur le coup, il en a d'abord été comme foudroyé, puis on l'a cru à moitié fou, et enfin la fièvre s'est déclarée ; ç'a été tout le tremblement, et le diable et son train.

— Mais c'est incroyable ! dit Amélie. Ils ne se voyaient plus.

— C'est qu'il avait perdu espoir, mais cela n'a jamais empêché d'aimer et de souffrir. Mme de Bosis accuse Zita d'être un monstre : « c'est une allumeuse, une coquine qui s'est jouée de mon fils : elle l'a fait marcher comme on dit vulgairement, pour le laisser tomber. » Elle lui en veut à mort. Elle dit : « Ces Anglaises, ce sont toutes les mêmes, des *flirts*, des coquettes sans cœur, qui jouent avec le feu, et n'aiment pas s'y brûler les doigts. Vicieuses et hypocrites, voilà, de vilaines petites saintes Nitouches. » Mon Dieu, elle est furieuse, cela se conçoit ; on ne peut pas lui demander d'être juste. Moi, je l'ai prise vivement à partie. J'ai essayé de la raisonner. J'ai tâché de lui faire comprendre que le départ de Zita était ce qui pouvait arriver de mieux. Mais elle m'a répondu : « Vous ne connaissez pas mon Jean. Il n'est pas comme les autres. Il ne s'en remettra jamais. » Je lui ai représenté que les choses auraient eu beau se passer autrement, ces jeunes gens n'en auraient pas été plus heureux pour cela. « Supposez que cette petite ait filé avec Jean, lui ai-je dit. — A Dieu ne plaise ! — Eh bien ! alors qu'est-ce qu'il vous fallait ? Une *liaison* (1) banale ?... — Du reste, maintenant, à quoi bon ? c'est trop tard, m'a-t-elle dit, le mal est fait. N'en parlons plus. Mais rien ne m'empêchera de dire que cette petite misérable est une empoisonneuse. Elle a empoisonné mon fils. »

— Et toi, dit Amélie, qu'est-ce que tu en penses ?

(1) En français dans le texte.

— Pour moi, elle ne l'aime pas et ne l'a jamais aimé. C'est lui, Jean, qui l'aimait follement, comme un désespéré. Alors, il a cessé de la voir, et il se croyait guéri quand ce départ soudain lui a montré qu'il n'en était rien. Voilà mon explication, je te la donne pour ce qu'elle vaut. Mais, tu sais, je n'en mettrais pas ma main au feu : je ne prétends pas vous comprendre, *vous autres* (1).

— Mais je n'y comprends rien non plus, dit Amélie en gémissant. Je ne me flatte pas de connaître Zita ; plus je la vois, plus nos relations se prolongent, moins j'ai le sentiment de la connaître.

— Et le mari ? demanda Madeleine. Tu ne crois pas qu'il a joué un rôle ?

— Je me le demande aussi, parfois. Tu sais qu'il est loin d'être une bête.

— S'il était jaloux, cela expliquerait tout, dit Madeleine.

— Jaloux de Jean, pourquoi ? Zita ne l'avait pas vu une seule fois depuis des semaines.

— Cela n'a aucune importance, déclara Madeleine. On n'est pas jaloux pour des faits, on est jaloux des êtres. Les faits, ce n'est rien, mais la personne !... C'est une sorte d'instinct du mâle qui avertit un homme et lui désigne le rival. Une espèce de flair animal, qui n'a rien de commun avec l'intelligence. C'est physique. Voilà pourquoi ce ne sont pas les plus intelligents qui ont le moins de chances d'être trompés, mais souvent au contraire des hommes tout à fait médiocres, mais qui ont ce flair animal. C'est sans doute le cas de ton cousin.

— C'est possible, dit Amélie. Mais dans cette affaire de sa femme, ton observation ne joue plus : qu'est-ce qu'il y avait à flairer ?

— Qui sait ?

— Alors, à ce compte-là, c'est qu'on n'est sûr de rien ! Est-ce que Jean a fait des confidences à sa mère ?

— Non, il ne lui en a pas dit un mot et dans son délire il ne faisait que parler tout le temps d'une certaine Marie.

— Qu'est-ce que je te disais ? Zita ne s'appelle pas Marie.

— Enfin, votre Zita l'a perdu, voilà le fait, il n'y a pas à

(1) En français dans le texte.

sortir de là, dit Madeleine. C'était écrit. C'est un cas de prédestination. Cette beauté singulière, beauté un peu étrange, si peu faite pour plaire à tout le monde, encore moins à un Français, la vouait, cette petite, à faire naître chez un garçon comme lui une passion mortelle, que sa délicatesse et sa situation à elle ne lui permettaient pas de satisfaire. C'est bien triste.

— Peut-être cela vaut-il mieux ainsi, pour l'un comme pour l'autre, dit Amélie. Jean est encore jeune. A son âge, il y a encore de la ressource. Pourquoi ne se marierait-il pas et ne serait-il pas heureux?

— Pourquoi? Parce qu'il est un de ces êtres qui ne sont pas faits pour le bonheur.

— Pauvre garçon! dit Amélie avec des larmes dans la voix. J'aimerais tant qu'il fût heureux! — Puis, sans transition, avec élan, — il faut qu'il soit heureux!

La convalescence fut lente. Le jeune homme, tout en se montrant affectueux pour sa mère, continua à garder le silence sur son secret. Dès qu'il le put, il quitta Paris et s'installa chez elle en Normandie, où il se mit à écrire un roman.

Pendant ce temps-là, on n'eut de lui que des nouvelles indirectes. On ne le voyait plus, ni les Legge, ni Bertrand, ni personne.

Amélie continuait à recevoir de temps en temps des nouvelles de Zita. Robert avait loué une maison à Wimbledon, en attendant que celle de Wallington fût libre. Mais brusquement, le jour de l'échéance, Robert consentit au locataire un nouveau bail de cinq ans. La vérité est que si, pour rien au monde, Robert n'aurait habité Londres, Zita lui avait fait entendre que, de son côté, pour rien au monde, elle n'habiterait plus Wallington. Elle était appuyée par sa mère, rentrée en Angleterre, à qui elle avait déclaré qu'elle divorcerait plutôt que de vivre à Wallington; Mrs Mostyn fit comprendre à son gendre que c'était sérieux. Au fond, l'endroit importait peu à Robert, du moment que ce n'était pas en ville. Il faisait facilement la navette de Wimbledon à Londres. Pour l'été, il décida de louer une chasse, mais cette fois pour plusieurs années, au lieu d'en changer tous les ans. Il s'installait dans des habitudes définitives. La solution de Wimbledon lui permettait d'aller aux courses, et il passait la nuit au club quand

cela l'arrangeait; d'autre part, Mrs Rylands était à Londres pour trois ans : tout le monde était donc content.

Une vie toute nouvelle commença pour Zita. Après son heure, sinon de gloire, du moins d'éphémère célébrité (car sa beauté était connue, non seulement du Tout-Paris, mais aussi des Anglais de passage), elle rentra dans l'oubli, éclipse cette fois définitive. Elle vivait comme en rêve. Elle voyait peu de monde, n'allait presque jamais à Londres, sauf pour de rares dîners intimes ou pour quelque soirée de musique chez des relations d'affaires de son mari. Tout lui semblait indifférent, elle ne paraissait ni heureuse ni malheureuse, mais atone, inerte, sans conscience, comme une personne artificiellement endormie. Et c'était vrai : elle était comme frappée d'anesthésie, sous l'empire d'un narcotique.

Robert, comme toujours, se montrait empressé et prévenant pour elle, attentif à tous ses désirs. Vain effort! Rien ne la tirait de cette espèce de léthargie. Elle allait dans la vie, les yeux ouverts, belle et souriante, comme une somnambule.

Elle ne s'intéressait à rien. Point d'amis véritables, seulement de vagues relations. Sa mère mourut peu après leur retour en Angleterre. Ses sœurs vivaient toujours à l'étranger.

Elle ne lisait pas; ayant, au début de son mariage, dévoré tous les romans qui lui tombaient sous la main, comme repue de tout ce fatras, elle n'ouvrait plus un livre. Elle n'était pas davantage confite en dévotion : elle s'acquittait froidement de ses devoirs, sans plus. Elle ne fréquentait pas un seul ecclésiastique. Mais une passion emplissait sa vie. Elle avait désormais une marotte, un dada. C'était sans doute assez pour vivre. Cette passion était son jardin. Un jardin, c'est ce qui lui avait manqué à Wallington. Il y en avait un déjà, mais ce n'était pas sa création : c'était un grand jardin, un parc, mais impitoyablement tracé, immuable, absolu, sous l'œil implacable d'un jardinier du Nord, espèce de gendarme des pelouses et des plates-bandes, lequel pour un empire n'aurait laissé changer l'ordre établi; la jeune femme ne tenta pas même de parcourir les allées avec cet autocrate, et d'empiéter sur ce domaine strictement réservé. Elle en avait vraiment souffert. A Wimbledon, au contraire, elle eut le bonheur de se trouver en présence d'un grand jardin qui n'était pas sacré comme un chef-d'œuvre et d'avoir affaire à un jardinier moins tyran-

nique et plus traitable. Elle entreprit de composer un jardin à sa fantaisie, un jardin tel qu'elle les aimait; Robert fut enchanté pour elle de cette occupation : c'était toute sa vie. Ce jardin, s'il eût été ouvert au public, eût valu le voyage d'Angleterre.

C'était une merveille de goût et de composition, une fête de couleurs avec des hardiesses, des trouvailles d'harmonies délicates. Pour les yeux, c'était une féerie, et pour l'être entier une détente, un repos, un bain, une nappe de délices; l'ombre et la lumière s'y trouvaient réparties par grandes masses, dans un équilibre qui était une musique. Ce petit miracle, bien peu de gens le connaissaient; on n'y voyait habituellement que les collègues de Robert, et voici tout ce qu'ils trouvaient à en dire.

— Mon vieux, il n'y a pas à dire, ça fait vraiment bien, toutes ces fleurs. C'est toi qui t'occupe de ça? Ça ne m'étonne pas du reste. Tu as toujours été bon jardinier. Tes chrysanthèmes sont épatants, disaient-ils, comme pour faire semblant de s'y connaître, et ils montraient les bergamotes.

C'est un fait surprenant, mais nullement exceptionnel qu'une femme aussi belle que l'était Zita (et elle allait toujours embellissant; à trente-cinq ans, elle était deux fois mieux qu'à dix-huit; ses grâces doublaient comme son âge), il est singulier que cette femme, consacrée à Paris par un commun accord et la voix unanime des Anglais comme des Français, ait pu vivre dix ans dans la banlieue de Londres, avec des séjours intermittents çà et là, dans divers comtés, sans attirer plus d'attention. Au rebours de ce qu'on appelle une beauté professionnelle, elle était oubliée, et personne ne se donnait la peine de l'inventer ou de la redécouvrir.

Il n'existe d'elle aucun portrait signé d'un peintre anglais. Les deux seuls qui subsistent sont ceux de Bertrand : l'un est à Wallington, le second au Luxembourg. On a quelques photographies, faites sur une plage ou par quelque opérateur forain, mais aucune d'un grand photographe. Elle se dérobait aux grandes réceptions et aux cérémonies publiques. En fait, tout ce qui était public l'indisposait : le public l'ignorait et elle ignorait le public. Elle vivait retirée dans son coin, sans se plaindre et peut-être sans être à plaindre (au moins en apparence), cultivant son jardin, et occupée de son mari.

Celui-ci semblait heureux. Zita remplissait ses idées de confort domestique. Il aimait commander les repas, mais il aimait qu'il y eût quelqu'un pour veiller à ce que les plats fussent exécutés à son goût. C'était le rôle de Zita. Elle faisait davantage, et beaucoup davantage. Sans faire mine d'y toucher, tout reposait néanmoins sur elle. Il en était ainsi depuis le premier jour, sans que personne s'en doutât. Elle faisait tout sans aucun bruit. C'est ce qui trompait tout le monde. Tous les amis de la jeune femme, et jusqu'à cette fine Amélie, s'y étaient complètement mépris.

Robert était heureux en affaires comme dans son ménage. Tout lui réussissait, et il gagnait beaucoup d'argent. Il passait un mois tous les ans dans sa chasse d'Écosse et se réservait une semaine en novembre, pour tirer le faisan chez des « copains ». Il assistait régulièrement au Derby, au Grand National, au Saint-Léger, et se montrait à Newmarket au moins deux fois par an, l'une au printemps, l'autre à l'automne. Il recevait ses collègues à Wimbledon. La chère y était bonne et la cave réputée. Par surcroît, il voyait Mrs Rylands tous les jours. Cette dame était installée définitivement à Londres : elle avait pris d'abord le prétexte d'y mener sa nièce dans le monde, mais, depuis qu'elle l'avait mariée, elle s'était attachée à l'Angleterre, au point qu'elle se serait sentie dépaysée à Paris, et plus encore en Amérique.

Quelles étaient au juste ses relations avec Robert? Personne n'en a jamais rien su. Le fin mot de cette amitié est demeuré indéchiffrable. Mrs Rylands était une belle femme, contemporaine de Robert, peut-être un peu plus jeune et paraissant plus que son âge, ou au contraire plus âgée et alors paraissant jeune. C'était une grande blonde, pleine et lisse comme une pêche, avec un petit nez grec, de magnifiques épaules et des yeux un peu vides : un de ces types de femmes qui sont des beautés inamovibles et éternelles, des beautés pour la vie. Beaucoup de savoir-faire et de qualités pratiques. Elle n'avait que des amis. Quels que fussent ses rapports intimes avec cette dame, Robert écoutait docilement ses avis sur toute chose et ne jurait en tout que par elle.

Pour elle, elle se tirait avec tact de cette situation délicate et faisait tout pour épargner des difficultés à Zita et pour éviter toute espèce de heurt avec elle. En principe, Mrs Rylands

n'aimait pas les femmes, mais Zita ne lui semblait pas une adversaire. Dans le secret de son cœur, elle devait trouver ce mariage pitoyable. Il aurait fallu à Robert une femme de tête, une femme de la haute société, qui aurait poussé son mari, l'eût aidé à faire son chemin dans le monde, eût été enfin une compagne à sa hauteur, bref, tout le contraire de cette pauvre Zita, occupée à rêver tout le jour dans son jardin de banlieue, sans voir âme qui vive... Telles étaient les pensées de Mrs Rylands, mais elle avait le bon sens de les garder pour elle. Sa tactique consistait à ne faire jamais aucun tort à Zita : elle était, pour cela, beaucoup trop fine mouche.

Zita, pour sa part, affectait de se réjouir pour son mari de cette intimité et prenait son parti de Mrs Rylands comme d'une chose toute naturelle. Les règles du jeu étaient observées de part et d'autre tacitement, mais avec la plus grande exactitude. Deux fois par semaine, Robert restait à Londres pour dîner; il disait : « Je dîne au club. » On respectait cette fiction. Une fois par mois, il donnait chez lui un petit dîner où sa femme ne manquait jamais de prier Mrs Rylands. Celle-ci ne dînait jamais seule aux *Bouleaux*, la villa des Harmer, mais quelquefois, quoique rarement, elle s'invitait à y prendre le thé avec Zita en l'absence de Robert.

En retour, Mrs Rylands donnait de loin en loin un dîner où Robert et sa femme étaient ponctuellement invités. Cela se passait toujours en petit comité. La soirée s'achevait au théâtre. Zita acceptait l'invitation une fois par an, et déclinait les autres, où son mari se rendait seul.

Il emmenait Mrs Rylands aux courses avec sa bande, et en Écosse, à l'époque des chasses, elle était régulièrement de la partie.

Zita ne voyagea pas dans les années qui suivirent, sauf une année à Pâques, où son mari l'emmena quinze jours à Florence et à Rome. Robert allait souvent à Paris pour affaires; il y retournait pour le Grand Prix et certaines réunions hippiques. Une fois il se paya Monte-Carlo. Il avait proposé à sa femme de l'emmener, mais elle dit non. Les anciens amis de Paris s'étaient tout à fait espacés : ils donnaient peu de leurs nouvelles, et indirectement, on n'en savait guère davantage.

Cyrille avait été nommé à Tokio, où il resta quatre ans; de là on l'envoya à Stockholm. C'était toujours le bout du monde.

La correspondance se ralentit, et cessa bientôt tout à fait.

Un an après le départ de Cyrille, M. de Bosis publia un livre qui le rendit célèbre du jour au lendemain. Cette fois, c'était un livre en prose, dont le ton et l'inspiration étaient totalement différents de son volume de vers. C'était un petit roman de mœurs contemporaines : un livre amer, cynique, un peu brutal et très vivant ; ce fut un effet de surprise ; le public fut choqué, charmé. La presse, à l'exception de quelques voix favorables, se montra fort sévère. Mais tout le monde parla de l'ouvrage ; il fut traduit en plusieurs langues, bien entendu pas en anglais. L'auteur n'envoya pas d'exemplaire à Zita, qui ne lut pas plus ce petit livre qu'elle n'en lisait d'autres : elle en apprit le succès par Mrs Rylands, qui lui dit que c'était un livre déplaisant, mais très bien écrit.

L'année suivante, Jean publiait un second volume. Livre d'imagination, d'une couleur hardie, plein de fougue sensuelle et, dirent les délicats, d'une vulgarité intolérable ; ce fut un succès de scandale. Certaines librairies étrangères le retirèrent de leurs étalages et en refusèrent la vente. L'auteur fut inondé d'injures et ameuta contre lui les critiques les plus en vue et les plus impartiaux : cette fois il dépassait les bornes. Mais le tirage dépassait aussi les chiffres du volume précédent. Le roman fut mis au théâtre, c'est-à-dire que d'ingénieux spécialistes en firent un grossier et informe mélo. Cela devint un triomphe. Alors, comme par défi, Jean se mit à écrire un nouveau roman, où il allait encore plus loin dans le genre qu'on lui reprochait. C'était un *à la manière de...* où il exagérait ses propres partis-pris et faisait, en quelque sorte, sa propre caricature ou son « imitation ». C'est ce qui arrive assez souvent : l'auteur se brouille avec la critique à mesure qu'il gagne les suffrages du public ; il prend le mors aux dents et s'emballe dans le sens de ses mérites ou de ses travers. A peine avais-je écrit ces réflexions depuis deux heures, que j'en trouvais la confirmation dans une vie récente du romancier Bulwer Lytton : « L'enthousiasme du public, joint à la férocité et à l'injustice de la critique, écrit l'auteur, ont eu sur le génie de Bulwer le résultat fâcheux de libérer tous ses défauts. » Ces lignes s'appliquent si bien à Jean de Bosis, qu'on les dirait écrites pour lui.

Ce nouveau livre alla aux nues. Les critiques avaient déjà

usé leurs munitions et vidé tout leur arsenal ; ils finirent par se taire, en se bornant à grogner que Jean de Bosis était à bout et que c'était un homme fini.

Il l'était si peu, que depuis il a continué de publier un nouveau livre tous les ans : « Toujours le même, dirent alors en chœur ses ennemis ; seulement, chaque fois plus mauvais. »

L'année de son deuxième roman, il épousa une cantatrice, Émilie Altembrandt, veuve d'un Autrichien. Quant à elle, elle était sans nationalité définie. « Elle aurait pu être Russe, Française, Turque ou Prussienne, ou peut-être Italienne » (1) ; mais ce qu'elle « était » au juste, c'était plus difficile à dire. En tout cas, pas Française, ni Anglaise non plus. Elle parlait toutes les langues et ne savait se taire dans aucune. C'était une splendide brune, une flamboyante Walkyrie, infatigable et fatigante. Elle chantait en français, en allemand et en italien, en russe même, à l'occasion, et faisait des tournées par toute l'Europe. Elle était la coqueluche de tous les mélomanes, mais elle n'avait jamais été en Angleterre. Ce n'est pas faute d'y avoir été demandée : on lui faisait un pont d'or. C'est elle qui refusait, sous prétexte que le climat la tuerait, et elle n'était pas femme à se laisser forcer la main.

C'est Mrs Rylands qui rapportait toutes ces nouvelles à Zita. Elle jouait à Wimbledon le rôle de gazette bénévole. Elle lui raconta l'histoire de la *diva*, son mariage, ses triomphes, celui de Jean, l'accueil enivrant que le couple illustre recevait sur son passage dans toutes les capitales, à Vienne, à Saint-Pétersbourg, à Berlin, à Rome, à Milan, à Madrid ; elle s'étendait complaisamment sur le tableau de cet immense bonheur et sur la griserie de cette gloire mondiale.

La jeune femme écoutait, sans répondre, les yeux vagues et la tête baissée, comme un enfant écoute une fable de *Ma Mère l'Oye* :

— Il était une fois, il y a bien, bien longtemps...

V

Ce n'est qu'au bout de neuf ans, l'année de la deuxième Exposition universelle, — celle de la Tour Eiffel, — que Zita devait retrouver ses vieux amis de Paris.

(1) Citation d'une chanson d'opérette de Gilbert qui a passé dans la langue.

Le médecin avait ordonné les eaux de Haréville à Robert qui fit sa saison vers la mi-juillet.

Sa femme n'y alla que pour l'accompagner. La première personne sur qui elle tomba le lendemain de son arrivée, comme elle flânait sous les Galeries pour regarder les étalages, ce fut sa cousine Amélie Legge, à peine changée, — peut-être un peu blanchie, peut-être aussi un peu plus bavarde et geignarde qu'autrefois. En cinq minutes, elle eut tout dit à Zita : Cyrille était maintenant conseiller à Paris, il allait arriver le lendemain, ou dès qu'il serait libre, mais pas pour se soigner. C'est à elle qu'on avait prescrit les eaux : oh! la source la plus anodine, seulement pour ses yeux... A Paris, oui, pour tout à fait, mais, hélas! pas dans leur ancien appartement : rien à louer que sur la rive gauche.

— Quelle joie de vous revoir, dit Amélie, et de vous retrouver aussi jeune ! Vous n'avez pas pris un jour, au contraire, vous êtes plus belle que jamais. Madeleine Laurent est encore de ce monde et toujours la même. Savez-vous que Jean de Bosis est marié ? C'est un grand homme, il est encore plus célèbre que sa femme. Elle, je ne l'ai jamais rencontrée, mais nous l'avons entendue à Berlin. Lui, il écrit trop... c'est dommage. J'avoue d'ailleurs que son dernier livre m'a follement intéressée, tout ce qu'il écrit me passionne. Cyrille pense comme moi, au fond ; seulement, il ne veut pas en convenir. On trouve ses romans scandaleux. Il n'y a pas à dire, c'est leste, mais, moi, je n'ai pas froid aux yeux, je ne m'effraie pas pour si peu, ajoutait-elle avec un petit soupir, pour exprimer qu'elle était au-dessus de ces misères.

— C'est curieux, dit Zita, croiriez-vous que je n'ai jamais lu une ligne de lui ? Je ne sais comment je m'y prends, je ne trouve plus le temps de lire ; j'ai toujours autre chose à faire.

— Quoi donc ?

— Une foule de choses... mon jardin.

— Vous avez un jardin à Wimbledon, — vous n'habitez plus Wallington ?

— Non, c'est loué.

— Pour le coup, Robert a bien fait. Ce Wallington est vraiment un trou inhabitable. C'est trop noir, trop sinistre, trop froid, trop grand, trop inconfortable.

— Je me demande pourtant quelquefois si Robert ne le regrette pas.

— Oh! ma chère, soyez tranquille! S'il le regrettait, il y serait retourné. Les hommes, voyez-vous, je commence à les connaître, ma petite, ils n'en font jamais qu'à leur tête. Tiens, le voilà! Quand on parle du loup...! s'écria-t-elle en apercevant son cousin qui venait à leur rencontre en pantalon de flanelle blanche et canotier de paille.

« Comme il a changé! pensa-t-elle en elle-même. Il a la mine d'un homme usé. Je comprends qu'on lui ait ordonné une cure. C'est un malade. » En effet, il avait maigri, beaucoup blanchi, beaucoup vieilli. Néanmoins, le malade fit fête à sa cousine.

Ce premier revoir fut suivi d'autres rencontres presque quotidiennes. En même temps, Amélie retrouvait tout entière la question qu'elle s'était si souvent posée. Plus elle étudiait le ménage de ses cousins, moins elle savait à quoi s'en tenir; et plus elle débattait les données du problème, moins elle arrivait à se prononcer.

Mrs Rylands était absente, — elle faisait sa saison dans une ville d'eaux des environs, à dix kilomètres de là, ce qui était alors une distance. Mais il arriva que son médecin, estimant que les eaux de l'endroit ne lui faisaient pas assez d'effet, l'envoya à Haréville dont elle se trouverait mieux. Elle débarqua presque en même temps que Cyrille, lequel arrivait de Paris accompagné de Jean de Bosis, venu là en garçon. Sa femme redoutait l'ennui de Haréville et attendait son mari à Venise, où elle avait loué le rez-de-chaussée d'un palais; il devait l'y rejoindre à la fin de sa cure.

M. de Bosis revit les Harmer en vieux amis, sans trace de gêne. Zita le trouva très changé; Amélie soutenait le contraire. Ce n'est pas qu'il eût beaucoup vieilli, — il ne paraissait pas ses trente-neuf ans, — mais l'expression s'était durcie. Zita s'en demandait la cause : « Est-il heureux? » se disait-elle. Pour elle, c'était un autre homme, un étranger, un inconnu, qui ne ressemblait plus en rien à l'être qui jadis avait fait battre son cœur. De cette ancienne flamme, elle ne retrouvait dans le sien que des cendres. Mais Jean la retrouvait la même : il était impossible de ne pas s'en apercevoir. Elle lui semblait aussi belle, et peut-être plus belle encore, qu'elle n'était dix

ans plus tôt. Amélie l'observa et se hâta de faire part de sa remarque à sa cousine.

— Ma chère, il vous fait les yeux doux. Vous lui plaisez toujours, lui dit-elle un matin qu'elles étaient assises dans le parc, près du kiosque à musique : l'orchestre répandait de vagues pots pourris.

— Mais non, je vous assure. Quelle idée ! répondit Zita.

— Voyons ! Mais cela saute aux yeux. Prenez garde, il va tomber amoureux, c'est moi qui vous le dis. Je le craignais déjà autrefois, à Paris, et je me disais : « Je suis sûre que cela va arriver, si ce n'est déjà trop tard. »

Zita se mit à rire.

— Vraiment?

— Mais oui. Et je suis même sûre qu'il a eu le béguin pour vous pendant quelque temps. Il en a eu la tête complètement à l'envers. Seulement, vous étiez tellement... enfin ce n'était pas votre homme, le cœur ne vous en a rien dit, et le pauvre a fini par se décourager.

— Sa femme est très jolie, n'est-ce pas?

— Jolie, n'est pas le mot, c'est plutôt une très belle femme. Beaucoup de talent, une vraie artiste. Vous ne l'avez pas entendue ?

— Non, elle n'est jamais venue en Angleterre. L'aime-t-il?

— Ma chère ! il parait que dans les débuts, ç'a été la grande passion, mais je pense que cela n'a été qu'un feu de paille : on dit que cela ne va qu'à moitié bien dans le ménage. Enfin, n'est-ce pas, le torchon brûle. Des caractères impossibles. C'est elle évidemment l'héroïne de son livre... C'est du reste la même dans tous ses livres, mais je parle surtout du *Philtre*: c'est son portrait tout craché.

— Il faudra que je le lise. Il n'est pas musicien, n'est-ce pas?

— Pas pour un sou, ma chère. C'est même assez drôle. Il exècre la musique, et elle la littérature. C'est peut-être pour cela qu'ils s'aimaient. L'attraction des contraires... Les extrêmes se touchent.

— Elle est beaucoup plus jeune que lui ?

— Mais non, plus âgée, au contraire. Elle était veuve quand il l'a épousée.

— Ont-ils des enfants?

— Ils en ont eu un qu'ils ont perdu.

Zita put bientôt avoir des renseignements de première main sur Jean de Bosis. Robert se levait de bon matin, et prenait son premier verre d'eau à six heures et demie. Après le déjeuner, il faisait une longue sieste. La cure de Jean commençait plus tard. Le jour de son arrivée, à deux heures de l'après-midi, il trouva Zita assise toute seule dans le parc à l'ombre d'un gros arbre. Elle choisissait toujours la même chaise, à la même place, et s'y installait avec son ouvrage. Les Legge étaient en excursion. Jean vint s'asseoir à côté d'elle. C'était la première fois qu'il avait l'occasion de lui parler seul à seule, c'est-à-dire sans témoin et sans la présence de tiers qui les observaient du coin de l'œil et qui, même s'ils n'écoutaient pas, n'en étaient pas moins des gêneurs.

— Pourquoi m'avez-vous fait cela? commença-t-il sans préambule.

— Moi? Mais qu'est-ce que je vous ai fait?

— Promettre, et puis ne pas venir.

— Mon mari savait tout, dit-elle.

— Alors? Qu'est-ce qu'il vous a fait?

— Justement. Il ne m'a rien dit et il ne m'a rien fait. Et c'était plus cruel que tout ce qu'il aurait pu faire.

— Mais comment avait-il appris?

— Ne me le demandez pas, dit-elle, je ne sais pas, je ne puis rien vous dire. Mais le fait est qu'il savait tout. Il ne m'a pas fait une scène, pas l'ombre d'un reprocbe : au contraire, il me mettait à l'aise, me laissait libre, m'ouvrait la porte : il faisait tout pour m'épargner la peine de mentir. Quel supplice! C'était atroce.

— Il avait lu mon livre?

— Quel livre?

— Ce recueil de vers que je vous avais envoyé?

— Oui, il en a déchiffré péniblement quelques pages.

— Alors, il n'y a pas à chercher plus loin. Tout s'explique.

— Pourquoi?

— Vous vous rappelez bien qu'il y avait un poème sur vous.

— Je vous jure que mon mari n'a pas fait le rapprochement. Il ne m'a parlé que d'un morceau qui lui avait plu, sur les canards sauvages; mais ce poème sur moi, je suis bien

sûre qu'il ne l'a pas même remarqué ; il ne m'en a pas soufflé mot. Et d'abord, qui lui aurait dit que c'était moi plutôt qu'une autre? Personne n'a eu l'idée qu'il s'agissait de moi, — pas même Amélie ni Madeleine. Elles ne s'en sont jamais doutées, autrement elles n'auraient rien eu de plus pressé que de m'en parler.

— Que cela leur ait échappé, à elles, c'est possible, mais à votre mari, allons donc! Il y a des choses qu'un homme comprend, comme pour d'autres il faut être femme. Ces vers-là, pour votre mari, c'était clair comme le jour. C'est une affaire d'hommes.

— Mais non, je vous assure que mon mari n'entend rien à la poésie. Il ne sait même pas ce que c'est que des vers.

— Les vers, je ne dis pas non, mais pour ceux-là, je vous en réponds, il a parfaitement compris de quoi il s'agissait. Tout aussi nettement que pour les canards sauvages.

— Vous croyez?

— Je ne crois pas, j'en suis très sûr. Il n'y a pas d'erreur. Vous savez que j'ai été très malade?

— Malade, de mon départ?

— Oui. J'ai été au plus mal, — j'ai failli y rester. Vous avez su pourquoi?

— Oui, j'ai compris! Malheureusement, c'était trop tard; je n'étais plus libre. Libre! je l'ai été, une seconde, de partir avec vous; je n'en ai pas eu le courage. Après, c'était fini : je ne pouvais plus rien.

Il y eut un long silence.

— A présent, au moins, vous êtes heureux? demanda Zita sans regarder Jean.

— Heureux? s'écria-t-il avec un rire amer.

— Enfin, vous êtes célèbre.

Il rit encore, d'un rire plus amer et plus sec.

— Voilà justement toute la nuance.

— Vous êtes mécontent de ce que vous écrivez? Vous savez, je ne lis rien, c'est honteux à dire, j'ose à peine vous l'avouer, mais je n'ai lu aucun de vos livres. Je suis peut-être la seule.

— Ah! Dieu merci! Pour ce qu'ils valent... Ils vous feraient horreur. Mais que voulez-vous? c'est votre faute. Ne vous en prenez qu'à vous-même.

— Je ne vous comprends pas. Qu'est-ce qui est ma faute?

— Si mes livres sont ce qu'ils sont. Si vous m'aviez aimé, j'aurais écrit tout autre chose ; j'aurais continué dans le genre de mon premier livre, — dans le genre de ces vers que j'avais écrits pour vous. J'étais un tendre, voyez-vous, je n'étais qu'un sentimental, c'est vous qui avez fait de moi un cynique et un désespéré. Vous vous êtes sauvée, oui, peut-être, mais vous m'avez perdu.

— Taisez-vous! Si je vous ai fait du mal, je l'ai payé, je vous le promets. Que voulez-vous ? C'est la vie. Le monde est ainsi fait. Est-on jamais heureux?

— A qui le dites-vous! Est-ce qu'on est heureux? répéta-t-il, comme en se parlant à lui-même. Heureux, qui sait? Ma femme, peut-être, avec son art, son succès, et cette bande de cabotins qui s'agite partout autour d'elle.

— Je crois, voyez-vous, reprit-elle, que le travail est tout le secret du bonheur. Il n'y a pas d'autre recette. Moi, je ne travaille pas, mais je m'occupe; j'ai fait un jardin.

— Quelle merveille ce doit être! dit Jean avec des yeux pleins de rêve et de ferveur.

Ils causèrent de leurs amis, les Bertrand, Madeleine, les Legge ; Jean parla de ses voyages. Le temps fuyait et ils ne sentaient pas sa fuite. Brusquement, l'orchestre, sous le kiosque, attaquait des airs de *la Mascotte* ; Zita se leva tout à coup : c'était l'heure de réveiller son mari.

Ce soir-là, toute la petite société dîna à la même table avec M. de Bosis. Robert se montra cordial. Ce régime continua le lendemain et les jours suivants. Robert faisait sa sieste, les Legge partaient en voiture ; Amélie dessinait et croquait dans son album tous les sites des environs. Zita venait s'asseoir à sa place habituelle, où Jean ne tardait guère à la rejoindre. Ils parlaient de tout, aisément, sans effort, sans souci des heures. Comme les deux pigeons de Krylov, ils ne savaient jamais comment le temps passait. Pourtant, ce n'était pas de joie qu'ils s'enchantaient, mais de tristesse ; tristes, ils l'étaient toujours, c'était le fond de leur âme et de leur décevante aventure ; mais du moins ils ne s'en lassaient pas et éprouvaient à s'en délecter une mélancolique douceur : jamais ils ne goûtèrent ce que Shelley appelle « l'affreuse satiété de l'amour ».

Car Jean ne faisait pas la cour à son amie. Il éprouvait

pour elle une sorte de tendresse désincarnée; il était délivré de tout désir de la posséder. Tous les deux croyaient vivre en rêve. Ils étaient, pour ainsi dire, deux revenants, un couple de fantômes qui ne vivaient que dans le passé, hors du monde présent, dans l'univers de leurs souvenirs. Tous les soirs, ces fantômes s'asseyaient à la même table. Quinze jours s'écoulèrent dans cet étrange enchantement. La cure de Robert devait durer une semaine encore.

Il subsiste un fragment d'un poète grec anonyme, qui chante cette accalmie qui se produit au milieu de l'hiver, quand Jupiter apaise les vents vers la mi-février, pendant quatorze jours; c'est, disent les mortels, « le calme sacré accordé par les dieux à l'alcyon au brillant plumage pour couver ses œufs sur les flots ». Tel fut, dans la vie de nos amants, ce bref répit, ce sursis, cet instant de paix alcyonienne.

Jamais, en effet, l'existence ne fut en apparence plus tranquille pour eux et pour Robert; et jamais cependant les Parques, ouvrières de la destinée, ne furent plus actives à filer l'irréparable.

C'est au bout de quinze jours qu'Amélie annonça au dîner qu'elle venait d'écrire à Madeleine, qui était à Versailles, pour lui envoyer toutes les nouvelles de la colonie, et la suite du roman de Jean et de Zita. Le jour où Madeleine reçut cette lettre, elle rencontra Émilie de Bosis à un déjeuner, et se hâta de lui faire part de ce qu'elle venait d'apprendre de son mari. Émilie n'en manifesta aucune émotion.

— Ah! dit-elle, tant mieux pour Jean. Je suis bien contente pour lui.

— Je le crois bien! répliqua Madeleine, piquée au vif de cette indifférence. Votre mari ne doit pas s'ennuyer! Cette petite Harmer est ravissante. Vous savez que Bertrand a fait deux portraits d'elle?

Cette fois le trait porta juste. Dès le lendemain, M[me] de Bosis prenait le train pour Haréville. Elle arriva en bombe à la fin de l'après-midi, précédée par un télégramme, et n'éleva aucune objection quand son mari lui annonça qu'ils feraient table commune avec les Legge et les Harmer, — ou plutôt avec Mrs Harmer, car les habitués de la source la plus énergique, dont se trouvaient être Robert et Mrs Rylands, dînaient à une table séparée où on leur faisait un régime.

Émilie allégua, afin d'expliquer son voyage, que la présence de son mari s'étant ébruitée, le casino de Haréville lui avait demandé de prêter son concours à un concert de charité qui devait avoir lieu le dimanche suivant. Elle partirait avec son mari pour Venise le lendemain du concert. Or, Jean comptait rester dans les Vosges huit jours encore, il l'avait dit à son amie : ils ne devaient pas se quitter jusqu'au départ de celle-ci. Mais ce n'était encore que le commencement des bouleversements.

Tout de suite, la *diva* devint l'étoile de ce petit groupe, comme elle l'était toujours, dans n'importe quel groupe et n'importe quel endroit. Elle mangeait de bon appétit, buvait peu et parlait beaucoup, ne riait jamais et se contentait de sourire. Après le dîner, comme on prenait le café sous la véranda, elle proposa d'aller tous ensemble au théâtre, pour se familiariser avec l'atmosphère de la salle. Mrs Rylands et Robert préférèrent le casino.

A la table, à côté de notre petit groupe, se trouvait, ce soir-là, un jeune homme fort occupé à étudier ses voisins. C'était un journaliste, du nom de Walter Price, sujet britannique, mais qui avait passé plusieurs années aux États-Unis, où il avait commencé sa carrière ; il était toujours correspondant de journaux des deux pays. Ce garçon était d'une beauté magnifique, grand, bien fait, athlétique et inclassable comme un dieu. L'aspect n'avait pas l'air anglais, pas plus que de n'importe quel pays ; le masque était carré, sculpté comme un marbre par grands plans droits, et il rappela aussitôt à Zita, qui le remarqua du premier coup, avec sa carrure héroïque et son front un peu bas, un buste d'époque classique ou Renaissance qu'elle se souvenait d'avoir vu, elle ne savait où, — un buste de condottiere ou de César.

Au moment où la compagnie se levait pour se disposer à se rendre au casino, l'inconnu, qui avait beaucoup d'aplomb et n'était pas embarrassé par la timidité, aborda Jean, qui ne savait ce que lui voulait cet étranger. Ce n'est qu'au bout de quelques minutes qu'il se souvint de l'avoir rencontré plusieurs fois à des premières ou à des réunions artistiques ou sportives de la saison parisienne.

— Madame de Bosis aurait-elle la bonté de m'accorder une *interview* pour *la Planète*? dit-il pour entrer en matière.

Jean allait balbutier une réponse évasive, quand sa femme, qui avait entendu la question, lui coupa la parole.

— Eh! bonsoir, cher ami, quel bon vent vous amène? cria-t-elle gaiement, en lui tendant la main. M. Price et moi, nous sommes de vieilles connaissances, expliqua-t-elle à son mari. Soyez gentil, montez chez moi demain matin à onze heures. J'ai un tas de choses à vous demander, il faut que vous me renseigniez sur ce concert.

Price était aux anges; d'autant plus que la cantatrice, qu'il avait rencontrée deux fois, ne lui faisait jamais l'honneur de le reconnaître; mais ce n'était pas cet honneur qu'il recherchait aujourd'hui. Cette fois, c'est Mrs Harmer qu'il voulait approcher et, chemin faisant, en allant au théâtre, il pria Jean de vouloir bien lui rendre le service de le présenter.

— Mais, comment donc! Il va sans dire, ce sera avec grand plaisir, répondit celui-ci, qui fit immédiatement les présentations. Il ne se doutait pas de ce qu'il venait de déclencher.

MAURICE BARING.

(La dernière partie au prochain numéro.)

Traduction de Louise-Dominique Gillet.

LES OPÉRATIONS EN ÉTHIOPIE

LE TERRAIN ET LE CLIMAT

On a écrit beaucoup et avec passion sur les événements d'Éthiopie. Il est donc utile de présenter avec impartialité les principaux facteurs susceptibles d'y influer sur la marche des opérations.

En raison de sa vaste étendue, 1 200 kilomètres du nord au sud et 1 400 de l'est à l'ouest, l'Éthiopie se compose de régions et de climats très différents. Deux tiers du pays constituent une zone montagneuse où l'altitude moyenne est de 2 000 mètres, mais où les sommets atteignent jusqu'à 3 000 et même 4 000 mètres; la température y est relativement modérée mais le parcours y est rendu difficile par les vallées profondes et abruptes où coulent des cours d'eau de débit irrégulier selon les saisons, mais souvent très importants. Les Abyssins, race dominatrice, ne sont pas plus de 4 millions sur 12 millions d'habitants. Ils sont originaires de cette zone montagneuse où ils vivent normalement, et ne descendent pas volontiers dans les zones basses. Ils y ont étendu cependant leur domination, ainsi que dans le Harrar, au cours des quarante dernières années, sur des populations de race et de religion différentes de la leur; mais ils n'ont là que des chefs et des garnisons peu nombreuses.

La zone basse située entre notre côte des Somalis et la pointe nord de l'Érythrée d'une part, et la moitié septentrionale des montagnes abyssines de l'autre, et large de 150

à 300 kilomètres, est particulièrement désertique et torride. La Somalie italienne constitue une autre zone basse dont la profondeur moyenne à partir de la côte est de 400 kilomètres. Les steppes de brousse épineuse qui la composent, s'élèvent peu à peu à mesure qu'on s'avance dans l'intérieur, et se continuent au delà de la frontière sur environ 400 kilomètres de profondeur jusqu'au pied des montagnes, situé à environ 900 mètres d'altitude. La partie occidentale voisine du Kénya anglais est très peu peuplée.

Une saison des pluies qui embrasse presque tout l'été, et dure jusqu'à la fin de septembre, rend alors les communications très difficiles dans toute l'Éthiopie dépourvue de bonnes routes, et les opérations militaires pratiquement impossibles, ce qui explique que celles-ci n'ont commencé qu'en octobre.

LES ARMÉES EN PRÉSENCE

Le haut commandement se compose de généraux ayant une grande expérience coloniale. Le général de Bono, commandant en chef, a passé une bonne partie de sa carrière en Érythrée et en Libye où il a été gouverneur général. Le général Graziani, qui commande en Somalie, a servi en Érythrée de 1908 à 1912; il est connu pour la part brillante prise par lui à la pacification de la Libye. Presque tous les autres généraux ont également fait des séjours coloniaux.

On a mobilisé pour l'Afrique orientale :

Six divisions de l'armée, dont cinq y sont déjà au complet (*Gavinana*, *Sabauda*, *Peloritana*, *Sila* et *Gran Sasso*); l'autre (*Metauro*) est en cours de transport mais s'est peut-être arrêtée provisoirement en Libye;

Cinq divisions de chemises noires dont trois (*28 octobre*, *23 mars*, *21 avril*) sont arrivées, ainsi que dix bataillons non endivisionnés répartis en deux groupes; une autre (la *3 janvier*) est partie en entier et doit être arrivée; la dernière (la *1er février*) est en route et une division de volontaires (*Tevere*) formée d'Italiens venus de l'étranger, d'anciens combattants, etc., ne semblent pas encore avoir été mises en route. Leur artillerie, leurs troupes techniques et leurs services

ont été constitués au moyen de volontaires prélevés sur l'armée régulière où ils ont été remplacés par des réservistes (1).

Il a été formé avec les troupes indigènes régulières de l'Érythrée, considérablement développées, un corps d'armée à vingt-huit bataillons. En Somalie, il a été organisé également de vingt à vingt-cinq mille hommes de troupes indigènes dont une partie est peut-être encadrée plus sommairement.

Outre les régiments isolés, des bataillons de mitrailleurs, des groupements de chars de combat, de nombreuses unités d'artillerie et techniques non endivisionnées ont également été envoyées en Afrique orientale.

Les divisions de l'armée étant de 15 000 hommes et celles de chemises noires de 11 000, il y a donc en Afrique orientale, en tenant compte des éléments non endivisionnés, au moins 200 000 combattants. Une centaine de mille autres, en y comprenant les dépôts, sont prêts à les rejoindre et il est probable que les dernières divisions mobilisées ne tarderont pas.

Toutes ces troupes, avant de s'embarquer, sont soumises à une période d'instruction de cinquante jours au moins. Elles sont richement dotées de tout l'armement moderne, de nombreux chars de combat légers très aptes à opérer en terrain accidenté, et de plusieurs centaines d'avions. Les escadrilles d'Italie ont été maintenues au complet en personnel et en matériel. Celles d'Afrique ont été formées en partie au moyen de volontaires prélevés sur les escadrilles actives et complétées au moyen de nombreux réservistes parmi lesquels on sait que se trouvent deux fils du *Duce*, son gendre, l'ancien ministre comte Ciano, et le gouverneur de Rome M. Bottaï, etc. Les avions dont elles ont été dotées ont été remplacés dans les escadrilles métropolitaines par des modèles récents plus puissants.

Un remarquable effort a été accompli pour l'organisation de tous les services. Trente mille travailleurs ont été amenés d'Italie, mesure rendue nécessaire par l'insuffisance de la main d'œuvre locale, et la suppression de la main d'œuvre égyp-

(1) Toutes les unités mobilisées pour l'Afrique orientale ont été, grâce à l'appel des classes 1910, 1911, 1912, 1913, remplacées en Italie par des unités identiques et de même nom. Les cadres ont été reconstitués par appel de plusieurs milliers d'officiers et gradés des réserves.

Outre les divisions régulières envoyées en Afrique orientale, les divisions *Assietta* et *Cosseria*, également mobilisées, ont été envoyées en Libye.

tienne. En outre, dans la zone montagneuse moins chaude, les troupes ont largement concouru et continuent à concourir aux travaux.

Le port de Massaoua, jadis d'un rendement maximum de 5000 tonnes par mois, a été mis en état d'en débarquer 3000 par jour et d'avoir quinze vapeurs à la fois en déchargement. Sur la voie ferrée de ce port à Asmara, il ne circulait que quatre trains par semaine (500 tonnes en tout); améliorée, renforcée en matériel roulant, elle a maintenant un rendement journalier de 2000 tonnes. Les transports automobiles, 10000 camions, ont été largement employés, sans pour cela négliger l'emploi des chameaux et mulets; on a monté ainsi cet été par la route à Asmara de 1000 à 1300 tonnes par jour, rendement maintenant dépassé. Il avait été construit en Érythrée plus de 800 kilomètres de routes perpendiculaires ou parallèles à la frontière.

Une grande usine électrique, de vastes dépôts de charbon, une puissante station radio, une fabrique de glace ont été établis à Massaoua, et d'autres fabriques de glace dans la zone de concentration.

Tous les besoins du service de santé ont été largement prévus (19500 lits en Érythrée, 3000 en Somalie). Des navires hôpitaux sont prêts à évacuer blessés et malades sur Rhodes ou sur l'Italie.

L'eau faisait défaut l'été dernier et il fallait amener des bateaux citernes d'Aden et de Port Soudan. Une grande usine de distillation a été créée à Massaoua. 200 camions citernes de 2000 litres sont spécialement réservés au ravitaillement des centres de distribution d'eau. Partout où la chose a été possible il a été foré des puits, établi des canalisations et des réservoirs.

Ces remarquables efforts font honneur à la prévision de l'état-major italien.

***

L'Éthiopie pourrait mobiliser 3 millions d'hommes de tout âge en état de porter les armes, mais elle ne saurait les équiper tous avec des armes modernes, et leur alimentation serait difficile.

On a dit qu'il existerait en Éthiopie de 600000 à 900000

fusils, 1 600 mitrailleuses, 300 canons, quelques avions, et même quelques chars. Bien que d'importantes importations d'armes et de munitions aient été faites par le Soudan et la Somalie britannique, ces chiffres sont cependant exagérés: il semble raisonnable de les réduire de moitié pour les fusils et les mitrailleuses, et plus encore pour les canons, si on ne veut tenir compte que des matériels modernes.

La garde du Négus, seule troupe régulière, a été portée dans ces derniers mois de 3 000 à 15 000 hommes; il est probable qu'elle restera auprès du souverain pour assurer sa sécurité personnelle. Les forces militaires se composent à peu près en totalité de contingents de valeur très inégale fournis par les chefs féodaux. On estime en général à 300 000 hommes environ la portion de ces contingents armée de fusils modernes et relativement organisée. Le reste se compose de bandes souvent mal armées, belliqueuses, mais sans discipline.

On manque de données sérieuses sur l'effectif des contingents des diverses provinces. On a, en général, évalué à 100 000 hommes ceux du Tigré, à 100 ou 120 000 ceux de l'Amhara et du Godjam, à 60 ou 80 000 ceux réunis à Dessié et dans la région de Magdala, à 80 ou 100 000 ceux du Harrar et de l'Ogaden. Plusieurs centaines de mille hommes provenant des autres parties de l'empire constitueraient au centre du pays des réserves disponibles et prêtes à se porter sur les directions choisies. De fait, on annonce journellement le passage à Addis-Abeba de dizaines de milliers de guerriers dont on dit souvent d'ailleurs qu'ils proviennent de tribus sauvages et farouches et sont, en partie, armés seulement de lances et d'épées.

La mobilisation et la concentration de ces forces, dans chaque province d'abord, puis autour d'Addis-Abeba pour celles qui viennent dans la capitale, ne peuvent se faire qu'à pied. Il en est de même pour les porter ensuite de là vers les différents fronts. Or, il y a 700 kilomètres d'Addis-Abeba à Adoua, il y en a 500 jusqu'à la région à l'ouest d'Assab, de 600 à 900 jusqu'à la frontière de la Somalie italienne. De tels déplacements exigent de longues semaines.

Ces masses se composent d'hommes d'une incontestable bravoure, redoutables dans des combats corps à corps et à

l'arme blanche; mais, sauf quelques chefs, ils n'ont aucune notion de la puissance des armements modernes et de leurs feux. Leur ravitaillement en vivres et en munitions, presque uniquement au moyen de mulets, sera des plus difficiles, car aucune autorité compétente et écoutée n'est là pour le régler. Le service de santé est pratiquement inexistant, et dans ce domaine il ne faut pas oublier que les populations de la montagne sont presque aussi sensibles que les Européens à la malaria dans les plaines, et parfaitement ignorantes de toute notion d'hygiène.

THÉATRES D'OPÉRATIONS

Il y a trois théâtres d'opérations bien séparés par des centaines de kilomètres distincts.

Celui du nord, sur la frontière entre l'Érythrée et le Tigré, est tout entier en zone montagneuse et très accidentée. C'est celui où les Italiens peuvent le plus rapidement s'emparer de territoires habitables par les Européens. Ils y ont réuni, outre le corps d'armée indigène, quatre divisions métropolitaines, deux divisions de chemises noires et les deux groupes (dix bataillons) de même origine, et enfin de nombreux éléments techniques et d'artillerie. Ces troupes seront rejointes par une notable partie de celles en cours de transport ou tenues prêtes en Italie. Ce front est le plus richement doté en chars de combat et en avions.

En face d'eux, les contingents éthiopiens des provinces les plus proches ne doivent pas se monter à plus de 200000 hommes bien armés, mais il s'y ajoute certainement de nombreuses bandes. Deux axes principaux conduisent de ce front vers Addis-Abeba : l'un par Makallé et Magdala, l'autre par Gondar et le lac Tsana.

A l'est de ce front, le désert des Danakils crée une solution de continuité de quelque trois cents kilomètres jusqu'au théâtre d'opérations de l'est devant Assab. Les Italiens ont là relativement peu de monde : une division de chemises noires et des contingents indigènes. En face d'eux leurs adversaires ne peuvent pas non plus en avoir beaucoup. Il est très probable que les rassemblements abyssins signalés à Dessié sont plutôt destinés au front nord qu'à celui d'Assab.

Le théâtre de guerre du sud, Somalie italienne et Ogaden, est très vaste : il y a huit cents kilomètres entre la Somalie anglaise et la pointe nord-est du Kénya britannique. Les Italiens ont là une division métropolitaine avec peut-être quelques formations de chemises noires, et 20000 à 25000 hommes de troupes indigènes ; il est possible qu'ils reçoivent en ce moment des renforts prélevés sur les dernières troupes transportées. Les contingents locaux qui leur sont opposés sous les ordres du ras Nasibou comptent de 80 à 100000 hommes, et des nouvelles de presse disent que le ras Desta est en route pour les rejoindre avec 100000 hommes venant de l'ouest. Trois axes principaux mènent de la frontière indécise de la Somalie italienne vers le nord-ouest : le long de la frontière de la Somalie anglaise sur Djidjiga et Harrar ; de la basse vallée de l'Ouebi Chebeli par son affluent de gauche, le Fafan, également sur Djidjiga et Harrar ; par le fleuve Giuba sur Guinir et Addis-Abeba.

LES OPÉRATIONS PASSÉES

Les Italiens n'ont rien voulu abandonner au hasard. Ils savent que leur ravitaillement ne sera vraiment assuré que par automobiles, les animaux de bât servant seulement à relier les dépôts avancés aux troupes, ou comme appoint. A mesure qu'ils avancent, ils prolongent les routes construites à cet effet jusqu'à la frontière. Ils semblent décidés, sauf facilités imprévues, à continuer de même. Ils s'arrêtent donc après chacun de leurs bonds pour attendre l'établissement des pistes praticables aux automobiles. Ces sages précautions excluent toute attaque rapide et aventurée.

En face d'eux, les forces du Négus étaient hors d'état, par suite du manque d'organisation et de ravitaillement préparé, de se rassembler avant le commencement des hostilités. Il a fallu des semaines à chaque chef important pour réunir ses contingents ; il en faut d'autres pour parcourir les centaines de kilomètres jusqu'aux frontières. L'Éthiopien isolé est certainement apte à exécuter de grandes marches, mais les contingents une fois réunis, encombrés de serviteurs, porteurs, femmes, etc., sont incapables de se déplacer rapidement, et, comme nous l'avons déjà signalé, leur ravitaillement est très difficile.

Les conseillers du Négus lui ont certainement persuadé qu'il a intérêt à laisser ses adversaires s'éloigner de leurs bases, se fatiguer en cheminant en pays difficile pour ensuite soit les attaquer pendant qu'ils seront en mouvement, soit les attendre sur des positions choisies et organisées barrant les principales voies d'accès. Reste à savoir si le Négus, qui est plutôt un diplomate qu'un guerrier, saura se faire obéir par les chefs féodaux dont la discipline n'est pas la qualité dominante. Rien d'étonnant dans ces conditions à ce qu'aucun choc important ne se soit encore produit.

Sur le front nord, les Italiens, pour des raisons de sentiment et de prestige, ont mis tout de suite la main sur Adoua et se sont étendus en même temps jusqu'à Adigrat à l'est et Axoum à l'ouest. Ce mouvement rentrait d'ailleurs dans leur plan général. Ils ont obtenu ce résultat sans engagements sérieux et n'ont eu affaire qu'à des détachements locaux. Les pertes annoncées par eux en sont les preuves : quelques dizaines d'hommes seulement. Les rares nouvelles qu'on possède montrent que, tout en finissant une solide organisation de leurs positions actuelles, ils ont commencé à s'avancer au delà de celles-ci pour améliorer leur base de départ en vue de la marche sur Makallé qui a commencé le 3 novembre. A l'ouest du front d'Adoua, une couverture établie sans doute en grande partie au moyen de contingents indigènes irréguliers protège, le long de la rivière Setit, la frontière sud de l'Érythrée.

Du côté d'Assab, en dépit de plusieurs fausses nouvelles lancées d'Addis-Abeba, il ne s'est rien passé en dehors d'une courte progression italienne dans la région du mont Moussa Ali pour sortir de la zone torride.

En Somalie italienne, où du reste la continuation des pluies a gêné les opérations, il n'y a eu également que des opérations peu importantes, et la progression des troupes italiennes n'a pas encore été considérable et se continue méthodiquement. Il semble qu'elles ont intérêt à couper les communications entre la Somalie anglaise et le Harrar.

L'aviation a exécuté de nombreuses reconnaissances, bombardé des rassemblements. Le général Valle, sous-secrétaire d'État de l'aéronautique, a déclaré qu'elle n'utilise que des bombes légères contre le personnel, aucun objectif

dans les villes abyssines ne méritant l'emploi de grosses bombes.

OPÉRATIONS FUTURES

Les deux partis conserveront vraisemblablement les mêmes procédés de guerre. Que les Abyssins se décident à se porter en avant ou attendent sur la défensive, la puissance des matériels modernes se fera sentir quand des chocs importants se produiront. Quelques conseils de sagesse qu'on leur ait donnés, ils reviendront au moment de la bataille à leurs instincts naturels et il est probable que leurs masses offriront des objectifs très vulnérables dès que, réunies, elles voudront entrer en action. L'aviation évitera aux Italiens bien des surprises; leurs chars légers seront un précieux appui rapproché pour leur infanterie.

En somme, il n'y a pas encore eu d'opérations décisives, — et il ne pouvait pas y en avoir avant le début de novembre, — tant en raison de la lenteur de concentration des contingents du Négus que de la méthode avec laquelle les Italiens progressent pour ne pas courir d'aventures et assurer leur ravitaillement. Mais au point où nous en sommes, des événements importants peuvent se produire sous peu, et, sur le front nord, ce n'est peut-être qu'une question de jours.

Ainsi que nous l'avons fait nous-mêmes dans nos colonies, les Italiens n'oublient pas que leur œuvre future exigera la collaboration des indigènes. Aussi, ils s'attachent à les attirer. C'est pourquoi ils ouvrent des marchés et paient largement. Loin de faire des réquisitions, ils distribuent des vivres. Ils libèrent les esclaves, mais ils les laissent provisoirement chez leurs anciens maîtres. Ils organisent l'assistance médicale. Ils se gardent bien de faire bombarder les populations par l'aviation et d'employer les gaz. Ils ont su s'entendre avec le clergé copte d'Axoum et nouer des sympathies chez les musulmans. Des défections de chefs se sont déjà produites sur le front nord et le front sud : si un grand féodal prenait une telle attitude, cela causerait une modification profonde de la situation politique.

LES FAUSSES NOUVELLES

Il sera prudent de se méfier beaucoup des nouvelles, trop souvent inexactes, lancées par les correspondants, presque tous anglo-saxons, qui se trouvent du côté éthiopien. Elles ont été déjà souvent démenties par les faits. Nous mentionnerons parmi elles l'annonce de bombardements aériens dirigés contre la population. On a parlé de l'emploi de balles dum-dum par les Italiens qui n'ont pas besoin d'y recourir et qui ont d'ailleurs retourné ce dernier reproche. On a raconté que quatre-vingt mille hommes avaient pénétré en Érythrée et presque atteint Asmara, alors qu'il n'y a eu le long de la frontière du Soudan anglais que des incursions de bandes sans importance. On a parlé à plusieurs reprises de détachements italiens cernés, ou même exterminés, sur le front est ou le front sud, ce qui a été reconnu inexact. Enfin on a lancé des bruits tout aussi dénués de fondement sur l'emploi des gaz de combat.

En réalité, il est à peu près impossible à ces correspondants d'avoir aucun renseignement en dehors de ceux que leur fournit le gouvernement abyssin, lui-même abusé par tous les faux bruits qui courent, et hors d'état de recevoir souvent et rapidement des nouvelles, faute de moyens de transmission rapides.

Il faut donc s'armer de patience, passer les nouvelles au crible du bon sens et attendre peut-être encore quelque temps avant qu'il se produise des événements importants.

GÉNÉRAL A. NIESSEL.

ARISTOCRATES
ET SANS-CULOTTE

Les neveux de l'archevêque

C'était vers la fin de l'automne de l'une des dernières années qui précédèrent la Révolution. M. de Beaumont, aumônier du Roi, abbé de Lieu-Croissant près Baume-les-Dames, chanoine de l'Église de Paris, achevait une lettre. Au bas de la deuxième page, il met la date : *Paris, 19 novembre 1785*. Au verso cette adresse : *A Monsieur, Monsieur le Comte de Beaumont, Maréchal des camps et armées du Roi, commandant pour Sa Majesté en Périgord. En son hôtel. A Cahors.* Puis il scelle le paquet du sceau de feu son cousin Christophe de Beaumont, archevêque de Paris.

Cette lettre, qu'il jugeait sans doute insignifiante, n'est jamais sortie des archives où elle repose depuis un siècle et demi. Elle a gardé quelque chose de l'atmosphère où vivait celui qui l'a écrite ; elle évoque tout un monde évanoui : « Comme, suivant votre itinéraire, mon cher Comte, disait l'abbé au maréchal de camp, vous devez être à Cahors le 25 de ce mois, pour y recevoir M[me] de Galard (1) et M[me] de Brassac (2), je vous y adresse ma lettre. Je suis arrivé en fort bonne santé le 10 au soir. Bien m'en a pris de me dépêcher :

(1) Renée-Philiberte de Galard de Brassac, mariée en 1776, vers l'âge de quarante-trois ans, au marquis d'Estourmel, et appelée avant son mariage la comtesse de Galard.

(2) Anne-Marie-Gabrielle Potier de Novion, mariée en 1768 à Alexandre-Guillaume de Galard, comte de Brassac, premier écuyer en survivance de M[me] Victoire de France.

si j'étais parti un jour plus tard, j'aurais été retardé à Orléans par Mme la Princesse de Conti (1), qui a passé pour aller chez M. le Duc de Penthièvre (2) à Châteauneuf. Comme la princesse voyageait avec quarante chevaux de poste, les voyageurs, quelque pressés qu'ils fussent, ont été obligés de s'arrêter un jour à Orléans, ce qui m'aurait fort contrarié.

« M. le Duc d'Orléans (3) est mort hier matin d'une goutte remontée, à laquelle s'était jointe une fluxion de poitrine. Le Roi, dit-on, a permis à M. le Duc de Chartres (4) de se faire appeler duc d'Orléans. C'est une grâce spéciale, car M. le Duc de Valois (5) est nommé au cordon bleu de son grand-père.

« M. le Duc de Praslin (6) est mort avant-hier : on lui a trouvé quarante-neuf mille louis d'or.

« Mandez-moi, je vous prie, où en est le mariage de ma sœur. S'il doit avoir lieu, il ne faut pas le différer. Je vous prie de lui dire bien des choses. On m'a dit que votre frère le marquis (7) allait faire recevoir Mlle de Commarque chanoinesse de Baume-les-Dames, chapitre voisin de mon abbaye : les prébendes valent à peu près douze cents livres. La vicomtesse a un lait répandu : sa figure est couverte de boutons, mais il n'y a rien à craindre pour sa santé.

« Adieu, mon cher Comte, ménagez votre santé : c'est le seul bien précieux que nous ayons dans ce monde. Attachez-vous à un château ou à une ville, de préférence à toutes vos maisons. Je vous embrasse de tout mon cœur (8). »

Et l'abbé de Lieu-Croissant griffonne ce post-scriptum, dernière nouvelle fort savoureuse : « L'histoire de M. le Cardinal (9) occupe tout Paris. On m'a envoyé hier de l'hôtel Soubise un mémoire en sa faveur, d'après lequel il est démontré qu'il

(1) Marie-Fortunée d'Este, princesse de Conti (1731-1803).

(2) Louis-Jean-Marie de Bourbon légitimé de France, veuf en 1754 de Marie-Thérèse-Félicité d'Este (1725-1793).

(3) Louis-Philippe, duc d'Orléans (1725-1785).

(4) Louis-Philippe-Joseph, duc de Chartres, puis duc d'Orléans (1747-1793).

(5) Louis-Philippe, duc de Valois, puis de Chartres, puis d'Orléans, roi des Français en 1830, né en 1773, mort en 1850.

(6) César-Gabriel de Choiseul, duc de Praslin (1712-1785).

(7) Christophe, marquis de Beaumont, gouverneur du château de Domme en Périgord (1731-1797).

(8) Archives de La Force.

(9) Louis-René-Edouard, cardinal de Rohan, grand aumônier de France, la victime de l'affaire du Collier (1734-1803). Arrêté le 15 août 1785 et conduit à la Bastille. Le Parlement lui fit son procès et l'acquitta le 31 mai 1786.

a été dupe : il s'en tirera à la satisfaction de ses amis et de ses serviteurs. »

La vicomtesse dont l'excellent vicaire général donnait des nouvelles, avant d'émettre sur les suites de l'affaire du Collier les pronostics les plus favorables, n'était autre que la propre belle-sœur du maréchal de camp, Élisabeth de Caylus, mariée depuis 1772 à Antoine, vicomte de Beaumont. Elle appartenait à la maison de Madame Victoire, fille de Louis XV, en qualité de dame pour accompagner. Vive et jolie, un œil bleu, l'autre noir, — disparité qui « ne gâtait rien à son expressive physionomie », — elle discutait volontiers, et le charme de son esprit et de son visage était son meilleur argument. Un jour, dans un des salons de Versailles, assise sur un canapé avec d'autres dames de sa princesse, elle ne s'aperçut pas que toutes ses compagnes s'étaient levées ; elle ne remarqua pas davantage que la Reine venait d'entrer. Toute à la discussion, elle ne bougeait pas de son siège et parlait, parlait.

— Qu'avez-vous donc, vicomtesse de Beaumont, pour parler si vivement? demanda Marie-Antoinette.

— La Reine veut, répondit la vicomtesse frémissante, que je lui dise pourquoi : c'est que ces dames se moquent de moi parce que je n'aime que mon mari, tandis qu'elles n'aiment que leurs amants.

Certes il ne pouvait que plaire à sa jeune femme, ce gentilhomme à l'habit galonné d'or, à la petite perruque poudrée à frimas, au regard énergique et doux, qui était l'un des plus habiles marins du temps de Louis XVI. Sorti de ces Beaumont du Dauphiné dont le plus fameux, Amblard, avait, en 1343, apporté à Philippe VI de Valois et ratifié, au château de Vincennes, l'acte par lequel le Dauphin cédait son dauphiné à Philippe, duc d'Orléans, deuxième fils du roi de France, il était aussi l'arrière-neveu de François de Beaumont, baron des Adrets, qui pendant les guerres de religion, avait, tour à tour et sans remords, arquebusé, décapité, pendu, brûlé, torturé papistes et huguenots. Il venait de s'illustrer lui-même par une action d'éclat : le 11 novembre 1778, commandant la *Junon*, frégate de vingt-huit canons, il avait attaqué au large d'Ouessant le *Fox*, frégate anglaise qui n'était pas moins puissamment armée que la sienne. Ce *Fox*, le plus fin voilier d'Angleterre, était l'un des navires qui composaient l'escadre

de l'amiral Harland, arrière-garde de la flotte britannique. Le vicomte de Beaumont s'en était emparé après trois heures et demie de combat et il avait traité les vaincus avec une magnanimité à laquelle Windsor avait tenu à rendre hommage. Un capitaine de vaisseau, M. de Rossel, immortalisa, sur l'ordre de Louis XVI, ce beau fait d'armes par une peinture que l'on voyait, il y a quelques années encore, dans un salon du ministère de la Marine.

Quand le vicomte de Beaumont n'était pas sur son navire, il habitait avec sa femme, dans l'île de la Cité, l'appartement que son oncle Mgr de Beaumont mettait à sa disposition. L'archevêché s'étendait au sud et à l'est de Notre-Dame. On accédait par deux cours au palais archi-épiscopal et les appartements privés s'ouvraient sur des jardins en terrasse dominant la Seine. Ménagés à l'extrémité orientale de l'île, ces jardins semblaient couronner la poupe d'un vaisseau descendant au fil de la rivière.

C'est là que la vicomtesse de Beaumont vit naître plusieurs de ses enfants et notamment son fils Christophe de Beaumont, qui eut pour parrain l'archevêque. Elle y était témoin de la grandeur d'âme du prélat, que déchiraient les pamphlets jansénistes. Mgr de Beaumont les entassait dans un placard et pardonnait d'autant plus aisément aux libellistes, qu'il n'avait pas lu leurs libelles. La comtesse de Marsan (1), attendant un jour chez lui, le vit sortir de son cabinet et reconduire un visiteur, qui s'en allait gratifié de quinze mille livres. Introduite à son tour dans le cabinet de travail, elle s'écrie : « Je parie, Monseigneur, que cet homme est venu vous demander de l'argent; vous ignorez donc que c'est l'auteur du libelle publié contre vous. » L'archevêque répond simplement : « Madame, je le savais. »

Quel exemple pour les hôtes de l'archevêché que cette charité de l'archevêque ! Jouissant de six cent mille livres de rente, il en distribuait chaque année aux indigents cinq cent mille. Sa réputation était telle parmi les pauvres, qu'une femme du peuple, assistant à ses funérailles, ne put s'empêcher de dire tout haut : « Ce pauvre Monseigneur, si on lui demandait un louis d'or, cela serait capable de le faire revenir. »

(1) Marie-Louise de Rohan, veuve en 1743 de Jean-Baptiste-Charles de Lorraine, comte de Marsan.

L'hôtel de la rue Saint-Guillaume

La rue des Saints-Pères, si commerçante aujourd'hui dans la partie qui avoisine la Seine, a gardé quelque chose d'aristocratique dans celle qui est le plus éloignée de la rivière. On croit sentir, selon la forte expression que Victor Hugo butina sans vergogne dans les *Mémoires de Saint-Simon*,

Un peu de seigneurie y palpiter encore.

On peut y admirer quelques vieux hôtels dormant entre leurs cours et leurs jardins. A la fin du règne de Louis XIV, quantité de petits palais agrémentés de parterres à la française, œuvre des dessinateurs à la mode, avaient surgi comme par enchantement dans l'ancien fief rural dont le seigneur était l'abbé de Saint-Germain des Prés. Il eût été difficile en 1714 de reconnaître, à l'ouest de la rue des Saints-Pères, le chemin boueux qui, de fondrière en fondrière, montait à une butte que couronnait un moulin, dont on apercevait les ailes depuis les fenêtres du Louvre. Sous les derniers Valois, en effet, la campagne commençait au bourg Saint-Germain, au pied de l'enceinte de Philippe-Auguste, que côtoyait le chemin des Fossés (nos rues Mazarine et de l'Ancienne-Comédie). Tandis que Paris, en grandissant, jetait bas ses murailles et ses tours, le chemin de la Butte s'était mué en rue Saint-Guillaume, — une rue Saint-Guillaume fière de ses quatorze maisons et de ses cinq lanternes. Et les passants ne voyaient plus depuis longtemps la petite maison à l'italienne que Jean-Fraguier, conseiller au Châtelet, y avait bâtie en 1543, avec jardin et jeu de paume.

La rue Saint-Guillaume partait de la rue des Saints-Pères et, orientée d'est en ouest (1), tournait bientôt vers le midi. Elle coupait ensuite un tronçon de la rue Saint-Dominique, englouti de nos jours par le boulevard Saint-Germain, et aboutissait à la rue de Grenelle. Entre ces deux rues, elle avait commencé par s'appeler la rue des Rosiers. Plusieurs hôtels, à la veille de la Révolution, élevaient du côté gauche de l'ancienne rue des Rosiers leurs nobles façades. L'un d'eux,

(1) Ce tronçon de la rue Saint-Guillaume se nomme à présent la rue Perronnet.

qui porta sous la Restauration le numéro 29, était l'hôtel de Bonzi. Il appartenait, en 1773, à la marquise de Caylus née Beaumont-Pompignan. Celle-ci l'avait reçu de feu son époux, qui le tenait de son oncle, ce cardinal de Bonzi, archevêque de Narbonne, si « longtemps roi de Languedoc, constate Saint-Simon, par l'autorité de sa place, son crédit à la Cour et l'amour de sa province ».

C'est là que se retirait la vicomtesse de Beaumont, quand son mari était en mer; c'est là qu'elle se trouva chez elle après la mort de la marquise de Caylus. Dans le salon de l'hôtel, une réplique du tableau de Rossel offerte par Louis XVI célébrait la victoire de la *Junon*, et deux portraits représentant l'un Marie Leczinska, l'autre Madame Victoire, peints par Nattier, attestaient l'attachement de la maîtresse du lieu à la fille de Louis XV.

Une nuit sous la Terreur

Quelques années ont passé. Finis les séjours à l'archevêché, car Mgr de Beaumont est mort depuis 1781 ; finis les séjours dans les maisons royales, car il n'y a plus de Roi ; finie la douceur de vivre. On est aux plus mauvais jours de la Terreur. Le vicomte et la vicomtesse de Beaumont occupent encore leur hôtel de la rue Saint-Guillaume avec leurs quatre filles et une amie de celles-ci, Joséphine de Grossolles de Flamarens, qui a perdu son père et que Mgr de Flamarens, évêque de Périgueux, son oncle, n'a pu emmener en émigration. Quant à Christophe, leur fils unique, ils l'ont envoyé depuis bien des mois apprendre l'anglais et l'allemand en Angleterre et en Allemagne ; ils habitent pauvrement le somptueux hôtel, qui se vide peu à peu : une robe de cour, vendue à vil prix, n'a produit que huit cents livres en argent ; les meubles disparaîtront sans doute à leur tour ; sur les murs, les portraits donnés par les princesses n'ont pas quitté leurs places : ils n'y sont pas pour longtemps.

Leur maître, en effet, semble marqué pour l'échafaud. Il est fort suspect ce ci-devant vicomte de Beaumont, ci-devant capitaine de la marine royale, député en 1789 aux États généraux par la noblesse de la sénéchaussée d'Agen. C'est un très mauvais brevet de civisme que la déclaration qu'il a publiée

en 1790, pour protester contre le décret de l'Assemblée qui supprimait la noblesse. Crime plus grave, aux autorités qui ont exigé de lui un désaveu, il a répondu : « Oui, cette protestation imprimée dans le *Journal général de Paris* et dans le *Mercure* est de moi. On a ruiné ma fortune et je n'ai fait entendre aucune plainte. On veut me dépouiller du caractère de chevalier français; mais qui peut m'empêcher de croire que la noblesse, une fois acquise par les vertus, ne peut se perdre que par le crime ? »

La Révolution ne saurait pardonner de telles paroles. Aussi les visites domiciliaires succèdent-elles aux visites domiciliaires. Les sans-culottes arrivent la nuit, fouillent l'hôtel, mettent leur lanterne sous le nez des enfants endormis. A quand l'arrestation, la prison, la guillotine ?

Un soir les sinistres visiteurs surviennent plus tôt que de coutume. Les voici... Mme de Beaumont n'a pas encore couché ses filles. D'un œil d'épouvante, les malheureuses regardent entrer deux sans-culottes que commande un certain Grandmaison, membre de la section *Mucius Scævola* (section du Luxembourg) et dont l'air farouche ne présage rien de bon. L'homme marche droit à M. de Beaumont, le pousse brutalement dans un cabinet et lui dit : « J'ai été élevé par l'archevèque. Je veux vous sauver. A une heure, cette nuit, une voiture viendra vous prendre. Sortez de Paris. » Et comme M. de Beaumont le remercie, il lui tourne le dos, profère des menaces et disparaît avec ses acolytes.

A l'heure dite, la voiture annoncée s'arrêta devant la porte de l'hôtel de Beaumont. Parents et enfants s'y entassèrent et prirent la route de Corbeil. Parmi les objets indispensables ou précieux qu'ils emportaient dans leur fuite, figuraient, découpées dans leurs cadres et hâtivement roulées, les deux toiles de Nattier qui représentaient Marie Leczinska et Madame Victoire.

Après la tourmente

Quelque cent dix ans plus tard, à quatre lieues de Nérac, au château de Buzet, dont les trois tours féodales, plantées à pic sur une haute croupe, surveillent l'immense plaine de la Garonne. Dans le salon de la vieille demeure, une dame

octogénaire, vêtue de noir, portant un bonnet de tulle noir sur ses bandeaux blancs ondulés, est assise sur un canapé dans l'embrasure profonde et large d'une fenêtre. Elle couvre de sa fine écriture un petit carnet. Parfois elle s'arrête et jette un regard distrait sur la plaine inondée de soleil, où l'on découvre au loin le confluent du Lot et de la Garonne, Aiguillon, Marmande, plus de cinquante villes ou villages. Sur la muraille, Marie Leczinska, réintégrée dans son cadre, sourit non loin de Madame Victoire, réintégrée dans le sien.

La dame de Buzet, en effet, a pour bisaïeule la vicomtesse de Beaumont. Après la Révolution, Joséphine de Flamarens, reconnaissante du dévouement que lui ont témoigné M. et Mme de Beaumont, a épousé leur fils Christophe, ruiné comme eux, mais dont elle est depuis longtemps éprise. Et cela sans crainte de déplaire à son oncle le marquis de Flamarens, qui prétendait la marier à un cousin de son nom et n'a pas manqué de la déshériter, la privant ainsi de trois cent mille livres de rente. Elle n'en a pas moins apporté à son mari la terre de Buzet, qui lui était assurée. L'aimable octogénaire aux bandeaux blancs est sa petite-fille. C'est pour la fille de son fils qu'elle écrit; elle rédige des *Souvenirs* chers à son cœur; elle les a intitulés *Deux grand mères d'une grand mère* (1). Lisons par-dessus l'épaule de la conteuse, suivons des yeux la plume rapide et légère qui trace ces lignes : « A Corbeil, un modeste réduit donna asile à mes arrière-grands-parents. Les enfants, vêtues de toile bleue, aidaient, lavaient les légumes sous la direction de la vieille Sophie leur bonne, qui est morte à Buzet. Elles étaient connues dans le quartier sous le nom des *Petites bleues*. Quant à leur père, il portait un pantalon si bien rapiécé, que lorsque quelqu'un lui parlait, il avait soin de mettre son chapeau sur son genou pour dissimuler de nombreuses pièces.

« Dès que la tourmente fut passée, on revint rue Saint-Guillaume : tout y était à peu près intact ; les cadres des grands tableaux qui étaient à Corbeil, roulés sous le lit de Sophie, n'avaient pas quitté leur place. Peu à peu, malgré les inquiétudes, on se reprenait à la vie, et la jeunesse, si triste depuis longtemps, éprouvait, malgré les désastres, le besoin de

(1) Archives de La Force.

s'amuser. C'est ainsi que s'organisèrent quelques soirées chez les personnes qui n'émigrèrent pas. »

Mlles de Baumont sortaient de l'hôtel de la rue Saint-Guillaume avec leurs parents et Mlle de Flamarens, tandis qu'il faisait encore jour. Toutes joyeuses elles gagnaient à pied, en robe de calicot blanc, le quartier depuis longtemps désuet où la Place Royale, si à la mode sous Louis XIII, déployait son riant décor de briques et de pierres. Elles pénétraient sous la voûte de quelque vieil hôtel rendu à son propriétaire nouvellement rayé de la liste des émigrés. Dans l'antichambre, les jeunes filles chaussaient prestement les souliers de bal qu'elles avaient tirés de leurs poches. Puis, dans les salons désaccoutumés des fêtes, elles dansaient éperdument. Et tout leur paraissait délicieux, même le buffet qui présentait pour tout « rafraîchissement de l'eau sucrée et des pommes », même le retour à pied, à travers la ville obscure et malpropre.

La dette

Pour avoir le droit de chercher un abri dans leur hôtel du faubourg Saint-Germain, M. et Mme de Beaumont, comme les propriétaires des hôtels de la Place Royale, avaient dû s'astreindre à de longues et pénibles démarches. Le vieux marin avait dû notamment, le 10 brumaire an III, quelques semaines après l'exécution de Robespierre, prier la Convention de lever le séquestre mis sur l'hôtel de Beaumont :

« Citoyens législateurs, avait-il écrit de Corbeil, c'est mal à propos et par erreur que nous avons été considérés comme père et mère d'émigrés et qu'en conséquence, conformément à la loi, le département de Paris a fait apposer, le 25 pluviôse dernier, les scellés sur nos meubles et effets comme père et mère de deux fils émigrés.

« Nous n'avons qu'un fils et quatre filles (non mariées). Les quatre filles sont avec nous. Notre fils est parti de France pour l'Allemagne au commencement de mai 1789, pour son éducation. Il n'avait pas encore treize ans. Il était élevé, avec un autre enfant de son âge, par un instituteur commun; les parents sont Allemands et il a été convenu que les dernières années de leur éducation se passeraient en Allemagne pour y

apprendre la langue et qu'ils voyageraient ensemble. Ma fortune me permettait alors de subvenir à cette dépense : j'avais des terres presque toutes en droits féodaux, dont le produit est devenu nul par leur suppression ; j'avais des pensions acquises par quarante-deux ans de services : on a cessé de les payer. Il ne nous reste plus à ma femme et à moi que quelques domaines qui fournissent à peine à l'entretien de notre nombreuse famille. C'est de ce peu de bien qui nous reste que nous réclamons la libre jouissance. Nous invoquons, pour l'obtenir de votre justice, l'article 8 de la loi du 28 mars sur les émigrés, qui porte que *les enfants qui sont sortis de France pour le commerce ou pour leur éducation, ne sont point réputés émigrés, à la charge par leurs parents de fournir des attestations de leur municipalité, visées par le district et le département, qui constatent que les enfants sont sortis de France pour le commerce ou pour leur éducation.*

« Comme il nous eût été impossible, dans le temps du départ de cet enfant, de rapporter des attestations des autorités constituées indiquées par la loi, attendu qu'elles n'existaient pas à cette époque, nous avons, au commencement de nivôse dernier, pour nous rapprocher autant que possible du sens de la loi, fait faire la preuve de ce départ et de son motif par témoins qui ont été d'abord entendus par le juge de paix de la section de la Fontaine de Grenelle, dont nous joignons ici l'expédition, ensuite pour justifier que nous n'avons qu'un fils, qui est celui parti au mois de mai 1789 pour son éducation. Nous avons reproduit cette preuve par devant le commissaire civil de la même section, qui remplit en cette commune les fonctions municipales, et nous avons, conformément à la loi, fait viser cette preuve par les autorités y indiquées. Cette seconde preuve est également ci-jointe...

« Nous attendons donc de votre justice, Citoyens Représentants, que vous voudrez bien nous faire jouir du bénéfice de la loi que nous réclamons, vu surtout que celles postérieurement rendues n'ont rien changé, dans l'article 8, des exceptions de celle du 28 mars et en conséquence ordonner que notre fils Christophe-Amable-Louis Beaumont, ainsi que celui prétendu qui n'existe que dans l'imagination de ceux qui l'ont supposé pour créer les moyens de tourmenter un bon patriote, soient rayés de la liste des émigrés et que les scellés apposés

sur nos meubles et effets, ainsi que le séquestre mis sur nos possessions, seront levés. »

La supplique se terminait sur une phrase digne du héros de la *Junon*, ce chevalier sans peur et sans reproche : « Nous attendons, avec confiance dans votre justice, le succès de notre demande et nous ne doutons pas que vous ne voyiez avec intérêt les justes réclamations d'un vieux militaire accablé d'infirmités, qui a servi sa patrie pendant quarante-deux ans sur les vaisseaux de la France, toujours avec honneur et quelquefois avec gloire (1). »

M. et Mme de Beaumont rentrèrent en possession de leurs biens du Midi en même temps que de leur hôtel de la rue Saint-Guillaume. Sous le Consulat ou dans les premières années de l'Empire, ils se fixèrent avec leurs enfants au château de Caylus en Rouergue.

Là pourrait s'arrêter ce récit des temps révolutionnaires. Mais la narratrice de Buzet ajoute une page encore à cette histoire vraie, — une page qui semble l'épilogue d'un conte : « Les nouvelles à cette époque, et dans un pays si reculé, arrivaient bien lentement ; ils y apprirent pourtant que leur sauveur Grandmaison était à son tour en prison. Mon arrière-grand-père, pris par la goutte, ne pouvait bouger, mais l'énergique vicomtesse de Beaumont décida de partir sur-le-champ. Comment ? Elle n'en savait rien : à cheval, à pied ou dans le coche de voiture quand elle le trouverait.

« Après des journées interminables, elle arrive enfin, met tout en mouvement avec son caractère vif et résolu et parvient à faire délivrer Grandmaison. »

Si le sans-culotte avait payé sa dette à l'archevêque, l'aristocrate avait payé la sienne au sans-culotte.

LA FORCE.

(1) Archives nationales, F7 5610, n° 2356.

LE ROI GEORGES II DE GRÈCE

Le plébiscite du 3 novembre a confirmé le vote de l'Assemblée nationale qui, en octobre dernier, abolissait la république en Grèce. Le peuple grec s'est prononcé en faveur de la monarchie et a rappelé au trône le roi Georges II.

Peu de pays ont connu, autant que la Grèce, depuis la proclamation de son indépendance (1821) et la réalisation de celle-ci (1827), d'aussi nombreux changements de régime. C'est d'abord le gouvernement de Capo d'Istria, puis, après son assassinat, l'avènement du roi Othon Ier, prince de Bavière; Othon est contraint d'abandonner le pouvoir et il est remplacé en 1863 par le prince Guillaume de Danemark proclamé roi sous le nom de Georges Ier.

D'esprit libéral, plein de tact et de sens politique, Georges Ier, frère de la reine Alexandra d'Angleterre et mari de la grande duchesse Olga de Russie, sait se faire aimer et respecter de tous. Sous son long règne, de plus de cinquante ans, les querelles s'apaisent, le pays se développe, mais en 1913, le roi Georges Ier meurt, assassiné par un fanatique Bulgare. Son fils, le roi Constantin, lui succède. Quelques mois plus tard, la grande guerre éclate. La situation de Constantin Ier vis-à-vis des empires centraux, — la reine Sophie est la sœur de l'empereur Guillaume II, — le contraint à prendre le chemin de l'exil en 1917.

Son second fils, le prince Alexandre, le remplace sur le trône, mais il meurt bientôt accidentellement. Le roi Constantin est rappelé, puis de nouveau obligé d'abdiquer en faveur du diadoque Georges, son fils aîné. En 1923, la république est proclamée et dure pendant douze années, troublées par les

luttes entre royalistes et venizélistes, marquées par des coups d'État militaires ou d'éphémères dictatures. Enfin, en novembre 1935, la monarchie est restaurée.

COMMENT GEORGES II CONÇOIT SON RÔLE

Quelle est la personnalité du souverain qui, après tant d'agitations politiques, vient de remonter sur son trône?

Le roi Georges II a reçu sa première éducation en Grèce, il l'a terminée en Allemagne, en Angleterre et à Paris, sur les bancs de la Sorbonne. Il a gagné ses galons d'officier de marine à la mer, et ceux de lieutenant d'infanterie sur le front des guerres balkaniques, aux côtés de son père. D'apparence, il est un pur nordique. Son teint est clair, ses yeux bleus, tantôt graves, tantôt brillant d'une malicieuse gaieté, regardent droit son interlocuteur et son devoir. Il ne biaise jamais. Calme, pondéré, homme du monde, maître de maison parfait, d'une franchise absolue qui l'empêche de mâcher ses mots, mais en même temps d'un grand tact, respectueux de la personnalité des autres, ce qui lui vaut des dévouements et des sympathies à toute épreuve, on dit qu'il ressemble beaucoup à son grand-père, le roi Georges I[er]. Il possède, en outre, une mémoire « épouvantable », qui lui permet d'évaluer, sans illusions, les difficultés de la tâche qui l'attend. N'a-t-il pas, deux fois déjà, connu la route de l'exil? « Je n'ai jamais considéré la Grèce comme un bien m'appartenant et dont j'aurais été dépouillé, répondait-il un jour à un journaliste républicain qui l'interrogeait. Et je ne me suis pas proposé comme but de rentrer en possession de mon bien. Je n'ai pas une mentalité de propriétaire. La Grèce m'intéresse parce qu'elle est ma patrie; seuls son avenir et son progrès me préoccupent. »

Devenir l'arbitre au-dessus des partis, représenter le principe stable et modérateur, dans un pays où l'on aime et où l'on hait avec la passion de natures essentiellement jeunes et généreuses, restaurer une tradition de respect et de discipline à l'égard d'un pouvoir supérieur, librement accepté, limiter les risques du jeu politique, en un mot, faire œuvre de frein, jouer le rôle d'un père compréhensif, sage, modérateur, rallier les suffrages, équilibrer les oppositions, grouper les

courants contradictoires, pour édifier en commun une œuvre constructrice, n'est pas une tâche facile, surtout lorsque la liberté du plus fort a régné pendant douze ans et que la méthode politique s'est appuyée presque autant sur les baïonnettes que sur la légalité.

« Une vraie restauration, telle que je la conçois, doit être, non pas le triomphe d'une idée ou d'une doctrine, encore moins d'un parti, mais la satisfaction des aspirations de tout un peuple, disait le roi Georges, en juillet dernier, à M. Sauerwein ; elle doit s'imposer comme une nécessité, comme le seul moyen d'assurer la stabilité, la continuité et l'équité ; elle doit être la conséquence naturelle des années d'épreuves causées par les luttes stériles de la politique. C'est le fruit d'une sagesse collective, gagnée par l'expérience... Le roi doit être au-dessus des partis, en dehors des luttes. Il doit apporter à son peuple l'union, c'est-à-dire la paix intérieure, aussi nécessaire que la paix extérieure. Je ne veux ni vainqueurs, ni vaincus, ni victimes, ni profiteurs. La nation entière doit trouver dans le souverain un arbitre bienfaisant, qui lui rende la stabilité, la concorde, ainsi que la confiance des grandes Puissances amies... »

Ces déclarations ne sont-elles pas un programme ? Ne témoignent-elles pas de la compréhension du problème, d'une connaissance exacte des difficultés et aussi de la détermination de les vaincre, non par un autoritarisme arbitraire, mais par une collaboration de toutes les bonnes volontés, par un appel à tous ceux, quelle que soit leur couleur, qui aiment leur pays et désirent le servir ?

« UNE PAGE BLANCHE DERRIÈRE LUI... »

Encore jeune, — Georges II n'a que quarante-cinq ans, — mûri dans l'exil, décidé à ne remonter sur le trône que rappelé par la volonté expresse de son peuple, le roi dispose, en outre, d'un très sérieux atout, pour mener à bien sa tâche : son silence de douze ans. Résistant aux sollicitations répétées de ses partisans, il a systématiquement refusé toute action qui aurait pu précipiter son retour en Grèce. « Le roi Georges II a une page blanche derrière lui », a dit M. Venizelos. N'est-ce pas accorder à Georges II le crédit de tout un avenir dont un

rop lourd passé l'eût privé? Une page blanche. Tout peut y être inscrit, même une réconciliation entre les populistes (royalistes) et les libéraux, si ceux-ci veulent comprendre que seule une collaboration pourra donner au pays ce calme et cet ordre dont tous ont le plus grand besoin pour reconstruire leur patrie.

La vie simple et tranquille menée pendant son exil par le roi Georges II, ses goûts, la façon dont il partage son temps entre l'étude (le roi ne lit jamais de romans) et des distractions de plein air, — chasse, golf, automobilisme, — son affabilité, son tact exquis, cette loyauté et cette franchise qui caractérisent ses rapports avec tous ceux qui l'approchent, sont autant de traits qui permettent de présumer que son règne sera celui d'un roi aux vues larges et compréhensives, d'un souverain démocrate, dans la meilleure acception que ce terme peut avoir aujourd'hui, c'est-à-dire un régime qui avant tout tiendra compte des besoins et des problèmes du peuple, cherchera à améliorer la condition du paysan et de tous les travailleurs. De par son exil, le roi, mêlé à la foule anonyme, simple citoyen, sans fortune, par moments même presque dans la gêne, a eu le loisir de s'initier par lui-même, — sans l'intermédiaire de rapports ou d'explications ministérielles, — aux soucis et aux problèmes de « l'homme de la rue ». Hôte, semblable à tous les autres, d'un hôtel discret et de bon ton de Londres, il a pu, au cœur de cette monarchie essentiellement parlementaire qu'est l'Angleterre, étudier les rouages d'un mécanisme gouvernemental fort bien ordonné, et parachever ainsi son éducation de monarque moderne.

La notion politique a singulièrement évolué depuis 1918. Au delà des partis d'avant guerre, s'étendent les vastes et nouveaux champs d'expérience des partis extrêmes, fascisme et communisme. La Société des nations, elle aussi, a modifié l'esprit et les méthodes des relations internationales. Autant d'éléments dont le souverain devra tenir compte. La Constitution de 1911, remise en vigueur en Grèce, depuis le 10 octobre 1935, nécessitera une nouvelle mise au point. Quant aux relations internationales, le pacte balkanique, dont le roi reconnait l'inestimable valeur, n'est-il pas un jalon sérieux posé vers cette entente générale dont rêve la Société des nations ?

Mais quel doigté, quelle délicatesse n'exigeront pas cette réadaptation, ce nouveau départ, pour cicatriser tant de plaies encore douloureuses, pour ménager tant de susceptibilités exacerbées, de désillusions, pour prouver au pays que le roi qui revient n'est pas le chef d'un parti victorieux, mais le père, le conseiller, le gardien de la nation tout entière!

Dans les brumes de Londres, sous les feux rouges, verts et bleus des affiches lumineuses ou dans la quiétude du salon aux boiseries sombres, près de la cheminée où rougeoie le charbon, dans le rythme régulier d'une vie facile et bien ordonnée, quelles ont pu être les réflexions de ce monarque, dans la force de l'âge, mais à qui l'expérience du pouvoir doit avoir laissé un souvenir si amer? Georges II s'enferme dans un silence lourd de signification : « Je reviendrai si le peuple entier m'appelle, si réellement ma présence peut procurer à mon pays la paix et l'ordre dont il a besoin par-dessus tout. Mais... » Un souverain n'a pas le droit de se plaindre, de faire valoir ce qui pour tout autre homme peut constituer un argument, son calme, la sécurité de sa vie présente, son repos, sa quiétude intérieure. Le roi appartient à son peuple. Il ne peut être un homme comme tous les autres. A la disposition de tous, au-dessus de tous, pour le bien de tous. La dure loi des élites l'arrache à lui-même, à ses préférences, à ses études, à ses loisirs. Le visage plus pâle qu'à l'ordinaire, le regard grave, malgré le sourire des lèvres, on sent en Georges II l'homme prêt à obéir aux aspirations d'un peuple, à faire son devoir jusqu'au bout, mais aussi, l'homme qui saura prendre avec philosophie un revirement, — toujours possible, — et retournera sans regrets à la vie simple et pleine qu'il s'est choisie.

BERTHE VULLIEMIN.

REVUE LITTÉRAIRE

XAVIER DE MAISTRE (1)

En 1838, Xavier de Maistre avait soixante-quinze ans. Après un séjour d'une dizaine d'années en Italie, il arrivait en France pour la première fois de sa vie. Il avait cette piquante originalité d'être un écrivain français qui n'avait jamais vécu en France. On avait lu, on avait goûté le *Voyage autour de ma chambre*, le *Lépreux de la cité d'Aoste*, *la Jeune Sibérienne*, *les Prisonniers du Caucase*. Le nouveau venu était d'ailleurs le cadet d'un frère illustre. On lui fit fête. Lamartine, qui avait avec lui quelques liens de parenté, a tracé de lui ce joli portrait : « C'était alors un petit homme de quatre-vingts ans (il le vieillit un peu) pâle et maigre, un peu féminin, sans aucun signe de découragement ou de décrépitude. La vieillesse n'avait pas trouvé sur son visage assez de chair pour y creuser des rides ; elle y dessinait seulement des lignes presque imperceptibles, semblables aux fils de l'araignée sur la vitre d'une vieille demeure. Son corps, quoique droit et leste, disparaissait sous des habits fourrés qu'il avait rapportés de Russie. Ses yeux avaient conservé toute leur transparence, ses lèvres tout leur sourire. Finesse, enjouement, sensibilité douce, regard semi-sérieux

(1) Alfred Berthier, *Xavier de Maistre, étude biographique et littéraire*, 1 vol. in-8, E. Vitte ; — Henry Bordeaux, *Amitié ou amour*, Plon, 1932 ; — Georges Goyau, *la Vie des livres et des âmes*, Perrin, 1919. — Cf. Sainte-Beuve, *Portraits contemporains*, t. III ; — *Œuvres complètes de Xavier de Maistre*, Garnier frères ; — *Œuvres inédites de Xavier de Maistre*, publiées par E. Réaume, 2 vol. in-12, Lemerre ; — F. Klein, *Lettres inédites de Xavier de Maistre à sa famille* (*Correspondant*, 10 et 25 décembre 1902) ; — Jean Bonnerot, *Une consultation de Sainte-Beuve sur Xavier de Maistre* (*Revue d'histoire littéraire de la France*, octobre-décembre 1934).

et indulgent sur les choses humaines, tolérance sur toutes les opinions honnêtes : voilà l'homme. Ajoutez-y un ton de voix sonore et lointain comme un souvenir, et ces conversations à demi-voix où toutes les années écoulées repassent en anecdotes devant la mémoire, une modestie qui s'ignore elle-même, et un talent remarquable pour la peinture de paysage. C'est ce qu'on appelle dans la langue française un *amateur* en littérature et en tableaux, mais un amateur immortel, grand artiste sans art, grand écrivain sans école, la nature en tout, c'est-à-dire le souverain maître. »

Sainte-Beuve, qui était à l'affût de toutes les curiosités littéraires, se fit présenter à l'aimable vieillard, auquel il avait naguère écrit, l'interrogea adroitement et, quand il eut quitté Paris, lui consacra ici même un article, fin et ingénieux comme toujours, mais qui eut le don d'exaspérer celui qui en était l'objet. Le critique, — involontairement ou malicieusement, on ne sait, — forçant la note de certaines confidences, n'avait-il pas eu l'idée singulière de lui prêter ce qu'on est convenu d'appeler une bonne fortune à l'ombre même de la charmille du lépreux ? « Que le diable emporte les littérateurs et la littérature! » s'écriait-il indigné; et dans ses lettres, il remettait lui-même les choses au point. Utilisant, avec ses propres recherches, divers documents qui ont été mis au jour depuis, M. Henry Bordeaux a confirmé récemment, sur ce point et sur quelques autres, le témoignage de Xavier de Maistre. En joignant aux travaux qu'il indique le livre très informé du chanoine Alfred Berthier sur son illustre compatriote, — un de ces livres qui épuisent pour de longues années le sujet qu'ils traitent, et qu'il n'y a guère qu'à résumer, — on peut, avec des ressources plus étendues et un souci plus grand d'exactitude, essayer de retoucher le portrait jadis esquissé par Sainte-Beuve.

Xavier de Maistre est né à Chambéry, le 8 novembre 1763. Originaire du Languedoc, après un long séjour à Nice, la famille Maistre était venue s'établir en Savoie : tout « seigneur » qu'il fût, le président Maistre, père des deux écrivains, ne fut définitivement anobli qu'en 1780 par la cour de Turin, qui le fit comte en récompense des services qu'il lui avait rendus par ses travaux juridiques. C'était un homme antique, un peu rude et autoritaire, mais dont la rudesse même semble avoir recouvert une sensibilité très vive, et qui sut se faire aimer de ses enfants : il en avait quinze ; dix survécurent, qu'avec une fortune modeste il dressa aux bonnes traditions, à la vie sérieuse. Sa femme, de vingt et un ans plus jeune

que lui, fille d'un sénateur honoraire, fut une épouse et une mère exemplaires. Sa douceur et sa bonté durent plus d'une fois tempérer la rigide sévérité du président. Très pieuse, d'une activité calme et grave, elle limitait son horizon à son foyer : de cette mère « sublime », son fils Joseph nous rapporte un trait charmant : elle avait une belle voix et elle endormait ses enfants en leur récitant des vers de Louis Racine. Quand elle mourut, son mari eut une de ces crises de désespoir qui dénotent une profonde tendresse : à tous les siens elle devait laisser un souvenir ineffaçable.

Xavier était de dix ans plus jeune que son frère Joseph, et il ne lui ressemblait guère. De santé un peu délicate, il était né *baban*, suivant un terme assez expressif du patois savoyard, ce qui veut dire flâneur, distrait, insouciant, et un peu paresseux. Bref, il s'annonçait comme un écolier déplorable. On le plaça en pension chez un bon curé de campagne, qui lui mit un crayon dans les mains, et, le laissant se développer sans contrainte, l'achemina peu à peu, en dépit de son peu de mémoire, à des études plus sérieuses. Les résultats de cette libre éducation furent excellents : l'enfant, qui était curieux de toute sorte de choses, et qui avait pour le dessin et la peinture un goût décidé, lut beaucoup, s'initia aux bonnes lettres françaises, aux sciences, à la musique, même au latin, et, tout en se fortifiant physiquement, acquit un bagage fort honorable d'amateur intelligent.

A dix-huit ans, il entra dans l'armée sarde, où l'avait précédé son frère Nicolas. L'état militaire, avec ses cadres réguliers, sa hiérarchie, la discipline qu'il impose, est peut-être celui qui convient le mieux aux obstinés pêcheurs de lune comme l'était Xavier de Maistre : il les utilise, les stabilise, sans les opprimer. Engagé volontaire dans le régiment de la Marine, en garnison à Chambéry, nommé cadet trois ans plus tard, il fut un soldat consciencieux et ponctuel : ses plaisirs se passent à flâner, à lire tout ce qui lui tombe sous la main, à se mêler à la société savoisienne, « mangeant son blé en herbe », totalement incapable de faire la moindre économie sur sa maigre solde. Il organise une ascension en montgolfière, qui fit quelque bruit dans Chambéry : une première expérience avait échoué ; une seconde réussit et valut à l'audacieux aéronaute les compliments enthousiastes de ses compatriotes. Deux jours après, il partait rejoindre son régiment à Alexandrie.

A Alexandrie, à Exilles, à Pignerol, il mène la vie de garnison, agrémentée de toute sorte de rêveries et de musardises, « faisant

mille projets chimériques », s'occupant de mécanique, se fabriquant des ailes pour s'envoler en Amérique, songeant à un roman et peut-être en écrivant quelques pages. Enfin, en 1787, — il a vingt-quatre ans, — promu récemment adjudant-major de bataillon, il quitte la garnison de Pignerol pour celle de Turin.

Là, dans la vieille ville où réside la cour patriarcale du roi de Sardaigne et où domine l'influence française, parmi ses livres familiers, ses pinceaux, ses occupations scientifiques, ses aimables compagnons, ses relations mondaines, sa vie de jeune officier se poursuit, insouciante et légère. Il a une chambre à la citadelle, celle-là même qu'il décrit complaisamment dans son *Voyage ;* brillant causeur, on le recherche dans les salons, et il est à croire qu'il lut de la prose et, peut-être, des vers dans celui de Mme de Haut-castel. Les débuts de la Révolution, qui lui inspirent une vive répulsion, mais dont il ne voit pas la gravité, font déferler sur le Piémont toute une vague d'émigrés ; il se lie avec plusieurs d'entre eux, et il s'apprête à fêter joyeusement le carnaval de 1790, quand, à la suite d'un duel, on le met aux arrêts pour quarante-deux jours. C'est alors que, pour se distraire de sa réclusion forcée, il rédige la plus grande partie du *Voyage autour de ma chambre*, que peut-être avait-il déjà esquissé. Quatre ans plus tard, étant allé voir à Lausanne son frère Joseph, il lui porte son manuscrit. Joseph y fit quelques retouches, et en avril 1795, à l'insu de l'auteur, l'opuscule paraissait sous le nom de M. le chevalier X***, O. A. S. D. S. M. S. (Xavier, officier au service de Sa Majesté Sarde). L'ouvrage eut, l'année suivante, une seconde édition à Paris. Encouragé par ce succès, Xavier eut l'idée de donner une suite à son premier récit, mais, sur le conseil de son frère, il renonça provisoirement à ce projet, qu'il ne devait reprendre que trente ans après.

Pour l'instant, d'ailleurs, l'air n'était plus à la littérature. En septembre 1792, l'armée française avait envahi la Savoie ; l'armée sarde avait repassé les Alpes et s'était concentrée dans la cité d'Aoste. Là, Xavier retrouvait toute la famille de son frère Joseph et son autre frère, l'abbé André. Il était lieutenant : en 1793, il se signala par sa bravoure dans un éphémère retour offensif en Savoie des troupes sardes contre les soldats de Kellermann ; et il revint à Aoste, que Joseph avait quitté pour la Suisse. Il y resta jusqu'à la fin de 1798, jusqu'au moment où le roi de Sardaigne, Charles-Emmanuel IV, chassé de ses États par la Révolution triomphante, fut forcé d'abdiquer. Guerroyant de temps à autre contre les Fran-

çais, rêvassant à son ordinaire, méditant sur le cas de son pauvre lépreux, s'occupant de chimie, et songeant même à se marier avec une belle jeune veuve, qui finalement lui préféra un officier français, il est visiblement dans une situation instable qui ne saurait durer, et qui en effet ne dura pas. Étant désormais « sans patrie » et « sans emploi », il se rend à Turin, puis s'engage, comme officier d'état-major, dans l'armée de Souvarof, et la suit en Suisse et jusqu'en Russie. Une nouvelle période de sa vie allait s'ouvrir.

A Saint-Pétersbourg, où il se trouve très isolé, il donne sa démission de capitaine. De là, il se rend à Moscou, où une maison princière lui offre l'hospitalité. Mais il était pauvre, et il fallait vivre. Il s'établit peintre de portraits, et comme il avait un réel talent, son atelier eut une certaine vogue. Cependant, il s'ennuyait et son exil lui pesait. Fort heureusement, voici qu'en mai 1803, son frère Joseph débarque à Saint-Pétersbourg, en qualité de ministre plénipotentiaire du roi de Sardaigne. Les deux frères se revirent avec joie ; et au mois de mars 1805, avec l'agrément du Tsar, Joseph faisait nommer son cadet directeur du département de l'Amirauté : il reprenait ainsi du service dans l'armée, avec le grade de major. La situation était fort bien rétribuée : l'éternel fantaisiste semblait désormais à l'abri du besoin.

Les deux frères s'aimaient tendrement. Comme il arrive souvent en pareil cas, leurs contrastes mêmes les rapprochaient. Ils se communiquaient leurs productions, et tenaient consciencieusement compte de leurs observations et critiques mutuelles : Xavier se trouve ainsi avoir collaboré très directement aux *Soirées de Saint-Pétersbourg* : le coucher de soleil sur la Néva qui ouvre le livre est son œuvre, et les retouches, d'ailleurs intéressantes, que l'aîné a fait subir au morceau n'en ont pas modifié le caractère. Il y avait pourtant un point sur lequel, pendant assez longtemps, les deux frères se trouvaient en opposition, sinon théorique, tout au moins pratique. On sait quel fervent chrétien était celui que Brunetière a justement appelé « le théologien laïque de la Providence ». Or, sans être un voltairien très endurci, Xavier de Maistre était assez loin d'avoir des convictions aussi assurées que celles de son frère. La vie un peu aventureuse qu'il avait menée, peut-être « les passions de son âge », les lectures qu'il avait faites, ses goûts d'artiste, son naturel insouciant, tout cela l'avait un peu écarté d'une foi très positive. Le Vicaire savoyard avait dû passer par là, et il s'en tenait à une sorte de vague religiosité dont il se con-

tentait, mais qui ne pouvait satisfaire la logique exigeante de son frère. Celui-ci qui, en même temps que son aîné, était son parrain, et qui prenait au sérieux sa paternité spirituelle, le pressait vivement de revenir aux fermes croyances et aux habitudes de sa pieuse enfance. Encore une fois, Xavier n'était ni négateur, ni hostile, et il se défendait de l'être : « Bien que séparé par dix ans de distance, a-t-il dit, et par une telle inégalité d'esprit, nous nous rapprochions en quelques points, entre autres et avant tout dans le sentiment religieux puisé de bonne heure au sein de la famille et commun à notre enfance. » Mais il hésitait, il se reprenait, il avait des scrupules : « Après avoir passé cinquante ans, ou à peu près, indifférent à la religion et même imbu de faux systèmes, qui, sans pouvoir me persuader, ont cependant ébranlé ma foi, comment reviendrai-je de si loin ? Qui me donnera cette persuasion vive et qui fait agir ? » Enfin il se décida, vers 1808 ou 1809, et « prêché et pressé » par son frère, il franchit le dernier pas. Il a été l'un des premiers convertis de Joseph de Maistre.

Cependant il n'était pas sans inquiétude sur son avenir : sa situation périclitait ; et, d'autre part, ayant distingué une des demoiselles d'honneur de l'Impératrice, la princesse Sophie Zagriatsky, il songeait à demander sa main et à se marier. Comme naguère Chateaubriand, il eut l'idée d'« aller chercher de la gloire pour se faire aimer ». Il reprit donc du service actif, et le 10 juillet 1810, il partait pour le Caucase avec le grade de colonel, « quittant son vieux frère avec un serrement de cœur inexprimable ». Dans les combats contre les Turcs, où il fut blessé, sa valeureuse conduite lui valut la croix de Saint-Wladimir ; et tandis que Joseph donnait à Saint-Pétersbourg une nouvelle édition du *Voyage autour de ma chambre*, à laquelle il joignait *le Lépreux de la cité d'Aoste*, récemment terminé, Xavier, lui, reprenait ses pinceaux et, observant les mœurs et les traditions des populations géorgiennes, il recueillait les notes et les impressions qui, plus tard, devaient lui servir à écrire *les Prisonniers du Caucase* et *la Jeune Sibérienne*. De retour à Saint-Pétersbourg, au début de 1812, il se fiance, avec l'agrément du Tsar ; mais c'est le moment où l'on prépare la campagne contre Napoléon, et il doit se rendre à l'armée pour y prendre part : cette terrible campagne ne devait lui laisser que de tristes souvenirs, ainsi qu'on en peut juger par ses lettres et par son *Histoire d'un prisonnier français*. Il se marie enfin le 3 février 1813, mais pour repartir à la guerre : il est nommé général-major, remplit

diverses fonctions importantes, et ce n'est qu'en 1816 que, la paix étant revenue, il rentre définitivement dans la vie civile.

Marié à sa convenance, possesseur d'une opulente fortune, père de quatre enfants qui ne vivront pas, se sentant « également étranger à la France, à la Savoie et au Piémont », il ne quittera guère Saint-Pétersbourg pendant dix ans, se livrant à des études et occupations variées, écrivant à loisir ses dernières nouvelles, menant une vie fort tranquille de grand propriétaire terrien, mais qui, comme toutes les vies humaines, ne fut exempte ni d'inquiétudes, ni de tristesses. D'abord, son frère Joseph a demandé son rappel et le quitte en 1817 ; comme il en avait le pressentiment, il ne devait jamais le revoir : « Je l'ai embrassé douloureusement, écrit-il. Lorsqu'on se sépare à notre âge et à une si grande distance, il reste peu d'espoir de se revoir. Je ne puis dire quel horrible vide son départ et celui de sa famille laissent dans mon existence. Quatorze ans de réunion ont rendu ce moment bien cruel. Le voilà parti. Que Dieu l'accompagne et le protège ! » Quatre ans après, ce frère très tendrement aimé n'existait plus. Puis, ce fut sa femme qui, à trois reprises, fut à deux doigts de la mort. Et, enfin, ce fut la disparition de sa fille aînée Alexandrine et de son fils André. Il lui restait une fille et un fils : leur santé fort délicate s'accommodait mal du rude climat de la Russie : c'est ce qui l'obligera, en 1826, à chercher un refuge sous un ciel plus radieux.

Pour l'instant, sa curiosité reste ouverte aux questions les plus diverses. Tout en envoyant de savants Mémoires à l'Académie des Sciences de Turin, dont il est membre non résident, il suit d'assez près le mouvement littéraire contemporain ; les *Méditations* de Lamartine l'enchantent : « Je les sais par cœur, écrit-il à sa sœur ; et je lui ai fait (à Lamartine) plus d'honneur qu'à Jean-Baptiste (Rousseau), car je l'ai lu quatre ou cinq fois de suite. Il y a quelques taches, comme dans le soleil. Je t'avoue que j'en ai été ravi. » Il dut être ravi encore, tout modeste qu'il fût, quand, quelques années plus tard, Lamartine, exagérant sans doute un peu, lui dit : « C'est vous, c'est la lecture du *Lépreux* qui m'a fait poète. » La première édition française du *Lépreux de la cité d'Aoste* avait paru en 1817.

Encouragé par le succès qu'avait obtenu, sans qu'il s'en mêlât, le *Voyage autour de ma chambre*, il avait en 1819 commencé deux autres nouvelles, *les Aventures du major Kascambo* et *l'Histoire véridique de Prascovie Lopouloff*, dont il se proposait d'offrir le

produit à sa sœur Thérèse, ruinée par la Révolution. Il les envoya en 1823 à son neveu Vignet, à Londres, pour les faire imprimer, s'il le jugeait à propos. Un peu plus tard, il y joignit l'*Expédition nocturne*, par laquelle, devenu fort scrupuleux, il se proposait de corriger et de faire oublier « quelques gravelures » du *Voyage*. Et, en 1825, paraissaient à Paris, en trois volumes : les *Œuvres de M. le comte Xavier de Maistre ;* les deux nouvelles russes y avaient leur titre définitif : *les Prisonniers du Caucase* et *la Jeune Sibérienne*.

Enfin, en 1826, il se décidait à partir pour un long séjour en Italie. Le pauvre petit officier d'autrefois revenait en grand seigneur dans son pays. Lamartine saluait superbement son retour dans une de ses *Harmonies*. Il s'attardait quelques mois en Savoie auprès des siens, puis il se rendait à Turin, Pise, Naples, et enfin à Rome. C'est dans les environs de ces trois dernières villes qu'il passa les onze années de son séjour dans la péninsule. Il rentre, après trente ans, en relations épistolaires avec l'Élisa de son *Expédition nocturne*, cette belle veuve qu'il avait fort platoniquement aimée, qui l'avait aimé peut-être, et qui était devenue, après son départ, Mme Decoularé de La Fontaine. Il fait la connaissance des Marcellus, qui deviennent bientôt pour lui de très intimes amis. Mme de Marcellus, « la chère Valentine », lui inspire une de ces charmantes tendresses, comme il en éclôt quelquefois dans le cœur des vieillards : sentiment complexe où l'admiration esthétique, l'amitié amoureuse, une affection presque paternelle se mêlent et se pénètrent. Mme de Marcellus était jeune et jolie ; à un réel talent de musicienne et de peintre, elle joignait d'exquises qualités morales. Comment ce rêveur invétéré de Xavier de Maistre ne se serait-il pas laissé prendre à des dons si rares ? « Son pauvre vieux cœur » s'émeut et, de sa meilleure plume, il écrit à la jeune femme de longues lettres touchantes et naïves dans leurs effusions sentimentales : « Je ne vous ai jamais fait encore de déclaration dans les formes ; il faut que je vous dise comment et pourquoi je vous aime... Ce n'est pas même votre esprit ni vos talents... Mais lorsque nos malheurs vous ont intéressée, lorsque votre cœur s'est ouvert devant nous comme un trésor plein qui regorge de richesses et de bonté, alors le mien vous a voué un attachement sans bornes et un souvenir éternel. » Une autre fois : « Si j'étais un jeune homme, il y aurait danger pour moi et j'y penserais à deux fois ; mais puisqu'il a plu à la Providence de me jeter dans le monde cinquante ans avant vous, je ne vois pas pourquoi je me retiendrais sur la douce pente qui

m'entraîne... Peut-on s'arrêter au milieu des montagnes russes? Il faut ou ne pas partir, ou suivre, avec la rapidité d'une flèche, jusqu'au bas de la montagne. Ainsi je me livre à toute la violence de la course, je ferme les yeux, et je veux vous aimer jusqu'à en perdre la respiration. » L'aimable Valentine dut un peu sourire de la hardiesse de cette métaphore.

Les malheurs auxquels Xavier de Maistre fait ici allusion sont d'abord la mort de sa seconde fille Catherine, celles de sa sœur Thérésine, puis de son dernier frère Nicolas. Il fut très accablé par tous ces deuils, et la vie agréable et assez mondaine qu'il s'était faite en fut toute assombrie. « Me voilà le dernier de la famille, à soixante-huit ans, écrivait-il avec tristesse. Cela doit faire réfléchir. Nous étions dix quand je partis pour la Russie. » De plus en plus, il jugeait les événements contemporains comme son frère Joseph les eût jugés. Ce qu'il appelle « le choléra français », à savoir l'esprit révolutionnaire et libéral, lui fait horreur ; il est pour l'autocrate Nicolas contre les Polonais ; il n'a que des railleries pour Chateaubriand, pour Lamennais, même pour Lamartine. Ses recherches scientifiques, sa peinture, ses lectures, ses relations sociales, ses longues rêveries remplissent tous ses loisirs ; il entre en rapports avec un autre lui-même, l'humoriste genevois Töpffer, auquel il prodigue toute sorte d'encouragements et de bons offices. Et sa vieillesse s'écoulait ainsi fort paisible, quand un nouveau malheur vint le frapper : son dernier fils Arthur, dont la fragile santé semblait se rétablir, lui fut enlevé, dans sa seizième année, en quelques jours. Ce « coup de massue » faillit « l'écraser » : « Nous commençons à prier Dieu, écrivait-il peu après. Mais quelles prières! Nos lèvres prononcent, mais nos cœurs sont secs et irrités. Je demande de bon cœur à Dieu de pouvoir le prier et l'aimer. Cette force n'est pas en moi. Lui seul peut me la donner. Le triste avenir que j'ai devant moi pour bien peu d'années m'épouvante. » Peu à peu cependant la vie reprenait ses droits ; mais sa femme désirait rentrer en Russie ; à tous deux le séjour en Italie devenait trop douloureux : lui, d'autre part, souhaitait de revoir son pays natal et de voir la France. Ils partirent en juillet 1838.

Paris surprit un peu Xavier de Maistre. L'idée qu'il s'en était faite d'après ses lectures différait singulièrement de la réalité : le sans-gêne démocratique, la truculence romantique, l'indifférence religieuse étaient tout autant de traits de mœurs qui devaient choquer cet homme d'autrefois. Mais il fut sensible au souvenir

qu'on avait gardé de son frère, à la bonne grâce de l'accueil qu'on lui fit partout. « Là, disait-il plus tard, on est quelque chose par soi-même, sans avoir besoin de faveurs et de décorations ; il suffit d'être honnête homme et bien élevé. Je vous avoue que je regrette vivement mon pays, mes parents, et la France qui est bien aussi mon pays. » Au bout de quelques mois, il repartait pour la Russie.

Il devait vivre treize années encore. Il vieillissait doucement, lisant beaucoup, rêvant encore plus, écrivant à ses amis, notamment à sa chère Valentine, acceptant avec une résignation de plus en plus chrétienne les douleurs inévitables qui sont le lot commun de toute vie humaine un peu longue. Sa femme, toujours dévouée et tendre, lui rendait sa vieillesse presque heureuse. « Je l'aime chaque jour davantage, écrivait-il ; nous sommes ici comme deux vieux arbres à demi desséchés qui ont perdu toutes leurs branches dans les nombreux orages qui les ont assaillis, mais dont le cœur est encore vivant, et qui poussent encore quelques feuilles pâles, sans fleurs ni fruits, au milieu de la forêt verdoyante qui leur succède. » Mme de Maistre mourut la première, à soixante-douze ans. Moins d'un an après, le 13 juin 1852, il s'éteignait à son tour : il était âgé de quatre-vingt-neuf ans.

Il laissait une œuvre peu considérable, à laquelle il n'attachait pas lui-même une importance excessive. Il était très sincèrement surpris du succès qu'elle avait obtenu et de la réputation qu'elle lui avait faite. Il n'était pas un homme de lettres. « Je ne suis point un littérateur, monsieur, écrivait-il à Sainte-Beuve ; mes petits ouvrages sont des productions anormales qui n'ont point de rapport avec ma vie ordinaire » ; et, en lui donnant quelques détails sur lui-même, il le suppliait de les garder pour lui et de « ne pas trahir le secret de sa confession ». Admirable et trop rare modestie !

Quand on relit cette œuvre de nos jours, on est tenté de la trouver, sinon bien surfaite, en tout cas un peu mince. La fantaisie aimablement ironique, à la Sterne, du *Voyage autour de ma chambre* a sans doute un charme subtilement désuet auquel notre goût moderne n'est point insensible, mais qui s'évanouirait assez vite, si l'auteur n'avait eu le bon esprit de faire court. Il a voulu récidiver en composant l'*Expédition nocturne*. De cette tentative, nous penserions très volontiers ce qu'en pensait Joseph de Maistre. « Mon frère, déclarait candidement Xavier à Sainte-Beuve, mon frère auquel je fis part de mon entreprise, m'en détourna. Il m'écrivit que je détruirais tout le prix que pouvait avoir cette bluette en la

continuant. Il me parla d'un proverbe espagnol qui dit que toutes les secondes parties sont mauvaises et me conseilla de chercher quelque autre sujet. »

C'est beaucoup plus tard qu'à la suite d'une conversation de salon il eut l'idée de rédiger *le Lépreux de la cité d'Aoste*. Le ton et la forme de cette « histoire vraie » ont assurément un peu vieilli; mais l'accent de chrétienne résignation qui s'en dégage est encore touchant, et l'on sait gré à l'écrivain, dans un sujet qui eût aisément prêté à la déclamation, d'être resté sobre et discret.

Ces qualités de discrétion et de sobriété, on les retrouve dans les deux nouvelles proprement dites que Xavier de Maistre composa quelques années plus tard, et qui, elles aussi, sont des « histoires vraies ». Ce souci de la réalité vécue est assez curieux à cette date de la part d'un auteur que rien ne semblait prédisposer au réalisme. A cette date encore, l'évocation précise de scènes et de mœurs de la vie russe était une nouveauté qui devait susciter, dans la suite, beaucoup d'imitations. Les débauches de couleur locale auxquelles on se livrera feront plus d'une fois regretter les traits fins et rapides par lesquels l'auteur de *la Jeune Sibérienne* souligne sans y insister les particularités morales ou pittoresques qu'il met sous nos yeux. Nourri des auteurs classiques, il n'éprouve pas le besoin d'attirer notre attention par des images violentes, des tons heurtés, des prouesses verbales; son exotisme semble antérieur à la période romantique. Le mot de Bernardin de Saint-Pierre sur Chateaubriand, à qui il trouvait « l'imagination trop forte », nous serions étonnés que Xavier de Maistre ne l'eût pas dans l'esprit quand il lut *Atala* pour la première fois. Joignez à cela son souci, tout classique encore, de la concision, plus visible dans *les Prisonniers du Caucase* que dans *la Jeune Sibérienne*, où il y a quelques longueurs : il ne développe pas; il n'éprouve pas le besoin d'étendre aux proportions du roman ce qui peut tenir dans le cadre d'une simple nouvelle. Il met tout son art de conteur à dire tout l'essentiel dans le moins de mots possibles. Et ce délicat humoriste qui, en littérature comme dans tout le reste, n'a été et voulu être qu'un amateur, nous fait involontairement songer à ce que serait une première épreuve adoucie et finement estompée d'un Mérimée optimiste, religieux et nonchalant.

VICTOR GIRAUD.

REVUE MUSICALE

Le Centenaire de Saint-Saëns à l'Opéra, à l'Opéra-Comique et dans les grands concerts. — Théâtre de la porte Saint-Martin : *Un coup de veine*, opérette en trois actes de MM. Willemetz et Mouëzy-Eon, musique de M. Maurice Yvain.

Camille Saint-Saëns est né le 9 octobre 1835. Les concerts symphoniques, l'Opéra-Comique et l'Opéra ont tour à tour célébré ce centenaire et prononcé, par la voix de sa musique, la plus belle des oraisons funèbres. On n'attendait que du respect. L'admiration s'est déclarée, unanime et fervente. Tardif hommage, non sans remords. Serons-nous donc toujours les mêmes, et faut-il la mort d'un grand homme, en notre ingrat pays, pour apaiser les polémiques, dissoudre les cabales, faire honte aux railleurs et imposer silence à l'envie ?

Ceux de nous qui ne l'ont connu que dans les dernières années de sa vie, chargé d'honneurs mais découragé d'écrire et tenu à distance par l'infidélité des jeunes générations, ne savaient pas ou ne voulaient pas savoir combien sa carrière active, avant cette retraite, avait été ingrate, difficile, ni quel courage, quelle patience, quel désintéressement il lui avait fallu pour imposer à l'indifférence du public et au préjugé de la critique des œuvres qui maintenant, par un revirement trop brusque, étaient devenues célèbres, mais déjà ne l'étaient plus que de nom. Autant que César Franck, qu'il estimait sans pouvoir entrer en sympathie avec son caractère, il avait le droit de se dire méconnu, mais il était plus fier encore. César Franck ne s'est jamais plaint de son sort, mais laissait, en son extrême bonté, un chœur de disciples se lamenter à sa place et poser malgré lui sur son front la palme du martyre. Saint-Saëns avait horreur des condoléances, même sincères, et comme Debussy plus tard il se méfiait des disciples, presque toujours compromettants. En sa longue existence, il n'a

guidé de ses conseils qu'un seul musicien, mais de choix : c'est Gabriel Fauré.

Son père était mort trois mois après sa naissance, lui léguant le danger de la tuberculose. Élevé à grands soins par sa mère et sa grand tante, également attentives, c'était un enfant précoce et nerveux. A deux ans et demi, il connaissait ses notes. A quatre ans, il jouait correctement des sonates de Haydn et de Mozart. A cinq ans, il déchiffrait tout seul la partition d'orchestre de *Don Juan*. Sa mère, qui avait toujours rêvé d'avoir pour fils un compositeur, voyait déjà ses vœux accomplis. Mais la grand tante, plus raisonnable, hochait la tête : « Quand il aura quinze ans, s'il peut faire danser, je serai bien contente. » Cette fois, la raison avait tort. Saint-Saëns comme Mozart, et peut-être mieux doué encore, est un des rares enfants prodiges qui ont continué. Il a même continué beaucoup plus longtemps, car sa santé précaire, mais très bien défendue, s'est raffermie par degrés et a fini par faire de lui, les mauvais pas franchis, un robuste octogénaire, en sa petite taille que l'âge ne pouvait infléchir.

Il arrive que le développement insolite d'une faculté mentale laisse les autres en arrière. Tel n'était pas son cas. La musique était son talent, mais il n'avait pas moins de curiosité ni de facilité pour les autres ouvrages de l'esprit. Après de bonnes études littéraires, il est devenu, en vers comme en prose, un très agréable écrivain. Il s'intéressait également aux sciences mathématiques, à l'histoire naturelle et à l'astronomie, se rapprochant ainsi de Rameau, qu'il fut un des premiers en France à remettre en honneur. Mais pas plus qu'à Rameau on ne lui sut gré de ces aptitudes secondaires, pourtant tout à l'avantage de l'art principal. On n'aime guère, en notre pays de diplômes et de techniciens, qu'un homme sorte du domaine que délimite sa profession. Toutes les chasses sont gardées. Celui qui s'aventure, en dépit des écriteaux est bien vite obligé de battre en retraite, car il reçoit en plein visage la pire des injures : on le traite d'amateur.

Replié sur lui-même, la foule l'intimidait. Le 10 juin 1896, comme on célébrait à la salle Pleyel le cinquantenaire de ses débuts devant le public, il rappelait ainsi les impressions de son premier concert, donné en cette même salle quand il avait dix ans

De l'applaudissement
J'entends encor le bruit, qui, chose assez étrange,
Pour ma pudeur d'enfant était comme une fange,

Dont le flot me venait toucher; je redoutais
Son contact, et parfois, malin, je l'évitais,
Affectant la raideur...

Cette pudeur d'enfant, il l'a gardée au moins jusqu'à la soixantaine. Les voyages qui lui étaient recommandés pour sa santé lui servaient aussi à fuir les assemblées frivoles et même ses amis, dont la sollicitude parfois l'importunait, mais qui savaient nécessaires à son cœur délicat ces périodes de jeûne et de purification dans l'espace lustral. Le public n'a pas une telle indulgence et la roideur, même affectée, lui semble un affront. C'est un despote : il lui faut des flatteurs. Ce fut un vrai scandale, au printemps de 1890, quand on s'aperçut, après la première représentation d'*Ascanio* à l'Opéra, que l'auteur avait disparu. Les journaux s'emparèrent de l'événement, on se perdait en conjectures. Pour les uns, on cachait sa mort ; d'autres le savaient enfermé dans un asile d'aliénés. On finit par le découvrir aux îles Canaries, où il était allé prendre l'air, sous un faux nom, loin de tracas intolérables. Ceux dont il avait déçu l'indiscrétion se vengèrent en l'accusant d'avoir ménagé à dessein, pour faire parler de lui, ce coup de théâtre. Comment se seraient-ils douté qu'il traversait alors une des plus douloureuses épreuves de son existence et luttait contre le désespoir ?

Dix ans plus tôt, un grand malheur l'avait frappé déjà. Le 28 mai 1878, l'aîné de ses deux fils, âgé de deux ans et demi, tombait, en son absence, par la fenêtre de l'appartement, qui était dans la rue Monsieur-le-Prince, au quatrième étage. Quelques semaines plus tard, en juillet, l'autre enfant, qui n'avait que sept mois, succombait à son tour. Saint-Saëns, qui depuis l'enfance aimait tendrement sa mère, avait reporté toute son affection sur elle ; mais le 18 décembre 1888 elle était emportée par une pneumonie rapide, à soixante-dix-neuf ans. Il restait seul au monde, n'ayant plus de foyer. Son existence alors devint inquiète et vagabonde, son caractère sujet à des sautes d'humeur, à de brusques chagrins, qui souvent l'ont fait mal juger. Ce n'étaient que les symptômes d'une douleur profonde, dont il était rongé. Il n'en faisait pas confidence, mais la laissait deviner à quelques amis fidèles qu'il a gardés jusqu'à la mort.

« Au temps de ma jeunesse, me disait un jour Saint-Saëns, en souriant dans sa barbe grise, il y avait la bonne et la mauvaise musique ; on était pour l'une ou pour l'autre ; c'était simple. » Je

dois avouer qu'il ajoutait, narquois, que maintenant la situation n'était plus aussi nette, parce qu'une troisième espèce de musique s'était superposée aux deux autres, celle d'un très probe et sévère compositeur, qui lui paraissait digne d'attention par des « laideurs fort intéressantes ». C'était une boutade ; mais pour le passé, il disait vrai.

La bonne musique, c'est-à-dire la musique sérieuse, était alors réservée aux mélomanes du Conservatoire, et les critiques en renom s'en gaussaient volontiers, affectant le ton léger du boulevard. Ce sont eux qui ont traité Gounod et Delibes de « wagnériens ». Saint-Saëns dès ses débuts les mit encore mieux en verve et ils se sont longtemps acharnés contre lui. *La Princesse jaune*, dont l'Opéra-Comique vient de nous offrir avec succès la reprise, n'avait pu en 1872, sur ce même théâtre, dépasser la cinquième représentation : Paul de Saint-Victor prétendait n'y avoir discerné qu'un « fouillis d'accords extravagants ». En 1875, la *Danse macabre*, tant de fois applaudie depuis lors, n'était pour Adolphe Jullien qu'une « composition baroque où il y a de tout, excepté une idée musicale bonne ou mauvaise » ; et il concluait à ce dilemme, dont on a souvent usé depuis lors : « aberration ou mystification ». Deux ans plus tard, il était question, après treize années d'attente, de donner à l'Opéra-Comique *le Timbre d'argent*, et l'on put lire, dans le journal *l'Ordre*, une furieuse diatribe contre un auteur « notoirement impopulaire et incontestablement dépourvu de talent, incapable de s'élever, rivé à l'éternelle infériorité, nain grotesque qui a voulu que sa médiocrité s'étalât au grand jour », et dont on allait, pour le punir, jeter l'ouvrage « en pâture à la joie hurlante de la foule ». Octave Mirbeau avait signé cette provocation à l'assassinat d'un artiste.

Des temps meilleurs allaient venir, mais ne devaient pas être de longue durée. En 1883, le succès indéniable d'*Henry VIII* à l'Opéra mettait enfin d'accord tous ceux qui pratiquaient ou aimaient la musique. Saint-Saëns approchait alors de la cinquantaine. Dix ans plus tard, le public lui demeurait fidèle, mais il eut la douleur de voir les musiciens se détacher de lui.

En 1871, il avait fondé, avec son ami Romain Bussine, la Société nationale, destinée à « favoriser la production et la vulgarisation de toutes les œuvres musicales sérieuses, éditées ou non, des compositeurs français ». En 1886, les deux fondateurs donnaient leur démission, pour protester contre la proposition, apportée

par Vincent d'Indy et adoptée par le Comité, d'exécuter aussi les œuvres des maîtres classiques et des compositeurs étrangers.

Vincent d'Indy était alors au premier rang, parmi les disciples de César Franck. Saint-Saëns se méfiait de cette école, réprouvant un excès de sentimentalité qui la laissait sans défense contre la déraison du romantisme germanique, si redoutable aux musiciens depuis que Wagner s'en était fait une doctrine, prêchée par ses chefs-d'œuvre.

Il a mieux que personne, et dès son apparition, compris la musique de Wagner. Mais il a toujours été rebuté par une conception de l'art dramatique et musical qui préférait la force à la grâce, et l'instinct à l'intelligence :

« Toute la *Tétralogie* semble préparée pour amener l'apparition du héros Siegfried. Or, Siegfried est la puberté et la force brutale, rien de plus. Il est bête comme une oie, donne tête baissée dans tous les panneaux, n'éveille pas la moindre sympathie. Parsifal est pire encore ; il est inconscient et pur, *der reine Thor*, mots qui, d'après les wagnériens les plus initiés, n'ont pas un sens bien précis. Et c'est parce qu'il ne sait rien et ne comprend rien qu'il vient à bout de rompre les enchantements auxquels les saints se laissaient prendre. Où est là-dedans la philosophie ? »

Et il concluait : « J'admire profondément les œuvres de Richard Wagner en dépit de leurs bizarreries. Elles sont supérieures et puissantes, cela me suffit. Mais je n'ai jamais été, je ne suis pas, je ne serai jamais de la religion wagnérienne. »

Cette déclaration d'indépendance, publiée en 1885, valut à Saint-Saëns d'être copieusement insulté et hué deux ans plus tard, au cours d'une tournée de concerts en Allemagne. Liszt, mort l'année précédente, n'était plus là pour le défendre. On l'accusait d'avoir « manifesté sa haine contre l'art et la musique allemande, haine qui s'était exprimée, par écrits et en paroles, sous une forme blessante pour l'Allemagne ».

En France, son courage fut mal récompensé. Son appréhension n'était pas vaine : Wagner nous envahissait. Mais déjà sa victoire était complète. Lettrés et musiciens, tous prenaient son parti. Saint-Saëns demeurait isolé en sa dissidence, vestige d'un autre temps. Et il en fut ainsi jusqu'à la fin du siècle.

Le temps d'épreuve est terminé. L'œuvre a grandi dans le silence. Ni les querelles d'écoles, ni les caprices de l'opinion ne peuvent plus l'atteindre. Au-dessus de nous, sa beauté s'élève et

rayonne, sans tache désormais et sans ombre portée. En cette réapparition il mettait son espoir, lorsqu'insoucieux du succès immédiat il déclarait fièrement : « Être passé de mode, pour l'art, c'est le commencement. Où la mode finit, la postérité commence. La musique peut être, si elle le veut, un art de sensation ; elle soulève les masses, elle fait délirer les foules. Ce bruit passé, elle se fait statue ; immobile et silencieuse, elle reste elle-même. »

***

Au Conservatoire, la troisième *Symphonie*, le *Concerto* en si mineur pour violon et orchestre, la suite de mélodies qui a pour titre *Nuit persane*, la *Valse-caprice*, qu'il appelait, lorsqu'il la dédia en 1885 à Mme de Serres, *Wedding-cake* (gâteau de noces), et un fragment de la musique de scène composée, en 1898, pour la représentation de *Déjanire* aux arènes de Béziers ; aux concerts Pasdeloup, le ballet d'*Ascanio*, le cinquième *Concerto* pour piano et orchestre, la *Danse macabre*, la deuxième *Symphonie* ; aux concerts Poulet, la troisième *Symphonie*, *la Danse macabre*, *Phaéton*, le *Concerto* pour violoncelle et orchestre ; à l'Opéra-Comique, *la Princesse jaune* et *Phryné*, séparées par un intermède où l'on entendit le prologue des *Barbares*, son dernier opéra, qui date de 1901, ainsi que *le Cygne*, la bacchanale de *Samson et Dalila*, la *Nuit persane*, dansés par Mlle Solange Schwarz et M. Tcherkas ; à l'Opéra, *Samson et Dalila*, le ballet de *Javotte*, qui n'y avait plus reparu depuis 1909, et la *Marche héroïque*, composée en 1870, quand Saint-Saëns était soldat au 4e bataillon de la Garde nationale : tels furent les morceaux choisis pour illustrer ces fêtes commémoratives, et assez judicieusement prélevés, dans les diverses régions de l'œuvre, pour donner l'idée de son étendue et en procurer comme une vue panoramique.

C'est le genre des ouvrages qui détermine ces régions et non le style, à peu près invariable, étant parvenu, dès le commencement, à son état parfait. On ne peut répartir en époques ou, comme on dit pour les peintres, en « manières » successives cette longue carrière. Sa palette sonore reste toujours également garnie, et c'est la même pâte, nette, souple, brillante, qu'il étale ou resserre, remplissant avec exactitude, sans surcharge ni lacune, un dessin élégant et correct qui prend, selon le sujet, une majestueuse ampleur ou la finesse d'un léger crayon.

C'est dans les formes les plus régulières de la musique qu'il

se sent le mieux en liberté. Sa deuxième *Symphonie*, que nous venons de réentendre, a été composée en 1859. Le premier mouvement, alerte et dégagé comme pour un joyeux départ, l'andante d'une tendresse retenue et charmante, le scherzo légèrement railleur, le finale radieux, tout vient à point, selon le plan tracé, mais avec un accent délicat qui n'appartient qu'à lui ; et déjà ce musicien de vingt-quatre ans sait donner à l'orchestre un coloris d'une finesse rare, comme par exemple en cet andante où le cor anglais en son registre aigu et à l'unisson du violon chante si doucement sa plainte. Par les mêmes moyens, mais sur des pensées autrement graves, il obtient, vingt-sept ans plus tard, sa troisième *Symphonie*, monument spacieux et aéré, solide sans rien de massif, où la mélodie en pleine lumière s'élève et se déploie, n'éveillant autour d'elle que d'harmonieux échos.

Il a résolu, en cet ouvrage, un problème ardu, qui est d'unir les notes des instruments à clavier, dont l'intensité ne peut être modifiée en cours de route, aux sonorités mouvantes de l'orchestre. Il y est parvenu parce qu'il jouait lui-même du piano et de l'orgue avec un talent remarquable et connaissait tous les effets qu'on en pouvait tirer. La même expérience a profité à sa musique de chambre, sonates, quatuors, quintette, septuor, qui non seulement intéressent la pensée, mais sont aussi agréables à entendre. Ce qui n'est pas un mince mérite, car les instruments isolés sont beaucoup moins dociles que dans le troupeau de l'orchestre, et plus d'un musicien n'a jamais su mener d'un train égal l'ordinaire attelage du piano avec le violon.

Le concerto est un genre dont on a beaucoup médit au temps du wagnérisme, qui l'accusait d'être frivole ; mais Saint-Saëns, presque seul entre les musiciens de cette époque, lui est resté fidèle. Il savait que la virtuosité bien appuyée sur la musique et appropriée à l'instrument choisi, loin d'offusquer notre sentiment, l'élève au-dessus de nous-mêmes en ses ébats joyeux, à ne plus toucher terre, car elle donne, comme il l'a dit, « à l'artiste des ailes ». En tous ses concertos, la musique est en fête, et c'est la pensée qui fait jaillir dans l'espace sonore cette floraison merveilleuse.

Entre 1871 et 1874, Saint-Saëns a composé quatre poèmes symphoniques, à l'exemple de Liszt qu'il admirait beaucoup, mais par la suite a délaissé ce genre qui ne lui convenait que médiocrement. Sa musique ne peut vivre que dans un ordre

musical, qu'elle se refuse à interrompre pour se prêter aux indications d'un argument extérieur. L'histoire vainement exige que la coquette Omphale réponde par un rire cruel à la détresse d'Hercule, ou que l'imprudent Phaéton sur son char indomptable mette le feu au monde : l'orchestre continue à dévider son rouet, à frapper son galop, et le thème tient bon, n'enregistrant que par une déformation qui n'en brise pas les fibres une aussi étonnante péripétie. Seule la *Danse macabre* échappe à cette difficulté, parce qu'avant le chant du coq qui l'arrête aucun événement ne la traverse. Le mouvement de la danse est celui de la musique, livrée tout entière à cette violence désolée, sous un coloris sombre et blafard.

Ce pur musicien a beaucoup voyagé, et non pas seulement en pensée. Où il passe, tout l'intéresse, mais ce qui réussit le mieux à sa musique, c'est la musique elle-même, celle dont il a capté, au hasard des escales ou des promenades, les effluves épars pour les inscrire en son infaillible mémoire, l'oreille et l'esprit constamment aux aguets. Tous les pays du monde viennent ainsi lui donner leurs concerts, qu'il écoute en connaisseur. Mais il ne se contente pas de rapporter ces souvenirs pour les fixer, trouvailles d'explorateur, sur quelque page d'album, les exposer ainsi qu'en un musée d'ethnographie musicale. Il faut qu'il les médite, afin d'en trouver l'âme sous les accidents de la forme, et c'est ainsi que le thème cueilli au loin, soumis à cette préparation délicate qui le dépouille de sa rudesse sans toucher au rythme animateur ni à l'accent essentiel, s'acclimate, se développe, et prend racine en notre symphonie. Plus d'un auteur en France, surtout à cette époque, a eu le goût de l'exotisme. Saint-Saëns se distingue entre tous par ce rigoureux scrupule, de ne rien citer qu'il ne traduise en son langage, qui est celui de la raison. Il veut comprendre et faire comprendre. Il y parvient toujours, par la finesse extrême de son sentiment musical, et nul ne s'entend comme lui à extraire un miel harmonieux des fleurs les plus sauvages. L'Orient musulman lui a inspiré, parmi bien d'autres compositions savoureuses et claires, les mélodies exquises de la *Nuit persane* et la délicieuse *Rêverie à Blidah*, de la *Suite algérienne*. Nous l'avons suivi sur d'autres rivages, allant de découverte en découverte sans être jamais déroutés, en ce cinquième *Concerto* qu'il a composé en 1896 et dont Mme Magda Tagliaferro vient de nous donner une interprétation aussi brillante qu'intelligente : cette fois, il nous mène en Égypte, et jusqu'à l'Indochine, avec cette suite insolite et

pourtant mélodieuse de quintes parallèles qui reproduit et met à notre portée les sonorités fluorescentes de l'orchestre cambodgien.

Il a, toute sa vie, écrit pour le théâtre, mais n'y a que rarement obtenu un plein succès. Dans le genre comique, l'esprit ni la malice ne lui font défaut ; sa verve est un peu courte, non par excès de correction, car un musicien de ce talent peut tout dire et tout risquer avec grâce, mais bien plutôt parce que la gaieté n'est qu'à la surface, non dans le fond de sa nature impressionnable et réfléchie. *La Princesse jaune* est une comédie de salon, avec paravent japonais, faïence de Hollande, dispute de ménage, rêverie inoffensive, et mariage de raison pour finir ; *Phryné*, en dépit de son titre, un très décent badinage, où le musicien lettré s'amuse de l'histoire grecque comme un collégien en vacances. L'Opéra-Comique a très joliment remis à la scène ces deux petits ouvrages, avec une interprétation de choix où l'on a particulièrement remarqué Mlle Lillie Grandval, séduisante Phryné, M. Musy, adroit comédien dans le rôle du vieux fripon Dicéphile, et M. Arnoult, qui dans les deux pièces a tenu l'emploi du ténor avec une voix charmante et, ce qui est plus rare encore, le sentiment vrai de la musique.

Le ballet offrait à son talent de symphoniste une carrière sans encombre. Comme Rameau, et pour la même cause, il y est sans rival, car il sait aussi bien que lui ajouter à la force du rythme la couleur et le caractère. Les ballets d'*Ascanio* et d'*Henry VIII*, celui-ci imprégné des senteurs agrestes de l'Écosse, et l'autre chamarré d'un orchestre en drap d'or sont les morceaux les mieux réussis de ces deux opéras et suffiraient, même s'ils n'avaient pas d'autres mérites encore, à les sauver de l'oubli. Il n'a composé qu'un ballet indépendant, sur un aimable scénario qui lui fut proposé, en 1896, par M. J.-L. Croze. C'est *Javotte*, paysannerie en deux tableaux, l'un dans l'auberge, l'autre à la fête du village, sur des motifs rustiques, mais toujours dansants et traités en des tons légers et lumineux, comme un frais paysage. La chorégraphie établie par M. Léo Staats en 1909 a été reprise et développée par M. Albert Aveline qui a su en tirer des effets nouveaux, d'une fantaisie charmante, comme la danse burlesque des musiciens, au deuxième tableau, les pas des concurrentes avec leurs cerceaux qui tournoient, ou le pas de deux où Mlle Lorcia, à la fois fine comédienne et danseuse brillante, répond par une grâce oblique aux bonds de M. Peretti, aériens et tentateurs. Le succès a été

très vif, fêtant l'heureux retour de *Javotte* au répertoire de l'Opéra.

Il est fort remarquable qu'entre tous les grands opéras de Saint-Saëns, le seul capable de se maintenir à la scène depuis qu'il y a paru, ait été *Samson et Dalila*, qui peut à la rigueur s'en passer, et s'entendre comme un oratorio. Il faut accuser de cette anomalie son préjugé tenace en faveur du drame historique à la façon de Scribe, où peut-être il s'obstinait aussi par mauvaise humeur contre les légendes wagnériennes, mais au détriment de sa musique beaucoup trop régulière et posée pour se prêter aux coups de théâtre et aux emportements de la passion. *Samson et Dalila* est une tragédie lyrique, la seule qu'il ait composée. Or rien ne lui pouvait mieux convenir que ce genre où les sentiments prennent une ampleur favorable au développement musical, où la parole est poétique, le geste mesuré, le pathétique en profondeur. Il rencontrait de plus, en un pareil sujet, une variété de coloris dont son imagination musicale a tiré les plus beaux effets. La plainte des Hébreux, leur fervente prière, qui s'opposent au chœur transparent des prêtresses, à la malédiction du grand-prêtre, au chant séducteur de Dalila ; la nuit orageuse du deuxième acte et le duo de tendresse enveloppante où faiblit le courage du héros ; son chant de repentir, quand il tourne la meule, répondant aux lamentations étouffées de ses frères captifs ; la liturgie païenne dans le temple de Dagon, la danse de l'orgie sur un rythme oriental, et l'adjuration solennelle de Samson à son Dieu qui lui accorde enfin l'écroulement du temple et le châtiment des infidèles : ces scènes admirables, et toujours applaudies, ont pris cette fois une grandeur et un éclat inouïs. Les nouveaux décors de M. Larthe, aux lignes droites et nobles, la mise en scène de M. Pierre Chéreau, toute en mouvements larges et simples, les chœurs où les artistes du chant ajoutaient, comme au début de cette année pour le *Faust* de Gounod, l'appoint de leurs voix à un excellent ensemble, l'interprétation qui réunissait Mme Lapeyrette, grande tragédienne lyrique, et M. Georges Thill, chanteur superbe de voix et aussi de style, dans les deux premiers rôles, avec MM. Brownlee, Huberty, Pernet, représentant les personnages qui, sans être les héros de la pièce, ont cependant leur mot à dire et leurs phrases à bien chanter, sous la direction profondément intelligente et sensible de M. Ph. Gaubert, tout concourait à l'illustration de ce chef-d'œuvre, et le succès, devant une salle où pas une place ne demeurait inoccupée, fut magnifique.

Entre *Samson et Dalila* et *Javotte*, la *Marche héroïque*, composée en 1870, s'accompagnait sur la scène, par les soins de M. Chéreau et dans les projections lumineuses de M. Klausz, d'images allégoriques qui en faisaient, et à bon droit, une prophétie plutôt qu'un souvenir : on y voyait, sous l'allégorie de cortèges cadencés, la France laborieuse, surprise par l'agression, résolue à se défendre, et célébrant enfin une juste victoire. Des pensées aussi sérieuses ne sont aucunement hors de leur place à l'Opéra, qui, au temps de Lully déjà, faisait allusion, en ses prologues, aux événements de l'histoire contemporaine. Et elles sont plus que jamais d'actualité.

***

La nouvelle opérette de la Porte-Saint-Martin, *Un coup de veine*, mérite assurément son titre, car elle a fort bien réussi. J'en suis heureux pour une direction dont les artistiques efforts n'ont pas toujours été récompensés, mais ne sais trop quel compliment adresser aux auteurs. Étaient-ils réduits, par la gloire d'une « vedette », à la portion congrue ? Ce qui est certain, c'est qu'ils se sont contentés de peu. L'intrigue de la pièce est faible et languissante, le comique de convention, et presque hors d'usage. Quant à M. Maurice Yvain, il reste bon musicien, reconnaissable encore à de jolis détails d'orchestre et d'harmonie, mais peu apparents cette fois, noyés dans la banalité des refrains que cette parure ne peut couvrir, exception faite toutefois pour la chanson de la chiffonnière, au premier acte, qui rappelle feu Bruant, et a beaucoup d'allure.

La chiffonnière, c'est Mme Mistinguett, que l'on retrouve ensuite dans les emplois connus de son répertoire ou même de son existence, gommeuse de music-hall au deuxième acte et directrice de théâtre au troisième, toujours pareille à elle-même avec son sourire éclaté, ses jambes spirituelles et sa voix de rogomme qu'elle conduit droit au but. C'est une grande artiste, fort bien secondée aussi par Mlles Fanély Revoil, Germaine Roger, Nooky-May, MM. Castel, Carol, Florencie, René Charle, dont ce théâtre a su former une excellente compagnie.

LOUIS LALOY.

REVUE DRAMATIQUE

Théâtre du Vieux Colombier : *Élizabeth, la femme sans homme*, pièce en deux parties et cinq tableaux de M. André Josset.

C'est au théâtre du Vieux Colombier que s'est annoncée par un brillant succès la nouvelle saison théâtrale. M. René Rocher, en prenant possession de cette vaillante petite scène, nous a révélé un auteur dramatique qui, pour son essai, a fait un coup de maître.

Élizabeth, la femme sans homme, est une pièce historique. Contrairement à ce qu'on a coutume de dire, le public affectionne ce genre : le prestige de grands noms, l'éclat d'événements dont il retrouve dans sa mémoire une notion plus ou moins incertaine, le pittoresque du décor et des costumes, le déploiement d'une nombreuse figuration, tout cela parle à son imagination et amuse ses regards. La preuve en est à l'accueil qu'il a fait en ces derniers temps à des pièces qui n'ont avec l'art dramatique qu'un lointain rapport : formées d'une juxtaposition de tableaux sans lien, sans unité, sans action, plutôt que du théâtre elles sont une sorte d'imagerie suivant l'esthétique du cinéma. Le premier mérite de l'*Élizabeth* de M. Josset est qu'elle est une pièce, vraiment une pièce de théâtre, logiquement conduite, fortement charpentée, et, osons le dire, une pièce bien faite.

M. Josset aurait eu toute facilité à découper en tableaux le règne d'Élizabeth : il a préféré choisir un épisode qui forme un tout et au cours duquel des figures se dessinent, des âmes se découvrent et gronde le tumulte des passions. Ce sont les amours d'Élizabeth et du comte d'Essex, qui d'ailleurs n'avaient pas attendu le vingtième siècle pour tenter les dramaturges, puisque, dès le dix-septième, Thomas Corneille avait mis à la scène un *Comte d'Essex*, dont on a retenu ce vers que murmurait Charlotte Corday sur le chemin de la guillotine :

Le crime fait la honte et non pas l'échafaud.

Au lever du rideau, la reine et son favori jouent aux cartes : elle, sexagénaire amoureuse ; lui, de trente ans plus jeune, beau, brillant, écervelé, et maître en propos galants. Ambitieux, il entend tirer de la situation profit pour lui et pour ses créatures. Depuis plus d'un an qu'il intrigue en faveur de Bacon, il insiste pour obtenir sa nomination à la charge de procureur royal. Et justement Robert Cecil et son père apportent à la signature de la reine le papier officiel où ne manque que le nom du nouveau titulaire. La reine hésite, le temps de porter à l'exaspération l'impatience d'Essex. Elle inscrit un nom qui n'est pas celui de Bacon. Fureur d'Essex qui enrage de l'affront fait à son crédit, et d'un autre grief encore : c'est qu'il est bien le favori de la reine, mais il n'est pas son amant, et chaque fois qu'il la presse de se donner à lui, elle se dérobe.

Au second tableau, ce Bacon, pour qui Essex vient de solliciter avec tant de violence, essaie de l'apaiser, de l'amener à plus de prudence et de diplomatie. Sage leçon dont Essex ne tiendra nul compte, et, la reine étant venue le visiter, ce sont récriminations nouvelles sur le même ton et sur les mêmes thèmes.

Nous les entendrons de nouveau, au troisième tableau. Et c'est notre principale critique à cette première partie de la pièce. Elle est faite de trois tableaux qui se répètent et se déroulent sur un même rythme. Comment, en dépit de cette erreur de composition, se fait-il que l'intérêt ne languisse pas un instant ? La raison en est à la vie que l'auteur a su insuffler à ses personnages, et cela même est le don du théâtre. Cependant, à force de quémander et en dépit de refus éclatants, — s'il n'a pu obtenir pour Bacon une charge dont celui-ci trouvera l'équivalent, celle de secrétaire de la Chambre étoilée, en passant à l'ennemi, je veux dire au parti de Robert Cecil, — Essex a accumulé sur lui-même un paradoxal amas de dignités, la dernière étant le commandement d'une expédition en Irlande. Il va partir, avec la promesse, arrachée à la reine, qu'au retour elle accordera au vainqueur de l'Irlande ce qu'elle a tant de fois refusé au comte d'Essex.

Et maintenant la deuxième partie, composée de deux tableaux qui sont de beaucoup les meilleurs et qui ont fait le succès de la pièce. Nous venons d'assister à l'ascension d'Essex, voici sans transition sa marche à l'abîme. La reine, inquiète d'être de lui sans nouvelles et qui en perd le sommeil, le voit soudain arriver et n'a que le temps de jeter sur elle un bonnet qui cache ses cheveux

blancs. Il revient se targuant d'un succès dont il exige l'immédiate récompense, mais dont la reine, à ses explications embarrassées, devine qu'il n'est qu'un échec et une capitulation. Ce n'est rien encore, mais quelqu'un veille, Robert Cecil, et nous pouvons compter sur sa clairvoyance d'ennemi pour découvrir à la reine le véritable motif du brusque retour qu'Essex attribue à son impatience amoureuse. Le favori comblé de grâces s'est mis à la tête d'un complot, auquel Élizabeth refuse d'abord d'ajouter foi, mais dont Cecil lui met sous les yeux des preuves indiscutables. Le devoir commande : elle appelle le secrétaire de la Chambre étoilée et le capitaine des gardes. La reine a condamné celui que la femme n'a pas cessé d'aimer. Ce conflit, qui nous est suggéré dans un puissant raccourci, donne à ce tableau sa valeur dramatique et morale.

Maintenant Essex a payé de sa tête ses folles intrigues. L'amour, — un amour insatisfait dont la possession n'a pas amorti les feux, — est toujours vivant au cœur de la reine. Il peut encore la faire souffrir et c'est l'affreuse jouissance dont elle est avide. Elle exige de Marie Howard, qui fut, elle, la maîtresse d'Essex, de lui retracer en termes d'une précision évocatrice les joies qu'elle a goûtées entre les bras du beau séducteur. Elle ne s'interrompt de ce scabreux interrogatoire que pour accabler de son mépris ce Bacon qui, traître à son protecteur, s'est levé de son banc pour raffermir le zèle chancelant de la Chambre étoilée et en obtenir une sentence de mort. Et, restée de nouveau seule avec Marie Howard, elle lui découvre son secret, ce secret qui a pesé sur toute la pièce et dont l'auteur a retardé jusqu'ici l'aveu. C'est d'abord qu'elle est reine, avant tout, par-dessus tout : elle redoute d'abdiquer la maîtrise de soi ; elle ne veut pas s'asservir à un homme. Cette explication aurait suffi, et l'auteur en a plutôt diminué l'effet en y ajoutant le souvenir d'une atroce aventure de jeunesse qui a laissé à Élizabeth, pour les réalités de l'amour, une invincible répulsion. Ces confidences entrecoupées de sanglots se pressent dans une atmosphère de cauchemar voisine de la démence : et lorsque Robert Cecil entre, ayant sous le bras son portefeuille de ministre, il trouve la reine pâmée et sanglotant : « Je sais, dit-il, comment il faut lui parler. » Il lui parle des affaires de l'État. Les marchands de la Cité réclament une diminution d'impôts. Comme d'un rêve Élizabeth se réveille, se ressaisit : elle reçoit la délégation, lui adresse les paroles qui

conviennent. Elle a fait taire sa sensibilité de femme pour ne connaître que son métier de reine. Tout ce tableau, si plein de choses, fait de scènes pathétiques et hardies, a tenu le public haletant, partagé, suivant l'antique définition, entre la terreur et la pitié.

Ce dont on ne saurait trop louer l'auteur, c'est d'avoir si bien compris comment l'histoire peut devenir matière de théâtre. Le théâtre est avant tout action, c'est-à-dire lutte. Lutte entre les deux personnages principaux : attaques sans cesse renouvelées et toujours vaines de l'un des deux adversaires, défense douloureuse, mais jamais réduite de l'autre. Lutte intérieure chez Élizabeth, entre son cœur et son esprit, entre sa chair et sa raison, laquelle est la raison d'État. Action et unité d'action. Tout ici n'est que le développement d'une même action, dont le dénouement résulte d'un conflit de passions.

Finalement, ce que nous demandons au théâtre est de nous mettre en présence d'êtres vivants en qui nous reconnaissons les traits de l'éternelle nature humaine. Essex est le bel homme, aimé de toutes les femmes et qui exploite ce classique moyen de parvenir. Élizabeth, comme les héroïnes de notre tragédie, placée entre son amour et son devoir, ne sacrifie le premier qu'au prix de souffrances dont elle-même nous confie la torture. Figures en plein relief, sur qui l'auteur a concentré toute la lumière, en éliminant tout ce qui eût pu en distraire notre attention. Point de détails inutiles, d'épisodes et de fioritures, où s'égare l'intérêt. Tout et toujours « en scène ». Un dialogue net, direct, où tout porte, et lui-même remarquablement scénique.

Le personnage d'Élizabeth a trouvé en Mme Dermoz une interprète de grand style. A ce rôle écrasant elle apporte une ardeur, une violence de passion, une intensité de vie intérieure qui n'excluent pas la souplesse et les nuances. A côté d'elle, M. Erwin a joué le rôle d'Essex avec une fougue et une jeunesse du plus heureux effet. En contraste, M. René Rocher a tracé de Robert Cecil une figure de politique redoutable par le sang-froid et l'art des savantes perfidies. M. Œtly, comédien d'un si beau talent, n'a pas trouvé à déployer ses habituelles qualités de verve et de composition dans le rôle de Bacon, à vrai dire ingrat et réfrigérant.

René Doumic.

LE RETOUR DE LYAUTEY SUR LA TERRE D'AFRIQUE[1]

Si le suprême état d'âme est l'exaltation, ceux qui, comme moi, ont assisté à ces trois journées africaines au cours desquelles les cendres du maréchal Lyautey viennent d'aborder le sol du Maroc et d'y reposer pour toujours, ceux-là ont connu ce degré sublime.

Première journée : lundi 28 octobre. Sur la Méditerranée orientale, le corps du Maréchal avance rapidement porté par le croiseur *Dupleix*, battant pavillon rouge au sceau de Salomon, qui était le fanion de Lyautey, suivi par le *Foch*, même croiseur rapide de 10 000 tonnes, battant pavillon de M. Piétri, ministre de la Marine. Trois contre-torpilleurs ferment la marche glorieuse.

Le temps est voilé, très doucement, sans tristesse. Voici que de Gibraltar s'élance, à ras de l'eau, une flottille de destroyers anglais. Rapides, les huit navires viennent encadrer la division navale française et lui ouvrent la route de l'Afrique, tandis que quatre croiseurs anglais, de la classe *Orion*, se présentent à leur tour, saluent du canon, arborent le pavillon français et se rangent en double ligne derrière le grand mort.

Au moment où toute cette flotte sombre de seize navires, d'où émergent les longues lignes plus claires des élégants *Dupleix* et *Foch*, passe devant le rocher célèbre, quatre contre-torpilleurs espagnols sortent de Tarifa et viennent se mettre sur l'avant en ligne de file, après avoir salué du canon.

Il est cinq heures : cinq heures d'octobre. Derrière nous, le

(1) Rappelons que les cotisations pour la Fondation Lyautey sont reçues au *Comité national de l'hommage au maréchal Lyautey*, 23 rue Notre-Dame des Victoires, à Paris.

voile du ciel s'enflamme. On dirait que le Rif a incendié tous ses sommets. C'est une gloire barbare : l'Afrique s'apprête à recevoir les restes mortels de celui qu'elle a reconnu comme chef.

Deuxième journée : 29 octobre. Dans la matinée arrivent dans le port de Casablanca, Mme la maréchale Lyautey, accompagnée de M. Pierre Lyautey ; le général Weygand, arrivé en avion, et qui représente, avec les traditions de l'armée, l'Académie française ; le gouverneur général Olivier qui fut le dernier grand collaborateur du Maréchal à l'Exposition coloniale de 1931 : il représente à la fois la Marine marchande et les Colonies.

Le croiseur *Foch* prend son mouillage, et le ministre de la Marine, M. François Piétri, accompagné du général Gouraud, en qui nous revoyons l'épopée de l'Afrique noire et la gloire militaire, descend à quai, reçu par M. l'ambassadeur résident général de France Henri Ponsot, les états-majors et les autorités du pays.

Ce n'est qu'à deux heures, par une journée claire, mais sans chaleur, que le *Dupleix* accoste au poste d'honneur.

Très simplement, un engin du port manœuvre pour enlever le cercueil exposé sur le pont du beau navire. Le corps du Maréchal, paré des trois couleurs, s'élève au-dessus des tourelles et des canons.

Et maintenant, à travers la foule des citadins, augmentée de quelque cent mille hommes et femmes venus de tous les points du Maroc et dont les soldats n'ont même pas besoin de contenir les rangs pressés, le cortège va vers la cathédrale.

La journée s'achève sur la place de l'Hôtel de Ville, qui sera la place du Maréchal-Lyautey. Discours de M. François Piétri et de S. E. le grand vizir El Mokri, diffusés parmi une foule énorme, formée en carré. Les visages sont tournés vers le catafalque qui supporte « El Marechal ».

Défilé des troupes et de l'aviation du Sud marocain. Toute la nuit, la Cité de Casablanca, dont l'ampleur et le mouvement rappellent le sens réaliste de Lyautey, veillera sur le repos des cendres de son ordonnateur...

Troisième journée : mercredi 30 octobre. Le corps du Maréchal, arrivé à Rabat par train spécial, est amené par l'avenue de la Victoire avec le même cérémonial que la veille et exposé devant Bab Yacoub el Mansour, porte monumentale de cette ville qu'il avait choisie pour en faire le centre de son administration.

Le soleil se dévoile. A partir de ce moment, la scène devient grandiose. Pas une attitude, pas un geste, pas une couleur qui ne va parfaire l'apothéose.

La Garde noire du Sultan entoure la place, barrière de colonnes rouges, chapiteaux noirs couronnés de turbans bleus marqués de losanges blancs. La musique de cette garde noire est massée sur six rangs de profondeur devant l'immense porte ocre rouge et ocre jaune. Les murailles de même teinte qui entourent la ville et le palais du Sultan sont couronnées d'arbres et de monde bariolé.

Un immense drapeau français, devenu le centre du pays, laisse tomber ses plis au pied du catafalque en cèdre clair. Le rouge du drapeau se confond avec le vermillon des uniformes de la Garde noire. A droite, de vastes tentes abritent le jeune Sultan, Sidi Mohammed, que Lyautey a élevé, instruit, aimé comme son fils, la famille du Maréchal, les grands représentants de la France, les pachas et les grands caïds. La tente du Sultan est vert et or ; les autres sont faites de ces laines naturelles qui donnent au Maroc une part de son caractère.

Les drapeaux et les étendards de tous les régiments du Maroc entourent le tertre qui supporte tant de gloire et de majesté. Les décorations du Maréchal s'alignent derrière le cercueil que l'on recouvre du manteau rouge et des attributs militaires du Pacificateur. Un piquet d'officiers de toutes armes monte la garde. De merveilleux chevaux, splendidement montés par nos officiers, cachent mal leur impatience. Il faudrait un Delacroix pour traduire la magnifique ordonnance des choses, le mouvement des hommes, l'harmonie et l'éclat des couleurs.

M. le résident général Ponsot et M. Louis Marin saluent une dernière fois le Maréchal. Voici la musique de la Légion étrangère. Elle rythme un pas grave mais obstiné. Les fameuses épaulettes vertes aux franges rouges oscillent lentement. Une même âme conduit ces hommes disparates. Ils sont à l'honneur. Combien d'entre leurs camarades n'ont-ils pas donné leur sang pour la grande œuvre !...

Suit une cavalerie étrange, celle des Zemmours, avec leurs larges chapeaux de paille à coiffe pointue et ornée de bandelettes, de pompons, de clochettes et de clinquants. C'est barbare et magnifique. Musique aigrelette et vive, sans dissonance : c'est la nouba des tirailleurs marocains, qui va se ranger à gauche et qui alternera avec la Légion pour fournir les rythmes guerriers

à cette marche au tombeau. Voici l'Infanterie Coloniale et les Tirailleurs Soudanais. Les officiers saluent de l'épée. Les hommes tournent leurs regards vers la gloire. Tirailleurs algériens, qui ont un siècle de fidélité ; tirailleurs marocains, plus neufs, mais ardents à la lutte, prêts à la colère. Et cette infanterie des goums ! Une, deux, trois, quatre compagnies. Ces gens-là n'ont pas de musique et ne sauraient marcher au pas. Maîtres du combat individuel, ils sont la création propre de Lyautey. Les voilà, ces hordes serrées, dans leurs djellabas aux couleurs des moutons de leur tribu, vêture barbare que leurs chefs blancs ont adoptée. Impressionnant désordre. En masse, cela ferait une ruée d'armes et de faces crispées. Ils nous ont combattu et ont combattu pour notre paix. « On ne s'appuie que sur ce qui résiste. »

Spahis, et encore spahis, algériens, marocains, fiers de leurs chevaux, de leur manteau, de leurs armes, de leurs traditions, et des pays qu'ils ont parcourus de leur galop. Et puis, soixante-dix avions qui survolent la dernière avancée du Maréchal.

La petite Koubba, dont Lyautey avait lui-même indiqué le dessin, se dresse dans le parc de la Résidence, sur un tertre, entre des oliviers, des aloès, des cyprès et des mimosas. La netteté des lignes et des couleurs va s'allier avec la simplicité du moment pour élever notre émotion à son plus haut sommet.

Le Maréchal est arrêté devant sa dernière demeure. Sont ici, en dernière intimité, la famille, les grands chefs de France qui ont aimé le Maréchal, tous les hommes qui ont collaboré avec lui, les grands chefs marocains qui oublient un instant leur gravité et laissent paraître leur émotion. Une prière s'élève, prière de pitié, une imploration au Dieu qui est le refuge. Sonnerie aux morts, quatre notes immenses qui naissent, croissent et meurent, dernier hommage des jeunes guerriers à leur chef disparu.

C'est la fin, la descente dans le sein de cette terre marocaine qu'il a tant aimée, qui convenait si bien à sa soif de servir avec prestige. Son corps repose où son âme entière et altière l'avait désiré, sous la petite coupole que supportent douze minces colonnes de marbre gris. Tout est fini. Non, tout commence. Ainsi vont les grandes destinées.

André Demaison.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LES PARTIS ET LES FINANCES

Deux pratiques détestables vicient le fonctionnement du régime parlementaire en France. L'une est la tendance des commissions de la Chambre et du Sénat, particulièrement de la commission des Finances, à se substituer au ministre, à bouleverser ses projets sans autre objet que de démontrer sa propre puissance et à paralyser la marche des affaires. Or, les ministres ont sur les commissions maintes supériorités : d'abord, ils ne sont qu'une seule personne, une personne responsable, donc portée à la prudence et à la sagesse ; ensuite ils sont secondés et documentés par des services compétents qui gardent les grandes traditions de l'administration française. C'est par les bureaux, dont on a tort de médire, que le pays se tient debout et poursuit ses destinées en dépit des sautes de vent politiques : aussi socialistes et communistes rêvent-ils de les détruire ou de les « noyauter ».

La commission des Finances de la Chambre a cru de sa dignité de bousculer les projets de budget de M. Marcel Régnier. Elle a manifesté l'intention de rejeter la plupart des mesures prises par voie de décrets-lois pour la sauvegarde du franc : ses votes ont eu un caractère démagogique accentué qu'explique l'approche des élections. Les fonctionnaires, surtout les petits fonctionnaires, sont des agents électoraux qu'il est utile de se concilier. Aussi la commission a-t-elle entrepris de donner satisfaction à leurs plaintes ; elle a voté à l'unanimité moins cinq courageuses voix, pour tous les traitements inférieurs à 40 000 francs, un abattement de 10 000 francs qui seraient exempts du prélèvement de 10 pour 100. Elle a oublié de se demander quel trou ce cadeau aux fonctionnaires creuserait dans les mesures destinées à parer à la dévaluation du franc ; il serait de l'ordre de 750 millions, c'est-

à-dire que tout le projet irait à vau l'eau et que la panique monétaire reparaîtrait avec ses désastreuses conséquences. Certes, les fonctionnaires sont intéressants ; aussi n'est-ce pas pour les brimer que le gouvernement a été obligé d'établir le prélèvement de 10 pour 100 ; ils ont, comme les autres citoyens, et plus qu'eux, intérêt au redressement des finances et à la stabilité du franc. Cette pénitence n'est pas douce, mais elle est indispensable ; les fonctionnaires l'accepteraient sans plaisir, avec l'exacte conscience de leur véritable intérêt, s'ils n'étaient excités à la résistance par les politiciens du « front populaire ». La commission des Finances sort de son rôle et excède son droit quand elle s'érige en une sorte de Convention et qu'elle prend la place des ministres et du Parlement lui-même. La pire des dictatures est celle qui a plusieurs têtes. On peut encore espérer que la commission que préside M. Malvy et qui a M. Baréty pour rapporteur général reviendra à une plus saine compréhension de ses prérogatives, de ses droits et de l'intérêt national.

La seconde de ces pratiques déplorables est celle des congrès des partis. Eux aussi sont irresponsables, eux aussi tendent à usurper un rôle qui n'appartient qu'aux Chambres ; lorsqu'un congrès du parti qui a la majorité met le gouvernement en demeure d'obtempérer à ses décisions, il commet un abus de pouvoir, un véritable coup d'État, comme celui d'Angers qui obligea les ministres radicaux-socialistes à sortir du cabinet Poincaré et compromit les heureux effets du redressement financier. Le congrès qui vient de se tenir à Paris a été relativement sage. M. Herriot, qui avait il y a quelques semaines annoncé sa démission de président du parti, a été réélu par acclamation et paraît avoir retrouvé son influence directrice. Certaines violences de langage, certains vœux regrettables ont eu manifestement pour objet de masquer et de faire avaler aux « militants » (on nomme ainsi ceux qui ne sont pas encore nantis) les intentions conciliantes de la plupart des parlementaires à l'égard du cabinet Laval et de ses projets financiers. M. Guernut, pontife de la Ligue des droits de l'homme, a déclaré qu'il ne voulait pas de crise ministérielle tant que le « front populaire » n'aurait pas un programme financier à substituer à celui du gouvernement. M. Albert Bayet, dans son journal *la Lumière*, déclare que la constitution d'un cabinet du front populaire serait « une erreur politique grave »; et il en donne pour raison que le « front populaire n'a pas encore mis sur

pied un programme financier permettant à la fois de faire les échéances normales et de financer les grands travaux ». Ce programme est impossible à établir, ou bien il serait catastrophique. Comment le démagogue socialiste Blum pourrait-il adopter le même plan que les petits bourgeois conservateurs que sont en réalité les radicaux-socialistes ? Persécuter le capital et pressurer les porteurs de valeurs mobilières, c'est le moyen certain de provoquer la fuite des capitaux et la thésaurisation.

Telles ne sont pas les méthodes que préconise M. Georges Potut, député de la Nièvre, dans le rapport conforme à la saine orthodoxie financière qu'il a présenté au Congrès. Il reconnaît que la stabilité politique est un puissant agent de redressement économique. Si les décrets-lois, dont M. Potut ne conteste pas qu'ils ont contribué puissamment au redressement financier, n'ont donné qu'un résultat incomplet, c'est que, à l'intérieur, la trêve des partis n'est pas complète, et c'est surtout que, au dehors, la paix reste précaire et l'horizon troublé. La reprise des affaires qui s'accentue aux États-Unis n'est plus entravée en Europe que par des raisons étrangères à l'économique et qui relèvent de la politique.

Le gouvernement a profité des derniers délais, pour promulguer une fournée de près de quatre cents décrets-lois dont beaucoup n'ont avec la défense du franc qu'un lointain rapport. Chacun des ministères a cherché les projets utiles restés depuis longtemps en souffrance par suite de l'embouteillage parlementaire, et il a profité de l'occasion pour les faire sortir. Le fait est caractéristique des défauts de notre système parlementaire. Dans les temps difficiles, le fonctionnement en est trop lent ; les projets les plus utiles, dès lors qu'ils n'intéressent pas les intérêts électoraux, n'ont aucune chance de voir le jour. Il faut trouver une procédure plus accélérée. La réforme du régime devrait être le premier article de tous les programmes pour les élections prochaines. Ramener les Chambres à leur véritable rôle, corriger les abus, redresser la direction, serait un moyen beaucoup plus pratique de « sauver la République » que de brimer les ligues des gens honnêtes et patriotes qui sont résolus à épargner au pays une révolution dite prolétarienne, qui ne serait en réalité que la dictature de quelques tyrans au profit d'une oligarchie de profiteurs. La loi, même appuyée par la force publique, est impuissante contre le mépris où est tombé le Parlement ; lui seul, en se réformant, pourrait remonter ce courant. Mais comment espérer qu'il

se réforme lui-même ? Force sera de le réformer malgré lui. Puisse-t-il n'être pas trop tard !

L'ITALIE, L'ANGLETERRE ET LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Un point est acquis et il est essentiel. L'ambiance diplomatique est meilleure, plus apaisée : les conversations s'en trouvent amplement facilitées. En Angleterre, la campagne électorale ne porte que subsidiairement sur la guerre italo-éthiopienne : travaillistes et conservateurs se déclarent à l'envi partisans de la paix, sans toutefois se trouver d'accord sur les moyens de la consolider ; les violences de langage à l'égard de l'Italie se sont atténuées. Il n'en est pas de même en Italie où l'entrée en jeu des sanctions économiques, bien que retardée du 15 novembre au 18, déchaîne l'indignation des journaux La presse n'étant pas libre, il est naturel que la responsabilité de chaque article retombe sur le gouvernement. L'opinion italienne ne veut voir, dans la politique britannique, que le résultat d'un sentiment antifasciste. Il faudrait pourtant que l'on comprît que l'attachement aux principes de la Société des nations et à l'organisation collective de la paix est conforme à la fois aux sentiments et aux intérêts britanniques, et que l'Angleterre, et plus encore peut-être certains Dominions, regardent la sécurité de l'Égypte, de la voie maritime des Indes et de la route terrestre du Cap au Caire, comme l'indispensable condition de la vie et de la cohésion de l'Empire britannique.

M. Pierre Laval, sir Samuel Hoare, M. van Zeeland se sont de nouveau rencontrés à Genève où M. Laval est arrivé dans la soirée du 31 octobre. Le baron Aloisi était présent. Ce qui s'est dit au cours de ces entretiens, — il serait excessif de parler de négociations, — nous ne le savons pas exactement. Le point de vue britannique et le point de vue italien ont été confrontés et se sont sans doute révélés fort éloignés. M. Mussolini, inaugurant, dans la matinée du 31, la nouvelle Cité universitaire de Rome, a prononcé des paroles qui révèlent, quand on en pèse la valeur, les difficultés de la situation où son initiative belliqueuse a placé l'Italie. C'est un coup de clairon : « L'Université de Rome renaît aujourd'hui 31 octobre, tandis qu'à Genève la coalition des égoïsmes et des ploutocraties cherche en vain à barrer le passage à la jeune Italie des Chemises noires. Devant une attaque économique dont tous les peuples civilisés devraient sentir la honte

suprême, devant une expérience que l'on veut faire aujourd'hui pour la première fois contre le peuple italien, qu'il soit dit bien clairement que nous opposerons la plus implacable des résistances, les plus fermes de nos décisions. » Ces mesures, dont se plaint le Duce, personne, même pas l'Angleterre, ne souhaitait d'en venir à la pénible extrémité de les prendre ; elles sont l'application modérée d'un texte que l'Italie connaissait bien, puisqu'il porte sa signature, et dont l'existence lui a été rappelée maintes fois depuis qu'elle a annoncé son intention de pénétrer en Éthiopie et de soumettre le pays à sa loi. Quelque opinion que l'on puisse avoir de l'efficacité du pacte de la Société des nations, comment oublier que, dans l'esprit de millions d'hommes civilisés, un grand espoir de paix organisée s'attache à cette première ébauche d'une loi internationale ? A défaut du pacte, n'y a-t-il pas d'ailleurs le traité de 1906 qui obligeait l'Italie à n'agir qu'en plein accord avec l'Angleterre et la France ?

Le gouvernement italien ne laisse pas ignorer aux chancelleries de Londres et de Paris qu'il ne rejette pas *a priori* tout projet d'arrangement pacifique qui mettrait fin aux hostilités. Il semble que des ouvertures en ce sens aient été transmises de Rome à Paris et de Paris à Londres, où elles auraient été jugées inacceptables ; toutefois, on retiendrait des propositions de l'Italie certaines indications dont le Foreign Office et le Quai d'Orsay se serviraient pour préparer les éléments d'une réponse. Avant de quitter Londres pour Genève, sir Samuel Hoare a précisé une fois de plus le point de vue britannique qui, dit-il, ne saurait changer. « Personne n'ignore que plusieurs gouvernements étudient depuis quelque temps la possibilité d'un règlement pacifique du conflit et que les gouvernements britannique et français en particulier ont procédé à un échange de vues pour poser les bases d'une négociation future... Des discussions d'experts ont eu lieu à Paris. Rien n'en est encore résulté, mais si quelques propositions précises en découlent, il va sans dire que nous ne perdrons pas de temps pour en rendre compte à la Société des nations. Dans l'éventualité où il apparaîtrait qu'un règlement est possible, ce règlement se ferait dans le cadre du Covenant, à la satisfaction des trois parties intéressées. »

Mais n'est-ce pas la quadrature du cercle ? M. Mussolini souhaite un règlement pacifique. Mais il n'a pas envoyé 200 000 hommes et un matériel formidable pour se contenter de quelques morceaux de

territoire et d'une influence incertaine sur le gouvernement du Négus. Il veut des avantages positifs et précis. Il n'a pas rejeté les propositions du 3 août pour en accepter aujourd'hui qui ne seraient pas plus favorables. Or les avantages qu'il réclame seraient incompatibles et avec les intérêts britanniques et avec les règles de la Société des nations. Un État qui en est membre ne saurait être placé ni sous un protectorat, ni sous un mandat. Le Négus lui-même, à supposer qu'il soit disposé à accepter d'importantes cessions de territoires non peuplés d'Éthiopiens et une sorte de tutelle, quel qu'en soit le nom, n'en serait-il pas empêché par l'ardeur guerrière de ses sujets et la jalousie de ses feudataires ? M. Mussolini, de son côté, réunit le 16 novembre le grand Conseil fasciste. Y trouvera-t-il des prétentions intransigeantes ou des tendances à un accommodement ? La situation financière de l'Italie n'est pas brillante ; les sanctions financières et économiques, si modérée qu'en soit l'application, ne laisseront pas que d'être gênantes. Elles constitueront par ailleurs une pression morale à laquelle un grand État se résignera difficilement à céder. Ainsi, de quelque côté que l'on regarde, on n'aperçoit pour le moment que difficultés insolubles, impasses, contradictions. Et pourtant la prolongation de la guerre ne peut qu'amener des complications de toute nature. Telle est l'inextricable difficulté à laquelle M. Laval, avec une ténacité à laquelle on commence de tous côtés à rendre hommage, cherche une issue.

Pour aboutir à un accord, il est trop tard ou trop tôt. Trop tard parce que la guerre, avec toutes ses conséquences, est déclenchée ; le territoire éthiopien est envahi et les concessions que le Négus aurait été disposé à accepter pour éviter l'invasion, il ne peut plus les faire avant d'avoir éprouvé l'impossibilité de la résistance. Or, jusqu'à présent, l'avance méthodique et prudente des Italiens, qui ne peuvent faire de progrès qu'à la condition de tracer aussitôt des routes pour le ravitaillement et les munitions, n'a pas atteint les centres vitaux de l'empire du Négus. Il n'y a eu jusqu'ici aucun combat important ; les Éthiopiens ont adopté la tactique la plus dangereuse pour l'envahisseur ; ils comptent sur la distance et sur le temps. L'aile gauche de l'armée italienne de l'Érythrée est sur le point d'entrer sans coup férir à Makallé ; mais à mesure que s'allongent ses lignes de communication, s'accroissent la difficulté et le prix de revient des transports. L'altitude sauve les Italiens des fièvres, mais elle augmente la fatigue

des hommes des plaines et favorise les montagnards. Si la guerre n'est pas finie quand reviendra la saison des pluies, quelles ne seront pas alors les souffrances des Européens ? Et les Abyssins se flattent de pouvoir tenir deux ans au moins ! Si les Italiens remportaient quelque victoire importante, peut-être le moment viendrait-il de préparer un accommodement ; mais un tel résultat peut leur échapper longtemps encore.

Du point de vue britannique, les entretiens de Genève ont permis de mesurer l'écart entre les revendications italiennes et les concessions que Londres pourrait conseiller au Négus. Après les élections qui ont lieu le 14 novembre, si, comme il paraît probable, le gouvernement conservateur est consolidé pour longtemps au pouvoir, il se montrera sans doute plus enclin à préparer un accommodement. Mais que l'on n'espère pas, à Rome ou ailleurs, qu'il abandonnera sa position : ou les événements suivront leur cours, ou l'accord se fera dans le cadre et sous les auspices de la Société des nations. Le gouvernement de M. Baldwin insiste en toute occasion sur les conditions d'un accord : il doit être acceptable pour les trois pouvoirs intéressés : l'Italie, l'Éthiopie, la Société des nations.

Il faudra bien aussi qu'il soit agréé par la Grande-Bretagne elle-même. On a tenu, en Italie, des propos imprudents ; on a fait allusion à une attaque brusquée sur Malte ; on l'a étudiée à l'École navale de la Spezzia ; on a mis en chantier deux cuirassés de 35 000 tonnes ; on a reparlé du *mare nostrum*, d'une fraternité latine qui expulserait l'Angleterre de la Méditerranée. Or, la Méditerranée, jalonnée de forteresses anglaises, est par excellence la route de l'Empire ; l'Angleterre s'est habituée, depuis le XVIII[e] siècle, à y dominer ; c'est une suprématie qu'elle ne cédera pas sans se battre. Il faudra donc que l'Amirauté, elle aussi, obtienne, lors du règlement des affaires d'Éthiopie, des satisfactions qui apaisent ses alarmes. Pour la France, dont la formule a toujours été : équilibre méditerranéen, une Angleterre forte dans la Méditerranée est moins inquiétante qu'une Italie prédominante. Pourquoi n'en viendrait-on pas à regarder la Méditerranée, que les navires et les avions traversent en quelques heures, comme une « mer territoriale » et à la neutraliser ? Les grandes routes doivent être à tout le monde.

A M. Mussolini qui, sur les instances de M. Laval, a retiré de la frontière entre la Libye et l'Égypte une division, le gouvernement

britannique n'a pas répondu par un geste équivalent. On doit le regretter. Le moindre cuirassé repassant le détroit de Gibraltar, — il aurait pu ne pas aller très loin, — aurait produit un effet moral salutaire. Sir Eric Drummond, ambassadeur britannique à Rome, tout en remerciant M. Suvich, lui a expliqué que 55 000 hommes de troupes italiennes restaient encore sur la frontière, que l'Angleterre n'a pas 10 000 hommes en Égypte et que la présence de ces forces sur la frontière de Libye ne peut avoir d'autre signification qu'une menace contre l'Égypte. L'Angleterre a été sur le point de faire la guerre à la France quand l'héroïque Marchand et ses camarades atteignirent le Nil à Fachoda : qu'on ne s'y trompe pas, elle la ferait pour garder sa suprématie dans la Méditerranée comme elle la ferait si l'Allemagne menaçait Anvers. Sa politique est immuable, parce que ses intérêts sont permanents. Elle est indépendante de la forme de gouvernement que l'Italie peut avoir.

En attendant, à Genève, le Comité de coordination fait beaucoup de travail. Les sanctions économiques entreront en vigueur à partir du 18 novembre. Il est très remarquable que tous les États interrogés, au nombre de plus de cinquante, ont donné, dans les délais prescrits, une réponse, et que, à très peu d'exceptions près, ces réponses ont été affirmatives. Voilà donc une cinquantaine d'États prêts à participer aux sanctions décidées par la Société des nations, même à l'encontre de leurs intérêts commerciaux. Il y a là, pour la première fois que l'organisme de Genève se trouve entraîné à appliquer cette procédure, un fait dont la signification ne saurait échapper à personne et que notamment la presse allemande a enregistré sans plaisir. Il faut y voir une preuve de la vitalité de la Société des nations et surtout le signe du crédit que garde par le monde la diplomatie britannique. C'est là une constatation qui ne saurait nous laisser indifférents. La sécurité de la France est fondée d'abord sur ses forces armées, ensuite sur la Société des nations et le pacte de Locarno. A ces textes juridiques et politiques c'est l'empire britannique qui insuffle la vie et qui peut les faire jouer ou les tenir pour lettre morte. Il faut répéter ce que nous écrivions ici il y a quinze jours : c'est à Genève que l'Angleterre rejoint ses Dominions, à Genève que nous la rencontrons, que la Belgique et la Petite Entente nous retrouvent. A Stresa, l'Italie, elle aussi garante du traité de Locarno, s'était associée à ses partenaires pour une entente qui

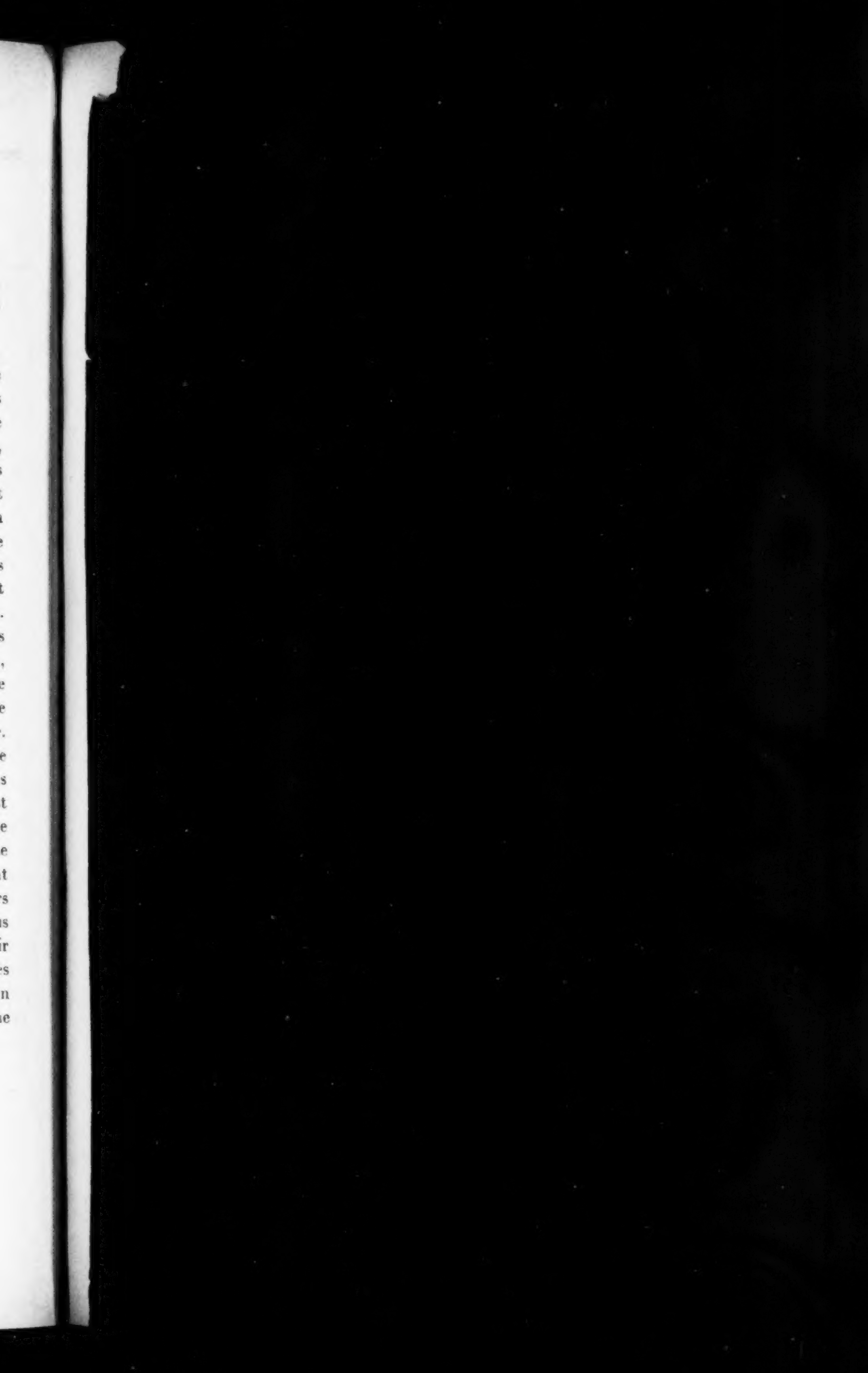
s'annonçait féconde et constructive. Pourquoi M. Mussolini a-t-il brisé toutes ces espérances dont il pouvait, même en Éthiopie, tirer de grands avantages sans s'aventurer dans une guerre difficile et ruineuse ? La France a fait l'impossible pour ne pas avoir à opter, pour ne pas briser le front de Stresa. Il l'est. Ce n'est pas demain qu'il pourra être reformé.

Les sanctions économiques, après les sanctions financières, vont donc entrer en vigueur. La diplomatie britannique s'emploie à obtenir des États qui ne sont pas membres de la Société des nations qu'ils ne profitent pas de la conjoncture pour accroître le chiffre normal de leurs ventes à l'Italie. Surtout si elle y réussit, les sanctions économiques ne resteront pas sans effet sur un pays qui, étant en guerre, a besoin d'augmenter ses achats. Il y a tout lieu de craindre qu'il ne soit maintenant trop tard pour en arrêter le fonctionnement. M. van Zeeland a fait à Genève une proposition généreuse et sage. Il demande que la Société des nations confie à la France et l'Angleterre une sorte de mandat afin de régler le différend italo-éthiopien. L'idée est à retenir. Mais, à l'heure actuelle, l'Italie et l'Éthiopie accepteraient-elles les yeux fermés les décisions de Paris et de Londres? Et pourtant, il y a urgence. M. Mussolini prépare minutieusement la résistance aux sanctions, la parade aux mesures économiques : il demande courageusement à son peuple un effort de patience et de ténacité.

Un argument de bon sens joue en faveur de l'Italie à l'encontre de l'égalité juridique que le pacte établit entre tous les membres de la Société des nations : c'est que, malgré tout, l'Éthiopie n'est pas la Belgique ou la Pologne et qu'il y a quelque chose qui révolte la conscience européenne dans cette assistance donnée, contre une grande nation civilisée, à un État africain sans cohésion et dont le moins que l'on en puisse dire est qu'il est arriéré de plusieurs siècles. De ce côté-là aussi, il y a un danger. Raison de plus pour tenter un nouvel effort. Il y a toujours des moyens de sortir d'une situation, même si elle paraît sans issue. Nous avons, dès le premier jour, écrit que de cette guerre, — quel que soit le destin des batailles, — il ne pouvait sortir que des catastrophes, même et surtout pour l'Italie. Puissions-nous être mauvais prophète !

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.



Po

chez lu
Berner
flanqu
Mme C
entend
du doc

Les
elles al
grâce
leur vi
qui les

A t
l'ai dé
répand
plaisar
qui se
cinq à
les ye

(1) Vo

T

LA CHUTE D'ICARE

TROISIÈME PARTIE (1)

I

Pour [illegible]ter son retour en ville et surtout pour se distraire, car il s'ennuyait vite et facilement, Francis Audièpvre nous convia un soir à dîner. Je retrouvai chez lui en arrivant toute notre petite société : la marquise de Berneries, Mme Hardelot, Mme Malpain et sa fille, Mme Dufief, flanquée de son mari, un ingénieur maigre et muet, et Mme Chancereul. Le docteur Daribert était là aussi et, bien entendu, Robert Hyades. En revanche, je constatai l'absence du docteur Limeron. Luc avait refusé.

Les deux sœurs me parurent également de bonne humeur ; elles allaient et venaient au milieu de nous avec beaucoup de grâce et ceux qui ne savaient rien des dessous dramatiques de leur vie familiale n'auraient pu se douter de la lutte sourde qui les divisait en ce moment.

A table, la beauté de Liliose et celle de Mme Dufief, qui, je l'ai déjà dit, est tout le portrait de sa mère dans sa jeunesse, répandirent sur nous tous un éclat réconfortant, car s'il est plaisant à l'esprit et au cœur de trouver réunis de vieux amis, qui se connaissent et s'aiment ou se tolèrent depuis vingt-cinq à trente ans, l'agrément n'est peut-être pas aussi vif pour les yeux. A vrai dire, nous formions plus ou moins une

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 novembre

société de ruines ou de demi-ruines, d'autant plus cruelles à ceux qui avaient de la mémoire qu'au-dessus de ces femmes assaillies par le temps flottait le souvenir charmant et léger de l'image qu'elles montraient aux hommes lorsqu'elles dominaient encore ce temps.

Francis Audièpvre n'éclairait sa salle à manger qu'avec des bougies; c'était un suprême hommage aux beautés que nous aimions; du moins, dans l'effacement doré des couleurs, faisaient-elles plus facilement illusion. De grands candélabres en verre de Venise répandaient cette lumière égale et douce qui parfois tremble un peu et dans ce tremblement nous conserve la présence de la vie. Rien de plus cruel qu'une clarté toujours immobile; sa dureté est si impitoyable que l'on ne saurait assez ruser avec elle pour éviter son jugement féroce.

La conversation, qui allait et venait, un peu incertaine, un peu inanimée, comme elle l'est toujours au commencement d'un repas, commença de se fixer lorsque nous eûmes fini de manger des rougets à la provençale. Audièpvre, à ce propos, parla de l'époque où il pêchait et où il partait dans la nuit froide, avec des pêcheurs, pour voir l'aube se lever sur la mer. Il évoquait ces heures de sa jeunesse avec une joie dont les années n'avaient pas endommagé le souvenir.

— Ah! dit-il en terminant, je n'ai peut-être jamais rien connu de meilleur que cet abandon à la minute qui passe dans le brusque vent glacé du matin, quand derrière les collines le soleil est visible sans avoir encore paru et que la mer tout à coup semble vivre plus profondément et se couvre d'écailles d'or. On se sent alors si seul, si loin de tout, si soi-même enfin! On ne se sert plus de sa pensée comme d'un instrument de supplice, ou plutôt on ne pense plus, on vit.

— Ah! dit Mme de Berneries, avec ces minauderies qui sont insupportables à son âge, je n'aurais jamais cru que vous, Francis, vous puissiez arriver, un jour, à dire que vos meilleurs moments vous les deviez à la pêche. Cela ne vaut pas la peine, vraiment, d'avoir tant aimé les femmes pour finir par reconnaître que vous leur avez préféré des poissons.

— Je ne devais pas mon bonheur aux poissons, mais justement à cet oubli qui est la seule forme de bonheur que l'homme puisse connaître. Or, les femmes vous donnent tout, si vous voulez, sauf cet oubli-là.

— Mais l'amour seul est l'oubli.

— Non, puisqu'il est fait d'une perpétuelle angoisse et du désir exaspéré et lancinant d'une chose d'ailleurs indéterminée qui vous manque si elle n'est pas là et qui ne vous satisfait point si elle est là.

Mme Hardelot se tourna alors vers Hyades, qui ne parlait pas, et lui dit à mi-voix :

— Et vous, Robert, que pensez-vous de cela ? Vous ne donnez jamais votre opinion sur l'amour : on dit même que, dans votre génération, vous ne le ressentez guère.

Il était bien certain que Mme Hardelot ne parlait pas au hasard; elle n'était pas sotte à ce point. Mais elle voulait que l'officier de marine précisât sa pensée et qu'il le fît au moment même où l'on disait que l'amour lui était indifférent. Il vit clairement le piège et il répondit avec une certaine brusquerie :

— Ma foi, madame, excusez-moi de ne pas vous répondre, mais ce sentiment-là n'est pas de ma compétence, ou plutôt je ne le comprends pas de la même manière que vous. Il se peut, en effet, que pour ma génération, l'amour soit tout à fait autre chose que pour ceux qui nous ont précédés et il m'est impossible de trouver que nous ayons tort. Ou l'amour est un sentiment qui unit deux êtres pour la vie, ou c'est un plaisir passager et qui ne demande pas plus de réflexion et de chagrin qu'un verre d'eau glacée quand il fait chaud ou une nourriture bien assaisonnée. Mais ce culte mystérieux que l'on a eu avant nous et que l'on a rendu à une sorte d'exaltation sensuelle que l'on refusait d'accepter comme sensuelle et que l'on disait venir du cœur; ces passions éternelles qui ne duraient que trois ans, et après lesquelles on recommençait; ces liaisons au grand jour, où l'on demandait conseil et protection à tous ses amis dans les circonstances graves ; ces faux grands sentiments qui se terminaient par de sincères petites rancunes; cette dérision de la sincérité et ce camouflage de l'instinct, non, tout cela, vous savez, je ne crois pas que ce soit quelque chose qu'il faille regretter, et si c'est fini, eh bien ! tant mieux.

Beaucoup de ses allusions visaient Liliose; cela indiquait surabondamment qu'il n'était pas détaché d'elle au point où il semblait le laisser paraître. Mais elles portaient aussi un jugement d'ensemble, dur et peut-être vrai, sur les dessous et

les mobiles, soit de notre société, à nous, soit d'une conception générale qui avait été la nôtre, en effet, et celle du XIXe siècle tout entier.

— Vous êtes bien sévère pour nous, dit la marquise de Berneries, qui était la seule de nous qui n'eût pas dû répondre en cette circonstance à la diatribe de Robert Hyades. Mais cette pauvre Louise n'a jamais brillé précisément par le tact.

Ce fut Audièpvre qui prit la parole.

— On ne peut vous donner tort, en effet, Robert, il y a beaucoup de vérité dans votre critique, mais là où vous vous trompez, c'est quand vous supposez que nous avons été responsables d'avoir fait de l'amour cette image que vous nous reprochez. L'amour naît d'une collaboration universelle. Des milliers et des milliers d'êtres le sentent de la même manière sans savoir pourquoi, sans le vouloir, pendant vingt-cinq ou cinquante ans. Et puis d'autres êtres arrivent, qui le comprennent autrement et qui se croient très différents des premiers. Et pourtant, il est toujours le même dans ses rouages essentiels, mais ce sont les modes qui changent, et les modes sont l'œuvre du temps et non celle des hommes, je pense.

— J'avais vingt-trois ans, quand la guerre a commencé, dit Robert. Et je naviguais déjà depuis trois ans. Nous vivions, je m'en souviens bien, dans une sorte de concentration douloureuse, les yeux fixés sur l'avenir, nous ne prévoyions rien de ce qui allait se passer, mais sentant en nous une angoisse, une contraction, il nous semblait que nous ne nous appartenions pas, que nous attendions quelque chose, que nous vivions dans une sorte de pressentiment, qui nous empêchait de chercher le plaisir ou la distraction. Et puis la guerre est venue, et je l'ai faite sur l'eau et dans l'air; j'ai été blessé et j'ai vécu dans un hôpital; je me suis guéri et j'ai recommencé, et nous avons vu, à la suite de la paix, cette folie qui a emporté le monde, cette fureur de plaisir à tout prix, de trémoussement sur place, ce délire des affaires et de la dépense, cette démoralisation universelle à laquelle, mes amis et moi, nous assistions avec désespoir en nous disant qu'on n'avait tout de même pas tant souffert pour en arriver là et que du moment que l'on n'acceptait pas avec austérité et pénitence la leçon que le destin nous avait donnée, il faudrait que tout recommençât. Je m'excuse de vous assombrir par des idées aussi noires et qui

vous paraîtront démodées, des idées d'autrefois, des idées d'époque encore sauvage. Je n'y peux rien. Je ne croyais pas plus à ces choses que vous avant de les avoir vues à l'œuvre ; hélas! maintenant ma conviction est faite.

Il se tut un moment et regarda son verre plein d'une boisson couleur de pourpre.

— Vous croyez à la guerre prochaine? dit Mme Dufief.

Robert releva la tête et demeura un moment silencieux comme si on l'arrachait à sa rêverie.

— Je ne crois pas précisément à la guerre, madame, je crois à la tragédie. J'ai sur la vie les idées des vieux Grecs, dont je relis souvent les œuvres et je crois comme eux que la mesure est l'équilibre, la recherche du niveau moyen, je redoute les dangers de la démesure. Ce que vous appelez le progrès, ce n'est pas un enrichissement : j'entends votre progrès mécanique qui ne produit pas la vie, mais la mort, et dont le signe est cet avion dont je descends et qui vous pulvérisera peut-être ; le progrès serait quelque chose qui ferait fleurir la vie de l'âme. Ce n'est pas une série de trucs et de jongleries à épater des enfants, les enfants que nous sommes devenus. Je vous dis qu'il y a là une démesure générale qui se traduira par des catastrophes. Quel est le nom que prendront ces catastrophes? Je l'ignore, mais elles sont fatales. Les folies de notre politique d'ailleurs les appellent.... Et encore ici ai-je bien tort d'attacher un rôle quelconque aux misérables pantins qui nous dirigent. Les grandes lignes du destin ne sont pas inscrites dans les mains des hommes : c'est en dehors d'eux que se passent leur vie et leur mort, et sur un plan qu'ils ne peuvent même pas concevoir...

Il s'arrêta comme honteux d'avoir tant parlé. On eût dit que brusquement il venait de livrer pour la première fois ses pensées les plus secrètes, l'objet de ses méditations les plus intimes, toute son expérience d'homme que son passé et sa conduite de tous les jours avaient tenu plus près de la fatalité que nous ne l'étions. Ce mot d'amour que nous avions tant aimé, en effet, Francis et moi, et Daribert, et toutes les femmes qui étaient là, qu'était-il en vérité auprès des expériences que cet homme sec et bronzé, aux yeux ardents, qui se tenait à côté de nous, avait faites au cours de sa brève vie? Et personne n'osait interrompre le silence qui avait suivi ses propos.

— Je ne peux penser, dit Mme Chancereul, que l'avenir soit aussi funeste que vous le dites.

Hyades leva la tête et je vis courir dans ses yeux une ironie rapide. De quel avenir s'agissait-il, en effet? Était-ce l'avenir de la France, l'avenir de l'humanité ou l'avenir de la vieille Mme Chancereul?

— Je voudrais pouvoir vous tromper, dit Robert : si je suis pessimiste, je le suis depuis peu de temps. J'ai fini la guerre dans un optimisme véhément, je voyais un monde sublime s'organiser autour de notre victoire, non pas avec des rancunes ou des ambitions démesurées, mais avec la sagesse que donne l'expérience, avec l'équilibre que donne la raison, avec la retenue que donne la douleur. Je ne croyais pas que le spectacle de tant de morts, de tant de deuils et de tant de souffrances livrerait l'humanité à une orgie invraisemblable de gaspillages de toutes sortes et dans tous les ordres. Une véritable barbarie morale est sortie de la guerre. Je ne peux pas penser que tout cela soit sans conséquences.

— Je vous approuve et je vous comprends, dit Francis Audièpvre. Il est naturel que nous ne pensions pas comme vous : nous avons connu une existence facile et les dieux que nous invoquions étaient plus souriants que les vôtres. Chacun de nous vivait pour soi.

— Je vous envie d'avoir eu cette formation, répondit Hyades. Pour moi, j'ai à peine le sentiment de m'appartenir : il y a des jours où je ne crois pas que je puisse disposer de moi-même en vue de mon bonheur futur; je sens que je suis toujours disponible et que ce qui m'attend est quelque chose qui me dépasse. J'ai perdu tout sentiment de la personnalité, ce sentiment que vous avez eu au plus haut point. J'appartiens à un groupe social, je pourrais presque dire à une firme. Dès ma jeunesse, j'ai été voué à ses services et ce service impliquait ma mort. Je lui ai échappé par miracle, je la sens toujours au-dessus de moi. Je n'ai pas foi dans mon avenir; j'ai peur d'être un prédestiné. Je risque ma vie à peu près tous les jours et je le sais. Cela m'est devenu aussi naturel que de manger et de boire; mais j'ai le sentiment d'exister par un surcroît de fortune, une quotidienne remise de grâce.

Tout à coup, il s'arrêta, passa brusquement la main sur son

front comme s'il se reprenait au milieu d'une rêverie ; puis il se mit à sourire et dit :

— Je ne sais ce qui m'a pris, je ne vois pas pourquoi je vous ai parlé de moi aussi longuement et je m'en excuse. Mais ne croyez pas qu'il s'agissait de moi ; nous sommes ainsi quelques milliers de jeunes gens de mon âge qui pensons de la même manière et vivons les mêmes lois. Tout autre de mes amis, Caminot ou Lanspessade, vous aurait dit les mêmes paroles. Peut-être l'ai-je fait trop vivement, mais il arrive souvent que nos aînés soient injustes à notre égard, en opposant au nôtre leur sentiment de la vie. Vous l'avez dit tout à l'heure, très justement, mon cher Audièpvre, nul n'est complètement responsable des sentiments et des idées de sa génération.

A différentes reprises, j'avais regardé Liliose pendant que Robert Hyades parlait. Elle était immobile, froide, un peu pâle, les yeux baissés sur son assiette. Sans doute, regrettait-elle son impatience et ses démarches, maintenant qu'elle comprenait mieux les motifs de l'indécision de Robert à son égard. Il se pouvait d'ailleurs que sous le couvert de réflexions générales, il eût voulu lui enseigner les motifs d'une incertitude qu'elle attribuait à la faiblesse de ses sentiments et non au peu de prise qu'il se sentait sur son propre destin. Il ne semblait pas, en revanche, que Marie-Marthe eût compris grand chose aux propos de l'officier. Sans doute, se contentait-elle de la jouissance secrète que lui donnait le sentiment d'avoir triomphé, et triomphé de sa sœur.

Cependant l'atmosphère était lourde, les paroles de Robert avaient créé un malaise, qui s'effaçait difficilement; il était visible que ces femmes égoïstes, que ces hommes âgés se disaient qu'on ne se réunit pas autour d'un bon dîner et de vins parfaits pour évoquer d'aussi sombres images.

Daribert leva son verre et le tendit vers le jeune homme.

— Alors, quoi? *Mane! Thécel! Pharès!*

Audièpvre releva gaiement le gant :

— Nous appartenons encore au temps des hommes qui disparaissent, dit-il, nous ne sommes plus à celui des civilisations qui finissent. Les cadres du monde moderne sont plus solides que ceux du monde antique. En tout cas, ajouta-t-il en regardant sa femme, ayant toujours entendu depuis mon mariage et presque quotidiennement, prédire la destruction de

tout ce qui m'appartient, cela m'a donné en tout une confiance illimitée. J'irai même plus loin : nous n'avons aucune preuve absolue que l'homme doive mourir. Toutes nos convictions sur ce problème sont basées sur l'expérience du passé, expérience, somme toute, assez courte. Je le répète, je n'ai pour ma part aucune raison de croire que les hommes, un beau matin, ne seront pas immortels. Et je ne vois pas pourquoi ce ne serait pas moi qui commencerai !

Sur cette dernière boutade qui nous mit tous de bonne humeur, nous quittâmes la table.

II

J'étais, un soir, dans la bibliothèque en train de me fortifier avec quelques maximes de Marc-Aurèle, quand Luc entra.

A peine eus-je levé les yeux sur lui que je fus frappé de l'enjouement qui sortait de son visage. C'était une sorte de lumière chaude qui s'échappait de ses yeux, qui colorait tous ses traits. Je le voyais si rarement ainsi que j'en eus moi-même une surprise joyeuse ; cette expression accentuait singulièrement la ressemblance de Luc avec sa mère. Il me rappela brusquement tout ce qu'elle était au temps de notre mariage, lorsque trop d'expériences douloureuses n'avaient pas encore chagriné son cœur et assombri son visage. La vue de mon fils, à ce moment, remua tout ce levain de vieux remords qui sommeillait en moi. Remords est peut-être un peu fort pour caractériser cet état de conscience. C'est la gêne obscure et la malveillance de quelqu'un, qui, en pleine saturation de vie, passe à côté d'une maison ou d'un mur qui lui rappelle un de ses plus mauvais souvenirs, qu'il veut empêcher à tout prix de l'envahir.

Je connais trop Luc pour lui poser la moindre question et, comme il m'embrasse avec un débordement d'affection qui ne lui est pas habituel, je réponds à sa tendresse sans marquer la moindre surprise et je commence avec lui une conversation indifférente et générale, comme si je ne m'apercevais de rien. Mais aujourd'hui, c'est différent, il veut parler. Il n'est entré dans la bibliothèque que pour cela. Je le laisse donc aller, attendant le moment où il débondera sa pensée.

— Père, dit-il, je voudrais vous dire deux mots.

Et comme je l'invitais avec le plus de naturel possible à le faire librement, et sans tarder, il continua en ces termes :

— J'ai été si désagréable avec vous tous ces temps-ci que je tiens à vous en exprimer mes regrets.

J'affectai de rire, afin d'éviter une explication qui pût tourner au pathétique.

— Il est de fait que tu n'as pas été précisément facile à vivre. Je suis bien heureux de constater que tes dispositions d'esprit ont changé, mais je ne t'en ai voulu à aucun moment. J'ai quelquefois regretté que tu ne prennes pas davantage sur toi pour te montrer plus courageux, et par conséquent, plus cordial, mais je sais que la jeunesse, — je veux dire l'état de jeunesse, — a besoin de beaucoup d'indulgence. Quoique l'on pense en général le contraire, la jeunesse implique quelque chose de fort pénible ; on n'a rien de ce que l'on désire et l'on ne sait même pas ce que l'on désire. Il arrive quelquefois, beaucoup plus tard, que l'on se rende compte que l'on y possédait tout ce qui vous était nécessaire, mais quand on le possédait, on croyait que cela avait peu de prix, justement parce qu'on le possédait. C'est l'état des chiens qui se tournent cinq ou six fois avant de trouver une bonne place. Cette bonne place est celle qu'ils avaient cinq minutes avant. Mais cette agitation doit leur être indispensable puisqu'ils lui obéissent.

— Je sais bien que j'ai une nature odieuse ; il y a des moments où je devrais vivre seul, sans voir personne. J'ai le caractère d'un hérisson. Dès qu'on s'occupe de moi à certains moments, je sors tous mes piquants.

— Pourquoi obéis-tu à tes tendances puisque tu les connais si bien ?

— C'est plus fort que moi, je ne peux pas leur résister. Mais aujourd'hui où je suis particulièrement content, je rends hommage à la patience qu'il vous a fallu pour me supporter et je viens vous remercier de votre gentillesse.

Je manifestai à Luc que ses paroles me touchaient beaucoup et que je le priais simplement, à l'avenir, d'y penser quelquefois, quand il serait de nouveau en proie à ses humeurs noires.

— J'espère bien, me dit-il, n'avoir plus jamais d'humeurs noires. — Et comme, une fois de plus, je montrais de la dis-

crétion, il ajouta : — Aujourd'hui, pour la première fois de ma vie, j'ai pu former des projets d'avenir. Je ne sais si tu t'es rendu compte du changement qui s'est opéré en moi depuis quelques années. Je ne t'en ai pas fait la confidence parce qu'elle me paraissait inutile et que je n'aime pas parler des choses dont je souffre. Mais aujourd'hui j'ai le droit de me montrer moins discret : je suis amoureux de Liliose.

— Je m'en étais douté, en effet, mais ce qu'on sait le moins des autres, c'est l'importance de leurs sentiments. On ne peut guère distinguer du dehors un caprice éphémère d'un amour véritable.

— J'aime Liliose jusqu'à la mort, s'écria-t-il avec feu.

Si je m'étais abandonné à ma nature, j'aurais répondu avec une douce ironie qu'il est bien difficile d'engager toute sa vie quand on a l'âge de Luc et que cette phrase-là, il risquait fort de la prononcer plusieurs fois. Mais parler ainsi, c'était substituer ma nature à la sienne. L'exemple douloureux de sa mère m'a bien prouvé qu'elle était capable de concentration dans une passion unique, et d'un autre côté, l'infirmité de Luc est de celles qui donnent aux âmes de la fidélité. On ne tente pas volontiers plusieurs fois une expérience toujours si dangereuse, à moins d'avoir une nature extraordinairement aventureuse, ce qui n'est pas son cas, ou, comme Byron, un orgueil démoniaque et des aspects d'archange.

Luc reprit :

— Je savais que Liliose avait de l'amitié pour moi, il me semblait cependant impossible que je pusse la conquérir. Je la croyais éprise de Robert Hyades, mais la manière dont elle s'est laissé détourner de lui par le docteur Limeron m'a prouvé que je me trompais. J'étais plus malheureux que jamais, puisque je la voyais embarquée dans une aventure avec ce Limeron, qui est une franche canaille. Hier, elle m'a téléphoné pour me dire qu'elle avait à me parler, et nous sommes allés nous promener au parc Borély, où nous avons eu une longue explication. Il n'a pas été question de Robert Hyades, bien entendu, mais de Limeron. Liliose m'a avoué qu'elle avait été coquette pour s'amuser, mais qu'elle ne tenait en rien à lui, et que, s'il lui avait offert de l'épouser, elle aurait refusé. A ce moment, j'ai été pris d'une espèce d'audace invrai-

semblable et je lui ai dit : « Et moi, si je vous l'offrais, que diriez-vous ? »

— Et que t'a-t-elle répondu ?

— « Pourquoi pas? » Et nous nous sommes mis alors à former des projets d'avenir. Oh ! je ne peux pas affirmer encore que Liliose m'ait fait une promesse formelle, nous n'en sommes pas là. Mais puisqu'elle n'aime ni Robert, ni Limeron, pourquoi ne m'aimerait-elle pas ? Elle m'a toujours connu, elle sait ce que je suis, peut-être même ce que je vaux, et puis ce qui peut détourner de moi une femme nouvelle est peut-être sans effet sur quelqu'un qui m'a toujours connu tel que je suis.

Il rougit en faisant cette allusion discrète à la plaie de sa vie et se tut.

Je ne savais que répondre, car la situation prenait à mes yeux un tour tout à fait inattendu. Ou plutôt elle revenait à un stade que j'avais déjà envisagé. J'avais supposé, en effet, que Mlle de Thiberghien accepterait volontiers finalement d'épouser Luc, si ses autres combinaisons échouaient. Nous en retombions donc à ce degré. Voyant mon silence, Luc se méprit sur son sens.

— J'espère, dit-il, que tu ne vois pas de mauvais œil mon mariage avec Liliose ?

— Rien ne me serait plus agréable, lui dis-je, et je commence par t'avouer que je me réjouis profondément avec toi, non seulement parce que tu aimes Liliose et que tu seras peut-être heureux avec elle, non seulement parce que j'ai moi-même beaucoup d'affection pour elle, mais aussi parce que cela rendrait plus étroits encore les rapports que j'ai eus avec mes meilleurs amis. Tu vois donc que je n'aurais, si la chose se faisait, que des félicitations à t'adresser.

— Pourtant, j'ai cru voir à ton silence...

— Tu as raison, il impliquait une certaine réticence. Je vais te l'expliquer tout de suite. Et tu me comprendras. J'ai craint, — et je crains encore, — que tu n'aies pris les paroles de ton amie pour un engagement peut-être plus grand que ses paroles ne le comportaient. J'ai peur pour toi d'une désillusion extrêmement cruelle si tu viens à t'apercevoir que tu t'es trompé.

— Pourtant, père...

— Mon cher enfant, je ne veux insister sous aucun prétexte. Toi seul sais exactement ce que Liliose t'a dit et ce que tu peux attendre d'elle. Tu m'as demandé le sens de mon silence, je te l'ai expliqué. Pour rien au monde, je ne voudrais assombrir ta foi un jour où tu es parfaitement heureux. Je suis persuadé que Liliose était sincère et que tu as traduit exactement ses paroles sans les interpréter. Tout ce que je peux t'affirmer, c'est que rien ne pouvait me donner autant de satisfaction que la conversation que nous avons eue ce soir. Et si tu veux que nous en reparlions, nous en reparlerons quand tu le désireras. Et maintenant dis à Octave de chercher à la cave une bonne bouteille afin que nous buvions ensemble à ton bonheur et à la santé de ton amie.

III

C'est une vieille image que celle des fileuses qui tissent une tapisserie à l'envers, en sorte qu'elles ne voient rien du dessin qu'elles exécutent. Il en est de même de notre vie, tant physiologique que morale. Nos organes travaillent sans rien nous communiquer de leur action. Notre esprit s'organise le plus souvent sans nous avertir de ses démarches. Tout, autour de nous, se fait en silence et nous ne savons rien jusqu'au jour où cette lente élaboration se présente à nous d'une façon si formelle et définitive qu'il nous est souvent impossible d'intervenir.

J'aurais voulu savoir ce qui se passait entre Luc et Liliose. Malgré tout, je n'étais pas rassuré. Il y avait dans le brusque revirement de Mlle de Thiberghien, surtout quand on connaissait les circonstances qui l'avaient précédé, quelque chose qui ne me paraissait pas aisément discernable. Je voulais ne pas douter de sa sincérité. Mais je me demandais parfois si elle n'était pas surprise par les événements au point de ne pas pouvoir les diriger.

Après sa confidence, Luc évita de me parler de son amie. Il était tantôt gai et tantôt soucieux, sans jamais retomber dans cet état d'affliction et d'irascibilité où je l'avais vu pendant des mois. L'expérience finit par nous enseigner que, comme tous nos calculs sont faux et nos prévisions sans résultat, il est sage de se réjouir des choses heureuses qui

vous arrivent sans leur demander de durer très longtemps, ce qui n'est pas en leur pouvoir.

En apparence, rien n'était changé des choses de notre vie, à cette différence près que l'on voyait beaucoup moins le docteur Limeron chez les Audièpvre et que Liliose lui montrait plus de froideur. Pour le reste, la vie ne semblait pas évoluer. Cependant, je reçus à différentes reprises la visite de Mme Malpain. Chaque fois, on eût dit qu'elle avait quelque chose à me confier et qu'au dernier moment elle hésitât à le faire. Quand je la poussais là-dessus, elle se dérobait avec des sourires, prétendant qu'elle ne savait rien et que Liliose, qui avait été à différentes reprises si franche et si ouverte avec elle, devenait maintenant plus discrète, pour ne pas dire plus dissimulée. Mais là encore, je me demandais s'il était vrai que ce fût Liliose qui se tût ou bien si, tout au contraire, cette volonté de silence ne venait pas de mon amie. Il se passait donc dans l'arrière-plan de nos préoccupations des circonstances encore inconnues et qui, comme je le supposais, n'étaient pas sans nous réserver de nouveaux soucis.

Cette situation incertaine dura plus d'un mois avec des allées et venues, des interrogations muettes, des anxiétés, tout un état de malaise que Luc ressentait comme moi, dont Liliose allait souffrir de son côté, qu'Henriette Malpain traduisait comme elle le pouvait. Des êtres qui se voient souvent, qui ont une partie commune de leur vie sont sensibles aux moindres variations de cette atmosphère à laquelle ils sont mêlés. Un incident, un mot inattendu, un trouble fugitif de l'un ou de l'autre sont l'objet de commentaires, d'échos, de suspicions, de papotages même, qui se répandent de l'un à l'autre dans cette confusion d'ardente sympathie et de malveillance sournoise qui, alternativement, se partagent les rapports des êtres quand ils ont dépassé le stade strictement social.

Rien n'était changé entre Robert Hyades et Marie-Marthe. Si discrets que fussent leurs échanges extérieurs, on sentait entre eux une entente, une communion de vues, peut-être une alliance secrète. J'emploie ce mot à dessein : pour un observateur clairvoyant, ils semblaient plus réunis contre quelqu'un qu'ils ne l'étaient par eux-mêmes.

Un soir que je me trouvais chez Francis Audièpvre avec

Mme Hardelot, assis devant le feu, Mme Hardelot s'écria tout à coup :

— Eh bien! Francis, à quand le mariage de votre nièce et de Robert Hyades?

— Je vois, dit-il, que vous êtes mieux renseignée que moi, car je n'en ai entendu parler encore par personne. Surtout, pas par eux.

— Alors, vous croyez que cela ne se fera pas?

— De ce que je ne sois pas informé de ce qui est, cela ne signifie point que je puisse vous renseigner sur ce qui sera. Pour moi, ajouta-t-il, je serais ravi si ce mariage se fait.

Il dit cela avec une brusque chaleur, quelque chose qui sortait du ton presque toujours ironique de sa conversation. Il était évident, en effet, qu'il souhaitait ce mariage, il souhaitait avant tout que sa chère Liliose restât auprès de lui le plus longtemps possible et qu'il n'eût pas à voir planer au-dessus d'elle, comme l'ombre d'un vautour, celle d'un mari, voire même d'un prétendant.

— Dans ces conditions, reprit Mme Hardelot, je ne vois pas ce qui pourrait empêcher Robert et Marie-Marthe de se marier.

— Vous avez entendu, l'autre soir, ici même, la profession de foi de Robert. Il en arrive à se demander s'il a le droit d'engager sa vie personnelle. Il a presque dit qu'il n'avait plus le sentiment, dans les circonstances que nous traversons, de sa propre individualité.

— Ce sont des mots, dit Mme Hardelot, et qui n'ont aucun sens.

— Vous oubliez, Blanche, que nous ne sommes plus dans une période de mots. Nous sommes dans une période de faits. Et ces faits pèsent sur nous. Ils pèsent surtout sur la génération à laquelle appartient Robert. Pour nous, quand nous étions jeunes, il est bien certain que nous ne vivions que pour l'amour...

Une étincelle de malice à cette idée s'alluma dans son œil bleu, tandis qu'il regardait Mme Hardelot. De malice et aussi d'une gaieté qui me rappelait sa vingt-cinquième année.

— Aurions-nous été comme cela dans toutes les circonstances? Les événements historiques n'étaient pas alors des pompes pneumatiques qui aspirent tout des individus. Nous vivions dans un monde qui ne connaissait presque pas la néces-

sité. Je suppose que c'est un état qui doit être impossible à l'homme, car libérés de bonne heure de toutes les autres, nous avons inventé la nécessité passionnelle. Il est vraisemblable que pour des gens sur qui pèse une fatalité d'un ordre plus général, cette nécessité-là est devenue inutile. Il est bien certain que moi, à l'âge de Robert, j'eusse déjà enlevé Liliose ou Marie-Marthe.

— Et vous l'auriez trompée peu de temps après, dit Mme Hardelot.

— Je l'aurais trompée, en effet, avec quelqu'un qui vous aurait sans doute ressemblé, Blanche, et qui n'eût pas été plus fidèle que moi à ses premiers serments. Voilà où mène une liberté bien entendue dans un temps qui n'a pas à subir les rigueurs de l'histoire.

— En tout cas, je regrette ce temps-là, dit Blanche Hardelot.

— Je n'ai pas besoin de vous dire que je partage votre sentiment à cet égard et que ceux de notre cher Artillan ne sont pas différents des nôtres. Malheureusement, il ne s'agit plus du tout de notre bon plaisir, c'est même ce qui caractérise notre époque; après tout, c'est peut-être comme ça que sont les grandes époques. Elles sont plus agréables à lire dans un bon livre au coin du feu qu'à vivre. Notre temps, je l'avoue, m'a dégoûté des campagnes d'Alexandre et de celles de Jules César, auxquelles je me suis si passionnément intéressé quand j'étais jeune.

Ces idées étaient un peu trop générales pour Mme Hardelot; elle nous ramena au particulier.

— Enfin, dit-elle avec agacement, il est bien certain que Marie-Marthe est amoureuse de Robert.

— C'est dans nos sentiments qu'il y a le moins de certitude, répondit Francis. Je me suis souvent posé cette question : si Robert, au lieu d'être lieutenant de vaisseau, était simple matelot, serait-elle amoureuse de lui? A condition bien entendu qu'il eût le même physique et la même énergie morale.

— Ce ne serait pas le même homme, dit Mme Hardelot.

— Bien entendu, puisqu'il n'aurait pas de galons. Le fait que le rang social prime tous les autres me donne un certain scepticisme à l'égard de ce que vous appelez nos sentiments.

— Je n'aurais jamais cru de vous que vous finissiez par douter d'eux, dit Mme Hardelot avec humeur.

— Ce n'est pas exactement ce que je veux dire. Je ne doute

pas d'eux, mais je veux dire que dans l'amour le plus passionné, il entre un nombre invraisemblable d'éléments de tout ordre et qui n'ont rien à voir avec l'amour. Maintenant, je reconnais bien volontiers avec vous que Marie-Marthe semble tenir beaucoup à son bel officier.

Mme Hardelot était visiblement déçue par cette conversation. Elle était à cet âge où les événements importants de la vie, et surtout ceux de la vie des autres, ne sont plus que des nouvelles, quelque chose que l'on colporte, que l'on est le premier à savoir ou le premier à répéter. Notre vie est ainsi bizarrement suspendue à des ballons qui ne signifient rien, qui se succèdent sans intérêt véritable et qui semblent, grâce à leurs bulles pleines d'air, nous soutenir au-dessus du vide.

IV

— Je crains de vous paraître bien importun, dit Robert en entrant. Mais j'ai trouvé en vous récemment un appui paternel et une telle précision d'esprit que je viens de nouveau à vous pour vous demander conseil.

J'avais vu tout de suite que Robert Hyades était plus embarrassé que lors de sa première visite; visiblement plus anxieux aussi : il avait le teint brouillé des gens qui ont passé plusieurs nuits sans sommeil et je ne sais quoi d'amer au coin des lèvres, comme s'il venait de faire une expérience pénible. Je le rassurai de mon mieux et lui dis toutes les choses affectueuses dont je pouvais l'assurer, non sans éprouver, moi aussi, une certaine angoisse, car, par les détours que l'on sait, ce qui atteignait Robert Hyades risquait fort de me toucher également de très près.

Là-dessus, Hyades sortit de son portefeuille une lettre et une enveloppe qu'il me tendit.

— Veuillez prendre connaissance de ceci.

La lettre contenait à peine quelques mots :

« *Si vous voulez connaître exactement la considération que mérite votre grande amie, Mlle Liliose de Thiberghien, et être mis au courant de sa vie privée, trouvez-vous mercredi, à six heures, 15, rue Breteuil, et observez sans être vu la porte du docteur Limeron.* »

Je relus trois fois ce document, cherchant à lui faire rendre plus de leçons qu'il n'en contenait. Après tout, il était assez clair pour ne pas exiger des interprétations très variées.

— Eh bien ! dis-je, qu'avez-vous fait ?

Hyades se troubla et ce fut d'une voix embarrassée qu'il me répondit :

— Je n'aurais pas dû obéir à une lettre pareille, mais je voulais en avoir le cœur net.

— Qu'est-ce que cela pouvait vous faire, puisque vous semblez décidément préférer Marie-Marthe à sa sœur ?

— *Décidément* est de trop. Vous le savez sans doute. Ce n'est pas moi qui me suis détaché de Liliose, c'est elle qui m'a montré brusquement son dédain, en s'affichant, il n'y a pas d'autre mot, avec le docteur Limeron. Je vous ai dit précédemment que j'étais indécis. Je n'en ai pas voulu à Mlle de Thiberghien, mais j'ai eu le sentiment qu'elle était une coquette et que sa sœur offrait plus de garanties. En me mariant, je dois songer à une vie sévère, et choisir une compagne qui accepte cette sévérité. Les jeux compliqués de Liliose m'ont éloigné d'elle ; du moins l'ai-je cru. Mais cette lettre m'a mis dans un tel état de tristesse et de jalousie que je me suis demandé si elle m'était aussi indifférente que je le supposais jusque-là.

— Il est curieux, dans ces conditions, que vous n'ayez pas éprouvé cette jalousie quand vous avez vu Liliose accepter l'empressement de Limeron.

— J'ai été irrité et j'ai souffert dans mon amour-propre, c'est tout. Je n'ai jamais supposé qu'elle pût l'aimer. Mais j'en ai conclu que son plaisir était d'aguicher les hommes et de les tourmenter, et non pas d'aimer loyalement l'un ou l'autre. Je vous le répète, cette lettre m'a bouleversé et m'a appris sur moi plus de choses que sur cette jeune fille.

— D'accord. Mais enfin, vous êtes allé, tout de même, rue Breteuil ?

— Je suis allé rue Breteuil, en effet. Je me suis caché dans l'encoignure de la maison d'en face, j'avais un gros pardessus, mon col relevé, il pleuvait, personne ne pouvait me voir. A six heures, j'ai vu Mlle de Thiberghien entrer chez le médecin. Et elle en est ressortie une heure et demie après. Depuis lors, je suis comme un fou et je ne sais que penser.

Moi non plus, je ne savais que penser. Cette révélation bouleversait tout. Elle me confirmait dans mes soupçons à l'égard de Liliose. Mon premier sentiment fut celui-ci : elle était la maîtresse du docteur Limeron, elle savait parfaitement qu'il ne l'épouserait pas et elle acceptait à l'avance d'épouser Luc quand cette liaison serait finie. C'était une vue de l'événement; elle était contredite par les rapports de Mme Malpain et par ce qu'elle m'avait révélé de la décision héroïque de Liliose, due en partie à un besoin de sacrifice, en partie aussi à l'affection qu'elle avait pour sa sœur, et enfin à son désir d'éprouver ou de surexciter l'amour un peu débile de Robert Hyades. De toute façon, ses démarches étaient tortueuses; il m'était impossible de conclure. Pourtant, j'entrais moi-même par la force des choses dans la tragédie. Si je confirmais Robert Hyades dans ses soupçons, j'assurais le bonheur de Luc. Le bonheur de Luc... A peine cette pensée avait-elle traversé mon esprit que sa grossièreté m'apparut. Le mariage de Luc n'était pas une conclusion. En admettant que Luc pût être heureux, il ne pouvait l'être qu'à condition que Liliose l'aimât. Que serait pour lui une Liliose meurtrie, blessée, l'épousant par dépit et regrettant toujours Hyades? D'ailleurs, je ne sais quel sentiment secret m'avertissait que je faisais fausse route et que Liliose n'était pas la maîtresse de Limeron.

J'avais gardé le silence. Hyades l'interrompit :

— J'ai bien peur, dit-il, que vous n'ayez les mêmes doutes que moi.

— Vous supposez que Jean Limeron est l'amant de Mlle de Thiberghien?

— Oui.

Ici encore, je ne répondis pas. De quelque façon que ce fût, l'avenir de Luc dépendait en ce moment de ma réponse. Devais-je pour le sauver agir contre ma pensée et me mentir à moi-même? Perdre Liliose que je croyais innocente? Ces pensées m'assaillaient de toutes parts, venaient en foule s'abattre sur moi, me tourmentaient et me tiraillaient. J'avais quelques secondes pour agir, pour y voir clair dans le jeu de chacun, pour créer un ordre là où le désordre était à son comble.

— Je ne peux vous répondre, dis-je enfin à Robert, parce que je ne sais rien. Une lettre anonyme ne signifie pas grand chose. La visite de Liliose au docteur Limeron, même à six

heures du soir, pas beaucoup plus. Il ne s'agit pas d'un appartement, d'une garçonnière qu'il aurait. Il s'agit de son propre domicile où elle va sans se cacher.

— Pardon, ses visites sont régulières, puisqu'on en est averti à l'avance.

Je repris la lettre. Je la regardai de près. A ma première lecture, quelque chose m'avait frappé sans que j'en eusse pris conscience d'une manière distincte. J'avais eu le sentiment que cette lettre m'offrait déjà quelque chose de familier. Pourquoi ? Il me semblait que cette feuille m'avait déjà été présentée plusieurs fois, que mes yeux en avaient l'accoutumance. Je cherchais à élucider cette impression. Cela fut facile. Les A de la lettre étaient écrasés. Or, la machine à écrire dont je me sers et qui sert également à ma secrétaire a ce défaut. Cette lettre sortait peut-être de chez moi. Je dis peut-être, car beaucoup de machines peuvent avoir semblable infirmité. Oui, mais le calcul des probabilités n'offrait pas ici un champ très vaste d'hypothèses. Ces A écrasés interviennent dans une affaire privée qui intéresse bien peu de monde et qui intéresse particulièrement quelqu'un qui a le droit de se servir de ma machine. Ici encore, je m'égarais. Je m'égarais d'autant plus que l'idée que Luc pût commettre une action si basse, si vile, si infamante, m'avait donné un choc dont je me remettais difficilement. Pourquoi d'ailleurs eût-il dénoncé Liliose au moment où il était sûr de l'avenir ? S'il soupçonnait Liliose d'être la maîtresse de Jean Limeron, il n'aurait pas été gai comme je l'avais vu ces derniers jours. La chose était donc impossible. Malgré ces A écrasés... De toute façon, l'affaire ne se terminerait pas sur une simple affirmation de ma part ; ma réponse ouvrirait simplement une perspective.

— Franchement, dis-je, plus j'y réfléchis, plus je me refuse de croire à la culpabilité de Liliose. Dans les raisonnements que vous faites en ce moment et que j'ai failli faire, nous gardons les manières de voir d'une autre époque, du temps où les jeunes filles ne sortaient pas seules et où une démarche comme celle que vous dites eût eu, en effet, un caractère équivoque. Aujourd'hui, les jeunes filles sont libres, vont, viennent, sortent avec des jeunes gens, vont les voir... Non, cela ne signifie rien.

— Excusez-moi d'insister. Sans doute, avez-vous observé

comme moi que Mlle Liliose, depuis quelque temps, semble moins intime avec son médecin ? J'ai toujours observé pour ma part que lorsque deux êtres, qui ont affiché en public une certaine manière d'être, ont l'air de se refroidir devant la galerie, c'est parce qu'ils sont entrés dans une seconde période de leur amour.

— Les généralités ne doivent jamais jouer vis-à-vis de cas particuliers. Ici, il peut y avoir cinquante circonstances imprévisibles qui font que votre observation, qui est vraie dans la plupart des cas, cesserait de l'être. Tout ce que je peux vous dire, c'est que je me refuse à conclure dans un sens ou dans l'autre, et que, je vous le répète, je ne crois pas que Mlle de Thiberghien ait un amant, et surtout celui-là.

— S'il n'y a rien, pourquoi m'a-t-on écrit dans ce sens?

— Cela, vous ne pourriez le savoir que si vous soupçonniez quelqu'un d'être l'auteur de la lettre. Soupçonnez-vous quelqu'un ?

— Personne! Cela ne peut venir que de l'entourage du médecin. Je ne le connais pas.

Quelle incertitude! Il n'était pas impossible, cependant, qu'une femme, qui vécût tout près de lui, ait eu quelque raison d'être jalouse et qu'elle voulût se venger sur Liliose des assiduités de Limeron auprès d'elle. Cette situation restait possible. Il me fallait d'abord savoir si la machine à écrire du docteur avait, elle aussi, des A écrasés. Cette enquête était aisée. Après quoi, on verrait...

Je demandai à Hyades de me confier sa lettre et je lui dis que j'allais là-dessus me livrer à quelques recherches, promettant de lui écrire dès que j'aurais découvert la vérité. Mais quand il se retira, je ne pus m'empêcher d'ajouter que j'avais une conviction de plus en plus ferme de l'innocence de Mlle de Thiberghien.

V

Je prenais souvent Mme Créel à témoin de mes embarras et de mes angoisses. A mon âge, une amie comme elle ne joue pas le même rôle que dans l'étourdissement de la jeunesse. Elle est, d'ailleurs, on l'a peut-être vu déjà, femme d'expérience et de bon conseil, et surtout, comme beaucoup de ses

pareilles, très clairvoyante dans ses rapports avec la vie pratique. C'est là une forme d'intelligence que j'apprécie beaucoup, peut-être parce que je la possède. J'ai en horreur les rêveurs, les timorés, les indécis, tous ceux qui tremblent devant l'action, ou plutôt, si je reconnais que le rêve a une grande place dans la vie de chacun de nous, c'est pour me réjouir de le voir créer à l'arrière-plan de notre esprit tout un champ miroitant d'images et de figures qui en fait la secrète poésie. A condition toutefois que ces images et ces figures ne soient pas un écran placé entre la réalité et lui, mais au contraire, une sorte d'accompagnement symphonique, source perpétuelle de stimulation.

Mme Créel était au courant des amours de Luc et des contrecoups sur celui-ci des brusques coups d'aile et des non moins brusques repliements sur soi de Liliose. Avant de rien entreprendre de nouveau, je tenais à lui demander son avis sur la correspondance reçue par Hyades. Le lendemain de la visite de celui-ci, nous devions aller ensemble à Aix faire une nouvelle visite à la villa que je venais d'acheter et où je voulais me rendre compte des réparations qu'il y faudrait effectuer.

Quand nous eûmes visité chaque pièce en détail et discuté ensemble sur les travaux qu'elle réclamait, nous sortîmes sur la petite terrasse dont j'ai parlé et fîmes le tour du jardin. Il régnait une de ces journées d'hiver, où l'éclat du soleil fait scintiller toute chose, où la vivacité de l'air donne à chaque objet un aspect cassant, précis, limité à lui-même, une sorte de minéralité qui s'attache même à l'apparence d'un arbre, aux contours d'un cyprès, à la feuille d'un houx, à la réfraction des eaux. C'est l'hiver que la lumière triomphe le plus quand elle a l'occasion de le faire, ce qui est fréquent dans les heureuses terres du Midi.

— Le jardin aussi est bien à l'abandon, me dit Mme Créel. J'espère bien que vous allez le régénérer et y mettre partout des fleurs, puisque vous avez la possibilité de le faire sans être ruiné par les exigences des jardiniers.

Du doigt, elle me désignait ce coin-ci, puis celui-là, et partout elle le fleurissait en imagination, voyant déjà monter les hampes des delphiniums ou s'incliner au vent d'automne les cornets renversés des tritomas; elle l'emplissait à volonté de roses et d'œillets, de capucines et de pois de senteur.

Je suis toujours étonné de l'adoration que Mme Créel a pour les fleurs. Non pas que je trouve ce sentiment extraordinaire, mais il me frappe davantage dans une nature pratique comme la sienne et, si j'ose dire, toute tournée vers l'économie privée. C'est comme une délivrance secrète d'une femme par ailleurs contenue dans un filet étroit de sagesse, de prudence, de prévoyance, de bonne entente de la vie domestique. Sur aucun point, elle ne s'abandonne à la fantaisie, à l'imagination ; elle mène sa vie comme un cheval bien dressé qui obéit parfaitement au mors comme à l'éperon. Mais la vue des fleurs la met dans un véritable état de transe, l'arrache à sa mesure. Je lui dis parfois en riant qu'une longue station dans une serre chaude la rendrait prophétesse comme les vapeurs sulfureuses qui montaient des gouffres de Delphes et qui apportaient aux sibylles les révélations de la poésie et les vérités de l'avenir.

J'ai vu cette femme, retenue en tout, faire de véritables folies pour des lilas ou des orchidées. A mesure qu'elle me décrivait mon jardin futur et qu'elle en nommait chaque espèce avec une science de botaniste, je la jugeai si exaltée que je me dis que c'était le moment de lui demander conseil, car j'ai toujours observé que les gens ne sont jamais plus clairvoyants que quand ils échappent un peu à eux-mêmes, comme si une saine pratique de la vie et l'obéissance à l'extérieur travaillaient surtout à faire de nous des idiots.

Échappée à son tourbillon imaginaire de formes et de parfums, Mme Créel jeta à peine les yeux sur le papier et elle me dit :

— Je vois très bien d'où cela vient, ou à peu près. Ce n'est pas difficile à imaginer; cette lettre a été écrite par une femme, c'est-à-dire par une des Thiberghien, soit par Liliose, soit par sa sœur.

— Aucune des deux n'y a le moindre intérêt, m'écriai-je.

— Sur certains points, tout grand avocat que vous êtes, vous restez un enfant. Nulle femme ne se trompera là-dessus.

Je lui fis alors observer la coïncidence de ma machine et des lettres écrasées, ainsi que de mes soupçons à l'égard de Luc.

— Oh! la question n'est pas de savoir qui a écrit la lettre, mais qui l'a dictée. Que votre fils, qui est la faiblesse même et qui est né pour avoir une nature de chien couchant, ait été

l'instrument de cette lettre, rien de plus normal. La question est de savoir, je le répète, qui l'a inspirée.

Je l'interrompis pour lui faire part de mes hypothèses touchant une tierce personne mêlée à la vie du docteur Limeron et qui aurait intérêt à brouiller les cartes. Mme Créel fixait les yeux sur une plate-bande envahie par les mauvaises herbes et qu'elle voyait, en esprit, en mai ou juin, toute hérissée de grands lys dorés par la profusion et l'exubérance de leur pollen.

— J'ai remarqué, dit-elle, combien chez les hommes intelligents l'exercice de leur fonction finit par leur donner des idées fausses. Cela est très visible chez les avocats, chez les hommes d'affaires, chez les banquiers et surtout chez les diplomates. Cela vient, je pense, de ce que s'ils avaient l'esprit clair, ils résoudraient si nettement les questions que l'exercice de leur profession deviendrait vite inutile. Qu'est-ce qu'un traité de paix, je vous prie, qui n'a pas d'abord pour mission de préparer une nouvelle guerre?

— Cela n'a aucun rapport avec le sujet qui nous préoccupe.

— Je vous demande pardon, nous avons là un problème simple; vous commencez, avant d'accepter cette simplicité, par supposer une tierce personne absolument inutile, vraisemblablement inexistante et qui rend la solution impossible. De deux choses l'une : ou Liliose, qui, d'après vous, n'a jamais cessé d'aimer Robert, veut lui donner une crise de jalousie qui le ramènera à elle, — et c'est le plus vraisemblable, puisque personne ne sait mieux qu'elle l'heure des visites qu'elle fait au docteur Limeron et qu'elle ne va le voir que pour cela, — ou c'est Marie-Marthe qui sent profondément que M. Hyades ne lui est pas vraiment attaché et qui veut le dégoûter définitivement de sa sœur. Dans les deux cas, votre imbécile de fils aura fait ce qu'on lui aura demandé.

— Il est impossible de supposer que Luc ait servi d'intermédiaire dans une démarche qui mettrait toute fin à ses espérances.

— Liliose ne lui aura pas avoué la vérité et elle peut très bien lui avoir dit... mais, tenez, par exemple, qu'il faut que Robert Hyades renonce complètement à elle et qu'il ne s'engagera avec sa sœur définitivement que s'il croit que tout est fini de son côté... ou vingt autres choses. Un homme croit

toujours ce qu'une femme lui dit. J'ai cru longtemps que c'était par bêtise; je suppose aujourd'hui que c'est en partie par paresse, en partie par ennui. Le genre de complications où vivent les femmes vous est presque toujours insupportable. Vous préférez dire oui tout de suite et ne plus penser à nous.

J'étais frappé des propos de Mme Créel et un peu humilié de n'avoir pas conclu aussi rapidement.

— Alors, pratiquement, que me conseillez-vous de faire?

— Rien. Vous voulez toujours vous mêler de tout; vous vous imaginez que rien ne peut se faire en dehors de votre contrôle.

— Il s'agir de l'avenir de mon fils.

— L'avenir de votre fils se joue en dehors de vous; il se joue même en dehors de lui. Quelle influence voulez-vous avoir sur des événements où lui-même est une victime joyeusement consentante? Voyez-vous Luc, faible, taquin, aigri et sans volonté comme il est, marié avec cette personne énergique et passionnée qui a des aspirations à l'héroïsme et que la vie contentera difficilement?... Mais ce sera un drame effroyable! Que Dieu en préserve ce malheureux Luc! D'ailleurs, je vous le répète, la chose se joue ailleurs. Il s'agit de savoir quelle est celle des deux sœurs qui emportera le bel officier. La lettre n'a pas d'autre but que de hâter le dénouement.

Je voulais discuter encore, mais Mme Créel me dit :

— Vous m'avez demandé mon avis, vous l'avez; si vous ne me croyez pas, tant pis. Quant à moi, rien ne m'ennuie plus que les histoires d'autrui. Si vous m'en croyez, ajouta-t-elle, en désignant le bassin, vous ferez pousser ici quelques belles espèces de nénuphars. J'ai une très bonne adresse de spécialiste : je vous la donnerai.

VI

— Vous ne trouverez pas Marie-Marthe, dit Liliose, quand Robert Hyades entra dans le salon.

— Je le sais, dit-il, elle m'a dit hier qu'elle prenait le thé chez Mme Chancereul. Non, c'est vous que je viens voir.

— Eh bien! asseyez-vous et puisque vous en avez envie, causons. Que se passe-t-il en ce moment à Berre?

— Liliose, dit Robert, je ne viens pas ici pour avoir avec vous une conversation mondaine. C'est de choses graves...

— Oh ! mon vieux, qu'y a-t-il de si grave au monde ? Je ne l'ai jamais bien su. Ce qui est important, c'est de se réveiller de bon matin et de bonne humeur, de voir les choses sous un jour plaisant et de croire que l'on sera heureux le lendemain.

— Cela, Liliose, c'est la philosophie de votre oncle Francis, vous ne l'avez pas. Je vous en conjure, pas de comédie entre nous ; il n'est question que de cela.

— Qui joue la comédie ? Est-ce vous, est-ce moi, est-ce Marie-Marthe ? Que se passe-t-il entre nous qui nous fasse employer de tels mots ? Vous plaisez à Marie-Marthe, Marie-Marthe vous plait, tout est pour le mieux, il n'y a aucune comédie dans cette aventure.

— Que faisiez-vous mercredi dernier, à six heures, chez le docteur Limeron ?

— Vous ne venez pas me voir, je suppose, pour faire le juge d'instruction ? Ai-je des comptes à vous rendre, en ai-je à vous demander ? Vous venez ici pour voir Marie-Marthe, je peux bien aller rue Breteuil rendre visite à mon ami Jean Limeron.

— Êtes-vous sa maîtresse ? dit Hyades, dont le visage s'empourpra soudain.

— Marie-Marthe est-elle la vôtre ? Restons, je vous prie, dans les limites de la décence et de la discrétion. Je ne vous pose pas de questions grossières, imitez ma réserve.

— Vous ne souffrez pas et je souffre.

Liliose poussa un grand éclat de rire :

— Vous souffrez, grand Dieu, et de quoi ? Les hommes sont bien tous les mêmes : pareils au chien qui ne veut pas toucher à son os et qui s'en empare si un autre chien s'approche de lui. Je vous étais bien indifférente quand vous supposiez, sans doute à tort, que j'avais une grande tendresse pour vous. Vous acceptiez mes flatteries avec bonne grâce et une humeur un peu boudeuse. Mais il suffit que vous me croyiez éprise d'un autre homme pour que vous soyez soudain irrité contre moi et désireux de je ne sais quoi d'impossible.

— Limeron est un homme taré, qu'une jeune fille comme vous ne peut aller voir seule et librement, comme elle ferait avec un autre homme.

— L'opinion que vous avez de lui vous est strictement personnelle. Limeron est pour moi un camarade gai, accueillant, toujours joyeux de me voir et qui m'amuse beaucoup. Et si je me mettais à l'aimer, cela ne regarderait que moi, je suppose.

— Vous avouez donc que vous l'aimez, s'écria Robert Hyades, de moins en moins maître de soi.

— Je parle au conditionnel, je parle surtout de ma liberté d'action. Je n'accepte ni vos insinuations, ni vos insolences, ni votre interrogatoire. Je ne suis rien pour vous et vous n'êtes rien pour moi. J'ai pu croire que vous me faisiez la cour, comme on dit dans le monde, jusqu'au moment où j'ai compris que vous ne teniez en rien à moi. Ce jour-là, je vous ai montré que la voie était libre et vous avez joué avec ma sœur le même jeu qu'avec moi. Alors à quoi riment ce retour et cet accent pathétique? Si quelqu'un joue la comédie, où est-il?

Robert Hyades s'était levé. Il marchait fiévreusement dans le salon, la tête basse.

— Le plus épouvantable, Liliose, dit-il, c'est que vous avez raison. Le plus épouvantable, c'est que, vue du dehors, ma conduite ressemble à ce que vous dites, et que je ne peux pas faire la preuve que ce ne soit pas vrai. Nous sommes destinés à demeurer incompréhensibles les uns aux autres, incommunicables, tout scellés dans notre tombeau vivant. Comment se fait-il qu'un homme comme moi, qui ai toujours eu tant d'énergie dans tous les actes de mon existence, vous ait donné l'impression d'un indécis et d'un velléitaire, c'est-à-dire de ce que je déteste le plus au monde? Comment puis-je m'expliquer à vous?

— Enfin, vous aimez ma sœur?

— Ah! j'ai pu le croire jusqu'à ce mercredi où je vous ai vue entrer chez le docteur Limeron! Là, pendant l'heure et demie que je suis resté dans un coin de porte, à regarder la lumière à travers les volets de sa chambre, j'ai senti quelque chose qui se creusait en moi, quelque chose qui me rongeait, qui faisait le vide dans mon cœur, j'ai vu clair dans mes sentiments, j'ai compris que c'était vous que j'aimais. Hélas! j'ai bien peur de l'avoir compris trop tard.

— Passiez-vous là par hasard?

Hyades se troubla :

— Non... non... j'avais été averti par une lettre anonyme.

Liliose éclata de nouveau de rire.

— Oh! anonyme, il n'y a pas de lettre anonyme, la signature d'une lettre est toujours visible. Ma visite au docteur Limeron n'était pas un secret, je ne vais pas chez lui en cachette, Marie-Marthe était au courant.

Très troublé, Robert Hyades murmura :

— Vous n'insinuez tout de même pas que ce soit votre sœur...

— Je n'insinue rien du tout, je suis persuadée que Marie-Marthe est tout à fait incapable d'un acte déloyal. Je dis seulement qu'elle était au courant de cette démarche. Le docteur Limeron peut parfaitement de son côté l'avoir dit à quelqu'un qui ait eu l'intention de me nuire. Mais nous nous sommes interrompus au moment le plus intéressant de cette conversation. Vous me disiez, je crois, Robert...

— Ah! Liliose, ne vous moquez pas toujours de moi; j'ai encore un aveu à vous faire. Si je n'ai pas été avec vous aussi franc, aussi net, aussi convaincant que vous le souhaitiez peut-être, c'est que j'ai toujours été dérouté par vos coquetteries. Il y a en vous un esprit de caprice, un amour du changement, un besoin d'attirer les hommes qui m'ont choqué, irrité, froissé. J'aurais voulu trouver dans la compagne de ma vie quelque chose de plus sérieux, de plus fixe, voilà la vérité.

Alors Liliose leva la tête et très doucement lui dit :

— Depuis que je vous connais, Robert, je vous suis fidèle, fidèle dans mon cœur, fidèle dans mon dévouement, fidèle dans toutes mes aspirations. Ma vraie nature est d'être fidèle. J'avoue, cependant, que j'ai un certain goût pour les caprices de l'imagination, pour ce que j'appellerai la folie extérieure. Et plus mes sentiments sont graves et profonds, plus j'ai besoin de m'en cacher derrière des jeux d'esprit, car il n'y a jamais eu que cela entre Limeron et moi, une guerre spirituelle, des mots échangés, des taquineries et j'ajoute que ce garçon, dont on dit tant de mal, s'est toujours conduit avec moi en galant homme, très charmant et très scrupuleux. Vous me trouvez coquette, mais pourquoi tout le monde me demande-t-il plus qu'on ne demande aux autres? Limeron me poursuit, mon oncle Francis pleure à l'idée que je puisse épouser quelqu'un, ce pauvre petit Artillan me hait et m'adore tout à la fois, et

vous qui me montrez tant de froideur, si je semble me plaire avec un autre homme, vous voilà transformé en taureau furieux !

— Je vous demande pardon, Liliose, je n'avais pas vu clair en moi. Mais il faut que je vous avoue que je ne me suis pas engagé avec votre sœur, malgré ses efforts pour me persuader de le faire et que je voudrais que cette conversation entre nous ait un caractère définitif, si vous avez confiance dans mes paroles comme j'ai confiance dans les vôtres.

— Je n'ajouterai rien à ce que j'ai dit, fit Liliose, je suis née fidèle et ce qui vous a tant choqué en moi, je vous le jure, disparaîtra bien vite quand je n'aurai plus besoin de m'étourdir ou de m'amuser avec les caprices de mon imagination.

Il l'avait prise par les mains et il la tenait devant lui, à côté de la fenêtre. Il regardait de tout près dans ses yeux faits d'une pierre étoilée et il sentait bien qu'elle avait dit vrai. Un reflet empourpré, passant à travers les vitres, venait du grand ciel crépusculaire qui s'éloignait vers la mer. Il éclairait de flammes en ce moment les hauts nuages embrasés qui jetaient sur les maisons jaunes et grises des reflets de bûcher lointain. Et dans le grand silence qui avait suivi, la porte s'ouvrit et Mme Audiépvre entra avec Marie-Marthe, qui avait quitté, plus tôt qu'elle ne le pensait, Mme Chancereul. A la même minute, Marie-Marthe se sentit vaincue. Elle s'avança en souriant vers Robert et dit d'une voix sifflante :

— On a vraiment l'impression de vous déranger en arrivant ici.

— Non, dit Hyades, on ne nous dérangera plus.

Marie-Marthe tourna les talons et sortit de la pièce. Peu après, Robert Hyades prit congé de Mme Audiépvre et de sa nièce.

Quelques jours après, Mme Malpain, qui la tenait de Liliose elle-même, venait me confier toute cette conversation.

L'effondrement de Luc, effondrement prévu, et que j'attendais depuis la révélation de Mme Malpain, se produisit peu de jours après. Un soir, en rentrant, il alla directement dans sa chambre et me fit dire par Octave qu'il ne dînerait pas avec moi. J'allai le trouver. Sa porte était fermée à clef. Comme il me répondit sans m'ouvrir qu'il avait la migraine et qu'il pré-

férait être seul, je lui répondis que je savais exactement ce dont il souffrait et qu'il serait plus sage pour lui d'en parler avec moi. Cet argument l'emporta.

Je le trouvai le visage baigné de larmes et tout suffoquant de chagrin. Il se laissa embrasser sans réagir d'aucune façon. Son lit froissé, son oreiller fripé, m'indiquaient bien que son premier geste avait été de s'abandonner complètement à son désespoir.

— Que sais-tu? me dit-il.

— Eh bien! ce que tu sais toi-même. C'est-à-dire que Liliose s'est réconciliée avec Robert Hyades.

— Oui et qu'ils ont décidé de s'épouser au plus tôt.

Là-dessus, il s'éleva en paroles violentes contre Mlle de Thiberghien, l'accusant de fourberie, de perfidie, de déloyauté. Il s'exprima avec un excès de brutalité comme un homme encore jeune, qui n'a pas le sens de la relativité des choses et qui voudrait briser ce qu'il n'a pu réduire. Je pensai que ses paroles le soulageaient et cependant elles me choquaient par la grossièreté de leur expression. A son âge, je me tenais mieux en main. A son âge aussi, plus perspicace, j'avais été capable de calcul ; ce qu'il ne faisait pas.

Je cherchais quelles paroles de consolation pourraient le toucher et calmer cette douleur. Il était vain de lui dire que c'était son premier amour, qu'il en aurait vraisemblablement d'autres et que Liliose n'était pas la seule femme plaisante du monde. Il aurait contre cet argument trop de réponses faciles à me fournir. La principale était qu'il y a des natures fidèles justement à ce premier amour et que c'était son cas. Après tout, c'était peut-être vrai... L'avenir seul pouvait nous départager et l'avenir était loin.

J'aurais volontiers abondé dans son sens et joint mes invectives aux siennes, mais cela ne lui eût été d'aucun secours. Le plus simple était de gagner du temps.

— Avec une femme comme Liliose, lui dis-je, nous ne sommes pas encore au bout de notre rouleau. Ce mariage est loin d'être fait. Il était tout voisin, il y a quelques semaines. Liliose s'est dérobée pour des raisons que nous ignorons.

— Elle aime Robert.

— Si elle l'aimait autant que tu le supposes et qu'elle le dit elle-même, aurait-elle fait ce mouvement de recul et pris

avec Jean Limeron cette attitude qui a trompé Hyades et qui l'a rejeté vers sa sœur? Je crois au fond que c'est une demi-folle. Nous n'en avons pas fini de sitôt avec ses coups de tête ou ses caprices. Seulement, maintenant que tu la connais mieux, trouves-tu sérieusement que c'est une femme que l'on puisse épouser sans danger?

— Je l'aime, répondit stupidement mon fils.

— Ce n'est pas une réponse, n'oublie pas que l'amour n'est jamais que le commencement de quelque chose. Dans une liaison, c'est le commencement d'une rupture: dans le mariage, c'est le commencement de sa suppression au profit de l'avenir, c'est-à-dire des enfants.

— Je n'ai pas l'impression que tu te sois supprimé à mon profit.

— Je ne t'ai jamais dit que j'aie été un bon père, ni un bon mari. Mais je n'ai pas fait non plus de l'amour le but de ma vie, comme tu prétendais le faire en te mariant avec Mlle de Thiberghien. Or, dans ces conditions, elle était exactement le type de femme qu'il est impossible de retenir dans un cercle aussi étroit que la vie que tu aurais eue avec elle. Tout à l'heure, tu l'as traînée dans la boue avec autant de rancune que ton cas en comporte. C'est tout naturel. Mais tu ne m'as pas dit un mot qui me révèle que tu comprennes quoi que ce soit à son caractère. Liliose, c'est une femme qui attend toujours d'elle-même quelque chose d'extraordinaire. Elle veut être une héroïne à ses propres yeux: d'où la complication de ses démarches. Je ne nie pas qu'il y ait de la grandeur en elle. Ces natures insatisfaites peuvent aller très haut ou très bas. Canalisées, purifiées par la religion, elles peuvent fournir une mystique, ou tout au moins, une sœur de charité. Abandonnée à elle-même, c'est-à-dire à son orgueil et à ses instincts de comédienne, j'ai bien peur que Liliose ne commette que des erreurs. Elle s'est attachée à Robert parce que c'est le seul homme de sa connaissance qui ait, lui aussi, une destinée héroïque. Il lui semble naturel de ne pouvoir vivre que dans une atmosphère supérieure. Si elle avait échoué auprès de lui, en effet, elle t'aurait peut-être épousé. Épousé sans amour, mais pour se sacrifier à toi; cela aussi fait partie du grandiose. Seulement, ce grandiose-là n'aurait pas duré longtemps. Il y aurait toujours eu dans sa vie un nouveau Robert Hyades, un

nouveau héros qui aurait traversé son existence et qui l'aurait entraînée dans son sillage. Il t'est pénible de la perdre, mais tu ne l'aurais jamais gardée.

— J'aurais eu avec elle quelques années de bonheur.

— Tu aurais eu avec elle quelques années de disputes; il est vrai que pour les femmes, et pour les hommes qui leur ressemblent, les hommes comme toi, les scènes font partie du bonheur. Cela donne aux faibles l'illusion qu'ils vivent et qu'on attache de l'importance à ce qu'ils font. Il n'y a que les hommes vraiment forts qui sachent que ce qu'ils font n'a pas d'importance.

— Pourquoi vivent-ils alors? demanda naïvement Luc.

— Ils vivent pour agir. Agir, c'est une création continue. La nature crée sans arrêt des formes qui n'ont aucune valeur par elles-mêmes, mais l'ensemble de ces créations infinitésimales est la vie. Moins on se dérobe à elle, moins on est malheureux.

— Je ne peux pas te suivre. Ta philosophie me paraît impitoyable et sans secours.

— Évidemment, tu ne réagis que sentimentalement et tu ne veux pas admettre que le sentiment soit uniquement une forme de l'égolatrie. Ta mère, si nous n'avions pas eu le malheur de la perdre, te consolerait infiniment mieux que moi, mais elle te ferait tremper dans un bain-marie, dont tu sortirais plus faible encore qu'avant ta crise. Je ne sais pas si cela vaut mieux. Je crois qu'en te montrant le vrai caractère de Liliose, je t'aide à t'affranchir de tes regrets. D'ailleurs, si tu l'aimes vraiment, tout n'est pas fini avec elle. Je veux dire qu'elle aura rapidement besoin d'un ami fidèle et dévoué, si tu es capable de l'être. Ne crois pas que son union avec Robert sera aisée. Elle supportera difficilement de ne venir qu'en second dans sa pensée.

— Qui viendra donc en premier?

— Ce que Liliose elle-même cherche sans pouvoir l'obtenir et ce qu'il a lui naturellement sans l'avoir cherché : son héroïsme, son rôle de chef et d'homme d'avenir, qui répond sur sa tête d'un ordre social. Ces choses-là te sont indifférentes comme à Liliose; elles existent cependant. En attendant, le plus sage pour toi serait de faire un grand voyage. D'aller en Égypte ou aux Indes et de penser à d'autres problèmes que

les conditions plus ou moins étriquées de ton bonheur personnel.

J'ai vu passer sur le visage de Luc une ombre de colère, je compris aussitôt tout ce qu'il allait me dire, tout ce qu'il pensait, tout ce que sa mémoire et les lamentations de sa mère lui apportaient à mon égard de reproches, de rancunes, d'acerbes critiques. Je ne le laissai pas parler.

— Ne me réponds pas avec vivacité, lui dis-je. Nous disputer ne changerait rien. Je t'offre de faire un beau voyage : si tu acceptes, dis-le moi. En attendant, tâche de voir Mlle de Thiberghien le moins possible et laisse-la se débattre tout à son aise dans les nouvelles complications qu'elle a créées. Ton tour viendra peut-être plus tôt que tu ne le supposes. Es-tu toujours décidé à ne pas dîner?

— Plus que jamais, me répondit-il avec fureur.

— Très bien, dans ce cas j'enverrai Octave t'apporter ici de quoi manger. Comme cela, si tu as faim, tu pourras le faire sans rompre ton serment.

Je l'embrassai de nouveau, il s'était remis à sangloter. Je le regardai avec pitié et avec cette demi-répugnance qu'éprouve un homme en face d'un autre homme qui pleure. En le quittant, je forgeais des réflexions assez amères sur la jeunesse et sur le gaspillage qu'elle fait des dons qu'elle a reçus en profusion. Mais à quoi sert une faculté qu'on ne sait pas utiliser? Que serait un enfant qui n'aurait jamais entendu parler? L'exercice seul de celle-ci nous rend la vie agréable et possible; mais, quand cet exercice a tout à fait atteint son but, c'est la vie qui nous est retirée. Et ceux qui nous suivent n'ont qu'à recommencer cette éducation incomplète.

Je donnai des ordres à Octave pour qu'il s'occupât de Luc et je téléphonai à Mme Créel pour lui demander si elle pouvait me recevoir après le dîner. C'était justement un des sept jours de la semaine où son mari, le soir, allait au cercle.

EDMOND JALOUX.

(La dernière partie au prochain numéro.)

L'ÉCONOMIE DIRIGÉE ET L'AGRICULTURE

Depuis la guerre, mais surtout depuis 1929, le Parlement français a été amené à voter, concernant les principaux produits agricoles, le blé, le vin, la viande, le lait, etc., une série de lois successives; malgré décrets, arrêtés pris pour les expliquer, les compléter, les plus avertis risquent souvent de se perdre dans l'amas des textes lorsqu'il s'agit de leur application. Cependant quand, en regard de toutes ces réglementations, l'on met celles qui, ces dernières années, ont été prises dans la plupart des pays étrangers en vue de venir en aide à l'agriculture et d'en orienter la production dans telle ou telle voie, l'on est bien obligé de reconnaître que la France reste encore aujourd'hui l'un des pays du monde dans lequel le producteur agricole conserve le plus de liberté.

Se rendre, autant que possible, indépendant de l'étranger pour leur ravitaillement en denrées alimentaires, a été pour tous les États l'un des enseignements qu'ils ont cru devoir tirer de la guerre ; ainsi a-t-on vu l'Angleterre, par exemple, accorder à sa production agricole métropolitaine une importance qu'elle ne lui reconnaissait plus depuis longtemps. Seulement, par suite du développement des emblavures dans les pays d'outre-mer, par suite des progrès techniques réalisés dans l'exploitation du sol, les produits agricoles ne trouvèrent bientôt plus de débouchés suffisants et nous avons assisté à une baisse continue des prix. Pays importateurs, pays exportateurs se sont vus obligés de prendre toute une série de mesures de sauvegarde de leur agriculture et d'entrer toujours plus avant dans la voie d'une politique d'économie dirigée.

En même temps que, dans chaque pays, le régime de liberté subissait de rudes atteintes, le commerce international était rendu chaque jour plus difficile.

Enfin, « sous le régime de la concurrence économique mondiale, augmenter constamment la productivité du travail humain était un des traits caractéristiques, le mot d'ordre; l'idée directrice de l'économie dirigée, dans sa phase actuelle, semblerait être la restriction de la production : une idée qui, si elle persiste, devra nécessairement rendre le progrès technique pratiquement impossible (1). »

Comment en est-on arrivé là?

L'EFFONDREMENT DES PRIX

Pour soutenir leur agriculture, droits de douane, contingentements, fermeture même des frontières furent les moyens utilisés par la plupart des gouvernements; mais de telles mesures se révélèrent insuffisantes le jour où dans un pays la production intérieure devint supérieure aux besoins de la consommation et où dans bien des cas, en même temps, l'exportation était rendue pratiquement impossible. Ce n'est pas à la suite d'un plan délibérément établi que s'est ainsi accentuée une politique d'autarchie et de nationalisme économiques, de restriction du commerce. « Les gouvernements furent amenés à prendre réglementations et contrôle, un ajustement automatique de la production ne se réalisant pas comme sous le régime de la libre concurrence. »

Le commentaire économique de l'Annuaire international de statistique agricole de Rome (1933-1934), sous la forme de nombres-indices, calculés sur les prix-or, donne le mouvement des prix des principaux produits agricoles de 1927 à 1934. Rien de tel que ces chiffres pour se rendre compte de l'effondrement des prix des produits agricoles et de la nécessité où se trouvèrent les gouvernements de prendre des mesures d'urgence pour sauver de la ruine la masse de leurs populations restées attachées à la terre.

De 100 en 1927-1928, les nombres indices du prix du blé dans les principaux pays exportateurs étaient tombés, le

(1) *Les conditions de l'agriculture mondiale*. Institut international d'agriculture, Rome, 1935.

second semestre de 1934, à 29 sur le marché de Winnipeg (Canada), à 23 sur le marché de Buenos-Aires; les nombres indices du prix du seigle de 100 étaient tombés à 14,8 et 32 sur les marchés de Budapest et Varsovie; du riz (Saigon nº 1 à Londres) de 100 à 25; du sucre (Londres centrifugé 96º) de 100 à 23; de l'huile d'olive (Tunis, première pression) de 100 à 30; du coton (Middling à New-Orléans) de 100 à 34 de la soie grège (Milan classique 13/15 et Yokohama qualité D) de 100 à 15,9 et 15,8; du beurre (à Londres pour les beurres danois et australiens) de 100 à 30 et 26; de la viande de mouton congelée de l'Argentine et de la Nouvelle-Zélande, de 100 à 58 et 55.

Ainsi la baisse a été telle que pour tous ces produits les prix de vente ne couvraient plus les frais de culture. Des États exportateurs, pour les inciter à restreindre leur production, n'ont pas hésité à indemniser les agriculteurs qui réduiraient leurs emblavures, et qui, par exemple aux États-Unis, adhéreraient aux programmes de redressement du coton et du blé, comportant une telle mesure.

Au Japon, dont l'agriculture repose sur deux produits, le riz et la soie grège, l'État est intervenu pour en régulariser la production et l'exportation.

Qu'un pays aujourd'hui laisse libre l'entrée sur son territoire de n'importe quel produit agricole, aussitôt, et à n'importe quel prix, les pays exportateurs de blé, de soie, de viande, de beurre, de plantes maraîchères et horticoles, etc., chercheraient à se débarrasser de leurs stocks afin d'assainir leurs marchés intérieurs; ce serait la ruine pure et simple de l'agriculture du pays qui aurait laissé ses portes ouvertes à l'importation.

LA RÉACTION DES PAYS EUROPÉENS

Aussi, qu'ont fait les principaux pays européens pour défendre leur agriculture ?

En Grande-Bretagne et en Irlande septentrionale, le gouvernement ne s'est pas contenté d'imposer des droits de douane sur les produits provenant des pays étrangers; les importations ont été contingentées, un traitement préférentiel étant accordé aux différents États qui constituent l'Empire britan-

nique; des prix minima ont été assurés aux agriculteurs anglais pour le blé, en fixant toutefois la quantité totale de production indigène qui en serait bénéficiaire; des subsides très importants ont permis à la culture de la betterave et à l'industrie du sucre de se développer largement en Angleterre.

Les lois de 1933-1934 sur la vente des produits agricoles, lait, bacon, porcs, pommes de terre, houblon, etc. ont eu pour but d'assurer à la production indigène une expansion des débouchés sur le marché national aux dépens des importations étrangères. Des programmes de vente ont été établis qui, adoptés par la majorité des producteurs, deviennent obligatoires pour tous.

Nous ne pouvons entrer dans les détails des programmes de la vente du lait pour la Grande-Bretagne, le pays de Galles, l'Écosse, l'Irlande septentrionale qui fixent, par régions, les qualités que doit avoir le lait, les prix de vente suivant les mois et suivant que le lait doit être consommé en nature ou être transformé en beurre ou en fromage; une taxe interrégionale de compensation d'un penny par gallon est prélevée sur tout lait vendu pour être consommé en nature, 85 pour 100 de cette taxe étant alloués aux *pools* régionaux proportionnellement à la quantité de lait vendue aux industries beurrières et fromagères. Mais voici, pour montrer à quelles minuties mènent les mesures interventionnistes, des indications plus précises sur le programme de la vente des pommes de terre : Soumis au ministre de l'agriculture et au sous-secrétaire d'État pour l'Écosse par la *National Farmers Union* et par la *National Farmers Union of Scotland*, ce programme, adopté par la majorité des producteurs le 5 février 1934, est applicable à toute la Grande-Bretagne.

Il s'agit de retirer de la vente pour la consommation humaine la quantité de tubercules qui dépasserait les besoins du pays; pour atteindre un tel but, périodiquement, la Commission de vente fixe la dimension minima des tubercules pouvant être vendus pour la consommation humaine. C'est ainsi que, le 10 avril 1934, la Commission décidait que les pommes de terre de variétés King-Edward, Red-King, Golden Wonder, et Dunbar Cavalier ne pourraient être vendues pour la consommation humaine qu'après avoir été tamisées sur un crible aux mailles de 1 pouce 5/8, et, pour les pommes de

terre d'autres variétés, sur un crible aux mailles de 1 pouce 3/4. Le producteur, qui aurait planté une surface supérieure à celle autorisée par la Commission et aurait ainsi risqué d'encombrer le marché, en est rendu responsable pécuniairement (1).

Que de fois n'a-t-on pas cité comme des modèles, dont nos agriculteurs devraient s'inspirer, les méthodes de culture et d'élevage, les modes d'intensification de la production, de présentation des produits agricoles aux Pays-Bas et au Danemark ! Ces pays, à vrai dire, ont connu une ère de grande prospérité aussi longtemps que les marchés anglais et allemands demeurèrent largement ouverts ; mais aujourd'hui la situation s'est modifiée ; l'Allemagne s'efforce, comme nous le verrons, de supprimer les importations de beurre, d'œufs, de porcs sur ses marchés intérieurs, et l'Angleterre suit une politique de contingentement de plus en plus strict.

Aussi, malgré l'attachement des Pays-Bas et du Danemark aux principes de la libre concurrence et de la liberté des échanges, la réduction progressive du commerce international, les obstacles croissants que rencontre l'exportation, les difficultés imposées aux paiements et en même temps une production toujours plus intensive de l'élevage sur leurs propres territoires ont contraint les gouvernements hollandais et danois à pratiquer depuis 1933-1934 une politique interventionniste toujours plus prononcée.

Aux Pays-Bas, en vertu de la loi du 5 août 1933 (loi sur l'agriculture pendant la crise), toutes les personnes intéressées à la production et à la distribution des produits de l'agriculture sont obligées de faire partie des « organisations de crise » désignées par le gouvernement, et de se soumettre aux dispositions arrêtées par ces organisations ainsi qu'à la discipline qu'elles ont établie. Élevage et horticulture sont les deux branches maîtresses de l'agriculture des Pays-Bas ; les produits en provenant étaient destinés à l'exportation pour la plus grande partie. Devant la réduction des débouchés sur les marchés étrangers il a fallu en réglementer la production : un nombre maximum de porcs, à répartir entre les exploita-

(1) *Les conditions de l'agriculture mondiale.*

tions, a été fixé par provinces selon le système des exploitations agricoles; le nombre des poules et des couvées a été également limité, de même les étendues à consacrer à la production des légumes et des fleurs.

Les cultures maraîchères et horticoles sont, en effet, parmi les plus atteintes par les restrictions imposées à l'exportation. Grâce aux prix très bas auxquels tombèrent les légumes, le marché intérieur en absorba de plus grandes quantités que de coutume en 1933-1934; néanmoins, il fallut en détruire beaucoup; l'année précédente l'on avait dû également se débarrasser de millions de jacinthes, de 25 millions de kilos de bulbes de tulipes, de 20 millions de kilos de bulbes de narcisses; aussi, en 1933-1934, ne fut-il permis de cultiver que 60 pour 100 de la surface consacrée aux jacinthes en 1932-1933, que 50 pour 100 de la surface occupée précédemment par les tulipes. Malgré les importants subsides qui leur ont été accordés, horticulteurs et maraîchers se trouvent dans une mauvaise situation et l'avenir de leurs cultures demeure plein d'incertitude.

Aux Pays-Bas, qui sont gros importateurs de blé, le gouvernement, pour inciter les agriculteurs à limiter leurs élevages et à étendre leurs cultures arables, a garanti un prix minimum pour le blé indigène en prenant la précaution de réglementer la surface à ensemencer en cette céréale pour que la production ne dépassât pas les besoins intérieurs. Mais, comme le remarque le rapporteur de l'Institut international de Rome, ce sont les consommateurs de l'intérieur des Pays-Bas qui, finalement, paient primes, subsides. Il ne peut en être autrement, pareille constatation est générale.

Au Danemark, dès 1932-1933, le gouvernement n'hésitait pas à prendre des mesures radicales au sujet de la production agricole et des prix des produits agricoles : la loi de décembre 1933 (loi sur les mesures de crise) réglementait la production des céréales, fixait un prix minimum et maximum pour le beurre, étendait l'abatage et la destruction des animaux bovins jugés d'une exploitation non rémunératrice, etc.

L'élevage et l'engraissement des porcs, afin d'en exporter la viande et le bacon sur les marchés anglais, constituaient l'une des principales sources de profit des agriculteurs danois. Pour en adapter la production aux débouchés actuels du

marché intérieur et des marchés étrangers, une réglementation très stricte est intervenue ; on nous permettra de la citer d'après le rapport de Rome, comme exemple des détails dans lesquels est obligée d'entrer toute intervention de l'État en matière de production agricole.

« Conformément au nouveau programme, — dressé d'après la partie de la loi de crise, qui se rapporte à la réglementation des porcs, — le ministre de l'Agriculture, avec le consentement du Conseil de l'agriculture, est, comme auparavant, autorisé à limiter la production des porcs et en réglementer l'abatage en prélevant une taxe d'abatage et en fixant deux nouveaux prix différents pour les porcs : l'un pour les animaux correspondant en nombre aux besoins du marché national et pour compléter le contingent destiné à la Grande-Bretagne, et l'autre plus bas, pour les animaux pour lesquels l'on doit trouver un débouché sur les autres marchés. La distribution aux producteurs des cartes donnant droit au paiement des prix les plus élevés, est fondée partiellement sur la valeur de la taxation de l'exploitation, partiellement sur le nombre des porcs précédemment livrés, et sur la quantité de petit lait reçu en retour des laiteries l'année précédente. Plus précisément, il est alloué à chaque exploitation d'une superficie d'au moins 0,5 hectare, d'abord une carte pour chaque 500 couronnes de sa valeur de taxation jusqu'à concurrence de quatre cartes, ensuite un nombre de cartes correspondant à un septième du nombre des porcs pesant au moins 50 kilos (truies et verrats exceptés) l'année précédente, et une carte pour chaque mille couronnes de la valeur de taxation de l'exploitation, et enfin une carte pour chaque 1 500 kilos de lait écrémé ou pour chaque 3 000 kilos de petit lait reçu en retour de la laiterie. Pour tous les porcs d'un poids vif d'au moins 45 kilos et déclarés aptes à la consommation humaine, une taxe d'abatage de deux couronnes est payable et, en même temps, il doit être délivré, soit une carte comme ci-dessus, soit payé un droit spécial dont le montant doit être fixé hebdomadairement par le comité du bacon du ministère de l'Agriculture, sur la base de la différence entre le cours du bacon pour la Grande-Bretagne, et le cours du bacon sur d'autres marchés étrangers. »

Quelles complications !

La production agricole de la Tchécoslovaquie sur beaucoup

de points se rapproche de celle de la France. Importatrice de blé jusqu'à ces dernières années, la Tchécoslovaquie, depuis 1933 à la suite de récoltes abondantes, a pu faire face avec sa production intérieure à ses besoins en blé; elle a même eu des excédents à écouler à l'étranger; pour éviter dans de pareilles conditions une baisse trop accentuée des prix, rendre ceux-ci aussi stables que possible, redonner confiance aux agriculteurs, le gouvernement tchécoslovaque a adopté une politique franchement interventionniste. Depuis le 13 juillet 1934, la réglementation des prix des céréales a été confiée à la société tchécoslovaque du blé. Celle-ci est constituée par quatre groupements représentant les producteurs, les industriels, les commerçants, les consommateurs intéressés à cette question du blé et des autres céréales. La Société est chargée de l'achat, de la vente, de l'importation et de l'exportation des céréales; elle fixe les prix des céréales indigènes, du blé, du seigle, de l'orge, de l'avoine, du maïs. Les agriculteurs ne doivent vendre leurs céréales qu'à la Société; après la moisson, ils doivent indiquer les quantités qu'ils ont l'intention de vendre au cours de la campagne agricole.

Le gouvernement, estimant que le prix du blé n'est pas seulement une question économique, mais aussi une question politique, a fixé lui-même, les deux premières années, les prix de base à appliquer; la Société n'a eu alors qu'à indiquer les majorations de prix attribuées, le premier de chaque mois de la campagne, dans toutes les stations ferroviaires et fluviales de la Tchécoslovaquie.

Dès le premier exercice, la Société s'est trouvée en présence d'excédents de stocks qu'elle ne pouvait écouler et, une fois de plus, constatation a été faite qu'une réglementation du commerce et des prix n'est pas possible sans une réglementation de la production. Une loi récente réglemente donc ou a tenté de réglementer l'étendue des emblavures. En attendant, pour se débarrasser des stocks d'orge, d'avoine, de maïs qu'elle ne pouvait vendre, la Société a décidé que les agriculteurs, qui lui remettront leurs blés de la récolte de 1935, seront obligés d'accepter, pour la valeur correspondant à 10 pour 100 de celle des blés livrés, de l'orge, de l'avoine, du maïs dénaturés.

Le gouvernement tchécoslovaque, dans la politique d'économie dirigée qu'il poursuit, a rencontré une aide précieuse

auprès des groupements corporatifs dont le développement est considérable dans toutes les régions du pays. A la réunion de la commission internationale d'agriculture, qui s'est tenue à Bruxelles à la fin de juillet dernier, le président de la Société tchécoslovaque de blé, Judr. Ladislav Feierabend, insistait beaucoup sur ce point : « La modification intervenue dans le commerce du blé en Tchécoslovaquie, en passant du commerce libre au régime de l'économie dirigée, n'a pas pris un caractère de révolution, précisément parce qu'il y avait l'organisation parfaite des coopératives... La coopération agricole représente et a toujours représenté l'économie dirigée. Elle impose à ses membres des engagements et des devoirs et lie leur liberté économique. »

La réglementation aujourd'hui s'étend en Tchécoslovaquie au marché du lait, à l'élevage et à l'engraissement des porcs, à la culture du houblon, etc. ; des limitations ont été imposées à la production dans ces différentes branches de l'agriculture.

EN ITALIE ET EN ALLEMAGNE

L'ensemble des mesures prises en Italie et en Allemagne pour tout ce qui regarde la production agricole fait partie d'un programme d'économie dirigée englobant l'économie de toute la nation.

En Italie, les corporations établies par la loi du 5 février 1934 pour chacune des grandes branches de la production, dont l'agriculture, sont « l'instrument qui, sous l'égide de l'État, réalise la discipline intégrale, organique et unitaire des forces productives en vue du développement de la richesse, de la puissance politique et du bien-être du peuple italien ». De la production à la vente, après transformation du produit, s'il y a lieu, intervient la corporation ; un programme, élaboré par la corporation et soumis à l'assemblée générale du conseil national des corporations, s'il est publié par le chef du gouvernement, devient obligatoire. Après la bataille du blé et la bonification intégrale qui se poursuit sur des millions d'hectares, le gouvernement italien s'est préoccupé de la production et du commerce du riz, du vin, de l'huile, des légumes et des fruits, de l'élevage, etc., cherchant, par un contrôle rigou-

reux, à équilibrer l'organisation de l'exploitation agricole.

En Allemagne, la réglementation s'étend aujourd'hui sur les marchés des céréales, du bétail et de la viande, des produits laitiers, des œufs, des huiles, des graisses, des fruits et des légumes, etc. Assurer, par une production accrue et harmonisée, sur le territoire même du Reich, l'approvisionnement de la nation, tel est le but de la politique du gouvernement. Le *Reichsnährstand*, dont une loi a établi l'organisation, est chargé de l'application de ce vaste programme. Dans tous les domaines de la production agricole « l'Union des intéressés au marché » fixe les prix, édicte les prescriptions relatives à la qualité des produits: l'Union possède les pouvoirs nécessaires pour contingenter et suspendre même certaines productions dans telles ou telles exploitations : « la liberté d'action de l'exploitation isolée comporte les restrictions les plus radicales au profit de l'ensemble des exploitations... le paysan, auquel on garantit des prix pour ses céréales, ses produits laitiers, etc., ne doit pas oublier que toutes les mesures prises ne l'ont pas été pour les agriculteurs seuls, mais aussi pour la nation tout entière; s'il veut voir son existence assurée, le paysan doit aussi s'accoutumer à faire passer ses devoirs avant ses droits (1).

La réglementation de la production et du marché des corps gras a retenu tout particulièrement l'attention du gouvernement allemand; tous ses efforts tendent à développer à l'intérieur du Reich la production du beurre, des suifs, du saindoux, des huiles provenant de la culture du colza, de l'œillette, de la navette, du pavot, du lin. Un office spécial pour les huiles et les graisses a été créé à cet effet. L'accord commercial entre l'Allemagne et la Yougoslavie du 1er mai 1933, prévoit la constitution d'une commission mixte composée de fonctionnaires et de représentants commerciaux, qui devront rechercher l'adaptation de certaines branches de la production agricole yougoslave aux besoins du marché allemand. « Il semblerait ainsi, selon les renseignements dont nous disposons, lit-on dans le rapport de l'Institut international d'agriculture de Rome, que, comme l'Allemagne ne peut absorber de grandes quantités de blé yougoslave, on se propose d'opérer des adapta-

(1) Docteur Ludwig Hermann, chef de division au Stalsamt du Reichsbauernfuhrer, Berlin.

tions dans la production des diverses cultures de ce pays et de substituer un excédent exportable de graines oléagineuses à l'excédent de blé existant. »

LES ENSEIGNEMENTS A TIRER DES EXPÉRIENCES EN COURS

A la réunion de la Commission internationale d'Agriculture, à Bruxelles en juillet dernier, après avoir entendu les rapporteurs exposer le développement donné à l'économie dirigée dans les différents pays, le docteur Laur, secrétaire général de l'Union suisse des paysans, dont la parole et les écrits font autorité en matière d'économie rurale, en tirait cette conclusion : « Le régime de la liberté absolue est terminé : l'intervention de l'État, partout, s'est montrée nécessaire pour éviter les abus de la liberté. »

A quoi le président des associations agricoles polonaises, M. Fudakowski, répondait : « Dites seulement que nous enregistrons des expériences d'économie dirigée; le plus clair, jusqu'ici, des constatations à en tirer est que le système exige une armée de fonctionnaires; et puis, ajoutait-il, on ne voit pas où s'arrêtera la limite de la réglementation; ne va-t-on pas au régime de l'U.R.S.S. où toute initiative de l'agriculteur est supprimée? L'Allemagne et d'autres pays rêvent d'une autarchie économique; est-ce là l'idéal d'une politique économique? Nous avons aussi entendu répéter que la liberté de l'individu devait s'effacer devant l'intérêt du pays; mais qui dira quel est l'intérêt du pays? »

L'auteur du rapport sur les conditions de l'agriculture mondiale en 1933-1934, écrit de son côté : « L'individu devient presque incapable de trouver son chemin dans le dédale des réglementations gouvernementales, et cela non seulement dans les relations internationales, maisaussi, dans une mesure croissante, sur les marchés nationaux. Il ne peut prévoir les conditions d'un marché qui est délibérément manipulé par des autorités spécialement désignées à cet effet, et dans ce fouillis il doit être conduit par la main. Par leurs divers programmes d'économie dirigée, les gouvernements l'assurent contre des pertes imminentes, mais, comme prime d'assurance dans un monde instable et déprimé, l'individu doit renoncer à sa liberté d'action. »

Les interventions de l'État, sans aucun doute, prêtent à la critique, mais ont-elles eu pour conséquence de revaloriser les prix des produits agricoles, de rendre moins pénible la situation des producteurs? Voilà, en fin de compte, ce que désirent connaître nos agriculteurs ; est-il possible de les renseigner à cet égard? Il est incontestable que les mesures prises par les différents gouvernements et que nous venons de rappeler, ont enrayé la chute des prix des produits agricoles, que parfois une hausse et une certaine stabilité des prix ont été obtenues, mais il est trop tôt pour porter un jugement définitif en s'appuyant sur une expérience suffisamment longue. Combien de temps, budgets de l'État, contribuables et consommateurs pourront-ils supporter les charges qu'entrainent forcément toute politique d'économie dirigée et les réglementations qui en sont la conséquence?

Il ne faudrait pas retenir seulement les avantages immédiats qu'on a pu observer; l'économie dirigée est-elle la politique de l'avenir capable d'assurer la prospérité des agriculteurs et celle de la nation tout entière? Telle qu'elle est actuellement pratiquée dans chaque pays, apportant chaque jour de nouveaux obstacles aux échanges internationaux, est-elle une politique capable d'assurer le maintien de la paix entre les peuples? Voilà aussi ce qu'il faut se demander.

En tout cas, nous devons suivre avec une grande attention les expériences qui se poursuivent dans la plupart des pays; nous demander en même temps si les agriculteurs français sont préparés à accepter la discipline, les contraintes, les entraves à la liberté qu'implique tout régime d'intervention constante de l'État. Pour notre part, nous ne le pensons pas.

Et cependant, la production et la distribution des denrées agricoles ne peuvent rester dans l'état anarchique que trop souvent nous sommes obligés de constater, sans qu'il soit tenu suffisamment compte des besoins, des pouvoirs d'achat des consommateurs. Il appartient à la profession organisée de le faire comprendre à nos producteurs agricoles ; il est du devoir de l'État d'encourager les initiatives de la profession organisée, de tenir le plus grand compte des avis autorisés qu'il peut recueillir auprès d'elle.

HENRI HITIER.

LOLA MONTÈS
FAVORITE ROYALE

II (1)

EN BAVIÈRE

QUÆRENS QUEM DEVORET

A Paris, depuis le tragique duel Dujarrier-Beauvallon on s'écartait de Lola Montès. Que faire en cette extrémité ? Aucun scrupule ne l'arrête. Active, ambitieuse, d'un courage viril, elle se sent une force. Ses courses à travers le monde lui ont appris que la beauté demeure toujours, pour une femme, l'atout qui prime tous les autres. « Combien de filles à qui une grande beauté n'a jamais servi qu'à leur faire espérer une grande fortune? » Lola Montès ignore La Bruyère, mais elle connaît les ballades irlandaises qui célèbrent la belle Vinvela « au diadème d'amour ».

Pourquoi pas cette grande fortune, jouer un rôle dans le monde, devenir une Pompadour, une lady Hamilton? « Ayant beaucoup réfléchi, avouera-t-elle crûment, je suis partie tenter de décrocher un prince (2) ! »

Quel autre pays que l'Allemagne, où pullulent Altesses et Majestés, peut offrir un meilleur champ d'expériences à ses ambitions?

Sa garde-robe renouvelée, grâce aux largesses posthumes du pauvre Dujarrier, fringante et parfumée, en grande tenue

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre.
(2) *I am gone to try to hook a prince.*

de combat, une Marguerite sans vertu prit son vol vers la patrie des Faust couronnés.

C'est alors une succession de savantes manœuvres, de travaux d'approche dignes d'un *Dialogue des Courtisanes*. Foulant aux pieds son républicanisme, elle apprend par cœur l'almanach de Gotha. On la voit passer de ville d'eaux en ville d'eaux, à Wiesbaden, à Homburg, à Baden-Baden. Partout où l'on signale une auguste présence, elle arrive, déployant ses grâces et ses falbalas.

A Baden, elle connaît un moment d'espoir. Le prince d'Orange, aguiché, la courtise jusqu'au bout. Mais ce Hollandais flegmatique ne se laisse point prendre aux sortilèges de Circé. Ayant obtenu ce qu'il désirait, il s'en retourne aux brumes de son Zuyderzée.

Sera-t-elle plus heureuse avec Henri LXXII, prince de Reuss? C'est une minuscule Altesse Sérénissime dont les États sont tout petits. Maigre butin; néanmoins, entreprise à poursuivre. Voici Lola invitée au palais. Hélas! cette noble résidence n'a de Versailles que l'ennui. Une minutieuse étiquette y régit jusqu'aux plaisirs. Tant de vétillerie exaspère une nature impulsive; les rapports s'aigrissent vite entre Henri LXXII et sa trop fantaisiste amie. Passe encore qu'elle cravache ses sujets; mais qu'elle se plaise à cavalcader dans ses parterres, écrasant les fleurs des plates-bandes : voilà ce que ne saurait tolérer un despote agronome. Sur des observations mal accueillies, sa main ingrate signa le plus immédiat des arrêtés d'expulsion : Lola Montès et ses bagages avaient jusqu'au soir pour quitter la principauté.

La frontière fut vite franchie; mais où porter ses pas? A l'est, le petit duché de Saxe-Altenbourg, — grand merci! Henri de Reuss l'a pour longtemps guérie de ses pareils. Au nord, la Prusse, — elle ne tient pas à retrouver les gendarmes de Frédéric-Guillaume. A l'ouest, Liszt est à Weimar avec la princesse de Sayn-Wittgenstein; autant éviter cette rencontre. Un souvenir soudain l'illumina.

Sur la Bavière régnait un prince bizarre, même un peu fou, disait-on, qui menait une existence apollinienne parmi les sculpteurs, les peintres et les architectes. Son palais des *Arcadiens*, dans le Lutzgarten, était un musée ouvert aux seuls initiés, aux « véritables Grecs ». Il possédait, pour soi seul,

une *Galerie de Beautés*, éclectique et mêlée, où voisinaient l'archiduchesse avec la chaudronnière. Un idolâtre de la femme, assurait-on, — de toutes les femmes, à condition qu'elles fussent des chefs-d'œuvre. Sans balancer davantage, Lola Montès mit le cap sur Munich.

LE ROI-ESTHÈTE

Sa mémoire ne l'avait pas trahie. Sur le vieux tronc féodal et farouche des Wittelsbach, après tant de Conrad le Mauvais, d'Othon le Cruel, d'Henri le Querelleur, la nature a tout à coup greffé le rameau le plus inattendu.

« Le prince royal de Bavière, écrit Gœthe, en 1809, à Bettina Brentano, est un jour de printemps insouciant et lumineux. Il est parfumé de jeunesse, de fraîcheur exquise. C'est une floraison d'âme sur qui brille encore la rosée du matin ! Ses meilleures forces sont encore en lui sans avoir reçu l'haleine desséchante du monde extérieur. »

Flatteuse appréciation du génie ! Les deux hommes communiaient alors dans le même enthousiasme pour l'Italie, le même culte de l'antiquité. Mais Gœthe ne fit qu'entrevoir l'Altesse vagabonde, un instant rencontrée sur sa route. A le mieux connaître, sa terrible perspicacité en eut vite aperçu les tares et les faiblesses ; elle eut débrouillé ce prodigieux écheveau de contradictions, de facultés incohérentes, qui constituent le fond de sa nature et de son caractère.

Sa longue vie n'est elle-même qu'un long ruban de paradoxes.

Ce Wittelsbach, cet « Allemand entre les Allemands », ce « Teuton obstiné » a son berceau dans cette France détestée, indissolublement liée à son destin, où il reviendra mourir quatre-vingts ans plus tard.

Il vient au monde à Strasbourg, en 1786, où commande son père Maximilien-Joseph, comte-palatin des Deux-Ponts, propriétaire du régiment d'Alsace. Il a pour parrain Louis XVI, Marie-Antoinette pour marraine. Des salves françaises ont salué sa naissance et, le 25 août, jour de la Saint-Louis, sa fête, les grenadiers du Royal-Alsace ont sacrifié leurs moustaches pour en confectionner un oreiller martial à leur petit colonel en survivance.

L'agitation révolutionnaire n'a pas épargné Strasbourg; après le 10 août, sentant sa vie menacée, Maximilien-Joseph s'échappe avec les siens. Ils fuient de refuge en refuge, à Darmstadt, à Manheim, à Rohrbach, tourmentés de transes perpétuelles, qui laisseront des traces profondes dans l'esprit de l'enfant (1).

Une compensation toutefois à tous ces malheurs : par la mort de son frère Charles-Auguste, Maximilien-Joseph devient électeur de Bavière; en 1799, Louis est prince-héritier.

Son éducation se fait à Gœttingue. Il reçoit les enseignements de Jean de Müller qui lui inspire le culte de la patrie germanique, l'amour de l'histoire et de la poésie; s'y pénètre des théories de Winckelmann sur l'art grec où réside la perfection unique. L'ambiance du *Cénacle*, l'admiration passionnée de Klopstock, le souvenir ou la présence des *bardes* et des élégiaques, des Voss et des Burger, des Salis et des Hoelty, développent chez l'étudiant un goût inné du lyrisme en imitation des anciens *minnesinger*. Il rimera toute sa vie, scandera des hymnes à la patrie et à la liberté, avant de chanter ses sentiments intimes : ses amours et ses regrets, le vin et les femmes, de mettre en octosyllabes jusqu'aux catastrophes de chemin de fer et aux crises ministérielles (2).

Louis de Wittelsbach est majeur. Un grand événement s'accomplit, qui doit bouleverser son existence, il part pour l'Italie; il y retournera plus de quatre-vingts fois.

Revenu à Munich, il trouve son pays en effervescence. Par la grâce du *Brigand corse* dont Pie VII attend le pire, la Bavière vient d'être érigée en royaume : le voici prince royal.

Prudemment, Maximilien-Joseph a détourné la foudre, accordant sa fille en mariage au beau-fils de l'ogre. En retour, il a reçu une couronne enrichie du Tyrol et du Trentin.

(1) Devenu roi, comme ses familiers lui reprochent à bon droit certaine négligence vestimentaire : « Voyez-vous, leur répond-t-il, tout cela vient de mon enfance. Lorsque, devant moi, on ne cessait pas de renverser la marmite pour se sauver des gredins de la République, on ne pensait qu'à tenir sa culotte et non pas à la remplacer. »

(2) Ses vers, qui prétendent à rappeler les mètres grecs, sont d'une préciosité tout alexandrine, obscurs et tortueux, alambiqués, dignes d'un Lycophron. Rien de moins allemand, de plus contraire au génie de la langue. Heine les tournera en dérision.

Devenu la « fidèle alliée », la Bavière se joint à la France contre l'Autriche.

Napoléon l'attire aux Tuileries, lui prodigue les faveurs sans parvenir à gagner sa reconnaissance. Le lignager des grands féodaux dissimule à peine son mépris pour le jacobin parvenu. C'est un grand esprit, dit-il, mais une âme basse.

Prince royal, Louis reçoit le commandement de l'armée bavaroise. Contraint de tirer l'épée contre des hommes de sa race, il la brandit vigoureusement. Sous une furieuse canonnade, il force les gués de la Narew et se couvre de gloire à Pultusk ; à Abensberg, il enfonce l'aile gauche autrichienne, déterminant le gain de la journée. Le maréchal, duc de Dantzig, vient le féliciter :

— Oui, répond-il amèrement, c'est à des Allemands que l'Empereur doit ses victoires sur des Allemands.

Entre deux batailles, il s'est marié. Il a épousé cette Thérèse de Saxe-Hildburghausen, toute confite en dévotion, l'épouse qui convient à ce perpétuel agité, la plus terne, la plus effacée, la plus bourgeoise, la plus pot-au-feu des compagnes.

Mil huit cent treize : la fortune a changé de camp. Dans toute l'Allemagne résonne le grand appel aux armes. La guerre actuelle est une guerre sainte, a proclamé Kœrner. *L'Appel, la Chasse sauvage de Lutzow*, les *Sonnets cuirassés* de Ruckert deviennent le bréviaire d'une jeunesse fanatisée

La Bavière, « cette alliée sans reproche des jours de bonheur, gorgée de mes bienfaits » (1), abandonne, comme les rats, le navire en danger. La haine de son prince se satisfait enfin. A la nouvelle de Leipzig, il lance, de Salzbourg, une proclamation enflammée pour célébrer la *Völkerschlacht*, précipiter tous les Allemands à la curée. Au Congrès de Vienne, il amuse la galerie par ses gesticulations forcenées. La surdité le gagne ; il crie... comme un sourd. « Il aurait dû rester dans les montagnes du Tyrol pour annoncer le lever du soleil aux voyageurs endormis », raille Talleyrand. Après Waterloo, auquel il n'assiste pas, le voici à Paris avec les alliés : pour y réclamer la restitution des chefs-d'œuvre enlevés au Vatican, le « peuple de Dieu », présentement égarés au Louvre, —

(1) Napoléon.

celle aussi des marbres arrachés au Parthénon par lord Elgin, ce qui lui vaut une rebuffade de Wellington.

Mais déjà la politique a cessé de l'intéresser; il ne songe plus qu'à sa chère Italie. Il n'est heureux, vraiment heureux, complètement, absolument heureux qu'au delà des Alpes, dans la poussière auguste des ruines, à l'ombre des temples, des basiliques millénaires. Partout ailleurs, il est comme absent. A Munich, on l'a surnommé le *Fremde Prinz*, l'Étranger, en attendant qu'il devienne le *Wahn-sinnige*, le Fou.

A son troisième voyage, en 1820, il éprouve un grand bonheur. Rome lui confère le titre de citoyen. Le voilà *Romano di Roma*! Pour fêter ce beau jour, rompant avec ses habitudes, sa stricte économie personnelle, il achète trente mille scudi la villa Malta, sur le Pincio: cette villa Malta qu'habitera le chancelier de Bulow, d'où l'on découvre une si belle vue sur la *Campagne*, des terrasses plantées d'orangers, pleines du murmure des sources et du chant des oiseaux.

Du Janicule à l'Esquilin, du Palatin au Quirinal, il court inlassablement la ville à la chasse aux antiques. Marbres, bronzes, vases, médailles et camées, des milliers de caisses prennent le chemin de Munich où l'architecte Kleinz édifie la Glyptothèque qui les doit abriter.

Le 12 octobre 1825, la mort de Maximilien-Joseph le fait roi sous le nom de Louis Ier.

Il accomplit en conscience son métier royal, mais sans plaisir, par devoir. Tout son intérêt est ailleurs, avec les peintres, les sculpteurs, les architectes, les entrepreneurs, les maçons qui bouleversent la vieille cité moyen-âgeuse, l'*altstadt* aux maisons à piliers, aux lacis embrouillés de ruelles, pour construire et décorer une ville néo-grecque. Munich se transforme en Athènes: surgissent des Propylées, un Parthénon, une Glyptothèque, une Pinacothèque en briques, qu'on recouvre de stuc et qu'on veine au pinceau, pour imiter le marbre.

Tous ces panneaux et toutes ces fresques, ces statues, ces groupes, ces allégories, épuisent coûteusement le trésor. Afin d'en couvrir la dépense, l'amant des formes grecques, de la *bellezza del mondo* apporte, dans tous les services publics, les retranchements les plus rigoureux, économise sur son entretien, celui de sa maison. Les clefs des chambellans ne sont plus que du cuivre doré. Indifférent aux regards surpris, on

l'aperçoit vêtu de nippes élimées. Le *Musée national* conserve une vieille robe de chambre graisseuse qu'il a portée dix ans.

Les femmes, jusqu'à présent, n'ont pas joué grand rôle dans sa vie. Une intrigue platonique, à Rome, avec la *marchesa* Florenzi, beauté philosophe et bas-bleu, qui ratiocine de l'esthétique selon Hegel, de l'idéalisme suivant Schelling et traduit la *Phénoménologie de l'esprit*; deux aventures moins éthérées avec Charlotte de Hagn, la comédienne, Sophie Schrœder, la tragédienne, auxquelles il consacre des élégies : c'est à peu près tout.

A soixante-trois ans, Louis, roi de Bavière, comte palatin des Deux-Ponts-Birkenfeld, est un long vieillard efflanqué, aux cheveux encore abondants coiffés en coup de vent, au regard impérieux, au nez mince, légèrement busqué, à la bouche dédaigneuse sous des moustaches hérissées et grisonnes, aux gestes vifs et prompts, qui marche, le buste penché en avant, d'un pas toujours pressé.

Les déesses de marbre l'ont jusqu'ici préservé des Circé de chair qui fascinent les rois. Il n'a pas encore rencontré son démon de midi, mais déjà la magicienne est en route !

Louis Ier, à son avènement, avait respecté les libertés octroyées par Maximilien-Joseph. Bien mieux, il les avait étendues. Des réformes semi-libérales avaient été introduites dans le gouvernement. Mais, à la suite de l'ébranlement révolutionnaire produit en Allemagne par les journées de juillet 1830, il modifie radicalement son attitude.

La censure supprimée est rétablie. Des lois nouvelles punissent de mort les crimes de sacrilège et de lèse-majesté. Dans les universités, les cours des professeurs, réputés libéraux, sont suspendus; les idées suspectes traquées dans les familles. Un tribunal spécial est créé à Landshut, pour connaître des délits d'opinion. On se croirait, vers 1840, ramené en Bavière aux plus sombres jours de l'Inquisition.

Pour appliquer un tel programme et si furieusement rétrograde, Louis a trouvé l'homme qui convient en Charles d'Abel qui, depuis avril 1838, est ministre de l'Intérieur. Maître de la police et de l'administration, il fait peser sur la Bavière la tyrannie la plus absolutiste, inaugure une autre Terreur blanche. La publication de la première *Vie de Jésus* par Strauss

a exaspéré sa haine du rationalisme. Le factum infernal est solennellement brûlé en place publique.

Jusqu'ici les Bavarois n'ont vu, dans leur souverain, qu'un toqué inoffensif, absorbé par la bâtisse et la statuomanie. Voici qu'il prend figure à leurs yeux de persécuteur et de monstre. L'opinion regimbe et les corporations d'étudiants s'agitent...

L'ENCHANTEMENT

Louis travaille dans son cabinet, — ce beau cabinet pompéien où Charles Rottman a reproduit, en les aggravant, les fresques de la *Maison du Faune*, — quand un coup discret est frappé à la porte. Le chambellan comte Reichberg se présente.

— Sire, la señora Lola Montès sollicite une audience de Votre Majesté.

Qui est cette Lola Montès? Le Roi s'interroge, cherche à se rappeler. La veille, 24 septembre, il a reçu de M. Freys, intendant des théâtres royaux, un rapport qui la concerne. Cette fille s'est présentée à l'examen du corps de ballet ; le premier danseur Freuzel l'a refusée pour insuffisance...

Lola, dès son arrivée à Munich, a procédé comme à Paris. Ici le baron de Maltitz, gentilhomme bavarois rencontré à Bade, a joué le rôle de Méry. Il s'est beaucoup affiché avec elle, cet excellent baron, dans les couloirs de théâtre et les allées du *Jardin anglais*, sans jamais rien obtenir en échange. Ses amis lui envient la possession d'une femme incomparable qui lui refuse tout. L'un après l'autre, ils se font présenter. Parmi eux le comte Reichberg qui souhaiterait fort le supplanter.

Ayant ainsi noué des relations utiles, Lola concourt à l'Opéra. Non pas qu'elle ait grande illusion. Trop souvent, depuis trop longtemps, elle a négligé ses exercices ; ses pointes sont émoussées, ses jetés-battus « pantalonnent ». Mais elle sait, en cas d'échec, pouvoir en appeler au Roi : Reichberg lui garantit une audience.

La discussion continue dans le *studio* rouge et noir, parmi les amours et les déesses nues. Le chambellan insiste ; le Roi finit par consentir à recevoir la danseuse.

Longtemps, profondément, il détaille l'arrivante. Il la regarde, il la regarde encore. *Quis amare vetat ; quis custodit*

amantes? a copié Rottman au linteau de la porte. Louis subjugué, envoûté, hors de sens, n'essaie même pas de lutter contre la volupté inconnue qui l'enivre. Quand Lola se retire triomphante, elle a gagné sa partie. *I wish to hook a prince* : le prince est « décroché ».

Le soir même, un ordre péremptoire l'imposait à l'Opéra.

Fraü von Kobel nous conte en ses *Souvenirs* (1) l'impression qu'elle ressentit, jeune fille, à la vue de la sirène et comment la sirène exerçait son pouvoir :

« Le 9 octobre 1846, comme je descendais la Briennerstrasse, j'aperçus venir à ma rencontre une dame habillée de noir, la tête couverte d'une mantille et tenant un éventail à la main. J'éprouvai comme un éblouissement et m'arrêtai court, plongeant mes yeux dans les yeux qui m'avaient fascinée. Le regard ardent de leurs prunelles sombres me fixa quelques instants ; un merveilleux et pâle visage sourit, en passant, à mon air égaré. Sourde aux observations de ma gouvernante, je m'élançai pour la rejoindre : elle avait déjà disparu. Telles, me disais-je, doivent être les fées qui paraissent dans les contes et qui s'évanouissent dans l'air. Je rentrai toute bouleversée chez mes parents à qui je rapportai mon aventure. « Ce doit être, dit dédaigneusement ma mère, cette Lola Montès, la danseuse espagnole dont on parle tant. »

« Le lendemain, samedi, je me rendis au Théâtre royal. Dans ma hâte, j'arrivai beaucoup trop tôt et j'eus le temps de lire et de relire cent fois sur l'affiche : « *Le Prince enchanté*, comédie en trois actes, par J. von Platz. Durant les entr'actes, Mlle Lola Montès, de Madrid, exécutera ses danses nationales. » Dévorée d'impatience, je vis le rideau se lever, se baisser, se relever encore et j'aperçus enfin Lola Montès : c'était bien ma fée de la veille.

« La salle applaudissait et sifflait à la fois. On sifflait, m'expliqua mon voisin, à cause des rumeurs qui couraient sur Lola. Elle était, assurait-on, une ennemie des RR. PP. Jésuites, une émissaire des francs-maçons anglais, une impudique enfin qui, suivant les journaux, ne comptait plus les aventures dans toutes les parties du monde.

« Lola Montès gagna le centre de la scène. Elle ne portait

(1) *Unter den vier ersten Königen Bayerns*, 1894.

pas le maillot et le tutu traditionnels des danseuses, mais un somptueux costume espagnol de dentelles et de soie. Elle s'inclina profondément devant la loge où se tenait le Roi et se mit à danser à la façon de son pays, prenant chaque fois des poses et des attitudes plus gracieuses l'une que l'autre.

« Tant que dura sa danse, elle tint les spectateurs sous le charme ; leurs yeux suivaient avec ivresse les mouvements harmonieux de son corps, exprimant tour à tour la passion, la volupté, la douleur ou la joie... Le 14 octobre, Lola Montès parut pour la seconde et dernière fois sur la scène du Théâtre royal. Elle dansa la *cachuca* dans la comédie *le Misogyne* de Bénédix, et le *fandango*, avec M. Opfermann, durant l'entr'acte. Afin d'empêcher toute manifestation hostile, l'orchestre était occupé par les employés du théâtre et plusieurs escouades de policiers en civil... »

Ces butors, ces Munichois ignares, ces lourds buveurs de bière, ont osé siffler Lola ! Le Roi est indigné, écœuré, scandalisé. Non, la divine, la toute belle, ne doit plus s'exposer à pareils outrages. A celle qui réveille en lui des élans oubliés, il offrira le myrte, la pomme et la grenade ; il s'offrira lui-même avec tout son royaume :

Tu viens régénérer l'inspiration lasse,
Guérir des vils soupirs les cœurs que tu soumets ;
Tu viens, dans tes bras nus, où fleurit toute grâce,
Apporter l'idéal qu'on n'embrasse jamais !

Il faut chercher un écrin à ce pur joyau. Louis Ier, si avare, convoque l'architecte Metzger :

— Achetez une maison, transformez-la, démolissez ce qu'il faudra. N'épargnez rien, ne regardez pas à la dépense.

La maison est trouvée dans la Barerstrasse. Un grand vieillard, qui n'est plus râpé, vient surveiller les travaux, gourmander les entrepreneurs. Deux mois écoulés, on pend la crémaillère, — une crémaillère discrète dans le plus doux, le plus enivrant, le plus délicieux tête-à-tête.

Ils se voient tous les jours ; tous les jours Louis vient adorer son idole, lui réciter les vers qu'il compose à sa gloire.

— C'est là, ricanent les passants, que le Père de la Patrie conjugue le verbe aimer avec une étrangère.

Le conjugue-t-il vraiment ? Vingt ans plus tard, agonisant

à Nice, il jure toujours son innocence, proteste que Lola, son amie, n'a jamais été sa maîtresse...

Cependant l'agitation règne au camp ultramontain. Ses chefs se sont renseignés, leur inquiétude est vive. Cette Lola Montès, cette « romance espagnole », affiche des sentiments détestables, des idées subversives. C'est un suppôt de l'enfer. Il faut à tout prix arracher un insensé de ses griffes.

A Munich, une opinion facilement influençable est ameutée contre l'intruse. L'ère des affronts publics s'ouvre pour Lola. On s'écarte, sur son passage, comme d'une pestiférée Au théâtre, le vide se fait autour d'elle. La presse bien pensante se déchaine outre-Rhin. Les plus nauséabondes grossièretés se déversent à flots.

Résultat nul. Le Roi dédaigne les attaques et se rit des insultes. Il charge même son bibliothécaire en chef, Lichenthaller, de collectionner charges et croquis, libelles et pamphlets, voulant, dit-il, conserver à la postérité « cette montagne de boue, de honte et de chantage ».

Alors, les grands moyens! Louis est croyant : on agira sur son âme, on le menacera des châtiments éternels. L'archevêque de Munich se rend au palais, entame un sermon indigné, mais un geste du roi l'arrête.

— Évêque, laissez-moi ma Lola, si vous tenez à votre *stola* (1).

Le prélat épouvanté n'a point l'esprit à goûter l'assonance. Il sort en se signant, murmurant des prières : — Jésus, Sa Majesté est possédée !

Metternich, avisé, dépêche un émissaire à Munich. Une créature comme Lola doit être vénale; qu'on offre un peu d'or à celle-ci pour s'en débarrasser. M. le baron von Lintenau part pour Munich, muni des instructions les plus circonstanciées. Il se présente à la Barerstrasse, fait passer sa carte. Après les plus onctueuses préparations, l'émissaire du « lieutenant de Dieu » arrive à l'objet de sa démarche.

— La politique a parfois de cruelles exigences; mais la raison d'État commande impérieusement. Comme a si bien dit M. de Metternich, les trônes sont une puissance morale émanée de Dieu ; les révolutions, une gueule ouverte pour avaler

(1) Insigne ecclésiastique

l'ordre social. Les peuples ont besoin de repos et d'immobilité Alors, dans l'intérêt de tous, au nom de sa propre sûreté, ferait-elle mieux de partir, de quitter la Bavière...

Le gentilhomme se fouille, sort un papier de sa poche :

— Ceux qui l'envoient sauront reconnaître un service, acquitter leur dette à son obéissance. Si une traite de deux mille livres sterling sur la banque Rothschild, de Londres...

Lola saisit le mandat tentateur. Elle n'hésite même pas. Cinquante mille francs, une misère!... Et puis le « vieux » l'amuse et l'attendrit un peu. Il subsiste tant de fraîcheur dans cette âme naïve, de jeunesse et d'ingénuité sous ces cheveux blancs. Louis est si bon, il est tellement sa chose! Ce serait lui causer une telle douleur...

Les yeux dans les yeux de M. de Lintenau, Lola Montès déchire le chèque en morceaux et va se pendre à la sonnette :

— Reconduisez monsieur... Je n'y serai jamais pour lui.

Puis, redevenue pratique, elle va claironner son désintéressement chez tous ses amis. Le Roi, comme il sied, est le premier informé. Non, son cœur ne l'avait pas trompé. Lola est bien un ange, un ange méconnu. Honte, ignominie sur de vils calomniateurs!

Son enthousiasme et sa gratitude s'épanchent dans un sonnet éperdument tarabiscoté (1).

Cette effusion poétique ne suffit pas : il faut mettre la bien-aimée à l'abri de nouvelles offenses, lui assurer un rang qui force le respect.

Mais, pour conférer l'indigénat civil et nobiliaire, la constitution bavaroise, cette bégueule, exige l'assentiment de tous les ministres, la signature de leur chef. Il suffit. De sa dextre royale, Louis grossoie lui-même, avec amour, le décret octroyant à la señora Marie-Dolorès Porriz y Montès, « pour services artistiques rendus à la couronne », les titres de comtesse de Landsfeld, baronne Rosenthal, avec tous les droits, privilèges, immunités d'usage, y compris la basse et moyenne justice sur deux mille paysans. L'acte sera ce soir sur le bureau d'Abel : il lui faudra se soumettre ou se démettre

(1)
Le monde hait et persécute
Nos deux cœurs ensemble liés.
Quoi qu'il puisse dire ou tenter,
Ils sont à jamais réunis...

LE MÉMORANDUM

Dans son cabinet, au ministère de l'Intérieur, Charles d'Abel a, ce matin glacé de février, réuni ses collègues en conseil. La vaste pièce à trois fenêtres, sur la Theresienstrasse, est sévère et solennelle, — moins solennelle et sévère que le sombre visage du premier ministre.

Que leur veut-on? Pourquoi cette convocation inopinée? Les hauts fonctionnaires à tempes grises se tiennent devant leur chef, de la curiosité dans les yeux, de l'inquiétude aussi.

— Merci, messieurs, commence celui-ci, d'avoir tous et si vite répondu à mon appel. Il a fallu, n'en doutez pas, un événement grave et bien douloureux, hélas! Vous n'ignorez pas la triste situation où nous plonge la folie du Roi. A cause d'une femme, les assises de l'État tremblent sur leurs bases, notre situation est menacée.

Acquiescement unanime.

— Je suis heureux de constater que nous sommes tous d'accord, continue d'Abel. A présent veuillez prendre lecture de ce que Sa Majesté m'a fait tenir dans la soirée d'hier.

Chacun fait cercle, se penche sur la pièce étalée sur la table. Un cri de stupeur indignée jaillit de toutes les poitrines.

— Cette fille, comtesse de Landsfeld! s'emporte le comte von Seinsheim, ministre de la Justice, ce serait le déshonneur pour mon pays. Comme chancelier du royaume, je ne signerai pas ce brevet.

— Ni moi, comme président du Conseil, approuve d'Abel en lui serrant la main. C'est pourquoi, messieurs, poursuit-il, certain à l'avance de votre assentiment, en notre nom à tous j'ai préparé notre réponse au Roi. La voici :

« Sire,

« Il est des circonstances où les hommes appelés par la haute confiance du monarque à la direction des affaires publiques se voient placés dans la cruelle alternative, ou d'abdiquer leurs devoirs les plus sacrés, ou d'encourir la disgrâce de leur maître. Telle est la dure nécessité qui oblige aujourd'hui vos ministres, à la suite de la résolution prise par Votre Majesté d'octroyer à la señora Montès des lettres de

noblesse et de naturalisation. Mais notre conscience commande (1).

« Loin de nous la pensée d'oublier le serment d'obéissance prêté à Votre Majesté ; mais il nous faut bien lui dire que les mesures proposées, en faveur de la señora Montès, si elles devaient être suivies d'application, constitueraient le plus grand malheur qui puisse la frapper et toute la Bavière avec elle.

« Sire, c'est à la fois l'opinion de tous vos ministres et celle de vos fidèles sujets. Le pays a les yeux fixés sur Munich. Le respect qu'on doit au souverain s'affaiblit dans les esprits ; de toutes parts, l'on n'entend plus à votre adresse que les blâmes les plus rigoureux. Le sentiment national est ulcéré. Les personnalités les plus respectables, tel Mgr l'évêque d'Augsbourg, versent des torrents de larmes, à la tristesse du spectacle qui afflige leur vue. Les ministres de l'Intérieur et des Finances ont été témoins de son affliction...

« L'archevêque prince de Breslau, Son Éminence le cardinal Diepenbrock, primat de Pologne, a écrit, dans les termes les plus émouvants, à diverses personnes pour exprimer sa réprobation...

— J'ai reçu la lettre de Son Éminence, corrobore le ministre de l'Instruction publique et des Cultes von Schrenk.

— « Les journaux étrangers se font quotidiennement l'écho des bruits les plus scandaleux, des attaques les plus dégradantes contre Votre Majesté. Ce n'est pas seulement sa réputation, mais l'existence du régime qui se trouvent ainsi compromises. Les choses en sont arrivées au point que l'armée elle-même est atteinte dans sa fidélité.

« L'exposé que les soussignés osent placer sous les regards de Votre Majesté, n'est pas le fantôme d'une imagination apeurée, mais le résultat des observations que chacun d'eux a pu faire dans le cercle de ses attributions respectives. C'est pourquoi nous la supplions humblement d'écouter une prière qui nous est imposée par le sentiment de notre devoir, le désir de la mettre en garde contre un danger redoutable, menaçant à la fois la sécurité, le pouvoir et le bonheur à venir d'un roi bien-aimé.

(1) D'après la traduction publiée par le *Morning Herald*.

— J'arrive, messieurs, à la conclusion nécessaire. J'espère que, sur ce point capital, notre accord continuera d'être unanime. On ne nous le pardonnerait pas où vous savez.

Cet avertissement donné, il achève :

« Après en avoir mûrement délibéré, les ministres soussignés sont arrivés à cette conviction que si, par une catastrophe qu'ils ne veulent point envisager, leur voix ne devait pas être entendue de Votre Majesté, ils n'auraient plus qu'à résigner les hautes fonctions dont les avait investis sa confiance et à remettre entre ses mains la démission de leurs emplois. »

Un silence règne ; mais ces messieurs doivent être exactement renseignés sur la nature de cet *On* mystérieux dont ils sont menacés ; ils ne soulèvent aucune objection. Sous la signature d'Abel et la date : Munich, 11 février 1847, l'une après l'autre, leurs signatures revêtent le document qui leur est présenté.

Cinq minutes après leur départ, d'Abel demandait sa voiture et se faisait conduire au palais.

Peut-être se leurre-t-il d'un dernier espoir. Son dévouement incontestable à la monarchie, les services rendus, la faveur pontificale, l'appui sans réserve de Metternich, doivent lui paraître autant de raisons de ne point abandonner la partie.

Le Roi avait pris, en recevant Abel, son air le plus Wittelsbach, qui contraignait au respect, même les plus hardis. Il accueillit le *mémorandum* sans colère, avec le plus dédaigneux sourire. D'Abel s'attendait à des éclats indignés, une explosion de fureur, la scène fameuse de Napoléon à Talleyrand. Il avait préparé des arguments personnels, propres à émouvoir le cœur du Roi. Son calme hautain le déconcerta.

— Bien entendu, monsieur, s'entendit-il répondre, ni vous, ni vos collègues n'êtes plus mes ministres. J'enregistre vos démissions, j'aviserai à vous donner les successeurs qui conviennent. Pour votre part, puisqu'on m'incrimine à l'étranger, paraît-il, le devoir d'un loyal sujet est de défendre son roi. Vous partirez donc me représenter à Turin. Vos lettres de créance vous seront envoyées ce soir. J'ai dit, je ne vous retiens plus (1).

Étourdi par ce coup imprévu, l'exilé malgré soi se retirait

(1) La nomination d'Abel, à la cour de Sardaigne, est en effet du 20 février.

en balbutiant. Un geste le figea sur le seuil. Le Roi avait saisi des pincettes et tendait le mémorandum aux flammes de la cheminée :

— Un dernier mot. Ce torchon... Il n'y en a pas de copies ?

— J'en donne ma parole à Votre Majesté.

Il mentait... Peut-être, dans son émoi, avait-il oublié. La minute de la « remontrance » avait été remise au ministre de la Justice von Seinsheim. Étourdiment ou à dessein, celui-ci l'ayant laissée traîner sur son bureau, elle avait été ramassée par sa sœur, la plus verbeuse, la plus cancanière vieille fille. Quelle aubaine ! S'en étant emparée, la babillarde demoiselle l'avait colportée dans les salons où elle fréquentait. Suivant leur humeur, les uns s'étaient égayés, les autres renfrognés ; mais tous avaient copié. L'un de ces doubles ne tardait pas à prendre le chemin des journaux. La *Gazette d'Augsbourg*, l'ayant publié en belle page, la presse européenne la reproduisait incontinent dans ses colonnes.

Ce fut un éclat de rire. Le *Times*, dans un article de tête, accabla de son ironie la vertueuse indignation du cabinet démissionnaire : « Où allons-nous, si les ministres se mettent à pleurer les écarts de conduite des rois, et quels torrents de larmes ces pudiques censeurs n'auraient-ils point versés sous certains règnes ?... »

Les sanglots de Mgr d'Augsbourg n'obtenaient pas un moindre succès. De petits illustrés le représentèrent en fontaine, en Niobé.

Exaspéré, Louis Ier s'occupait à constituer son nouveau ministère.

L'AFFAIRE DEVIENT POLITIQUE

— J'ai f... tous ces gens-là dehors, s'est-il joyeusement écrié, rejoignant sa chère Lola dans leur nid parfumé. Puis il a tiré de sa poche une liste de noms.

A l'Intérieur, le baron Zu Rhein succède à d'Abel ; le procureur Maürer prend la Justice ; le conseiller Zenetti et le général von Hohenhausen vont aux Finances et à la Guerre. Tous sont des libéraux notoires : Maürer est protestant, le premier qui remplisse un tel poste. C'est le renversement de toute la politique bavaroise depuis quinze ans.

Sous quelle influence ?... La colère du Roi s'explique assez par elle-même, sans qu'il soit besoin d'aller chercher à ce revirement des raisons qui lui soient extrinsèques. Les attaques dont il est l'objet et n'ignore pas l'origine, ont exaspéré sa bile. Il retourne aux idées de sa jeunesse : tant d'injustice le révolte. L'autoritaire qu'il est resté se cabre : tant pis pour les hypocrites. Mais les hypocrites ont déjà commencé d'entamer une autre chanson. La favorite n'est pas seulement l'envoyée du diable, la bête de l'*Apocalyspe* ; elle est un agent politique, l'instrument des forces occultes qui préparent en Europe la révolution.

L'a-t-elle été vraiment, cette fringante Lola, républicaine d'occasion, qui voulait si bien *décrocher* un prince ? Ayant atteint son but, la question ne devrait pas se poser. On l'a beaucoup dit pourtant et beaucoup imprimé. Pour ceux-ci, elle fut émissaire des francs-maçons anglais, — ce qui ne résiste pas à l'examen, la maçonnerie britannique poursuivant de tout autres fins que les loges continentales. Pour ceux-là, elle est aux gages du Foreign Office, — ce qui pourrait paraître plus sérieux : le gouvernement de la Reine ne cessant pas de favoriser, à cette époque, les menées anti-absolutistes en Europe, soutenant la Confédération helvétique contre le *Sonderbund*, les *Christinos* espagnols contre les Carlistes, sympathisant avec les Italiens dans leurs luttes pour la liberté.

Malgré l'attrait romanesque de pareilles suggestions, on doit refuser de les entendre. Tout au plus admettrons-nous, qu'intelligente, ignorant la peur, elle ait cherché d'agir, en certains cas, sur l'esprit du Roi, à l'encourager dans ses résistances, entraînant, contre sa volonté, la catastrophe qu'elle souhaitait empêcher.

Dans l'imbroglio confus et tumultueux qui va suivre, les seuls agents provocateurs à mener la sarabande sont les hommes de Berlin ; l'unique main à tirer la ficelle des pantins qui s'agitent, celle de la Prusse, toujours ardente à poursuivre ses visées ambitieuses, à fomenter des troubles dans les petits États, pour les mieux agripper ensuite. *Is fecit cui prodest.*

Lorsqu'on relit dans les journaux du temps les détails de cette longue crise de régime, ces articles inspirés où reviennent à chaque ligne les grands mots de conscience et d'honneur

national, il est impossible de ne pas conclure à la manœuvre concertée, de ne pas sentir la présence du chef d'orchestre invisible qui conduit la charivarique symphonie. Tout cela pour une Espagnole, qui ne l'est pas ; pour une danseuse qui ne sait pas danser !

Nous savons comment naissent et s'entretiennent de telles campagnes. Sans doute les Bavarois, livrés à leurs seules impressions, eussent-ils accueilli avec indifférence ce changement d'un ministère ultramontain pour un ministère libéral. Les clameurs d'une presse largement arrosée vont tout empoisonner. Le feu est attisé partout, au nom de la famille, de la morale, de la religion menacée, pour le salut de la patrie en danger. Des sermons de pénitence sont prêchés dans les églises. Une tempête s'élève, qui va tout emporter.

— Je n'abandonnerai jamais Lola, elle est la plus noble des créatures, a déclaré le Roi : ma couronne pour Lola !

ÉMEUTES

Derrière les fenêtres de la Fustenried, son élégant palais, 19 Barerstrasse, dont un journaliste anglais, George-Henry Francis, a décrit les splendeurs (1), Lola Montès, le sourire aux lèvres, regarde grossir l'attroupement tumultueux qui vocifère devant la porte.

La presse a marché aux ordres. Travaillées par une intense propagande, les réactions des esprits, à l'annonce du renvoi d'Abel, ont été des plus vives. L'agitation a d'abord gagné l'Université. A l'encontre de ceux de France et d'Italie, les étudiants munichois demeurent profondément attachés aux idées traditionnelles. Un de leurs maîtres les plus estimés, le professeur Lassaulx, s'est donc fait l'interprète du sentiment général, en faisant tenir au ministre disgracié une adresse de

(1) *Frazer's Magazine*, n° de janvier 1848 : « La maison de Lola Montès, à Munich, contraste heureusement, par ses proportions, avec le style monumental qui caractérise l'architecture de cette ville. C'est un bijou construit sous ses yeux par un artiste de son choix. Légère et gaie, élevée de deux étages, elle est bâtie à l'italienne. D'élégants balcons en fer forgé relèvent la simplicité de l'ensemble... L'intérieur surpasse tout ce qu'on a fait de mieux à Munich par le luxe des aménagements. C'est à la fois le triomphe du goût français et du confort britannique. Les murs des pièces de réception sont couverts de décorations dues aux premiers artistes de l'Allemagne et qui reproduisent les fresques récemment découvertes à Pompei et à Herculanum... »

sympathie. La révocation de l'insolent a suivi dans les vingt-quatre heures.

Indignation chez toute la gent estudiantine. Exaspérés, les cinq clubs corporatifs : *Franconie*, *Bavière*, *Istrie*, *Palatinat* et *Souabe*, sont allés, ce matin du 1er mars 1847, manifester en corps et toutes bannières au vent, devant la maison de ce Lassaulx, qu'ils ont furieusement acclamé. La Theresienstrasse où il demeure est voisine de la Barerstrasse. Quelqu'un a crié : « Chez Lola! » La bande a suivi ce guide infiniment suspect, qui s'est éclipsé, sa besogne accomplie. Leurs clameurs, à présent, emplissent la rue, où s'ameutent les passants :

— *Pereat !*... A bas la sorcière!... Dehors la concubine!

Lola a été réveillée par ce hourvari. Comment répondre à ces malotrus? Dans un geste de bravade, qui ne manque pas d'allure, une coupe de champagne à la main, elle paraît sur le balcon, la vide railleusement à la santé de ses ennemis.

Sa crânerie eût peut-être désarmé d'autres foules : celle-ci ne connaît point ces brusques revirements des races latines. Les hurlements redoublent; tous les carreaux brisés, on attaque la porte. Soudain le bruit cesse, les poings irrités s'interrompent de marteler les vantaux.

Le Roi vient d'apparaître. Haute silhouette maigre, nu-tête à sa coutume, les refoulant de sa canne à béquille d'or, il traverse les rangs pressés des manifestants et pénètre sans émoi dans la Fustenried pour sa visite quotidienne. Lorsqu'il en voulut sortir, son départ, sous les huées, fut beaucoup moins tranquille. Des éléments louches se sont infiltrés parmi les étudiants, qui n'ont pas le respect de la majesté royale et pousseraient volontiers à l'extrême. L'apparition des carabiniers suffit heureusement à déblayer la place.

Les passions excitées contre elle, il eût été sage à Lola de s'attirer des sympathies. Au lendemain de l'échauffourée du 1er mars, elle avait un rôle à jouer : intercéder pour les mutins les plus compromis que des mouchards avaient dénoncés. Avec la mobilité de leur âge, si prompt aux volte-face, les étudiants eussent applaudi un geste d'apaisement. Bien loin de l'essayer elle poursuivit le châtiment des coupables qui furent exclus de l'Université. Cette vengeance ne lui suffit pas; soupçonnant le chef de la police, von Pechmann, de tiédeur à son endroit, elle

provoqua son remplacement. D'autres exécutions suivirent dans le personnel enseignant et les bureaux ministériels.

Ainsi, par esprit bien féminin de rancune, plutôt que par appétit véritable du pouvoir, se trouve-t-elle conduite à s'ingérer dans les affaires publiques, justifiant les attaques dont elle est l'objet.

Celles-ci redoublaient de violence. Les agents de la Prusse ne cessaient pas de jeter l'huile sur le feu. Sous main, — les *papiers de Bernstorff* en font foi, — l'Autriche encourageait et finançait la campagne. Il s'est engagé là une partie diplomatique, clandestine et serrée où servait d'enjeu le sort du royaume. Les choses en vinrent au point que la « comtesse prématurée », la « bête de l'Apocalypse » ne pouvait plus se montrer dans les rues sans être insultée. Elle réagissait à la manière forte par des coups de cravache, mauvais moyen d'augmenter sa popularité. La police impuissante à la protéger, il fallut songer à lui donner des gardes du corps.

Une moitié du club *Pfalz* (Palatinat), composée d'étudiants protestants acquis aux idées libérales, avait refusé de s'associer à la démonstration contre la favorite. Le *divide ut imperes* parut être de bonne politique à celle-ci. Elle convoqua donc à la Fustenried leur président, le comte Hirschberg, lui décocha ses plus enivrants sourires, fit sa conquête en un tournemain. La création d'un sixième club dissident, *Allemania*, sortit de leurs entretiens. La comtesse de Landsfeld se déclara la protectrice de la nouvelle association, accepta le titre d'*Ehrenschwester* (sœur honoraire), la dota, de surcroît, d'un pimpant uniforme. N'ayant jamais dédaigné le travesti, elle revêtait, aux jours de réunion, la tenue seyante qu'elle avait imaginée : l'écharpe jaune barrant la tunique de velours noir à brandebourgs sur la culotte de peau blanche; sur ses cheveux un calot rouge brodé d'or.

En retour, *Allemania* s'était constituée sa garde prétorienne, veillant sur sa personne, l'escortant dans ses promenades. Outre Hirschberg, trois autres de ses membres, Peisner, Hertheim et Laibrüger, caracolent plus volontiers autour de sa voiture. Lola les a gentiment surnommés Athos, Porthos et Aramis; les Munichois, ignorant Dumas, mais ferrés sur la Bible, les appellent Belzébuth, Astaroth et Samaël.

Enchanté, le Roi avait aussitôt reconnu *Allemania*, obligé

le recteur Thiersch à lui accorder des privilèges exceptionnels. Dans un banquet donné en leur honneur au palais de Nymphenbourg, le ministre von Bercks saluait « de valeureux jeunes gens, champions du progrès et des lumières ».

Au début de l'été, le calme semble rétabli. Apparence trompeuse : le pays continue à fermenter, mais son attention immédiate se détourne ailleurs. De graves événements vont se dérouler dans la Suisse voisine. La lutte ouverte est engagée entre radicaux et catholiques, entre le gouvernement fédéral et le *Sonderbund*. La guerre civile s'annonce. Qui l'emportera? Quelles en seront les répercussions en Bavière ? Dans l'attente, l'opinion publique se réserve, prête à voler au secours du vainqueur.

On paraît oublier la scandaleuse Lola; elle peut aller et venir dans Munich sans provoquer d'esclandre; le Roi est acclamé au théâtre comme au bon temps.

En réalité, l'accalmie est toute passagère : la bonace avant l'ouragan. Louis n'a plus une faute à commettre ; il les accumule à plaisir. La plus lourde serait le renvoi de Zu Rhein, qui possède la confiance des modérés. En novembre, Zu Rhein est remplacé par von Bercks, protégé d'une conseillère trop bien écoutée, grisée d'un succès illusoire. Après les « marguilliers de la vertu », c'est s'aliéner les éléments bourgeois, accentuer la poussée à gauche au tournant le plus dangereux d'une politique nouvelle. Le général Dufour vient d'écraser à Lucerne la rébellion du *Sonderbund*. Un vent de liberté souffle en Allemagne, où les agitateurs proclament la souveraineté du peuple. D'autres mains, pour d'autres desseins, vont saisir à Munich les fils d'une intrigue souterraine. Les révolutionnaires entrent en scène. Pris entre deux feux, débordé sur ses ailes, mal soutenu par un centre hésitant, Louis succombera dans cette lutte inégale. « Ma couronne pour Lolita! » Vainement il sacrifiera l'une sans parvenir à sauver l'autre.

LE RENVOI D'ESTHER

Tapageuse assemblée au cimetière Saint-Henri, l'antique nécropole munichoise. On enterre le célèbre professeur Goerres, Jean-Joseph de Goerres, l'un des ennemis les plus

acharnés de Lola, vieux lutteur des années glorieuses du *Sturm und Drang*, un ex-vieux lutteur, ces derniers temps, versé dans le mysticisme. Aussi des irréconciliables se sont-ils, un instant, réconciliés sur son cercueil. Force discours pathétiques ont été prononcés. Des orateurs enflammés ont exalté tour à tour l'apôtre de *l'Allemagne et la Révolution*, le héros vertueux qui, sur sa couche funèbre, combattait encore pour les bonnes mœurs, se dressant dans son agonie, le bras tendu vers le château, murmurant d'une voix éteinte : « Je meurs pour ne pas vivre sous les ordres d'une gourgandine. » La police est intervenue ; on s'est gourmé vigoureusement. Profanation !

Tous les étudiants sont là. Tous? non, ceux d'*Allemania* manquent à l'appel. On ne voit pas flotter, cravatée de crêpe, leur bannière or et rouge au milieu des autres drapeaux. Pressentant ce qui doit arriver et que leur divinité tutélaire ne serait point à l'honneur, ils ont préféré s'abstenir. Dans la surexcitation des esprits, cette absence leur est reprochée comme une insulte. On décide d'aller huer les déserteurs au siège de leur club, à la Fustenried, où la comtesse de Landsfeld leur a fait construire une salle de réunion, une *kneipe* ornée de ses emblèmes. Lola pourrait, elle devrait rester enfermée chez soi. Mais le danger ne l'a jamais fait reculer et ces façons de dompteuse sont bien dans sa nature. Pour mater les fauves, la voici dans la rue, où ses fidèles font déjà le coup de poing. Les hurlements, les vociférations s'exaspèrent à sa vue :

— Bien, fait-elle superbement, demain l'Université sera fermée.

On se rue sur elle. Sa « chevalerie » trop peu nombreuse est enfoncée ; le comte Hirschberg, qui a sorti sa dague, s'écroule assommé. Elle va être écharpée, quand les carabiniers royaux la dégagent à grand peine, la poussent dans l'église des Théatins au droit d'asile séculaire et respecté. Elle put reprendre ses esprits dans la sacristie, sous l'œil épouvanté des vicaires qui se signaient en l'apercevant.

Le lendemain, 9 février, le Roi mettait à exécution la menace orgueilleuse. La fermeture de l'Université était prononcée pour un an ; les étudiants non munichois devaient quitter la ville dans les vingt-quatre heures. Dès lors les événements vont prendre un rythme accéléré : les révolutionnaires ont compris que le moment d'agir est venu. A la voix

de leurs chefs, ce qui n'avait été jusqu'ici que désordres intermittents se transforme en insurrection. Le commerce local est gravement atteint par une décision qui lui retire sa meilleure clientèle. Le départ d'un millier d'étudiants est une lourde perte pour tout ce qui nourrit, habille, chausse ou coiffe ces jeunes gens; pour tout ce qui les abreuve et les amuse aussi. Syndic en tête, la municipalité se rend au palais supplier le Roi. Un refus hautain leur est opposé. Par une manœuvre évidemment concertée, Munich se couvre aussitôt de barricades, aux cris de Vive la République! La situation s'aggrave d'heure en heure; les bourgeois, lésés dans leurs intérêts, font cause commune avec les insurgés. Elle est devenue si critique le 11, qu'il faut, en hâte, réunir un conseil de cabinet. Les ministres, sentant crouler l'édifice, conjurent à leur tour Louis de rapporter son édit. Il cède après une longue résistance : l'Université rouvrira ses portes dans trois mois.

L'heure est passée des demi-mesures qui ne satisfont personne; les rebelles s'encouragent de cette concession même. Ils exigent à présent la réouverture immédiate des cours; plus impérieusement encore le « renvoi d'Esther », le départ de la « saltimbanque », instigatrice d'une mesure odieuse.

« Ma couronne pour Lolita!... » Le cœur déchiré, l'esprit en désarroi, pris entre son amour et la guerre civile, Louis, sans pouvoir décider, lutte contre soi-même. Une scène dramatique se déroule, pendant que des volées de pierres s'abattent sur le Château, que chargent gendarmes et carabiniers pour en défendre l'entrée. Le prince Wallerstein, ministre des Affaires étrangères, se jette aux genoux du Roi, l'adjure, au nom des siens, de consentir un sacrifice indispensable au salut de la monarchie. Comme on l'a prétendu sans en fournir la preuve, a-t-il alors montré des lettres de Mazzini adressées de Londres à Lola Montès, saisies à la poste, qui établissaient leur complicité; sorti des rapports de police indiquant le montant des sommes qu'elle touchait de l'étranger?... Beaucoup plus simplement, sans doute, un vieux compagnon de sa jeunesse sut-il trouver ces accents victorieux, sortis du cœur, qui balaient toutes les résistances; ou bien le filleul de Louis XVI et de Marie-Antoinette vit-il surgir, en sa mémoire, des fantômes sanglants sur la place de la Révolution?

Saisissant une plume, il signe, d'une main tremblante, l'ordre qui bannissait la comtesse de Landsfeld.

— Je ne suis plus que l'ombre d'un roi, s'écrie-t-il ensuite avec désespoir.

La nouvelle vite répandue soulève des transports d'enthousiasme. Louis y regagne ses derniers instants de popularité. Ayant obtenu satisfaction, les bourgeois déposèrent leurs armes et rentrèrent chez eux, laissant leurs alliés d'une heure se débrouiller comme ils pourraient. Réduits à leurs seules forces, ceux-ci sont bientôt dispersés. Leur coup a manqué.

Cependant les deux commissaires de police Weber et Dichtl se présentaient à la Fustenried pour notifier à Lola l'arrêté qui la frappait d'expulsion. Elle commença par leur rire au nez. Ils lui mirent sous les yeux la signature du Roi et lui montrant la cohue attroupée sous ses fenêtres avec des cris hostiles :

— Hâtez-vous, madame, il y va de votre vie.

Elle doit se rendre à l'évidence. Vingt minutes plus tard, un landau fermé, encadré par un escadron de cavalerie, quittait la Barerstrasse sous une grêle de projectiles, dans un vacarme effroyable de sifflets, d'injures et de malédictions, emportant au grand trot vers la gare une femme écumante. Il n'a pas disparu que la foule se rue d'un seul élan sur l'antre de la « sorcière », dévastant, saccageant tout sur son passage, avec cette fureur imbécile de destruction propre à la racaille de tous les pays.

Très pâle, un grand vieil homme contemplait hagard et silencieux cette scène de vandalisme. Ceux qui reconnaissaient le Roi ne l'insultaient même pas. Il était déjà comme s'il n'était plus.

Rentré au Château quand tout fut consommé, alors qu'il ne restait plus rien du cadre et du décor qu'il avait tant chéris, il s'enferma dans son cabinet pour composer une dernière élégie :

Vous m'avez chassé de mon paradis,
Du fiel, sur mes jours, vous avez versé!...

L'ABDICATION DU ROI

La comtesse de Landsfeld n'alla pas loin. C'était la juger mal que supposer qu'elle accepterait placidement une défaite résignée. Au premier arrêt, elle sauta du train, se réfugia dans une auberge. Ses trois cavaliers-servants, Peisner, Hertheim et Laibrüger, l'ayant rejointe, elle rentrait le lendemain à Munich, sous un déguisement masculin.

Elle compte sur von Bercks, le ministre qu'elle a hissé au pouvoir, qui prétend l'aimer et roule des yeux blancs sitôt qu'il l'aperçoit. Impossible qu'il puisse refuser de faire porter au Roi la lettre qui lui demande une entrevue. Cinq minutes de tête-à-tête, elle est assurée de reconquérir Louis.

Son Excellence consent à recevoir un élégant jeune homme qui veut l'entretenir d'une affaire touchant à la sûreté de l'État. Bon! quelque dénonciateur venu traiter son prix. Il bondit effaré, reconnaissant son visiteur, recevant en plein l'éclair du regard unique. Sans vouloir écouter un seul mot, il appelle. On arrive :

— Emmenez ce pauvre garçon; qu'on le surveille étroitement : c'est un malheureux fou qui se prend pour Lola Montès.

Et pendant qu'on entraine un forcené rugissant, trépignant, mordant et griffant, il court porter au Château le décret qui retire à la comtesse de Landsfeld son titre, sa naturalisation et la met hors la loi.

Dépassant Lola Montès qui ne fut jamais qu'un prétexte, la suite des événements appartient à l'histoire d'Allemagne. La révolution était partout dans l'air; après quelques jours d'accalmie, à l'instigation des prêcheurs de révolte, les troubles reprirent de nouveau. Louis, assurait-on, se refusait à convoquer les Chambres chargées de reviser la Constitution. Ce fut encore une fois un immense malentendu. Des masses grondantes recommencèrent à déferler aux grilles du palais, réclamant un droit qu'il n'était pas question de discuter. Munich, à nouveau, se hérissa de barricades; on incendia la préfecture de police, on pilla l'arsenal et le musée des armures. Un défilé carnavalesque parcourut la ville en morions et salades, la pique ou l'arquebuse au poing. Louis décou-

ragé laissait faire, dégrisé de Lola, mais écœuré de tout :

— N'est-ce pas, raillait-il, c'est toujours la noble indignation des consciences contre la honte et la débauche !

Jusqu'au jour où n'en pouvant plus, harcelé des conseils de ses ministres et des prières de sa famille, il résout brusquement de passer la main, d'abdiquer en faveur de son fils aîné Maximilien. Le 21 mars 1848, les murs de Munich affichaient son ultime proclamation royale :

« Bavarois ! Des temps nouveaux commencent, différents de ceux prévus par une Constitution que j'ai toujours respectée et sous laquelle j'ai gouverné pendant vingt-trois ans. Je résigne ma couronne au profit de mon fils bien-aimé le kronprinz Maximilien. A l'instant où je descends du trône, mon cœur brûle toujours du même amour pour la Bavière et pour l'Allemagne. »

Éternelles contradictions de l'esprit humain : sitôt qu'il fut parti, on le regretta. Il continua d'habiter Munich et de l'embellir à ses frais. Sa popularité revint au roi découronné, au découvreur de merveilles qui ne revenait jamais d'Italie les mains vides. On finit même par lui élever une statue. Réconcilié tardivement avec le pays de sa naissance, hôte fêté de Napoléon III aux Tuileries, redevenu presque Français par ses fréquents séjours en Provence, il mourut à Nice, dans sa quatre-vingt-troisième année, le 29 février 1868.

LE CORNETTE AUX LIFE-GUARDS

— Veuillez me suivre, madame, je suis porteur d'un mandat d'amener délivré contre vous...

Le *sergeant* Gray, de *Scotland Yard*, interpelle sans galanterie Lola Montès : à ses côtés, l'inspecteur Whall apprête ses fortes mains promptes à l'empoignade.

Nous sommes à Londres, le 6 août 1848 ; dans Mayfair, 27 Half-moon street, à l'instant où l'ex-comtesse de Landsfeld se dispose à monter en voiture.

Bien des choses, et qui n'ont point tourné à son avantage, se sont passées depuis son départ de Bavière. Refoulée sur la Suisse où le gouvernement fédéral l'a vue, d'un œil méfiant, pénétrer sur son territoire, elle s'est d'abord réfugiée à Berne. Le ministre d'Angleterre, M. Robert Peel, fils de l'homme

d'État bourru, le *oddsy man* que si fort détestait la Reine, l'a, durant quelques jours, hébergée à la légation. Simple politesse en retour d'autres politesses naguère acceptées à Munich. Puis elle est partie pour Genève. Mais, ni la ville aux ours et aux fontaines, ni la cité de Calvin et de James Fazy, ne sont celles où Dalila puisse exercer son empire. Sa tapageuse célébrité effarouche des bourgeois puritains, dénués de fantaisie, qui le lui montrent bien.

Il faut aviser cependant, aviser au plus vite. Quittant, sous les huées, la Barerstrasse, elle a bien pu emporter ses bijoux, mais a dû fuir démunie quant au reste.

— J'avais cent mille francs, dira-t-elle, à mon arrivée à Munich ; j'en suis partie sans un sou.

L'arrivée du fidèle Peisner, porteur d'un chèque signé Louis, l'a momentanément tirée d'embarras ; mais ce *liebe Ludwig* voudra-t-il renouveler sa largesse ? Les ayant beaucoup pratiqués, Lola se méfie des hommes.

Deux grandes capitales, Londres et Paris, demeurent les seuls paradis ouverts aux femmes de sa trempe. Paris semble à la veille d'une guerre civile ; gagnant Rotterdam, Lola Montès s'embarquait, le 8 avril, pour l'Angleterre.

Londres se trouvait alors en pleine agitation démocratique : l'avènement des *whigs* au pouvoir, le mouvement chartiste, la réforme électorale, les *trade-unions* absorbaient tous les esprits : son arrivée passa totalement inaperçue.

A peine installée dans un *lodging* enfumé d'Oxford street, elle s'occupa de dresser ses batteries. Impossible de songer à reprendre sa danse; la présence de Fanny Essler, à Drury-Lane, lui créait de trop redoutables comparaisons. Elle résolut de se tourner vers la scène, dans une pièce de son choix, dans un rôle où, si l'on peut dire, elle se jouerait elle-même.

Covent-Garden était revenu à Thalie ; Benjamin Lumley avait passé la main. Harrison, son successeur, déclara *glorious and capital* l'idée que lui apportait une visiteuse persuasive. Cinq actes brochés sur ses indications complaisantes et les journaux annoncent la fameuse Lola Montès, dans une pièce nouvelle et d'actualité : *Lola Montès ou la comtesse d'une heure*.

Tout allait pour le mieux : la vedette, s'interprétant soi-même, était supportable, la curiosité s'éveillait, la location

« marchait », lorsque s'abat la foudre qu'on n'avait pas prévue. A la demande de la légation de Bavière, sur l'ordre du grand chambellan, la censure interdit le spectacle.

Quel beau tapage! Revues et feuilles *whigs* fulminèrent à bon compte au nom de la liberté de l'art. Le seul Harrison était peut-être à plaindre. La « persécution », la réclame qui s'ensuivait, servirent au contraire les intérêts d'une turbulente héroïne, beaucoup mieux qu'un succès toujours problématique.

On la revit dans les lieux à la mode; elle connut encore de beaux jours. Lords et baronnets, journalistes et dandys s'empressent à ses réceptions. Tous viennent voir la femme fatale qu'une légende environne. Les chèques que le *poor darling* continue d'envoyer assurent le train de maison.

Parmi ces nouveaux adorateurs, se trouvait un M. George Trafford Heald, cornette au second régiment des *Life Guards*, long guerrier moustachu auquel son nez en trompette donnait une physionomie un peu niaise. Dix mille livres sterling de revenus compensaient cette légère imperfection physique. Timide et sentimental, il était ce que les hommes appellent un brave type; les femmes un imbécile. Lola prit ce jobard en chasse, et n'eut pas de peine à l'ensorceler. Huit jours après l'aveu rougissant de sa flamme, il offrait son cœur, sa fortune et proposait d'épouser.

Elle n'espérait pas tant et ne refusa point l'aubaine. L'église Saint-George, dans Hanover-square, où se célébraient les unions aristocratiques, vit, au mois de juillet, cet édifiant hymen.

Après un roi, le bon jeune homme cousu d'or. Lola tient-elle enfin cet établissement tranquille, confortable, bien renté, dont rêvent toutes ses pareilles?... Si tel fut son espoir, il devait être déçu. Les nouveaux mariés s'installaient à peine dans leur bel appartement de Mayfair, la statue du commandeur montait déjà l'escalier.

Elle apparut sous les traits sévères de miss Suzan Heald, d'Headington Grove, Horncastle, tante paternelle du cornette qui venait d'envoyer sa démission pour convoler en justes noces. Cette respectable personne réalisait à merveille le type de ces vieilles demoiselles bienfaisantes et revêches, au verbe haut monté, farcies de préjugés, dont Dickens a tracé, dans le personnage de miss Betsy Trotwood, l'inoubliable silhouette.

Tutrice de son neveu après la mort de ses parents, elle continuait à s'arroger le droit de veiller sur sa conduite. L'annonce de ses accordailles ne l'avait pas médiocrement scandalisée.

Ayant pris ses informations et fait écrire à Calcutta, elle connut que le capitaine James, dont une veuve joyeuse annonçait prématurément le trépas, n'appartenait pas encore aux ombres de l'Hadès; que leur divorce n'en était pas un, seulement une séparation de corps. Une dénonciation en bigamie, contre une nièce indésirable, parvenait aussitôt à la Chancellerie.

La loi anglaise ne plaisante pas en la matière : voilà pourquoi la froufroutante Lola se voyait, au sortir de chez elle, appréhendée par la police.

Le tribunal de Malborough street évoqua l'affaire, l'une des causes mondaines à sensation de cet été-là. Le chroniqueur judiciaire du *Times*, le 17 août 1849, nous montre, devant un prétoire bondé, goguenard et sarcastique, l'inculpée « habillée d'une robe de soie noire et d'une jaquette ajustée en velours de même teinte, coiffée d'un vaste chapeau de paille blanche à garnitures bleues », nullement émue, souriant à la ronde. Son mari se tient à ses côtés. « Durant toute l'audience, il ne cessa pas de garder sa main entre les siennes, la portant plusieurs fois à ses lèvres en un geste passionné. » Spectacle attendrissant !

Les avocats Clarkson et Bodkin plaidèrent pour leurs parties respectives; le juge, M. Peregrine Bingham, rendit son arrêt. Le magistrat était fort perplexe : le premier ni le second mari n'ayant porté plainte, ce cas obscur et compliqué apparaissait d'une espèce unique. Il se tira d'embarras par un biais, par conséquent très mal ; ordonnant un supplément d'information, prononçant la mise en liberté de l'accusée, sous caution préalable de 2 000 livres sterling, acquittée sur-le-champ.

La ci-devant Mrs James, qui craignait de l'être encore, ne se souciait pas d'affronter les risques de l'enquête. Le lendemain, elle disparaissait avec son mari : tous deux prenaient à Folkestone le bateau pour la France.

On perd leurs traces pendant dix-huit mois. Ils voyagèrent, croit-on, en Languedoc, en Provence et séjournèrent en Espagne. La capricieuse Mrs Heald apprécie-t-elle déjà moins son époux ? Le cornette, son « divertissement passager » a-t-il

cessé de la distraire?... Un désenchantement fatal, suite d'une union imprudente, disloque un ménage mal assorti. Le « divertissement passager » regagne l'Angleterre, fait prononcer la nullité de son mariage et se noie peu après dans le Solent, au cours d'une excursion en yacht.

Débarrassée, Lola voulut renouer à Paris ses brillantes relations d'autrefois. Peines et sourires perdus. L'on est resté superstitieux au boulevard ; le mot d'Alexandre Dumas à son adresse : « Elle porte malheur » demeure attaché à ses épaules comme une tunique de Nessus. La fin tragique de Dujarrier, la chute de Louis Ier, la noyade de George Heald ne sont pas faites pour démentir sa légende.

Il faut vivre cependant : depuis sa seconde expérience conjugale, les subsides royaux se sont taris à leur source. Dans cette extrémité, un éditeur, ami du scandale, vint proposer à Lola d'écrire le récit de ses aventures munichoises. Corsée des lettres qu'elle avait gardées, l'entreprise s'annonçait fructueuse, pouvait devenir un moyen de chantage. Rendons-lui justice : elle s'épargna cette honte, mais accepta les offres d'Anténor Joly, qui les escomptait retentissants, et commença, pour *le Pays*, la rédaction de ses *Mémoires*. Ici intervient Charles-Joseph Brifaut. Agrémentés par sa plume obligeante, mais démodée, ils tournèrent vite au mauvais roman-feuilleton, n'obtinrent qu'un médiocre succès.

Une meute de créanciers aboyait à ses trousses, les théâtres parisiens lui conservaient un mauvais souvenir : elle fut trop heureuse de signer avec l'agent dramatique américain, Edward Willis, un traité pour New-York..

D'autres aventures l'attendent qu'on ne tentera point d'évoquer ici. Elle est sortie de notre cadre. Après avoir fait courir tout New-York, peu importe qu'elle ait pêché un troisième mari à la Nouvelle-Orléans ; puis que, lâchant le sieur Hill, elle se soit installée fermière dans l'Arizona. L'âge la gagne avec la maladie. Sa beauté n'est plus qu'un souvenir. Cette déchéance physique s'accompagne des plus torturantes angoisses morales. Touchée par la grâce dans une chapelle méthodiste, on la voit, nouvelle Pélagie, distribuer aux pauvres ses richesses mal acquises, se vouer à la propagande en expiation de ses fautes.

Tombée dans la misère, épuisée de tuberculose, elle est

alors recueillie par une ex-amie de pension, Mrs Buchanan, une femme au grand cœur, dont la rencontre miraculeuse semble être à la repentie le signe de sa réconciliation avec le ciel. Le 17 janvier 1861, elle meurt enfin en odeur de sainteté, telle une sainte de légende.

« Au cours d'une longue pratique du ministère, écrit le Révérend Francis Hawks qui l'assiste à ses derniers moments, je n'ai jamais trouvé de contrition plus sincère et plus absolue que chez cette pauvre femme... Quelques instants avant sa mort, comme elle ne pouvait déjà plus parler, je lui demandai de me faire connaître, par un signe, si elle partait en repos, toujours confiante que Jésus la sauverait. Elle arrêta son regard sur le mien, inclina la tête affirmativement et passa. »

Sous le drap des pauvres, on porta son corps au cimetière; Mrs Buchanan et le Révérend Hawks suivaient seuls le cercueil. Une cippe, avec ces simples mots, couvre d'un profond anonymat la fosse où repose sa dépouille, veut-on croire, enfin pacifiée :

Mrs Eliza Gilbert
Dead January 17 1861
Aged 42 years

« Mrs Eliza Gilbert, morte le 17 janvier 1861, à l'âge de quarante-deux ans. »

Un mois plus tard, la *New-York Tribune* publiait l'entrefilet suivant : « Mrs Craigie, sa mère qui vit encore, a fait tout exprès le voyage d'Angleterre en Amérique, pour recueillir l'héritage de Lola Montès. Apprenant que celle-ci n'avait rien laissé, elle est repartie par le bateau suivant. »

Ce fut toute son oraison funèbre.

Elle était née cent ans trop tard. Au XVIIIe siècle, elle aurait pu tenir un grand rôle, avec le goût en moins et le courage en plus, jouer les Pompadour. Elle fut même un moment d'histoire : à ce titre, elle méritait peut-être un souvenir, — et ce sera l'excuse des pages qui précèdent.

A. AUGUSTIN-THIERRY.

LES ROUTES DES INDES

Bien des événements actuels s'expliquent, si l'on prend soin d'examiner la stratégie de la Grande-Bretagne dans le Proche-Orient. Depuis le XVIIe siècle, toute la politique anglaise s'est appliquée à assurer la sécurité de la route des Indes, c'est-à-dire les communications entre le Royaume-Uni et les possessions de Sa Majesté au delà des mers. Le percement du canal de Suez est venu apporter une première révolution dans l'organisation de cette route qui passait autrefois par le Cap. Nous ne ferons pas l'historique des incidents qui se sont produits à ce sujet entre la France et l'Angleterre et qui ont abouti à cette entente cordiale qui nous a valu le Maroc et la coopération de l'Angleterre dans la grande guerre mondiale. Ce que nous retenons de cette entente, c'est le désintéressement absolu de la France sur tous les territoires avoisinant l'isthme de Suez, c'est-à-dire l'Égypte, la Mer Rouge, l'Arabie, la Palestine, la Transjordanie, etc. La Grande-Bretagne a donc pu développer son activité sans y rencontrer la moindre opposition de notre pays qui, pour employer un mot anglais, a joué le *fair play*. Notre implantation comme Puissance mandatrice de la Syrie et les accords de Mossoul ne sont que des épisodes de la pérennité de l'entente franco-britannique. Voyons donc comment l'Angleterre a usé de sa liberté d'action, et quels obstacles elle a pu rencontrer.

LA ROUTE MARITIME

La route maritime par le Cap, étant donné que le rayon d'action des voiliers est indéfini, ne nécessitait pas en principe d'escales en cours de route entre les Iles britanniques

et l'empire des Indes. Mais les remarquables campagnes du bailli de Suffren en l'année 1781 avaient ouvert les yeux à l'Amirauté sur la nécessité de s'assurer des points d'appui éventuels. C'est pourquoi, bien que cette colonie eût été fondée en 1650 par les Hollandais, les Anglais n'hésitaient pas à occuper Cape-Town en 1795, puis, après avoir rendu la colonie en 1802, à s'en emparer définitivement en 1806 et à en faire une colonie de la Couronne fort bien outillée au point de vue maritime par les ports de Cape-Town, Port-Elisabeth et Durban dans le Natal. C'est également la raison de l'occupation de Sainte-Hélène et l'obstination que les Anglais apportèrent à la prise de possession de l'île Maurice. Encore aujourd'hui, la ligne du Cap peut rendre des services considérables à la Grande-Bretagne, au cas où soit la fermeture du canal de Suez, soit les attaques aériennes obligeraient les navires à faire le tour du continent africain. Cette hypothèse, d'ailleurs, est loin d'être considérée comme une utopie depuis que tous les navires, même les cargos, filent des vitesses supérieures à 15 nœuds. Il a suffi de la menace du conflit anglo-italien pour que des lignes régulières songeassent à passer par le Cap. Cette route conserve donc une valeur inestimable pour la Grande-Bretagne. Et il est même probable, dans l'éventualité d'un conflit méditerranéen, qu'une grande partie de la flotte commerciale britannique doublerait le Cap de Bonne-Espérance.

Il est d'ailleurs à noter que l'Amirauté, même avant le percement de l'isthme de Suez, appréciait l'importance stratégique de ce que nous appellerons la dépression de la Mer Rouge. D'une part, en effet, elle se sentait menacée par une invasion de l'Inde le long du Sinaï. D'autre part, il a toujours existé des communications mixtes Méditerranée-Mer-Rouge à travers le Delta. Si les Anglais ne s'étaient pas rendu compte de l'intérêt de l'Égypte comme flanc-garde de l'Inde, les campagnes de Bonaparte s'étaient chargées de leur ouvrir les yeux.

De là toute la politique anglaise d'accaparement des routes de la Méditerranée. Le rocher de Gibraltar et l'île de Malte semblaient pour ainsi dire prédestinés à jalonner la route impériale. Ces deux bases constituent encore les piliers des voies de communications maritimes anglaises : Gibraltar est depuis 1704 une forteresse quasi imprenable. A ses batteries

basses creusées dans le roc viennent de s'ajouter depuis quelque temps des batteries anti-aériennes de canons et de mitrailleuses qui ont été placées sur le haut des rochers et qui rendent une attaque aérienne de Gibraltar des plus problématiques. Quant au port de La Valette, que les Anglais occupèrent en 1800 et dont ils obtinrent la possession définitive par le traité de Paris en 1814, il offrait jusqu'à ce jour, grâce à ses baies étrangement découpées dans le rocher, un abri précieux à la flotte britannique. Mais celle-ci vient de s'apercevoir qu'elle y était exposée aux attaques aériennes des bases de la Sicile, ce qui compromet la sécurité du mouillage.

Tous les établissements des Anglais, soit en Méditerranée, soit au Cap, ont donc été provoqués par la crainte de voir couper la route des Indes. Ils ont dû, dans cette occurrence, déposséder les propriétaires de ces points d'appui, qu'il s'agisse des colons hollandais, des Espagnols de Gibraltar ou des chevaliers de Malte. Quelques écrivains se rendent compte aujourd'hui de ce que ces conquêtes peuvent avoir suscité de jalousie à l'égard de la Grande-Bretagne. Mr Brooks se posait il y a peu de temps cette question : Malte, Chypre et Gibraltar demeurent-ils toujours de bons gardiens des routes méditerranéennes ou ne deviendraient-elles pas plutôt les futurs cimetières des navires britanniques? Et Mr Brooks constatait avec humour que la possession de Gibraltar, de Malte et de Chypre (ce dernier-né de Disraeli) est considérée comme parfaitement naturelle par le peuple anglais, mais que les Puissances jadis évincées n'ont pas la même opinion sur ces conquêtes. Tolérées pendant de nombreuses générations, elles sont aujourd'hui enviées en vertu des grands principes de nationalité par ceux à qui on les a prises.

D'ailleurs l'Angleterre ne s'était pas contentée de s'établir en Méditerranée. Bien avant le percement du canal de Suez, elle avait pris Aden en 1839 dans le Yémen. Aden, citadelle britannique, qui fut un des grands dépôts de charbon de l'Empire et qui, complétée par l'île de Périm, ferme complètement le détroit de Bab el Mandeb. Telle était la route des Indes avant que l'Empire ne s'implantât en Égypte. La valeur stratégique de ce pays est prépondérante pour l'Angleterre, puisque maintenant sa possession s'identifie avec celle du canal de Suez. C'est donc une position maîtresse. Toute la

politique des Anglais depuis la guerre a consisté à affirmer sa mainmise sur le pays. Après un essai infructueux d'anglicisation tenté sur l'initiative du conseiller William Brunyate, l'Angleterre est revenue à une conception plus discrète et beaucoup plus adroite de ses intérêts. Elle a réglé le côté commercial du problème, grâce à la présence de fonctionnaires anglais dans les départements consommateurs de produits industriels et à l'ingénieuse rédaction des cahiers des charges. Mais c'est surtout sur les deux points suivants qu'elle a dirigé ses efforts.

Tout d'abord, elle a renforcé ses positions militaires. De grands aérodromes ont été créés à Aboukir et à Héliopolis et les camps d'occupation du canal de Suez qui avaient été fondés pendant la guerre ont été maintenus. A la moindre alerte concernant l'Égypte, la flotte de la Méditerranée s'est présentée devant Alexandrie pour contribuer au maintien de l'ordre. Nous verrons plus loin enfin les précautions qui ont été prises à la suite du conflit italo-éthiopien. En second lieu, c'est par le Soudan que l'Angleterre tient l'Égypte, parce qu'elle a fait du Soudan une colonie de la Couronne et qu'ensuite elle s'est emparée de cette façon-là des eaux du Nil. L'Angleterre a relié Wadi-Halfa, situé sur le Nil, par un chemin de fer avec Khartoum. Elle a construit sur le Nil Bleu le barrage de Sennar qui lui a permis d'inonder toute la plaine de Guesireh. Enfin, des projets grandioses ont été conçus par la Grande-Bretagne pour retenir les eaux du Nil Bleu et de ses affluents jusqu'à leur source qui se trouve sur les hauts plateaux d'Abyssinie et en particulier au lac Tsana.

C'est ainsi que le gouvernement soudanais vient de nommer une mission pour étudier la fondation de barrages sur certains affluents du Nil Bleu, notamment le Dendar et le Rahad qui charrient le précieux limon et les matières ferrugineuses des terres rouges d'Abyssinie fécondant le Delta. Ces fleuves se dessèchent à partir du 1er novembre et restent en état de sécheresse jusqu'au milieu de juillet. On les voit alors grossir soudain pour atteindre leur crue maxima vers la fin d'août, avec un débit de 83 millions de mètres cubes par jour pour le Dendar et 13 millions pour le Rahad. L'Angleterre est enfin entrée en contact, d'une part avec l'Éthiopie pour l'aménagement du lac Tsana; d'autre part, avec le gouvernement belge

pour celui du lac Albert. De cette façon, la Grande-Bretagne a pesé sur les destinées de l'Égypte, non seulement en l'occupant militairement, mais encore en accaparant ce qui est la source même de la prospérité et de la vie égyptiennes, c'est-à-dire les réserves immenses du Haut-Nil.

Rendons hommage à cet égard à l'administration anglaise qui a su tout à la fois faire des travaux de captation, d'irrigation et de drainage des eaux qui sont des œuvres techniques admirables, notamment le barrage d'Assouan. Reconnaissons surtout que dans la distribution des eaux, elle a fait preuve d'une impartialité absolue. Cette justice dans l'octroi des apports du Nil était à la base des commandements les plus sacrés de la religion primitive. « Tu ne prendras pas, disait la loi, l'eau de ton voisin. » Pour avoir oublié ces prescriptions, les Mamelucks avaient conduit la riche terre d'Égypte à la plus affreuse décadence. Les Anglais d'aujourd'hui sont les héritiers de l'administration pharaonique depuis qu'ils détiennent les réservoirs du Nil. On comprendra, de cette façon, la valeur de leur occupation le long de ce fleuve.

LA FLOTTE

Les bases n'existent qu'en fonction de la flotte. Celle de la Grande-Bretagne reste la plus puissante du monde. Avant la guerre, sa supériorité était écrasante : 2 175 000 tonnes contre 866 000 aux États-Unis, 755 000 à la France, 550 000 au Japon et 423 000 à l'Italie. Le tonnage anglais dépassait les flottes réunies de la France, de l'Allemagne et de l'Italie. C'était l'application du « three-power standard ». Toutefois, la marine allemande marchait à pas de géant vers la parité avec l'Amirauté britannique. Ce fut une des principales raisons de l'entrée en guerre de l'Angleterre.

On reconnaît aujourd'hui que, par suite des sacrifices faits à l'œuvre de désarmement, la puissance navale relative des Iles britanniques a beaucoup diminué par rapport à l'ensemble du tonnage mondial. Au moment de la Conférence de Londres en 1930, les pourcentages des participants étaient les suivants : Angleterre, 30,5 pour 100 contre 45,5 pour 100 en 1914 ; États-Unis, 30,6 pour 100 contre 18,4 pour 100 ; Japon, 18,4 pour 100 contre 11,5 pour 100 ; France, 10,20 pour 100 contre 15,8

pour 100 ; Italie, 10,20 pour 100 contre 8,8 pour 100. Ces proportions n'ont pas beaucoup varié depuis 1930. Il en résulte que l'Angleterre a perdu le contrôle de l'Atlantique occidental, de l'Extrême-Orient et du Pacifique où s'affrontent les deux flottes nipponne et américaine. En revanche, dans la Mer du Nord, la force navale relative anglaise a augmenté du fait de la réduction à 105 000 tonnes de la flotte allemande, mais vis-à-vis des flottes France-Italie, la proportion était en 1914 de 45 contre 19 ; elle est, aujourd'hui de 30,6 contre 20,4.

En conclusion, avant l'accord naval anglo-allemand, l'Amirauté avait perdu, en puissance relative totale, 15 pour 100. Vis-à-vis des nations méditerranéennes, la flotte anglaise ne représentait plus qu'un coefficient de 150 pour 100 contre 225 pour 100 en 1914. Quand on raisonne sur ces proportions, on concevrait que l'entente franco-italienne eût éveillé les susceptibilités de l'Amirauté, si notre pays si loyal était susceptible de trahir la cause de l'amitié franco-britannique. Quoi qu'il en soit, l'Amirauté avait fondé sa politique sur la rivalité franco-italienne en Méditerranée, et favorisé la renaissance italienne. Depuis qu'un accord a réuni ces deux forces en Méditerranée, le contrepoids n'existe plus : d'où les accords anglo-allemands qui obligent la France à faire front dans la Manche. Car nos amis anglais, qui devraient être tout à fait rassurés sur la solidité de l'entente cordiale, sont, en quelque sorte, obnubilés par cette recherche périmée de l'équilibre entre les flottes européennes qui fait de la sienne l'arbitre des autres.

Voici actuellement le tonnage global de ces flottes, en ne comptant que les bâtiments n'ayant pas dépassé l'âge prévu aux traités : Angleterre, 992 000 tonnes ; France, 420 000 tonnes ; Italie, 294 000 tonnes ; Allemagne, 80 000 tonnes. Qu'est-ce à dire, sinon qu'en tonnage global, la flotte anglaise est encore supérieure, — pas pour bien longtemps, — du fait de l'accroissement de la flotte allemande, aux trois flottes européennes réunies, soit 992 000 tonnes contre 794 000. Mais la comparaison de ces flottes par catégorie de navires est loin de donner des proportions analogues. Le gros de la flotte anglaise est formé par quinze bâtiments de ligne de 455 000 tonnes, dont trois *Hood Nelson Rodney* qui ont été mis en service en 1927. Contre ces cuirassés, les autres flottes européennes n'ont actuellement rien à opposer. La France possède trois

navires modernisés de 22 000 tonnes, type *Bretagne*, très inférieurs aux moins récents des cuirassés anglais de 31 000 tonnes (dix canons de 340 millimètres contre huit canons de 381 millimètres). L'Italie ne possède que quatre vieux cuirassés, dont deux en refonte et deux sans valeur. Quant aux *Deutschland*, leur protection ne leur permettrait pas de résister aux *capital-ships* anglais dont la bordée totale met en œuvre 118 pièces dont 100 de 381 millimètres et 18 de 406 millimètres. Pour les croiseurs de la classe « A » (pièces au-dessus de 152 millimètres), les Anglais n'en ont que treize de 9 750 et 8 250 contre quatorze de 10 000 tonnes à la France et à l'Italie. En croiseurs « B » (pièces de 152 millimètres et au-dessous), les Anglais en ont 17 déplaçant seulement 101 000 tonnes contre 6 croiseurs français, 7 italiens (*Condottieri*), 6 allemands (*Leipzig*). En contre-torpilleurs, l'infériorité anglaise vis-à-vis des trois autres marines est manifeste, du fait de nos 30 contre-torpilleurs de 2 500 tonnes, et encore plus caractérisée en sous-marins. L'Angleterre n'en a que 43 contre 48 italiens, 6 allemands et 72 français.

Il résulte de cet examen que la flotte anglaise affirme sa prépondérance incontestable en bâtiments de ligne, mais elle est inférieure à l'ensemble des autres marines européennes pour toutes les autres catégories de navires, surtout les sous-marins. Or, le programme en cours en Italie (deux bâtiments de 35 000 tonnes), en France (deux de 26 000 tonnes auxquels vont s'ajouter prochainement deux cuirassés de 35 000 tonnes), en Allemagne (deux de 26 000 tonnes) diminuera la marge de supériorité anglaise en bâtiments de ligne, car treize unités sur quinze atteindront la limite d'âge en même temps. On en conclut que l'Angleterre a besoin de l'amitié de l'une des trois flottes, de préférence en Méditerranée, faute de quoi elle ne pourrait que difficilement assurer la sécurité de la route des Indes. Cette flotte doit évidemment être celle de la France depuis que, selon le mot de M. Baldwin, la frontière des Iles britanniques est sur le Rhin.

Quant à comparer les escadres britanniques à celles de l'Italie, il n'en saurait être question. Trois fois plus importante en tonnage global, la première a une supériorité combative indéniable sur la seconde. Les bâtiments de ligne anglais feraient la loi en Méditerranée. Ils ont cependant un adver-

saire. Des submersibles nombreux aux mains d'une Puissance méditerranéenne, ayant des côtes faciles à défendre, seraient susceptibles de faire beaucoup de mal, soit au commerce britannique, soit même à la flotte cuirassée. C'est pourquoi la Grande-Bretagne a toujours insisté, et insiste encore, pour la suppression de l'arme sous-marine, ce à quoi nous nous sommes constamment opposés pour des raisons tirées de la nécessité de notre défense métropolitaine.

LA ROUTE AÉRIENNE

Voici donc, du fait d'une arme nouvelle (le sous-marin qui date de moins d'un demi-siècle), que surgit une première menace sur les voies maritimes impériales. Mais une ombre encore plus inquiétante plane sur elle du fait de l'aviation. Celle-ci vient de renverser toutes les données du problème d'utilisation et de défense de la route des Indes. Pour ce qui est de l'utilisation commerciale, les « *Imperial Airways* » construisent des appareils de plus en plus nombreux. La régularité de leurs lignes est parfaite et celles-ci sont très fréquentées. Les appareils de demain pourront porter cent voyageurs; c'est le chiffre des passagers de première classe d'un moyen paquebot. L'équipement de la route des Indes par hydravions vient d'être étudié avec utilisation des plans d'eau fluviaux français, Caudebec-sur-Seine, La Charité-sur-Loire, Chalon-sur-Saône. C'est là un trait caractéristique de ce programme que d'emprunter notre pays. Raison de plus pour faire ressortir la communauté des intérêts franco-britanniques. En même temps, la Grande-Bretagne se réserve une route aérienne tout entière anglaise, *all red* (route rouge), par Gibraltar et la Méditerranée.

En Orient, la route aérienne se divise en deux tronçons: la première par Haïfa, la Transjordanie (route des Indes proprement dite), la seconde par Le Caire-le Cap en utilisant le Nil et les grands lacs africains. C'est pour cette raison que l'Angleterre a tenu tout particulièrement à prendre l'Afrique orientale allemande qui lui coupait cette voie au lac Nyassa. Ce sont là deux courants commerciaux de premier ordre dont l'importance va croissant. Les Anglais, gens pratiques, se rendent compte que, d'ici peu, toute la malle des Indes

empruntera la voie des airs ainsi que le fret léger et les passagers d'élite (grands fonctionnaires, colons, militaires, etc.). La métamorphose du trafic résultant de la technique des transports aériens est peut-être encore plus capitale que celle qui se produisit du fait du percement du canal de Suez. Elle va donc nécessiter une stratégie appropriée.

La menace aérienne, jointe à celle du submersible, a déjà eu pour résultat de déplacer l'axe de la politique britannique en Méditerranée : vers l'est. Malte, à proximité des bases aéronautiques italiennes, a perdu en grande partie sa valeur de position centrale ; l'Angleterre en a fait son deuil pour se porter sur le Proche-Orient. Flanqué sur les colonnes d'Hercule à l'ouest, le point capital de la soudure aérienne des Indes c'est Haïfa-Suez, point d'atterrissage des avions ; c'est Alexandrie-Le Caire, porte ouverte sur l'Afrique. Si les bâtiments de mer n'empruntaient plus la Méditerranée et étaient obligés de doubler le Cap de Bonne Espérance, au moins faudrait-il, coûte que coûte, que les transports aériens pussent passer. C'est en vue de la défense de cette route aérienne que la « Royal Air Force » a semé l'Égypte et le Soudan d'aérodromes que facilite la topographie désertique : Aboukir, Héliopolis, Wadi-Halfa, Khartoum et Marsa-Matrouh, près des frontières de Libye où les Anglais accomplissent actuellement de très grands travaux. C'est enfin pour cela qu'ils viennent, avec cette prescience de l'avenir qui les caractérise, d'équiper la Palestine, la Transjordanie, le Sinaï. Ils arriveront les premiers sur la route aérienne des Indes, comme ils ont été les premiers sur la route maritime.

La péninsule de Sinaï et le système militaire Transjordanie-Mer Rouge constituent le complément du système égyptien. En Palestine, la Grande-Bretagne accorde un grand soin à son organisation aéronautique : les principaux camps d'aviation sont : Acaba, l'ancienne Assiongaber, Maan, Amman en Transjordanie ; Hinaidi, Mossoul et Ghaiba en Irak ; Gaza, Ramleh, Jéricho en Palestine. Quant aux bases navales d'Haïfa et d'Acaba, l'Amirauté projette de les aménager et d'en faire des places fortes inexpugnables. La ligne Haïfa-Acaba devrait, en cas de nécessité, suppléer à la ligne Port-Saïd-Suez, soit au point de vue stratégique et militaire, soit au point de vue des communications et des approvision-

nements. Il est clair que, dans l'hypothèse d'une guerre dans laquelle l'adversaire aurait la maîtrise dans la Méditerranée, les Anglais, pour approvisionner le corps de défense opérant dans la péninsule de Sinaï et en Palestine, devraient envoyer des convois vers le sud, par la Mer Rouge avec débarquement à Acaba, via l'Irak avec débarquement à Bassorah.

Le long et étroit golfe d'Acaba constitue une base navale admirablement protégée par les montagnes environnantes et fermée au sud, à l'entrée de la Mer Rouge, par un groupe d'îlots. Sur les deux principaux îlots, Tiran et Senafir, le gouvernement britannique a l'intention d'élever des fortifications. L'îlot de Tiran était revendiqué autrefois par le Foreign Office au nom de l'Égypte, et ensuite par cette même administration au nom de la Transjordanie. Finalement, comme dans *l'Huître et les deux plaideurs*, les Anglais, pour trancher le différend, occupèrent l'îlot. La base d'Acaba deviendra inexpugnable aussi bien contre les attaques par mer que par terre ou par l'air. Les montagnes de Sinaï seraient très difficiles à traverser pour une armée assaillante. Pour la défense contre les attaques aériennes, l'état-major britannique étudie actuellement le projet de bases aériennes à Noweiba et à Dahab dans le golfe de Suez. Enfin, le cul-de-sac maritime est impossible à atteindre par la voie de mer protégée par des mines. L'attention anglaise semble se concentrer sur le réseau défensif de la Mer Rouge et du Soudan. Contre une attaque venant de l'ouest, les Anglais font surtout confiance à la ligne de défense Haïfa-Acaba-Port Soudan.

Or, comme si tout devait se trouver réuni pour accentuer la valeur de cette route nouvelle et en faciliter l'exploitation, les Anglais ont trouvé le pétrole de l'Irak et de Mossoul. Un pipe-line aboutit à Haïfa et des installations considérables de l'Anglo-Persian existent déjà à Bassorah, c'est-à-dire au nord du Golfe Persique. Cette base, avec Acaba (branche est de la Mer Rouge), Suez (branche sud), constituent les trois antennes de pénétration anglaise dans le Proche-Orient, sorte de tentacules de l'Inde sur le monde occidental. Comment ne pas voir que ces points vitaux de l'empire retiennent aujourd'hui toute son attention ? Constatons en même temps l'interpénétration des intérêts britanniques avec ceux de la France qui a partie

liée avec la Grande-Bretagne dans les pétroles de Mossoul et sur la route aérienne de l'Indochine par la Syrie où nous devons sans tarder organiser des bases d'aviation, notamment dans la plaine de la Béka et à Damas. Reconnaissons finalement que l'Angleterre a fait preuve dans le Proche-Orient d'une remarquable activité, qu'elle y a réalisé une œuvre féconde, persévérante, considérable. Le conflit italo-éthiopien l'a surprise en plein vol. Convenons, avant de clore ce chapitre, que si l'instrument naval, c'est-à-dire la flotte, est à la hauteur de ses bases, au contraire, l'outil aérien ne répond plus à l'équilibre des forces impériales. Dans le premier cas, le tonnage britannique totalise à lui seul celui des trois grandes Puissances européennes; dans le second cas, la Royal Air Force ne pouvait aligner il y a quelques mois, pour autant que les statistiques soient rigoureusement exactes, que 1 050 appareils modernes contre 1 200 italiens: mais cette situation se modifie chaque jour par suite de l'effort réalisé par le programme anglais en cours d'exécution.

L'ÉTHIOPIE

Notre éminent confrère, M. André Chaumeix, a clairement exposé dans la *Revue* du 15 octobre 1935 « les intérêts essentiels » de l'Angleterre sur les bords de la Mer Rouge. Prenez, en effet, un planisphère et reportez-vous y en un point géographique situé un peu au nord d'Alexandrie. La route centrale de la Méditerranée se divise alors en trois branches : route maritime Suez-Mer Rouge-Golfe d'Aden ; route aérienne Haïfa-Golfe Persique ou navale (maritime aéro-terrestre) Haïfa-Acaba-Mer Rouge ; route aérienne et fluviale Alexandrie-Le Cap. Considérez maintenant la position de l'Éthiopie vis-à-vis de ces artères vitales de l'Empire. Elle est posée comme un immense bastion, une sorte de colossal château fort qui domine, d'une part, la dépression de la Mer Rouge, d'autre part, la vallée du Haut Nil. Si l'on suppose que les futurs avions de transport porteront des effectifs militaires élevés et que la vitesse des avions de chasse atteindra 600 kilomètres à l'heure, on voit toute l'importance stratégique de cet aérodrome de deux mille mètres que peut devenir l'Éthiopie. De ce nid d'aigle, la Puissance dominant ces régions peut

fondre sur les lignes de communications de la Mer Rouge, sur celles du Nil et sur la colonie anglaise de l'Ouganda, sans qu'on puisse aisément répondre à ces raids. Réfléchissons que les Hauts-Plateaux abyssins sont, à l'ouest, à moins de 400 kilomètres de Khartoum, à 350 kilomètres de Berber, à 150 de Fachoda ; à l'est, à 350 kilomètres d'Aden et du détroit de Bab el Mandeb. Les progrès de l'aviation font donc de l'Éthiopie une position militaire de premier ordre.

Elle paraît pour la Grande-Bretagne d'autant plus troublante aux mains de l'Italie, à qui nous avons cédé des territoires en face de Périm, que cette Puissance occupe déjà le détroit de Sicile en Méditerranée, qu'elle possède Rhodes qui fait face à Chypre, enfin qu'elle est installée en Libye et en Cyrénaïque, dont les frontières sont à quatre cents kilomètres d'Alexandrie et à sept cents kilomètres du canal de Suez. Les fortifications que le gouvernement fasciste éleva à Massaoua et le long des côtes de la Mer Rouge neutralisent en partie l'action d'Aden. Il en résulte que l'Italie rejoint la route des Indes en trois points essentiels : Malte, Suez et le détroit de Bab el Mandeb. Ajoutons que la nation italienne est une race sobre et prolifique qui pourrait fort bien créer assez rapidement une importante colonie en Abyssinie, aussi résistante que fut celle des Boers d'origine hollandaise. Une telle colonie, appuyée par le peuple conquis, constituerait une force imposante en un point géométriquement fait pour rayonner sur tous les territoires environnants, à l'aide d'avions qui mettraient une ou deux heures à peine pour atteindre leurs objectifs principaux. Le fait se complique de ce que l'Éthiopie est, par le lac Tsana, le Nil Bleu, ses affluents et le fleuve Atbara, une des réserves d'eau de l'Égypte. Bien que le débit du Nil Bleu soit très inférieur à celui du Nil Blanc, grâce à son impulsion, son apport n'en est pas moins indispensable à la crue. Sans lui, celle-ci ne se produirait pas. En outre, le Nil Bleu fournit à lui seul l'irrigation du Soudan en alimentant le barrage de Sennar. C'est lui qui charrie le précieux limon arraché par érosion aux pentes abruptes des montagnes rouges et nécessaire à la fertilité du Delta.

L'importance de l'Éthiopie pour l'Égypte est tellement évidente, que l'attaque italienne a réalisé sur ce point et dans une certaine mesure une communauté de vues anglo-

égyptiennes. Les habitants de la vallée du Nil vivent sous la terreur atavique et religieuse de manquer d'eau. Quelques centimètres de moins dans la crue du Nil et leur riche pays retournerait à l'état désertique; tous leurs dieux pharaoniques étaient des distributeurs d'eau. Les Anglais ont habilement exploité cette frayeur pour grouper le peuple sous l'Union Jack. Qui touche aux sources du Nil est l'ennemi juré du Pharaon. Conscient du danger, le gouvernement du roi Fouad Ier vient de décider la création d'une armée nationale très importante, et l'on a vu la presse locale faire exceptionnellement appel à l'Angleterre garante de la sécurité égyptienne. Fait significatif, l'armée égyptienne, alignée près des Tommies, a été passée en revue par Nessim Pacha, premier ministre, et par le haut commissaire sir Miles Lampson. En se posant en défenseurs d'une race africaine, les Anglais viennent de gagner en Orient et dans l'Inde une victoire plus féconde que celle qu'ils eussent pu remporter par les armes.

Il ne fait pas de doute que la Grande-Bretagne ne profite des circonstances pour fortifier les routes des Indes. Elle vient de trouver le concours inattendu de l'armée égyptienne. Elle travaille de toutes ses forces à l'achèvement de son programme de création d'aérodromes ou de bases navales. Elle a envoyé plusieurs centaines d'appareils dans le Proche-Orient. La « Royal Air Force » vient de commander environ deux mille avions modernes. Enfin, il faut s'attendre à ce que l'Amirauté revise entièrement sa flotte. Elle a fait appel aux chantiers privés pour la construction de la tranche 1935 qui comprend vingt et une unités : trois croiseurs, un conducteur de flottille, huit destroyers, quatre sous-marins, etc..., non compris le programme réalisé par les arsenaux. On parle enfin de faire jouer la clause de sauvegarde du traité de Londres pour mettre en chantier des cuirassés avant janvier 1937, afin de remplacer les treize unités sur quinze qui arrivent presque toutes en même temps, en 1940-1941, à la limite d'âge de vingt-cinq ans. L'Angleterre s'est aperçue assez tard de l'importance stratégique de l'Éthiopie ; le génie de Mussolini vient d'attirer son attention sur les sables de l'Arabie Pétrée et les monts abyssins. Le Lion britannique est maintenant aux aguets sur la route des Indes.

Mais les conditions stratégiques de la défense de cette route ont bien changé depuis Nelson, Disraeli, ou lord Cromer. L'accroissement de la vitesse moyenne des croiseurs, qui a doublé en un demi-siècle, joint aux possibilités de l'aéronavale a facilité le repérage des convois que menacent désormais les attaques combinées des navires de surface rapides, des sous-marins et de l'aviation. L'Amirauté, qui articulait exclusivement ses moyens défensifs sur la supériorité de sa flotte, ne peut évidemment espérer maintenir à la fois le « three power standard » naval et aérien. On n'a pas, en outre, suffisamment réfléchi à la révolution qui vient de s'accomplir dans les moyens de transport militaires sur chenilles à travers le désert : camions, automitrailleuses, tanks, etc... Bref, toute la gamme de l'armée motorisée. Loin de s'opposer à une invasion, les étendues désertiques la favorisent aujourd'hui, comme jadis au temps des caravanes. Or, l'Empire, que ce soit en Égypte ou dans l'Inde, est exposé à des voisinages inquiétants : ceux de la République soviétique, de la Turquie pro-allemande, de l'Éthiopie ou de la Libye italienne.

Comment faire face à tous ces fronts navals, aériens, terrestres? Voici la question que se posent les Anglais clairvoyants, et notamment les conservateurs. Le câble d'acier de l'Amirauté qui reliait les territoires au delà des mers aux Iles britanniques devient un lien d'autant plus ténu qu'il s'allonge de plus en plus à travers les plaines sablonneuses de l'Afrique ou de l'Asie. C'est ce que M. Baldwin, avec son grand bon sens britannique, a fort bien saisi lorsqu'il a fait allusion au fait que la transformation des moyens de communication imposait à la Grande-Bretagne de sortir de sa politique d'isolement. Il lui faut jeter un pont sur les Indes à travers l'Europe. Or, il ne lui reste d'autre alternative que d'abdiquer devant le germanisme triomphant ou de conclure une entente, sur la base du *statu quo*, avec la France, fidèle partenaire de 1914. Appuyées l'une sur l'autre, nos deux grandes nations, dont les intérêts sont solidaires et les besoins coloniaux identiques, sont à même de garder leurs routes impériales qui passent par les mêmes parallèles et d'assurer en même temps la paix au monde.

RENÉ LA BRUYÈRE.

UNE COMMISSION D'ENQUÊTE AU TEMPS DES PHARAONS [1]

La littérature égyptologique vient de s'enrichir d'un papyrus auquel on a donné, suivant l'usage, le nom de son premier possesseur : l'illustre roi des Belges, Léopold II. Alors qu'il était duc de Brabant, il visita deux fois l'Égypte, en 1854 et 1863, et en rapporta divers monuments qui restèrent, quelque peu oubliés, dans son palais royal de Bruxelles. Vous savez quel intérêt son successeur, le roi Albert Ier, vouait à la recherche scientifique, et quelle protection efficace la reine Élisabeth accorde à l'égyptologie; par ses libéralités, cette science a pris, chez nos amis belges, un magnifique essor. Aussi les collections égyptiennes du palais furent-elles versées aux Musées royaux du Cinquantenaire par Sa Majesté le roi Léopold III après la mort, à jamais regrettée, du roi Albert Ier : la mémoire du Roi-chevalier, chère à tous les Français, reste singulièrement honorée à l'Institut de France dont il était membre.

Au reçu de ces monuments, en janvier 1935, M. Jean Capart, directeur des Musées royaux, remarqua une statuette en bois, assez grossière, qui avait, sous les pieds, une ouverture d'où sortait un bout de papyrus. Au lieu d'y trouver, comme il s'y attendait, une formule funéraire banale, M. Capart y lut un protocole, daté de l'an XVI du roi Ramsès IX (vers 1140 avant notre ère). « Cette date, nous a dit M. Capart, — en donnant la primeur de sa découverte à l'Aca-

(1) Lecture faite à l'Institut le 25 octobre à la séance des Cinq Académies.

démie des Inscriptions, qui venait de l'élire son correspondant, — était bien faite pour exciter ma curiosité, puisqu'elle était celle de plusieurs papyrus fameux », constituant le dossier d'une *Enquête judiciaire* sur les attentats commis par des voleurs dans les nécropoles privées et royales de Thèbes.

Deux de ces papyrus avaient acquis une notoriété spéciale : 1° un document complet, le papyrus Abbott : on y trouve les procès-verbaux des opérations judiciaires menées, en l'an XVI, par la Commission d'enquête; 2° un document dont le début manquait : le papyrus Amherst. Or, le *papyrus Léopold II* n'est autre que la partie manquante du papyrus Amherst. Ainsi se trouve miraculeusement comblée, soixante-deux ans après la publication du premier fragment, la seule lacune importante du dossier de cette enquête. N'est-ce pas l'occasion de réexaminer l'ensemble des pièces officielles sur la plus retentissante affaire judiciaire qui ait jamais occupé l'opinion publique à Thèbes d'Égypte ?

DANS L'IMMORALITÉ GÉNÉRALE

Vers 1140, Thèbes n'est plus la capitale de ce glorieux empire qui s'était étendu de Napata sur le Haut Nil à l'Euphrate. L'empire s'est effondré, comme la monarchie hittite, au début du XIIe siècle, sous les coups des Achéens, Philistins, Libyens, ceux que les Égyptiens appelaient : les peuples du Nord et de la Mer. Bien plus, l'Égypte avait dû ouvrir ses portes aux Barbares indo-européens et les établir sur les meilleures terres comme soldats et laboureurs. Depuis la mort du dernier des grands pharaons, Ramsès III (1168), une paix sans honneur démoralisait le peuple égyptien ; le Delta, infesté par les étrangers, préparait sa scission d'avec la Haute Égypte ; à Thèbes, la XXe dynastie languissait, tandis que les premiers prophètes d'Amon, devenus héréditaires, guettaient le trône qu'ils usurperont en 1085. Faute de rois énergiques, l'administration ne peut plus maintenir l'ordre : les grands chefs se jalousent et se disputent les leviers du pouvoir. Le vizir, qui est le vice-roi légal, est en compétition avec deux préfets, celui de la ville de Thèbes (rive orientale), siège de l'administration, et celui de la Nécropole (rive occidentale), où reposent les morts, rois et sujets ; tous deux ont leur

police, leurs prisons ; d'où conflits perpétuels, car les transports, les échanges d'hommes et de matériel sont quotidiens, d'une rive à l'autre. La carence de l'autorité, les rivalités de personnes entraînaient la négligence impunie, et l'immoralité générale. Or, les préfets avaient charge d'une immense population de travailleurs : sur la rive droite, maçons, sculpteurs, peintres, ouvriers en pierre, bois, métaux, qui bâtissaient et décoraient palais, temples, bâtiments publics ; sur la rive gauche, carriers, puisatiers, artisans de tous métiers qui creusaient les hypogées dans la falaise occidentale, et ces embaumeurs, prêtres et artisans qui momifiaient et équipaient, chaque année, des milliers de cadavres pour la vie éternelle. Le gouvernement devait fournir travail et nourriture à des centaines de milliers de prolétaires, dont les ateliers et les sordides masures encerclaient, sur les deux rives, la ville royale, comme, aujourd'hui, la zone rouge des usines et des faubourgs mal lotis enserre nos capitales. L'irrégularité des travaux, due à la crise politique et financière, la dilapidation des greniers par des administrateurs véreux, la médiocrité des salaires, souvent aussi l'imprévoyance et le mauvais esprit des travailleurs, amenaient la gêne, la famine, et aboutissaient à des émeutes ou à des grèves. Nous savons, par des papyrus conservés à Turin, que des bandes faméliques assiégeaient les greniers du Pharaon, en criant : « Nous crevons de faim, et il y a dix-huit jours encore jusqu'au prochain mois ! Que Pharaon nous donne des vivres ! » Magasins et greniers royaux n'étaient que trop souvent vides. Alors les affamés tournaient les yeux vers ces copieux services d'aliments qu'on gaspillait journellement pour les dieux et les morts, et vers ces trésors fabuleux qu'on enfouissait dans les tombes, depuis que la révélation osirienne avait promis une survie éternelle aux Justes.

Rien de plus réel que ces trésors. C'est des tombeaux que sortent les merveilles d'art qui enrichissent nos musées ; toutefois, avant la découverte du mobilier intact de Tout-Ank-Hamon (en 1922), nous ne pouvions imaginer qu'il fût possible d'entasser sous terre tant de cercueils en or massif, tant de meubles bardés d'argent, d'or, de bronze ou de cuivre, tant de statues, vases, bijoux, talismans en métaux rares, incrustés de pierres précieuses, dont l'art exquis décuple la valeur

intrinsèque. Ces chefs-d'œuvre sans prix, les artisans en métaux, les sculpteurs et décorateurs de la nécropole les avaient façonnés; les carriers avaient creusé les tombes où les embaumeurs déposaient momies coruscantes et meubles dorés. Comment ces biens dormants, à portée de la main des ouvriers, des prêtres et des gardiens, n'auraient-ils pas été pour ceux-ci une tentation perpétuelle? De même que les fonctionnaires pillaient l'État, le peuple commença de voler les morts, non seulement par attentats individuels, mais, bientôt, par bandes organisées, — crime odieux à toute époque, mais singulièrement en Égypte : là les violateurs de sépultures s'attaquaient à de glorieux rois divinisés et détruisaient, pour ceux-ci, la sécurité de leur vie d'outre-tombe. Quel signe d'irrémédiable décadence ! Ce peuple égyptien, « le plus religieux de tous les hommes », dira Hérodote, voici qu'il profane les « demeures éternelles » des rois et des grands, voici qu'il encourt, sans épouvante, les malédictions inscrites sur les murs contre les violateurs, et qu'il se rit des promesses de justice divine et de félicité future qui le consolaient, jadis, des maux d'ici-bas !

LES VIOLATEURS DE SÉPULTURES

Au temps de Ramsès IX, les plus négligents des fonctionnaires royaux n'ignorent plus que non seulement les tombes privées, mais les tombeaux royaux, sont saccagés sans vergogne. Nous possédons des recueils de dépositions, faites sous la bastonnade, par les voleurs; voici quelques citations :

Un certain Shedsoukhons déclare : « Je dormais dans ma maison lorsque des gens s'amènent pour me dire : « Viens dehors, avec nous ; il y a du boulot à chercher (l'argot des voleurs existait déjà). Il m'emmène ; nous ouvrons une tombe, et sortons un linceul (chargé) d'or et d'argent. Nous l'avons mis en pièces ; six parts : deux pour Amenkhaou qui avait indiqué le coup, quatre pour nous quatre. » Ce butin, on le cache sous un tombereau, à la surveillance d'une femme. Celle-ci montre la cachette à un certain Boukhaaf, qui avait facilité le vol, mais n'avait rien touché; il saisit l'argent volé. Protestation du père de Shedsoukhons : « Tu as pris la part de mon fils et c'est lui qui sera châtié demain ! » Un complice

répond : « Vieux trembleur! si on te tuait et si on te jetait à l'eau, crois-tu que personne s'inquiéterait de toi? » Un trompette d'Amon menace son camarade : « Tu seras mis à mort pour tes vols dans la nécropole! » « Je t'y entraînerai avec moi! » repartit l'autre. Des recéleurs s'interposent qui cherchent aussi leur bénéfice : une dame a trouvé, dans ce commerce, des fonds pour monter un marché d'esclaves. L'interrogatoire des bateliers, qui font traverser les voleurs d'une rive à l'autre, renseigne la police. Un batelier du préfet de la ville avoue qu'il a passé une bande. « Qui était-ce? » *Réponse :* « Un ciseleur de la nécropole, un prêtre du temple de Thoutmès I, un dessinateur; je les ai passés et ramenés à Thèbes. » « As-tu vu ce qu'ils transportaient? » *R. :* « Je n'ai rien vu. » On questionne l'inculpé sous le bâton : « Ne me brutalisez pas, dit-il, je n'ai rien pu voir. » Le vizir, qui n'en croit rien, insiste : « Qu'avaient-ils sur leur dos? » *R. :* Ils avaient des choses, mais je n'ai pas vu ce que c'était. » Un autre témoin affirme que c'était de l'argent et de l'or arraché aux momies, et que le batelier du préfet, ce témoin qui « n'avait rien vu », en avait reçu sa part.

Ces pillages se multiplient dès l'an XIII de Ramsès IX (vers 1143). A cette date, le préfet de la ville, Pasar, cueillit un chef de bande, Amonpanefer, dont nous aurons plus loin les aveux. Le préfet de la ville, ravi sans doute d'engager la responsabilité de son collègue et rival, le préfet de la nécropole, Paouraâ, signale les faits au Pharaon. Ce n'est qu'en l'an XVI (vers 1140), le 16e jour du 3e mois de la crue, qu'est constituée une commission d'enquête, composée du vizir Khâemouast, d'un échanson, d'un scribe de la Cour et d'autres fonctionnaires relevant du Palais. La Commission demande un rapport au préfet de la nécropole.

Le rapport fut présenté à la Commission, trois jours après. Le 19, le préfet incriminé avait inspecté trois régions de la nécropole :

1° Les tombes privées qui touchent le village Drah Abou'l Neggah; toutes étaient violées, les cercueils jetés à terre, les momies dénudées, dépouillées de leurs parures d'or et d'argent. Le préfet dressa une liste des voleurs : emprisonnés, passés à la question, ils avouèrent sous le bâton et furent exécutés. Affaire insignifiante : aucun tombeau royal n'était en cause.

2° Les tombes royales de la XVIIe dynastie, en bordure de la vallée, au-dessus du village de Drah Abou'l Neggah. Sur dix tombes-pyramides inspectées, neuf étaient « saines », une « violée » : celle du roi Sebekemsaf et de la reine Noubkhâs (XIIIe ou XVIIe dynastie) enterrés depuis des siècles. Le papyrus Abbott décrit sèchement l'attentat : « on trouva le caveau du Roi et de la Reine vides de leurs seigneurs ; les voleurs avaient porté les mains sur leurs personnes. » Le crime remontait à l'an XIII de Ramsès IX ; c'est ce que nous apprend le premier fragment du papyrus Amherst. Ici s'insère le fragment nouveau (papyrus Léopold II), qui donne le nom du principal voleur et ses aveux ; c'est cet Amonpanefer, que le préfet de la ville avait capturé. Il raconte avoir recruté une bande de huit voleurs, « pour piller les tombes des grands et des gens du pays : c'est ce que je fis dès lors, avec les autres voleurs mes compagnons et les très nombreuses gens du pays de toute condition, qui y volaient pareillement. Nous trouvâmes la pyramide du roi Sebekemsaf...

« Avec nos ciseaux de bronze, nous avons attaqué la chambre du fond et trouvé la porte. Lampe allumée en main, nous sommes entrés par-dessous la porte, et nous avons trouvé le dieu (1) couché au fond de son caveau. A côté, le caveau de la reine Noubkhâs... » (Ici reprend le fragment du papyrus Amherst). « Nous avons trouvé la reine. Les cercueils furent ouverts ; la momie du roi était équipée à la manière d'un guerrier ; quantité d'amulettes et de parures en or à son cou ; sa tête avait un bandeau d'or ; l'auguste momie du roi était toute recouverte d'or. Ses cercueils étaient garnis d'or et d'argent à l'intérieur et à l'extérieur, et incrustés de toutes pierres précieuses. Nous avons arraché l'or partout. De même, pour la momie de la reine. Puis, nous avons mis le feu aux cercueils. Nous avons volé le matériel funéraire, vases d'or, d'argent, de bronze. De l'or trouvé sur les deux dieux on a fait huit parts. » Suit la liste des huit voleurs. Chacun reçut 20 deben d'or (1820 grammes.) Au total, ils avaient enlevé près de quinze kilos d'or. Après l'attentat, les voleurs repassent le Nil. « Mais, les jours suivants, les gardiens de la nécropole s'aperçurent du vol et m'arrêtèrent. Je fus emprisonné à la résidence du préfet de la ville. »

(1) C'est-à-dire : le roi mort.

Donc, en l'an XIII, le préfet de la ville tenait un voleur bien compromettant pour la tranquillité du préfet de la nécropole. Aussi le coupable ne resta-t-il pas longtemps sous les verrous. Sans doute avec l'appui des gens de la nécropole, Amonpanefer s'évada : « Je donnai ma part de butin au scribe du quartier Khâemapet (le commissaire de police) et il me relâcha » (papyrus *Léopold*). Ces procédés étaient, alors, dans les usages de la police : un autre papyrus rapporte une libération du même genre à la suite d'un autre exploit d'Amonpanefer qui avait repris ses fouilles dans les tombeaux.

Cependant, au cours de l'année XVI, on avait capturé, à nouveau, Amonpanefer et sa bande. « Ils passèrent à la question avec double bastonnade, sur les pieds et les mains, et firent tous les mêmes déclarations », relatives à la tombe du roi Sebekemsaf, que nous avons rapportées. C'est alors qu'on nomma la Commission d'enquête. Le 19, le vizir Khâemouast, l'échanson et le scribe du Pharaon, le préfet de la ville (accusateur) allèrent en personne à la nécropole, poussant devant eux les voleurs, pour la reconstitution du crime sur les lieux : « Les voleurs désignèrent la pyramide du dieu dont ils avaient atteint le caveau. Leurs dépositions furent mises par écrit. Le vizir, les officiers du roi, le préfet de la ville firent rapport au Pharaon à ce sujet » pour que le Pharaon décidât de leur châtiment qui, d'ordinaire, était la décapitation ou le pal.

3o Le préfet de la nécropole avait encore inspecté « la Place de Beauté », réservée aux tombes des enfants royaux, des femmes et mères de rois régnants à cette époque. Dès l'an XIV (1142), on y avait arrêté trois ciseleurs, qui reconnurent avoir visité la tombe de la reine Isis, femme de Ramsès III, et y avoir trouvé quelques objets. Cette affaire semblait grave pour les fonctionnaires de la nécropole : les voleurs osaient maintenant s'attaquer à la famille royale en exercice. Or, le préfet de la nécropole, ayant inspecté la tombe de la reine Isis, la trouva intacte. Les ouvriers s'étaient-ils trompés? Avaient-ils avoué n'importe quoi pour échapper à la bastonnade? Nous croyons plutôt que le préfet de la nécropole s'attacha à démontrer l'innocence des prévenus, ce qui arrangeait ses propres affaires. Ce même jour 19, le vizir fit mener devant lui jusqu'à la Place

de Beauté le ciseleur Pakharou, qui avait avoué ; l'inculpé avait les yeux bandés ; arrivé sur les lieux, « on lui rend son œil » et on l'invite à désigner la tombe qu'il avait visitée. Pakharou conduit le vizir à une tombe jamais occupée, ouverte à tout venant ; il prête serment, consentant qu'on lui coupe le nez et les oreilles, si on prouve qu'il ment ; puis il déclare ne connaître aucune autre tombe. Aussitôt, le vizir constate que toutes les tombes sont intactes ; la reine Isis n'a pas été dépouillée : ainsi la déposition première de Pakharou est sans valeur.

POUR NE PAS TROUVER LES GRANDS COUPABLES

L'enquête se terminait donc par un succès pour le préfet de la nécropole. Les voleurs des tombes privées et ceux de la tombe du roi Sebekemsaf étant capturés, la justice était, en apparence, satisfaite. Ni le vizir, ni le préfet de la nécropole ne se souciaient de rechercher les chefs responsables ; mais il s'agissait de faire taire l'accusateur, le trop zélé Pasar, préfet de la ville. Dès lors, la Commission d'enquête change de caractère : elle devient une chambre d'accusation contre le préfet de la ville.

Le procès-verbal du 19e jour se termine par une mention surprenante : « Les grands magistrats firent revenir à la ville, en grande députation, les inspecteurs, les ouvriers, les chefs de police, tous les gens de la nécropole. » En fait, il s'agissait de conspuer le préfet Pasar. Un bruyant cortège se déploya, sur la rive orientale, jusqu'à sa maison particulière. Qui a vécu à Louxor un jour de manifestation peut se représenter cette cohue d'ouvriers à demi nus, ou vêtus de hardes sordides, soulevant dans leur marche des flots de poussière : un contremaître, juché sur les épaules, au premier rang, psalmodie d'une voix nasillarde une litanie qui exalte les vertus de leur préfet et qui dénonce les crimes de son adversaire ; à chaque verset, la foule répond par une clameur tonnante : tous ces torses de bronze vibrent comme des gongs.

Les furieux prétendent être reçus par Pasar ; celui-ci refuse toute audience et reste à l'abri de ses murs bien gardés. Au soir, il n'y tient plus, sort dans la rue, et, en présence de deux officiers du Roi, témoins malveillants, il interpelle un

contremaître et deux ouvriers de la nécropole : « Votre députation de ce jour, dit-il, ce n'est pas du tout une députation, c'est une manifestation de votre joie à la porte de ma maison! Oui, c'est bien moi, le préfet, qui ai fait rapport au Roi; et vous exultez sous prétexte que la nécropole n'a pas été violée! Mais on a volé dans la tombe du roi Sebekemsaf et de la reine Noubkhâs! » Le contremaître, rusé, détourne la question : « Tous les rois et leurs épouses et mères et les enfants royaux de la Place de Beauté (qui n'étaient pas en cause) sont intacts, défendus et protégés pour l'éternité, selon les desseins excellents du Pharaon, leur fils, qui les sauvegarde et les défend parfaitement! » Le préfet, de répliquer : « As-tu agi aussi bien que tu parles? » Puis il s'épanche en graves déclarations : « Le scribe de la nécropole et de la prison, Horishera, s'est rendu au grand quartier de la ville, où je réside, et m'a fait trois dépositions que nos scribes ont recueillies par écrit. De plus, le scribe Pibasa de la nécropole m'a remis deux autres dépositions, — en tout cinq, — recueillies de même. Il s'agit de fautes capitales, passibles de mort. Pour moi, j'enverrai (message) à ce sujet au Pharaon, afin qu'il envoie ses agents pour vous charger (d'accusation). » Voilà ce que dit le préfet de la ville, faisant serment dix fois, par la vie du Pharaon : « Je ferai ainsi! »

Tous ces propos sont cités dans un rapport que rédigea le préfet de la nécropole et qu'il envoya le lendemain, 20e jour, au Pharaon, avec son appréciation : « Je n'ai pas compris, dit le préfet de la nécropole, les très graves accusations répétées par les deux scribes au préfet de la ville, et mes pieds n'ont pu atteindre les scribes. Mais c'est un crime, de la part de ces deux scribes, d'avoir fait ce rapport à ce préfet de la ville, car leurs pères n'ont jamais fait de rapport à lui, mais toujours au vizir. » On voit l'argument de procédure soulevé par le préfet de la nécropole contre son collègue de la ville. Sans discuter l'accusation, il la déclare irrégulière, non recevable, puisqu'elle n'a pas été adressée, suivant l'usage, au vizir, mais au préfet de la ville, qui lui-même a eu le tort de la transmettre au Pharaon. Conclusion : plaise au Pharaon de citer tout le monde devant la grande Cour de Justice, pour le lendemain matin.

En effet, le lendemain 21, séance de la grande Cour de la

ville, dans une salle du Temple d'Amon. Devant le premier prophète d'Amon, Amenhetep (qui était alors le souverain effectif à Thèbes), le vizir et d'autres officiers royaux, comparaît en accusé le préfet de la ville, Pasar. On amène, comme témoins, les trois ciseleurs mis hors de cause le 19, comme si la nouvelle accusation du préfet se rapportait à la « Place de Beauté », question déjà vidée. Le vizir déclara s'être rendu compte personnellement que ces ouvriers étaient innocents, puisque les tombes de la Place de Beauté étaient intactes; il conclut : « Toutes les paroles qu'a rapportées le préfet à ce sujet sont *mensonge.* »

Alors la grande Cour « accorde la vie » aux trois ouvriers ciseleurs et les réintègre dans les services du Temple d'Amon. Procès-verbal dressé de l'enquête, toutes les pièces furent versées aux archives du vizir. Ce sont les papyrus Abbott, Amherst et Léopold II, tels que nous les possédons aujourd'hui (1).

COLLUSION DES VOLEURS ET DE LA POLICE

Ainsi la Commission, prenant prétexte d'une faute de procédure, refusa d'enquêter sur la violation d'autres tombes royales; l'affaire tournait à la confusion du préfet de la ville, le seul magistrat qui avait eu souci d'aller au fond des choses. Nous ne savons s'il conserva sa charge. Du moins, les événements ultérieurs se chargèrent de le venger. Quelques mois après, le démenti injurieux à lui infligé, les bandes de voleurs sévissent plus audacieuses que jamais. En l'an XVII, le vizir reprend le chemin de la nécropole pour constater que les tombes de la Place de Beauté sont maintenant fracturées et violées. Puis, c'est le tour de la grande Vallée des rois, où les hypogées des plus glorieux pharaons, Sethi I et Ramsès II, sont saccagés par les pillards. Une conspiration de silence paralyse la probité tardive des magistrats : ces longs rapports, que nous avons analysés, et les aveux des coupables, disparaissent des archives du vizir, sans doute par le fait des personnes intéressées; des gens du peuple retrouvent les documents dans deux jarres, jetées à la rue, et les restituent aux

(1) Tous les documents utilisés ici, moins le papyrus Léopold II, alors inconnu, ont été magistralement republiés, traduits, commentés par T. Eric Peet. *The great Tomb-Robberies of the XXth Dynasty* (1930).

autorités qui cette fois surent les garder, puisqu'ils nous sont parvenus presque au complet.

En résumé, la Commission d'enquête enquêta à côté et non sur le fond ; elle évita de chercher les grands coupables, pour servir les rancunes d'un parti contre un préfet qui était honnête : camaraderie de fonctionnaires négligents, coalition de magistrats contre ceux qui révèlent une vérité gênante, collusion des voleurs et de la police, disparition et retour, également mystérieux, de documents, — tous ces désordres qu'engendrait la faiblesse des gouvernants, tous ces dénis de justice, auxquels, parfois, nous assistons encore, s'épanouissaient à Thèbes sur les décombres de la civilisation égyptienne.

Qu'en résulta-t-il? Dans les années qui suivirent, — pour soustraire aux voleurs les momies augustes des grands pharaons thébains, — les prêtres d'Amon durent les enlever de leurs hypogées et les cacher dans un puits derrière le temple de Deir-el-Bahari. Elles y ont dormi trois mille quatre cents ans; Gaston Maspero les retrouva pour les rendre au culte d'autres adorateurs, les égyptologues et les fervents de l'antiquité. En 1881, lorsque la momie de Ramsès II arriva aux portes du Caire, le scribe de l'octroi, formaliste comme ses ancêtres, chercha vainement dans ses registres quelle taxe il devait percevoir sur cette denrée inconnue : il appliqua au grand Pharaon le tarif pour le poisson séché. Dernière offense d'un peuple oublieux...

Quant à l'outrage fait au Droit éternel que les Égyptiens adoraient sous l'aspect d'une vierge divine, Maât, déesse de la Vérité-Justice, il fut réparé, dans les siècles suivants, moins par les gouvernants, que par le peuple et les penseurs. Parmi les malheureux ouvriers de la nécropole, que l'immoralité des chefs avait dévoyés, nombreux étaient ceux qui croyaient encore à la justice divine, moins facile à corrompre que la justice humaine : sur des *ostraca*, on a recueilli leurs touchants appels « au dieu Amon, ce Vizir qui ne prend pas les cadeaux des violents », et « qui écoute l'appel des cœurs humbles et silencieux ».

De même, dans la haute société thébaine, par réaction contre l'égoïsme et la violence, fleurira une littérature sapientiale, représentée, à cette époque, par la *Sagesse du scribe Ani*, la *Sagesse d'Amenemope*, livres qui ont restauré chez les

Égyptiens les valeurs morales, et dont l'influence profonde retentit sur les Proverbes bibliques. Les sages thébains exhortent l'homme de la rue, comme le fonctionnaire instruit, à renoncer aux mœurs faciles, à l'égoïsme, à la violence, pour mettre tout espoir dans la pratique de la justice et de la piété, qui ouvrent aussi la porte d'une immortalité bienheureuse. Pendant des siècles encore, les prêtres d'Héliopolis propageront cette doctrine de Maât, qui enivra Platon, et dont nous entendons l'écho jusque dans notre littérature de la Renaissance: notre grand humaniste Rabelais, évoquant le monde tout harmonieux des idées platoniciennes, chante le règne de la sage déesse « en l'aer serein, sereine, salubre, plaisante ».

On m'excusera de revenir de la civilisation égyptienne à la Renaissance, de Thèbes à l'Europe d'aujourd'hui, à propos des faits révélés par le papyrus Léopold II. Ces crises de justice et d'injustice pharaoniques sont-elles si loin de nous? Dans le recul des temps, toute cette *histoire vraie* nous apparaît comme un *apologue* oriental, qui comporte une moralité, puisque, selon notre fabuliste, « le conte fait passer le précepte avec lui ».

A l'exemple des Égyptiens sachons, après la tourmente, relever les autels de la Vérité et du Droit. Pour les dédicacer, il n'est que de reprendre les termes exquis de Rabelais : imitant, sans le savoir, l'Égypte à travers Platon, il frappe une formule bien française de la justice: « en l'aer serein, sereine, salubre, plaisante... »

ALEXANDRE MORET.

VISITE
AUX RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES
DU SUD

ODESSA

Avant même que d'arriver à Odessa, une certaine fébrilité s'était emparée des passagers du *De Grasse*. Quand on a payé une somme rondelette sur la foi d'un programme alléchant dans un pays lointain, on aime avoir la certitude que ce programme sera scrupuleusement exécuté. A toutes les questions concernant notre séjour sur le territoire soviétique, les agents de la Transatlantique et des Messageries maritimes, dont les efforts combinés avaient organisé la première croisière française en mer Noire, répondaient invariablement : « Nous ne pouvons rien préciser ; l'*Intourist* de Paris n'a pris aucun engagement au sujet du programme qu'il nous a proposé. Voyez les représentants de l'*Intourist* qui sont à bord. » L'un d'eux, un Français, se débarrassait de nous très courtoisement en nous assurant que lui-même ignorait les dispositions de Moscou à notre sujet, mais qu'il aurait certainement des instructions à Odessa. Quant à l'autre, un Russe embarqué à Marseille, et qui ne parlait ni ne comprenait le français, il se tenait coi, ce qui ne manquait pas d'énerver quelques passagers qui, à tort ou à raison, se croyaient espionnés par ce personnage silencieux ; les commentaires allaient leur train ; un brave homme de Français, qui avait le malheur de ressembler à Lounatcharsky, n'a sans doute pas encore compris aujour-

d'hui pourquoi, pendant les premiers jours du voyage, son apparition sur le pont était accueillie par des regards hostiles, et M. Janin, agent du tourisme des Messageries, un Lyonnais cent pour cent, dont la vaste culture surprenait et ravissait ceux qui s'adressaient à lui pour quelque renseignement, fut longtemps soupçonné d'être l'un des membres les plus dangereux du Guépéou, sans doute parce qu'il avait la chevelure rasée et faisait preuve d'une grande discrétion dans ses rapports avec chacun ; il était le premier à en rire.

Comme nous approchons du grand port ukrainien, par où la Russie communique avec la Méditerranée, et quoique je ne l'aie jamais visité, je reconnais Odessa. N'est-ce pas, sur la droite, descendant vers la mer dont le sépare une mince langue de terre, le gigantesque et majestueux escalier de pierre dont le cinéma soviétique tira de si émouvants effets dans le film de propagande : *le Cuirassé Potemkin*? Si fait, et j'entends encore, accordés à une musique suggestive, les pas lourds des soldats du Tsar descendant en rangs serrés sur toute la largeur des marches et poussant devant eux, à la pointe de la baïonnette, des femmes et des enfants éperdus de terreur ; effets un peu gros, mais admirablement rendus, et qui impressionnaient les spectateurs sensibles. Je ne doute pas que parmi les membres de l'équipage et le personnel du bateau il ne se trouve une poignée de communistes stylés par Moscou et ses agents, instruits de la fameuse révolte du vaisseau de guerre russe, et qui regardent cet imposant escalier quasiment comme un symbole et une visite à Odessa comme un pèlerinage.

Il nous faut, avant de descendre à quai, subir des formalités interminables : remise et examen des passeports, que nous échangeons contre des cartes spéciales ; examen de ces cartes, confrontation minutieuse du touriste avec la photographie de son passeport ; cérémonie fastidieuse qui nous mettra de mauvaise humeur chaque fois que nous quitterons le bateau ou que nous y remonterons. Il paraît, me sera-t-il expliqué, que des indésirables pourraient se glisser parmi nous : « On ne saurait prendre trop de précautions contre d'éventuels espions allemands ou japonais ! » Que n'observe-t-on chez nous une telle prudence ?

Une nuée de jeunes femmes nous encadrent ; quelques-unes sont gracieuses, sinon jolies, mais misérablement fagotées,

quoique, nous nous en rendrons compte plus tard par comparaison avec les citadines que nous croiserons dans les rues, elles aient fait de leur mieux pour être élégantes ; ce sont les guides de l'*Intourist* ; la plupart habitent Odessa ; les autres viennent de Moscou ; toutes, avec plus ou moins d'intelligence et de tact, mais très peu de culture, montrent plus de zèle pour nous convaincre de l'excellence du régime, que pour nous instruire au point de vue touristique. Beaucoup d'entre nous leur rendront la tâche difficile en leur posant les questions les plus embarrassantes ; elles s'en tireront en déclarant avec désinvolture : « Je ne peux pas vous répondre, je demanderai à notre chef ! » C'est aussi à ce chef, qui est peut-être un mythe (on ne le voit jamais), que ces demoiselles promettent de demander pour nous les autorisations les plus anodines, « mais non comprises dans le programme » : l'expérience nous apprend assez vite que cette promesse équivaut à une fin de non-recevoir, puisque le chef demeure introuvable.

Des auto-cars d'ancien modèle, propres et inconfortables, nous promènent à travers la ville ; nous nous arrêtons en haut du grand escalier et au pied de la statue de Lénine, dans la pose où, le bras tendu, il est généralement représenté en U. R. S. S., pour entendre une petite conférence sur la révolte du *Potemkin* et la « merveilleuse attitude » (appréciation soviétique) de l'escadre française en général et de M. Marty en particulier, dans des circonstances que chacun de nous connaît mais ne tient pas particulièrement à se rappeler.

Il n'est point de ville plus triste qu'Odessa, si ce n'est peut-être Leningrad. Toutes les rues, toutes les allées que nous suivons, sont bordées de maisons grises, misérables ; beaucoup de carreaux manquent aux fenêtres, dont les rideaux sont des chiffons ou de simples morceaux de toile. On ne saurait comparer la ville aux quartiers ouvriers des grandes villes occidentales ; là, au moins, règne une animation affairée ; certaines façades sont fraîchement crépies ; on devine des appartements coquets derrière des vitrages neufs ; si je compare les grandes artères d'Odessa aux quartiers populeux de La Haye, par exemple, les habitations ouvrières hollandaises semblent éclatantes de luxe. Pourtant beaucoup des bâtiments d'Odessa, délabrés aujourd'hui, furent de splendides habitations ; mais les dorures en sont éteintes, les escaliers de marbre

poussiéreux et jonchés de débris de cigarettes, les portes à poignées ciselées disjointes ; et, dans les chambres, quatre ou cinq paillasses voisinent avec la vaisselle et avec le linge qui sèche. Le duc de Richelieu, qui contribua si activement à la prospérité d'Odessa et demeura si longtemps le patron de la ville, la reconnaîtrait-il dans cette agglomération de bâtisses ternes, uniformément grises, dont les plus belles ont, on ne sait pourquoi, un air désaffecté ? Les magasins, du reste peu nombreux, aux devantures délavées, présentent des étalages médiocres de petite ville pauvre ; on voudrait pouvoir offrir à la ville quelques tonnes de peinture ou de chaux pour rafraîchir ou colorer la morne uniformité des façades. La foule qui circule dans les rues est sage, sérieuse, terne au possible ; les femmes, dont la plupart sont en cheveux et ne portent pas de bas, ignorent les gants qui semblent être l'apanage des agents, tous pourvus de gants blancs.

Je me demande pourquoi tout ici a l'air à la fois minable et propre ; ne tisse-t-on que des cotonnades grises ou éteintes en Russie soviétique ? Peu de blouses russes, beaucoup de casquettes et d'espadrilles ; aucune élégance ou fantaisie vestimentaire, et la plupart des mentons ont une barbe de plusieurs jours. Les seules manifestations de coquetterie chez les femmes sont l'emploi de je ne sais quel décolorant pour les cheveux et d'un rouge éclatant pour les lèvres, qui donne aux visages gras, généralement pâles, une expression violente ou tragique. A part quelques badauds, personne ne semble se soucier de notre présence pourtant insolite dans cette ville où le touriste n'est pas légion, et l'élégance des passagères n'attire nullement l'attention des femmes ; si celles-ci envient secrètement les toilettes du bon faiseur parisien, elles n'en laissent rien paraître ; je crois d'ailleurs à une indifférence complète du peuple russe pour tout ce qui ne le concerne pas personnellement : il paraît vivre enfermé dans son régime, replié sur lui-même.

Le piéton ne risque pas de se faire écraser à Odessa, où le passage d'une voiture est un événement. « A qui appartiennent les rares autos qui foncent librement dans les rues de la ville ? — A qui en a besoin pour l'exercice de sa profession ou à qui le gouvernement en a fait présent en récompense de services signalés. Il en est de même des bicyclettes et

des motocyclettes. » Beaucoup d'entre nous, qui croyaient naïvement qu'il n'y a pour tous les sujets soviétiques qu'un poids et une mesure, sont tout étonnés de découvrir que certains ouvriers sont mieux payés que d'autres, que les professions libérales, — « parce que nous admirons la science et les intellectuels », — sont mieux rétribuées que les professions manuelles, qu'il y a des gens, peu nombreux, il est vrai, qui se font transporter en auto, tandis que les autres sont empilés, debout, dans de vieux tramways ou dans des camions découverts, semblables à ceux qu'on utilise chez nous pour le transport des barriques; que certains privilégiés ont des appartements « avec deux ou trois fenêtres », au lieu des quelques mètres carrés de logement réglementaires; que quelques ménages ont une domestique et qu'en un mot, les méthodes honnies du capitalisme reviennent tout doucement (oh ! encore bien doucement !) à la mode. « Seulement, m'explique un guide, chez nous chacun peut obtenir une place privilégiée, s'il le mérite. » La naïveté de la propagande soviétique est parfois désarmante.

Une vieille dame demande à visiter des églises. « La liberté du culte n'est pas entravée en U. R. S. S., l'informe son guide; seulement chez nous personne n'a besoin de religion : alors les églises servent de cinémas, de restaurants, de clubs. » Nous recevons l'autorisation de prendre des photographies : « Vous pouvez prendre tout ce que vous voulez ! Ainsi, tenez, voulez-vous photographier la gare ? — Très obligée ; mais la gare ne m'intéresse guère. » En revanche, comme nous coupons une interminable file de femmes en cheveux, et de tovaritch en casquettes qui « font la queue » devant un débit de pétrole, je prie mon guide de faire arrêter l'auto-car ; elle me refuse sèchement : « C'est sans aucun intérêt, — ces gens font la queue sans nécessité, parce que cela les amuse (*sic*) ; — sans intérêt aucun, et il n'y a pas de raison de prendre une photographie. »

On me permet toutefois de photographier le cortège d'un enterrement de « prolétaire ». Pourquoi cette insistance à distinguer le « prolétaire russe »... de qui?... puisqu'il n'y a plus en U.R.S.S. ni aristocratie ni bourgeoisie ! Je n'ai pas réussi à obtenir quelque éclaircissement sur ce point. L'enterrement prolétarien est accompagné de musique; une jeune

fille en cheveux, bras nus dans une blouse rose, conduit le camion automobile sans parois, sur lequel repose le cercueil ouvert et drapé de rouge; des jeunes gens, porteurs de couronnes en papier, précèdent la foule en casquettes; les passants ne se découvrent pas.

Le clou de notre visite à Odessa est certainement, aux yeux de nos guides, la visite de l'usine où se fabrique le pain consommé par la moitié de la population de la ville : « Vous n'avez pas de telles fabriques en France », me dit-on. J'endosse la blouse blanche de rigueur pour pénétrer à l'intérieur de l'usine que je parcours consciencieusement sous la conduite d'un guide dont les explications sont très succinctes. On ne nous fait grâce d'aucun détail concernant le confort et l'hygiène des ouvriers : il nous faut voir la salle de douches où ouvriers et ouvrières passent avant de commencer leur travail, et la salle de réunion du soviet de la fabrique, et le réfectoire, où deux matrones font un frugal repas de pain et d'oignons. Et pour la première fois j'entendrai prononcer les mots de « gros efforts » et d' « admirable », formules employées à tout propos et hors de propos par le visiteur étranger: car en U.R.S.S. le touriste s'étonne de tout. Il y a une fabrique de pain à Odessa : « Gros effort »! un sanatorium à X. : « Gros effort »! une mère embrasse son enfant : « Admirable »! des bambins sortent en rang d'une école : « Admirable »! les citadins ne sont pas vêtus de guenilles, mais de vêtements: « Gros effort »!

Nous devions aller voir les Limans, lacs de boue à quelques kilomètres de la ville; je ne sais pourquoi cette partie du programme a été supprimée; on nous conduit « à la place » visiter les bains de Lermontof, petite station thermale d'un faubourg d'Odessa, où grouillent les baigneurs; la salle de mécanothérapie de l'établissement thermal est très achalandée par des adultes qui s'amusent avec la fierté d'enfants à qui on a donné des jouets compliqués. Les médecins de notre compagnie ne parviennent pas à se faire indiquer la composition de la boue qui fait la renommée du lieu; en revanche, ils peuvent comme nous circuler entre les cellulles de bains où baigneurs et baigneuses ne s'émeuvent pas le moins du monde de la présence d'étrangers des deux sexes.

Une pluie fine s'était mise à tomber, qui donnait à la ville

un caractère plus maussade; nous rejoignîmes l'hôtel de l'*Intourist* (Hôtel de Londres) où le déjeuner fut servi dans le jardin; nous eûmes *la Marseillaise* au programme du concert qui nous fut administré en même temps qu'un repas très convenable, mais que beaucoup déclarèrent médiocre, parce qu'ils avaient été gâtés à bord du *De Grasse* : tomates et concombres non assaisonnés, jambon, caviar, volaille et haricots verts, glaces et fruits. A la fin de notre séjour en U.R.S.S. nous pûmes déclarer que le tourisme soviétique est fondé sur le caviar et le chant des *Bateliers de la Volga*, car nous ne prîmes pas un repas à terre sans que l'un et l'autre figurassent au menu.

Après le déjeuner, ceux d'entre nous qui désiraient rapporter des souvenirs en France, ou simplement envoyer des cartes postales à leurs amis, se précipitèrent sur le *torgsin* adjoint à l'hôtel. Dans chaque ville où l'étranger a la permission de se rendre, il existe un torgsin, c'est-à-dire un magasin où il peut se procurer quelques objets, partout les mêmes, en les payant avec des devises étrangères, et particulièrement du franc français. Le touriste qui se rend seul en U.R.S.S., bien entendu sous la tutelle de l'*Intourist*, reçoit quelques roubles par jour qu'il peut dépenser comme bon lui semble; nous qui étions en groupe, n'eûmes pas ce privilège et nous ne manquâmes pas de nous en plaindre. Peut-on imaginer combien il est désagréable de se trouver dans un pays où, faute d'argent, il est impossible de se procurer autre chose que de la pacotille de propagande pour touristes (fourrures mal préparées, bonnets brodés, poupées de bois ou de chiffons, caviar, serviettes de cuir et blouses brodées)? Impossible de prendre un taxi ou un tram, d'acheter une livre de raisin ou un simple bouton de col, impossible d'entrer dans un restaurant, ou dans un cinéma. Le cours auquel le rouble est calculé dans ces torgsin, qui sont des magasins d'État, est très élevé (13 fr. 50 pour un rouble); un timbre pour l'étranger s'y paie deux ou trois francs. Un vieux monsieur, qui voulait se rendre dans un quartier éloigné de la ville, fut mis d'office dans un taxi et contraint au retour à payer un prix exorbitant. En U.R.S.S. « le touriste a l'impression de voyager à la laisse », me disait un passager belge.

La visite au musée de peinture et de sculpture ukrainien,

aménagé dans un ancien palais, fut pour nos guides la meilleure occasion de la journée pour nous faire un petit cours de propagande soviétique, car les discours ébauchés en haut de l'escalier de pierre et devant la statue de Lénine n'avaient pas rendu et le public s'était montré rétif à accueillir la bonne parole. Mais devant les toiles médiocres, dont quelques-unes seulement, — des portraits, — ont une réelle valeur artistique, nous apprîmes que l'Ukraine avait été très malheureuse sous les Tsars et que pendant la révolution les prolétaires avaient eu à y lutter à la fois contre les armées blanches, contre les bourgeois et contre les étrangers; que depuis Mazeppa il y avait eu des dizaines de milliers de martyrs ukrainiens, mais qu'aujourd'hui la république autonome jouissait de la plus grande prospérité et de la plus complète liberté sous le régime soviétique! Les tableaux offerts à notre admiration étaient l'illustration des misères ukrainiennes avant la révolution et de la félicité actuelle : supplices infligés aux prolétaires sous l'ancien régime, glorification du paysan et de l'ouvrier, poétisation de l'usine.

La sculpture est nettement belliqueuse : ce ne sont que soldats ou marins en armes, accompagnés ou non d'engins de guerre. Comme j'en faisais la remarque à un Russe, il me répondit qu'il fallait bien que le peuple estimât la marine et l'armée dont il aurait sans doute besoin bientôt, quand les Japonais ou les Allemands attaqueraient la Russie. « L'armée et la marine sont plus respectées chez nous que chez vous, ajouta-t-il; vous savez sans doute que nos soldats et nos marins ont le droit de vote. »

Tandis que nous visitions la ville, une partie de l'équipage et du personnel du bateau était reçue officiellement par les camarades d'Odessa; point n'était besoin pour eux de passeports ou de formalités ennuyeuses; au rebours, les passagers qui n'avaient pas souscrit à toute l'excursion en U.R.S.S. (elle coûtait près de 2000 francs) n'étaient pas même autorisés à descendre sur le quai. La réception fut à la fois grandiose et cordiale : musique, boissons fraîches, collations succulentes, bal auquel prirent part d'accortes jeunes femmes, le tout agrémenté de discours bien sentis, glorifiant le camarade Marty, représenté par son buste. « Prolétaires du monde entier, unissez-vous!... » On se sépara sur une *Internationale* clamée

en chœur, après avoir rappelé les souvenirs de la mer Noire. Il n'en fallait pas davantage pour monter les têtes, et les camarades français, oubliant qu'ils ne se contenteraient pas en France, comme les tovaritch d'Odessa, d'un régime frugal, de quelques mètres carrés pour se loger, d'un peu de pétrole pour s'éclairer et qu'ils ne supporteraient pas l'interdiction de manifester et de critiquer le gouvernement, revinrent à bord pleins d'admiration pour le régime soviétique.

YALTA

Nous arrivons devant Yalta, la perle de la Riviera de Crimée, la ville de repos, l'ancienne résidence d'été des tsars et de la noblesse russe. Les montagnes forment un croissant parfait, effilé aux deux extrémités, au centre duquel s'étage la ville, toute parsemée de verdure et de hauts cyprès. Les vedettes du bateau nous transportent au quai où nous débarquons en face du torgsin : un loup, tout debout au milieu de tapis de fourrures, semble défendre les dépouilles de ses congénères. Quoique tentés par le prix modique des fourrures, très peu d'entre nous en achètent, car depuis que les peaux russes ne sont plus travaillées par les spécialistes de Leipzig, elles se détériorent très rapidement.

Nous montons dans les cars et suivons un boulevard aimable qui autrefois dut être très élégant et très gai; des magasins, qui ont maintenant le caractère désaffecté commun à tous les magasins russes que nous avons vus, devaient autrefois regorger de toutes les inutilités indispensables aux baigneurs sur les plages à la mode. Aujourd'hui, malgré le soleil éclatant, tout est terne, morne, pauvre; de maigres acacias et des lauriers roses en fleur bordent ce boulevard poussiéreux ; il n'y a ni cactus, ni palmiers, ni pins parasols; la végétation ne rappelle pas celle de notre Riviera, mais plutôt celle de la côte dalmate. Nous descendons devant une bicoque dont l'extérieur fait penser aux dioramas orientaux de bazars; c'est le palais que le tsar fit construire pour l'émir de Boukara et qui est actuellement aménagé en musée. Nous parcourons docilement des salles en enfilade où des poteries, des fossiles enfermés dans des vitrines, sont l'occasion pour nos guides, qui potassent des notes sous nos yeux,

de nous faire une leçon d'archéologie tout à fait touchante.

Après la visite au palais de l'Émir, on nous conduit à Livadia, l'ancienne résidence des Tsars, à quelques kilomètres de la ville ; un site et un panorama inoubliables ! Le palais où Nicolas II passait l'été avec sa famille est aujourd'hui une maison de repos pour les ouvriers fatigués ; c'est une grande bâtisse géométrique, un peu caserne, sans ornements ; un parc splendide, parfaitement entretenu, l'entoure.

8 pour 100 des « prolétaires fatigués » qui sont autorisés à prendre un mois de repos à Livadia, sont des paysans ; les autres sont des ouvriers, nous dit-on. Tout Yalta et ses environs sont organisés pour recevoir les ouvriers en vacances ; 135000 lits sont à leur disposition : il y en a jusque sur les balcons et sur les toits ; pour un pays de plus de 100 millions d'habitants, ce n'est évidemment pas encore beaucoup.

Ces « ouvriers fatigués » de Livadia et de Yalta sont pour la plupart de splendides jeunes gens et de solides jeunes femmes ; point de vieillards ou même d'adultes au-dessus de quarante-cinq ans. S'il y en a, ils se cachent bien ; on ne rencontre que de la jeunesse dans les allées des parcs, dans les rues et sur les routes, dans les camions qui transportent des excursionnistes. Pourtant si, j'ai vu un vieillard dans le parc de Livadia : il était occupé, dans une allée déserte, en plein soleil, à creuser une tranchée dans laquelle il était enfoncé jusqu'au torse ; la sueur russelait sur son dos nu et ridé ; il avait de pauvres bras maigres qui avaient peine à soulever la pioche.

Un Russe m'a affirmé que seuls peuvent prendre des vacances sur la corniche de Crimée les membres éprouvés du parti. Quoi qu'il en soit, toute cette jeunesse occupée à se reposer et à se distraire, si elle n'est pas exubérante, paraît du moins parfaitement satisfaite de son sort ; on entend des chants, des balalaïkas et quelques rires.

La visite du palais transformé en un lieu de villégiature idéal pour une centaine d'hôtes et aménagé en dortoirs et en réfectoires est de peu d'intérêt ; la chambre de la tsarine Alexandra Feodorovna, lambrissée de bouleau de Carélie, qui sert de dortoir à des femmes, est l'objet de réflexions désobligeantes pour l'ancienne occupante : « Voici la porte qui communiquait avec la chambre de Nicolas II et voici celle par laquelle entrait le moine Raspoutine à toute heure du jour et

de la nuit. » La Tsarine était très violente : comme l'architecte qui construisit Livadia en faisait visiter le patio à l'Impératrice, celle-ci fut si fâchée de la simplicité de la décoration qu'elle gifla le malheureux. L'architecte se vengea de ce mauvais traitement en donnant aux lions sculptés qui ornent les bancs de pierre du patio une ressemblance frappante avec le Tsar. »

Des larges baies qui éclairent l'ancien appartement d'Alexandra Feodorovna, on jouit d'un des plus beaux panoramas du monde : par delà les massifs fleuris, les vignes et les bois, la mer et la montagne s'étendent à perte de vue, dans une alternance harmonieuse. Je ne pus m'empêcher de penser à celle qui dut s'emplir les yeux de toutes ces beautés et qui, torturée par les dangers qu'elle pressentait et par une vie intérieure tourmentée, n'en pouvait pas goûter l'apaisante grandeur... « Et voici la chambre des enfants, car le couple impérial avait des enfants, quatre filles et un fils malade. » Ce rappel jette un froid.

Avant de quitter le domaine, nous nous arrêtons devant l'ancienne villégiature des Tsars, une construction de pierre peinte à l'imitation d'un chalet de bois et où Alexandre III passait une partie de l'été ; c'est là du reste qu'il mourut et son cadavre était si gros qu'on dut démolir un pan de mur pour y faire entrer le cercueil.

Les docteurs qui faisaient partie de notre compagnie et parmi lesquels se trouvaient quelques sommités médicales françaises, se réjouissaient de visiter le sanatorium de Dolossy, en pleine montagne, à une dizaine de kilomètres de Yalta. Ce sanatorium a été construit par les Soviets, au milieu des bois. Le bâtiment de pierre grise est moderne et sobre de lignes ; des parterres de fleurs égaient le parc devant la façade principale. Les médecins français ne furent pas invités à s'entretenir avec les médecins du sanatorium ; comme le commun des touristes, ils furent conviés à s'asseoir dans le hall pour entendre un homme en blouse blanche (infirmier ou docteur ?) donner quelques explications telles que celle-ci : « Cet établissement est un sanatorium où sont soignés les tuberculeux, qui prennent quatre repas par jour et se reposent plusieurs heures pendant la journée. » Et ce fut tout... Contact scientifique assez maigre ; mais avant de quitter Dolossy, nous

eûmes tous le loisir de passer devant les fenêtres du restaurant où, dans chaque assiette, sur des tables immaculées, se trouvait une énorme tranche de pastèque.

La région de Yalta est célèbre par ses vignes ; à Massandra, on nous donna quelques échantillons de vins à goûter et cela nous amusa beaucoup de constater l'entêtement des femmes préposées à la dégustation pour nous convaincre que la qualité des vins de Bordeaux fabriqués en Crimée est supérieure à celle des crus français ! C'est une faiblesse soviétique, et qui peut être expliquée en partie par la méfiance générale qu'inspire le régime, de vouloir convaincre les « gentils » de la supériorité de tout ce qui se fabrique ou s'élabore en U. R. S. S. Une des touristes, qui parlait le russe, rapporta qu'à Dolossy, un hospitalisé demanda à l'homme en blouse blanche qui nous étions et ce que nous faisions au sanatorium : « Ce sont des médecins français, lui fut-il répondu, qui viennent apprendre chez nous les derniers perfectionnements en fait de sanatoria pour tuberculeux. »

SÉBASTOPOL

Pour le touriste français, Sébastopol est d'abord un lieu de pèlerinage. Il évoque l'épisode de la guerre de Crimée, en 1854, où périrent sur terre et sur mer, par les armes et la maladie, tant de soldats et de marins français.

La route de Yalta à Sébastopol, le long de la corniche de Crimée, sous un soleil adouci par de légers nuages, est un enchantement pour les yeux : de hautes montagnes, des rochers dressés ainsi que de gigantesques forteresses, au pied desquelles des vignes lourdes de grappes descendent en pente douce jusqu'au bord de la mer ; çà et là des bois, une plage dorée ou quelque hameau hérissé de cyprès ! Et point d'affiches ni de réclames, point de cohue, point d'autos ni de motocyclettes, point d'estaminets ni d'auberges criardes !

Le plus merveilleux point de vue de toute la route est le promontoire de Baïdar, qui surplombe la mer d'une hauteur de plusieurs centaines de mètres. L'église de Saint-Georges, située à l'extrême pointe et qui fut un lieu de dévotions réputé dans la région, est utilisée comme restaurant. Nous nous y arrêtons pour prendre quelques rafraîchissements. Trois

camions en travers desquels des bancs de bois ont été tant bien que mal aménagés, déchargent toute une troupe de jeunesse prolétarienne en vacances, le havresac au dos, et qui, pour visiter la Crimée, ne se montre pas trop exigeante sur la question de la route, car cette route est le plus souvent exécrable et les heurts font parfois gémir les plus endurcis d'entre nous, quoique nos cars soient pourvus de sièges quelque peu capitonnés.

Après Baïdar, nous entrons dans une région montagneuse, nue et triste jusqu'aux abords de Sébastopol qui nous apparaît à l'horizon toute irisée de soleil entre deux collines douces, qui semblent s'être écartées pour permettre au voyageur, lassé du paysage désertique à travers lequel il chemine, d'entrevoir, longtemps avant de l'atteindre, la ville, but de son voyage. Le vieux Sébastopol, sur la colline, est une petite ville de maisonnettes rustiques entourées de jardins; la ville moderne s'étale le long de la mer jusqu'au port. Étrange illusion que crée sans doute une ambiance de souvenirs liés à notre insu au nom de Sébastopol, cette ville nous paraît presque familière : « C'est Toulon, un jour où toute trace d'élégance ou de luxe aurait été bannie, disent les Français, soucieux de comparaisons. Toulon, un jour où tous les marins du port seraient en congé », car dans les rues, dans le parc, devant les monuments publics, des milliers de marins en uniforme blanc déambulent à la manière de tous les marins du monde, les bras ballants et la tête haute, tournée invariablement du côté de la mer. « Vous voyez, me dit un Russe que j'interviewe à l'hôtel entre deux portes, nos marins sont magnifiques et... légion, mais nos vaisseaux de guerre ne sont ni suffisamment nombreux ni assez modernes; il nous faudrait beaucoup d'argent pour avoir une flotte de guerre formidable, digne de nos marins... La France doit comprendre que nous avons besoin d'argent. » En passant près du port, je vois en effet quelques cuirassés de modèle ancien et qui ne font pas trop bonne figure, à ce que me dit du moins un grand expert français qui voyage avec nous.

Ce même Russe, qui vient de Moscou où il occupe une position libérale, ne me cache pas son sentiment qui est, selon lui, celui de toute la Russie, au sujet d'une alliance militaire franco-russe : « Soyez forts, donnez-nous de l'argent, soyez

prêts dès que nous serons attaqués... Vous comprenez bien, me dit-il, que le conflit italo-éthiopien, si, comme il est à craindre, la Société des nations ne parvient pas à l'écarter, peut dégénérer... Tenez, croyez-vous que les manœuvres navales anglaises aient seulement pour but d'effrayer l'Italie? La question éthiopienne camoufle d'autres inquiétudes anglaises: l'Angleterre voit loin. Il est certain, par exemple, poursuit mon Russe, dont la pensée est restée ancrée au point de départ de notre conversation, il est certain que la mer Noire doit devenir un jour une mer russe... russe et turque (il sourit à peine; les Russes de l'U. R. S. S. sont avares de rires et de sourires), enfin... russe! L'Angleterre le sait bien; d'où le pipe-line d'Haïffa. » Il dit encore : « La position de la France obligée d'être le soldat de l'Angleterre et celui de la Russie (*sic*!) est malaisée. »

Une grande animation règne à Sébastopol où six promeneurs sur dix sont des marins; il fait un temps superbe; les maisons ont un aspect plus gai que celles d'Odessa; il y a des curieux aux fenêtres, des femmes aux balcons, un va-et-vient de gens dont les visages paraissent détendus, et si je demande mon chemin, il arrive qu'on me réponde en français, ce qui me paraît un témoignage de cordialité presque chaleureux, au milieu de l'indifférence totale et quasi dédaigneuse qui accueille notre présence de touristes français sur le sol de l'U. R.S. S.

Il y a dans la rue principale de Sébastopol qui, je crois, comme partout ailleurs en U. R. S. S., est la rue Lénine, un charmant petit hôtel aménagé en musée; dès le hall, où sont accrochées des panoplies et des uniformes français, on se sent assailli par les souvenirs de la guerre de Crimée; aussi, je bats en retraite! Je ne saurais expliquer le malaise que j'éprouve chaque fois que, à l'étranger, je me trouve en présence des souvenirs matériels de sacrifices français, car je ne puis me défendre de la tristesse qui m'étreint. Il me faudra déjà, tout à l'heure, monter sur la colline du 4e bastion où se trouve le fameux cyclorama de Roubaud. C'est une toile de 176 mètres de long sur 24 de haut; le visiteur, placé au centre de la tour sur un monticule qui par rapport au tableau représente le fort de Malakoff, a sous les yeux la reconstitution exacte du trop fameux siège. Aucun détail n'a été omis : ni la chapelle improvisée où le pope célèbre l'office des morts, ni

l'expression de souffrance sur les visages, ni le blessé soutenu par une sœur de charité. « Remarquez, dit le guide, qu'il y a deux blessés, un officier et un soldat et que la sœur secourt d'abord l'officier ! — Mais, dis-je, agacée d'un parti pris stupide et offensant, vous voyez bien que l'officier est le plus près de l'ambulance : la sœur devait-elle passer par-dessus le corps de ce malheureux, seulement parce qu'il est gradé? » On accède au cimetière français, à plusieurs milles de la ville, par une mauvaise route et une piste, à peine tracée. A la porte du cimetière, une inscription en russe : « Ce lieu est territoire français. » Chacun de nous dépose une fleur dans la chapelle centrale ; le pèlerinage à cet enclos carré, jardin fleuri entouré de caveaux, trop nombreux, hélas ! nous attendrit ; parmi les noms des morts, je lis celui d'un de mes parents.

Nous nous sommes recueillis devant beaucoup de tombes françaises durant notre voyage : il en est de plus fraîches que celles de la guerre de Crimée : les Dardanelles... Scutari... Il me semble, dans le calme de ce cimetière français perdu dans le désert étranger et ébloui de soleil, entendre les clameurs de toute une jeunesse massée sous la terre qui l'étouffe.

BATOUM

Pour la troisième fois nous accomplissons de mauvaise grâce les formalités ennuyeuses du débarquement : nous nous faisons l'impression de galériens numérotés. Une odeur de pétrole sature l'air ; les pipe-lines, serpents rigides, débouchent sur le quai. Une pancarte : Défense de fumer, *Don't smoke*, *Vietato fumare*. Dans le port, un bateau italien attend son chargement d'huile.

Nous levons les yeux vers les montagnes boisées qu'estompe la brume matinale ; il fera chaud ; nous sommes dans une région subtropicale, à la végétation touffue, exubérante. Les autocars où nous sommes sagement entassés, laissant la ville sur la droite, et après avoir longé la mer durant quelques minutes, s'engagent sur une route passable qui grimpe à travers la forêt. Des haies d'hortensias bleus et d'hibiscus violets bordent la route et semblent contenir un enchevêtrement d'arbres, de palmes, de lianes, de fougères, qui, au flanc de la montagne, alterne avec des vergers de mandariniers, des

bois de bambous et d'immenses jardins de thé. La montagne paraît couverte d'une épaisse toison, rasée par places et rappelle les monts chaotiques des Préanger javanais.

Nous approchons de l'usine à thé de Tchavka, construite au milieu d'un parc fleuri, dans un lieu paradisiaque. Voici d'abord les longues casernes ouvrières, dépourvues de confort et assez semblables aux *pondoks*, où, dans la plupart des plantations de Sumatra, on loge la main-d'œuvre indigène. Les touristes que la fabrication du thé n'intéresse pas se promènent dans le parc, s'extasient sur les magnolias et les bougainvilliers en fleur et sur le panorama merveilleux; les autres sont admis à passer d'une salle dans l'autre, à regarder les différentes machines : ils n'apprennent pas grand chose, car aucun des guides n'est capable de leur fournir des explications élémentaires sur ce qu'ils voient ; quelques-uns de ces infortunés, après avoir erré à travers l'usine, finissent par échouer dans la salle de dégustation où, prenant pour un breuvage qui leur est destiné le liquide noirâtre contenu dans des bols coiffés d'un couvercle et alignés sur une table, ils le boivent héroïquement en faisant des grimaces de dégoût, car ils ignorent l'usage des récipients disposés sous les tables et où les dégustateurs crachent l'infusion après en avoir apprécié les qualités.

Un hasard me fait rencontrer un employé de l'usine qui parle anglais et j'insiste auprès de lui pour qu'il me fasse visiter la fabrique en détail. Toute une hiérarchie doit être consultée avant l'obtention de cette faveur que le Directeur finit par m'accorder sans aucune autre trace, je ne dirai pas de bonne grâce, mais même de courtoisie élémentaire, car il ne semble pas s'apercevoir de ma présence et regarde droit devant lui, à travers moi, tandis que je le salue et le remercie. Mon cicerone me donne quelques chiffres statistiques sur l'extension rapide de la culture du thé en U. R. S. S. En 1913, il y avait 862 hectares plantés de thé dans toute la Russie ; en 1934 il y en avait 34 000. Il existait trois plantations en 1926, et quinze en 1934 ; deux usines en 1918, et vingt-huit en 1935. L'usine de Tchavka existe depuis cinq ans et est pourvue de machines modernes ; mais dans la salle de fermentation je n'ai pas découvert les thermomètres indispensables au contrôle ; le thé que j'ai dégusté est bon, un peu amer. Le gouvernement

soviétique espère, d'ici quelques années, pouvoir se passer entièrement de thé importé et même pouvoir exporter le surplus de la production qui déjà atteindra 3,3 millions de kilos pour 1935. Je cite ces chiffres sous toutes réserves tels qu'ils m'ont été donnés. Il me paraît curieux, par exemple, qu'il soit besoin de vingt-huit usines pour quinze plantations de thé. Toutes les opinions et tous les renseignements que je rapporte m'ont été fournis tels que je les cite. Je décline toute responsabilité de ce qui n'est pas mon expérience ou mes opinions personnelles. J'emporte quelques échantillons du thé de Tchavka, que je dois à la libéralité de mon cicerone.

Il est une heure de l'après-midi ; le programme comprenait une collation à Tchavka ; mais nous n'en apercevons pas les préparatifs et force nous est bientôt de comprendre que nous devrons nous en passer. Il nous reste encore, avant de rejoindre l'hôtel de l'*Intourist* où nous attendent le menu et le concert stéréorypés, « d'uniforme », comme dit un jeune étudiant lyonnais, à visiter le jardin botanique aménagé à quelques portées de fusil au flanc de la montagne. Pour qui a vu les jardins botaniques des Tropiques et en particulier le merveilleux jardin de Buitenzorg, à Java, le parc botanique de Batoum, avec son jardin japonais et ses quelques essences tropicales, fait figure de parent pauvre ; mais la vue de la mer, d'un cobalt cru et toute frangée de palmiers, justifie à elle seule la promenade à travers champs et forêts.

Batoum est russe depuis le traité de Berlin de 1878. Quoique faisant partie d'une république autonome du sud, elle est soumise, à cause de sa proximité de la frontière, à un régime de surveillance qui ne laisse rien au hasard. La population, m'a-t-on dit, serait encline à ne pas apprécier intégralement le paradis soviétique et il y aurait à peu près chaque mois une dizaine d'indigènes confiants dans les chances d'évasion que semble leur assurer le voisinage de la Turquie (trois kilomètres par mer et sept par terre). S'ils sont découverts, les malheureux sont rendus à leur patrie, où ils sont exécutés aussitôt. Depuis quelque temps, cependant, la Turquie garderait les transfuges politiques et ne renverrait que les évadés ayant commis une peccadille contre le droit commun. « Cela fait tout de même bien, l'un dans l'autre, me dit mon informateur, un fonctionnaire turc rencontré en Asie Mineure,

une poignée de fusillés par mois. » Et comme je lui demande si la Russie renvoie, par mesure de réciprocité, les transfuges turcs, il me repond candidement qu'il n'y a pas dans toute la Turquie d'Europe et d'Asie, pas plus que dans tout l'univers, d'homme assez fou pour s'enfuir en U. R. S. S.

Batoum serait aussi terne, aussi triste qu'Odessa, si des rectangles étroits de verdure fleurie entre les arbres des longues avenues n'égayaient quelque peu l'aspect de la ville. Et puis, Batoum a sa plage et son boulevard. La plage s'étend sur plusieurs kilomètres de galets le long d'un parc aux splendides allées bordées de magnolias; on y voit peu de monde; quelques isolés enfoncés dans des fauteuils transatlantiques de bazar gris et délavés et, à peine séparés des promeneurs par une étroite bande de toile, des baigneurs en caleçon de bain et les nudistes des deux sexes qui étalent sans vergogne leur anatomie lourde et leur chair rissolée au soleil. Une construction en colonnades élancées, qui tient du temple et de l'arc de triomphe, se dresse harmonieusement au centre du parc d'où elle domine la plage. Le boulevard, en bordure entre la ville et la mer, rappelle les corsos de l'Europe centrale; des flâneurs sont accoudés à une balustrade et une foule assez dense déambule; les couples se tiennent par le coude, et les enfants, comme partout ailleurs, se faufilent entre les jambes des promeneurs. La foule soviétique, quoi qu'on en dise, et quoi que j'en aie lu, est morose,. silencieuse, grave toujours et sans sourire; un ruban rose dans la chevelure d'une fillette nous fait nous retourner. Sur les bancs du boulevard, comme sur les bancs ombragés du parc de la plage, des adultes épellent en le suivant du doigt un texte en géorgien, dans des livres démantelés ou de vieux journaux. On ne voit pas de vieilles gens; pendant tout mon séjour en Russie du Sud, je n'ai pas rencontré dix personnes ayant dépassé la cinquantaine. Hasard? Où se tiennent les vieillards, s'il y en a? Les guides nous font remarquer l'église allemande : « La colonie allemande de Batoum est assez importante pour avoir son église. Chez nous, la liberté des cultes est respectée aussi bien que la liberté de parler sa langue; vous voyez bien que les habitants de Batoum ne lisent pas des journaux russes, mais géorgiens. »

Je découvris sur une place un étrange monument : une statue élevée au drapeau rouge.

TIFLIS

Il y a loin des wagons luxueux de l'U.R.S.S. du Nord aux voitures antiques qui nous transportent de Batoum à Tiflis; je n'en ai vu de semblables qu'en Palestine, il y a une dizaine d'années; quoi qu'il en soit, je suis installée assez confortablement dans un compartiment de wagon-lit très propre, mais dont, on ne sait pourquoi, les lavabos sont cadenassés; il sera donc impossible de se laver les mains de toute la journée. Les deux extrémités de chaque wagon sont gardées par la police! Pourquoi ?

Le paysage est suffisamment attrayant pour faire passer sans ennui les longues heures du voyage : nous longeons la côte boisée, égayée de plages charmantes où quelques rares baigneurs, dans le plus simple appareil des nudistes, gisent offerts au soleil; les collines servent de contrefort à des montagnes plus élevées et, à mesure que nous nous enfonçons dans l'intérieur du pays, la végétation subtropicale disparaît. L'industrie du bois semble très importante dans ces régions. Nous traversons quelques petites villes dont les gares sont d'aspect assez misérable; les trains que nous croisons sont composés de cages de bois où les voyageurs sont entassés comme du bétail.

Nous venions de prendre le thé dans le wagon-restaurant surchauffé et dont on ne pouvait ouvrir les fenêtres, lorsqu'un choc assez violent nous mit tous debout, chacun, selon la puissance ou les complexes de son imagination, échafaudant instantanément sa propre version de l'accident : un wagon un peu plus vermoulu que les autres venait littéralement de se déchirer et le convoi se trouvait brutalement séparé en deux tronçons; chacun de sauter sur la voie, la police et les employés les premiers. Le dégât constaté est rapidement réparé, tandis que la police et nos guides s'empressent autour de nous pour nous interdire de prendre des photographies; les employés détachent le wagon sinistré, le remplacent par une voiture supplémentaire que nous traînions depuis Batoum et dont les compartiments cadenassés nous avaient intrigués.

« Nous serons bientôt à Tiflis »... ces paroles avec lesquelles les guides calment notre impatience d'arriver, — car il est près

de neuf heures, — m'immobilisent à la portière. J'aime les abords d'une grande ville inconnue, la nuit. Le train ralentit ; nous passons assez près de ce qui me paraît être une ville sur une lagune, dominée par une nappe lumineuse au centre de laquelle se dresse une gigantesque statue irradiante, la statue d'un homme, le bras tendu, dans une pose que je reconnais ; l'effet est saisissant de ce Lénine, fantôme blanc devant lequel nous fuyons. C'est Mtskhet, l'ancienne capitale de la Géorgie, où les Soviets ont construit une puissante station hydraulique qui pourvoit Tiflis d'électricité : au confluent de l'Arogrea et de la Koura une écluse, me dit-on, élève le niveau de l'eau de 23 mètres.

Tiflis est située sur la grande ligne transcaucasienne qui unit Bakou à Batoum : c'est le centre le plus important de toutes les Républiques socialistes soviétiques fédérées du Caucase. Détruite et reconstruite vingt-neuf fois au cours des siècles, envahie par quarante-cinq peuples différents, c'est un agglomérat de races qui ne comprend qu'un faible pourcentage de Russes. Les Arméniens y sont très nombreux et occupent tout un quartier sur une hauteur : c'est la partie la plus pittoresque de la ville, avec ses vieilles masures rappelant les maisons turques ou les koulas albanais : toute une population gaie, misérable et effrontée y grouille.

L'immense place de la gare, où stationnent quelques autos, est très animée et généreusement éclairée. Nous n'en croyons pas nos yeux : toute la ville vit la nuit et, dans les longues avenues, les magasins sont encore ouverts ; les blanches bâtisses modernes, la profusion des lumières, le luxe (très relatif) des étalages réjouissent la vue après la pouillerie des autres villes que nous avons visitées ; la foule, ici, n'a pas l'air contraint auquel nous sommes habitués depuis que nous sommes sur le sol soviétique.

Je passe la soirée à errer par les rues, à observer les passants, à interroger ici et là les inconnus de bonne volonté qui ne redoutent pas de parler à une étrangère ; à ma grande surprise, ils ne sont pas rares et il se trouve même un militaire gradé qui m'adresse le premier la parole en allemand. Avec lui je pourrai pénétrer dans un cinéma où se déroule un film arménien assez ennuyeux ; entrer dans un restaurant, où un orchestre assez bien composé exécute une musique médiocre

qui n'est pas de la musique russe classique. Puis, vers minuit, mon cicérone improvisé me convie à l'accompagner dans un appartement de deux pièces, où habitent deux dames fort aimables, dont l'une, une jeune femme, parle un peu le français; elle s'exprime sur le régime avec une liberté à laquelle je ne suis pas accoutumée : « Quand le gouvernement assure qu'un crocodile est plus long de la tête à la queue que de la queue à la tête, dit-elle, il faut le croire et surtout avoir l'air de comprendre; tel est le secret pour vivre tranquille. Pour le reste, nous sommes assez libres ; à cause de la diversité même des populations qui habitent la Géorgie et de la multiplicité des agressions que ce pays a subies, et qui l'ont aguerri, nous jouissons ici d'un régime spécial assez souple. Si les Soviets de Moscou exercent l'autorité suprême sur les républiques soviétiques et socialistes du Sud, celles-ci ont une autonomie assez large en ce qui concerne leurs affaires privées de mœurs, de langue, de culte ; vous savez qu'il y a beaucoup de musulmans en Géorgie ; on rencontre encore des femmes voilées dans les vieux quartiers, ces vieux quartiers que le touriste juge pittoresques, mais que nous souhaitons faire disparaître, afin de les remplacer par des habitations modernes. — En somme, hasardai-je, on vous manie avec précaution. — C'est à peu près cela, dit le soldat : le régime, dans ces régions, est élastique sur certains points. Du reste vous avez dû remarquer, puisque vous êtes allée il y a quelques années en U.R.S.S., que nous revenons à une sorte de régime capitaliste ; la doctrine a fléchi, seule l'intransigeance politique est demeurée : les salaires sont inégaux, une classe dirigeante et privilégiée se forme ; ce ne sont pas les mêmes qu'autrefois qui jouissent aujourd'hui des avantages : voilà où est le changement. »

Je rentrai à l'hôtel en méditant sur la conversation que je venais d'avoir. Les artères principales, étincelantes de lumière, dégorgeaient une foule hétéroclite, décente de costume et de tenue; dans des ruelles écartées, plus sombres, des miséreux dormaient sur le pas des portes; devant un magasin de victuailles fermé, un veilleur de nuit faisait les cent pas. Dans le hall de l'hôtel, un homme grand et gras, très élégamment vêtu, pérorait avec le gérant : je m'informai de ce que pouvait être un personnage d'apparence si cossue : « Le directeur des

cafés-concerts, des « boîtes » de Tiflis », me fut-il répondu.

Du mont David, d'où le panorama sur la vallée de la Koura et sur les montagnes nues avoisinantes est d'une imposante et sévère grandeur, on se rend nettement compte que Tiflis se divise en trois villes : la ville haute sur la colline, avec la forteresse, de vieilles maisons de torchis et de bois; la ville géorgienne avec ses églises aux clochers verdâtres, triangulaires, et ses maisons orientales carrées, dont les fenêtres ouvrent sur une cour intérieure, qu'ombrage un arbre feuillu; ces demeures, en forme de caravansérails, sont à la fois un puits de fraîcheur et, sitôt la porte fermée, un bastion; la ville moderne, aux avenues spacieuses entre les hautes maisons blanches, avec son théâtre, son musée, le Grand hôtel d'Orient, l'office de l'*Intourist*, les banques et deux ou trois magasins modèles qui, au milieu des autres, font figure de palais. Aujourd'hui, où les voies ferrées et les autocars se multiplient, les caravanes qui, venant d'Orient, aboutissaient à Tiflis, ont à peu près disparu; je les imagine, longues files semblables de loin à des grains de chapelets mouvants, s'approchant de la ville à longs pas nonchalants et patients.

Il ne faut pas perdre son temps pour visiter Tiflis en une seule journée, des souks, qui rappellent tous les souks du proche Orient, au luxueux « Félix Potin » d'État, au musée, à la citadelle, aux bains turcs et à l'ancienne prison, en passant par le quartier arménien, où la marmaille nous acclame dans son jargon.

Les bains arméniens de Tiflis sont renommés pour la dextérité de leurs masseurs, qui exécutent des pieds et des mains, sur le dos des baigneurs, une danse « façon géorgienne » qui brise le thorax de ces martyrs volontaires et les laisse pantelants pour plusieurs jours; un touriste, qui avait voulu goûter de ce traitement excellent pour les nerfs, dans toute sa rigueur, eut un mouvement de recul le lendemain, quand il lui fallut monter dans l'auto-car parcimonieusement capitonné dans lequel il devait poursuivre le voyage par la route militaire de Géorgie. Quant à la prison « du temps des Tsars », notre guide me la désigne comme une institution désuète qui n'existerait plus sous le régime soviétique (est-ce parce que la peine de mort suffit à punir les délits?). « Nous avons bien encore quelques prisons pour les prisonniers de droit commun

et les assassins, où les détenus se surveillent les uns les autres, sans qu'il soit besoin de les faire garder par des geôliers; chacun y a droit, le sixième jour, à quelques heures de sortie, et nul ne songe à s'enfuir; les prisonniers se conduisent toujours fort bien pendant leur promenade en ville; du reste, au moindre manquement, leurs co-détenus se chargeraient de les remettre au pas. » J'ai la discrétion de ne pas m'informer du traitement infligé aux prisonniers politiques.

Je m'arrête devant la vieille église arménienne de Notre-Dame de Sion, en contrebas dans une étroite rue populeuse; des chants liturgiques qui, malgré le brouhaha de la rue, me paraissent très beaux, m'y attirent. Je descends et passe le porche; c'est la fête de Notre Dame des Sept Douleurs, et l'archimandrite lui-même officie; l'église est comble; le prêtre est un beau vieillard au fin visage qu'une longue chevelure blanche auréole et spiritualise; la lenteur voulue de ses gestes, la noble simplicité des rites qu'il accomplit, entouré de ses vicaires, sur un podium dressé à quelques mètres du porche, plus encore que la richesse des ornements sacerdotaux dont il est revêtu, lui confèrent une imposante dignité; on est surpris de voir tant d'or sur le dos de ce vieillard et je me demande qui supporte les frais du culte, car chasubles et mitres paraissent neuves.

A TRAVERS LE CAUCASE

Le point d'intérêt culminant de notre voyage dans les Républiques socialistes soviétiques du sud devait être la traversée du Caucase par la route militaire de Géorgie; la région située entre la Transcaucasie et l'Arménie est le berceau de la race de Japhet, notre race indo-européenne, et elle abonde en souvenirs bibliques et mythologiques. N'est-ce pas sur le mont Ararat que l'arche de Noé se posa, lorsque les eaux « du grand abîme » commencèrent à se retirer, et n'est-ce pas sur le mont Kazbek que Prométhée fut enchaîné en punition de sa généreuse audace?

La route militaire de Géorgie, qui existait déjà plusieurs siècles avant Jésus-Christ, traverse une grande variété de paysages, allant de la riche plaine grasse, intensivement cultivée, aux rochers chaotiques et nus qui étourdissent par

leur prodigieuse hauteur. Nous traversons l'ancienne ville de Mtskhet, où résidaient les rois de Géorgie, et nous en visitons l'église fortifiée. Les maisons villageoises à un étage sont entourées de galeries vitrées qui leur donnent une apparence cossue; la station hydro-électrique que j'ai aperçue la nuit de notre arrivée est un peu plus loin, derrière un contrefort de la montagne; il eût été intéressant de la visiter, car c'est, dit-on, une des plus importantes de l'U.R.S.S. Entre Mtskhet et Anouna, la contrée a toute la douceur aimable de nos campagnes: des collines, tantôt boisées, tantôt couvertes de pâturages, s'étagent de chaque côté de la rivière; des villages coquets et d'apparence prospère mettent une note gaie dans le paysage. Nous faisons halte à Passanaour; on nous sert à déjeuner dans un verger attenant à l'hôtel du village; nous n'avons qu'à lever le bras pour cueillir des pommes; un petit ours roussâtre, attaché à une chaîne au milieu de la cour, nous fait à sa façon mille politesses; avec la dextérité d'un singe, il fouille les poches de mon manteau, pleines de sucre.

Après le déjeuner, je me promène dans le village; on m'a bien expliqué qu'il y a des exploitations agricoles d'État et des fermes coopératives; mais, sans doute à cause de mon inexpérience, je ne vois qu'un long village montagnard, riant et propre, avec des champs de maïs, des arbres fruitiers, des fleurs dans les jardins. C'est à Passanaour que je vois pour la première fois des montagnards vêtus du costume cosaque; ce costume noir et le haut bonnet de peau de mouton mettent admirablement en valeur leur haute taille mince et leur fier visage. Des anecdotes caucasiennes qui me furent contées me reviennent à la mémoire. La population de ces régions est rude, indépendante, farouche même; la vendetta fait partie de ses mœurs, et on m'a assuré qu'il ne serait pas prudent de s'éloigner de la grande route en trop petit groupe... A mon retour, je relirai Hadji Mourad.

A mesure que nous approchons du col de Krestovaia Gara (2200 mètres), le paysage devient plus grandiose; nous nous apercevons à peine de l'élévation de l'altitude, car nous sommes en plein été et sous une latitude d'environ 42°; tout est verdoyant et ensoleillé; en cours de route, les guides nous désignent les sommets de l'Essikom, du Khorizar, du Kourou,

de l'Adaithoh (4 648 mètres) et enfin, sur la droite, dominant une massive chaîne de montagnes verdoyantes, le sommet rond du Kazbek (5 047 mètres), à peine coiffé d'une calotte de neige; nous sommes un peu déçus, car nous nous attendions à le voir couvert de glaciers. Jusqu'à Vladikavkaz, nous la verrons apparaître et disparaître derrière les montagnes qui bordent la route, de plus en plus encaissée. Nous nous engageons dans une gorge étroite, entre de hautes murailles de rochers sinistres, ravinés et qui semblent des bas-reliefs de bronze : un pan de rochers paraît représenter une châsse; un autre, des tuyaux d'orgue; un autre encore, un rideau de théâtre élégamment drapé; on se sent gagné par un vertige de tristesse, tandis que le regard se heurte, prisonnier, aux parois désolées des cirques maudits.

Une vieille forteresse en ruine commande un défilé sombre où se côtoient la route et le torrent : c'est le château de la fameuse reine Tamara, célèbre par sa beauté, sa cruauté et ses déportements; la légende affirme qu'elle séduisait les jeunes hommes et les faisait précipiter dans le torrent.

Bientôt le défilé s'élargit en vallée, les montagnes s'écartent, envahies par une végétation de plus en plus vivace et brusquement c'est la plaine unie, à perte de vue, où s'étend Vladikavkaz. Une foule compacte attend notre arrivée, massée sur les trottoirs des magnifiques et longues avenues ombragées. Cette ville plate, construite à l'aise et ornée de jardins, me plaît infiniment; je regarde au loin le décor formé par les montagnes que domine la cime du Kazbek que le soleil couchant embrase. Un dépit coléreux me prend parce qu'il faut partir contre ma volonté et quand ma fantaisie me suggérerait de rester quelques jours ici; l'air me plaît, la lumière, les rues me plaisent, les costumes cosaques me plaisent; l'hôtel et son jardin me plaisent; je suis libre de mon temps et tout à l'heure déjà, il me faudra quitter cette ville, dont le nom même me charme.

Pourtant il est doux d'avoir des regrets...

Nous ne nous arrêterons plus jusqu'à Touapse, où nous nous embarquons.

CLAUDE EYLAN.

POÉSIES

Le 30 octobre, la Comédie-Française reprenait possession de sa salle rajeunie, et Mme Delvair, doyenne, lisait ce poème où Tristan Derème souhaite au navire nouveau du Théâtre-Français une heureuse navigation.

O Navire! Ce soir où la lune d'automne
Illumine les mers qui n'ont plus d'horizon,
Quel destin fabuleux se renoue et s'ordonne?
Quel golfe sous l'azur attend ta cargaison?

C'est l'heure! Levons l'ancre, ô Navire où nous sommes.
Tu portes le trésor de la race des hommes,
Les cieux qu'ils ont rêvés, les maux qu'ils ont soufferts
Et leur rire où l'esprit domine tant de larmes.
Tu portes dans tes flancs la gloire avec ses armes.
Des pleurs que nous versons tu sais tirer des charmes,
Et mêlant le printemps aux plus sombres hivers,
En nouant sur tes mâts la rose aux rameaux verts,
La plus belle guirlande enchante l'univers.

O Navire, trois mois par les Champs-Élysées,
Loin de toi, mais servant toujours les mêmes dieux,
L'aube qui se levait sur de fraîches rosées
Promettait à nos cœurs ce départ radieux.

Cette mer toujours neuve où l'air gonfle nos voiles,
Les sirènes dans l'onde et le cri des oiseaux
Et ces îles au loin qui surgissent des eaux
Tandis que nous voguons au milieu des étoiles.
Nous avons traversé la tempête et l'azur,
Et plus que l'ouragan notre carène est forte.
Marins et passagers que ce navire emporte
Partons, par ce beau soir, sur les flots du futur!

Nous faisons le même voyage,
Cependant que vous m'écoutez;
Nous laissons le même sillage
Qui blanchit les flots enchantés,
Tandis qu'autour de nous jusqu'aux rives lointaines
L'azur palpite au nom de nos vieux capitaines,
Capitaines du bord emportés par le vent
Et perdus dans ce gouffre où vont les destinées,
Poètes dont l'orage a fini les années
Mais dont la voix demeure au poème vivant!

Ainsi qu'au temps de ton aurore,
Grand Navire, tu t'élançais,
Ainsi dans cette nuit que l'espérance dore,
Vers des bords inconnus ton sort se rue encore.
Sois-nous propice, ô Mer, magnifique et sonore :
Tu portes le vaisseau du Théâtre-Français!

TRISTAN DERÈME.

LA SOLITAIRE DE DULWICH

DERNIÈRE PARTIE (1)

I

Le concert eut lieu, mais il eut lieu sans Émilie, appelée d'urgence à Venise par un impresario de Vienne venu tout exprès pour l'y voir. Elle quitta Haréville au bout de vingt-quatre heures, emmenant son mari qui, depuis son arrivée, n'avait pu se ménager un instant de tête-à-tête avec Zita.

Le reste de la petite troupe demeura encore une semaine, et Walter Price en fit autant. On se vit, des liens insensibles se formèrent. Au bout de la semaine, la glace était rompue, et le jeune journaliste faisait partie du cercle.

Les Harmer firent halte à Gérardmer, car le docteur engageait Robert à prolonger sa saison par une cure de repos. Toute la bande s'y arrêta aussi, y compris la nouvelle recrue, qui avait déjà su se rendre indispensable. Ce Price était vraiment un être extraordinaire. Il avait quelque chose de contagieux : ce gaillard gagnait tout le monde. Mrs Rylands déclarait qu'elle se sentait de plain-pied avec lui comme avec un compatriote. Robert le trouvait bon vivant, tout en déplorant son fort accent américain. Cyrille prétendait que c'était justement son charme. Il ne plaisait pas moins aux dames. Zita s'accordait avec lui et n'éprouvait pas plus de gêne que si elle l'avait toujours connu, tant ce beau garçon sans façons avait le privilège et le don de vous mettre à l'aise : il avait le génie

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 novembre 1935.

de la familiarité. Ils canotaient ensemble sur le lac, ou l'on partait en bande pour des excursions ou de simples promenades. La semaine se passa ainsi le plus gaiement du monde, puis on se dispersa, qui vers Londres, qui vers Paris. « A Londres, à cet hiver! » jeta le journaliste en faisant ses adieux aux Harmer, qui reprirent en attendant l'engrenage ordinaire : un mois en Écosse pour la chasse, avec les éternels Sutton, quelques villégiatures çà et là dans le nord de l'Angleterre; en novembre, le ménage reprenait ses quartiers à Wimbledon.

Peu après, survenait à l'improviste Walter Price : il avait réussi à être attaché à Londres à titre permanent. Il ambitionnait de se faire un nom dans le journalisme; adroit, actif et débrouillard, il excellait dans les actualités et les interviews, mais il se liait à tout et on le mettait à toutes les sauces : sport, théâtre, critique, paysages, événements politiques, réunions publiques, portraits d'hommes du jour; il avait un tour élégant et superficiel et ne s'embarrassait pas d'un excès de discrétion ou de finesse. Toutes les fois qu'il pouvait, il faisait une apparition à Wimbledon, — circonstance qui ne revenait d'ailleurs que de loin en loin, car il était gros travailleur et le métier l'entraînait aux quatre coins du pays : un jour, à un match de *football* dans le nord, le lendemain à une réunion politique dans le sud du Devonshire, ou bien c'était quelque *interview* à Dublin ou à Glasgow. Malgré l'espacement relatif de ses visites, il ne tarda pas à connaître Zita intimement. Il l'admirait, il l'écoutait et se plaisait en sa compagnie. Il versait dans son sein, sans choix et au petit bonheur, ses aventures, ses réflexions, ses préoccupations, ses joies, ses soucis, ses espoirs, ses ambitions... en un mot toute sa vie. Il parlait de lui tout le temps, c'était l'unique sujet de ses conversations, ou plutôt de ses monologues. Zita ne lui en savait pas mauvais gré. C'était la première fois qu'on la prenait pour confidente. Elle en éprouvait malgré elle comme une espèce de promotion. Pour tout dire, cette femme si modeste, à son insu, était flattée. Jamais un être humain ne lui avait donné une pareille sensation de confiance et de bien-être.

Les choses durèrent en cet état jusqu'au printemps, où Walter Price fut envoyé en Amérique. Son voyage se prolongea tout l'été; et si peu qu'elle vît le jeune homme pendant

son séjour en Angleterre, son absence fut pour Zita une grande privation. Sans s'en apercevoir, elle s'était habituée à lui ; il avait introduit dans sa vie un élément nouveau, ignoré jusque là et qui lui manquait tout à coup, un élément de camaraderie et surtout de gaieté, qui étaient une surprise et un besoin pour elle, car Walter était gai ; il avait cette exubérance et cette bonne humeur, cette spontanéité, par malheur si peu britannique, et dont il avait pris le germe en Amérique : c'était, si je puis dire, un Anglais délivré, comme Henri Heine était un Prussien libéré ; il entendait la plaisanterie et savait rire, d'un bon rire cordial et irrésistible : les naïvetés de Zita le mettaient en joie; il la trouvait très drôle et certaines de ses reparties le secouaient d'un tonnerre d'hilarité. Jamais la pauvre femme ne s'était vue à pareille fête.

En juillet, les médecins conseillèrent à son mari une nouvelle cure à Haréville. La veille du départ, qui vit-on surgir chez les Harmer ? Walter Price, débarqué tout droit de New-York à Wimbledon. Apprenant les projets de ses hôtes, il déclara que, par une étrange coïncidence, cette station lui était également recommandée. Cette belle idée venait de lui pousser sur le moment. Il est vrai qu'il avait trois semaines de congé, mais, avant cet instant, il n'avait pas la moindre intention d'aller à Haréville.

« Bravo ! » s'écrièrent nos amis, ravis de cette surprise. Ce diable d'homme distrayait Robert.

Mrs Rylands devait rejoindre dans quelques jours et les Legge avaient devancé le trio au même hôtel. En somme, c'était la répétition de l'année précédente : tout était identique et cependant Zita ne pouvait se cacher que tout était changé. L'existence n'était plus la même, tout avait pris de nouvelles couleurs, l'atmosphère était plus légère : la vie entière était foncièrement différente de ce qu'elle avait jamais été, et comme illuminée par une attente merveilleuse. Zita comptait les jours. Dès le soir, elle aspirait au lendemain avec une fièvre inconnue.

L'arrivée de Walter commença de l'éclairer sur elle-même et jeta un premier rayon sur l'état de son cœur. Pour la première fois, elle se demanda : « Qu'est-ce que j'ai ? Que se passe-t-il donc en moi ? » Elle se donna beaucoup de raisons, hormis la vraie, dont elle ne voulait pas convenir : elle eût

rougi de se l'avouer. « J'ai quarante ans, il n'en a pas trente, se disait-elle. Je pourrais presque être sa mère... et pourtant, pas de doute : depuis son retour d'Amérique, je suis une autre femme. C'est à ne plus s'y reconnaître. » La vérité, dont elle voulait bien convenir avec elle-même, c'est que la présence du jeune homme, loin de lui faire sentir son âge, la transportait hors d'elle-même : elle goûtait, quand il était là, l'étrange impression de la suspension du temps, de l'arrêt de la vie, le sentiment de l'éternité; elle aurait pu, sans se lasser jamais, l'entendre et lui parler toujours. Alors elle se sentait dégagée de sa condition mortelle. Elle ne souhaitait pas de fin à leur duo.

Le jeune homme, de son côté, semblait y prendre le même plaisir, mais sans rechercher le tête-à-tête; il s'accommodait sans ennui du mari ou des Legge et souffrait sans regret un dialogue interrompu. Il était heureux sans distinction avec n'importe lequel des membres de la bande, comme s'il était de la famille, du clan ou de la maison, ou comme s'ils possédaient tous ensemble une vertu essentielle, inhérente, intrinsèque et incommunicable, qui n'existait pas en dehors d'eux. Il accordait la même attention à Amélie ou à Mrs Rylands, quand elles entraient, qu'à Zita.

Celle-ci, deux ou trois jours après son arrivée, causait un matin dans le parc avec Amélie, qui lui demandait si elle avait des nouvelles de M. de Bosis. Zita n'en avait pas de récentes : la correspondance du jeune homme avait cessé depuis plusieurs mois.

— Alors, je suis en mesure de vous en apprendre davantage, reprit Amélie. Il vient d'écrire un nouveau livre, comme vous devez le savoir, très intéressant comme toujours et, comme toujours, très inconvenant. Je dis cela par bienséance, pour faire comme tout le monde, car, pour moi, ça ne me gêne pas! Apparemment, je suis une pécheresse endurcie. Sa femme, comme toujours, est en tournée dans le monde entier. C'est le Juif-Errant que cette femme-là. Elle ne peut pas rester en place. Je les ai aperçus un peu à Paris ce printemps, mais rarement. Ils revenaient de Russie, où ils avaient passé l'hiver. Ce pauvre Jean avait toujours une mine à porter en terre. Pour moi, il a quelque chose, cela ne fait pas de doute. Il m'a dit, la dernière fois, qu'il comptait venir ici cet été.

— Ah? fit Zita.

— Et il m'a aussi longuement questionnée sur vous. Il voulait savoir ce que vous deveniez, depuis l'année dernière.

Zita sourit. Jean lui paraissait tout à coup infiniment lointain, aussi loin et aussi perdu, aussi insignifiant dans le temps que dans l'espace.

— Il m'a fait de la peine à voir, reprit Amélie : il est clair que le ménage ne va pas. Les amis de sa femme l'assomment, et réciproquement. Ils ne peuvent ni vivre ensemble, ni se passer l'un de l'autre.

— Est-ce qu'elle l'aime?

— Jalouse comme une tigresse, ma chère! C'est vrai qu'elle n'en a jamais regardé un autre, il faut lui rendre cette justice. Pour lui, il ne s'en priverait pas, si seulement il l'osait, mais il a trop peur de sa femme! Vous n'imaginez pas l'empire qu'elle a sur lui : d'ailleurs il faut reconnaître que ce n'est pas la première venue, elle a un talent prodigieux. D'abord, c'est une très grande artiste, — vraiment de premier ordre, c'est la plus belle voix de concert qui existe aujourd'hui, — et puis c'est une intelligence supérieure, ce qui est plus rare encore.

— Ils ne viennent jamais en Angleterre, dit Zita.

— C'est vrai qu'elle n'aime pas l'Angleterre, ou plutôt elle se figure qu'elle ne l'aime pas, mettons que ce soit une de ses lubies : il faut bien que les esprits supérieurs en aient, cela nous console de notre médiocrité. Enfin, c'est une idée, car le fait est qu'elle n'est jamais venue chez nous. J'ai trouvé ce pauvre Jean très vieilli. C'est le surmenage, que voulez-vous? Il est épuisé par l'effort colossal qu'il est obligé de fournir et par les contrariétés de sa vie domestique, sans parler de ces voyages perpétuels qui l'achèvent.

— Oui, cela doit être très fatigant, dit Zita.

Pendant toute cette conversation, il était visible que, sans s'en rendre compte, elle s'intéressait fort peu au romancier. Elle ne s'en aperçut que deux jours plus tard, quand le gérant de l'hôtel lui annonça l'arrivée de M. de Bosis.

— Est-ce que M[me] de Bosis l'accompagne? demanda-t-elle.

Le gérant répondit que non, du moins pour le moment. Et, en effet, Jean arriva seul le lendemain, par le train du soir. Il alla droit à Zita et lui demanda la permission de s'asseoir à sa table, où se trouvaient déjà les Legge et Walter Price.

Robert et Mrs Rylands s'étaient fait servir à la table d'hôte.

Jean raconta que le médecin lui avait prescrit les eaux. Sa femme était au Mont-Dore pour sa gorge, avec une bande d'artistes.

— Ils se passent très bien de moi, et pour moi, avec cette clique de musiciens, c'était au-dessus de mes forces. Du reste, il n'était pas question de mes préférences : c'est la Faculté qui m'envoie ici.

Il avait l'air, en effet, d'avoir grand besoin d'une cure. Il avait dix ans de plus que l'année précédente. La soirée se prolongea au jardin sans événements notables, jusqu'à l'heure du coucher.

Le lendemain, dès le déjeuner, Jean se précipita dans le parc, brûlant de rejoindre son amie et comptant la trouver à sa place ordinaire. Il la vit, mais le journaliste était déjà auprès d'elle et ne démarra pas de sa chaise, en dépit de l'arrivée de Jean, jusqu'à l'heure où Zita alla réveiller son mari. Il avait l'air d'être là comme en pays conquis, fit mine de ne pas s'occuper de la présence d'un tiers, bien loin de lui céder la place, et ne cessa pas de parler pendant deux heures d'horloge. M. de Bosis eût envoyé ce bavard à tous les diables. Mais il crut voir que son amie s'amusait de ces niaiseries et ne paraissait nullement pressée d'y mettre fin, ce qui acheva de le rendre d'assez méchante humeur. Ce fut un soulagement quand elle se leva pour s'occuper de son mari.

La soirée se passa comme la veille, si ce n'est qu'au lieu de rester au jardin, on alla en bande à une représentation au Casino. Avant de monter se coucher, Jean, au comble de l'exaspération, s'arrangea pour isoler Zita une demi-minute et pour lui dire quelques mots.

— Il faut absolument que je vous parle demain. Voulez-vous faire un tour avec moi, après le déjeuner ?

Cette proposition ne fit aucun plaisir à Zita, mais comment refuser ? C'est alors que la vérité commença à se faire jour, du moins une partie de la vérité. Zita n'avait aucune envie de voir M. de Bosis, et elle fut confondue de cette découverte : elle ne voulait voir que Walter Price, mais lui, elle le voulait tous les jours et à toute heure du jour. Pourtant elle était encore loin de se poser une question précise. Elle ne se demandait pas encore : « Est-ce que je l'aime ? » Elle

n'ajournait pas non plus volontairement ce problème. Est-ce qu'il y avait un problème ? Elle ne savait qu'une chose, c'est qu'elle n'avait jamais éprouvé rien de semblable à ce qu'elle éprouvait depuis qu'elle avait fait la connaissance de Walter Price. Jamais elle n'avait été remplie de joie à ce degré par la présence d'un être, et elle ne pouvait se rassasier de ce bonheur. Elle dormit mal ce soir-là. Elle était agitée, nerveuse, irrésolue : que décider à l'égard de Jean ? Quel langage lui tenir ?

« Je suis obligée de le voir, pensait-elle, je ne veux pas avoir l'air de le brimer et de le fuir. Mais, mon Dieu ! qu'est-ce que je vais trouver à lui dire ? »

Ce qui l'irritait surtout, c'était la perspective d'abréger ou de sacrifier le plaisir de sa conversation quotidienne avec Walter : et elle se creusait la tête pour trouver le moyen de ne pas manquer ce rendez-vous. Le hasard se chargea de la tirer de peine. Le Président Sadi-Carnot venait le lendemain à Nancy pour je ne sais quelle inauguration ou quelle cérémonie, et Price reçut de son directeur une dépêche qui lui mandait de s'y trouver et, si possible, d'obtenir une *interview* de toute personnalité ayant été mêlée au complot boulangiste, alors complètement conjuré et tombé dans le ridicule. Price sauta dans le premier train. Plus d'échappatoire pour Zita, elle était au pied du mur. Jean la trouva seule cette fois, à sa place habituelle, aussitôt après le déjeuner.

— Enfin, vous voici ! J'attendais cet instant depuis un an, lui dit-il.

— C'est vrai ? Comme c'est gentil à vous ! fit-elle. Elle cherchait sincèrement à se montrer aussi bonne que possible. « Et moi aussi, je suis bien aise de vous revoir. Cela me fait beaucoup de plaisir, ajouta-t-elle sans conviction, avec un tiède sourire, qui n'éclaira pas son visage. Ces mots, d'une bienveillance si froide et si irréprochable, cette phrase d'une politesse mondaine, qui ne témoignait que de l'indifférence, frappèrent le malheureux comme un glas.

— Allons ! je le vois, murmura-t-il d'une voix sourde, tout est fini, et bien fini.

— Quoi donc ? Qu'est-ce qui est fini ?

— Mais notre amitié, nos souvenirs, nos projets, le passé, tout ce qu'il y avait entre nous, et tout ce qui aurait pu être.

— Ah! je ne savais pas qu'il y eût quelque chose.

— Vous avez déjà oublié!

Elle allait lui répondre que c'était plutôt lui, puisqu'il avait cessé de donner signe de vie, mais elle crut préférable de ne pas faire de reproches et de se montrer sans amertume.

— Alors, parce que je n'écrivais pas, vous avez cru que je vous oubliais! Non, je n'ai pas si peu de mémoire : tout est écrit au fond de mon cœur. J'y conserve comme un trésor le souvenir de vos moindres gestes et de vos moindres paroles. Mais écrire, c'était impossible. J'étais paralysé à cause d'Émilie. J'ai été deviné tout de suite. Quel drame alors! quelle jalousie! Si vous saviez! Nous avons eu des brouilles et des raccommodements, des scènes effroyables et des réconciliations plus pénibles encore! C'était un enfer de tous les jours. Je l'aurais tuée. J'ai voulu me tuer. Avec quelle joie j'embrassais mon destin! Je n'aspirais qu'à en finir. Je suis faible, je le sais, et elle, c'est un démon, c'est la tempête et le tremblement de terre. Elle m'anéantit dans ces moments-là, je ne le nie pas. Elle m'écrase, elle me piétine, je ne suis qu'une loque devant elle : son tempérament m'épouvante, j'en ai assez, mais c'est fini! Du moins, ce le sera, si vous voulez m'aider. Avec vous, je trouverai la force de m'évader. Je peux être enfin libre pour la première fois. Elle sait pourquoi je suis ici. Elle connaît toute la vérité; elle sait que je la hais et que je vous aime, et que je ne peux vivre sans vous.

— Voyons! je vous en prie, calmez-vous!... balbutia Zita effrayée.

— Alors, c'est donc vrai! c'est fini? s'écria Jean avec une douleur sauvage. Et vous vous figurez peut-être que je ne sais pas pourquoi? Allons, ne prenez pas la peine de me mentir! Je ne suis pas un aveugle. J'ai tout compris en arrivant, dès l'instant où je vous ai vue, mais j'essayais encore de me leurrer.

— C'est moi qui ne vous comprends plus. Que voulez-vous dire?

— Que vous êtes amoureuse, parbleu! Ne faites pas l'innocente. Vous vous êtes coiffée de ce petit journaliste vulgaire. Vous aimez ce bellâtre, ce fat, cet insignifiant reporter. Mais vous vous engagez dans une mauvaise voie, je vous en avertis! Vous aurez des déboires. Ce n'est pas un homme que ce garçon-là, vous verrez : c'est un mannequin.

Elle rougit jusqu'aux yeux : comme un éclair aveuglant, la vérité l'éblouissait, pour la première fois, de sa clarté totale. C'était vrai : elle aimait Walter, elle avait aimé dès le premier regard et le premier instant. Elle le reconnaissait à présent. En le voyant pour la première fois, elle avait reçu le choc fatal, la petite secousse, l'étincelle annonciatrice de la passion vraie et qui ne se produit jamais pour un simple caprice ou une fantaisie, cette foudre sacrée qui, hélas ! embrase si rarement à la fois deux mortels.

— Vous perdez la tête, murmura-t-elle.

— Mais non, vous le savez très bien. N'essayez pas de vous en défendre. C'est une peine bien inutile. Ah ! je vois qu'Émilie est plus forte que moi. Son génie le lui avait dit : elle pouvait bien me laisser venir, il n'y avait pas de danger, elle ne risquait rien. C'est bon. Adieu, je pars demain. Je ne vais pas rester ici pour être témoin de cette comédie.

Elle sentit qu'elle aurait beau nier et discuter, ses raisons feraient long feu : elles n'auraient pas l'accent. Faute d'en trouver de convaincantes, elle se réfugia dans des larmes trop faciles.

A cette vue, Jean s'attendrit.

— Ma pauvre enfant, reprit-il, cette fois avec beaucoup de douceur, ce n'est pas votre faute : vous l'aimez, vous n'y pouvez rien. Je ne vous en veux pas. Je ne me plains pas de vous, je vous plains. Je me demande si ce garçon vous aime. Je crains qu'il n'en soit pas capable, au moins de vous aimer comme vous le méritez. J'ai peur qu'il vous rende malheureuse. Mais qu'y faire ? Cela ne dépend plus ni de vous, ni de moi, et je n'ai plus qu'à m'en aller.

— Non, restez, lui dit-elle, d'une voix qu'elle voulait rendre suppliante.

Le malheureux ! Que n'eût-il pas donné pour l'entendre nier d'un bout à l'autre, avec une voix qu'il eût pu croire ? Mais c'est ce qu'elle ne fit pas, ce qu'elle ne pouvait pas faire.

L'orchestre attaquait un morceau blagueur du *Petit Duc*.

— Il faut que je monte, dit-elle, en s'échappant rapidement ; mon mari m'a dit de le réveiller dès que commencerait la musique.

Walter Price passa cette nuit-là à Nancy et Jean partait le lendemain matin pour le Mont-Dore.

II

Le séjour dans une ville d'eaux conduit vite à l'intimité. C'est ainsi que Zita et Walter Price, durant leur saison d'Haréville, se lièrent intimement, bien qu'ils ne fussent guère ensemble. Walter paraissait ne pas attacher d'importance à ce détail. Il était toujours occupé, il avait toujours quelque chose en train et semblait parfaitement content de ses amis. Il n'en demandait pas davantage. Zita eût souhaité autre chose, sans oser formuler son désir, ni rien faire pour s'en rapprocher.

Comme l'année passée, on fit étape à Gérardmer avant de rentrer pour la *grouse*. Walter, invité pour l'ouverture, passa une semaine en Écosse chez ses amis.

Puis les choses reprirent leur train pour tout le monde, y compris Walter, qui fut envoyé à Constantinople pour plusieurs mois. L'année suivante, bien qu'ayant son port d'attache à Londres, il fut continuellement sur les routes. Il faisait son chemin. Mais il n'était encore un personnage que dans Fleet Street. S'il avait parfois des missions reluisantes qui l'envoyaient à Lisbonne ou à Saint-Pétersbourg, souvent il n'allait pas plus loin que de Manchester à Plymouth.

Dans l'intervalle de ces courses, il faisait par-ci, par-là un saut à Wimbledon. L'année suivante, le locataire étant à fin de bail, Harmer se mit en tête de se réinstaller à Wallington. Il loua Wimbledon, prit une maison dans Regent's Park et garda Wallington pour les vacances.

Si on avait dit à Zita, un ou deux ans plus tôt, que, bien loin de s'en affliger, elle se ferait une fête de ce retour, elle ne l'aurait pas cru. C'est pourtant ce qui arriva : elle calculait qu'à Wallington elle aurait plus d'occasions de voir Walter Price. Ce calcul expliquait sa joie. Elle rayonnait de bonheur. Une fois de plus, elle se trouvait au matin de la vie.

— Je crains que ce ne soit un coup terrible pour Zita, avait déclaré Mrs Rylands à Robert, le jour où il lui fit part de son nouveau coup d'État. Quitter ce merveilleux jardin ! C'est sa création, son enfant. Pauvre petite ! Ce sera dur.

— Je le redoute aussi, avoua Robert, qui n'osa prendre sur lui d'aborder le sujet de longtemps.

Enfin, il fallut bien s'y résoudre. Un beau matin, il prit

son courage à deux mains et se mettait en devoir de bredouiller des regrets de circonstance à propos du jardin, pour amadouer sa femme, quand il eut la surprise de l'entendre lui répondre avec beaucoup de détachement :

— Oh ! ce jardin, la belle affaire ! Nous en serons quittes pour en recommencer un autre à Wallington, voilà tout. J'ai toujours pensé qu'il y avait de quoi faire là-bas quelque chose de magnifique ; seulement, dans le temps, je ne savais pas bien m'y prendre. Je me suis bien formée depuis.

Robert, qui s'attendait à une scène de désespoir, écouta cette tirade avec une impression d'immense soulagement.

Au printemps, les Harmer s'installèrent dans leur maison de Londres où ils passèrent tout l'été. Dès le début de juillet, Zita courut à Wallington, pressée d'y prendre ses mesures à l'avance pour le séjour et les réceptions d'automne. Walter se trouvait aux environs, occupé d'une campagne électorale, et elle eut le bonheur de l'apercevoir quelquefois. Son mari lui avait laissé *carte blanche* (1) et elle réussit à apporter de petites améliorations dans la maison, à la rendre un peu moins lugubre ; elle entreprit aussi certaines réformes dans le jardin et se mit à attaquer sournoisement l'entêtement du jardinier autocrate. Elle était transportée de bonheur.

Les Harmer se passèrent d'Écosse cette année-là, et se contentèrent de quelques battues de perdreaux en septembre, de faisans en novembre, autour de Wallington. La maison fut pleine de monde pendant huit jours. Mrs Rylands était du nombre. Walter ne vint que pour vingt-quatre heures : c'est tout ce qu'il avait pu dérober à sa tâche.

Après Noël, qui se passa encore à la campagne avec le jeune homme et tous les amis que nous connaissons, les Harmer rentrèrent à Londres. Robert, qui n'était pas trop bien portant, dut se résigner à faire une cure sérieuse à Haréville ; il s'y rendit donc en juillet, escorté, comme toujours, de Mrs Rylands, pour retrouver là-bas les Legge, selon la vieille habitude. Walter était retenu à Londres par son travail, mais comptait sur une huitaine de liberté pour se reposer dans les Vosges.

Depuis huit jours à Haréville, Zita causait un matin dans

(1) En français dans le texte.

le parc, près du kiosque à musique, avec sa cousine Amélie.

— Je viens de recevoir une lettre de Madeleine, dit cette dernière. Très mauvaises nouvelles de Jean. Cela paraît grave. On est inquiet.

— Qu'est-ce qu'il a? demanda Zita effrayée de son indifférence.

— On ne sait pas. Un dépérissement général, une espèce de fièvre lente.

— Sa femme est près de lui?

— Elle ne le quitte pas. Madeleine dit qu'elle est au désespoir et qu'elle le soigne comme un ange. Sa mère y est aussi. Pauvre Jean! Il paraît qu'il se torture parce que son dernier livre n'a pas le succès des précédents. Il dit qu'il n'a rien fait qui vaille, que la réputation ne prouve rien, enfin toute sorte de sottises.

— Je ne suis vraiment pas curieuse, c'est une honte, dit Zita. Figurez-vous que j'en suis encore à n'avoir pas lu un de ses livres, excepté ce petit recueil de vers, et encore pas tout entier.

— Savez-vous qu'il est devenu introuvable aujourd'hui, il est du reste presque inconnu. Il n'y a pas deux cents personnes qui savent qu'il l'a écrit, continua Amélie. Pauvre garçon! c'est lamentable de le savoir si malheureux! ajouta-t-elle avec pitié.

— Le trouvez-vous vraiment si à plaindre? fit Zita sans lever les yeux.

— Ah! oui, sans discussion possible. On n'imagine pas ce que sa femme lui a fait souffrir. Ils ont trop le même caractère. C'était chien et loup, comme on dit. Il avait besoin d'une gentille femme tranquille, un peu simplette, un peu bourgeoise, d'une bonne petite sans prétention, qui l'aurait adoré, aurait tenu son ménage et se serait dévouée à lui : une artiste, surtout une chanteuse, une femme de luxe et de théâtre, c'était la dernière chose à faire. Émilie a un caractère de chien, Jean est un paquet de nerfs... Enfin, qu'y faire? c'est ainsi. Les choses s'arrangent tout de travers. C'est une loterie. Je me dis souvent que je ne puis pas assez me louer de la veine d'avoir trouvé une perfection de mari comme Cyrille. Pour remercier le Ciel, je devrais passer ma vie à genoux. Quand j'étais jeune, je pestais contre cette vie à l'étranger et

ces déménagements perpétuels; c'est une corvée, mais avec l'âge on se fait une raison. Au bout du compte, je n'ai pas à me plaindre. J'ai appris combien il est rare de tomber sur un bon mari, sans compter que je me demande si une petite existence médiocre et pot-au-feu en Angleterre était tellement mon affaire : je ne sais si je m'y serais faite. Tandis que notre vie de voyages agitée, variée, bousculée, m'allait bien. C'est éreintant, mais passionnant. Je me suis amusée royalement tout du long. Et vous, chère, il me semble que vous devez aussi une chandelle au bon Dieu. Vous êtes enviable et vous avez le meilleur des maris; vous ne pouviez pas rencontrer mieux. Ce bon Robert, je crois vraiment qu'il n'y en a pas deux comme lui. Dans les premiers temps, je me demandais si c'était bien le mari qu'il vous fallait. Mais à présent je suis tranquille. Je n'ai plus aucune inquiétude. Vous pouvez faire comme moi : nous sommes deux qui n'avons qu'à rendre grâces de notre bonheur à nos bons anges.

— Je n'en doute pas, dit Zita. Je connais ma chance et j'espère ne pas être une ingrate.

Sur ces entrefaites, elle reçut un télégramme de Walter qui s'annonçait dans la soirée. Son cœur bondit de joie. Elle n'avait pas vu le jeune homme depuis plusieurs mois. Il était à Berlin pour le compte de son journal. La dépêche était datée de Paris. « Je le verrai ce soir ! » se dit Zita : jamais elle n'avait éprouvé un pareil transport d'allégresse. Jamais elle n'avait tant aimé. Tout son être était hors d'elle-même, projeté, aspiré par cet être adoré. Elle était prête à tout, elle était toute dédiée, tout abandon, tout sacrifice : elle éprouvait le besoin de donner, un besoin d'offrande, d'immolation.

Walter arriva pour dîner et gagna aussitôt la table de ses amis.

— Vous savez la nouvelle? Jean de Bosis est mort.

Ce furent ses premiers mots. Personne ne savait rien encore.

— Il est mort cette nuit, à quatre heures du matin. Il paraît que c'était une malaria, un souvenir d'Italie. J'ai sa nécrologie à faire, pour le journal et pour l'Amérique. J'ai pensé que vous pourriez m'être d'un grand secours, dit-il en s'adressant aux deux cousines. J'ai déjà câblé quelques lignes ce matin. L'enterrement aura lieu chez lui, à la campagne, dans

la plus stricte intimité : il n'y aura que la famille. Il se fait sur lui à Paris un boucan du tonnerre de Dieu, je suis mitraillé de câbles de New-York, c'est infernal. Jean de Bosis est très connu aux États-Unis, c'est un des rares écrivains d'ici qui aient un nom là-bas.

— Vous serez très utile à M. Price, dit Zita à sa cousine. Personne ne connaissait ce pauvre garçon mieux que vous.

— Je ne l'avais pas revu depuis un bout de temps, repartit Amélie. Je ne l'ai presque plus rencontré depuis son dernier séjour ici, il y a trois ans. Sa femme l'a rappelé précipitamment au Mont-Dore : elle n'a jamais pu le perdre de vue cinq minutes. Voyez-vous, les génies ne sont pas faits pour vivre ensemble. Méfiez-vous surtout d'une femme extraordinaire. Prenez garde de bien choisir la vôtre, monsieur Price : qu'elle n'ait rien à voir avec le journalisme, la copie, l'actualité, les directeurs. Cherchez votre contraire, c'est le conseil que je vous donne. Ainsi soit-il!

Le jeune homme se mit à rire :

— Je choisirai bien, soyez tranquille!

Zita trembla intérieurement à l'idée de ce mariage possible. Elle n'y avait jamais pensé.

— Il me faudrait, reprit Walter, des détails intimes et des anecdotes. C'est ce qu'on réclame en Amérique. Vous savez, le grand public se moque pas mal des considérations littéraires : tandis que les histoires vécues, les petits traits personnels, cela amuse toujours là-bas ; d'autant que sa femme y est très connue aussi.

— C'est vrai, dit Cyrille, ils y ont fait une longue tournée. Elle donnait des concerts et il a fait de son côté deux ou trois conférences. Il en avait conservé un souvenir abominable, mais à eux deux ils avaient gagné beaucoup d'argent, et ils s'étaient trouvés partout très bien reçus.

— En effet, observa le jeune homme, mais c'est surtout comme individus, comme personnes qu'ils étaient populaires. Mme de Bosis a ce type international qui plaît aux Américains. Un artiste qui est un Français pur ou un Anglais pur, ils n'y sont plus : cela les glace.

— Est-ce qu'on aime vraiment ses livres en Amérique? demanda Cyrille.

— Non, on ne peut pas dire qu'il y soit *lu*, mais il n'en est pas moins une manière de vedette, surtout à cause de sa femme. Ajoutez le scandale qu'ont fait plusieurs de ses bouquins; il y en a qui sont interdits dans certains États. C'est la meilleure publicité. Il n'y a rien de tel que la censure pour exciter la curiosité autour d'un livre.

— Pauvre Jean ! soupira Amélie.

— Oui, c'était un chic camarade, pas poseur, pas faiseur d'embarras. C'est une perte. Il laissera un vide, conclut le reporter en guise d'oraison funèbre.

Le lendemain, il y avait des courses aux environs : Robert y entraîna tout le monde ; mais Walter ne descendit pas de sa chambre : il travaillait. Zita se plaignit d'un mal de tête et se dispensa aussi de cette partie de plaisir. Le reste de la bande prit le train, dès le déjeuner.

Zita se sentit guérie. Elle s'assit à l'ombre dans le parc désert et, tout en travaillant, tantôt ruminait en elle-même la triste destinée de M. de Bosis, tantôt se demandait ce que pouvait bien faire, seul dans sa chambre, Walter Price. Le jeune homme répondit lui-même à cette question, car elle le vit bientôt paraître. Il prit un siège à côté d'elle.

— Je vous croyais aux courses, dit-elle.

— Impossible. Un travail du diable, répondit le journaliste. Je ne viens pas à bout d'en sortir. J'ai mis sur pied une ébauche dont je ne suis pas mécontent, mais ce qui me manque, c'est la note intime, le petit fait vécu qui ne s'invente pas : je n'arrive pas à me le procurer.

Zita eut une espèce de petit rire douloureux, ambigu.

— Si ce n'est que cela, je pourrais peut-être vous être bonne à quelque chose, se décida-t-elle à prononcer enfin.

— Vous ?

— Mon Dieu ! oui. Je ne devrais peut-être pas vous dire, c'est un secret, et pas seulement le secret d'un mort. Vous savez, j'ai été mêlée à un épisode assez étrange et assez mystérieux de la vie de Jean de Bosis, il y a de cela très longtemps, plus de dix ans.

— Est-ce que c'est un souvenir que je pourrais utiliser ? Est-ce une chose publiable ?

— Vous n'y pensez pas !

— Pas même en Amérique ?

— Songez à ce que ce serait pour mon mari, s'il voyait une pareille chose imprimée...

— Qui m'oblige à la lui montrer ?

— Cela pourrait lui tomber sous les yeux, et alors...

— Quel dommage ! C'était sans doute intéressant ?

— Peut-être. Au moins, c'était intéressant pour moi.

— Une histoire d'amour ?

— C'est vous qui l'avez dit.

— Alors vous ferez mieux de la garder pour vous. C'est trop tentant. Je n'y tiendrais pas : ce serait plus fort que moi. Voyez-vous, ma carrière serait faite du coup.

— Vous croyez ?

— J'en suis sûr.

— Eh bien ! si c'est ainsi, je vais tout vous raconter.

— Non, je vous en prie, n'en faites rien. Si vous parlez, j'écris, c'est fatal, c'est automatique : je ne pourrai pas m'en empêcher. Cette histoire me trottera dans la cervelle, elle me tourmentera jusqu'à ce qu'elle en sorte. Je n'aurai que ce moyen de m'en débarrasser.

— Eh bien ! mon histoire, je vous la donne. Faites-en ce que vous voudrez, dit-elle, comme si elle lui disait : « Voilà, je suis à vous, faites de moi ce qu'il vous plaira. » Tant pis! Tout m'est égal, je risque tout ! ajouta-t-elle avec un accent de triomphe.

L'occasion s'offrait enfin de faire ce sacrifice qu'elle brûlait d'accomplir, le sacrifice, le don extrême, fût-il sa propre perdition. Cette action l'emplissait d'une sorte d'ivresse : il lui plaisait de s'offrir en holocauste, victime heureuse et palpitante, elle et tout son passé, comme sur un autel. Oui, elle était prête à subir toutes les conséquences, y compris le divorce et la ruine. Elle se perdait avec joie : qui pourrait douter d'une preuve si éclatante de son amour pour Walter ?

— Savez-vous que j'ai beaucoup de tendresse pour vous, Walter, murmura-t-elle presque à voix basse.

— J'en ai aussi une très grande à votre égard, répondit-il, avec un accent quasi religieux.

— C'est bien vrai ? Je peux y compter ? interrogea-t-elle en se méprenant sur l'intonation.

— Je vous le jure.

Le jeune homme ne mentait pas, mais la tendresse dont il

parlait n'était pas celle qui s'exprimait dans les paroles de Zita. Ils se servaient des mêmes mots et ne parlaient pas le même langage. Elle aimait, avec toute la force de la passion, corps et âme, avec toute l'ardeur de la chair et du sang, ardeur d'autant plus vive qu'elle restait secrète et n'osait s'avouer à elle-même, tandis que le jeune homme la tenait pour une sainte : c'était pour lui une Madone qu'il plaçait sur un piédestal, une créature vénérée et d'une espèce surnaturelle, mais il n'avait jamais songé à l'aimer comme une femme et comme elle rêvait de l'être. Sa beauté le trompait. Il la traitait comme un ange, et elle n'avait soif que de baisers et de caresses. Elle lui semblait inaccessible, au-dessus de la vie et des sens, et elle languissait d'un besoin éperdu de ces simples joies humaines qui lui avaient été si longtemps refusées.

— Oui, répéta-t-elle avec une légère hésitation, j'ai beaucoup de tendresse pour vous et, pour vous le montrer, je vous fais cadeau de cette histoire. Personne ne l'a jamais sue. Usez-en, je vous le permets. Après tout, il n'y a qu'à supprimer les noms ou même un seul, le mien... Effacez-le : cela suffira.

Et elle se mit à lui raconter la mélancolique aventure dont elle avait été l'héroïne autrefois; elle dit le triste roman que l'on connaît déjà, sa jeunesse, son mariage, sa solitude à Wallington ; puis comment son mari était venu à Paris, le portrait de Bertrand et comment elle avait connu Jean de Bosis.

— J'étais jeune dans ce temps-là, et il paraît que j'étais charmante.

— Mais tout le monde vous trouve encore mieux aujourd'hui.

Zita savait qu'elle était belle, mais la fermeté des traits, la fraîcheur de la jeunesse, elle savait bien qu'elle ne les avait plus, qu'elle les avait perdues sans retour. Elle sourit faiblement et poursuivit son récit.

Elle arriva au moment dramatique de son évasion manquée : sa fuite résolue avec Jean, et puis, à la dernière minute, elle n'en avait pas eu le courage.

— La vraie raison, quand je m'interroge, c'est qu'au fond je ne l'aimais pas. C'était lui qui m'aimait; moi, je n'aimais que son amour. L'amour, ajouta-t-elle d'une voix profonde et ardente, j'étais jeune, je ne savais pas encore ce que c'est : je ne l'ai su que beaucoup plus tard.

— Je le plains. Cela a dû lui être infiniment cruel.

— Oui, il a eu beaucoup de chagrin, il en a fait une maladie : il a même failli en mourir.

— A quelle époque l'avez-vous revu?

— Au bout de très longtemps, seulement au bout de dix ans ; tenez, c'était l'année où je vous ai rencontré.

— Il vous aimait encore?

— Il me l'a dit.

— Et vous?

— Moi, comment dire? Voyez-vous, j'avais l'impression de rêver, de revoir toute ma vie en songe ; j'étais contente de le retrouver, c'était un vieil et charmant ami ; mais il me poursuivait encore, j'ai vu que tout allait recommencer; j'ai eu peur, et puis...

— Et puis?

— Eh bien! il s'est passé je ne sais quoi en moi. J'ai changé tout d'un coup. C'était comme la fin de la nuit. Brusquement, je me suis éveillée d'un engourdissement. Jusque-là, j'étais assoupie. Comme un nouveau-né, j'ai ouvert les yeux à la lumière.

— Mais, c'est une histoire prodigieuse, s'écria le jeune homme. Il y a de quoi faire un roman à tout casser.

— C'est vrai? demanda-t-elle, inondée d'un flot de joie secrète, orgueilleuse et intolérable comme une douleur.

— C'est moi qui vous le dis : me voilà lancé. Savez-vous que vous faites ma carrière? Et je peux dire que c'est tout à fait de l'inédit?

— Pour cela, je vous le garantis. Une fois, ma cousine a eu un vague soupçon, mais elle n'a jamais rien su de précis.

— Il faut que je remonte travailler. Merci. Comme vous avez été bonne! dit le jeune homme en s'échappant, et là-dessus, il laissa Zita livrée à ses pensées.

Elle passa ainsi le reste de l'après-midi jusqu'au retour des courses, à l'heure du second verre d'eau. Elle se sentait un peu dans l'état d'un automate qui se souviendrait d'avoir accompli en dormant une action gigantesque et terrible, sans pouvoir se rappeler ce que c'est.

III

Au dîner, le journaliste se déclara forcé de brusquer son départ. Il était rappelé à Paris par un télégramme. Après le café, comme la petite société se levait et allait se débander, pour se rendre qui au théâtre, qui aux « petits chevaux », Zita, qui s'était déclarée fatiguée, prit le jeune homme à part :

— Si vous avez un petit moment à passer chez moi, je serai dans mon boudoir, lui dit-elle. Je serai si heureuse de causer !

— J'ai peur d'être obligé de vous faire mes adieux tout de suite. Je n'aurai déjà pas le temps de me coucher, j'ai du travail pour toute la nuit. Une histoire monstre ! ajouta-t-il, en adressant à Zita un regard reconnaissant. Alors, au revoir, madame, ajouta-t-il. Je vous souhaite, ainsi qu'à M. Harmer, une très bonne fin de séjour, et je vous remercie du fond du cœur de toutes vos bontés.

Tout en parlant, il s'avançait vers Robert qui était debout un peu plus loin, puis, se rapprochant de sa femme :

— Au revoir, madame, lui dit-il à haute voix. Vous ne pouvez pas savoir ce que vous avez fait pour moi, je vous dois véritablement la vie, poursuivit-il un peu plus bas. A bientôt. Rendez-vous à Londres, cet automne !

— A la bonne heure ! dit Harmer, et nous taquinerons le perdreau à Wallington.

— Entendu ! répliqua gaiement le journaliste. Excusez-moi, il faut que je prenne congé de ces dames, puisque je ne les reverrai pas demain matin. Et il quitta Zita et son mari pour rattraper Mrs Rylands et les Legge qui s'en allaient.

Zita monta chez elle et attendit. Elle espérait encore que le jeune homme avait parlé pour la galerie et se réservait de lui faire en secret des adieux plus intimes. Oui, il allait apparaître, ne fût-ce qu'un moment : il saurait dérober ce moment à son travail. « Il voudra me faire cette surprise, il voudra me remercier, quand ce ne serait que d'un mot. » Et elle imaginait ce mot, elle se peignait ce bonheur. Elle attendit jusqu'à onze heures. Le jeune homme ne parut pas. Bientôt après son mari rentra et elle se mit au lit.

Elle ne le revit pas. Le lendemain, en descendant, elle apprit qu'il était parti par le premier train. Elle ne devait

plus le revoir jamais. Les Harmer ne restèrent que huit jours de plus à Haréville, puis de Gérardmer, comme les autres fois, ils regagnèrent Wallington.

Le lendemain de leur arrivée, par une belle matinée d'août où le jardin était embué de chaleur et où les tondeuses, sur la pelouse, ronronnaient doucement, Zita descendit en avance pour le petit déjeuner qui était à neuf heures, et trouva près de son couvert une lettre dont elle reconnut tout de suite l'écriture : c'était celle de Walter Price. « Tant mieux que mon mari ne soit pas encore descendu », se dit-elle. Elle ouvrit l'enveloppe et commença sa lecture. Il y en avait un volume. Le texte était ainsi conçu :

... Club, Londres.

« Adorable Reine Guinevère » (c'était un petit nom d'amitié qu'il lui donnait pour rire. Robert s'appelait aussi Arthur, d'où cette allusion au roman de la Table Ronde).

« Je n'ai pas eu un instant pour écrire depuis mon départ d'Haréville, tant j'ai été pressé par les événements. Un essaim, une dégringolade, une avalanche d'événements! Je vous dois tout. J'espère que vous n'ignorez rien de mes sentiments à votre égard, bien que les hommes soient ridiculement empruntés pour parler de leur cœur. Heureusement, le Créateur, qui a fait l'homme maladroit, a fait la femme subtile pour rétablir l'équilibre. Je me sens si timide, si gauche dès qu'il s'agit de moi, — mais, grâce au ciel, mes sentiments ne vous sont pas un mystère! De l'instant où je vous ai vue, je vous ai placée au-dessus du reste de l'humanité. Toutes les femmes auprès de vous ne sont que des grisettes. O vous, mon bon génie, mon ange, qui avez remplacé ma mère dans mon cœur, et qui tenez dans mon existence la place sacrée qui était la sienne autrefois, et qu'elle occuperait encore, si une maladie cruelle ne me l'avait trop tôt ravie!

« La confiance que vous m'avez montrée à Haréville est le couronnement de toutes vos bontés. J'ai fait de ce récit un morceau, auquel j'ai travaillé de tout mon cœur. Inutile de vous dire que j'ai effleuré le sujet avec la plus grande discrétion et la plus extrême réserve. Non seulement je n'ai pas dévoilé votre nom, mais j'ai pris garde de ne rien écrire qui pût vous trahir à l'esprit le plus soupçonneux, ni blesser la

sensibilité la plus délicate. Je me flatte d'avoir fait quelque chose que vous trouverez à votre goût. En attendant je ne vous cache pas que mon patron américain, A.-L. Scarp, l'a trouvé au sien, et cela me vaut une rubrique à l'*Illustrated Weekly Moon*, l'hebdomadaire le plus puissant et le plus répandu des États-Unis. Grâce à quoi me voici à même de réaliser un projet que je caressais comme un rêve lointain et un décourageant mirage.

« Je suis fiancé depuis plus de deux ans à Sylvia Luke, la fille de Cuthbert Luke, le grand peintre de genre. C'est une femme comme il y en a une sur mille, c'est un diamant sans défaut. Inutile de vous faire son portrait, que vous avez dû voir exposé. Malgré notre amour déjà ancien, le mariage nous semblait une chimère impossible. Pour essayer de faire bouillir la marmite, Sylvia s'est lancée au théâtre : elle ramassait de maigres salaires en tenant de petits rôles dans des tournées de vaudeville. La critique lui était favorable, elle avait déjà son public, mais, devant une carrière si encombrée, son père a jugé qu'elle arriverait mieux par les concerts que par les planches. Elle a donné récemment des récitals en province, — elle fait des imitations. Mais à quoi bon parler de ce qui est de l'histoire ancienne, puisque maintenant ma fiancée n'a plus besoin de travailler? Je gagne de quoi vivre pour deux et, sans compter la situation matérielle magnifique, j'occupe un des postes les plus en vue du journalisme d'aujourd'hui.

« Tout cela, c'est à vous que je le dois, charmante reine Guinevère, grande, généreuse et noble fée qui êtes ma marraine ! Quelle gratitude est la nôtre ! Sylvia est dans l'impatience de vous être présentée. Je lui ai tant parlé de vous, qu'il lui semble déjà vous connaître comme une amie intime. Nous nous marions au début de septembre et nous partons quinze jours plus tard pour les États-Unis. C'est là que nous vivrons, mais je compte revenir en Angleterre tous les étés, si tout se passe bien là-bas, et soyez sûre que je n'oublierai pas le pays, ni Wallington. Que dire de plus, sinon que nous sommes reconnaissants du fond du cœur à la Reine des fées qui, d'un coup de sa baguette d'or, a changé le sort cruel qui séparait deux malheureux qui se mouraient d'amour? Transmettez, je vous prie, mon souvenir à M. Harmer. »

Zita n'en croyait pas ses yeux. La tête lui tournait, elle

eut besoin, pour apprendre tout son malheur, de relire la lettre plusieurs fois. Comme dans un cauchemar confus, certaines images bizarres lui revenaient obstinément : une soirée chez Cuthbert Luke par exemple, à Saint-John's Wood (le quartier des artistes, le Montparnasse de Londres). Le peintre s'était composé un intérieur prémédité qu'on aurait dit meublé d'accessoires de théâtre. C'était plein de palmiers et de turqueries, et certaines pièces étaient si basses qu'à peine s'y tenait-on debout. C'était une soirée musicale : Zita y était seule ; son mari avait refusé. Luke faisait les honneurs en veston de velours, et montrait son prochain envoi au Salon de l'Académie, — un tableau intitulé : *Longtemps après* et un autre, *la Fille du Patricien*, le tout d'un métier admirable.

Un pianiste jouait des danses hongroises, un violoniste *Simple aveu* : un ténor chanta des romances. La jeune fille de la maison parait la dernière sur l'estrade ; elle y monte sans se faire prier, car elle se considère comme une professionnelle. Elle a les cheveux d'un blond d'argent, lumineux, inouï, comme du verre filé, comme de la soie floche, ce qu'on appellerait aujourd'hui blond platine, mais le mot n'est pas encore inventé. Les yeux sont d'un gris pâle, les dents éblouissantes. Elle fait, en s'accompagnant au piano, quelques imitations : Letty Lind, Florence Saint-John, Marie Lloyd, Violet Cameron, Arthur Roberts, Ellen Terry. Elle reproduit à s'y méprendre les tics des originaux, mais elle manque totalement d'humour et de fantaisie.

Et puis c'est une vitrine de Burlington Arcade : on y voit une photographie de cette même blonde, au ratelier éclatant. Le nom du modèle est imprimé : Miss Sylvia Luke. Chose très rare à cette époque, s'il ne s'agit pas d'une comédienne ou d'une chanteuse très célèbre. Sylvia Luke, actrice inconnue, est-elle donc assez fameuse comme « beauté », pour être exposée en vitrine à Burlington Arcade ?

Troisième instantané : une petite boutique de bric-à-brac à Brighton, pleine de jolie argenterie et d'amusants bibelots. La jeune fille s'arrête devant l'étalage avec son père :

— C'est du toc ! prononce-t-elle en se détournant.

Et, dans ces trois mots, elle trouve moyen de trahir un monde de dédain, d'ignorance et d'indélicatesse.

Enfin, c'est le souvenir de quelques mots de Wilfred

Sutton, qui connaissait comme pas un les milieux de théâtre et de bohème. Zita lui parle du peintre et de sa fille.

— Si je la connais! dit Sutton. Une brave petite, honnête, bon cœur et tout le reste, mais à la scène, ah! exécrable! Elle joue comme une bûche, et chante comme un robinet. Je lui accorde un don de mime; elle attrape les intonations, mais elle n'est jamais drôle. Pas d'esprit, c'est une doublure, mais assez jolie et bonne fille. Très demandée en mariage..

Ces paroles de Wilfred dataient de l'année dernière. Et maintenant...

Zita s'approcha de la desserte. Tout en se servant, elle remarqua à la place de Robert un de ces grands cylindres de carton qui servent d'étuis pour les périodiques illustrés.

« Qui sait, il y a peut-être là-dedans le portrait de cette jeune dinde », songeait-elle en prenant des œufs au jambon. Son mari était en retard; il tardait même tellement qu'elle sonna pour demander si monsieur était levé.

Le valet de chambre répondit que monsieur avait déjeuné de bonne heure et était sorti à cheval; il allait rentrer dans un instant. Zita finit de déjeuner, parcourut le journal, fit monter la cuisinière, commanda le dîner, ou plutôt confirma le détail du menu déjà ébauché par Robert, puis répondit à quelques lettres et se rendit jusqu'à la maison du jardinier qui habitait au fond du potager. Elle lui donna quelques ordres, cueillit des fleurs pour la maison et rentra en se promenant. Il faisait beau. Elle avait presque oublié son chagrin.

« Quelle journée divine! se disait-elle. Même Wallington paraît beau sous ce soleil ravissant. »

En arrivant, elle trouva Clark, le vieux valet de chambre qui était à leur service depuis leur mariage, qui l'attendait dans l'antichambre. Monsieur avait brusquement été obligé d'aller à Londres. Il avait pris le train de dix heures quarante-cinq, et priait madame de le rejoindre par celui de cinq heures. La voiture était commandée, la femme de chambre en train de faire les malles de madame. On avait prévenu la gardienne par télégramme.

— Monsieur a-t-il laissé des ordres à la cuisinière?

— Oui, madame. Monsieur lui a dit de partir demain matin.

— Il ne vous a rien donné pour moi, pas de lettre?

Clark hocha la tête et dit « non » d'un ton qu'elle trouva

triste et de mauvais présage. Une inquiétude étrange, comme à l'approche d'un cauchemar, l'envahit malgré elle.

— Monsieur a dit qu'il donnerait de plus amples explications à Londres. Il était pressé pour prendre son train et il a même failli le rater, à ce qu'a dit le cocher.

— Très bien, cela explique tout, dit Zita.

Elle savait fort bien que cela n'expliquait rien du tout.

Le second courrier, qui arrive avant le déjeuner, lui apporta un illustré de grand format dans un rouleau identique à celui que son mari avait reçu le matin. Elle l'ouvrit et tomba immédiatement sur un article intitulé : *le Roman d'un romancier ou le secret de Jean de Bosis*. C'était, intégralement, tout le récit qu'elle avait fait à Walter, mais arrangé à la sauce de Chicago, embelli d'un style écœurant, prétentieux et canaille, avec les allusions et les sous-entendus équivoques d'un feuilletonniste, et agrémenté de tous les artifices grossiers de la publicité (dans la mesure où la publicité existait à cette époque), avec ses caractères gras et ses sous-titres sensationnels. Les sous-titres surtout étaient effrayants : *Une jeune mariée se languit à Paris. Un poète dépravé trouve sa muse. Un grand peintre réunit deux cœurs épris. L'épouse effarouchée recule au dernier obstacle.*

Zita dévora ce fatras avec dégoût. C'était toute son histoire profanée et souillée, toutes ses pudeurs, tous ses secrets jetés en pâture au public. Hormis son nom, rien ne manquait, jusqu'au portrait de Bertrand qui venait là comme par hasard et était cité comme le chef-d'œuvre du maître. Ainsi toute sa vie était claironnée par-dessus les toits par le plus bruyant des orchestres de cuivre, affichée en lettres de feu.

« Eh bien ! n'était-ce pas prévu ? Ne l'ai-je pas voulu ? Ne savais-je pas que c'est cela qui pouvait, qui *devait* arriver ? » se dit-elle avec amertume. Pas tout à fait cela, ou du moins, pas comme cela. C'était pis qu'une indiscrétion : c'était une goujaterie. Elle n'aurait pas cru Walter tellement vulgaire... Et puis, quand elle s'était livrée, quand elle avait couru ce péril effroyable, c'est dans l'espoir que Walter l'aimerait un jour... Et elle voyait maintenant le double désastre de ses rêves et l'indignité de l'homme qu'elle aimait.

Mais une autre pensée plus urgente l'occupait.

— Robert a lu cette ordure, se dit-elle, il va me chasser.

Elle entra dans le bureau de son mari. Dans la cheminée bourrée d'enveloppes froissées, elle aperçut, parmi des paperasses, un fragment de la bande de l'*Illustrated Weekly Moon*, à moitié dévoré par les flammes.

La femme de chambre faisait les malles et avait reçu l'ordre de l'accompagner à Londres. En arrivant à sept heures, elle trouva la femme de charge venue à sa rencontre.

— Monsieur est descendu à son club, mais le dîner de madame est prêt.

Une lettre portée attendait Zita : elle était de Me Hanson, le notaire de la famille, pour l'informer que son mari désirait la voir le lendemain matin à l'étude, et la priait de bien vouloir passer au Palais, à onze heures.

Zita fut exacte au rendez-vous; le notaire la reçut comme eût fait un vieil oncle, et glissa insensiblement au cœur du sujet : il parlait d'un ton adouci, apaisant. Il ne fit allusion ni aux causes ni aux griefs, ni au pourquoi ni au comment. Il établit seulement le fait que M. Harmer lui offrait une séparation à l'amiable, et était disposé à lui servir une pension convenable. M. Harmer ne souhaitait pas le divorce et pensait que sa femme ne le demanderait pas non plus. Acceptait-elle?

— Votre consentement oral suffit, dit-il, mais l'usage est de dresser un acte, et c'est la forme que préfère M. Harmer. Si nous sommes d'accord, il suffira de signer l'acte quand il sera rédigé. Il y aura aussi à régler quelques petites questions de détail, telles que celle des biens meubles.

Zita répondit qu'elle était plus que consentante. Me Hanson poussa un soupir de soulagement. M. Harmer, dit-il, souhaitait que sa femme habitât leur maison de Londres en attendant de trouver une installation à son goût. Il avait même fait venir de Wallington la cuisinière, qui la servirait aussi longtemps qu'elle en aurait besoin. Quant à lui, il comptait regagner Wallington dès la signature de l'acte de rupture.

— Vous entendez bien, dit Me Hanson, qu'il s'agit d'une séparation immédiate?

Zita répondit qu'elle l'entendait ainsi, et prit très posément rendez-vous pour la signature. Elle était décidée à louer une maison au plus tôt. Elle la trouva le lendemain dans le village de Dulwich : c'était une villa meublée avec un petit jardin; quinze jours après, elle y était installée. Robert lui fit

dire par le notaire qu'il lui enverrait tous ses effets personnels, mais elle refusa ses bijoux et tous les cadeaux qu'il lui avait donnés ; elle avait très peu de chose de son côté.

Robert mourut deux ans plus tard dans une épidémie de grippe, sans revoir sa femme. Il avait, quelque temps auparavant, vendu sa maison de Londres et celle de Wimbledon. Par testament, il continuait d'assurer à Zita la pension qu'il lui faisait de son vivant. Il léguait quelques souvenirs à sa cousine, et Wallington à son parent le plus proche, qui était un neveu établi au Canada : celui-ci ne lui survécut que de deux ans et mourut en laissant un fils. Cet enfant, Kenneth Harmer, devenu élève de l'École navale, était enseigne de vaisseau en 1914, et se distingua pendant et après la guerre. A chaque permission, il rendait visite à sa tante : celle-ci devait l'aimer, car c'est à lui qu'elle laissa le petit héritage qui lui venait de sa mère, ainsi que les œuvres de Tennyson.

Zita vécut le reste de ses jours à Dulwich, et mourut en 1920, âgée de soixante-dix ans. Elle avait fait de son petit jardin une chose ravissante ; elle ne recevait presque jamais personne et ne revit plus Walter Price. Celui-ci avait pris racine en Amérique. Les Legge allaient voir leur vieille amie à chacun de leurs voyages en Angleterre. Cyrille mourut ambassadeur quelques années avant la guerre. Sa femme vécut jusqu'à la fin des hostilités, mâis presque toujours à l'étranger. Elle mourut la même année que sa cousine.

Zita avait vieilli en restant toujours belle : à soixante ans, l'âge n'avait rien ôté de la pureté de son visage. La chevelure avait blanchi, sa peau si douce s'était plissée de mille rides très fines, mais dans son port, ses mouvements, sa démarche se voyait cette autorité qui est le privilège de la vraie beauté, et que la certitude d'avoir été gratifiés du don divin confère seule à certains êtres. Son sourire illuminait encore tout un salon. Les gens qui la voyaient traverser le village de Dulwich et errer à pas lents dans le parc, promeneuse sans but, toujours seule, toujours en noir, comme un fantôme en deuil de son passé, avec ce visage d'une noblesse encore saisissante, se demandaient qui elle était et quelle pouvait être son histoire, si elle en avait une, ce qui toutefois leur paraissait fort peu probable. Avaient-ils tort ?

On ne savait pas son nom. Ils l'appelaient : « la solitaire ».

Je me trouvais par hasard à Dulwich le jour où eut lieu la vente de Mrs Harmer. Le mobilier, très ordinaire, était presque entièrement de la plus mauvaise époque du règne de Victoria et se vendit presque pour rien. Il y avait une bibliothèque, mais, à part un baroque assemblage de romans, elle ne renfermait que des traités de jardinage et des ouvrages arides sur les questions d'horticulture. La défunte n'était évidemment pas un jardinier pour rire.

Pas de tableaux aux murs, sauf un ou deux chromos trouvées dans la maison quand la défunte l'avait achetée. Elle avait conservé, sans prendre la peine d'y rien changer, le mobilier et le décor tels qu'ils étaient à ce moment; elle n'avait même pas apporté une chaise ou un lit à elle.

Je tombai en arrêt devant un assez joli pianoforte, un des premiers Broadwood, qui rendait un son grêle et métallique d'épinette, un bruit étranglé de sanglot. Je m'en serais volontiers passé la fantaisie, si j'avais su qu'en faire. Après avoir fureté ainsi par toute la petite maison, je me promenai dans le jardin. Il était grand deux fois comme un mouchoir de poche, mais il était visible qu'il avait été composé avec une entente exquise : on y reconnaissait l'ouvrage d'une main de maître et la présence d'un tendre génie.

On était à la fin de juin. Les lis étaient en fleurs; l'air était saturé, comme un sachet d'épices, d'un amalgame aromatique fait de parfums de verveine et de géranium lierre, de pois de senteur et de giroflées, d'œillets, de réséda. Les murs de la maisonnette disparaissaient sous les roses. Ce lopin de terre me retenait : je ne pouvais m'en détacher. Rien de prétentieux, et cependant un caractère tout à fait singulier. Cela respirait je ne sais quoi de rare et d'intense, un esprit étrangement personnel. Fait curieux, car l'intérieur était dénué de caractère au plus haut point, et était même d'une banalité affligeante. Il y avait dans la chambre à coucher un crucifix de pacotille et une grande lithographie coloriée de la Sainte Famille, qui appartenaient au genre le plus désolant de bondieuseries. L'intérêt que la morte ne portait pas aux accessoires de sa vie usuelle, elle le répandait sur ces charmantes créatures vivantes; elle ne s'intéressait pas à sa couche, et s'attendrissait pour ses roses. Elle était le génie des fleurs.

J'achetai deux lots : un livre français et une vieille boîte à

ouvrage ou une vieille écritoire couverte en maroquin, d'un modèle compliqué, Empire ou Louis-Philippe, — je ne sais trop comment désigner cet objet, car il contenait pêle-mêle des écheveaux de soie, des aiguilles, un crochet, une poignée de bouillotte en tapisserie, avec une inscription inachevée : « Bonne année! » des plumes, des crayons, un encrier, un petit calepin, de la cire et un cachet.

Le livre était une brochure déjà ancienne à couverture jaune défraîchie, portant la marque de Lemerre ; les pages n'étaient qu'à moitié coupées : c'était un petit volume de vers intitulé *Stances*. Sur la page de garde, se lisait une dédicace à l'encre violette : « A Madame Harmer, avec les plus respectueux hommages de Jean de Bosis. Paris, 3 mai 1880. » Un jour, en ouvrant l'écritoire-boîte à ouvrage, je pris le calepin et y découvris, en le feuilletant, trois phrases griffonnées au crayon. La première était datée :

Jour de l'an 1894.

« Si loin que le destin m'emporte, sache que je t'aime toujours.

« Mais que toujours le monde ignore que je t'aime toujours. »

Sous ces vers de Tennyson on lisait le mot : « Guinevère. »

Plus loin, à une autre page, je relevai cette ligne en latin:

Vendredi Saint 1900.

Amor meus crucifixus est.

La dernière note était de mai 1920. Elle avait dû être écrite très peu de temps avant la mort de la « solitaire. »

Elle était ainsi conçue : « Kenneth venu pour le thé.

« Jeter l'ancre dans un havre sûr. »

Je ramenai alors du fond de la boîte le petit cachet d'or, et me mis à l'examiner, mais ne pouvant distinguer le dessin ni déchiffrer la devise, par curiosité, j'en pris une empreinte. Il représentait une face imprimée dans un cœur, d'où sortait une flamme, surmontée de ces mots : *Saignant et brûlant.*

MAURICE BARING.

Traduction de Louise-Dominique Gillet.

LA FIN DE LA CRISE

La crise mondiale dure maintenant depuis sept ans et, quand ce serait seulement parce que tout a une fin en ce monde, mais aussi pour d'autres raisons plus particulières, on doit espérer qu'elle touche à son terme. Il est même probable qu'elle serait déjà achevée et oubliée si, dans tous les pays, un étatisme plus ou moins socialisant ne s'était pas ingénié, sous prétexte de la guérir, à fausser les rouages économiques, à paralyser les relations internationales et à anéantir la foi dans les contrats. Peu de personnes, ce me semble, doivent conserver encore l'illusion, longtemps si répandue, qu'il s'est agi là d'un phénomène périodique normal et bien connu dont les étapes et la durée pouvaient être calculées d'après les précédents et à la suite duquel tout reprendrait sa marche antérieure. Il a fallu se faire à l'idée que nous sommes entrés dans un monde nouveau : monde que préparaient, longtemps avant la guerre, le passage général d'un état agricole à un état industriel, l'arrivée au pouvoir des démocraties, le développement du machinisme précipité par les exigences ouvrières; enfin, par l'effet de ce machinisme qui rend toutes les tâches accessibles à tous, la substitution aux aristocraties techniques de trop nombreuses incompétences sans apprentissage et sans culture.

Cependant, des lois économiques qui sont éternelles ne sauraient manquer de jouer sous une forme quelconque dans cet état de choses nouveau auquel nous nous adaptons peu

à peu et, sans vouloir trop prophétiser à courte échéance, — ce qui, suivant le proverbe japonais, nous exposerait à faire éclater de rire les rats du plafond, — on peut, puisque nous y avons tous intérêt, essayer de deviner ce qui doit logiquement se passer, quand, les dangers de guerre étant pour un moment écartés, la machine mondiale se remettra en branle dans un délai impossible à prévoir. A cet égard, deux premiers faits me paraissent à peu près certains.

Le premier, dont quelques symptômes semblent déjà apparaître, c'est que le mouvement de reprise doit commencer par les États-Unis, comme y a débuté la crise, pour se propager de là à tout le groupe anglo-saxon qui constitue, à l'égal des États-Unis, un ensemble relativement indépendant et n'atteindre qu'en dernier lieu la vieille Europe. Le second, c'est que, pour être normal et durable, ce rétablissement ne devra pas, comme tant d'essais manqués précédemment, être échafaudé artificiellement sur le seul crédit ou sur le pillage des richesses acquises, mais reposer sur le retour aux idées de travail, d'économie et de légalité : les dépenses étant désormais subordonnées aux recettes et les productions réglées sur les consommations. Je vais tout à l'heure essayer, en m'appuyant sur des chiffres statistiques, de dégager un troisième fait également important qui n'apparaît pas tout d'abord avec la même clarté.

La maladie dont nous voudrions tant pouvoir annoncer la convalescence est aujourd'hui bien connue dans ses symptômes et même dans ses causes matérielles et morales. Nous pouvons donc ne pas nous attarder à énumérer toutes ces causes pour n'en envisager qu'une seule, à vrai dire particulièrement grave : une rupture d'équilibre prolongée entre la production et la consommation, entre le potentiel industriel et les possibilités d'achat; un état de choses auquel tout un parti politique ne voit d'autre remède que de provoquer une consommation excessive par le gaspillage des finances publiques, par ce que l'on pourrait appeler une inflation économique.

Sans entrer encore dans le détail et en se bornant aux observations les plus manifestes, on voit aussitôt que, si on produit trop d'une façon absolue et non pas seulement relative, c'est parce que tous les industriels se sont efforcés, pour diminuer leurs prix de revient, de développer et d'utiliser à

l'extrême leur outillage et parce qu'à ces anciens producteurs se sont ajoutés un peu partout des producteurs nouveaux, notamment dans les pays neufs ou retardataires, qui ont voulu se rendre indépendants. La nécessité de parer à la disparition progressive de tout bénéfice amenée par des lois sociales prématurées, s'est trouvée ainsi la cause première d'une industrialisation excessive, d'une attraction fâcheuse exercée par l'usine sur l'ouvrier agricole : d'où est résulté en fin de compte, quand on a été forcé d'ouvrir les yeux, un chômage devenu une des plaies modernes. Mais, en même temps, on consomme moins, ou plutôt, comme nous allons le voir avec précision, on a cessé de consommer chaque année davantage : un peu parce que le développement de la population humaine s'est ralenti, soit du fait de la guerre et de l'après-guerre, soit pour des causes morales dont on ne saurait trop exagérer le rôle; beaucoup aussi parce que toute une partie de cette population, la plus riche autrefois, s'est vue, dans les vieux pays, dépouillée et ruinée. Ce dernier point, à savoir la diminution de la richesse publique, et non pas seulement sa répartition différente, est un de ceux sur lesquels nous aurons à revenir. On se trouve en présence de ce paradoxe qu'il semble y avoir trop d'hommes sur la terre, puisque les chômeurs impuissants à utiliser leur activité se comptent par millions, et qu'il y a néanmoins disette de consommateurs parce que des chômeurs même secourus forment des consommateurs insuffisants et parce qu'une richesse évaporée dans son passage aux mains de l'État ne fournit plus une base indispensable aux initiatives, donc aux bénéfices, donc aux dépenses non rigoureusement forcées.

MARCHE ASCENSIONNELLE SUIVIE D'ARRÊ

C'est dans cet ordre d'idées de la production que les chiffres, en dépit de leur aridité, peuvent projeter la lumière. Malgré la juste défiance que doivent inspirer toutes ces statistiques dont on abuse aujourd'hui en les considérant trop comme un instrument mathématique impeccable, il en est quelques-unes qui, par la nature des substances envisagées, présentent un caractère de sécurité relative : ce sont celles qui concernent les matières premières minérales, métaux,

engrais, combustibles, etc. Ces substances sont faciles à mesurer, souvent soumises à un contrôle efficace et leur nature les rend beaucoup plus indépendantes de l'initiative et du caprice individuels que les produits végétaux ou animaux, puisque l'agriculteur crée en quelque sorte son produit, ne demandant qu'un support au sol et des éléments illimités à l'atmosphère, tandis que, pour le cuivre, la houille ou le pétrole, l'homme doit se contenter des réserves accumulées par la géologie sur les points où celle-ci les lui a préparées.

Or, si l'on examine les courbes de la production minérale depuis vingt-cinq ou trente ans, — courbes que suivent à peu de chose près celles de la consommation en les recoupant de temps à autre, — on les voit toutes affecter une même allure caractéristique que l'on peut donc considérer comme résultant de phénomènes très généraux et obéissant à des lois universelles.

Jusqu'en 1914, on va le vérifier, toutes ces courbes s'élèvent peu à peu, plus ou moins vite, avec une allure sans doute variable suivant le corps envisagé, mais néanmoins très régulière. On peut compter sur un coefficient de plus-value annuelle. Les nouvelles industries qui se créent trouvent ainsi un débouché normal, en même temps que les anciennes survivent et se développent. Et cela correspond à un phénomène capital : l'augmentation constante de la population humaine sur la surface de la terre et, dans celle-ci, l'extension continue de notre mode de civilisation qui entraîne, avec des désirs nouveaux, le besoin de satisfaire plus largement les anciens désirs. En même temps, à cette époque, la richesse réelle de l'humanité s'accroissait sans cesse par la mise en valeur du sol et la conservation de ses produits. Cette richesse constituait ainsi une réserve pour les jours difficiles, un volant susceptible d'intervenir dans les crises périodiques pour les atténuer, pour les freiner. Ces crises, qui survenaient quand l'équilibre entre la production et la consommatiou était momentanément rompu, trouvaient ainsi un correctif rapide et certain.

Arrive la guerre avec ses destructions et ses consommations démesurées. Les hauts-fourneaux s'arrêtent en grand nombre, bien des mines de houille sont fermées; mais on s'efforce d'accroître la production du matériel de guerre et des

matières premières nécessaires pour l'élaborer. Aux États-Unis ou en Angleterre, des usines travaillent à force pour compenser la paralysie du continent. Brusquement, le canon se tait sur tous les fronts et l'on entre avec étonnement dans l'après-guerre. Alors, tandis que les industries d'élaboration utilisent toute leur puissance pour réparer les destructions et remédier au temps perdu, les industries extractives commencent par épuiser leurs stocks. Puis un malaise général apparait et grandit. Ainsi, jusqu'en 1920, la production se ralentit. A ce moment, on se croit tiré d'affaire, la reprise commence. On compte si bien sur elle et l'on est si désireux d'utiliser dans la paix l'outillage démesuré constitué pour la guerre que l'on emprunte à tour de bras. L'expansion du crédit offert aux emprunteurs les plus suspects dépasse toute mesure. Souvent les gouvernements encouragent. On atteint ainsi, en 1929, pour les matières minérales, des chiffres de production supérieurs à tout ce que l'on avait connu auparavant Mais enfin sonne l'heure des échéances longtemps retardées. L'échafaudage s'écroule. Le mal gagne de proche en proche dans des conditions que nous avons tous présentes à l'esprit et, depuis 1929, c'est la crise.

LA COURBE DE PRODUCTION DES MÉTAUX

Un résumé aussi sommaire demande à être précisé. Nous allons le faire sur un certain nombre d'exemples tous concordants et nous essaierons ensuite d'en déduire, pour la question que nous nous sommes posée au début, une conséquence générale.

A tout seigneur tout honneur. Le fer est le roi du monde moderne. La production mondiale de fonte a centuplé au cours du dix-neuvième siècle, passant de 800 000 tonnes en 1800 à 80 millions avant la guerre. Elle avait gagné 7 millions de tonnes dans la décade de 1880 à 1890, 14 millions dans celle de 1890 à 1900, 26 millions dans celle de 1900 à 1910 et 14 millions en quatre ans jusqu'en 1914. On voit la rapidité croissante de la production, rappelant la loi qui régit la chute des corps. Soudain cette hausse s'interrompt et le recul est marqué pendant la guerre et le début de l'après-guerre. On tombe à 52 millions en 1919, à 37 en 1921. Après quoi, on remonte

jusqu'au sommet de 1929, où l'on atteint 98 millions, 18 millions de plus qu'avant la guerre. Mais voici la crise et l'on retombe en 1932 à 40 millions, le chiffre de 1900. Soit trente ans de perdus. Mais on peut voir là un accident momentané qui se répare déjà. Admettons le chiffre plus normal de 80 millions, celui de 1930; c'est exactement celui de 1913, alors que le prolongement des anciennes courbes nous aurait par continuité conduits à près de 130 millions. En chiffres ronds, nous voyons par ce premier exemple que la consommation de fonte est en retard d'au moins un quart de siècle. Et les États-Unis à eux seuls sont tombés de 31,4 millions en 1913 à 8,9 millions en 1932.

Le cuivre est, après le fer, le métal le plus en vue, puisqu'il est le métal de l'électricité. Ici la progression, un peu moins rapide dans les premiers temps mais encore énorme, a donné avant la guerre un chiffre non plus cent fois mais cinquante fois supérieur à celui de 1800, passant de 20 000 tonnes à 1 000 000 de tonnes. Au début du XX[e] siècle, la courbe d'accroissement était particulièrement tendue puisqu'en trois ans, de 1911 à 1913, on avait gagné 120 000 tonnes sur ce total de 1 million. Pendant la guerre, au lieu de ralentir comme pour la fonte, on a forcé la production, surtout aux États-Unis, et l'on est monté en 1916 à plus de 1,4 millions de tonnes. Mais, là aussi, la fin de la guerre amène une chute brusque qui atteint 50 pour 100 : 560 000 tonnes en 1921. On épuise les stocks et, en même temps, la consommation se ralentit. Après quoi, même remontée jusqu'en l'année fatidique de 1929 : 1 930 000 tonnes. La crise éclate et, en 1932, on n'a plus produit, comme en 1911, que 901 000 tonnes, dont 232 000 pour les États-Unis qui en fournissaient presque le double avant la guerre : 557 000 tonnes en 1913. Nous constatons, comme pour la fonte, qu'il y a eu un quart de siècle de perdu.

Le cas du zinc est pareil. De 7 000 tonnes vers 1805, on passe à 1 000 000 en 1913 (le même chiffre que pour le cuivre) : ce qui, le point de départ étant plus bas, représente 140 fois la production initiale. De 1900 à 1913 on a doublé. La guerre amène la chute habituelle qui s'accentue dans l'après-guerre : 706 000 tonnes en 1919. En 1929, point culminant ordinaire avec près de 1 500 000 tonnes (moitié de plus qu'en 1913) et

chute à 800 000 tonnes pendant la crise : retour au chiffre de 1910

Le plomb nous donne des fluctuations analogues, un peu moins accentuées, qui n'ont plus besoin de commentaire. On double en dix ans de 1880 à 1890. On double encore à peu près de 1890 à 1913, où l'on atteint 1 200 000 tonnes. Chute à 900 000 en 1920. Sommet à 1 800 000 en 1929 (moitié de plus qu'en 1913) et retombée à 1 200 000 avec la crise, le chiffre même de 1913 : toujours la perte d'un quart de siècle.

L'étain est passé, pendant le XIXe siècle, de 4 000 tonnes à 80 000 (coefficient 20). En 1913, on était à 126 000 tonnes, chiffre que nous retrouvons en 1920. En 1929, on monte à 193 000 et la crise fait retomber de la moitié à 95 000 tonnes : soit le chiffre de 1905. Retard de trente ans.

Je ne voudrais pas abuser des chiffres. Mais il me suffira de dire en deux mots que, pour le nickel, on est au chiffre de 1913 après l'avoir un moment doublé. Pour l'argent, on a eu 6 300 tonnes en 1913, 5 500 en 1920, 8 000 en 1929, 5 000 en 1932. La loi, dans ces deux cas, est toujours la même ; mais elle aurait pu se trouver faussée et elle l'est aujourd'hui dans une certaine mesure du fait que le nickel est consommé pour les armements et l'argent subordonné aux réglementations politiques des États-Unis. Et, pour une foule de petits corps moins importants, on retrouve les mêmes points critiques. Dans un ordre d'idées un peu différent, nous voyons que les engrais phosphatés sont revenus eux aussi au chiffre d'avant-guerre, soit environ 7 000 000 de tonnes. De même les pyrites qui produisent l'acide sulfurique, cet agent si essentiel de nombreuses industries.

Le pétrole seul fait exception par suite de son usage croissant dans des moteurs qui, eux-mêmes, ont pris un développement extrêmement rapide. Sa statistique est parlante. La production, comme on sait, ne date que de 1860. En 1880, elle était déjà de 4 000 000 de tonnes. On passe à 45 000 000 en 1910, à 89 000 000 en 1920, à 190 000 000 en 1929 et la baisse générale ramène seulement à 168 000 000, c'est-à-dire au chiffre de 1927. Le temps perdu n'est ici que de huit années.

Quelle est la conclusion à en tirer, si l'on se borne, comme nous venons de le faire, à envisager des chiffres mondiaux, sans entrer dans le détail des intérêts particuliers qui, géné-

ralement, attirent seuls l'attention : c'est que la production, réglée sur la consommation, a simplement, dans les dernières années, arrêté une marche ascensionnelle à laquelle on s'était habitué comme à la réalisation nécessaire d'une loi physique. Cet arrêt dans la progression qui, suivant les cas, nous met en retard de huit, dix ou trente ans, a pris l'allure d'un désastre parce qu'on s'était organisé en vue d'un développement prévu, parce qu'on l'escomptait, parce qu'on s'imaginait pouvoir, à force de réclame, multiplier indéfiniment la consommation malgré les circonstances extérieures les plus défavorables. D'où ce gémissement universel des industriels qui sonne partout comme un glas.

VIE AU RALENTI ET BESOINS NOUVEAUX

Le fait réel qui, malgré sa gravité, n'apparaîtrait pas à lui seul catastrophique, est simplement, comme je l'annonçais, que, pour la consommation et, par conséquent, pour la production des matières premières les plus essentielles, l'humanité, après tant de millénaires pendant lesquels s'est poursuivie son évolution, vient de laisser passer un quart de siècle pendant lequel elle a paru s'endormir, qui est resté inutile pour elle. Durant vingt-cinq ans, elle a été empoisonnée par la guerre et par l'étatisme démagogique. Toutes ses activités se sont atrophiées. Elle a eu une fièvre pernicieuse et elle s'est efforcée d'éliminer des toxines qui continuaient à s'accumuler, sans garder assez de force pour continuer à se développer normalement.

On a moins construit, moins entretenu les constructions, moins renouvelé le matériel, moins entrepris d'affaires; on a économisé sur les vêtements, sur la nourriture, sur les plaisirs mêmes, en dépit des apparences produites par quelques phases de désordre ou par quelques milieux de jouisseurs arrivistes. On a vécu au ralenti et, pour l'industrie dont les dépenses du public ou de l'État entretiennent l'existence, il en est résulté une crise grave et prolongée. Mais, — et c'est où je voulais en venir, — si anémiée qu'elle ait pu être par cette maladie, l'humanité n'en a pas moins continué, pendant ces vingt-cinq ans, à grandir et à devenir dans son ensemble plus avide des satisfactions dont elle était obligée de se sevrer. Cela

apparait aussitôt pour les besoins nouveaux qui sont nés ou qui ont pris leur essor pendant cette période, comme la T. S. F., le gramophone, l'auto, le cinéma, etc. Mais cela existe également à l'état latent ailleurs. Il en résulte, pour un avenir prochain, de vastes possibilités de développement industriel qui sont toutes prêtes à se manifester le jour où les conditions politiques s'y prêteront. C'est pourquoi on conçoit que les Américains et les Anglais, si bien placés pour en profiter aussitôt, recommencent à envisager l'avenir avec optimisme, parce qu'ils croient à tort ou à raison pouvoir échapper aux craintes de tous ordres qui paralysent la vieille Europe. Et c'est pourquoi nous assistons de temps à autre à des départs jusqu'ici trop spéculatifs pour ne pas être vite essoufflés. Mais le moment doit approcher où la mise en branle se fera peut-être avec une intensité d'autant plus forte qu'elle aura été plus retardée.

LES CONDITIONS D'UNE REPRISE

Ce n'est pas, je crois, par des moyens factices que l'on peut provoquer cette reprise d'une façon durable. Assurément il est loisible d'amorcer une expansion industrielle et une réduction du chômage par les procédés que l'on a employés aux États-Unis et en Allemagne, en puisant largement dans la richesse acquise, en « prenant l'argent où il est », en accroissant démesurément les dépenses publiques, ici simplement pour donner une autre répartition à l'argent, là pour fabriquer aux frais de la nation un énorme matériel de guerre. Mais de tels procédés, sur lesquels on compterait à tort pour restaurer la vie de l'organisme, sont nécessairement précaires : les réserves dans lesquelles on puise étant, même là où elles ont pu au début paraitre inépuisables, toujours limitées. Il y faut trois éléments essentiels : l'ordre, la stabilité et la confiance. La difficulté dans l'Europe continentale est que ces trois éléments y font cruellement défaut et qu'un pays à lui seul, étant dépendant des autres, ne peut, malgré toute sa bonne volonté, suffire à les rétablir. Les États-Unis, au contraire, sont assez vastes et ont encore assez de ressources naturelles inutilisées pour pouvoir se développer en vase clos, à la condition de ne plus trop compter sur les bénéfices d'une exportation à laquelle

les circonstances avaient fait prendre un développement excessif. L'Empire britannique est un peu dans le même cas, avec cette différence que, pour l'Angleterre, l'exportation est depuis longtemps un élément vital et qu'en se renfermant sur elle-même, en devenant protectionniste, elle doit modifier complètement son orientation séculaire. Dans ces deux groupes, le marché intérieur peut presque suffire et, dans la circulation intérieure, les nécessités de la vie exercent vite leur action stimulante, en même temps que les artifices politiques peuvent avec moins d'inconvénient intervenir. La hausse actuelle des matières premières aux États-Unis, depuis que la contrainte administrative s'y est détendue, apparaît ainsi comme un prélude de la résurrection.

Il est toutefois un peu sommaire d'admettre aussi aisément le renoncement presque complet aux exportations, et c'est un jeu auquel des pays moins riches ne peuvent se prêter. Or, c'est là un des champs d'action où le monde nouveau diffère le plus de l'ancien monde, du monde antérieur à la grande guerre. Il ne faut pas oublier que ce champ de l'exportation, où l'Europe et les États-Unis se croyaient les maîtres incontestés, est de plus en plus envahi par des concurrences exotiques et cela d'une manière trop évidemment durable. Ce sont des faits symptomatiques que l'invasion de nos marchés par les produits japonais et que l'exportation croissante de rails soviétiques en Asie. La plus grande partie de l'Europe est écrasée sous le poids des impôts et des charges sociales, qu'elle a généreusement, mais imprudemment endossées. Les États-Unis courent rapidement vers le même fossé, puisqu'en six ans, après avoir tellement profité de la guerre mondiale, ils ont pu accroître leur dette publique de trois cents milliards, tendant ainsi à faire, eux aussi, figure de vieux pays.

Dans ce tableau de la production mondiale que j'ai esquissé tout à l'heure, la part de l'Europe et des États-Unis a cessé ainsi d'être presque exclusive ; elle a diminué plus encore pour les produits fabriqués. On doit aujourd'hui s'habituer à compter avec les Asiatiques, Russes compris, en attendant les Africains. Et cela est d'autant plus sensible que, comme je le faisais remarquer, le machinisme, au progrès duquel nous avons dû tout au moins nous résigner, faute de

pouvoir payer autrement les exigences ouvrières, est d'une pratique facilement assimilable, grâce à laquelle n'importe qui pourra bientôt confectionner n'importe quoi.

ENTRÉE DANS LA BONNE VOIE

Ces réflexions, qui ne nous sont pas particulières, s'appliquent avec quelques autres pour nous interdire, à nous Français, trop d'optimisme en ce qui concerne nos rapports futurs avec l'étranger toutes les fois qu'il ne s'agira pas de produits délicats, raffinés, pour lesquels la supériorité intellectuelle et l'atavisme artistique continueront encore longtemps à nous servir. La France, si privilégiée par la nature, avec sa variété de productions, la douceur de son climat, la valeur héréditaire de sa race, a d'abord moins souffert de la crise que ses voisins ; mais, en ce moment, elle semble trop visiblement attendre que d'autres lancent le mouvement pour en profiter. Notre empire colonial étant jusqu'ici trop peu mis en valeur, nous sommes devenus, dans un monde où chaque nation s'isole et s'enferme en se défendant par un réseau de fils barbelés, très dépendants des autres pays, des autres continents. Nous ne restons plus comme jadis, par le fait de notre unification précoce, les plus nombreux et les plus forts. Or le poids démesuré de notre dette qui entraîne celui des impôts et le recours à des emprunts de plus en plus ruineux, joint à l'impossibilité électorale d'abaisser la masse des salaires, empêche nos prix de s'équilibrer avec ceux de nos voisins et paralyse notre commerce extérieur. Nous subissons ainsi les fluctuations et les réductions systématiques du dollar et de la livre sterling. Il ne dépend pas de nous de rétablir ni la stabilité monétaire ni la liberté des communications internationales que des mesures de circonstance paralysent sans cesse. D'autre part, un peu par la faute de notre tempérament national où l'esprit critique, la passion de l'égalité et un esprit de justice poussé jusqu'à l'idéologie tiennent trop de place, mais beaucoup aussi parce que nous avons fait de cuisantes expériences et que nous nous en souvenons pour prévoir, nous n'avons pas la précieuse faculté anglo-saxonne de nous adapter au temps présent sans souci d'être conséquents ni logiques.

Si disposés que nous restions à nous jeter dans les bras d'un sauveur providentiel, nous avons perdu ce qui constituait jadis une grande force, très nécessaire pour prospérer, la confiance instinctive dans ceux qui nous dirigent, la confiance dans les engagements de l'État. Tout le monde est d'accord pour proclamer le rôle nécessaire de cette confiance dans la terminaison de la crise; mais les enchainements des problèmes politiques, sociaux et financiers sont tels que ceux-là mêmes dont le désir très louable est de rétablir le crédit de l'État se trouvent amenés par la force des choses à prendre des mesures révolutionnaires qui l'ébranlent.

Quand on ne compte pas seulement sur une impulsion venue du dehors pour nous tirer d'affaire, on met souvent en avant tous les milliards accumulés par la thésaurisation en les considérant comme une force latente susceptible, le jour où elle s'ébranlera, d'amener une hausse rapide. Cette thésaurisation existe et son arrêt doit exercer une influence indéniable. Mais je crains un peu que l'on n'en exagère l'importance en se bornant à compter les billets de mille francs qui ne reparaissent pas dans la circulation. Ces billets, dont la valeur réelle est de deux cents francs et même un peu moindre comme pouvoir libératoire, si l'on tient compte de ce que les impôts ont été multipliés, non par cinq mais par dix, vingt ou trente et les salaires ouvriers par sept ou huit, chacun, industriel ou particulier, a besoin d'en conserver assez pour assurer son fonds de roulement en face de nombreux imprévus qu'il devient de plus en plus nécessaire de prévoir, et les banques, qui les repasseraient à l'État, s'arrangent de manière que l'on ait avantage à ne plus les leur confier. En outre on oublie à quel point la France s'est appauvrie. Depuis quatre ans, comme M. de Lasteyrie le remarquait récemment, le nombre des revenus supérieurs à un million a baissé de moitié. Cette baisse de moitié est celle que l'on retrouve pour l'ensemble de l'annuité successorale exprimée en francs-or de 1894 à 1934. A quoi s'ajoute que, dans l'évaluation de cette richesse, on est arrivé à amenuiser étrangement la part des valeurs étrangères qui autrefois nous permettaient de payer nos achats au dehors et qui, maintenant, entrent à peine, dans cette annuité, pour 630 millions. En revanche, les papiers d'État qui sont des créances sur nous-mêmes, interviennent dans une

proportion croissante puisque, dans les cinq dernières années, la dette publique est montée de 260 à 340 milliards : ce qui met, dans les mains des Français, plus de papier que de richesse.

C'est pourquoi la déflation véritable, qui serait si nécessaire pour éviter le fléau d'une nouvelle dévaluation monétaire, est si difficile à réaliser et pourquoi la crise s'est tant prolongée. On est cependant entré dans la bonne voie et, à la condition d'y persévérer assez longtemps, on doit espérer le succès. La puissance d'épargne de la race française reste admirable, ainsi que sa soumission docile devant des mesures draconiennes, lorsqu'elle les a reconnues nécessaires. Comme les grognards de Raffet suivant Napoléon, les Français discutent et protestent; mais ils marchent. Remarquerons-nous de plus avec quelque hardiesse que nous sommes jusqu'ici très peu endettés au dehors et qu'entre concitoyens le meilleur aménagement des dettes et des créances peut être considéré comme une affaire de famille? Si, comme divers indices semblent le prouver, le mouvement actuel des États-Unis n'est pas un simple effet de la spéculation et du jeu, le jour où les craintes de conflagration mondiale se seront suffisamment éloignées et où une vague d'optimisme courra à travers le monde, la France sera toute prête à se laisser entrainer par elle.

L. DE LAUNAY.

TOKIO D'AUJOURD'HUI

J'ai toujours rêvé de connaître les magnificences du Japon, pays d'art et de goût, d'où nous sont venus ces admirables kakémonos peints sur soie d'or, ces estampes d'une rare finesse, ces bibelots en laque d'or, incrustée d'ivoire et de nacre. A la veille de m'embarquer pour le tour du monde, j'avais l'impression que les expositions universelles et coloniales m'avaient préparé aux visions féeriques qu'allaient m'offrir bientôt Tokio et Yokohama. Ces deux villes, dans mon esprit, représentaient le Japon, tout le Japon.

Cependant, des amis, au retour de récents voyages en ces pays lointains, m'avaient dit sur un ton péremptoire : « Vous faites bien d'aller visiter le Japon ; le pays s'européanise à pas de géants. Dans cinq ans, le vieux, le vrai Japon, n'existera plus. » Je ne pouvais accepter des prédictions d'un pessimisme aussi déconcertant. Il est difficile d'admettre, en effet, qu'un pays où l'art et le goût ont prévalu pendant des siècles, puisse, en si peu de temps, se modifier à ce point. Le transformisme a ses lois en matière de biologie et j'étais persuadé que ces mêmes lois s'appliquaient aux coutumes et aux mœurs d'une grande nation, à son activité industrielle, scientifique et artistique. Dans mon esprit, une évolution aussi rapide, dans tous les domaines de l'activité humaine, ne pouvait être qu'une utopie, un programme d'une réalisation impossible; aussi je considérai les propos de mes amis comme singulièrement exagérés. La logique, de même que le raisonnement, s'opposaient, en effet, à ce que le Japon, respectueux de son culte, de ses traditions, sacrifiât, du jour au lendemain, tout son passé, au profit de notre civilisation

occidentale. Il faut, en effet, des siècles pour amener des millions d'individus de même race à abjurer ce qu'ils ont adoré. Or nous savons que c'est en 1856, c'est-à-dire il y a moins de quatre-vingts ans, que les Européens ont reçu droit de cité au Japon, et que ce fut seulement au moment de la guerre russo-japonaise, que se révéla chez les Nippons la volonté d'égaler, voire de surpasser le génie scientifique, industriel et commercial de la vieille Europe...

Toutefois, l'on voit, à l'occasion, se produire des miracles, qui échappent à toute prévision. C'est ainsi que l'intelligence réputée des Japonais, leur puissance bien connue d'assimilation, ont dépassé, en peu de temps, les pronostics les plus optimistes des personnes bien informées. Les progrès que les Nippons ont réalisés au cours de ces dernières années, dans les divers domaines de la science et de la technique, se sont manifestés sur tout le territoire de l'empire du Mikado, avec l'éclat de feux d'artifice étincelants et magnifiques. Progrès merveilleux pour un peuple, pour une race, pour une civilisation, désenchantement douloureux pour les étrangers qui viennent visiter Yokohama et Tokio, en quête d'exotisme savoureux et de trésors d'art, légués par le passé.

EN FONCTION DES TREMBLEMENTS DE TERRE

Comme ceux qui m'ont récemment précédé à Tokio, j'ai éprouvé, dès mon arrivée dans la capitale du Japon, une certaine déception, mais aussi de la surprise, voire de l'admiration. Jamais je ne me serais figuré qu'en l'espace d'une douzaine d'années, la grande cité nipponne aurait pu se transformer aussi complètement et devenir, non pas une ville « européenne », comme certains l'ont dit de façon peu exacte, mais une ville « américaine » des plus modernes.

Cette métamorphose rapide, qui tient en quelque sorte du prodige, Tokio la doit, moins à la volonté des hommes, qu'aux grands cataclysmes de la nature : les tremblements de terre. Ceux-ci, plus d'une fois, l'ont mise à mal et de façon douloureuse. Les convulsions du sol, qui, chaque année, se renouvellent plus de cent fois au Japon, et dans les régions les plus diverses, se sont déchaînées avec une telle brutalité, en septembre 1923, qu'en quelques minutes, elles ont anéanti plus

d'un tiers de la capitale. Le formidable incendie qui suivit de près les secousses sismiques, transforma en décombres fumants plus de dix mille maisons que le tremblement de terre avait épargnées. Ainsi s'explique la destruction presque complète du vieux Tokio et celle de Yokohama, la grande cité maritime, que trente kilomètres à peine séparent de la capitale.

Les Japonais, intelligents et prévoyants, décidèrent, après la catastrophe de 1923, de reconstruire les deux villes, en prenant toutefois les dispositions en leur pouvoir pour éviter, dans la plus large mesure, les effets désastreux des tremblements de terre, des incendies et des typhons. Les méthodes adoptées semblent, jusqu'à présent, avoir répondu à leurs espoirs. Au cours de ces dernières années, la terre a tremblé plus d'une fois à Tokio (1); toutefois, les secousses sismiques, moins violentes, il est vrai, que celles de 1923, n'ont provoqué, jusqu'à présent, que des dégâts peu appréciables. Édifices publics, maisons de rapport, banques, hôtels, *department stores* (2), gratte-ciel, ont été construits sur des fondations profondes et résistantes. Le ciment armé, associé aux charpentes en fer et aux blocs de granit, a permis d'édifier des buildings de douze et de quinze étages, d'une exceptionnelle résistance et qui peuvent, sans s'effondrer, sans seulement se lézarder, subir les spasmes titanesques de la terre. Ces méthodes de construction, que les événements ont imposées, ont fait de Tokio une capitale qui s'apparente de très près aux grandes villes des États-Unis. Façades et décorations intérieures sont de style « moderne », et l'on regrette le pittoresque, l'élégant et le précieux de l'architecture japonaise. Les murs et les cloisons en bois de cèdre ou en sapin, les fenêtres coulissantes, les vitrages en papier, les toitures en poutrelles de bambou ou en céramique polychrome, ne sont plus que des souvenirs du passé, et les délicieux escaliers en cerisier ou en sycomore sont remplacés par des ascenseurs signés Otis-Pifre, que manœuvrent de petites Japonaises charmantes, affublées de livrées de grooms, coiffées de toques et gantées de crispins.

Dans la reconstruction de Tokio, les Japonais ne se sont pas contentés d'élever des buildings et des gratte-ciel d'une

(1) Deux secousses sismiques se sont fait sentir au cours de mon séjour à Tokio.

(2) Grandes maisons de nouveautés.

résistance et d'une élasticité à toute épreuve. Dès le début des travaux, ils jugèrent bon d'adopter les méthodes les plus récentes d'urbanisme et d'hygiène dont se prévalaient, alors, les Américains C'est ainsi qu'ils ont importé des États-Unis le matériel nécessaire à l'éclairage de la ville, aux transports en commun, aux services d'incendie et tout leur appareillage téléphonique et télégraphique.

Dans la grande banlieue de la capitale, cependant, l'on voit encore quelques vestiges du vieux Tokio, des quartiers, assez pauvres d'ailleurs, avec des maisons en bois et en papier et des ruelles d'un pittoresque délicat et charmant.

UNE ORGIE DE LUMIÈRE

Tandis que les buildings du nouveau Tokio menacent le ciel de leurs douze ou quinze étages, de grands boulevards, des avenues et de larges rues s'étendent sur quinze et vingt kilomètres en lignes droites. Automobiles, tramways, autobus, cycle-cars et motos les parcourent en tous les sens et dans un ordre parfait. Chacun respecte strictement les ordres que transmet, à chaque carrefour, une signalisation lumineuse et automatique, qui fonctionne le jour et la nuit (1).

Ce qui m'a le plus frappé dans la capitale nipponne, c'est la débauche d'éclairage. La nuit venue, des feux multicolores décorent brillamment tous les quartiers de la ville : c'est alors une féerie incomparable, que l'imagination ne peut se figurer. Aux motifs de publicité, s'ajoutent les enseignes rutilantes des grands magasins, des maisons de nouveautés, des boutiques, des restaurants, des théâtres et des cinémas. Cette orgie de lumière prend les proportions d'un rêve fantasmagorique et merveilleux. Dès qu'il commence à faire nuit, il n'y a pas une avenue, une rue, qui ne soit brillamment illuminée jusqu'à deux heures du matin. En quelque quartier que l'on passe, c'est un éblouissement polychrome, qui surclasse peut-être, en pittoresque et en éclat, la somptuosité quelque peu commerciale et hétéroclite de Broadway. Aux lampadaires monumentaux, en forme de girandoles, s'ajoutent des milliers

(1) Il ne faut pas oublier que Tokio s'étend sur près de deux cents kilomètres carrés, et que sa population, qui augmente d'année en année, dépasse aujourd'hui 3 500 000 habitants.

de lanternes de couleur, des motifs décoratifs, des compositions publicitaires animées, d'une déconcertante richesse; enfin, à l'entrée de chaque magasin, de chaque boutique, une enseigne au « néon » (1) rouge, verte ou bleue, d'un papillottement merveilleux, qui enchante.

Les caractères japonais, qui forment d'adorables images, se prêtent à souhait à ce mode de décoration lumineuse. Les maisons de commerce, grandes et petites, composent elles-mêmes, et avec infiniment de goût, leurs éclairages publicitaires. Chacune se procure les tubes de verre, les façonne et les dispose à sa convenance. Le « néon » est fourni par la Compagnie de l'air liquide, sous la forme de gaz comprimé, dans des bouteilles en acier. La distribution à domicile du « néon » a déjà pris, à Tokio, des proportions considérables, et elle se développe de jour en jour, comme chez nous, celle du gaz butane, la providence des villages et des hameaux.

Cette débauche de lumière est, en quelque sorte, indispensable à la vie commerciale de la ville. Les magasins, comme les boutiques et les échoppes, restent ouverts, en effet, jusqu'après minuit, afin de satisfaire les Japonais, les Japonaises surtout, qui ont l'habitude de faire leurs achats après le repas du soir. Cette mode leur permet d'occuper leur oisiveté de façon utile et agréable jusqu'à l'heure du couvre-feu !

LES OBJETS D'ART QUI SE CACHENT

A Tokio, le pittoresque, ou plutôt « l'exotisme », n'existe pour ainsi dire plus. Dans les quartiers principaux, les grands magasins sont disposés à l'européenne, et la majorité des vendeurs, vêtus à la mode de Paris ou de Londres. Dans les « department stores », qui n'ont pas moins de douze ou quinze étages, seules les vendeuses, toutes jolies et charmantes, portent le costume national. Dans les rues, les hommes de classe moyenne mettent volontiers un chapeau de feutre, une veste ou un pantalon importés d'Angleterre, sans abandonner, toutefois, leurs kimonos de couleur et leurs sandales en laque polychrome. Les femmes sont demeurées fidèles aux traditions

(1) Gaz extrait de l'air, qui a pour propriété de s'éclairer vivement sous l'influence d'une décharge électrique.

vestimentaires. Quant aux gens de condition et aux fonctionnaires, il adoptent, à l'occasion, la mode de chez nous, et se rendent aux cérémonies officielles, en jaquette, voire en redingote, coiffés de chapeaux melon ou de hauts de forme.

J'ai remarqué, et non sans une certaine surprise, qu'il n'y a plus à Tokio de bibelots anciens, ni d'objets d'art de valeur. L'on n'en voit guère au Musée national, pas davantage chez les marchands et les particuliers. A l'occasion, les boutiquiers vous montrent quelques pièces de qualité médiocre, qu'ils cèdent à bon compte. Paravents et kakémonos anciens, porcelaines et laques des bonnes époques, semblent avoir disparu de cette ville, où jadis s'entassaient des trésors. Chez les commerçants, du faux, de « l'imitation », et surtout du moderne, destiné aux touristes de passage, toujours disposés à rapporter chez eux force cadeaux et souvenirs. Ainsi, dans la capitale de l'empire du Mikado, le bon temps pour le « bibelot » semble passé, quand, à Kobé et à Kioto, il y a des antiquaires réputés qui possèdent d'admirables collections.

Une enquête minutieuse m'a appris que les trésors du Musée national, comme ceux des marchands et des amateurs, n'ont pas été détruits, comme je l'ai cru un instant, lors du cataclysme de 1923, et que pas davantage ils n'ont émigré à l'étranger. Notre ambassadeur au Japon, M. Pila, m'a fait, à ce propos, d'intéressantes confidences. « A Tokio, la disparition des objets d'art de valeur n'est qu'apparente, m'a dit mon informateur. Si vous n'en voyez plus, c'est qu'ils ont été mis en lieu sûr. L'administration des musées nationaux, en effet, les marchandset les amateurs, ont mis leurs richesses artistiques à l'abri des tremblements de terre et de l'incendie. Ils ont dissimulé leurs bibelots précieux loin de la ville, dans des « cachettes fortifiées » : caves, sous-sols et souterrains en ciment armé, d'une résistance éprouvée. Là, leurs trésors risquent peu d'être atteints par les secousses sismiques et par le feu. Ces cachettes ont été établies par tout le pays, loin des régions volcaniques, en des lieux qu'ont épargnés, jusqu'à présent, les convulsions de la terre. Toutefois, le jour où quelque grand collectionneur donne un dîner ou une réception, il sort ses plus belles pièces de leur cachette, les fait transporter chez lui, et les dispose dans ses vitrines. Quand ses hôtes ont pris congé, les précieux bibelots sont réemballés avec soin et ache-

minés sans retard vers leur « abri fortifié ». Ces précautions ont été prises à Tokio, à Yokohama et dans un grand nombre d'autres villes ; elles ont permis de conserver le plus gros du patrimoine artistique du Japon. Certains s'imaginent, cependant, que ces trésors ont disparu sous les décombres de maisons écroulées ou incendiées, ou bien qu'ils ont été cédés, moyennant des sommes considérables, à des musées ou à des amateurs, en Europe et aux États-Unis. »

DES PALAIS ET DES TEMPLES

Ainsi les plus belles œuvres d'art de la capitale ont été mises en lieu sûr, et son musée national ne présente dans ses vitrines qu'une collection médiocre de costumes et d'armures. Il n'en faut pas conclure cependant que les touristes, qui viennent visiter Tokio, n'ont à contempler, pour satisfaire leur curiosité, que de grands buildings, des gratte-ciel et des « department stores » d'un modernisme « dernier cri ». La grande cité japonaise peut se prévaloir de posséder encore d'importants monuments situés, le plus souvent, dans des jardins magnifiques où, dès le début de l'après-midi, les élégantes de la capitale vont promener leurs enfants.

Il y a d'abord le Palais impérial, véritable forteresse, entourée de hautes murailles bastionnées, qui se distingue par son entrée majestueuse et les larges douves qui l'entourent. Fort malencontreusement, son accès est interdit au public. En sortant de l'Hôtel impérial, nous traversons le grand parc d'Hibiya, où nous admirons une véritable forêt de cerisiers fleuris et des parterres d'azalées de mille variétés différentes. Notre guide nous conduit ensuite au temple Zojoji, qui date du XVI[e] siècle, aux mausolées des « Shoguns-Tokigawa », puis au temple de Senga Ku-Ji, célèbre par les tombes de quarante-sept « ronins ». L'exploit de ces héros constitue un épisode remarquable de l'histoire du Japon, et a servi de thème à un drame populaire, qui fait partie du répertoire classique. Nous visitons le temple de Yasukuni, construit vers 1868, où se déroulent, aux mois d'avril et d'octobre, des fêtes populaires d'une rare somptuosité. Nous terminons notre excursion à travers la ville par une promenade dans le parc d'Asakusa, où s'élève un temple imposant qui a échappé

miraculeusement à la destruction, lors des grands incendies de 1772, de 1865, et de 1923. Ces circonstances qui apparaissent aux yeux des Japonais comme un prodige, lui ont valu de devenir un lieu de pèlerinage important, et de nombreux fidèles y viennent tous les jours apporter des offrandes et faire leurs dévotions.

OU L'ON IGNORE LA JOURNÉE DE HUIT HEURES

Tokio, du fait de son étendue (1) et de sa population (2), n'a droit qu'au sixième rang parmi les grandes cités du monde; cependant, son activité industrielle et commerciale dépasse de beaucoup celle des villes les plus importantes du Japon, comme Kioto, Kobé, Osuka, Yokohama, etc. Quand on monte sur la terrasse d'un de ses gratte-ciel de douze ou quinze étages, l'on demeure confondu par le nombre incalculable de cheminées d'usines que l'on découvre, la multitude des pylônes en ciment armé qui, jusqu'à perte de vue, soutiennent, au-dessus des habitations, un enchevêtrement prodigieux de câbles et de fils électriques. Dans aucune autre ville du monde, même pas à New-York et à Chicago, l'on ne peut, du centre de la cité, contempler un panorama d'un « modernisme » aussi déconcertant.

Dans la capitale nipponne, toutes les industries sont représentées, et les usines, comme les ateliers d'art, travaillent à plein rendement, et souvent nuit et jour. Ici, l'on occupe des armées d'ouvriers, tourneurs, fraiseurs, ajusteurs et monteurs; là des artisans spécialisés, ou des artistes de talent, laqueurs, céramistes, sculpteurs, ciseleurs, cloisonneurs (3), damasquineurs (4), etc. Chacun travaille douze, quatorze et souvent quinze heures par jour.

Les Japonais, comme les étrangers établis dans le pays et les voyageurs de passage, peuvent trouver dans les magasins de luxe, les « department stores », les boutiques et les bazars,

(1) Deux cents kilomètres carrés.

(2) Plus de trois millions d'habitants.

(3) Artistes spécialisés dans la fabrication des « cloisonnés », émaux dans lesquels les motifs sont circonscrits par de simples cloisons dressées verticalement sur la surface pour retenir la matière vitrifiée.

(4) Ouvriers d'art spécialisés dans l'art d'incruster de petits filets d'or ou d'argent dans du fer ou de l'acier.

tout ce qu'ils peuvent souhaiter. Les nouveaux venus doivent recourir, cependant, à l'expérience d'un guide pour les diriger; certaines maisons spécialisées (1), et non les moins importantes, sont établies, en effet, dans des rues étroites et peu accessibles, et leurs boutiques, encombrées de caisses, de paquets, d'échantillons en désordre, ressemblent parfois à des échoppes de brocanteurs ou de chiffonniers.

LA VIE A BON MARCHÉ

Tandis que les marchandises importées des États-Unis et d'Europe sont mises en vente à des prix quasi prohibitifs par suite des droits de douane qui les frappent, celles de « fabrication nationale » sont vendues au détail 60, 70, voire 80 pour 100 moins cher qu'en tout autre pays du monde.

L'extrême bon marché de la « production nationale » s'appuie sur des contingences diverses. Tout d'abord, au Japon, la main-d'œuvre compte à peine dans le prix de revient de la fabrication. Les ouvriers d'usine, tourneurs, ajusteurs, monteurs, etc., comme les artisans, laqueurs, céramistes et cloisonneurs, se contentent de salaires fort modestes, et cependant ils fournissent plus de douze heures de travail par jour. Selon leur habitude professionnelle ou leur talent d'artiste, ils gagnent de cinquante *cents* à deux *yens* par jour, soit deux francs vingt-cinq à dix francs. Leur paye cependant leur permet de satisfaire à leurs besoins. Le Japonais de classe moyenne se nourrit, en effet, à peu de frais : une poignée de riz, un peu de salade, un oignon cru ou des fruits suffisent à son alimentation. S'il mange parfois du poisson quand il habite à proximité de la mer, il ne consomme pour ainsi dire jamais ni viande, ni pain. Le riz est l'aliment national, le plat de résistance qui figure à tous les repas, et la ration quotidienne pour un adulte revient à moins de dix centimes.

Comme boisson, du thé, de l'eau parfumée aux essences de fruits et, les jours de fête, quelques petits bols de leur *saké* national, alcool de riz très léger et bon marché, que l'on absorbe légèrement tiédi au bain-marie. Ainsi, pour moins d'un demi-yen par jour, un ouvrier japonais parvient à nourrir toute sa famille.

(1) Pharmacie, parfumerie, instruments de chirurgie, petite mécanique, etc.

Au point de vue vestimentaire, l'ouvrier japonais n'a guère à dépenser plus de deux cents francs par an pour être correctement habillé, et sa femme peut faire preuve d'une certaine élégance quand elle dispose d'un budget annuel de deux cent cinquante à deux cent soixante-quinze francs. Le loyer de toute une famille ne dépasse jamais cinq à six yens par mois. Enfin, plaisirs et distractions, théâtre ou cinéma, ne figurent pour ainsi dire pas dans les dépenses d'un ouvrier ou d'un artisan.

Les hommes ne vont pas « au café » et ne s'intéressent guère aux jeux de hasard. Les femmes, toujours gracieuses et bien mises, portent des bas de coton, des sandales en cuir presque inusables et ignorent le coiffeur et la manucure. Le seul luxe pour chacun est le « bain chaud quotidien », que l'on prend « en famille », dans de grands tonneaux disposés dans la rue, devant la porte du logis. Les jours de fête, visite dans les temples et promenade.dans les rues : à l'époque de la floraison des cerisiers, des pruniers et des pommiers, excursions avec les enfants, dans les jardins publics, où, sous les arbres fleuris, à cinq, six ou huit, l'on déjeune et dîne en plein air. Ces repas champêtres, qui se composent de riz, de gâteaux au miel, de sucreries, arrosés de thé et de saké, reviennent à moins d'un franc par personne.

LES MÉTHODES LES PLUS MODERNES

Le deuxième facteur qui intervient dans le prix de revient des marchandises fabriquées au Japon, ce sont les méthodes de travail qui sont appliquées avec rigueur dans la plupart des usines. Ces méthodes s'apparentent de très près à la *taylorisation* et à la *standardisation*.

La *taylorisation*, du nom de l'ingénieur américain F.-W. Taylor qui en a établi les règles, est une organisation du travail qui rend impossible la moindre perte de temps. Le principe consiste à choisir un ouvrier spécialisé, un ouvrier « type », pourrait-on dire, et à lui faire exécuter le travail envisagé, en un temps dont le « chronomètre » enregistre toutes les phases d'activité et de repos. Ainsi se trouve finalement établi un rythme idéal de ces phases qui est imposé à tous avec un « handicap » de dix ou de quinze pour cent, du fait

qu'il n'est guère possible de considérer même les meilleurs ouvriers comme des « recordmen » imbattables.

La *standardisation*, qui s'applique à l'appareillage électrique, à l'horlogerie, à la mécanique, aux machines agricoles, ménagères et autres, est *l'unification*, en matière de technique industrielle, des différents éléments de construction et de toute opération qui peut faciliter et simplifier le travail : réduction du nombre des modèles, application rigoureuse de règles qui imposent les mêmes formes et les mêmes dimensions pour tous les appareils et objets de grande consommation. Ces dispositions obligent les fabricants et les constructeurs à limiter le nombre de leurs modèles ; elles facilitent l'interchangeabilité des divers organes, et diminuent singulièrement les prix de revient. Les salaires sont calculés d'après le nombre de pièces imposé et sont réduits proportionnellement au travail effectivement accompli. Un tel système est d'une application facile dans le machinisme moderne, dont il est, en fait, une conséquence logique ; il exige cependant des ouvriers un effort constant, qui a quelque ressemblance avec les « travaux forcés ».

En France, comme dans la plupart des pays d'Europe, ces méthodes de travail n'ont pu être appliquées par suite de l'opposition que leur ont faite les syndicats professionnels. Au Japon, il est en vigueur dans les usines d'État (1), comme dans celles des sociétés privées. L'économie que ces méthodes de fabrication ont permis de réaliser, la modicité des salaires comme celle d'ailleur des taxes et des impôts, ont permis d'obtenir pour toutes les marchandises usinées, fabriquées ou confectionnées, des prix de revient extrêmement bas. De plus, l'État japonais et l'industrie privée se contentent de bénéfices qui ne dépassent guère 10 ou 15 pour 100.

Quant aux détaillants, leurs frais généraux, pour la plupart d'entre eux, sont peu importants : loyers toujours assez modestes, et employés rétribués comme des manœuvres d'usines. Peu ou point de lutte à engager avec les concurrents. Chacun a sa clientèle et vend au même prix que le voisin, en se contentant de faibles bénéfices.

(1) L'État japonais a organisé des usines qu'il dirige, et procède lui-même à la vente en gros des produits fabriqués.

DES MAGASINS QUI NE DÉSEMPLISSENT PAS

Détaillants et revendeurs sont innombrables à Tokio. Ils sont répartis dans tous les quartiers de la ville. Il y a d'abord les petites boutiques qui vendent chacune leur spécialité : soieries, kimonos, sandales, fleurs, pâtisseries, jouets, maroquinerie, instruments de musique, etc., puis les bazars où sont détaillés les ustensiles de ménage, livres, disques de phono, quincaillerie, et les menus objets dits « articles de Paris » établis et décorés pour satisfaire les habitudes et le goût des Japonais. Dans des magasins plus importants l'on vend la production des ateliers d'art : objets en laque, cloisonnés, damasquinés, faïences et porcelaines de qualité. Enfin, il y a à Tokio sept de ces grands établissements que l'on désigne sous le nom anglo-américain de *department stores*, énormes buildings de douze à quinze étages, avec trois sous-sols et une terrasse, édifiés sur le « plan américain ». L'on trouve là les produits de fabrication nationale, et les marchandises importées d'Europe et d'Amérique, tout ce qui peut satisfaire Japonais et étrangers : matières premières, vêtements confectionnés, articles de ménage, pharmacie, produits alimentaires, oiseaux vivants, poissons d'aquariums, fleurs, plantes et arbustes de toutes les espèces.

Dans ces établissements ultra-modernes, chacun peut déjeuner et dîner, se faire coiffer et « manucurer », prendre ses billets de chemins de fer, de paquebot, d'aéroplane. Sur les terrasses sont installés des jeux pour les enfants, chevaux de bois, toboggans, balançoires, etc., où les petits peuvent s'amuser sous la surveillance de nurses professionnelles, tandis que les parents s'occupent de leurs achats.

Malgré leurs frais de publicité lumineuse et leur personnel nombreux, les « department stores » vendent au même prix que les boutiques et les bazars. Toutefois, ils débitent de la marchandise de qualité moyenne, et il faut aller, comme à Paris et à Londres, dans les maisons de luxe, pour trouver les articles de premier choix, de « l'extra », et ceux-ci coûtent à peine dix pour cent plus cher que le « courant » vendu par ailleurs.

L'extrême bon marché de la matière première, comme

celui des marchandises manufacturées et confectionnées, assure à tous les magasins une clientèle nombreuse, si bien qu'ils ne désemplissent pas depuis le matin jusqu'à une heure avancée de la nuit. A titre documentaire, voici quelques prix de détail qui ne manqueront pas de surprendre. Je les ai notés à Kobé, à Kioto, à Tokio et à Yokohama. La plus belle qualité de soie, en grande largeur (1), se paie de neuf à douze francs le mètre, selon l'épaisseur du tissu. Une chemise en soie, faite sur mesure, avec chiffre brodé, vaut, dans les grandes maisons, de trente à quarante-cinq francs; une robe de chambre en crêpe de chine doublée de soie, quatre-vingts francs, un kimono de premier choix, quarante à cinquante francs; les ampoules électriques, trente centimes la pièce; une lampe électrique de voyage, en métal chromé, avec pile de rechange d'une durée de soixante-dix heures, que l'on paierait à Paris quatre-vingts à cent francs, est vendue, dans les « department stores », six francs cinquante; un canif à trois lames, quatre francs. Un disque de phonographe en ébonite, licence Columbia, six francs; une pendule de voyage de fabrication nationale, trente-cinq francs : la même est vendue à Londres plus de trois livres sterling. Une excellente montre en métal chromé vaut de cinq à huit francs. Certaines usines vendent aux détaillants leurs marchandises, non par douzaines ou par grosses, mais au poids, au kilo : il en est ainsi pour les montres, les piles et les ampoules électriques, l'argenterie, la quincaillerie, etc.

LA FORME ÉCONOMIQUE DU PÉRIL JAUNE

A Tokio, comme partout au Japon, la vie est très bon marché. A l'Hôtel impérial, le meilleur, le plus élégant de la capitale, l'on paye le déjeuner, comme le dîner, deux yens, thé ou lait compris, soit environ neuf francs, et quarante francs pour la pension complète qui comprend la chambre avec salle de bain, le petit déjeuner et les deux repas de midi et du soir. Aussi, dans toutes les villes du Japon, l'on voit les hôtels toujours archicombles, et les voyageurs ont de la peine à se loger, s'ils ne retiennent pas leurs chambres à l'avance.

(1) Un mètre trente.

Tokio s'agrandit de jour en jour; partout l'on travaille à édifier de vastes bâtisses, à prolonger les boulevards et les avenues, à établir de nouvelles lignes de tramways. Restaurants, théâtres, cinémas sont, à toutes les heures du jour et de la nuit, remplis de monde. « Crise ou pas crise »? *That is the question!* A entendre les uns, le ministre des Finances, malgré sa haute intelligence et sa longue expérience des affaires, ne parvient guère à équilibrer le budget national. D'autres affirment que chacun a du travail, que le chômage est nul. Un fait apparait comme certain : à Tokio, comme dans les autres villes du Japon, on ne voit dans les rues ni mendiants ni estropiés, alors qu'aux Indes et en Chine les malheureux sont légion.

Les Japonais, intelligents, laborieux et merveilleusement disciplinés, seront en mesure, dans un avenir très prochain, de surclasser l'Europe et l'Amérique, dans le domaine de l'industrie et du commerce. Les prix des articles fabriqués dans leurs usines défient toute concurrence étrangère. Même avec les droits de douane, en apparence prohibitifs, qui les frappent, ils sont, d'ores et déjà, revendus hors du pays, dans tout l'Orient, aux États-Unis et en Europe, à des prix d'un bon marché surprenant.

Le péril jaune n'est plus une fiction; il est devenu une réalité. Déjà les grands navires qui quittent Yokohama pour des destinations lointaines partent leurs cales pleines à craquer, et les marchandises qu'ils transportent vont inonder tous les marchés du monde, où ceux qui ont le souci de ménager leur bourse et leur portefeuille les attendent avec impatience.

ANDRÉ PASCAL.

BISMARCK ET L'ANSCHLUSS [1]

Chaque année, lorsque revient dans l'Allemagne hitlérienne l'anniversaire de la naissance du prince de Bismarck (1er avril), les journaux officieux ne manquent pas, en évoquant son souvenir, de saluer l'héritier actuel de son titre comme le continuateur de son œuvre. D'autre part, ce dernier, en tête même du volume où il a développé son programme politique, *Mein Kampf*, a déclaré considérer « comme la tâche essentielle de sa vie, de poursuivre, par tous les moyens, la rentrée de l'Autriche allemande dans le giron de la grande mère-patrie », de manière qu'« un même sang appartienne à un même empire ». Le simple rapprochement de ces deux constatations invite à rechercher quelles ont été l'attitude et l'opinion du fondateur de l'unité allemande sur cette question de l'*Anschluss*, qui avait déjà été agitée de son temps avant de prendre dans le nôtre un caractère de si menaçante actualité.

LE PROLOGUE DE 1866

Il semblerait que le premier chancelier de l'Empire dût, à cet égard, être regardé comme le précurseur lointain du dernier, puisqu'il a inauguré sa carrière d'homme d'État par une grande guerre contre l'Autriche, préparée avec patience et poursuivie avec vigueur. A considérer sa politique de plus près, elle change singulièrement d'aspect. Une fois la monarchie des Habsbourg expulsée de l'Allemagne, il apparaît

(1) La plupart des documents utilisés dans cette étude sont empruntés à l'édition définitive et semi-officielle des Œuvres complètes de Bismarck (*Gesammelte Werke*, 1921), et en particulier aux tomes VIII et IX qui contiennent, pour la première fois, réunies en volume, le recueil de ses interviews.

comme aussi attaché à son intégrité territoriale qu'il s'était montré hostile à sa suprématie hors de ses frontières.

Sur ce dernier point, il importe d'abord de se rappeler, — et à la distance d'un demi-siècle, il faut presque un effort d'esprit pour y parvenir, — que, s'il a engagé l'offensive de 1866 contre l'Autriche, ce n'était point par obéissance à une idée de race, mais dans le dessein très limité d'assurer à son pays l'homogénéité territoriale et la consistance politique que lui avait refusées le Congrès de Vienne. En face d'un empire formant au centre de l'Europe une masse compacte, la Prusse se trouvait divisée en deux tronçons par l'interposition du Hanovre, — comme de nos jours par celle du couloir polonais, — et bordée sur son pourtour par une série de petites souverainetés soustraites à son influence. Enfin une garnison « fédérale », et en fait autrichienne, occupait la puissante place de Mayence, devenue ainsi comme un avant-poste de Vienne dans l'Allemagne du Nord. La guerre apparaissait à Bismarck comme le seul remède possible à ces vices de configuration.

Au lendemain de Sadowa vont se découvrir les véritables intentions de Bismarck vis-à-vis de l'Autriche vaincue. L'éclat foudroyant des victoires prussiennes lui permettait alors d'en poursuivre l'écrasement et d'en obtenir la mutilation. Sa préoccupation dominante parut être au contraire de la ménager en vue d'une réconciliation future, fût-ce même au prix d'un conflit ouvert avec son souverain.

Dans l'ivresse de son triomphe, ce dernier voulait d'abord en obtenir le prix habituel : entrée dans la capitale ennemie et cessions territoriales portant sur la Silésie autrichienne et sur le pourtour du nord de la Bohême. Son ministre, avec une modération qui devait l'abandonner plus tard à l'égard de la France, déconseillait ces exigences comme propres à laisser au vaincu des rancunes assez tenaces pour éclater un jour en une inévitable tentative de revanche. Pour faire prévaloir son point de vue, il dut livrer au Roi, au cours des journées représentées par lui comme les plus pénibles de sa vie, une rude bataille, dont il nous a laissé dans ses *Souvenirs* un récit des plus dramatiques, — et peut-être aussi un peu dramatisé.

Il la voit d'abord commencer, le 23 juillet, dans un grand conseil de guerre au cours duquel il doit reconnaître son impuissance à obtenir l'arrêt de l'offensive en cours et l'ou-

verture de pourparlers de paix. Il en éprouve une crise de désespoir assez violente pour le faire d'abord fondre en larmes, puis sauter sur sa plume et rédiger d'un trait, sur la nécessité d'un rapprochement futur avec l'adversaire d'aujourd'hui, un long mémoire dont se détache à distance cette phrase : « une fusion de l'Autriche allemande avec la Prusse est irréalisable, et Vienne ne se laisserait pas gouverner comme une succursale de Berlin. » — Puis c'est le lendemain un nouvel assaut livré à l'obstination de son maître, sans autre résultat que de l'impatienter, et dont l'insuccès lui inspire à lui-même des pensées de démission et même de suicide. C'est enfin, au moment où il désespère d'obtenir gain de cause, l'arrivée inopinée du Kronprinz qui partage ses vues, promet de les soutenir devant son père, se rend auprès de ce dernier et revient au bout d'une demi-heure, après lui avoir arraché, à la suite d'une chaude discussion, ce que Guillaume Ier appelle la conclusion d'une « paix honteuse ». La persévérance même dont Bismarck a fait preuve en cette circonstance suffit à montrer quel prix il attachait à n'infliger à l'Autriche ni affaiblissement, ni humiliation.

DE LA GUERRE A L'ALLIANCE

S'il montrait en cette circonstance une modération un peu surprenante de sa part, c'était en vue d'une œuvre de rapprochement qu'il devait s'attacher à poursuivre à travers tous les obstacles. Facilitée par la retraite du comte de Beust (1871) qui personnifiait les désirs de revanche autrichiens, elle parut peu après compromise par les appétits d'annexion, dissimulés sous la forme pseudo-scientifique du pangermanisme, que les victoires de 1870 avaient développés dans l'Allemagne du Nord. En présence des inquiétudes qu'un mouvement d'opinion de ce genre pouvait éveiller en Autriche, le chancelier jugea nécessaire d'y couper court par une manifestation publique. Il le tenta dans une de ces interviews dont il aimait à se servir, — il a été l'un des créateurs du genre, — pour éclairer... ou abuser le public sur ses véritables intentions. Celle qu'il accorda, le 27 novembre 1874, à Maurice Jokay, l'un des plus grands noms de la littérature hongroise, fut de celles auxquelles il est convenu d'appliquer l'épithète,

maintenant devenue banale, de « sensationnelle ». « Après quelques considérations sur son rôle modérateur en 1866, et sur l'inanité des convoitises présentement prêtées à son pays, il conclut en ces termes : « Quant à l'annexion des États héréditaires d'Autriche, Dieu nous en préserve ! Nous avons assez de difficultés en Alsace-Lorraine et dans les duchés danois... le ministre allemand auquel il passerait par la tête de vouloir prendre quelque chose à l'Autriche serait mûr pour... » Il n'acheva pas sa phrase, mais la compléta par le geste expressif de se passer une corde autour du cou : « Pour moi, ajouta-t-il, comme pour forcer sa pensée, je serais capable, si les provinces autrichiennes voulaient de gré ou de force se joindre à nous, de répondre par la guerre, mais *contre elles et pour les en empêcher* (1). » La vigueur inattendue de cette profession de foi, bien oubliée aujourd'hui, eut parmi les contemporains un immense retentissement. Quelle n'aurait pas été leur stupéfaction, s'ils avaient pu prévoir que la condamnation à la potence prononcée par le chancelier serait méritée un jour par son successeur lointain, — et par un Autrichien d'origine !

L'ALLIANCE AVEC L'AUTRICHE (1879)

Cinq années plus tard, la conclusion définitive de l'alliance depuis longtemps préparée avec l'Autriche va fournir à Bismarck l'occasion de motiver longuement cette opposition à l'*Anschluss* dont il n'avait fait jusqu'alors qu'affirmer le principe. Ce principe, il éprouvera d'abord comme le besoin de le proclamer à nouveau (janvier 1879) en déclarant au comte de Frankenstein : « Le ministre prussien qui songerait à augmenter l'Allemagne par l'annexion de l'Autriche jusqu'à la Leitha, avec Vienne tombée au rang de ville de province, donnerait par là une preuve de son incapacité politique. » C'était là, comme on le voit, un thème sur lequel il ne se lassait pas d'insister.

Il devait avoir encore l'occasion de le développer au cours des négociations engagées pour la conclusion d'une alliance décidée en principe dans une entrevue avec Andrassy à Gastein (27-28 août 1879), puis officiellement signée un mois plus tard,

(1) *Gesammelte Werke*, t. VIII, p. 106.

au cours d'un voyage que lui-même accomplit à Vienne. Il lui restait à dissiper les appréhensions qu'elle pouvait assez légitimement éveiller en France, en démontrant qu'elle ne représentait ni l'ébauche d'une coalition contre ce pays, ni surtout le prélude d'une absorption par l'Allemagne. Telles furent en substance les explications qu'il tint à donner à l'ambassadeur de France, M. de Saint-Vallier, avec d'autant plus de liberté qu'il le tenait en particulière estime.

Dans une première entrevue (26 juin), il s'exprima sur la portée des négociations alors en cours avec une netteté de pensée et une verdeur de langage qui ne laissaient rien à désirer : « L'existence et l'intégrité de l'Empire autrichien, se laissa-t-il entraîner à déclarer, sont pour nous la première des conditions de sécurité... Je serais un insensé et un aveugle, indigne du poste que j'occupe, si j'avais jamais l'idée d'annexer ses provinces allemandes. Qu'en ferions-nous et où cela nous conduirait-il? Quel désordre viendrait jeter dans cette Allemagne encore si mal amalgamée cet élément catholique, ultramontain, fanatique, du Tyrol, de la Styrie, de la Carniole et de la Carinthie? Non, tant que je vivrai, pareille folie ne sera pas faite... »

Lorsque Bismarck tenait ce langage, l'alliance autrichienne n'était encore qu'un projet. Lorsqu'après son voyage à Vienne elle fut devenue un fait accompli, il éprouva le besoin de poursuivre et d'achever auprès de M. de Saint-Vallier l'œuvre de persuasion qu'il avait entreprise. Il l'invita à Varzin (7 novembre), et au cours d'un exposé magistral s'étendit longuement sur les motifs véritables et les conséquences possibles de la résolution qu'il venait de prendre, en la représentant comme la suite logique de la politique suivie par lui depuis son arrivée au pouvoir. Parmi ses déclarations, celle qui ouvrit l'entretien mérite d'être relevée en raison de son caractère général et de l'intérêt qu'elle présentait pour la France. Il y évoqua le souvenir des résistances morales qu'il avait dû surmonter, en 1866, pour convertir l'opinion à la nécessité d'une guerre, et il ajouta : « Ce sentiment allemand contre lequel j'ai dû lutter alors n'a pas disparu ; il me commande l'alliance, l'intimité avec l'Autriche, de même qu'il m'a commandé, en 1866, de ne pas la détruire. *L'on détruit une nation si votre force vous le permet ou si votre intérêt l'exige, on ne la mutile pas*

impunément et l'histoire, ce grand maître des hommes d'État, nous apprend que l'on a toujours à s'en repentir. » Sévère condamnation de la politique qui avait trouvé son expression dans le traité de Francfort et devait trouver son châtiment dans les suites de la Grande Guerre.

Après cette sorte de digression, le chancelier, poursuivant son retour en arrière, expliqua qu'après les victoires de 1866 il avait eu à choisir entre deux partis : détruire entièrement l'Autriche ou respecter son intégrité en vue d'une réconciliation future. Il s'était prononcé pour le second, pour éviter les difficultés d'assimilation qu'aurait entraînées l'adoption du premier. Il termina son plaidoyer par le couplet d'usage sur les ambitions belliqueuses de la Russie dont la nouvelle alliance avait pour unique objet de se prémunir.

APRÈS LA RETRAITE

On pourrait toutefois se demander si ce langage ne lui était pas dicté par les convenances de sa charge, et ne changerait pas lorsque sa retraite (18 mars 1890) viendrait lui rendre sa liberté de pensée et de parole. Tout au contraire, il semble se montrer plus affirmatif que jamais, sur la question qui lui tient à cœur, dans trois interviews qu'une sorte de coquetterie lui fait accorder, l'année même de sa disgrâce, à trois journalistes de nationalité différente. Reçoit-il d'abord un Français, M. Ernest Judet? C'est pour lui dénoncer comme une « absurdité » l'idée de faire coexister dans un même État deux grandes et anciennes capitales, telles que Vienne et Berlin. A-t-il affaire à un Anglais, M. Kingston (8 juin)? Il développe devant lui un axiome politique présenté sous la forme d'une boutade appelée à une singulière fortune, et d'après laquelle « si l'Autriche n'existait pas, il faudrait l'inventer ». Réserve-t-il enfin ses confidences à un compatriote, M. Memminger? Il ne manquera pas de lui déclarer qu'il regarde la conservation de la monarchie voisine comme une « question capitale » pour l'avenir de son propre pays. Et les progrès de l'âge ne semblent pas avoir de prise sur la solidité de ses convictions à ce sujet. L'une des dernières manifestations de sa vie politique (12 juillet 1894) sera la réception à Friedrichsruhe d'une délégation de journalistes

autrichiens. Il tiendra, dans sa réponse au discours qui lui est adressé, à relever certaines allusions trop précises au caractère artificiel de la frontière qui le sépare du pays de ses hôtes : « Mais franchement, un lien plus étroit (que l'alliance) n'est pas possible entre nos deux pays. Vous avez votre vie particulière dans le bassin du Danube. Là rien ne doit dépendre de Berlin. »

Jusqu'à la fin de sa vie comme de sa carrière, Bismarck n'a donc pas cessé de se montrer l'irréductible adversaire d'une annexion qui présentait à ses yeux l'insurmontable inconvénient de compromettre, en modifiant la proportion de ses éléments, la cohésion morale de l'Empire dont il avait fondé l'unité politique. Son opinion à cet égard a paru assez gênante aux théoriciens actuels du rattachement pour que la plupart d'entre eux aient jugé prudent de la passer sous silence dans leurs ouvrages consacrés à l'étude de la question.

Par ailleurs, les caprices de la destinée ont apporté de singuliers démentis aux prévisions de Bismarck sur l'avenir du monde germanique. Ces Autrichiens qu'il redoutait d'introduire en trop grand nombre dans les cadres du Reich et sur lesquels il s'est exprimé parfois en termes singulièrement méprisants, c'est l'un d'eux qui occupe maintenant sa place et dirige en cette qualité la politique de l'Allemagne. Cette alliance avec leur pays dans laquelle il voyait une garantie de durée pour son œuvre, c'est elle qui a entraîné une guerre fatale à la grandeur et même à l'intégrité du sien. Cette question enfin de l'*Anschluss* qu'il se refusait même à laisser poser a été prise à cœur par un successeur impatient de devenir par elle le citoyen et le fils d'un État dont il n'est encore que le maître. C'est en ce sens et en raison des rapprochements qu'ils suggèrent, que l'évocation de ces souvenirs déjà lointains n'est pas sans offrir à l'heure présente comme une sorte d'intérêt d'actualité.

ALBERT PINGAUD.

SPECTACLES

MUSÉE DE L'ORANGERIE : DE VAN EYCK A BREUGHEL

La première impression qui nous charme, nous émeut, nous pénètre, au seuil de la première salle de l'Orangerie, c'est la beauté de la couleur. Nous ne savons pas encore à quels maitres illustres nous devons cette qualité de bleu, cette légèreté de blanc, cette floraison de rouge et de rose, mais, déjà, nous sommes séduits, envoûtés par la magie de cette peinture vivante. Est-il vrai que ces tons de la palette de Jean Van Eyck, — je pense à la *Vierge d'Autun*, — aient cinq cents ans? Ils sont aussi frais, d'un émail aussi neuf, aussi vibrant, aussi laqué par une jeune lumière que les ailes des papillons. On nous dirait que cette palette vient d'éclore, ou bien que ce grand manteau, couleur de corail, dont Memling a drapé sa Vierge, vient de s'épanouir dans une récente roseraie, que nous le croirions, que nous ne donnerions pas à ces chefs-d'œuvre leur âge vénérable et que nous ne pourrions imaginer qu'ils utilisent, avec cette splendeur et du premier coup de pinceau, les premières beautés des couleurs à l'huile.

Les deux tableaux que je viens de citer appartiennent à notre Louvre, ainsi que d'autres toiles qui sont ici, de notre Louvre si riche, et si divers. Mais ils prennent une valeur nouvelle, en ce nouvel arrangement et au voisinage de leurs parents venus de Bruges et de son Hôpital Saint-Jean, d'Anvers, de Bruxelles, du Saint-Bavon de Gand, des grands musées et collections particulières de Vienne, Berlin, Florence, de Lisbonne, de New-York, de Londres et de nos provinces françaises. M. Lambotte nous explique en sa préface du catalogue, — également enrichi d'une introduction de M. Paul Jamot, —

qu'il n'a pas été question de transporter à Paris les innombrables trésors, admirés cet été et cet automne à l'exposition de Bruxelles dans les vingt-sept salles de la section d'Art ancien. Il va sans dire que les prêts des tableaux du Louvre et de nos musées divers y avaient fraternellement contribué. Pourquoi certains chefs-d'œuvre des musées flamands n'auraient-ils pas rendu leur visite à ceux de Paris et de France ? Ce ne serait pas là un prolongement de la manifestation brabançonne, mais une initiative nouvelle à laquelle les circonstances permettaient d'incorporer, parmi beaucoup d'autres éléments de provenance diverse, certaines des œuvres réunies à Bruxelles, avant qu'elles reprissent leur place habituelle dans les musées d'Europe et d'Amérique.

Ainsi Paris bénéficie-t-il de cette chance. Après les splendeurs de l'incomparable exposition d'art italien dont nous nous sommes éblouis ce printemps, celles de l'Orangerie, plus restreintes par le nombre, mais non moins importantes en qualité, nous apportent des joies différentes, mais aussi profondes. En notre temps de machinisme et de matérialité, combien sont précieux les enseignements de l'art et de ses anciennes réussites. Non, vraiment, nous n'avons pas progressé en beauté et en esprit. Nos corps se guérissent de plus de maux et se déplacent plus rapidement dans l'espace... Mais ce goût, cette possibilité de la perfection, dans l'art et par l'âme, nous ne l'avons plus, nous l'avons perdu. Et je contemple avec un respect attendri et désespéré ces personnages de jadis qui se faisaient peindre avec gravité et, si souvent, dans un geste de prière, et les mains jointes...

Sept Van Eyck brillent ici d'un éclat tout particulier. Parmi eux, la *Vierge d'Autun* est, en ses proportions réduites, une des œuvres qui nous donnent le plus l'impression de l'espace. Ce paysage où serpente un fleuve qui semble immense et que l'on voit entre les arcades de la fenêtre, est d'une précision, d'une évocation, d'une rêverie extraordinaires. Et quel détail délicieux que la forme de l'ange, à peine plus grand qu'un oiseau familier, et qui, bleu saphir et l'aile orangée, tient la grande couronne d'orfévrerie au-dessus de la tête de la Vierge !

La Vierge au Chartreux, qui appartient au baron Robert de Rothschild et n'avait jamais été exposée, est très belle. Une austère suavité, un pieux accord se dégagent de ces figures et

de ces couleurs, de ces noirs, blancs, rouges et bleus d'une fraîcheur luisante et minutieuse. Le portrait de Marguerite Van Eyck, femme du peintre, donnera peut-être des idées à nos modistes, car son bonnet cornu, sur quoi repose une draperie blanche, est une vraie coiffure pour la femme du diable; le visage, au nez fort, est d'une vie ironique et finaude. La *Sainte Barbe* qui semble un dessin, mais est pourtant un panneau exécuté en partie à la brosse, est une étonnante petite composition qui nous emporte en un grand rêve surhumain; étalant les plis de sa robe vaste, au pied d'une haute tour gothique, inachevée, la Sainte médite, contemplant un univers d'êtres minuscules, et la grande palme qu'elle tient est prête, telle une plume énorme, à tracer sur le livre ouvert entre ses genoux des histoires et des secrets. C'est une toute petite chose et c'est la grandeur même.

Memling est représenté par neuf chefs-d'œuvre parmi lesquels la *Vierge* dite de *Floreins* au manteau rose et le *Saint Sébastien*, où la beauté de tous les tons de rouge, le vêtement du saint tombé sur le sol, la draperie d'un personnage, les manches de l'autre, imposent au regard et à l'esprit la vision de ce sang qu'on ne voit pas couler. Le portrait de *Barbara*, et celui de la *Sibylle Sambetha* offrent les mêmes effets de noir et de blanc impalpable, le même attrait de véridique laideur.

Parmi les Quentin Metsys, le plus pur délice est la petite *Vierge* en blanc aux longs cheveux d'or qui semble une princesse de légende en ces tons si finement traités de lumière et de neige.

De Roger Van der Weyden, que de beautés! Du célèbre *Homme à la flèche* aux portraits de Philippe le Bon et de Philippe de Croy, à celui de ce jeune homme aux mains jointes, à l'austère jeunesse, au visage priant et sage! Infinie désolation de la *Pietà*, pour ne pas trop souffrir de vous, reposons-nous devant les grâces délicieuses de l'*Annonciation*, où l'ange, flottant jusqu'au sol en ses blancheurs de nuage, a des ailes incurvées de tous les bleus les plus tendres et les plus mystiques sous un manteau luxueusement céleste.

Je ne puis citer ici les œuvres de tous les vieux maîtres illustres, ou de ceux dont on ne sait pas les noms et auxquels on en a donné de si expressifs, de si charmants, tels que le

Maître aux feuillages en broderie. Il nous faut arriver à Breughel le Vieux (Breughel II est aussi représenté par quelques tableaux dont l'*Adoration des Mages* est une page si joyeusement brillante de Noël neigeux); Breughel le Vieux, dont les peintures et les dessins remplissent ici deux salles presque entières, attire, retient, enchante et ébahit. Une foule avide se presse devant ces compositions. *La Chute d'Icare* où le bleu vert de la mer et du ciel, la blancheur de la ville riveraine, le gonflement des voiles des navires, les petits flots déroulés sont parcourus par un vent presque visible qui avive les couleurs, et dont tout le tableau est aéré, tant il y circule un élément libre et fort, est une œuvre d'une singularité bien attirante. Le laboureur qui pousse sa charrue, le berger qui conduit ses ouailles, sont aussi familiers et rustiques que si l'univers de la fable n'avait pas plané sur leur tête, que si un héros mythologique ne périssait pas dans la mer proche, avec le jaune soleil qui va s'y enfoncer.

La réplique de ce tableau, la *Fuite de Dédale et Icare* où l'on voit voler Dédale, est à peu près pareille au premier et pourtant en diffère par maints détails. On voit que ce sujet a passionné le peintre qui, en l'exécutant deux fois, laisse apparaître en chacune de ces deux toiles une couleur, une technique, assez différentes de celles de ses autres œuvres. Ceci apprécié en contemplateur profane et non en critique d'art « éprouvé ». Les *Mendiants*, les *Douze proverbes*, les *Batailles entre les Philistins et les Israélites*, *Margot la folle* nous ramènent à l'inspiration profonde de Breughel, à son sens de la vie et de ses misères, des humains et de leurs petitesses éphémères, de l'imagination et de ses phantasmes, des épisodes familiers, des drames, des symboles, des allégories ou des allusions à des événements de son temps. Le *Dénombrement de Bethléem* est un des plus pittoresques parmi ces tableaux de vérité humaine. C'est un Bethléem sous la neige, où les êtres semblent si minuscules et si sombres, comme les signes de leur propre histoire en train de s'inscrire sur une vaste page blanche. *Le paysage de neige avec piège à oiseaux*, ses patineurs sur la glace, ses maisons emmitouflées de frimas sont d'une ravissante poésie vraie, ainsi que ses primitifs bûcherons sont d'une puissance sans pensée. La neige inspirait bien le maître. Il se reposait, en son évocatrice pureté,

des démons, des gnomes, des larves brûlantes, des formes bizarres, énigmatiques et pustuleuses qu'il fait pulluler autour de son saint Antoine dans une vaste composition analogue à celle de Jérôme Bosch, mais animée d'inventions très « breughéliennes » telles que nous allons les retrouver dans la série d'admirables dessins, d'une étonnante horreur burlesque, que nous offrent les cimaises voisines.

La suite des péchés est à la fois terrible et bouffonne, d'un grotesque indécent, d'un diabolisme ridicule, que Goya plus tard a peut-être connus et imités. Partout, cette laideur hallucinante du mal, ses hantises, ses monstres, ses lèpres, ses déformations insensées.

Le dessin qui représente *la Justice* est, en son restreint format, admirable par la multiplicité des détails et des allégories. Et, à côté de ses fascinantes folies, voici *le Peintre et l'amateur*, d'une expression si moderne, si vivante et juste, ces aspects de *Ville fortifiée traversée par un fleuve*, d'une beauté légère d'apparition, ces vallées, ces alpes, cet *Attelage* si vrai de lourde force asservie, ce paysan debout, de dos, admirable de carrure, d'attitude, de lourde étoffe pour rustre, ces villages, ces personnages, cette blanchisseuse d'un contour si rude et si fort. Ces étonnants dessins de Breughel le Vieux me semblent être une des révélations les plus importantes et les plus intéressantes de cette très belle exposition.

Des dessins des autres maitres et en particulier de Jérôme Bosch, Van der Goes, et Van der Weyden attirent également notre admiration.

Des sculptures sur bois, de la plus rare beauté, mériteraient aussi quelques pages, mais la place manque pour les décrire. Allons contempler les tapisseries.

Les unes viennent de Budapest, de New-York, de Vienne, de Cracovie, de Venise, de France, et les autres, naturellement, de Bruxelles. Mais toutes sont sorties des ateliers brabançons et datent de la fin du quinzième siècle ou du début du seizième siècle bruxellois : ce sont des splendeurs et leur ensemble est d'une incomparable majesté. Une des plus étonnantes est *la Création* qui vient de l'église Saint-Juste de Narbonne; sept groupes de personnages sont vêtus de roses et de rouges ardents et suaves et semblent ainsi s'être formés et vêtus en ces nuages de pourpre et de fleurs que certains ciels nous

offrent à l'aurore ou au soleil couchant. Chaque groupe est de trois rois (*la Sainte Trinité*). L'ensemble est fascinant et grandiose. Parmi les *Scènes de la vie du Christ*, d'une grande beauté de composition, de couleurs, d'attitudes, le *Triomphe du Christ* offre un ensemble d'une richesse, d'une douceur et d'une majesté merveilleuses imprégné d'un ton bis doré, fleuri de bleus et de roses éteints, dont les suavités dégradées sont exquises. Et la *Légende de Notre-Dame du Sablon* est également admirable. Dans les grandes décorations de palais ou de châteaux admirons *Vertumne en vigneron*, *Vertumne en jardinier*, rêvons devant cette *Ronde d'amours* qui semblent nous inviter à pénétrer avec eux sous cette pergola et dans ce pays de songes, de légendes et d'aventures singulières, qui est l'univers mystérieux de la tapisserie

MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS : CINQ SIÈCLES DE TAPISSERIES D'AUBUSSON

M. François Carnot, poursuivant ses expositions de l'histoire de la tapisserie, — et nous n'avons pas oublié toutes les admirables ou curieuses manifestations auxquelles nous convia le musée des Gobelins, — a demandé cette saison l'hospitalité amicale du pavillon de Marsan pour y présenter une sélection des tapisseries d'Aubusson, en collaboration avec l'Union centrale des Arts décoratifs et l'Association des Amis d'Aubusson, dont le président est M. de Nalèche.

Cette exposition est charmante. Les gaies tapisseries des ouvriers « Marchois », qu'ils soient d'Aubusson ou de Felletin, font preuve d'un sens très gracieux de la composition, de l'ornementation, et des couleurs. Beaucoup de celles exposées ici, surtout celles de la période du XVIIIe siècle dont les sujets galants, les couleurs gaies, le sens épanoui de la décoration florale séduisent et plaisent, semblent faites pour un gentil château confortable, pas trop grand, mais bien aménagé où les habitants cossus aiment les jolies choses et le rappel de leurs jardins dans leurs salons.

Voici les verdures, d'après Oudry, les scènes, d'après Lancret, *Colin-Maillard*, *Adolescence*, aux jolis tons de bouquets, les amusantes scènes chinoises, d'après Boucher, des temples, des ruines, des scènes mythologiques, des pastorales et des marines dont l'une, dans le goût de Joseph Vernet, est très

vivace et évocatrice par le ton et l'atmosphère. Les paysanneries, le *Moulin à eau*, les fables de La Fontaine, etc., tout cela a de la fraîcheur et de l'attrait. J'aime beaucoup la *Tricherie méconnue* où, auprès et autour des joueurs de colin-maillard, s'étendent le parc, les frondaisons, les balustres d'une terrasse et s'étire le reflet d'un bassin ; ce panneau est traité dans les plus aimables couleurs. Les tons de l'eau, celui de la mer, des fontaines ou des rivières sont particulièrement bien rendus par ces tapisseries. Et enfin, leur triomphe, ce sont les fleurs. Les tableaux de fleurs, guirlandes et bouquets mêlés à des rubans, à des draperies, à des arabesques, ces œillets, ces roses, sont évoqués avec un sens floral des plus exacts en leurs formes, leur flexibilité végétale.

Le plus bel exemple de cet art délicat me paraît être ce grand panneau à fond crème, tout losangé de guirlandes d'une grâce multicolore, où le ton vif de doubles pavots rouges éclate de place en place, comme un feu qui serait frais. Nous retrouvons ce goût, ce talent de composition épanouie, sur ces écrans, ces canapés, ces fauteuils, cette « marquise » dont le fond vert d'eau est d'un ton délicieux. Chacun de ces jolis sièges semble créé pour que s'y prélasse une jolie femme, rêvant de caprices et de galanteries. C'est une charmante idée d'avoir arrangé ces sièges en parade de salon, autour d'un beau tapis, d'une console, et le tout présidé par une des plus roses et fraîches tapisseries murales et quelques petits tableaux de fleurs de tapisserie. Nous voyons deux de ces salons. Le tapis le plus beau, parmi plusieurs pièces fort remarquables, me semble être celui-ci, de l'ensemble que je viens d'esquisser ; — il est rose et vert, orné d'attributs de musique, de jardinage et de fleurs en corbeilles et guirlandes. Le fond vert est de ce ton pâlissant des ciels du soir, achevant d'oublier qu'ils furent bleus. Ainsi, la nature de ce temps-là se reflétait dans les beaux logis; eaux, ciels, jardins épanouis, verdures mystérieuses... et l'on s'y promenait de chambre en chambre, sans s'exposer au soleil ou au froid... qui ne pouvait changer la saison des fleurs tissées. Il serait injuste de ne pas revoir, avant de quitter le musée, les belles tapisseries des XVIe et XVIIe siècles que nous n'avons vues en entrant que rapidement, dans notre hâte d'aller admirer les claires beautés du XVIIIe siècle.

Les scènes pastorales de *l'Astrée*, la *Chasse au rhinocéros*, *Jésus chez Marthe et Marie*, les *Amours de Gombaut et de Macée* sont originales de composition, si elles sont assez monotones de tonalités : toujours bises, ocrées, verdâtres, bleuâtres... C'est dans la *Chasse aux loups* que rosissent les beiges, que les bleus s'azurent et que, plus loin, les fleurs naissent aux incarnats. Le *Parc de chasse* avec sa belle fontaine où vient boire un oiseau et la *Femme à cheval sur une licorne*, en face d'un lion, sont d'une très vive originalité. Des gravures, des documents achèvent l'intérêt de cette exposition. J'avoue n'avoir pas goûté les échantillons de tapisseries modernes qui sont exposées dans quelques salles.

AU VIEUX COLOMBIER : LES MATINÉES CLASSIQUES

M. René Rocher a recommencé au Vieux Colombier la série des matinées classiques qui avaient eu tant de succès au *Théâtre Antoine*. Tous les jeudis et samedis du 15 octobre au 15 avril, quelques chefs-d'œuvre nous seront offerts : tour à tour ceux de Corneille, Racine, Molière, Regnard, Marivaux, Beaumarchais, Musset, et aussi de Plaute et d'Euripide composeront ses spectacles, dont chacun « fera l'objet d'une présentation nouvelle, dans une mise en scène de René Rocher ».

Nous avons déjà assisté aux représentations d'*Andromaque* et du *Malade imaginaire*.

Andromaque fut admirablement jouée. Les proportions d'une scène assez petite conviennent parfaitement aux tragédies qui furent créées et représentées en des espaces restreints et, de plus, encombrés par les chaises et les présences des spectateurs les plus favorisés. Les effets se concentrent au lieu de se disperser; le décor s'établit en peu de lignes et d'accessoires et l'impression qui se dégage est plus puissante et plus belle. M. René Rocher a très bien compris cela, ainsi que les impossibilités apportées par la lumière actuelle à ces vieilles traditions qui permettaient à des artistes d'âge mûr d'incarner les rôles amoureux. Ce que les chandelles du Roi Soleil (ô ironie!) et les rampes clignotantes d'il y a cinquante ans permettaient encore d'illusions, favorisant les ardeurs d'un presque vieillard jouant, — parce qu'illustre

ou chef d'emploi, — un rôle de « jeune premier », n'est plus possible depuis l'électricité. Adoucie, voilée, ménagée, éparse, diffuse... sa rigueur accuse quand même tous les ravages, et les charmes de la voix et du talent ne suffisent plus au spectateur que, — il faut aussi y penser, — les beaux visages et les beaux corps, choisis pour le cinéma, dont il a pris l'habitude, et composant souvent tout l'attrait d'un film, ont rendu plus difficile, au point de vue plastique, plus exigeant et plus « connaisseur ». Aussi, M. Rocher a-t-il donné le rôle de Pyrrhus à M. Erwin qui, déjà fort apprécié sous les beaux habits du comte d'Essex dans l'Élisabeth triomphante de M. Josset, au même théâtre, a semblé fort beau sous la cuirasse du roi d'Épire.

Son visage expressif, volontiers dédaigneux, sa physionomie secrète, mobile, assez cruelle, ses muscles fort dignes du fils d'Achille, sa peau teintée en ocre vif, son bref manteau flottant ont fait sensation. Sa voix est excellente, ardente, ondoyante ; il dit les vers avec un sens inné du rythme, de la rime et de la césure. Mais il les dépouille de l'emphase de tant de tragédiens et nous les restitue en leur vie immortelle, leur intensité dramatique tour à tour d'attendrissement ou de fureur. Hermione, c'est Mme Germaine Dermoz, de beauté sculpturale, de blondeur fauve, puissante, léonine et rugissante. Si elle incurve un peu trop souvent les mains et les bras, imitant ainsi les pures figures des vases grecs, elle est si belle en ses draperies jaunes ou turquoise verdie, debout en déesse menaçante ou prostrée en femme douloureuse sur une peau de léopard, que nous ne songeons qu'à l'admirer, elle et sa diction véhémente et tourmentée. Mme Berangère, en ses tristes voiles gris, d'une distinction extrême, est une Andromaque accablée de ses cendres et de ses peines, en portant le ravage et disant à ravir, avec une voix expressive et harmonieuse, un sens juste de l'émotion et du pathétique, les vers les plus suaves et les plus tristement fiers de tout le théâtre de Racine.

Oreste, c'est M. Fainsilber, étonnant d'aspect oriental, admirablement vêtu, coiffé, arrangé, drapé. Comme il dit bien les vers ! Il fut, — je l'ai entendu dans ce rôle voilà deux ou trois ans, — un sublime Polyeucte. Il est un parfait Oreste. Sa voix veloutée, pénétrante, persuasive, enflammée ou éteinte suit comme le plus fidèle et savant instrument l'harmonie

déchirée, suave ou cruelle du vers racinien. Avec quelle stupeur frissonnante il accueille son désastre et prélude aux accents effrayants de sa folie! Il imagine alors un jeu de scène dont la signification est aussi profonde que l'effet en est grand. Il s'empare de la longue écharpe abandonnée par Hermione, il la presse, la déploie, la tient devant lui ; elle devient Hermione elle-même, il lui adresse ses fureurs. Quel grand artiste! et comme il fut acclamé ainsi que ses trois partenaires à la fin d'un des drames les plus beaux dont ils nous avaient restitué avec tant de talent et de vibration humaine les magnifiques douleurs et les féroces emportements, les ondoiements et les secrets du texte, les admirables accents aux souplesses de vipère. Oui, ces serpents qu'Oreste voit siffler sur les furies qui nous sont invisibles, nous les avons sentis onduler venimeusement en tous les détours de l'action, en tous les enroulements de courtoisie menaçante, en tous les reflets métalliques de certaines paroles et leur enserrement maléfique... Et quand Oreste s'écrie : « Pour qui sont ces serpents ?... » nous les reconnaissons enfin, nous les avions pressentis.

La mise en scène est parfaite en sa sobriété, sa simplicité; le décor d'A. Boll est d'une pureté nette. Quelques colonnes. Entre les deux qui nous font face, une étoffe brodée suspendue servant de fond à un fauteuil massif. C'est tout, avec quelques jeux fort discrets de lumière. Les confidentes et confidents, — Mmes Marthel, Balza, MM. Lupovici et Guillet, — jouent excellemment. Jamais ils ne se mettent en évidence. Toujours jouant en retrait, presque à l'écart, un peu en sourdine, ils tiennent avec tact leurs rôles de prétextes aux révélations, questions et discours des héros de la tragédie. Et cela aussi, est très bien, très ingénieux, laissant aux figures principales un relief sans ombre.

Cette représentation d'*Andromaque* a remporté un très enthousiaste et mérité succès. Puisse-t-elle être suivie de beaucoup d'autres aussi réussies! Elle m'a donné une bien grande émotion et un très profond plaisir.

Le *Malade imaginaire*, — que j'avais déjà applaudi avec M. Pauley au Théâtre-Antoine, — est toujours joué, à mon avis, un peu trop gaiement. C'est une pièce amère et triste en sa bouffonnerie qui raille toutes nos infirmités et misères humaines. Mais M. Pauley en fait un jeu rebondissant qui, s'il

n'est pas dans l'esprit vraiment moliéresque, est si irrésistible et si joyeusement comique que nous nous laissons convaincre. M. Pauley est un artiste, en son genre, incomparable. Jeanne Provost, Germaine Risse, MM. Mathillon, Coutant, Jean Fleur, Bernard, Guillet, Farineau, Marcel Vallée, sont fort bons. M[lle] Claude Génia est du plus gracieux naturel en Angélique et la petite Janine Lutz en Louison fait montre déjà de la plus retorse malice. Elle est très mignonne et comique. Grand succès de rire pour toute la troupe.

Nous devons tous suivre assidûment les matinées classiques du Vieux Colombier et remercier M. Rocher de savoir aimer nos chefs-d'œuvre.

TOSCANINI

M. Toscanini est non seulement illustre, mais populaire. L'annonce de ses concerts est accueillie avec une faveur enthousiaste, et les privilégiés qui ont réussi à se procurer quelques-unes de ces places si disputées ont, le soir du concert, grand peine à arriver à l'Opéra. Les voitures qui contiennent les admirateurs du célèbre chef d'orchestre, arrêtées, contenues en leur impatient défilé par un service de désordre, stationnent en interminable cortège; les lueurs de toutes les couleurs se doublent dans les reflets de la pluie (concert du 19 novembre) et une émeute de klaxons prélude à l'enchantement musical. Eh bien! ce n'est pas là seulement mode, vogue, engouement, snobisme, mais élan véritable vers un grand artiste, un des plus singuliers, des plus puissants en ses multiples pouvoirs d'animateur, d'enchanteur, de fascinateur. Et ces pouvoirs s'exercent doublement; sur l'orchestre dont il détermine les perfections les plus prodigieuses ou les plus délicates, mais aussi sur les auditeurs qui, dignes ou non de l'entendre, se trouvent subitement, de par le geste de sa baguette magique, en état de grâce. Signe particulier : personne ne tousse... M. Toscanini dirige son orchestre sans avoir besoin de pupitre ni de cahier de musique. Debout, de moyenne taille, bien pris en un habit exact qui épouse et suit tous les frémissements de son corps, parcouru par les ondes sonores, il est le maître de ces sonorités, comme Neptune était celui de la mer.

Une sorte de courant magnétique semble s'établir entre ses instrumentistes et lui. Ils plongent ensemble dans une atmosphère, dans un élément merveilleux où le dieu guide la troupe obéissante. La légère baguette blanche tournoie, traçant vraiment les grands cercles des incantations qui enferment les profanes en des lieux sacrés; ou bien elle cravache une cavale invisible, dont elle accélère en la maîtrisant les harmonieuses fureurs; ou bien, fixe et frissonnante, elle désigne un point mystérieux, celui d'une source encore ignorée. Dans les grandes et inépuisables forces des œuvres célèbres, Toscanini découvre des secrets cachés. Il en fait jaillir des beautés nouvelles, en ressent et en transmet les suavités propagées ou le pathétique sublime. Voyez-le : sa main droite, petite, serrée, tient la baguette et il garde le petit doigt en l'air comme certains buveurs de vins précieux. Sa main gauche, large ouverte, tour à tour s'abaissant, se levant, un doigt tendu, ou tous les doigts crispés, rapaces, voulant ramasser, ramener à lui toute la diversité symphonique, semble énorme, comme ces mains de Dieu qu'aimait sculpter Rodin... Ses cheveux d'argent, longs autour de la calvitie rose, tressaillent, ondoient, se dressent, se séparent en touffes comme électrisés par une tempête. Le profil régulier, léonin, mais doux, ponctué par la petite brosse grise de la moustache, rosit, s'empourpre sous l'intensité de l'effort physique, communiquant aux exécutants la science, l'émotion, l'intensité de la musique qu'il paraît réinventer; car chaque interprétation a la beauté, la nouveauté, la noblesse d'une création... Voyez-le se raidir, se détendre, accepter le duel avec la beauté, brasser avec frénésie les plus bouillonnants enchantements! Ses joues se gonflent d'un chant refréné, son dos tressaille; les basques de l'habit ondoient et le côté droit du frac palpite comme une aile. Une sueur superbe inonde le visage du maëstro. On l'acclame. Il s'éponge; il fait face au public et il sourit et subit l'ovation et cette récompense qui, pour lui, semble une punition : tous ces bravos sans fin que sa baguette ne dirige pas...

GÉRARD D'HOUVILLE.

CORRESPONDANCE

Nous avons reçu la lettre suivante :

Monsieur le directeur,

A « l'Histoire extraordinaire de l'Office des Inventions » publiée dans le numéro du 15 octobre de la *Revue*, histoire extraordinaire, en effet, par l'altération profonde des documents, des chiffres et des faits, nous aurions voulu opposer une histoire moins extraordinaire, plus simple, mais entièrement véridique de cet Office. Mais voulant nous maintenir strictement dans notre droit de réponse, nous nous bornerons à relever quelques-unes des inexactitudes les plus flagrantes de l'article de M. Engerand en leur opposant documents, chiffres, et faits précis.

Dans son préambule, M. Engerand laisse entendre que son article n'est que le simple commentaire d'un rapport à la Cour des comptes et du rapport présenté à la Commission des Offices par un éminent fonctionnaire de cette haute juridiction.

Nous ne saurions mieux faire que d'opposer à cette interprétation la simple appréciation de M. de Calan, conseiller référendaire à la Cour des comptes, rapporteur à la Commission des Offices et auteur du rapport précité :

« J'ai lu, en effet, l'article en question et j'ai constaté la confusion regrettable qu'il paraît faire entre le rapport public de la Cour des comptes, dont il reproduit certains passages, et mon rapport à la Commission des Offices.

« Quant aux commentaires que cet article a cru devoir tirer de ces documents, ils n'engagent, évidemment, que leur auteur ; j'ai à peine besoin de dire que je n'en adopte aucune-

ment les appréciations, et qu'il serait facile d'y relever des exagérations et des erreurs.

« Par ailleurs, je réponds bien volontiers aux questions que vous voulez bien me poser ; il est parfaitement exact, comme vous le dites, que, ni mon rapport, ni les conclusions de la Commission des Offices n'ont entendu contester l'utilité du Service des Recherches et Inventions. Et, d'autre part, que, tout en suggérant certaines vues de réformes dans l'organisation actuelle des services de l'Office, j'ai tenu personnellement à rendre hommage au dévouement de celui qui a consacré, depuis vingt ans, toutes ses forces et son activité tant à la direction des Inventions qu'à l'Office qui lui a succédé. »

M. Engerand affirme ensuite que l'Office national des Recherches et Inventions fut institué par une loi de finances du 29 décembre 1922 qui montre que le législateur ne concevait pas très bien ce qu'il créait.

Or, si la plupart des autres Offices furent, en effet, créés par une improvisation rapide d'un article d'une loi de finances, sans étude et sans examen préalables, l'Office des Recherches et Inventions fit l'objet d'une loi spéciale ayant donné lieu à une étude préalable particulièrement minutieuse et à un examen parlementaire exceptionnellement approfondi.

***

Mais M. Engerand s'applique surtout à établir que la gestion de l'Office national des Recherches et Inventions constitue un exemple typique de mauvaise gestion et de gaspillage des deniers publics.

Ici encore trois faits précis suffiront à juger le bien-fondé de telles critiques :

1° La gestion des fonds de l'Office a toujours été faite avec la plus grande prudence et tous ses exercices, sans aucune exception, se sont terminés par de très importants excédents de recettes.

2° Les ressources propres qu'il a su se constituer *en dehors de toute taxe ou impôt d'État*, par sa seule initiative, ont été sans cesse en se développant et atteignent, pour le budget de l'exercice 1936, la moitié de son budget, soit 2 124 000 francs de subventions de l'État et 2 119 850 francs de ressources de l'Office.

3° La valeur de l'actif actuel de l'Office national des Recherches et Inventions, acquis et réalisé par lui, est du même ordre de grandeur que le total des subventions qu'il a reçues de l'État. Le Conseiller référendaire à la Cour des comptes, rapporteur à la Commission des Offices, a établi avec la collaboration du Contrôleur des dépenses engagées de l'Office, que son actif s'élevait, après dix ans de fonctionnement, à un total général de 26 055 487 francs, tandis que le montant total des subventions et dotations qu'il avait reçues de l'État atteignait un total général de 27 685 817 francs.

Tous les esprits impartiaux reconnaîtront que les organismes d'État qui, après avoir rempli intégralement leurs fonctions et rendu au pays les services en vue desquels ils ont été institués, peuvent, grâce aux ressources qu'ils ont su se créer, représenter un actif du même ordre de grandeur que les dépenses engagées pour eux par l'État, constituent une rarissime exception et méritent plutôt des éloges que des critiques.

* * *

Mais M. Engerand réserve ses plus acerbes critiques pour le Salon des Arts ménagers.

Or, lorsque toutes les expositions officielles organisées par l'État entraînent pour celui-ci des avances considérables et se terminent le plus souvent par un bilan nettement déficitaire dont les contribuables, en dernier ressort, font les frais, le Salon des Arts ménagers, non seulement n'a jamais reçu le moindre subside de l'État, mais encore, n'a jamais entraîné pour l'Office national des Recherches et Inventions la moindre avance ni le plus léger risque.

Cependant, tout en ayant rempli pleinement son but, en apportant au public une exposition particulièrement populaire et courue, et en donnant à une de nos plus importantes industries nationales un essor inespéré, le Salon des Arts ménagers, par une gestion aussi économique qu'impeccable, a, chaque année, depuis plus de douze ans, apporté à l'Office national des Recherches et Inventions les plus importantes et précieuses ressources pour les recherches scientifiques et l'aide donnée aux inventeurs.

Nous ne saurions d'ailleurs mieux faire que de rappeler ci-après la motion adoptée à l'unanimité le 31 mai 1932 par le

Conseil d'administration de l'Office. Après avoir affirmé que la gestion du Salon des Arts ménagers n'avait jamais donné lieu à la plus légère critique et avait valu, chaque année, à ses organisateurs, les chaleureuses félicitations du Conseil d'administration et du Conseil national de l'Office, cette motion précisait :

« Cette gestion particulièrement scrupuleuse, habile, efficace, a permis au Salon des Arts ménagers de donner des résultats inégalés par aucune autre exposition, et des bénéfices inespérés qui ont apporté à la Recherche scientifique et à l'Aide aux inventeurs des ressources considérables.

« Les arrêts de la Cour des comptes ne visaient que la stricte application des règlements de la comptabilité publique, dont son président reconnaissait d'ailleurs, lui-même, les difficultés, et qui s'est trouvée finalement écartée par le statut définitif adopté à l'unanimité par une Commission interministérielle, spécialement instituée pour l'élaboration de ce statut, et composée de représentants des ministères de l'Instruction publique et des Finances, et de la Cour des comptes elle-même. »

* * *

Enfin M. Engerand affirme l'inutilité de l'Office national des Recherches et Inventions et conclut à sa suppression.

Ici encore, nous nous bornerons à lui opposer l'opinion du conseiller référendaire à la Cour des comptes, rapporteur à la Commission des Offices, qui, dans les conclusions de son rapport, tenait à proclamer dans une phrase soigneusement soulignée par lui-même, que l'Office des Recherches et Inventions était désormais une institution « *dont il n'était pas question de contester l'utilité* ».

A cette déclaration si précise, nous pourrions ajouter les appréciations de très nombreux organismes et syndicats industriels, des personnalités les plus éminentes de l'industrie et de la science, des représentants qualifiés des administrations publiques auxquelles l'Office apporte journellement une si précieuse collaboration. Tous proclament les éminents services rendus par l'Office à l'économie et à la Défense nationales.

Nous pourrions ajouter encore les témoignages de la très grande majorité des membres de l'Académie des Sciences, si

bien résumés en une phrase aussi courte que lapidaire d'un de ses doyens, que la *Revue* ne saurait méconnaître, M. Charles Richet, qui écrivait :

« Comme je suis heureux de pouvoir affirmer publiquement (et solennellement) que votre Office des Inventions et Recherches est d'une utilité considérable, et que la faible dotation qui lui est attribuée, loin d'être diminuée, devrait plutôt être augmentée et très augmentée. »

J.-L. Breton.

M. Fernand Engerand à qui, suivant l'usage, nous avons communiqué cette lettre, nous écrit :

Mon cher directeur,

Pour toute réponse, je me bornerai à citer le décret-loi du 30 octobre 1935, portant réorganisation de la recherche scientifique, spécialement, déclare le rapport au Président de la République, en « vue de réduire progressivement les charges assumées par l'État au titre du fonctionnement de l'Office national des Inventions, et à renforcer la tutelle administrative à l'égard de la gestion de cet établissement ». L'article 5 édicte, en conséquence, que les subventions au dit Office seront réduites de 200 000 francs par an « *jusqu'à suppression complète* ». L'article 6 ne rend exécutoires qu'*après approbation expresse du ministre* les emprunts et acquisitions immobilières au-dessus de 20 000 francs, et au-dessus de 15 000 francs les dépenses ou engagements de dépenses, — ce qui équivaut à la suppression de l'autonomie. Et l'article 7 soumet aux vérifications de l'inspection des finances la gestion administrative et comptable dudit Office.

Mes conclusions et celles du rapport de M. de Calan ont donc une satisfaction, modérée peut-être, mais réelle, et les critiques de M. J.-L. Breton, par-dessus ma tête, atteignent celles même de M. le président Laval, de MM. les ministres Régnier et Roustan, signataires du décret-loi du 30 octobre 1935.

F. E.

REVUE LITTÉRAIRE

ROMANS D'AUTOMNE (1)

La littérature romanesque, contrairement à la forêt qui perd ses feuilles en automne, n'est jamais moins dépouillée qu'au mois de novembre. Après le recueillement des vacances, les romans sortent en série des maisons d'édition On se demande où sont les lecteurs de tant de livres, et il y a des heures mélancoliques où l'on doute qu'ils existent. Quand vient l'époque de ces floraisons qui sont hors de l'ordre commun, il faut beaucoup de loisirs et un peu de travail pour se tenir au courant de la production contemporaine.

Voici donc le roman nouveau de Mme Irène Nemirovsky, dont j'ai déjà signalé le talent vigoureux. Ce qui fait le caractère original des ouvrages de cet auteur, c'est leur qualité d'ardeur. Ils sont d'une férocité tranquille, qui est fort appréciable. Pour un moraliste, l'ironie et la pitié suffisent à juger des êtres et des choses. Mais chez un artiste, qui reçoit l'impression directe de la comédie humaine, qui n'a pas la prétention d'apprécier, mais qui a le souci d'exprimer son émotion, une certaine sauvagerie est savoureuse. En termes d'une politesse irréprochable, les personnages de Racine se disent des vérités terribles. Le royaume de l'art est comme le royaume des cieux : les tièdes n'y ont pas de place.

Mme Irène Nemirovsky a bien des chances de ne pas en être exilée. Elle ne ménage rien. *Le Vin de solitude* est digne des livres qui ont précédé par la rapidité du récit, le mouvement, la couleur, la vivacité des tableaux et la violence des sentiments. C'est l'âpre histoire d'une jeune fille qui n'aime pas sa mère, laquelle, à vrai dire, ne fait rien pour être aimée, et fait même beaucoup de choses

(1) Irène Nemirovsky : *le Vin de solitude* (Albin Michel). — Henri Troyat : *le Vivier* (Plon). — Bertrand de la Salle : *la Pierre philosophale* (Plon). — H. de Lagarde : *l'Aventure* (N. R. F). — Claude Silve : *Bénédiction* (Grasset).

pour ne pas l'être. Frivole, dépensière, égoïste, amoureuse, cette mère est fort loin d'être un modèle ; elle a probablement des qualités admirées de ses amis, mais elle manque des mérites qui l'attacheraient à son foyer. Le père, bohème, joueur, spéculateur souvent heureux, aimable et décevant, lui passe tout. La fille, qui adore ce père faible et si souvent absent, est très malheureuse. Sa seule affection est son institutrice qui finit par mourir folle. Elle souffre longuement. Elle a vu et elle a compris trop petite des choses qui l'ont durcie. Avec une ingéniosité féminine, elle trouve, devenue grande, la plus subtile vengeance de ce qu'elle a supporté. Elle se pare de sa magnifique jeunesse qui sera toute-puissante ; elle émeut l'homme qui est depuis longtemps l'amant de sa mère vieillie ; elle le trouble jusqu'à ce qu'il veuille l'épouser ; elle le rejette alors brutalement. Lorsque son père, épuisé par les veilles, le jeu, le champagne, succombe, elle juge qu'elle n'a plus rien à faire dans la maison abhorrée. Elle part avec la petite somme que lui a remis ce père mourant. Que fera-t-elle ? Elle n'en sait rien. Mais elle est forte, elle trouve son appui et son pouvoir en elle-même ; elle a désormais deux biens qui lui paraissent splendides : la liberté et la solitude. Après sa jeunesse désespérée et étouffante, elle a besoin d'air et de propreté.

Ce qu'une analyse ne peut rendre, c'est l'intensité du récit. Mme Irène Nemirovsky sait très bien son métier de conteur. Elle va droit à ce qu'elle veut dire. Pas de considérations ; pas de commentaires ; pas de phrases. Une sorte de dureté qui semble ingénue. Sous le mince vernis que mettent à la surface des êtres la civilisation, l'éducation, la vie de famille, les conventions de la société, se retrouvent vite chez les êtres vigoureux, pourvus d'un égoïsme naturel, les barbaries élémentaires qui font ressembler le monde à la jungle plutôt qu'à une bergerie. Mme Irène Nemirovsky peint ces dispositions humaines et inhumaines avec un talent qui ne cherche pas à être aimable, mais qui est beaucoup mieux. Dans notre fade époque de faux rêveurs qui croient à la bonté de l'homme sortant de la nature, elle rejoint sans s'en douter, par instinct et par la grâce de ses facultés d'observation, les philosophes les plus estimables, les pessimistes les plus sérieux, les théologiens qui nous expliquent le sens et les effets du péché originel, et les poètes qui ont le mieux raconté la douloureuse aventure de la vie terrestre.

***

Dans *le Vivier*, M. Henri Troyat nous montre une humanité qui n'est pas moins imparfaite, mais qui est beaucoup plus molle. L'auteur a une grande adresse. Il sait nous intéresser à des personnages qui ne sont dignes d'aucun intérêt et éveiller en nous une curiosité qu'il compte décevoir. Ce petit roman, singulier et bien fait, est d'un écrivain qui ne croit pas du tout à l'importance du sujet, mais qui croit à la virtuosité des auteurs.

Vous verrez donc dans *le Vivier* comment une bourgeoise mûre et cossue mène une vie d'une platitude absolue avec une demoiselle de compagnie. Vous verrez ensuite comme elle accueille par politesse plus que par pitié, par commodité plus que par bonté, le neveu de cette demoiselle de compagnie, lequel est un peu souffrant. Vous verrez enfin comment ce jeune homme sournois et paresseux gagne les bonnes grâces de la vieille dame en manifestant un intérêt subit pour des jeux de patience, comment il réussit à supplanter et à expulser sa tante, comment il se conduit assez grossièrement avec tout le monde, comment l'annonce de son départ jette la dame mûre dans un profond désespoir, et comment ce jeune homme qui aime le confort finit par rester.

Ce héros douteux appartient à une race qui a toujours existé. Alfred Capus a écrit un roman qui a pour titre *Qui perd gagne*. Maupassant en a écrit un qui s'appelle *Bel-Ami*. Ces personnages ont une autre envergure que celui du *Vivier* Ils apportaient dans leurs entreprises une variété, une fantaisie et une ampleur qui font complètement défaut à leur jeune émule. Mais peut-être ces qualités lui viendront-elles : il grandira, et il a des dispositions. On peut craindre cependant qu'une certaine veulerie naturelle ne le condamne à la médiocrité. Une carrière aussi particulière que la sienne, pour être vraiment brillante, doit exiger un peu de goût du risque, un peu d'imagination, au besoin même un peu de passion. Ce qui est désespérant en lui, c'est une certaine bassesse, qui explique qu'il se contente de bon repas, d'oisiveté, et de relations intermittentes avec la cuisinière.

Cet épisode pouvait-il remplir tout un roman ? On a l'impression que c'est là un simple chapitre d'une plus vaste histoire. Ce jeune homme a dû commencer par exploiter sa tante, à une époque qui ne nous est pas contée et qui est antérieure au livre. Après son installation chez son hôtesse, et ses succès auprès d'elle, il ne se

contentera pas de passer ses soirées à jouer aux cartes et de faire de menus profits : là encore il exploitera. Ce n'est pas une biographie très attrayante à écrire, mais enfin c'est un sujet. M. Henri Troyat a mis une sorte de coquetterie à ne pas le traiter, et il s'est volontairement borné à nous conter quelques semaines de la vie de son pitoyable et subtil héros Aussi après avoir achevé la lecture, on éprouve deux impressions bien différentes, dont l'une est favorable au roman, dont l'autre l'est moins. On est un peu confus d'avoir lu trois cents pages consacrées à un aussi mince sujet. Et en même temps on est très frappé de l'art de l'auteur qui a su nous retenir, nous intriguer, nous faire attendre, et finalement nous intéresser sans nous contenter. Le jeune écrivain du *Vivier* a évidemment des dons de conteur et une faculté d'analyse curieuse. Les prochains livres qu'il écrira ne manqueront pas d'éveiller l'attention : on aurait plaisir a y découvrir des qualités autres que l'adresse du *Vivier*.

***

La Pierre philosophale est le premier livre de M. Bertrand de la Salle, jeune écrivain qui fait paraître une vive intelligence et qui par son début est classé parmi ceux dont on suivra avec sympathie le développement. Il ne mérite pas, certes, la critique que j'ai cru juste de faire à M. Henri Troyat · il n'a pas traité un sujet trop sec. On serait plutôt tenté de penser qu'il a été trop abondant et trop touffu, et qu'il avait trop à dire. Mais quel charmant défaut chez un jeune homme que cette exubérance de vie, cette floraison facile d'idées et d'impressions, tout ce luxe, toute cette prodigalité qui est celle de la nature et des jeunes forces prêtes à se disperser! On lit tant d'ouvrages ingénieux qui font penser à un mince filet d'eau, qu'on est bien aise de trouver une source jaillissante.

Ce livre d'un jeune a pour objet de peindre la jeunesse d'après-guerre, et il est très naturel qu'il s'y passe beaucoup de petites choses qui toutes réunies n'en font pas une grande. Tous ces garçons que nous présente l'auteur et ces aimables femmes qui vivent parmi eux ont ceci de commun : ils sont à leur point de départ, mais ils ne savent pas trop où ils vont. Ils sont ardents par intermittence, résolus et flottants, pleins de naïvetés, de songes, et parfois de cynisme ingénu ; enfin ils ont beaucoup de défauts et une qualité qui fait passer sur tous les défauts : ils sont jeunes.

C'est ce qui crée le charme de ce livre où il y a de nombreux

épisodes séparés et presque pas de sujet. On a l'impression d'entrer un beau jour en relations avec une petite bande d'étudiants qui ont fini leurs études et de passer plusieurs jours avec eux sans les connaître. Je n'assure pas qu'après les avoir accompagnés pendant le temps de cette petite expédition, on les connaisse beaucoup mieux; ils savent si peu eux-mêmes ce qu'ils sont! Mais on a une idée de leur instabilité, de leurs incertitudes, de leurs désirs changeants, de leurs mélancolies éphémères et de leur ennui. Et puis, on n'a pas le temps de beaucoup réfléchir. Car cette petite bande de jeunes gens est d'autant plus occupée que personne ne travaille beaucoup. On se déplace tout le temps. Bars, autos, école de sciences politiques, restaurant de nuit, chambre d'hôtel, bureaux d'une revue, on voit rapidement toute sorte de choses, qui sont dessinées d'un trait sûr.

Et que de sujets on effleure! Politique, philosophie, métaphysique amoureuse, affaires d'argent, évolution du marxisme, voyages, Zola, Jaurès, Oscar Wilde, les symbolistes, Gide, tout le mélange effervescent qui bouillonnait dans les jeunes têtes de 1924. « Tout porte à croire, aime à redire un des héros de *la Pierre philosophale*, qu'un être vivant, homme ou plante, pourrait se résumer en une formule unique » Beau sujet de méditation et de dissertation. — « Il n'y a pas de vérité, dit un autre, mais des vérités successives et opposées : il faut prendre le monde avec ses contradictions, sa diversité, son incertitude, et son incohérence. » — « Je me figurais, déclare un troisième, que mon frère avait découvert un secret. Je ne sais trop quel secret. Le Secret. Mais maintenant je crois qu'il n'y en a pas, et que le Sphinx était sans énigme. » Ainsi ont devisé les jeunes gens de tous les temps. Les formules et les décors ont varié selon les époques, et bien avant l'ère des bars et de Montparnasse, il y eut les cafés, les bals publics, le Luxembourg, Montmartre et le Chat-Noir. Ce qui ne change guère, c'est le tohu-bohu des idées et des impressions, les élans puissants et sans objet défini, la recherche des choses plus captivante que les choses mêmes, toute cette ivresse intrépide des jeunes qui, disait un sage, n'ont pas encore été rabroués par la vie.

Il ne faut pas s'attacher à la lettre de ce que disent tous ces éloquents apprentis de *la Pierre philosophale*. L'auteur ne prétend pas qu'ils expriment des choses valables. Mais il entend nous faire savoir qu'ils parlent beaucoup et qu'ils ont de la curiosité. Il a très bien réussi à nous faire saisir l'esprit de tout un petit

monde qui a le mérite de ne pas penser exclusivement à se divertir et qui a le souci de secouer de temps en temps quelques problèmes vastes. Il y a un reste de romantisme dans ces candeurs attendrissantes. Un personnage un peu plus âgé que les autres, — il en faut bien, ne serait-ce que pour payer les notes, — dit très gentiment, à propos de tous ces jeunes gens qui accordent le ton des boîtes de nuit et des souvenirs de mélancolie byronienne : « Ce n'est pas si ridicule. Contrairement à ce que les gens répètent, la jeunesse n'est pas l'âge du bonheur. C'est l'âge où l'on est digne de tout avoir et où l'on n'a rien. C'est aussi la saison des grandes tristesses sans cause. Dès que l'homme est en mesure d'assigner une cause à sa tristesse, il s'en débarrasse aisément. » Voilà qui est l'explication fort pertinente du livre, qui a toute la gaieté et toute la tristesse de l'âge de ses héros.

Les alchimistes, comme on sait, appelaient pierre philosophale celle qui aurait la vertu d'opérer la transmutation des métaux en or. Et ils ne l'ont jamais découverte. De leurs travaux est restée seulement l'expression qui désigne quelque chose d'impossible à trouver. Explication de l'univers ? Secret du bonheur ? Discipline intellectuelle ou morale ? C'est tout cela à la fois que voudraient faire surgir de leurs expériences, de leurs conversations et de leurs controverses les jeunes gens de M. Bertrand de la Salle. Mais si leur intelligence n'invente rien et se satisfait de suivre les pistes, leur imagination et leur sensiblité, plus instinctives et plus proches de la nature, atteignent le plus simplement du monde à un absolu selon la mesure humaine : elles les conduisent aux régions enchantées où se présentent à eux la poésie, les choses du cœur et l'amour. Les années étudiées par l'auteur ne passent pas pour avoir été celles des sentiments profonds, mais elles ont été accessibles au plaisir. Il y a bien dans le livre de M. Bertrand de la Salle quelques personnages tendres. Il y en a surtout qui aiment la volupté, qui sont plus sensuels que sentimentaux, et qui ont même quelque penchant au libertinage. Les pages qui sont consacrées à ces sujets sont parmi les meilleures du roman ; l'auteur a su s'exprimer avec une légèreté charmante. Il y a là des petits tableaux qui révèlent un joli talent. Je dois dire que si le roman de début de M. Bertrand de la Salle est digne d'être remarqué en raison de ses qualités intellectuelles, il doit son charme à ses qualités de fantaisie, à ce mélange subtil de tendresse et de blague, qui lui donnent son caractère original.

* * *

M. de Lagarde a publié l'an dernier un roman intitulé *le Soupçon* qui a été très goûté des lettrés et qui méritait son succès. L'auteur avait fait preuve de qualités rares d'observation et d'humour. Il nous contait l'histoire d'un jeune homme dont l'éducation commençait à la campagne et s'achevait à Paris. Et il avait groupé un certain nombre de personnages qui avaient les uns de la grâce, les autres de la drôlerie. Si j'ai bonne mémoire, de bons juges avaient dit alors qu'ils retrouvaient dans *le Soupçon* quelque chose des qualités qui avaient si fort séduit les lecteurs quand René Boylesve avait publié ses premiers romans.

Le nouveau livre de M. de Lagarde, *l'Aventure*, est fort différent du premier. Mais on y retrouve l'esprit aigu sans méchanceté, l'enjouement, l'ironie perspicace qui étaient déjà si appréciables dans *le Soupçon*. M. Hubert de Lagarde donne cette impression très agréable de s'être beaucoup amusé lui-même en écrivant avant de nous convier à nous amuser à notre tour en lisant. C'est un heureux don chez un auteur, et c'est une promesse précieuse pour le lecteur. Il y a bien des chances pour que nous partagions le plaisir de celui qui a écrit. Cette espèce de joie créatrice est communicative. C'est un signe de vitalité, et de toutes les qualités d'un conteur c'est encore celle qui compte le plus.

Un colonial, Claude Morel, vient en congé à Paris. C'est un homme qui a de la vigueur physique et morale. Il a dirigé avec succès une exploitation difficile. Il a fait face à des incidents graves, à des désordres, à des émeutes. Il a résisté à la fièvre. Il a chassé le tigre. C'est un homme solide. A Paris, il songe à se reposer et à se distraire durant son congé. Mais il garde le souci de son second, Lacoste, qu'il a laissé seul dans la plantation, et qui est encore bien jeune pour commander. Il a pour lui une amitié secrète, une amitié prévoyante de frère aîné, il s'inquiète. Et les mois passent.

Morel a fait la connaissance d'une chanteuse qui lui plaît fort, et qui paraît l'aimer, dans la mesure où ses engagements, son impresario, ses représentations ordinaires et extraordinaires lui en laissent la permission. Morel est si naïvement heureux qu'il ne pense plus à rien, pas même aux ennuis d'argent qui s'annoncent, pas même à la lente dégradation qu'une vie comme la sienne a produite chez d'autres qu'il voit et qu'il méprise, pas même à la diminution de soi qu'il commence de subir.

Brusquement, par une audace de composition qui est risquée, mais qui finalement est d'un grand effet, M. Hubert de Lagarde abandonne Morel, Paris, la chanteuse, l'impresario, les créanciers et les théâtres. Nous voici dans la colonie où l'absence de Morel a causé des ravages, où Lacoste lutte seul contre une émeute, où se joue la vie ou la mort du jeune Français qui commande. La véritable aventure, n'est-ce pas celle-là ? Non. Dans l'esprit de Morel, la seule aventure désormais c'est celle qui l'enchaîne à Florence Meunier, chanteuse. La nouvelle que Lacoste a été tué provoque en lui un douloureux sursaut. Il a presque honte de lui. Il va partir. Partira-t-il ? L'auteur n'a pas voulu nous le dire. Il a laissé ses lectrices dans l'espérance et ses lecteurs dans la crainte.

C'est là une vieille histoire, mais éternellement jeune. Pour le brigand don José, la véritable aventure ne fut-elle pas de rencontrer Carmen ? Pour le soldat victorieux qui avait parcouru le monde, pour l'ardent imperator Marc-Antoine, l'aventure ne fut-elle pas Cléopâtre ? Ainsi Claude Morel, qui avait à lui seul gouverné un dangereux domaine colonial, échappé au tigre, dompté l'indigène, trouva l'aventure dans un tranquille arrondissement de Paris, aux pieds d'une chanteuse médiocre. Tout est dit depuis qu'il y a des conteurs. Mais tout est à redire pour qui a du talent.

***

Le livre de Mme Claude Silve, intitulé *Bénédiction*, m'a paru d'une qualité exquise. Je donne mon impression tout de suite et je dirai ce qui la justifie à mon gré. Mais il y a, pour qui le lit, quelque chose qui précède tous les raisonnements et toutes les méditations : c'est l'agrément. Le roman de Mme Claude Silve a pour lui l'aisance, la délicatesse, la féerie qui transpose le réel, la solide connaissance des choses humaines qui paraît à travers les fictions. Tout au plus serais-je tenté de reprocher à l'auteur parfois un excès de recherche dans l'expression ou, de temps en temps, un peu de préciosité dans les formules. Elle a tant de grâce dans le naturel qu'elle peut aisément se passer de phrases trop surveillées. Ce n'est pas un petit mérite dans un livre que d'avoir belle allure en gardant une grande simplicité. Il n'est plus en ce cas besoin d'y rien ajouter. Le récit de Mme Claude Silve a ce prestige rare de paraître fait spontanément par une femme d'esprit et de laisser deviner au delà de l'anecdote le retentissement secret des réalités dans les cœurs.

Le sujet est, comme on a coutume de dire à propos de *Bérénice*, chargé de peu de matière. Un vieux château, une vieille châtelaine, un héritier, le comte Horace, absent depuis longtemps, qui revient d'un long voyage et qu'une jeune femme accompagne, une entrevue entre la châtelaine et l'évêque, le départ de la jeune femme et du comte Horace, et puis rien... Et sans explication, tout est accompli. La châtelaine n'approuve pas le choix du comte Horace qui préfère s'en aller pour ne jamais revenir. Le château appartiendra à de très jeunes petits-enfants qui sauront plus tard ce qui s'est passé.

De quelle plume légère et sûre tout cela est conté !... Et dans quelle atmosphère limpide, transparente, presque irréelle on respire ! La description du vieux château et de la vie qu'on y mène est charmante. C'est une évocation de choses non point surannées, mais presque disparues, et qui avaient leur sens en même temps que leur air de beauté. Les existences bien réglées, les habitudes respectées, les choses en leur place, les idées bien définies et qu'on ne discutait même plus, les visites exactes, les agréments de la campagne, les bonnes recettes, les occupations simples et utiles, les parfums aimables, les pommades fabriquées à domicile, la bergamote, les armoires bien rangées, que tous ces souvenirs sont délicatement indiqués ! On dirait une série de gravures anciennes où il y a du goût, de la tendresse, de la bonne humeur, un sens amusé du pittoresque, de la liberté sans critique excessive. Ce n'est pas certes un décor de drame, ni d'ailleurs un décor d'idylle : c'est la peinture de la demeure qui dure, de la demeure où ont été les ancêtres, où seront les petits-fils, où l'on verra les portraits de ceux qui ne sont plus, où la famille est quelque chose de permanent, qui se prolonge, tandis que ses représentants se succèdent. Pourquoi le comte Horace n'est-il pas là où il est attendu ? Il a sa légende dans le pays. Il n'est pas tout à fait comme les autres. Il étonne, il intrigue, et on l'aime étranger et lointain plus encore peut-être que s'il était présent.

On se plaît à rêver avec l'auteur dans les allées du parc et tandis que la vieille châtelaine continue du matin au soir à assurer la constance de tous les rites traditionnels, on songe à ce mystérieux comte Horace qui n'a fait que paraître avec sa jeune Italienne et qui par un acte libre a rompu l'enchaînement des causes et des effets. Il semblait destiné à vivre comme tous les siens, dans les mêmes lieux, et selon les mêmes lois. Mais pour avoir choisi avec fantaisie la femme qu'il aime, le voici en Chine, presque en exil,

hors du jeu accoutumé, volontaire et content. Ainsi l'ont voulu les usages, les conventions, les préjugés peut-être qui restent la loi du château. Et par l'effet d'un consentement général, personne ne parle de ce qui est arrivé. Aux heures dites, le vieux maître d'hôtel annonce le dîner, porte les rafraîchissements, monte les lampes. Mais sur l'événement qui bouleverse la vie de plusieurs personnes et qui atteint la vieille châtelaine plus profondément peut-être qu'on ne croit, aucun mot n'est jamais prononcé. La politesse évite les controverses ; l'étiquette dispense de prendre parti ; le silence enveloppe les résolutions qui n'ont pas besoin d'être justifiées, puisqu'elles sont pareilles à toutes celles qui ont été prises. C'est le triomphe de la règle et de la tenue, et cela dans un décor lointain et paisible, dans un décor de pastels et de tapisseries, qui exclut toute idée de dureté et d'injustice, mais qui évoque plutôt le temps des toutes-puissances familiales.

Et puis, plus fortement encore que les souvenirs et les réflexions, pèse sur tout le récit une mélancolique et poétique pensée. Elle est estompée précisément par ce qu'il y a de féerique dans le récit. Mais on ne pense pas à s'y soustraire. Que reste-t-il après quelques années vite écoulées de ceux qui ont vécu là ? A peine une image. La chambre fermée depuis longtemps, pleine encore de robes, d'objets pieusement conservés, de peintures, est ouverte. Il faut bien se décider un jour à la rendre aux vivants. Mais de celle qui l'habita et qui y est encore si présente par tout l'appareil matériel de ce qui fut son vêtement et son logis, il n'y a plus rien ici-bas. Elle vit encore dans la mémoire de ceux qui l'ont connue et aimée. Bientôt elle ne sera plus qu'un nom, et, au mur, le portrait devant lequel les enfants passeront sans lever la tête. Il y a un soir, dans le livre, où, l'heure de se coucher étant venue, tout le monde quitte le salon, et les meubles ont l'air de se trouver enfin rendus à la paix de leur solitude. Soir bien symbolique : les figurants de ces demeures terrestres sont des passagers, et ils ont raison de regarder avec amour la jeunesse qui vient les aider, puis les remplacer. Comme les songes, le roman de Mme Claude Silve a de multiples aspects et beaucoup de sens. Je m'y suis attardé avec tant de plaisir que je remets à mon prochain article le livre de M. Jean Martet, *la Partie de boules ;* mais je tiens à dire tout de suite que c'est un des meilleurs romans de l'auteur des *Cousins de Vaison.*

ANDRÉ CHAUMEIX.

A TRAVERS LES THÉATRES

Théatre de la Madeleine : *La Fin du monde*, comédie en un prologue et cinq actes, de M. Sacha Guitry. — Variétés : *Les Fontaines lumineuses*, comédie en trois actes de MM. Georges Berr et Louis Verneuil. — Théatre de l'Odéon : *Vive le Roi!* comédie en trois actes et sept tableaux, de M. Louis Verneuil. — Théatre de l'Œuvre : *Nationale 6*, pièce en deux actes et cinq tableaux, de M. Jean-Jacques Bernard. — Nouveautés : *La Revue des Nouveautés*, en deux actes et douze tableaux, de M. Rip. — Variétés : *Lacalisons*, revue en deux actes et vingt-deux tableaux, de MM. Dorin et Saint-Granier.

Au théâtre de la Madeleine, M. Sacha Guitry fait jouer *la Fin du monde*. Le titre est plus grand que la pièce. Sachons gré quand même à l'auteur de *Nono* de nous prouver une fois de plus qu'il a le pouvoir d'occuper cinq actes précédés d'un prologue avec un sujet dont tout autre tirerait un divertissement d'une heure.

Le prologue se déroule en 1785 et nous montre le duc de Troarn traitant quelques hôtes de passage dans son château de Normandie. Benjamin Franklin est des convives, avec ses propos de bon sens et sa verve narquoise. Après quoi, le rideau tombe, et, quand il se relève, nous sommes en 1935, dans le même château où le temps a tout respecté, même le velours des fauteuils. Un autre duc de Troarn, arrière-petit-fils du précédent, est le maître de ces lieux. La courtoisie ni la prestance n'ont diminué dans cette famille, mais l'argent s'en est enfui. Le dernier des Troarn vit sur ses terres sans un sou vaillant. Le système du troc lui fournit sa nourriture et son vêtement. Une ferme qu'il possède encore pourvoit, grâce à des redevances, à la première

de ces nécessités. Un bois de trois cents hectares assure la seconde. Chaque complet coûte un arbre à notre châtelain. Cette méthode de paiement lui permettrait de vivre à son aise, s'il n'y avait le fisc dont les exigences ne sauraient s'en accommoder. Or, le duc méprise la République. Il l'ignore même depuis nombre d'années. Ce qui fait que l'arriéré de ses impôts se monte à la somme de cinquante-sept mille francs. Faute de s'en acquitter, il sera saisi.

Sur les instances répétées de la marquise d'Aumont sa parente, le duc se résigne à un expédient. Il recevra dans son château des hôtes payants qui lui procureront enfin des recettes nécessaires. Le frère de la marquise, Mgr Le Landier, évêque *in partibus*, a beaucoup conseillé cette solution. Gentil prélat, il formera avec sa sœur le premier contingent de clients.

C'est ainsi qu'arrive dans le château la jeune Mimosa, demoiselle fort délurée, traînant à sa suite son seigneur et maître du moment, M. G. P. H. Adamson, un philanthrope américain qui s'intéresse aux châteaux historiques. Le duc de Troarn, lui, semble apprécier davantage les charmes de Mimosa. Mais un autre voyageur survient. Inscrit sous le nom de M. Gaston, il intrigue toute l'assistance jusqu'au moment où un journal, oublié sur la table, révèle, croit-on, sa véritable identité. En première page s'étale la photographie d'un assassin poursuivi par la police. L'homme en question ressemble trait pour trait à M. Gaston. Il ressemble aussi, ajoutons-le, au ministre des Beaux-Arts, dont le portrait s'étale dans la colonne voisine.

En fait, M. Gaston est bien réellement le ministre des Beaux-Arts venu incognito rejoindre l'agréable Mimosa. Infortuné ministre ! Une singulière malchance contrarie ses desseins et il erre une partie de la nuit dans les couloirs du château, sans atteindre celle qu'il cherche, car le perfide duc de Troarn a interverti l'ordre des chambres et pris lui-même la place du galant. Par surcroît, les gendarmes venus le lendemain, pour prêter main-forte à la saisie, sont alarmés eux aussi par la ressemblance et, en croyant mettre la main au collet de l'assassin, c'est le ministre qu'ils arrêtent. Tout s'arrangera, bien entendu, grâce au fastueux Américain qui achète le château pour en faire don à l'État et en nomme le duc conservateur.

Telle est cette pièce de bonne humeur dont la gaieté tourne parfois au vaudeville. On y relève aussi de ces inventions plai-

santes où brille M. Sacha Guitry : entre autres l'arrivée de l'huissier de l'endroit, ancien maître d'hôtel et resté amoureux de son premier métier. Comme on manque de personnel pour servir le dîner, c'est de bon cœur que le bonhomme dépose sa serviette de cuir pour en prendre une de linge blanc et dresser la table. On s'amuse aussi de voir le philanthrope américain, ignorant du français et instruit dans les seules langues mortes, trouver, grâce au latin, un moyen de converser avec l'évêque et de commander son petit déjeuner.

M. Sacha Guitry, comme d'habitude, est le grand animateur de la pièce. Il a grande allure dans le rôle du duc de Troarn. A ses côtés, M[me] Jacqueline Delubac en Mimosa est fort agréable à voir. M. Jean Coquelin incarne l'évêque avec une finesse et une science qui n'étonneront personne.

*
* *

Les Fontaines lumineuses (1), dont MM. Georges Berr et Louis Verneuil font jouer en ce moment les grandes eaux, témoignent une fois de plus de l'habileté scénique de ces deux auteurs. On y a aussi la surprise de voir une thèse se glisser sous le badinage amusant du début. Les « Fontaines lumineuses », ce sont les femmes. Semblables à ces panaches de liquide que colorent les projecteurs, elles passent tour à tour par les couleurs les plus diverses du prisme, selon les variations de la lumière qu'elles reflètent. Lumière issue de l'homme aimé. Qu'on l'oublie et qu'un autre prenne sa place : c'est une femme nouvelle qui apparaît. Notons qu'un propos semblable forme le fond d'un roman de M. Aldous Huxley, *Deux ou trois Grâces*, paru il y a quelques années.

Une jeune femme, Hélène, s'aperçoit que son mari, le docteur Raymond Verville, la trompe depuis plusieurs mois. Elle décide aussitôt de divorcer, au grand désespoir de Raymond qui, malgré ses frasques, n'a pas cessé de l'aimer. Et la métamorphose annoncée plus haut s'accomplit. Tant qu'Hélène était la femme du docteur, elle vivait d'une façon austère. Vêtue d'une blouse blanche, elle inscrivait les rendez-vous des clients, suivait les progrès de leurs cures. Mais au volage Raymond succède un de ses amis, le vicomte de Granet, membre du *Jockey*, propriétaire

(1) Théâtre des Variétés.

d'une écurie. A peine l'a-t-elle épousé qu'Hélène se transforme. La voilà mondaine, habillée à ravir, passionnée de courses. Les succès de Granet sur les hippodromes sont les siens, comme étaient siennes les guérisons de Raymond.

Cette évolution est indiquée d'une façon fort plaisante. Mais elle en prépare une autre que nous pressentons malheureusement dès la fin du second acte. Granet part pour l'Argentine, en mission sportive. C'est alors qu'un troisième larron s'avance qui rongeait son frein depuis le début : Stéphane Aubier, jeune poète, cousin d'Hélène et consumé d'amour pour elle depuis longtemps. Après la science, après la vie brillante, Hélène va découvrir la littérature.

Triptyque inévitable : la pièce a trois actes et trois hommes convoitent l'héroïne. Il faut bien que chacun d'eux illustre tour à tour la théorie des « fontaines lumineuses ». Donc Stéphane Aubier paraît à son tour. Sa situation pécuniaire s'est transformée de la façon la plus fastueuse grâce à la vente de ses romans : c'est un point sur lequel aucun doute ne semble effleurer les auteurs. Le voilà plein d'assurance et qui parade autour de sa conquête. Hélène à présent parle poésie. Elle occupe tout son temps à la lecture. La médecine ne l'intéresse plus. Le monde des courses lui semble ridicule et Granet d'une niaiserie achevée. Un second divorce saura bien l'en débarrasser. Elle épousera le prestigieux Stéphane.

Une adresse constante et une science éprouvée des situations dramatiques font, comme nous l'avons indiqué, le mérite essentiel de cette pièce. La distribution en est excellente. On connaît la sûreté de jeu et l'aisance de M. Louvigny : elles se retrouvent dans le rôle de Raymond. A côté de lui, M. Saturnin Fabre a figuré un plaisant vicomte de Granet. M. Jacques de Féraudy représente Stéphane Aubier avec une grande finesse, et M. Marcel Simon, dans le rôle d'un confident raisonneur, montre beaucoup d'esprit. C'est à lui qu'a été confiée la tirade sur les « Fontaines lumineuses ». Il l'a fait applaudir justement. Mlle Alice Field, très en progrès, fait paraître une grâce et une malice fort séduisantes dans le rôle d'Hélène, et Mlle Marguerite Pierry apporte dans un personnage de mère sa cocasserie habituelle, présentée pourtant cette fois dans une note plus sobre, qui lui a très bien réussi.

*
* *

M. Louis Verneuil, dont la fécondité dramatique est bien connue, occupe, en même temps que la scène des Variétés, celle de l'Odéon. Sa pièce : *Vive le Roi!* se déroule durant les journées de juillet 1830. Une intrigue amusante d'ailleurs et bien agencée nous conduit à Saint-Cloud, auprès du roi Charles X, puis à Paris, tandis que tonne le canon des « Trois Glorieuses », et aux Tuileries, chez le nouveau souverain Louis-Philippe. Tout cela grâce aux manœuvres d'une jeune femme qui, pour mieux assurer le succès de ses amours, provoque successivement la chute de la Monarchie et son rétablissement en faveur du duc d'Orléans : tels sont les dessous de l'histoire qui échappent souvent aux mieux informés des historiens.

Le duc de Polignac, premier ministre de Charles X, reçoit un jour la visite de François de Brionne, le fils d'un de ses anciens compagnons d'émigration, qui vient solliciter son aide. La situation de François est délicate. Il a servi l'Empire et fait campagne en Russie. Depuis la Restauration, il vit, retiré dans son petit domaine près de Blois, sans oser paraître à la Cour. Mais sa pauvreté est si grande qu'il lui faut maintenant s'y contraindre et solliciter quelque grade dans l'armée. Polignac, indulgent, a obtenu le pardon du Roi. On offre à Brionne un brevet de capitaine aux Gardes joint à une rente annuelle de dix mille livres. A une condition toutefois : il épousera la fille du marquis de Préfailles, vieux courtisan de Charles X.

Cette solution plonge l'officier dans un grand embarras. Une femme est dans sa vie, une Russe, Anna, connue toute jeune pendant la retraite de Moscou et qui l'a soigné lors de sa blessure, puis accompagné en partageant toutes ses privations. Il ne peut l'abandonner. Un tel scrupule fait lever les épaules à Polignac. Que Brionne se décide. Il lui donne trois jours.

Pendant ce temps, Anna, sur les instructions de François, a cherché à vendre le pavillon de Blois. Un acquéreur se présente, accompagné de deux dames. C'est le duc d'Orléans et les deux dames sont la duchesse et Mme Adélaïde. Quelle rencontre ! Anna apprend l'identité des visiteurs grâce à M. de Montavon, un député libéral de Blois, qui lui fait une cour empressée durant les absences de François. Sur ces entrefaites, François lui-même arrive et révèle la proposition de Polignac. Anna, indignée,

se hâte de vendre la propriété sur la première offre du duc. Elle partira pour Paris et verra ce Charles X qui menace ainsi son bonheur. A Montavon de la présenter au Roi. Elle se charge du reste.

Et Montavon en trouve le moyen. Un moyen si simple qu'il en est enfantin. Comme Charles X sort de sa loge au Théâtre-Français, le député de Blois se précipite au-devant du Roi. Que Sa Majesté n'aille pas plus loin ! On vient de découvrir un complot contre sa vie. Deux individus louches, dissimulés dans le théâtre, en sont des protagonistes. La personne qui les a surpris est une certaine comtesse Goronine, une Russe, amie de Montavon. Charles X, tout ému, n'en demande pas davantage. Il fait venir la comtesse, c'est-à-dire Anna, la remercie chaleureusement, l'invite à Saint-Cloud. Le préfet de police, admonesté, fait aussitôt arrêter les deux premiers venus et déclare qu'il tient le coupable...

Dès lors, tout va grand train. Anna paraît bientôt à Saint-Cloud. Fort goûtée du Roi, elle converse avec lui de façon fort familière et l'entretient du mariage Brionne. Quand elle voit Charles X irréductible sur ce chapitre, elle décide sa perte. Qu'il tombe, ce vieux monarque qui veut lui arracher son François ! L'occasion se présente. Un mot d'Anna, et le Roi signera les fameuses Ordonnances. Tout simplement ! Il les signe, en effet. C'est la Révolution...

Anna ne s'arrête pas en si beau chemin. Elle court chez Thiers et chez Casimir Périer, tandis que Paris se hérisse de barricades. Il est question de République. La République, ce serait la fin des titres, des pensions, la misère de nouveau pour François. Non, plutôt le duc d'Orléans, puisqu'on parle aussi de lui. Anna le connaît. Elle lui a vendu la maison de Blois. Mais c'est un indécis. Il refuse la couronne. Thiers va essayer de triompher de cette hésitation. Anna l'accompagne. Grâce à elle, le duc de Mortemart, ministre de Charles X, qui a dans sa poche la renonciation au trône du duc d'Orléans, sera retenu dans le piège d'un galant entretien, assez longtemps pour que le prétendant revienne sur sa décision.

La scène finale se passe aux Tuileries où l'amazone destructrice et bâtisseuse de régimes reçoit enfin sa récompense des mains du roi Louis-Philippe. Elle est unie à François, ce dernier rétabli dans son grade et richement doté. Nous espérons que M. Verneuil ne s'en tiendra pas là. Une suite s'impose. On y verrait Anna

organiser la Révolution de 48 pour marier sa fille et le coup d'État du 2 décembre pour assurer l'avenir militaire de son fils sous les aigles impériales.

Pièce divertissante, et qui doit une bonne part de son succès à M. André Lefaur, qui a composé un remarquable Charles X, et à Mme Elvire Popesco, animée d'une verve et d'une passion charmantes dans le rôle d'Anna.

* * *

On s'engage un peu lentement sur la *Nationale 6* où nous convie M. Jean-Jacques Bernard au théâtre de l'Œuvre. Mais après les deux premiers tableaux, le train s'accélère et le plaisir se dessine. La « Nationale 6 », c'est une de ces grandes routes qui traversent la Bourgogne et mettent le conducteur à son gré sur le chemin de la Suisse, de la Côte d'Azur ou de l'Italie. Dans une petite maison construite sur la lisière de cette illustre voie, à vingt-cinq kilomètres en amont de Chalon-sur-Saône, nous apprend l'auteur, vivent trois personnages dont deux sont assoiffés d'un autre destin : Michel, petit fonctionnaire en retraite, sa femme Élisa et leur fille Francine.

Chaque jour Michel surprend Francine à la fenêtre. La jeune fille guette les voitures qui se succèdent nombreuses, sur la route. Elle assigne à chacune d'elles un but selon son imagination : celle-ci porte un jeune couple vers l'Italie; cette autre se dirige sur Nice; les voyageurs de celle-là, chargés de bagages, vont plus loin, ils s'embarqueront à Marseille pour l'Égypte. Michel s'associe à ses rêves. S'il a choisi d'habiter là, c'est que le démon du voyage et de l'aventure a toujours tenté ce sédentaire. Le spectacle de la grande route lui apporte les mêmes tentations qu'à sa fille. Or, elle leur livre un beau jour deux inconnus, victimes d'un accident d'automobile. L'un, Antoine Vannier, écrivain célèbre, est un homme d'aspect encore jeune. L'autre, son fils Robert, un garçon de vingt-deux ans. Voilà l'imprévu souhaité.

La voiture des deux voyageurs est détruite, mais ils sont sains et saufs. Le bon Michel, aussitôt, leur offre l'hospitalité. Ils ont tôt fait de se sentir chez eux dans cette demeure si aimable. Le premier entreprend d'y écrire un roman, l'autre, passionné de peinture, dresse son chevalet et commence le portrait de Francine.

La pauvrette est au comble du bonheur. Deux ou trois gentil-

lesses banales débitées par Robert, durant les séances de pose, l'enflamment et font qu'elle se croit aimée. Son père, mis dans la confidence, y ajoute tout ce que lui suggère sa folle vision des choses, achevant ainsi de donner corps à l'intrigue. Il avertit sa femme et y met tant d'éloquence que la sage Élisa elle-même se laisse persuader.

En réalité, et la trouvaille de l'auteur a du prix, il est exact que quelqu'un aime Francine. Mais ce n'est pas Robert, c'est Antoine... Quand ce dernier tente de faire connaître ses sentiments à la jeune fille, elle croit qu'il veut lui parler de ceux qu'elle prête à son fils. Le réveil est pénible. Francine pleure ses illusions. Antoine comprend qu'il s'est abusé, lui aussi, cruellement. Cette triste découverte l'amène à brusquer son départ. Le père et le fils reprennent leur voyage, laissant la maison désolée.

Une excellente distribution assure à la pièce l'atmosphère de poésie dont son texte est imprégné. M. Abel Tarride, dans le rôle de Michel, est émouvant par les moyens les plus simples. MM. Gabriel Sardet et Paul Cambo sont les interprètes d'Antoine et de Robert. Une toute jeune actrice, Mlle Blanchette Brunoy, s'est révélée en jouant Francine. Elle porte en elle toute la grâce et l'étrange séduction du personnage.

***

M. Rip a installé aux Nouveautés sa revue d'automne qui sera sans doute une revue d'hiver, car elle mérite de conserver longtemps l'affiche. En des scènes de haute cocasserie l'auteur excelle à jouer du quiproquo, de l'allusion ou du calembour avec une précision d'équilibriste. Pour servir la muse fantasque de M. Rip, il faut des acteurs rompus à ces jeux de balle. Leur équipe bien entraînée s'ébat joyeusement à travers cette poussière brillante de mots portée sur l'aile d'un vent qui ne souffle qu'à Paris.

Mlle Thérèse Dorny y paraît avec son regard d'un bleu si candide, démenti par la finesse d'un nez ouvert à toute malice. Il faut l'entendre en Bretonne dont le cœur se partage entre deux soupirants. L'un, figuré par M. Gabaroche, est un marin qui depuis longtemps lui garde sa foi. L'autre, que représente M. Robert Burnier, apparaît sous le brillant uniforme du pompier. Les trois personnages s'adressent mille grâces et autant d'injures en chansons alternées.

Louons aussi M. Michel Simon, dont l'apparition bêlante en jeune

Allemande chassée de son pays est d'un puissant comique. Il est non moins amusant dans son incarnation d'un poète acharné à sa besogne lyrique, tandis que sous la fenêtre de son petit logement retentissent les bruits et les disputes d'un immeuble parisien.

Mme Arletty est également une des partenaires les plus attrayantes de cette revue. Son allure de jeune chèvre indocile, sa voix capricieuse et qui mue parfois dans les hauts tons, lui composent une silhouette à part. Ne l'oublions ni dans son personnage d'une modiste amoureuse d'un acteur de cinéma, ni dans celui d'une dame de plage empressée auprès d'un vagabond, qu'elle prend pour Van Dongen, ni dans la dernière scène où tous les artistes de la troupe réunis offrent un spectacle qui est le clou de la soirée.

On y assiste à une répétition des sociétaires de la Comédie-Française sur le plateau de Marigny, où la maison de Molière, comme on sait, a trouvé asile cet été. Un singulier sortilège plane sur ces planches hantées du souvenir de tant de refrains de music-hall. Dès qu'un acteur s'avance près de la rampe, sa tête se trouble, ses jambes s'animent sur un rythme trépidant, et il débite en place de son rôle un couplet léger. On imagine l'effet de cet intermède, au beau milieu du répertoire classique. Tartuffe perd sa gravité pour se trémousser en cadence; Œdipe, oubliant son affreux destin, lève la jambe sous le peplum; Athalie perd de vue Jézabel et danse le cancan. Pendant ce temps, M. Émile Fabre, dans l'avant-scène directoriale, cède au même vertige, se prend pour Léon Volterra et pointe sur sa feuille de service des pronostics pour les courses de Longchamp. L'effet est irrésistible.



Au théâtre Michel, avec MM. Dorin et Saint-Granier, c'est encore la revue de boulevard. L'un et l'autre ont leur célébrité sur les planches du cabaret. On les y a entendus maintes fois distribuer de ces couplets acides qui mordent joyeusement l'actualité pourvoyeuse de scandales.

Pour plaire à un autre public, ils ont mis une sourdine à leur crécelle. Leur revue *Lavalisons* est néanmoins fort amusante, bien jouée, dosée aussi de façon que chacun y trouve son compte. Les deux auteurs figurent dans la distribution et y brillent, notamment dans une scène qui met aux prises M. Saint-Granier sous les

traits de notre ministre des Finances M. Marcel Régnier, recevant un contribuable, figuré par M. Dorin, et venu pour lui demander des comptes, « tous les comptes », sur l'argent versé dans les caisses de l'État. Inutile de dire qu'à défaut de ces détails-là, nous en obtenons d'autres fort savoureux.

Mme Marguerite Moreno, dont on connaît la fantaisie, figure elle aussi dans un des meilleurs épisodes de la revue. Il a trait au Tour de France et à la défaite qu'y essuyèrent cette année les coureurs français. Une famille, possédée d'ardeur sportive, pleure ces calamités en vers cornéliens et raciniens. Le combat des Horaces et des Curiaces, joint au récit de Théramène, forme le fond de ce jovial pastiche. C'est merveille d'entendre Mme Moreno, en tenue de cycliste, déclamer d'une voix chaude des alexandrins qui mettent la salle en joie.

M. Pauley est encore une des attractions du spectacle, qu'il paraisse en prisonnier oublié dans son cachot et remis au jour grâce à l'affaire Stavisky, en cuisinière gagnante à la Loterie nationale, ou sous les traits de M Édouard Herriot qu'il évoque avec une rondeur triomphante. M. Edmond Roze, Mmes Parisys et Davia ajoutent au succès de cette pétulante revue.

ROBERT BOURGET-PAILLERON.

RÉCEPTION DE
M. JACQUES BAINVILLE
A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

On ne s'attendait pas que la république fût en bonne posture sous la Coupole du moment que M. Jacques Bainville y prenait place. La salle était prête, bien avant l'heure, à accueillir tout trait, toute allusion qui permissent à un public généralement républicain de se venger par des sourires ou des applaudissements de l'augmentation des impôts, de l'abaissement des revenus, de la diminution des soldes et traitements, tous accidents imputables, comme on sait, aux seuls régimes démocratiques. Il y avait du combat dans l'air ; ni sabres, ni baïonnettes, il est vrai, mais une tension des traits et une impatience des gestes telles qu'on en voit à une troupe prête à donner l'assaut.

Bientôt, d'ailleurs, les tambours de la Garde roulèrent: M. Jacques Bainville apparut, et le bruit d'enthousiasme qui se fit à son entrée prit des airs de manifestation : on manifestait à ce pâle et nonchalant jeune homme à cheveux gris la plus vive sympathie, mais aussi on manifestait tout court. Je crois bien que, si MM. les membres du bureau avaient tardé à prendre place, quelqu'un des étudiants dispersés sur les gradins eût proposé un « chic » en l'honneur de Bainville. C'est que M. Jacques Bainville est un des favoris de la jeunesse universitaire, qui lui a bien prouvé la sincérité de son affection en lui offrant une épée où l'on voit le mensonge s'attaquer à la vérité et s'y briser les dents. C'est aussi que M. Jacques Bainville a lui-même l'air d'un étudiant. Il nous fit l'effet de l'étudiant Bainville costumé

en académicien et jouant le personnage que sa précocité d'esprit lui permettait d'espérer d'être trente ans plus tard. Il prit de l'assurance dès les premiers mots de son remerciement : les feuillets dans sa main ne tremblaient pas, la voix était grave et sûre ; le verre d'eau placé à hauteur de ses genoux ne fut pas renversé : le nouvel élu ne fit pas un mouvement qui déplaçât la ligne même de son habit ; seule, sa fine tête aux grands yeux, dont quelqu'un disait la veille qu'elle eût dû être peinte par Philippe de Champaigne, se balançait au rythme des phrases qui tombaient de ses lèvres.

Aux vifs claquements de mains qui retentirent tout à coup, les plus distraits devinèrent que M. Jacques Bainville venait enfin de faire allusion à sa position politique. Il le fit en contant, avec une grâce négligente, comment, par esprit d'indépendance et de fidélité, il s'était mis dans le cas de n'exercer aucune fonction publique. C'est ce qu'on attendait, c'est ce qui plut, c'est ce qui enchanta un auditoire plein de gentille malignité, qui se promettait du plaisir à entendre l'éloge du plus républicain des hommes d'État prononcé par le moins républicain des historiens. Il se joua désormais entre l'orateur et son public une partie de demi-mots et de sous-entendus, un de ces jeux de l'esprit que les Français goûtent extrêmement. Il faut imaginer la résonance d'une phrase comme celle-ci dans l'entendement de ceux dont elle touchait l'oreille : « Que le barreau entrât dans la dépendance de la politique, que celle-ci envahît les prétoires, qu'elle dirigeât l'activité et surtout qu'elle nourrît le cabinet de l'avocat, cette idée lui eût paru si monstrueuse qu'elle ne l'effleurait même pas. » Il n'était pas difficile de voir derrière tant de fronts se dérouler un film d'actualité où passaient les visages sans regard, les lèvres sans sourire, les nuques basses de quelques sénateurs bien en place, de députés de Cour d'assises et d'anciens ministres chéris de leurs électeurs, tous convaincus de trafic d'influence. On ne se tenait pas d'aise.

On estimait aussi que M. Jacques Bainville avait bien de la chance que le républicain qu'il devait louer s'appelât Raymond Poincaré : c'était louer le patriotisme, la vertu, le devoir, sans que la république eût rien à faire là-dedans. Voilà un républicain qui, quarante-cinq ans plus tôt, combattait dans un rapport du budget des finances la surenchère démagogique, dénonçait l'exécrable coutume des cumuls et s'alarmait des abus de mille espèces

qui sont monnaie courante dans les usages du parlement; voilà un républicain qui demandait que les députés fissent des lois et non pas des conspirations, qui mit toujours l'intérêt de la nation au-dessus des intérêts particuliers, qui demeura, pendant un demi-siècle de vie politique, économe des deniers publics comme un Sully, respectueux de la loi comme un Lamoignon, énergique devant la banqueroute de l'État comme un d'Aguesseau ; un républicain, vous dis-je, qui eût converti à la république M. Jacques Bainville lui-même, si tous les républicains avaient été à l'image de ce républicain-là. M. Jacques Bainville avait la partie belle : il la joua en maître, il la gagna dans un style de grande classe. On jugea qu'il avait bien mérité de l'Académie et que son élévation était justifiée non seulement par ses travaux littéraires, mais aussi par la sereine aisance qu'il avait mise à démontrer que personne n'est plus près d'un royaliste qu'un républicain, quand l'un et l'autre considèrent le service de la patrie comme le premier des devoirs.

Cependant, M. Maurice Donnay affûtait le sourire de ses coins d'yeux et commençait la lecture de sa réponse d'une voix où perçait la plus fine malice. M. Maurice Donnay est un homme d'esprit : c'est notoire. Il est notoire aussi que les hommes d'esprit passent pour manquer de ce qu'il est convenu d'appeler la profondeur. Certains pédants ne sont à l'aise que dans l'ennuyeux, dans l'obscur, comme le ver dans la vase : c'est là qu'ils trouvent la profondeur de la pensée sous prétexte que, dans la nature, les profondeurs de la terre, les profondeurs de l'océan sont obscures. Mais le ciel où brille le soleil est profond et il est clair, du moins dans les espaces où ne règne point le vide. Le ciel de M. Maurice Donnay s'éclaire d'une lumière d'Ile-de-France : on y voit passer d'actives abeilles et voleter des papillons de fantaisie inconnus des lépidoptérologistes ; on y entend chanter l'alouette et siffler des sortes d'oiseaux qui ont, comme ceux d'Aristophane, des idées philosophiques. C'est aussi le ciel de Molière, de Marivaux, de Beaumarchais, de Musset, et de quelques autres bons esprits qui n'étaient pas si sots que de vouloir se montrer profonds en étant ennuyeux.

M. Maurice Donnay n'eut pas ouvert la bouche que tout le monde souriait et battait des mains. Ce n'était pas qu'il fît des mots, qu'il ciselât des épigrammes ; il avait trouvé plus fine manière de se montrer homme d'esprit : par un jeu très habile de l'intonation qu'il donnait à son discours, il disait doucement ce qui

était de pensée forte, il mettait de l'éclat à un tour de phrase de banal usage ; il était à la fois taquin et gracieux, coup de griffe par-ci, patte de velours par-là : un vrai chat, — de Montmartre, bien entendu. Il fit merveille.

« Vous êtes né, Monsieur, dans la neuvième année de la troisième République, sous la présidence de M. Jules Grévy. » On s'esclaffa. Vous pensez bien qu'il fallut que ces mots prissent sur les lèvres de M. Maurice Donnay un son peu ordinaire ; l'état civil d'un nouvel élu de l'Académie française n'a pas de quoi prêter à rire ; on rit pourtant, et de bon cœur. Nous étions en pleine malice. Nous n'en sortîmes qu'à l'instant où M. Maurice Donnay célébra les mérites de Béranger, qui ne fut pas académicien. De Béranger nous passâmes naturellement au libéralisme que nous avions rarement entendu louer avec tant de fine émotion et de justes raisons. Ah ! la belle page ! Et comme M. Maurice Donnay sut être profond en souriant ! Et comme nous goûtâmes la feinte nonchalance qu'il mit à défendre le romantisme contre ceux qui le tiennent pour responsable des maux dont souffrit le XIXe siècle, dont nous souffrons encore !

Enfin, cet homme sensible rendit à Raymond Poincaré la figure humaine que M. Jacques Bainville avait à dessein négligée. Il parla, — j'allais écrire : il osa parler, — de la sensibilité de l'homme d'État ; il nous mena à Sampigny sous les cerisiers en fleurs du Président ; il nous montra l'affable Lorrain traitant ses amis à sa table. Nous mîmes un visage sur tant de louanges et de jugements dont on nous emplissait l'entendement depuis deux heures. Nous n'étions pas fâchés de voir à la fin les traits et les façons de celui qui était l'objet de tant d'éloquence.

Pendant que M. Maurice Donnay évoquait les dernières séances de dictionnaire auxquelles l'académicien Poincaré assista, pendant qu'il nous le peignait arrivant à petits pas, appuyé sur le bras d'un ami, je regardais Mme Poincaré, assise en retrait dans une loge. J'aurais aimé qu'elle lût dans mon regard l'hommage qu'aucun des deux orateurs n'avait rendu à celle qui fut toujours aux côtés du Président, dans les temps difficiles et dans les jours heureux, sous les lambris de l'Élysée et sous les cerisiers de Sampigny, et qui soutint de son bras de femme les dernières forces de celui auquel la France avait dû tant de fois la renaissance de sa force.

MAURICE BEDEL.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LES ÉLECTIONS EN ANGLETERRE

Dans tous les pays, il y a une opinion publique ; c'est peut-être en Angleterre seulement qu'il existe un esprit public. Il résulte d'une sorte d'instinct qui, éclairé par l'expérience, révèle au peuple anglais où sont, à une heure donnée, ses intérêts et sa dignité ; il s'y joint un sentiment naturel de discipline qui produit la libre adhésion du citoyen britannique à tout ce qui est nécessaire à la grandeur de son pays. L'Anglais se respecte lui-même en tant que membre de la Communauté britannique, il respecte le souverain qui en est le traditionnel symbole et qui en incarne l'unité vivante ; il respecte, quel qu'il soit, le gouvernement qui la représente et la dirige. Certaines doctrines de mort, comme le communisme, n'ont aucune chance de mordre sur son robuste bon sens. Et le socialisme marxiste, s'il venait jamais à y triompher, s'adapterait au tempérament britannique si bien que ses doctrinaires continentaux ne le reconnaîtraient plus. Ce n'est pas demain que se fera cette expérience : les élections du 14 novembre nous en apportent la certitude.

L'existence de cet esprit public fait que le système parlementaire fonctionne en Angleterre dans sa vérité. L'électeur ne craint pas, selon les circonstances et les intérêts du pays, de transporter son suffrage de la droite à la gauche et de la gauche à la droite. L'un des deux grands partis qui se partagent le pays s'appelle « conservateur » et en est fier. L'art de gouverner les hommes comporte en effet deux temps : conserver et stabiliser, avancer et redresser. Il est des temps pour marcher en avant, d'autres pour s'arrêter et organiser : l'électeur anglais sait cela ou agit d'instinct comme s'il le savait ; les temps de détresse financière et de crise économique sont ceux où il est indiqué de s'abstenir

de dangereuses expériences. L'électeur mécontent ne se croit pas, comme chez nous, obligé d'aller à gauche. Il n'y a pas, pour les élections, une date fatidique ; le gouvernement dissout la Chambre quand il croit l'heure favorable et personne ne s'en étonne ; ainsi est réduite au minimum la période d'appréhension électorale qui paralyse et fausse le fonctionnement du régime. Le gouvernement issu des élections est assuré de diriger le pays jusqu'aux élections suivantes ; aucune surprise à craindre : le gouvernement peut gouverner ; à lui sont permis les longs espoirs et les vastes pensers. Le régime parlementaire a trouvé, en Grande-Bretagne, le seul grand pays où il ait pu se développer harmonieusement, sans dommage pour la nation à la mesure de laquelle il est façonné.

Il y a quelques mois, les élections municipales semblaient déceler une orientation vers le travaillisme ; le gouvernail était aux mains de M. Ramsay MacDonald dont la politique incertaine et l'idéologie nébuleuse déroutaient le peuple anglais. Le jubilé royal, célébré dans une joyeuse unanimité, la direction plus ferme de M. Baldwin, les difficultés qui ont rendu au peuple anglais la notion du péril extérieur, ont détourné le courant qui semblait porter les électeurs vers le *Labour*. M. Baldwin, particulièrement sympathique au peuple anglais, obtient un succès personnel d'abord. C'est la formule d'union nationale inaugurée par M. MacDonald qui avait remporté le 27 octobre 1931 une victoire écrasante. Les travaillistes n'étaient revenus que 52 et avaient perdu presque tous leurs chefs, et les libéraux 68. Cette fois, si l'union nationale reste l'étiquette, l'élément conservateur devient de plus en plus prépondérant. M. Ramsay MacDonald, lord président du Conseil, et son fils M. Malcolm MacDonald, ministre des Colonies, sont les seuls membres du cabinet battus. M. Thomas, ministre pour l'Inde, ne l'emporte que de justesse. Dans l'opposition, un phénomène analogue se produit. Les libéraux dissidents, de l'observance du *Manchester Guardian*, ne sont plus que 21 ; leur chef, sir Herbert Samuel, reste sur le carreau. Ainsi, les partis intermédiaires tendent à disparaître ; l'Angleterre revient peu à peu à la vieille conception des deux partis hors de laquelle le bon fonctionnement du régime parlementaire se trouve faussé par les coalitions. La majorité gouvernementale est de 431 voix (il manque encore, au moment où nous écrivons, les trois résultats des universités d'Écosse qui ne seront connus que le 26) ; elle se décompose ainsi : 385 conservateurs, 33 libéraux,

8 travaillistes nationaux, 3 indépendants nationaux. L'opposition a 184 membres, dont 154 travaillistes, 4 travaillistes indépendants, 21 libéraux, 4 indépendants (M. Lloyd George et sa famille), 1 communiste. Le gouvernement a 244 voix de majorité ; les conservateurs à eux seuls en obtiennent plus de 200. Il convient de remarquer que le système anglais des scrutins à un seul tour, qui permet les élections « triangulaires », fait que le nombre des sièges n'est pas proportionnel au nombre des voix. L'opposition est toujours moins battue qu'elle ne paraît. C'est ainsi que 11 692 383 suffrages sont allés aux candidats gouvernementaux (dont 10 430 695 aux conservateurs) et 9 891 196 aux partis d'opposition (dont 8 304 396 aux travaillistes). La différence entre les deux blocs n'est que de 1 800 000 voix. Le gouvernement se trouve donc, dans une certaine mesure, conduit à tenir compte du glissement qui s'est opéré vers le socialisme travailliste. Ajoutons que près de dix millions d'électeurs et d'électrices, sur 32 millions d'inscrits, soit près du tiers, se sont abstenus de voter.

La signification du scrutin du 14 novembre est très claire. La politique du gouvernement, qui a diminué d'un million le nombre des chômeurs et opéré un considérable redressement financier et économique, est approuvée. L'Angleterre ne veut ni révolution, ni expérience socialiste ; elle se prononce contre toute aventure pour l'ordre « capitaliste », pour la prospérité renaissante. Elle se prononce pour la paix, mais pour une paix fortement armée. Elle s'est aperçue qu'en exagérant son désarmement, en réduisant son armée au point qu'elle ne pourrait même plus envoyer sur le continent les six divisions de 1914, en faisant des économies sur sa marine et son aviation, elle s'était privée des moyens indispensables pour maintenir l'intégrité d'un immense empire et faire prévaloir sa volonté dans les conseils de l'Europe. La campagne de M. Winston Churchill dénonçant les formidables armements de l'Allemagne et le danger qui en résulte pour la Grande-Bretagne ont porté sur l'opinion publique. M. Baldwin a déclaré que l'Angleterre ne pouvait pas s'isoler du continent et sir Samuel Hoare a défini la politique de sécurité collective fondée sur la Société des nations. Tout cela est approuvé par l'opinion. M. Churchill a plus de 20 000 voix de majorité, M. Baldwin n'avait pas de concurrent, sir Samuel Hoare a une élection triomphale. L'amiral sir Roger Keyes, l'un des promoteurs de la campagne en faveur de l'accroissement de la marine, obtient 6000 voix de plus qu'en 1931.

Avions-nous tort de dire qu'il existe en Angleterre un esprit public ?

Le ministère gardera son caractère d'union nationale ; mais il sera remanié. Plusieurs titulaires d'importants portefeuilles, lord Halifax, ministre de la Guerre, sir B. Eyres-Moncell, Premier lord de l'Amirauté, souhaiteraient, dit-on, abandonner la vie politique ; MM. MacDonald père et fils n'ont pas été réélus et pourtant M. Baldwin voudrait garder dans son ministère, comme un symbole, l'ancien Premier ministre évadé de la IIe Internationale. Il sera surtout intéressant de voir si M. Baldwin fera place à M. Winston Churchill que le *Times* qualifie « d'extrémiste », mais qui, par sa haute culture, par ses capacités indiscutées et la netteté de ses opinions nationales, modifierait sensiblement la physionomie du Cabinet reconstitué.

L'Angleterre est aux prises, sur tous les continents, avec de redoutables difficultés. Chez elle, ce sont les mineurs qui viennent de donner à leurs représentants mandat de déclarer la grève générale s'ils n'obtiennent pas une augmentation de deux shillings : le *Labour*, vaincu sur le terrain électoral, cherche une revanche sur le terrain syndical. En Amérique, les récentes élections du Canada ont été une écrasante défaite du gouvernement conservateur au profit des libéraux que préside M. Mackenzie-King. En Chine, l'opinion britannique appréhende un nouveau recul des intérêts de l'Angleterre et de son commerce. En Afrique, tandis que la guerre se poursuit sur les plateaux d'Éthiopie, au Caire la jeunesse universitaire, sous l'influence du Wafd, réclame le retour à la constitution ; de violentes manifestations sont rudement réprimées ; on compte des morts et des blessés. L'Angleterre a besoin, dans les conjonctures actuelles, d'un gouvernement énergique et résolu. La France aussi. Mais par quel mauvais sort, chaque fois que, depuis la guerre, l'Angleterre a eu un gouvernement conservateur, la France a-t-elle recommencé l'expérience désastreuse d'un gouvernement cartelliste ? Le bruit court, dans les milieux parlementaires de Paris, que l'Angleterre, mécontente des conseils de sagesse et d'apaisement que lui a donnés M. Laval, encouragerait ses adversaires à le renverser. Nous n'en voulons rien croire, car s'il en était ainsi, elle ferait le plus méprisable et le plus faux des calculs, ce qu'il est doublement impossible d'imaginer. Si cette légère fumée décelait quelque feu, il s'agirait plutôt sans doute d'une conspiration pour la dévaluation du franc, ce qui ne serait ni plus amical ni plus habile.

LA GUERRE EN ÉTHIOPIE ET LES SANCTIONS

Les mécanismes juridiques sont sourds et aveugles ; lents à mettre en mouvement, ils sont difficiles à arrêter une fois déclenchés. Nous avons expliqué comment l'Italie a fait tout ce qu'il fallait pour qu'il devînt impossible de ne pas lui appliquer des sanctions qui ont été décidées par cinquante États sur cinquante-quatre représentés à la Société des nations, et comment c'est sans doute l'application des sanctions qui a préservé l'Italie d'une intervention singulièrement plus dangereuse pour elle. Si l'Angleterre reste sur le terrain de la Société des nations et de l'action collective, c'est à M. Laval que l'Italie le doit. Quand M. V. Gayda parle du concours « empressé » de la France aux sanctions, il dénature le caractère des faits ; et quand il nous menace d'orienter la politique italienne vers l'Allemagne, il oublie qu'elle a été tournée de ce côté de 1925 au 5 octobre 1934 et que ce sont surtout les intérêts italiens qui en ont souffert (1).

Le gouvernement italien a fait remettre le 11 novembre à tous les gouvernements représentés dans le Comité de coordination et, pour information, même à ceux qui ne font pas partie de la Société des nations, une note, conçue en termes modérés, où il s'élève contre l'application des sanctions. Il se défend d'abord d'avoir violé le pacte et manqué aux engagements de l'article 12 et il en donne pour preuve que les autorités civiles et religieuses des pays occupés viennent se placer sous la protection de l'Italie et que le général di Bono a libéré 16 000 esclaves ; l'Italie exercerait donc « la mission de civilisation incombant aux nations les plus avancées ». Mais si l'Italie ne mène pas en Éthiopie une véritable guerre, s'il s'agit d'une simple expédition coloniale pour la sécurité des possessions italiennes, pourquoi cette mobilisation à grand fracas du 2 octobre ? L'Italie a vraiment créé elle-même le malentendu dont elle se plaint aujourd'hui. Si l'on publiait la correspondance de M. Grandi, ambassadeur à Londres, on y verrait qu'il a toujours averti son gouvernement des inéluctables conséquences de sa politique en Afrique. Notre confrère M. André Pironneau, de *l'Écho de Paris*, rapporte l'entretien qu'il eut avec sir Samuel Hoare et de hauts fonctionnaires du Foreign Office :

(1) *Giornale d'Italia*, 7 novembre.

on y trouve en détail les avertissements prodigués dès l'origine par l'Angleterre au gouvernement italien. L'Italie, en cette affaire, ne peut pas alléguer avoir été prise en traître.

La note italienne se plaint ensuite du caractère nouveau, sans précédent, des mesures économiques et financières élaborées par le Comité de coordination et qui sont entrées en vigueur à partir du 18 novembre ; « les sanctions seraient ainsi appliquées pour la première fois contre l'Italie dans des conditions de fait et de droit que le gouvernement et le peuple italiens estiment injustes et arbitraires et contre lesquelles le gouvernement doit donc élever l'opposition la plus absolue ». Le gouvernement italien considère ces mesures comme « un véritable acte d'hostilité qui justifie amplement les inévitables contre-mesures italiennes ». Ici, l'expression est excessive. Les réponses de la France et de l'Angleterre, datées du 19 et publiées le 23, se placent surtout au point de vue du droit; mais elles ne manquent pas de faire observer que l'Italie n'est pas fondée à voir, dans les sanctions, « un acte d'hostilité », puisque cinquante États ont jugé qu'en l'occurrence devaient être appliquées les règles d'une collectivité internationale dont l'Italie est membre et dont elle a accepté les lois. L'application de sanctions est, en effet, sans précédent ; mais il n'est pas exact que des conflits plus graves aient éclaté sans provoquer une telle intervention. En Mandchourie ? Les Nippons n'y ont jamais fait avancer que de faibles effectifs et les Chinois ont toujours cédé à leurs ultimatums. Les apparences ont été sauvegardées avec une élégante dextérité que l'on ne retrouve pas en d'autres affaires.

La Société des nations est une institution jeune qui n'a pas encore établi sa jurisprudence ni ses méthodes et qui, précisément, cherche à créer « des précédents ». Lisez, à l'opposé du point de vue italien, la lettre que M. Wickham Steed, l'un des plus fervents apôtres de la Société des nations et de la sécurité collective, adresse au *Times* (23 novembre). Le conflit actuel lui apparaît, comme à M. Baldwin et à sir Samuel Hoare, « l'épreuve de la Société des nations ». « Ce qui importe maintenant, écrit-il, c'est de créer un précédent si fort que tout pays qui pourrait avoir des intentions agressives réfléchira deux ou trois fois avant de mettre au défi le désir écrasant de l'humanité civilisée de voir établir un nouvel ordre international dont aura été bannie l'idée même du recours à la guerre comme instrument de politique internationale. » M. Steed

souhaite que l'on puisse bientôt finir la guerre d'Éthiopie, mais « dans des conditions acceptables pour ce pays », car, attention aux précédents ! Des propagandistes nazis ont, dit-il, clairement exposé que l'Allemagne, elle aussi, pourrait trouver « utile » la Société des nations au cas où celle-ci procurerait « un règlement favorable aux revendications italiennes » qui permettrait de croire que, dans d'autres circonstances, « la Société des nations encouragerait aussi les changements territoriaux souhaités par d'autres pays ayant besoin d'expansion ».

Telle est la thèse qui a les faveurs de l'opinion britannique. Elle serait irréprochable si l'égalité juridique, que leur qualité de membres de la Société des nations confère à tous les États, répondait entièrement à la réalité politique et sociale. Comme nous l'écrivions, il y a quinze jours, l'Éthiopie n'est tout de même pas la Belgique ou la Pologne, et les règles juridiques doivent s'adapter aux cas d'espèce. Il y a des degrés dans l'application et c'est une règle aussi d'éviter que l'application du droit n'aboutisse à un inconvénient pire que celui qu'il s'agit de faire cesser, tel par exemple que serait un conflit en Europe. Du juste et de l'injuste, en politique, on peut disputer à perte d'haleine ; mais les faits sont plus clairs. Il est faux de dire, comme le fait le *Giornale d'Italia*, que les sanctions soient « destinées à humilier l'Italie » ; s'il en était ainsi, la France ne s'y serait pas prêtée ; mais c'est un fait que déjà les inconvénients prévus et les complications surgissent de toutes parts. Peut-on espérer une prompte solution ? La présence à Paris de M. Peterson, expert britannique pour les questions éthiopiennes, indique que les deux gouvernements se tiennent en contact permanent, mais les belligérants sont-ils prêts à accepter un règlement ? Nous ne le croyons pas. Les armées italiennes poursuivent méthodiquement, mais lentement, l'occupation du pays ; elles n'ont encore ni abordé les hauts massifs de montagnes, ni rencontré un nombreux rassemblement de contingents abyssins. Le Duce vient de rappeler le général de Bono, qui est nommé maréchal et remplacé par le maréchal Badoglio, chef d'état-major général, qui passe pour posséder toute la confiance du roi et dont les capacités sont connues ; il aurait, dit-on, pour mission de terminer la campagne par une offensive rapide dont l'objectif, dit l'*Azione coloniale*, sera « les armées ennemies où qu'elles se trouvent et quelle que soit leur réaction ». Mais jusqu'ici les « armées » éthiopiennes se trouvent partout et nulle part. N'oublions pas

que la zone des hautes montagnes est à peu près aussi vaste que la France et que les régions de plateaux ou de dépressions ont environ la superficie d'une autre France. Si les Éthiopiens s'appliquent à éviter les rencontres, ils ont de l'espace pour se dérober.

La politique générale est actuellement dans une phase d'attente et de préparation. Puisque, malheureusement, l'initiative de l'Italie a brisé le front de Stresa, de nouvelles conjonctures sont envisagées et discutées par la presse. M. Laval poursuit ses efforts de pacification ; mais c'est parfois le triste lot des conciliateurs d'être méconnus et attaqués des deux côtés. Il ne manque pas, en France non plus, de censeurs, d'autant plus sévères qu'ils sont moins bien informés, pour lui reprocher tantôt de ne pas soutenir sans réserves ni distinctions la politique britannique, tantôt de ne pas abandonner l'Angleterre et la Société des nations pour se ranger du côté de notre « sœur latine ». D'autres encore prennent texte d'un long entretien que notre ambassadeur à Berlin, M. François-Poncet, a eu avec le chancelier Hitler le 21 novembre pour nous jeter dans les bras de l'Allemagne. Ceux qui cherchent à séparer la France de l'Angleterre et de la Belgique s'avisent-ils que, s'ils y réussissaient, ce serait là, en effet, l'unique mais dangereuse alternative qui resterait ouverte ? Heureusement le problème ne se pose pas avec cette brutale simplicité. Pour le moment, il convient de voir venir, de rester fidèles aux amitiés éprouvées, de suivre sans dévier la ligne médiane qu'a choisie M. Laval, de faire taire les passions partisanes qui déforment tout et qui nous conduiraient, seuls et sans amis, aux pires aventures.

Dans une petite commune paysanne de l'Ariège où il inaugurait un monument aux morts de la guerre, le maréchal Pétain a prononcé de fortes et sages paroles : « Il faut gagner la paix comme on gagne la guerre, comme on creuse un sillon, par des efforts continus, en se gardant de conceptions trop rigides dont les événements se chargeraient de démontrer la fragilité. Tout système destiné à conserver la paix comporte des fissures et des faiblesses. Il n'en est pas qui puisse garantir la sécurité d'aucune nation, grande ou petite, indépendante ou neutre, intéressée ou étrangère à l'enjeu du conflit, si elle n'a d'abord elle-même le souci et le moyen de sa propre défense. La force reste le meilleur argument au service du droit. Elle attire en outre alliances et amitiés. »

Dans les conjonctures délicates que traverse la politique française, un chef de gouvernement devrait être, comme les ministres

anglais, assuré du lendemain, n'avoir pas à déjouer des complots parlementaires et à repousser l'assaut d'ambitions sans scrupules et d'appétits sans vergogne. Ce n'est pas le cas de M. Laval et l'on admire que, parmi tant de difficultés, il puisse garder l'esprit lucide et le jugement droit. Il faut que le pays sache que les rapports de la livre sterling et du franc dominent tout le champ de notre politique et qu'un parti qui n'ose pas l'avouer publiquement cherche à rendre inévitable la dévaluation de notre monnaie. Que socialistes et communistes se prêtent à ce jeu, il n'y a pas lieu de s'en étonner, puisqu'ils comptent, pour accéder au pouvoir, sur les catastrophes nationales, la souffrance du peuple et la ruine des classes moyennes. Mais les radicaux-socialistes qui sont un grand parti de gouvernement ? Depuis que l'on sent approcher la rentrée des Chambres et que la commission des Finances s'est mise à démolir l'œuvre de redressement accomplie par M. Laval, les fonds d'État baissent, les sorties d'or s'amplifient à un rythme si alarmant que la Banque de France a dû élever son escompte. Mais qu'importe à certains politiciens ?

On dit que les conjurés ont décidé la chute du cabinet pour le 28, date de la rentrée des Chambres et du retour du désordre. Un fait très grave s'est produit à Limoges. Les « Croix de feu » y tenaient une réunion paisible dans un local privé ; ils avaient eu soin d'en aviser les autorités et de se mettre en règle avec la loi. Comme la réunion allait s'achever, on vit arriver, à la tête d'une colonne de socialistes et de communistes, le sénateur Betoulle, maire de la ville, et le député Valière ; les « Croix de feu » furent assaillis, accablés de projectiles de toute sorte, leur local envahi malgré les barrages d'agents et de gendarmes. Ils se défendirent. Il y eut des deux côtés de nombreux blessés. Ainsi, sous prétexte de protéger la République contre un fascisme imaginaire, les gens du front populaire prétendent priver toute une catégorie de bons citoyens du droit de réunion ; ils constituent une armée de la révolution et du désordre ; ils prennent l'offensive. Par eux et par eux seuls la République et les libertés qu'elle doit garantir à tous les citoyens sont en péril. Si le cabinet Laval est renversé, rien ne pourra sauver le franc, rien ne nous séparera plus de la guerre civile.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.



L

j'éta
de c
aur

pay
troi
fuy
ava
che
nua
que
n'é
leu

dev
mi
res
le c
Ce

c

LA DAME DE L'OUEST

PREMIÈRE PARTIE

I

L'ANNÉE ? Peu importe. Je dirai seulement que ce devait être celle où, dans les États de l'Union, les premiers revolvers Colt furent mis en service. Le mien, dont j'étais si fier, m'avait été offert par le vieux Curtiss, au moment de quitter Council Bluffs. Le bonhomme, entre parenthèses, aurait pu garder son cadeau pour lui.

Le lieu ? Peu importe aussi. A l'époque en question, ces paysages se ressemblaient tous. Il y en avait à peine deux ou trois modèles : ou d'interminables prairies, dans lesquelles fuyaient des essaims de minuscules cavaliers rouges, qui avaient assurément leurs raisons pour ne pas se laisser approcher; ou des montagnes dont le faîte neigeux se mêlait aux nuages sous la lune; ou des couloirs vertigineux au fond desquels hurlaient des torrents, avec des sentiers latéraux où l'on n'était pas toujours certain que les chariots pourraient garder leur équilibre.

Mon chariot, à moi, était la bonne voiture classique. Il devait bien avoir roulé déjà ses dix ou douze milliers de milles, mais enfin il n'y paraissait pas trop, et ses grincements restaient supportables. Mon avoir de l'époque, je vous prie de le croire, tenait à l'aise derrière ses rideaux de cuir bien tirés. Ce n'était pas cela, naturellement, qui m'aurait donné l'idée

de me plaindre. Je savais que parmi les émigrants en train de haleter et de souffler comme moi sur les routes du Grand Ouest, il y avait des pauvres diables moins favorisés.

Tel était sans doute le cas du jeune homme qui avait marché près de moi durant toute cette journée. Il avait dû se joindre à notre caravane à Marmor-City, car je ne l'avais pas remarqué avant cette localité-là. Or, il n'était pas de ces gens qui passent aisément inaperçus. Si son habillement ne différait guère de celui de nos compagnons, ses manières en revanche faisaient avec les leurs le plus singulier des contrastes. Je n'avais pas été long à m'en apercevoir, car, sans être un modèle d'éducation, j'ai toujours su distinguer un homme bien élevé d'un goujat, et je suis capable de me conduire en conséquence, à l'occasion. Tout de même, je me rends compte que je n'ai jamais été et ne serai jamais qu'un paysan. John Irving, — il s'appelait John Irving, — avait, lui, des mains qui en disaient long sur ses occupations antérieures, des mains à avoir toujours ignoré ce que c'est qu'un manche de bêche ou un timon. Et maladroit avec cela, l'animal! Un des moyeux de sa voiture ayant joué, il avait fallu le renfoncer à coups de marteau. C'est moi qui avais dû maintenir la roue, parce que lui, naturellement, il n'en aurait pas eu la force. Naturellement aussi, il avait bien failli m'écraser les doigts. Drôle d'idée, dans ces conditions, me direz-vous, de choisir le Grand Ouest comme endroit où chercher à faire fortune!... Mais il existe en ce bas monde de si curieux numéros!

Il y a une chose qu'il est impossible de contester : il était beau. Moi, je suis grand, et taillé pour ainsi dire à la hache. Lui, il était grand aussi ; peut-être même plus grand que moi. J'avoue également que j'ai eu tort, quelques lignes plus haut, en mettant en doute sa force. Il en avait, mais pas de la même espèce que moi. La sienne était à base de nerfs, la mienne de muscles. Ce sont des nuances, dira-t-on? D'accord, mais des nuances qui méritent d'être consignées avec soin, au début d'une histoire qui ne s'est point déroulée tout entière dans un salon.

J'en reviens à la beauté de mon homme. Elle sautait aux yeux. J'en parle avec d'autant plus de liberté que, *primo*, elle m'a bien fait souffrir, et que, *secundo*, je ne goûte guère ce

genre d'avantage. C'était une beauté presque féminine, gênante même, en un certain sens. Figurez-vous un visage allongé, un front encadré de boucles châtain, une peau d'une extrême blancheur, des attaches d'une extrême finesse, en un mot tout le contraire de ce que j'étais, moi qui ne passais pourtant pas, en ce temps-là, pour un trop vilain garçon. C'était le regard de ce John Irving, son regard surtout, qui était admirable, un regard scrutateur et doux, qui semblait vous voir en dedans. Comme s'il s'agissait d'un voyage en chemin de fer, mon compagnon consultait à tout bout de champ, avec une sorte d'anxiété, une montre en or, fort jolie, ma foi ! qu'il tirait du gousset de son gilet de chasse. Je constatai qu'à sa main gauche il portait un anneau, d'or également.

C'était moi qui, le premier, lui avais demandé son nom. Il me le dit sans difficulté.

— Et toi, avait-il ajouté, un peu gêné d'être contraint d'employer ce tutoiement dont je m'étais servi comme de juste, comment t'appelles-tu ?

— Evans, William Evans.

Il parut réfléchir.

— N'y a-t-il pas eu un William Evans, de Pittsburg, qui a été secrétaire du président Buchanan ? Êtes-vous parents ?

J'eus un gros rire.

— Probable que non. Sans cela, penses-tu que je m'amuserais à venir par ici ?

— Évidemment, murmura-t-il, comme s'il m'en voulait de sa naïveté.

Je le regardai d'un air soupçonneux.

— Mais qu'est-ce que tu viens y faire toi-même, puisque tu as de si belles relations?

Il haussa les épaules, et me répondit assez sèchement :

— Je ne connais pas plus que toi ce William Evans. C'est un nom que j'ai vu dans les journaux. J'ai bien le droit de les lire, n'est-ce pas?

Ma réflexion avait dû lui être désagréable. Il profita de la première halte pour changer de place dans la marche de la caravane. De trois jours, nous n'eûmes plus l'occasion de nous adresser la parole. C'était tout à fait par hasard, et, je le crois, contre sa volonté, si nous nous étions retrouvés, sa voi-

ture précédant la mienne, au début de la journée dont je viens de parler.

L'aide que je lui avais apportée, à la suite de l'accident arrivé à la roue de son chariot, l'avait obligé à me remercier. Bon gré mal gré, la conversation s'était engagée de nouveau. Je ne m'étais pas trompé : c'était bien à Marmor City qu'il avait rejoint la caravane des émigrants. Mais la chose ayant eu lieu pendant la nuit, je ne m'en étais pas aperçu.

— Et tu marches comme cela depuis quand ?

— Depuis Springfield, répondit-il, Springfield, tu sais, dans le Missouri.

J'avais affaire à un homme du Sud ! Je l'aurais juré. Ce n'était pas un motif suffisant, lorsqu'à son tour il m'interrogea, pour ne point lui répondre que je venais moi-même des environs de Council Bluffs.

Nous nous tûmes un instant l'un et l'autre. Le soleil achevait de disparaître derrière un rideau de peupliers rougeâtres. Le vent crépusculaire commençait à faire onduler, à perte de vue, les pâles herbes de la prairie.

— Et, s'il n'y a pas d'indiscrétion, où songes-tu à t'établir ?

Il hésita quelque peu.

— Sans doute dans le Dakota, au nord de la rivière Cheyenne.

Je ne bronchai pas. Cette portion du Dakota, au nord de la rivière en question, c'est le pays qu'on appelle les *Mauvaises Terres*. Seuls, les gens absolument chauves ont une chance de ne pas s'y faire scalper. Quant à John Irving, il avait l'âge de raison. Ça le regardait, après tout, s'il voulait tenter sa chance là-bas.

Mon silence ne lui avait point échappé. Il me demanda, avec une nuance d'inquiétude :

— Tu as entendu parler de cette région ?

Évasivement, je répondis :

— Oui, j'en ai entendu parler.

Le ton de ma phrase ne devait avoir rien d'encourageant. Je le vis pâlir. J'essayai de le rassurer.

— Il y a des endroits encore moins agréables, tu sais.

Il me remercia, d'un sourire un peu inquiet.

— Et toi, où vas-tu ?

— Plus au sud.

— Plus au sud ? Au Colorado ?

Le brigand ! Du premier coup, il avait deviné.

— C'est cela, fis-je avec humeur, au Colorado.

Je ne suis pas plus mauvais qu'un autre. Troublé au point où je le sentais, il me faisait certes pitié. Mais de là à aller lui raconter mes affaires ! Je ne suis tout de même pas enfant au point d'expliquer au premier venu pourquoi, en ce qui concerne la capture et l'élevage des chevaux, les bords de la rivière Santa-Cruz, vers laquelle je me dirigeais, valent mieux que ceux de la rivière Cheyenne. Le métier est déjà bien assez encombré.

Il comprit le motif de ma réserve, car il rougit, et n'insista pas.

— Dans ces conditions, nous n'en avons plus pour longtemps à voyager tous les deux en ta compagnie, se borna-t-il à dire.

Je le regardai avec étonnement, m'imaginant avoir mal entendu.

— Tous les deux ? Qui ?

— Comment, qui ? Mais ma femme et moi.

Et, devant mon air ahuri :

— C'est vrai, dit-il en souriant, j'oubliais que tu ne l'as pas encore vue.

A plusieurs reprises ce jour-là, et aussi, je m'en souviens, la journée d'avant, j'avais observé effectivement un manège qui m'avait paru étrange de sa part. Marchant à côté de sa voiture, il en écartait par moments le rideau de cuir. Le sourire qu'il avait alors me revenait en mémoire à présent, un sourire presque extasié, auquel j'aurais dû prêter attention davantage. Pour être franc, j'aurais cru à la présence de n'importe quel animal familier, dans ce chariot : un chat, un chien, un perroquet... pas en tout cas à celle d'une jeune et jolie femme. Je n'ai jamais été très rapide dans mes raisonnements. Ce coup-ci, pourtant, j'étais d'autant plus inexcusable que j'avais, dès la première minute, remarqué l'anneau d'or que portait à son doigt mon compagnon.

Je murmurai une phrase inintelligible. Il entendit.

— Qu'est-ce que tu viens de dire ?

— Rien.

— Mais encore ?

— Eh bien ! puisque tu y tiens, j'ai dit que le nord de la rivière Cheyenne ne me semble pas une villégiature très indiquée pour une nouvelle épousée. Il ne doit pas y avoir en effet des siècles que vous êtes mariés, je présume ?

Il eut un sourire de fierté.

— Ma femme n'est pas une femme comme les autres. Elle ne m'aurait point accordé l'autorisation de partir, si elle n'avait pas reçu en échange celle de venir avec moi.

J'ignore pourquoi, cet éloge qu'il faisait, cet orgueil qu'il avait de l'absente provoqua mon agacement. Je répliquai avec plus d'âpreté encore :

— Tu diras ce que tu voudras, je n'ai pas l'impression que le climat du Grand Ouest soit en train de lui réussir si bien que cela, à ta femme. Autrement, elle aurait trouvé le moyen de faire une petite apparition.

J'avais mis le doigt sur la plaie. Un peu honteux, je m'arrêtai, ayant vu dans ses yeux une légère angoisse.

— Chut ! fit-il précipitamment. Qu'elle ne t'entende pas, surtout ! Il est vrai que depuis notre départ de Springfield, elle a été assez fatiguée. Dix-huit jours que nous roulons ainsi, rends-toi compte ! Mais elle va mieux. Tu la verras, ce soir, à la halte. Je lui ai parlé de toi, naturellement. Elle sait qu'il y a dans la caravane quelqu'un qui a eu la bonté de me donner un coup de main pour la réparation du chariot. Elle ne manquera pas de te remercier, tu verras.

Toujours cet air de ravissement qu'il avait pour me parler d'elle ! Véritablement, il m'exaspérait. De nouveau, je grommelai quelques mots, sur un ton à peine plus aimable. J'avais fait ce que je croyais devoir faire, et n'avais pas besoin qu'on m'en remerciât. La vérité, c'est que je me sentais très intrigué, et qu'il me tardait énormément de voir arriver l'heure de la halte.

Elle eut lieu au bord d'un ruisseau, dans un lieu nommé le *Camp de l'alerte*, parce que, trois ans plus tôt, une colonne d'émigrants y avait été cernée par un parti d'Indiens Osages. L'arrivée inopinée d'un détachement de lanciers venu de Fort Jérémie les avait miraculeusement sauvés du massacre. Depuis,

les Peaux-Rouges avaient été repoussés plus à l'ouest, et des surprises pareilles n'étaient plus à craindre. On n'en prit pas moins pour la nuit les habituelles mesures de sécurité. Les hommes dont c'était le tour rejoignirent, à une centaine de yards du camp, les postes de garde que leur assigna le sergent du service fédéral de l'émigration, chargé de la conduite du convoi. Déjà nous étions de moitié moins nombreux, une notable portion de la colonne nous ayant quittés l'avant-veille à Chicken City, pour s'engager sur la route de l'Oklahoma. Tout en dételant mes mules pour les mettre à l'entrave, je ne pouvais m'empêcher, sans un assez désagréable pincement au cœur, de songer que, dans une semaine, sur les premières pentes des Rocheuses, nous ne serions plus que quatre ou cinq chariots, puis plus que trois, puis plus que deux, puis plus qu'un seul, le mien. C'est-à-dire qu'à mesure que croîtraient les périls de toute sorte, je me trouverais de moins en moins en état d'y parer... Et puis après? Est-ce qu'avant de quitter Council Bluffs, je n'avais pas prévu tout cela? Dans la vie, il faut savoir ce qu'on veut, que diable! C'est justement parce que le danger est plus grand que la concurrence l'est moins, et qu'on a plus de chances de réussir au mieux ses petites affaires. Les gens qui n'ont pas le cœur de raisonner ainsi, ils n'ont qu'à demeurer bien tranquilles à l'est des monts Apalaches, à crever de faim dans les bas quartiers de Baltimore et de Philadelphie.

Le jour déclinait quand je fus de retour à l'endroit où John Irving avait dételé son chariot. Ses mules paissaient gravement un gazon tout parsemé d'anémones qui étaient en train de se clore. Il était assis, ainsi que sa femme, auprès d'un ruisseau sur lequel se penchaient les branches d'un saule. Une étoile qui venait de naître tremblotait à la surface de l'eau.

Je les vis tous les deux de loin. Il me faisait face. Elle, au contraire, me tournait le dos. Une envie soudaine me prit de rebrousser chemin. Heureusement, John m'aperçut à temps pour m'éviter ce geste ridicule. Il me faisait signe. Il me souriait. Il se leva, quand j'arrivai.

— Ariane, voici le camarade dont je t'ai parlé.

Je demeurai debout en face d'elle. Ce ne fut pas tout de

suite que je me rendis compte qu'elle me tendait la main. Quand je pris cette main, elle me parut d'abord froide, froide. Au sommet des arbres, où les ténèbres commençaient à s'appesantir, les chants des derniers oiseaux retentissaient. Là-bas, dans les trous hostiles des roches, c'étaient les premiers glapissements des cayottes, — les cayottes, des espèces de petits chacals, encore plus lâches et discordants que les grands.

— Ne reste pas ainsi planté comme un cierge, me dit mon compagnon. Tu vas dîner avec nous, bien entendu ?

Parlant ainsi, il me désignait la jeune femme.

— Tu lui feras plaisir, et à moi aussi.

Il rit, de ce rire qui, je l'ai déjà noté, j'ignore pourquoi, m'agaçait.

— Regarde-la! Mais regarde-la donc! Je te prie de constater qu'elle n'a pas si mauvaise mine.

Elle, elle n'avait encore rien dit. Elle me dévisagea avec une certaine ironie.

— Vous vous attendiez à me trouver mauvaise mine? Et pourquoi donc cela, s'il vous plait?

— Dame! balbutiai-je, dans des pays pareils, il n'y aurait eu rien d'étonnant...

Je crois que ce fut à peu près tout ce que je trouvai à dire. N'avais-je d'ailleurs pas mieux à faire que de proférer des banalités? Sans même chercher désormais à dissimuler ma surprise, je ne songeais qu'à contempler la créature inattendue que j'avais devant moi. Elle était chaussée de minces bottes de maroquin, que sa jupe de velours noir découvrait très haut. Elle était vêtue en outre d'une casaque de cuir violet, soutachée de broderies métalliques, vertes et argent, un peu passées. Pour l'instant, elle était sans chapeau. Assise sur l'herbe, elle enserrait des deux mains ses genoux, qu'elle ramenait ainsi contre son menton. Elle n'avait pas l'air d'écouter ce que je disais, mais, en revanche, elle ne perdait pas de vue un seul de mes gestes. Ses cheveux étaient bruns. Quant à ses yeux, ils étaient aussi volontaires que ceux de son mari m'avaient paru rêveurs et doux. Au total, un être assez antipathique. Mais ce n'était là, évidemment, qu'une première impression.

Elle continuait à ne pas me quitter du regard.

— Alors, dit-elle avec lenteur, vous êtes seul au monde, vous aussi ?

Une seconde, j'hésitai. Et finalement, je répondis :

— Oui !

II

Je dois en convenir, ce n'était pas absolument la vérité que je venais de dire là. Ce n'est que plus tard, beaucoup plus tard, que j'ai su d'ailleurs la raison d'un mensonge que, sur-le-champ, je ne me suis moi-même pas très bien expliqué...

Madge Curtiss était belle, certes, d'une beauté qui, sans doute, n'avait rien à voir avec celle dont je parlais à l'instant. Quant à ses qualités de cœur, on me tuerait plutôt que de m'empêcher de leur rendre l'hommage qu'elles ont toujours mérité.

A l'époque où se passe cette histoire, elle avait tout juste vingt et un ans. J'allais, moi, en avoir vingt-huit. Sept ans de différence, ce n'est pas beaucoup entre deux fiancés. Ce n'est même rien lorsqu'ils éprouvent l'un pour l'autre un de ces sentiments qu'ils se sont juré de garder intact toute leur vie. Oui, mais voilà ! il y a ces damnées considérations sociales. Qu'au fond d'un des districts les plus reculés de l'Iowa, de tels obstacles pussent subsister et avoir assez de force pour s'opposer à l'union de deux êtres aussi assortis que nous l'étions, voilà qui nous emplissait Madge de peine et moi de révolte. A quoi sert d'aller s'établir au delà des Alleghanys, si c'est pour y trouver les mêmes ridicules préjugés qui sévissent en deçà ? Telle était la façon que j'avais de raisonner alors, dans la fougue de la jeunesse. Aujourd'hui, je suis bien obligé de reconnaître qu'il y a certains principes qui ont du bon, et l'âge m'a appris à mettre un peu d'eau dans mon vin.

Pour en revenir à Madge, il y avait près d'un an qu'elle avait quitté définitivement Chicago, qui était déjà une grosse ville de huit mille habitants, et où il y avait un établissement de diaconesses réputé, quant à la valeur de l'éducation qu'il est d'usage de donner aux demoiselles d'un rang social un peu relevé. Durant les dix années qu'elle avait vécu dans ce pensionnat, Madge n'était venue qu'une fois passer ses vacances

à la ferme. Aujourd'hui, il ne faut guère que trois ou quatre jours pour franchir les cinq cents milles qui séparent Chicago de Council Bluffs, mais en ce temps-là je vous prie de croire que ce n'était pas précisément la porte à côté.

Je dois, avant d'aller plus loin, présenter toute la famille. Elle se composait alors de Madge, donc, de son père et de sa mère, et de son frère Dan, de six ans plus âgé. Dan faisait la fierté du vieux Curtiss. Il promettait vraiment d'être comme lui un remarquable chasseur de chevaux. N'ayant pas encore vingt ans, il en avait déjà capturé plus de cent cinquante, alors que j'avais moi-même à peine atteint la centaine, bien qu'ayant une année de plus que lui. Et aimable, avec cela, et bon compagnon! C'était pour moi moins un maître qu'un camarade. Nous nous tutoyions. Je peux jurer que lorsque nous le perdîmes, j'éprouvai autant de douleur que les siens. Mais il était trop téméraire. Je lui en avais à plusieurs reprises adressé le reproche, sans oser insister, car je n'avais pas qualité pour cela. C'était son père qui aurait dû le retenir, au lieu de l'exciter comme il le faisait, par orgueil paternel d'abord, et peut-être bien un peu également par appât du gain. Cent jolis poneys sauvages chaque année, comme cela promettait d'être la moyenne de Dan, ce n'est évidemment pas un bénéfice à dédaigner, même pour quelqu'un comme Jef Curtiss, qui commençait pourtant, dès cette époque, à avoir sérieusement du foin dans ses sabots. C'est malheureusement toujours la même chose : qui a assez veut trop. Or, il est nécessaire de savoir que l'Iowa, à cette époque, était en train de se peupler sans cesse de nouveaux colons, et cela à une cadence que les premiers arrivés auraient souhaitée moins rapide. En conséquence, c'était beaucoup plus de bœufs domestiques que de chevaux sauvages qu'on avait des chances de rencontrer dans le pays maintenant.

Remarquez que le père Curtiss aurait pu faire comme ses voisins, et vivre bien tranquille en se consacrant à l'élevage pur et simple, désormais. Mais, voilà précisément ce à quoi le bonhomme ne parvenait pas à se résigner. On voit quelle conviction il pouvait avoir pour calmer l'ardeur d'un fils qui ne demandait qu'à aller de l'avant. Le résultat était qu'à chacune de ses randonnées, Dan demeurait plus longtemps absent de la ferme. Je dois le dire : c'était pour nous, chasseurs de

chevaux, devenu une nécessité, si nous ne tenions pas à rentrer tout à fait bredouilles. Mais cette nécessité-là, elle avait pour conséquence de nous entraîner sur des territoires où nous risquions chaque fois davantage de laisser nos os.

Moi, on comprend, n'est-ce pas, comme il m'était difficile d'insister sur les dangers que pouvait présenter ce genre de plaisanteries. Ç'aurait dû être le rôle de la maman. Hélas! la pauvre Mrs Curtiss, elle n'avait jamais brillé par son influence sur son mari, non plus que sur son fils. Elle a toujours appartenu à cette catégorie d'êtres qui ne savent que s'en remettre au bon Dieu, sans songer qu'il est comme nous tous, c'est-à-dire qu'il aime bien, par moments, se sentir un peu secondé. On devine, dans ces conditions, ce qui arriva : exactement ce qui devait finir par arriver. Dan qui, ce coup-ci, était parti seul, ne revint pas à la date indiquée. D'abord, on ne s'alarma pas outre mesure, car il était coutumier du fait. Mais, après une, puis deux semaines, notre belle assurance commença à diminuer, puis à faire place à une véritable angoisse. C'était surtout Mrs Curtiss, naturellement, qui faisait peine à voir. Elle passait ses journées assise près de la fenêtre de la cuisine, les yeux fixés sur la piste du nord, celle que le jeune homme avait prise. Quant au père Jef, il avait beau hausser les épaules et bougonner : « Ne me cassez pas les oreilles avec vos soupirs, pour l'amour du Christ, Barbara, je vous certifie que la balle qui doit tuer votre fils n'est pas encore fondue », je voyais bien que l'inquiétude commençait à le gagner lui aussi.

Plusieurs fois, je lui avais demandé l'autorisation de partir aux nouvelles. Finalement, n'y tenant plus, ce fut lui-même qui décida d'y aller, me donnant l'ordre formel de rester pour veiller sur la ferme. Nous l'attendîmes deux autres semaines, sentant que chacun des jours qui passaient ainsi était une chance de moins pour nous de revoir Dan. L'infortuné! Nous devions apprendre qu'il s'était laissé entraîner à plus de cent milles jusqu'au lac Wilbur, dans le Dakota. C'était au bord de ce lac qu'une reconnaissance de cavalerie, venue de Fort Valentin, avait retrouvé son cadavre, un cadavre affreusement mutilé par les Indiens, à moitié dévoré par les loups. Les soldats avaient été assez heureux pour mettre la main sur deux de ses bourreaux. Les scélérats avaient encore en leur

possession l'un la montre, l'autre un des pistolets de mon pauvre ami. Ce n'était pas là, bien sûr, ce qui le ferait revivre mais je n'en eus tout de même pas moins la satisfaction d'apprendre que leur compte leur avait été réglé, et de la meilleure façon. Maintenant, je tiens à dire une chose. Il paraît que dans les feuilles européennes, il y a des gens qui mènent grand bruit contre les traitements que nous faisons subir aux Sioux, Cheyennes, Pawnies et autres vermines à face acajou. Je conseille à ceux de ces bons apôtres qui ne craignent pas trop pour la peau de leur crâne de venir faire un petit tour par ici. Je me fais fort de leur indiquer deux ou trois adresses où des spécialistes de la race qu'ils affectionnent se chargeront de la leur découper avec toute la délicatesse qui conviendra.

La mort de son fils avait vieilli Jef Curtiss de dix ans. Quant à Barbara, nous crûmes qu'elle allait mourir de chagrin. C'était moi qui avais estimé alors que la meilleure manière de les distraire un peu de leur douleur serait encore de faire venir Madge. C'était moi également qui, sans même m'être préoccupé de leur avis, étais parti pour Chicago. Je savais en effet qu'il n'y avait personne à sa pension pour nous amener la fillette, et il ne pouvait être question de laisser une gamine de douze ans s'engager seule sur des routes où les pires sujets des deux continents semblaient en ce temps-là s'être donné rendez-vous.

Elle n'était alors qu'une enfant, la Madge que j'avais ramenée à la ferme. Cinq ans plus tard, lorsqu'elle quitta pour toujours son couvent, et que m'échut de nouveau tout naturellement la mission d'aller la chercher, je me trouvai cette fois-ci en présence d'une femme. J'étais resté debout devant elle, au beau milieu du parloir, tortillant mon chapeau, osant à peine la regarder. Elle m'avait sauté au cou en s'écriant :

— Tu n'as pas changé !

« Eh bien ! ce n'est pas comme toi ! » avais-je failli répondre. Mais je m'étais tu. Le résultat, c'est que Madge s'était aperçue de ma gêne, car il n'y a rien de plus troublant que le silence, à certains moments...

Il allait y avoir deux ans de cela, deux ans que Madge était revenue au milieu de nous, et voilà que c'était moi, maintenant, qui venais de quitter Council Bluffs. L'événement qui aurait dû m'y fixer de façon définitive était au contraire celui

qui m'éloignait de la ferme, momentanément tout au moins, pour me lancer sur les pistes du Colorado. Tout ceci n'est d'ailleurs contradictoire qu'en apparence. Encore est-il nécessaire d'en donner l'explication en quelques mots.

C'est notre faute si nous ignorons les êtres. Par paresse, nous omettons de nous demander comment, mis en face d'une situation déterminée, ils réagiront. S'il y avait quelqu'un que je me figurais bien connaître, c'était, on peut m'en croire, le vieux Curtiss. Or, rien n'arrivera à égaler ma stupéfaction, devant l'attitude qui fut la sienne, dans la circonstance que je vais dire. Cette attitude m'ahurit plus encore qu'elle ne me révolta. Elle était pourtant logique avec ce que je savais du bonhomme, conforme à tout ce que j'aurais dû prévoir, si j'avais seulement pris la peine de réfléchir quelque peu.

Je ne rougis pas de ce que j'ai été, un valet de ferme, sans plus. Mais Jef Curtiss, à ses débuts, a-t-il lui-même été davantage? Il aurait pu m'éviter, vraiment, d'avoir à le lui rappeler, éviter aussi de m'obliger à lui dire que parmi toute cette richesse, dont il était si avare et si fier, il y avait pas mal de pièces d'or qui auraient dû se trouver dans ma poche, si un labeur de vingt années avait été rémunéré seulement au prix qu'a droit de réclamer pour son travail un étranger. Telles sont les gentillesses que peuvent être conduits à se servir réciproquement deux hommes qui ont cependant bien de l'affection l'un pour l'autre. Dans cette querelle regrettable, j'ai du moins la consolation de me dire que ce n'est pas moi qui ai commencé.

La vraie coupable, ce fut Madge, et sa mère porte aussi là-dedans sa part de responsabilité. Jamais de moi-même, peut-être, je n'aurais songé à épouser ma petite compagne d'enfance. Mais puisque c'est elle qui en a eu l'idée pour moi, on conçoit que j'aie pu trouver fort mauvais de me voir refuser presque brutalement ce que je n'avais pas pris l'initiative de demander.

Nous nous réunissions chaque jour, avant le dîner, dans la grande pièce du bas, qui sert tout ensemble de salle à manger et de cuisine, et où, en près d'un demi-siècle, si peu de chose a été changé. Je vois encore cette soirée. Nous étions, Madge, sa mère et moi, groupés devant la cheminée. Les

flammes dansaient sur les boules des énormes chenets de cuivre. La vieille Barbara avait déposé sa bible sur un guéridon, attendant pour en reprendre la lecture que la lampe fût allumée.

— Le père n'est pas encore de retour ? dit soudain Madge.

— Il ne faut pas l'attendre avant six heures et demie, répliquai-je. Il y a quinze bons milles, d'ici à Green Creek. En outre, il a tenu à monter Bellone. Elle ne trotte plus très vite. C'est une de nos plus vieilles juments.

Il y eut un silence. La lueur du foyer rosissait le front d'ivoire de Mrs Curtiss. Le vent nocturne pleurait au dehors, sur la prairie.

— T'a-t-il parlé de ce qu'il allait faire à Green Creek ? dit de nouveau Madge.

— Ma foi, non ! Les officiers de la remonte vont passer dans quelques jours, pour les achats de chevaux. Je suppose que si le patron est à Green Creek, c'est afin de s'entendre avec Tom Harper et tâcher d'unifier les prix qu'ils comptent demander.

Madge secoua la tête.

— Tu n'y es point. Ce n'est pas précisément cela qu'ils sont en train de manigancer tous les deux.

Tom Harper avait été, trente ans auparavant, ainsi que Jef Curtiss et mon pauvre père, au nombre des tout premiers colons venus de l'est pour tenter leur chance dans l'Iowa. Les deux survivants de ce trio étaient aujourd'hui à peu près aussi riches l'un que l'autre. Ils ne s'aimaient pas, on peut le croire, mais se croyaient tenus cependant à se jouer la comédie de la sympathie. Pour qui veut bien y réfléchir, il est assez naturel qu'ils aient même fini par songer à réunir deux fortunes qu'ils n'avaient mutuellement pu s'empêcher d'édifier.

Je regardai Madge.

— De quelles manigances veux-tu parler ?

Elle haussa les épaules.

— De mon mariage avec Edward Harper, tiens !

— Avec Edward Harper ?...

De même que Jef Curtiss, Tom Harper n'avait qu'un enfant, et c'était cet Edward, garçon aimable d'ailleurs, et dont je n'avais personnellement qu'à me louer, mais qui faisait la désolation paternelle en préférant l'étude, la vie

sédentaire et les arts d'agrément, aux longues galopades à travers la prairie. Que mon patron eût choisi un gendre pareil, il y avait là, au premier abord, de quoi bouleverser toutes mes idées sur lui.

— Edward Harper !... répétai-je, au comble de la surprise.

— C'est tout l'effet que cette nouvelle te produit ? fit Madge avec un peu d'âpreté dans la voix.

J'eus comme un geste d'impuissance.

— Que veux-tu que je te dise, Madge ?

— Je ne sais pas, moi. C'est à toi de trouver.

Je me taisais.

— Tu ne dis rien ? fit-elle, sur un ton où il y avait un étrange mélange de raillerie, de tendresse, de déception. Alors, c'est à moi de parler ? Ce n'est pourtant pas le rôle d'une femme. Veux-tu tout de même que je t'apprenne quelque chose ?

— Quoi ?

— Que je n'épouserai jamais Edward Harper. On peut être tranquille sur ce point.

— Tu es libre, Madge.

— Bien sûr, je le suis. Et veux-tu savoir, à présent, pourquoi je n'épouserai jamais Edward Harper ?

— Oui.

— C'est ce que j'expliquais à ma mère, quand tu es entré.

Elle fit un signe à Mrs Curtiss.

— Puisqu'il ne le devine pas, dis-le lui, maman.

La vieille Barbara sembla sortir de son rêve.

— Elle n'épousera pas Edward Harper, dit-elle lentement, parce que, comprends-tu, William, c'est toi qu'elle s'est mis dans la tête d'épouser.

— Parfaitement, approuva Madge avec beaucoup de calme.

Et elle ajouta, s'étant tournée de mon côté :

— A moins, bien entendu, que tu n'y voies un inconvénient.

Bien plus encore que l'obstination de son père, je dois avouer que j'ignorais celle de Madge. Au cours des journées qui suivirent, elles eurent l'une et l'autre ample occasion de se mesurer. La seconde devait sortir de cette joute victorieuse sur toute la ligne. Mais, durant ces journées-là, ce fut un joli

ramage à la ferme. Accusé d'être l'auteur de toute cette machination, et cela pour les plus bas motifs d'intérêt, je dus à plusieurs reprises me violenter afin de ne pas partir en faisant claquer les portes. La douce autorité de Madge et les supplications de Mrs Curtiss eurent le dessus. D'ailleurs, même au plus fort de ma colère, il ne m'était pas possible d'oublier ce que je devais au vieux Jef. Parmi ses horribles défauts, il n'y avait pas l'ombre de la méchanceté, et je savais qu'il tenait à moi beaucoup plus qu'il n'eût jamais consenti à le reconnaître.

— Gendre pour gendre, finit-il par dire avec un clignement de son petit œil d'éléphant, vous pensez bien que je ne suis pas assez bête pour ne pas préférer celui qui sait forcer un cheval et manger de la grosse soupe comme moi. Oui, mais voilà ! je ne veux pas avoir l'impression que William fait une opération sur mon dos. Une bonne affaire doit l'être pour les deux parties à la fois.

Qu'était-ce à dire ? Nous aurions pu, renversant la situation, la lui présenter sous un jour que le vieux sournois ne devait certes pas ignorer, lui expliquer d'abord que je me fichais de ses dollars, ensuite que, prenant de l'âge, il ne pourrait plus, dans cinq ou six ans, assurer la marche de son exploitation. Ce jour-là, n'est-ce pas, ce ne serait pas sur Edward Harper, ses bouquins et son violoncelle, qu'il faudrait compter. Mais à quoi eût servi d'amorcer une telle discussion ? Le bonhomme avait son idée. Je concède qu'elle n'était pas mauvaise, et que, malgré les objurgations de Madge, je ne fus pas long, quand il me l'exposa, à m'y ranger.

Jef Curtiss avait, quelque vingt ans plus tôt, connu un colon qui exploitait lui aussi une petite ferme d'élevage, limitrophe de Council Bluffs. Ce garçon, nommé Samuel Butler, avait dû quitter le pays à la suite d'ennuis avec les autorités du territoire. Jef avait été alors bon pour lui, c'est-à-dire qu'il lui avait acheté son cheptel et ses herbages sans trop essayer de profiter des circonstances. L'émigrant lui en avait conservé une gratitude qui avait eu ceci de particulier qu'elle avait continué à se manifester dix ans plus tard, après que Butler eut réussi. On avait eu de ses nouvelles du Colorado, où il était allé s'installer, en quittant l'Iowa. Un voyage dans ce pays, ainsi qu'on aura l'occasion de s'en rendre compte par ce

qui va suivre, n'est pas, même encore aujourd'hui, une promenade de tout repos. Au temps de Butler, c'était un acte de témérité folle. Quoi qu'il en soit, la fortune lui avait souri. Il existe, dans les vallées des Rocheuses, une race de chevaux sauvages qui n'ont rien de commun avec nos chevaux de la prairie. Ils possèdent, pour marcher en montagne, à peu près les mêmes qualités que le mulet. Ils commençaient, dès ce moment, à faire prime dans les marchés avec les administrations de l'armée fédérale. On pense si le vieux Jef était vexé de n'en avoir point à fournir aux officiers acheteurs. La pensée de créer au Colorado une espèce de succursale en vue de l'élevage ou de l'achat de ces chevaux-là n'était donc pas, ainsi qu'on voit, une idée nouvelle dans sa tête. Le pauvre Dan était mort au moment où son père venait de décider de l'expédier là-bas, pour deux ou trois ans. Une correspondance avait été échangée à ce sujet avec Butler, qui avait accepté d'accueillir le jeune homme et de guider ses premiers pas.

Une pareille complaisance sort un peu, dira-t-on, des habitudes des colons du Grand Ouest, plus portés à supprimer la concurrence qu'à la provoquer. D'accord ! Mais la concurrence, au Colorado, n'était pas alors bien à craindre, et la solitude devait être une chose autrement terrible à supporter. Il était probable que le soir, dispersant avant de se coucher les cendres de sa pipe éteinte, Samuel Butler, seul au milieu des bruits suspects et des ténèbres qui se massaient tout à l'entour, avait dû frissonner plus d'une fois en songeant qu'à cinquante milles à la ronde il n'était pas un homme de sa race qui pût se porter à son secours, en cas de besoin.

Il m'était difficile, on le voit, de considérer comme une brimade un projet que Jef Curtiss avait conçu, non pas à mon intention, mais pour son fils. D'ailleurs, cette perspective m'attirait, en ce sens que je n'étais pas fâché d'avoir l'occasion de fournir une preuve indiscutable de mes capacités. Il me fallut lutter longtemps, par exemple, pour obtenir de Madge qu'elle admît ma manière de voir. Et encore ne suis-je pas certain qu'elle ne l'ait fait uniquement pour ne pas gâter les derniers instants que nous avions à vivre l'un près de l'autre.

La date de mon départ arrivée, elle tint à m'accom-

pagner seule, et cela pendant deux milles environ. Nous marchâmes, une heure durant, près de mon chariot, presque sans parler. Le vieux Jeff avait bien fait les choses. C'étaient six de ses plus robustes mules qu'il m'avait choisies, ainsi qu'un de ses plus beaux chevaux. J'avais, en voyant ce cheval, même ri sous cape. Je m'étais dit qu'il ne me l'aurait pas donné, s'il n'avait eu la pensée que je trouverais le moyen de l'utiliser là-bas comme étalon.

A l'endroit convenu, une chapelle rustique en plein vent, tout au milieu de la prairie, Madge et moi nous nous séparâmes. Je vois encore ses clairs yeux bleus, son front si pur, son petit nez que fronçait l'envie de pleurer... Chère Madge, que votre souvenir demeure béni, quel que soit le nombre des jours qui me sont encore assignés! Ayant cette vision dans les yeux, comment, lorsqu'on m'a demandé si j'étais seul au monde, ai-je eu le courage de répondre oui? Je préfère ne pas y penser. Ce n'est pas, en tout cas, on se l'imagine, de tous les actes de ma vie, celui que j'ai le droit de préférer.

III

— Et de quel côté songez-vous à aller?

Ce que je n'avais pas éprouvé le besoin de confier à son mari, je n'avais aucune raison de le lui dire, à elle. Et puis, il y avait dans sa façon de me questionner une désinvolture qui ne me plaisait décidément pas.

— Au Colorado, répondis-je néanmoins, me rappelant que John Irving était déjà en possession de ce détail, et jugeant inutile, en conséquence, de sembler en faire mystère désormais.

— Ah! fit-elle. Et nous, John vous l'a dit, dans le Dakota. Il paraît même que vous n'éprouvez pour cette région qu'un enthousiasme médiocre.

Qui sait si ce n'était pas une perche qu'on me tendait ainsi? Mais je ne tenais pas à jouer le rôle de conseilleur, qui entraîne celui de payeur plus souvent qu'on ne croit.

— Oh! fis-je donc évasivement, le Dakota, le Colorado, je crois que tout ça doit bien se valoir. Ça dépend au fond de ce qu'on va y faire.

Elle me regarda d'un petit air narquois.

— John vous l'a-t-il dit, en ce qui nous concerne?

Je fis signe que non.

— Le contraire m'eût étonnée, dit-elle en riant gentiment. Et dans ce cas, je vous aurais prié de me rendre le service de me le répéter.

En même temps, elle donnait une tape affectueuse sur la joue du jeune homme. Celui-ci n'avait pas cessé de la contempler, avec son air de perpétuelle admiration.

— Ce que nous allons faire là-bas? Il ne le sait pas encore lui-même. Que voulez-vous, c'est un enfant! Mais quelle importance cela a-t-il! On s'aime bien, malgré tout, n'est-ce pas?

. . . .

John, qui était allé jusqu'à son chariot, en revenait porteur d'un paquet qu'il déposa auprès d'elle. C'était une toile de tente dont il tenait les coins serrés dans sa main. S'étant levée, elle se mit en devoir de la déployer sur l'herbe, en manière de nappe. Avec le même naturel, avec la même tranquille simplicité, elle disposa devant chacun de nous assiettes et gobelets de métal.

J'étais demeuré debout, un peu confus, m'en voulant de ma réserve de tout à l'heure. Timidement, je murmurai :

— Moi, c'est dans le dessein de faire de l'élevage, que je me rends au Colorado.

Ariane achevait de mettre le couvert. Elle eut un geste comme pour dire : « Je vous remercie de votre confiance. Mais je ne vous ai rien demandé. »

Maintenant, ce n'était plus une, mais plusieurs étoiles qui scintillaient sur l'eau assombrie du ruisseau. John y plongea sa gourde à rafraîchir, ayant pris soin de l'attacher à une des racines du bord. Le léger courant dessinait des ronds autour de la ficelle ballottée.

Ariane nous fit signe de nous asseoir, son mari à sa gauche, moi à sa droite. C'était bizarre, au milieu d'un pareil désert, ces vestiges des usages de la société.

— Dépêchons-nous, ordonna-t-elle, si nous tenons à profiter de ce qui reste encore de jour.

Elle était en train d'essayer vainement d'ouvrir une boîte de conserves. Je voulus la lui prendre des mains. Elle s'y opposa.

— Non, non ! fit-elle. Vous, je sais que vous savez. Moi, il faut tout de même que j'apprenne mon métier.

— Vous allez finir par vous blesser.

— Là ! Vous voyez bien que non, fit-elle victorieusement, ayant réussi à enfoncer la lame de son couteau dans le couvercle de la boîte.

J'étais confus de mon inutilité.

— Au moins, dis-je, que je ne vive pas complètement à vos crochets ! Permettez-moi de contribuer au menu, en allant chercher quelque chose dans ma carriole.

Me tirant par la manche, elle m'obligea à m'asseoir.

— Vous n'avez qu'une permission, celle de demeurer tranquille. Demain, peut-être, si vous ne vous êtes pas trop ennuyé en notre compagnie... Mais ce soir, vous êtes notre invité.

Ce fut un piètre repas, pour être juste. Le corned-beef était plus salé que de la morue, et je n'ai jamais bu plus affreuse piquette que la bière de la gourde que le pauvre John avait mise à rafraîchir avec tant de cérémonie. Égoïstement, d'abord, je commençai par me promettre de faire passer tout cela, quand je serais revenu à mon chariot, avec un bon coup de whisky. Mais au fur et à mesure que le temps se mit à s'écouler, je ne me sentis plus qu'un désir : prolonger, par tous les moyens possibles, cette soirée.

La nuit était tout à fait tombée. Les bâches arrondies des chariots disposés en cercle avaient cessé d'être visibles. Les groupes obscurs des émigrants avaient disparu. Un plaintif grincement de guitare retentit, puis s'arrêta, presque aussitôt. Il n'y eut plus que les cris lointains, mal définis, des fauves et des oiseaux nocturnes, et par moments, autour de nos fronts, une espèce de bruissement soyeux et précipité, le vol de quelques roussettes, sans doute... Le bruit du vent dans les branches du saule lui-même s'était tu.

— M'autorisez-vous à prendre ma pipe ? demandai-je.

Elle répondit :

— Comment donc ! C'est que je fume, moi aussi.

Je lui donnai du feu. Elle alluma un de ces petits cigares de Géorgie, très légers, mais très odorants, et que les Espagnols appellent *mermillos*. Brune comme elle l'était, et bien qu'elle s'exprimât dans un anglais qui m'avait paru impec-

cable, elle devait être un peu Espagnole, elle aussi. Je le lui demandai carrément.

Elle secoua la tête.

— Je ne crois pas... ou alors, ça remonterait à si loin!

John qui, depuis que le repas était terminé, s'était rapproché de plus en plus d'elle, avait fini par poser amoureusement son front sur ses genoux. Elle l'avait laissé faire. A présent, d'un geste pensif, elle lui caressait les cheveux.

Je me reculai quelque peu.

La main d'Ariane effleura la mienne.

— Que faites-vous?

— Je ne veux pas vous déranger, fis-je avec une nuance de maussaderie.

Elle se borna à répliquer :

— Vous êtes un sot. Si vous me dérangiez, il y a longtemps que je vous l'aurais dit.

— Voilà qui me rassure, fis-je, essayant à mon tour de railler. D'ailleurs vous n'en aurez plus guère l'occasion. Il ne doit plus nous rester beaucoup de soirées à passer ensemble.

— Trois, exactement, dit John. On ne se sera connu que pour se séparer aussitôt.

— Trois jours encore ? D'où vient ce renseignement? lui demandai-je. Du sergent conducteur? sans doute.

— Oui. C'est vendredi matin, m'a-t-il dit, que le convoi va se diviser en deux, à un endroit qui s'appelle Norton Floover. Nous serons, nous, à la moitié de notre chemin. Deux cents milles à parcourir encore, environ. Et toi? Combien t'en restera-t-il ?

— A peu près autant

Il eut un petit sifflotement.

— Évidemment, ce n'est pas rien. Que veux-tu, ça prouve une chose, mon pauvre vieux : c'est que nous ne sommes pas au bout de nos peines. Raison de plus pour maintenir le moral en bon état, hein? Reprends de la bière, veux-tu? Tu ne m'as pas dit si tu l'as trouvée à ton goût?

— Elle est excellente, balbutiai-je, je te remercie.

Cela me gênait, devant sa femme, de ne pas pouvoir lui dire : vous. J'avais l'impression que c'était elle que je tutoyais. Sa femme? Mon Dieu, comme ce mot convenait mal à Ariane!

Il me paraissait monstrueux qu'il existât quelqu'un à qui elle eût donné le droit de l'appeler ainsi.

— Tout à l'heure, commençai-je donc, préférant dire n'importe quoi plutôt que de rester en proie à cet abattement, tout à l'heure j'ai cru comprendre que vous n'étiez pas encore très bien fixés quant au genre d'occupation auquel vous comptez vous livrer dans le Dakota.

Ariane rit de nouveau.

— Bien fixés? Pas fixés du tout, vous ai-je dit. Il sera toujours temps de nous en préoccuper, lorsque nous serons rendus. Voyez-vous, John et moi, nous avons au moins un avantage : les idées préconçues et les connaissances spéciales ne nous encombrent pas.

— Je serais curieux, dans ces conditions, de connaître l'outillage que vous emportez, avec un programme aussi précis.

— L'outillage? Pourquoi nous embarrasser inutilement? Nous achèterons là-bas ce dont nous aurons besoin, quand nous saurons ce que nous voulons faire, pas avant.

Si sa voix n'avait pas été si calme, j'aurais eu la certitude qu'elle se moquait de moi.

— De mieux en mieux! dis-je. Alors, c'est là-bas que vous comptez faire vos emplettes? Comment vous imaginez-vous le pays où vous vous rendez? Allons, allons, répondez-moi, je vous prie : croyez-vous que tout cela soit sérieux?

— Oh! oh! fit-elle avec douceur, surprise par cette véhémence inattendue, ne vous fâchez pas! Sérieux, cela? demandez-vous. Bien sûr que non, ça ne l'est pas. Je suis même persuadée du contraire. Mais que voulez-vous, je n'y peux rien changer. Ni vous non plus, n'est-ce pas? Dis-moi donc, John?

Elle venait de frapper sur l'épaule de son mari.

— Que penses-tu de ton ami, qui commence déjà à nous gronder? Sais-tu que, pour ma part, je trouve ça très sympathique? Et alors, monsieur, vous ne me répondez même pas?

— Ça lui serait momentanément difficile, dis-je. Vous ne voyez pas qu'il dort comme un bienheureux.

— Quoi! fit-elle. Il dort? Mais c'est ma foi vrai. Il faut l'excuser.

— L'excuser, non, répliquai-je. Je l'envie. C'est beaucoup mieux.

— Vous l'enviez? dit-elle. Je vous remercie. Voilà qui est flatteur pour le plaisir que vous prenez en ma société. Allons, voyons, mon petit John, c'est ridicule. Réveille-toi.

Je m'interposai.

— Laissez-le donc. S'il dort ainsi, c'est qu'il en a besoin.

Elle m'avait saisi le bras. Elle me le serra, en manière de remerciement.

— Vous avez raison. Que voulez-vous? Ce n'est pas étonnant, s'il est fatigué, après des journées pareilles. Il n'est pas encore habitué, lui.

Et je l'entendis murmurer, comme se parlant à elle-même :

— Pauvre petit!

La singulière créature, n'est-il pas vrai? Je m'y prends de mon mieux pour aider les autres à y voir clair en elle, à se faire une idée aussi nette que possible d'un être que je n'ai jamais moi-même très bien compris. Pour quelqu'un d'aussi peu subtil que moi, seuls les actes existent réellement. Leurs mobiles, m'objectera-t-on, sont susceptibles de tellement d'interprétations différentes! S'il me fallait entrer dans ce genre de considérations, je sens bien que je n'en sortirais pas. Ce serait une besogne au-dessus de mes forces. Il est donc bien entendu que je vais me borner à dire : « Voilà! A cette période de ma vie, tel jour, telle chose a eu lieu; tel autre, Ariane a dit ceci, a fait cela. » Qu'on ne m'en demande pas plus. Si je parviens à dresser ce tableau sans rien oublier, ce ne sera pas si mal, je crois.

Je ne la revis pas le lendemain. Toute sa journée, elle la passa dans son chariot, comme de coutume. John, avec qui je m'entretins, à la faveur de la première halte, m'apprit qu'elle se sentait assez fatiguée.

— C'est votre faute! Vous vous êtes couchés trop tard hier soir, dit-il en riant. Cela me rappelle que j'ai à te présenter des excuses. Qu'est-ce que tu veux, je n'en pouvais plus! Ariane, après ton départ, m'a laissé dormir. Devine l'heure qu'il était quand je me suis réveillé? Plus de minuit. Et toi, quelle heure était-il, lorsque tu es parti? Dix heures au moins?

— Oui, à peu près.

— De quoi avez-vous pu parler, jusque-là ?

— Je ne sais pas. Il m'a semblé que nous n'avions pas parlé beaucoup. En tout cas, les minutes ne m'ont pas paru longues.

Il prit cet air heureux qu'il avait chaque fois qu'il entendait quelque chose qui pouvait passer pour un compliment à l'adresse de la jeune femme.

— Avec elle, dit-il, c'est toujours comme cela. On ne fait pas attention au temps. Je te l'avais assez répété, que ce n'était pas une femme ordinaire. Franchement, comment la trouves-tu ?

— Elle est bien belle! murmurai-je.

Son visage s'épanouit davantage.

— N'est-ce pas?

La grande halte n'eut lieu qu'à la nuit tombante. J'avais passé ma journée à trier parmi mes provisions les plus dignes de figurer sur la nappe d'Ariane, puisqu'elle était ce soir-là mon invitée. J'étais occupé à les décharger, quand je vis John venir à moi.

— Ne prends pas toute cette peine, fit-il. Nous allons être seuls à dîner, toi et moi. Elle est vraiment trop fatiguée.

Il devina ma déception.

— Allons, dit-il paternellement, viens au moins lui souhaiter une bonne nuit.

Je le suivis jusqu'à leur chariot. La lueur d'une chandelle dansait faiblement derrière la bâche.

— Ariane, cria John, voici notre ami William. Dis-lui combien tu es désolée...

Un des rideaux de cuir s'entr'ouvrit, livrant passage à un mince bras nu. J'eus une main à la hauteur de mes lèvres, la première main de mon existence que j'aie baisée, comme bien on croit.

Le lendemain, l'occasion me fut donnée de revoir Ariane plus tôt que je ne l'avais espéré, une occasion assez lugubre, d'ailleurs.

L'enfant d'un des futurs colons mourut, un bambin de deux ans. Le convoi s'arrêta. L'un de nous récita à la halte quelques prières, et on repartit. La fosse, à mon avis, n'avait

pas dû être creusée à une profondeur suffisante. Pendant plus d'une heure, en effet, on continua à apercevoir l'endroit où l'on avait laissé le petit, à cause de l'énorme vautour grisâtre qui tournoyait au-dessus.

Ariane était descendue de son chariot pour assister à cette humble cérémonie. Elle n'avait pu faire autrement. Les compagnes des émigrants ne considéraient déjà pas d'un trop bon œil cette étrange voyageuse qui se tenait toujours à l'écart. Je ne la perdis pas de vue un seul instant, tandis que résonnaient la terre et les cailloux sur la caisse à biscuit qui tenait lieu de cercueil. C'est un excellent moment pour observer un être, à condition qu'il ne se sache pas trop regardé. Elle, elle était très pâle, avec un imperceptible tremblement. Pas une fois, néanmoins, je ne vis ses lèvres remuer. Ce ne devait pas être une femme habituée à prier souvent.

— Quelle journée! murmura-t-elle, quand, le soir venu, elle vint s'asseoir entre son mari et moi, dans l'un des sites les plus désolés, les plus sinistres que nous eussions encore rencontrés, avec des scorpions qui sortaient de presque sous chaque pierre, et les chiens sauvages qui hurlaient.

Le dîner, que je m'étais efforcé de composer à son intention, la réconforta. Elle finit par sourire, par manger avec quelque appétit. Sur notre nappe-toile de tente se trouvaient groupés des échantillons de tout ce qui m'avait été donné de meilleur à Council Bluffs, deux semaines plus tôt, quand j'étais parti. Une marmelade de cerises surtout obtint les suffrages d'Ariane. Elle en reprit. Un peu de couleur était revenue à ses joues. Peut-être Madge, qui avait tenu à me préparer elle-même cette confiture, y aurait-elle apporté moins de soins, si elle avait su...

— Ariane, dit John, fatiguée comme tu l'es, il ne faudra pas te coucher trop tard aujourd'hui.

— Avoue plutôt que c'est toi qui as envie de dormir, fit-elle. Par pitié, un quart d'heure encore... C'est le seul moment où l'on peut respirer.

Et s'étant tournée de mon côté :

— En outre, c'est notre avant-dernière soirée. Après-demain, à pareille heure, où serez-vous? où serons-nous?

— Encore ensemble, peut-être, répondis-je. Cela ne dépend que de vous.

— Comment cela ? fit John. Tu sais bien que c'est après-demain matin, à Norton-Floover, que nous devons nous séparer.

Je secouai la tête.

— Pas forcément. Il y a une chose que tu ignores, c'est que j'ai eu, cet après-midi, une très intéressante conversation avec le sergent.

— Et alors ?

— Et alors, il a été d'accord avec moi pour admettre ceci. En ce qui concerne les émigrants à destination de la partie centrale du Dakota, pas de changement. C'est bien après-demain matin, à Norton Floover, qu'ils doivent nous quitter. Mais tous ne vont pas de ce côté. Il y a sept ou huit chariots, dont le vôtre, qui se dirigent vers la rivière Cheyenne, à l'ouest du territoire en question. Un examen attentif de la carte nous a permis de constater que ces derniers ont intérêt à suivre encore pendant quelque temps la route de l'ouest, jusqu'aux premiers contreforts des Rocheuses. Saisis-tu ?

Il paraissait indécis.

— Est-ce que cette nouvelle combinaison allonge notre itinéraire primitif ?

— Pas d'une journée. Vous continuez à marcher vers l'ouest, au lieu d'aller vers le nord, voilà tout.

— Et ça nous permet de passer avec toi combien de jours de plus ?

— Trois ou quatre, environ.

— Et la route ? Sais-tu si...

Il hésitait. Ce n'était pas l'homme des promptes résolutions. Ariane lui coupa la parole.

— Ton ami, tu le penses bien, ne prendrait pas la responsabilité de nous imposer un surcroît de fatigue, quel que puisse être le plaisir qu'il éprouve en notre société.

Je la regardai silencieusement. Elle sourit :

— Eh bien ! fit-elle, voilà une question décidée. C'est gentil à vous de vous être occupé de nous ainsi !

IV

Ariane et John ! Il ne faut pas s'attendre à rencontrer, dans la destinée antérieure de ces deux êtres, quelque chose d'extraordinaire, d'exceptionnel. Les détails médiocres y

abondent, au contraire. C'était une suite d'événements, somme toute, assez banale qui les avait liés l'un à l'autre, et lancés dans l'aventure qui les faisait cheminer présentement à mon côté.

Cette histoire, la leur, je ne l'ai connue que plus tard, par petits morceaux, comme on dit, et non pas tout d'un coup, ainsi que je vais, avant d'aller plus loin, essayer de la raconter. J'aurais pu, je crois, la tenir de John, si j'avais voulu m'en donner la peine. Mais, pour tout ce qui touchait à Ariane, il se serait montré probablement plus réservé qu'elle-même ne le fut, au fur et à mesure que, sans préméditation, je pénétrai dans la confiance de la jeune femme. « Comme il faut que cette confiance soit grande, me disait-elle, pour que j'en arrive ainsi à divulguer un secret qui ne m'appartient qu'à moitié ! Mais, du jour au lendemain, ce secret peut être trahi par quelqu'un d'autre. La vérité peut vous être révélée par un étranger qui nous aura connus autrefois. Voilà précisément ce que je ne veux pas. C'est par nous, et par nous seulement, que vous vous êtes acquis le droit d'apprendre ce qui nous concerne. Par nous, c'est-à-dire par moi. Lui, le cher petit, vous l'avez deviné, il ne vous renseignerait pas comme il convient. Avec sa manie de vouloir me faire meilleure et plus belle, il se chargerait de tous les péchés de la chrétienté. Or, cela, je ne le veux pas non plus, ni pour lui, ni pour moi. Pour lui, qui ne mérite pas qu'on lui jette exclusivement la pierre; pour moi, qui n'ai pas besoin de cette transfiguration-là. C'est telle que je suis que j'ai toujours désiré qu'on m'aime, et non comme se plaît à m'imaginer la cervelle d'un pauvre enfant. »

Je ne crois pas qu'elle ait appartenu à un rang social très relevé. Je n'ai pas l'impression non plus qu'elle ait jamais exercé une profession, du moins une profession bien définie. Des femmes comme cela, n'est-ce pas, il en a toujours existé, même dans des villes plus rigoristes que ne l'était la Nouvelle Orléans, dont Ariane était originaire, et où elle vécut jusqu'à vingt-huit ans avant d'aller habiter Springfield, en compagnie d'un planteur de tabac, son protecteur du moment, qui venait de transporter le siège de ses affaires dans cette dernière cité.

C'était à Springfield, — Springfield du Missouri, non de l'Illinois, naturellement, — qu'elle avait connu John, et qu'ils s'étaient épousés. On va voir dans quelles circonstances elle avait été ainsi amenée à se séparer de M. Josuah, le richissime planteur en question.

John était plus jeune qu'elle. Elle ne fit aucune difficulté pour me dire son âge : trente-deux ans. Cela faisait partie de son programme de franchise un peu rude, attitude qui me convenait assez, car j'avais à lui en servir tout autant. Confidence aussi importante, elle m'apprit en outre qu'Irving était son nom à elle, et pas celui de son mari : « Le sien, il ne se reconnaît plus le droit de le porter. Quel crime a-t-il donc commis? demandez-vous. Son crime? Oh! c'est bien simple : il m'a aimée. Maladroitement, j'y consens; mais il m'a aimée tout de même, et quand on avance dans la vie, on s'aperçoit que ce n'est pas rien. On m'aurait bien fait rire, il y a dix ans, époque où j'étais loin d'être une jeune personne très émotive, si l'on était venu m'affirmer que l'amour qu'un être prétend avoir pour vous finit par lui créer un droit au vôtre. C'est ce dont pourtant, figurez-vous, j'ai été obligée de convenir depuis... »

Je prenais un air dégoûté.

— Je n'aimerais pas énormément bénéficier d'un sentiment pareil, disais-je. Ça ressemble beaucoup plus à une aumône qu'à autre chose, ne trouvez-vous pas?

Elle avait alors un sourire qui me faisait baisser la tête, et qui, je présume, devait à peu près signifier :

— On verra peut-être, quelque jour, si vous n'êtes pas homme à vous contenter encore de moins que cela...

Impossible d'en disconvenir, quelle histoire navrante et touchante, tout ensemble, ç'avait été! Dès qu'il l'avait aperçue, il l'avait aimée, et il avait commencé à lui faire une cour discrète, la cour d'un petit provincial de vingt-cinq ans, qui n'est pas une brute, et qui a reçu une bonne éducation. « Ce jour-là, il faisait froid et beau, et j'avais un châle jaune et rose. C'est pour le coup que vous m'auriez prise pour une Espagnole, si vous m'aviez vue me draper là-dedans! » Voilà ce qu'elle se plaisait à me raconter, quelques mois plus tard, durant les belles soirées de Cathatona. A peine eut-il réussi

à se faire un peu écouter d'elle qu'il lui proposa de l'épouser. Naturellement, elle l'envoya promener, de façon gentille d'ailleurs, et émue tout de même, comme quelqu'un qui ne s'est pas toujours entendu tenir un langage aussi respectueux. Auparavant, néanmoins, en femme de tête, elle s'était renseignée sur son compte. Mr Josuah, sans y voir à mal, lui avait appris une partie de ce qu'elle avait besoin de savoir. Employé de la Banque d'État, à la succursale de Springfield, le jeune homme y était bien noté. Un assez bel avenir s'ouvrait devant lui. Mais enfin, pour le moment, il ne gagnait que quelque chose comme quatre-vingts dollars par mois. « A peu près le quart de ce que je te donne seulement pour tes robes ! » dit à Ariane, avec un bon gros rire, ce brave Mr Josuah, qui était tout l'opposé d'un avare, mais qui tenait à ce qu'on ne l'ignorât pas.

Qui fut surpris, ainsi qu'on pense, dans ces conditions, ce fut Ariane lorsqu'un soir, tandis que Mr Josuah était à son club, elle reçut la visite d'un John bizarre, porteur d'un petit écrin de maroquin brun. Il restait au ciel assez de lumière pour permettre à miss Irving de s'émerveiller du contenu du petit écrin : un diamant comme elle n'en avait jamais reçu encore. Le drôle de garçon que ce John ! Les illégitimes faveurs qu'Ariane, sans vaine hypocrisie, lui avait accordées presque aussitôt, avec la pensée que ses idées de mariage n'y survivraient pas, n'avaient pas suffi à le satisfaire. C'était le résultat contraire qui avait été obtenu, très exactement. Il n'avait plus qu'une seule idée, la décider à devenir sa femme. Qu'est-ce que vous voulez ? il fallait bien qu'elle s'en rendît compte, il l'aimait, il l'aimait comme personne ne s'était avisé de le faire jusqu'alors.

Quinze jours plus tard, l'ayant vu revenir avec une broche ornée d'un diamant presque aussi coûteux que le premier, elle ne put s'empêcher de manifester, en même temps que sa joie, quelque inquiétude. Elle ne parla point à John, bien sûr, des quatre-vingts dollars mensuels. Elle se borna à lui faire comprendre qu'elle se doutait qu'on ne couvrait pas d'or les jeunes fonctionnaires de la Banque d'État.

— Je ne veux pas que tu te prives pour moi, acheva-t-elle.

Il rougit, puis sourit, d'un air supérieur.

— Il ne faudrait tout de même pas trop oublier que j'ai

une famille, dit-il. Si je ne pouvais compter que sur ce que je gagne à la Banque, en effet !...

La famille de John, parbleu ? Voilà un élément auquel Mr Josuah avait eu tort de ne pas songer... Ensuite, quand il fut trop tard, Ariane devait, sans difficulté, admettre le tort qu'elle avait eu alors elle-même : s'être contentée d'une explication aussi vague, n'avoir pas refusé les cadeaux que le jeune homme avait continué à lui apporter quelque temps, très exactement jusqu'à l'avant-veille du jour où Mr Josuah, en train de faire honneur à son breakfast, s'était mis à dire, avec son bon sourire innocent :

— Et alors, ton petit camarade de la Banque, tu sais...

— Qui ? John?

— Oui, John.

— Eh bien ?

— Eh bien ! il vient d'être arrêté.

C'était, décidément, une créature à part que cette Ariane, et bien faite pour déconcerter ceux qui la connaissaient, ou plutôt qui ne la connaissaient pas. Affolé à la pensée du scandale, Mr Josuah s'était pour toujours éclipsé. Elle demeurait seule, avec cet enfant en prison, et la perspective d'y aller elle aussi peut-être... Les tribunaux, à cette époque, dans le Missouri, étaient implacables pour le délit de recel, ainsi que pour les pauvres femmes de mœurs réputées désormais faciles, du moment que personne n'est plus là pour les cautionner. Au risque, je ne dis pas seulement de sa quiétude, mais même de sa liberté, Ariane fit ce qu'elle jugea de son devoir de faire : elle commença par rester. Elle vendit tous ses bijoux, non pas ceux que lui avait offerts John, et que la Banque avait fait immédiatement saisir, mais ceux qu'elle tenait du vieux planteur évaporé, et de quelques autres admirateurs plus anciens. Cela ne produisit pas une somme considérable. Il s'avéra que les cadeaux de ces messieurs n'étaient pas tous de toute première qualité. Ce n'était pas la peine, vraiment, que chacun d'eux représentât un souvenir rabaissant ou triste. Ariane me disait, au long de nos tardives causeries dans la prairie : « C'est à partir de l'instant où je ne les ai plus sentis dans mes tiroirs qu'il m'a semblé que j'avais le droit de respirer. » Ceux du timide prisonnier étaient certes les plus beaux de tous. Il

n'était pas besoin de cette révélation supplémentaire pour qu'Ariane comprît l'étendue de la dette qu'à son insu et malgré elle, elle avait contractée envers lui.

Elle l'épousa dans sa prison. C'est une situation qui favorise le mariage, dont elle simplifie les frais et les formalités. La fameuse famille de John, qui ne cherchait qu'un prétexte pour ne plus le voir, fut heureuse qu'on le lui fournît, et de se débarrasser de lui tout à fait. Mais combien il fut plus heureux, lui, que cette hideuse nichée de petits bourgeois racornis, le jour qu'embrassant Ariane sur le front cette fois, il eut enfin la permission de l'appeler sa femme! Sa femme, le pauvre petit, il devait mourir en prononçant ce mot-là. A partir de ce moment, jusqu'à celui de sa mise en liberté, il n'eut plus à s'occuper de rien. Il lui avait dit qu'il voulait s'en aller très loin, pour très longtemps, dans le Grand Ouest de préférence. Elle l'avait approuvé, sans lui annoncer qu'elle était décidée à partir avec lui. Il était en paix, maintenant. Il savait qu'elle veillait à tous les détails. Il était sûr, le jour de sa libération, de la trouver là. Elle y fut, dès la première heure, en effet.

Il sortit de prison à son bras, titubant un peu, comme quelqu'un qui vient d'être gravement malade. Pour lui permettre de reprendre, sans brusquerie, contact avec le grand air, elle le conduisit à la campagne, dans un paysage d'arbres et d'eaux, chez un ménage de nègres qu'elle avait eus à son service, et qui étaient les seules relations qu'elle eût conservées. Ils y passèrent une huitaine de jours, leur lune de miel, le temps pour elle de mettre la main aux derniers préparatifs avant le départ du convoi... Lorsque je fis leur connaissance, on s'en souvient, il allait y avoir trois semaines de cela. Depuis, ils avaient suivi le conseil que je leur avais donné. Au lieu de bifurquer à Norton Floover, avec le premier groupe de colons qui marchaient vers le nord, ils avaient, pendant soixante milles environ, continué leur route en direction des Montagnes Rocheuses. Les sommets de celles-ci commençaient à monter dans le ciel, à l'horizon. Nous en étions à la veille du jour où nous allions, cette fois, définitivement nous quitter. A moins que, peut-être...

— J'ai peur de franchir les limites de la discrétion, dis-je

à Ariane, interrompant ainsi un débat engagé déjà lors de la halte de midi.

— Tu sais bien que tu n'as pas de crainte à avoir de ce côté, fit John affectueusement. Nous savons que tu ne songes qu'à notre intérêt.

— Justement ! C'est votre intérêt que je n'arrive pas à voir là-dedans.

— En quoi ne l'apercevez-vous pas ? demanda Ariane.

— Mais, je vous le répète, dans cette obstination à préférer, pour vous y installer, le Dakota à tout autre territoire.

— Quel autre territoire, par exemple?.

— Ça, c'est une question différente. On pourrait chercher...

Elle secoua la tête.

— Vous voyez bien. Nous aussi, nous avons cherché, avant de quitter Springfield, dit-elle. Je ne dis pas que le Dakota soit un choix merveilleux. Mais aucun nom ne vous est venu, spontanément, à nous proposer en échange, n'est-ce pas? Alors?... Et puis peut-être y a-t-il une part de superstition dans mon cas. Quand on a pris une décision, je crois qu'il vaut mieux s'y tenir. Autrement, on ne sait plus, il n'y a pas de raison pour que cela finisse.

Je haussai les épaules.

— Si c'est là l'unique motif que vous avez à me donner, laissez-moi vous dire que tout cela est un peu enfantin. Voyons, voulez-vous encore une fois m'écouter ?

Elle ne répondit pas. John, lui, nous regardait tour à tour l'un et l'autre. On devinait qu'il se rangeait par avance à notre décision.

— Vous me dites, poursuivis-je, avec une chaleur qui moi-même m'étonna, vous me dites que ce choix, vous l'avez fait avant votre départ de Springfield. Belle explication ! Je voudrais, moi, qu'on me dise une chose : qui est-ce qui a bien pu vous guider ? Car, ceci en passant, je me méfie pas mal de votre compétence, et encore plus de celle de John. Eh bien ! il vous aura donné un joli conseil, celui que vous avez consulté. Savez-vous comment en effet on l'appelle, la région que vous avez élue entre toutes, dans votre Dakota bien-aimé ? On l'appelle la région des Mauvaises Terres, un nom bien encourageant, n'est-ce pas ? Et savez-vous pourquoi elle l'a reçu en partage, ce délicieux petit nom-là ?

— Je m'imagine, répliqua-t-elle, que ce n'est pas parce que les terres dont il s'agit sont des modèles de fertilité.

J'éclatai de rire.

— Oh! oh! s'il n'était question que de cela! Mais il y a une raison bien autrement intéressante. Vous devriez pourtant tous les deux être capables de la deviner. Allons, donnez-vous la peine de réfléchir. Comment se nomme-t-elle, la rivière par laquelle il est arrosé, votre futur paradis terrestre? Vous ne vous en souvenez pas? La rivière Cheyenne, voyons!

— Et alors? fit-elle.

— Comment, alors? Ce nom vous laisse indifférente? Vous n'avez jamais entendu parler des Indiens qu'il sert à désigner? Ce sont des tribus qui ne passent point pour très sociables. Il est bon, me semble-t-il, que vous en soyez informés.

Elle eut une moue de lassitude.

— Oh! mon Dieu, là ou ailleurs! N'y en a-t-il point partout, des Indiens? Vos Cheyennes sont-ils donc beaucoup plus cruels que les autres?

— Admettons qu'ils le soient autant. Cela ne justifie pas, je le répète, votre entêtement. Écoutez-moi, je vous en prie! Est-ce que vous ne comprenez donc pas?...

Certes oui, elle avait compris. Par un miracle d'intuition, elle venait de deviner que c'était à elle, à elle seule que je voulais parler; d'elle seule que j'attendais une décision qui ne souffrait plus de retard.

— John, ordonna-t-elle négligemment, pense donc à mettre le couvert. Nous pourrons fort bien continuer à discuter, tout en dînant.

John obéit avec empressement; il se dirigea vers le chariot, arrêté à une vingtaine de pas.

— Parlez, maintenant, me dit Ariane. C'était bien, n'est-ce pas, ce que vous désiriez?

— Écoutez, répétai-je, et j'avais peine à raffermir ma voix devenue subitement tremblante, écoutez, et ne vous fâchez pas. Je vous jure de ne jamais chercher à savoir que ce que vous voudrez bien me confier. Mais ce n'est pas ma faute si j'ai cru deviner quelque chose. Ne me dites pas si c'est vrai, ou si c'est faux, écoutez! Parmi les gens qui partent pour le Grand Ouest, il en est qui cherchent moins à s'enrichir qu'à disparaître un temps de la scène du monde. C'est du moins

ce que je me suis laissé dire... Pour atteindre ce but, croyez-vous qu'on soit mieux au Dakota qu'au Colorado?

Elle n'avait pas bougé.

— Pourquoi? demanda-t-elle, après un silence, me parlez-vous du Colorado?

— Pourquoi? répliquai-je précipitamment. Comme si vous ne l'aviez pas deviné! Pourquoi? Mais parce que, au Colorado, vous serez moins exposés aux embûches d'une existence à laquelle rien ne vous prépare, ni vous, ni lui. N'est-ce donc rien que de se dire que toujours, là-bas, il y aura un être dont l'unique souci sera de veiller sur vous deux?

Ma propre exaltation m'effrayait. Voilà donc où j'en étais arrivé en si peu de temps, vis-à-vis de cet homme et de cette femme, que je ne songeais, huit jours plus tôt, qu'à tenir à l'écart de mes projets.

Ariane continuait à se taire.

— Eh bien! lui dis-je, que répondez-vous?

Elle eut un geste de détresse.

— Je ne sais pas, fit-elle. Tout ceci est si grave, si inattendu! Vous en rendez-vous compte? C'est trois destinées qui vont se jouer à la fois.

Elle était en train de fouiller dans la poche de sa vareuse de cuir mauve. Elle en retira une pièce de monnaie.

— Qu'allez-vous faire? m'écriai-je.

— Chut! murmura-t-elle, un doigt sur les lèvres. Ce n'est pas moi, c'est le sort qui va décider.

— Mais c'est insensé, mais c'est ridicule!

Elle me sourit doucement.

— Mais non, mais non, vous exagérez. Ce n'est pas si insensé que cela. Voyez, je vais jeter en l'air cette piécette. Si c'est face, hurrah, alors, hurrah pour le Colorado! Si c'est pile, eh bien! nous n'en parlerons plus, et ce sera le Dakota. Attention! Une, deux... Voilà!

Je poussai un cri de triomphe.

— Face! face! nous avons gagné!

— Face? oui, c'est vrai, constata-t-elle avec beaucoup de calme.

Nous nous regardâmes tous les deux, moi encore sous le coup de l'émotion, elle avec un air d'ironie qu'elle ne cherchait pas à dissimuler.

— Qu'avez-vous? finis-je par lui demander.

— Que voulez-vous que j'aie? répondit-elle. Ce serait plutôt à moi à vous poser cette question. Allez, allez, ne mentez pas! Vous m'en voulez de ne pas me montrer plus joyeuse.

— Et quand cela serait! dis-je, un peu aigrement.

— Un enfant, fit-elle, un enfant, voilà ce que vous êtes! Encore plus que John, ce qui n'est pas peu dire! Alors, n'est-ce pas, vous avez pu vous figurer une seule minute que j'aurais suivi l'ordre du sort, si sa réponse n'avait pas été celle que j'attendais de lui? Mais enfin, il a été gentil. Il vaut mieux que tout ait été régulier...

Je ne l'écoutais plus qu'à peine. J'étais pour ma propre part en train de songer que si Ariane avait poursuivi sa route vers le Dakota, ce n'eût pas été, je le crois bien, vers le Colorado que j'aurais, moi, continué à me diriger.

PIERRE BENOIT.

(*La deuxième partie au prochain numéro.*)

LE PAYSAN FRANÇAIS (1)

Messieurs,

Votre sympathique maire me fait penser à Pic de la Mirandole, cet étonnant philosophe qui abordait toutes les sciences avec une égale maîtrise. Maire, médecin, homme de lettres, le docteur Voivenel mène de pair les activités les plus diverses et tout lui réussit. Lorsqu'accompagné de sa charmante femme, il est venu me demander d'inaugurer le monument aux morts de Capoulet-Junac, j'ai d'abord refusé, car aucun lien ne m'unissait jusqu'ici à votre beau pays d'Ariège. Mais le docteur Voivenel a su trouver les mots qui gagnent le cœur d'un soldat. Il m'a dit que Capoulet-Junac n'était qu'un tout petit village dont les habitants avaient fait, pendant la grande tourmente, tout leur devoir. Il m'a dit que le grand Bourdelle avait consacré à ce monument du souvenir ce qui lui restait de force. C'était plus qu'il n'en fallait pour vaincre mes hésitations. Je suis venu m'incliner devant vos morts et proclamer au fond d'une humble vallée pyrénéenne mon admiration pour le paysan français.

Lorsque le soir tombe sur les sillons ensemencés, qu'une à une les chaumières s'éclairent de feux incertains, le paysan, encore courbé par l'effort, jette un dernier regard sur son champ, comme s'il lui en coûtait de le quitter. Pourtant la journée a été dure. Tout au long d'heures monotones, sans autre compagnon que ses bêtes qu'il encourage de temps en temps par des appels de la voix, il a silencieusement dirigé le soc de la charrue et creusé en plein sol des sillons

(1) Discours prononcé le dimanche 17 novembre à l'inauguration du monument aux morts de Capoulet-Junac.

parallèles. La tâche du jour est accomplie comme elle l'a été la veille et le sera le lendemain. Il la contemple avec satisfaction. A la même heure, des milliers de regards, emplis d'une saine fierté, se portent comme le sien sur un coin de terre, de vigne, de lande, exprimant l'amour et le respect des hommes de la terre pour le sol nourricier.

Aucune amertume dans ces regards. Cependant le labeur du paysan ne trouve pas toujours, comme celui de l'ouvrier, la récompense qu'il mérite, et cette récompense n'est jamais immédiate. Plusieurs mois séparent le labeur de la récolte, pendant lesquels il faut vivre d'espérances. Rien n'est certain aux champs. Le travail ne suffit pas. Il reste à protéger les fruits de la terre contre les caprices du temps, le gel, l'inondation, la grêle, la sécheresse, et contre ce fléau aujourd'hui plus cruel encore que les autres : la mévente. Le citadin peut vivre au jour le jour, le cultivateur doit prévoir, calculer, lutter. Les déceptions n'ont aucune prise sur cet homme que dominent l'instinct du travail nécessaire et la passion du sol. Quoi qu'il arrive, il fait face, il tient.

De ce miracle chaque jour renouvelé est sortie la France, nation laborieuse, économe, attachée à la liberté. C'est le paysan qui l'a forgée par son héroïque patience, c'est lui qui assure son équilibre économique et spirituel. Le prodigieux développement des forces matérielles n'a pas changé la source des forces morales. Celles-ci marquent le cœur du paysan d'une empreinte d'autant plus forte qu'il les puise à même le sol de la patrie.

L'OBSTINATION dans l'effort quotidien, la résistance physique, une prudence faite de prévisions à longue échéance et de décisions lentement mûries, la confiance raisonnée, le goût d'une vie rude et simple, telles sont les vertus dominantes de nos campagnards. Ces vertus qui soutiennent la nation aux heures de crise sont aussi celles qui font le vrai soldat.

Car dans cette fusion intime des origines, des caractères, des individus qu'est une troupe, l'homme de la terre apporte un élément d'une valeur inappréciable : la solidité. Ceux qui ont eu l'honneur de le commander savent ce qu'on peut attendre de lui. Insensible aux excitations pernicieuses, il accomplit son devoir militaire avec la même assurance tran-

quille que son devoir de terrien. Il apprend méthodiquement et n'oublie pas ce qu'il a appris. Aimé de ses supérieurs, respecté de ses camarades, il suit son chef sans discuter et donne à ce chef la volonté d'entreprendre. Pendant la guerre, le citadin, plus instruit en général, a fourni les cadres. Plus technicien, l'ouvrier a alimenté la main-d'œuvre indispensable aux usines. Le paysan s'est battu dans le rang, avec le sentiment profondément ancré en lui qu'il défendait sa terre. Les plus terribles épreuves n'ont pas entamé sa foi. Tant que l'ennemi a foulé le sol français, il a gardé la farouche résolution de le battre.

Aux heures les plus sombres, — je tiens à le rappeler devant ce monument, — c'est le regard paisible et décidé du paysan français qui a soutenu ma confiance.

Et son dévouement ne s'est pas seulement manifesté sur les champs de bataille. A l'arrière des lignes, nos villages ont rempli leur devoir d'hospitalité envers les alliés, Américains, Anglais, Belges, Italiens, Portugais qui sont venus combattre sur le front français. Les populations des pays envahis, obligées de fuir devant l'invasion, ont trouvé dans vos campagnes un accueil dont elles garderont toujours le souvenir.

On a cherché quelquefois à opposer les unes aux autres les provinces françaises, à distinguer entre elles je ne sais quel degré dans le patriotisme, je ne sais quelle différence dans la tenue au combat. L'anecdote vraie que voici, montre ce que cette rumeur eut d'injuste. Le 16 avril 1917, la veille de la grande attaque sur l'Aisne, un régiment composé essentiellement d'Ardennais et de Champenois reçoit un renfort de l'Ariège. Le colonel affecte le renfort à une des compagnies d'assaut. Le soir de l'attaque, trois hommes de cette compagnie sont proposés pour la Médaille militaire : les trois hommes sont de l'Ariège. Basques ou Lorrains, Bretons ou Savoyards, pour ne parler que des contrées aux extrêmes, tous les soldats de France ont bien mérité de la Patrie.

Lorsque les hommes dont nous honorons aujourd'hui la mémoire ont quitté leur village en août 1914, pour rejoindre leur régiment, ils ont fait en eux-mêmes le serment de se sacrifier pour que la France vive. Ils ont tenu parole.

La France est sortie de la guerre victorieuse et même plus grande qu'en 1914. Maintenant qu'elle a repris ses frontières naturelles, elle n'ambitionne aucune conquête. Son empire colonial ne saurait s'accroître sans risquer de l'affaiblir.

La France est donc devenue une nation conservatrice. Pour décourager les tentatives d'agression de ses voisins, elle a protégé ses frontières terrestres par une barrière bétonnée.

Ces précautions prises, elle est toute disposée à entretenir des relations pacifiques avec les autres peuples, car elle est attachée à la paix comme le paysan l'est à la terre. Mais il ne suffit pas de déclarer la paix au monde. Il faut la gagner comme on gagne la guerre, comme on creuse un sillon par des efforts continus, et en se gardant de conceptions trop rigides, dont les événements se chargeraient de démontrer la fragilité. Tout système destiné à conserver la paix comporte des fissures et des faiblesses. Il n'en est pas qui puisse garantir la sécurité d'aucune nation, grande ou petite, indépendante ou neutre, intéressée ou étrangère à l'enjeu du conflit, si elle n'a d'abord elle-même le souci et le moyen de sa propre défense. La force reste le meilleur argument au service du droit. Elle attire en outre alliances et amitiés.

La France doit maintenir sa force, force matérielle et force morale, au niveau qu'exigent son patrimoine intellectuel ainsi que les dangers auxquels l'expose sa situation géographique. Une armée puissante dans les trois domaines, terrestre, maritime, aérien, bien instruite et pourvue d'un armement moderne, une jeunesse élevée dans le culte du sentiment national, un esprit public averti des périls qui menacent le pays comme des raisons qui motivent sa confiance, telles sont les conditions premières de notre sécurité.

Il dépend de chaque citoyen, du plus humble au plus grand, que ces conditions soient remplies. Dans ce concert d'obligations et d'efforts la plus modeste commune de France a le même rôle que la plus grande cité.

PH. PÉTAIN.

LE MÉCONTENTEMENT ALLEMAND

Les journées nationales de Nuremberg, les fêtes de la Moisson, les éclatantes parades de pelles virant d'un seul mouvement dans le soleil sur cinquante mille épaules de manifestants, toutes les démonstrations spectaculaires d'outre-Rhin, auxquelles nous ne marchanderons pas leur caractère de perfection dans le genre, ne doivent pas nous donner le change sur les sentiments véritables du pays. Ce serait une grave erreur de conclure de l'enthousiasme en service commandé à la ferveur des cœurs. Le IIIe Reich ne doit pas nous masquer l'Allemagne. L'enthousiasme authentique a existé. Il est presque superflu de rappeler la prodigieuse vague émotionnelle et affective qui souleva le Reich de 1933. Cette vague est aujourd'hui retombée. Comme toutes les oppositions, l'hitlérisme subit la loi de l'usure au pouvoir. La fraîcheur de couleurs qu'il devait à sa jeunesse et à ce miracle de grâce fugitif que connaissent à une heure de leur destin tous les mouvements, n'avoir pas encore déçu, se retire lentement de lui. Le régime entre dans le gris.

On pourrait reprendre à son sujet la boutade fameuse et profonde sur la République « si belle sous l'Empire ». M. Gœbbels, ministre de la Propagande (le premier des ministères du IIIe Reich en ordre d'importance !) et metteur en scène officiel de l'enthousiasme, a devant lui aujourd'hui, après des heures de facilité, le plus redoutable adversaire : la bouderie muette d'un peuple. Devant un adversaire qui se refuse, les appels du pied les plus vibrants restent vains. En se prolongeant, en insistant, ils risquent le ridicule. Les

offensives bruyamment annoncées de Joseph Gœbbels contre les « semeurs de pessimisme et les criticailleurs » n'ont porté aucun fruit. Le seul résultat positif, et contestable, de cette campagne contre la mauvaise humeur nationale, a été de ne laisser aucun doute sur la mauvaise humeur personnelle de celui qui la conduisait.

Cette inertie hostile du pays, en dépit de toutes les manifestations commandées et subies, est peut-être la première « sensation d'Allemagne » qui se communique au visiteur étranger pénétrant dans le pays. Les langues se délient aisément dès qu'a été dûment reconnue la qualité d'étranger et par conséquent l'innocuité de la causerie libre entre quatre murs, à l'abri des risques de délation et de l'entrée en scène du personnage le plus craint du régime, la *Gestapo*. Tout de suite les confidences vont leur train. La bile accumulée par une longue rétention se fraye une issue dans la liberté des épanchements avec l'interlocuteur venu d'au delà de la frontière. Ces entretiens prennent tout de suite un caractère de cordialité et de confiance, une allure de plain-pied qui contrastent avec la méfiance armée et hostile à laquelle se heurtait le même témoin, il y a quelques années, comme à une porte close. Il n'y a nulle exagération à dire que l'oppression du régime est devenue un facteur de la courtoisie de l'habitant vis-à-vis de l'étranger, la mauvaise humeur du dedans se changeant en bonne humeur avec l'homme du dehors, et une loi curieuse de météorologie psychologique faisant s'éclairer de l'extérieur les visages qu'assombrit le climat intérieur.

DÉSAFFECTION ET DÉGRISEMENT

L'une des formes qu'adoptent le plus spontanément la déception et le dépit populaires est celle de la boutade. Parmi les *Witze* (bons mots) innombrables dans lesquels l'âme du peuple se libère un instant du carcan qui lui est imposé, l'un des premiers qui vient aux oreilles du voyageur étranger, dès qu'il a mis le pied dans le pays, est le suivant : « Le Fuhrer affirme que 90 pour 100 de l'Allemagne est pour lui et dix seulement contre lui. D'où vient donc que, de quelque côté que se porte le regard, ce soient toujours les

10 pour 100 que l'on rencontre. Où sont les 90 pour 100? »

La remarque contient beaucoup de vérité. Une Allemande, femme d'un de nos amis, après un séjour de six mois dans le pays, nous confiait, il y a quelques jours, le résultat de coups de sonde donnés dans les milieux sociaux les plus divers, résultat que confirment d'autres témoignages : « Je n'ai rencontré en tout que deux nazis cent pour cent. »

L'hitlérien au cœur sans partage et de foi totale, le nazi absolu, métaphysique, si l'on peut dire, qui était de règle au printemps de 1933, est, à la fin de 1935, une sorte de curiosité tératologique dont on apprécie la rareté. Les partisans les plus anciens tempèrent de réserves une adhésion au régime que l'on sent devenue une habitude et plus un intérêt qu'une religion. Beaucoup quitteraient les rangs sans les énormes dangers comportés par une apostasie. Le jeune peuple des Facultés, — et nous ne parlons pas ici seulement des associations aristocratiques et réactionnaires comme la Saxo-Borussia, — qui a été l'un des plus chauds appuis de l'hitlérisme naissant, est aujourd'hui, à la suite des amputations progressives imposées à ses franchises corporatives et du geste qui jette la dernière pelletée de terre sur la tombe des privilèges universitaires, la suppression de la *Burschenschaft* de sacro-sainte mémoire, passé en grande partie à l'opposition, dans laquelle il retrouve d'ailleurs la tradition et le climat naturel de toute jeunesse estudiantine.

Dans d'autres régions sociales, la désaffection se montre plus massive encore. Il serait peut-être malaisé de trouver aujourd'hui dans la classe des grands propriétaires terriens un seul adhérent sincère, un seul confesseur vrai du régime. Comme pour le monde étudiant, le phénomène est d'autant plus frappant qu'il s'agit ici d'un des plus fermes soutiens de l'hitlérisme des débuts. Aux illusions de l'âge d'or ont succédé, chez le propriétaire de grands domaines, des rancunes sans merci. L'esprit du national-socialisme, prometteur à ses débuts, se démasque, arrivé, peu tendre pour les « gros » et dangereusement bolchévisant. Le porte-monnaie agrarien, d'abord souriant, est aujourd'hui hostile.

Il reste bien entendu que nous ne nous proposons ici que de donner les résultats de l'éclairage par le dedans et tels qu'ils peuvent se dégager de correspondances ou de causeries

absolument libres. Notre recherche est d'ordre purement psychologique. Il est parfaitement évident que dans les classes sociales susvisées, on trouve encore l'attitude hitlérienne, le conformisme externe. On continue, dans toutes les occasions où il convient de s'afficher, à *mitmachen*, à « faire avec », pour user d'une familière expression allemande qui dit bien ce qu'elle veut dire. Pour nous, ici, notre intérêt ne va pas aux gestes, mais aux pensées.

Le monde ouvrier présente lui aussi des signes de désaffection. Mais les jugements d'ensemble sont ici beaucoup plus difficiles à porter. Le tableau psychologique manque d'unité. Les sentiments sont ici, comme il est naturel, dictés dans une très large mesure par la situation économique, et cette dernière est variable. Une carte géographique des gains ouvriers ferait apparaître sur le sol germanique une frappante succession de reliefs et de dépressions, et quelquefois la plus immédiate juxtaposition de hauts et de bas. A quelques lieues des régions de la Ruhr où l'ouvrier métallurgique travaille dans la « conjoncture de guerre », à plein rendement et pleins salaires, l'ouvrier textile de Krefeld connaît les journées creuses, la bourse plate, l'humeur sombre à la maison. C'est dans des centres comme Krefeld qu'à l'heure donnée le mécontentement populaire pourrait s'enfler de façon périlleuse pour le régime. La densité de la population, jointe à la cohésion psychologique professionnelle, permet le groupement des colères. Celles-ci restent sporadiques et impuissantes dans le gros bourg ou le village sans liaison entre eux et soigneusement privés par la vigilance de la *Gestapo* de toutes possibilités de fédération des mauvaises humeurs. Les petites villes et les bourgades demeurent, dans la carte générale du mécontentement de l'Allemagne, des foyers isolés.

L'appel à la bourse et le luxe des sous-chefs. — Quelles sont ici les causes principales d'aigreur? D'abord chez le cultivateur, l'obligation de livrer une partie de ses produits, dans des conditions de cession infiniment moins avantageuses que la vente libre, à des associations nationales-socialistes patentées qui en prennent en mains la centralisation. Ensuite les saignées régulières au porte-monnaie et au bas de laine constituées par les versements « patriotiques » à la caisse natio-

nale-socialiste et englobées sous l'euphémisme officiel de « cotisations volontaires », *freiwillige Abgaben*. Il y a toujours quelque cruauté à joindre l'ironie aux mesures afflictives. Rien n'est moins « volontaire » que cette hémorragie pécuniaire chronique à laquelle le citoyen du IIIe Reich ne peut se soustraire sans risquer le renom de mauvais patriote avec tous ses incontestables dangers pratiques, mais au sujet de laquelle le gémissement est universel sur toute l'étendue du sol allemand. L'immolation sur l'autel de la nation n'est point le sacrifice dans la joie. Le IIIe Reich pratique magistralement, et en en tirant le maximum de rendement pratique, le chantage au patriotisme. A ce sacrifice sans enthousiasme se joint, pour l'assombrir encore, le doute sur l'efficacité du geste, le doute sur l'affectation des sommes douloureusement consenties. On ne sait pas au juste ce que devient l'argent. En revanche, on connaît l'appétit des satrapes grands et petits du régime. L'incertitude sur l'emploi des fonds, jointe à la certitude touchant les aptitudes des meneurs à la consommation, nourrit les propos attristés et soupçonneux qui s'échangent entre donateurs et victimes des « cotisations volontaires ».

Nous venons d'employer le mot : satrape et nous pensons qu'il définit assez justement le comportement oriental des sous-chefs locaux du nazisme, leur insolence dans le luxe, leur impunité dans l'exaction, leur sérénité dans l'incapacité. Avec stupéfaction et scandale, l'habitant de la petite ville ou du village assiste à l'exhaussement sur le piédestal du héros du personnage hier considéré comme le plus incapable de la localité, en même temps qu'aux folles dépenses de l'homme qui vivait petitement avant 1933. Il se frotte les yeux devant un renversement des valeurs qui confond toutes ses notions de logique et de justice. Le loyalisme envers le régime est devenu la seule mesure des capacités professionnelles. Les fonctions de *Kreisleiter* ou de *Standartenführer* ouvrent les digues du Pactole. Le plus petit fonctionnaire est un Gœring en miniature. On connaît les goûts de faste du ministre-président de Prusse. Pour ces manières-là, pour cette sécurité dans le favoritisme, le national-socialisme, du temps où il était encore dans l'opposition, avait un mot spécial; on parlait de *Bonzenwirtschaft*. Tous les fonctionnaires des « années de honte » de Weimar étaient des « bonzes ». Aujourd'hui, le mot

se venge sur ses auteurs et fait boomerang. C'est tout justement celui que l'opposition applique maintenant aux fonctionnaires du IIIe Reich. Il est des retours de destin.

Au train de vie insolent et luxueux le dignitaire local de l'hitlérisme joint souvent une seconde qualité qui achève de lui nuire dans l'estime de ses administrés. On le voit multiplier ses sources de revenus par le cumul des emplois, imitant là encore l'exemple du général Gœring dont la manière a décidément fait école. Le spectacle est d'autant plus irritant pour le témoin qu'il constitue une infraction vivante et impunie aux lois mêmes du régime qui ont férocement traqué dans les moindres villages l'usage des « gains multiples ».

DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES

Nous avons rapidement énuméré quelques-unes des raisons de la mauvaise humeur allemande. Ces raisons restent accessoires. Il reste à venir aux principales. Elles peuvent se ranger sous deux chefs dominants. Hitler a sur Achille la supériorité contestable d'avoir deux talons vulnérables : la question économique, la question religieuse.

La question économique d'abord. Sur ce plan très pratique, la mauvaise humeur généralisée qui est l'aspect d'ensemble le plus frappant de la physionomie du Reich, le « phénomène allemand » du jour, si l'on peut dire, apparaît comme le résultat logique de trois facteurs jouant ensemble : contraction des gains et des salaires, dilatation des prix, raréfaction des denrées. Les paies ouvrières se font dans nombre d'endroits à intervalles beaucoup plus larges que l'intervalle hebdomadaire. Dans un certain nombre d'industries, notamment dans le textile, a été introduit le régime du travail réduit, le « régime pauvre ». A Gladbach Rheidt comme dans le pays de Munster, on ne travaille en général que deux ou trois journées par semaine. Le demi-travailleur ou le travailleur pour un tiers ne figure sur aucune liste de chômeurs. La statistique du IIIe Reich, justement soucieuse de la propagande, assimile au travailleur de plein régime l'ouvrier ne travaillant qu'une dizaine d'heures dans sa semaine. Le régime national-socialiste a porté à un haut degré de maîtrise l'habileté dans les jeux d'écritures et la virtuosité statistique. C'est à cette désin-

volture arithmétique que doit être rapporté l'énorme écart béant entre les chiffres officiels de chômage fournis par le gouvernement (deux millions et demi de chômeurs) et ceux qu'indique pour le mois de juin dernier un journal sérieux comme l'*Economiste* (quatre millions et demi).

Voici une lettre d'un ouvrier de Berlin dans laquelle, sous la simplicité du langage populaire, apparaît bien l'amertume du cœur, amertume encore accentuée par le contraste entre la grise réalité et la grandiloquence de la phraséologie officielle. L'ouvrier de tous les pays évente avec un odorat infaillible le chloroforme caché sous les grands mots. Il supporterait sa misère toute nue, il serre les poings quand on tente de la lui présenter habillée dans la rhétorique :

« On parle d'introduire ici des paies plus espacées encore que la décade. Pour faire passer la mesure et calmer l'agitation ouvrière, on veut nous endormir avec de grands mots. Il paraît que la dernière formule est : l'élévation de la mentalité du travailleur à la dignité d'homme conscient de ses responsabilités. Il me semble que pour nous mettre au régime des paies espacées, il suffit d'une assez maigre dose de sentiment des « responsabilités ». De pareils prétextes de la part du « Front de travail » ajoute la moquerie à la torture. »

Et en voici une autre des pays du textile : « Je suis ici, dans ma branche, le travailleur le mieux payé. Mon gain de la semaine, défalcation faite de l'impôt, est exactement de 17 marks... Toute notre équipe s'est inscrite au secours d'hiver. »

Cependant c'est, plus encore que la réduction des heures de travail, la montée des prix et la raréfaction des denrées d'alimentation qui semblent être un facteur actif d'irritation. Un ouvrier de la Ruhr, dont nous avons la lettre sous les yeux, écrit :

« Nous avons ici une grande disette de produits alimentaires, le pain excepté, mais nous ne pouvons en acheter des quantités suffisantes, faute d'argent. La pomme de terre coûte de 40 à 50 pfennigs les 10 livres. Malgré ce prix élevé, c'est encore la nourriture la plus économique. Dès le matin nous en avons, frites dans de la graisse de dernière qualité. Cette mauvaise graisse, nous devons en être très ménagers pour qu'elle fasse la semaine. Le samedi, des caravanes quittent la

ville pour aller faire des provisions à la campagne, mais ces expéditions ne sont point de grande utilité, parce qu'il y a trop de monde qui s'y met, trop de monde qui veut acheter. A midi nous avons de la marmelade sur le pain. La faim ne nous quitte pas. A Dortmund on n'abat plus que 300 à 500 cochons par semaine au lieu de 2500. »

La pénurie alimentaire. — La crise alimentaire allemande atteint principalement la viande, les œufs et, en première ligne, les graisses, tout spécialement le beurre. Le beurre de première qualité, le beurre riche a disparu du marché. Par un souci de popularité très compréhensible, le gouvernement hitlérien n'accorde un dernier droit à la vie qu'au beurre démocratique, au gros beurre, que le langage populaire a baptisé « le beurre du prolétaire ». Même ce dernier est devenu extrêmement rare. Les fritures savoureuses sont un souvenir. La carte de graisse et de beurre n'a pas encore, — pour combien de jours ou de semaines ? — d'existence officielle, mais une existence de fait, sous la forme la pire et la plus irritante pour le grand public, celle du favoritisme. Les fournisseurs réservent à leurs meilleurs clients des cartes privées donnant accès à la bienheureuse denrée. C'est la longueur de la facture mensuelle qui décide de l'octroi de ces billets de faveur. La dame en pelisse se voit, après ses achats ordinaires, gratifiée à la fois d'un sourire et d'un mystérieux cornet dans lequel le marchand a glissé le « demi-quart » convoité, tandis que la femme de l'ouvrier revient les mains vides après deux heures de queue. L'inégalité sociale, sous sa forme peut-être la plus criante, la forme alimentaire, ajoute son aiguillon à la privation. Sur la déception timide du petit employé, du petit rentier, du nouveau pauvre, planent sans retenue les éclats d'humeur glapissants de la ménagère du faubourg.

La crise n'est pas d'aujourd'hui. Elle a suivi une marche lentement et sûrement ascendante. Au cours de 1934 déjà les difficultés se faisaient sentir. Mais il n'y avait encore aucune trace de la mentalité de panique chez l'acheteur. Le public n'envisageait certaines privations que comme un sacrifice passager. En juillet de cette année, la situation se faisait plus sévère, se manifestant principalement par la raréfaction tou-

jours plus intense de graisses et de viande. Dans beaucoup de stations thermales, l'afflux des visiteurs coïncidant avec la rareté des denrées obligeait les magasins d'alimentation et les hôtels à introduire dans la semaine certains jours creux. En automne, le phénomène fait tache d'huile et se généralise. Aujourd'hui, toutes les agglomérations urbaines souffrent d'une pénurie de viande et de graisses. La mentalité du public est assez bien illustrée par ce mot d'un ouvrier de la grande ville qui, dans une réunion publique où l'orateur officiel vient de répéter la formule sempiternelle du régime : « Le Fuhrer nous a donné la liberté et du pain », jette d'une voix solide de travailleur dans la salle : « Nous voulons aussi de la viande », et, pour cette interruption pleine de logique alimentaire, se voit d'ailleurs brutalement jeté dehors par le service d'ordre.

Les poings peuvent avoir raison d'un interrupteur de réunion publique, ils ne font pas taire la plainte de la faim, ni le grondement de mauvaise humeur qui en est inséparable. M. Gœbbels, ministre de la Propagande, n'a peut être pas aujourd'hui de plus redoutable adversaire devant lui que le mécontentement des estomacs. Le profil maigre et triste des années de la guerre et de l'inflation a reparu. On revoit ce que l'on croyait pour toujours aboli : les *ersatz* (que l'on baptise autrement parce que le mot effraie, mais la chose est là), la marmelade douteuse en quantités industrielles, la boite de conserves remplaçant l'aliment frais, la pratique du *hamstern*, un mot de mélancolique réalité, mais de charmante étymologie qui vient de *Hamster* (marmotte) : faire la marmotte, imiter la marmotte, qui accumule diligemment les vivres de sûreté avant de s'enfermer pour l'hiver dans le trou où elle traversera les mauvais jours en vivant du grignotement de ses réserves.

Sur l'affaiblissement physique et plus encore psychique, sur l'usure du capital nerveux d'un peuple que comporte cet état double de privation dans le présent et d'insécurité pour le lendemain, il est tout à fait superflu d'insister. Il convient de ne rien exagérer et de faire le point avec conscience. Parler de famine allemande serait, à l'heure où sont tracées ces lignes, absurde. Mais ce qu'il est strictement juste de dire, c'est que l'Allemagne souffre matériellement. Prenons, entre beaucoup d'autres, le cas de la Sarre. Le Gauleiter Burckel a

prescrit à tous les fonctionnaires, à titre d'exemple patriotique, le jeûne et l'abstinence en viande et en beurre le mercredi et le vendredi, sans préjudice du jour officiel de restriction, le lundi. Ce sévère carême de trois jours doit éveiller des regrets au cœur des natures matérielles. En quittant le statut de la Société des nations pour le régime du IIIe Reich, la Sarre a passé de l'ère des vaches grasses à celle des vaches maigres.

Un témoignage. — Plutôt que de multiplier les précisions statistiques, — réduction du nombre de porcs abattus à 60 pour 100 du chiffre d'octobre 1934, déjà lui-même réduit deux fois par rapport aux chiffres précédents ; prévision d'extension des mêmes mesures au marché bovin ; réduction globale des quantités de viandes livrées par les abattoirs au détaillant à 40 pour 100 de la quantité d'octobre 1935 (à la fin de la guerre, la quantité livrée était 30 pour 100 de la normale ; l'écart est, comme l'on voit, peu considérable) ; réduction à 50 pour 100 du chiffre d'août dernier des quantités de beurre livrées par les Centrales laitières ; — plutôt que d'accumuler ces précisions qui ont le défaut de ne point faire la lumière dans l'esprit parce qu'elles y restent isolées et à l'état de fiches mortes, qu'il nous soit permis de placer sous les yeux du lecteur français le tableau que trace de la situation un témoin berlinois. Il nous donnera le point exact de la réalité en y ajoutant cet élément vivant inappréciable qu'est l'atmosphère :

« Toute personne qui, aujourd'hui, quitte Berlin ou une quelconque des grandes villes d'Allemagne pour se rendre dans les environs aperçoit, principalement les dimanches, de longues colonnes de cyclistes se dirigeant vers la campagne. Ils sont revêtus de manteaux de loden ou d'imperméables. Ils ont tout l'aspect de touristes partant pour des destinations lointaines. Ils affectionnent visiblement les routes locales peu fréquentées et sur le bord desquelles se trouvent égrenés de petits villages écartés. Ce n'est cependant ni l'amour de la paix campagnarde, ni la recherche des vertes prairies et des forêts qui les attirent dans la campagne. Leur nostalgie est tendue vers d'autres buts infiniment plus prosaïques : quelques livres de pommes de terre, de fruits, ou de légumes ; un morceau de lard ; avant tout la graisse et le beurre.

« Constatation paradoxale, les *rucksacks* fixés sur le dos sont vides au départ et pleins au retour. Une réserve est nécessaire : les sacs ne sont pas toujours pleins. Le nombre des excursionnistes intéressés est trop grand et, d'autre part, les paysans qu'ils s'en viennent visiter commencent à être ménagers de leurs réserves en prévision de l'hiver.

« D'assez lugubres souvenirs se lèvent dans les mémoires. Souvenirs des années de guerre où, comme aujourd'hui, la restriction alimentaire débuta par les graisses, le beurre, la viande de porc, pour faire tache d'huile et s'étendre aux autres denrées d'alimentation dans lesquelles la population cherchait une compensation. Il n'est point question, aujourd'hui du moins, d'une disette alimentaire comparable à celle des temps où il y avait des cartes pour toutes les catégories de vivres et au sens que certaines voix de l'Étranger prêtent aujourd'hui à la situation. Il ne s'agit aujourd'hui encore que d'une gêne, mais sensible, suffisante pour créer à toute maîtresse de maison un souci sérieux.

« L'appauvrissement du marché alimentaire ne se fait pas sentir partout avec la même rigueur. Constatation singulière, c'est à Berlin, dans la ville géante, qu'il est le moins sensible. Sans doute, nous sommes loin du temps des plantureux rôtis de porc ; on n'obtient qu'à grand peine une ou deux côtelettes exiguës. En revanche, la viande de mouton et de bœuf demeure offerte en quantité suffisante et sans augmentation de prix. A la vérité, le client doit se montrer maintenant moins exigeant que par le passé ; les temps sont clos où il lui était loisible de choisir les morceaux. Il doit se résigner à ce que le fournisseur appelle la « bonne pesée », c'est-à-dire à l'addition d'une copieuse quantité d'os à une maigre ration de viande. Il doit accepter ce qu'on lui offre, bien heureux qu'on lui offre quelque chose... Il lui arrive de se contenter de viande de conserve qui ne semble pas encore raréfiée, malgré le peu de goût du Berlinois pour les boîtes de fer-blanc aux étiquettes séduisantes, riches de liquide et pauvres de contenu consistant.

« On trouve encore de la graisse végétale. C'est sur le marché du saindoux et du beurre, surtout du beurre pour lequel le Berlinois a un grand goût, que se fait sentir la disette. Les immenses tonneaux de beurre alignés derrière le comptoir et qui, il y a quelques mois encore, saluaient aima-

blement le visiteur pénétrant dans le magasin, sont devenus un mélancolique souvenir. L'acheteur s'enhardit-il à demander timidement un quart de livre, le fournisseur va chercher dans quelque coin mystérieux un minuscule paquet préparé à l'avance et, — à la condition expresse qu'il ait affaire à un bon client, — l'introduit prestement dans le sac à provisions. Elles ont la vie dure aujourd'hui, les maîtresses de logis qui ne rentrent pas dans la catégorie du « bon client »...

« Il n'est pas étonnant que la ménagère se tourne vers d'autres combinaisons qu'elle a connues et pratiquées naguère. On a vu reparaître à la porte de l'office l'hôte si bien vu des années de la guerre et de l'inflation, le « brave jeune homme » venant de la campagne avec un pot de « beurre de pays » tout frais dans les mains et d'autres denrées rares et exquises. Apparition qui ne se présente qu'à la porte des gens au porte-monnaie bien garni. Car ce beurre de pays « tout frais », offert en blocs épais et malodorants, est vendu à un prix sensiblement supérieur au prix officiel du beurre de table. On en achète tout de même, parce qu'on se dit que l'hiver est devant la porte, qu'on ne sait pas ce qu'il apportera et qu'il faut bien se ménager des fournisseurs extraordinaires...

« La situation, supportable à Berlin, est beaucoup plus sévère en province. Elle est particulièrement dure dans les centres industriels du Rhin, de la Ruhr et de Saxe où, depuis des semaines, il n'est plus question de lard, de saindoux, de beurre pour la population ouvrière ; où la viande de bœuf est rare et chère, la farine pure introuvable, les légumes frais et les fruits inaccessibles aux petites bourses, la pomme de terre, le principal aliment du peuple, de qualité détestable et presque immangeable. Il y a quelque temps, ce genre de pomme de terre n'aurait été utilisé que pour l'extraction de l'alcool à brûler, ou comme nourriture à bestiaux.

« Dans beaucoup de parties de la population, le mécontentement est grand. La question des graisses et du beurre est devenue un exutoire de la mauvaise humeur politique. On n'entend qu'un mot : restrictions. Les paroles amères pleuvent. Elles pleuvent d'autant plus que l'on sait parfaitement que les nations voisines regorgent des denrées qui manquent aujourd'hui en Allemagne. Le régiment des mécontents est devenu une armée. Conséquence de la disette de lard, de

beurre et de saindoux. Cette mauvaise humeur, elle existait peut-être bien déjà dans les esprits, mais c'est l'estomac vide qui lui a donné le courage de s'exprimer. »

Il importe de se garder de tirer d'un tableau comme celui qui précède des conclusions qui le fausseraient en le dépassant. Ce n'est pas la disette de porcs qui abattra le IIIe Reich, M. Gœring l'a déjà proclamé d'une voix forte. « Le drapeau au-dessus de l'économique », crie fièrement l'organe des troupes d'élite du régime des S.S., le *Schwarze Korps*. L'exemple de la guerre nous montre combien de temps un peuple courageux et discipliné, — et ce sont deux qualificatifs que nous ne refuserons pas à l'Allemagne, — peut vivre, peut tenir, au régime de la ration réduite. Ne tombons pas dans le ridicule de certains « communiqués » de la presse de guerre : le Kaiser réduit à s'alimenter de saucisses de chien, des compagnies entières de « Fritz » se rendant devant l'offre irrésistible de tartines de beurre offertes au-dessus de la tranchée. Même si certains imprudents étaient susceptibles, en laissant dangereusement faire boule de neige la crise alimentaire, d'engager le Reich vers l'abîme, il y a toujours la vieille Allemagne qui veille et qui corrige les folies des hommes nouveaux. A côté de MM. Gœring et Rosenberg, il y a M. Schacht. C'est au type Schacht, au type d'hommes de calcul et de tête froide agissant comme correcteurs et mettant à la disposition des nouveaux venus de la politique l'appoint de leur expérience de techniciens, que le IIIe Reich doit dès à présent d'être encore debout. C'est à lui qu'il devra de durer. Car les hommes actuellement au pouvoir, nous pouvons sur ce point leur faire confiance, se maintiendront férocement, même au sein d'un pays anémié et vidé. Guillaume II disait de l'Alsace et de la Lorraine qu'il ne les rendrait jamais que « chauves ». Le IIIe Reich, s'il desserre jamais sa prise, ne rendra l'Allemagne qu'exsangue. La crise économique aujourd'hui ouverte outre-Rhin ne doit être envisagée que comme facteur de dégrisement et de désaffection.

L'IRRITATION RELIGIEUSE

Nous avons dit plus haut que le second point vulnérable du régime national-socialiste était la question religieuse. Nous nous excusons d'avoir fait passer le mécontentement des esto-

macs avant l'insurrection des âmes. Nous avons voulu commencer par le phénomène le plus gros, le plus visible, celui qui frappe le premier le regard de l'observateur du dehors. Dans la vie d'un peuple, le plus apparent n'est pas toujours le plus important. Pour qui ne se contente pas de la surface, l'irritation religieuse est la plaie la plus grave et la plus dangereuse du régime. En gros et d'un mot, le IIIe Reich a réussi, en trois ans de pouvoir, à réaliser contre lui l'unanimité dans l'opposition de tous les esprits sincèrement religieux, de tous les Allemands pour lesquels le christianisme est encore un principe vivant et moteur.

Cette phrase à peine tracée, nous avons le devoir de conscience de corriger les espérances excessives qu'elle pourrait faire naître, de mettre le lecteur en garde contre les espoirs d'avenir exagérés qui pourraient s'attacher au terme « tous » dans les lignes qui précèdent. Assez naturellement, le mot *tous* fait lever dans l'esprit l'idée de « foule ». Ce n'est point le cas ici. Une statistique objective des âmes a le pénible devoir de fixer de prudentes limites au nombre des Allemands vivant aujourd'hui vraiment leur christianisme.

Les persévérants efforts de M. Rosenberg, « pape culturel » du IIIe Reich, et Baldur von Schirach, grand chef des jeunes troupes hitlériennes, n'ont pas été sans porter de fruits. A côté d'une jeunesse fanatisée et partiellement déchristianisée, il convient de ne pas oublier le bataillon important des tièdes de l'âge adulte, des « natures pratiques » qui n'entendent pas sacrifier leurs intérêts temporels à leurs intérêts spirituels et dont le régime a eu l'habileté de faire des créatures en leur confiant un bout de rôle sur la scène hitlérienne. Ces gens-là, — on les appelle en Allemagne les *Mitläufer*, c'est-à-dire ceux qui « marchent avec », sans conviction interne peut-être, mais qui « marchent » tout de même, — sont tenus à la fois par leur passé, par l'intérêt matériel, par l'ambition. Ils ont donné des gages, accepté des honneurs et des décorations, paradé en uniforme sur des estrades à côté des gloires du régime, peut-être connu le bouleversant honneur de serrer la main à Hitler ou à Gœring. Ils ont goûté cette joie intime : se sentir emportés dans le grand fleuve de la révolution allemande, n'être pas mis en marge du soulèvement national, de la *nationale Erhebung*. Il y a beaucoup de ces hommes-là

parmi les catholiques (que nous aurons principalement mais non exclusivement en vue dans les pages qui suivent; ce sont eux qui ont aujourd'hui l'honneur d'attirer sur eux le gros de l'offensive anti-chrétienne du IIIe Reich, et c'est aussi chez eux que l'opposition prend le caractère le plus vif). Il y en a d'autant plus qu'à l'heure de la prise de pouvoir par l'hitlérisme en 1933, heure décisive qui fut une heure d'indécision, de flottement fatal pour les consciences, beaucoup d'Allemands catholiques reçurent de l'autorité religieuse le conseil de ne pas bouder les formations nationales-socialistes, mais au contraire d'y entrer résolument pour les transformer par le dedans, selon la classique formule du noyautage.

La loi du ferment ne joue pas toujours, elle n'a pas joué ici. Le germe catholique n'a pas soulevé la pâte raciste. C'est lui qui lentement, par usure et par dépérissement, a perdu peu à peu ses qualités natives. Ces ralliés de l'heure de la force sont restés, à l'intérieur des cadres nationaux-socialistes, des catholiques honteux sans aucune action sur l'entourage, tenus en dehors de toutes les décisions, exclusivement et cyniquement appréciés pour le capital de propagande qu'ils représentaient, pour l'apport de leur nom de catholiques et comme appeaux pour leurs frères. Voyant les choses se gâter sur le terrain religieux, ils ont d'abord essayé de faire taire la voix débile de leur conscience en se couvrant du paragraphe 24 du programme national-socialiste qui affirme le respect pour le « christianisme positif ». Cet écran de papier se révélant de jour en jour plus fragile, le respect pour le « catholicisme positif » s'avérant de plus en plus douteux à mesure que le gouvernement découvrait ses batteries et notamment à la suite de l'élévation d'Alfred Rosenberg, blasphémateur attitré dans le IIIe Reich, à la dignité de directeur spirituel de la nation, ils se sont accrochés à la position qui est leur position actuelle : l'hitlérisme n'en veut qu'au « catholicisme politique ». A quelle bouée de sauvetage se cramponneront-ils demain, si, les fronts de bataille devenant de plus en plus nets, l'option radicale est inéluctable ? La ligne progressive de capitulation suivie jusqu'ici ne permet pas d'entrevoir pour eux d'autre terre où aborder que le « catholicisme allemand », ce *Romfreier Katholizismus* (Catholicisme libéré de

Rome) qui affirme tous les jours davantage ses prétentions et pousse sa réclame jusque dans les gares.

Les deux visages de l'hitlérisme. — Ces réserves une fois faites, — et elles devaient être faites, il importait de circonscrire nettement le terrain pour n'y laisser que les éléments de fidélité absolue sur lesquels peut vraiment compter le christianisme dans la lutte, — il est exact de dire que le national-socialisme a commis la faute la plus grave d'un bref règne de trois années en déchaînant contre lui la guerre religieuse. Cette guerre existe. Elle a fait lever dans les cœurs sa semence traditionnelle d'horreur. On sait qui l'a voulue et cherchée. M. Gœring ne trompe personne quand, à Breslau, dans les derniers jours d'octobre, avec cette impudence dans la contre-vérité qui est une des marques du régime, il s'écrie : « Nous n'avons pas attaqué l'Église. C'est elle qui nous a déclaré la guerre. Par la puissance de notre foi nationale, c'est nous qui lui avons montré ce que signifie le mot foi. C'est nous qui avons rendu la foi à un peuple qui ne croyait plus à rien. »

Pendant longtemps le national-socialisme a travaillé tranquillement sous le couvert du « christianisme positif ». Il suivait la ligne Rosenberg (car il n'en a jamais eu d'autre), tout en désavouant devant le public les « outrances de langage purement individuelles et personnelles » de l'auteur du *Mythe du* XXe *siècle*. Comme le dieu Janus, il avait deux visages, un pour le dehors, un pour le dedans. Cette dualité commode et efficace eût pu durer longtemps. Les catholiques ne demandaient qu'à croire au fameux « christianisme positif ».

L'hitlérisme s'est chargé de leur rendre l'illusion impossible. C'est à lui-même qu'il doit s'en prendre si la pratique avantageuse des visages de rechange n'a pu être prolongée. La consécration officielle de Rosenberg passé du rang d'enfant terrible (que l'on pouvait toujours désavouer) à la situation de ministre de l'Éducation allemande commença à ouvrir les yeux. Devant les excès de l'irréligion raciste, les obstinés se cramponnaient à la personne du Fuhrer restée intangible et auréolée de mystique dans l'imagination du peuple : « Si le Fuhrer savait ce qui se passe, ce qui se commet en son nom ! » De touchantes avalanches de suppliques naïves, écrites sur

gros papier populaire, adressées personnellement au chancelier et démasquant ingénument les abus, encombraient les services postaux.

Il fallut bien voir clair quand, au dernier Congrès de Nuremberg, au moment solennel de la consécration de la halle future des journées nationales, de la Maison du National-socialisme, deux livres furent coulés côte à côte dans le ciment des fondations, pour ajouter aux bases de maçonnerie de symboliques bases spirituelles : *Mein Kampf* et *le Mythe du XXe siècle*. Confondus et mêlés par le fruit de leur pensée dans les profondeurs du sol, de la sainte terre allemande, il devenait évident pour le plus aveugle qu'Adolphe Hitler et Alfred Rosenberg ne faisaient qu'un. L'archevêque d'Upsala Nathan Söderblom a bien vu Hitler le jour où il a écrit qu'il lui apparaissait « chimiquement pur de toutes traces de christianisme ». Et c'est, au fond, à la même constatation qu'aboutissent, sans que le veuille leur auteur, ces lignes du docteur Arthur Dinter, national-socialiste de la première heure et écrivain en vue du IIIe Reich, consacrées à la « religion » du chancelier : « Bien certainement notre Fuhrer n'est pas chrétien au sens judéo-paulinien du mot, au sens de superstition impie qu'enseignent aujourd'hui les Églises des deux confessions. Quiconque connaît le Fuhrer et a suivi son action depuis son début, depuis plus de quinze ans, sait qu'il plane à des hauteurs infinies au-dessus de tout confessionalisme étroit. Il parle peu, mais agit. Toute son action est centrée sur la libération du peuple allemand et son affranchissement des chaînes qui ont été forgées à Versailles sous le parrainage spirituel du Vatican. »

Nous devons au même auteur les déclarations suivantes, très nettes, sur l'incompatibilité entre l'Église catholique et le germanisme, celui-ci représentant l'authentique filiation du Christ continué par le Fuhrer, celle-là n'étant qu'une falsification juive de l'idée chrétienne. Alfred Rosenberg a été plus radical; il a impartialement reproché aux deux confessions le même « enjuivement sans remède » : « L'Église judéo-romaine est dans l'impossibilité d'abandonner, sans se renier elle-même, la lutte contre le national-socialisme. Elle est tout entière tendue vers le rêve d'un État divin établi sur des bases internationales, au sein duquel, sous l'autorité du pré-

tendu délégué de Dieu sur terre, c'est-à-dire du pape romain, seraient imposées à l'humanité tout entière les malsaines chimères judaïques-pauliniennes. Le national-socialisme, lui, se propose de réaliser pratiquement dans l'État national-allemand d'Adolphe Hitler le christianisme positif, c'est-à-dire la doctrine pure de Jésus. De là la haine contre lui de l'Église judéo-romaine, ardemment désireuse d'abattre une intolérable concurrence. »

Le mythe de la nation seule foi allemande. — Au fond, tout dans le IIIe Reich, « mouvement de foi allemand » du professeur Hauer, « déconfessionalisation » générale préconisée par le ministre de l'Intérieur Frick, discours et écrits de Gœring, de Rosenberg et de Hitler, — tout tend vers une « foi allemande, » une religion « solidaire du sang », vidée de tout contenu spirituel positif, libérée des dogmes qui sont des « cadavres vivants ». Quand on prend un peu de recul, on discerne, au-dessus des divergences de détail, la ligne de base des mouvements pseudo-religieux divers qui se partagent l'âme de l'Allemagne hitlérienne. Le mythe de la nation, la seule foi encore vivante au cœur d'un peuple « qui ne croyait plus à rien », ainsi que nous venons de l'entendre dire au général Gœring, est, entre tous les évangiles de chapelles, le dénominateur commun permettant la totalisation des forces. Il s'exprime assez bien, la juste part faite à la littérature, dans le blasphème du « credo allemand » que nous empruntons au *Reichswart*, l'organe du comte Reventlow :

« Je crois en l'homme, souverain seigneur de toutes choses et de toutes puissances sur terre. Je crois en l'Allemand, seigneur de lui-même, qui a été conçu sous le ciel nordique entre les Alpes et la mer, a souffert sous les papistes et les disciples de Mammon, est descendu aux enfers, sous les verges et les calomnies des démons de toute nature, est ressuscité après des dizaines d'années de misère et de désespoir, des ténèbres de la mort nationale, est monté au ciel d'Eckehardt, de Bach et de Gœthe où il est assis au côté de son frère de Nazareth, à la droite de l'Éternel, d'où il viendra juger les enterrés vivants et les morts. Je crois au Saint-Esprit de l'humanité, à la sainte Église de l'avenir, communion de tous ceux qui ne servent que le bien du pays à l'exclusion d'eux-

mêmes, à la rémission de toute faute, à la résurrection d'une apparence plus parfaite, à une vie éternelle dans l'avenir comme dans le passé. *Amen.* »

Nous ne contesterons pas, et nous avons eu soin de tout de suite le marquer, la part de littérature qu'il y a dans ce morceau de bravoure dont son auteur n'a pas dû concevoir médiocre fierté. Que l'on ne croie pas cependant que dans ce *credo* germanique, il n'y ait qu'effets de style. Il traduit une mentalité réelle. On ne contestera pas le caractère pratique d'un manuel scolaire destiné à la jeunesse hitlérienne et dont nous avons le texte sous les yeux. Voici ce que nous y lisons : « Nos ancêtres vivaient sur un pied de familiarité absolue avec le père de toutes choses. Ils n'avaient pas besoin de truchement, d'intermédiaire pour s'adresser à lui. Ils ne connaissaient pas le sens du mot prière. Ils avaient trop de fierté pour cela. Notre tâche présente consiste à retrouver, à revivifier en nous la foi de nos ancêtres. Nous ne pouvons pas faire nôtre une foi qui a été répandue par le Juif à travers le monde par les moyens du feu et du glaive. Nous ne pouvons adhérer à une religion internationale. Nous croyons au sang sacré de notre race. Notre Foi est l'Allemagne. »

A ces directives fort éloquentes, nous préférerons encore, pour prendre une idée exacte de la mentalité que le national-socialisme cherche méthodiquement à imprimer à la jeunesse, — la seule partie de la nation qui intéresse vraiment les chefs du mouvement ; Hitler a dit : « Nous prendrons leurs enfants aux parents dont l'âge fait des inadaptables », — le tableau suivant dont les touches précises et concrètes laissent dans l'esprit une image vivante :

« Au camp (il s'agit des camps de travail) la confession religieuse ne joue plus aucun rôle. Un front unique englobe le catholique croyant, le protestant, le tenant de la foi allemande. Il n'existe pas au camp d'enseignement confessionnel distinct, d'offices sacrés distincts. Il n'y a point de formules de prières protestantes ou catholiques à table. Au début du repas, on récite en guise de prière un proverbe allemand ou une parole célèbre d'un grand Allemand. Le repas terminé, tout le monde se tend la main en disant : merci. La vie au camp est pour maint participant l'occasion d'une découverte, à savoir qu'il est essentiellement Allemand, et secondairement

seulement, catholique, protestant ou croyant d'une autre confession. Il n'entre point ici d'aumôniers fanatiques pour troubler les têtes; chacun est libre d'écouter sa voix intérieure. Et un jour surgit la grande question : La religion, qu'est-ce donc au juste? La Bible, le dogme, les sacrements, la prière, est-ce donc là seulement la religion? Faut-il tout cela pour avoir de la religion? Non, la vie du camp est en contradiction avec de telles conceptions. »

Suit la description d'une des fêtes nouvelles de l'Allemagne raciste, — d'une des heures « consacrées » du pays, pour employer le langage rituel, — celle d'une fête du solstice au camp :

« Les colonnes progressent silencieuses vers une éminence s'élevant solitairement au milieu de la plaine. Ce silence dans la marche a déjà par lui-même quelque chose de solennel. On n'entend que la cadence des bottes. Cependant l'effectif du camp de travail forme un carré autour d'un vaste bûcher. Un camarade récite une sentence. Et puis un large intervalle de silence. Le feu est mis au bûcher. Seul l'homme qui a été témoin d'une fête de ce genre sait quels sont les sentiments qui remplissent les cœurs, quand la flamme, après s'être frayé une voie à travers les branches, jaillit soudainement toute droite, toute claire, vers le ciel. Une émotion que les mots sont impuissants à rendre, que la seule raison est impuissante à faire saisir. L'émotion des grandes profondeurs, l'expérience religieuse. Pas d'églises, pas d'offices sacrés, pas de bibles et cependant, une religion. Une religion qui sort du tréfonds de l'âme et cherche directement l'union avec Dieu. »

Rancunes et amertumes au cœur des catholiques. — Mais notre intention n'a point été ici de multiplier les spécimens de l'irréligion raciste suffisamment connue.

Nous avons simplement voulu présenter quelques-uns des faits qui expliquent la force actuelle de la réaction chez toutes les âmes dans lesquelles le nom du Christ éveille encore un écho. Et c'est cette réaction, la réaction de la nation croyante, qui nous importe aujourd'hui dans cette brève enquête sur les causes du mécontentement intérieur du Reich. Des hommes, des femmes d'Allemagne voient se perdre la foi de leur enfant dans le camp du *Landjahr* où est activement menée vers la treizième année la « déconfessionalisation » de l'ado-

lescence préconisée par M. Frick; où aucune prière ne peut être récitée, si l'un seulement des assistants élève une objection ; où, sur l'ordre formel de M. Rust, ministre de l'Instruction, aucun prêtre n'a le droit de pénétrer, sauf le cas formellement précisé de péril immédiat de mort. Les mêmes parents savent les risques qui attendent plus tard leur fils à la H. J. (Jeunesse hitlérienne), dont la plupart des chefs ont donné des gages de loyalisme raciste en rompant avec l'Église, leur fille au B. D. M. (Association des jeunes filles hitlériennes) où les maternités précoces et nombreuses assurent peut-être du matériel humain à l'État national-socialiste, mais gardent encore une couleur de scandale pour le regard bourgeois. Ceux même d'entre eux qui, cédant au terrorisme organisé, se décident à envoyer leur garçon à la Jeunesse hitlérienne pour ne pas compromettre toutes ses chances sociales dans l'avenir, le font la rage du désespoir au cœur. Ils plient devant l'appareil tout-puissant d'un État qu'ils détestent. Il y a encore des trembleurs en Allemagne, il n'y a plus d'aveugles.

La grosse offensive montée cette année contre le catholicisme, la guerre aux couvents, sous le couvert des lois sur les devises, n'a pas donné les résultats escomptés de disqualification et de salissure du catholicisme. On a beau prendre sur disques de propagande le compte rendu de la séance récente du *Landgericht* berlinois où la sœur Schroers a à répondre de ses « crimes contre le pays », devant ses juges, le public sait et juge. Il sait que ces procès sont entre les mains des magistrats à gages, qui jouent l'indignation nationale, une machine de guerre contre les catholiques. Il juge le tribunal et non les victimes. Comme il juge les affiches contre les « hommes noirs » (un mot que Rosenberg a mis à la mode), les « chœurs parlés » de la jeunesse hitlérienne, dernière forme particulièrement sonore de l'insulte dans la rue, les couplets ignobles du « Chant des voleurs de devises » et des autres productions lyriques du racisme (1).

(1) Voici un spécimen des chants de la jeunesse hitlérienne que nous insérons en nous excusant auprès du lecteur français qui, nous ne l'oublions pas, « veut être respecté », mais qui a aussi le droit et peut-être le devoir de connaître :

La vieille honte juive est lavée ;
Le mensonge noir fait encore rage ;
Peuple allemand, qu'en dis-tu ?
Souffriras-tu plus longtemps sur toi les crachats du cochon noir ?...

Les Allemands qui gardent au cœur le souci des valeurs spirituelles restent reconnaissants à la brutalité dans le sectarisme qui a rendu intenable la position des conciliateurs, des « jeteurs de ponts » (*Brückenbauer*) comme on les appelait, si longtemps obstinés, les uns par intérêt et les autres par myopie, dans le rapprochement des irréductibles. Aujourd'hui, voiles et illusions sont déchirés. Un puissant capital d'amertume et de rancune s'amasse dans les cœurs.

Amertume muette et rancunes enchaînées. Les maîtres actuels du Reich se sont, dès la première heure, assurés de tous les leviers de commande et les ont bien en mains. Dans un pays aussi méthodiquement garrotté et en même temps aussi craintivement respectueux des pouvoirs établis, il faudra du temps pour que la haine devienne révolte. Toutes illusions à ce sujet seraient naïves.

Elles le seraient d'autant plus que, si la mauvaise humeur nationale est indéniable, on n'aperçoit pas, en revanche, de quelque côté que l'on se tourne, d'opposition organisée, d'opposition armée susceptible de tourner contre le régime une pointe précise. La monarchie Hohenzollern est définitivement usée. La Reichswehr a déçu les espoirs toujours trop optimistes mis en elle. Elle a montré, après les assassinats du 30 juin 1934 qui lui mettaient dans les mains une occasion magnifique, qu'elle ne possédait pas les réflexes qu'on lui prêtait. Sa pugnacité politique s'est révélée aussi douteuse qu'apparaissaient certaines ses ambitions. Elle a capitulé devant les belles chances de carrière et d'avancement que lui offrait Hitler au milieu d'un pays réarmant fièvreusement. Elle a imité le silence du feldmarschall von Mackensen auquel une riche propriété domaniale offerte à point par le gouvernement enlevait toute humeur d'opposition au régime et de solidarité avec ses camarades dissous du Casque d'acier.

Reste la fatigue morne de l'opinion publique.

Par définition, la tyrannie se passe d'opinion publique.

La main tendue au frère allemand qui vient loyalement à nous,
Mais le poing dans la gueule du vicaire noir fanatique.
Qu'il soit pendu à la potence qu'il mérite depuis si longtemps,
Les corbeaux l'attendent avec joie.
Quand il gigotera à la corde,
Alors, mais alors seulement, nous serons délivrés du bandit noir...

Cependant l'hitlérisme sent un vague danger; il n'est pas aussi sûr de lui qu'hier; il mesure avec lucidité l'immense désaffection qui s'est accomplie en trois ans de pouvoir. Il sait qu'il a été aimé et qu'il est aujourd'hui subi, que la résignation d'une nation est un mauvais point d'appui pour un gouvernement. Il connaît le nombre des ennemis de toujours et aussi le nombre des amis d'hier qu'a détachés la crise économique. Il n'ignore pas la diversité des régions d'où souffle l'opposition de principe : vieille Allemagne conservatrice, anciens nationaux-allemands, protestants du « front confessionnel », catholiques. Il discerne l'audace croissante de la critique, d'une critique anonyme et insaisissable. Son ouïe, très fine pour les rumeurs collectives, perçoit le *crescendo* du murmure d'un peuple. Contre les deux foyers de péril que nous avons signalés, dans notre esquisse rapide du mécontentement allemand, l'irritation alimentaire, l'irritation religieuse, il met en œuvre les moyens de la clinique politique assez peu différents de ceux de la clinique médicale.

Il utilise l'abcès de fixation : l'antisémitisme. Pour tromper la faim de beurre et de saindoux du peuple, il lui donne à manger du Juif. Bon os à ronger, mais qui commence à s'épuiser. Il utilise aussi le dérivatif extérieur. Sa presse tire une lourde joie de la dislocation de l'Occident, caricature les embarras de Genève à la suite de l'affaire éthiopienne, nous montre Marianne coiffée de son bonnet phrygien dansant une gigue mélancolique, une lourde barre d'équilibriste aux mains au bout de laquelle grimacent John Bull et Mussolini, au-dessus d'un œuf crevé qui représente la Société des nations.

Médiocres palliatifs. La mauvaise humeur de la nation gonfle sans arrêt. Elle accompagne comme une basse ironique le concert qui continue, le concert des tumultueuses manifestations qui se déroulent toujours sur le devant de la scène. Le pouls du III[e] Reich continue à battre du rythme de fièvre qui est le rythme même de l'hitlérisme; la température interne du pays baisse. La dissociation entre le pouls et la température, — que l'on nous permette encore une image médicale, — n'est jamais un indice négligeable.

ROBERT D'HARCOURT.

LA VIE A PARIS
PENDANT LA RÉVOLUTION

I. — 1789

Notre très cher et très regretté collaborateur G. Lenotre avait complètement achevé l'étude que nous sommes heureux d'offrir à nos lecteurs. On y retrouvera, avec toute sa science d'historien scrupuleux, familier des archives et des vieux papiers, son admirable don de vie et son grand talent d'évocation. Nous adressons nos plus respectueux remerciements à Madame Lenotre qui a bien voulu réserver ce dernier livre à la Revue *que Lenotre considérait à juste titre comme sa maison.*

L'ARBRE DE SCIENCE

Parmi les causes multiples de la Révolution, on néglige généralement d'en signaler une : La France, au temps de Louis XVI, était trop heureuse. Elle se flattait de l'illusion qu'il suffirait d'un faible effort pour propager son bonheur et transformer l'Europe entière en un paradis terrestre.

Nos trisaïeuls fondaient cette présomptueuse conviction sur l'orgueil d'être Français, d'appartenir à la nation la plus raffinée, la plus élégante et la plus industrieuse du monde. A l'égard des étrangers, ils témoignaient d'une indifférence un peu dédaigneuse : ils savaient que toutes les chancelleries avaient adopté notre langue ; le roi de Prusse, lui-même, parlait et écrivait en français. Le moindre bourgeois parisien jugeait inutile de voyager « pour voir des choses inférieures à ce qu'il possédait chez lui » et considérait les souverains

étrangers comme des petits rois de province ; le seul, le vrai monarque était celui de Versailles. Mercier, l'auteur du *Tableau de Paris*, disait à un Anglais : « Qu'est-ce que votre roi ? Il est mal logé ; ça fait pitié. Voyez le nôtre : est-ce un château superbe ? Quelle grandeur ! Quel éclat ! » Les plus humbles, en effet, tirent vanité de cette magnificence : ce serait grande erreur de croire qu'ils en sont scandalisés ou jaloux ; elle les flatte, et les mémorialistes de cette époque s'accordent à constater cette unanimité de satisfaction. Ce qui frappe dans ces récits, c'est que leurs contemporains, à quelque classe qu'ils appartiennent, ne semblent pas avoir d'autre préoccupation que de mener la vie facile et, pour s'en tenir aux Parisiens, il paraît manifeste que, dans les années d'avant 89, ils s'estimaient parvenus au summum de la félicité humaine : l'un d'eux, rappelant plus tard ses impressions d'enfance, écrivait : « L'homme, au matin de la vie, se croit le maître de la terre ; placé à Paris, il se croit le maître des cieux. »

De quoi se plaindraient-ils ces jeunes gens que guette un destin dont nul d'entre eux n'aurait imaginé la chaotique confusion ? Chacun trouve à se caser suivant le rang que tiennent ses parents : l'artisan est assuré d'être admis dans la corporation dont son père est membre ; le commerçant, l'âge venu, cédera son comptoir à ses fils ; ceux que tente la carrière des arts n'ont qu'à se présenter, dès la huitième année, à l'école royale de dessin où, durant six ans, quinze cents enfants, ouvriers ou apprentis, sont instruits gratuitement, et où on leur fournit, — gratuitement aussi, — papiers, crayons, couleurs et modèles qu'il leur est permis d'emporter chez eux. Vingt collèges dispensent l'instruction supérieure ; la pension seule y est payante, encore que le nombre des boursiers y soit considérable. Le collégien poursuit-il la conquête d'un grade universitaire ou d'un diplôme, les affres de l'épreuve et les risques d'échec sont conjurés par la condescendance des examinateurs que l'envoi préalable de cinquante livres de bougies ou de tout autre cadeau usuel dispose à l'indulgence. A ceux qui, sans ressources, ambitionnent la licence théologique, — de trois à cinq ans d'études, — la Maison de Sorbonne, riche de 60 000 livres de rentes, offre aux étudiants, sans aucun engagement de vœux monastiques, un

salon bien chauffé, deux cuisiniers, des domestiques, une opulente bibliothèque, sans compter la société constante de maîtres éminents; là se forma, sans argent ni protecteur, André Morellet qui, né d'un petit papetier de Lyon père de quatorze enfants, devint abbé sans cagoterie en même temps que philosophe plein de zèle et membre de l'Académie française.

La misère, pourtant, l'effroyable et générale misère qui décimait le malheureux peuple de France et dont la révolution aurait été, suivant plusieurs, l'inéluctable conséquence? L'argument vaut d'être approfondi. Si l'on s'en rapporte aux récits des étrangers qui parcourent notre pays dans les années qui précédèrent le grand bouleversement, — il faut excepter Arthur Young « dont les opinions ne comptent guère, tant ce voyageur est de mauvaise foi », — cette misère passe pour eux totalement inaperçue. Ils arrivent chez nous bourrés de préventions, les Anglais surtout, prêts à dénigrer tout ce qui ne serait pas « à l'anglaise » et d'avance persuadés d'assister au lamentable spectacle d'un peuple dégénéré et torturé par la famine. Le docteur Rigby, dont le journal de route est de 1789, avoue qu'il croyait « les Français légers, insignifiants, d'un extérieur chétif et vivant dans une misérable condition causée par l'oppression de leurs maîtres ». Les premiers de nos compatriotes qu'il aperçoit, — des marins, — lui paraissent, à son grand étonnement, « énergiques et joyeux » ; les femmes sont « fortes et bien musclées », les soldats « beaux et robustes », les routes « parfaitement entretenues ». En avançant vers Paris, il est ébahi de la fertilité du pays : « pas un acre qui ne soit dans l'état de la culture la plus ingénieuse ; on ne supposerait pas qu'une disette pût jamais avoir lieu; tout ce que nous voyons porte la marque du travail; tous les gens paraissent satisfaits ». « Les paysans, en Angleterre, ne sont certainement pas aussi aisés; en tout cas ils sont loin de paraître aussi heureux. » Les paysannes portent sur leur dos « des hautes et lourdes hottes; elles ont toutes de très beaux bonnets sur leurs cheveux poudrés ; elles sont parées de boucles d'oreilles, de colliers et de croix ». Et la cuisine est admirable : « des fricassées à faire les délices d'un alderman de Norwick » ; et Rigby conclut : « La France est un pays merveilleux; la comparaison qui s'impose est loin d'être favorable à l'Angleterre. »

Mistress Cradock qui, vers la même époque, passa deux ans en France, est encore plus enthousiaste ; elle abonde en épithètes admiratives : splendide, enchanteur, délicieux, enivrant, superbe, magnifique, prodigieux. Parfois même le mot lui manque ; elle doit recourir à la périphrase et déclare que ce dont elle est spectatrice ou témoin « dépasse tout ce qu'elle a vu jusqu'alors ». N'étaient les punaises qui la dévorent dans certaines auberges, tout la charme : les Français sont affables, sensibles, obligeants, serviables, d'une politesse exquise, et leur entrain est « assurément l'indice d'un réel bien-être. Partout des traces d'industrie et d'abondance. Les villageois, non plus sales et en haillons, mais propres et convenablement habillés, travaillent dans les champs et les vergers ». Elle ne voit de mendiants qu'en Avignon, alors terre papale, et à Montpellier, à la sortie d'un office solennel à la cathédrale.

Et partout on danse. C'est ce qui ravira le parisien Frénilly lors de son voyage à Beaucaire au temps de la célèbre foire : « des chants, des orchestres et des bals ; à la nuit close, on revenait danser dans la ville, le peuple sur les places, la bourgeoisie dans les vauxhalls et le beau monde chez le fermier général : huit jours de féerie.... » La conclusion de mistress Cradock est aussi mélancolique que celle de Rigby : « Le caractère français est autrement gai que le caractère anglais ! » Au reste, s'il lui restait un soupçon que ces paysans de France qu'elle imaginait si calamiteux et si asservis, dansassent ainsi le ventre creux, elle fut bientôt rassurée sur leur sort, car, au cours de son passage en Bretagne, près d'un hameau perdu des bords de l'Erdre, elle déjeuna dans une ferme : omelette, canard rôti et fruits délicieux, et elle apprit qu'une fille du village se mariait le lendemain : « Tout le voisinage est invité, dit la fermière ; on rôtira un bœuf, un veau et un mouton entiers et on dansera sous les arbres jusqu'à minuit. — Ces gens sont donc bien riches, observa mistress Cradock qui, débile et spleenétique, s'épouvantait d'un tel menu. — Non, répondit la villageoise, mais les noces se passent toujours ainsi. »

Le programme de telles ripailles contraste sensiblement avec les « cahiers de doléances », où chacune des paroisses du royaume devait, trois ans plus tard, sur l'invitation du Roi, exposer et ses plaintes et ses désirs. Ces cahiers présentent, avec

une unanimité singulière, un aspect si navrant de l'état du pays que l'on a jugé, il y a quelque trente ans, leur coûteuse publication indispensable, afin que les générations présentes fussent à même de mieux apprécier les bienfaits de la révolution. Cette unanimité est même si frappante que l'on a pu supposer la circulation de modèles uniformément rédigés par des agents intéressés à noircir le tableau. Il n'est pas besoin de cette hypothèse, d'ailleurs constatée, pour affirmer que, sous tous les régimes, chaque fois que l'on consultera les contribuables, ils se déclareront ruinés par le fisc et près de succomber sous le poids des impôts. La question des « cahiers » a été, à plusieurs reprises, trop savamment étudiée pour qu'on se risque ici à y revenir. On peut néanmoins y apporter une contribution purement anecdotique, mais de nature à établir que les rédacteurs de certains cahiers ont dû légèrement forcer la note.

Tel fut le cas de l'abbé François-Yves Besnard, curé de Nouans, village d'environ cent cinquante feux, dans l'élection du Mans. Chargé de rédiger les doléances de ses ouailles, il décrit avec émotion leur lamentable pénurie : « La moitié est inscrite sur l'état des pauvres ; on ne se procure qu'avec peine les plus étroits moyens de subsistance. Il ne se fait à Nouans aucun commerce, les chemins qui y mènent étant impraticables. Les malheureux habitants sont réduits à sécher de désespoir et de misère sur une terre qu'ils arrosent en vain de leur sueur... » Ainsi du reste. Or, quarante-cinq ans plus tard, l'abbé Besnard ayant renoncé depuis longtemps au ministère ecclésiastique, écrivait à Paris ses Mémoires ; il ne les destinait certainement pas au public : complètement oublieux de son pessimisme lointain, il se remémore, en toute sincérité, cette fois, les treize années qu'il a passées dans sa cure et quelle était, avant 1789, l'existence de ses heureux paroissiens : « Aucune parcelle de terre qui ne fût cultivée et dont le blé occupait la moitié ; des herbages complantés d'arbres fruitiers ; bœufs, vaches et chevaux y pâturaient, ayant de l'herbe jusqu'au ventre. Tous les jardins étaient suffisamment pourvus de plantes potagères, voire de fleurs telles que roses, œillets, lys et giroflées. La nourriture des habitants, même des moins aisés, était substantielle et abondante : le pain fort bon ; la soupe au dîner et au souper, suivie d'un

plat de viande, d'œufs ou de légumes; au déjeuner et à la collation, toujours deux plats et des fruits crus ou cuits ou secs. Toutes les tables sont couvertes de nappes et chacun des convives dispose d'assiettes, de cuillers et de fourchettes. La consommation en lard, beurre et cidre est énorme. » Toute la population fréquente le cabaret, mais on compte seulement dans le village quatre ivrognes avérés, dont le notaire de l'endroit; les vêtements d'homme et de femme sont propres et « cossus »; sauf aux jours de fête, « l'habillement des journaliers et des pauvres ne se distingue pas de celui des richards et des fermiers; il en est de même des chaussures et du linge de corps... » Ce désavœu flagrant infligé par le mémorialiste Besnard au même Besnard rédacteur des doléances de ses concitoyens, autorise peut-être à penser que les cahiers de 1789 ne méritent pas le crédit qu'on se plait aujourd'hui à leur attribuer.

Est-ce parce qu'ils suspectèrent la véridicité de ces lamentations et leurs mélodramatiques hyperboles que les députés élus pour les examiner n'en tinrent aucun compte? Des 475 cahiers de bailliages groupant les 50 mille vœux ou revendications de toutes les paroisses, communautés ou corporations du royaume, il ne fut plus question, ni à l'Assemblée constituante, non plus qu'à la Législative ou à la Convention; on n'en fit ni l'étude, ni le dépouillement, ni même l'inventaire méthodique et ce fatras devait dormir durant plus d'un siècle dans les archives avant qu'on les en exhumât pour nous prouver combien était épuisée et dolente la France des rois.

Il faut en croire les contemporains: les provinces n'expiraient donc pas de faim et de misère. Paris était-il exempt de semblables fléaux? C'est plus malaisé à connaître : dans l'océan d'une telle agglomération, — la ville comptait alors à peu près sept cent mille habitants, — les naufragés sombrent inaperçus. Sans nul doute, il y a des pauvres, et il faut interroger à ce sujet Mercier qui, dans les douze volumes de son *Tableau*, nous montre toutes les grâces, tous les défauts, toutes les verrues de la capitale, qui n'oublie ni les galériens, ni les regrattiers, ni les tondeurs de chiens, ni les joueurs d'orgue, ni les porteurs d'eau. Il s'attendrit sur ceux qui peinent: indigné contre le luxe effréné des riches, il compatit à « ces myriades de mendiants qui infestent les rues de Paris ». Mais

quand il en vient à traiter spécialement cet attristant sujet, sa vue s'éclaircit et sa pitié s'apaise : « S'il est, dit-il, plusieurs mendiants que la misère force à tendre la main, il est aussi un grand nombre de gueux qui, par des gémissements imposteurs et des infirmités factices, surprennent votre libéralité et trompent votre compassion. Ils se flattent de subsister sans rien faire, de partager tous les plaisirs de la charité sans en avoir les charges. » Dans le millier de chapitres dont se compose le *Tableau de Paris*, je pense qu'il n'en est pas un seul où soit rapporté un de ces traits d'atroce dénuement, — morts de faim, mères tuant leurs enfants qu'elles ne peuvent plus nourrir, — dont, en d'autres époques, les âmes généreuses ont eu à gémir. En revanche, on y trouve maint passage où Mercier, morose philosophe pourtant et plus enclin à la critique qu'à l'admiration de la société de son temps, s'extasie sur l'émulation de charité qui harcèle les classes opulentes : « Jamais siècle n'a tant multiplié les bonnes œuvres ; jamais on n'a fait le bien avec tant d'application et d'intelligence. » La charité a sa gazette officielle : *le Journal de Paris* en publie les témoignages. Il s'est créé « une grande entreprise de bienfaits » connue sous le nom de *Société philanthropique* : on y fait l'aumône mieux qu'ailleurs on n'administre les deniers publics : le don ne s'égare point ; les consolations tendres ne sont pas séparées des aumônes. On y ménage la fierté des indigents ; et comme les commissaires sont ingénieux à découvrir les moins apparents, les plus obscurs, les plus muets des misérables, octogénaires, aveugles, femmes en couches, veufs chargés de famille, pères et mères de nombreux enfants !

Et Mercier, qui n'apprécie pas beaucoup les ordres cloîtrés, admire les Sœurs grises, « leur constance à endurer les plus pénibles fonctions, les plus nauséabondes, les plus offensantes pour la délicatesse de leur sexe ». Il louange l'ordre établi sur la paroisse Saint-Sulpice pour le soulagement des pauvres : aumônes pour la layette et les mois de nourrice ; travail procuré aux chômeurs ; métiers enseignés à ceux qui n'en connaissent aucun ; et cet asile de *l'Enfant Jésus* où « plus de huit cents femmes et filles trouvent la retraite et la nourriture en filant du coton ou du lin : on leur y donne l'instruction et on les établit ensuite ». « La charité fait plus à elle seule que les édits du souverain, les sentences de la police, les arrêts du

parlement et toutes les vertus politiques ensemble réunies. » Et Mercier termine en rappelant « qu'il existe à Paris une fondation charitable, de quoi nourrir le tiers de la France », constatation qui permet de considérer comme peu vraisemblables « les myriades de mendiants » dont, un jour de mauvaise humeur, il avait peuplé Paris.

Rétif de la Bretonne, le noctambule, l'homme hibou, qui, durant trente ans, battait les rues dès le soir venu, notant tout ce qu'il observait au cours de ces vagabondages, est un guide plus précieux encore que Mercier pour qui tente d'explorer le Paris du temps de Louis XVI. Encore qu'il recherche plus particulièrement les jolies modistes et les accortes servantes, Rétif fait sa société ordinaire de tous les « gagne-deniers » de la ville, trouveurs d'objets perdus, décolleurs d'affiches, ramasseurs de bouteilles cassées, décrotteurs du Pont-Neuf, crocheteurs des ports, sans omettre les professionnels moins recommandables, tels que le fondeur de plomb volé ou le fraudeur à l'octroi. Du moins ont-ils un semblant de métier et ne doivent-ils pas être comptés parmi les mendiants. D'ailleurs, quoiqu'on ne puisse se flatter d'avoir lu l'œuvre entière du promeneur nocturne, — plusieurs centaines de volumes! — il semble que les tableaux de misère, de misère matérielle du moins, y sont extrêmement rares. Mais que de précieuses trouvailles sur la condition des besogneux! On en citera une seule intéressant particulièrement la vie « des petites gens » à la veille de la révolution : c'est le restaurant à six sous, rue des Mauvais Garçons, près de la rue de Buci. La salle est très propre ; beaucoup d'ouvriers, tailleurs, menuisiers, selliers, serruriers; une grosse femme au comptoir ; deux jeunes filles, Julie et Thérèse, gracieuses, modestes, reçoivent les portions de la main du découpeur. Nul bruit : on n'entend que les commandes des clients : rôti de veau, rôti de mouton, bœuf à la mode, ragoût, lentilles au lard, salade; telle est « la carte ». Entre Rétif. La servante vient à lui : « Monsieur, c'est votre tour : que voulez-vous? » Il choisit le rôti de veau et les lentilles au lard. Un sou de pain et un carafon de vin, trois sous de supplément. C'est un repas complet, copieux et excellent. On mange en silence et vite, car la grosse dame du comptoir ne dispose que d'une trentaine de places, et il faut qu'en l'espace d'une heure cent vingt repas soient servis.

Ainsi, à ne consulter que les écrivains du temps, le Paris de Louis XVI apparaît comme un lieu privilégié où le travail ne manque pas, où le commerce prospère, où la charité des riches est secourable aux nécessiteux. Les ouvriers d'art y foisonnent : les créateurs de la mode y sont rois, les artistes y sont fêtés, les gens de lettres, même les moins en vue, y sont hébergés par « le beau monde ». Tous ceux qui ont goûté de cette existence ne supporteraient pas de vivre autre part : « Il n'y a pas d'endroit préférable pour des gens de mœurs douces et d'esprit cultivé, car il n'y a rien de si libre qu'un pays soumis à une monarchie éclairée... » écrivait Mercier, déjà républicain cependant et qui, avant dix ans, sera membre de la Convention. Bien qu'il considère que la facilité de vie, l'amour des plaisirs engendrent un singulier besoin d'indépendance, « résultat de la fréquentation de tant d'individus « dans une foule immense », il déclare « qu'une émeute qui dégénérerait en sédition est devenue maintenant impossible », car, insouciants de la politique, les Parisiens sont bien persuadés que « le gouvernement est, comme le cours du soleil, déterminé par une nature invariable ». Rétif de la Bretonne est plus perspicace : le péril qu'il prévoit n'aura point pour cause la misère, mais un caprice d'indépendance, un contagieux vertige d'émancipation qui gagne le petit peuple : « Une révolution se prépare, note-t-il, et fermente sourdement... De tous les gens de lettres, je suis le seul qui connaisse les basses classes... Ramenez l'ordre, la subordination, et vous, mes chers concitoyens, tremblez que l'anarchie ne vous plonge dans des malheurs... Le pouvoir est passé dans les mains de ceux qui ont intérêt à l'anéantir. » D'autres que lui percevaient ce prurit de rénovation et l'attribuaient au trop de bien-être. Tilly remarquait : « Les Français étaient trop heureux d'un bonheur qui les ennuyait parce qu'il était tranquille et n'était pour eux d'aucun prix parce qu'il n'avait aucun éclat. »

S'ils rêvent mieux, c'est qu'ils ont goûté au fruit défendu sur l'invitation de tentateurs imprudents qui, depuis cinquante ans, les bercent de chimères. Ce sont d'abord les sarcasmes antireligieux des *Lettres persanes* que suit l'*Esprit des Lois* où Montesquieu, bouleversant l'ordre établi, préconise les assemblées législatives et la limitation rigoureuse du pouvoir royal.

En 1753 apparaît Morelly avec son utopie *le Prince, ou système d'un sage gouvernement*, que suivra, en 1754, sa *Basiliade ou naufrage des îles flottantes*, poème héroï-comique décrivant la félicité paradisiaque d'un peuple libéré de préjugés et n'obéissant à d'autres lois que celles de la Nature et de la Vérité. Morelly complétera l'exposé de sa doctrine dans *le Code de la Nature*, qui célébrait l'avantage du partage des biens et autres réformes radicales dont Voltaire disait : « Il ne reste plus à la civilisation qu'à rentrer dans les forêts pour y marcher à quatre pattes. » Puis c'est Mercier avec son *An 2440* : il y prophétise un Paris où règne une égalité parfaite : les domestiques dînent à la table des maîtres ; tous les citoyens sont habillés de même ; toutes les rues sont pareilles ; les passants n'y circulent qu'à pied, les seuls carrosses qu'on y voit encore sont réservés aux pauvres infirmes ; et on ne paie d'impôts que si on le veut bien. C'est sans doute en raison de ce dernier article que Mercier donna pour sous-titre à son livre : *Rêve s'il en fut jamais.*

Raynal, en 1770, dans son *Histoire philosophique des Indes*, idéalise les noirs et noircit les blancs, coupables, à son dire, de supporter sans révolte les tyrannies qui les oppriment. Deux ans plus tard, le marquis de Chastellux, de l'Académie française, publie son livre de *la Félicité publique*. On réimprime en 1780 la traduction de l'*Utopie* de Thomas More, *De optimo reipublicæ statu*, qui fourmille d'idées singulières sur la communauté des richesses et les agréments du suicide ; il y a aussi le marquis de Mirabeau qui, féru de la philosophie et de la liberté, s'est pris de tendresse pour les paysans, brutalise les siens, les traite en bêtes de somme, mais considère tous les autres comme des êtres idylliques, ce qui lui vaut, du titre d'un de ses livres, le sobriquet flatteur de l'*Ami des hommes.* Il fut le père du célèbre tribun.

Ces rêveries, ces mirifiques projets, tout en témoignant d'une poussée de tolérantisme, de pacifisme, d'humanitarisme, sont le clair indice « d'un appétit d'égalité, de bienveillance, un ardent appel à la fraternité des hommes et des peuples, et dont sont grisées les âmes confiantes et généreuses ». Persuadé qu'il est parvenu à l'apogée de la civilisation, que rien ne reste à découvrir, que la nature lui a livré tous ses secrets, le Français de 1788 se croit « investi de toutes les lumières

de l'expérience et de la philosophie ». Morelly le lui a dit : « Il est fait pour régir les autres nations ; il ne lui reste qu'à bien mériter du genre humain en établissant le plus heureux et le plus parfait des gouvernements. » Illusion fallacieuse ! Mais comment douterait-il qu'il détient la baguette des fées ? Chaque jour sous ses yeux s'opèrent des miracles ; il vit dans l'invraisemblable : les Saint-Martin et les Cazotte ont Dieu lui-même pour génie familier et entretiennent avec lui un commerce de confidences ; de toutes parts de fervents adeptes de l'alchimie cherchent la pierre philosophale et la panacée qui abolira tous les maux de l'humanité. « Quantité de gens distingués ont un laboratoire, des *athanors* » et vont immanquablement trouver le moyen de faire de l'or et de purifier le diamant. Nombre de gens, et non des naïfs, sont encore convaincus que Cagliostro est âgé de huit cents ans et que, familier des morts, il a fait souper le cardinal de Rohan avec Aspasie et Charlemagne. Des magiciens viennent d'asservir l'électricité et, au baquet de Mesmer, cette puissance mystérieuse a déjà opéré des prodiges annonciateurs de merveilles inouïes. Bien plus, le royaume des airs qui, depuis l'aventure du mythologique Icare, demeurait inviolé, le royaume des airs est conquis et les Parisiens ont vu, avec une stupéfaction terrifiée, des voyageurs partir pour le pays des nuages et en revenir sains et saufs. Pour avoir assisté à de tels spectacles et respiré l'encens de tant de flagorneries, quelle génération n'eût pas succombé au péché d'orgueil ?

C'est un écho lointain du plus ancien de tous les apologues, puisqu'il date de la naissance du monde : au centre du paradis terrestre était un arbre, un seul, dont, sur l'ordre de Dieu, Adam et Ève devaient s'abstenir de manger les fruits. Jaloux du bonheur de nos premiers parents, le démon résolut de les perdre, ainsi que leur postérité. Caché sous la forme d'un serpent, il dit à Ève : « Pourquoi Dieu ne vous a-t-il pas permis de goûter aux fruits de ce jardin ? — Nous mangeons de tous les fruits, répondit Ève, mais pour l'arbre qui est au milieu, le Seigneur nous a défendu d'y toucher, sous peine de mort. » Le serpent répliqua : « Vous ne mourrez point ; mais Dieu sait que si vous en mangez, vous deviendrez aussi puissants que lui ; vous serez comme des dieux, ayant la connaissance du bien et du mal. » La femme cueillit donc un fruit de cet arbre

et le porta à sa bouche ; elle appela Adam qui y goûta comme elle... Aussitôt leurs yeux s'ouvrirent. Pris de honte, ils se cachèrent.

CHIMÈRES ET ILLUSIONS

Pour les Parisiens du XVIIIe siècle, l'effet pernicieux du fruit défendu fut moins rapide : il leur parut même n'en éprouver d'abord qu'un très grand bien-être. Dès 1787, ils se sentaient meilleurs : « Les âmes généreuses de toutes les classes s'unissaient dans un désir de félicité générale : la société était délicieuse. » Quel charme dans les réunions : on discutait tout librement ; la diversité des manières de voir, la vivacité des espérances, la nouveauté des objets d'intérêt y imprimaient un mouvement sans exemple. Cette croisade de réformations « n'avait point d'apôtres plus fervents que les grands seigneurs; l'horreur des abus, le mépris des distinctions héréditaires formaient le thème favori des plus privilégiés ». Ils furent les premiers à dénigrer la Cour : ils en ridiculisaient l'étiquette, bafouaient le Roi et diffamaient effrontément la Reine.

Sur ce point tous les mémorialistes sont d'accord. Mercier, bourgeois et grand partisan des réformes, notait plus tard : « Je puis attester que Louis XVI était l'objet de leurs railleries, des sarcasmes, des mensonges qu'ils maniaient avec une adresse particulière. Sous aucun règne on ne porta jamais le talent de l'épigramme contre la personne du prince à un plus haut degré de perfection. » Ce roi, doué de toutes les vertus, animé de si nobles intentions, prête, il est vrai, à critique, en raison de la vulgarité de ses goûts et de la trop fréquente trivialité de ses propos. On eût dit « qu'il se sentait de trop à sa propre Cour ». Thiébault qui le voit, dans la Galerie des glaces, se rendant à la chapelle parmi un cortège de seigneurs, l'entendit s'esclaffer d'un rire « si fort, si gros que c'était le rire d'un fermier en goguette plus que celui d'un monarque ». On l'appelle à Versailles le *serrurier* ou le *gros cochon*. Cette expression était à ce point répandue qu'on lit, dans le *Courrier français* du 24 juin 1791, cette remarque d'une sottise stupéfiante : « On sait que la reine, dans ses lettres familières, n'appelle pas son mari autrement que le

gros cochon. » Quand on a besoin de monnaie, dans un cabaret, on jette un écu sur la table en disant : « Changez-moi cet ivrogne », par allusion à l'image du Roi gravée sur la pièce.

Depuis longtemps, un étrange ridicule s'est attaché au mariage du souverain : « La naissance de ses enfants, contestée, avec une étrange perfidie, au Luxembourg, séjour de Monsieur, frère de Louis XVI, ne laisse pas d'exercer la malignité de certains courtisans. » Le nom de Messaline suffit à peine à caractériser Marie-Antoinette et l'on s'apitoie avec sensiblerie sur le pauvre mari, pour qui l'on a, dans tout le reste, un superbe dédain. Le jour de sa visite à Versailles, Thiébault aperçoit la reine sortant de la messe : « Elle avait, dit-il, de la noblesse et de la dignité : mais une robe de percale blanche, tout unie et fort loin d'être fraîche, n'était pas le vêtement sous lequel une reine de France devait se montrer en public... Mais ce qui me choqua, ce qui me scandalisa, me révolta même, ce furent les propos que des pages, des gardes du corps et quelques jeunes gentilshommes tenaient dans les grands appartements. L'indécence, à cet égard, allait jusqu'aux outrages; personne ne se gênait devant moi et ce que j'entendis en fait d'anecdotes, de jugements, de propos sur la robe chiffonnée de la reine, passe tout ce que je pourrais dire. » Un soir, — c'était un peu avant la convocation des États généraux, dans le salon de Mme de Balbi, la favorite de Monsieur, — comme on bavardait, sans réticence ni mystère, de ce qu'il adviendrait de Marie-Antoinette, si le Roi était déposé, un très grand seigneur, le comte de la Châtre, premier gentilhomme du frère de Louis XVI, s'écria : « En ce cas, je me charge de ramener l'Autrichienne chez elle avec soixante dragons de mon régiment. »

Ainsi clabaudait la « bonne société », préparant avec une navrante insouciance la tâche des pamphlétaires à venir. Hébert n'inventera rien quand, en octobre 1793, il placera en manchette de son ignoble journal : « La plus grande de toutes les joies du père Duchesne après avoir vu, de ses propres yeux, la tête du Veto femelle séparée de son col de grue. »

Affranchis du respect, les gens du monde en prirent à l'aise avec « le bon ton »; à la politesse raffinée, — attrait suprême de Paris, — succéda l'allure libre, le mépris affecté des formes.

« Plus d'étiquette ni de gène : le goût de la vie commode et égoïste. » La camaraderie fut de mode : manque d'égards pour les hommes et de galanterie pour les femmes. Chacun, jusqu'alors, avait « gardé son enseigne », on ne pouvait entrer dans un salon sans l'habit à la française, la culotte serrée aux genoux, les bas de soie, les escarpins à boucles, les cheveux poudrés à la grande houppe, l'épée au côté et le chapeau sous le bras; une jeune femme n'aurait osé s'y montrer sans audacieux décolletage, coiffure à trois étages, jupe à paniers et traîne majestueuse. Ces encombrants attifements exerçaient sur les mœurs une influence utile : « On était forcé de s'occuper de sa toilette, on ne pouvait conserver, avec de tels costumes, les airs et les manières qu'on avait le matin »; chaque salon offrait aux jeunes gens « une haute éducation qui complétait et ennoblissait la première ». En quelques semaines tout changea, dès les premières brises annonciatrices de cette révolution tant espérée et qu'on imaginait « couleur de rose »; on se mit à l'aise; la société « jetait le froc aux orties ». Dans les mois qui précédèrent la réunion des États généraux, c'était, parmi les élégants des deux sexes, à qui affecterait le négligé de nature à effarer les douairières. Les femmes avaient renoncé aux talons hauts et se chaussaient de souliers plats ; elles adoptèrent les jupes serrées, le *pierrot*, espèce de petite queue d'oiseau retroussée au bas du corset, protestation contre les opulents paniers et la longue traîne. Même elles imaginèrent une sorte de robe de chambre qu'on appelait un *Aristote*, mode combinée, disait-on, par Mlle Bertin pour la reine qui commençait à prendre de l'embonpoint. Et ceci fait, aux gens graves, pousser les hauts cris : « En paniers la coquette la plus légère avait l'air d'une matrone; en *pierrot*, la plus sévère matrone eut l'air d'une linotte . »

Les hommes, profitant de ce laisser-aller, arborèrent le gilet, qui souleva plus de protestations; au gilet succéda bientôt la culotte collante « en casimir jaune »; de plus hardis risquèrent le chapeau rond. Le premier téméraire qui parut, les cheveux coupés à la Titus et sans poudre, — c'était, dit-on, M. de Valence, gendre de Mme de Genlis, — souleva des colères. « Tout est perdu, pronostiquaient les perruques : les hommes se montrent nus, rien ne déguise plus leurs formes. » Mais c'est au premier pantalon que la révolte éclata :

un tolle de réprobations : « Sans culottes! oser se montrer sans culottes! » grondaient les vieilles dames offusquées, et telle fut l'origine du sens péjoratif de ce terme, promis à une si prochaine et durable faveur, dont les démagogues allaient bientôt s'honorer comme d'un titre glorieux. Cinquante ans plus tard, Norvins, rédigeant son *Mémorial*, écrivait : « Ce sont les culottes longues et les gilets courts qui ont fait la révolution. »

Ces audaces de costume, en effet, témoignaient puérilement d'une aspiration générale vers la liberté : chacun prétendait vivre au gré de son caprice, et, comme on avait déjà licence de tout dire, il ne restait, pour faire montre d'indépendance, qu'à secouer le joug des « belles façons ». On s'ingénia donc à renchérir d'impertinence : on chaussait des bottes pour aller au bal et on affectait de ne point se lever quand une femme entrait dans un salon. Chez la marquise de Pastoret, on vit, un soir, arriver le marquis de Condorcet, sans épée, tenant sa femme par le bras et portant sous l'autre un de ces énormes parapluies comme il y en avait en ce temps-là; et cela, « avec une gaucherie et une vulgarité bourgeoise qui contrastaient étrangement avec la distinction de son esprit et de son rang dans le monde » aussi bien qu'avec la majesté native et élégante de sa noble compagne.

Les enfants de bonne famille qui, sous la surveillance de leurs gouvernantes, prenaient, par les beaux jours, leurs ébats au jardin des Tuileries, n'auraient consenti, naguère, à s'y montrer sans l'apparat d'usage : les petites filles enjuponnées et corsetées comme des infantes; les garçons en culottes, bas bien tirés, escarpins, jabots et manchettes de dentelles, chapeaux à trois cornes sur les papillottes et le catogan poudré. Or, un après-midi, ils virent apparaître trois jeunes gaillards, têtes tondues comme celles des matelots anglais, chapeaux ronds, courtes vestes et pantalons de bure. C'étaient les trois fils du marquis de Girardin, le philosophe, hôte de J.-J. Rousseau. Ils furent accueillis par les huées des élégants camarades dont ils prétendaient partager les jeux. Bientôt cette tenue débraillée parut séduisante; on l'envia; les jeunes damoiseaux exaltèrent, auprès de leurs parents, le bonheur de ces sauvageons, à jamais délivrés de la poudre, de la pommade, du fer à friser, et « surtout de la crainte d'être

grondés pour un trou ou une tache ». Trois semaines n'étaient pas écoulées et l'on ne voyait plus, aux Tuileries, que cheveux courts, vestons de grosse laine, et souliers à clous. Il n'était pas jusqu'aux nouveau-nés que n'atteignit cet engouement d'innovation : Thiébault cite une jeune mère qui fut presque célèbre pour avoir laissé, dès le premier jour, sa petite fille sans emmaillottement, sans gêne ni entraves, sans bourrelet ni lisière. L'enfant livrée à elle-même sur un tapis avait si miraculeusement prospéré que, à quatre mois, elle marchait par la chambre en se tenant aux barreaux des chaises... On allait contempler ce phénomène et c'était là, bien certainement, un miracle de la fée *Liberté*, mot capiteux dont toutes les têtes étaient grisées. Ainsi s'amusaient les Parisiens, trépignant d'aise comme les spectateurs avant le lever du rideau, sans se douter qu'ils allaient assister à « la fin du monde ».

Les commencements furent enchanteurs. De savoir que le Roi, le bon Roi, le père du peuple, avait ordonné à tous ses sujets, même aux plus obscurs, de lui faire connaître leurs besoins et leurs souhaits, tous les cœurs étaient attendris : une vague de bonté, de cordialité et de vertu passait sur Paris et quand les députés des trois Ordres furent réunis à Versailles, on s'attendit, dès le premier jour, au coup de théâtre qui assurerait indubitablement la félicité aux plus humbles. Comment ne pas se livrer aux plus douces illusions ? On savait que, depuis 1788, quatre princes du sang royal avaient invité le premier Ordre, la Noblesse, « à reconnaître dans le Tiers État, — les bourgeois, les paysans, — des concitoyens qui leur étaient chers et à renoncer, afin de soulager ces frères moins favorisés, aux prérogatives séculaires dont jouissait l'aristocratie ». On n'ignorait pas que le clergé venait de déclarer, dès avant l'ouverture des États, qu'il faisait, lui aussi, abandon de ses privilèges. Jamais n'avait été donné, chez aucun peuple, pareil exemple de désintéressement et de fraternité. Aussi les représentants, débarquant des provinces, étaient-ils fêtés comme des dieux descendus sur la terre pour participer au prodige de l'embrassement universel. Il suffisait d'être député « pour être entouré, écouté, cru, pour être parfaitement à la mode ».

Ah ! comme ils étaient chéris et adulés, en ce temps loin-

tain, les premiers parlementaires! On les traitait de *Nos Seigneurs de l'auguste Assemblée*; on s'arrachait les cartes d'entrée dans les tribunes du prétoire où ils siégeaient. Personne n'aurait voulu manquer le moment précis où ils allaient, en un tournemain, proclamer, réaliser et conclure la renaissance de l'âge d'or. Ceux, il est vrai, qui revenaient de ces séances, se montraient un peu déçus :

Un étudiant qui, non sans peine, avait obtenu un billet de tribune, écrivait à ses parents : « Quelles idées on se fait en province! On se figure une assemblée, imposante et tranquille, dont le seul aspect inspire l'admiration; on croit que, en la voyant, on doit être frappé de respect et d'admiration... Figurez-vous plutôt une troupe de personnes assises çà et là, car rarement ces messieurs y sont tous, n'écoutant point l'orateur et le laissant pérorer tout à son aise, se parlant entre eux avec beaucoup de feu, souvent ne s'entendant pas, étourdis par une grosse cloche que le président a toujours en main pour faire cesser le bruit qu'il semble se délecter à augmenter. » On possède aussi le récit de l'Allemand Heinrich Campe qui, lui aussi, très ému à la pensée de surprendre dans leur labeur les représentants de la Grande Nation, fut étonné, dès le vestibule, d'entendre un brouhaha confus semblable à celui qui s'élèverait de la réunion, par un temps d'orage, de tous les fous furieux du royaume.

Introduit dans l'une des loges réservées au public, il est stupéfait du spectacle qu'il a sous les yeux : un millier de députés, qu'il discerne à leur costume comme appartenant pour la plupart au Tiers État, vont, viennent, s'agitent, se bousculent, enjambant les banquettes, poussant des cris, tendant des poings menaçants vers un malheureux orateur qui, de la tribune, essaie de se faire entendre. Un autre lui succède, déplie un cahier de papier, mais est accueilli par des vociférations : « Assez! Pas de discours! En poche! » Campe, ébahi, imagine qu'il est arrivé à l'heure de la récréation; mais non. Le tumulte ne s'apaise pas. Un député allait soumettre à ses collègues le projet d'une adresse au Roi; il lut dans un silence relatif : « Sire, l'Assemblée nationale a l'honneur... » Explosion de rumeurs indignées : « *Pas d'honneur! Retranchez l'honneur!...* » de déposer à vos pieds... « Vacarme, trépidations, hurlements : « *Pas de pieds! Otez*

les pieds!... » l'offrande... Ce mot soulève un tel fracas d'invectives que l'on peut craindre l'écroulement de la salle... Campe sortit de là abasourdi, cherchant en vain à s'expliquer comment ces élus, choisis évidemment parmi les plus érudits, les plus sages, les plus expérimentés en affaires, étaient, une fois groupés, sujets à de telles crises d'épilepsie.

Sans l'avouer trop haut, on commençait à juger que Nos Seigneurs de l'illustre aréopage gaspillaient leur temps et que le miracle espéré tarderait peut-être un peu. La province surtout perdait patience. En 1788 la récolte avait manqué en raison d'un été trop sec. A la veille de la moisson, un formidable ouragan de grêle saccageait les plus riches régions de l'est et du centre. A ces catastrophes avait succédé le plus dur hiver que l'on eût vu depuis quatre-vingts ans. Les seigneurs, les châtelains, les évêques, les communautés religieuses, le gouvernement, lui aussi, rivalisant de bienfaisance, étaient parvenus à enrayer le désastre; mais les ouvriers agricoles, en chômage par suite des intempéries, refluaient sur Paris en groupes faméliques et minables, venant de partout vers la Ville attrayante qu'ils espéraient secourable, fascinés, d'ailleurs, par le mirage d'être des premiers à profiter de cette manne enchantée qui, selon les prédictions des augures, devait, en ondées bienfaisantes, se déverser sur la France comme jadis sur les enfants d'Israël. C'est alors que, au début de mai, « on voit abonder une quantité d'étrangers de tous les pays, la plupart déguenillés et dont l'aspect effrayant permet de juger ce que l'on doit craindre. Paris se remplit d'hommes affreux, attirés par l'espoir du pillage et qui se vendront à qui les paiera ».

Comme la manne ne tombe pas encore, on doit nourrir ces individus sans aveu et l'on imagine de créer des ateliers de charité où ils seront employés à des travaux utiles de voirie ou de construction. Mais on s'aperçoit vite que cette mesure est d'une application difficile. D'abord, le travail manque aux onze mille ouvriers enrôlés. Ils sont, au reste, fainéants, insubordonnés et considèrent comme un dû les secours qui leur sont attribués. Bientôt le nombre des inscrits aux ateliers de Montmartre s'élèvera à 19000; en octobre, il sera de 31000 et, pour héberger ces vagabonds oisifs, l'État aura dépensé près d'un million par mois. Quel noviciat pour

les émeutiers futurs et combien de recrues y trouveront à enrégimenter les meneurs, encore insoupçonnés, qui trépignent d'entrer en scène !

En attendant, ils tentent d'affamer Paris. C'est si simple. Paris est ravitaillé par des convois de charrettes et surtout par la Seine. « Il est sûr, écrivait Mercier dans son *Tableau de Paris*, que celui qui serait maître de la Seine le serait aussi de l'existence de la capitale. » C'est à Corbeil, à Nantes, à Rouen, à Nogent-sur-Seine que sont les principales réserves de grains destinées à l'alimentation de la Ville. Or, dès le début de 1789, on a vu, — stipendiés par qui? — « des hommes à fourches et à bâtons » rôdant par les campagnes, inquiétant les cultivateurs, répandant le bruit que le cours du blé est, par ordre du Roi, diminué de moitié; que Paris est un gouffre insatiable qui ruine les provinces limitrophes. On est libre, maintenant: on ne doit plus supporter cette tyrannie de la grande ville. Quand ces arguments demeurent sans effet, les provocateurs emploient la menace : à Clermont d'Oise, le procureur du Roi a reçu des lettres anonymes l'avisant que « le feu sera mis aux quatre coins de la ville et chez tous les fermiers, si jamais le blé manque au marché ». Et les magistrats terrifiés suspendent tous les transports de grains. Même alerte à Nogent-sur-Seine ; les échevins sont avertis individuellement que si le moindre sac sort du pays, tout sera mis à feu et à sang, et aussitôt ils prennent un arrêté portant interdiction de transporter du blé à destination de la capitale.

Les paysans ont peur; les greniers se ferment : çà et là « des bandes de pillards enlèvent le blé sur le marché même et retiennent des convois en route vers Paris », où tout de suite le pain manque. Les queues se forment devant les boulangeries; à bon nombre de ménagères la miche quotidienne fait défaut. On se résigne ; doué de cette admirable passivité, proche parente de l'insouciance, que rien n'émeut ni ne trouble, le vrai Parisien de Paris, — celui que Jean-Jacques Rousseau appelait « l'Archi-parisien du Bon-Dieu », — s'adapte au pire avec subtilité, même avec bonne humeur. Assoupli par l'atavisme aux complications de la vie, il est endurant, prêt à souffrir ce qu'il ne peut empêcher. Il en a tant vu! Car il date de loin et « aussi haut que l'on remonte dans son histoire, on le trouve pareil à lui-même »,

naturellement frondeur, aimant la contradiction, narguant ses maîtres, mais se gardant bien de les abattre, car il est économe et redoute les violences qui risquent de nuire à son industrie ou à son commerce. « S'il n'y avait à Paris que des Parisiens, il n'y aurait jamais de révolutions », a dit un écrivain qui, au temps du second Empire, étudia en détail la grande Ville, ses organes et ses mœurs. Aujourd'hui, après bien des années écoulées depuis lors, des années fécondes en guerres, en catastrophes, en ruines de tous genres, un penseur singulièrement subtil la reconnaît identique : « Vive d'esprit, généralement prudente dans ses actes, mobile à la surface, constante et fidèle en profondeur, elle néglige assez facilement ses traditions, garde indéfiniment ses habitudes; elle est sagace et légère, clairvoyante et distraite, tempérée à l'excès... »

Ainsi, tandis que des émeutes sévissent dans les provinces infestées de malandrins, — braconniers, contrebandiers, nomades louches, — Paris souffre de la faim avec docilité. Il y a bien, à la porte des boulangers, des disputes et des criailleries, mais rien qui présage la révolte. On lui en fait, d'ailleurs, accroire si facilement! Le pain est noir et répugne au goût; il suffira d'annoncer dans les gazettes que les farines dont il est pétri viennent de l'étranger : « C'est ce qui lui donne sa couleur foncée et son amertume, sans que pour cela il soit moins sain », et voilà le bon peuple rassuré. Il se rencontre pourtant quelques mécontents qui se proclament empoisonnés : un certain marquis de Luchet écrit au *Journal de la ville* que le boulanger de son quartier vend du pain « incontestablement mélangé de chaux ». Gros émoi. Les boulangers, réunis à la halle, s'insurgent : ils remplissent un tonneau de la farine qui leur est distribuée, mettent ce tonneau sur une charrette et le conduisent au bureau du *Journal de la ville*. La foule s'amasse, la garde intervient, on redoute un soulèvement général quand, par bonheur, l'auteur de la dénonciation reconnaît qu'il s'est trompé et se rétracte formellement. C'est là un fait isolé, car, en général, les gens s'accommodent, sans rechigner, à la situation. Dans les correspondances de l'époque, la note est donnée, sans euphémisme, par cette brève et libre mention : « Nous avons tous la foire et la colique par le mauvais pain. »

Cet inconvénient se terminera en idylle : on apprendra que les pensionnaires du lycée Louis-le-Grand exigeront de ne plus consommer que du riz pour laisser aux nécessiteux vingt-huit sacs de farine formant la réserve du collège. Entraînée par ce trait sublime, quand la précieuse denrée manquera complètement et que la banlieue même sera réduite à ne se nourrir que de légumes, — à Sèvres, phénomène surprenant, on ne mange plus que de la brioche ! — la province viendra au secours de la métropole affamée : des convois arriveront de Rouen sous l'escorte de volontaires; les officiers de la Garde nationale de Chartres amèneront quatre cents sacs de farine par semaine et Paris offrira à ses bienfaiteurs, en témoignage de sa reconnaissance, ce qu'il a de mieux : des représentations de gala au Théâtre-Français et au Théâtre Italien; dénouement bien parisien, puisque, cette fois encore, tout se terminera par des chansons. On chantait, d'ailleurs, avant que la crise eût cessé : soit qu'on en eût pris l'habitude, soit qu'on s'ennuyât de parler famine. Les feuilles publiques, qui commençaient à pulluler ainsi que muguet en avril, dédaignèrent vite ce sujet rebattu.

On veut du nouveau : on en attend de jour en jour et tous les esprits sont tendus vers les États généraux dont on espère merveille; même on estime que « ces messieurs » y mettent bien des formes, se disputant plus qu'ils n'agissent et n'arrivant pas à s'entendre. Paris passe par d'énervantes alternatives de joies enivrantes et d'amères déceptions : les nouvelles se succèdent comme les coups de tonnerre par temps d'orage et jamais ne vient celle qu'on souhaite. Le 4 juin, le dauphin, à huit ans, meurt à Meudon et l'on s'émeut à la douleur de ses parents, au récit des cérémonies funèbres : tous les salons du château tendus de serge blanche, le petit corps recouvert d'un voile d'argent gardé par des hérauts d'armes; la psalmodie des moines en prières « qui, tour à tour, après un silence effrayant et lugubre, chantent trois mots sur un ton plus lugubre encore ».

Le 28 juin, on apprend que, la veille, les trois Ordres des États sont enfin réunis. Enthousiasme, acclamations, embrassements : on touche au résultat ! Le Palais Royal où, nuit et jour, se bouscule une cohue fiévreuse, est en délire : « Vous n'avez pas idée du vacarme qu'on y fait... les fusées y

pleuvent... » et les illuminations ne s'y éteignent pas. Et tout de suite, voici la Ville en alarme : les gardes françaises s'émancipent : ils ont quitté leur caserne et refusent d'y rentrer ; ils ont délivré onze de leurs camarades emprisonnés pour insubordination à la geôle de l'Abbaye. Or, en dehors des soldats du guet, Paris n'a d'autre force armée que ces gardes françaises au coquet uniforme. Que va-t-on devenir, s'ils refusent le service ? Et les étrangers abondent : « ils arrivent en diligence, en turgotine, en carrosse, en fourgon, en chaise de poste, en berline, en cabriolet... » Il y en a quarante mille à Paris logés en hôtels garnis et qui veulent assister au lever du radieux soleil qui va luire sur l'heureuse France. Une Anglaise, qui fut de cette immigration, écrivait plus tard : « J'avais alors l'esprit rempli... et le cœur tout occupé de l'espoir de voir redresser tous les torts et protéger toutes les innocences... Je me berçais de si beaux rêves ! »

Dans cet afflux d'exotiques, tout n'est pas recommandable et si le commerce s'en réjouit, les gens tranquilles, qui n'ont rien à y gagner, s'inquiètent du nombre effrayant « d'hommes mal vêtus et de figures sinistres » que l'on rencontre sur les quais, du côté de l'Hôtel de ville et qui logent dans les taudis des sombres rues de ce quartier « où il y a des garnis à deux, à trois, à quatre sous, et même à un sou la nuit ». Paris n'en est pas moins brillant : les théâtres, les bals, le Ranelagh, les foires Saint-Germain et Saint-Laurent regorgent : on s'amuse. Ah ! comme on s'amuse dans cette société insouciante et policée qui tient le milieu entre la haute aristocratie et la bourgeoisie ! Thiébault, qui approche de ses vingt ans, mène une existence de fêtes continuelles : danses, soirées mondaines, redoutes masquées, concerts, tous les plaisirs, toutes les élégances. Il raconte comment, le 12 juillet, une société de jeunes gens et d'aimables dames, — soixante à soixante-dix personnes, décida de faire une partie dans le bois de Vincennes. On devait déjeuner et dîner sur l'herbe. Dès neuf heures du matin on était dans la forêt : jeux de toute espèce, sauts, courses, luttes, repas « splendide » servi par une douzaine de domestiques. Rien ne manqua, même des orchestres, et l'on dansa jusqu'à la nuit. Alors on apprit que Paris était en insurrection ; les barrières étaient gardées par le peuple ; on promenait par les rues le buste de Necker, chassé, la veille, du

ministère. Le sang avait coulé et il fallait rentrer chez soi le plus tôt possible. Cette révolution surprenait la joyeuse bande au milieu d'une contredanse... Nous n'étions pas encore faits à ces brusques passages du plaisir à la mort : on ne s'occupa plus que de soi et des siens ; chacun s'empressa de faire réatteler sa voiture, de la faire charger et de partir.

Quelle nuit que celle du lundi 13 au mardi 14 ! Le désarroi d'une foule agitée par la crainte de l'incertitude ; des patrouilles se succèdant de quinze pas en quinze pas ; un murmure confus accompagné de coups frappés sur les portes et les boutiques. On cherche partout des armes. « Les marteaux résonnent : on étend, on courbe le fer ; tous les instruments de cuivre sont emmanchés ; pillage aux Invalides, à l'Arsenal, au Garde-meuble, chez les armuriers et les fourbisseurs et, propageant l'émoi, le son monotone et continu de toutes les cloches de la ville tintant le tocsin au milieu des ténèbres. » Dans la matinée du 14, le bruit se répand que le peuple assiège la Bastille. La Bastille ! Quelle folie ! « La plus forte place du royaume » dont les tours sont hérissées de canons et dont les abords sont inaccessibles, tant ils comportent de fossés, de grilles, de ponts-levis, de défilés et de barbacanes d'où la garnison peut, à l'abri de murs épais de huit pieds, fusiller à bout portant les insensés qui se risqueraient à l'approche de cette geôle imprenable !

LA BASTILLE EST PRISE

Tout est mystère dans cette péripétie. Voilà cette cohue de vagabonds déguenillés, que Taine nous représente « presque nus, d'une physionomie effrayante, de ceux qu'on ne se souvient pas d'avoir rencontrés au grand jour », et qui, après avoir passé la nuit à piller les dépôts d'armes, est groupée sur la place de Grève devant l'Hôtel de ville et ne sait quoi faire de son butin. Comment l'idée lui vient-elle d'attaquer la plus aristocratique prison de Paris, celle où l'on reçoit, — et seulement sur l'ordre du Roi, — des prisonniers de marque qui s'y engraissent aux frais du monarque ? Car, c'est une tradition invétérée, le régime y est des plus confortables : « Il n'y entre que des vins de Bourgogne et de Champagne. » Celui qui, croit-on, eut le premier la pensée d'entraîner vers cette prison

de Cocagne les pauvres hères dont pas un ne pouvait espérer y être un jour écroué, fut un caporal-fourrier des gardes françaises, nommé La Barthe. Il cria : « A la Bastille ! » et plusieurs de ses camarades, mêlés à la foule, l'acclamèrent. On partit, — pas bien nombreux, — cinq à six cents au plus, dont la plupart ignoraient, on peut le croire, quel genre de détenus ils se flattaient de délivrer. On eût compris que la populace, résolue à un coup d'audace, se portât sur Bicêtre où purgeaient leur peine tant de miséreux ; vers la Force, qui renfermait les prisonniers pour dettes, pour mois de nourrice, les filles-mères, les mendiants ; vers la Tournelle, contenant les condamnés aux galères attendant leur départ pour « la chaîne » ; ou encore vers la Salpêtrière qui abritait tant de malheureuses débauchées ; mais la Bastille ! Ceux qui suivirent La Barthe s'attendaient-ils à la trouver, conformément au renom légendaire de cet épouvantail, bondée, depuis les oubliettes jusqu'aux mansardes, de malheureux enchaînés et agonisants depuis des années ? La légende des trente-cinq ans de captivité de Latude, qui en était sorti en 1784, influença certainement l'héroïque décision des braves qui se portèrent étourdiment à l'assaut de la prison royale.

A onze heures du matin les premiers coups de fusil sont tirés ; puis il y a une accalmie : on parlemente. La fusillade reprend vers une heure et demie. Déjà tout Paris connaît l'événement et la population converge en masses compactes vers le quartier Saint-Antoine ; c'est un spectacle qu'on veut voir : non seulement les gens du peuple, mais boutiquiers, bourgeois, « beaux messieurs », femmes en toilette s'acheminent en hâte pour ne rien perdre de l'extraordinaire coup de théâtre. On remarque même, se démenant parmi les groupes, un cyclope, dans un costume d'une simplicité mythologique et n'ayant qu'un œil au milieu du front : c'est un certain Giroust ; apprenant, au moment de jouer *Polyphème* sur un théâtre de société, qu'on se bat au faubourg, il a sauté dans un fiacre sans même prendre le temps de se débarrasser de son maquillage ni de son postiche. Mais ce jour-là, on ne s'étonne de rien.

Les gens à carrosses garent leurs voitures à la place Royale et vont se porter aux endroits d'où l'on verra bien. Sur le boulevard Saint-Antoine, devant le jardin de Beau-

marchais, dont l'entrée portera quelques jours plus tard cette inscription de circonstance :

Ce petit jardin fut planté
L'an premier de la liberté,

il y a foule : le futur chancelier Pasquier, qui a vingt-deux ans, est là, très fier d'accompagner Mlle Contat du Théâtre Français, « jolie autant qu'on peut l'être », et bien qu'ils se figurent être « aux premières loges », ils ne doivent pas voir grand chose, si ce n'est la silhouette de quelques soldats suisses ou invalides se profilant derrière les créneaux des tours. Tout, en effet, se passe à l'intérieur d'un ensemble de constructions parasites entourant la cour du passage, la cour du gouverneur et l'avancée du pont-levis, situées au sud de la forteresse où sont massés les assaillants. Dans la rue Saint-Antoine, on est mieux placé, mais on y est exposé au feu du canon de la tour du puits, qui prend, jusqu'à Saint-Louis, la rue en enfilade : un bourgeois, logé vis-à-vis l'hôtel de Beauvais et par conséquent à l'abri de la canonnade, très glorieux « que tout ait eu lieu devant sa maison », écrit le lendemain : « Nous avons reçu des mitrailles à notre porte ; elles ne faisaient pas grand mal ; il n'y eut que quelques personnes de tuées, dont ce pauvre Aimé, notre porteur, qui, s'étant avancé vers les Jésuites, fut du nombre. Il a été enterré à Saint-Gervais avec toute la pompe imaginable, comme étant mort au service de la patrie. »

Pasquier est plus laconique : « La résistance, dit-il, fut complètement nulle ; on tira quelques coups de fusil et quatre ou cinq coups de canon. Ce que j'ai vu parfaitement, c'est l'action des soldats rangés sur la plate-forme des tours, levant la crosse de leur fusil en l'air et exprimant, par tous les moyens usités en pareille circonstance, leur volonté de se rendre. »

Ce fut l'affaire de quarante-cinq minutes. La fusillade reprit vers quatre heures ; avant cinq heures, les assiégeants étaient maîtres de la place. Ils pillent, brisent, jettent tout par les fenêtres ; « tonneaux et bouteilles, coffres et tiroirs sont également vidés ». On délivre les détenus ; ils sont au nombre de sept. Un seul méritait, non point certes par son honorabilité, mais par la durée de son emprisonnement, quelque

intérêt : c'est Tavernier, écroué en 1759 pour complicité avec le régicide Damiens. Les autres sont : un fou, hospitalisé dans la prison royale à la demande de sa famille, soucieuse de lui épargner Charenton ; un comte de Solages, convaincu de crimes odieux ; et quatre faussaires, incarcérés depuis 1787. On promène en triomphe ces misérables, ahuris et acclamés par l'immense foule qui se bouscule sur leur passage et qui invective le gouverneur de la forteresse, de Launay, son major, M. de Losme, le major-adjoint Joseph Miray, et deux invalides, tout sanglants, bourrés de coups, « poussés par de jeunes polissons de quatorze à quinze ans ; l'un d'eux lève sa canne et en décharge un coup sur la tête chauve du gouverneur », qui, avec de Losme et Miray, ainsi que Flesselles, prévôt des marchands, sont massacrés devant l'Hôtel de ville ou pendus à la lanterne, depuis ce jour fameuse, attachée place de Grève à la maison du sieur de La Noue, épicier, ayant pour enseigne un buste de Louis XIV, avec cet écriteau : *Au coin du Roi.*

On écourte le récit de ces scènes dont les détails ont été trop souvent contés ; elles se rapportent plus à l'histoire de Paris qu'à celle des Parisiens, car ceux-ci fuyaient à l'aspect des « vagabonds étrangers ». Des 635 qui obtinrent d'être proclamés vainqueurs de la Bastille, 200 seulement étaient de Paris et beaucoup sollicitèrent ce titre par pure gloriole, pour avoir assisté de loin au siège de la terrible geôle. Marat constatait : « Les Parisiens se présentèrent devant la forteresse, mais la curiosité seule les y amena », encore que bien des gens fussent plus stupéfaits que ravis de cette conquête inespérée. Rétif le noctambule confiait à son mémento quotidien ses inquiétudes : en sortant de chez lui, le 14, il avait « rencontré une bande en guenilles, promenant au bout de fourches deux têtes défigurées. Sur la grève, cinq ou six indifférents contemplaient un corps tronqué, étendu au milieu du ruisseau ». Il s'informe : la Bastille est prise ! Continuant sa flânerie, il se heurte à « des cannibales » dont l'un agite au bout d'une pique « des viscères sanglants d'une victime, et cet horrible bouquet ne fait frémir personne ». Plus loin, voici, portés sur des brancards, cinq assiégeants morts et deux blessés, que suivent des individus et des soldats suisses prisonniers. De jeunes et jolies bouches, — j'en

frémis encore, — criaient : « Pendez ! Pendez ! » Et il conclut : « Je vois un nuage de maux s'élever sur la capitale infortunée des Français. » Pourtant, lorsqu'il arrive à la Bastille, il éprouve un sentiment de joie à voir aboli ce terrifiant symbole « sur lequel, naguère, il n'osait lever les yeux ».

Telle était l'impression des Parisiens : les uns prirent peur et « plus de deux cent mille personnes quittèrent, dit-on, la ville dans les journées du 14 au 15, justifiant ainsi le mot : « Pour tout homme impartial, la Terreur date du 14 juillet 89 ». Ce chiffre est, sans nul doute, exagéré. Si l'on excepte les craintifs toujours nombreux, et les penseurs, toujours rares, le gros de la population, insatiable d'amusements et d'imprévu, considéra comme une merveilleuse aubaine cette occasion de badauderie. On vit, à l'annonce de la fantasmagorique nouvelle : la Bastille est prise ! des gens graves tomber en des frénésies plus voisines de la folie que de la joie pure. Le curé angevin Besnard, de séjour à Paris, dînait, le 14, avec des amis qui ne se piquaient point d'être folâtres : c'étaient La Revellière-Lépeaux, le philosophe Volney, tous deux membres des États généraux, le médecin Cabanis, qui sera bientôt administrateur des hospices et Jefferson, l'ambassadeur des États-Unis. Tous fervents des idées nouvelles et convaincus qu'ils coopèrent au bonheur universel. Ils discutaient pesamment quand retentit le cri fatidique : la Bastille est prise ! Besnard, qui considérait « comme autant de Catons » ces amis vénérables, pensa défaillir de stupeur quand, cédant à des transports d'allégresse, ils furent pris de délire : « Ils jetaient leurs chapeaux en l'air, éclataient en rires convulsifs, dansaient, trépignaient comme des déments furieux, au point que le propriétaire de la maison vint les supplier de ne point compromettre la solidité de son immeuble. On le renvoya déconfit sur l'observation que, par les suites heureuses de la victoire du peuple, ses loyers se trouveraient prochainement diminués de moitié.... »

Paris entier est en pareille liesse ; le mercredi 15, si les commerçants ont fermé leurs boutiques, c'est, bien sûr, par prudence, mais aussi parce que personne n'a le cœur à trafiquer : tout le monde est dans la rue, on se félicite, on est frère, on s'embrasse : la Bastille est prise ! Et, par troupes innombrables, on se dirige vers la formidable prison, devenue,

pour ces grands enfants que sont les Parisiens, un prodigieux jouet qu'ils s'apprêtent à casser. Car on la démolit déjà : un certain Palloy, entrepreneur de son métier, et destiné à la célébrité en raison de ses hâbleries et de ses vaniteuses pantalonnades, a enrôlé pendant la nuit des ouvriers et, déjà, du couronnement des tours, tombent dans les fossés d'énormes blocs de maçonnerie parmi des nuages de poussière. Une multitude enfiévrée applaudit à ce vandalisme. Quel dommage, et quel regret que ce monument féodal n'eût pas été, au contraire, jalousement respecté et conservé avec sollicitude! Grâce à sa renommée cosmopolite, il serait aujourd'hui, pour Paris, la plus notoire et la plus visitée de ses multiples attractions.

Le populaire n'était pas seul à contempler ce démantèlement impromptu; il y vint jusqu'à des princes de la famille royale, les enfants du duc d'Orléans, conduits par leur « gouverneur », Mme de Genlis. Du jardin de Beaumarchais, en compagnie du duc de Chartres, — le futur Louis-Philippe, — et de son frère puîné, ainsi que de leur sœur Adélaïde, l'éducatrice donne à ses élèves une leçon de révolution qui ne leur sera pas inutile... Elle a également amené la mystérieuse et ravissante Paméla qu'elle éduque dans la promiscuité incessante de ses pupilles : « Il est impossible, notera-t-elle dans ses *Mémoires*, de se faire une idée de ce spectacle; il faut l'avoir vu... Tout le peuple de Paris se relayant pour abattre la Bastille... Ce redoutable fort était couvert d'hommes, de femmes et d'enfants travaillant avec une ardeur inouïe et jusque sur les parties les plus élevées des tours. Ce nombre étonnant d'ouvriers volontaires, leur activité, leur enthousiasme, le plaisir de voir tomber ce monument affreux du despotisme; ces mains vengeresses qui semblaient être celles de la Providence et qui anéantissaient, avec tant de rapidité, l'œuvre de plusieurs siècles... j'avoue que ce tableau m'a causé l'émotion et la joie les plus vives. »

On pénètre avec un frisson d'angoisse sous la voûte d'accès. Que d'obsédantes légendes! Combien de malheureux sont entrés là qui n'en devaient jamais plus sortir! Dans la cour, en face de la grande porte, sur un bâtiment daté de 1761, est l'horloge qui a sonné tant d'heures aux captifs désespérés qu'évoque l'imagination populaire; le cadran est criblé de

balles; sur la réquisition de la milice parisienne, des ouvriers du maître horloger Régnault démontent le mécanisme et descendent les trois cloches qui seront portées au district de Saint-Louis-la-Culture, d'où elles passeront aux fonderies de Romilly-sur-Andelles; elles s'y trouvaient encore en 1898; elles sont aujourd'hui dans une usine à Saint-Denis. A droite, dans la grande cour, était la chapelle; les vases sacrés et les ornements du culte ont été sauvés du désastre par « un jeune et courageux littérateur, Mr de la Reynie, qui les transporta dans une maison voisine ». Le tableau de l'autel, une crucifixion, fut préservé également; on le voit actuellement à l'église Saint-Paul Saint-Louis. Les ouvriers de Palloy conduisent les visiteurs, pantelants d'émoi : ces ciceroni improvisés « décrivent d'une voix sépulcrale l'état des prisonniers attachés par des chaînes à des anneaux scellés au mur ». Plus les détails sont horribles, plus le pourboire, à la sortie, est considérable.

Mais le guide le plus achalandé est M. de Latude : dès la prise de la forteresse où il a vécu durant trente-cinq années, coupées par de fréquentes évasions, il s'y est présenté, malgré les ordres donnés de n'y laisser entrer personne. Il n'eut qu'à décliner son nom et toutes les portes s'ouvrirent; et il offre maintenant ses services aux amateurs désireux de tout connaître; il montre la chambre où il a été détenu « ainsi qu'un fragment de la corde de paille dont il a fait usage pour l'une de ses escapades et qu'il se fait un plaisir d'exhiber aux personnes de considération ». Sans aller jusqu'à prétendre qu'il regrette le bon temps de sa captivité, il reconnaît « qu'on était joliment bien nourri dans la prison : cinq plats pour le dîner, trois pour le souper, sans compter le dessert ». Le pauvre homme, plus que sexagénaire, ne connaît plus à présent pareilles bombances...

Tandis que se poursuit pour les badauds extasiés la découverte de cet antre du despotisme, là-haut, au sommet des tours qui diminuent à vue d'œil, huit cents ouvriers à quarante-cinq sous par jour travaillent à la démolition. Mais il n'y a pas que des terrassiers; des hommes célèbres à plus d'un titre se font honneur de donner leur coup de pioche : on a vu Mirabeau, aidé par Palloy en personne, le marquis de Lusignan, Beaumarchais venu en voisin, manier le pic, desceller

et précipiter dans les fossés les grosses pierres des parapets. Bien d'autres les imitèrent : le zèle aveugle de ces niveleurs inexpérimentés occasionna un accident affligeant : une dame qui s'était égarée dans les douves, au pied d'une tour, fut écrasée par la chute d'un de ces blocs énormes. Mais l'attention se détournait vite de pareils incidents, tant chaque instant du jour apportait de pathétiques impressions. Le bruit ne se répand-il pas qu'on vient d'entendre « des gémissements monter des entrailles de la terre ! » En vain les deux porte-clefs, Lassinote, père et fils, jurent-ils que la Bastille ne comporte pas de souterrains, il faut à tout prix délivrer le malheureux qui agonise dans quelque *in-pace*. En hâte, Mirabeau prévenu et des ouvriers immédiatement convoqués fouillent le sol et sondent les murs « qui rendirent partout un son plein ». Facétie macabre de quelque loustic ventriloque, peut-être. Tout, en effet, est supposable ; les travailleurs de Palloy, indisciplinés et hâbleurs, ne se faisant pas faute de rançonner les naïfs au moyen des bourdes les plus mensongères. N'ont-ils pas incité certaines jeunes visiteuses, hallucinées par tant de cauchemars, à se laisser enfermer, le soir, dans les cachots, afin qu'elles pussent se vanter d'avoir passé une nuit dans les oubliettes de la Bastille en compagnie des araignées, des rats et des crapauds, que, pour mieux tenter ces clientes ingénues, « ils dépeignaient plus gros que des chats ».

Au début d'octobre il ne restait hors de terre que les assises de la forteresse : quatre pieds environ, — un mètre cinquante centimètres — de maçonnerie. Mais dans la mémoire des Parisiens le souvenir de l'antique prison allait longtemps survivre, enrichi de toutes les fables, mystifications, balourdises, de tous les contes, cancans, caquets nés des visites à la geôle en démolition. Il y en avait de quoi nourrir trois ou quatre générations, auxquelles il n'a pas fallu moins d'un siècle pour digérer ces commérages. C'est seulement vers le centenaire de 1789 que de patients et consciencieux érudits sont parvenus à rétablir la vérité ; œuvre méritoire de savants archivistes, passionnés de l'authentique, mais qui n'abolira pas de sitôt la légende de la Bastille, honte de la royauté et triomphale conquête d'une phalange d'intrépides héros.

LA GARDE NATIONALE

La prise de la Bastille, considérée par l'immense majorité des Parisiens comme un exploit des temps fabuleux, leur procura un amusement bien autrement plaisant encore parce qu'il assouvissait leur prédilection atavique pour le panache, le tambour, le maniement des armes et l'intense jouissance de la marche au pas, tous plaisirs dont ils étaient privés depuis les époques lointaines des milices communales. *Tot cives, tot milites*, tout citoyen doit être soldat, tel était le vieil adage dont le souvenir, sommeillant depuis le moyen âge, fut réveillé en sursaut par l'afflux des étrangers suspects, l'indiscipline des gardes françaises qui désertaient en masse et la présence des malandrins des ateliers de charité qui, las de creuser des trous à Montmartre, se répandaient par la ville et se montraient exigeants : c'étaient là des symptômes dont s'inquiétait la population. Dès le 26 juin, elle avait sollicité du Roi l'autorisation de se garder elle-même. Louis XVI refusa; mais sous l'impression de la nuit de pillage du 12 au 13 juillet, Paris passa outre à la défense royale et l'assemblée des électeurs rendit l'arrêté établissant la milice bourgeoise.

Ce n'était pas une mesure révolutionnaire; loin de là. Elle n'avait pour but que d'assurer la sécurité des habitants et de maintenir l'ordre de la rue. Seuls étaient astreints au service les Parisiens reconnus « citoyens actifs », c'est-à-dire ayant vingt-cinq ans accomplis et payant une contribution égale au moins à trois jours de travail; leurs fils, pourvu qu'ils eussent dix-huit ans, étaient autorisés à figurer sur les contrôles. Chacun des soixante districts de la capitale fournira quatre compagnies de 200 hommes; la garde bourgeoise comprendra donc 48 000 citoyens armés; mais, provisoirement, il ne sera levé qu'une seule compagnie par district, donc, au total, 12000 hommes, nominativement enregistrés, qui suffiront au maintien de la tranquillité. En attendant l'uniforme que les miliciens doivent se procurer à leurs dépens, — habit de drap bleu de roi, collet rouge, parements, doublures et revers blancs, veste et culotte de drap bleu, guêtres noires en hiver, blanches en été, — ils porteront une cocarde aux couleurs de la ville, bleu et rouge. Tout passant qui, non porté au

contrôle, serait rencontré porteur de cet insigne, serait immédiatement arrêté.

Ce fut un engouement frénétique. Paris, de tout temps, excella dans l'improvisation ; cette fois, il opéra en ce genre un miracle : en trois jours il fut armé : comment? de quoi? C'est une énigme. On peut supposer que les cent et quelque mille fusils pris à la Bastille, aux Invalides et à l'Arsenal, dans la nuit du 13, furent acquis à bon compte par les citoyens enrôlés, ou peut-être leur furent-ils remis gratuitement. Ce que l'on sait c'est que, le 17 juillet, quand Louis XVI vint de Versailles à Paris pour témoigner à sa bonne ville qu'il ne lui gardait pas rancune de sa turbulence, ce ne furent pas 12 000 hommes qui firent la haie sur son passage, ni 48 000, mais 184 000 au dire d'un témoin oculaire. Il est vrai qu'un autre, dont le récit n'est pas moins véridique, réduit ce chiffre à 80 000. Tumultueux rassemblement plutôt que parade militaire ; spectacle plus terrible qu'imposant : « Il y manquait l'ordre, le silence, l'uniformité de l'armement et du costume; mais tout le reste y était : animation, intelligence, air martial sentant la conquête, transformation énergique de l'artisan en guerrier, avec la veste de travail et le fusil pris aux soldats du Roi. Association étrange sortie tout armée d'un ouragan qui avait confondu toutes les classes de la grande ville, depuis le portefaix jusqu'au procureur. » On y voyait même des moines, — capucins et feuillants, — armés de piques et de hallebardes d'église, et des canonniers improvisés dont les pièces étaient braquées à tous les carrefours.

Rangée sur deux files, depuis la barrière de Chaillot jusqu'à l'Hôtel de ville, cette cohue moutonnière saluait de *Vivat!* enthousiastes le pimpant La Fayette que l'assemblée des électeurs avait nommé par acclamation commandant en chef de la milice bourgeoise. Suivi de deux aides de camp, il passait, « beau, jeune, affable », sur le front de son armée qui le voyait pour la première fois et l'adorait déjà. Il montait un cheval blanc, qui, de ce jour-là, partagea la popularité, — éphémère, — de son cavalier et devint vite légendaire. La Fayette l'avait, disait-on, payé 36 000 livres; mais la gloire de ce coursier fameux fut de courte durée ; l'orgueil, père de tous les vices, fit de lui un véritable « carcan » qui, de vente en vente, finit chez un loueur de voitures. M. Bailly, créé,

la veille, par le conseil des électeurs, premier maire de Paris, très grave, « dans un costume noir, avec ses cheveux longs dépoudrés, son petit manteau court, attendait le Roi à la barrière. Il avait à son chapeau une large cocarde et portait en sautoir l'écharpe tricolore dont c'était la première apparition; la ville, par égard pour le Roi, venait, en effet, d'unir à ses couleurs, bleu et rouge, le blanc symbolique du drapeau de la monarchie. C'était le vendredi 17 juillet 1789, à une heure de l'après-midi, date et heure à jamais mémorables.

Le canon tonne; le carrosse du Roi arrive, traîné par ses huit chevaux, « sans suite, sans garde, sans escorte », mais une centaine de députés le suivent à pied depuis Versailles. Un grand silence se fait, tandis que M. Bailly présente au souverain les clefs de la ville. Puis le cortège reprend sa marche par le Cours-la-Reine, la place Louis XV et la rue Saint-Honoré. Au long du trajet Louis XVI n'entendra pas un cri de *Vive le Roi!* mais seulement celui de *Vive la Nation!* et aussi *Vivent nos intrépides députés!* Au perron de l'Hôtel municipal, il descend de voiture, soutenu par des miliciens bourgeois, « peut-être des cordonniers ou autres, car, dans cette troupe, le marquis, l'officier, sert son tailleur ». Il a les larmes aux yeux. Quand, dans une bousculade, il est parvenu à la grande salle, — où se voit un tableau de Porbus représentant le prévôt et les échevins agenouillés devant Louis XIII, — il reçoit la cocarde aux trois couleurs que lui remet Bailly et celui-ci, rompant avec l'étiquette séculaire, ne plie pas les genoux devant son souverain. Louis XVI ne se froisse de rien; il baise l'insigne national, se montre à la fenêtre et, alors, de l'océan de têtes qui déferle sur la Grève, monte une immense clameur de *Vive le Roi!*

Paris est en délire: au retour, « le sentiment, l'amour respectueux, la tendresse se diversifient, se marient, sous mille et mille formes; les cris d'allégresse font retentir les airs, le canon fait trembler la terre; une multitude immense, placée dans les rues, sur les ponts, sur les places, aux fenêtres des maisons, sur les toits, fraternise en une confusion fraternelle, et le sexe affable et charmant jette, à pleines mains, du haut des balcons, des cocardes patriotiques, des touffes de rubans ondoyant dans les airs, soulevés, agités, emportés au loin et retombant enfin, enlevés par les armes

des guerriers qui se disputaient l'honneur d'avoir le front orné par les mains de la beauté... » Tel est le tableau d'idolâtre enthousiasme que trace le journal des *Révolutions de Paris*; ces pages, en même temps qu'elles nous peignent l'épanouissement unanime, nous marquent aussi, avec ces rubans qui ondoient dans les airs, la date de naissance de nos modernes serpentins, inventés par les ingénieuses Parisiennes en 1789.

On nageait en pleine joie : la révolution était finie. Cette superbe et heureuse journée, « aurore d'un avenir brillant et flatteur, ouvrait une ère de liberté, d'abondance, de paix et de bonheur ». « Nos larmes sont donc taries, écrivait un gazetier patriote, nos maux presque oubliés et nos vœux désormais seront comblés. » C'est si bien l'opinion commune qu'un député de la noblesse notait le même jour : « En deux semaines la révolution du plus grand empire du monde s'est accomplie : celle d'Angleterre a coûté à cette nation cent ans de guerre et quatre millions d'hommes, tandis que, en quinze jours, l'intrépidité des députés de notre pays a fixé pour jamais la liberté de la France. » Les plus réfractaires à l'admiration du nouveau régime reconnaissaient également que, tout étant terminé à souhait, ça n'avait pas été trop dur ; le comte de Quelen avouait ainsi à son ami, le président de Saint-Luc, que « les scènes d'horreur et de désordre n'avaient point altéré sa santé ; il ne gardait, de cette maudite révolution, que le souvenir de quelques mauvaises digestions et un sommeil fort troublé. »

Il n'y avait donc qu'à se réjouir, et la garde nationale fournissait l'accasion d'amusements d'autant plus assurés de la vogue qu'ils étaient complètement nouveaux. On est renseigné sur les compagnies des Feuillants et sur celles des Filles-Saint-Thomas, les plus aristocratiques et les plus riches. C'est d'abord la joie suffocante de revêtir l'uniforme. Les douze mille garçons tailleurs de Paris durent passer les nuits; mais au bout de huit jours, les jeunes élégants se pavanaient par les rues, sanglés dans des habits de coupe savante et portant au côté le briquet ou l'épée obligatoires. Par malheur, ils étaient encore si peu mûrs pour l'égalité qu'il leur répugnait de servir la patrie en promiscuité avec leur épicier ou leur traiteur, qui, moins fortunés, tardaient à s'équiper ; leur tenue, peu martiale, nuisait au prestige de leurs camarades. De là

naquit l'idée de former des compagnies « d'élite », grenadiers et chasseurs. Cette proposition aurait été admise sans conteste, si l'on n'avait appris que les grenadiers seraient coiffés du bonnet à poils. La perspective d'un tel avantage amena la discorde; il y eut des batailles, des duels. Le commandant général évitant de se prononcer, la milice du district des Filles-Saint-Thomas se passa de son autorisation et créa une compagnie d'élite; d'autres districts l'imitèrent, en dépit de noires rancunes. Pour ces compagnies privilégiées, composées de jeunes royalistes, tout était prétexte à fêtes et à bombances : dîners de trois cents couverts qui se terminaient par des toasts et des chansons. « Ces banquets étaient suivis de *promenades militaires*, espèces de farandoles au moyen desquelles trois à quatre cents grenadiers et chasseurs, marchant deux à deux, parcouraient Paris en chantant. »

La garde nationale, — ainsi fut officiellement désignée la milice bourgeoise, — fut accueillie avec faveur par les Parisiens qui se sentaient désormais rassurés. Un gentilhomme en témoignait la gratitude des braves gens, à la pensée qu'on était maintenant préservé de tous les excès, grâce à ce corps de 6000 hommes enregimentés et soudoyés, que viendraient renforcer, en cas d'alarme, 20 à 24 000 bourgeois intéressés à faire renaître l'ordre et la sécurité la plus parfaite : aussi, ajoute-t-il, ma santé va mieux et je vais souvent aux spectacles, très suivis en ce moment. On avait dû, en effet, former, pour chaque district, une compagnie *soldée*, en raison de l'afflux des gardes françaises qui désertaient leur casernement avec armes et bagages, pour s'enrôler dans la garde parisienne. C'était la première ombre au tableau : ces soldats, pour le très grand nombre étrangers à Paris, étaient connus pour leur mauvais esprit et leur indiscipline. La Ville, n'osant s'opposer à leur inscription, avait même doublé leur solde dans l'espoir de capter ces mutins. Cet avantage nuit au recrutement des compagnies non rétribuées : « le nombre des soldats non soldés ne se complète pas dans tous les districts aussi promptement qu'on l'avait espéré »; « les volontaires ne manquent pas, mais ils ont la prétention d'être officiers et ils se retirent dès qu'ils s'aperçoivent qu'ils resteront simples fusiliers ». Ces difficultés retardent l'entrée en scène de l'armée bourgeoise.

Doué d'une faculté d'illusion peu commune, Paris avait espéré voir manœuvrer, dès le premier jour, sur ses places et patrouiller par ses rues les pimpantes cohortes citoyennes; on apercevait bien quelques uniformes empressés à s'exhiber; mais de troupe aucune. Même on s'étonna que la populace eût, sur la place de Grève, le 23 juillet, pendu à la lanterne le contrôleur des finances Foullon et massacré l'intendant Berthier, sans que nul des gardes nationaux, sauf leur commandant général La Fayette, fût intervenu pour disperser cette cohue d'assassins. Les têtes des deux victimes furent promenées dans Paris; l'un des tueurs, — grenadier des gardes-françaises, — ayant déchiré la poitrine de l'intendant, lui arracha le cœur qu'il présenta au maire Bailly, à la pointe de son épée; puis il alla au Palais-Royal, s'assit à la table d'un café « en société de cinq ou six cannibales » et, pressant dans ses mains le cœur de Berthier, en exprima quelques gouttes dans les verres; et l'on but et on chanta gaiement un refrain alors populaire :

Non, il n'est pas de bonne fête
Lorsque le cœur n'en est pas !

Le journal de Prud'homme excusait ces badinages par cette observation complaisante : « Tous les peuples qui sont libres ne le sont devenus que par le supplice de quelques grands coupables. »

Si la garde nationale sort tardivement de ses limbes, cet achoppement est motivé par la passion du galon : « il y a bien peu de citoyens qui se résignent à n'y point prétendre et la plupart menacent de ne pas vêtir l'uniforme, s'ils n'ont pas droit à porter l'épaulette et le hausse-col ». Quelques districts se disputent les grades à coups de baïonnette : tous les Français étant égaux, on retomberait dans l'esclavage en se donnant des maîtres, et on préconise le sage système adopté par la garde civile de Bordeaux dont toutes les recrues portent l'épaulette, insigne du commandement; les chefs élus ne se distinguent de leurs hommes que par un tout petit bout de ruban passé à la boutonnière et dont ils n'ont le droit de se parer qu'aux heures d'exercice. Les enfants sont, sur ce point, plus avancés que leurs pères : car, depuis que Paris joue au soldat, on voit dans les rues circuler des troupes de

gamins avec des petits tambours, des sabres de bois, des piques terminées par des lances de fer blanc. « Tous veulent être officiers à l'exemple de leurs papas. On en a séparé deux qui se battaient à outrance et dont le sang coulait : « Parbleu, dit l'un, il y a plus d'une heure que c'est mon tour d'être colonel! » Il fallut interdire ces jeux militaires et ces jeunes garnements changèrent d'amusements. Dans le mois qui suivit le meurtre de Foullon et de Berthier on en rencontrait qui portaient, au bout de petites lances, des têtes de chats fraîchement coupées!

Le 24 août, un district entier, — celui de Saint-André des Arcs, — est en tenue et sous les armes. Son drapeau est béni solennellement par le clergé de la paroisse. La surveillance de la ville n'en est pas mieux assurée, puisque, le jour même, la plèbe qui prend goût au jeu de la lanterne, pend un malheureux boulanger, dont on promène, en manière de trophée, jusqu'au Palais-Royal, la tête coiffée d'un bonnet de coton, tandis que, au lieu d'assurer l'ordre, les compagnies disponibles s'occupent à réprimer un soulèvement des ouvriers de l'atelier de Montmartre. On y traîne des canons, on les charge à mitraille et cette démonstration suffit à mettre les émeutiers en fuite. Mais « on craint des séditions durant la nuit ».

Déjà la nouvelle institution, si favorablement accueillie dans sa nouveauté, suscite maintes critiques : les officiers se plaignent de la lenteur du recrutement ; bon nombre d'enrôlés ont mis leur uniforme et leur fusil au Mont de piété. D'autres estiment que l'autorité a tendu un piège aux gens naïfs en créant un corps « isolant des autres citoyens trente mille aristocrates qui se sont choisi pour chefs des ducs, des comtes, des barons, des agents de change et des piliers de tripots ». Tout corps est aristocrate, concluaient-ils, « et il n'y a pas un seul citoyen qui n'ait aussi bien le droit d'être armé que ces trente mille messieurs ». « Je suis officier de la garde nationale, disait un mécontent, je vais demain au district donner ma démission et je connais plus de cent jeunes gens qui imiteront mon exemple pour ne pas rester dans une troupe à qui l'on fait perdre, de gaieté de cœur, la considération qu'elle devrait avoir. » « Je ne porte point d'uniforme, protestait un avocat, parce que c'est un instrument despo-

tique : si je le portais et que j'eusse à obéir à des ordres contraires à la liberté, je le mettrais bas et je m'en irais chez moi en chemise, aux applaudissements de mes concitoyens. »

En même temps que les démocrates dénigraient ainsi cette aristocratique milice, les aristocrates, au contraire, s'indignaient d'y être mêlés « à la plus vile racaille ». Ah ! tout n'est pas rose dans l'apprentissage de la liberté ! « Benoît, mon fils, est, comme mes laquais, dans la garde bourgeoise, écrit le marquis de Vergennes ; le frotteur et le portier sont dans le même cas. Voyez quels excès ! » Ce pauvre Benoît n'est pas très rassuré sur les sentiments que lui témoignent ses camarades, car, quelques jours plus tard, son père note : « Mon fils a été quinze heures entières à l'Hôtel de Ville et à jeun, crainte du poison ! » Certains incidents sont plus gais, ainsi qu'on en peut juger par cet avis inséré aux *Révolutions de Paris* : « Mlle Dubief, marchande lingère rue Dauphine n° 31, montera la garde au corps de garde, rue Dauphine, où elle sera à dix heures précises du matin, le 3 août. Signé : Oudet, capitaine. » De telles fantaisies choquent les gens austères, et pour quelques délicats la tenue nationale est un indice de dévergondage éhonté. Un clerc de maître Langlois, notaire, se présente en uniforme à l'étude de son patron. Celui-ci commande à l'insolent d'aller dépouiller cette mascarade et de revêtir un costume civil. Sur quoi tous les clercs de l'étude, reconnaissant que le notaire est parfaitement libre de n'aimer point les innovations, jugent qu'ils sont libres, eux, de protester contre ses répugnances : ils quittent aussitôt leur travail, se mettent en grève et adressent à tous leurs confrères parisiens une circulaire les invitant à ne point solliciter les places vacantes, circulaire terminée par cette menace : « Vous n'y resteriez pas. »

G. LENOTRE.

(A suivre.)

LA PROTECTION DE L'ÉPARGNE

L'ÉPARGNE ET SES PÉRILS

« Sur tous les points du monde économique, les revenus monétaires tombent à chaque moment dans les économies individuelles, comme les gouttes de pluie sur la surface terrestre. Une partie de la pluie tombée est aussitôt absorbée par les racines végétales, va gonfler de suc les troncs des arbres et les tiges des plantes et se répand dans les feuilles, les fleurs et les fruits. Mais d'autres gouttes, un grand nombre, filtrent à travers la surface, s'insinuent dans les couches profondes, où elles se concentrent tantôt en nappes souterraines, tantôt en ruisseaux qui circulent sur de grands espaces dans l'obscurité du sous-sol. Ainsi se forme toute une canalisation invisible dont la science du géologue dessine par endroits le tracé, mais dont l'existence ne se révèle au reste du monde que lorsque l'eau remonte à la surface, pour sourdre au jour sur les points les plus divers du globe et y former, sous la lumière du soleil, les mers, les fleuves et les lacs.

« De même, tandis qu'une portion du revenu se consomme en jouissances et satisfactions de toute sorte, fleurs et fruits de l'activité économique, la partie épargnée s'accumule dans le secret des économies privées ou s'abrite dans les réservoirs profonds des banques. Son existence ne se révèle que lors des appels publics de capitaux, qui la font jaillir au dehors ou lorsque des usines, des fabriques, des maisons neuves, des cultures plus étendues et plus parfaites, des chantiers de

navires ou des lignes de chemins de fer, surgissant comme spontanément du sol, en laissent deviner l'ampleur et l'origine. »

Cette page d'une si belle venue et qui, dans une image ample et précise, montre si bien l'origine, la nature et le rôle de l'épargne, est de M. Charles Rist, qui l'écrivit il y a quinze ans, dans une mémorable étude sur l'épargne (1). La distinction qu'il a faite entre l'épargne-réserve et l'épargne-créatrice s'est montrée si féconde pour l'intelligence des faits économiques dont le marché monétaire et le marché financier sont le théâtre, qu'elle est aussitôt devenue classique.

L'épargne-réserve n'est qu'une consommation différée par celui qui la constitue ; il la garde dans sa caisse ou la dépose dans une banque, en compte à vue, et ces sommes, utilisées en prêts à court terme, sont, à échéance plus ou moins brève, consacrées à des dépenses de consommation. L'épargne-créatrice, au contraire, se consacre à former des capitaux, par le moyen des placements. C'est grâce à elle que se soutient et se renouvelle l'outillage productif d'un pays et que progresse la vie économique.

Quand l'État éprouve des besoins de trésorerie, quand le commerce et l'industrie recherchent des fonds de roulement gagés sur des effets à court terme, c'est au marché monétaire qu'ils s'adressent et c'est là qu'ils trouvent les épargnes-réserves, économies temporaires en quête d'emplois passagers.

Quand l'État désire emprunter pour exécuter des travaux d'ordre exceptionnel, de caractère durable et rémunérateur, quand l'industrie privée (au sens large du mot) a besoin de capitaux frais pour accroître ses moyens de production, c'est sur le marché financier qu'ils portent leur demande et ce sont les épargnes désireuses de se fixer à long terme qui viennent répondre à leur désir.

L'épargne, dans les sociétés modernes, est dispersée et cachée; il faut la solliciter et l'attirer. Elle ignore souvent les moyens de fructifier et les placements qui lui conviennent ; il faut la guider et l'instruire. Une fois « investie » ou fixée, elle ne dispose pas toujours des connaissances ou des moyens nécessaires pour sa sauvegarde ; il faut donc la protéger.

(1) Reproduite dans ses *Essais sur quelques problèmes économiques et monétaires*, p. 179.

Dans les économies fermées ou localisées d'autrefois, l'épargne se protégeait assez bien par ses propres forces. Le plus souvent, l'épargnant faisait fructifier lui-même son capital, achetant le champ qu'il cultivait, l'atelier qu'il exploitait; quand il ne travaillait pas lui-même avec ses propres capitaux, il achetait, dans sa ville, un immeuble qu'il louait, ou encore il prêtait son argent à un tiers qu'il connaissait personnellement et dont il pouvait surveiller de près la conduite et l'activité.

De nos jours, et depuis plus d'un siècle, le placement de l'épargne s'est complètement transformé. Le crédit public est né et les États, qui jadis n'empruntaient qu'aux financiers, font appel à tous les possédants. D'autre part, notre législation commerciale a reconnu et organisé l'existence des sociétés par actions; celles-ci, par la division du capital en parts dont le taux peut descendre jusqu'à cent francs, et même dans certains cas jusqu'à vingt-cinq francs, ont pu drainer et réunir les épargnes les plus humbles pour constituer les capitaux et les masses de manœuvre les plus amples. Dès lors, l'épargnant, confiant ses économies aux promoteurs d'affaires dont le siège est loin de lui, et parfois même à l'étranger, a perdu la possibilité d'apprécier directement la valeur de ses placements et d'en surveiller efficacement l'emploi.

Ces changements dans la vie économique, s'ils ont permis de faire travailler beaucoup de capitaux oisifs, n'ont pas été sans multiplier les risques que court l'épargne. Ils sont apparus surtout dans la constitution et l'administration des sociétés, dans le placement des valeurs mobilières, et c'est pourquoi la notion de protection de l'épargne se confond presque avec l'idée de surveillance des sociétés anonymes et de contrôle des opérations de Bourse. Les décrets-lois récemment pris par le gouvernement Laval (8 août et 30 octobre 1935) apportent une nouvelle preuve de l'identité qui s'est ainsi établie entre ces deux objets. L'importance de ces textes, qui ne se révélera complètement que par leur application, se manifeste déjà par leur étendue, par les modifications nombreuses qu'ils apportent aux lois existantes et par leurs innovations.

Il n'y a pas lieu d'en donner ici un commentaire juridique approfondi; nous voulons simplement montrer à quels besoins

ils répondent, les espoirs qu'ils ont fait naître et souligner leur portée juridique, économique et morale.

LA CAPTATION DE L'ÉPARGNE

Pour protéger l'épargne, il ne faut pas attendre qu'elle soit déjà cristallisée dans un placement; c'est au moment même où son possesseur va s'en séparer, confiant dans les promesses de son solliciteur, qu'il faut le mettre sous la sauvegarde de la loi. C'est à cela que répondent les décrets sur le « démarchage ». Ce vocable inélégant, que le législateur vient de faire entrer dans la langue juridique, désigne le métier de ceux qui vont à domicile, offrir aux épargnants un placement financier. Si les démarcheurs sont parfois sans vergogne et même sans scrupules, il en est aussi d'honnêtes et l'utilité de leur profession ne se peut contester. Il faut, en effet, considérer que l'épargne, en France, est très diminuée et volontiers thésaurisée. Beaucoup d'épargnants ignorent comment ils peuvent faire travailler leur argent; certains d'entre eux, à la campagne notamment, n'aiment pas se rendre aux guichets des banques; il faut donc aller les trouver chez eux, leur faire connaître les valeurs sûres et les inciter à mettre leurs épargnes au service de l'économie nationale, qui les en récompensera par un juste intérêt.

En fait, le démarchage a donné lieu à maints abus. Il est arrivé trop souvent que des aigrefins se répandent dans le pays, s'introduisent chez des épargnants complètement ignorants des réalités financières, leur vantent des placements illusoires ou même des entreprises frauduleuses et les amènent à leur confier leurs économies ou à souscrire des titres sans valeur. Des affaires récentes et retentissantes, en nombre, hélas! trop grand, ont montré quelles ruines pouvaient sortir de l'industrie de ces démarcheurs effrontés et dupeurs.

Fallait-il donc interdire le démarchage? C'eût été ruiner beaucoup de banques locales qui ne disposent que de ce moyen de placer des titres; c'eût été nuire au crédit de l'État lui-même, dont les émissions doivent au démarchage de se classer plus facilement dans les portefeuilles des petits épargnants. Aussi bien, le décret-loi, s'inspirant des travaux de la Chambre des députés, n'a-t-il interdit que le colportage des

valeurs, opération qui consistait à livrer immédiatement, contre espèces, ou contre d'autres titres généralement excellents, les titres de pacotille offerts de porte en porte. Quant au démarchage, il se voit soumis à des conditions très strictes. Tout d'abord, on ne pourra plus solliciter à domicile l'épargnant en vue de le faire participer à des syndicats de Bourse ou à des opérations portant sur des valeurs étrangères ou sur des titres de Sociétés françaises qui n'auraient pas publié au moins deux bilans ou dont les titres ne seraient pas cotés en Bourse. Le démarchage ne reste donc permis que pour des valeurs cotées ou ayant plus de deux ans d'existence et, par conséquent, ayant déjà fait leurs preuves. Mais tout démarcheur devra justifier qu'il est au service d'une banque remplissant elle-même certaines conditions pour avoir le droit d'user du démarchage; il devra posséder une carte d'identité spéciale, délivrée par le banquier qui l'emploie et qui en répond comme d'un préposé.

L'envoi de prospectus, qui apparaît comme une variété de démarchage, est soumis, lui aussi, à des règles nouvelles. Ces notices, habilement répandues et jouissant de tout le prestige de la chose imprimée auprès de petits épargnants qui lisent peu, ont souvent servi d'instrument aux escrocs, par les exagérations, les inexactitudes ou les imprévisions savamment calculées qu'elles contenaient. Désormais, ces notices devront, sous des peines sévères, n'exposer que la vérité.

Il existait une variété particulièrement redoutable du démarchage, à laquelle mettent fin les décrets-lois, c'est celui qui avait pour objet des opérations à terme sur les bourses de marchandises à l'étranger. Beaucoup de capitalistes, à la ville comme aux champs, qui eussent redouté de spéculer sur des valeurs mobilières, n'hésitaient pas à acheter ou vendre des tonnes de sucre ou des quintaux de maïs sur le marché de New-York ou de Chicago, par l'intermédiaire de démarcheurs peu scrupuleux qui, après leur avoir d'abord procuré ainsi des gains faciles et alléchants, les dépouillaient ensuite de sommes beaucoup plus considérables. Ces sortes d'affaires donnaient lieu à de nombreux litiges et bien souvent, au Tribunal de commerce de la Seine, j'ai eu la tristesse de voir, à la barre, des épargnants dupés, qui d'ailleurs recouraient parfois aux dénégations les plus naïvement mensongères ou aux pro-

cédures les plus astucieuses pour échapper aux conséquences de leurs imprudences et à des condamnations que la rigueur des lois forçait le juge à prononcer! Désormais, ces spéculateurs téméraires et, — il faut bien le dire, — victimes de leur cupidité, sont protégés contre leurs propres entraînements : le démarchage dont il s'agit n'est autorisé que s'il a lieu auprès de négociants faisant le commerce des marchandises sur lesquelles on leur propose d'opérer.

LA PROTECTION DES ACTIONNAIRES

L'épargnant n'est pas toujours sollicité d'acheter des titres déjà cotés depuis longtemps. Il est souvent tenté de souscrire au capital de Sociétés en formation. Ici encore, son inexpérience risque de se voir exploitée. Les allégations mensongères des prospectus y contribuent, mais aussi l'insuffisance de la vérification des apports faits à la société naissante par ses promoteurs et fondateurs. Bien des lois se sont efforcées de venir au secours du souscripteur, soit en exigeant la publication au Bulletin légal des annonces officielles de notices explicites, soit en mettant des conditions rigoureuses à la négociation des actions d'apport. Il restait encore à assurer l'indépendance des commissaires que désigne l'assemblée constitutive des Sociétés pour lui soumettre un rapport sur la valeur des biens de toute nature que les fondateurs apportent et sur la légitimité des avantages qui leur sont alloués en représentation de ces apports.

On a vu des commissaires aux apports n'être que des comparses à la dévotion des fondateurs, dont ils se bornaient à reproduire les affirmations dans un rapport sommaire et de pure forme. Il n'en sera plus ainsi désormais, car un décret écarte de ces fonctions les parents, les alliés et les salariés des fondateurs et apporteurs.

Il convient d'avouer que les actionnaires se montrent, trop fréquemment, d'une indifférence étrange à l'égard des opérations constitutives des sociétés dans lesquelles ils entrent ou d'une confiance sans bornes envers les fondateurs, même s'ils ignorent tout des uns et des autres. Ils persévèrent dans cette attitude et même s'y consolident lorsque la société fonctionne. On ne les voit pas venir aux assemblées générales, où ils ne

votent que par procuration. Il est bien rare qu'un actionnaire s'intéresse aux affaires des Sociétés dont il possède des titres, et le nombre des actions en responsabilité intentées par des actionnaires contre des administrateurs de Sociétés apparaît infime, si on tient compte de l'énorme quantité de Sociétés anonymes qui existent.

Il n'en faut pas moins protéger l'actionnaire, ignorant, inexpérimenté ou nonchalant, en soumettant la constitution et la gestion des Sociétés à des règles précises, et surtout en réprimant sévèrement toutes les malversations.

C'est à quoi s'emploient les décrets-lois et il faut les louer d'avoir su écarter les mesures préventives trop strictes proposées parfois, car elles eussent gêné, sans profit pour les actionnaires, les Sociétés honnêtes qui sont, dans notre pays, l'immense majorité. Étudiés avec soin, inspirés par les travaux des commissions parlementaires et des spécialistes du droit commercial et du droit pénal, les décrets-lois sur les Sociétés organisent d'une manière efficace la protection des actionnaires, sans pourtant contenir des prescriptions susceptibles de paralyser l'activité normale des affaires saines.

Dorénavant, les actionnaires auront plus de facilité pour s'informer de la marche et de l'état des affaires sociales ; les inventaires, bilans et comptes soumis aux assemblées seront plus explicites. De même, l'actionnaire se voit réserver un droit de préférence pour souscrire aux augmentations de capital auxquelles pourra procéder sa société ; c'est un légitime bénéfice qu'on réserve ainsi à l'épargne.

LA PROTECTION DES OBLIGATAIRES

Les actionnaires ne sont pas les seuls épargnants dignes de protection ; les obligataires la méritent peut-être davantage encore, car ils sont les créanciers de la Société et non ses membres : ils n'ont pas entendu risquer leurs économies, mais bien les prêter, moyennant intérêt et avec promesse de remboursement. Tout ce qui contribue à garantir la bonne gestion des Sociétés profite aux obligataires non moins qu'aux actionnaires. Mais cela ne suffit pas. Il n'est pas suffisant non plus de traiter ces créanciers que sont les obligataires comme des créanciers ordinaires. Leur cas est différent, et nous l'avons

montré, il y a quelques années, dans un ouvrage (1) où nous réclamions pour eux la protection que vient de leur accorder un décret-loi du 30 octobre 1935.

Quand une Société lance un emprunt par émission d'obligations, elle fait à tous les souscripteurs l'offre simultanée de titres comportant exactement les mêmes droits et négociables, ce qui lui permet de prévoir et d'organiser l'amortissement de son emprunt, avec tirages à primes ou à lots, et de créer un marché pour les titres émis. Juridiquement, la Société ne fait que des contrats juxtaposés et distincts, avec ses obligataires; il n'existe entre eux ni indivision, ni solidarité, et c'est pour cela que la jurisprudence les a toujours traités comme des créanciers isolés, même quand elle reconnaissait la validité de leurs groupements et l'intérêt qu'ils avaient à défendre, en commun, des intérêts individuels identiques.

Déjà, par une loi du 18 juillet 1934, il avait été décidé que tout acte interrompant la prescription contre la société débitrice à l'égard d'un seul obligataire, profiterait à tous les autres obligataires du même emprunt. Allant plus loin, un décret-loi du 8 août 1935 a décidé que toute décision de justice rendue au profit d'un obligataire sur une question touchant les intérêts communs des obligataires pourrait bénéficier à tous ceux qui le demanderaient, au moyen d'une simple ordonnance rendue par le Président du tribunal.

Cette mesure, extrêmement hardie, puisqu'elle permet à quelqu'un de bénéficier d'un jugement auquel il n'a pas été partie, ne suffisait pas. Aussi le décret du 30 octobre, publié le 4 novembre, vient-il de donner aux obligataires un véritable statut, en s'inspirant non seulement des travaux parlementaires, mais aussi des études doctrinales parues et de la jurisprudence constituée sur cette question. La disposition essentielle du décret est celle qui permet aux obligataires, — comme la loi du 23 janvier 1929 l'avait déjà fait pour les porteurs de parts, — de se constituer en une « masse » d'intérêts communs.

Pour que ce groupement ne soit pas entre les mains de la Société débitrice, ses représentants élus sont soumis aux mêmes incompatibilités que les commissaires aux comptes.

(1) Albert Buisson, *les Groupements d'obligataires*; étude économique, juridique et législative, in-8, 1930.

Les assemblées d'obligataires sont minutieusement organisées par le décret, ainsi que la procédure de leurs délibérations. Leur compétence est très grande, mais leurs pouvoirs diffèrent, selon qu'il s'agit de voter de simples mesures de sauvegarde ou de décisions qui touchent aux intérêts principaux des obligataires, comme l'abandon des garanties dont l'emprunt était assorti, la réduction du taux de l'intérêt, la suspension de l'amortissement. La limite aux pouvoirs de la masse réside dans l'interdiction pour elle d'accroître les charges des obligataires.

Voulant protéger efficacement les obligataires contre la diminution de leurs gages de remboursement, le législateur des décrets-lois n'a pas hésité à donner à l'assemblée des obligataires le droit d'intervenir dans certaines délibérations de la Société. Si celle-ci veut modifier sa forme, si elle entend fusionner avec une autre Société, si elle prétend émettre de nouvelles obligations qui seraient plus favorisées que les anciennes, il lui faut recueillir l'assentiment des obligataires. Si leur assemblée vote contre les projets de la Société, celle-ci peut néanmoins les réaliser, mais à condition de rembourser, dans les trois mois, tous les obligataires qui l'exigeront. Cette condition rendra très prudentes les Sociétés qui méditeraient de sacrifier leurs obligataires, et ceux-ci vont désormais jouir d'une sécurité appréciable.

Le rôle des emprunts obligataires dans la création de l'outillage national et des instruments de production, dans tout le développement économique du pays, a été considérable depuis un siècle. Les obligations sont considérées comme des « valeurs de père de famille », puisqu'elles produisent un intérêt fixe, qu'elles sont remboursables et, très souvent, gagées.

Depuis longtemps, on en réclamait la protection et, dès 1903, le Sénat avait été saisi d'un projet très complet en ce sens. Nul ne pourra prétendre que la réforme d'aujourd'hui sente l'improvisation !

LA FONCTION D'ADMINISTRATEUR ET SES RESPONSABILITÉS

Pour protéger à la fois actionnaires et obligataires, c'est-à-dire la masse des épargnants qui confient des économies

lentement amassées aux sociétés anonymes, un moyen efficace consiste à sélectionner les administrateurs de ces sociétés et à étendre, tout en la rendant plus lourde, leur responsabilité.

Les décrets-lois ont réalisé cette réforme, longtemps attendue; leurs dispositions, dans leur juste sévérité, n'atteindront que les administrateurs de mauvaise foi et de moralité déficiente. Les autres, qui constituent la grande masse, n'auront rien à en redouter.

Jusqu'à présent, ou, plus exactement, jusqu'au 8 août 1935, toute liberté était laissée à qui que ce soit, de fonder et d'administrer une Société. Des condamnés de droit commun, d'anciens faillis, même convaincus de manœuvres suspectes, des aventuriers pouvaient administrer des Sociétés anonymes. Déjà, en 1930, la loi avait dû intervenir pour écarter ces indésirables de la profession de banquier. Le décret-loi du 8 août étend les règles ainsi posées, de plein droit et avec un effet immédiat, à toute personne qui occupe ou qui désirerait occuper les fonctions d'administrateur d'une Société par actions ou de gérant d'une Société à responsabilité limitée. Il donne même au Tribunal de commerce le pouvoir de retirer le droit de gérer, diriger ou administrer une Société anonyme ou à responsabilité limitée à ceux qui, sans encourir de condamnation pénale, auraient commis des fautes graves dans la gestion d'une Société.

Et si, d'aventure, les individus privés ou déchus du droit d'administrer une Société se substituaient, dans les conseils, des « hommes de paille », de lourdes sanctions les atteindraient, eux et leurs complices.

Les conseils d'administration des Sociétés ainsi assainis et purgés d'éléments qui leur nuisaient, il s'agissait de leur conférer plus d'autorité. On ne pouvait y parvenir qu'en accroissant les responsabilités que leur rôle comporte. Actionnaires et obligataires savent que c'est dans cette responsabilité que réside le gage de la vigilance des administrateurs et la garantie de l'épargne.

Ici encore, on s'est préoccupé d'atteindre les infractions, les agissements nuisibles aux intérêts des actionnaires ou des créanciers des Sociétés, sans faire peser une sorte de suspicion sur tout administrateur de Société et sans le frapper pour des fautes qu'il n'aurait pas commises.

Renonçant à introduire dans le texte une présomption de faute à l'égard de tout administrateur et à poser la responsabilité solidaire en règle générale, les décrets-lois laissent subsister les principes ordinaires de la responsabilité civile, mais ils étendent le champ de la responsabilité pénale, en qualifiant délits des faits qui, jusqu'à présent, pouvaient échapper à la répression. L'administrateur de Sociétés est un mandataire salarié ; comme tel, il répond de ses fautes de gestion et naturellement de ses délits. Responsabilité civile et responsabilité pénale s'enchevêtrent constamment; absous de cette dernière, l'administrateur n'est pas toujours dégagé de l'autre; le quitus que peut lui donner l'assemblée générale le libère bien, pécuniairement, à l'égard des actionnaires, mais non pas à l'égard des tiers, et n'empêche nullement, s'il a commis un délit, l'action publique d'être mise en mouvement par le Parquet. Ainsi, la gestion des Sociétés peut créer, sans cesse, des situations juridiques assez complexes.

Il existe, en matière de Sociétés par actions, des délits spéciaux, consistant dans l'infraction aux dispositions que la loi prescrit pour la constitution de la Société ou l'émission des titres et dont le but est précisément de garantir les actionnaires et les tiers contre la création de Sociétés fictives et la diffusion de titres sans valeur sérieuse. Le décret renforce ces prescriptions et ces sanctions. Il s'efforce d'assimiler aux délits de droit commun les mensonges commis dans le lancement des affaires par des prospectus contenant des faits inexacts ou des déclarations fausses. Les souscriptions de complaisance, les ruses plus ou moins honnêtes tendant à faire croire que la Société qui se fonde avait à sa disposition, comme le veut la loi, le quart au moins du capital souscrit, sont rigoureusement punies, surtout s'il s'agit d'une Société faisant appel au public.

Dorénavant, les administrateurs qui, ayant dissipé le capital social, tenteraient de dissimuler cette faute ou d'en retarder l'aveu, en ne convoquant pas l'assemblée extraordinaire, seront punissables.

Ceux qui auraient usé des pouvoirs en blanc que leur remettent les actionnaires pour les assemblées, dans un intérêt contraire à celui de la Société, ceux qui dépouilleraient une Société au profit d'une autre où ils ont de plus gros

intérêts, en répondront de même devant la justice pénale.

Mais les faits ainsi visés constituent de véritables abus de confiance ou des escroqueries et les sanctions prévues par les décrets-lois ne sont dangereuses que pour des délinquants authentiques.

Cet accroissement salutaire de responsabilité s'étend aux commissaires aux comptes. Pendant longtemps, ils n'ont joué, en fait, qu'un rôle secondaire, bien que la loi ait voulu les instituer comme des mandataires des actionnaires, chargés de contrôler pour eux la gestion des administrateurs. Pratiquement, c'étaient les fondateurs ou les administrateurs de la Société qui les proposaient à la nomination de l'assemblée; ils pouvaient donc, et le cas s'est présenté parfois, être l'objet de critiques justifiées.

Les décrets-lois apportent des conditions plus strictes à leur nomination. Ils élargissent aussi la mission des commissaires, au point que leur contrôle devient permanent et qu'il s'applique maintenant à toute l'activité sociale.

Enfin, la responsabilité des commissaires est étendue au point qu'ils doivent révéler les fautes et délits commis par les administrateurs, à peine d'en être déclarés complices. La pratique, sans doute, montrera dans quelle mesure il sera possible aux commissaires d'exécuter la mission, dans certains cas très lourde, qui leur est ainsi confiée et conseillera, sans doute, quelques retouches aux nouvelles règles instituées en ce qui les concerne.

La responsabilité des administrateurs et des mandataires des Sociétés va se trouver aussi renforcée par une disposition qui permet de les déclarer personnellement en état de faillite, dans certains cas. Jusqu'ici, quand une Société était déclarée en faillite, ses administrateurs ne subissaient pas le même sort. Les abus que cette singularité juridique avait entraînés apparurent si nettement que la jurisprudence avait pris à cœur d'y remédier. Chaque fois qu'il était avéré que la Société défaillante n'était que l'instrument d'un individu qui en possédait, soit seul, soit par personnes interposées, toutes les actions, les tribunaux de commerce n'hésitaient plus, depuis quelques années, à prononcer sa faillite personnelle.

C'est cette jurisprudence que consacre le décret. Mais il la renforce en décidant que la faillite de la Société pourra être

étendue à toute personne, même non administrateur ni actionnaire apparent, qui aura disposé des capitaux sociaux, sous le couvert de cette société masquant ses propres agissements. Pour couronner cette œuvre de juste répression, le décret décide que le tribunal pourra prononcer les peines de la banqueroute, simple ou frauduleuse, contre les mandataires sociaux, alors même qu'ils n'auraient pas été déclarés en faillite, s'ils ont, de mauvaise foi, accompli les actes qui permettraient de déclarer banqueroutier un commerçant failli.

PROTECTION LÉGALE ET « SELF-DEFENCE »

L'analyse, à la fois trop longue et trop brève, que nous avons donnée des principaux textes relatifs à la protection de l'épargne aura montré, nous l'espérons, l'ampleur et la justesse de l'œuvre législative ainsi accomplie. Quelles qu'en puissent être les imperfections de détail, elle mérite le respect et apporte des armes sérieuses pour la lutte contre la spéculation, pour l'assainissement des affaires.

Protéger l'épargne est une nécessité économique en même temps qu'un devoir de morale sociale. C'est l'épargne qui renouvelle et soutient l'activité nationale; elle est le but des efforts de tous ceux qui travaillent; elle est le réservoir indispensable à tous ceux qui entreprennent. Sans elle, plus de progrès dans l'outillage, plus de capitaux productifs, plus de finances publiques solidement assurées.

Mais, pour que l'épargne vive, il faut lui créer un climat propice, en moralisant les affaires, en fournissant aux épargnants une sécurité aussi complète que possible contre les entreprises malhonnêtes de ceux qui, en se donnant les apparences d'animateurs économiques, ne visent en réalité qu'à s'emparer du bien d'autrui.

Il faut aussi que l'État cesse de donner à certains organismes sur lesquels il ne peut exercer qu'un contrôle insuffisant une estampille quasi officielle, que le public considère comme un supplément de garantie.

La technique juridique propre à protéger l'épargne est des plus délicates, car la protection des épargnants ne doit pas aboutir à paralyser ceux qui agissent. Faire peser sur tous les administrateurs de Sociétés une suspicion que justifient les

seuls agissements d'une minorité d'entre eux, — faible, mais tapageuse, — conduirait à des conséquences redoutables pour la prospérité du pays. On n'oserait plus entreprendre, on éloignerait de la gestion des affaires les hommes les plus propres à les diriger parce qu'ils sont les plus consciencieux.

Les décrets-lois paraissent avoir heureusement résolu ces difficultés ; il sera très intéressant d'en suivre l'application et de voir le parti que notre jurisprudence, si remarquablement réaliste et constructive, saura en tirer. Si parfaits que soient des textes de lois, ils ne valent que par la volonté de les appliquer et par l'esprit qui en guide l'usage. Si énergique que soit la protection légale de l'épargne, elle ne peut tout prévoir et demeure inefficace, si l'épargne ne se protège pas elle-même. Nous touchons ici à un point essentiel du problème qu'ont essayé de résoudre tous les textes qui visent à la défendre.

Si l'épargnant se voit si souvent trompé, c'est qu'il est parfois dupe de ses propres illusions. On s'étonne que des gens qui ont mis souvent de longues années à réunir quelques économies, et qui ne doivent rien qu'à un travail persévérant et normalement rétribué, puissent accepter l'idée que ces économies, confiées à quelque démarcheur inconnu d'eux la veille, se multiplieront comme par magie. Après une existence de frugalité et parfois de privations, on les dirait envahis soudain par une sorte d'ambition longtemps refoulée et qui leur ôte le sentiment du possible.

Les épargnants ne sont pas toujours victimes des autres, ils font parfois leur propre malheur. Il serait à souhaiter de voir les douloureuses expériences subies par eux depuis tant d'années les induire à la prudence, les ramener à leur modération naturelle et leur inspirer quelque vigilance. A cette condition, les mesures que prend le législateur pour déjouer les ruses des aigrefins et pour punir leurs délits prendront leur pleine efficacité. Il serait chimérique de croire que la peur de la loi et de ses châtiments assagira tous les escrocs ; il ne serait pas moins illusoire de penser que l'appât du gain facile, la crédulité et le manque de vigilance cesseront d'engendrer des dupes. Mais on peut espérer que l'action tutélaire des lois et l'éducation financière des masses, poursuivant leurs progrès de concert, élargiront de plus en plus la zone

de sécurité où pourra croître et multiplier l'espèce, heureusement nombreuse, mais trop souvent sans défense, des épargnants.

C'est un devoir pour le législateur soucieux de conserver les forces vives de son pays, de protéger l'épargne. Celle-ci constitue une réserve de ressources économiques par ses emplois, une réserve de forces morales par les dures conditions de sa formation.

Mais, si la vraie défense de l'épargne exige, tout d'abord, la vigilance de l'épargnant, la conséquence qui s'en déduit, c'est que les gouvernements n'épuisent pas tout leur devoir en édictant des textes préventifs ou répressifs de la fraude.

Il leur faut encore veiller à former l'esprit public, pour lui donner le sens des possibilités économiques, qui n'est autre que la notion morale de ce qui est légitime dans la rétribution que l'épargne peut espérer de la Société qui travaille par elle et pour elle. En apprenant que le salaire de l'épargne ne peut dépasser celui du travail, les épargnants ne seront pas seulement induits à la prudence dans leurs placements, ils auront acquis une connaissance plus exacte de la formation de la richesse, une notion plus morale de sa distribution. Ils se seront donné ce que le grand philosophe Bergson appelle « un complément d'âme ».

ALBERT BUISSON.

LETTRES D'UN PÈRE ET DE SA FILLE

LISZT ET SES ENFANTS

Liszt et la comtesse d'Agoult ont eu, comme on le sait, trois enfants : Blandine, née à Genève le 18 décembre 1835, Cosima à Bellagio, sur le lac de Côme, le 25 décembre 1837, Daniel à Rome, le 9 mai 1839

D'Italie, où leur première enfance se passa, les deux jeunes filles furent conduites à Paris à la fin de 1839. Liszt et Mme d'Agoult venaient de séparer momentanément leurs existences qui depuis 1835 avaient été, à l'exception de quelques rapides voyages de Liszt, étroitement unies. Cette séparation leur était imposée surtout par le noble souci de leurs enfants. Rien ne devait manquer à l'éducation que leur père voulait pour eux. Il fallait aussi leur assurer une indépendance matérielle qui facilitât leur établissement futur. Son art de virtuose pouvait seul en fournir à Liszt le moyen. Il partait donc en octobre 1839 pour Vienne, où commençait la longue série de ses fructueuses tournées artistiques en Europe. Mme d'Agoult revenait à Paris y attendre les événements qui détermineraient les conditions de son avenir.

Elle y amena ses deux filles. Daniel, qui, après avoir été mis en nourrice à Palestrina dans les montagnes de la Sabine, avait été confié à la surveillance du peintre Henri Lehmann, rejoignit ses sœurs peu après. Les trois enfants furent installés d'abord chez la mère de Liszt. Ce régime dura jusqu'en 1844. La rupture définitive entre leurs parents s'étant produite au mois d'avril 1844, la question se posa de l'éducation des

enfants, entraînant les difficultés qu'expliquent les dispositions troublées d'un père et d'une mère qui viennent de se désunir. La décision fut prise toutefois, d'un commun accord, d'envoyer Blandine dans l'institution réputée de Mme Louise Bernard, rue du Mont-Parnasse. Cosima l'y suivit en 1846. C'est à grand peine qu'on arrive à convaincre Daniel, désespéré d'être éloigné de ses sœurs, qu'il ne peut les accompagner dans une pension de jeunes filles. Il reste encore un an chez sa grand'mère, puis il est confié à un précepteur, jusqu'au moment où il entrera au lycée Bonaparte.

Liszt avait pris à sa charge tous les frais de l'éducation de ses enfants. Il entendit, à partir surtout du moment où s'exerça sur lui l'influence dominatrice de la princesse Wittgenstein, se réserver exclusivement la direction de cette éducation. Aussi, à la suite d'une visite clandestine que les deux jeunes filles avaient faite en février 1850 à leur mère, décida-t-il, malgré leurs larmes, de les retirer de l'institution de Mme Bernard et de les confier à la garde plus sévère, plus étroitement soumise à ses volontés, de Mme Patersi de Fossombroni. Cette dame, d'une grande austérité religieuse, avait été l'institutrice de la princesse Wittgenstein elle-même. Malgré son âge avancé, Mme Patersi accepta la mission que lui offrait Liszt. Elle vint à Paris, s'y établit, 6, rue Casimir-Périer, avec Blandine et Cosima, et, aidée de sa sœur, Mme de Saint-Mars, elle prit la charge de leurs études et de leur culture morale. Il en fut ainsi jusqu'en 1855, non sans quelques heurts entre l'instinct filial qui attirait les deux jeunes filles vers une mère admirée, qu'elles ne voyaient que suivant un cérémonial convenu, et la résistance opiniâtre de Liszt à l'influence redoutée de Mme d'Agoult.

Depuis qu'ils sont à Paris, Liszt vit presque toujours éloigné de ses enfants. De 1839 à 1844 il parcourt l'Europe et, lorsqu'il est nommé maître de chapelle en service extraordinaire à Weimar, ses fonctions, ses voyages mettent de plus en plus Paris hors de sa route. Cependant la pensée des enfants demeure active et vigilante au cœur paternel. L'absence semble même en accroître la sollicitude en élevant chez Liszt la conception de ses devoirs de père. Ainsi, de plus en plus, se dessine un des côtés les moins connus de son caractère et par lequel se complète son beau portrait moral.

Il a pris pour ses enfants des mesures qui répondent aux exigences d'une éducation vraiment princière. Ils ont les meilleurs maîtres dans tous les domaines de la pensée et de l'art. Ces maîtres, Liszt les connaît, il se fait rendre compte de leurs enseignements. Ce n'est pas assez à ses yeux. Il veut être le premier des maîtres, celui dont l'exemple et la parole trouveront le plus d'écho dans l'esprit et le cœur de ses enfants. Il est en communication fréquente avec eux. Les heures de recueillement que lui laissent ses triomphes de virtuose, son travail de composition, ses fonctions de Weimar, il en consacre une part aux chers absents et des lettres qu'il leur adresse sort la plus édifiante doctrine d'éducation.

Il écrit surtout à Blandine. C'est l'aînée ; petite tutrice des deux autres, elle leur transmettra, en les commentant, les recommandations paternelles. Dans ces lettres, nous voyons l'intervention de Liszt, éclairée, tendre, et même à l'occasion sévère, non seulement dans les lignes générales, mais aussi dans les plus menus détails. Se faisant le plus minutieux des pédagogues, il leur adresse des conseils précis sur les diverses branches de leurs travaux, discute avec elles de leurs lectures, leur signale les fautes de style et de goût à éviter. Il leur envoie des livres. Il va jusqu'à corriger leurs devoirs, leurs analyses, leurs lettres ! La musique a naturellement sa place dans les préceptes de ce grand musicien. Elle ne semble pas toutefois être la première. Il fait confiance aux maîtres excellents qu'elles ont et surtout à François Seghers qui, violoniste et chef d'orchestre remarquable, n'était d'ailleurs pas pianiste professionnel. Se tenant toutefois au courant de ce qu'elles jouent, il leur en explique le mérite et leur désigne aussi les maîtres à étudier.

L'œuvre éducatrice de Liszt a trouvé chez ceux à qui elle était consacrée un merveilleux champ de réalisation. Tous les trois ils tenaient de leur double origine les plus belles facultés, les dons les plus brillants. L'application qu'ils mirent, dès leur plus jeune âge, à les cultiver, le respect des recommandations de leur père, l'ardeur qui entretenait en eux l'ambition de se montrer dignes de parents réunis dans une admiration commune, promettaient aux efforts de Liszt la plus belle des récompenses.

Cosima seule a pu la lui donner entière et durable. Seule

elle a accompli toute sa destinée, et l'on sait comment. L'histoire, qui pour elle est faite, a mis la femme de Richard Wagner au rang des plus hautes personnalités de son temps.

Daniel et Blandine sont partis trop tôt pour avoir ici-bas toute leur place. Dans un cadre différent, dans un autre domaine de l'activité intellectuelle, marquée des dissemblances de leurs natures, cette place n'eût pas été inférieure à celle où a brillé leur sœur. La trace ineffaçable qu'ils ont laissée nous en donne le témoignage certain.

Daniel était grand, mince, d'une rare distinction d'allure. Il charmait par la seule apparition de sa personne. Ses études avaient été couronnées par les plus beaux succès. Chaque année, au lycée Bonaparte, son nom retentissait dans les distributions de prix et, en 1856, il eut le prix d'honneur de rhétorique au Concours général. C'était le moment de choisir une carrière. A sa décision, que tant d'aptitudes diverses rendaient incertaine, Liszt donna un répit en l'envoyant à Vienne pour y faire ses études de droit. C'est au cours de l'heureux développement de sa brillante personnalité dans le centre intellectuel et musical où il vivait à Vienne, que le destin vint brusquement le frapper. Il était allé, en août 1859, à Berlin pour y passer une partie de ses vacances chez les Bülow. A peine arrivé, il fut atteint du mal auquel devait succomber sa délicate constitution. Les soins dévoués de sa sœur Cosima ne purent le sauver. Le 13 septembre 1859, il mourait à vingt ans, après avoir revu son père.

Blandine était grande, svelte, élancée. Elle avait les cheveux blonds. L'ovale parfait de sa figure encadrait dans une sereine harmonie des sourcils bien arqués, des yeux bleus, un nez aquilin, une bouche au dessin pur, des dents éblouissantes. Son regard, à la fois tendre, spirituel, énergique, éclairait un teint singulièrement délicat qui était celui qu'on se transmettait comme un héritage dans la famille de Flavigny, et auquel les contemporains avaient fait une sorte de célébrité. Avec des traits bien marqués de ressemblance avec son père, notamment dans la courbe fine du nez, elle reflétait plutôt la régulière et aristocratique beauté de sa mère. Les dons magnifiques de son esprit et de son cœur ajoutaient à l'attrait de sa

personne le rayonnement de la plus large intelligence et de la plus haute beauté morale.

Pendant une jeunesse où tous les instants de la vie leur étaient communs, où pas une idée essentielle ne naissait chez l'une sans qu'elle ne fût adoptée par l'autre, où les cœurs battaient au même moment, Blandine et Cosima repliées sur elles-mêmes avaient vécu, travaillé, dans une union absolue. Par l'effort facile d'une égale faculté de compréhension et d'assimilation, dans l'émulation de leur fraternelle tendresse, elles avaient acquis en toute matière des connaissances exceptionnelles à leur âge. Les grandes œuvres de toutes les littératures leur étaient peu à peu devenues familières. Elles lisaient l'anglais, l'allemand, l'italien. On ne s'étonnera pas que la nature les eût créées musiciennes. Elles l'étaient, toutes les deux, dans le sens le plus complet du mot, car à l'intelligence aiguë des chefs-d'œuvre elles joignaient un talent remarquable d'interprétation. Hans de Bulow en fut émerveillé lorsqu'il les entendit pour la première fois à Berlin, en 1855.

Hans de Bülow était, avant de connaître ses filles, un des élèves favoris de Liszt. Leur attachement réciproque avait naturellement amené des relations entre le maître et la mère de l'élève. Liszt conçut bientôt pour cette dame respectable et autoritaire une grande estime, et c'est à elle qu'il décida de confier Blandine et Cosima pendant le séjour en Allemagne auquel il les invitait, en 1855, et dont une des raisons semble avoir été de les soustraire à l'influence maternelle. Toutefois, avant de les envoyer à Berlin, il les reçut à Weimar, en août 1855, et il apprit alors à les mieux connaître. Quel enchantement pour ces enfants que ces quelques jours passés en une intimité parfaite avec ce père adoré, vénéré, et libéré pendant un instant de la princesse Wittgenstein !

Après un hiver passé à Berlin, les deux jeunes filles revenaient, pendant l'été de 1856, à Paris. Cosima en repartait, deux mois après, pour Berlin où elle épousait, le 18 août 1857, Hans de Bülow. Blandine demeurait à Paris. Les deux sœurs étaient désormais séparées. Séparation cruelle à ces deux âmes jusque-là confondues en une seule. Elles allaient, emportant le plus beau bagage intellectuel, artistique et moral, chacune vers leur destinée.

Celle de Blandine la fixa en France, auprès de sa grand

mère et de sa mère. Mme d'Agoult habitait alors au haut des Champs-Élysées, avenue Sainte-Marie, un petit hôtel que ses amis avaient dénommé la Maison rose et dont elle a fait une si jolie description dans ses *Mémoires*. Dans son salon, dont sa fille aînée, la marquise de Charnacé, et Blandine l'aidaient à faire les honneurs, elle réunissait à ses anciennes relations les jeunes illustrations des lettres, du barreau, de la politique. Émile Ollivier, à qui son rôle politique en 1848, ses succès au barreau, son élection récente au Corps législatif donnaient déjà de la notoriété, était un des hôtes de ce salon. Il y rencontra la fille de Liszt, et les affinités de goût, d'esprit, d'aspirations généreuses rapprochèrent bientôt ces deux natures également enthousiastes. Un sentiment profond naquit. Il se fortifia encore au cours d'un voyage en Italie : avec l'entière approbation de Liszt et de Mme d'Agoult, leur mariage fut célébré à Florence, le 22 octobre 1857.

Alors commença pour eux l'existence la plus idéale dont l'union absolue de deux cœurs puisse donner l'exemple. Aucun nuage n'en a, à aucun moment, assombri la pureté. Dans les réalités de la vie, les difficultés, les épreuves qui attendaient ceux qui s'étaient lancés avec une hardiesse courageuse dans le champ des espérances, leur premier élan ne trouva jamais que l'occasion d'un rajeunissement, d'une force nouvelle.

Blandine apportait à son mari, avec le trésor de son cœur, les richesses d'une âme forte et grande. La fermeté de son caractère, les ressources de sa grande culture, la droiture de son jugement, la finesse de son intelligence lui assignèrent tout de suite auprès de lui un rôle dont on ne saurait trop souligner l'importance. Elle est entrée dans la vie du jeune avocat-député au moment où, avec l'éclat que l'on sait, il allait mener l'opposition contre l'Empire autoritaire. Elle s'associe avec passion à la lutte entreprise pour la liberté, et, dans ses brillantes facultés, dans son courage, Émile Ollivier trouve le soutien, l'aide, le concours le plus utilement dévoué. Autour de celui qui est en réalité le chef du petit groupe des cinq, elle sait créer le cercle vivifiant et fécond de jeunes amitiés, de chaudes admirations. Ernest Picard, Jules Ferry, Clamageran, Hérold, Floquet et bien d'autres renommées naissantes se réunissent dans le petit salon de la rue Saint-Guillaume, attirés et retenus par elle. Sa réserve natu-

relle, son tact lui interdisent sans doute une intervention trop active dans les controverses ardentes qui s'y déroulent sur les graves problèmes politiques du moment. Elle s'y efface devant son mari « dont elle semble boire les paroles », a écrit l'un des assistants (1), mais sa présence seule suffit à élever les débats, à les purifier. Lorsqu'arrive le délassement des sujets littéraires, artistiques, musicaux, familiers à ces esprits d'élite, la pénétration de ses vues donne à sa parole l'ascendant d'une véritable supériorité.

L'activité, les soins, le culte de sa vie nouvelle laissent entière la part que garde toujours son père dans les tendres préoccupations de Blandine. Après comme avant son mariage, elle lui écrit dans la même langue de religieuse tendresse. Il reste l'idole de sa jeunesse. La vie du jeune ménage se mêle à celle du grand artiste par des échanges constants d'idées, par des visites, autant que le permet la différence des milieux où chacun évolue. On se transmet les amitiés. Aussi Richard Wagner en 1858, 1859, 1861, lors des représentations de *Tannhäuser*, est-il chaleureusement accueilli à Paris par le gendre et la fille de Liszt. Ils prennent parti avec ardeur pour la musique, dont la dérision, en l'appelant « musique de l'avenir », consacrait la beauté éternelle. On sait avec quelle éloquence Émile Ollivier, plaidant pour l'auteur de *Tannhäuser* contre le traducteur Lindau, releva la dérision pour en faire la vérité. « Oui, disait-il, la musique de Wagner est la musique de l'avenir en ce sens qu'elle vivra encore quand depuis longtemps on aura oublié jusqu'au nom de ceux qui l'attaquent avec tant de passion ! » La reconnaissance de Richard Wagner fut, à ce moment, débordante. Il en partageait les effusions entre un mari si secourable, si tutélaire, et une femme si sympathique, si amicale, en qui il retrouvait un peu de la Cosima vers laquelle déjà, il faut le croire, son cœur l'appelait.

Blandine, si intéressée qu'elle soit par les beaux spectacles que la vie lui donne autour de son père et de son mari, veut rester avant tout l'épouse. L'œuvre d'Émile Ollivier, qu'elle voit toujours plus grande, est l'objet absorbant de ses pensées, de ses efforts. L'assistance vigilante qui soutient et réconforte,

(1) Alfred Darimon, *les Cinq sous l'Empire*, p. 131.

l'organisation gracieuse d'un centre intellectuel qui réchauffe et inspire, lui semblent ne remplir qu'insuffisamment la tâche que le devoir commande. Elle veut la compléter par l'effort d'un travail personnel, devenir, dans le sens absolu du mot, une collaboratrice. Et l'on assiste alors au spectacle rare d'une jeune femme s'appliquant à l'étude, rude et inaccoutumée à son sexe, des finances, de l'économie politique, de la philosophie, pour y acquérir la solide substance où le travail de son mari pourra s'alimenter.

Ses lettres, dont plusieurs portent aussi la signature de Cosima, quelquefois de Daniel, quoique la rédaction entière en soit toujours de Blandine, montrent bien la femme qu'elle a été. La grâce de l'enfant, la pureté de la jeune fille dont le cœur s'ouvre peu à peu aux grands sentiments, y trouvent d'abord leur plus fidèle image. Le style se forme peu à peu. Il arrive à sa perfection après le mariage de Blandine. Alors tour à tour familier, coloré, spirituel, éloquent, il éclaire brillamment les tableaux si vivants, qu'elle adresse à son père, de la vie politique, littéraire, artistique du moment, des succès de la carrière de son mari, de leurs voyages, de leur vie intime. La vie, au surplus, semble lui avoir tout donné, puisqu'elle lui permet, — entre un père génial, adoré, un mari chéri, admiré, — d'étendre ses espérances sur l'enfant qu'elle attend.

Puis tout à coup le poème est déchiré. Blandine meurt à Saint-Tropez le 12 septembre 1862, deux mois après ses couches. Elle n'avait pas vingt-sept ans. De tant de charme, de beauté, de force, rien ne reste plus que le souvenir d'une apparition lumineuse, qui a tout éclairé sur son passage et qui en fuyant a laissé l'ombre de la douleur autour du foyer dévasté.

Nous publions ici un certain nombre de lettres parmi celles qu'échangèrent Liszt et sa fille.

DANIEL OLLIVIER.

LETTRES
1849-1856

LES ÉTUDES

Dans une lettre datée de 1849, Liszt, qui suit de très près les progrès intellectuels de ses enfants, leur donne des conseils relatifs à leur éducation.

22 octobre 1849.

... Que je vous embrasse donc, mon pauvre enfant, et que la bénédiction de Dieu descende dans votre cœur à ma prière, et que vous me soyez, ainsi que votre sœur, à jamais une consolation, car ce sera là votre meilleur part de bonheur sur cette terre, sachez-le bien, que d'être douces et bonnes à ceux qui vous aiment. Et qui pourrait vous aimer aussi profondément que moi?

Vos progrès d'éducation et d'intelligence me causent une vive satisfaction. Je vois avec plaisir que votre écriture va s'améliorant. Tâchez d'écrire de plus en plus lisiblement et élégamment s'il se peut, — et gardez-vous de m'imiter sur ce point. — Les cours de littérature et d'histoire avec les analyses d'Homère et des tragiques grecs, dont vous me parlez, doivent avoir heureusement influencé sur le développement de votre esprit, auquel il ne faut pas négliger désormais de fournir des aliments substantiels et sains. Aussi le choix qu'on a fait d'Homère et des tragiques grecs me paraît-il tout à fait approprié. Ne voudriez-vous pas me faire le plaisir de m'envoyer par l'entremise de grand-maman, qui doit venir me voir à la fin de décembre à Weimar, quelques-unes de vos analyses (celle de l'*Iliade* par exemple, et de l'*Antigone*), mises au net, et cartonnées?

Joignez-y aussi deux ou trois de vos dessins auxquels je ferai les honneurs du cadre et que je suspendrai au-dessus de ma table à écrire...

Adieu, chère enfant, écrivez-moi bientôt et souvent. Tenez-moi au courant de vos études et ne manquez pas de m'envoyer des échantillons (les plus louables qu'il se pourra) de votre savoir et de votre faire, lesquels ne sauraient rencontrer

d'appréciateur plus *theilnehmend* (1) que votre père, qui sera si heureux de devenir un peu fier de vous et pour vous.

A cette lettre Blandine répond quelques jours plus tard.

28 octobre 1849.

Chaque lettre que nous recevons de vous, mon cher papa, nous remplit en même temps de joie et de tristesse; nous ne pouvons retenir nos larmes en voyant combien vous nous aimez et comme il faut attendre encore le bonheur de vous embrasser. Je vais avoir un zèle nouveau pour mes études, puisque mes progrès vous intéressent tant. Il s'en faut de beaucoup que vous ayez sujet d'être fier de moi, mais je ne désespère cependant pas d'arriver à vous satisfaire puisque j'ai autour de moi tous les moyens de perfectionner mon éducation. Je n'ai encore rien fait de bien bon en dessin, mes chefs-d'œuvre ressortiraient fort mal dans un cadre. La musique a emporté jusqu'ici plus de mon temps et de mon zèle; je crois avoir fait des progrès pour mon piano, mais vous ne pouvez en avoir d'autre preuve que mon témoignage. Je vous enverrai donc un mauvais petit dessin et quelques devoirs de littérature...

Nous avons passé nos vacances très agréablement près de grand maman, qui est si bonne pour nous et qui n'a d'autre pensée que celle de nous rendre heureuses. Daniel est bien bon et bien intelligent, nous causons souvent avec lui et je tâche de me montrer une sœur tendre et raisonnable comme vous voulez que je le sois. Moi aussi, mon cher papa, je voudrais pouvoir vous prouver combien je pense souvent à vous. Chaque jour, je prie Dieu pour qu'il vous envoie ses bénédictions, et qu'il soutienne mes efforts afin que je devienne une fille vertueuse qui vous console de vos peines; mais je pense que j'ai des difficultés à vaincre pour atteindre le but de mes désirs. Je pense aussi bien souvent à maman; à mesure que je deviens plus grande, mes idées deviennent plus sérieuses, je comprends que j'ai beaucoup de devoirs à remplir, je demande à Dieu la grâce de m'en rendre digne et de m'accorder la satisfaction de montrer à tous ceux que j'aime ma tendresse et mon dévouement

(1) Sympathique.

Adieu, mon cher papa, je vous embrasse de tout mon cœur et je vous remercie beaucoup de votre bonne lettre.

UNE VISITE A Mme D'AGOULT ET SES SUITES

Blandine à Liszt

Février 1850.

Je viens, mon cher papa, vous dire combien nous sommes heureuses dans ce moment et vous confier comment nous nous sommes procuré ce bonheur qui nous était refusé depuis si longtemps. Nous avons revu maman et cette joie si grande nous fait oublier la peine d'une si longue séparation. Je sentais tous les jours davantage le chagrin de ne pas la voir et je tâchais d'apprendre de temps en temps de ses nouvelles, et je n'étais jamais plus heureuse que quand j'entendais prononcer son nom. Pendant les vacances du jour de l'an, on avait dit devant moi son adresse. Le lendemain, en sortant avec Cosima, toutes préoccupées de ce que nous avions entendu la veille, il nous vient au milieu de la route l'inspiration d'aller la trouver nous-mêmes, et c'est ainsi que nous l'avons revue. Nous ne sommes restées qu'un moment chez elle. Elle était bien émue et bien étonnée en nous revoyant; elle a surtout éprouvé une grande joie en s'apercevant que nos sentiments pour elle étaient toujours aussi vifs et aussi tendres.

Lorsque nous sommes revenues chez grand-maman, nous ne lui avons point dit ce que nous avions tenté. Nous craignions qu'elle ne fût fâchée que nous eussions agi sans son conseil, mais j'espère maintenant qu'elle ne nous en voudra pas et qu'elle prendra part à notre bonheur comme elle l'a toujours fait. Maman est venue nous voir plusieurs fois. Elle s'est informée de nos études, elle a vu nos devoirs et elle a paru contente; nous tâchons toujours de prolonger ses visites et nous avons bien de la peine à nous quitter. Ces dames ont eu la bonté de faire sortir Daniel plusieurs fois, car elles saisissent toujours l'occasion pour nous faire plaisir; il viendra encore lundi et maman viendra aussi pour nous voir, nous trois réunis et jouir du bonheur de la présence de tous ses enfants. Toute cette joie que j'éprouve près de maman, je l'éprouverai de même près de vous et de grand-maman; ne

croyez pas que votre absence ne se fasse pas sentir vivement pour moi dans ces jours heureux; mon bonheur sera complet lorsque je vous verrai et que je pourrai partager mes caresses entre vous et maman. J'espère, mon cher papa, que vous ne resterez pas longtemps encore sans venir voir vos enfants qui depuis si longtemps sont privés de vous...

Mais Liszt n'approuve pas l'initiative prise par Blandine d'être allée voir sa mère et il l'en blâme avec une sévérité qu'atténue à peine l'expression de sa tendresse paternelle. C'est tout un petit drame intime qui va se développer au cours des lettres de février et mars 1850.

Weimar, 28 février 1850.

Vous avez eu tort, ma fille, de vous laisser entraîner en cachette à une démarche dont votre inexpérience ne vous permettait pas de prévoir les conséquences. Vous avez eu tort et vous m'avez fait tort en supposant que sans de graves motifs, qu'il n'appartient pas à tel ou tel incident romanesque de lever, je me serais refusé jusqu'ici à établir entre vous et votre mère les rapports naturels qui devraient exister. Ces motifs, vous les apprendrez bientôt, tous les trois, chers enfants; mais en attendant que je vous en fasse la sérieuse et explicite confidence, le premier et le plus important de vos devoirs, celui auquel tous les autres devront nécessairement être subordonnés, c'est une respectueuse et absolue obéissance à votre père. Les conseils, les insinuations et les promesses qui vous viendront d'ailleurs, soyez-en persuadés, seront toujours aussi contradictoires que stériles. Il n'appartient qu'à la bénédiction de Dieu et à ma volonté, à mes sollicitudes pour vous, d'assurer à la fois et votre bien-être présent et l'honneur de votre avenir.

Quelque pénible qu'il puisse être pour moi de m'opposer au bonheur dont vous me dites naïvement jouir en ce moment, ma raison et ma conscience ne me permettent pas d'hésiter. J'ai non seulement à vous gronder, mais à vous blâmer sévèrement; car vous avez fait mal. Vous n'ignoriez point que votre grand mère, en ne vous conduisant pas chez votre mère, n'agissait que d'après mes ordres, et que la tromper était me tromper. Les larmes amères qu'elle a versées ici sur votre conduite retombent sur votre conscience. Que peuvent rendre

les enfants pour les peines, les soins, les veilles, les sacrifices que coûtent leurs premières années et leur éducation, si ce n'est la confiance et la soumission?... C'est donc d'ingratitude, ce pire des torts, que vous vous êtes rendues coupables en retournant ainsi, par ruse et clandestinement, chez votre mère. Or, le mal étant fait, il faut vous appliquer à le réparer aussitôt, — et cela, vous ne le pouvez qu'en cessant désormais et pour aussi longtemps que je vous l'ordonnerai, toute visite, toute correspondance et toute relation avec votre mère.

Comme il me parait probable que votre dernière lettre vous a été dictée, je ne m'arrête point à relever ce qu'il y a d'inconvenant pour des jeunes filles à se « procurer des bonheurs », à l'insu et contrairement à la volonté de leur père. Quand vous aurez réfléchi un tant soit peu que depuis votre naissance jusqu'à ce jour, j'ai eu constamment et exclusivement à satisfaire aux charges de votre entretien et de votre éducation, tandis que votre mère n'a jugé à propos de vous accorder que les bénéfices de ses belles paroles, vous comprendrez aisément que je ne puis ni me trouver flatté de la promptitude avec laquelle vous m'offrez la moitié de vos tendresses, ni même accepter l'expression de vos sentiments partagés.

Si précieuse que soit pour moi votre affection, je vous dis en toute sincérité que je n'y attache de prix qu'en tant que vous serez véritablement des filles selon mon cœur, dont la volonté droite, la raison saine, les talents cultivés, le caractère élevé et ferme soient à même de faire honneur à mon nom et assurer quelques consolations à mes vieux jours.

Blandine à Liszt

Vendredi, 15 mars 1850.

Votre lettre, mon cher papa, m'a fait une grande peine : vous m'accusez d'ingratitude et vous pensez que j'avais réfléchi avant de commettre cette faute. J'avoue que j'ai eu tort, mais, au moment où j'ai été voir maman, je n'ai écouté que le cri de mon cœur, le sentiment naturel qui me portait à aimer maman. Je n'étais pas sortie dans l'intention d'aller la voir, c'est au milieu du chemin que m'est venue cette idée, et je ne pensais pas tellement vous fâcher. Je vous ai écrit presque aussitôt. Maman était venue me voir deux fois seulement ;

si vous m'aviez répondu plus tôt que vous vous opposiez aux visites de maman, je vous aurais obéi. Mais puisque je vous ai fait de la peine et que j'ai été coupable envers vous, je me soumets à votre volonté et ne veux plus voir maman ; cependant, je vous avoue que j'ai versé bien des larmes en apprenant l'ordre que vous aviez donné et que je ne pensais pas que vous me priveriez à la fois de maman et de celle qui me la remplaçait, qui me consolait dans mes peines, et séchait les larmes que je versais sur votre absence. C'est M[lle] Laure enfin qui m'a préparée à la première communion, ce jour de bonheur où j'ai tant prié pour vous. Vous voulez donc m'en séparer : mon père, je vous en supplie, ne me faites pas tant de chagrin et laissez la même personne diriger toute mon éducation. J'ai confiance en votre bonté, et j'espère que vous laisserez près de moi M[lle] Laure qui est excellente et remplie des meilleures intentions...

Liszt à Blandine et à Cosima

Weimar, le 25 mars 1850.

Chers enfants,

Vous devez avoir la volonté, le désir et l'amour du bien, mais vous ne sauriez déjà en posséder (en particulier, dans la situation délicate, exceptionnelle et complexe dans laquelle vous vous trouvez) un discernement sûr. Voilà pourquoi votre premier et votre principal devoir consiste à m'obéir dans tout ce qui n'est pas contraire à la loi divine, ce que je ne saurai jamais certes vous ordonner.

L'accomplissement sincère et entier de ce devoir vous simplifiera tout le reste, et vous conduira, je l'espère, — tout en connaissant le poids et la responsabilité que je prends envers Dieu et les hommes, — à bonne fin et à bon port.

Le « cri du cœur » dont Blandine me parle dans sa lettre, il avait retenti dans le mien et plus d'une fois, en songeant au délaissement volontaire dans lequel vous reléguait votre mère... mais, tout en m'interdisant d'accuser sa conduite à votre égard, je ne pouvais guère la justifier.

Ce n'est point moi, chers enfants, qui ai jamais voulu vous *priver* de votre mère (comme l'écrit naïvement Blan-

dine), mais bien votre mère qui, par un travers exceptionnel de caractère, a privé votre jeunesse des soins, de la sollicitude, de l'amour, du dévouement qui est un instinct dans la nature, et que la morale et la religion imposent comme des devoirs dont ne sauraient aucunement affranchir les belles phrases ou les attendrissements poétiques.

Cosima m'a mieux répondu que Blandine en m'écrivant : « Je sais qu'en agissant comme vous faites vous avez des motifs et je me résignerai. » A mesure que vous réfléchirez davantage et que vous aurez une intelligence plus nette des motifs qui déterminent ma conduite, vous ferez même mieux que vous *résigner*, vous *acquiescerez* de tout votre cœur et de toute votre raison à ma volonté, laquelle n'a d'autre mobile, d'autre règle, que votre dignité et votre plus grand bien.

Je comprends que, toutes deux, vous éprouviez un vif chagrin de vous séparer de Mlle Laure, laquelle s'était occupée de vous avec intérêt et affection. Il serait même fâcheux que vous n'en ressentiez pas un sincère regret, et que vous ne lui gardiez pas une tendre reconnaissance de ce passé de six années; mais si naturelle que soit l'émotion qui vous trouble en ce moment, il est encore plus naturel, et plus nécessaire que vous vous conformiez à ma volonté expresse, et que vous ne contrariiez point par de stériles attendrissements les desseins que je forme pour votre avenir.

Dans peu de mois votre nouveau sort sera entièrement fixé et j'aurai soin de vous en informer avec détail. En attendant, vous ne retournerez plus ni chez Mme Bernard, ni chez votre mère, mais vous resterez avec grand-maman, et suivrez les ordres qu'elle vous transmettra.

Je vous embrasse comme je vous aime.

UNE NOUVELLE GOUVERNANTE

Dans une lettre datée du 5 octobre 1850, Liszt annonça à Blandine qu'il avait décidé de confier son éducation et celle de Cosima à Mme Patersi de Fossombroni.

Votre dernière lettre, chère Blandine, ne m'a pas mieux satisfait que les précédentes. Longtemps je me suis contenté de leur banalité, attribuant à votre grande jeunesse l'absence de pensée individuelle qui m'instruise de l'état réel de votre

âme et de la portée de votre esprit. Depuis quelque temps elles sont moins banales, il est vrai, mais elles m'expriment des sentiments et me dépeignent une situation de cœur que je trouve assez déraisonnables. Je veux espérer que l'ignorance où vous êtes de la valeur de certains sentiments, de certains faits, en est la cause. Désormais cette ignorance ne vous sera plus une excuse, car j'ai eu le bonheur de rencontrer une personne qui, dans le cours d'une vie très douloureuse et très traversée, a fait preuve d'un si rare caractère et d'un esprit si juste qu'elle saura vous enseigner la meilleure voie que vous aurez à suivre pour devenir une femme distinguée et respectable. Elle vous enseignera en quoi consiste la solide piété, — cette base essentielle de l'honneur et de la dignité, — le discernement, la prudence, le bon sens, plus nécessaires dans votre position que dans d'autres. Obéissez-lui, je vous le commande; accordez-lui votre confiance, vous aurez à vous en féliciter.

Jusques ici, je n'ai pas lieu d'être entièrement content de vous, Blandine, mais dans la pensée si douce pour moi que désormais les soins et l'amitié d'une personne éclairée feront succéder la lumière de la raison aux leurres de votre imagination, j'userai d'indulgence cette fois et ne vous admonesterai pas aussi sévèrement que vous le mériteriez.

Réfléchissez pourtant qu'il n'en saurait être toujours ainsi, et que si vous vous obstinez à vous faire considérer par moi comme un enfant dont les rêveries romanesques effacent les sentiments solides, je devrai peut-être vous punir plus cruellement que vous ne pouvez le prévoir, en vous laissant à vous-même et aux tristes expériences que vous auriez à faire...

Vous irez demeurer chez Mme Patersi et je présume que dans sa société vous aurez bientôt oublié ces tristesses que vous cherchez à adoucir, dites-vous, en tapotant sur votre piano. Étudiez-le sérieusement; donnez-vous de la peine pour acquérir quelques talents, et vous verrez bientôt combien le travail et l'étude s'accommodent mal des creuses rêvasseries...

Je vous embrasse, chère Blandine, et vous bénis.

Malgré l'admonestation reçue de son père, Blandine cherche, une seconde fois, à revoir sa mère; mais Mme d'Agoult ne se trouve pas au rendez-vous. Blandine, dans une lettre, fait l'aveu de sa désobéissance.

Paris, 1er novembre 1850.

Je ne veux pas rester plus longtemps, mon cher papa, sans vous faire l'aveu de mes fautes. Je compte encore une fois sur votre indulgence et je ne veux plus avoir la souffrance que j'éprouve lorsque je suis ingrate, c'est-à-dire lorsque je n'ai pas une entière confiance en vous.

J'ai écrit à ma mère pendant que j'étais chez grand-maman et je lui ai donné un rendez-vous. Je me rends à l'endroit où nous (devions) nous voir. Mais comme ma mère aura probablement mieux compris que moi son devoir, elle ne s'y est pas trouvée. J'ai eu grand tort, je le sais, et je ne l'ai vu qu'après avoir réfléchi.

Maintenant je me défierai de mes premières idées et je ne les suivrai qu'après avoir demandé conseil à Mme Paters que j'aime déjà et qui a essayé de me faire comprendre tout ce qu'exige ma position, douloureuse il est vrai, mais extrêmement adoucie par les soins d'un père tendre comme vous. Je vous prie donc, mon cher papa, d'oublier ces fautes passées en recevant de moi la promesse que je ne ferai aucune démarche contraire à votre volonté. Ce que j'ai fait, je ne l'ai pas fait dans l'intention de vous déplaire, mais par une irréflexion que je ne me permettrai plus, puisqu'elle m'entraîne à commettre des fautes qui vous offensent et vous chagrinent; cette idée que je vous fais de la peine m'afflige et elle est assez forte pour m'empêcher de recommencer...

Liszt à Blandine

Eilsen, 5 novembre 1850.

Votre lettre, ma chère Blandine, est celle d'une douce et noble enfant. Les sentiments que vous m'exprimez touchent mon cœur, car ils sont simples, droits, et purs de tout faux alliage. S'il m'en a coûté de vous réprimander sur un point où il importe si fort à votre avenir que vous ne soyez plus fautive, et que vous régliez entièrement votre conduite d'après mes résolutions, (le jour viendra bientôt où je pourrai vous instruire, car vous serez alors à même de me comprendre, des sérieux motifs qui m'y obligent si fort malgré moi), croyez que la manière dont vous m'avouez votre tort et le repentir

que vous en ressentez, me causent une sensible satisfaction, et soyez assurée du plus entier pardon de mon amour pour vous...

Par rapport à vos leçons de piano, je n'ai pas encore pris de décision. Quelque obligé que je sois à Mlle Kautz des progrès qu'elle vous a fait faire, et quelque agréable qu'il me serait de remplir votre désir en vous la conservant comme professeur, il se pourrait néanmoins, par suite de raisons plus déterminantes que je ne puis guère vous expliquer, qu'il me parût convenable que vous changiez de maître, et dans ce cas ce sera probablement Mme Seghers et son mari (1) que je prierai de surveiller vos fausses notes.

Vous me dites avoir joué la sonate en *ré* mineur de Weber, que vous jugez être un des plus beaux morceaux que vous connaissiez. Ne sachant pas quelles œuvres du même genre vous avez étudiées jusqu'ici, je ne me rends pas bien compte des comparaisons que vous établissez; en quoi particulièrement cette sonate vous est plus sympathique et vous frappe davantage. Vous me serez agréable en entrant dans quelque détail, à ce sujet comme à d'autres, dans vos prochaines lettres, — car dire des généralités, c'est ne rien dire à peu près, et comme je tiens à ce que votre goût s'épure et que votre jugement s'imprègne de plus en plus d'un véritable sens, je me ferai un plaisir de discuter avec vous les motifs et les raisons qui doivent nécessairement y avoir part. Pour ce qui est de moi, j'ai aussi une grande prédilection pour cette sonate, nonobstant les quelques défauts assez saillants qui s'y rencontrent, comme par exemple la terminaison brusque et écourtée de la première et de la seconde partie du premier morceau, un certain manque de proportion entre l'allegro, l'andante et le finale, proportion qui me paraît bien plus heureusement ménagée dans la sonate en bémol majeur du même auteur, voire même dans celle en *ut* (dédiée à Mme la grande-duchesse de Weimar) qui forment, l'une et l'autre, un ensemble plus harmonieux, plus complet...

Cette lettre étant déjà passablement longue, je réserve à une autre fois ce que j'aurai à vous dire sur vos enthousiasmes romains et votre appréciation de ce que vous nom-

(1) François Jean-Baptiste Seghers, né à Bruxelles en janvier 1801, violoniste, chef d'orchestre distingué.

mez « un petit livre » de Montesquieu sur *la Grandeur et la décadence de Rome*. Ce petit livre est plein de grandes choses, de grandes idées, et de ferme jugement. Tout esprit cultivé ne saurait se dispenser de le lire, le relire, et le méditer attentivement, mais vous êtes encore un peu jeune pour vous livrer à ce travail pour lequel d'ailleurs les degrés intermédiaires et de rapprochement vous font défaut.

Puisque vous aimez les Romains, vous ferez bien de faire successivement connaissance avec leurs principaux historiens: Tite-Live, Salluste et enfin Tacite. Tous trouverez dans l'excellent Rollin des extraits substantiels et bien à votre portée de ces auteurs. Quand vous les aurez suffisamment lus et digérés, vous serez mieux en état de comprendre et de goûter Montesquieu, et vous n'établirez plus vos préférences pour la première partie sur la seconde de cet ouvrage, sur des impressions très valables quand il s'agit d'autres matières, mais qui n'entrent point en ligne de compte pour la philosophie de l'histoire, mot qu'on a surtout employé depuis Montesquieu, au point d'en abuser singulièrement, ce qui n'empêche pas son livre de demeurer un des modèles les plus accomplis du genre.

Votre réflexion sur l'absence de grands caractères de femme dans l'histoire de la Grèce ne manque pas d'une certaine justesse. Dites-moi sincèrement si elle vient de votre cru, ou bien si vous l'avez entendu développer, et par qui?

Embrassez tendrement Cosima, qui est une excellente et douce créature, non pas pour l'amour des Grecs et des Romains mais bien pour vous et pour l'amour de votre père qui vous bénit et vous gardera dans son cœur.

LEÇON DE MORALE

Liszt ne perd aucune occasion de développer chez ses filles la délicatesse morale. Témoin cette curieuse lettre qui renferme un petit sermon au sujet d'une légère incartade.

17 janvier 1851.

J'ai appris la triste scène du 3 janvier. Mme Patersi m'ayant dit aussi que vous avez fini par lui demander sincèrement pardon, et avec un repentir réel, je ne vous en gro-

derai plus, puisque vous sentez déjà combien vous avez été déraisonnable ce jour-là. Mais voyez, Blandine, à quel point les mouvements inconsidérés peuvent avoir des conséquences fâcheuses et imprévues aux esprits irréfléchis qui s'y livrent. Mme Patersi vous obligeait en vous enseignant ce que vous aviez le mauvais goût d'oublier : la politesse envers un ancien ami de votre père, qui vous donne des leçons avec un zèle si consciencieux, et qui exerce avec honneur et distinction une profession que votre père a longtemps exercée et qu'il voudra peut-être continuer encore. Et vous avez pu vous plaindre de cette prétendue sévérité à votre grand-maman, dont l'affection pour vous se joint naturellement à quelque faiblesse ! La nature ne donne d'ordinaire pas les forces nécessaires à la tâche de plusieurs générations. La tendresse maternelle prend presque toujours un caractère de mollesse en se reportant sur les enfants des enfants. Il faut que vous considériez cette faiblesse avec reconnaissance et respect, puisque les grand-mères, n'étant point destinées à élever leurs petits-enfants, perdent avec l'âge l'énergie qu'elles avaient autrefois...

A cette occasion, je vous dirai encore que je vois en vous, avec chagrin, des dispositions aux larmes et aux scènes, dispositions des plus fâcheuses chez les femmes en général, et pour vous en particulier, car cela m'est souverainement antipathique.

La noblesse d'âme, le désintéressement réel, les grands sentiments, les sublimes résolutions s'expriment avec simplicité. Les larmes ne sont belles que dans des occasions solennelles qui, Dieu merci ! sont rares. Les pleurnicheries sont la parodie de ces belles larmes et, comme telles, je les déteste. Les sanglots pour des bagatelles, au lieu de me toucher, m'impatientent et, loin de m'attendrir, ils me répugnent comme preuve d'une faiblesse de cœur et d'esprit contraire à la dignité d'une femme. Tenez-vous cela pour dit, ma fille, et tâchez à l'avenir de perdre le goût de ces drames journaliers qui ne m'inspirent ni intérêt, ni estime, ni sympathie. Vivez simplement ; remplissez vos devoirs avec une humble reconnaissance pour la Providence qui a permis qu'ils vous soient bien enseignés ; soyez d'humeur sereine et égale ; réfléchissez sérieusement, mais sans devenir maussade, — et moins vous ferez de ces sorties intempestives, moins vous serez larmoyante et

éplorée, moins vous chercherez midi à quatorze heures, plus je vous aimerai, plus vous me plairez, plus vous serez selon mon cœur.

Réparez maintenant les ennuis que vous nous avez donnés à tous et tenez-vous tranquille désormais.

Liszt à Blandine

Eilsen, 12 juillet 1851.

Ma chère enfant,

Votre dernière lettre m'a été plus agréable que toute autre en me faisant voir que vous commencez enfin à sentir la satisfaction que donne une bonne conduite. Puisse ce sentiment se développer de plus en plus en vous, de même que la délicatesse de votre conscience, et puissiez-vous toujours chercher dans sa paix un contentement qui compense toutes les peines et traverses dont la vie est si remplie, et que nul ne peut, hélas! éviter aux objets de sa plus tendre affection et sollicitude! Mieux vous apprendrez à connaître le Bien, et plus, je me plais à l'espérer, vous mettrez de volonté et de joie à le pratiquer, vous accoutumant ainsi à chercher le principal charme de votre vie dans le constant accomplissement de vos devoirs d'abord, et ensuite dans les efforts que vous ferez pour atteindre à cet idéal imprescriptible que tout cœur élevé crée et pressent, car il fait aimer le dévouement, se passionner pour la vertu et rechercher avec soin ces qualités surérogatoires, que la morale ne peut imposer rigoureusement, qu'il n'est même pas permis d'exiger de chacun, mais qui, à cause de cela précisément, sont les plus précieuses, les plus douces, et comme le parfum du cœur. Ce n'est pas la science et la culture qui donnent l'arome aux plantes ; vous savez que le talent du jardinier peut varier à l'infini la forme et le coloris des fleurs, sans jamais réussir à douer de parfum celles qui ne le portent pas en elles-mêmes. Et, à ce sujet, souvenez-vous d'un mot de M. de Lamennais : « La femme comme la fleur n'a de parfum qu'à l'ombre. » C'est l'humilité qui donne au cœur cette ombre bienfaisante dans laquelle s'épanouissent ses plus suaves douceurs...

PROJET DE MARIAGE

Cependant Blandine est devenue une grande jeune fille et l'heure est arrivée de songer au mariage. Dans la lettre qui suit, Liszt aborde ce sujet. Il s'agit d'un projet d'union qui ne reçut pas de suite.

Mai 1854.

Tu es une fille de bon sens et de bons sentiments, ma chère Blandine. Ta lettre m'en est une preuve tout à fait probante dont je me tiens pour satisfait. Jusqu'ici je ne t'ai quasi guère entretenue de ce long et grave chapitre du mariage. D'une part, les occasions m'ont manqué pour te développer mes idées à ce sujet, et de l'autre j'attendais que les tiennes puissent se prononcer avec un peu de signification. C'est ce qui vient d'avoir lieu à propos de M. L... et je te donne parfaitement raison de croire que je t'aime trop pour jamais te contraindre à un mariage contre ton gré. De plus, tu abondes complètement dans mon sens en trouvant que tu es encore assez jeune pour attendre impunément.

Bâcler des mariages est la plus sotte et la plus immorale des occupations. Aussi n'ai-je jamais pu prendre goût à certaines façons de faire des choses qui ne sauraient plus se défaire plus tard, et sous le coup desquelles on reste déjeté et brisé la vie durant.

Si donc tu m'en crois, ma chère fille, tu ne mettras aucune presse à ton établissement conjugal. A moins d'un hasard providentiel, je ne désire nullement que tu changes de nom avant qu'un parti parfaitement assorti te convienne, toute réflexion faite. Mieux vaut un tiens que deux... tu n'auras rien! Continue à t'instruire et à travailler. Laisse aller ton cœur vers en haut. Le reste se trouvera. J'espère qu'il ne se passera pas un long temps sans que nous nous revoyions; en attendant, je t'embrasse et te bénis.

Blandine à Liszt

Paris, 26 mai 1854.

Mon cher père,

Votre lettre m'a rendue si heureuse que je ne veux pas tarder à vous en exprimer toute ma reconnaissance, car déci-

dément M. L... ne me plaisait point, et tout en me le proposant pour ses excellentes qualités morales, M. Buquet disait à Mme Patersi que ce je ne sais quoi qui lui manque et qui frappe de premier abord, devait être nécessairement remarqué par moi, comme il l'eût été indubitablement par vous à première vue. Or, comme avec les plus hautes qualités morales, ce qui manque à M. L... peut se rencontrer ailleurs, tous ceux qui m'aiment, mon cher père, sont enfin tombés de votre avis et je suis décidée à ne pas cesser de porter votre nom pour celui d'un homme qui ne vous agréerait pas sous tous les rapports...

Liszt à Blandine et Cosima

Weimar, 20 novembre 1854.

Très chères enfants,

J'envoie ce matin à Mme Patersi une lettre adressée à votre mère, que je vous engage à lire attentivement, car il est nécessaire que vous connaissiez quels sont mes sentiments en cette situation qu'il n'a pas dépendu de moi de rendre plus simple et plus conforme à mes vœux. Vous ferez même bien de prendre copie de cette lettre avant de la faire porter; elle pourra vous servir de *point d'appui* dans les relations subséquentes que vous aurez avec votre mère, en vous donnant une plus juste idée de moi que celle qu'on cherchera peut-être à vous insinuer. Soyez-en certaines et convaincues, chères enfants, il n'a jamais pu entrer dans mes intentions que vous deveniez un prétexte de dispute entre votre mère et moi, et si j'ai accepté et maintenu jusqu'ici comme un fait inévitable votre séparation d'avec elle, ce n'a été que par un sentiment supérieur de mon *devoir*. J'eusse sans doute préféré qu'elle m'en imposât de moins pénibles.

Pour maintenant vous n'avez qu'une chose à faire : *attendre* que Mme d'Agoult vienne rendre sa visite à Mme Patersi. Vous ne devez en aucun cas aller chez elle avant cette visite; car, si elle est pour vous dans les dispositions dont elle me parle, elle ne pourrait vous les témoigner plus naturellement qu'ainsi, et si par hasard elle avait d'autres intentions, elles ne vous conviendraient pas plus qu'à moi.

SÉJOUR A BERLIN

Blandine, Cosima et Daniel rejoignirent leur père à Weimar, le 21 août 1855. Blandine et Cosima en repartirent le 4 septembre pour aller s'installer chez Mme de Bülow, mère de Hans de Bülow, à Berlin. Leur père les accompagna jusqu'à Merseburg, où Mme de Bülow devait venir à leur rencontre. Là, sur les instances pressantes de Blandine qui ne pouvait se résoudre à quitter son père, Liszt les ramena à Weimar et les y garda quelques jours. Elles arrivèrent à Berlin le 8 septembre. C'est au cours de ce séjour à Berlin, à l'automne de 1855, que Cosima se fiançait à Hans de Bülow. Le lendemain de l'arrivée de ses filles à Berlin, Liszt leur envoyait cette lettre :

Dimanche, 9 septembre 1855.

Je ne veux pas tarder, chères enfants, à vous souhaiter la bienvenue à Berlin et à vous dire combien ces derniers quinze jours, nonobstant le luxe inévitable à ce moment de tapageocratie, de notions confuses, de thèses et contre-thèses alambiquées, de larmoyants contresens, de réminiscences discordantes, d'appréhensions pénibles, et ce je ne sais quel vague dans les aperçus et les définitions qui s'alimentent si naturellement des rêvasseries et des vanités du jeune âge, m'ont pourtant laissé un doux souvenir! Au moment de votre départ, j'implorais du plus profond de mon âme la bénédiction du Seigneur sur votre destinée, et la ferveur de ma prière me donna une vive confiance dans son entier accomplissement. Tâchez de vous conduire de sorte que je n'aie guère à vous commander ou vous interdire telles ou telles choses ; car je suis tout juste assez tyran pour prendre aisément en aversion le commandement. Comme vous ne manquez ni d'intelligence ni de perspicacité, il vous sera aisé de me deviner et de me prévenir même. Vous n'avez besoin pour cela que d'interroger sincèrement votre cœur, et il ne sera pas difficile, je pense, d'établir et de maintenir entre nous une parfaite union de sentiments.

Pour les premiers mois de votre séjour à Berlin, je tiens à ce que vous travailliez sérieusement votre piano. Recommandez encore de ma part et en votre nom à M. Hans de ne pas se

laisser aller à trop d'indulgence à votre égard. Je désire qu'il vous fasse travailler comme des élèves de Conservatoire et qu'il ne vous traite pas en Princesses enchantées.

POLÉMIQUE INTIME

Mme d'Agoult avait trouvé fort mauvais que Liszt fît venir ses enfants à Weimar, où il habitait une aile de la maison occupée par la princesse Wittgenstein. Liszt proteste contre l'accusation formulée par elle de manquer de délicatesse. Il le fait avec une dureté qu'explique l'irritation du moment, naturellement aggravée par son entourage.

Liszt à Blandine

Weimar, 14 septembre 1855.

Chère enfant,

Mlle Johanna Wagner (1) qui a passé quelques jours ici s'est chargée très aimablement de vous rapporter à Berlin la montre, le cachet et quelques mouchoirs et broderies que vous avez oubliés à Weimar, conformément à vos habitudes d'ordre, sur lesquelles je ne veux pas trop vous gronder, mais que vous feriez sagement de vous appliquer à changer en mieux. Quelques heures après que j'avais remis ces objets à Mlle Wagner, il m'est parvenu une nouvelle preuve de votre peu de régularité à prendre soin de vos affaires, car vous avez laissé traîner, entre autres, rue Casimir-Périer, trois lettres de votre mère dont j'ai reçu copie pour mon édification et qu'à mon tour je tiens de mon devoir de vous reproduire, ces documents n'étant pas sans quelque importance et pouvant contribuer à vous éclairer sur des sentiments aussi faux que pernicieux.

Au moment où ces lettres me sont arrivées, Daniel se trouvait dans ma chambre et, quoique je l'aie jusqu'ici, de propos délibéré, exclu de nos conférences de famille, j'ai jugé utile de lui en donner connaissance. Il s'est tout d'abord rejeté sur ce genre d'*espionnage* et de *procédé de police*, selon son opinion,

(1) Cantatrice renommée, nièce de Richard Wagner; elle devint plus tard Mme Jachmann (1828-1894).

et, à défaut de bonnes raisons, a employé quelques gros mots tels que : « c'est dégoûtant », etc..., pour qualifier la confidence que Mme Patersi me fait de ces lettres, comme il arrive d'ordinaire aux individus qui se mêlent de parler et de juger avant d'avoir examiné et réfléchi. Probablement vous n'en demeurerez pas en reste *d'indignation* contre Mme Patersi de m'avoir fait pareille communication, et je n'entreprendrai pas de la défendre autrement vis-à-vis de vous, qu'en vous disant que je lui sais un gré sincère de cet envoi qui, dans les données de notre situation réciproque, est de sa part un acte de conscience et de moralité. La dernière en date des trois lettres est entièrement à mon adresse : car *c'est moi* qui vous ai demandé de venir à Weimar, et *c'est moi* qui ai désiré *autrefois* que vos relations avec la princesse Wittgenstein s'établissent d'une manière simple et naturelle ; par conséquent je dois maintenant prendre la responsabilité entière de ce qu'il plaît à l'imagination colérique de Mme d'Agoult de déclarer *contre l'honneur*...

Quelque odieux que soit le rôle que Mme d'Agoult essaye de me faire, je ne puis sans manquer d'une part à mon devoir paternel, et de l'autre sans risquer de voir germer dans vos cœurs des sentiments pervers, je ne puis, dis-je, malheureusement, me refuser tout à fait à cette dure nécessité qu'elle m'impose, de comparaître en quelque sorte devant le tribunal de mes propres enfants, et de me justifier devant eux en leur fournissant la preuve comme quoi je n'ai jamais rien fait, ni cherché à leur faire faire de contraire à l'honneur.

Ceci posé, commençons à éclaircir les divers points de cette troisième lettre (oubliée parmi vos nippes de Paris), que, pour plus de commodité, je vais recopier en entier en y joignant le commentaire indispensable à ma justification :

La Haye, 15 août.

« Je reçois ta lettre. J'en demeure si consternée que je ne puis rien dire. On a attendu que je ne sois plus là, mes enfants, pour vous faire faire une chose contraire à l'honneur. »

Remarque A. — Il n'est venu à personne l'idée d'attendre que Mme d'Agoult ne soit plus là pour vous demander de venir

à Weimar. Ce voyage, si je ne me trompe fort, était autant de votre désir que du mien depuis longtemps, et j'ai simplement attendu les vacances de Daniel, sans m'embarrasser en aucune façon de savoir *où était* ou *n'était pas* Mme d'Agoult pour vous réunir tous les trois sous le toit de la maison que j'habite. Cette maison étant, comme vous le savez, fort spacieuse, possède plusieurs étages, et une trentaine de chambres. Mme la princesse Wittgenstein habite avec sa fille au premier étage, et jusqu'à présent les personnes les plus honorables se sont fait constamment un honneur d'y être admises, loin de se douter qu'il pourrait être « contraire à l'honneur » pour qui que ce soit au monde d'y venir.

Remarque B. — « On a attendu que je ne sois plus là. » Qui est cet *on*? Moi, nécessairement, puisque non seulement je vous ai écrit pour vous demander de venir me voir, mais encore ai prié Mme de Bulow d'avoir la grande bonté d'aller vous chercher à Paris pour vous ramener à Weimar. Donc je reste bel et bien sous le coup de cette même accusation de vous faire faire des choses « contre l'honneur ».

« Je n'en appelle pas à votre tendresse. Je la connais, je n'en ai jamais douté. Mais votre jeunesse, votre inexpérience, votre aveuglement m'épouvantent. »

Remarque C. — Par quoi se traduisent dans cette circonstance votre *jeunesse*, votre *inexpérience* et votre *aveuglement*? Tout simplement par un bon sentiment que vous avez encore pour votre père..., et la confiance... où vous êtes légitimement qu'il ne saurait chercher à porter atteinte à votre honneur. Il y a là-dedans, sans doute, quelque chose qui doive épouvanter! mais continuons...

« Toutes deux sachez vous comporter de façon que la personne qui vous *trompe* et vous *opprime* et vous *déshonore* souhaite elle-même de vous voir éloignées. »

Remarque. — Je vous serais très obligé de m'expliquer, avec le secours des lumières de votre mère, en *quoi* cette personne vous a jamais *trompées*, comment elle s'y est prise pour vous opprimer et de *quelle manière* elle vous déshonore. C'est là pour moi plus qu'un objet simple de curiosité et j'attends vos explications pour vous expliquer, peut-être à mon tour, de quoi il s'agit.

« Le reste me regarde. Au ciel ou en enfer, je suis à vous et vous êtes à moi. »

Remarque. — Permettez-moi, chers enfants, de ne pas accepter pour vous cette alternative. Ma conscience pour le coup doit s'y opposer, aussi longtemps du moins que les sublimes théories, que Cosima tient de sa mère sur les charmes et perfections de Satan, ne m'auront pas pleinement convaincu.

Relativement au droit de possession que Mme d'Agoult revendique et affirme sur vous, je vous répète seulement ce que je vous ai dit verbalement dans cette chambre et peut se résumer ainsi : je n'entreprendrai pas de disputer le cœur et l'affection d'aucun de mes enfants ; cette tâche serait à la fois répugnante pour moi et au-dessus de mes forces. Si vous trouvez, en fin de compte, que la part doit être égale entre celui qui remplit ses devoirs avec conscience et dévouement, et celle qui les oublie, je n'y ferai point d'objection, et, votre majorité venue, vous aurez à faire librement le choix qui vous conviendra. Dès maintenant même, pour peu que vous insistiez, je ne mettrai point d'obstacle absolu au libre essor de la fantaisie de vos sentiments, car, après avoir durant de longues années fait pour vous et dans votre intérêt ce que ma raison et mon cœur me dictaient comme bon, je me sens atteint d'un découragement et d'une tristesse indicibles, en me voyant réduit à discuter avec vous le sens et le non sens d'une lettre pareille à celle dont je transcris la fin :

« Oh! mes fiers enfants, restez toujours fiers ! »

Si bien sonnante donc que soit cette apostrophe, je ne vous la répéterai pas, par égard pour votre mère même, mais bien je vous dirai et vous conjurerai avec larmes et prières d'être *doux* et *humbles* de cœur, comme le Christ nous l'a enseigné, afin qu'il y ait toujours quelque douceur dans votre vie et que vous vous affermissiez dans la bonne voie où vous suivra la bénédiction de votre père et le véritable honneur...

Liszt à Blandine

Weimar, le 18 septembre 1855

Ma chère enfant,

Je te prie et au besoin je t'ordonne d'écrire sans retard à Mme Patersi pour lui donner de vos nouvelles et l'assurer du sentiment d'affection et de reconnaissance que tu dis avoir conservé pour elle. Cette lettre est non seulement une question de forme mais de fond, dont je ne puis te dispenser et je n'ai pas été peu surpris de voir la singulière logique dont tu te sers dans la lettre que tu écris ce matin à Daniel et par laquelle tu cherches à couvrir ta mauvaise rancune. Tu y parles *d'action vile et basse* que tu consens cependant à pardonner du haut de la sublimité de ton personnage, quoiqu'il n'y ait guère de « sophisme » qui puisse te la faire envisager autrement que comme *vile* et *basse*; puis tu ajoutes que tu n'oublies pas la reconnaissance que tu dois à Mme Patersi, en conséquence de quoi tu décides que tu n'as pas à lui écrire pour ne pas lui dire des « choses injurieuses », et ne pas *outrager ses cheveux blancs* !

Oh! la belle éducation que voilà, et que j'ai lieu de m'en applaudir pour vous et pour moi! Comment, après t'avoir écrit en toutes lettres, il y a trois jours, que je tenais la communication qui m'a été faite par Mme Patersi des lettres de votre mère pour un « acte de conscience et de moralité dans la situation donnée », n'as-tu même pas (à défaut de meilleur sentiment) du moins assez de respect humain pour ne pas te mettre incontinent en révolte ouverte contre mon sentiment, et t'interdire de qualifier une démarche que j'approuve de *vile* et *basse*? As-tu réfléchi à la portée de ces mots (que Cosima du reste m'a déjà écrits dans sa lettre d'hier, avec le double aplomb que donnent l'impertinence et la sottise en pareil cas) et ne comprends-tu pas combien ils sont au moins *malséants* dans ta bouche et inconciliables avec la déférence, le respect et la reconnaissance que vous devez à Mme Patersi? Depuis quand des miochonnes de votre sorte sont-elles établies juges suprêmes et en dernier ressort des actes de *conscience* et de *moralité*? Qu'est-ce qui vous autorise à faire un sem-

blable mépris de votre père, et déclarer d'emblée *vil* et *bas* ce qu'il juge bon et salutaire?...

SÉPARATION DES DEUX SŒURS

Liszt avait posé comme condition au mariage de Cosima avec Hans de Bülow que l'union ne serait célébrée que plus tard, Blandine et Cosima restaient jusqu'au milieu de l'été de 1856 à Berlin. Au mois d'août, elles revenaient à Paris où Liszt se préoccupait de leur installation.

Liszt à Blandine et Cosima

Bade, 2 septembre 1856.

Mes chères enfants,

Je n'ai point d'objection à votre séparation, s'il vous convient de prendre ce parti. Cosima peut partir de suite pour Bade et retourner à Berlin avec Mme de Bülow, tandis que Blandine restera à Paris sous la garde de sa mère; mais, pour les motifs que je vous ai déjà communiqués verbalement, je désapprouve que Blandine soit établie définitivement chez ma mère et n'admettrai pas que cet établissement provisoire se prolonge beaucoup. Il est du devoir de Mme d'Agoult de prendre sur elle le soin et la responsabilité du domicile de Blandine qu'elle déterminera à son gré, mais elle ne saurait continuer de demeurer chez ma mère sans de graves inconvénients auxquels je ne souscrirai pas. Ne me faites donc pas écrire à ce sujet par ma mère ni par d'autres personnes, — mon opinion étant très arrêtée sur ce point, — mais avisez avec Mme d'Agoult sur le meilleur parti à prendre.

Vers la fin de septembre 1856 les deux sœurs se séparaient : Blandine restait à Paris, Cosima retournait à Berlin où elle devait épouser Hans de Bülow le 18 août 1857.

Liszt à Blandine

Zurich, 11 novembre 1856.

Je ne m'explique pas, ma chère enfant, que tu ne prennes pas plus de soin de m'éviter l'ennui, pour ne pas dire le cha-

grin, de te répéter les mêmes choses, quand ces choses ne peuvent être d'aucun agrément pour moi. Avant ton départ pour Paris, je t'ai fait suffisamment comprendre qu'un établissement prolongé chez ma mère ne saurait entrer dans les convenances de ta situation actuelle, et, jusqu'à présent, tu n'as rien fait pour t'arranger d'une manière conforme à ces données admises. Tu ne saurais douter de ma sincère volonté et de mon entier consentement à tout ce qui est bien en soi et bon pour ton présent ou ton avenir. Je t'y laisse même, je crois, la plus large part de liberté possible et m'abstiens complètement des réserves restrictives, aussi naturelles qu'usitées entre père et fille; mais en te traitant ainsi en fille majeure, droite et sensée, je n'entends pas t'encourager à te relâcher sur les points essentiels qui doivent être maintenus sous peine d'encourir les plus graves inconvénients, mais au contraire t'inciter à régler sagement ta conduite selon ta conscience bien examinée, qui te dictera, j'en ai la certitude, les mêmes résolutions qu'il est dans mon devoir de t'indiquer parfois à l'avance.

Tâche donc de t'entendre avec ta mère au plus tôt sur ton gîte, et si elle refuse définitivement de te prendre chez elle (ce qui serait de beaucoup le plus simple et préférable à toute autre combinaison), avisez ensemble à trouver un établissement tel qu'il convient à une jeune fille honnête et d'âge à se marier bientôt. Seulement, expérience faite des harcèlements et tracasseries inhérentes à la première et seconde nature de ta mère, auxquels je tiens à me soustraire, désirant du moins maintenir la paix à grande distance et moyennant le silence absolu sur toute chose, puisqu'elle m'a rendu toute autre chose impossible, je tiens essentiellement à ce qu'à Paris tu ne sois pas logée chez grand-maman et te fixe le 1er janvier comme dernier terme à ce provisoire...

Adieu, chère enfant, que le vieux *Bon Dieu* des petits enfants et des grands génies te rende participante de ses grâces et bénédictions, comme je le lui demande avec humilité et amour.

Blandine à Liszt

Paris, ce 22 novembre 1856

Mon cher père,

Si j'ai tardé à vous répondre, c'est que je voulais causer auparavant avec mère de ce qu'elle voulait faire ou non pour moi. Des circonstances l'empêchant de me prendre chez elle maintenant, je ne vois guère d'autre moyen de rester à Paris que de demeurer chez ma grand-mère. Tout autre établissement, tel que gouvernante ou couvent, me semblerait peu convenable, et je crois d'ailleurs me souvenir que des déplacements fréquents n'entraient nullement dans vos vues. Je demeure chez grand-maman ; mais c'est maman qui me conduit au théâtre et partout ailleurs, et il me serait difficile, à présent que tout le monde trouve bon et bienséant que je sois avec ma grand-mère, d'aller loger chez des étrangers; sans compter la peine que cela me causerait et que je n'essaie pas d'analyser. D'un autre côté, ayant déjà été demandée par deux partis honorables, quitter Paris maintenant n'aurait pas d'à-propos. Ce néanmoins, si vous ne trouvez pas, quand vous viendrez à Paris, mon séjour chez ma grand-mère convenable, je ferai tout ce que vous me conseillerez de faire ; mon plus grand désir étant de me conformer à vos intentions et de vous contenter sous tous les rapports.

Liszt à Blandine

Munich, 30 novembre 1856.

Vous prenez d'étranges façons, ma fille, et les leçons que vous recevez à Paris vous profitent sensiblement ! Mon habitude de motiver mes résolutions et de ne point en changer à la légère vous étant connue, j'attendrai le terme que je vous ai fixé pour votre délogement de chez ma mère pour voir si vous vous obstinerez à manquer à la promesse que vous m'avez faite avant votre départ de Weimar, et à contrarier de propos délibéré ma volonté expresse, si entièrement en accord, je le répète, avec les convenances extérieures et ma conscience. S'il devait en être ainsi, il faudrait naturellement que j'avise plus

tard au moyen de vous signifier cette volonté d'une manière encore plus expresse.

Pour aujourd'hui je note encore deux points dans votre lettre. Le premier n'est qu'une bêtise dite en l'air pour ne rien dire ; le second, quelque chose de pire. Vous supposez d'abord que j'aurai hâte de venir à Paris pour jaser avec vous avec le plus ou moindre degré d'attention que vous daignerez (ou dédaignerez) accorder à ce que je vous conseille et vous demande, et puis vous m'insinuez en passant, avec un laconisme tout à fait piquant, que « deux partis honorables » s'offrent à vous, sans prendre la peine d'entrer en plus de confidence que s'il s'agissait d'informer une amie de pension de quelque nouvelle mode de robe de chambre entrevue dans un magasin.

Réfléchissez un peu, ma fille ; interrogez votre cœur et jugez vous-même si c'est de la sorte que vous avez à m'écrire et à vous conduire

LISZT.

(*A suivre.*)

LA CHUTE D'ICARE

DERNIÈRE PARTIE (1)

I

Quelques jours après, je devais dîner à Luynes chez les Créel, qui venaient à peine de s'installer dans leur nouvelle habitation. Comme Luc avait manifesté le désir de visiter celle-ci et que je redoutais de le laisser seul, je l'emmenai avec moi. Les parents sont à l'égard des enfants dans un état d'extraordinaire aveuglement; cet aveuglement consiste à croire qu'ils sont aveuglés sur leur compte, à eux. Je ne m'étais point demandé ce que Luc pensait de mon intimité avec Mme Créel, et, comme c'était la solution la plus facile à mes yeux, j'avais toujours été d'accord avec moi-même pour conclure qu'il n'y avait jamais pensé de sa vie.

Il ne connaissait pas M. Créel. M. Créel lui manifesta une sympathie exagérée. C'est d'ailleurs le genre du personnage. Il commence par vous étourdir d'un débordement d'affection; cette tendresse est pour lui la sécrétion d'encre que la seiche, dit-on, projette autour d'elle pour échapper aux investigations. Pendant qu'il vous assure avec une éloquence assez bruyante de sa sympathie et de son dévouement, il vous observe, afin de savoir s'il devra vous traiter plus tard en ami, en ennemi ou en indifférent incapable. Plus il déteste les gens ou il les redoute, et plus il leur parle avec chaleur. Mais

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 novembre et 1er décembre.

c'est la chaleur du feu qui n'aspire qu'à détruire. Bernard Créel fut si tendre avec mon fils que je fus bien obligé de conclure que la présence de Luc lui était désagréable.

Quand j'observe M. Bernard Créel, je suis frappé d'une chose que je n'ai jamais remarquée que sur son visage : ses traits reflètent une joie hideuse. Je n'ai pas à expliquer ces mots, ni leur raison secrète. Il se présentent à moi avec l'évidence brutale d'un fait.

Créel possède une petite huilerie qui ne marche pas au gré de ses désirs; il en assure le rendement par d'audacieuses spéculations. Cela ne lui fait pas toujours une vie commode. J'ai souvent, par sa femme, les échos de ses inquiétudes et de ses combinaisons financières. Comme elle lui est secrètement dévouée, elle l'aide autant qu'elle le peut. Ses rapports avec son mari sont d'ailleurs assez mystérieux; elle ne l'aime pas, mais elle ne se plaint jamais de lui; il n'y a pas de ménage plus uni en apparence; elle lui parle toujours avec la même égalité d'humeur, un peu froide, un peu distante, toujours courtoise. Pour lui, il affecte une galanterie extravagante et une soumission absolue à tous ses désirs. Mais j'ai toujours eu l'impression qu'il la dirigeait complètement. En tout cas, quand il la regarde, jamais son visage ne s'épanouit mieux et ne se couvre de cette horrible joie que j'ai signalée déjà.

C'était un dîner tout à fait intime; les deux enfants étaient à table : Norbert qui ressemble à sa mère, Yvette qui est l'image de son père. Ils ont ensemble un air de complices. Ils parlent peu et, pendant le repas ou quand ils sont en présence de leurs parents, ils se font sans cesse des signes; clins d'œil, grimaces, attitudes particulières. J'ai surpris même quelquefois une ébauche d'alphabet, comme en usent les sourds-muets; certaines abréviations rapides des doigts, esquisses de vagues syntaxes. Je ne doute pas que leurs parents ne soient l'objet de ces commentaires muets, et que ceux-ci ne deviennent, quand les enfants sont seuls, l'objet de fort cruelles réflexions.

Irène les adore; elle les entoure de soins et de prévenances; leur père ne s'occupe jamais d'eux, sinon pour faire quelques plaisanteries saugrenues et leur montrer la plus grande indifférence. Mais j'ai découvert à la longue que c'était de sa part la seule attitude qui témoignât d'un sentiment sincère et profond.

Pendant la première partie du dîner, Créel ne parla que d'argent. C'est sa conversation préférée. Toutes les valeurs qui montent lui font faire de cruels retours sur lui-même. Il ne comprend jamais, après coup, pourquoi aucune intuition ne lui a désigné le titre qu'il devait acheter. Et comme il joue toujours à terme, il a parfois des fins de quinzaine redoutables. J'ai même dû, à deux ou trois reprises, intervenir amicalement pour empêcher un désastre.

Sa femme l'écoutait en silence. Vers le rôti, elle lui fit observer cependant que ce genre de causerie avait peu d'attrait pour un jeune homme comme Luc.

— A son âge, dit-elle, il n'est pas bon de savoir que la vie se passe uniquement à s'occuper d'argent.

— Eh ! dit Créel, ce ne sera certainement pas son cas. Il en aura, lui.

— L'argent, il en aura, s'il sait l'administrer, déclarai-je. L'argent est plus difficile à conserver qu'à acquérir.

— C'est possible, reprit Créel, mais on risque davantage d'en garder quand on en a que quand on n'en a point. Et moi, je suis parti de rien. J'ai tout acquis par mon courage, par mon travail.

M. Créel est très fier de ses origines modestes; sa femme beaucoup moins. Elle n'aime pas qu'il fasse sans cesse l'éloge de son ascension sociale, surtout devant ses enfants. Et aussi s'efforça-t-elle une fois encore de détourner le cours cahoté de la conversation. Mais Créel tenait à ses idées; il reparla de ses débuts. Puis, brusquement, il en vint au mariage.

— Voyez-vous, jeune homme, dit-il, avec cette sorte de faconde faussement sincère qui m'irrite chez lui, c'est surtout dans le mariage que l'on se rend compte du rôle que l'argent joue dans notre vie. Un célibataire s'arrange toujours; on ne lui demande pas de façade; mais le mariage n'est fait que pour des gens fortunés. Sans cela, c'est un enfer.

— Et avec de l'argent, qu'est-ce que c'est? demanda Luc, sur un ton de demi-irritation, car il ne peut supporter qu'on l'appelle jeune homme.

— Un purgatoire, dit Créel, avec ce rire bruyant qui me gêne tant. Mais, ajouta-t-il, en se tournant galamment vers sa femme, c'est un purgatoire d'où l'on peut regarder le ciel.

Il devait en vouloir à Irène de quelque chose, puisqu'il lui

faisait ces compliments démesurés. Sans doute, avait-elle refusé d'accomplir quelque démarche, ou de solliciter un nouvel appui. C'était le grief le plus violent qu'il eût à son égard.

— Ne croyez pas que je dise du mal du mariage, reprit-il. C'est une bonne institution; c'est même ce que j'appelle une bonne institution pratique. Ah! dame, il ne faut pas y venir avec des idées de l'autre monde. C'est avant tout quelque chose de commode, une saine organisation de la réalité. Sans elle, l'homme finit toujours par s'égarer, mais la femme est là, qui le ramène dans le bon chemin, et qui lui évite de faire de trop lourdes fautes. Moi, si je ne m'étais pas marié, je ne sais pas ce que je serais devenu. J'ai toujours eu de trop vastes idées. Je risquerais ma fortune, — qui n'est pas grande, — sur un coup de tête. Oh! bien sûr, à votre âge, on ne voit pas le mariage comme ça. On pense à l'amour, aux sentiments éternels, aux idylles enfin.

Il ricanait déjà, haineux devant tout idéal, puis, comme il est grand amateur d'opéra et qu'il a la cervelle pleine de refrains et de chansons, il se mit à murmurer :

C'est une idylle et voilà tout,
C'est une idylle dans le goût
De Théocrite et de Virgile!

— Les parents ne chantent pas à table, dit calmement Mme Créel.

— Ah! s'écria son mari, toujours le mot pour rire! Voilà qui est spirituel. Quand vous vous marierez, jeune homme, n'épousez qu'une femme qui ait de l'esprit. C'est le plus sûr moyen d'avoir une vie agréable.

De nouveau, Mme Créel dut détourner la conversation.

Au retour, dans la voiture, Luc ne me cacha pas son mécontentement.

— C'est curieux, me dit-il, de vous voir ailleurs que chez vous. Et particulièrement chez ces Créel. Vous êtes détendu, gai, vous semblez parfaitement heureux. C'est bien agréable de constater que vous l'êtes quelque part.

Ce début était trop piquant pour que je ne répondisse pas avec humeur.

— Je suis détendu avec les gens qui me témoignent de la bienveillance et de la sympathie.

— Alors, vous n'avez jamais dû en trouver beaucoup chez vous !

— Ce n'est pas moi qui te le fais dire.

Il y eut de nouveau un silence, puis Luc reprit :

— Je comprends assez que le spectacle d'un ménage pareil vous ait donné une idée si pessimiste du mariage. Et je reconnais en effet que, plutôt que de former quelque chose de ce genre, il est plus sage de s'abstenir.

Le problème étant épineux, je me gardai de répondre. Je ne tenais pas à ce que Luc précisât sa pensée sur ce point.

— Si j'avais pu me marier, dit-il amèrement, j'aurais tâché de réaliser une union moins misérable...

— Qu'en sais-tu ? Rien ne prouve que si tu eusses épousé Liliose tu n'aurais pas fait un ménage pire que celui des gens que nous venons de quitter. Penses-tu que ton humeur, ton caractère agressif, tes bouderies, ton égoïsme, enfin les charmantes qualités que tu prodigues dans ton intimité aux gens qui s'occupent de toi, te désignent pour être un époux idéal ? Mais c'est une des erreurs de ton âge que d'imaginer qu'on sera avec sa femme très différent de ce qu'on a été dans sa famille. Tel tu te montres avec nous, tel tu te montrais avec ta mère, tel tu te montres à moi, tel tu te montreras avec la femme que tu épouseras.

— Je ne me marierai jamais, vous le savez bien, répondit Luc, et je vois une fois de plus que j'ai eu tort d'y penser.

La conversation s'arrêta là-dessus, car nous n'avions vraiment plus rien à nous dire, et je pensai une fois de plus que la raison pour moi serait de m'installer au plus tôt dans ma petite maison de Luynes et de laisser à Luc la libre disposition de la place de la Corderie.

II

A Marseille, c'est à peine si l'on assiste à la naissance du printemps. Il est venu si prématurément dans l'hiver, il s'est fait annoncer tant de fois avant d'organiser son arrivée officielle, il a envoyé tant de messages avant de se présenter lui-même que lorsqu'on le voit enfin débarquer, on a l'impression qu'il était là depuis bien longtemps. Déjà, en février, en revenant du Roucas-Blanc, un

soir, Francis Audièpvre m'avait dit en se frottant les mains :

— Je suis allé aujourd'hui à la campagne, j'ai vu le premier amandier en fleurs. Ce sera bientôt le moment de nous installer de nouveau au Roucas-Blanc. Quel beau moment que celui-là ! Chaque année, quand je quitte cette maison que j'aime tant, je me demande si j'y retournerai. Aussi, chaque printemps, je décide d'avancer mon séjour pour être sûr de ne pas mourir avant d'y atteindre. C'est d'ailleurs, je pense, cette fois-ci, la dernière fois que j'y monterai avec Liliose ; cela, du moins, sera fini. L'année prochaine, nous serons seuls, Emmeline et moi. Ce ne sera pas gai.

— Et Marie-Marthe ?

— Ah ! oui, m'avait dit Audièpvre, avec indifférence, il y aura Marie-Marthe aussi.

Je ne fus donc pas étonné quand, dès le quinze mars, profitant d'une série de beaux jours, il me déclara qu'il en avait assez de la rue de l'Arsenal et qu'il avait décidé de regagner aussitôt ce qu'il appelait « sa maison des champs ». Sa femme essaya en vain de le retenir en ville, car, depuis l'incendie des bois de pins elle était encore plus effrayée au Roucas-Blanc qu'à Marseille ; mais sur les quelques points auxquels il attachait de l'importance, Francis demeurait inflexible. Pour tout ce qui touchait aux mollesses de sa vie, il était de fer.

Il déménagea de nouveau, et quelques jours après son installation, je montai au Roucas-Blanc lui rendre visite.

A ma grande surprise, il flottait sur la villa un air de catastrophe. Emmeline, prostrée dans un fauteuil, au coin d'un feu trop vif, agitait devant son visage congestionné un écran ancien, en façon d'éventail. Francis, immobile et taciturne, sirotait une tasse de thé qu'il contemplait d'un œil fixe. Les jeunes filles étaient absentes.

— Jolie idée de venir ici de si bonne heure ! dit Mme Audièpvre, en m'apercevant. C'est bien la dernière fois que cela m'arrive. Je ne céderai plus aux caprices de ce beau monsieur.

— Ce beau monsieur, c'est moi, dit Francis. On pourrait aisément s'y tromper.

— Nous mourons de froid, continua Mme Audièpvre, sans tenir compte de l'interruption de son mari, et pour comble de malheur, nous avons eu un feu de cheminée.

— Oui, le feu nous poursuit, dit philosophiquement Audièpvre. A force de l'évoquer par nos paroles, nous avons fini par le créer. Le verbe est plus puissant qu'on ne croit.

Audièpvre ne riait qu'à demi. Son scepticisme cachait d'étranges croyances, de souterraines superstitions, dont il se moquait volontiers, puis qui brusquement se présentaient à lui comme des hypothèses vraisemblables. Les phobies incessantes de sa femme l'avaient seules empêché de s'abandonner à sa pente aux pressentiments et aux coïncidences fatales.

— Pourquoi un poète ne croirait-il pas à l'impossible ? disait-il. Admettons que j'aie au moins cela d'un poète.

Mme Audièpre recommençait ses doléances. Son mari se leva :

— Venez, me dit-il, nous allons faire un tour.

A gauche, on voyait sur les pentes du vallon brûlé, des essais de verdure, de jets feuillus, des apparitions de germes qui s'infiltraient entre les pierres encore noires. C'était un duvet de nature jeune qui courait au ras du sol, une vapeur déjà chargée de chlorophylle.

— Emmeline devient chaque jour plus insupportable, dit Francis. Vraiment, nous avons déjà assez de soucis comme cela ! S'il faut, par-dessus le marché, s'émouvoir de cataclysmes imaginaires ! Le feu, l'air, l'eau, la terre, les quatre éléments, quoi ? Il n'y en a qu'un de redoutable : la terre. Celui-là nous aura. Les autres...

— Quels soucis, Francis ?

Mon ami se retourna à demi, montra du pouce, en arrière, les fenêtres de la villa :

— Cela va mal là-haut. Il y a eu ce matin une scène effroyable entre les petites. Je ne veux pas en savoir la cause, mais Marie-Marthe a dit des choses atroces à sa sœur. J'en ai malheureusement entendu quelques-unes. Elle criait si fort ! Emmeline voulait monter, intervenir. Je l'ai suppliée de n'en rien faire. Nous n'avions pas à nous en mêler, non seulement parce que nous ne sommes pas de vrais parents, mais surtout parce que cette scène-là, ce n'était plus une affaire d'enfants : c'étaient deux femmes qui se battaient, deux vraies femmes. Fini, l'âge d'or pour nous ! A la fin, j'ai entendu un grand bruit et j'ai tout de même couru au premier ; j'ai trouvé

Liliose le visage en sang. Marie-Marthe lui avait jeté à la figure la tasse du déjeuner. Quelle horreur! Les Atrides chez Sedaine! Heureusement que j'aime la porcelaine très fine, sans quoi elle risquait de me la tuer. Quand je pense que tout le monde me critique sur mes goûts luxueux, comme dit Emmeline. La tasse s'est brisée sur le front de Liliose et lui a fait une assez profonde déchirure. Une vraie faïence de ménage l'eût assommée!

— Et maintenant?

— J'ai consigné Marie-Marthe dans sa chambre jusqu'à nouvel ordre. Demain, on avisera. Évidemment les deux sœurs ne pourront plus demeurer ensemble. Du moins, avant quelques semaines. On verra ensuite, selon la tournure que prendront les événements. Mais je vais demander à ma vieille amie, Suzanne Le Blant, d'inviter Marie-Marthe un mois ou deux chez elle, à Monte-Carlo. Cela arrangera bien des choses...

Nous avions grimpé jusqu'au point culminant de la propriété, à cette plate-forme qui domine les bois de pins et que jalonnent quelques grandes roches blanches. La vue descendait de là par de larges bonds vers la mer; quelques épaulements de terrain, tout moussus d'arbres, un vallon qui plongeait en s'effilant, deux ou trois empiètements encore sur l'horizon, et soudain, montant plus haut que ces tuyaux d'orgue, que ces espaces de tapisserie, que ces toits rouges accolés, que ces claires-voies baignées dans une atmosphère d'aquarium, que ces arêtes de calcaire aux couleurs d'ossement, c'était l'immense masse de la mer, barrant tout, unissant les points extrêmes du paysage, opaque et transparente, argentée et bleue, immobile et courant sur place, sombre et toute pétillante de feu, jeune, semblait-il, comme elle ne l'avait jamais été.

— Je regarderai cela jusqu'à mon dernier jour, dit Francis. Qu'importe tout le reste?

Il s'assit sur une pierre; moi, sur l'autre, et il me considéra :

— Vous souvenez-vous, Albert, du temps où Mme de Berneries et Mme Le Blant étaient toutes deux amoureuses de ce pauvre Edwin Cologny, qui était si beau et qui est mort si jeune? Ce fut entre elles une guerre à mort. Suzanne Le Blant, qui a toujours eu des prétentions à l'occultisme, faisait soi-disant tourner les tables et inspirait à celles-ci de révéler publi-

quement toutes les aventures de Mme de Berneries qu'elle connaissait mieux que personne, puisqu'elle avait été son amie la plus intime. Mme de Berneries s'en vengeait en se faisant soi-disant voler par une femme de chambre un paquet de lettres de Suzanne, pleines de détails regrettables sur sa vie privée et de méchancetés sur nous tous; et ces lettres, qu'on disait dérobées, nous arrivaient à tous par les procédés les plus divers. Il est merveilleux que ces deux folles n'aient pas fini par se tuer! Et puis, peu d'années après, Edwin Cologny est mort, et c'est moi qui suis devenu amoureux de Suzanne, et Mme de Berneries s'est toquée de Constantin Hyades, qu'elle a si bien tourmenté qu'il a fini par... Quand j'entendais, ce matin, les cris de Liliose et de Marie-Marthe, je revivais ces temps héroïques... Quelle fatigue que de vivre, mon bon! Tout recommence. Comment Dieu peut-il supporter le spectacle d'une telle monotonie? Et j'aurais voulu pouvoir dire à ces pauvres petites que Mme de Berneries et Mme Le Blant avaient aussi parfaitement oublié l'une que l'autre ce pauvre Edwin Cologny... Elles s'écrivent maintenant au jour de l'an des lettres affectueuses et sincères. Si elles pensent quelquefois encore à leur vieille haine, elles doivent estimer que ce souvenir les unit. Emmeline était furieuse contre ses nièces. Je lui ai rappelé tout cela. Sont-elles plus heureuses que nous de vivre encore avec fureur un pauvre rôle tragique dont nous savons l'inanité? Sommes-nous plus heureux qu'elles d'avoir découvert que ces grands drames sont sans lendemain et de vivre cependant avec douceur?

Nous étions entrés en causant ainsi dans une ère nouvelle. C'était la lumière qui changeait d'état. Elle s'était rapprochée du sol. Mais, en le faisant, elle adoptait, pour ainsi dire, un autre régime. La lumière du jour, c'est quelque chose de lointain, d'abstrait, d'indicible, un élément aussi peu discernable, aussi inhumain que les feux de l'électricité. Mais celle qui s'inclinait vers nous maintenant, ah! qu'elle était donc différente! Pour la décrire, il eût suffi d'employer les mots réservés à la religion, à l'amour, au patriotisme, les mots les plus tendres, les plus familiers. Tant de sérénité et tant de douceur, tant d'exaltation et tant d'apaisement, tant d'éclat et tant de réserve! Cela venait sur de longs chemins visibles, vibrants comme des ailes de libellules. Cela s'allongeait avec des rayons

obliques qui se posaient sur les choses comme pour les caresser; cela se répandait comme un tissu d'abeilles qui eût tout enveloppé de son miel vivant. Cet éblouissement ressemblait presque à un deuil; cette agonie prenait un air d'apothéose. De l'horizon jusqu'à nous, tout participait à cette vie spirituelle qui devenait l'essence suprême de la matière. L'or fluide, qui nous couvrait maintenant, qui nous donnait tout à coup une auréole, des goûts d'archange, des ombres sacrées, un sentiment paradisiaque, comblait l'énorme espace qui s'étendait d'une colline à l'autre, de l'horizon aux limites du jour. Et dans cet immense flamboiement pâle, nous nous apparaissions mutuellement tels que nous aurions dû toujours être, détachés du quotidien et vivant, dans la paix profonde de nos âmes, un instant éternel.

— Voici notre heure, dit Audièpvre. Nous avons mis toute notre vie à la gagner. Ne la gâchons pas. Jusqu'ici, tout nous séparait d'elle, nos sottises, nos passions exclusives, nos intérêts, nos calculs, nos vanités. Oh! ce n'est pas que nous soyons devenus parfaits, mais tout de même...

Il montra l'infini ouvert devant lui.

A gauche, à la chute de ce long corps de pierre qui s'abandonne, et se soulève, et décline avec noblesse vers le golfe de Marseille, l'île Maïre, toute ruisselante de vermeil, avec ses aiguilles, ses déchiquetures, ses à-pics, ses colonnettes, figurait un grand amas rompu de palais, de châteaux et de sites dévastés, comme le dernier signe d'une chose qui aurait eu lieu et qui avait été grande, avant que le temps ne la ruinât.

— L'expérience des êtres, des sentiments, des déceptions, des bonheurs, reprit Audièpvre, a tout de même un heureux résultat. C'est qu'il faut l'avoir acquise pour ne plus penser à elle, pour oublier comment on l'a gagnée, et se sentir libres, vraiment libres de cœur et d'esprit, devant un jour comme celui-ci. Le vieux Poseidôn lui-même, au plus beau temps de sa gloire, ou Odysseus quand, attaché au mât de sa barque, il écoutait le chant de ces vagues qu'il prenait pour des sirènes, n'ont pas dû l'aimer autrement que nous. Mais allez demander à Liliose, à Marie-Marthe, à notre Luc, de tout abandonner pour cette fête et vous les verrez se rebiffer et courir avec passion à leurs « exclusives » et à leurs tasses brisées! Nous

avons tout sacrifié, nous, — ou presque tout, — pour en arriver où nous sommes.

Il se tut ; le soleil avait disparu ; il restait sur la mer un sillon fait de petits tranchants de pourpre dorée qui se haussaient et s'abaissaient alternativement et qui se balançaient de côté et d'autre. Des deux côtés, c'était une surface qui devenait de plomb en encadrant cette dernière danse marine. Il n'y avait nulle part de nuage. La minute présente atteignait à une sorte de perfection.

— Et maintenant, allons-nous en vite, dit mon ami. La suite va gâter ce que nous avons vu. Les lendemains de fête sont affreux. Allons retrouver Emmeline et ses terreurs, Marie-Marthe et ses bruits de vaisselle, Liliose et ses illusions... Mais, mon bon ami, demeurons fidèles à ce qu'il y a de meilleur en nous.

III

Francis Audièpvre n'avait perdu au cours de son existence aucune des amies qui l'avaient aidé à l'embellir. Mme Le Blant, fixée depuis quelques années, à Monte-Carlo, dans une villa entourée de palmiers qui ressemblait à un décor d'opérette, s'était attachée aux « petites », comme elle appelait les Thiberghien ; et comme elle était sans enfants, elle leur demandait de temps en temps de faire un séjour chez elle. Suzanne Le Blant paraissait encore très jeune pour son âge, mince, avec des yeux couleur de fleur dans un visage flétri. Elle avait choisi Monte-Carlo pour pouvoir jouer : dernière passion de tant de femmes qui ont abusé des autres. Les êtres ardents cherchent plus volontiers une nouvelle frénésie que le renoncement ou la résignation.

Ce fut donc chez Mme Le Blant que se rendit Marie-Marthe pour un temps indéterminé, à la suite de la dernière scène qui avait eu lieu avec Liliose.

Peu de jours après son départ, la nouvelle des fiançailles de Liliose avec Robert Hyades fut officielle. Un dîner eut lieu chez les Audièpvre, auquel nous assistâmes tous, car Hyades, on le sait, étant orphelin, et les Audièpvre ayant peu de parenté, il fallait inventer une famille. Robert amena deux de ses amis, Caminot et Patrice de Bérussis, dont Marie-Marthe

m'avait parlé un soir. Le reste de l'assistance fut formé par l'habituel fond de tableau des amis des Audièpvre que vous connaissez déjà. Les fiancés étaient graves et manifestaient une joie sérieuse, si sérieuse même qu'elle ressemblait peu à de la joie. Francis affectait un grand contentement d'esprit, mais il ne faisait illusion ni à Liliose, ni à lui-même.

Seule, Emmeline Audièpvre exultait. Elle exultait, parce que rien ne lui était plus agréable que les cérémonies officielles, les grandes pompes familiales. Elle adorait les mariages, les baptêmes, les anniversaires; les enterrements même ne lui déplaisaient pas. C'était toujours une occasion de se réunir, de parler en chœur, d'échanger des larmes, des vues sur l'avenir ou sur le passé, des caresses, des serrements de mains. Elle aimait que l'on fût ensemble, que l'on se sentît les coudes. Peut-être, dans ces réunions confortables et chaleureuses, s'imaginait-elle un peu à l'abri de ces terreurs et de ces phobies où son existence se consumait. Tous ces gens qui l'entouraient, lui faisaient, pour ainsi dire, un rempart de leurs corps. Elle s'y épanouissait plus à l'aise.

Liliose quitta un moment son fiancé pour venir me parler.

— Dites à Luc, fit-elle, que je ne l'ai pas oublié cette soirée et que j'y ai pensé souvent à lui. Dites-lui que si je n'avais pas été emportée par un sentiment plus fort que le reste, c'est avec lui que j'aurais aimé passer mes jours. Je sais qu'il m'en veut et je ne lui ai pas menti, quand je lui ai laissé croire que je l'épouserais volontiers. Je croyais à ce moment que tout était fini entre Robert et moi, et tout s'est arrangé inexplicablement. Après Robert, c'est Luc que je préfère : je ne suis pas une menteuse.

Inexplicablement? Qui avait écrit la lettre anonyme, qui avait tout bouleversé? Marie-Marthe ou elle? Ou, comme je le croyais encore, malgré les affirmations de Mme Créel, une tierce personne qui avait des droits sur Limeron, ou qui croyait en avoir?

Liliose ajouta :

— Je ne voudrais pas perdre Luc, je tiens beaucoup à son affection; notre maison sera la sienne, s'il le veut bien Et j'espère qu'il le voudra.

C'était bien la personne que m'avait, un soir, dépeinte Marie-Marthe: la femme avide, qui ne veut rien gaspiller des

trésors sentimentaux que la vie lui a concédés. Elle tenait à garder Luc auprès d'elle, à en faire un témoin de son bonheur et peut-être aussi à le conserver comme pion sur l'échiquier savant de ses rapports futurs avec Robert. Je m'inclinai et je promis à la jeune femme de transmettre à Luc ses bonnes paroles.

Je rentrai assez tôt, car je n'ai pas le même goût que Mme Audièpvre pour les effusions de famille. D'autre part, Luc dînait à la maison avec son ami, Jules Grisier, et j'étais un peu inquiet de savoir comment il passait cette soirée. Je trouvai les deux jeunes gens assis dans la bibliothèque et causant d'archéologie. Grisier parlait des dernières fouilles de Kaboul. Il en suivait les comptes rendus avec passion ; il ne vivait pas sa vie propre, mais celle des savants qui exploraient là-haut, dans le froid de l'Afghanistan, avec courage et avec délicatesse, un sol tout entravé de riches dépouilles.

Quand il me vit, Luc s'écria avec une fausse gaieté :

— Eh bien ! comment s'est passée cette soirée ? Faites-nous en un récit fidèle.

— A vrai dire, je dois t'avouer que ce ne fut pas très amusant et, par exception même, le dîner était médiocre, ce que je n'ai jamais vu chez les Audièpvre. Il faut que l'émotion ait fait perdre à Emmeline le sens de sa destinée, qui est de nous faire bien manger. Il y a là une interruption dans les usages de la maison qui, j'espère, ne se renouvellera plus.

— Liliose avait-elle l'air heureux ?

— Ce n'était pas visible. Pas visible du tout. Elle avait l'air de quelqu'un qui est à la veille de passer son bachot et qui se demande s'il sera reçu. Après tout, le mariage est un examen où on a toujours des chances d'être finalement recalé.

— Et M. Hyades ?

— Robert était comme toujours, très courtois, un peu mélancolique, un peu lointain, comme s'il se prêtait à quelque chose qui n'était pas sa vraie vie, comme s'il participait à un recours en grâce auquel il n'avait pas droit.

— Et l'oncle Francis ?

— Franchement catastrophé. Le départ de Liliose est pour lui un désastre. Tu vois que tout cela ne faisait pas un ensemble particulièrement réjouissant. C'était plus poétique que gai.

— Et le chœur antique?

Luc appelait ainsi toute notre société, dont il prétendait que les Audièpvre et moi, nous étions les protagonistes. Il soutenait que le chœur antique passait sa vie à commenter ce que faisaient Emmeline, Francis et moi-même, tantôt blâmant, tantôt approuvant, tantôt hostile, tantôt sympathique, mais se répandant sans cesse en invectives, en légendes, en émotions enchantées, en reprises générales, en lamentos individuels, en un mot, en potins. Cette vision était assez conforme à la vérité.

— Le chœur antique était assez satisfait; c'est le propre des chœurs antiques que de se réjouir du dernier acte, qu'il se termine par un mariage ou par un assassinat. Ici, pas d'ombres au tableau; le chœur antique balançait des encensoirs et entonnait un thrène triomphal. La nuptialité de l'air faisait épanouir les meilleurs sentiments; ces femmes, dont la plupart ont fait de si mauvais ménages, se réjouissaient de ces épousailles avec un seul cœur pur, soit que cela leur rappelât leurs illusions, soit que cela leur donnât l'espérance que le couple nouvellement né tournerait aussi mal que le leur. Il m'est impossible de porter un jugement plus précis sur le sentiment qui les faisait agir et parler ainsi.

Je constatai avec plaisir que l'état moral de Luc était meilleur. L'opération réussissait; il prenait son parti de l'aventure. Il y aurait sans doute encore dans l'avenir quelques à-coups, mais le pire était passé.

Il vint me dire, le lendemain, qu'il serait heureux de passer un mois à Nice, où il avait un ami; cela changerait le cours de ses idées. Je ne lui demandai pas le nom de cet ami; je lui accordai bien volontiers la permission qu'il souhaitait, tout heureux qu'il eût trouvé si vite un dérivatif. Et il me quitta le surlendemain.

IV

Le mariage devait avoir lieu deux mois plus tard, après certaines inspections que Robert Hyades ferait en Méditerranée. Mme Audièpvre était au bonheur; elle courait les magasins et commandait ce qui était nécessaire à un jeune ménage, et bien au delà. Je ne voyais plus Liliose, absorbée

à la fois par ses occupations et par son fiancé. Elle traversait d'ailleurs cette période de la vie analogue, dans tous les événements officiels, où l'individu devient en quelque sorte une personnalité mécanique, où il exécute un ensemble de mouvements, où il prononce un certain nombre de paroles prévues d'avance, comme s'il exécutait les articles d'un cahier des charges, établi de toute éternité.

S'il y a tant de mariages qui ne réussissent pas, cela vient en partie du réveil du vrai caractère des conjoints, auquel s'est substituée pendant un certain nombre de mois une personnalité presque anonyme, une personnalité générale, parfaitement en règle avec les usages de l'espèce à laquelle elle appartient, mais pas toujours avec les siens propres.

Je n'avais donc aucun désir de rencontrer Liliose, je savais exactement ce qu'elle me dirait, l'ayant entendu dire déja à ma propre femme au temps de nos fiançailles et à bien d'autres jeunes filles depuis, traversant les mêmes solennités.

En revanche, Francis Audièpvre me rendait souvent visite, à la fin de la journée, ou bien il venait me chercher à mon bureau et nous remontions ensemble, en causant, jusqu'à la place de la Corderie. Il fuyait visiblement une maison que sa nièce allait quitter; tout avenir lui étant interdit, il se cramponnait au passé. J'étais le seul, je crois, de ses amis à le connaître entièrement. La vie de Francis Audièpvre avait traversé plusieurs règnes en dehors d'Emmeline; celui de cette amie, qui était morte toute jeune, une heure après l'avoir quitté; celui de cette Mme Le Blant, auprès de laquelle était Marie-Marthe, et enfin celui de Mme Hardelot qui durait encore. Je ne parle pas des interrègnes où j'avais vu, ou plutôt entrevu, toute sorte de figures mutines ou graves et qui représentaient les nombreuses incarnations d'une imagination toujours en éveil.

Francis se plaisait à ces souvenirs: mais il ne le faisait pas avec mélancolie. Il riait souvent des épisodes saugrenus de notre jeunesse et il ne prenait pas en parlant l'allure de quelqu'un qui se promène solennellement dans un cimetière. Plutôt ressemblait-il à un vieil habitué qui évoque les coulisses de l'Opéra et fait revivre dans ses paroles le passage de telle ou telle danseuse, animée tout entière par le feu de son inspiration et courant représenter aux quatre coins d'une scène les

diverses incarnations de ce qu'Edgar Poe appelait « l'esprit de roman ».

Ces évocations distrayaient Audièpvre de Liliose; il était visible qu'il n'aimait pas à parler d'elle. Quand je lui demandais de ses nouvelles, il répondait gaiement :

— Que voulez-vous qu'elle fasse? Liliose roucoule, Robert roucoule, ma femme roucoule, j'ai l'impression de vivre dans un pigeonnier; ce n'est pas une atmosphère saine pour un homme de mon âge. Je crois être transformé en vieux tourtereau qui n'est plus bon qu'à être plumé, ce qu'Emmeline d'ailleurs se charge d'accomplir, sous le prétexte qu'il faut faire les choses largement. Elle n'en finit pas d'acheter des draps et des taies d'oreiller. C'est inouï ce qu'un jeune ménage peut absorber de toile! J'espère que Liliose est la seule personne à se marier en ce moment, car il ne restera certainement de lingerie pour personne dans la ville. Emmeline a imaginé aussi de faire assurer Robert et Liliose contre tout. Vous savez qu'elle a attrapé la prévoyance, dès le berceau, comme on attrape une maladie sans guérison possible. Elle les assure contre le vol, contre l'incendie, contre la mort, contre la grêle, aussi, je pense, et contre l'épizootie, et contre le communisme, et contre la diffamation ou les engelures. Il est dommage qu'on n'ait pas encore trouvé d'assurance contre le divorce, car elle les assurerait sûrement.

Deux ou trois fois, j'allai déjeuner au restaurant avec mon ami. Sa gourmandise résistait à ses chagrins, qui n'étaient d'ailleurs visibles qu'à l'excès de ses plaisanteries. Cependant, il me paraissait bien vieux, lorsqu'il se levait de table et que, le teint animé, il se dirigeait vers le vestiaire. Il n'avait que quatre ans de plus que moi et je me demandais si je faisais le même effet aux autres, moi qui me considérais toujours comme un homme à peine mûr.

— Aimeriez-vous recommencer votre vie? lui dis-je un jour.

Je vis sa figure tout d'un coup se plisser, ses rides se prolonger comme s'il exprimait une longue fatigue.

— Non, dit-il, car la vie n'est bonne qu'à ceux qui ont l'esprit religieux. Eux seuls ont le sentiment de faire des progrès et d'aller vers quelque chose. Moi, qui n'ai pas cette chance, je me suis toujours éloigné de ce qui seul a du prix à

mes yeux, je veux dire la jeunesse. Vous savez que je n'ai pas été un égoïste, mais vous savez aussi que je n'ai jamais été le dévouement incarné. J'ai gaspillé ma gentillesse, comme j'ai gaspillé mon esprit, comme j'ai gaspillé mon cœur, dans une prodigalité extravagante, et cela parce que j'ai aimé la jeunesse plus que tout et que cette prodigalité ruineuse me paraissait l'attribut même de la jeunesse. Si le dernier rayon de ma vie a été Liliose, je le dois à la conviction qu'elle était jeune, ou plutôt à l'illusion qu'elle l'était. Je vois bien maintenant que c'était une erreur de jugement : Liliose n'a jamais été jeune, elle a toujours aspiré au moment où elle cesserait de l'être et où elle jouerait un rôle important, massif et mûrissant, dans la vie, au bras d'un homme représentatif et décidé. On commence par l'héroïsme, mais on finit par le goût des honneurs. Et moi, Albert, je mourrai tout jeune, de plus en plus jeune, jouant avec mes souvenirs comme avec des poupées ou des soldats de plomb, et voyant autour de moi, pour me distraire une dernière fois, tous ces visages qui m'ont plu, ces visages que je croyais appartenir à des femmes et qui n'étaient que des visages d'enfants. Car l'humanité, mon pauvre Albert, est invraisemblablement puérile; elle ne peut pas s'élever au delà de l'état d'adolescence, et moi qui me crois si jeune, si invraisemblablement jeune, je suis quand même une personne mûre, et bien réfléchie, et presque penchante, à côté de ces garçonnets et de ces fillettes qui nous ont entourés et qui ont cherché à nous faire croire qu'ils étaient de grandes personnes...

Ce jour-là, il se trouva que Liliose vint chercher son oncle. Elle avait pris, en effet, un air sérieux et pénétré de son importance; cela me frappa d'une stupeur mélancolique. Elle était moins heureuse que satisfaite et elle se déplaçait visiblement dans une apothéose. Elle me demanda aussitôt des nouvelles de Luc. Je lui dis que je n'en avais pas.

— Moi non plus, du moins directement. Mais indirectement, oui. Je peux vous assurer qu'il va très bien et qu'il est très content.

Elle dit cela avec une intention ironique où je démêlai de la malveillance et une certaine amertume.

— Mais par qui avez-vous de ses nouvelles? dis-je naïvement.

— Mais par Marie-Marthe, voyons. Ils se voient tout le temps.

Je n'avais pas supposé une seconde que Luc fût allé à Nice pour rejoindre Marie-Marthe au moment où il fuyait Marseille afin de n'y pas rencontrer Liliose. Après tout, il était assez naturel qu'ils eussent le même besoin de parler d'elle et de mettre en commun leur déception et leurs rancunes. Néanmoins, la nouvelle me surprenait. Dans aucune des cartes postales qu'il m'avait adressées, mon fils ne m'avait parlé de M[lle] de Thiberghien; ce mystère m'intriguait.

— Et Marie-Marthe, dis-je, comment est-elle?

— De mieux en mieux, elle aussi, dit Liliose, avec la même intention narquoise et dénuée de charité. J'espère que vous ne vous faites pas trop de mauvais sang pour elle. M[me] Le Blant s'occupe d'elle comme une mère; elle est tous les soirs à la salle de jeux; vous n'ignorez pas que Marie-Marthe est joueuse comme les cartes. Elle a retrouvé aussi là-bas quelques-uns des amis de Robert qui lui tiennent compagnie. Vous voyez donc que tout est pour le mieux.

Ici encore, je sentais bien que la comédie continuait; ce n'était pas à Liliose que Marie-Marthe eût confié ses chagrins; elle ne lui écrivait certainement que pour lui témoigner une indifférence jouée à l'égard de Robert et pour que celui-ci en fût averti. L'amusant était justement que Liliose se piquât au jeu et qu'il lui fût désagréable de savoir que sa sœur se consolât aussi vite. Il faut à certains êtres le spectacle touchant du chagrin de leurs victimes pour que leur bonheur soit complet.

V

Le soir même, je reçus une lettre de Luc qui éclaira en partie pour moi les propos de Liliose :

« Mon cher père,

« J'aurais voulu vous écrire plus tôt une longue lettre, mais dès mon arrivée à Nice, j'ai été pris tout de suite par un tel tourbillon de distractions que je n'ai plus eu une seconde à moi. Ça m'a joliment changé de ma vie de Marseille où je m'amuse si peu et je ne sais vraiment pas pourquoi j'ai choisi

une forme d'existence aussi assommante, alors qu'il en est tant d'autres et que vous me laissez si gentiment libre de faire ce que je veux. Il est vrai que jusqu'ici j'étais absorbé par des projets et par des rêves qui m'ont rendu très malheureux et les trois quarts du temps, j'en ai peur, bien insupportable pour vous. Mais vous avez tant d'indulgence que je sens bien que vous ne m'en avez jamais voulu de mes boutades et de mes chagrins. Je crois que vous aviez raison dans tous les conseils que vous m'avez donnés, mais j'étais trop jeune pour le bien comprendre et j'ai appris ici bien des choses qui vous donnent raison. Mais je vous parlerai de cela un autre jour, ou peut-être ne vous en parlerai-je jamais, car, après tout, ce genre de conversation n'est pas absolument agréable.

« J'ai retrouvé ici toute une bande d'officiers de marine avec lesquels la vie est très agréable. Ils sont très jeunes, très gais et ils ont un don extraordinaire pour faire de chacune des heures que l'on passe avec eux une succession de farces et de divertissements.

« J'ai retrouvé également Marie-Marthe avec laquelle j'ai eu plus d'une conversation. Ces conversations aussi m'ont beaucoup changé. Et je crois que, sous peu, vous apprendrez du nouveau. Il est bien vain de consacrer des larmes stupides à ce qui n'est plus quand on a toute la vie devant soi.

« Je ne sais pas encore combien de jours je resterai à Nice et je ferai un peu ce que vous me conseillerez; si vous n'avez pas besoin de moi en ce moment et si vous n'avez pas trop de travail, peut-être prolongerai-je mon séjour ici. »

Cette lettre me rassura d'une part, mais posa, par ailleurs, d'autres problèmes assez inquiétants. Je jugeai bon de n'en voir que l'aspect optimiste et de ne pas être pour l'instant plus exigeant. Mais comme, le lendemain, je reçus la visite de Francis Audièpvre, je ne pus m'empêcher de lui demander ce qu'il en pensait.

— C'est curieux, me dit-il, Emmeline a reçu de Marie-Marthe une lettre assez analogue, sauf qu'il n'y est point question de Luc. Marie-Marthe semble très contente ; elle dit aussi qu'elle s'amuse beaucoup, et elle demande également à prolonger son séjour.

— Il est assez plaisant, dis-je, que ces deux désespérés

prennent si facilement leur parti de leur déconvenue amoureuse.

Les choses étant relativement arrangées, nous ne gardions plus, Francis et moi, le silence prudent que nous avions longtemps observé.

— Ils sont très jeunes, dit Francis. Ils sont à un âge où le désir de l'amour est plus violent que son sentiment même. Chez certains êtres, la première passion est si forte qu'il lui arrive de durer toute la vie, ou une grande partie de la vie. Cela est rare ; le plus souvent, on aime, parce qu'il est entendu qu'on doit aimer, et l'on est tout prêt à changer l'objet de ses passions, s'il le faut ; car l'important est de sentir justement la présence de cette passion. Si les choses continuent sur ce train et si nous comprenons bien ce qui se passe, nous marierons Luc et Marie-Marthe et tout sera pour le mieux.

— Ils ont tous les deux le plus mauvais caractère, dis-je, cela n'ira pas tout seul.

— Vous ne voudriez tout de même pas, dit Francis, qu'ils aient une vie sans difficultés ! En tout cas, nous avons, vous et moi, fait assez d'expériences pénibles pour leur reconnaître pleinement le droit d'en faire quelques-unes à leur tour.

Malgré moi, je trouvai le changement de Luc bien rapide. Il est si difficile de se connaître que j'estimais que je lui avais donné le spectacle d'une plus sérieuse fidélité. Si différent que je fusse de Luc, il me semblait que c'était à lui qu'incombait le soin dans notre famille de montrer une rare constance dans les malheurs et une plus grande continuité dans le souvenir. Si je fais mention de ces sentiments, c'est par surprise des aberrations où peut nous conduire tout naturellement notre propre nature. Car enfin, j'avais la chance que mon fils cessât d'être malheureux ; l'espérance qu'il se mariât rapidement et dans les meilleures conditions du monde, ce qui me permettrait, par surcroît, d'aller vivre la plus grande partie de l'année à Luynes, auprès de Mme Créel ; et je ne tirai de ces sources d'agrément qu'une amère constatation : celle de découvrir que Luc n'était pas du bois dont on fait les amoureux inconsolables. J'ajoute que ma nature me porte naturellement à l'optimisme et à l'insouciance. Qu'eussé-je pensé si le Ciel m'eût fait naître pessimiste !

J'écrivis à mon fils de prolonger son séjour autant qu'il le

désirait : « J'ai peu à faire à ce moment, lui disais-je, et je te conseille de prendre de longues vacances, car j'espère bien d'ici peu te voir organiser définitivement ta vie, ce qui me permettra de prendre enfin ma retraite ; j'ai toujours rêvé de terminer ma vie comme un homme de robe de l'ancien temps dans une demi-solitude et en relisant les classiques latins, qui m'ont toujours donné au cours de mon existence les meilleurs conseils. »

En relisant cette phrase, je m'aperçus qu'elle était équivoque. On peut écouter les conseils de Sénèque et de Marc-Aurèle, mais on peut entendre aussi ceux d'Horace et de Catulle. Même en ce moment, en songeant à m'installer à Luynes, je me demandais si j'étais bien sûr d'obéir à l'injonction des premiers plutôt que des seconds.

Je parlai à Mme Créel de cette plaisante perspective, mais elle ne parut pas enthousiasmée. Comme je le lui fis observer, elle me répondit que son mari avait en ce moment de grands soucis d'argent et qu'elle en était elle-même très tourmentée.

— Je ne sais même pas, dit-elle, s'il nous sera possible de demeurer à Luynes et si nous ne serons pas obligés de rentrer à Marseille. L'huilerie de mon mari marche très mal et il fait en ce moment des démarches pour la convertir en société anonyme. Il lui est impossible d'en assumer les frais tout seul. S'il ne trouve pas les secours nécessaires, il sera obligé de quitter Marseille probablement et de chercher ailleurs une autre situation. On lui a offert déjà de participer à une affaire très intéressante, dans le sud marocain, mais je fais tout ce que je peux pour le détourner de cette pensée. Il m'est tout à fait impossible de penser que je quitterais Marseille ou Aix et tout ce qui m'y attache pour aller vivre dans un pays inconnu.

Je ne quittai pas Mme Créel sans inquiétude. Au moment où les choses s'arrangeaient le mieux pour moi, voici que tout était remis en question. J'avais blâmé mon fils tout à l'heure dans le secret de mon cœur de montrer si peu de confiance dans ses attachements. Allais-je, au moment où il prenait la vie avec plus de légèreté et un peu à la façon dont je lui avais donné l'exemple, devenir pareil moi-même à ce qu'il était et me désoler de perdre quelqu'un qui m'était sans doute plus précieux encore que je ne voulais le reconnaître, et plus indispensable? Il était donc possible que les circonstances fussent

quelquefois les maîtresses de notre destinée plus encore que notre propre caractère.

VI

— Eh bien! me dit Luc, c'est décidé, Marie-Marthe et moi, nous allons nous marier.

Il avait pris pour me dire cela un certain air arrogant et un peu fanfaron. Il supposait à tort que j'aurais plaisir à triompher de lui et à souligner que j'avais eu raison, naguère, en lui donnant certains avertissements ou conseils. D'autre part, je le sentais inquiet. Lui aussi trouvait bien rapide ce changement d'attitude. Lui aussi, peut-être, aurait voulu se plier avec complaisance à un type de fidélité moins éphémère. Tout cela le mettait mal à l'aise.

— Je suis profondément heureux de cette nouvelle, lui dis-je, et je ne supposais pas que les choses prendraient un tour aussi favorable. En somme, tu as rejoint Marie-Marthe à Nice. C'était le but de ton voyage, je suppose?

La gêne de Luc augmenta. Il essaya de sourire, tira le pli de son pantalon avant de me répondre.

— Oui, quand Marie-Marthe est partie, elle m'a demandé d'aller la rejoindre là-bas. Elle m'a dit qu'elle serait seule, qu'elle aurait besoin d'un camarade.

Ici encore m'apparaissait le calcul, que j'ai le malheur de voir partout. Mais j'avais appris à connaître les deux sœurs. En épousant Robert Hyades, Liliose ne voulait pas perdre complètement mon fils; Marie-Marthe s'arrangeait du moins pour qu'elle ne gardât pas tout; sans compter quelques avantages auxquels j'ai déjà fait allusion. Quoi qu'il en fût, les événements donnaient raison à mon optimisme et j'aurais eu lieu d'être pleinement satisfait, si les soucis que me causait la situation des Gréel ne me créaient pas de nouveaux tourments.

— J'aime beaucoup Marie-Marthe, reprit Luc. C'est une camarade charmante, elle a beaucoup d'esprit et elle est très agréable à vivre. Ce sont de grandes qualités.

— Es-tu amoureux d'elle?

Luc rougit. De nouveau, lui apparut le visage de son ancien amour, si proche de lui et pourtant si lointain, si tumultueux et chargé d'une si violente force de revendications. Il n'osait

le renier et cependant la vérité était qu'il était devenu amoureux de Marie-Marthe, parce qu'il était à l'âge où les sentiments sont, pour ainsi dire, tout faits et où on peut les faire endosser successivement aux divers mannequins qui se présentent à nous. Si j'avais dit cela à Francis Audièpvre, je suis bien sûr qu'il m'eût répondu : « Ne croyez-vous pas, mon cher Albert, qu'il en est ainsi de tous les âges et vous croyez-vous différent de votre fils parce que vous avez trente ans de plus que lui ? Les individus qui taillent leurs sentiments sur mesure sont très rares. C'est surtout dans les choses du cœur que triomphe le décrochez-moi ça. »

Mais Audièpvre n'était pas là, je pouvais tout à mon aise triompher pour moi seul et me faire une figure de sage, que mes actes contredisaient.

— En somme, dis-je en riant, les Audièpvre ont une belle année. Notre bonne Emmeline va être dans la joie.

— Liliose ne sera pas contente, dit Luc, avec un mauvais sourire.

— Elle est heureuse de son côté, pourquoi serait-elle irritée de ce mariage ?

— Elle n'aime pas beaucoup sa sœur, et Liliose espérait bien que je ne me marierais pas. Que de fois, elle m'a dit : « Luc, je vous demande de toujours rester auprès de moi, même si je ne vous épouse pas. J'aurai toujours besoin d'un ami, d'un conseiller, d'un confident, je tiens trop à vous pour vous perdre, même si vous n'êtes pas tout pour moi... » J'ai encore cette phrase-là dans l'oreille, dit-il, avec une voix un peu changée et qui décelait une infinitésimale nuance de remords.

— En somme, elle voulait vous garder tous les deux, Robert et toi. C'est un sentiment qui me paraît naturel. Cette phrase dont tu te souviens si bien, l'as-tu répétée à Marie-Marthe ?

— Bien sûr.

Si Luc avait voulu être adroit, il n'aurait pas mieux agi. Mais il est trop innocent pour être adroit.

Marie-Marthe avait prévenu son oncle et sa tante ; il ne restait plus qu'à accomplir les formalités mondaines qui préludent à un mariage. Après quoi, on irait chez le notaire, et dans la discussion du contrat, on verrait apparaître une fois de plus cet esprit de confiance mutuelle et d'estime générale, dont

peuvent témoigner deux familles qui se sont personnellement aimées pendant trente ans, dès qu'intervient de près ou de loin un officier de l'état-civil. De toute façon, l'heure était venue pour moi de la retraite, c'est-à-dire d'envisager de nouveaux soucis, si je devais décidément faire l'effort voulu pour sauver la famille Créel et protéger mes derniers jours de paix dans la campagne aixoise. Ici encore, j'aurais affaire au notaire et aux hommes de loi, c'est-à-dire à tous ceux qu'il faut s'attendre à voir dès que paraissent les choses du cœur.

Quand Luc m'eut quitté pour aller faire sa cour à Mlle de Thiberghien, je me souviens que j'éprouvai un sentiment de soudaine lassitude. Peut-être eût-il été meilleur pour moi de retrouver Audièpvre quelque part, mais je me sentais brusquement rassasié d'actes et de paroles. Il y a ainsi des heures où l'homme souffre de soi-même : je veux dire de trouver en lui un aspect si pauvre et de toujours marcher par les mêmes chemins. Qu'on le veuille ou non, les pensées, les émotions sont en petit nombre; il faut un art extraordinaire ou une imagination merveilleuse pour leur donner quelque nouveauté, quand les années vous font apercevoir que, quoi que l'on fasse, et sauf de mourir, on l'a déjà fait souvent. Je n'enviais pas Luc, je ne regrettais pas les heures de bonheur qu'il allait connaître, car leur agrément est dans leur fraîcheur. Une fois que l'on a passé par là et quand cette fraîcheur est ternie, tout se couvre à peu près de la même poussière : cendre fine et presque impalpable qui tombe avec les jours, les semaines et les années.

Si j'avais été en ordre avec moi-même, j'aurais pu m'étonner alors du prix que, dans ces circonstances, j'attachais à la présence de Mme Créel. Mais quelque chose survit à l'enthousiasme et à l'élan des jeunes années; ce quelque chose, c'est l'esprit d'habitude. Un Frère de Saint-Jean de Dieu, homme de sagesse et d'expérience, m'a confié un jour qu'il avait presque toujours vu mourir les êtres jeunes avec une grande facilité, mais qu'en revanche les vieillards se cramponnaient à la vie, avec un désespoir farouche. Ils n'ont pas précisément appris à l'aimer, au cours de leurs épreuves, mais ils ont appris à ne pas pouvoir se passer d'elle : ce n'est pas exactement la même chose.

J'en étais là de mes réflexions maussades, quand Octave

vint me dire que M[me] Malpain demandait à me voir. Contrairement aux sentiments que j'éprouve d'habitude à son égard, sa visite me fit plaisir. C'était une diversion à mes idées.

— Eh bien ! me dit-elle en entrant, mon cher ami, je viens vous féliciter.

— Diable, et de quoi ?

— Du mariage de votre fils avec Marie-Marthe.

— Comment, m'écriai-je, vous le savez déjà ? Mais je n'en suis informé moi-même que depuis une heure.

— Vous, peut-être, mais tout le monde le sait. Liliose me l'a appris, il y a plus d'une semaine. Marie-Marthe le lui avait écrit.

— Ah ! dis-je, et qu'en pense Liliose ?

— Liliose est très heureuse. Vous savez quelle affection elle a pour Luc. Elle aurait été désolée de le perdre : il se rapproche d'elle.

— Croyez-vous que Marie-Marthe favorisera beaucoup leur intimité ?

— Mon pauvre Albert, mais jamais Luc et Marie-Marthe ne s'entendront ; il est bien heureux pour Luc que Liliose soit sa belle-sœur. Il aura au moins quelqu'un à qui se plaindre de sa femme !

— Vraiment, ma chère amie, je trouve que vous allez un peu vite ; le mariage n'est pas encore officiel, ne parlons pas encore du divorce.

— Oh ! ils ne divorceront pas ; Liliose arrangera toujours tout, elle a tant de cœur, cette enfant !

Ainsi, au moment même où Marie-Marthe croyait l'emporter, Liliose faisait déjà des projets pour empêcher Luc de lui appartenir complètement. Je ne pus qu'admirer pareille prévoyance. Mon pauvre Luc n'était guère qu'une balle de tennis qu'échangeaient à coups de raquette ces redoutables partenaires. En tout cas, je pourrais, un jour, partir tranquille, sans crainte de laisser mon fils tout seul sur la terre. Il y aurait bien assez de gens pour s'occuper de lui !

VII

Robert Hyades, au retour des manœuvres qu'il avait exécutées sur les côtes, avait promis à Liliose, avant d'atterrir

à Marignane, de survoler le Roucas-Blanc et de la saluer au passage. Il lui avait assuré qu'il passerait au-dessus de la maison, un peu avant le coucher du soleil.

C'était une vaste journée de juillet, égale et puissante comme la respiration d'une déesse endormie. Les pins crissaient de cigales ; ce grincement, qui devrait être odieux et qui berce comme une psalmodie d'antique nourrice, montait dans la chaleur avec une monotonie satisfaisante. L'air pesait ; l'allégresse du monde se dilatait et s'exaltait dans une torpeur béate. Qui n'a connu de ces heures où l'on en arrive à ne plus se sentir vivre, tant le sentiment de la vie devient intense et accablant ?

Après que l'on eut pris sur la terrasse des fruits et des boissons fraîches, Mme Audièpvre était montée se reposer. Marie-Marthe causait avec Luc dans un des petits salons du rez-de-chaussée. Moi-même, installé dans la bibliothèque, j'essayais de lire des sonnets de Ronsard ; mais la chaleur m'accablait. Je sommeillais à demi, réveillé soudain par l'éclatante beauté d'un vers isolé :

> A vous de ce lierre appartient la couronne !

La paix qui tombait sur nous tous, après tant de mois d'angoisses et de tourments, n'était pas pour rien dans cette torpeur qui m'enveloppait et qui me donnait, — bonheur suprême, — je ne sais quelle obscure et quelle douce fraternité avec les choses. Francis se promenait sous les arbres en attendant que se levât cette brise du soir, qui tarde rarement, vers le soir, à promener ses sylphes rafraîchissants sur le golfe du Lion ; il la guettait, il l'appelait de tous ses vœux, il faisait tant et si bien qu'elle allait venir, avec ses écharpes, avec son haleine de sorbet, avec ses pudeurs et ses coquetteries, et qu'elle surprendrait l'herbe, la fleur, le pin, avant de parcourir tout le ciel comme une libellule glacée.

Liliose, qui descendait de sa chambre, rejoignit son oncle sur la terrasse. Le bonheur la faisait rayonnante ; elle avait ce pas touchant à peine le sol que l'on imagine à ceux qui marchent enfin dans leur vraie patrie, celle où leur cœur a atteint ses désirs. Francis m'a confié depuis que jamais il ne l'avait vue aussi belle.

— Eh bien! tu vas nous quitter, lui dit-il, avec une feinte gaieté.

— Mais non, mon cher oncle, je ne vous quitterai jamais, vous le savez bien...

— Ouais, ouais... On dit ça, mais quand tu auras ton mari, tes enfants, on verra ce que deviendra dans tout cela ton pauvre oncle Francis...

Liliose se tut un moment :

— Il est vrai que j'aime Robert plus que tout au monde, dit-elle. Et cependant, mon oncle, j'aurais un pauvre cœur, un cœur indigne de battre, si je cessais pour lui d'aimer tous ceux que j'ai aimés avant de l'avoir connu. Je méprise les femmes qui, parce qu'elles aiment, se ratatinent et se recroquevillent autour de leur amour. Si le sentiment qui nous exalte n'est pas assez fort pour nous permettre d'élargir notre cœur, c'est un médiocre sentiment. Je sais que vous m'avez tous jugée coquette et que vous m'avez blâmée de cette coquetterie; mais il y a des moments où je me demande s'il n'y a pas dans la coquetterie un sincère élan vers l'amour...

Des larmes perlèrent aux paupières de Francis Audièpvre.

— Ah! Liliose, dit-il, merci d'avoir parlé ainsi! Tu es bien telle que je t'imaginais. Aucun être n'est plus pareil à moi que toi. Je... Si j'avais eu des filles nées de mon cœur, elles n'auraient pas été différentes de ce que tu es. J'ai... Je sais bien maintenant pourquoi je t'ai défendue contre tous, contre Emmeline, contre Marie-Marthe, contre Luc et même contre ce cher Artillan. Il y a dans ton cœur quelque chose qui n'est pas dans les cœurs humains : une tendresse vraiment déchirante...

— Non, non, ne croyez pas à mes vertus. Je suis aussi un être vil, vaniteux, cupide, jaloux, tyrannique...

— Oui, nous le sommes tous. Qu'importe! Tu sais aussi aimer.

Francis avait pris le bras de sa nièce et ils marchaient tous deux de long en large sur la terrasse, regardant ce grand espace d'où Hyades allait surgir, comme jadis Bellérophon. Le soleil déclinait ; des nuages gris, ourlés d'or, venaient de tous les points du ciel, courtisans respectueux, assister à son coucher.

— Je voudrais, Liliose, dit Audièpvre, d'un ton ému, que

lorsque, d'ici quelques années, tu te promèneras sur cette terrasse avec Robert, tu mêles à ta conversation le souvenir de ton pauvre oncle. Je serai quelque part, « sous les ombres myrteux », comme dit notre grand ami immortel qu'Albert relit en ce moment, et sans plus beaucoup de substance sur mes os bien nettoyés. Et toi, tu seras toujours belle, toujours égale à toi-même, ma Liliose, fille de mon cœur usé. Je n'aurai plus de vie ici-bas en dehors de celle que me donnera ton souvenir. Ah! de grâce, accueille-moi alors; dis-toi que chaque pensée que tu m'accorderas me rendra une existence éphémère, que je ne serai plus nulle part que dans ta tendresse, si elle est fidèle à mon image disparue! Les vivants peuvent tout pour les morts. Les morts ont besoin d'eux à chaque minute. Ah! je t'en conjure, Liliose, ne m'oublie pas!

— Taisez-vous, mon oncle, dit-elle, vous me faites trop de mal!

Il essaya de rire :

— Oui, tu as raison. Ce que je te dis là, c'est terriblement rococo. C'est un abus de pouvoir, c'est du chantage que de te parler ainsi. J'en ai honte. Avoue cependant que j'ai eu de la pudeur toute ma vie. La pudeur, c'est notre grande force, à nous, Provençaux. Cependant, si chacun, à la fin de sa vie, se laissait un peu aller, il parlerait comme moi. Il faut quelquefois se laisser aller.

Mlle de Thiberghien interrompit Francis.

— Je crois que le voici, dit-elle posément.

Elle retira son bras de l'étreinte de son oncle. Elle alla jusqu'au bord de la terrasse, jusqu'à cet estuaire qui s'ouvrait entre les murs de pierre blanche, les grandes falaises aveuglantes, les pins, et qui s'élargissait jusqu'à la mer, au milieu des éboulis, des temples d'arbres et des vallons de soleil.

— C'est lui! dit-elle.

Un point noir fonçait sous le soleil. Il venait tout droit sur le Roucas-Blanc, s'élargissant à mesure qu'il gagnait de vitesse. Liliose avait crié ce dernier mot, et déjà Luc et Marie-Marthe, l'ayant entendu, sortaient du salon, se précipitaient au dehors.

L'avion développait ses ailes; de mouche, il tournait à l'épervier; d'épervier, il allait passer aigle. Il traversa une région de nuages cuivrés, d'écumes qui bouillonnaient dans une vapeur couleur de chaudron. On cessa de le voir. Puis il

reparut. Il allait de plus en plus vite. Il avait hâte de voler au-dessus de nous. Il y avait de l'or autour de lui, sur lui, dans la vibration de son hélice...

Et soudain, du sein même de cette stabilité foudroyante, jaillit une grande flamme. En même temps, l'appareil se perdit dans un tourbillon de fumée noire qui roula d'un bond, volute par volute, cependant qu'une carcasse noire allait de gauche et de droite, virant sur elle-même, incertaine, dessaisie. Ce fut comme en rêve, quand on croit à la pleine réalité d'une chose si atroce qu'on ne peut l'admettre et qu'on sait à la fois qu'elle est impossible et que tout est fini. Des morceaux de choses, épars, tombaient déjà à la mer, au milieu de rouleaux embrasés. Un cri qui arrachait tout avait jailli du gosier de Liliose :

— Robert !

Ce fut Marie-Marthe qui la reçut dans ses bras. Francis, impuissant comme la vieillesse, piétinait sur place en se lamentant. Luc, étourdi comme la jeunesse, hurlait des phrases absurdes et incohérentes :

— Mais pourquoi croyez-vous donc que ce soit Robert ?

Au-dessus de la mer sereine, à travers les vapeurs du couchant, se déroulaient de flottantes écharpes, les derniers dessins de la fumée perdue...

EDMOND JALOUX.

POÉSIES

SUR LA « NAISSANCE DE VÉNUS » DE BOTTICELLI

Frêle enfant, quand tu t'élèves
Sur la caresse des flots,
Nul ne peut savoir quels rêves
Tu portais dans tes yeux clos,

Ni l'étrange inquiétude
Qui les trouble en ce moment,
Ni de quelle lassitude
S'alanguit ton corps charmant.

Zéphire amoureux qui joue
Dans le fin cheveu doré,
A peine avive ta joue
Pâle encor d'avoir pleuré.

Le printemps sur le rivage
A pourtant jeté ses fleurs
Pour t'enivrer au passage
De parfums et de couleurs.

Tout devrait être allégresse
Et vivante volupté,
Comme les mythes de Grèce
Nous l'ont toujours raconté.

Mais tu restes grave et triste,
Regrettant dans la clarté
Cette grotte d'améthyste
Où se forma ta beauté.

Vierge pudique et gracile,
Fille des dieux incertains,
Comme tu parais fragile
A renaître aux cieux latins.

Toi qui sembles sur la terre
Où va poser ton pied nu,
Redouter l'ardent mystère
Et le désir inconnu!

CHANT SUR LA MER

Prête un cœur attentif au chant mélancolique
Jeté par les rameurs à la brise du soir :
Leur chanson où s'élance et se brise l'espoir
Transmet d'un sang lointain la peine et la supplique.

La barque tourne au cap et se tait sans retour...
Et je songe, évoquant l'écho de l'autre année,
Qu'à jamais sous ce ciel la Méditerranée
Entend la même plainte à l'immortel amour.

PRÉCEPTE

Ne cherche pas les mots rares,
Les autres sont plus puissants.
Pour dominer nos fanfares
Racine en a douze cents.

Au clavier de l'âme humaine
Suffit la plus humble voix :
Son bonheur comme sa peine,
Dis-les tels que tu les vois.

Ce qui charme ou qui console
Doit être de tous compris :
C'est la plus simple parole
Qui plaît aux plus grands esprits.

DAHLIA

Otez de mes yeux la blessure
De ce dahlia couleur de sang :
Rien ne caresse ou ne rassure
Dans son triomphe éblouissant.

Cette lourde beauté m'écrase,
Je n'en puis supporter l'éclat,
Remplacez-la dans l'eau du vase
Par l'œillet rose et délicat.

Sa tige svelte qui résiste
Y boira pour se ranimer,
Et son parfum, quand je m'attriste,
Me rendra le désir d'aimer.

LYS

Le lys blanc qui dans le parterre
Exhale son parfum puissant
Rayonne, quand la nuit descend,
D'un feu royal et solitaire.

Et dans le multiple encensoir
Qui monte de la terre obscure
Cette odeur pénétrante et pure
Enfièvre les songes du soir.

PRINTEMPS D'ILLUSION

Printemps, trompeur printemps à qui je veux sourire,
Vous parlez hardiment dans mon cœur rajeuni ;
Vous le persuadez que tout n'est pas fini
Et que le plus beau chant, c'est vous qui l'allez dire.

Mirages enchantés aux vivantes couleurs,
Philtre d'illusion offert à la mémoire,
Laissez-nous un instant accueillir sans y croire
Le message embaumé que nous versent les fleurs.

L'ÉVASION

Le charmant oiseau des Iles
Qui sur le perchoir de bois
Posait ses pattes fragiles
Et répondait à la voix

A trouvé la cage ouverte
Et d'un vol sûr et soudain
A gagné la branche verte
Du grand arbre du jardin.

Comme il doit battre plus vite
Ce petit cœur enchanté
Du monde immense où l'invite
L'essor de sa liberté !

Mais déjà, dans cette joie
Qui n'aura plus de réveil,
Les fines ailes de soie
L'emportent vers le soleil.

L'ARBRE MOURANT

Je suis le vieux chêne vide
Qu'ont creusé les vermisseaux
Et dont mainte branche aride
N'attire plus les oiseaux.

Il est frappé dans sa force,
Son dernier feuillage ment,
Mais la sève dans l'écorce
Monte toujours lentement.

Nul œil n'a vu la blessure
Qui le dévore en secret,
Et sa tête haute et sûre
Domine encor la forêt.

AUBE

La nuit de silence et d'air pur
Me tend sa coupe à la fenêtre;
A l'instant où pâlit l'azur
La beauté du monde va naître.

Et l'aube vient: sur le coteau
L'horizon point et se dévoile,
Voici que dans le ciel nouveau
S'efface la dernière étoile.

A ces caresses du matin,
Tous nos espoirs se rajeunissent.
Quelle paix porte le destin
Aux heures lourdes qui finissent?

Le jardin encore endormi
Attend l'oiseau qui le réveille.
Qui saura de mon cœur ami
Chasser le chagrin de la veille?

A UN JEUNE HOMME

Jeune homme, le vieux poète
Que tu veux pour confident
Demande que rien n'arrête
L'essor de ton rêve ardent.

Ta belle fièvre d'apôtre
Et ton départ de vainqueur
Me font souvenir d'un autre
Qui partit du même cœur.

La vie a faussé sa route.
Sache mieux garder ta foi,
Frère encor pur, en qui toute
Ma jeunesse est devant moi.

LA JOURNÉE

Par une pente insensible
Je monte vers mon destin :
Que la campagne est paisible
Dans les clartés du matin !

Au milieu du jour, je passe
Les grands monts mystérieux ;
Autour de moi, tout l'espace,
Toute la beauté des cieux.

Maintenant, c'est la vallée
Où ne pousse plus de fleur ;
Qui te fait si désolée,
Longue route de douleur ?

L'air est lourd, l'horizon sombre.
Ah ! que le but est lointain...
A tâtons, je vais dans l'ombre,
Je descends vers mon destin.

JE ME SOUVIENS...

Je me souviens d'un enfant sage
Grave souvent, parfois rieur,
Qui voulait saisir au passage
Ce que le monde a de meilleur.

La nature inondait ses rêves
D'un enchantement éternel ;
En lui montaient toutes les sèves
De l'arbre qui va vers le ciel.

Son cœur brûlait, docile et vierge,
Parmi les grains de l'encensoir ;
Ses mains aimaient placer le cierge
Sur la nappe du reposoir.

Étant sincère, il savait croire,
Ses livres faisaient son repos,
Et quand il cherchait dans l'histoire,
Il ne trouvait que les héros.

Son esprit voulait tout connaître,
Son âme volait au delà...
Siècle dur où Dieu n'est plus maître,
Qu'as-tu fait de cet enfant-là ?

A UN POÈTE DE CE TEMPS

Enfant qu'on dit naïf et qui n'es que poète,
Fidèle à nos vieux vers cachés sous ton manteau,
Tu sais te retirer dans la chambre secrète
Pour composer les tiens en descendant d'auto.

Quand tu prends en tes mains le volant taciturne,
Prêt sans cesse au départ et sans cesse à l'adieu,
A travers les dangers de la route nocturne
Tu roules protégé par ton rempart de feu ;

Je sais pourtant quel songe abrite ta pensée
Sans troubler un instant tes yeux toujours ouverts,
Et quelle nostalgie ardente et caressée
Te fait vivre à la fois dans un double univers ;

Enivré longuement de course et de voyage,
Au monde intérieur tu n'es pas étranger
Et tu rêves parfois de rejoindre le sage
Qu'abrite sur les monts la maison du berger.

EN MARGE D'ARISTOPHANE

Tandis que je me promène
Parmi la sagesse humaine
Aux jardins d'Académos
Gronde autour du beau domaine
La foule affreuse que mène
La parole de Démos.

Arrachés à leur asile
Les poètes qu'on exile
Échangent un chant d'adieux,
Cependant que court la ville
La voix haineuse et servile
Qui voue au mépris les dieux.

Athènes qui les oublie,
Cœur ingrat, bouche salie,
Ne prononce plus leur nom,
Et l'Acropole avilie
Laisse des mains en folie
Démolir son Parthénon.

La torche infâme rougeoie
Et livrant à la plèbe en joie
Le bois sacré de Pallas,
Et le destin qui nous broie
Dévore, divine proie,
Toute la beauté d'Hellas.

ITALIE

Chaque fois qu'un souci vient blesser en chemin
Mon cœur de solitude et de mélancolie,
J'appelle un souvenir de ma chère Italie
Et l'ange voyageur vient me prendre la main.

La paix descend sur moi des cloches florentines,
Je respire en parfums les golfes de beauté
Et, rajeuni soudain par le rêve enchanté,
J'entends sonner mon pas sur les routes latines.

L'APPEL

Ne me poussez plus à vivre,
Mes amis, c'en est assez ;
Que j'achève encore un livre
Et je suis tout prêt à suivre
Le chemin des trépassés.

Je vois les miens sur la route
Qui me pressent du regard,
Et leur appel que j'écoute
Me reprocherait sans doute
De les rejoindre si tard.

— Si j'arrive, troupe chère,
Le dernier de la maison,
C'est que Dieu dans ma misère
Voulut m'accorder sur terre
Le temps de faire oraison.

PIERRE DE NOLHAC.

QUARANTE ANS DE CINÉMA

C'est le 28 décembre 1895, en une petite salle, « le Salon indien », située dans le sous-sol du Grand Café, qu'eut lieu la présentation du cinématographe au public parisien.

La façade de l'immeuble où se trouvait alors le Grand Café et qui fait le coin du boulevard des Capucines et de la rue Scribe, garde le souvenir de cet événement grâce à une plaque de marbre apposée sur la façade, le 19 mars 1926, par les soins de la Ville de Paris. Cette plaque de marbre porte l'inscription suivante : « Ici, le 28 décembre 1895, eurent lieu les premières projections publiques de photographie animée à l'aide du cinématographe, appareil inventé par les frères Lumière. »

Cette date du 28 décembre 1895, si elle marque indiscutablement la révélation du cinématographe au grand public parisien, n'est pourtant pas celle à laquelle des bandes cinématographiques furent pour la première fois projetées hors du laboratoire de leurs inventeurs, car au cours de l'année 1895, les frères Lumière avaient déjà présenté leur invention à un certain nombre de personnalités appartenant au monde des sciences et de l'industrie, notamment le 22 mars devant les membres de la Société d'encouragement à l'industrie nationale, 144 rue de Rennes à Paris ; les 1er et 2 juin à Lyon, devant les délégués au Congrès des sociétés photographiques de France ; le 11 juillet dans les salons de M. Louis Olivier, directeur de la *Revue générale des Sciences*, et le 16 novembre à la Sorbonne.

Le 6 novembre dernier, au cours de la cérémonie officielle qui eut lieu dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne pour célébrer le quarantième anniversaire du cinéma, M. Charles Delac, président de la Chambre syndicale française de la ciné-

matographie, apporta à ses auditeurs cette intéressante précision : « La recette totale de la première journée d'exploitation, — dans le sous-sol du Grand Café, — s'éleva à trente-cinq francs. Quarante ans plus tard, pour la seule journée du 6 novembre 1935, la recette des théâtres cinématographiques répandus dans le monde peut s'évaluer approximativement à cent vingt-cinq millions de francs. Trente-cinq francs le 28 décembre 1895... cent vingt-cinq millions le 6 novembre 1935, ces deux chiffres, à eux seuls, suffisent à indiquer le chemin parcouru en un laps de temps si réduit par l'admirable invention de notre maître vénéré, Louis Lumière. »

Ce chemin, essayons de le refaire en en marquant les étapes et, ici et là, de relever quelques-unes des raisons qui ont permis au cinématographe de s'imposer à l'attention de la foule universelle.

LA PÉRIODE DES DÉBUTS

Les trente-cinq spectateurs qui, le 28 décembre 1895, avaient apporté chacun une pièce d'un franc au guichet de la petite salle du Grand Café, étaient restés surpris, — après présentation de films d'une longueur de seize mètres tels que : *Sortie des usines Lumière à Lyon* ou *Arrivée d'un train*, — de ce qu'ils avaient vu, et les quelques journalistes qui s'étaient dérangés avaient éprouvé le même étonnement. De son côté, M. Clément Maurice, à qui MM. Louis et Auguste Lumière avaient confié l'organisation et la direction de leur spectacle, éprouva une surprise égale qu'il reconnut le jour où il écrivit : « Quand nous avons ouvert cette salle au Grand Café, nous étions bien loin de nous douter du succès qu'allaient avoir nos démonstrations. »

M. Louis Lumière lui-même me disait, il y a quelques jours, que jamais il n'aurait osé imaginer que le cinématographe pût se tailler dans le monde une place aussi large que celle qu'il y occupe aujourd'hui, l'appareil construit par lui et par son frère étant, dans leurs prévisions, destiné à être un précieux auxiliaire pour le savant et le chercheur à qui il permettrait d'enregistrer la réalité sous certains aspects inaccessibles jusqu'alors, mais non pas à divertir la foule en interprétant cette réalité pour des fins artistiques.

Pourtant, les frères Lumière ne furent pas longtemps avant de comprendre que le domaine, à l'intérieur duquel leur invention pouvait se mouvoir, dépassait les limites qu'ils lui avaient primitivement assignées et ils imaginèrent une petite scène à laquelle ils demandèrent à leur jardinier de collaborer. Cette scène très simple, mais qui dénote un effort d'imagination et un souci de composition, est la première manifestation que le cinématographe ait donnée de ses possibilités artistiques. Avec *l'Arroseur arrosé*, le cinéma-art était né et l'appareil construit par les frères Lumière, à peine âgé d'un an, se trouvait déjà à cheval sur les deux voies où il allait désormais progresser d'un pas plus ou moins vif, mais sans arrêt : celle de la documentation et de l'information, celle de la composition scénique.

Étant donné le genre des bandes qui avaient composé les premiers spectacles du Grand Café et le succès qu'elles y avaient remporté (1), le cinématographe vraisemblablement aurait tout d'abord orienté sa jeune activité vers la seule documentation si, parmi les tout premiers curieux attirés par l'écran du boulevard des Capucines, ne s'était trouvé le directeur du théâtre Robert Houdin, M. Georges Méliès.

Esprit imaginatif et ingénieux, M. Georges Méliès était sorti enthousiasmé du Grand Café. Ayant senti de combien de possibilités était riche la découverte des frères Lumière, il avait immédiatement demandé à ceux-ci de lui vendre un appareil. Mais fidèles à l'idée que le vrai domaine du cinématographe était le laboratoire et non la salle de spectacle, MM. Louis et Auguste Lumière refusèrent de céder à M. Georges Méliès l'appareil que celui-ci voulait leur acheter. Le directeur du théâtre Robert Houdin ne se découragea pas; il fit construire un appareil de prise de vues et de projection sur des données un peu différentes de celles que les frères

(1) « Trois semaines après la première représentation, note M. G.-M. Coissac, dans sa très intéressante *Histoire du Cinématographe*, les entrées se chiffraient quotidiennement par 2 000 à 2 500, sans aucune réclame dans les journaux. La foule faisait queue, — souvent jusqu'à la rue Caumartin, précise M. G. Maurice, — et se bousculait à tel point qu'il fallut établir un service d'ordre, car la salle ne pouvait contenir que 120 personnes au maximum ». Le succès s'était immédiatement étendu à la province et même à l'étranger. Une salle de projections cinématographiques fut ouverte à Lyon le 25 janvier 1896, une à Londres le 17 février et une le 18 à Bordeaux. Puis ce fut le tour de Bruxelles le 29 février, de Berlin le 30 avril et de New-York quelques semaines plus tard.

Lumière avaient fait breveter et se mit au travail avec tant d'ardeur que, dès la fin d'avril 1896, il put présenter sur l'écran qu'il avait installé dans la salle du théâtre Robert Houdin, 8, boulevard des Italiens, quelques-uns des films qu'il avait imaginés, réalisés et interprétés lui-même : *le Voyage dans la Lune, le Manoir du diable, la Défense de Bazeilles*. Avec ces films, pour la réalisation desquels son esprit inventif avait combiné et utilisé la plupart des procédés techniques qui allaient donner à l'appareil de prise de vues la souplesse dont il avait besoin, M. Georges Méliès entrainait le cinématographe dans deux domaines entièrement nouveaux : celui de la fantaisie, de la fantasmagorie, et celui de la reconstitution historique.

Que M. Georges Méliès soit le père du spectacle cinématographique, c'est là une vérité qui est apparue indiscutable en 1929 lorsqu'un journaliste découvrit qu'il tenait une boutique de jouets dans le hall de la gare Montparnasse, mais que nul, parmi ceux qui auraient pu utiliser son talent, ne soupçonna pendant plus de trente ans.

Bientôt deux hommes très différents l'un de l'autre, mais qui, avec la même netteté, avaient deviné l'avenir promis à l'invention des frères Lumière : MM. Charles Pathé et Léon Gaumont, allaient faire entrer le cinéma dans le domaine de l'industrie et du commerce.

M. Charles Pathé fut le premier à se lancer dans la production des films que, de tous côtés, la foule réclamait. Il fut aussi le premier à porter de 16 à 150, 200 et même à 250 mètres la longueur de ses bandes. *L'Histoire d'un crime* que lui avait inspirée une visite au Musée Grévin, — et dont il confia la réalisation à M. Zecca, — connut un succès tel qu'en quelques semaines il s'en vendit plus de deux cents copies à raison de 200 francs l'une, ce qui représentait un gentil bénéfice, le film n'ayant coûté que 3000 francs.

De son côté, M. Léon Gaumont, tout en fabriquant comme M. Pathé des appareils de prise de vues et de projection, se lançait lui aussi dans la production, une production qui, comme toutes celles de l'époque, reste discrètement anonyme aussi bien en ce qui concerne les auteurs que les interprètes.

Ainsi la naissance du commerce et de l'industrie du cinéma est entièrement due à des Français.

Si nul, — exception faite de M. Méliès, — n'avait encore imaginé que le cinéma pût être vraiment mis au service de l'art, M. Charles Pathé, rejoignant les inventeurs, avait compris que la science pouvait avoir en lui un utile collaborateur et, dès 1898, dans les studios qu'il venait de faire construire à Vincennes, il installa un petit laboratoire dans lequel fut utilisé pour la première fois le procédé dit du « ralenti » qui permit de mettre au point des films de quelques mètres montrant toutes les phases de la germination d'une noix et de l'épanouissement d'une fleur de géranium.

LES PREMIERS GRANDS FILMS

Telle était la situation à la veille de l'Exposition universelle de 1900, dont les innombrables écrans révélèrent l'existence du cinéma à des centaines de milliers de visiteurs.

Ces nouveaux adeptes, une fois revenus chez eux, provoquèrent l'ouverture de nouvelles salles de projection, accrurent les recettes des films existants, multiplièrent les débouchés offerts à l'activité des producteurs, mais arrivant devant les écrans avec des exigences nouvelles, ils élevèrent sensiblement le niveau intellectuel du public, et obligèrent les industriels et commerçants du cinéma à entourer de plus de soin leur travail.

C'est alors que M. Charles Pathé lança cette affirmation dont beaucoup sourirent : « Le cinéma sera le théâtre, le journal et l'école de demain » (1901), et que, s'étant attaché deux scénaristes qu'il avait l'intention de faire travailler sans répit, MM. Daniel Riche et Camille de Morlhon, il développa considérablement sa production.

C'est alors que naquirent de nouvelles maisons : Debrie, Continsouza pour la fabrication du matériel ; Éclair, Éclipse, Lux, Bonne Presse, etc., pour la production des films.

C'est alors surtout que les frères Lafitte, MM. Le Bargy et André Calmettes fondèrent une nouvelle société, qu'ils intitulèrent hardiment « le Film d'art ». Ayant constaté la médiocrité intellectuelle de la plupart des films improvisés jusqu'alors et ayant remarqué que ces films ne s'apparentaient guère qu'à certaines pantomimes jouées par des troupes d'acrobates sur les scènes de music-halls, MM. Le Bargy et Calmettes,

en excellents hommes de théâtre qu'ils étaient, pensèrent tout naturellement que, pour hausser le niveau de la production cinématographique, ils ne pouvaient rien faire de mieux que de la modeler à l'exemple du théâtre.

Ayant besoin de scénaristes intelligents, ce fut donc à des hommes de théâtre qu'ils les demandèrent; ayant besoin d'acteurs qui fussent capables d'autre chose que de recevoir des gifles, de dégringoler un escalier sur le dos ou de choir dans un baquet, ce fut non plus parmi les figurants des théâtres populaires mais, au contraire, parmi les sociétaires de la Comédie-Française qu'ils allèrent les recruter.

Ainsi naquit, en 1903, *l'Assassinat du duc de Guise*, dont le scénario était dû à M. Henri Lavedan et dont les principaux rôles étaient tenus par MM. Le Bargy et Albert Lambert et par Mme Gabrielle Robinne. Camille Saint-Saëns en avait écrit la partition d'accompagnement.

Vinrent ensuite *le Retour d'Ulysse* dont le scénariste était Jules Lemaitre et les principaux interprètes Mme Bartet et Paul Mounet, et *le Baiser de Judas* dont le principal rôle était tenu par Mounet-Sully.

Les sociétaires de la Comédie-Française auraient rendu un service appréciable au cinéma, s'ils ne l'avaient malheureusement jeté dans les bras du théâtre, l'éloignant de la vérité qui devait être la sienne et que l'on ne découvrira que quelques années plus tard. Cette soumission du cinéma au théâtre se trouva encore aggravée lorsque les dirigeants du « Film d'art » renoncèrent à demander des scénarios inédits à des écrivains capables de se piquer au jeu, mais, trouvant beaucoup plus simple de se servir de ce qui existait déjà, vinrent chercher leur inspiration dans le répertoire théâtral : *Theodora*, *Madame Sans-Gêne*, *Pour la couronne*, *Louis XI*, titres prestigieux; Victorien Sardou, François Coppée, Casimir Delavigne, noms célèbres, capables d'amener devant les écrans de nouveaux spectateurs. Le succès fut naturellement considérable, mais de ce succès le cinéma naissant allait porter le poids pendant des années.

L'exemple donné par « le Film d'art » trouva des imitateurs et toutes les maisons de production se mirent à tirer des films de toutes les comédies, de tous les drames et bientôt de tous les romans. Une nouvelle Société se constitua même pour

exploiter le répertoire de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques et celui de la Société des gens de lettres dont elle obtint le monopole : « la Société cinématographique des auteurs et gens de lettres ».

Citer les noms de tous les metteurs en scène et de tous les acteurs qui participèrent à l'activité qui se manifesta alors serait fastidieux, mais il en est quatre qui méritent d'être tirés de cet anonymat collectif, car ils ont compris que le cinéma était capable d'avoir son originalité : Max Linder, Léonce Perret, Suzanne Grandais et Louis Feuillade.

LE ROLE DE L'INVENTION FRANÇAISE

Dans le même temps, le cinéma découvrait deux voies nouvelles qui allaient lui permettre d'utiliser quelques-unes de ses possibilités : le journal filmé et le dessin animé.

Le reportage filmé est né avec le cinéma : les premières bandes enregistrées par les frères Lumière ne sont que de petits reportages et c'est uniquement de l'enregistrement de scènes de la vie quotidienne que le cinéma vécut tout d'abord. MM. Clément Maurice et Mesguich furent les premiers reporters cinématographiques. Mais c'est seulement en 1907 que Georges Dureau créa le premier journal d'actualités filmées selon la formule encore en vigueur actuellement. La même année naquit le « Pathé-Journal », que suivirent rapidement les « Actualités Gaumont », et « l'Éclair-Journal ».

C'est aussi en 1907 que furent réalisés, par M. Émile Cohl, les premiers dessins animés, qui furent projetés sur l'écran des Folies-Bergère. Après avoir travaillé pour la maison Gaumont, puis pour la maison Pathé, M. Cohl fut envoyé à New-York, afin de collaborer à « l'Éclair-Journal » d'Amérique. Les Américains s'emparèrent de son idée, industrialisèrent ses procédés, et c'est seulement quand ils revinrent d'outre-Atlantique sous une firme américaine, que les industriels et commerçants du cinéma français consentirent à s'apercevoir que les dessins animés constituaient un spectacle plein d'agrément.

A la même époque, M. Léon Gaumont prenait les premiers brevets ayant trait à un procédé de cinéma parlant (1901), présentait au public un premier portrait animé parlant grâce à une étroite collaboration entre le cinéma et le phonographe

(1902), perfectionnait ce procédé par l'emploi du microphone, permettant l'impression du disque à distance (1910), et amplifiait la puissance de la voix enregistrée sur le disque par l'emploi du cyclophone à air comprimé.

Le 27 décembre 1910, par l'intermédiaire de M. J. Carpentier, M. Léon Gaumont présentait à l'Académie des sciences son invention, « le Chronophone », constitué par la réunion d'un cinématographe et d'un phonographe parfaitement synchronisés.

« Un écran de projection, lit-on dans le Bulletin officiel de l'Académie, a été disposé au fond de la salle devant la porte de la pièce où se tiennent les séances ordinaires de l'Académie française. A un signal donné, les appareils dissimulés dans la pièce entrent en fonction, et l'on voit apparaître sur l'écran l'image du docteur d'Arsonval donnant lecture de la note où sont résumées les explications de M. Carpentier.

« L'Académie constate que, si la reproduction de la voix laisse encore un peu à désirer, le synchronisme du mouvement et des sons est parfaitement réalisé. »

La même année 1910 voyait M. Léon Gaumont présenter pour la première fois un film en couleurs naturelles, par la projection simultanée de trois images d'un même objet enregistrées, à travers trois écrans diversement colorés, par trois objectifs superposés.

Ainsi, tous les problèmes qui pouvaient se poser dans le domaine cinématographique avaient été abordés, et à l'exception de celui du relief, avaient trouvé une solution au moins approximative; toutes les voies dans lesquelles le cinéma pouvait s'engager pour atteindre un plus vaste public et rendre de plus nombreux services avaient été ouvertes, grâce à un certain nombre d'hommes ingénieux, hardis, et qui avaient fait confiance à l'appareil construit par les frères Lumière.

Malheureusement, ces inventeurs géniaux ou simplement ingénieux, ces vulgarisateurs attentifs et les artistes en tous genres qui les entouraient n'avaient pas trouvé les financiers, les industriels, les commerçants qu'ils méritaient. Ceux qui s'étaient intéressés au cinéma ne pensaient qu'aux profits qu'ils pouvaient retirer de son exploitation intensive, aucun ne s'apercevait qu'il avait tort de ne pas prévoir et de vivre au jour le jour, de faire aujourd'hui ce qui lui avait réussi hier

et de ne pas se pencher sur l'instrument de sa réussite pour essayer de connaître ses possibilités et ses besoins; aucun ne sut s'attacher vraiment les collaborateurs qui lui auraient été les plus précieux : auteurs, metteurs en scène, acteurs. Max Linder se fit seul et quand il fut connu, en 1912, l'Amérique nous l'enleva.

Malgré cette absence à peu près absolue de méthode, le film français, jusqu'en 1912, régna sans rival sur tous les écrans du monde (1).

Mais les chefs d'entreprises cinématographiques n'allaient pas tarder à regretter la facilité avec laquelle ils s'étaient pendant longtemps satisfaits : le cinématographe commençait à ne plus être une industrie exclusivement française, et des maisons de production de films naissaient un peu partout.

LA PRODUCTION ÉTRANGÈRE. — L'INVASION AMÉRICAINE

Il faudrait un volume pour donner une simple esquisse de ce qu'a été l'évolution de l'industrie, du commerce et de l'art cinématographiques dans chacun des pays qui ont aujourd'hui leur production nationale, et même si l'on se limite à rechercher l'influence que chacun de ces pays eut sur la vie cinématographique française, on est bien embarrassé de le faire en quelques lignes.

Jusqu'à la guerre, on peut encore s'en tirer en notant que, presque seuls, les films italiens franchirent nos frontières et que ces films donnèrent au public français le goût des larges mouvements de foules dans d'immenses décors et de grandioses paysages, car l'Allemagne, le Danemark, la Suède, qui peu à peu avaient commencé à s'intéresser au cinéma, ne pensèrent pas à faire concurrence aux producteurs français sur leur propre domaine, non plus que les États-Unis. Ici, au contraire, parmi une production déjà abondante, où l'on peut relever en 1913 le premier film de caractère national : *la Naissance d'une nation* de D. W. Griffith, et le premier film de Charlie Chaplin, ce sont des films européens, tels que

(1) En 1914, 90 pour 100 des films projetés dans le monde étaient encore français, mais en 1928, à la veille de la naissance du film parlant, cette proportion était renversée au bénéfice de l'Amérique qui fabriquait 85 pour 100 des films auxquels les écrans du monde entier donnaient l'hospitalité.

la Reine Élisabeth, d'Henri Desfontaines, avec Sarah Bernhardt comme vedette, qui provoquent la plus forte sensation.

Mais, à partir de la guerre qui désorganise la vie cinématographique française, les écrans français sont envahis par les films étrangers. Les uns viennent d'Italie, les autres de Suède où une école se constitue qui atteindra son expression la plus complète en 1920-1922, pour décroître très rapidement et exercera une grande influence sur les goûts du public et l'esprit de certains metteurs en scène. Les plus nombreux viennent d'Amérique où les industriels se sont organisés, ont accepté une discipline et ont entrepris la conquête des écrans du monde entier. Servi par des hommes comme Mack Sennet qui découvre un comique nouveau vraiment cinématographique, comme Cecil B. de Mille, dont le film *Forfaiture* marque une date importante dans l'histoire du cinéma, comme D. W. Griffith et surtout comme Charlie Chaplin qui a créé un personnage d'une originalité certaine, le cinéma américain s'installe en maître chaque jour plus puissant dans les salles de cinéma françaises (1).

La guerre finie, les industriels du cinéma français ont très vite à subir un nouveau concurrent : le cinéma allemand qui, de 1914 à 1918, a compris l'importance du rôle qu'il pouvait jouer et qui, intelligemment soutenu par son gouvernement, s'est lancé dans une production dont le caractère de propagande ne se dissimule pas toujours. Comme en Suède, une véritable école nationale prend naissance, dont le caractère romantique, — souvent poussé jusqu'au macabre et au morbide, — surprend et fréquemment s'impose en s'appuyant sur des réalisateurs de talent, comme Fritz Lang, Murnau, Lupu, Pick, Dupont, dont les audaces sont favorablement accueillies par leurs dirigeants, et sur des acteurs, comme E. Jannings, C. Veidt, Lya de Putti, Pola Negri.

Désorganisé par la guerre, riche en artistes de talent, mais manquant des financiers et des hommes d'affaires indispensables, — MM. Pathé et Gaumont se retirèrent assez rapidement des affaires, — le cinéma français sut d'autant moins se défendre contre les assauts étrangers qu'il ne réussit jamais à intéresser à son sort les pouvoirs publics (2).

(1) Voir *l'Invasion cinématographique américaine* (*Revue* du 15 février 1930).
(2) Voir *l'État et le cinéma* (*Revue* du 1er septembre 1932).

Ce n'étaient pourtant pas les talents qui lui manquaient. Faut-il citer les noms de Louis Delluc, Abel Gance qui, à plusieurs reprises, — *J'accuse*, *la Roue*, *Napoléon*, — s'égala aux meilleurs de ses rivaux étrangers si même il ne les dépassa pas sur certains points, de Marcel L'Herbier, Jean Epstein, H. Fescourt, R. Bernard, J. Feyder, René Clair ?

LE FILM PARLANT

L'irruption du film parlant dans la vie cinématographique, qui aurait dû favoriser le développement des cinémas nationaux, loin de fournir aux dirigeants de l'industrie cinématographique française une occasion de se ressaisir, ne contribua finalement qu'à renforcer la position du cinéma américain sur le marché universel.

Plusieurs grandes maisons américaines avaient, depuis 1910, poursuivi avec persévérance la solution du problème de la parole, sentant bien que le marché cinématographique serait bouleversé au bénéfice de celui qui, le premier, rendrait cette solution pratique.

Ces efforts aboutirent et, au cours de la saison 1928-1929, les premiers films parlants firent leur apparition en Amérique. Mais M. Léon Gaumont n'avait pas renoncé à la lutte, et tandis qu'on projetait à Paris *le Chanteur de Jazz*, lancé par une firme américaine qu'il sauvait de la faillite, un établissement voisin présentait deux petites bandes auxquelles M. Léon Gaumont avait apporté tous ses soins, et il suffisait d'assister à ces deux spectacles pour constater quelle avance les ingénieurs et constructeurs américains avaient prise sur l'inventeur français.

Ce fut une révolution : de tous côtés on se mit à fabriquer des films parlants, mais comme les différents procédés à l'étude n'étaient pas encore au point ou se révélaient inférieurs à ceux dont deux sociétés américaines, — la *Western Electric* et le *R. C. A. Photophone*, — s'étaient assuré les brevets, ce fut à ces deux Sociétés que les producteurs eurent recours, si bien que de cette révolution, qu'elle avait soigneusement préparée, l'industrie américaine retira un bénéfice considérable.

Dès la première année d'exploitation du film parlant, les

recettes augmentèrent dans des proportions qui dépassèrent, en certains endroits, 40 pour 100.

Le cinéma américain avait donc consolidé, renforcé la supériorité qu'il possédait sur ses rivaux. Ses dirigeants n'allaient d'ailleurs pas tarder à s'apercevoir que leur victoire était encore plus complète qu'ils ne le croyaient. Redoutant, en effet, que l'usage de la parole ne vînt leur fermer les portes des marchés étrangers sur lesquels ils régnaient, ils avaient commencé par réaliser prudemment un certain nombre de films en plusieurs versions, dont chacune, usant d'une langue différente, leur assurait des débouchés différents ; mais ils s'aperçurent bien vite qu'ils n'avaient même pas besoin de recourir à cette méthode coûteuse et qu'ils étaient assez solidement établis dans la plupart des pays constituant leur clientèle pour imposer à ceux-ci leurs films tels qu'ils étaient « tournés » à Hollywood, à condition d'avoir recours au « doublage » ou, plus simplement encore, à la reproduction en surimpression sur l'image de l'essentiel du dialogue traduit dans la langue des spectateurs auxquels le film était destiné.

Après, comme avant « le parlant », Hollywood reste la terre d'élection du cinéma, et assure le ravitaillement des deux tiers, sinon des trois quarts des écrans (1).

Maintenant qu'ils ont laissé le public français s'habituer à voir projeter sur les écrans des films, dont les personnages parlent une langue étrangère, ou ne parlent français que par un subterfuge mécanique dont on peut admirer l'ingéniosité et la virtuosité, mais dont on ne peut faire autrement que de constater l'insincérité, les industriels et commerçants français auront bien du mal à remonter la pente au bas de laquelle ils se sont laissés glisser. Leur responsabilité est grande pour n'avoir pas su s'unir de manière à donner l'impression de leur force à ceux qui pouvaient les défendre contre leurs concurrents, et pour avoir laissé tomber l'industrie du cinéma dans le pays même qui lui avait donné naissance, et l'avait doté de tous ses perfectionnements.

(1) Voir *la France et le film parlant* (*Revue* du 1er juin 1931) et *la Crise cinématographique* (*Revue* du 1er septembre 1932).

LE CINÉMA ET LA BIOLOGIE

Notons cependant que, dans quelques-uns des domaines qui échappent à l'action de ses dirigeants habituels, le cinéma français a continué d'évoluer heureusement.

C'est ainsi que, dans le laboratoire créé à Vincennes, en 1898, par M. Charles Pathé, M. le docteur Comandon, — qui quelques années plus tard se transporta à Boulogne, où M. Albert Kahn mit à sa disposition des locaux plus importants, — eut l'idée de faire collaborer le cinéma et le microscope, créant ainsi la microcinématographie. Les premiers travaux du docteur Comandon dans cette voie datent de 1908.

Immédiatement ils s'affirmèrent d'un très vif intérêt, particulièrement en ce qui concerne l'étude de la cellule. Lorsqu'il eut à sa disposition un nouvel appareil que construisit spécialement pour lui M. André Debrie et qui permettait, pour la première fois, des enregistrements à des cadences diverses, allant d'une image toutes les cinq minutes à 250 images par seconde, le docteur Comandon, seul ou avec l'assistance de M. de Fonbrune, parvint très rapidement à réaliser des documents d'une importance capitale dont certains révélèrent des faits biologiques totalement insoupçonnés (1).

Grâce à ce procédé, les phénomènes que, pendant trois siècles, pouvait seul percevoir l'œil du savant collé au microscope, sont devenus perceptibles pour les douzaines ou les centaines de personnes assises devant un écran.

Au Congrès international de Cinématographie scientifique qui s'est tenu à Paris, au Musée pédagogique, du 4 au 11 octobre dernier, le docteur Comandon a présenté plusieurs films qui ont fait sensation. Notamment celui qui montre le système alimentaire d'une amibe qui se nourrit uniquement de microbes. A ce même Congrès, le docteur Roosen a présenté des films obtenus par le même procédé, montrant le développement de l'embryon.

Mais ce n'est pas seulement lorsqu'il collabore avec le microscope que le cinéma peut rendre d'éminents services

(1) Le premier film de microcinématographie montrait la circulation du sang dans les veines de la queue d'un têtard.

dans le domaine des sciences naturelles : sans être obligé d'avoir recours à d'autres moyens que ceux qui lui sont propres, l'appareil de prise de vues cinématographiques, grâce à l'accéléré et au ralenti, permet d'observer des phénomènes que l'œil seul ne peut percevoir.

C'est à Marey, inventeur de la chronophotographie, que le cinéma doit le procédé du ralenti. Dans un article qu'il donna à la *Revue scientifique* (10 janvier 1903), Marey explique ce que furent, dès 1891, ses expériences de chronophotographie au service de la science : « La photographie a donné aux physiologistes le moyen de fixer en une série d'images instantanées toutes les attitudes d'un animal en mouvement, considéré à des intervalles de temps égaux et connus. J'ai imaginé pour les besoins de la physiologie une méthode, la chronophotographie, qui, prenant différentes formes suivant le but à atteindre, s'est assouplie à représenter de maintes façons les phases d'un mouvement, tantôt en juxtaposant sur une même plaque sensible des images faciles à comparer entre elles, tantôt en réduisant ces images à l'épure géométrique du mouvement ou à la trajectoire d'un seul point du corps qui se déplace. »

Avec le cinéma, ce genre d'observations devint extrêmement simple, surtout lorsque M. Debrie, utilisant les brevets de M. Labrely, eut construit un appareil capable de décomposer tous les mouvements et de les recomposer sur l'écran. S'agit-il, par exemple, d'enregistrer l'éclosion d'une fleur, phénomène dont la durée est d'environ trois jours, si l'on se servait d'un appareil ordinaire il faudrait environ 72000 mètres de pellicules. Avec l'appareil Debrie, capable d'enregistrer automatiquement une image de la fleur toutes les quatre minutes et demie, il faudra 18 mètres de pellicules, — ce qui représente 960 images et une durée de projection d'une minute. Le mouvement sera donc projeté à une vitesse 4320 fois plus grande que dans la réalité. S'agit-il de mouvements rapides que l'on veut décomposer (cheval au galop), c'est le nombre des images enregistrées à la minute qui augmente, alors que la projection a lieu à la vitesse normale, ce qui équivaut au ralentissement du mouvement enregistré.

C'est un savant de l'institut Marey, M. Lucien Bull, qui dans ce domaine a obtenu les résultats les plus intéressants.

Un premier appareil imaginé par lui lui permit d'enregistrer 2 000 images à la seconde. Avec cet appareil, M. Lucien Bull cinématographia le vol d'une libellule et l'éclatement d'une bulle de savon. Grâce à un second appareil permettant l'enregistrement non plus de 2 000, mais de 20 000 images à la seconde, M. Lucien Bull est parvenu à suivre une balle de browning depuis le moment où elle sort du canon de l'arme jusqu'au moment où, après avoir traversé une planche, elle poursuit sa course. C'est à l'heure actuelle la limite, — qu'il semble difficile de dépasser, — atteinte par les savants et les chercheurs qui se sont consacrés à l'étude des mouvements par le cinéma.

LE CINÉMA ET LA CHIRURGIE

Mais ce n'est pas seulement pour les sciences physiques et naturelles que le cinéma est un précieux collaborateur ; la médecine et la chirurgie lui doivent, elles aussi, beaucoup. C'est le docteur Doyen qui, bien avant la guerre, eut le premier l'idée d'utiliser le cinéma à des fins médicales et chirurgicales. La guerre ne fit qu'élargir ce nouveau champ ouvert à l'appareil de prise de vues cinématographique et les opérateurs de la Section photographique et cinématographique de l'armée campèrent leurs appareils dans les salles d'opérations et filmèrent les opérations les plus délicates. Aujourd'hui, M. Jean Benoit-Lévy s'est fait une réputation bien méritée en réalisant toute une série de films sur les opérations les plus délicates pratiquées par les plus célèbres chirurgiens. Ces films projetés devant les étudiants sont des démonstrations, beaucoup plus précises, beaucoup plus probantes que les opérations elles-mêmes, et il n'est pas rare de voir un chirurgien améliorer sa technique après avoir assisté à la projection, — répétée autant de fois qu'il est nécessaire, — d'un film reproduisant une de ses interventions.

Enfin, il convient de citer ici M. Jean Painlevé qui a réalisé des films microcinématographiques des plus intéressants et qui a réussi à donner à ces films un attrait spectaculaire assez vif pour qu'ils puissent prendre place dans les programmes des établissements publics de projection cinématographique. Son film sur les hippocampes est, à cet égard,

une sorte de petit chef-d'œuvre. Grâce à un appareil qu'il a inventé, M. Jean Painlevé peut se promener au fond de l'eau et y « tourner » des films à peu près aussi facilement que sur la terre ferme.

LE RELIEF AU CINÉMA

Le cinéma n'offrait plus, il y a quelques semaines, qu'un problème à résoudre, celui du relief, car le problème de la télévision cinématographique appartient plus au domaine de la radio qu'au domaine du cinéma, et voilà que ce problème est résolu depuis quelques semaines par M. Louis Lumière lui-même.

Le procédé auquel M. Louis Lumière a eu recours pour donner aux images animées le relief qui leur manquait encore n'est pas nouveau. C'est celui des « anaglyphes » auquel Rolman, en 1853, et d'Almeida, en 1858, attachèrent leurs noms. M. Louis Lumière a remédié à quelques-uns des inconvénients que présentait ce procédé, à l'aide d'objectifs et de prismes, mais il n'a pas encore réussi à supprimer les lunettes dont les spectateurs doivent indispensablement être munis pour que les films projetés devant eux possèdent le relief voulu. Déjà plusieurs films ont été réalisés grâce au procédé Lumière. Leur projection qui va avoir lieu d'ici peu nous permettra de juger si le problème du relief, le moins facile à résoudre de tous ceux qu'a fait naître l'invention du cinéma, a trouvé sa solution pratique.

Si cela est, peut-être le cinéma français s'assurera-t-il, — pour un temps du moins, — quelque supériorité sur ses concurrents. Espérons qu'il trouvera au moment voulu les financiers, les administrateurs indispensables, et qu'il échappera à son destin, qui semble bien être de ne jamais manquer d'inventeurs, d'artistes, de vulgarisateurs, mais seulement d'hommes d'affaires.

RENÉ JEANNE.

NOËL BOUDDHIQUE

(23 mai-24 décembre)

« Il est des lieux où souffle l'esprit, des lieux baignés de mystère, élus de toute éternité pour être le siège de manifestations divines. » Ces mots de Barrès peuvent s'appliquer, aussi bien qu'à Sion-Vaudémont, à Lourdes ou tout autre saint lieu français, à certains monastères bouddhistes chinois qui incitent naturellement à la méditation, sinon à la prière. Perdus au fond de mornes solitudes, ou juchés au sommet de hautes montagnes d'où ils dominent les plaines où fourmille le commun des coolies, rien ne révèle leur présence, si ce n'est le son, répété de minute en minute, de leur pesante cloche de bronze qui bourdonne plutôt qu'elle ne sonne et qui, par ses ondes indéfiniment propagées jusqu'aux extrêmes limites de l'horizon, entoure le monastère d'un réseau de musique sacrée. Les prières s'élèvent d'elles-mêmes de ces lieux d'élection sauvages et prédestinés ; il y règne une harmonie préétablie entre nos âmes et l'esprit des êtres supérieurs.

Tel est le monastère bouddhiste perché sur la montagne de Kou-chan (en chinois : montagne du tambour), près de la ville de Foutcheou, à 50 kilomètres environ de la côte éternellement infestée par les pirates, et à plus d'un millier de kilomètres à vol d'oiseau de Changhaï. Pour accéder à ce monastère, bâti à 1 200 mètres d'altitude, il n'existe, tout le long du parcours, que des escaliers presque aussi monumentaux que les « cent marches » de Versailles. Mais avant d'en commencer l'escalade, il faut, en quittant Foutcheou, la ville « nécropole »

où les maisons sont entourées de tombes, descendre en jonque durant quelques heures le Min-kiang au violent courant, puis traverser de nombreux villages aux chemins encombrés d'ordures comme tous les villages chinois.

Nous passons au pas saccadé de nos porteurs de « chaises », seul moyen de transport dans ces régions accidentées ; deux à l'avant, deux à l'arrière, ils vous portent sans pour cela perdre leur belle humeur, et de temps en temps ils se lancent des quolibets, des moqueries, car nul n'aime plus la plaisanterie et ne la manie plus habilement que le coolie chinois. Nous franchissons un portique au linteau allongé et relevé en pointe ; des caractères gravés dans sa pierre interdisent aux parents d'abandonner leurs enfants dans les champs ; c'est un édit impérial qui date de cent ans à peine, et qui n'a pas été très efficace, car si les familles aiment leurs enfants, ils sont souvent trop nombreux pour qu'il soit possible de les nourrir et ils meurent de faim.

Voici des chevaux de pierre, puis des dragons, des éléphants qui bordent le chemin et dont la présence annonce la tombe d'un homme riche : elle se dresse au milieu des rizières qui sont l'une des plus importantes ressources du pays. Celles que nous traversons sont bien vertes et s'étendent comme une immense prairie de Normandie, mais une odeur fétide s'en dégage ; on ne connaît là-bas que l'engrais humain. Cependant des femmes courbées tout le jour sur cette fange travaillent à repiquer les brins de riz ; les jambes pataugent dans cette boue vaseuse qui petit à petit ronge les tissus de leur peau.

La fantastique escalade

Voici l'escalier monumental qui se dresse à présent devant nous ; il tourne en spirale dans la montagne ; on en aperçoit des échappées au sommet, tels les flots brisés d'un torrent descendant en cascade. De place en place on trouve de larges abris aux toits relevés ; ce sont des relais, des paliers successifs, où l'on peut faire halte et boire une tasse de thé.

Aujourd'hui, 23 mai, veille de la Noël bouddhique, les pèlerins gravissent à pied ces marches innombrables ; quelques-uns même, des bracelets sacrés au poignet, en montent une grande partie à genoux, par humilité, comme aux pèlerinages

de notre Rocamadour; ces fanatiques se trouvent surtout parmi les gens riches qui désirent paraître pauvres et s'humilier plus que les gens de peu. En Chine, il est dangereux de paraître riche crûment : la raison en est que l'argent ne sait pas se défendre ; il faut payer en quelque sorte la rançon de ses richesses, s'imposer des « liturgies » comme dans l'ancienne Grèce. Ainsi s'explique pourquoi tant de riches Chinois subventionnent des partis politiques.

L'escalier fantastique change de nom presque à chaque tournant et devient successivement le chemin de la Vertu, du Cœur, de l'Amour filial, du Respect... Ces noms sont gravés en énormes caractères rouges, accompagnés de sentences des « Quatre livres » de Confucius, ou de passages des livres saints bouddhiques, sur les rochers qui se dressent çà et là. La montagne est aujourd'hui couverte de nuages qui se confondent avec la longue coulée métallique grise et blanchâtre formée par les marches sur lesquelles se presse la foule des fidèles qui se suivent en un défilé continu. Un vent chaud souffle légèrement; il est trois heures de l'après-midi et le temps est orageux; nos porteurs font sans cesse sauter d'une épaule à l'autre les bambous qui supportent les chaises et poussent leurs habituelles onomatopées anh... anh... anh... anh... qui les aident mutuellement dans leurs efforts; ils se répondent d'une chaise à l'autre, élevant ou baissant parfois le ton pour en rompre la monotonie. Des lépreux mendient et récitent, d'une voix entrecoupée de hoquets, des prières bouddhiques entremêlées de tragiques lamentations. Les marchands de canne à sucre et de thé ont établi leur commerce volant à chaque palier ; ils entrechoquent leurs petits disques de bois, pareils à des castagnettes, pour attirer les clients.

Au-dessous de nous s'étend la plaine de Foutcheou toute bleue de brume légère, malgré le vert de ses rizières ; le vent s'élève et se disperse en sifflant dans les hauts sapins qui grimpent à l'assaut de la montagne ; il fait descendre sur nous les nuages qui voilaient la cime de Kou-chan et nous voici dans une mer de brouillard. Des courants de vent nous permettent d'apercevoir de temps à autre les gorges et les ravins que nous côtoyons. Nous traversons un petit temple où trônent des saints bouddhiques au visage terrible et violemment colorié; puis petit à petit nous dépassons tous les pèle-

rins et ne voyons plus rien : seulement, par des trouées qui s'élargissent dans la brume, nous distinguons les pins de plus en plus rabougris à mesure que l'altitude augmente et tous courbés dans la même direction par le vent qui souffle sans arrêt du Pacifique; ils sèment de taches vert sombre le sol de sable grossier, défoncé par d'innombrables roches noires. Foutcheou et la vallée du Min ne se voient plus; au-dessous de nous, c'est une mer de nuages; au-dessus, voici la cime de la montagne; nous sommes perdus dans la brume ; nous sommes arrivés.

Le monastère

Le monastère bouddhiste de Kou-chan, entièrement caché dans ce haut col de montagne, est composé d'une dizaine de temples et bâtiments divers qui s'étagent les uns au-dessus des autres et entourent un lac sacré où évoluent des poissons et des tortues plus que centenaires. Un pic dénudé et perpétuellement voilé de nuages le domine; vers lui se relèvent les extrémités des toits rouges, gris et or.

Des escaliers partent du lac pour aboutir à une longue terrasse et au temple principal où prient les quatre cents moines du monastère. L'intérieur en est fort sombre; à terre on aperçoit des bancs très bas sur lesquels s'alignent des paillassons où les bonzes s'agenouillent; ils ne doivent pas s'asseoir; de même les fidèles.

A droite et à gauche, le long des murs, les dix-huit Lao-han ou gardiens du Bouddha, visages grimaçants et terribles, aux couleurs heurtées, sont armés pour monter la garde contre les mauvais esprits. Dans l'allée centrale, étincelle un vaste bassin de cuivre à l'intérieur duquel on met les longues baguettes d'encens qui sont les cierges bouddhiques. Derrière, on aperçoit un petit autel où, au milieu de vieux et précieux vases de jade onctueux et de coupes de porcelaine, s'aperçoit le Bouddha enfant : Çakya-Mouni, à sa naissance. On n'expose que ce jour-là cette statue vénérée, tout comme dans la religion catholique l'enfant Jésus dans sa crèche le soir du 24 décembre. Tout à côté, repose une bille de bois rouge et or taillée en tête de pieuvre; c'est le tambour sacré qui sert à accompagner et à rythmer les prières et auquel les coups de

maillet incessants ont donné une merveilleuse patine couleur de pourpre.

En continuant d'avancer vers le fond du sanctuaire, on rencontre un autre autel un peu plus large que le précédent, sur lequel est allongée une grande Kouanin, en même temps déesse de la fécondité et de la miséricorde; elle est en jade vert foncé, de valeur inestimable. Enfin, à l'extrémité du temple, dans la pénombre, trois énormes statues, en bois laqué rouge, or et noir, chacune de douze mètres de haut sur quatre mètres de large; leurs regards plus mystérieux que celui de la Joconde, leurs yeux plissés ironiquement, à l'expression cruelle, gouailleuse et raffinée vous écrasent de leur majesté silencieuse : c'est le Bouddha en trois personnes, les « San pao ». Le « Solitaire des Çakya », le grand « Çakya-Mouni », effraie.

Avant la cérémonie

Quelques bonzes sont déjà en prières. Ils ont le crâne rasé et marqué de douze pointes de feu, ordination douloureuse et indélébile; les moines bouddhistes ont le crâne brûlé avec une baguette d'encens ardente autant de fois que le supérieur de leur monastère; si bien qu'à Kou-chan, où le chef bonze a douze pointes de feu, tous les bonzes sont obligés d'en avoir le même nombre. Hier, quelques-uns d'entre eux ont eu ainsi la tête brûlée : ils me disent que, lorsqu'on a la foi, on ne sent pas la douleur. La forme de leurs vêtements, à tous, est identique, mais la hiérarchie se marque cependant à la couleur diverse des robes; les novices ont une robe gris souris entièrement recouverte sur le côté gauche d'une sorte de peplum de soie jaune foncé; les moines sont habillés tout de jaune clair et les supérieurs du monastère sont en noir; ils ont uniformément les mêmes chaussures, des sandales en lames de bambou tressé; leur robe est agrafée sur la hanche gauche par une grosse boucle de cuivre. Ils portent perpétuellement, mais tantôt à leur bras gauche et tantôt sur leurs mains jointes, une bande de soie, en forme d'étole, noire et bleue, ou noire et rouge, ou encore noire et or, qu'ils posent à terre lorsqu'ils s'agenouillent devant Bouddha pour faire le Koteou qui est une profonde génuflexion trois fois répétée.

Les exercices préparatoires à la grande cérémonie nocturne commencent tout d'abord par les prières scandées par le son du maillet sur le tambour de bois; elles débutent lentement, puis le rythme s'accélère et atteint une rapidité uniforme qui devient monotone. Debout, se faisant face, les quatre cents bonzes, répartis de part et d'autre de la nef principale, les yeux clos, débitent leurs litanies non pas durant dix minutes mais durant une heure; peu à peu on les sent tous hallucinés puis hypnotisés par ce roulement grondant continu : pang, pang, pang, pang...

Brusquement le violent coup d'un gong de bronze les tire de cette demi-léthargie et ils entonnent en l'honneur de Bouddha de courtes invocations d'origine thibétaine; le gong, le tambour et un curieux instrument à cordes, frère lointain de notre violon, servent d'accompagnement. Un jeune bonze, quittant sa place, va prendre devant le petit Bouddha, qui se trouve sur le premier autel, une coupe minuscule remplie d'eau et de riz; il sort du temple et, avec les marques de la plus grande vénération, va en vider soigneusement le contenu sur le fût d'une colonne de pierre brisée qui se dresse devant la porte du sanctuaire : geste symbolique de la multiplication du riz et de l'eau qui, en apaisant la faim et en étanchant la soif des mauvais esprits, les éloigne du monastère.

Le gong résonne violemment à nouveau, les bonzes se prosternent profondément devant les trois grands Bouddhas, en touchant par trois fois le sol de leur front, puis ils se relèvent, leurs bracelets à vingt grains dans la main, font une procession à travers les bancs en répétant inlassablement : *Tche-kia wan nien na mo o-mi-teou-fou* (qu'on adore Çakya-Mouni pendant dix mille ans). L'accompagnement musical est le même que durant la première phase de la cérémonie. Les bonzes exécutent trois fois, les yeux baissés, cette cérémonie, puis ils sortent l'un après l'autre. Voilà vingt-cinq jours qu'ils ont commencé cette retraite qui doit les conduire à un état de sainteté parfaite pour la cérémonie de minuit de Çakya-Mouni.

Dehors, deux mille pèlerins encombrent les couloirs du monastère. J'entends un vague son d'harmonica dont le propriétaire est un enfant chinois, je croise une jeune Chinoise strictement fardée qui porte précieusement sous son bras une bouteille « thermos » : contrastes d'Asie, paradoxes d'Extrême-

Orient ! Le vent redouble de violence et brusquement la pluie nous inonde ; des éclairs illuminent le sommet du Kou-chan ; le tonnerre gronde, se répercute dans les gorges de la montagne et va mourir dans les ravins encombrés de nuages que l'on croirait être des vapeurs exhalées du sol. A la lueur des éclairs, se révèlent des pans de montagne qui sortent comme d'un épais voile gris, brusquement illuminés comme par un éclat de magnésium. Lorsque les fulgurations sont particulièrement vives, on distingue à travers l'obscurité la masse du monastère; on dirait un vaisseau désemparé, dont les feux brilleraient au loin à travers un épais brouillard. Peu à peu la montagne se noie complètement dans les flots blancs, gris et noirs des nuées; telle un nageur, elle les brise parfois de son front et laisse apparaître la pointe d'un rocher que l'on croirait suspendu dans les airs, ou le lac sacré qui s'éclaire de reflets bleu de prusse et bleu d'acier. Le tonnerre gronde sans interruption ; le vent hurle à travers les pins rabougris et les courbe jusqu'à terre ; nous sommes perdus dans les nuages ; les éléments sont déchaînés : Çakya-Mouni manifeste sa présence sacrée.

En l'honneur de Çakya-Mouni

Onze heures. Dans le temple, les fidèles commencent à s'assembler, puis quelques bonzes arrivent; étalant sur la pierre leur pièce d'étoffe, ils s'agenouillent devant le grand Bouddha. Chez nous, la veille de Noël, vers les onze heures, les cloches se mettent en branle avec allégresse et sonnent à toute volée pour apporter du réconfort aux malades, aux faibles, et la confiance en Dieu aux croyants. Ici, le tambour de bois résonne, mais ce sont des vibrations sourdes qui, accompagnées par le son massif du gong de bronze, deviennent un bourdonnement continu. On comprend la raison pour laquelle cette montagne a été appelée « Kou-chan » : la montagne du tambour; elle paraît, en effet, n'être qu'un immense tambour résonnant en basse; ce sont les esprits que l'on appelle plutôt que les bonzes ou les fidèles. Dans ce grondement profond qui se perd dans la nuit et le brouillard, rien de pur ni de joyeux, c'est le terrible et le mystérieux qui règne, c'est l'atmosphère qui convient aux colossales statues de Çakya-Mouni impassible.

Tous les moines sont arrivés à présent; ils entonnent des chants, scandés inlassablement par une cloche de bronze, en même temps qu'accompagnés par le son d'un petit maillet heurtant tantôt une mince plaque de bronze, tantôt une boule de bois; les bonzes, les yeux perdus au loin, semblent tout à fait transportés et hurlent presque leurs cantiques.

Soudain ce vacarme cesse et les litanies hachées par le tambour de bois reprennent comme durant l'après-midi : pang, pang, pang..., pang, pang, pang... Trois coups d'abord pour se préparer, puis peu à peu l'allure s'accélère. Le temple n'est éclairé que par les lumières rouge sombre des bougies; elles projettent sur le grand Bouddha, au fond du sanctuaire, des reflets rouge et or. Tous les bonzes ont la même expression, à peu près la même tête et le même vêtement. Dans un semblable décor, on se sent envahi par l'hallucination, et il faut faire des efforts pour réagir et se ressaisir. Pan, pan, pan..., des pétards éclatent et se répercutent dans le fond des ravins; gongs et tambours de peau résonnent. Alors, de derrière le grand Bouddha, un chant très aigu, sans être discordant, s'élève : c'est le supérieur du monastère qui entonne une série de litanies rythmées en musique, auxquelles les moines répondent sur le même ton; il s'ensuit finalement un charivari extraordinaire qui donne l'impression d'assister, par faveur spéciale, à telle cérémonie qui n'aurait plus rien de commun avec l'échelle de notre sensibilité d'hommes de ce globe terrestre.

Les chants montent vers Çakya-Mouni dont la physionomie ironique paraît être devenue plus grave, plus imposante. Une sorte de communion commence, celle du bain de Bouddha. Un moine de part et d'autre de la nef quitte sa place; arrivés dans la nef, les deux moines se saluent l'un l'autre, s'agenouillent devant le petit Çakya-Mouni et après lui avoir fait le « koteou », ils prennent dans une corbeille à leur droite des bâtons de vermicelle chinois non cuit dont ils goûtent (1); puis tous deux prennent ensemble une cuiller et par trois fois la remplissent d'eau qu'ils versent sur la tête de l'enfant Bouddha. Enfin ils sortent de leur poche un papier rouge plié en quatre qui représente de l'argent : ils le déposent en offrande,

(1) Plat que l'on sert toujours, dans la province du Foukien, aux repas de mariage, de décès ou de naissance.

se lèvent, se saluent à nouveau de leur étole posée sur leurs mains relevées et jointes, puis vont devant la grande coupe de cuivre remplie de baguettes d'encens; là ils mettent leur étole à terre, font le koteou en fixant le grand Bouddha, se saluent encore et regagnent leur place. Les quatre cents bonzes, avec le même cérémonial, exécutent à leur tour les mêmes gestes, et il est trois heures du matin quand le dernier a regagné son banc.

Dans l'obscurité rendue de plus en plus épaisse par la fumée d'encens, les prières reprennent au roulement du tambour de la « tête de pieuvre en bois »; dans une telle atmosphère on se croit plongé dans un rêve et on regarde tout ce qui vous entoure comme des choses d'un autre monde.

Un violent coup de gong qui nous fait tressaillir ne fait même pas ciller un seul bonze; ils se prosternent devant le Bouddha et restent ainsi à demi étendus à terre, abîmés dans une profonde méditation; ils ressemblent à de gros hannetons jaunes et gris serrés les uns contre les autres. Nouveau coup de gong et, comme dans l'après-midi, une procession se déroule à travers les bancs; les mains jointes, les pouces posés d'une certaine façon, les moines tournent lentement en criant : « Qu'on adore Çakya-Mouni pendant dix mille ans »; le gong rythme ces paroles. Les bonzes ne sont plus sur cette terre; les yeux clos, beaucoup ont pris une expression semblable à celle du Bouddha; ils errent comme de grands fantômes avec leur tête rasée et leur long vêtement flottant jaune, gris ou noir. Trois fois ils font le tour du temple, puis ils s'éparpillent sans qu'on entende le bruit de leurs pas. C'est fini. La naissance de Çakya-Mouni a été célébrée.

Le réveil

Dehors, le jour se lève : cinq heures du matin; il semble que sur le sommet de la montagne passent et repassent des esprits. Çakya-Mouni semble animer Kou-chan, où résonne sans arrêt, de deux minutes en deux minutes, le son de la cloche de bronze. On a hâte de voir arriver le soleil et de sortir de cette hallucination.

Sept heures et demie. Grand branle-bas au monastère; des pèlerins le quittent déjà; voici une vache dans un couloir :

un bouddhiste, qui ne veut pas la tuer, l'a donnée au monastère; ici, on ne tue jamais aucun animal, ils n'y meurent que de leur propre mort. Nous nous dirigeons vers la bibliothèque pour y contempler le fameux et précieux ouvrage *Ou-pa-lao-han*, les cinq cents gardiens de Bouddha Ces cinq cents gardiens sont représentés sur chaque page de droite avec l'explication de la gravure à gauche; ce sont des peintures à l'aquarelle d'une finesse étonnante, faites sur des feuilles de vigne desséchées; travail incroyable de patience, de minutie et de talent, quand on voit le soin apporté aux détails et à l'expression des visages. Les pèlerins circulent d'un temple dans un autre; beaucoup se dirigent vers un sanctuaire dédié à Kouanin, dont ils vont implorer certaines faveurs. Nous nous retrouvons, à un détour de couloir, devant le temple de Çakya-Mouni; les prières au son du tambour de bois, ont recommencé, et les bonzes s'hypnotisent à nouveau sur leurs litanies : « *Tche-kia wan nien na moo-mi-teou-fou...* ». C'est la dernière manifestation de la fête du Noël bouddhique. Dans l'après-midi, nous descendons de la montagne du tambour.

Le paysage est purifié aujourd'hui; nets, les sommets se détachent sur le ciel gris bleuté; les lépreux hideux se lamentent le long du chemin; les pèlerins s'égrènent le long de l'interminable escalier : nous les dépassons au trot rapide de nos porteurs de chaises. Nous avons hâte de quitter ce pays splendide, mais qui, à présent, nous effraie. Nous nous sentons perdus dans ce lieu sacré, malgré l'intérêt de la cérémonie et le charme du paysage. Nous apercevons bientôt le Min-kiang, et, dans quelques heures, avec notre lourde jonque nous serons de retour à Foutcheou.

ALBERT CHAMBON.

A CHANTILLY [1]

La Bibliothèque, les Archives et le Musée proprement dit ont cette année encore constitué la base d'un véritable centre d'études qui ont porté sur les matières les plus diverses, attirant des savants, des étudiants et des artistes de France et de l'étranger. Les demandes de renseignements n'ont pas moins afflué que les années précédentes, bien au contraire, provenant d'Universités, de Musées, de Bibliothèques et de particuliers. De remarquables et parfois très belles publications en furent le résultat.

Les visites d'écoles se sont multipliées. Grâce aux explications données aux élèves, grâce à l'intérêt qu'y ont porté les maîtres, il est certain qu'elles auront été heureusement profitables.

Au cours des fêtes de son troisième Centenaire, le Muséum d'histoire naturelle, sous la présidence de son directeur M. Lemoine, consacra un après-midi à la visite du château et du parc. M. Henri Malo, conservateur-adjoint, en les recevant au nom des conservateurs, ne manqua pas de rappeler les liens qui unissent Chantilly et le Muséum, où furent versées sous la Révolution, et par les soins de Bernardin de Saint-Pierre, les trente mille pièces du cabinet d'histoire naturelle et la bibliothèque scientifique réunies par les princes de Condé au XVIIIe siècle ; ces collections ne pouvaient être confiées à des mains plus expertes, pour le plus grand profit de la science.

(1) Rapport lu à la séance plénière de l'Institut.

Également à l'occasion des fêtes de son troisième Centenaire, l'Académie française donna une garden-party dans son domaine de Chantilly. Un millier d'invités, parmi lesquels figuraient les délégués étrangers, arrivèrent par train spécial au début d'un après-midi que favorisa un temps très doux, s'achevant en un magnifique coucher de soleil.

Deux escadrons de spahis du régiment de Senlis faisaient à cheval la haie depuis la grille d'honneur jusqu'à la statue du Connétable; ils se dressaient sur leurs étriers pour saluer du sabre. Leur fanfare jouait entre la statue et le pont Michel-Ange, où des spahis à pied montaient la garde de même que dans la cour du château.

M. le maréchal Pétain, conservateur du musée Condé, reçut les membres de l'Académie française et leurs invités, assisté de M. Henri Malo qui, en quelques mots, retraça l'histoire du Château et, à titre de fil conducteur pour la visite des collections, en expliqua la genèse et la signification.

La visite achevée, tout le monde s'achemina vers la Maison de Sylvie, où un goûter était servi par petites tables, moitié dans le jardin, moitié dans le salon de Dreux. Deux équipes de sonneurs de trompes revêtus de l'uniforme des gardes du duc d'Aumale, se répondirent, encadrant la Maison de Sylvie, et faisant entendre un concert de sonneries anciennes, depuis *le grand Condé* et *la Sylvie* jusqu'à *la d'Aumale*. Autour des tables, des groupes sympathiques s'étaient formés; les causeries aimables et souriantes allaient leur train, et l'on goûta aussi tard que l'on put dans ce cadre exquis la douceur de l'heure. Du haut de la terrasse du château d'Enghien, les deux équipes de sonneurs de trompes réunies lancèrent d'ultimes sonneries pour saluer le départ des visiteurs.

Au cours de la saison, trois expositions, qui s'ouvrirent les 27 avril, 29 juin et 30 août, dévoilèrent les dessins de l'École italienne, une série de reliures anciennes, et enfin une centaine de dessins des Clouet, le tout tiré uniquement des collections du duc d'Aumale. La dernière est la douzième organisée depuis quatre ans, et pas une seule fois le même objet n'est repassé sous les yeux du public.

Les dessins italiens qui, sauf un, étaient ignorés de la plupart des spécialistes, prouvèrent une fois de plus l'éclec-

tisme du Prince et son souci de composer des ensembles aussi représentatifs et aussi complets que possible. Les Écoles florentine, romaine, lombarde et vénitienne étaient représentées par leurs plus grands maîtres et par des œuvres d'une qualité qui fit l'étonnement et l'admiration de tous les visiteurs avertis. Beaucoup d'entre elles se trouvent à l'origine d'un tableau, d'une fresque que l'on a pu identifier la plupart du temps, ce qui ajoute une valeur historique à leur valeur artistique; certains de ces tableaux figuraient au même moment à l'exposition d'art italien du Petit Palais, ce qui permettait de comparer la pensée originelle de l'artiste avec l'œuvre définitive.

Les reliures anciennes exposées ensuite ne comportaient ni armoiries, ni marques de propriété, ces dernières étant réservées pour des expositions futures. Elles partaient du xve siècle pour aboutir à la date de 1790, et les cent cinquante exemplaires en vitrines permettaient de suivre pas à pas et dans toutes ses caractéristiques l'histoire de la reliure pendant cette période : d'abord les peaux de porc garnies d'ornements à froid, avec les mêmes gaufrures que l'on retrouve alors sur le cuir des harnachements de chevaux; puis les cuirs bruns ornés de filets à froid ou en or, exceptionnellement en argent, et remplacés bientôt par des bandes harmonieusement entrelacées. La complication des dessins s'accroît au xvie siècle, où apparaissent les mosaïques de cuirs de couleurs dont une vitrine, sur les six de cette époque, contenait une magnifique série, dans un remarquable état de conservation. Le maroquin s'emploie de plus en plus; le parchemin, le vélin, les divers cuirs se couvrent d'or; les artisans réalisent ces riches reliures dites à la Fanfare, exécutées principalement par les Ève.

Des reliures de Florimond Badier, de Le Gascon caractérisaient le xviie siècle, ainsi que les semis de lettres et de fleurs de lys, de Ruette et de Macé, les pointillés, l'emploi des roulettes, le motif de l'éventail, qui marquaient l'évolution poursuivie depuis l'époque précédente.

Au xviiie siècle, les dentelles décorent les plats et les doublures en maroquin. Une vitrine était entièrement consacrée à des œuvres de Padeloup le Jeune, qui revient aux mosaïques, tandis que la mode des compartiments et des dentelles sévit avec Jacques-Antoine Derôme. Enfin les maro-

quins à grain long annoncent Simier, raccordant l'exposition de cette année à celle des reliures du XIX[e] siècle qui eut lieu il y a deux ans. Une vitrine était réservée aux œuvres étrangères, arabes, espagnoles, hispano-mauresques, italiennes, vénitiennes et anglaises.

L'Exposition de dessins des Clouet fut incontestablement la grande attraction de la saison et remporta le plus vif succès auprès des critiques et du public. Le musée Condé en possède trois cent soixante-trois, représentant certainement les deux tiers de la collection de Catherine de Médicis, qui fut vendue en 1734 par le dernier des Médicis, en grande partie au duc de Carlisle, et achetée par le duc d'Aumale au descendant même de ce duc. Le Prince en avait glané plusieurs autres par ailleurs. Dans les galeries du Logis et de Psyché, on peut en voir 90 de façon permanente; cet automne, 98 autres furent tirés des cartons, où il en reste encore 174.

On les avait groupés autant que possible historiquement, c'est-à-dire que l'on commençait par les portraits de François I[er], que suivaient ceux de ses deux femmes, de ses enfants et de ses petits-enfants ; après quoi venaient les Bourbons, ceux qui régnèrent en Navarre, et des personnages de marque ; enfin des inconnus qui, pour l'exécution et pour la psychologie des modèles, n'étaient pas les moins intéressants. On avait juxtaposé les séries de portraits d'un même personnage à des âges différents, jusqu'à six d'affilée, et partant de l'enfance pour aboutir à la vieillesse.

Nous n'insisterons pas ici sur la qualité de ces œuvres ; c'est l'affaire des historiens de l'art et des critiques. Disons seulement qu'elles constituent un ensemble unique au monde, et l'une des gloires des collections léguées à l'Institut de France par le duc d'Aumale.

PAUL BOURGET.

LES LIVRES D'ÉTRENNES

Fixant le souvenir de l'exposition qui, l'été dernier, attira au Petit-Palais près d'un million de visiteurs, voici deux albums de planches reproduisant en héliogravure les principaux chefs-d'œuvre d'un ensemble qu'on ne reverra probablement jamais plus : l'un, *l'Art italien, peinture*, est présenté par M. Raymond Escholier, principal artisan de ce grandiose et éphémère rassemblement ; dans l'autre, M. J.-L. Schneider a réuni les plus belles sculptures transalpines. Plus récentes encore, les expositions d'art flamand de Bruxelles et de Paris ont fait l'objet d'un recueil, *l'Art flamand*, dans lequel M. Édouard Michel a groupé, de van Eyck à Breughel, une quarantaine de maîtresses toiles (1).

Le mois de décembre marque aussi l'enrichissement des collections d'ouvrages relatifs aux Beaux-Arts. Le tome troisième de l'*Histoire universelle des Arts*, dirigée par M. Louis Réau, apporte du Quattrocento à l'Impressionnisme une vaste étude sur la peinture, la sculpture et l'architecture d'environ cinq siècles dans toute l'Europe (2). Les « Manuels de l'Histoire de l'Art », fondés par L.-M. Henry Marcel, s'accroissent de *la Peinture de Poussin à David*, par M. Louis Gillet ; groupant pour chaque époque autour d'un chef d'école ses émules ou ses disciples, l'auteur fait un magistral exposé de la peinture française des Le Nain à Fragonard, de Claude Lorrain à Greuze ; il étudie ensuite les écoles anglaise, scandinave, suisse, en ce bel in-octavo abondamment illustré (3).

(1) Ces 3 albums chez Plon. — (2) A. Colin. — (3) Laurens.

Des naïves miniatures de missels aux âpres dessins de Steinlen. M. Maurice Vloberg a groupé, dans les *Noëls de France*, une ample iconographie concernant un sujet dont il retrace avec charme l'attachant historique (1). C'est un dessein comparable que poursuivent, dans la collection les « Grands thèmes de l'Art », les deux grands volumes de planches en noir et en couleurs de l'*Évangile illustré*, beau recueil de chefs-d'œuvre anciens et modernes, évoquant la vie du Christ ou des apôtres, et préfacé par M. Louis Hourticq (2).

Accessibles à tous, voici les volumes si soigneusement illustrés de la collection « Voir et Savoir », où une étude sur la *Peinture italienne* de M. Pierre de Nolhac voisine avec des textes inédits de MM. Maurois, André Demaison, Fortunat Strowski, et dans laquelle l'histoire est représentée par une *Révolution française* de M. Funck-Brentano et une *Vie de Napoléon* de M. Jacques Bainville, remarquable raccourci qui passionnera tous les publics et tous les âges (3). On peut recommander la lecture des livres de la collection « Scènes et tableaux » où, du *Henri IV* de M. Pierre de Vaissière au *Louis-Philippe* de M. Gonzague Truc, l'histoire est retracée en tableaux alertes et vivants (4).

Les beaux paysages de la France sont évoqués par *En Haute-Savoie*, où M. Paul Guitton exalte le charme nuancé d'Annecy, son lac et ses montagnes ; *Au fort de l'Auvergne*, où M. Henri Pourrat chante, du Mont-Dore au lac Chambon, les beautés de son pays natal (5) ; *la Touraine*, *la Brière*, *le Lyonnais*, par des écrivains aussi notables que MM. Maurice Bedel, A. de Chateaubriant et Émile Baumann, dans la collection « Gens et Pays de chez nous » (6), cinq ouvrages où de remarquables photogravures complètent les textes. Dans *la Corse*, au contraire, M. Pierre Dominique, pour accompagner sa vibrante évocation des coutumes et des types insulaires, a fait appel aux trois crayons de M. Léon Canniccioni, qui en tire des effets sobres et puissants (7). Hors de France, c'est l'*Athènes* de M. Camille Mauclair, avec trente planches en couleurs d'après les tableaux de M. Paul Bret, qui fait suite à la belle série des ouvrages dus à la collaboration de MM. Camille Mauclair et J.-B. Bouchor ; c'est, dans la collection les « Villes d'art célèbres », un *Madrid* où

(1) Arthaud. — (2) Horizons de France. — (3) Coll. « Voir et Savoir » chez Flammarion. — (4) Gauthier-Languereau. — (5) Ces 2 vol. chez Arthaud. — (6) Ces 3 vol. chez de Gigord. — (7) Horizons de France.

M. Paul Guinard décrit les merveilles du Prado, de l'Escorial et des anciennes résidences des rois d'Espagne (1) ; c'est enfin *Maroc*, un atlas historique, géographique et économique dont cent cartes et aquarelles de M. Stéphane Lamarche reproduisent les monts du Riff, les villes marocaines et les rives indigo de l'Atlantique (2).

Les secrets de la flore et de la faune de ces rivages maritimes nous sont dévoilés, dans *le Bord de la mer*, par M. Rob. Lamy, du Muséum, avec de curieuses photographies d'humbles anémones de mer et d'inoffensifs insectes marins auxquels un fort grossissement confère une apparence apocalyptique (3). La mer, nous la retrouvons dans *la Marine française* où, après une remarquable préface de M. François Piétri, ministre de la Marine et historien, M. Marc Benoist décrit la vie à bord de nos navires de guerre (4), tandis qu'un petit in-octavo de M. Armand Hayet, *Dictons et, charades des anciens de la voile*, fixe le mélancolique souvenir d'un mode de navigation appelé à disparaître (5).

***

L'influence du cinéma sur les albums destinés à la jeunesse s'accroît chaque année. Walt Disney, auteur attitré des *Silly Symphonies*, voit nombre de ses dessins animés transformés en pimpants recueils. A vrai dire, ses films sont adaptés aux goûts de nos jeunes lecteurs par Mme Magdeleine du Genestoux qui contribue pour une large part au succès de ces joyeux albums. Dans les *Jouets de Noël*, on voit des groupes de lutins rivalisant de virtuosité pour approvisionner la hotte du père Noël en jouets multicolores ; dans *le Lièvre et la Tortue*, on suit la course du bellâtre hâbleur et de la tortue coiffée d'un petit chapeau emprunté au regretté Dranem. Dans *la Cigale et les Fourmis*, on retrouve l'insouciant ménestrel en jaquette étriquée et gibus désuet scandant la mesure d'une patte endiablée et raclant sur son violon un refrain qui chante encore dans bien des mémoires. Dans *les Petits lapins et les œufs de Pâques*, enfin, on admire de nouveau comment le travail à la chaîne, autre invention américaine, peut se transformer en une partie de plaisir. De Walt Disney toujours, voici les *Mickey* : le héros de l'écran, la truffe au vent, preste malgré ses lourds souliers, jaillit en relief des pages de

(1) Ces 2 vol. ill. chez Laurens. — (2) Horizons de France. — (3) Duchartre. — (4) de Gigord. — (5) Denoël et Steele.

Mickey et le prince Malalapatte pour rejoindre sa douce Minnie captive dans un donjon ; pour établir ce petit chef-d'œuvre articulé, l'art de l'éditeur a égalé la fantaisie des auteurs. *Mickey au Far West* et *Mickey jockey* conservent la forme traditionnelle d'une série maintenant classique. Du cinéma également s'est échappé le chat de Pat Sullivan, ce qui nous vaut *Félix au Pôle Sud* et *Félix rêve...;* un autre dessinateur anglo-saxon, Studdy, fait bouler son jeune chiot dans *Bonzo et les saucisses.*

En face de ces dessinateurs étrangers, M. Alain Saint-Ogan, champion national, relève le gant. Son jeune ours Prosper, dont les naseaux portent alertement quelques maillons de chaîne, est pour la troisième fois le héros d'un spirituel album : *Prosper et Toutoune;* d'Alain Saint-Ogan également, voici *Serpentin*, inénarrable basset dont les mésaventures, comme celles de *Touitoui*, ont paru tout d'abord dans « Cadet-Revue » pour la plus grande joie des petits lecteurs ; en leur compagnie, le spirituel dessinateur n'a pas oublié ses premiers-nés : aussi voyons-nous dans *Zig et Puce au* XXIe *siècle* les plus récents exploits des compagnons de jeux habituels du pingouin Alfred. Un de leurs émules reparaît dans *Bicot, marin d'eau douce;* et Pitche, l'humble quadragénaire au nez baroque, au melon sur les yeux, fait l'objet d'un nouvel album d'Alec Stonkus, *Pitche n'a pas de chance* (1). La silhouette de Mathurin, matelot déhanché, tatoué, pipe au bec, autre vedette des dessins animés, délaisse un instant l'écran de la Paramount pour divertir les enfants dans un album plein de verve : *Mathurin dans ses aventures* (2).

Les bêtes sont les animatrices de maints albums. Celles de M. Benjamin Rabier, depuis longtemps célèbres, mais toujours aussi réjouissantes, méritent une place privilégiée dans cette chronique. Le spirituel animalier conte, cette année, l'histoire de *Nono, petit moineau*, qui avait construit son nid dans le pavillon d'un cor de chasse ; celle de *Perpétue*, la tortue qui, pour accélérer son allure, adopte une deux cylindres-écureuils ; celle de *Marius, coq du clocher*, qui organise un tir Eureka. Son canard est encore éclaboussant d'une malice dont nous voyons les effets dans un bel album: *Gédéon est un bon garçon* (3). Chez un autre éditeur, M. Benjamin Rabier relate *le Roman de Siméon*, pauvre chien bâtard, ramené à la vie par la ligne d'un pêcheur, et fait gaiement

(1) Ces 16 albums en couleurs chez Hachette. — (2) Tallandier. — (3) Ces quatre albums chez Garnier.

cabrioler un chimpanzé curieux dans *Curaço touche-à-tout* (1).

Les Éditions de la N. R. F., voulant atteindre les jeunes dès leurs premiers pas, ont recours aux bêtes pour les séduire : deux charmants albums, *l'Éléphant* et *le Mauvais Jars*, ont pour auteur M. Marcel Aymé et pour imagier M. Altman, tandis que *Tirely astronome*, par Alice Piguet et Sérébriakoff, et *Petite histoire des voyages*, poésies de Marcelle Bertin, images de Denise Marie, ont un caractère aimablement instructif (2).

Nous nous en voudrions d'oublier parmi les livres d'animaux celui que M. André Demaison, — conteur-né qui a tant contribué au renouveau en France de la littérature animale, — destine cette année à la jeunesse ; illustrée de photographies de ton sépia, sa *Vie privée des bêtes sauvages* sera demain entre toutes les mains enfantines (3).

Placée sous l'égide du « Père Castor », une collection déjà notoire d'albums de tous formats met en scène, elle aussi, insectes et volatiles. Son plus petit volume, *le Royaume des abeilles*, n'est pas le moins réussi : en dix-huit pages illustrées, l'épopée qui a jadis tenté M. Maeterlinck est retracée par Lida avec un art exquis. *Cocorico*, livre d'images d'animaux domestiques, *Plouf canard sauvage*, — où nous retrouvons avec joie sous le pseudonyme de Rojan le délicieux imagier Rodjankowski, — des *Oiseaux*, délicieuses images à colorier de Guertik, démontrent l'ingéniosité du Père Castor. Celle-ci s'exerce encore dans *Faites votre marché*, leçon de choses en bons points, dans des images lumineuses et coloriées, *la Lanterne magique* et les *Fables de La Fontaine*, pour trouver son complet épanouissement dans un album intitulé *Théâtre d'ombres* et contenant scène, décors, acteurs, textes, et jusqu'à une partition permettant de donner tout un spectacle de gala pour le prix d'un strapontin d'orchestre (4). Voilà pour le Théâtre du Petit-Monde, si habilement dirigé par M. Pierre Humble, un concurrent redoutable.

Dans ces albums que de variété ! Auprès d'un *Alphabet des Saints*, par M. l'abbé Klein, et d'un résumé de nos expéditions d'Asie et d'Afrique, *De saint Louis à Lyautey*, clairement conçu et bien illustré par M. Daniel Girard (5), ce sont les albums Plumet, initiant les heureux bénéficiaires à la zoologie par le découpage

(1) Ces deux albums chez Tallandier. — (2) Ces quatre albums à la N. R. F. — (3) Bourrelier. — (4) Les albums du Père Castor chez Flammarion. — (5) Ces deux albums chez Spes.

et le montage des bêtes de *Sur la piste* et du *Zoo;* ceux d'André Hellé, *le Rail et la route* et *la Ferme*, permettant de construire une maison, de planter à tout âge et de peupler un domaine avec une paire de ciseaux (1); et celui de Désiré Dreux, *Jeanne d'Arc*, reconstituant dans leurs prestigieux décors sept épisodes de la vie de la sainte (2). Une autre noble existence, celle du Roi-chevalier, est retracée par Mlle Marguerite Bourcet, dans *la Belle histoire du roi Albert* destinée aux petits Belges et aux petits Français, en des pages émouvantes que Roméo Demoulin a enrichies à l'aquarelle de scènes et de portraits évocateurs. Jeanne Hebbelynck, pour illustrer *l'Enfant de Noël*, récit flamand de M. S. Streuvels, a composé cinq planches en couleurs d'un bel effet décoratif. Alexandre Sérébriakoff et Élisabeth Ivanovsky ont respectivement imagé dans le goût le plus moderne, *les Petites histoires de tante Irène* et *Deux contes russes* (3).

Dans d'autres albums, le texte s'accompagne d'images humoristiques, tels ces désopilants *Blagueurs de Bagdad* caricaturés par Samivel qui, décidément, s'affirme un de nos meilleurs illustrateurs (4); tels *Bécassine à Clocher-les-bécasses* où l'ingénue servante de Caumery et Pinchon fait une cure d'air natal pour recouvrer, après vingt années d'exil parisien, toute sa saveur rustique; *Nane fait du cinéma*, où l'on retrouve avec plaisir l'aimable fille de M. André Lichtenberger (5); les *Aventures de la famille Lapinois* où Gil embarque ses petits rongeurs en avion pour vagabonder à travers champs et vallées (6). Curieux, *Boubou* voyage chez les Peaux Rouges (7), tandis que le pittoresque *Zoumdada* si drôlement animé par M. Bourcier-Mongenot est triomphalement reçu par une peuplade noire. Enfin, pour clore dignement la série des albums, voici pour les garçons *les Grands raids d'avion* de M. Jacques Mortane, préfacés par le général Denain, qui feront naître des vocations aéronautiques (8), et, pour les filles, les *Histoires parisiennes*, où la délicieuse fantaisie de Mme M.-M. Franc-Nohain évoque, des Champs-Élysées au Zoo de Vincennes, la journée de quelques enfants de Paris (9).

Abordons maintenant les rangs imposants de ces grands in-octavos vêtus de toile rouge, verte, ou bleue, gaufrés, bariolés

(1) Ces 4 albums chez Berger-Levrault. — (2) Spes. — (3) Ces 4 albums chez Desclée de Brouwer. — (4) Delagrave. — (5) Ces 2 albums chez Gauthier-Languereau. — (6) Mame. — (7) Flammarion. — (8) Ces deux albums chez Mame. — (9) Larousse.

ou chamarrés de dorures, qui figurent assez bien les troupes d'une armée en tenue de parade. Avant de les passer en revue, faisons sortir de l'alignement les plus beaux d'entre eux : *Goupil*, le rusé renard du moyen âge, rajeuni par l'art si original de M. Samivel, déjà nommé, mérite une citation à l'ordre de la librairie pour l'adresse avec laquelle il a su choisir pour évoluer d'immaculés paysages de neige et les forêts d'automne les plus délicatement rouillées (1). Les *Contes d'Andersen* illustrés par Mme Hedwige Collin de planches en couleurs d'une séduisante harmonie (2) rivalisent d'élégance avec ceux que M. Pécoud a enrichis de dessins à la plume et de prairies aquarellées d'un vert acide et frais (3) ; *Au temps du grand roi* par M. Émile Magne, illustré par Carlègle, la *Grande et belle histoire de la première Croisade* du cardinal Baudrillart avec les lithographies de Charles Fouqueray, *la Nuit de la Saint-Sylvain* de Madeleine Ley, imagée par M. Eddy Legrand (4) et *Trois petits enfants bleus*, délicieux roman de Geneviève Fauconnier (5), méritent, avec le *Mr. Pickwick* qu'offre M. Pierre Nourry (6), d'être placés par leur texte comme par leur présentation dans la compagnie d'honneur.

Le bataillon des romans compte de nombreuses recrues. *Baghera et Kytô*, une panthère et un singe, dont France Pastorelli est le poétique aède (7) ; *Lulu, le petit roi des forains*, émouvant roman de Trilby illustré par Jodelet (8) ; l'histoire de *Tantoune*, d'Hubert Bourgin et du charmant André Hellé ; *Jeannot l'Ébouriffé* de Noré Brunnel (9) ; *Poum Nic et Fox* dus à l'heureuse et charmante collaboration de Mlle Thérèse Lenotre et M. A. de Mongont pour le texte et de M. Félix Lorioux pour l'image ; *l'Ile du Paradis*, roman d'aventures d'Abel Moreau (10) sont les meilleures de ces recrues.

A la compagnie des vétérans figurent, bien entendu, *les Vieux de la vieille*, mais aussi l'*Histoire d'un conscrit... de* 1813 il est vrai, par Erckmann-Chatrian, tous deux illustrés par M. Émilien Dufour (11) ; un célèbre chasseur de lions et casquettes, *Tartarin de Tarascon*, illustré par M. Dutriac (12) ; des romans d'aventures au succès éprouvé : *la Gondole fantôme* de M. G.-G. Toudouze, *Cherchons le trésor* de Mme Latzarus, le *Secret du*

(1) Delagrave. — (2) Hachette. — (3) Laurens. — (4) Ces 3 vol. chez Calmann-Lévy. — (5) Delagrave. — (6) Boivin. — (7) Paul Hartmann. — (8) Flammarion. — (9) Ces 2 vol. chez Delagrave. — (10) Ces 2 vol. chez Flammarion. — (11) Ces 2 vol. chez Hachette. — (12) Flammarion.

gouffre par Pierre Maël, le *Maître de l'abîme* d'André Laurie, et leurs anciens à tous, les « Jules Verne », valeureux briscards, dont reparaissent, en grand format et rajeunis par une illustration nouvelle, trois ouvrages : *le Chemin de France*, *Maître Antifer* et *Au pays des fourrures* ; ce dernier, monumental et écarlate, mérite d'être nommé tambour-major de notre régiment (1).

Deux excellents « livres bleus » l'encadrent : *Récits et légendes d'Angleterre* et *Cinq grands savants* dont la lecture est aussi instructive qu'attrayante, puisqu'ils familiariseront les jeunes lecteurs avec les découvertes de Pasteur et d'Edison, les drames de Shakespeare et l'épopée d'Ivanhoé (2).

Le contingent étranger est représenté, toujours en grand format, par *le Secret du navire* de Stevenson, bien illustré par Puyplat (3) ; par *les Quatre sœurs March*, ce roman d'Alcott que miss Kathreen Hepburn vient de faire triompher à l'écran sous le titre de *Little Women* (4) ; par *Croc-Blanc* de Jack London, illustré par Harry Elliott, et *les Naufragés de Bornéo* de Mayne Reid.

Passons aux rangs serrés des collections de petit format qui sont la piétaille de notre armée ; fantassins râblés, alertes, dont la sobre tenue de campagne de toile unie abrite tant de cœur, d'énergie et de rêve : *les Silences du Colonel Bramble* d'André Maurois, *la Féerie cinghalaise* de Francis de Croisset, *Parti de Liverpool* d'Édouard Peisson, *Axelle* de Pierre Benoit, illustrés par MM. Pécoud, Dufour et Carlègle, s'adressent aux plus grands sous leur uniforme vert à parements blancs. Jules Verne encore avec les deux volumes de *la Jangada* et les deux de *Nord contre Sud*, tous quatre illustrés par Hallo, *l'Invasion de la mer* et *Robur le Conquérant* ; ce dernier dans la « Bibliothèque verte » où *Madeleine* de Sandeau et le *Roman d'un brave homme* d'Edmond About s'alignent auprès d'un *M. Pickwick* aux spirituels dessins à la plume d'Elliott (5).

Dans une section voisine, voici, également cartonnées et illustrées, deux passionnants romans d'aventures : *On va faire sauter Paris*, dû à l'imagination féconde de M. Sucquet, *les Limiers de l'air* de Gurdon, et une réédition en deux volumes d'un des meilleurs romans historiques de Paul d'Ivoi : *la Mort de l'aigle* (6).

C'est au même public de garçons que s'adresse *la Légende*

(1) Ces 7 vol. chez Hachette. — (2) Ces vol. chez Larousse. — (3) Boivin. — (4) Delagrave. — (5) Ces 13 vol. chez Hachette. — (6) Ces 4 vol. chez Boivin.

d'Ursule de Lamaison, soigneusement illustrée par M. H. de Nolhac, *Sumatra*, roman entraînant d'Édouard de Keyser (1), et les effectifs de la « Bibliothèque Juventa » qui comptent huit titres nouveaux, de *la Petite Princesse*, de Burnett, à *la Roulotte* de Mme Augusta Latouche, roman naguère couronné par l'Académie française (2).

Un des plus glorieux membres de celle-ci, le général Weygand, fournit une paire de voltigeurs d'élite à notre défilé, et l'on se réjouira de voir son émouvant ouvrage sur *Le 11 novembre*, devenir, en deux volumes ornés de nombreuses photogravures en camaïeu, accessible aux jeunes gens (3); à ceux-ci s'adresse également *Notre première garnison*, roman dialogué de M. Henri de Venel, qui y peint une famille de militaires (4).

Les rangs de la « Bibliothèque du Petit Français », où parurent jadis les « Cosinus » et les « Fenouillard », s'accroissent d'un ravissant roman de Kenneth Grahamme, *le Vent dans les saules*, livre de chevet des petits Anglais, dont la traduction par Laure Delattre deviendra familière à nos jeunes compatriotes, et de *l'Héroïque équipée de Patte blonde* par Alice-M. Cruppi (5).

Les Scouts tiennent leur place dans notre parade : la collection de romans « le Feu du camp » qui leur est destinée offre cette année *Raa la buse* de Guy Larigaudie et *la Meute de Danny* de Vera Barclay (6) ; de même ces *Contes du Camp et du Logis* dus à Ch.-H. Dhacé qui feront la joie des garçons (7), tandis que la « Bibliothèque bleue » présente *Un train sifflait dans la nuit* de J. Jacquin et H. de Peslouan, qui fera rêver les jeunes filles.

Monsieur Coco et *Pipo et Pip* sont les enfants de troupe de la « Bibliothèque rose »; grâce à eux, Mme du Genestoux complète harmonieusement une collection dont la comtesse de Ségur fit jadis le succès. Portant l'uniforme de la « Bibliothèque blanche », le fluet *Mistigri* de M. Lucien Vasseur initiera les tout-petits à la lecture d'un roman (8).

Enfin, en traînard, ayant musé en route, voici le loustic du régiment, *Bonsoir Mossié*; retraçant en collaboration avec Noré Brunel l'histoire d'un cirque, M. F. Fratellini, comique de haute lignée, y détend les nerfs et dilate les rates par ses fantaisies clownesques (9).

A. Gavoty.

(1) Ces 2 vol. chez Larousse. — (2) Delagrave. — (3) Flammarion. — (4) Ed. La Bourdonnais. — (5) Ces 2 vol. chez Armand Colin. — (6) De Gigord. — (7) Spes. — (8) Ces 4 vol. chez Hachette. — (9) Delagrave.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

DÉTENTE A L'INTÉRIEUR. SYMPTÔMES FAVORABLES A L'EXTÉRIEUR

Nous terminions notre dernière chronique par ces mots : « Si le ministère Laval est renversé, rien ne pourra sauver le franc, rien ne nous séparera plus de la guerre civile. » Cette angoissante certitude hantait tous les esprits, même dans ce milieu fermé et empoisonné par les passions de partis qu'est la Chambre ; des deux côtés, on se sentait acculé à une redoutable impasse, à une sorte de course aux armements, où la nation se trouverait divisée en deux camps prêts à en venir aux coups sous les yeux d'un gouvernement impuissant. A la première séance du débat sur les ligues, le 3 décembre, la piteuse argumentation des orateurs du front populaire n'avait convaincu personne de la responsabilité des Croix de feu dans l'échauffourée de Limoges et les hurlements de leurs amis avaient montré où sont, pour le régime et les libertés nécessaires, le vrai péril. Le 5, au contraire, la démonstration précise de M. Bardon, député de la Haute-Vienne, le discours sérieux et vigoureux de M. Henry Haye, député de Versailles, l'éloquence généreuse de M. Xavier Vallat enfin, produisirent une impression d'autant plus forte que le ton en était plus modéré et les paroles plus mesurées. M. Herriot et M. Laval se mettaient d'accord sur les textes que pouvait accepter le gouvernement ; le président du parti radical-socialiste retrouvait quelque ascendant sur ses troupes ; on ne doutait plus que le ministère ne dût, le lendemain, l'emporter. L'atmosphère se rassérénait. Mais rien ne permettait de prévoir le coup de théâtre qui allait se produire, le 6, à la séance du matin.

M. Ybarnégaray est à la tribune ; « Croix de feu » lui-même, il parle « presque officiellement » au nom des 712 000 camarades qui en deux ans se sont groupés autour de leur chef aimé, respecté, obéi ; il dépeint le colonel de La Rocque ; c'est un indé-

pendant, un cœur noble qui ne relève que de lui-même ; ce qu'il veut, c'est rajeunir, assainir les institutions actuelles, les défendre contre la révolution, accomplir, au sein de ces institutions, la réconciliation française. « Est-il donc quelqu'un, poursuit d'une voix grave le député des Basses-Pyrénées, qui puisse vouloir que le pays revienne aux pires aberrations des luttes religieuses et de l'affaire Dreyfus et sente sur son visage l'haleine de la guerre civile ? Ne pouvons-nous enfin nous unir sous la main ferme et salutaire de la loi ? » La dissolution des ligues serait inefficace et hypocrite. Les Croix de feu proposent, comme « la solution essentielle », le désarmement de toutes les ligues, de tous les individus. M. Ybarnégaray affirme que les Croix de feu n'ont pas de dépôts d'armes et ne craignent aucune perquisition ; il demande qu'il soit décidé par décret que tout citoyen trouvé porteur d'une arme soit puni de un à trois ans de prison sans sursis, que tout étranger dans le même cas soit expulsé ainsi que tous ses parents. Toute la Chambre, de l'extrême gauche à l'extrême droite, applaudit.

Voici qu'en face de M. Ybarnégaray se dresse M. Léon Blum. Ce n'est, déclare-t-il, que depuis le 6 février que les socialistes, qui n'avaient que des groupes de « jeunesses », ont organisé des groupes d'auto-défense qui croissent de jour en jour et qui coordonnent leur action avec celle « des groupements amis ». Le désarmement ne lui suffit pas ; il redoute les formations qui « affectent un caractère militaire et peuvent se concentrer d'un moment à l'autre sur un ordre de mobilisation ». « Nous sommes prêts, continue-t-il, à dissoudre nos organisations dans la mesure où elles sont de forme paramilitaire... Et vous ? » M. Thorez, au nom des communistes, s'associe à la déclaration de M. Léon Blum. M. Guernut affirme que son parti n'a pas de ligues paramilitaires. M. Ybarnégaray, prenant acte des déclarations de ses collègues, déclare : « Dans la mesure où nos organisations peuvent être paramilitaires, mes amis et moi sommes prêts à la dissolution. » M. Laval enregistre simplement ces déclarations « qui font honneur à la Chambre » et annonce que le gouvernement en saura tirer les conclusions nécessaires. M. Ybarnégaray termine : « La main tendue pour la réconciliation, voilà notre attitude. Je souhaite que ce geste soit compris. Je le souhaite pour le pays angoissé et pour cette Assemblée qui, devant le spectacle de luttes fratricides, imposant silence à ses passions, se réconcilierait dans la joie et la fierté commune d'être Français. »

Les efforts désespérés de la délégation des gauches ne parvinrent pas à effacer l'impression profonde produite sur la Chambre par cette séance mémorable. L'après-midi, M. Laval demanda la discussion immédiate de trois lois sur la dissolution des associations ayant le caractère de groupes de combat ou de milices privées, sur le port des armes prohibées, sur la provocation au meurtre par la voie de la presse. Les interpellations furent closes par l'ordre du jour pur et simple demandé par le gouvernement et voté à 132 voix de majorité. Dans la nuit, les trois lois furent votées, mais avec de dangereuses aggravations réclamées âprement par le front populaire et auxquelles on doit regretter que le gouvernement ne se soit pas opposé. Le baiser Lamourette du matin était déjà oublié et l'on pouvait se demander si les lois nouvelles n'atteindraient pas seulement les meilleurs défenseurs de l'ordre et de la légalité.

Cette conclusion inattendue d'un débat qui avait débuté dans la violence et qui s'annonçait dangereux pour le gouvernement, le geste d'abnégation généreuse des Croix de feu, la sagesse tardive et contrainte des socialistes, l'habileté de M. Laval et son succès, tout cela nous donnera-t-il quelques semaines de travail paisible? On peut l'espérer, bien que l'application de certaines dispositions de ces lois de circonstance paraisse délicate. En tout cas, l'effet, à l'étranger, a été excellent. M. Laval a pu aborder avec plus de sérénité son entretien du 7 décembre avec sir Samuel Hoare ; son autorité à Genève s'en est trouvée renforcée. Il l'emploie au mieux des intérêts de la paix. Si la solution de l'affaire d'Éthiopie n'est pas encore en vue, on peut dire qu'on s'y achemine, puisque comme l'a dit le chef du Foreign Office, malgré des difficultés « formidables », la France et l'Angleterre sont résolues à y arriver.

Le discours du trône, lu au Parlement le 3 décembre, affirme de nouveau, dans la forme concise et solennelle de ce genre de documents, les lignes directrices de la politique britannique : « fidélité constante à la Société des nations ». Le gouvernement s'acquittera des obligations qui lui incombent en vertu du Covenant. C'est par suite de ces obligations qu'il s'est vu « contraint d'adopter, avec une cinquantaine d'autres États membres de la Société des nations, certaines mesures d'ordre économique et financier à l'égard de l'Italie. Il continuera toutefois d'exercer son influence en faveur d'une paix qui soit acceptable aux trois parties, c'est-à-dire

à l'Italie, à l'Éthiopie et à la Société des nations ». Dans deux discours, particulièrement par ses déclarations émouvantes du 5 décembre, sir Samuel Hoare a commenté et vivifié les déclarations du discours du trône. La politique britannique, dans l'affaire d'Éthiopie, garde un caractère collectif ; elle ne fait que répondre aux sentiments intimes des délégués à la Société des nations. Elle n'est inspirée par aucune animosité contre l'Italie, non plus que contre le régime fasciste ou contre la personne de M. Mussolini. « Les gouvernements français et britannique ont l'intention de redoubler d'efforts pour arriver à un règlement du conflit italo-abyssin. Le monde a grandement besoin de la paix. Agissant au nom de la Société des nations et dans l'esprit de la Ligue, les deux gouvernements sont bien décidés à mettre tout en œuvre pour la paix. Ils ne désirent nullement humilier ou affaiblir l'Italie. Ils sont au contraire désireux de voir une Italie forte dans le monde aussi bien du point de vue moral que du point de vue politique et social. Je fais encore une fois appel à M. Mussolini et à ses compatriotes pour qu'ils éloignent de leur esprit le soupçon que nous avons des raisons inavouables de donner notre appui à la Société des nations et que nous désirons enfoncer un coin entre la France et l'Italie... Nous désirons au contraire que la France et l'Italie restent de grandes et sincères amies. »

Mais que peuvent faire l'Angleterre et la France pour exécuter le mandat de pacification qui, sur la proposition de M. van Zeeland, leur a été confié par la Société des nations ? La paix dépend de M. Mussolini et du Négus. Que le Duce souhaite terminer le plus tôt possible cette guerre difficile, nous le croyons. L'avance des armées italiennes est lente et paraît même, pour le moment, arrêtée. Nulle part elles n'ont encore obtenu un succès décisif contre des bandes insaisissables qui se déplacent beaucoup plus vite que les troupes italiennes. Les indications que M. Mussolini a fait transmettre par divers canaux sur les conditions qu'il exige ne sont pas de nature à faire présager un arrangement qui permettrait d'arrêter les hostilités. « Il faut mettre tout en œuvre », dit sir Samuel, et, pour témoigner de sa confiance, il fait prescrire à deux cuirassés et quatre destroyers de la Home Fleet de quitter Gibraltar pour une croisière dans l'Atlantique, vers Tanger et Madère. L'application de l'embargo sur le pétrole, décidée en principe, ne sera pas immédiate. Mais pour aboutir à une entente, il faudrait que M. Mussolini modé-

rât ses exigences. Le peut-il ? Jamais la nation italienne n'a été plus fortement groupée autour de son chef. Elle acceptera avec une admirable abnégation tout ce qu'il décidera, transactions ou sacrifices. La paix que pourraient lui offrir l'Angleterre et la France serait honorable, mais acceptable aussi pour la partie adverse et compatible avec les intérêts des tiers. A lui appartient la responsabilité de décider.

LA CHINE ET LE GRAND DESSEIN JAPONAIS

Les affaires de l'Extrême-Orient asiatique ne se peuvent mesurer à l'aune occidentale. Une opinion mal informée s'imagine que prochainement les armées japonaises vont « envahir » et « annexer » les provinces de la Chine du Nord, tout au moins y constituer un État autonome sous un protectorat nippon. Les choses sont beaucoup plus délicatement nuancées, plus complexes. Essayons d'en montrer la véritable physionomie sans nous égarer dans le dédale des marches et contremarches diplomatiques et militaires.

Tout d'abord gardons-nous de nous représenter le Japon et la Chine comme deux ennemis prêts à en venir aux mains et préludant par des escarmouches diplomatiques à des batailles militaires. A Tokio comme à Nankin, la volonté est l'accord, la collaboration. Les Japonais s'aperçoivent-ils qu'ils ont été un peu trop vite et qu'ils risquent de blesser les susceptibilités nationales de la Chine, ils s'arrêtent, ils attendent jusqu'à ce que s'offre l'occasion d'une solution favorable. Dernièrement, l'assassinat d'un marin japonais à Changhaï, la grande métropole toujours en ébullition des affaires et des séditions, a permis au Japon de faire un pas en avant. Les Chinois, de leur côté, craignent-ils que le Japon ne se fâche tout de bon et ne recoure à la force, ils se hâtent de céder en « sauvant la face ». Cette question de « face » reste toujours la préoccupation dominante des gouvernements faibles.

Chang-kai-chek, le chef réel du gouvernement de la Chine centrale, qui est la seule autorité reconnue par les Puissances étrangères et, en particulier, par le Japon, a entrepris avec courage une longue et difficile œuvre de réorganisation matérielle et de rénovation morale du peuple chinois. Travail de Pénélope, qui se heurte à l'indifférence de la masse et à l'hostilité farouche de quelques individus dont le nationalisme exaspéré a pris la forme révolutionnaire et bolchéviste. Inutile d'ajouter que les

intrigues et les subsides des agents de Moscou sapent le pouvoir du chef qui a été assez hardi pour arracher au communisme sanglant toute la Chine centrale et qui lutte avec succès contre les gouvernements rouges de plusieurs provinces au sud du Yang-tsé et dans l'ouest. Des bandes, comparables à nos grandes compagnies à la fin de la guerre de Cent ans, chassées des régions du Yang-tsé, remontent vers le nord, afin de recevoir plus facilement des armes par la Mongolie extérieure, soviétisée sous l'influence russe, et menacent les provinces qui entourent le golfe du Pet-chi-li. Au sud, Canton jouit d'une indépendance de fait et se donne pour l'héritière authentique de la révolution nationaliste-socialiste dont Sun-yat-sen fut le prophète.

Chang-kai-chek, lui aussi, et les hommes du gouvernement qui sont ses collaborateurs doivent leur fortune au Kouomintang, mais ils travaillent à en éliminer les éléments extrémistes et à n'en garder que le caractère nationaliste et rénovateur. Ils sont à la tête du mouvement de relèvement moral qui s'intitule *la Nouvelle vie*. Le généralissime lui-même, dans un manifeste de mai 1934 (1), se montrait sévère pour son peuple et dénonçait les causes du mal : « Chez ceux qui sont à la tête des affaires, hypocrisie, avarice, corruption. Le peuple, sans vie, et, quand il s'agit du salut de la nation, dans la torpeur. Les jeunes gens, dégénérés, incapables de se fixer ; quand ils avancent en âge, c'est le vice et l'ignorance. Les riches, dans le luxe et le plaisir. Les pauvres, misérables et sordides, allant çà et là comme des aveugles. Aussi est-ce la ruine de l'autorité et de la discipline, l'ordre social dans la confusion, l'impuissance à porter remède aux maux de l'intérieur et aux assauts du dehors. » Il faut, pour régénérer la Chine, lui donner une « nouvelle vie », revenir aux antiques vertus enseignées par les *Classiques* qui ont fait la Chine d'autrefois, et, d'abord, renforcer l'autorité créatrice d'ordre et de moralité. Pour le moment, Chang-kai-chek demande volontiers, dans ce désarroi moral et social, un appui et un exemple aux missions chrétiennes ; il cherche à restaurer les règles de vie de Confucius qui ne font pas trop mauvais ménage avec l'enseignement révolutionnaire-rénovateur du *Tridémisme*, c'est-à-dire de la doctrine de Sun-yat-sen et du Kouomintang.

(1) Article du R. P. Brou, dans *Études* du 5 décembre. — Voir sur les affaires de Chine les articles de M. André Duboscq dans *le Temps* (notamment 19 novembre), les articles du *Bulletin quotidien* de la *Société d'Études et d'Informations économiques*, etc.

En attendant que cette réforme morale et sociale ait produit ses effets, le gouvernement de Nankin, dans sa lutte contre le communisme et l'anarchie, compte sur la collaboration, non pas des Puissances occidentales, mais du Japon, nation jaune, qui a opéré chez elle une semblable palingénésie. Il reste ainsi fidèle à l'esprit de Sun-yat-sen qui avait trouvé asile, en 1906, au Japon, et qui disait, peu de temps avant sa mort : « Désormais rien de grand ne se fera en Extrême-Orient sans le Japon. » Cette parole porte loin et pourrait servir d'épigraphe à tous les commentaires que l'on peut faire sur les rapports de la Chine et du Japon ; elle explique et résume tout. Le Chinois est un agriculteur et un commerçant; comme tel, il a besoin de sécurité, d'ordre, d'honnêteté. Les gens d'affaires sont partisans d'une entente avec le Japon. Sait-on que 90 pour 100 des capitaux qui sont fructueusement investis dans le Mandchoukouo, sous la protection des Japonais, sont des capitaux chinois ? Là où le Japonais assure l'ordre, les banques risquent plus volontiers leur argent que là où règnent le bolchévisme et le brigandage. Mais les communistes, d'une part, les extrémistes nationalistes de Canton de l'autre, rejettent violemment cette méthode sage qui vise à refaire d'abord le moral du peuple chinois et à restaurer la prospérité. Le 1er novembre dernier, peu s'en est fallu que Ouang-tchin-ouei, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères de Nankin, et Chang-kai-chek lui-même ne tombassent sous les coups d'un assassin. Le premier fut blessé et le généralissime n'échappa que par un heureux hasard. Cet attentat est venu montrer à quel point les passions sont surexcitées contre ceux que les gens de la IIIe Internationale appellent « les traîtres de Nankin ». Il ne les a pas empêchés de continuer l'œuvre de salut à laquelle ils se sont voués et qui mérite d'être aidée.

Quand on entre en bateau dans le golfe du Pet-chi-li, on a au nord, à main droite, le Kouang-toung, qui est une province du Mandchoukouo organisé en État indépendant sous la protection du Japon, au sud la riche et populeuse province chinoise du Chantoung, en un point de laquelle s'étaient jadis établis les Allemands. Au fond du golfe, c'est le Hopei que l'on appelait jadis Tche-li et où est situé Pékin, qu'il faudra nous résoudre à appeler Peï-ping, et son port Tien-tsin. A l'ouest du Hopei, c'est le Chan-si, au nord-ouest le Tchahar, suivi du Suiyuan, qui sont deux subdivisions de la Mongolie intérieure rattachées à l'administration

chinoise. Le Mandchoukouo a environ vingt à vingt-cinq millions d'habitants ; mais, pour les cinq provinces que nous venons d'énumérer et qui avoisinent le golfe du Pet-chi-li, c'est de 80 ou 85 millions d'individus qu'il faut parler. Cette Chine du Nord a été souvent, dans l'histoire, séparée de la Chine du Sud. Quand Gengiskhan la conquit, une dynastie de Mandchous y régnait : les gens des steppes, bergers et soldats, sont toujours attirés vers les mers du sud. Marco Polo décrit une Chine divisée en deux grands États, le Cathay au nord, le Manzi au sud. Avant la révolution de 1912, l'ancien empire régnait sur toute la Chine, mais il était mandchou et établi à Pékin. Maintenant que le centre politique de la Chine s'est transporté à Nankin, la loi de l'histoire veut qu'un État nouveau se forme au nord autour de Pékin, sous l'influence des peuples guerriers de Mandchourie et de Mongolie. On a pu croire, il y a une dizaine d'années, que cet État serait soviétique ; il est certain aujourd'hui qu'il sera sous l'influence japonaise.

C'est l'armée nippone du Kouang-toung qui, sous l'inspiration de Tokio, conduit cette politique de tache d'huile. Les chefs militaires chinois de la région aspirent à consolider leur pouvoir, les peuples souhaitent cultiver et commercer en paix ; à l'instigation des agents japonais du général Doihara (dont le rôle est un peu celui d'un chef des Affaires indigènes), ils demandent la protection nippone ; ils se sentent menacés du côté de l'ouest par des armées rouges venues du centre et du sud ; ils croient ne pouvoir trouver la sécurité qu'en obtenant une autonomie administrative que les Japonais les aideront à organiser et à défendre. L'unité de principe de la Chine n'est point menacée, mais, en fait, une Chine du Nord se prépare à aménager à part sa vie et ses intérêts. Au fond, le gouvernement de Nankin accepte cela, pourvu que sa souveraineté éminente soit ménagée, les formes respectées et la face sauvée. Il sait, lui, que le lointain avenir lui appartient, car la masse chinoise a toujours absorbé ceux qui ont eu la témérité de régner sur elle. Mais le proche avenir est au Japon. L'objet immédiat de la collaboration entre les provinces du Nord chinois, le Mandchoukouo et l'armée nippone du Kouang-toung est d'abord d'évincer les influences communistes venues de la Mongolie extérieure, d'éloigner la domination du Kouomintang, d'éliminer les éléments antijaponais et d'établir une entente économique Autour de Peï-ping (Pékin), les Japonais qui tiennent

garnison à Tien-tsin se sont emparés des points stratégiques importants. Ils ne rencontrent nulle part de résistance, si ce n'est parfois la mauvaise humeur d'un général ou d'un ministre pressé de sauver sa face personnelle, ou quelque attentat isolé comme celui qui a failli coûter la vie au président du Conseil de Nankin. Le généralissime Chang-kai-chek fait arrêter quelques chefs autonomistes, mais il n'élève pas de protestation officielle contre l'action japonaise. Quant aux Nippons, par une tactique savante et nuancée, ils avancent de deux pas pour reculer d'un, jusqu'au jour où l'accord sera complet avec Nankin. Le ministre de la Guerre Ho-ying-ching, homme de confiance de Chang-kai-chek et ami des militaires japonais, est à Peï-ping, tandis que l'ambassadeur du Japon vient d'arriver, sur l'ordre de M. Hirota, de Changhaï à Nankin. Il y a tout lieu de croire que, d'ici à peu de jours, l'accord sera réalisé. Et il y a des gens, en Europe, qui se demandent pourquoi la Société des nations n'intervient pas !

D'obstacles, il n'en apparaît point à l'horizon. Le grand dessein impérial de l'aristocratie militaire du Japon se réalise avec une étonnante ponctualité. L'éclipse de la puissance russe, qui fut si brillante dans les premières années du siècle, est de plus en plus complète. La vente du chemin de fer de l'Est chinois aux Japonais implique à échéance plus ou moins longue l'abandon de la province maritime de l'Oussouri et de cette Vladivostok dont le nom signifie « dominatrice de l'Orient ». En revanche, l'influence russe dans le Sin-kiang (Turkestan chinois) ne rencontre guère d'opposition, et il faut s'attendre à voir cette province se détacher et entrer dans l'U. R. S. S. L'Angleterre consolide son influence au Tibet. La réforme monétaire et la dévaluation réalisées le 3 novembre par le gouvernement de Nankin, bien que l'expert financier britannique, sir Frederick Leith-Ross, se défende de l'avoir conseillée, a quelque peu renforcé l'influence anglaise en Chine, mais elle a mécontenté le Japon avec lequel Londres semblait, il y a quelques mois, chercher une entente économique. Reste le facteur amérciain. On parle volontiers, aux États-Unis, de la guerre fatale contre le Japon ; on s'arme en prévision d'une telle lutte ; mais on n'est pas sur le point de l'entreprendre. Dans « la lutte pour le Pacifique », la victoire appartient au Soleil levant.

EN GRÈCE : RESTAURATION MONARCHIQUE

Depuis l'échec de l'essai de guerre civile tenté par M. Venizelos et ses partisans, au mois de mars, le rétablissement de la monarchie en Grèce paraissait certain. Le président du Conseil, M. Tsaldaris, le préparait, mais il voulait que la volonté nationale fût appelée à se prononcer et il avait fixé au 3 novembre la date du plébiscite. Cette procédure légale ne faisait point l'affaire de certaines ambitions, au premier rang desquelles s'agitait celle du général Condylis, ministre de la Guerre. Craignit-il que le plébiscite ne fût pas assez clair ou ne donnât pas la majorité à la monarchie ? Ou plutôt voulut-il que le roi Georges II ne dût qu'à lui, républicain ardent jusqu'au mois de juin dernier, et non au suffrage populaire, le rétablissement de la monarchie ? Toujours est-il que, le 10 octobre, appuyé par plusieurs généraux et amiraux, il mettait en demeure le président du Conseil, M. Tsaldaris, de donner sa démission, prenait sa place, proclamait l'état de siège et faisait voter par acclamation à l'Assemblée nationale l'abolition de la république, le retour à la Constitution de 1911, la fixation du plébiscite au 3 novembre. Suivirent des mesures d'épuration contre les officiers et les fonctionnaires républicains ou venizélistes.

Dès lors, le résultat du plébiscite était connu d'avance. Toutes les mesures furent prises pour que le vote du 3 novembre ne pût donner aucune surprise. Les électeurs avaient à prendre publiquement sur une table un bulletin bleu pour la monarchie ou rouge pour la république et à le déposer dans l'urne. Les plus courageux osèrent s'abstenir ; plus de 95 pour 100 des suffrages exprimés furent favorables à la monarchie (un million et demi) ; même dans des régions notoirement venizélistes, comme la Crète, une énorme majorité monarchiste sortit des urnes. Il est vraisemblable que le vœu du pays appelle un retour à la monarchie, mais celle-ci aurait gagné à être rétablie par des voies légales.

Il semble bien que telle fut l'opinion de Georges II. Lentement, il quittait Londres et, en passant par Paris et Rome où il eut d'importants entretiens politiques, il s'achemina vers son royaume ; il fit son entrée à Athènes le 25 novembre, parmi les acclamations et les fleurs. Les premiers actes du roi, rétabli sur le trône après onze ans d'exil, font bien augurer de son caractère et de son énergie.

Il a montré sa volonté de placer son autorité au-dessus des partis et des clans. Il n'a fait appel ni au général Condylis qui s'était proclamé régent et se croyait indispensable, ni au leader du parti le plus nombreux au Parlement, M. Tsaldaris, ni au fidèle M. Metaxas, chef du petit groupe des royalistes absolutistes ; il a proclamé sa volonté de respecter la Constitution et appelé au pouvoir un professeur de droit, M. Demerdzis, avec le mandat impératif d'accorder une amnistie générale s'étendant même à M. Venizelos. C'était, dès le premier pas, se mettre courageusement au-dessus des partis et s'émanciper de la tutelle compromettante du général Condylis. On peut juger que le Monk de cette restauration brusquée n'est pas satisfait ; il a déjà tenté de susciter quelques troubles dans les rues d'Athènes. Le nouveau chef du gouvernement appartient au groupe parlementaire que dirige M. Tsaldaris ; ses collègues sont des fonctionnaires ou des hommes qui se sont tenus à l'écart des luttes politiques. Il s'agit d'un ministère de réconciliation nationale, de retour à la légalité, de restauration économique et financière. Seuls le prestige et la volonté du roi peuvent imposer silence aux factions et aux factieux : tous les amis de la Grèce le souhaitent.

A peine est-il besoin d'indiquer, au moment où se trouve posé le problème de la suprématie navale dans la Méditerranée et où la guerre d'Éthiopie oppose l'Angleterre à l'Italie, l'importance de la restauration en Grèce d'une dynastie qui a toujours été protégée par la politique britannique. La Grèce, avec ses ports, ses îles, ses promontoires, offre, entre l'Italie et l'Anatolie, sur la route de l'Égypte, une base navale de premier ordre ; elle prend de là une importance toute nouvelle dans la politique européenne. Il se pourrait que l'Angleterre, mécontente de l'Italie, transportât ses faveurs à la Grèce où, comme on l'a dit irrévérencieusement, elle vient de retourner le roi. L'Italie, dans les Balkans, a toujours cru avoir intérêt à pratiquer une politique de division ; le roi Georges II, au contraire, a déjà affirmé son attachement à l'entente amicale des Puissances balkaniques. La restauration de la monarchie en Grèce, malgré certains souvenirs que nous oublions volontiers, se présente donc sous de favorables auspices.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

CHARLES RICHET

« La vie d'un savant doit être une marche à l'étoile », écrivait Charles Richet il y a deux ans. Peu de vies furent aussi prestigieuses que la sienne. Il étonna ses contemporains par son audace intellectuelle, son imagination toujours en éveil, son enthousiasme devant la vie et devant toutes les grandes œuvres humaines. Il les captiva par sa foi en la possibilité de découvrir des mystères jusqu'ici inviolés. Ceux-là qui n'ont pas analysé de quelle trame est faite l'originalité de l'œuvre d'un savant appelaient cette foi de la candeur. Non, c'était la fraîcheur d'une intelligence toujours jeune, d'une âme éternellement passionnée.

Il allait, grand, maigre, d'un pas nonchalant, balancé par son rêve intérieur. Il parlait, dans un amphithéâtre de cours ou dans une salle de réunion publique, sans notes, avec un élan qui semblait projeter sa pensée vers son auditoire : « Parlez, disait-il, comme si vous aviez, non pas à instruire, mais à convaincre. » Sa voix semblait une flamme, frémissant aux souffles de l'enthousiasme qui agitait son âme en éternelle poursuite d'idéal. Au-dessus de ceux qu'il tenait captifs de ses idées, sa main se dressait, vibrante, vers les hauteurs où montait sa pensée.

Parmi tant de travaux de physiologie qui ont illustré son nom et lui valurent en 1913 le prix Nobel, il en est deux qui le classent parmi les plus grands savants du XIX[e] siècle : sa trouvaille du principe de la *sérothérapie* et sa découverte de l'*anaphylaxie*.

En 1888, avec J. Héricourt, il établissait le fait fondamental qui a été le point de départ de la *sérothérapie* : le sang des animaux réfractaires à une infection, ou inoculés précédemment et guéris, confère l'immunité contre cette infection. En 1902,

en collaboration avec P. Portier, il découvrait que l'organisme de l'animal injecté avec une substance toxique pouvait être hypersensible à une seconde injection, même minime, de cette même substance : ce phénomène, appelé par Ch. Richet *anaphylaxie* (c'est-à-dire contraire de la protection), fut l'origine de travaux innombrables qui se poursuivent depuis plus de trente ans dans les laboratoires du monde entier.

Il ne fut pas seulement le plus grand physiologiste qu'eut la France depuis Claude Bernard. Romancier, dramaturge, poète, sociologue, philosophe, que n'a-t-il été ? La *Revue* perd en lui un de ses plus chers, de ses plus fidèles amis et celui qui, avec M. Paul Bourget, était son plus ancien collaborateur.

Son intuition, cette intuition qu'ont tous les grands créateurs, lui fit concevoir dès 1888 la possibilité de faire voler un appareil plus lourd que l'air. Avec Victor Tatin il fit construire une machine avec moteur à vapeur dont la voilure et les proportions ressemblent étonnamment au monoplan actuel. Elle put faire 875 mètres en ligne droite. De 1898 à 1904, il réalisa un grand aéronef pouvant porter un ou deux pilotes. Cet aéronef n'était pas encore terminé quand il apprit que les frères Wright avaient réalisé ce qu'il projetait avec ardeur.

Il se passionna pour les sciences métapsychiques, que les anciens appelaient sciences occultes. Il avait la conviction qu'il est une série de phénomènes non explicables par les faits connus, classés, de la psychologie, de la mécanique ou de la physiologie. « Des mondes imprévus s'ouvrent devant la science. » Là aussi Ch. Richet aura peut-être été un précurseur.

Il fut le grand humaniste de ces cinquante dernières années. Le souffle de la Renaissance semblait animer toutes les cellules de son cerveau, toutes les fibres de son cœur. On pense à lui et on évoque Léonard de Vinci. Il en eut la curiosité avide, l'appétit insatiable de la connaissance, le désir inassouvi de la recherche. Il en eut l'intuition géniale.

Sa vie fut une magnifique chevauchée dans tous les domaines de la pensée humaine. Il les marqua de son empreinte. Le monde est plus grand, la France est plus glorieuse parce que Charles Richet vécut, travailla et rêva.

Pasteur Vallery-Radot.

HUITIÈME PÉRIODE. — CV^{e} ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

TRENTIÈME VOLUME

NOVEMBRE — DÉCEMBRE

Livraison du 1er novembre

Livraison du 15 novembre

Livraison du 1er décembre

Livraison du 15 décembre

Paris, 1935. — Imprimeries Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 61183.